



HAL
open science

Sociologie d'un groupement politique illégitime. Le mouvement Samoobrona (Autodéfense) en Pologne (1991-2010)

Cédric Pellen

► **To cite this version:**

Cédric Pellen. Sociologie d'un groupement politique illégitime. Le mouvement Samoobrona (Autodéfense) en Pologne (1991-2010). Science politique. Université de Bordeaux; Université Montesquieu - Bordeaux IV; Institut d'études politiques de Bordeaux, 2010. Français. NNT : 2010BOR40066 . tel-00544899

HAL Id: tel-00544899

<https://theses.hal.science/tel-00544899>

Submitted on 9 Dec 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITE DE BORDEAUX
UNIVERSITÉ MONTESQUIEU – BORDEAUX IV / SCIENCES PO BORDEAUX
ECOLE DOCTORALE DE SCIENCE POLITIQUE DE BORDEAUX - E.D. 208

SPIRIT - Science politique, Relations Internationales, Territoire (UMR 5116 du CNRS)

**SOCIOLOGIE D’UN GROUPEMENT POLITIQUE
ILLÉGITIME**
**Le mouvement Samoobrona (Autodéfense) en Pologne
(1991-2010)**

Thèse pour le Doctorat en Science politique

présentée et soutenue publiquement par **Cédric PELLEN**

le 8 décembre 2010

Sous la direction de M. le Professeur **Antoine ROGER**

Membres du jury :

M. Eric AGRIKOLIANSKY, Maître de conférences, Université Paris-IX

M. Eric DARRAS, Professeur des Universités, Institut d’Etudes Politiques de Toulouse (rapporteur)

M. Yves DÉLOYE, Professeur des Universités, Institut d’Etudes Politiques de Bordeaux

M. Georges MINK, Directeur de Recherche, ISP/CNRS, Université Paris-X (rapporteur)

M. Antoine ROGER, Professeur des Universités, Institut d’Etudes Politiques de Bordeaux (directeur de thèse)

M. Frédéric SAWICKI, Professeur des Universités, Université Paris-I

Sociologie d'un groupement politique illégitime.
Le mouvement *Samoobrona* (Autodéfense) en Pologne (1991-2010)

Résumé : L'objet de notre recherche est de saisir les modalités de la genèse, de l'ascension puis de la marginalisation du mouvement *Samoobrona* (Autodéfense) dans les jeux politiques polonais dits « post-communistes ». Créé en 1992 par un groupement d'exploitants agricoles surendettés et réunissant sous un label commun deux organisations juridiquement distinctes, un syndicat agricole et un parti politique, le mouvement *Samoobrona* se fait connaître au cours des années 1990 par le « radicalisme » de ses membres lors des manifestations paysannes qui secouent alors la Pologne. Il s'impose au début des années 2000 comme un acteur central du champ politique polonais, réunissant alors plus de 10% des voix aux différentes élections et accédant même un temps au gouvernement, avant d'être à nouveau marginalisé depuis les élections parlementaires anticipées de 2007. En rupture avec les lectures exceptionnalisantes en termes de « populisme » qui en sont communément données, nous montrons dans cette recherche que l'étude de la trajectoire du mouvement *Samoobrona* gagne à être resituée dans les cadres ordinaires des sciences sociales du politique. En interrogeant les conditions de production d'un groupement politique dans un contexte de redéfinition des règles de la compétition politique, on se donne les moyens de penser les « succès » et les « échecs » du mouvement *Samoobrona* comme les produits relativement improbables de processus heurtés et hésitants de définition et de légitimation d'une offre de représentation originale et mobilisatrice. Le dédoublement organisationnel du mouvement, à la fois syndicat et parti, permet aux acteurs lui donnant forme d'intervenir conjointement dans des espaces d'interaction variés. En cela, il joue un rôle décisif dans leur reconnaissance au début de la décennie 2000 comme des participants incontournables de la compétition pour la définition et la représentation des intérêts sociaux ainsi que pour l'obtention de positions de pouvoir politique. Parallèlement, il les empêche cependant d'être perçus comme des acteurs légitimes du champ politique, d'institutionnaliser leur groupement et au final de perdurer dans le champ de la politique institutionnelle.

Mots-clés : représentation politique, mobilisation, institutionnalisation, légitimation, partis politiques, syndicats, mouvements sociaux, populisme, paysannerie, « post-communisme », Pologne.

Sociology of an illegitimate political movement
The *Samoobrona* (Self-defence) movement in Poland 1991-2010

Summary : The aim of our study is to identify the origins, rise and subsequent marginalisation of the *Samoobrona* (Self-defence) movement within the interplay of Polish political forces known as “post-communist”. Founded in 1992 by a group of financially over-extended farmers who combined into a single entity two legally distinct organisations, one a farming union and the other a political party, the *Samoobrona* movement became known in the nineties through the “radicalism” of its members during the farming demonstrations which shook Poland. From 2000 on, it took up a position as a central player on the Polish political scene, totalising more than 10% of the vote at various elections and even entering the administration for a time, before being once again marginalized after the early parliamentary elections in 2007. In this research, we break with the commonly held view of populism as an exception, to show that the study of the path of the *Samoobrona* movement should be placed within the normal social science spectrum of politics. If we examine the development conditions of a political group within the context of a revision of the political competition rules, it is possible to see the “successes” and “failures” of the *Samoobrona* movement as the relatively unlikely results of the clashes and faltering processes of the definition and justification of a representational offer which presents both an original option and a rallying force. The double organisation of the movement, at once party-political and trade-union based, allows those who created it to operate simultaneously on various fields of interaction. In this, from 2000 on, the twofold origin plays a decisive role in the recognition of the leaders of *Samoobrona* as inevitable competitors for the definition and the representation of social interests as well as contenders for positions of political power. At the same time, it prevents their being seen as legitimate players on the political scene, stops the group becoming institutionalised, and finally means they cannot last in the political and institutional arena.

Key-words : political representation, mobilisation, institutionalisation, legitimacy, political parties, trade-unions, social movements, populism, peasantry, post-communism, Poland.

REMERCIEMENTS

Je tiens tout d'abord à exprimer ma plus vive gratitude à mon directeur de thèse Antoine Roger. Par ses conseils, ses encouragements, sa bienveillance et sa disponibilité à toute épreuve, il m'a été d'une aide précieuse à chaque étape de ma thèse. Celle-ci lui doit beaucoup.

Je remercie également tout particulièrement Jérôme Heurtaux et Stéphane Portet. Tous deux ont joué un rôle déterminant dans ma décision de m'engager en doctorat. Ils m'ont apporté un soutien inestimable tout au long de mes recherches.

C'est aussi grâce à eux que j'ai découvert l'atelier de sciences sociales de l'EHESS à l'Université de Varsovie, rebaptisé Centre Michel Foucault par la suite. Je tiens à remercier tous les membres de cette institution pour leur chaleur, leur amitié et toutes les conversations passionnantes que nous avons pu avoir. L'enthousiasme qui anime cette structure et les projets que nous avons pu y mener ensemble ont grandement participé à rendre mes années de doctorat si stimulantes. Je salue particulièrement, Audrey Kichelewski, Agnès Chétaille, Maya Szymanowska, Morgane Labbé et une nouvelle fois Jérôme Heurtaux et Stéphane Portet pour tous ces bons moments varsoviens. J'ai également une pensée émue pour tous les employés du centre de civilisation française de Varsovie, et notamment pour Iwona Kotarbinska-Otto pour sa gentillesse et l'aide précieuse qu'elle m'a apportée.

Je remercie le directeur de l'IEP de Bordeaux Vincent Hoffmann-Martinot et à nouveau Antoine Roger en tant que directeur de SPIRIT pour le soutien constant de ces institutions à mon travail et pour m'avoir permis de bénéficier d'une allocation de recherche puis d'un poste d'ATER.

Un grand merci aux collègues doctorants et ATER de l'IEP de Bordeaux pour leur sympathie et pour tous les bons moments partagés dans notre exigu bureau de l'IEP. J'adresse mes plus vifs remerciements à Thibaud Boncourt et à Gilles Riaux pour leurs relectures, leurs conseils et surtout leur amitié.

Je remercie tous les chercheurs dont j'ai croisé la route au cours de ma thèse, lors de séminaires ou de colloques. Par leurs conseils, leurs critiques et leurs encouragements, Klaus Bachman, Hélène Combes, Jean-Michel De Waele, Rose-Marie Lagrave, Georges Mink, Laure Neumayer, Daniel-Louis Seiler et, tout particulièrement, Frédéric Zalewski m'ont grandement aidé à faire mûrir ma réflexion. Un grand merci également à Jean Petaux pour avoir dirigé mon mémoire de DEA et m'avoir donné le goût de la recherche.

Ce travail doit énormément à ma famille et mes amis pour leur soutien de chaque instant. Je suis particulièrement reconnaissant à ma mère et à mon père d'avoir soutenu mes choix professionnels et, surtout, pour tout l'amour qu'ils m'ont apporté tout au long de ces années. Je remercie Laurent d'être un grand frère idéal. Un merci particulier pour le coup de main donné dans les toutes dernières heures de ce travail. J'ai également une pensée pour Jennifer et le petit Eliott pour tous les bons moments passés et à venir. Je remercie Sally O'Farrell, Thomas Le Goff et Marie-Anne Amant pour leur gentillesse, leur générosité et bien plus encore.

Je ne peux pas imaginer ce qu'auraient été ces dernières années sans mes amis. J'adresse toutes mes pensées à, en vrac, Karl, Stan, Etienne, Alek, Alexandre, Morgane, Anne-Claire, Ophélie, Charlotte B., Charlotte G., Stéphanie, Amandine, Matic, Johanna, Guilaine, Françoise, Stéphane, Eva, Alexandra, Agnès, Cédric, Ben, Marie, Quentin, Baya, Loïc, Lucile, Margot, Emilie, Paul, Sébastien, Delphine, David, Thierry, Sophie. J'ai une pensée toute particulière et pleine de reconnaissance pour Hélène qui m'a tant aidé à finaliser ce travail.

Enfin, je n'ai pas de mots pour exprimer tout ce que je dois à Anna dont j'ai la chance de partager la vie et qui m'a apporté tant de réconfort en toutes circonstances tout au long de ces dernières années.

LISTE DES SIGLES

ARiMR (*Agencja Restrukturyzacji i Modernizacji Rolnictwa*): Agence de restructuration et de modernisation de l'Agriculture.

ARR (*Agencja Rynku Rolnego*): Agence du marché agricole.

AK (*Armia Krajowa*): l'Armée de l'intérieur.

Alternatywa RS (*Alternatywa Ruch Społeczny*): l'Alternative Mouvement Social.

AWS (*Akcja Wyborcza Solidarność*): Action Electorale Solidarité.

AWSP (*Akcja Wyborcza Solidarność Prawicy*): Action Electorale Solidarité de la droite.

BBWR (*Bezpartyjny Blok Współpracy z Rządem Józefa Piłsudskiego*): Bloc non-partisan de collaboration avec le gouvernement de Józef Piłsudski.

BBWR (*Bezpartyjny Blok Wspierania Reform*): Bloc non-partisan de soutien aux réformes.

BGŻ (*Bank Gospodarki Żywnościowej*). Banque de l'économie alimentaire.

CBA (*Centralne Biuro Antykorupcyjne*): Bureau central anticorruption.

CBOS (*Centrum Badania Opinii Społecznej*): Centre d'étude de l'opinion sociale.

ChD (*Chrześcijańska demokracja*): Démocratie chrétienne.

COGECA : Comité général de la coopération agricole de l'Union européenne.

COPA : Comité des organisations professionnelles agricoles de l'Union européenne.

FChD (*Forum Chrześcijańsko-Demokratycznej*): Forum chrétien-démocrate.

FPD (*Forum Prawicy Demokratycznej*): Forum de la droite démocratique.

KKSR (*Krajowy Komitet Samoobrony Rolnictwa*) : Comité national d'Autodéfense agricole.

KLD (*Kongres Liberalno-Demokratyczny*): Congrès libéral-démocrate.

KPN (*Konfederacja Polski Niepodległej*): Confédération pour une Pologne indépendante.

KPN-Ojczyzna (*Konfederacja Polski Niepodległej- Ojczyzna*): Confédération pour une Pologne indépendante – Patrie.

KRUS (*Kasa Rolniczego Ubezpieczenia Społecznego*) Caisse agricole d'assurance sociale.

KZRKiOR (*Krajowy Związek Rolników, Kółek i Organizacji Rolniczych*) : Union nationale des agriculteurs, des cercles et des organisations agricoles.

LiD (*Lewica i Demokraci*) : la Gauche et les Démocrates.

LiS (*Liga i Samoobrona*) : la Ligue et Autodéfense.

LPR (*Liga Polskich Rodzin*) : la Ligue des familles polonaises.

MKKNS (*Międzyzwiązkowy Krajowy Komitet Negocjacyjno-Strajkowy*) : Comité national intersyndical de négociation et de grève.

MN (*Mniejszość niemiecka*) : Minorité Allemande.

NSZZRI « S » (*Niezależny Samorządny Związek Zawodowy Rolników Indywidualnych "Solidarność"*) : Syndicat indépendant et autogéré des agriculteurs individuels « Solidarité ».

NSZZ « S » (*Niezależny Samorządny Związek Zawodowy "Solidarność"*) : Syndicat indépendant et autogéré « Solidarité ».

OAKPRZ (*Ogólnopolski Autonomiczny Komitet Protestacyjny Rolników Zadłużonych*) : Comité national autonome de protestation des agriculteurs endettés.

OBOP (*Ośrodek Badania Opinii Publicznej*) : Centre d'étude de l'opinion publique.

OKP (*Obywatelski Klub Parlamentarny*) : Club parlementaire du comité civique.

OPZZ (*Ogólnopolskie Porozumienie Związków Zawodowych*) : Entente nationale des syndicats.

OZZPiP (*Ogólnopolski Związek Zawodowy Pielęgniarek i Położnych*) : Syndicat national des infirmiers et des sages-femmes.

PBS (*Pracownia Badań Społeczny*) : Laboratoire d'étude sociale.

PC (*Porozumienie Centrum*) : Entente du centre.

PChD (*Partia Chrześcijańskich Demokratów*) : Parti des démocrates-chrétiens.

PD (*Partia Demokratyczna*) : Parti démocrate.

PdLP (*Przymierze dla Polski*) : Alliance pour la Pologne.

PiS (*Prawo i Sprawiedliwość*) : Droit et Justice.

PKW (*Państwowa Komisja Wyborcza*) : Commission électorale nationale.

PLD (*Partia Ludowo-Demokratyczna*) : Parti paysan démocratique.

PO (*Platforma Obywatelska*) : Plateforme civique.

POC (*Porozumienie Obywatelskie Centrum*) Entente civique du centre.

PPG (*Polskie Przymierze Gospodarcze*) : Alliance économique polonaise.

PPS (*Polska Partia Socjalistyczna*) : Parti socialiste polonais.

PPPP (*Polska Partia Przyjaciół Piwa*) : Parti polonais des amis de la bière.

PSL (*Polskie Stronnictwo Ludowe*) : Partis paysan polonais.

PSL-Mikołajczyk (*Polskie Stronnictwo Ludowe-Mikołajczyk*) : Parti paysan polonais - Mikołajczyk.

PSL-Piast (*Polskie Stronnictwo Ludowe-Piast*) : Parti paysan polonais - Piast.

PSL-PL (*Polskie Stronnictwo Ludowe - Porozumienie Ludowe*) : Parti paysan polonais- Entente paysanne.

PSL-Solidarność (*Polskie Stronnictwo Ludowe - Solidarność*) : Parti paysan polonais – Solidarité.

PSL-SP (*Polskie Stronnictwo Ludowe – Sojusz Programowy*) : Parti paysan polonais- Alliance programmatique.

PZPR (*Polska Zjednoczona Partia Robotnicza*) : Parti ouvrier unifié de Pologne.

PZZ (*Polski Związek Zachodni*) : Union polonaise de l'Ouest.

RAŚ (*Ruch Autonomii Śląska*) : Mouvement pour l'autonomie de la Silésie.

RdR (*Ruch dla Rzeczypospolitej*) : Mouvement pour la République.

RL-PL (*Ruch Ludowy - Porozumienie Ludowe*) : Mouvement paysan - Entente paysanne.

RS *Samoobrona RP (Ruch Społeczny Samoobrona Rzeczypospolitej Polskiej)* : Mouvement social Autodéfense de la République de Pologne.

ROP (*Ruch Odbudowy Polski*) : Mouvement pour la reconstruction de la Pologne.

Samoobrona RP (Samoobrona Rzeczypospolitej Polskiej) : Autodéfense de la République de Pologne.

SD (*Stronnictwo Demokratyczny*) : Parti démocratique.

SdPL (*Socjaldemokracja Polska*) : Social-démocratie polonaise.

SdRP (*Socjaldemokracja Rzeczypospolitej Polskiej*) : Social-démocratie de la République de Pologne.

Sierpień 80' : Août 80'.

SKL (*Stronnictwo Konserwatywno-Ludowe*) : Parti conservateur populaire.

SL (*Stronnictwo Ludowe*) : Parti paysan.

SLCh (*Stronnictwo Ludowo-Chrześcijańskie*) : Parti paysan chrétien.

SLD (*Sojusz Lewicy Demokratycznej*) : Alliance de la gauche démocratique

SLD-UP (*Sojusz Lewicy Demokratycznej - Unia Pracy*) : Alliance de la gauche démocratique – Union de travail.

"S"Pracy (*Solidarność Pracy*) : Solidarité du Travail.

Solidarność 80' : Solidarité 80'.

TSKMNSO (*Towarzystwo Społeczno-Kulturalne Mniejszości Niemieckiej na Śląsku Opolskim*) : Association socio-culturelle de la minorité allemande en Silésie d'Opole.

TSKNWK (*Towarzystwo Społeczno-Kulturalne Niemców Województwa Katowickiego*) : Association socio-culturelle des Allemands de la voïvodie de Katowice.

TVN (*Telewizja Niezależna/Telewizja Nowa*) : Télévision indépendante/Nouvelle télévision (bouquet de chaînes de télévisions privées).

TVP (*Telewizja Polska*) : Télévision polonaise (bouquet de chaînes de télévisions publiques).

UD (*Unia Demokratyczna*) : Union démocratique.

UOP (*Urząd Ochrony Państwa*) : Office de protection de l'État.

UP (*Unia Pracy*) : Union du travail.

UPR (*Unia Polityki Realnej*) : Union pour une politique réaliste.

UW (*Unia Wolności*) : Union de la liberté.

WAK (*Wyborcza Akcja Katolicka*) : Action électorale catholique.

ZChN (*Zjednoczenie Chrześcijańsko-Narodowe*) : Union chrétienne-nationale.

ZMW (*Związek Młodzieży Wiejskiej*) : Union de la jeunesse rurale.

ZNP (*Związek Nauczycielstwa Polskiego*) : Syndicat des enseignants polonais.

ZSL (*Zjednoczone Stronnictwo Ludowe*) : Parti paysan unifié.

ZZRiOW « *Regiony* » (*Związek Zawodowy Rolnictwa i Obszarów Wiejskich « Regiony »*) : Syndicat agricole et des espaces ruraux « Régions ».

ZZR « *Ojczyzna* » (*Związek Zawodowy Rolnictwa « Ojczyzna »*) : Syndicat agricole « Patrie ».

ZZR *Samoobrona* (*Związek Zawodowy Rolnictwa Samoobrona*) : Syndicat agricole autodéfense.

Introduction générale

Varsovie, ministère de l'Agriculture, 27 avril 1992. Les portes du bâtiment sont fermées et gardées par des policiers. À l'intérieur, un campement de fortune a été installé dans le hall. Depuis près de trois semaines, quelques centaines de militants du *ZZR Samoobrona* (Syndicat agricole « Autodéfense ») occupent le ministère de l'Agriculture en plein centre de la capitale. Face aux journalistes, Andrzej Lepper, le président de ce syndicat agricole créé à peine quatre mois auparavant, énonce ses conditions pour évacuer le bâtiment. Il exige l'arrêt immédiat des saisies des biens des agriculteurs surendettés, une réduction drastique des taux d'intérêts pour les crédits agricoles et la démission du ministre de l'Agriculture Gabriel Janowski. Ayant refusé de s'associer aux négociations engagées avec les autres syndicats agricoles, il menace le gouvernement : « Nous ne voulons pas la guerre, mais, si besoin est, nous n'hésiterons pas à prendre les armes pour nous défendre contre les agents de l'Etat, les huissiers, les banquiers ou les inspecteurs des impôts »¹.

Czosnów (30 km au nord-ouest de Varsovie), hôtel « U Witaszka », 23 septembre 2001. C'est au son de la musique d'un groupe local que les nombreux journalistes sont accueillis à la soirée électorale du parti *Samoobrona RP* (« Autodéfense » de la République de Pologne). L'ambiance est euphorique. En réunissant plus de 10% des suffrages exprimés, le parti créé par les responsables du syndicat agricole *ZZR Samoobrona* vient de réaliser la surprise des élections législatives. Avec 53 députés et 2 sénateurs, il s'impose comme la troisième force parlementaire nationale. À Varsovie, sur les plateaux de télévision et de radio, les commentateurs de la vie politique polonaise sont sous le choc. Aucun des nombreux sondages pré-électorales n'avait anticipé l'ampleur de la percée de la formation présidée par Andrzej Lepper.

Bruxelles, bâtiment Justus Lipsius, 22 mai 2006. Andrzej Lepper, le nouveau vice-Premier ministre et ministre de l'Agriculture polonais, représente pour la première fois son pays à une réunion du Conseil « Agriculture et pêche » de l'Union européenne. Entré au gouvernement au début du mois, à la faveur d'un accord de coalition entre son parti, le *Samoobrona RP*, le PiS des frères Kaczyński et la LPR, il

¹ « Bataliony Chłopskie "Samoobrony" », *Gazeta Wyborcza*, 30/04/1992, p.4.

entend négocier avec ses homologues des autres Etats membres une élévation des quotas laitiers pour la Pologne ainsi qu'un assouplissement des procédures d'accès des agriculteurs polonais aux subsides de la Politique Agricole Commune.

Varsovie, rue Nowy Świat, 15 mai 2010. Sur la principale artère commerciale de la capitale, Andrzej Lepper, accompagné d'une poignée de militants du *Samoobrona* RP, distribue des tracts promouvant sa candidature à l'élection présidentielle anticipée de la fin du mois de juin. Si certains passants font preuve d'hostilité à son égard, la plupart s'amuse de croiser cette célébrité déchu. Certains se prennent même en photo aux côtés de l'ancien vice-Premier ministre qui est crédité d'à peine un pourcent des intentions de vote dans les différents sondages pré-électorales.

Ces séquences de la « vie » du mouvement *Samoobrona* (« Autodéfense ») illustrent sur un mode anecdotique sa trajectoire dans les jeux politiques polonais contemporains¹. Réunissant sous un label commun deux organisations juridiquement distinctes, un syndicat agricole (le *ZZR Samoobrona*) et un parti politique (le *Przymierze Samoobrona* rebaptisé *Samoobrona* RP au début de la décennie 2000), ce mouvement initié par des exploitants agricoles surendettés dans les premières années de la III^e République polonaise² fait figure tout au long des années 1990 de groupement paysan radical sans grand avenir politique. S'il parvient à se faire reconnaître par ses activités syndicales spectaculaires, et souvent illégales, comme l'un des principaux animateurs des grèves agricoles qui touchent la Pologne au début et à la fin de la décennie 1990, ses représentants échouent alors à obtenir le moindre mandat lors des différentes élections auxquelles ils participent. Contre toute attente, le mouvement *Samoobrona* s'impose finalement au début de la décennie 2000, près de dix ans après sa création, comme un protagoniste majeur du champ politique polonais. Réunissant systématiquement plus de 10% des voix lors des différentes élections se tenant entre 2001 et 2005, il compte plus de cinquante députés aux IV^e et V^e

¹ Par trajectoire, nous entendons ici, suivant Pierre Bourdieu, « une série des positions successivement occupées par un même agent (ou un même groupe) dans un espace lui-même en devenir et soumis à d'incessantes transformations » : Bourdieu Pierre, « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°62-63, 1986, p.71.

² La III^e République désigne le régime mis en place en Pologne après 1989 et marque ainsi la rupture symbolique avec le régime communiste. D'abord informelle, cette appellation est officialisée par la nouvelle Constitution adoptée en 1997.

législatures de la Diète¹ et participe même un temps à l'exercice du pouvoir gouvernemental. Évincé des jeux parlementaires à l'occasion des élections législatives anticipées d'octobre 2007, le mouvement *Samoobrona* apparaît aujourd'hui exsangue. Devant faire face à d'importantes difficultés financières et judiciaires, il s'est avéré incapable de rallier plus de 2% des électeurs lors des élections européennes de 2009 et présidentielle de 2010.

Par sa trajectoire spectaculaire, le mouvement *Samoobrona* invite à interroger les conditions d'entrée et de durabilité en politique dans la Pologne dite « post-communiste ». Plus généralement, il constitue un observatoire privilégié pour saisir les processus par lesquels, dans un régime pluraliste, des acteurs extérieurs aux forces politiques établies s'engagent dans la compétition pour la représentation politique des intérêts sociaux et s'efforcent de faire reconnaître leur légitimité à l'obtention et à l'occupation de positions de pouvoir politique en dépit de leur statut initial d'« outsiders ». La relative « nouveauté » de la compétition politique démocratique polonaise dans laquelle il développe ses activités permet en effet d'observer en « gros plan » des phénomènes qui sont à l'œuvre de façon plus dissimulée dans des champs politiques plus anciennement structurés, notamment les processus de codification des règles légitimes de représentation des intérêts sociaux.

Comment des acteurs extérieurs aux forces politiques établies en viennent-ils à s'engager dans une compétition récemment ouverte pour la représentation des intérêts sociaux ? Selon quelles modalités prennent-ils part à la lutte pour les postes de pouvoir politique ? Comment s'attachent-ils à élaborer et à légitimer une offre de représentation leur permettant de s'y démarquer ? Quels sont les obstacles qu'ils rencontrent dans le cadre de leurs activités et comment cherchent-ils à les lever ? Comment les représentants du mouvement *Samoobrona* investissent-ils les différents rôles qu'ils sont amenés à jouer dans des espaces d'interaction variés ? Quels sont les effets de leur entrée dans le champ de la politique institutionnelle sur les activités du

¹ La Diète élue à l'occasion des élections parlementaires du 27 octobre 1991, les premières entièrement « libres » depuis l'entre-deux-guerres, prend le nom de I^e législature, afin de marquer la rupture avec la Diète précédente désignée lors d'élections semi-concurrentielles en juin 1989. Au Sénat, en revanche, la I^e législature est celle élue en juin 1989. Dans le cadre de cette thèse, nous caractériserons les législatures successives en nous référant à leur appellation pour la Diète. Les IV^e et V^e législatures désignent ainsi respectivement les parlements élus en 2001 et en 2005.

mouvement ? Telles sont quelques-unes des principales interrogations que nous nous attacherons à lever dans le cadre de cette recherche.

Avant de préciser l'approche qui sera la nôtre, il convient de nous pencher un instant sur la manière dont la trajectoire du mouvement *Samoobrona* est communément appréhendée dans la littérature.

I- Les faux-semblants d'une évidence : le populisme de Samoobrona.

Parmi les commentateurs de la vie politique polonaise, la cause semble entendue. La trajectoire inattendue du mouvement *Samoobrona* dans les jeux politiques, loin d'être une énigme, constituerait la principale expression d'une « poussée populiste » qui aurait touché la Pologne au début des années 2000. Par son discours critique à l'égard des modalités du changement de régime et ses pratiques protestataires en rupture avec la bienséance démocratique, le mouvement d'Andrzej Lepper serait alors parvenu à mobiliser en sa faveur une partie importante des nombreux électeurs déçus par les partis politiques traditionnels et les politiques économiques mises en œuvre par les gouvernements successifs depuis 1989. Expression polonaise de la « vague de populisme » qui déferlerait sur l'Europe depuis une vingtaine d'années, le mouvement *Samoobrona* aurait cependant été incapable d'entretenir la fidélité de ces électeurs et aurait pâti d'un sursaut « démocratique » dont témoigneraient les élections de 2007.

Si elle est aujourd'hui l'objet d'un large consensus dans la littérature, la systématisation de la qualification du mouvement *Samoobrona* en tant que populisme n'avait rien d'une évidence (1). Elle dissimule par ailleurs de réelles divergences interprétatives entre les auteurs, qui doivent se comprendre dans le cadre des luttes théoriques qui animent le champ des études « post-communistes » (2). Surtout, en dépit de son apparente scientificité, la notion de populisme s'avère d'un apport heuristique incertain. Outre véhiculer des préjugés normatifs et élitistes préjudiciables, elle fournit une lecture essentialiste des phénomènes politiques qui empêche de saisir les dynamiques concrètes qui les constituent (3).

A) La systématisation paradoxale de la qualification de Samoobrona en tant que « populisme ».

En polonais le nom populisme (*populizm*) et l'adjectif populiste (*populistyczny*) sont de création récente. Néologismes forgés sur la base latine *populus* (le peuple), ils ne sont apparus dans cette langue qu'au tout début des années 1990, dans les premiers moments de la III^e République « démocratique ». C'est dans le champ journalistique qu'ils ont été pour la première fois mobilisés. Lors de l'élection présidentielle d'octobre 1990, plusieurs commentateurs de la vie politique polonaise croient en effet identifier des « tendances populistes » (*tendencje populistyczne*) chez certains des candidats, notamment Lech Wałęsa et Stanisław Tyimiński. À la veille du scrutin, le rédacteur en chef du quotidien *Gazeta Wyborcza*, l'ancien dissident Adam Michnik, justifie ainsi son refus de voter en faveur de l'ancien président du syndicat Solidarité (NSZZ « S ») en l'accusant de chercher à plaire « aux adeptes du populisme anti-intellectuel [*antyinteligencki populizm*] et des phobies antisémites »¹. De même, l'élimination dès le premier tour du Premier ministre sortant Tadeusz Mazowiecki, favori des « intellectuels » de Solidarité, est alors fréquemment interprétée comme le signe de la « victoire du populisme sur la compétence »².

Acquérant rapidement une forte popularité dans le discours médiatique, les mots *populizm* et *populistyczny* font leur apparition dans les dictionnaires dès 1992. Le populisme est alors défini dans le Dictionnaire de la langue polonaise (*Słownik języka polskiego*) comme « le fait de lancer ou soutenir des idées politiques en se référant principalement à la moralité ou au sentiment de justice du peuple afin d'obtenir de l'influence ou du pouvoir »³. Il est ainsi doté d'un champ de signification sensiblement distinct du mot *ludowość*, traduit pourtant pareillement par populisme en français. Forgé dès la fin du XIX^e siècle sur la base slave *lud* (le peuple), celui-ci est défini soit, dans un sens le rattachant au mouvement politique agrarien, comme « le fait de soutenir des idées politiques valorisant les campagnes et les paysans, ainsi que leurs traditions », soit, en référence à son usage du temps de la République Populaire

¹ Cf. Michnik Adam, « Dlaczego nie oddam głosu na Lecha Wałęsę », *Gazeta Wyborcza*, 27/10/1990.

² Par exemple : « Zwyciężył populizm i sen o szybkich pieniądzach », *Gazeta Wyborcza*, 27/11/1990, p.5.

³ « Populizm », *Słownik języka polskiego*, Varsovie, Wydawnictwo Naukowe PWN, cité un Zawadzki Paul, « Entre ethnos et dêmos : les populismes en Pologne », *Mots*, n°55, 1998, p.28.

de Pologne (*Polska Rzeczpospolita Ludowa*), comme « le fait de se réclamer du peuple entendu comme un groupe social composé des travailleurs et des paysans »¹.

Parallèlement, les termes de *populizm* et de *populistyczny* commencent également à être investis par les professionnels de l'analyse scientifique du politique. En 1992, la politiste Maria Marczevska-Rytko publie ainsi le premier ouvrage en langue polonaise consacré à la notion de populisme². Détaillant les théories du populisme élaborées par des chercheurs sud-américains dans les années 1960, elle s'interroge sur la possibilité de les appliquer aux transformations à l'œuvre en Europe centrale et orientale. Ce faisant, elle ouvre un champ de recherche aujourd'hui prospère dans la science politique polonaise. Depuis une quinzaine d'années, comme dans la plupart des autres pays européens, la notion de populisme rencontre un véritable succès parmi les universitaires qui lui ont consacré de nombreux articles et plusieurs ouvrages³.

À la manière de l'apparition du Front National sur la scène électorale au début des années 1980 en France⁴, l'émergence du mouvement *Samoobrona* au premier plan des jeux politiques a joué en Pologne un rôle décisif sur la popularisation de la notion de populisme dans le champ académique. Au début de la décennie 2000, l'emploi de la nouvelle catégorie se systématisait en effet dans les discours scientifiques, mais aussi journalistiques et politiques, pour appréhender la popularité croissante, pointée par les sondages puis attestée par les élections, du groupement présidé par Andrzej Lepper. Dans la littérature polonaise et internationale, le populisme de *Samoobrona* s'impose alors comme la principale, si ce n'est l'unique, grille d'interprétation de sa montée en puissance et de sa relative réussite électorale. Au-delà de leurs divergences

¹ « Ludowość », *Słownik języka polskiego*, www.sjp.pwn.pl, consulté le 5 septembre 2010.

² Marczevska-Rytko Maria, *Populizm : zagadnienia teorii i praktyki politycznej w Ameryce Łacińskiej*, Lublin, Oficyna Wydawnicza "John & John", 1992.

³ Pour ne retenir que les principaux ouvrages consacrés à la notion de populisme (*populizm*), on pourra se référer à : Marczevska-Rytko Maria, *Populizm : teoria i praktyka polityczna*, Lublin, Wydawnictwo Uniwersytetu Marii Curie-Skłodowskiej, 1995 ; Dżwończyk Joanna, *Populistyczne tendencje w społeczeństwie postsocjalistycznym (na przykładzie Polski)*, Toruń, Wydawnictwo Adam Marszałek, 1999 ; Markowski Radosław (dir.), *Populizm a demokracja*, Varsovie, ISP-PAN, 2004 ; Migalski Marek (dir.), *Populizm*, Katowice, Instytut Regionalny w Katowicach, 2005. Par ailleurs, en 2007, l'ouvrage d'Yves Mény et d'Yves Surel *Democracies and the Populist Challenge*, paru en 2001 aux éditions Palgrave Macmillan, a été l'objet d'une traduction en polonais à l'initiative de l'historien des idées Jerzy Szacki : Mény Yves & Surel Yves, *Demokracja w obliczu populizmu*, Varsovie, Oficyna Naukowa, 2007.

⁴ Sur la genèse et la popularisation de la notion de populisme en France : Collovald Annie, *Le populisme du FN : un dangereux contresens*, Broissieux, Editions du Croquant, Savoir/Agir, 2004, p.25-53.

théoriques, les analystes s'entendent pour considérer que le mouvement constituerait l'expression polonaise d'une « vague populiste » qui, bien que prenant des formes variables et répondant à des logiques propres selon les situations nationales, mettrait au défi l'ensemble des démocraties européennes, aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est de l'ancien rideau de fer¹. Alors que son « succès » à partir de 2001 témoignerait d'une « poussée » de cette vague en Pologne, sa marginalisation depuis 2007 serait le signe d'un « reflux »².

Si elle fait aujourd'hui l'unanimité, la classification du mouvement *Samoobrona* en tant que populisme (*populizm*) n'avait rien d'une évidence. Lorsque celui-ci apparaît dans les jeux politiques polonais à l'occasion des manifestations paysannes du début des années 1990, l'étiquette populisme, qui a pourtant déjà été forgée en polonais, n'est en effet ni la seule, ni la plus couramment mobilisée, pour le désigner. C'est alors essentiellement en tant que « groupement paysan radical » (*radykalne ugrupowanie chlopskie*), « nationaliste » (*nacjonalistyczny*), ou encore « à tendance antidémocratique » (*tendencje antidemokratyczne*)³ que le mouvement *Samoobrona* est abordé, le qualificatif de populiste restant alors plus communément réservé à des formations telles que le *Partia* « X » de Stanisław Tyimiński et le parti paysan PSL ou à des responsables politiques comme le Président Wałęsa⁴.

La systématisation de l'emploi de la notion de populisme pour désigner le mouvement *Samoobrona* depuis le début des années 2000 apparaît d'autant plus paradoxale que,

¹ Dans cette optique, voir par exemple : Betz Hans-Georg, *La droite populiste en Europe - Extrême et démocrate ?*, Paris, Autrement, 2004 ; Leconte Cécile, *L'Europe face au défi populiste*, Paris, PUF, 2005 ; Rupnik Jacques, « From Democracy Fatigue to Populist Backlash », *Journal of Democracy*, vol.18, n°4, 2007, p.17-25 ; Krastev Ivan, « L'heure du populisme », *Eurozine*, 20/11/2007 ; ou encore : Guillemoles Alain, « Le populisme se lève à l'Est », *Politique internationale*, n°114, 2007, p.329-342. Cette perception d'une « vague populiste européenne » est mise en perspective in : Chêne Janine, Ihl Olivier, Vial Eric & Waterloo Ghislain (dir.), *La Tentation populiste au coeur de l'Europe*, Paris, La Découverte, 2003.

² Cf. Markowski Radosław, « The 2007 Polish Parliamentary Election: Some Structuring, Still a Lot of Chaos », *West European Politics*, vol.31, n°5, 2008, p.1055-1068 ; l'interprétation en termes de « reflux » de la sortie du Parlement du *Samoobrona* RP, mais aussi de son ancien partenaire de la coalition la LPR, prévaut également dans le champ journalistique, par exemple : « Populizm zanika, rośnie optymizm », *Gazeta Wyborcza*, 22/10/2007.

³ Par exemple : « Mała historia "Samoobrony" », *Gazeta Wyborcza*, 14-15/08/1993, p.3 ; « Czas samoobrony », *Polityka*, 21/08/1993, p.3 ; Millard Frances, « Nationalist themes in Polish politics 1989-1993 », *Journal of Contemporary European Studies*, vol.2, n°4, 1994, p.43-55.

⁴ Voir par exemple : Staniszkis Jadwiga, « Ciągłość i zmiana », *Kultura i Społeczeństwo*, n°1, 1992, p.23-41 ; Zubek Voytek, « The rise and fall of rule by Poland's best and brightest », *Europe-Asia Studies*, vol.44, n°4, 1992, p.579-608.

de l'aveu même des auteurs la mobilisant, celle-ci est particulièrement complexe à manier. Si certains feignent de les ignorer¹, la plupart des spécialistes s'entendent pour lui reconnaître deux faiblesses principales. La première est son usage polémique dans le débat public. Suivant Pierre-André Taguieff lorsqu'il note qu'« il est arrivé une singulière mésaventure au mot populisme : il est récemment devenu populaire »², il est de bon ton de commencer toute publication consacrée au populisme par l'expression de regrets quant à sa banalisation dans les discours médiatiques et politiques. En s'appropriant le mot pour dénoncer sans discernement des acteurs qu'ils jugent détestables, les journalistes et les hommes politiques sont en effet accusés d'en avoir galvaudé le sens et d'avoir nuit à sa capacité explicative. Une fois ce constat dressé, les auteurs tendent néanmoins à se retrouver pour considérer que la notion peut être « sauvée » au prix d'un travail rigoureux de définition. Ils se confrontent alors à la seconde faiblesse identifiée : l'extraordinaire variété des usages du terme « populisme » en science politique. Loin d'avoir été forgée à l'usage exclusif des chercheurs désireux de saisir les mécanismes de l'émergence inattendue du mouvement *Samoobrona* dans les jeux politiques polonais « post-communistes », la notion a en effet été mobilisée auparavant à l'égard de phénomènes politiques disparates se développant dans des contextes socio-politiques variables. Dès les années 1950, ce sont des universitaires américains qui les premiers se sont attachés à en faire un outil d'analyse de phénomènes politiques leur étant contemporains, principalement le MacCarthysme³. Les études scientifiques s'appuyant sur la notion de populisme se développent par la suite en dehors des Etats-Unis, d'abord en

¹ Paradowska Janina & Władysław Wiesław, « Kto da więcej. Polski populizm '93 », *Polityka*, 1993, 17/04/1993, p.1-11.

² Taguieff Pierre-André, « Le populisme et la science politique du mirage conceptuel aux vrais problèmes », *XXème siècle Revue d'histoire*, n°56, 1997, p.4.

³ C'est à des intellectuels américains libéraux opposés au MacCarthysme que l'on doit les premières tentatives de conceptualisation du populisme : à titre d'exemple on peut évoquer les deux travaux les plus représentatifs de ce courant de recherche : Shils Edward, *The Torment of Secrecy*, New York, 1956 ; Hofstadter Richard, *The Age of Reform*, in Bell Daniel (dir), *The New American Right*, New York, Doubleday, 1963. Pour une synthèse de la genèse du populisme en tant que catégorie analytique dans les Etats-Unis de l'après-guerre : Viltard Yves, « Archéologie du populisme : les intellectuels libéraux américains saisis par le Maccarthysme », *Genèses*, n°37, 1999, p.44-69. En réaction à ces travaux libéraux sur le populisme, se développe à partir des années 1960 une lecture progressiste du populisme le définissant de manière méliorative, comme un phénomène profondément démocratique. Parmi les auteurs qui retiennent cette approche le plus influent est Lawrence Goodwyn : Goodwyn Lawrence, *Democratic Promise: The Populist Moment in America*, New York, Oxford University Press, 1976. Le débat entre approche « libérale » et approche « progressiste » continue à structurer le champ de recherche sur le populisme en Pologne.

Amérique Latine à partir des années 1960¹, puis depuis un peu plus d'une vingtaine d'années en Europe². Il suffit cependant de se pencher un instant sur ces travaux pour prendre conscience de leur disparité. Loin de constituer un corpus unifié, ils sont marqués par la diversité des approches, des interprétations et des conceptualisations du populisme. Il n'existe pas d'accord entre les politistes sur une définition minimale, sur une essence du populisme à même de relier l'ensemble des phénomènes à avoir été qualifiés de la sorte³.

Bien que son imprécision soit unanimement reconnue, la notion de populisme ne cesse de prospérer dans le champ académique. Son appropriation par les spécialistes des démocraties dites « post-communistes » d'Europe centrale et orientale ne constitue au final que la dernière pérégrination d'un terme dont l'histoire est en grande partie celle d'une désémantisation. Paradoxalement, c'est certainement son imprécision même qui constitue le principal facteur de sa popularité. Par sa nébulosité, la notion de populisme tolère en effet des usages variés et s'adapte à des cadres théoriques disparates, voire antagoniques⁴. Comme Peter Wiles le notait dès 1969 : « chacun a sa propre définition du populisme selon la sainte académie pour

¹ La sortant du débat universitaire américain où elle était confinée depuis les années 1950, des auteurs sud-américains se proposent au cours des années 1960 de faire de la notion de populisme un outil de compréhension des dictatures particulières ayant touché de nombreux pays de leur continent à partir des années 1930. Les régimes instaurés au Brésil par Gétulio Vargas (de 1930 à 1945, puis de 1951 à 1954) et en Argentine par Juan Perón (1946 à 1955 puis de 1973 à 1974) sont alors considérés comme des archétypes. Les principaux travaux élaborés dans cette optique sont le fait de Torcuato Di Tella, de Hêlio Jaguaribe et de Gino Germani. Voir : Di Tella Torcuato, « Populism and Reform in Latin America », in Veliz Claudio, *Obstacles to change in Latin America*, London, University Press, 1965 ; Jaguaribe Hêlio, *Problemas do desenvolvimento latinoamericano*, Rio de Janeiro, 1967 ; Germani Gino, *Authoritarianism, Fascism, and National Populism*, New Brunswick, Transaction Books, 1978.

² Dans la science politique européenne, la notion de populisme est utilisée à partir du milieu des années 1980, notamment sous l'impulsion d'auteurs français, pour caractériser des partis politiques atypiques, principalement d'extrême-droite comme le Front National en France, connaissant alors un succès électoral croissant un peu partout en Europe. S'appuyant sur les débats américains sur la « nouvelle-droite », Pierre-André Taguieff est à l'origine de l'importation de la notion en France, qui rencontre rapidement un grand succès parmi les historiens puis les politistes. Taguieff Pierre-André, « La rhétorique du national-populisme », *Mots*, n°9, 1984, p.113-139 ; Cf. Collovald Annie, *op.cit.*, p.25-29.

³ Isaiah Berlin résume ainsi une opinion répandue lorsqu'il estime que le populisme souffre du « complexe de Cendrillon » : « Il existe une chaussure (le mot "populisme") pour laquelle il existe quelque part un pied (son essence), mais le problème est que, dès que l'on trouve une définition de la "chaussure populisme", on ne parvient pas à trouver le pied, c'est-à-dire la réalisation concrète du phénomène » ; Cité in Canovan Margaret, *Populism*, New York, Harcourt Brace Jovanovich, 1981, p.7.

⁴ Constatant l'incapacité des auteurs à identifier une essence du populisme, Margaret Canovan propose au début des années 1980 une typologie de ses différents usages. Elle en identifie sept. Canovan Margaret, *Ibid.*

laquelle il prêche »¹. Ainsi, ce n'est pas tant son apport heuristique, nous le verrons extrêmement douteux, mais plutôt son caractère arrangeant qui explique selon nous la popularité de la notion de populisme, particulièrement dans les travaux consacrés aux démocraties dites « post-communistes ». Ayant pour elle l'apparence de la scientificité et de la cohérence, elle offre la possibilité à ceux qui la mobilisent de l'investir d'un sens et d'interprétations conformes à leurs grilles d'analyses respectives. Le bel unanimité avec lequel les auteurs s'entendent pour catégoriser le mouvement *Samoobrona* en tant que populisme dissimule ainsi des interprétations relativement différenciées de la nature de ce groupement, des causes de son émergence et des raisons de sa marginalisation actuelle.

B) Une notion arrangeante au sens variable.

Pour comprendre la genèse de la catégorie « national-populisme » et la systématisation de son usage à l'égard du Front National parmi les historiens du contemporain en France, Annie Collovald invite à prêter une attention particulière aux configurations disciplinaires dans lesquelles ces processus se développent. Elle montre en effet que la popularité rapidement acquise par la nouvelle catégorie lors de l'apparition du FN sur la scène électorale, au détriment d'autres possibles, notamment celle de fascisme, est liée aux controverses historiographiques sur la nature idéologique des ligues de l'entre-deux-guerres puis du régime de Vichy. Pour elle, si de nombreux spécialistes de l'analyse politique s'emparent du terme « national-populisme » c'est que celui-ci présente l'avantage de leur permettre d'actualiser leurs grilles d'analyses, en y intégrant le FN, sans pour autant avoir à les bouleverser en remettant en cause la thèse centrale sur laquelle elles sont construites : celle d'une « allergie » de la société française au fascisme².

Les processus qui participent à la popularisation de la notion de populisme parmi les spécialistes des démocraties d'Europe centrale et orientale dites « post-

¹ Wiles Peter, « A syndrome, not a doctrine: some elementary theses on populism », in Ionescu Ghita & Gellner Ernest (dir), *Populism: Its Meanings and National Characteristics*, Londres, Weidenfeld Nicolson, 1969, p.166-179. Notre traduction.

² Collovald Annie, *op.cit.* ; Collovald Annie, « Le “national-populisme” ou le fascisme disparu : les historiens du “temps présent” et la question du déloyalisme politique contemporain », in Dobry Michel (dir.), *op.cit.*, p.279-321.

communistes », et plus spécifiquement à l'émergence d'un consensus sur le caractère populiste du mouvement *Samoobrona*, nous paraissent répondre à des logiques du même ordre. Si elle a été investie si massivement par les auteurs depuis les années 1990, c'est principalement parce qu'elle leur offre la possibilité de cataloguer et d'interpréter des phénomènes politiques à l'émergence ou à la permanence inattendues, sans pour autant avoir à remettre en cause les grilles d'analyse qu'ils mobilisent traditionnellement pour appréhender les systèmes politiques des anciennes Républiques Populaires. En d'autres termes, en intégrant la notion de populisme à leur « boîte à outil » conceptuelle, ils s'efforcent d'entretenir la cohérence et la légitimité de leur approche dans le cadre des luttes interprétatives qui animent le champ des études « post-communistes ». Bien qu'y voyant pareillement « la “solution trouvée” pour résoudre les contradictions apportées par une réalité politique qui dément leurs prévisions »¹, les spécialistes qui importent la notion de populisme dans leurs travaux sont cependant loin de tous se rattacher au même courant de recherche, d'en partager la même définition et, au final, de fournir la même interprétation des phénomènes qu'ils s'accordent pourtant pour qualifier de la sorte.

Les remodelages politiques induits par la « chute » du communisme dans les pays d'Europe centrale et orientale ont donné lieu à un foisonnement de travaux, témoignant d'approches et d'influences théoriques d'une grande diversité. Schématiquement, il est cependant possible d'identifier deux perspectives de recherche dominant cette riche littérature². Celles-ci se distinguent principalement par la manière de caractériser la nature des changements à l'œuvre dans les anciennes Républiques Populaires. Alors que les auteurs se rattachant à la première les appréhendent comme participant d'un mouvement mondial de démocratisation et s'efforcent de distinguer des régularités avec les expériences antérieures de « transitions » sud-américaines et d'Europe du Sud, ceux s'inscrivant dans la seconde tendent à l'inverse à insister sur les spécificités des terrains est-européens et cherchent à identifier dans le passé de ces sociétés des principes présidant à leurs « transformations ». Selon que leurs travaux s'inscrivent dans l'une ou l'autre de ces perspectives, les auteurs mobilisant la notion de populisme pour caractériser des

¹ *Ibid.*, p.283.

² Cf. Dobry Michel, « Les voies incertaines de la transitologie : choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de path dependence », *Revue française de science politique*, vol.50, n°4-5, 2000, p.585-614.

phénomènes politiques observés dans des pays dits « post-communistes », notamment le mouvement *Samoobrona* en Pologne, lui attribuent des sens et en fournissent des interprétations sensiblement différentes. Alors que certains, influencés par les « *democratization studies* », y voient le symptôme d'une crise liée à la transition vers la démocratie de marché, d'autres l'interprètent comme le signe de la résilience de cultures politiques spécifiques aux pays d'Europe centrale et orientale.

1) Un populisme symptôme d'une crise de la transition.

Ce sont les spécialistes des « transitions » et des « consolidations » démocratiques qui les premiers se sont penchés sur les remodelages politiques induits par l'effondrement du bloc soviétique. Niant largement les spécificités des anciennes Républiques Populaires d'Europe centrale et orientale, ils voient dans leurs « chutes » une « opportunité et un champ de quasi-expérimentation exceptionnels »¹ leur permettant de tester la validité et d'affiner des hypothèses sur les processus de démocratisation élaborées antérieurement sur d'autres terrains. Derrière leur diversité apparente, les mécanismes à l'œuvre lors de la sortie de l'autoritarisme en Amérique latine, en Europe du Sud, et en Europe centrale et orientale, seraient en effet selon eux largement de même nature². « Transitologues » comme « considologues » n'hésitent donc pas à faire voyager leurs cadres d'analyse d'une situation à une autre. C'est ainsi que la notion de populisme, telle qu'elle avait été théorisée trente ans auparavant par des spécialistes du péronisme en Argentine et du gétulisme au Brésil, est importée dans l'ancien « bloc soviétique » au début des années 1990 afin de caractériser des phénomènes politiques perçus comme faisant peser une menace sur la « bonne marche » du processus de démocratisation.

¹ *Ibid.*, p.585.

² À titre d'exemple de travaux se plaçant dans cette perspective, on peut retenir : Huntington Samuel, *The Third Wave*, Oklahoma, Tulsa, University of Oklahoma Press, 1991; Przeworski Adam, « The "East" Becomes the "South"? The "Autumn of the People" and the Future of Eastern Europe », *Political Science and Politics*, vol.24, n°1, 1991, p.20-24 ; Hermet Guy, *Le passage à la démocratie*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996 ; Bova Russell, « Political Dynamics of the Post-Communist Transition : A Comparative Perspective », *World Politics*, vol.44, n°1, 1991; Pridham Geoffrey & Lewis Paul (dir.), *Stabilising fragile democracies : comparing new party systems in Southern and Eastern Europe*, London, Routledge, 1996. Pour une synthèse des *democratization studies* : Mainwaring Scott, O'Donnell Guillermo & Valenzuela Julio Samuel (dir.), *Issues in democratic consolidation : the New South American democracies in comparative perspective*, Notre Dame, University of Notre Dame Press, 1992 ; Guilhot Nicolas & Schmitter Philippe, « De la transition à la consolidation. Une lecture rétrospective des democratization studies », *Revue Française de Science Politique*, vol.50, n°4-5, 2000.

Dans cette acception, le populisme est appréhendé comme un mouvement politique se nourrissant des tensions produites par le passage au capitalisme et à la démocratie représentative¹. Frustrées de ne pas avoir accès tout de suite à la prospérité naissante, les masses populaires auraient tendance, durant ces périodes de transitions, à rejeter la classe politique démocratique naissante et à se tourner vers des leaders démagogues². Grâce à leur capacité charismatique, ceux-ci parviendraient à mobiliser ces masses désenchantées en leur promettant la réalisation rapide de leurs attentes sociales et politiques³. Dans les pays de l'ancienne sphère d'influence soviétique, ce sont les mesures mises en œuvre pour transformer les économies socialistes en systèmes capitalistes libéraux qui, par leur coût social élevé, auraient produit ce sentiment de frustration parmi les classes les moins favorisées⁴. Déçus par des réformes qu'on leur avait tant vantées, ces « frustrés de la transition » constitueraient une clientèle électorale sensible aux charmes d'un leader aux accents autoritaires prétendant transcender les allégeances partisans et idéologiques traditionnelles⁵.

Dans cette optique, classer le mouvement *Samoobrona* en tant que populisme, c'est considérer que sa montée en puissance s'expliquerait essentiellement par la capacité de son président, Andrzej Lepper, à instrumentaliser les ressentiments, les mécontentements ou encore les peurs des milieux sociaux les moins dotés économiquement et culturellement. Par son charisme et un discours « anti-système » remettant en cause aussi bien les modalités du changement de régime, particulièrement les négociations de la Table ronde⁶, que les politiques de libéralisation de l'économie, symbolisées par Leszek Balcerowicz le principal

¹ Cf. Germani Gino, *op.cit.*

² Sur la frustration comme préalable à une mobilisation populiste : Di Tella Torcuato, *art.cit.*

³ Sur l'importance du charisme dans les mobilisations populistes : Jaguaribe Hêlio, *op.cit.*

⁴ Pour certains auteurs, ce sentiment de frustration serait d'autant plus fort dans les pays anciennement communistes, que l'ancien régime économique avait créé des habitudes d'égalitarisme : Tismaneanu Vladimir, « The Leninist Debris or Waiting for Peron », *East European Politics and Societies*, vol.10, n°1, 1996, p.504-535.

⁵ Dans cette optique, voir par exemple : Tismaneanu Vladimir, « Hypotheses on Populism: The Politics of Charismatic Protest », *East European Politics and Societies*, vol.15, n°1, 2001, p.10-17.

⁶ Les réunions de la Table ronde se sont tenues de février à avril 1989. Réunissant des représentants du pouvoir communiste et du syndicat *Solidarność* (NSZZ « S »), elles aboutissent à la légalisation de *Solidarność* et à l'organisation d'élections parlementaires semi-concurrentielles.

initiateur de la « thérapie de choc »¹, Andrzej Lepper serait parvenu, à la manière de Stanisław Tymiński en 1990, à séduire un électorat populaire déboussolé par les profondes transformations inhérentes à la période post-communiste et déçu par le comportement des élites politiques traditionnelles. La « percée » du mouvement *Samoobrona* dans les premières années de la décennie 2000 serait donc le symptôme de la profonde crise socio-économique et politique qu'aurait alors connue la Pologne². *A contrario*, sa « chute » après 2007 témoignerait d'une « amélioration » de la situation du pays, aussi bien au niveau économique qu'en termes d'intégration des principes de la démocratie représentative par les groupes populaires.

2) Un populisme symptôme de la permanence de traditions politiques spécifiques.

Bien que continuant à imprégner nombre de travaux, les lectures « transitologiques » et « consolidologiques » de la politique post-communiste ont été l'objet de vives critiques ces dernières années³. Elles ont notamment été remises en cause par des auteurs qui, refusant d'interpréter les changements de régime de 1989 comme une rupture nette, comme une *tabula rasa*, considèrent que l'« histoire et le lieu comptent »⁴, qu'une bonne compréhension des processus de démocratisation implique de prendre en considération les spécificités des sociétés dans lesquelles ils se développent. Dans cette perspective, une attention particulière est accordée à l'identification dans les passés autoritaire et pré-autoritaire des différents pays d'Europe centrale et orientale de facteurs explicatifs de la dynamique de leurs transformations, politique, économique et sociale, dans le « post-communisme ». S'inspirant de la théorie rokkanienne des clivages partisans⁵, des auteurs s'attachent plus spécifiquement à mettre en évidence les lignes de partage autour desquelles

¹ L'expression « thérapie de choc » sert à désigner l'ensemble des mesures prises par le gouvernement Mazowiecki dès le début de l'année 1990 pour faire passer le plus rapidement possible la Pologne à une économie de marché libérale.

² Voir par exemple : Szawiel Tadeusz, « Kryzys demokracji a poparcie systemu politycznego w Polsce », in Markowski Radosław, *op.cit.*, p.145-171.

³ Pour une critique rigoureuse des approches transitologiques : Dobry Michel, « Les voies incertaines de la transitologie », *art.cit.*

⁴ Bunce Valérie, « Quand le lieu compte. Spécificités des passés autoritaires et réformes économiques dans les transitions à la démocratie », *Revue française de science politique*, vol.50, n°4, 2000, p.635.

⁵ Rokkan Stein & Lipset Seymour, *Party system and Voters Alignments. Cross national perspectives*, New York, Free Press, 1967.

tendraient à s'organiser les compétitions politiques émergentes¹. C'est dans cette optique que certains d'entre eux mobilisent la notion de populisme afin de situer dans l'espace politique et d'intégrer à leurs classifications des mouvements qui, transcendant l'opposition entre anciens communistes et anciens dissidents, se caractériseraient par une forme originale, spécifiquement est-européenne, d'appel au peuple. Dans cette acception, le populisme est considéré comme un élément de la « culture politique » propre à l'Europe centrale et orientale, un résidu de traditions politiques s'étant structurées dans le passé et profitant du retour du pluralisme pour s'exprimer à nouveau. Cette « imprégnation populiste »² trouverait sa source dans l'entrée tardive dans la modernité politique et économique de cette région « périphérique » du continent européen³. En Pologne, elle s'incarnerait principalement sous la forme de courants idéologiques « ethno-populistes » et « agraro-populistes »⁴.

Le premier aurait fait son apparition dans la seconde moitié du XIX^e siècle. En réaction au partage de la Pologne entre trois puissances tutélaires depuis 1795⁵ et à la définition pluri-culturelle de l'identité polonaise proposée par les auteurs romantiques⁶, des penseurs comme Jan Ludwig Popławski ou encore Zygmunt Bałucki auraient alors théorisé une définition intolérante de la nationalité polonaise, fondée sur l'ethnie (slave), la langue (polonaise) et la religion (catholique). Celle-ci

¹ Par exemple : Kitschelt Herbert, Mansfeldova Zdenka, Markowski Radosław & Tóka Gabor, *Post-Communist Party System*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999 ; Kitschelt Herbert, « Formation of Party Cleavages in Post-Communist Democracies: Theoretical Propositions », *Party Politics*, vol.1, n°4, 1995, p.447-472 ; Seiler Daniel-Louis, « La pertinence de la carte conceptuelle de Rokkan après l'implosion de l'empire soviétique », *Revue Internationale de politique comparée*, vol.2, n°1, 1995, p.61-91 ; De Waele Jean-Michel, *Les clivages politiques en Europe centrale et orientale*, Bruxelles, Éditions de l'ULB, 2004.

² Krulic Joseph, « Les populismes d'Europe de l'Est », *Le Débat*, n°67, 1991, p.84.

³ Bafoil François, *Après le Communisme*, Paris, Armand Colin, 2002. p.11.

⁴ Dans les travaux polonais, par mimétisme avec les auteurs étrangers qui nourrissent le florissant champ de recherche sur le populisme, le néologisme *populizm* se substitue progressivement au mot polonais *ludowość* pour désigner ce courant idéologique agrarien. Dans son ouvrage *Populizm a Demokracja*, Radosław Markowski parle ainsi de *populizm agrarny* : Markowski Radosław, « Populizm a demokracja: ujęcia, dylematy, kontrowersje », in Markowski Radosław (dir.), *op.cit.*, p.12.

⁵ En 1795, l'Autriche-Hongrie, la Prusse et la Russie se partagent pour la troisième fois les terres de la Pologne et cette fois de manière totale puisque celle-ci disparaît de la carte d'Europe. Elle n'y réapparaîtra qu'en 1918.

⁶ Les auteurs romantiques, notamment Joachim Lelewel et Adam Mickiewicz, pensent la nationalité polonaise comme une « communauté d'esprit supra-éthnique, concrétisée par une tradition commune et une mission historique et libératrice ». Cf. Walicki Andrzej, *Naissance et développement du nationalisme moderne en Pologne*, in Delsol Chantal & Maslowski Michel (dir.), *Histoire des idées politiques de l'Europe Centrale*, Paris, PUF, 1998, p.407.

aurait rapidement été reprise par des mouvements politiques – notamment le Parti National Démocrate (*Stronnictwo Demokratyczno-Narodowe*) de Roman Dmowski – qui l’auraient mobilisée pour légitimer leurs offres politiques résolument xénophobes et antisémites au cours de la II^e République polonaise¹. Ce courant « ethno-populiste », confondant le peuple ethnique, l’*ethnos*, et le peuple politique, le *démos*, n’aurait pas totalement disparu du temps de la République Populaire² et ferait aujourd’hui un retour en force dans l’espace politique³. Bien que la Pologne soit relativement homogène ethniquement dans ses nouvelles frontières de 1945, les craintes suscitées chez une partie de l’électorat populaire par l’entrée de la Pologne dans la mondialisation et son intégration à des ensembles supranationaux, comme l’OTAN ou l’Union européenne, auraient constitué un terreau fertile à sa réémergence. Dans cette optique, la « percée » du mouvement *Samoobrona* à partir des élections législatives de 2001, aux côtés du parti LPR, s’expliquerait principalement par sa capacité à instrumentaliser ces craintes par un discours résolument nationaliste, anti-européen, voire antisémite⁴. Son effondrement depuis 2007 constituerait quant à lui le signe d’une prise de conscience de son électorat des bienfaits de l’ouverture de leur pays à l’Occident capitaliste et libéral.

Quant au second, le courant « agraro-populiste », il serait lui aussi apparu à la fin du XIX^e siècle sous la forme de mouvements de défense des intérêts d’une paysannerie restée en Pologne pléthorique et extrêmement pauvre. Se donnant pour objectifs principaux d’éduquer politiquement les paysans, de défendre leurs droits, notamment à la propriété, et de leur fournir une influence politique à la hauteur de leur poids dans

¹ La II^e République est le nom donné au régime mis en place en Pologne suite à la proclamation de l’indépendance le 11 novembre 1918 et qui, en dépit des crises politiques successives, restera usité jusqu’à la Seconde Guerre mondiale. Par ce nom, le nouveau régime se place dans la continuité de la République aristocratique formée en 1569 par l’union du Royaume de Pologne et du Grand-Duché de Lituanie et disparue en 1795 lors du partage du territoire national entre l’Autriche-Hongrie, la Prusse et la Russie.

² Sur l’influence de ce nationalisme polonais intolérant du temps de la République Populaire : Kunicki Mikołaj, « The Red and the Brown : Bolesław Piasecki, The Polish communists, and the Anti-Zionist Campaign in Poland, 1967-1968 », *East European Politics and Societies*, vol.19, n°2, 2005, p.185-225.

³ Zawadzki Paul, *art.cit.*; Walicki Andrzej, « The troubling legacy of Roman Dmowski », *East European Politics and Societies*, vol.14, n°1, 2000, p.12-46.

⁴ Cf. Vermeersch Peter, « Domestic discourses on European integration in Poland before and after 2004: ideology, nationalism, and party competition », *The Program on Central & Eastern Europe Working Papers Series*, CES, Harvard University, n°66, 2008, p.1-13 ; Kubiak Hieronim, « La rhétorique anti-européenne des partis politiques polonais. Le cas de Samoobrona (Autodéfense) et de la Ligue des familles polonaises (LPR) », in De Waele Jean Michel (dir.), *La Pologne et l’intégration européenne*, Bruxelles, Editions de l’ULB, 2003.

la société, il aurait prospéré sous la II^e République, notamment grâce au PSL “Piaŝ” (*Polskie Stronnictwo Ludowe* “Piaŝ” : Parti paysan polonais “Piaŝ”) dont le leader Wincenty Witos fut par trois fois Premier ministre. Inféodé au communisme pendant plus de quarante ans au sein du ZSL (*Zjednoczone Stronnictwo Ludowe* : Parti paysan unifié), ce courant « agraro-populiste » serait réapparu dès les premières heures de la III^e République profitant du maintien en Pologne d’une vaste population de petits exploitants agricoles indépendants¹. Alors que les politiques de libéralisation de l’économie menées par les gouvernements successifs traitent largement cette population comme un archaïsme, il serait parvenu à s’assurer une audience électorale importante en instrumentalisant le malaise économique des campagnes et en promouvant une identité valorisante, politiquement et culturellement, pour la petite paysannerie. Dans cette optique, appréhender le mouvement *Samoobrona* comme un populisme, c’est le considérer comme un concurrent du PSL, le parti héritier du ZSL, pour la représentation politique de la paysannerie. À partir de la fin des années 1990, déçue par la participation du parti paysan historique au gouvernement² et par son incapacité à infléchir des politiques de libéralisation de l’économie douloureusement vécues dans les campagnes, une partie de celle-ci aurait eu tendance à se radicaliser et à se détourner de l’offre politique agrarienne « traditionnelle » du PSL pour se laisser séduire par les invectives protestataires de *Samoobrona*. Porte-parole des « petits paysans en colère », ce mouvement représenterait une forme « maximaliste » de l’« agraro-populisme » polonais, n’hésitant pas à enfreindre les règles traditionnelles du jeu politique et à développer un registre d’actions violentes pour promouvoir sa vision de la société et de la paysannerie³. Ayant construit son succès électoral sur cette offre agrarienne radicalisée, le mouvement *Samoobrona* aurait pâti à partir de 2007 de l’amélioration des conditions de vie des habitants des campagnes, notamment suite à l’adhésion de la Pologne à l’Union européenne, et de leurs accès aux subsides de la Politique Agricole Commune.

¹ En 1956, le nouveau secrétaire général du parti communiste PZPR, Władisław Gomułka, interrompt le processus de collectivisation des terres agricoles en Pologne. Près de 80% d’entre elles restent alors aux mains d’exploitants individuels. En 1990, on compte toujours plus de 2 millions d’exploitations agricoles en Pologne employant près de 25% de la population active.

² Après avoir soutenu le gouvernement Mazowiecki de 1989 à 1990, le PSL participe de 1993 à 1997 à un gouvernement de coalition avec le SLD, la formation héritière du PZPR, le parti communiste du temps de la République Populaire. Le président du PSL Waldemar Pawlak exerce même la fonction de Premier ministre de 1993 à 1995.

³ Cf. Mudde Cas, « In the Name of the Peasantry, the Proletariat and the People : Populisms in Eastern Europe », *East European Politics and Societies*, vol.14, n°2, 2000, p.33-53 ; Seiler Daniel-Louis, *Les partis politiques en Occident*, Paris, Ellipses, 2003, p.229.

Si elles sont largement idéales-typiques, le terme étant dans les faits souvent – et de plus en plus à mesure qu’il se popularise – mobilisé de manière intuitive et allusive, ces reconstructions des principaux usages de la notion de populisme dans la littérature consacrée aux sociétés dites « post-communistes » permettent de montrer que classer un groupement dans cette catégorie ne revient pas toujours, malgré les apparences, à en dire la même chose, ni à en expliquer la trajectoire de la même manière. Aucune de ces différentes approches ne nous paraît cependant en mesure de rendre compte de manière satisfaisante des processus qui participent à l’émergence puis à l’apparente marginalisation du mouvement *Samoobrona* dans les jeux politiques polonais contemporains. Au-delà de réelles divergences théoriques et interprétatives, ces analyses en termes de populisme se rejoignent en effet en ce qu’elles sont porteuses de graves biais analytiques.

C) Une évidence à déconstruire.

Indépendamment du sens qu’ils lui confèrent, les auteurs mobilisant la notion de « populisme » pour appréhender des phénomènes se développant dans les pays d’Europe centrale et orientale dits « post-communistes », particulièrement ceux le faisant à l’égard du mouvement *Samoobrona* en Pologne, se retrouvent autour de deux présupposés principaux. Premièrement, ils s’entendent pour considérer que les groupements qu’ils qualifient de la sorte puisent l’essentiel de leurs soutiens parmi les groupes populaires. Deuxièmement, ils s’accordent pour fournir une lecture pathologique de leur relatif succès. Dans tous les cas, l’émergence ou la permanence de mouvements classés dans la catégorie « populisme » sont en effet appréhendées comme le symptôme de difficultés des élites politiques démocratiques à légitimer les transformations politiques et économiques à l’œuvre depuis le changement de régime. À l’inverse, la baisse de leur influence constituerait un indicateur encourageant d’une certaine « normalisation », d’une acceptation progressive par les groupes populaires des principes démocratiques et libéraux.

Dans cette optique, au-delà de leurs divergences, les nombreux analystes catégorisant le mouvement *Samoobrona* comme un « populisme » interprètent son « succès »

temporaire au début des années 2000 comme le signe d'une « poussée de fièvre » anti-démocratique et anti-libérale qui aurait alors touché les groupes populaires polonais, ou du moins une partie d'entre eux¹. Ce mode de raisonnement est porteur de biais qui nuisent à sa bonne compréhension.

D'abord car raisonner en termes de pathologie n'a de sens que par rapport à une normalité dont la définition dans le cas des pays d'Europe centrale post-communistes conduit presque inexorablement à naturaliser des préjugés développementalistes et à idéaliser un modèle occidental érigé en maître-étalon du bon fonctionnement politique. Les tendances finalistes du schème de pensée transitologique, faisant de la transition post-autoritaire un processus linéaire dont l'aboutissement ne saurait différer d'une démocratie libérale de type occidental, conduisent ainsi à penser l'existence du mouvement *Samoobrona* dans le paysage politique comme le signe de l'archaïsme persistant de certaines des couches les plus populaires de la société polonaise. En accordant leur soutien à Andrzej Lepper et à sa formation, celles-ci feraient preuve de leur manque de maturité politique, de leur incapacité à s'adapter à l'économie de marché et de leur nostalgie à l'égard des pratiques autoritaires du régime communiste². Bien que moins marqués que dans les travaux se plaçant plus ou moins explicitement dans une perspective transitologique, ces présupposés se retrouvent chez les auteurs entendant le populisme comme une survivance de traditions idéologiques pré-démocratiques. Là aussi ce sont les groupes populaires et leur archaïsme supposé qui sont au cœur de l'analyse, le succès du mouvement *Samoobrona* étant interprété comme l'expression d'une crispation identitaire des catégories les plus défavorisées de la société, notamment la petite paysannerie, autour d'idéologies anti-libérales et réactionnaires. Derrière la qualification du mouvement *Samoobrona* en tant que populisme c'est donc en fait à une véritable entreprise de stigmatisation des groupes populaires à laquelle se prêtent les auteurs adoptant ce

¹ A titre d'exemple : Učeň Peter, « Parties, Populism, and Anti-Establishment Politics in East Central Europe », *The SAIS Review of International Affairs*, vol.27, n°1, 2007, p.49-62 ; Staszkiewicz Maria, « Populist Discourse in Poland », *Populism in Central Europe*, Prague, Association for International Affairs, 2007, p.189-199.

² Pour une appréhension du populisme post-communiste dans cette optique, on peut penser à : Geremek Bronislaw, *La Rupture, La Pologne du communisme à la démocratie*, Paris, Editions du Seuil, 1991, p.24-25 ; Hausner Jerzy, « Populist Threat in Transformation of Socialist Society », *Economic and Social Policy*, n°29, 1992 ; Bozóki András & Sükösd Miklós, « Civil society and populism in Eastern European democratic transitions », *Praxis International*, n°13, 1993, p.224-241 ; Ágh Attila, *The Politics of Central Europe*, London, Sage Publications, 1998.

mode de raisonnement, ces derniers étant pensées comme des masses rétrogrades présentant un danger pour la démocratie en construction et ses élites supposées progressistes et tolérantes. Ne s'appuyant que rarement sur des analyses empiriquement étayées, ce type de raisonnement manichéen est une véritable remise en cause de la compétence des groupes populaires à participer au débat public, et relève certainement plus du registre idéologique que de celui de l'analyse scientifique¹.

Au-delà de ces indéniables biais normatifs et élitistes, et des contre-vérités auxquelles ils peuvent conduire, c'est plus fondamentalement l'approche substantialiste du politique qu'induit une telle lecture pathologique du mouvement *Samoobrona* qui nous paraît problématique pour rendre intelligible ce phénomène. En effet, le classer en tant que populisme implique, quel que soit le contenu que l'on donne à cette notion, de postuler une différence de nature, d'essence avec les phénomènes classés en dehors de cette catégorie². Selon les auteurs qui adoptent ce point de vue, c'est dans son organisation de type charismatique ou dans la radicalité de sa rhétorique nationaliste ou agrarienne que l'originalité de cette formation, pour ne pas dire cette anormalité, est identifiée. En se focalisant sur l'atypisme du style politique ou du discours idéologique mis en œuvre par ses dirigeants, une telle perspective conduit à naturaliser le positionnement particulier du mouvement *Samoobrona* dans le paysage politique polonais sans fournir les moyens d'en comprendre l'origine. Ainsi en assimilant un mouvement politique à son leader supposé charismatique, en l'occurrence en faisant des organisations siglées *Samoobrona* de simples jouets aux mains d'Andrzej Lepper, on tend à nier la réalité collective de ces groupements et à laisser dans l'inalysé les intérêts divers et les luttes d'influence qui s'y développent ainsi que les investissements variés dont ils sont l'objet³. Cette personnalisation du collectif partisan conduit nécessairement à une lecture substantialiste de la notion de charisme qui en se centrant sur la personne du leader, ses actes et ses indémontrables « qualités extraordinaires », ne permet guère de comprendre la manière dont le charisme est censé opérer concrètement, la manière dont il est supposé assurer

¹ Cf. Collovald Annie, « Le rêve d'une démocratie sans peuple », *Le Courrier*, 24 juin 2005.

² Pour une critique de la logique classificatoire et la mise en évidence de ses apories analytiques : Dobry Michel, « La thèse immunitaire face au fascisme. Pour une critique de la logique classificatoire », in Dobry Michel (dir.), *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, op.cit., p.17-67 ; Et aussi : Dobry Michel, « Penser=Classer ? », *Genèses*, n°59, juin 2005, p.151-165.

³ Offerlé Michel, *Les partis politiques*, Paris, PUF, 2006, p.49-64.

l'emprise d'un chef sur un groupement et sur certains segments de la société. En effet, plus qu'une essence, le charisme est une relation sociale d'un type particulier se nouant entre des individus et un homme. Il ne saurait dès lors être appréhendé sans tenir compte des configurations particulières du jeu politique qui permettent à cet homme de revendiquer légitimement à un moment donné l'incarnation personnelle d'un mouvement politique¹. Considéré dans l'absolu, comme c'est le cas dans les travaux expliquant la capacité de mobilisation du mouvement *Samoobrona* par la seule personne de Lepper, le charisme devient un concept écran interdisant de s'interroger sur les causes des effets qu'il ne fait que désigner². De la même manière, naturaliser le statut de porte-parole radical de groupes populaires fragilisés et effrayés par les profondes réformes induites par le changement de régime économique et politique du mouvement *Samoobrona* conduit à laisser dans l'impensé le travail, pratique comme symbolique, par lequel celui-ci est parvenu à définir et à légitimer un « groupe de représentation »³ lui permettant de se faire reconnaître dans le champ politique comme le représentant d'un segment donné de la société. Sa rhétorique et ses modes d'action « radicaux », dont il était loin d'avoir le monopole au début des années 1990, ne suffisent pas à euxseu ls à expliquer que le mouvement *Samoobrona* ait pu mobiliser, avec un certain succès à partir de 2001, un nombre suffisant de soutiens dans l'arène électorale pour accéder à des postes de pouvoir politique.

On l'aura compris, une bonne compréhension du mouvement *Samoobrona* et de son positionnement particulier dans le paysage politique polonais contemporain nécessite selon nous de renoncer aux schèmes de raisonnement en termes de symptôme contenus dans sa qualification *a priori* en tant que populisme. Faire de cette notion le point de départ de l'étude d'un groupement politique implique un exceptionnalisme méthodologique qui conduit trop souvent l'analyste, en isolant l'acteur collectif étudié

¹ Sur l'usage de la notion de charisme dans l'analyse politique on pourra se référer à l'incontournable travail de Ian Kershaw sur le charisme hitlérien : Kershaw Ian, *Hitler : Essai sur le charisme en politique*, Paris, Gallimard, 1995. Pour une lecture critique des travaux de Kershaw : Dobry Michel, « Charisme et rationalité : le « phénomène nazi » dans l'histoire », in Lagroye Jacques (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003, p.301-323 ; on pourra également se référer à : François Bastien, « Le président pontife constitutionnel : charisme d'institution et construction juridique du politique », in Lacroix Bernard, Lagroye Jacques (dir.), *Le président de la République, Usages et genèses d'une institution*, Paris, Presses de la FNSP, 1992, p.303-331 ou encore Pudal Bernard, *Prendre Parti : Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la FNSP, 1989, p.209.

² Bourdieu Pierre, *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*, Paris, Fayard, 1982, p.152.

³ Bourdieu Pierre, *Propos sur le champ politique*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 2000.

de l'espace de compétition politique dans lequel il évolue, à confondre les jugements et phantasmes portés par l'étiquette « populisme » avec le contenu du phénomène qu'elle est censée décrire¹. La qualification de tel ou tel mouvement en tant que populisme est avant tout le résultat de luttes de classements prenant place dans les champs politique, médiatique et scientifique, et sa reprise intuitive dans l'analyse introduit plus de biais que de réels éclaircissements sur la nature de ce mouvement². Faire de la qualification du mouvement *Samoobrona* en tant que populisme un des matériaux de son étude, plutôt que l'outil guidant celle-ci, tel est selon nous le changement de perspective qui s'impose. En d'autres termes, suivant les conseils prodigués par Howard Becker³, il s'agit de substituer au questionnement « pourquoi *Samoobrona* est-il populiste ? », celui plus fructueux de « comment *Samoobrona* est-il devenu populiste ? ». Seule cette démarche permet de rompre avec les préjugés du sens commun et de replacer au cœur de l'analyse, en les contextualisant socialement et historiquement, les activités des acteurs, les luttes de classements se développant au sein du champ politique polonais, ainsi que des pratiques de représentation développées par les membres du mouvement *Samoobrona*, qui ont conduit ce dernier à être systématiquement affublé de l'étiquette stigmatisante de populisme, à être perçu comme un participant illégitime à la compétition politique dite « post-communiste ».

II- Pour une « normalisation » théorique de l'étude du mouvement Samoobrona.

Au vu des nombreux apories et biais dont la notion de populisme est porteuse, il paraît nécessaire de nous démarquer des approches la mobilisant pour rendre compte de la trajectoire du mouvement *Samoobrona*. Comprendre les modalités concrètes de son surgissement, de son ascension ainsi que de sa marginalisation dans les jeux politiques polonais « post-communistes » implique en effet de renoncer aux lectures exceptionnalistes qui en sont communément données pour en resituer l'étude dans l'espace « normal » du politique. En d'autres termes, plutôt que de naturaliser le caractère illégitime du mouvement *Samoobrona*, il s'agit de questionner les raisons

¹ Collovald Annie & Gaïti Brigitte, « Introduction », in Collovald Annie & Gaïti Brigitte (dir.), *La démocratie aux extrêmes : Sur la radicalisation politique*, Paris, La Dispute/SNEDIT, 2006, p.13.

² Dobry Michel, « Penser = classer ? », *art.cit.*, p.161.

³ Becker Howard, *Les ficelles du métier. Comment conduire sa recherche en science sociale*, La Découverte, Paris, 2002, p.105.

pour lesquelles il en est venu à être perçu de la sorte et les modalités concrètes par lesquelles il est parvenu, un temps, à les dépasser pour faire reconnaître sa représentativité et sa légitimité à occuper des postes de pouvoir parlementaires et gouvernementaux. Ce changement de perspective a des conséquences épistémologiques et méthodologiques importantes.

Tout d'abord, il invite à historiciser l'étude de la trajectoire du mouvement *Samoobrona*, à la resituer dans le cadre des interactions qui façonnent la compétition politique de la III^e République polonaise. Si le mouvement *Samoobrona* en est venu à être perçu comme un acteur illégitime, à être systématiquement affublé de l'étiquette stigmatisante de « populisme » par les autres protagonistes de celle-ci et la grande majorité des commentateurs de la vie politique polonaise, c'est qu'il est considéré avoir transgressé les principes de la « normalité » politique, avoir enfreint les règles des jeux démocratiques. Néanmoins, si des acteurs se réclamant du mouvement *Samoobrona* sont parvenus à accéder à des postes de pouvoir politique, à faire reconnaître leur légitimité à l'exercice de mandats parlementaires et gouvernementaux, c'est qu'ils ont respecté certaines de ces règles, qu'ils se sont conformés un minimum aux conventions, juridiques ou tacites, régulant l'accès à la compétition électorale et au champ de la politique institutionnelle. Dès lors, saisir l'évolution de la position du mouvement *Samoobrona* dans le champ politique polonais, comme nous entendons le faire dans le cadre de ce travail, implique de prêter une attention particulière aux processus qui participent à préciser les contours et les règles de la compétition politique polonaise dans les années suivant la « chute » de la République Populaire (A).

Ensuite, de ce changement de perspective découle de prêter une attention particulière aux pratiques concrètes des acteurs engagés dans le mouvement *Samoobrona*. En rupture avec la lecture réifiante qu'en fournissent les approches en termes de « populisme », il convient d'ouvrir la « boîte noire » du mouvement afin de replacer les acteurs « lui donnant vie » sur le devant de la scène. Loin d'être réductible à son président Andrzej Lepper, le mouvement *Samoobrona* doit se comprendre comme un groupement d'acteurs individuels qui par leurs actions et leurs interactions coopérativo-concurrentielles participent à le faire exister comme un acteur collectif et comme un participant à la lutte pour la représentation des intérêts sociaux (B).

A) Des règles de la compétition politique en définition.

Historiciser l'étude du mouvement *Samoobrona* implique de se pencher sur la question des transformations socio-politiques à l'œuvre dans la période dite « post-communiste », sur les modalités de définition du nouveau régime « démocratique » et notamment de la compétition politique désormais formellement « libre » pour la représentation des intérêts sociaux et les postes de pouvoir politique. Les réponses fournies par la littérature consolidologique ne nous paraissent guère satisfaisantes en ce qu'elles témoignent d'une lecture linéaire, finaliste et par trop normative du changement de régime (1). Il convient selon nous de lui substituer une approche en termes de transformation de configuration qui permet de replacer au centre de l'analyse l'incertitude et la conflictualité des processus de codification de la compétition politique et de définition des pratiques légitimes en son sein (2).

1) Les illusions de la « consolidologie ».

La question de la définition des règles de la compétition politique est une préoccupation majeure du courant de recherche « consolidologique » qui, dans la continuité de la « transitologie », se donne pour objectif de saisir les conditions de l'enracinement de la démocratie dans un contexte « post-autoritaire », de son imposition comme « the only game in town » dont aucun acteur ne remet plus en cause la légitimité¹. Comme les « transitologues » – il s'agit d'ailleurs bien souvent des mêmes auteurs – les « consolidologues » adoptent une approche comparatiste pour distinguer les étapes qu'ils considèrent typiques de ces processus et estimer le degré d'avancement de leurs cas d'études vers un régime démocratique stabilisé et pérenne. Outre confronter les différentes expériences historiques de « consolidation » en Amérique latine, en Europe du Sud et, à partir des années 1990,

¹ Linz Juan J. & Stepan Alfred, « Toward Consolidated Democracies », *Journal of Democracy*, vol.7, n°2, 1996, p.14-33 ; Pour une synthèse des principales hypothèses du courant de recherche consolidologique : Guilhot Nicolas & Schmitter Philippe, *art.cit.*

en Europe centrale et orientale¹, ils les mettent également en perspective avec les démocraties occidentales érigées, plus ou moins explicitement, en modèle à atteindre. Trois éléments complémentaires sont communément retenus pour évaluer la progression vers la « normalité » démocratique de la compétition politique.

Le premier est l'emprise des partis politiques sur la lutte pour l'obtention des postes de pouvoir qui passe désormais par la conquête des suffrages des électeurs. Il est en effet attendu de ceux-ci, qui, selon l'image de Max Weber, sont perçus comme les enfants naturels du suffrage universel et de la démocratie, qu'ils imposent leur monopole sur la représentation politique des intérêts sociaux, au détriment d'autres acteurs collectifs prétendant y participer dans les premiers moments de la « transition », tels des syndicats, des comités civiques, voire l'armée ou le clergé. L'émergence d'organisations partisans du type de celles observables dans les démocraties occidentales, la structuration d'un système de parti relativement stable et sa limitation à un nombre réduit d'acteurs sont ainsi perçues comme des indicateurs importants du bon déroulement du processus de « consolidation »². Le deuxième est l'émergence d'une élite démocratique, d'un groupe de responsables politiques acceptant pleinement les nouveaux principes d'attribution des positions de pouvoir au sein de l'Etat et faisant donc preuve de tolérance à l'égard de leurs concurrents. La différenciation de ce groupe à l'égard du reste de la société, la spécialisation de ses membres dans l'activité politique et l'augmentation tendancielle de leur niveau de compétence constituent pour les « consolidologues » autant de signes de la bonne marche d'un régime « post-autoritaire » vers une démocratie « consolidée »³. Enfin, le

¹ Dans cette optique voir par exemple : Linz Juan J. & Stepan Alfred, *Problems of Democratic Transition and Consolidation. Southern Europe, South America and Post-Communist Europe*, Baltimore, The John Jopkins University Press, 1996.

² Dans cette optique, voir par exemple : Pridham Geoffrey & Lewis Paul G., « Stabilising Fragile Democracies and Party System Development », in Pridham Geoffrey & Lewis Paul G. (dir.), *op.cit.*, p.1-22 ; Lewis Paul G., « The "Third Wave" of Democracy on Eastern Europe. Comparative Perspectives on Party Roles and Political Development », *Party Politics*, vol. 7, n°5, 2001, p.543-565 ; ou encore : Ekiert Grzegorz, « L'instabilité du système partisan. Le maillon faible de la consolidation démocratique en Pologne », *Pouvoirs*, vol.3, n°118, 2006 p.37-57.

³ Sur le lien entre « consolidation » et élites : Higley John & Pakulski Jan, « Jeux de pouvoir des élites et consolidation de la démocratie en Europe centrale et orientale », *Revue française de science politique*, vol.50, n°4-5, 2000, p.657-678 ; Burton Michael, Gunther Richard & Higley John, « Introduction : elite transformation and democratic regime », in Gunther Richard & Higley John (dir.), *Elites and Democratic Consolidation in Latin America and Southern Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992 ; ou encore Bozóki András, « Theoretical Interpretations of Elite Change in East Central Europe », *Comparative Sociology*, vol.2, n°1, 2003, p.215-247 ; Pour une synthèse critique des travaux polonais sur les élites dans le post-communisme, on pourra se référer à : Heurtaux Jérôme,

troisième, est l'assimilation par les citoyens, par la « société civile », d'« attributs démocratiques, tels que la tolérance, la modération, la recherche du compromis et le respect des autres points de vue »¹. Cette « pacification » des pratiques citoyennes prendrait notamment la forme d'un effacement progressif des mobilisations protestataires, auxquelles sont néanmoins reconnues un rôle important pour le déclenchement du processus de transition démocratique, au profit de formes plus institutionnelles et « plus démocratiques » d'expression des intérêts, tels que le vote ou l'engagement dans un parti politique².

La manière dont le processus de codification des règles de la compétition politique est abordé par le courant de recherche « consolidologique » ne permet pas de rompre avec une approche exceptionnaliste du mouvement *Samoobrona*. En effet, que ce soit par son dédoublement organisationnel (à la fois parti et syndicat agricole), par les caractéristiques de ses représentants (nombre de ses dirigeants et de ses élus en 2001 sont des exploitants agricoles), par son offre politique fondée sur une remise en cause des modalités du changement de régime ou encore par sa participation à l'organisation d'actions de protestation illégales, notamment dans le cadre des manifestations paysannes des années 1990, l'émergence de ce groupement dans les jeux politiques polonais contrarie les attentes des consolidologues. Incapables de saisir son relatif succès autrement qu'en termes d'anomalie, ces auteurs s'empressent dès lors de reléguer le mouvement *Samoobrona* dans le registre des pathologies du post-communisme en l'érigant, souvent sous le label de « populisme », en indicateur parmi d'autres des difficultés du processus de consolidation de la jeune démocratie polonaise.

2) Le régime démocratique polonais comme configuration en redéfinition.

« Sciences sociales et postcommunisme. La sociologie polonaise des élites politiques (1990-2000) », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol.31, n°2, 2000, p.49-100.

¹ Diamond Larry Jay, « Toward Democratic Consolidation », *Journal of Democracy*, vol.5, n°3, 1994, p.8.

² Pour une lecture critique de ces approches voyant dans les mobilisations collectives des acteurs illégitimes de la démocratie post-autoritaire et postulant une différence de nature irréductible entre mouvements sociaux et partis politiques : Combes Hélène, *De la politique contestataire à la fabrique partisane. Le cas du Parti de la révolution démocratique au Mexique (PRD)*, thèse pour le doctorat de science politique, Université Paris III, 2004, p.24-27.

Resituer l'étude du mouvement *Samoobrona* dans l'espace « normal » du politique implique donc de changer de regard sur les processus de codification des règles de la compétition politique dans la Pologne dite « post-communiste ». En rupture avec les lectures linéaires, finalistes et normatives qu'en véhiculent les courants de recherche transitologique et consolidologique¹, il paraît salutaire, suivant en cela Jacques Lagroye, Bastien François et Frédéric Sawicki, d'appréhender le changement de régime comme une transformation de configuration, c'est-à-dire comme un processus, à l'issue incertaine et potentiellement réversible, de redéfinition d'un « ensemble d'institutions, de rôles, de règles, de savoirs et savoir-faire »². Ce processus de transformation et de codification des règles et des routines du jeu politique met aux prises une multitude d'acteurs individuels ou collectifs hétérogènes, dont aucun ne peut prétendre le contrôler pleinement³.

Ainsi, plus qu'une simple ouverture de la compétition politique à des acteurs qui en étaient jusqu'ici exclus, le changement de régime en Pologne, comme dans les autres anciennes Républiques Populaires, doit se comprendre comme un processus erratique et non-linéaire de définition et d'objectivation de nouvelles modalités légitimes de mise en scène des intérêts sociaux et de leur représentation politique. Le délitement progressif des rapports politiques construits avant 1989 et s'appuyant sur une lecture marxiste-léniniste de la société en termes de classes antagoniques ouvre en effet, pour reprendre la formulation de Magdaléna Hadjiisky, une période d'« incertitude quant aux règles du jeu de la compétition politique, aux références qui seront considérées

¹ Sur les tendances finalistes des schèmes de pensée transitologiques, on pourra par exemple se référer à : Michel Patrick, « De la nature de la transition. Remarques épistémologiques », *Cahiers internationaux de sociologie*, n°96, 1994, p.213-223.

² Lagroye Jacques, François Bastien & Sawicki Frédéric, *Sociologie politique*, Paris, Presses de la FNSP/Dalloz, 2006, p.170.

³ Dans ce sens, il convient de rompre avec une vision essentiellement institutionnelle et linéaire des changements de régime pour les appréhender comme une transformation de configuration, impliquant une redéfinition des institutions mais aussi des rôles, des règles, des savoirs, des savoir-faire ou encore des modèles de légitimité politique. Les responsables politiques ne sont pas les seuls à intervenir sur ces processus de redéfinition. Des « experts » (on peut penser ici à l'influence de Jeffrey Sachs sur la mise en œuvre de la politique économique de « thérapie de choc » en Pologne), des haut-fonctionnaires ou encore des juges peuvent également y prendre part. Sur les régimes politiques en tant que configurations : Lagroye Jacques, François Bastien & Sawicki Frédéric, *op.cit.*, p.169-174. Plusieurs travaux sur le passage de la IV^e République à la V^e République en France donnent à voir la richesse explicative de la rupture avec une approche purement constitutionnelle des changements de régime. Voir notamment : François Bastien, *Naissance d'une Constitution. La Ve République (1958-1962)*, Paris, Presses de la FNSP, 1996 ; Dulong Delphine, *Moderniser la politique. Aux origines de la Ve République*, Paris, L'Harmattan, 1997 ; et Gaiti Brigitte, *De Gaulle, prophète de la Ve République*, Paris, Presses de la FNSP, 1998.

comme légitimes, aux discours qui seront sanctionnés par les électeurs »¹ et, pourrait-on ajouter, aux principes de construction de l'espace social qui s'imposeront comme dominants². Le passage de la République populaire de Pologne « autoritaire » à la III^e République « démocratique », loin d'être réductible à un seul événement « déclencheur » – la signature des accords de la Table ronde en avril 1989 par exemple – apparaît ainsi comme le produit d'un processus s'étendant sur plusieurs années, dont l'enjeu est de « délimiter, sinon de constituer le champ politique et l'ensemble des activités qui sont réputées en faire partie »³, et notamment de définir de nouveaux principes légitimes d'accès et d'occupation des postes de pouvoir politique.

Dans cette optique, la légitimité ou l'illégitimité d'un acteur, collectif ou individuel, dans la compétition politique, loin d'être une essence, apparaît comme le produit des interactions concurrentielles entre les différents acteurs engagés dans la lutte pour la définition des principes légitimes de représentation du monde social et la reconnaissance de leur représentativité dans la nouvelle configuration. En d'autres termes, par leurs activités même, notamment par leur travail de mise en forme et de légitimation d'une offre de représentation en concurrence, les différents acteurs engagés dans la lutte pour la représentation des intérêts sociaux et l'obtention de postes de pouvoirs politiques participent à la construction d'une ligne de partage entre le légitime et l'illégitime, entre « le normal et le pathologique, l'acceptable ou l'inacceptable en démocratie »⁴. Cette ligne de partage peut être progressivement explicitée par le biais de règles juridiques, par exemple des lois électorales qui précisent les conditions d'accès à la lutte pour les postes de pouvoir politique et les pratiques légales dans le cadre d'une campagne électorale. Elle peut également prendre la forme « règles normatives », c'est-à-dire de croyances plus ou moins partagées sur ce qu'il est légitime ou non de faire dans le cadre d'activités politiques⁵.

¹ Hadjiisky Magdalena, « La démocratie par le marché. Le cas des pays tchèques (1989-1996) », *Politix*, vol.12, n°47, 1999, p.68.

² Bourdieu Pierre, « Espace social et genèses de "classes" », *Actes de la Recherche en sciences sociales*, n°52/53, juin 2004, p.3-12.

³ Aït-Aoudia Myriam & Heurtaux Jérôme (dir.), « Partis politiques et changement de régime », *Critique internationale*, n°30, 2006, p.126.

⁴ Collovald Annie & Gaiti Brigitte, « Questions sur la radicalisation politique », in Collovald Annie & Gaiti Brigitte (dir.), *op.cit.*, p.23.

⁵ Pour Frédéric Bailey « les règles normatives ne prescrivent aucun type particulier d'action, mais délimite plutôt, de façon assez large, le champ des actions possibles. [...] [elles] sont des lignes très

Ainsi, la valorisation ou la dépréciation de certaines ressources, de certaines pratiques, de certains discours, ou encore de certains types d'organisations dans la compétition politique, loin de répondre à des logiques ahistoriques et identiques dans tous les régimes démocratiques, dépend essentiellement de l'état des rapports de force à un moment donné dans un espace d'interactions donné. Si un acteur, comme le mouvement *Samoobrona* en Pologne, en vient à être perçu comme illégitime par la plupart des acteurs participant à la définition de la configuration, c'est que ses activités, son offre de représentation ou encore les caractéristiques de ses représentants ont été considérées comme des « infractions » aux règles juridiques ou « normatives » alors dominantes. Encore convient-il de noter que l'illégitimité d'un acteur n'est pas une donnée définitive et irréversible. Elle peut en effet être réévaluée sous l'impulsion soit d'une modification de la configuration, qui rend des pratiques ou des ressources auparavant perçues comme inacceptables acceptables, soit d'une inflexion des activités de l'acteur en question dans le sens d'une conformation aux règles alors dominantes de la compétition politique.

Situer l'étude de la trajectoire du mouvement *Samoobrona* dans le cadre de ce processus, incertain et conflictuel, de définition des règles de la compétition politique dite « post-communiste » est indispensable à sa bonne compréhension. Nous montrerons en effet que l'état de la configuration et ses transformations progressives influent grandement sur la forme et sur la trajectoire du mouvement *Samoobrona*, de son émergence inattendue à sa marginalisation actuelle, en passant par son accès à des positions de pouvoir parlementaires et gouvernementales.

B) Ouvrir la « boîte noire » du mouvement *Samoobrona*.

« La bande de Lepper », « l'équipe de Lepper », « l'armée de Lepper »... Les différents syntagmes mobilisés par les journalistes polonais pour qualifier le mouvement *Samoobrona* insistent invariablement sur sa forte personnalisation.

générales de conduite. On s'en sert pour juger des actions particulières selon les critères moraux du bien et du mal ». Bailey Frédéric, *Les règles du jeu politique*, Paris, PUF, 1971, p.18.

Présidant depuis leur création le syndicat agricole et le parti politique le constituant¹, Andrzej Lepper est réputé exercer une autorité sans partage sur les deux organisations. Leader supposé charismatique, il déciderait seul de l'ensemble des orientations d'un mouvement qui, dans les faits, se résumerait à une plate-forme de supporters au service de ses ambitions personnelles. Cette tendance à personnifier le collectif *Samoobrona* imprègne également la plupart des travaux à prétention scientifique lui ayant été consacrée ces dernières années. Mobilisant eux aussi, souvent sans précaution, la notion de charisme, leurs auteurs tendent à postuler la parfaite unité du mouvement *Samoobrona* derrière son président².

Certes, Andrzej Lepper s'est incontestablement assuré une emprise importante sur les outils d'objectivation du mouvement et sur son appareil de direction. Accaparant sa parole publique, notamment dans les médias, il a été réélu avec des scores impressionnants, et sans jamais faire face à la moindre concurrence, à la présidence du ZZR *Samoobrona* et des partis *Przymierze Samoobrona* puis *Samoobrona RP* à chacun de leurs congrès successifs. On commettrait cependant une erreur en concluant à sa toute puissance *per se* et en réduisant tous les autres membres du mouvement au statut de simples suiveurs subjugués par le charisme de leur chef. L'autorité qu'Andrzej Lepper est parvenue à se faire reconnaître sur le collectif *Samoobrona* n'a rien d'une évidence et n'a, nous le verrons, jamais été ni totale, ni incontestée. Elle apparaît comme le signe de la réussite, partielle et potentiellement temporaire, d'un travail de légitimation de son droit à incarner personnellement le groupe, à obtenir mandat pour parler, agir et décider au nom des autres membres du parti et du syndicat³. En d'autres termes, la position prééminente d'Andrzej Lepper sur le mouvement *Samoobrona* « ne [peut] se comprendre qu'à condition de restituer dialectiquement de quelle manière [il s'est] fait leader dans le groupement qui [l'a] fait devenir ce qu'il [est] »⁴.

¹ Il convient néanmoins de noter que lors de son accession au poste de ministre de l'Agriculture, Andrzej Lepper a un temps été contraint de quitter, formellement du moins, la présidence du ZZR *Samoobrona*. Il l'a retrouvée immédiatement après sa sortie du gouvernement.

² Par exemple : Ługowska Urszula, « Samoobrona versus the establishment », *Labour Focus on Eastern Europe*, n°72, 2002, p.59-76 ; Bafoil François, « Pologne : *Samoobrona*, la montée des populismes », *La vie des idées*, juin 2004.

³ Cf. Bourdieu Pierre, « La délégation et le fétichisme politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°52-53, 1984, p.49-55.

⁴ Fretel Julien, « Le leadership partisan », in Cohen Antonin, Lacroix Bernard & Riutort Philippe (dir.), *Nouveau manuel de science politique*, Paris, La Découverte, 2009, p.463.

Dès lors, en rupture avec des lectures réifiantes, personnifiantes et, au final, exceptionnalisantes du mouvement *Samoobrona*, il convient de replacer au cœur de l'analyse sa dimension collective. Loin d'être réductible à leur seul leader, les organisations constitutives du mouvement doivent se comprendre comme des relations sociales de types particuliers réunissant des individus qui par leurs activités et leurs interactions participent à « leur mise en forme comme groupes et comme représentation »¹. Autrement dit, le syndicat agricole ZZR *Samoobrona*, le parti politique *Przymierze Samoobrona* puis *Samoobrona* RP, et le mouvement *Samoobrona* n'« existent » réellement qu'en tant qu'ils sont le produit de « l'ensemble des opérations par lesquelles des agents sociaux communient en [leur] nom » et leur donnent « corps »². Dans cette optique, nous appréhenderons dans ce travail le mouvement *Samoobrona* sous deux angles complémentaires.

Premièrement, nous le penserons comme un système d'action, entendu comme un ensemble de groupements qui participent, « chacun à sa manière, et selon des logiques de fonctionnement propres, à la construction d'un groupe de référence »³. Cette définition permet de souligner que les relatifs succès syndicaux et électoraux du mouvement *Samoobrona* doivent se comprendre avant tout comme le produit d'un travail de socialisation, d'activation d'un sentiment d'appartenance d'un groupe d'individus (militants, dirigeants mais aussi électeurs) à un ensemble partageant des intérêts, des valeurs et des objectifs communs. Si le mouvement *Samoobrona* est parvenu, un temps du moins, à se faire reconnaître par certains individus comme le représentant légitime de leurs intérêts, ce n'est pas simplement parce qu'Andrzej Lepper les a « envoûtés » par son hypothétique charisme, mais parce que ce groupement a été en mesure de mettre en forme et de promouvoir, par les discours et les actions de ses représentants, une offre de représentation originale lui permettant de se démarquer dans la compétition pour la représentation des intérêts et de mobiliser en sa faveur un nombre significatif de soutiens. Appréhender le mouvement *Samoobrona* comme un système d'action permet également de replacer au cœur de l'analyse les différentes organisations le composant, le syndicat et le parti, ainsi que leurs relations.

¹ Sawicki Frédéric, *Les réseaux du Parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 1997, p.14.

² Pudal Bernard, *op.cit.*, p.13-14.

³ Lagroye Jacques, François Bastien & Sawicki Frédéric, *op.cit.*, p.273.

Dans la plupart des travaux lui étant consacrée, ce dédoublement organisationnel tend à être soit complètement éludé, soit réduit au statut de symptôme de l'illégitimité, voire de la dangerosité, de sa participation aux jeux politiques polonais¹. Il nous paraît au contraire nécessaire de le prendre « au sérieux ». On peut en effet poser comme hypothèse qu'en lui permettant d'intervenir dans des espaces d'interaction variés et d'être produit de manière différenciée selon les contextes – en d'autres termes d'être « multipositionné » – le dédoublement organisationnel du mouvement *Samoobrona* constitue une clé de compréhension importante de sa trajectoire dans les jeux politiques post-communistes. Sa prise en compte paraît notamment décisive pour saisir les modalités concrètes par lesquelles il est parvenu, partiellement du moins, à mettre en forme et promouvoir un groupe de référence original et à se faire reconnaître par des individus comme leur porte-parole dans l'arène des mobilisations protestataires puis dans l'arène électorale au début de la décennie 2000².

Deuxièmement, nous appréhenderons également le mouvement *Samoobrona* comme une entreprise politique, c'est-à-dire comme « un type particulier de relation dans

¹ Dans la première optique, les activités protestataires et syndicales de *Samoobrona* et ses activités partisans sont distinguées dans l'analyse comme étant caractéristiques de deux époques successives, et largement autonomes, de la vie de l'organisation : la date de la première entrée au Parlement en 2001 étant usuellement retenue comme celle de la césure entre le « *Samoobrona* mouvement social » et le « *Samoobrona* parti politique ». Niant l'engagement électoral précoce du mouvement et la permanence de son dédoublement organisationnel dans les années 2000, les auteurs se focalisent alors, selon leurs objets de prédilection, sur la participation du mouvement *Samoobrona* aux mobilisations agricoles des années 1990 (par exemple : Forys Grzegorz, *Dynamika sporu : protesty rolników w III Rzeczpospolitej, Varsovie*, WN Scholar, 2008 ; ou encore Gorlach Krzysztof & Mooney Patrick, « Defending Class Interests: Polish Peasants in the First Years of Transformation », in Pickles John & Smith Adrian (dir.), *Theorising Transition: The Political Economy of Post-Communist Transformations*, New York, Routledge, 1998), ou sur son insertion dans le système de parti polonais à partir des élections de 2001 (Par exemple : Ługowska Urszula, *art.cit.*). Sans que les relations entre ces deux phénomènes ne soient appréhendées autrement qu'à la marge. Dans la seconde optique, si l'engagement parallèle de *Samoobrona* dans le champ du syndicalisme agricole et dans le champ politique est évoqué, ce n'est qu'indirectement, en soutien d'approches postulant l'anormalité de cette formation, son inadéquation avec les règles démocratiques de représentation des intérêts. Aux côtés de son origine agraire, de la présence à sa tête d'un leader supposé charismatique en la personne de Lepper ou encore de son discours anti-libéral radical, le dédoublement organisationnel de *Samoobrona* constitue en effet un argument supplémentaire aux yeux des nombreux auteurs l'appréhendant en termes de « populisme ». À titre d'exemple : Deleersnijder Henri, « La dérive populiste en Europe centrale et orientale », *Hermès*, n°42, 2005 ; Wysocka Olga, « Populism in Poland », texte présenté à la *4th ECPR General Conference*, Pisa, 6-8 septembre 2007.

² Dans cette optique, il convient de ne pas réifier la distinction entre les actions politiques dites « conventionnelles » (vote, politique institutionnelle, etc.) et « non-conventionnelles » (manifestations, actions protestataires, etc.), pour resituer au cœur de l'analyse les luttes qui participent à leur politisation ou à la dépolitisation, à la définition d'une frontière entre les pratiques considérées comme politiques et non-politiques. Cf. Lagroye Jacques, « Les processus de politisation », in Lagroye Jacques (dir.), *op.cit.*, p.359-372. Voir également : Darras Eric, « Présentation. Pour une lecture réaliste des formes non conventionnelles d'action politique », in CURAPP (collectif), *La Politique ailleurs*, Paris, PUF, 1998, p.5-31.

laquelle un ou des agents investissent des capitaux pour recueillir des profits politiques en produisant des biens politiques »¹. L'intérêt de cette définition est triple. Tout d'abord, elle permet de rappeler que le mouvement *Samoobrona*, comme tout autre groupement politique, est avant tout constitué par l'agrégation d'individus aux profils spécifiques, aux histoires et aux caractéristiques sociales singulières. Loin d'être des « clones » réunis dans leur adoration d'Andrzej Lepper, les membres du mouvement *Samoobrona* ne disposent pas tous des mêmes capitaux individuels (scolaires ou économiques par exemple), ne peuvent pas se prévaloir de la même expérience politique et n'ont ni les mêmes attentes, ni les mêmes objectifs, ni le même temps à lui consacrer lorsqu'ils font le choix de s'y engager. Ensuite, cette définition permet d'aborder le mouvement *Samoobrona* comme un espace de genèse et d'accumulation de ressources collectives subsumant les ressources individuelles de chacun de ses membres. La notoriété du label *Samoobrona*, des moyens financiers ou encore des capacités d'action, notamment sous la forme de réseaux collectifs consolidés, sont autant de ressources dont le groupement peut disposer, de manière variable selon les situations, et mettre à disposition des individus ayant acquis le droit de parler en son nom lorsqu'ils s'engagent dans la lutte pour la représentation des intérêts sociaux². Par ailleurs, troisième apport, la définition du mouvement *Samoobrona* en tant qu'entreprise politique permet de replacer au centre de l'analyse les interactions qui unissent et opposent ses membres pour la définition légitime du mouvement, pour le droit de parler et de participer à la lutte pour les postes de pouvoir politique en son nom ou encore d'user des ressources collectives dont il est potentiel pourvoyeur. Comme tout groupement politique, le mouvement *Samoobrona* est animé par les luttes concurrentielles des acteurs le faisant exister, notamment au niveau de sa direction qui, contrairement aux apparences, n'a jamais été monolithique.

Le choix de méthode qui est le nôtre de ne pas faire du postulat de son extériorité à la démocratie le point de départ de l'analyse du mouvement *Samoobrona* permet de replacer au cœur de l'analyse les processus qui ont établi ses particularités et conditionné sa trajectoire dans les jeux politiques polonais post-communistes.

¹ Offerlé Michel, *Les partis politiques*, *op.cit.*, p.11.

² Cf. Offerlé Michel, « Partis et configurations partisans », in Cohen Antonin, Lacroix Bernard & Riutort Philippe (dir.), *op.cit.*, p.455-456.

III. La trajectoire du mouvement *Samoobrona* comme énigme(s).

L'objet de notre thèse est de comprendre comment le mouvement *Samoobrona*, initié par des acteurs extérieurs aux réseaux de l'ancien régime et de l'ancienne dissidence, en est venu à être reconnu comme un protagoniste majeur du champ politique polonais « post-communiste » puis à perdre ce statut pour y être relégué à une position marginale. Nous l'avons vu, répondre à ces questions implique d'en resituer l'étude dans les cadres ordinaires des sciences sociales du politique. En dénaturisant les mécanismes ayant présidé à sa trajectoire, cette « normalisation » théorique permet de mettre à jour son caractère énigmatique. Plus précisément, c'est toute une série d'énigmes qu'il nous faudra résoudre dans le cadre de ce travail. Il conviendra tout d'abord de questionner les mécanismes par lesquels des acteurs individuels, jusqu'ici pas ou peu engagés en politique, en viennent à s'agréger pour collaborer à la construction de nouveaux groupements prétendant participer à la définition et à la représentation des intérêts sociaux. Il nous faudra ensuite nous pencher sur la manière dont ils s'attachent à mettre en forme une offre de représentation leur permettant de se démarquer et de se légitimer comme les représentants des intérêts de la société, ou du moins de certains groupes sociaux, dans un champ concurrentiel mettant aux prises des organisations *a priori* mieux dotées en ressources collectives. Enfin, il conviendra de nous intéresser aux modalités selon lesquelles ils investissent des rôles qui leur sont souvent inédits – dirigeants syndicaux et partisans, candidats à des élections, parlementaires voire ministres – et à la manière dont ces investissements influent sur leurs activités et sur la manière de produire le collectif qu'ils participent à faire exister.

Avant de détailler ces questionnements qui guideront notre réflexion, il convient de préciser que nous adopterons dans ce travail une démarche processuelle et relationnelle. Aborder la trajectoire du mouvement *Samoobrona* comme un processus, c'est insister sur son caractère non-linéaire, incertain et contingent. Loin de s'apparenter à la régulière « ascension » d'un petit groupement d'exploitants agricoles surendettés vers les hautes sphères gouvernementales, nous verrons que celle-ci apparaît bien plus heurtée dans les faits que ce que les dirigeants du mouvement et

certaines observateurs saisis par ses succès électoraux inattendus tendaient à laisser penser avant la « débâcle » électorale de 2007. L'émergence du mouvement *Samoobrona* au cœur des jeux politiques polonais, ainsi d'ailleurs que sa marginalisation actuelle, ne sont pas, en dépit de leur caractère spectaculaire, des événements soudains. Elles apparaissent comme les résultats relativement improbables d'un enchaînement d'actions associant une pluralité d'acteurs dont personne ne peut ni contrôler parfaitement le déroulement ni prévoir les effets exacts, y compris celui ou ceux qui prétendent le faire¹. D'autant moins que ces actions n'ont pas de sens « objectifs ». Elles n'en ont que dans la mesure où elles s'en voient attribuer par les différents acteurs qui, dans le cours de leurs échanges à la fois coopératifs et concurrentiels, participent à la définition de la situation². Par exemple, l'interprétation en termes d'« échecs » ou de « succès » des actions protestataires et des résultats électoraux du mouvement *Samoobrona*, à partir desquels est traditionnellement reconstruite sa trajectoire, ne saurait se comprendre indépendamment des luttes concurrentielles de qualification et de labellisation qui contribuent à imposer une lecture de la situation sur d'autres possibles. Dès lors, nous nous efforcerons de saisir les transformations du mouvement *Samoobrona* et de sa position dans le champ politique polonais en observant ce qui se joue dans le cours des événements, en suivant « pas à pas » les pratiques des acteurs qui participent à « donner corps » au groupement, en les contextualisant dans la configuration particulière où elles se développent et sans jamais présumer de leurs conséquences³. Bien sûr, notre travail ne prétend pas rendre compte de l'ensemble des dimensions du mouvement *Samoobrona*, ambition qui serait d'ailleurs illusoire car fondée sur une lecture objectiviste des phénomènes sociaux. En centrant notre étude sur les modalités de construction et d'insertion du collectif *Samoobrona* dans le champ politique central polonais, nous nous condamnons par exemple à n'aborder qu'à la marge des questions qui auraient pu lui être adressées de manière centrale telles que celle des pratiques

¹ En mobilisant la notion de processus nous nous référons bien sûr aux travaux de Norbert Elias et notamment à : Elias Norbert, *La civilisation des mœurs*, Paris, Calmann-Lévy, 1991.

² Comme le note Howard Becker, « les choses ne sont que des gens qui agissent ensemble », soulignant ainsi que « les objets physiques n'ont aucune propriété "objective". Et les objets sociaux moins tangibles non plus », Becker Howard, *Les ficelles du métier*, *op.cit.*, p.90.

³ Dans ce sens, nous nous inspirons de la démarche proposée, entre autres, par Timothy Tackett dans son étude de l'itinéraire des députés de 1789 : Tackett Timothy, *Par la volonté du Peuple. Comment les députés de 1789 sont devenus révolutionnaires*, Paris, Albin Michel, 1997.

militantes de ses membres « ordinaires »¹ ou encore de l'articulation des dimensions inséparablement locale et nationale de la réalité du mouvement². Ces points aveugles, partiellement éclairés par des « coups de projecteur » ponctuels, tiennent autant à de nécessaires choix méthodologiques qu'à des contraintes liées aux spécificités de notre terrain d'enquête, exposées ci-après.

Nous l'avons dit, les énigmes auxquelles la trajectoire du mouvement *Samoobrona* nous invite à réfléchir sont multiples. Elles ont trait aux conditions de production d'un groupement politique dans un contexte de redéfinition des règles de la compétition politique propre aux situations de changement de régime. Schématiquement les mécanismes que nous nous efforcerons de mettre en évidence dans le cadre de ce travail sont de trois ordres.

Il importera d'abord d'étudier les processus de fabrication du mouvement *Samoobrona*, c'est-à-dire « tous les bricolages qui contribuent à confectionner, à produire ou plus modestement à façonner ce que l'on nomme un [groupement] politique »³. Comment des acteurs individuels en viennent-ils à s'agréger ? Pour quelles raisons décident-ils de s'entendre et de travailler ensemble à la construction d'un nouveau groupement ? Quelles sont les logiques qui président au choix de la forme organisationnelle par laquelle objectiver ce collectif, et plus spécifiquement ici au choix du dédoublement organisationnel ? Quels sont les moyens mobilisés par ses initiateurs pour « mettre en forme » le groupement, notamment pour construire et organiser ses structures ? Telles sont quelques-unes des principales interrogations

¹ Ces dernières années, la sociologie de l'engagement et des pratiques militantes a constitué un champ de recherche particulièrement actif de la sociologie politique. Pour un aperçu de ces travaux souvent stimulants, on pourra se référer au dossier « Devenirs militants » coordonné par Nonna Mayer et Olivier Fillieule : *Revue française de science politique*, vol.51, n°1-2, 2001. Voir également : Collovald Annie, Lechien Marie-Hélène, Rozier Sabine & Laurent Willemez (dir), *L'humanitaire ou le management des dévouements. Enquête sur un militantisme de « solidarité internationale » en faveur du Tiers-Monde*, Presses Universitaires de Rennes, 2002 ; Sawicki Frédéric & Siméant Johanna, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du Travail*, vol.51, n°1, 2009, p.97-125 ; Dechezelles Stéphanie, *Comment peut-on être militant ? Sociologie des cultures politiques et des (dés)engagements. Les jeunes militants d'Alleanza Nazionale, Lega Nord et Forza Italia face au pouvoir*, Thèse pour le Doctorat en science politique, IEP Bordeaux, 2006. Sur l'engagement militant en Europe centrale et orientale : Devaux Sandrine, *Engagements associatifs et post-communisme. Le cas de la République tchèque*, Paris, Belin, 2005.

² Dans cette optique voir, Sawicki Frédéric, *op.cit.* ; Briquet Jean-Louis & Sawicki Frédéric, « L'analyse localisée du politique : lieux de recherche ou recherche de lieux ? », *Politix*, n°7-8, 1989, p.6-16.

³ Combes Hélène, « Faire parti(e) : construction et positionnement du PRD dans le système politique mexicain », *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol.12, n°3, 2005, p.335.

auxquelles nous aurons à nous confronter pour éclairer les modalités concrètes de la genèse et de la structuration des organisations constitutives du mouvement *Samoobrona*. Ce travail implique de se libérer d'une vision linéaire et mythifiée de leur naissance et de leur développement pour prendre en compte les hésitations, les imprévus, les contraintes, voire les ratés qui participent à leur fabrication. D'autant plus que, nous le verrons, le mouvement *Samoobrona* ne s'est pas fait « en une fois ». Il s'est construit par « à-coups », à mesure des bricolages, des « succès » ou des « échecs » de ses membres, et a pris des formes relativement différenciées selon l'état de la configuration politique.

Nous traiterons également des processus de mise en forme, d'entretien et de mobilisation d'un groupe de représentation, c'est-à-dire l'ensemble des activités par lesquelles les acteurs participant à faire exister le mouvement *Samoobrona* s'attachent à le faire reconnaître comme le porte-parole d'intérêts sociaux et à lui rallier des soutiens. Comment des nouveaux venus s'efforcent-ils de se démarquer dans la compétition, nouvellement « libre », pour la définition et la représentation des intérêts sociaux ? Comment faire attester et donner à voir la représentativité d'un groupement en concurrence avec d'autres groupements ? Comment accumuler les ressources collectives nécessaires à une entrée dans la compétition pour la représentation politique de la société ? Comment entretenir la cohérence d'un groupe de représentation tout en s'efforçant de l'élargir pour mobiliser un maximum de soutiens ? Répondre à ces interrogations centrales pour saisir la trajectoire du mouvement *Samoobrona*, notamment son apparente « percée » électorale au début des années 2000, implique à la fois de prêter une attention particulière aux activités concrètes des acteurs parlant et agissant au nom du collectif *Samoobrona* et de ne pas réifier la distinction entre espaces d'activités syndicaux et politiques dans la Pologne dite « post-communiste ». Nous verrons en effet que c'est en transgressant cette frontière, dont le tracé reste relativement indéterminé dans un contexte de redéfinition de la configuration politique, que les responsables du mouvement multipositionné *Samoobrona* se sont efforcés, avec un succès variable et en s'exposant à des procès en illégitimité, à construire et à promouvoir une offre de représentation originale leur permettant de se faire reconnaître comme des acteurs avec lesquels il faut compter dans la compétition politique.

Par ailleurs, nous aborderons les éventuels processus d'institutionnalisation qui travaillent le mouvement *Samoobrona*, entendus ici comme les processus d'objectivation de savoir-faire, de modèles de pratiques et de rôles qui participent à une certaine routinisation de ses principes de fonctionnement¹. En quoi les contraintes, les normes d'action et les règles plus ou moins stabilisées des différents espaces d'interaction (arène des mobilisations protestataires, arène électorale, arène de la politique institutionnelle) dans lesquels ses représentants sont amenés à intervenir influent-elles sur l'organisation du mouvement *Samoobrona* ? Quels sont les effets des transformations successives de la position du mouvement dans le champ politique sur la manière dont il est produit par les acteurs qui lui donnent forme ? Observe-t-on des processus de professionnalisation politique au sein du mouvement *Samoobrona* ? Assiste-t-on à une routinisation de principes régulant les relations entre les différents membres du mouvement, et notamment les luttes pour le droit de parler et de participer à la compétition pour les postes de pouvoir politique en son nom ? Fournir des éléments de réponse à ces questions implique de réfléchir en termes d'apprentissage². Cette notion s'avère en effet particulièrement précieuse pour appréhender la manière dont les acteurs qui participent à la production du mouvement *Samoobrona* s'attachent à adapter leurs comportements aux différentes situations auxquelles ils sont confrontés et aux règles, rappelons-le en cours de définition, avec lesquelles ils sont censés jouer. En s'appuyant sur leur expérience, des « échecs » comme des « succès », par imitation avec les autres acteurs des champs d'interactions variés dans lesquels ils sont amenés à intervenir, ou au contraire par opposition avec eux, ils cherchent à accumuler des savoir-faire propices à assurer leur réussite et leur maintien dans la compétition pour la représentation des intérêts sociaux. Nous verrons que pour les représentants du mouvement *Samoobrona* cet apprentissage s'apparente largement à un « bricolage »³, contraint à la fois par les ressources dont ils disposent

¹ Sur les processus d'institutionnalisation : Lagroye Jacques, François Bastien & Sawicki Frédéric, *op.cit.*, 535-537.

² Dans cette optique, les travaux socio-historiques, notamment sur l'apprentissage du métier politique et des pratiques de vote, sont d'un apport précieux. Voir par exemple : Guionnet Christine, *L'apprentissage de la politique moderne. Les élections municipales sous la monarchie de Juillet*, Paris, L'Harmattan, 1997 ; Garrigou Alain, *Histoire sociale du suffrage universel en France. 1848-2000*, Paris, Le Seuil, 2002. Pour une synthèse de cette démarche socio-historique : Déloye Yves, *Sociologie historique du politique*, Paris, La Découverte, 1997 ; Déloye Yves & Voutat Bernard (dir.), *Faire de la science politique. Pour une analyse socio-historique du politique*, Paris, Belin, 2002.

³ Sur l'apprentissage en tant que « bricolage » : Aït-Aoudia Myriam, *L'apprentissage de la compétition pluripartisans en Algérie (1988-1992). Sociologie d'un changement de régime*, thèse pour le doctorat de science politique, Université Paris I, 2008, p.34.

et par les transformations continues de la configuration politique et de leur position en son sein.

Avant de préciser la manière dont nous organiserons notre propos afin de résoudre les énigmes posées par la trajectoire du mouvement *Samoobrona* et d'étudier les processus qui l'ont conditionnée, il convient de nous arrêter un instant sur le protocole d'enquête que nous avons suivi pour recueillir les données nécessaires à notre recherche.

IV- Méthodologie de l'enquête.

Étudier un mouvement considéré comme illégitime par la plupart des autres acteurs du champ politique expose le chercheur à des contraintes particulières¹. À celles-ci s'ajoutent dans notre cas des difficultés d'ordre personnel (possibilité de présence sur un terrain « étranger » et connaissances linguistiques notamment) ainsi que d'autres liées aux transformations du mouvement *Samoobrona* sur la période d'étude. Ces obstacles nous ont obligé à adapter notre protocole d'enquête (A) afin d'être en mesure de constituer un corpus à partir duquel construire notre recherche (B).

A) Une enquête sous contraintes.

Le rythme de notre enquête sur le mouvement *Samoobrona* a principalement été dicté par le niveau évolutif de nos connaissances, notamment le degré d'avancement de notre apprentissage du « métier » de politiste et de la langue polonaise. Il a cependant également été contraint par les transformations récentes de notre objet d'étude. Schématiquement, il est possible de distinguer trois temps dans notre enquête.

Le premier, que l'on peut qualifier de « phase préliminaire », couvre une période allant de notre « découverte » du mouvement *Samoobrona* au début effectif de notre travail de thèse en 2005. Résidant à Katowice de septembre 2002 à juillet 2003, dans

¹ Voir par exemple : Birenbaum Guy, « Elites "illégitimes", élites illégitimées : les responsables des FN », in Cohen Samy (dir.), *L'art d'interviewer les dirigeants*, Paris, PUF, 1999. Si notre terrain a nécessité des précautions et des stratégies d'investigations spécifiques, il ne doit cependant pas selon nous être considéré comme « difficile » par essence : Campana Aurélie & Boumaza Magali, « Enquêter en milieu "difficile" : Introduction », *Revue française de science politique*, vol.57, n°1, p.5-25.

le cadre d'un échange universitaire Erasmus, nous avons alors eu l'occasion d'explorer la Pologne et de nous « familiariser » avec sa vie politique. C'est à la faveur des élections locales d'octobre 2002 que nous sommes pour la première fois « entré en contact » avec le mouvement *Samoobrona*, ou, plus exactement, avec son président Andrzej Lepper. Par son attitude lors des débats télévisés organisés dans le cadre de la campagne ainsi que par ses tenues vestimentaires, notamment le port systématique d'une cravate aux couleurs de la Pologne (rouge et blanc), celui-ci semblait clairement se démarquer des autres responsables politiques. Bien que ne disposant pas alors d'un niveau de connaissance linguistique suffisant pour saisir les subtilités des échanges politiques, notre curiosité était éveillée et n'allait cesser de croître à mesure que, par des lectures, des discussions informelles, des rencontres ou encore le suivi de la campagne pour le referendum d'accession à l'Union européenne de juin 2003, nous essayions d'en apprendre plus sur ce mouvement et son président. C'est donc d'une « pure curiosité pour le spécifique »¹, pour ne pas dire pour l'original, qu'est né notre intérêt pour le mouvement *Samoobrona*. Ce n'est que dans un second temps, dans le cadre de nos études en master de science politique, que nous nous sommes attaché à substituer à nos représentations « profanes » sur ce groupement une représentation « scientifique », à le constituer en objet d'étude sur lequel forger nos premières armes d'aspirant chercheur. Pendant deux années, marquées par des séjours réguliers en Pologne, principalement à Varsovie, nous avons cherché à affiner nos connaissances linguistiques², à apprendre les rudiments du « métier » de politiste et, plus spécifiquement, à accumuler des données sur le mouvement *Samoobrona*, par la lecture de la presse, le recueil de documents programmatiques ou encore quelques entretiens en anglais avec Mateusz Piskorski, le responsable du mouvement alors en charge des relations internationales. Ce travail nous a permis de défricher le terrain et de poser les premières fondations sur lesquelles nous avons construit notre recherche doctorale.

¹ Nous empruntons cette expression à : Veyne Paul, *Comment on écrit l'histoire*, Paris, Seuil, 1971, p.70.

² Après avoir suivi des cours de polonais à l'Université de Silésie (US) à Katowice au cours de l'année universitaire 2002-2003, nous avons poursuivi notre apprentissage en 2003-2004 dans le cadre d'un DU à l'Université Bordeaux III. Hormis notre travail personnel, nous avons également pris des cours de polonais auprès de l'Institut français de Varsovie au cours de l'année universitaire 2005-2006 et effectué un stage linguistique de l'école d'été de langue et de culture polonaises de l'Université Catholique de Lublin (KUL) en juillet 2007.

La seconde étape de notre enquête s'ouvre avec le début de notre thèse en octobre 2005 et notre installation à Varsovie jusqu'en août 2006. Malheureusement pour nous, elle coïncide également avec une période de « fermeture » relative du mouvement *Samoobrona* aux sollicitations extérieures. Engagés dans une entreprise de légitimation de leurs prétentions à participer à l'exercice du pouvoir gouvernemental, les dirigeants nationaux du mouvement s'efforcent en effet, suite aux élections parlementaires d'octobre 2005, de centraliser les outils d'objectivation de son identité publique afin de le donner à voir comme une formation politique « comme les autres » et d'éviter « tout dérapage » dont la presse et leurs adversaires politiques pourraient se saisir. Dans ce contexte, l'ambitieuse enquête de terrain que nous nous étions fixé comme objectif de mener – une analyse localisée et comparative des élites dirigeantes du mouvement *Samoobrona* dans différents sites d'interactions (nous avions alors en tête les voïvodies de Łódź, de Mazovie et de Poméranie-Occidentale)¹ – s'avère impossible à mettre en œuvre. Ayant reçu consigne de ne pas prendre position au nom du mouvement sans en référer à la direction nationale, les responsables locaux refusent, à quelques rares exceptions près, nos demandes d'entretien et nous renvoient systématiquement vers les porte-parole « officiels » à Varsovie, notamment Mateusz Piskorski, interlocuteur incontournable dans tous les sens du terme. Loin de l'atténuer, l'entrée officielle du mouvement *Samoobrona* dans la majorité parlementaire en février 2006 puis au gouvernement en mai exacerbe cette « fermeture ». Contraint de redéfinir notre objet d'étude en privilégiant une lecture plus « macro », mais aussi plus dynamique, du mouvement *Samoobrona*, nous nous sommes efforcé de mettre à profit notre séjour polonais pour étoffer nos données sur ce groupement. Pour ce faire, nous avons mobilisé tous les moyens envisageables, dans la mesure du possible les entretiens bien sûr, mais aussi les recherches en bibliothèque (Bibliothèque universitaire de Varsovie et Bibliothèque nationale de Pologne principalement), le recueil d'archives, la lecture de la presse quotidienne et hebdomadaire, le suivi des actualités à la télévision à la radio, les déplacements à travers le pays (en tentant systématiquement et presque toujours en vain d'obtenir une entrevue avec les responsables locaux du mouvement). Ce protocole d'enquête « bricolé » pour s'adapter aux contraintes du moment a continué à être celui qui a

¹ Nous souhaitons nous inspirer de la démarche mise en œuvre pour étudier le Parti socialiste en France par Frédéric Sawicki : Sawicki Frédéric, *op.cit.*

guidé nos recherches, suite à notre retour en France, lors de nos séjours polonais réguliers de l'été 2006 à l'automne 2007.

La troisième étape de notre travail d'enquête s'ouvre avec ce qui est présenté par les journalistes comme la « déroute » du mouvement *Samoobrona* aux élections parlementaires anticipées d'octobre 2007. Sa sortie du Parlement et du Gouvernement s'accompagne d'une « libération » relative de la parole des responsables et anciens responsables du syndicat et du parti. Tout d'abord car, ayant perdu leurs mandats parlementaires ou gouvernementaux, les dirigeants nationaux du mouvement disposent de plus de temps à consacrer aux sollicitations d'un jeune chercheur français en science politique. À l'occasion d'un séjour de recherche de deux mois en Pologne en juin et juillet 2008, nous avons ainsi pu nous entretenir pour la première fois avec plusieurs membres du *prezydium* du parti *Samoobrona* RP, dont Andrzej Lepper. Ensuite car la multiplication des contestations de l'autorité de ce dernier dans les semaines suivant les élections d'octobre 2007 s'accompagne d'une prise de distance de nombreux responsables du mouvement à l'égard de la ligne « officielle » promue par ses porte-parole nationaux, plusieurs prenant même la voie de la dissidence ouverte. Néanmoins, s'il est désormais possible de trouver des militants, des élus, ou d'anciens élus du mouvement disposés à évoquer sans retenue leur expérience politique, ceux-ci sont beaucoup plus difficiles à identifier qu'auparavant. Le délitement rapide des structures du mouvement (qui s'accompagne notamment d'une fermeture de l'ensemble des bureaux régionaux du parti) et le retrait de la vie politique de nombre d'entre eux a ainsi constitué un nouvel obstacle à notre enquête. Au final, à force de coups de téléphone (« le numéro n'est plus attribué » étant la réponse la plus fréquemment obtenue), de courriers électroniques et postaux, nous ne sommes parvenu à obtenir qu'une poignée de nouveaux entretiens, principalement avec des députés européens (alors toujours en exercice donc faciles à « retrouver ») et des responsables locaux du mouvement avec lesquels nous avons eu l'occasion de rentrer en contact plusieurs années auparavant.

Si elle s'est souvent apparentée à un « bricolage » sous contrainte, notre enquête nous a néanmoins permis de recueillir nombre de données et d'informations mobilisables dans le cadre de notre recherche.

B) Présentation des sources.

Les sources que nous avons réunies lors de notre enquête sont principalement de trois ordres : la presse, les entretiens et les archives.

1) La presse.

Les articles de presse ont constitué un matériau central pour notre recherche. Ils nous ont permis à la fois de nous familiariser en détail avec la vie politique polonaise de la III^e République, de recueillir des informations factuelles sur notre objet afin de pouvoir suivre « pas à pas » sa trajectoire, mais aussi de saisir les interprétations concurrentielles dont les activités des acteurs lui donnant forme sont l'objet, de la part des autres acteurs de la compétition politique mais aussi des journalistes eux-mêmes.

Un quotidien et un hebdomadaire ont été systématiquement dépouillés sur la période étudiée : *Gazeta Wyborcza* (le Journal Électoral) et *Polityka* (la Politique). Le choix de ces journaux a été dicté à la fois par leur position centrale dans le champ médiatique polonais et par la facilité d'accès à leurs archives, consultables sur internet et disponibles dans de nombreuses bibliothèques, notamment la Bibliothèque universitaire de Varsovie et la Bibliothèque nationale de France. Créé en mai 1989 dans le but de soutenir les listes Solidarité aux élections semi-libres de juin – il est alors le premier quotidien « indépendant » du « bloc de l'Est » – *Gazeta Wyborcza* s'est imposé comme la référence en matière de journalisme dans le paysage médiatique polonais¹. Lors de son lancement, son emblématique rédacteur en chef, l'ancien dissident Adam Michnik, aspire à en faire le journal « de ceux qui souhaitent, pour la Pologne, un ordre démocratique selon des critères européens normaux »². Bien qu'ayant perdu le droit de se revendiquer du mouvement Solidarité dès 1990, *Gazeta Wyborcza* prospère tout au long de la décennie 1990, tirant alors à plus de 500 000 exemplaires quotidiennement et étant décliné en de nombreuses éditions locales. Objet d'attaques régulières de la part de ses détracteurs qui lui reprochent sa position hégémonique dans le champ de la presse polonaise et sa trop grande

¹ Sur la création de *Gazeta Wyborcza* : Paweł Smoleński, *Gazeta Wyborcza : Miroir d'une démocratie naissante*, Paris, Les éditions Noir sur Blanc, 1991.

² Bouyeure Cyril, *L'invention du politique. Une biographie d'Adam Michnik*, Paris, Les éditions Noir sur Blanc, 2007.

influence politique, il perd de sa superbe au début des années 2000 suite à l'implication d'Adam Michnik dans un scandale de corruption (l'Affaire Rywin sur laquelle nous reviendrons)¹. Il reste cependant aujourd'hui encore le second quotidien polonais le plus lu après le tabloïd *Fakt* (le Fait)². *Polityka* quant à lui, est l'un des hebdomadaires les plus tirés et les plus lus en Pologne depuis le début de la III^e République³. Fondé en 1957 par le Comité central du PZPR, dans un contexte de déstalinisation, *Polityka* a progressivement acquis une réputation de journal « réformateur » du temps de la République Populaire. Indépendant depuis 1990, il revendique depuis une ligne « sociale-libérale ».

D'autres journaux ont également été l'objet d'un dépouillement plus ciblé, ciblage contraint par des limites de temps mais aussi d'accès aux archives.

En ce qui concerne la presse « généraliste », nous avons mobilisé des articles des quotidiens *Rzeczpospolita* (la République), à partir de 1992, et *Dziennik* (le Quotidien), à partir de 2006, ainsi que des hebdomadaires *Wprost* (Directement), à partir de 1998, et *Newsweek Polska* (Newsweek Pologne), à partir de 2001. Le quotidien *Rzeczpospolita* a été créé en 1982, au lendemain de la proclamation de l'état de guerre par le général Jaruzelski. Journal du gouvernement et de la Nomenklatura jusqu'à la fin de la République Populaire, il devient indépendant suite au changement de régime. Publié à plus de 200 000 exemplaires quotidiennement, ce qui en fait le quatrième plus gros tirage polonais derrière les tabloïds *Fakt* et *Super Express*, et *Gazeta Wyborcza*, il a une réputation de rigueur et affiche une orientation résolument conservatrice. Le quotidien *Dziennik* a lui été créé en avril 2006 par le groupe de presse allemand Axel Springer. Alors que la crédibilité de *Gazeta Wyborcza* a été affectée par l'Affaire Rywin, celui-ci a vocation selon ses fondateurs à s'imposer comme le nouveau « journal de référence » en Pologne⁴. Avec un succès mitigé

¹ Pour un aperçu des controverses autour de *Gazeta Wyborcza* et d'Adam Michnik : Ziemkiewicz Rafał A., *Michnikowszczyzna. Zapis choroby*, Warszawa, Red Horse, 2006.

² Pour obtenir des informations sur les tirages des journaux polonais depuis 1994, on se référera aux enquêtes annuelles de l'Union de contrôle de la distribution de la Presse (*Związek Kontroli Dystrybucji Prasy*) disponibles sur son site internet (www.zkdp.pl).

³ En mars 2009, il est tiré à 220 000 exemplaires, à égalité avec *Wprost* et devant *Gość Niedzielny* (193 000) et *Newsweek Polska* (192 000). Cf. <http://media2.pl/badania/51458-zkdp:-tygodniki-opinii-traca-sprzedaz.html>, consulté le 1^{er} septembre 2010.

⁴ Cf. « "Dziennik": pierwsze (i drugie) wrażenie », *Internetowy Obserwator Mediów*, 18/04/2006

puisqu'en dépit d'une politique commerciale agressive, il ne parvient pas à supplanter ses concurrents directs *Gazeta Wyborcza* et *Rzeczpospolita*. Suite à une fusion avec le quotidien *Gazeta Prawna* (le Journal juridique), il est publié depuis septembre 2009 sous le nom de *Dziennik Gazeta Prawna* et est tiré à 150 000 exemplaires quotidiennement. Revendiquant une identité libérale et conservatrice, *Wprost* est quant à lui l'un des principaux hebdomadaires polonais depuis le début des années 1990. Réputé pour ses couvertures provocatrices et son orientation libérale et conservatrice, il a toujours adopté, nous le verrons, une position particulièrement critique à l'égard du mouvement *Samoobrona*. Quant à *Newsweek Polska*, déclinaison polonaise de l'hebdomadaire américain du même nom publié sous licence par le groupe Axel Springer, il s'est rapidement imposé aux côtés de *Wprost* et *Polityka* comme l'un des hebdomadaires les plus lus en Pologne depuis son lancement en 2001.

De 1991 à 1994, puis de 1997 à 2000, périodes correspondant aux deux principales vagues de manifestations paysannes de la Pologne dite « post-communiste », nous avons également dépouillé de manière systématique deux titres de la presse spécialisée agricole : *Zielony Sztandar* (l'Étendard vert) et *Chłopska droga* (la Voie paysanne). Revendiquant le titre de plus vieil hebdomadaire polonais, *Zielony sztandar* est l'organe officiel du parti paysan PSL, après avoir été celui du *Stronnictwo Ludowe* dans les années 1930 puis du ZSL sous la République Populaire de Pologne. Créé au lendemain de la seconde guerre mondiale, *Chłopska droga* est quant à lui originellement une publication du régime communiste puis du KZRRiOR. L'hebdomadaire, publié en moyenne à 52 000 exemplaires en 1998, se rapproche un temps du mouvement *Samoobrona* au début des années 2000. Andrzej Lepper y écrit ainsi un éditorial chaque semaine de janvier 2003 à octobre 2006.

De manière plus ponctuelle, nous nous sommes appuyé sur des articles publiés par les tabloïds *Fakt* et *Super Express*, ainsi que par les quotidiens *Nasz Dziennik* (Notre Quotidien), *Trybuna* (la Tribune), *Polska* (la Pologne) et *Życie Warszawy* (la Vie de Varsovie). Créé en octobre 2003 par le groupe de presse allemand Axel Springer, *Fakt* se distingue par son prix particulièrement bas, ses articles racoleurs et son ton acerbe. Il s'impose rapidement comme le quotidien polonais au plus gros tirage. *Super Express*, créé quant à lui en 1991, est son principal concurrent sur le marché

des tabloïds et tire quotidiennement à plus de 350 000 exemplaires. Lancé en 1998, *Nasz Dziennik* revendique son identité conservatrice, nationaliste et catholique. Lié aux réseaux intégristes du père Tadeusz Rydzyk, il est l'un des fleurons du groupe *Fundacja Lux Veritatis* également propriétaire de la chaîne de télévision *Telewizja Trwam* (La Télévision « je suis croyant ») et de *Radio Maryja* (Radio Marie). À l'opposé du spectre politique, *Trybuna*, héritier du principal journal de la République Populaire *Trybuna Ludu* (la Tribune du Peuple), a été proche des partis héritiers du PZPR, le SdRP puis le SLD, jusqu'à sa disparition en décembre 2009. Le quotidien *Polska* est un regroupement de quotidiens locaux publié depuis 2007 en partenariat avec le journal britannique *The Times* pour les pages internationales et nationales. Quant à *Życie Warszawy*, il revendique le titre de plus ancien quotidien polonais, puisqu'il paraît sans interruption depuis 1944. Il est aujourd'hui tiré à moins de 10 000 exemplaires, mais conserve une audience particulière dans la région de Varsovie.

Enfin, si cela n'a pas été possible de manière systématique faute d'équivalent polonais de l'Institut national de l'audiovisuel, nous nous sommes également appuyé ponctuellement sur des archives télévisuelles ou radiophoniques, notamment des interviews de représentants du mouvement *Samoobrona* archivées sur le site internet du groupement (www.samoobrona.org.pl).

On le voit, nous nous sommes efforcé dans le cadre de notre enquête de mobiliser des sources de presse variées afin de multiplier les points de vue sur notre objet. En fonction de leur position dans le champ médiatique, dans le champ politique mais aussi dans le champ économique, les différents journaux véhiculent des interprétations variées, voire concurrentielles, des événements auxquels nous nous intéresserons dans le cadre de ce travail. Loin de se limiter à « enregistrer » un événement, les journalistes participent en effet pleinement à le construire en tant que tel, ne serait-ce qu'en lui accordant ou non un article, et à en définir l'image sociale¹. Ils sont partie prenante des interactions qui façonnent la configuration politique et ses états successifs. De même, ils sont pleinement investis dans les luttes concurrentielles

¹ À ce sujet : Neveu Erik, « Médias, mouvements sociaux, espaces publics », *Réseaux*, vol.17, n°98, 1999, p.17-85 ; et Juhem Philippe, « La participation des journalistes à l'émergence des mouvements sociaux. Le cas de SOS Racisme », *Réseaux*, n°98, 1999, p.121-152.

de qualification et de labellisation qui contribuent à façonner le mouvement *Samoobrona* et à caractériser sa trajectoire.

2) Les entretiens.

Au cours de notre enquête nous avons réalisé une vingtaine d'entretiens semi-directifs, d'une durée variant entre une et deux heures, avec treize responsables politiques polonais, dont dix issus du mouvement *Samoobrona*¹. Si, essentiellement du fait de la complexité d'accès au terrain précédemment évoquée, ces entretiens ne représentent pas une composante aussi centrale de notre corpus que nous le souhaitions initialement, ils n'en ont pas moins été indispensables à la construction de notre recherche.

Tout d'abord, ils ont constitué un remède particulièrement efficace contre toute inclination à l'exceptionnalisme. Rencontrer et converser avec des responsables du mouvement *Samoobrona* en face à face permet en effet de rompre avec les postulats de leur « anormalité ». Loin d'être des « bêtes sauvages », des « terroristes » ou des « clones d'Andrzej Lepper » comme certains ont pu le laisser penser, ils se révèlent au final « très ordinaires » : bien que participant à donner forme à un groupement politique présenté comme illégitime, ils n'en restent pas moins des « Polonais comme les autres » accueillant systématiquement leur hôte en lui proposant du thé et des biscuits *herbatniki*. De même, s'entretenir avec Andrzej Lepper permet de prendre conscience de sa « normalité » et de la relativité de son hypothétique charisme. Si prosaïques et intuitives qu'elles puissent paraître, ces précisions sont utiles, tant les phantasmes dont est l'objet le mouvement *Samoobrona* sont communément reportés sur leurs membres².

Ensuite, les entretiens menés nous ont permis de recueillir nombre d'informations factuelles sur des processus qui habituellement ne sont pas rendus publics : les mécanismes de prise de décision au sein du mouvement, les pratiques informelles y ayant cours, les modalités de circulation de l'argent en son sein, ou encore les

¹ Nous renvoyons aux annexes pour une présentation détaillée de ces entretiens.

² À titre d'exemple, il n'est pas rare que des amis polonais, s'inquiétant que nous nous intéressions à un mouvement à leurs yeux si « dangereux », nous aient demandé à l'issue d'entretiens avec certains de ses responsables « Alors à quoi ça ressemble un dirigeant de *Samoobrona* ? », comme si ceux-ci étaient des extra-terrestres.

éventuels conflits internes entre ses dirigeants. Par ailleurs, certains témoignages nous ont offert la possibilité d'affiner nos connaissances et notre compréhension d'épisodes peu ou pas documentés de la « vie » du mouvement, notamment dans les premières années de son existence¹.

Enfin, les entretiens s'avèrent précieux pour « reconstituer la perspective subjective des acteurs »², pour mettre à jour les interprétations indigènes d'événements impliquant le mouvement *Samoobrona* et saturés d'interprétations concurrentes produites par leurs adversaires politiques ou les journalistes. Ils permettent également de mettre à jour les éventuelles divergences interprétatives, les difficultés ou les hésitations qui ont animé le mouvement tout au long de la période étudiée.

Si la méthode de l'entretien a constitué une technique de recueil de données importante pour notre recherche sur le mouvement *Samoobrona*, elle appelle néanmoins quelques commentaires spécifiques. Elle est en effet porteuse d'écueils, particulièrement prégnants dans le cas particulier, qu'il nous a fallu contourner.

Premièrement, enquêter sur les dirigeants d'une organisation politique, et particulièrement d'un groupement considéré comme illégitime par ses concurrents dans le champ politique et par la plupart des commentateurs, est un exercice délicat. Professionnels de la parole, les responsables politiques ne se « livrent » pas facilement et tendent à fournir à leur interlocuteur un discours convenu, conforme à l'identité publique qu'ils entendent promouvoir. Cela est particulièrement vrai dans le cas d'un groupement comme le mouvement *Samoobrona* dont les dirigeants accordent une attention particulière au contrôle de sa parole publique³. Exception faite des anciens responsables en « rupture de ban » que nous avons rencontrés après les élections parlementaires de 2007, les cadres du mouvement ne se sont pas départis aisément lors des entretiens de leur statut de « porte-parole », préférant évoquer le

¹ Sur les entretiens semi-directifs comme source de données « primaires » pour l'enquête : Bachir Myriam, « L'entretien en actes », in CURAPP (collectif), *Les méthodes au concret. Démarches, formes de l'expérience et terrains d'investigation en science politique*, Paris, PUF, 2000, p.37.

² Aït-Aoudia Myriam, *op.cit.*, p.41.

³ En cela, les difficultés à mener un entretien avec des responsables du mouvement *Samoobrona* ne sont pas sans rappeler celles rencontrées par Guy Birenbaum auprès des dirigeants du FN en France : Birenbaum Guy, *art.cit.* À ce sujet, voir également : Bizeul Daniel, *Avec ceux du FN. Un sociologue au Front national*, Paris, La Découverte, 2003.

programme du mouvement plutôt que leur vécu militant personnel. Dans ce contexte, notre statut d'« étranger » a été un incontestable atout. Tout d'abord, n'étant pas suspect d'être un journaliste polonais ou un adversaire politique dissimulé derrière le masque d'un chercheur, il nous a aidé à lever la méfiance à l'égard de tout élément extérieur de rigueur au sein du mouvement *Samoobrona*¹. Ensuite, en nous offrant la possibilité de feindre l'ignorance ou la naïveté, il nous a permis de poser certaines questions potentiellement sensibles d'un air candide (par exemple sur les relations avec d'autres organisations politiques ou les modalités de fonctionnement interne du mouvement) et, bien souvent, d'obtenir des réponses inespérées.

Deuxièmement, un entretien est avant tout un échange entre deux locuteurs tenant un rôle, respectivement celui d'enquêteur et d'enquêté, et appartenant souvent chacun à des mondes sociaux et professionnels différents. L'un des principaux enjeux de l'entretien pour l'enquêteur est de parvenir à dépasser cette distance originelle pour instaurer un rapport de confiance avec l'enquêté propice à le « faire parler » des sujets l'intéressant. Ce travail, ce « jeu de rôle », se fait dans l'interaction et oblige le chercheur à une réactivité et une attention de chaque instant². Atout précédemment, notre statut d'« étranger » constitue ici un indéniable handicap. En effet, la quasi-totalité des entretiens que nous avons menés l'ont été en polonais, seule langue maîtrisée par la grande majorité des enquêtés. Or, effectuer un entretien dans une langue qui n'est pas la nôtre, et qui plus est apprise « sur le tard », a indéniablement complexifié notre tâche et a notamment nui à notre capacité à pleinement « contrôler » la relation d'entretien. Si, au prix d'un travail de perfectionnement linguistique constant et d'une concentration intense (et épuisante), nous sommes

¹ En règle générale, c'est en tant que spécialiste des « partis politiques polonais et notamment de ceux qui participent à représenter les intérêts de la paysannerie » que nous nous présentions. Cela nous permettait d'éviter d'avoir à spécifier que nous travaillions spécifiquement sur le mouvement *Samoobrona*, ce qui aurait pu réveiller la méfiance de nos interlocuteurs. Bien sûr nous n'avons pas échappé à des invitations ponctuelles à exprimer notre opinion sur la scène politique polonaise et notamment sur le mouvement *Samoobrona*. Le statut d'étranger nous a une nouvelle fois aidé à éluder ces questions en plaidant l'incomparabilité des situations française et polonaise. Sur la difficulté à obtenir la confiance d'enquêtés dont on ne partage pas les idées : Avanza Martine, « Comment faire de l'ethnographie quand on n'aime pas "ses" indigènes ? Une enquête au sein d'un mouvement xénophobe », in Bensa Alban & Fassin Didier (dir.), *Politiques de l'enquête. Épreuves ethnographiques*, Paris, La Découverte, 2008, p.41-58.

² Cf. Bachir Myriam, *art.cit.*, p.45-46. À ce sujet, on pourra également se référer à : Chamboredon Hélène, Pavis Fabienne, Surdez Muriel & Willemez Laurent, « S'imposer aux imposants. À propos de quelques obstacles rencontrés par des sociologues débutants dans la pratique et l'usage de l'entretien », *Genèses*, n°16, 1994, p.114-132 ; Laurens Sylvain, « Pourquoi et comment poser les questions qui fâchent ? », *Genèses*, n°69, 2007, p.112-127.

progressivement parvenu à acquérir une certaine aisance lors des entretiens en polonais, force est de reconnaître que n'avons pas toujours su faire preuve de la réactivité et du répondant nécessaires pour maintenir la confiance et « recadrer » suffisamment le propos de notre interlocuteur. Deux éléments nous ont cependant permis de pallier en partie cette faiblesse. Tout d'abord, nos interlocuteurs ont dans leur grande majorité fait preuve d'une grande compréhension et se sont même montrés bienveillants à notre égard, beaucoup se disant ravis qu'un Français ait fait l'effort d'apprendre leur langue. Dès lors, le handicap redevient partiellement un atout en ce qu'il permet de détendre l'atmosphère. Ensuite, notre maîtrise imparfaite du polonais nous a la plupart du temps permis de faire accepter l'enregistrement de l'entretien, auquel la totalité des enquêtés étaient pourtant résolument hostiles initialement. Après retranscription, nous avons ainsi pu « optimiser » les données recueillies et exploiter des éléments qui auraient pu nous échapper dans la dynamique de l'entretien.

Enfin, troisièmement, les données recueillies dans le cadre d'un entretien ne peuvent, pas plus que celles tirées de la presse, être considérées comme des vérités absolues¹. Les témoignages des enquêtés doivent être appréhendés avec prudence, comme des reconstructions participant d'une « histoire de vie » par lesquels ils s'efforcent, plus ou moins consciemment, de mettre en cohérence et de valoriser leurs actions passées². Hormis préparer scrupuleusement nos entretiens, afin d'être en mesure de porter de manière conciliante la contradiction à notre interlocuteur en cas de contre-vérité flagrante, nous nous sommes ainsi attaché à confronter les dires de nos enquêtés à d'autres sources disponibles et à les historiciser. Nous avons ainsi pu en évaluer la pertinence et les rendre exploitables dans le cadre de notre recherche, en tant qu'indices permettant d'approcher la « réalité » des pratiques et des perceptions de nos enquêtés.

3) Les archives.

¹ Cf. Donegani Jean-Marie, Duchesne Sophie & Haegel Florence, « Sur l'interprétation des entretiens de recherche », in Donegani Jean-Marie, Duchesne Sophie & Haegel Florence (dir.), *Aux frontières des attitudes entre religieux et politique. Textes en hommages à Guy Michelat*, Paris, L'Harmattan, 2002, p.11-18.

² Bourdieu Pierre, « L'illusion biographique », *art.cit.*

Hormis les archives de presse, les archives sur lesquelles nous nous sommes appuyé dans le cadre de notre recherche sont principalement de trois ordres.

Premièrement, nous nous sommes efforcé de réunir le maximum de documents, syndicaux ou partisans, publiés par le mouvement *Samoobrona* depuis sa création. Dans cette optique, le site internet www.samoobrona.org.pl a constitué une ressource précieuse. En effet, depuis sa création en 2001, les diverses publications du mouvement, notamment le mensuel *Głos Samoobrony* (La Voie de *Samoobrona*) publié de 2004 à 2006, les prises de position des dirigeants ainsi que leurs interventions médiatiques y sont conservées. On y trouve également des comptes-rendus complets des congrès les plus récents du parti et du syndicat, ainsi que les différents ouvrages d'Andrzej Lepper en accès libre. Progressivement, nous avons également récolté, lors des différentes campagnes électorales ou auprès des responsables rencontrés en entretien, de nombreux documents de propagande : tracts, affiches, vidéos, programmes électoraux, et même un exemplaire de la fameuse cravate aux couleurs de la Pologne régulièrement portée par les cadres du mouvement. Néanmoins, ces différents documents ne portent que sur la période contemporaine du mouvement *Samoobrona*, postérieure à son entrée au Parlement. À en croire les différents responsables et permanents interrogés, aucune archive antérieure à 2001 n'a été conservée. Deux sources nous ont permis de combler partiellement ce manque et de retrouver des documents publiés par le groupement au cours des années 1990. Tout d'abord, les recueils de programmes des comités électoraux ayant présenté des candidats aux différentes élections depuis 1989 publiés à l'initiative du professeur Inka Skłodowska par l'Institut des études politiques de l'Académie des sciences polonaises (ISP-PAN). Ensuite, et surtout, le fonds d'archive des partis politiques tenu par ce même institut. Nous y avons trouvé des centaines de documents portant sur les premières années du *ZZR Samoobrona* et du *Przymierze Samoobrona* : des textes de propagande, des publications internes, des lettres ouvertes, mais aussi des directives internes ou encore des courriers de dissidents à la direction. Ces différents documents ont été d'un apport décisif dans la construction de notre recherche.

Deuxièmement, nous avons récolté des informations sur les listes présentées par le mouvement *Samoobrona* aux élections depuis sa création afin de retracer le profil de ses candidats (notamment leur lieu de résidence, leur profession, leur âge, leur sexe et le nombre de voix qu'ils ont obtenues). Pour la période 2001-2010, nous avons trouvé ces données sur le site de la Commission électorale nationale (www.pkw.gov.pl) qui fournit également les résultats complets des différentes élections. Pour la période 1993-2001, nous avons pu récupérer ces données grâce à l'aide précieuse de Jérôme Heurtaux et du fonds d'archive du Centre d'étude des élections et des systèmes électoraux en Europe centrale et orientale de l'Université d'Essex (www.essex.ac.uk/elections/).

Troisièmement, nous avons mobilisé les archives de la Diète et du Sénat. D'un côté, celles-ci nous ont permis d'obtenir des informations détaillées sur le profil des élus du mouvement *Samoobrona* de 2001 à 2007. De l'autre côté, elles nous ont offert la possibilité d'avoir accès aux sténogrammes des sessions du Parlement et des réunions des commissions parlementaires et de retracer ainsi les activités (votes, prises de parole) des élus du club parlementaire *Samoobrona* RP sur la période.

Les différentes sources recueillies dans le cadre de notre enquête ne manquent pas de lacunes. Il nous a été impossible de reconstituer parfaitement l'ensemble des activités des membres du mouvement *Samoobrona* depuis sa création et notre récolte de données a été moins fructueuse sur certaines périodes, notamment les années 1994 à 1997 au cours desquelles le mouvement est relégué à une position extrêmement marginale au sein du champ du syndicalisme agricole et du champ politique, que sur d'autres. Néanmoins, comme le note Paul Veyne, « le caractère hétérogène des lacunes ne nous empêche pas d'écrire quelque chose qui porte encore le nom d'histoire »¹, ou dans le cas présent de science politique. Nous nous sommes efforcé de composer avec ces lacunes, en construisant notre travail « avec des inégalités de tempo qui sont proportionnelles à l'inégale conservation des traces du passé »², afin de retracer le plus fidèlement possible les différents processus qui ont constitué le mouvement *Samoobrona* et sa trajectoire.

¹ Paul Veyne, *op.cit.*, p.31.

² *Ibid.*

C) Organisation du récit

Afin de suivre « pas à pas » les pratiques des acteurs qui participent à « donner corps » au mouvement *Samoobrona*, et de rompre définitivement avec l'illusion de la linéarité de sa trajectoire dans les jeux politiques polonais, nous avons fait le choix d'organiser notre récit selon un plan chronologique. Nous avons distingué trois « séquences » dans l'histoire du mouvement *Samoobrona* autour desquelles sont construites les différentes parties de notre thèse¹. Rythmées par les performances électorales du mouvement et par les transformations successives de sa position dans le champ politique, ces différentes séquences se caractérisent par des modalités relativement distinctes d'organisation de son système d'action, de construction de son offre de représentation et de recrutement de son personnel dirigeant. La première court de l'été 1991 aux élections parlementaires de 1997. La deuxième couvre une période correspondant à la III^e législature de la Diète, d'octobre 1997 aux élections parlementaires de 2001. La troisième et dernière s'ouvre quant à elle avec l'inauguration de la IV^e législature en octobre 2001 et se clôt après l'élection présidentielle de juin 2010.

Dans la première partie de ce travail, nous nous intéresserons aux processus par lesquels des acteurs extérieurs aux élites de l'ancien régime et de l'ancienne opposition s'entendent pour collaborer à la construction de nouvelles organisations syndicale et partisane et s'attachent à légitimer leur prétention à participer à la représentation des intérêts sociaux dans les premières années de la III^e République « démocratique ». Dans cette optique, nous prêterons une attention particulière à la fois aux activités effectives de ces acteurs, aux modalités par lesquels ils mettent en forme de nouvelles organisations et cherchent à faire reconnaître leur représentativité, et aux transformations successives de la configuration politique sur la période étudiée. Nous verrons, que comprendre la genèse d'un nouveau syndicat agricole au début de l'année 1992, le ZZR *Samoobrona*, puis l'attestation de sa représentativité par les pouvoirs publics au printemps de la même année implique de prêter une attention particulière à la fois aux propriétés de ses initiateurs et à l'évolution des rapports de

¹ Nous empruntons l'expression de « séquence partisane » à Guy Birenbaum et Bastien François : Birenbaum Guy & François Bastien, « Unité et diversité des dirigeants frontistes », in Mayer Nonna & Perrineau Pascal (dir.), *Le Front National à découvert*, Paris, presses de la FNSP, 1996, p.83.

force au sein du champ de représentation de la paysannerie et du champ politique central au cours des années 1991 et 1992 (chapitre 1). Nous montrerons ensuite que la réorientation progressive dans un sens politique des activités des responsables du ZZR *Samoobrona*, qui prend notamment la forme d'une tentative de redéfinition de la signification du mouvement de contestation de la politique du gouvernement Suchocka qui se développe au cours des années 1992 et 1993, apparaît particulièrement contraint à la fois par leur déficit en ressources traditionnellement valorisées dans la compétition politique et par l'élévation tendancielle du coût de la participation à la lutte pour les postes de pouvoir politique. Au final, nous verrons que ces contraintes s'avèrent trop importantes et empêchent les responsables du mouvement *Samoobrona* d'accéder au champ de la politique institutionnelle et d'entretenir la relative représentativité qu'ils étaient parvenus à se faire reconnaître dans la dynamique du mouvement de contestation (chapitre 2).

Dans une seconde partie, nous nous pencherons sur les mécanismes qui participent à la réémergence du mouvement *Samoobrona* au cœur des jeux politiques lors de la III^e législature, alors qu'il semblait durablement marginalisé depuis le cuisant échec de ses représentants aux élections législatives de 1997. La montée en puissance du mouvement au cours de cette période, d'abord dans l'arène des mobilisations protestataires puis dans l'arène électorale, gagne à être appréhendée à l'aune des luttes qui participent à la définition des états successifs de la configuration politique. Nous verrons en effet que la capacité inattendue dont font preuve les représentants du ZZR *Samoobrona*, et notamment son président Andrzej Lepper, à se faire reconnaître comme les principaux animateurs du mouvement de contestation paysan qui se développe à partir de l'été 1998 et à donner à voir leur syndicat comme un acteur incontournable du champ de représentation de la paysannerie, tient autant à leurs activités effectives qu'à la manière dont celles-ci sont retraduites dans les cadres des luttes de définition et d'interprétation de la situation (chapitre 3). Nous montrerons ensuite que les modalités par lesquelles les dirigeants du ZZR *Samoobrona* s'attachent à requalifier dans un sens politique leurs activités et à réinvestir dans la compétition politique les ressources accumulées dans l'arène des mobilisations protestataires apparaissent particulièrement hésitantes et se distinguent sensiblement de celles mises en œuvre au début de la décennie. Nous verrons également que la fluidification tendancielle de l'espace partisan à la fin de la III^e législature joue un

rôle déterminant sur le relatif succès rencontré par l'offre de représentation originale mise en forme par les représentants du mouvement *Samoobrona* lors des élections législatives de 2001 (chapitre 4).

Dans une troisième et dernière partie, nous nous intéresserons aux implications de l'entrée au sein du champ de la politique institutionnelle de représentants du mouvement *Samoobrona* sur son système d'action. Nous montrerons que la conformation progressive des activités des organisations constitutives du mouvement aux principales règles du jeu de la politique institutionnelle observable au cours de la IV^e législature, loin d'être une évidence, apparaît comme le résultat d'un processus erratique et hésitant par lequel ses responsables s'attachent à investir le rôle de parlementaire qui leur incombe désormais tout en entretenant un représentativité fondée, en partie du moins, sur une dénonciation des pratiques politiques dominantes. Si ces derniers engagent finalement les organisations auxquelles ils participent à donner forme dans une entreprise de conformation à « marche forcée » aux règles dominantes du champ de la politique institutionnelle, c'est parce que celle-ci leur apparaît dans une configuration politique donnée comme le meilleur moyen d'entretenir leur crédit politique et de légitimer leurs prétentions à l'occupation de positions de pouvoir élevées au sein de l'Etat polonais (chapitre 5). Nous montrerons ensuite, que cette conformation a des effets ambivalents. D'un côté, elle permet aux responsables du mouvement *Samoobrona* de profiter du contexte de « crise » parlementaire consécutif aux élections de 2007 pour accéder au pouvoir gouvernemental dans le cadre d'une coalition avec le parti PiS et la LPR. De l'autre, elle ne s'accompagne pas d'une suspension des procès en illégitimité dont ils sont l'objet depuis leur entrée en politique, ceux-ci tendant à l'inverse à s'accroître avec leur participation au gouvernement, et ont pour conséquence un épuisement progressif des ressources collectives dont disposent le ZZR *Samoobrona* et le *Samoobrona* RP. Celui-ci s'avère particulièrement préjudiciable lors des élections législatives anticipées de 2007 qui aboutissent à l'éviction durable des représentants du mouvement *Samoobrona* du champ de la politique institutionnelle (chapitre 6).

Partie 1
La genèse d'un groupement multipositionné
(1991-1997)

Introduction

« L'histoire de *Samoobrona*, en tant que vaste mouvement social, débute à l'été 1991 lorsque le futur fondateur du parti, Andrzej Lepper, prend la tête des nombreux agriculteurs manifestants contre les conditions économiques désastreuses dans l'agriculture et contre le manque d'aide du gouvernement aux exploitants ruinés. Dès cette époque, Andrzej Lepper perçoit la nécessité de changer l'orientation des transformations systémiques en cours. À l'automne 1991, il a l'occasion de rencontrer le vice-Premier ministre et ministre des Finances de l'époque, Leszek Balcerowicz, dont le nom est synonyme de politiques néo-libérales, monétaristes et anti-sociales en Pologne. Après deux heures de conversation, Andrzej Lepper prend conscience de la nécessité d'avertir les Polonais du désastre économique et social vers lequel les politiques alors mises en œuvre par l'État conduisent le pays. Comme il le rappelle dans l'un de ses livres : « Tout ce qui s'est passé plus tard - pour moi et *Samoobrona* - trouve son origine dans cette conversation d'il y a plus de dix ans ». En 1992, le syndicat agricole *ZZR Samoobrona* est enregistré et peu de temps après c'est un parti politique, nommé à l'époque *Przymierze Samoobrona*, qui est créé. Andrzej Lepper, qui dirige à la fois le parti et le syndicat, entame alors le pénible et difficile travail de construction d'un large mouvement social. Il ne dispose pas de ressources financières ni du soutien des médias, acquis aux partis de l'establishment. Malgré ce contexte défavorable, le parti et le syndicat parviennent progressivement à regrouper de plus en plus de membres et de sympathisants. Les nombreuses actions de protestations organisées à l'initiative de *Samoobrona* contribuent sans aucun doute au développement du mouvement et de sa base de soutien. Si, au début, ces actions avaient surtout comme objectif de rendre visible les conséquences désastreuses des politiques des gouvernements successifs sur l'agriculture et les zones rurales, le président de *Samoobrona* s'impose progressivement comme le dernier espoir pour tous les démunis qui ont besoin d'aide. *Samoobrona* devient alors le porte-parole de tous les groupes sociaux qui, à cause des réformes des années 1990, se trouvent au bord de la misère et du désespoir. »

Extrait de Piskorski Mateusz, « *Samoobrona : kim jesteśmy i o co walczymy* », www.samoobrona.org.pl, 18 novembre 2004.

Cet extrait de l'historiographie « officielle » du mouvement *Samoobrona*, rédigée en 2004 par l'un de ses dirigeants, fournit une première lecture des phénomènes auxquels est consacrée cette première partie. Couvrant une période s'étendant de l'été 1991 aux élections parlementaires de l'automne 1997, celle-ci a pour objet de mettre en évidence les processus par lesquels des acteurs s'agrègent au sein d'organisations syndicales et partisans, réunies sous le label commun *Samoobrona*, et s'efforcent, avec plus ou moins de succès, de se faire reconnaître comme des participants légitimes à la représentation des intérêts sociaux dans la Pologne dite « post-

communiste ». Nous entendons ici fournir des éléments de réponse à trois questions principales : Comment des acteurs extérieurs aux élites de l'ancien régime et de l'ancienne opposition en viennent-ils à s'associer pour collaborer à la construction de nouveaux groupements prétendant participer à la définition et à la représentation politique du monde social dans les premières années de la III^e République polonaise ? Quelles sont les logiques qui président à la « non-spécialisation » du mouvement qu'ils initient et à sa double institutionnalisation à la fois en tant que syndicat et que parti politique ? Comment s'attachent-ils concrètement à faire reconnaître leur représentativité en concurrence avec d'autres organisations, souvent mieux dotées en ressources collectives valorisées dans les champs politique et syndical ?

Sans surprise, la description des premières années du mouvement *Samoobrona* tracée dans son historiographie « officielle » ne fournit pas d'éléments de réponse satisfaisants à ces interrogations. Partie intégrante du « roman de mouvement », elle en dit plus sur les stratégies de présentation privilégiées par sa direction lors de la rédaction de ce texte que sur les conditions concrètes de son apparition dans les jeux politiques polonais¹. Naturalisant le processus de création, elle entretient les illusions d'un groupement unifié dès son origine et de l'évidence de sa double orientation syndicale et partisane. Insistant sur le rôle d'Andrzej Lepper, elle acte la domination que celui-ci est parvenu à se faire reconnaître ultérieurement sur les organisations constitutives du mouvement *Samoobrona* et passe sous silence les hésitations et les conflits internes qui ont accompagné les processus de mise en forme et de définition de l'offre de représentation. Par ailleurs, ignorant les errements et les déconvenues, cette description donne à voir la trajectoire du mouvement *Samoobrona* depuis sa création comme une montée en puissance discontinue, comme une ascension régulière vers le « succès » électoral rencontré pourtant pour la première fois au début de la décennie 2000.

Plus étonnamment, les présupposés contenus dans cette histoire « officielle » du mouvement *Samoobrona* se retrouvent également dans la plupart des analyses à

¹ L'expression « roman de mouvement » est inspirée de celle de « roman de parti » forgée par Pierre Ansart pour désigner le « travail de réécriture du passé, de réorganisation des souvenirs par lequel les différents adversaires – par allusion, affirmation ou développements – recomposent un passé qui convient à leur stratégie » : Ansart Pierre, *La gestion des passions politiques*, Lausanne, Editions l'Âge d'Homme, 1983, p. 126 ; voir également, Pudal Bernard, *op.cit.*, p. 23.

prétention scientifique lui ayant été consacrées ces dernières années. Bien que se rattachant à un registre d'intelligibilité radicalement singulier et ayant des finalités tout autres¹, ces travaux témoignent en effet dans leur grande majorité de l'adhésion de leurs auteurs à une lecture finaliste et « Leppero-centrée » de la trajectoire du mouvement *Samoobrona*. Sans doute saisis par le caractère inattendu de sa « percée » électorale en 2001, ils s'attachent essentiellement à identifier dans le passé des organisations constitutives du mouvement, communément assimilées à leur seul président, les causes de cette « réussite », les stratégies et actions qui auraient impulsé la dynamique du « succès ». Dans cette optique, les premières années du mouvement *Samoobrona* sont souvent réduites au statut de prémisses, de préfigurations d'un futur « glorieux » qu'elles porteraient déjà en germe. Paradoxalement, bien qu'elles se donnent pour objectif de le faire, ces approches causalistes et linéaires ne permettent ni de mettre en lumière ni de comprendre les modalités concrètes de l'émergence du mouvement *Samoobrona* dans les jeux politiques polonais contemporains. Ignorant la contingence et l'imprévisibilité des phénomènes qui participent à la création et à la structuration du syndicat *ZZR Samoobrona* puis du parti *Przymierze Samoobrona* et réifiant ces collectifs en les réduisant à leur président Andrzej Lepper, elles conduisent à laisser dans l'inanalysé ce qui fait l'énigme même des processus par lesquels des acteurs individuels s'agrègent au sein de collectifs et s'efforcent de faire reconnaître leur représentativité face à d'autres groupements.

Substituer à ces lectures « régressives » de la genèse et des primo-activités des organisations constitutives du mouvement *Samoobrona*, consistant à penser leurs premières années d'existence au seul regard de leurs trajectoires ultérieures, une approche replaçant au cœur de l'analyse l'historicité et l'incertitude des processus à l'œuvre, tel est le changement de perspective qui s'impose². En d'autres termes, restituer la dynamique par laquelle des acteurs individuels, pas nécessairement

¹ Il convient néanmoins de nuancer ce constat, le champ scientifique n'étant pas à l'abri d'investissements partisans, plus ou moins euphémisés. Dans ce sens, il est intéressant de noter que Mateusz Piskorski, cadre du mouvement *Samoobrona* et rédacteur de son historiographie officielle, est également, cette fois en tant que professeur en science politique, le signataire de plusieurs articles consacrés au parti *Samoobrona RP* dans des publications à prétention scientifique. Voir par exemple, Piskorski Mateusz, « *Samoobrona Rzeczypospolitej Polskiej* », in Kowalczyk Krzysztof & Sielski Jerzy (dir.), *Polskie partie i ugrupowanie parlamentarne*, Toruń, Wydawnictwo Adam Marszałek, 2004, p.197-226.

² Comme le note Michel Dobry : « L'un des pièges intellectuels les plus dangereux est de transformer ce qui est advenu en nécessité historique » : « Michel Dobry : "Penser=classer ?" », *art.cit.*, p.157.

expérimentés politiquement, s'associent pour travailler à la construction de collectifs leur permettant de se produire comme des représentants syndicaux et politiques implique de prendre en compte à la fois le contexte dans lequel ils le font et leur maîtrise imparfaite des effets de leurs actions. Les activités par lesquelles les initiateurs du mouvement *Samoobrona* s'attachent à mettre en forme leur regroupement doivent en effet se comprendre dans le cadre des processus plus généraux de redéfinition des pratiques de représentation légitimes à l'œuvre dans les premières années de la III^e République. Processus dont nul ne connaît par avance l'issue. Dans cette optique, nous nous efforcerons dans cette partie de penser l'engagement d'acteurs « indépendants » dans une entreprise de formalisation d'un nouveau collectif et leur décision d'investir les arènes syndicales et électorales en créant deux organisations formellement distinctes, le *ZZR Samoobrona* et le *Przymierze Samoobrona*, en lien avec la dynamique de codification progressive des règles des jeux politiques pluralistes polonais dans les premières années de la période dite « post-communiste ».

Dans un premier temps, nous mettrons en évidence les ressorts de la genèse du syndicat agricole *ZZR Samoobrona*, nouveau venu dans un champ de représentation de la paysannerie jusqu'ici dominé par l'opposition entre les organisations héritières de l'ancien régime et celles revendiquant leur filiation avec le mouvement Solidarité rurale. La création de cette organisation et sa reconnaissance comme un participant légitime à la définition et à la représentation du groupe paysan et de ses intérêts ne peuvent être réduits à la seule volonté de ses fondateurs et doivent se comprendre à l'aune de l'évolution des rapports de force au sein du champ de représentation de la paysannerie et du champ de la politique institutionnel au cours des années 1991 et 1992 (chapitre 1).

Dans un second temps, nous nous intéresserons aux modalités de l'investissement de la compétition politique par les initiateurs de ce nouveau syndicat agricole. Le travail de construction d'une offre de représentation explicitement politique qu'ils initient alors s'apparente pour eux à un apprentissage au cours duquel ils s'efforcent de réorienter en leur faveur les rapports de représentation, afin de légitimer leur prétention affichée à l'obtention de postes de pouvoir politique face à des concurrents établis, tout en se conformant aux valeurs essentielles du champ politique. Contraint

par la faiblesse initiale des ressources collectives et individuelles dont ils disposent ainsi que par la codification croissante du jeu politique, ce travail s'avère particulièrement délicat et hésitant. Il affecte la capacité du *ZZR Samoobrona* et du *Przymierze Samoobrona* à s'institutionnaliser et celle de ses représentants à résister aux déconvenues électorales successives pour perdurer dans les jeux politiques et syndicaux (chapitre 2).

Chapitre 1 : La structuration d'un nouvel acteur du champ de représentation de la paysannerie.

Dans le cadre de la République Populaire de Pologne, la paysannerie est reconnue comme une classe relativement différenciée et dispose même d'organes professionnels et politiques propres. Outre les structures coopératives, notamment l'Union des cercles agricoles (KZRKiOR)¹, qui ont vocation à accompagner la collectivisation de l'agriculture, un parti politique « paysan », le ZSL, est intégré dès 1949 au système institutionnel de l'État socialiste². Le ZSL est officiellement qualifié de « formation alliée » du PZPR, auquel est conféré le rôle dirigeant, et des postes politiques lui sont réservés dans les structures étatiques. La crise politique polonaise de la fin des années 1980 fournit à la direction du ZSL l'opportunité de s'autonomiser de celle du PZPR et de reprendre le contrôle des outils d'objectivation de leur parti³. Dans un contexte de redéfinition général des modes légitimes de représentation politique de l'espace social, les représentants du ZSL doivent cependant faire face à

¹ En 1958, le gouvernement de la République populaire de Pologne unifie les cercles agricoles, structures d'entraides paysannes locales dont la création remonte à la fin du XIXe siècle, au sein d'une organisation nationale, l'Union centrale des cercles agricoles (Centralny Związek Kółek Rolniczych). Celle-ci a pour mission de participer à la mise en œuvre de la politique agricole nationale et de constituer une coopérative d'utilisation du matériel agricole pour les exploitants individuels. Au printemps 1981, l'Union centrale des cercles agricoles est dotée du statut nouvellement créé de syndicat national d'agriculteurs individuels et adopte le nom d'Union nationale des agriculteurs, des cercles agricoles et des organisations agricoles (Krajowy Związek Rolników, Kółek i Organizacji Rolniczych), plus communément appelé Union des cercles agricoles. Il conserve ce statut et cette appellation jusqu'à aujourd'hui. Sur l'Union des cercles agricoles du temps de la République populaire de Pologne, on pourra se référer à : George Pierre, « Les cercles agricoles en Pologne », *Annales de Géographie*, vol.73, n°398, 1964, p.500 ; et à : « Historia KZRKiOR », <http://www.kolkarolnicze.eu/>, consulté le 1^{er} septembre 2010. Sur les politiques de socialisation, « indirectes » ou « directes », de l'agriculture mises en œuvre en Pologne jusqu'à la fin des années 1980 voir par exemple : Maurel Marie-Claude, *Les paysans contre l'État. Le rapport de forces polonais*, Paris, l'Harmattan, 1988 ; Pouliquen Alain, « La Pologne : de la socialisation indirecte de l'agriculture à la reprise de la socialisation directe », *Économie rurale*, n°112, 1976, p.47-53 ; ou encore Durbiano Claudine, « Les transformations récentes de l'agriculture polonaise. Une voie nouvelle pour la socialisation de l'agriculture privée », *Annales de Géographie*, vol.88, n°487, 1979, p.351-368.

² Sur le tripartisme institutionnel polonais, associant le parti paysan ZSL, le parti de « l'intelligentsia et du secteur non étatisé » SD au parti ouvrier PZPR auquel est reconnu le rôle dirigeant : Hanicotte Robert, « Le tripartisme polonais ou la coopération politique institutionnelle », *Revue française de science politique*, vol.33, n°3, 1983, p.480-503. Sur les rapports spécifiques entre le ZSL et le PZPR : Frédéric Zalewski, « L'improbable autonomisation d'un "parti satellite". Réflexions sur les rapports de pouvoir entre le ZSL et le PZPR dans la Pologne communiste (1949-1989) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol.49, n°2, 2002, p. 78-101.

³ Sur les processus d'autonomisation du ZSL à l'égard du PZPR et de redéfinition de son identité partisane : Zalewski Frédéric, « Partis politiques et changement de régime en Pologne : mobilisations autour de la restauration du parti paysan polonais PSL », *Revue française de science politique*, vol.54, n°6, décembre 2004, p.911-944.

l'essor de multiples compétiteurs prétendant eux aussi s'exprimer au nom de la paysannerie et de ses intérêts. On assiste en effet alors à la structuration de plusieurs mobilisations paysannes indépendantes, pour la plupart issues des réseaux militants plus ou moins clandestins de l'ancien PSL, le puissant parti agrarien de l'immédiat après guerre¹, ou de la branche rurale du mouvement d'opposition Solidarité, notamment du syndicat NSZZRI « S » relégalisé en avril 1989².

Parallèlement à la crise des principes routiniers de régulation de l'espace social et à la transformation de la configuration des jeux politiques, on assiste ainsi au tournant des années 1980 et 1990 à l'émergence progressive en Pologne d'un espace de compétition relativement autonome entre des acteurs prétendant s'exprimer au nom de la paysannerie, en d'autres termes d'un champ de représentation de la paysannerie³. Ce champ repose sur la croyance commune des acteurs y étant engagés, et le faisant exister par leurs prises de position et leurs interactions plus ou moins concurrentielles, en l'existence d'un groupe paysan différencié, dont les membres

¹ De 1945 à 1949, le PSL, qui s'inscrit dans le sillage du parti paysan SL d'avant 1939, s'impose comme le plus important parti politique polonais en termes de militants et comme le principal obstacle aux communistes dans leur entreprise d'appropriation des structures étatiques. Sous la présidence de Stanisław Mikołajczyk, Premier ministre du gouvernement polonais en exil à Londres de juillet 1943 à novembre 1944, le PSL participe aux élections parlementaires de 1947, les premières depuis la fin de la guerre. Si, dans un scrutin marqué par de nombreuses fraudes organisées par les dirigeants communistes, il n'est crédité officiellement que de 10,3% des voix, certaines informations permettent d'estimer qu'il a dans les faits réuni près de 70% des scrutins. Suite au départ contraint de Mikołajczyk en exil en octobre 1947, le contrôle du PSL passe progressivement aux mains de responsables favorables à une union avec les communistes. En novembre 1949, le PSL est dissous au sein du ZSL, qui est intégré au système institutionnel de la République populaire de Pologne. Sur le PSL de l'après-guerre : Zalewski Frédéric, *Paysannerie et politique en Pologne : trajectoire du Parti paysan polonais du communisme à l'après communisme. 1945-2005*, Paris, Michel Houdiard Éditeur, 2006, p.31-33.

² Le NSZZRI « S » est créé au moment de la crise politique polonaise du début des années 1980 par l'union de plusieurs groupements paysans « libres », porteurs de principes de construction de la classe paysanne alternatifs à ceux véhiculés par l'idéologie socialiste. Ses représentants revendiquent leur appartenance au mouvement Solidarité qui se développe alors sur tout le territoire. En mai 1981, sept mois après le NSZZ « S », le syndicat agricole NSZZ « S » RI est légalisé, devenant ainsi le premier organe de représentation des agriculteurs individuels indépendant du régime. Interdit suite à la proclamation de l'état de guerre le 13 décembre 1981, il est à nouveau légalisé par les accords de la Table ronde en avril 1989. Sur la genèse, les revendications et l'activisme du mouvement Solidarité Rurale au début des années 1980 : Rambaud Placide, « Les agriculteurs polonais à la conquête de leur identité », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°41, 1982, p.47 ; Szurek Jean-Charles, *Aux origines paysannes de la crise polonaise*, Le Paradou, Actes Sud, 1982, p.156 ; Maurel Marie-Claude, *op.cit.*, p.181-194.

³ Nous empruntons à Sylvain Maresca la notion de champ de représentation de la paysannerie, entendu comme un espace de compétition spécialisé dont l'enjeu est le contrôle de la représentation de la paysannerie, c'est-à-dire du droit de produire cette classe et de parler et agir en son nom au sein du champ politique central : Maresca Sylvain, *Les dirigeants paysans*, Paris, Editions de Minuit, 1983, p.233-276.

partageraient des intérêts communs et spécifiques, et à la nécessité de doter ce groupe d'organes de représentation lui étant propres.

Dans les mois précédant les élections parlementaires d'octobre 1991, les premières entièrement concurrentielles depuis l'entre-deux-guerres, le champ de représentation de la paysannerie tend progressivement à s'organiser autour de deux « pôles » concurrents. Reproduisant les modes de classement dominant le champ politique central, ces « pôles » se constituent respectivement autour d'organisations héritières de l'ancien régime et de groupements revendiquant leur filiation avec le mouvement Solidarité rurale. La frontière entre espaces d'activité syndicaux et partisans restant alors extrêmement labile en Pologne¹, ces « pôles » agrègent tous deux des organisations de type syndical et partisan. Le KZRKiOR et le PSL, né en mai 1990 d'une union entre le ZSL et des groupements revendiquant l'héritage du mouvement agrarien historique², s'associent ainsi, dans la perspective des élections, au sein du comité électoral PSL-PL alors que le syndicat NSZZRI « S » et le parti PSL-« S » participent de leur côté à la création du comité électoral RL-PL.

En janvier 1992, quelques semaines après les élections, le ZZR *Samoobrona*, une nouvelle organisation syndicale prétendant représenter les intérêts de la paysannerie et particulièrement des agriculteurs surendettés, est enregistrée auprès du Tribunal de Varsovie. Les initiateurs de ce syndicat s'efforcent dès sa création de le placer en rupture avec à la fois les organisations héritières de l'ancien régime et celles revendiquant l'héritage du mouvement Solidarité Rurale, remettant ainsi en cause le principe de classement en fonction du passé du temps de la République Populaire qui domine alors le champ de représentation de la paysannerie.

Dans la littérature scientifique consacrée aux transformations politiques à l'oeuvre en Europe centrale et orientale depuis la « chute » des Républiques Populaires, la question de la création d'une nouvelle organisation, partisane ou, comme c'est le cas ici, syndicale, par un groupe d'acteurs extérieurs aux élites de l'ancien régime ou de

¹ Sur l'indétermination de la nature des acteurs habilités à participer à la lutte pour les postes de pouvoir politique dans la Pologne du début des années 1990, on se référera à la seconde partie de la thèse de Jérôme Heurtaux : Heurtaux Jérôme, *Une partisanisation controversée : codification de la compétition politique et construction de la démocratie en Pologne (1989-2001)*, thèse pour le doctorat de science politique, Université de Lille 2, 2005, p.273-472.

² Cf: Zalewski Frédéric, *op.cit.*, p.126-128.

l'ancienne opposition démocratique est rarement abordée en tant que telle. Le caractère problématique de cette question, son statut d'énigme sociologique y est en effet largement éludé. Tout d'abord car la domination persistante de postulats transitologiques sur les schèmes d'analyse conduit trop souvent les spécialistes à considérer l'émergence de partis politiques et de syndicats professionnels dans les anciennes Républiques Populaires comme une évidence, comme un phénomène attendu dans le cadre de la « transition démocratique ». Dans cette optique, les processus de structuration d'acteurs collectifs spécialisés dans la définition et la représentation des intérêts sociaux tendent à être appréhendés dans une optique finaliste et naturaliste, l'apparition de partis politiques et de syndicats étant réduite au statut d'indicateur, parmi d'autres, du bon déroulement de la « démocratisation »¹. Ensuite car nombre de travaux continuent à être alimentés par ailleurs par des modes de pensée insistant sur le caractère « amorphe » des sociétés « post-communistes », sur la difficulté de ses membres à participer activement aux débats publics et, *a fortiori*, à s'engager dans une entreprise collective de mise en forme et de représentation des intérêts sociaux². Dès lors, les rares analyses consacrées aux modalités d'émergence de collectifs partisans ou syndicaux dans l'après-communisme se concentrent essentiellement sur la trajectoire et les recompositions de groupements préexistants au changement de régime, qu'ils soient issus de forces officielles de l'ancien régime communiste, de mouvements d'opposition ou encore de formations antérieures à l'instauration des Républiques Populaires³. L'émergence d'organisations

¹ Pour les auteurs se rattachant à ce mode développementaliste d'appréhension de l'émergence des organisations politiques, le « degré de structuration des systèmes de parti » est en effet considéré comme un indice important du stade d'avancement de la « démocratisation » dans les différentes démocraties post-communistes, de la « bonne marche » de leur système politique vers un modèle occidental réifié et idéalisé. Voir par exemple : Pridham Geoffrey & Lewis Paul G., « Stabilising Fragile Democracies and Party System Development », in Pridham Geoffrey & Lewis Paul G. (dir.), *Stabilising Fragile Democracies. Comparing New Party Systems in Southern and Eastern Europe*, London & New York, Routledge, 1996 ; Sur le cas polonais : Ekiert Grzegorz, *art.cit.*

² À titre d'exemple de travaux pointant la faiblesse de la « société civile » des pays anciennement communiste : Sztompka Piotr, « Civilizational Incompetence : The Trap of Post-Communist Societies », *Zeitschrift für Soziologie*, vol.22, n° 2, 1993, p.85-95; ou encore : Howard Marc Morjé, *The Weakness of Civil Society in Post-Communist Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003. Ce constat nourrit la thèse dite du « missing-middle », ou de la « désagrégation », selon laquelle les principes d'émergence d'organisations prétendant représenter les intérêts sociaux ne peuvent être identifiés dans les anciennes Républiques populaires. Dans cette optique, on pourra se référer à : Evans Geoffrey & Whitefield Stephen, « Identifying the Bases of Party Competition in Eastern Europe », *British Journal of Political Science*, vol.23, n°4, 1993, p.521-548.

³ La majorité de ces études ne prête cependant qu'une attention distraite aux activités concrètes par lesquelles ces différents acteurs s'efforcent de mettre en forme une offre politique, programmatique ou organisationnelle, conforme aux nouvelles règles des jeux politiques ou syndicaux, ainsi qu'à légitimer leur représentativité. Dans une optique se rattachant explicitement à la théorie des clivages de Seymour

partisanes ou syndicales initiées par de « nouveaux » acteurs, extérieurs aux élites politiques et syndicales formées avant le changement de régime, est quant à elle souvent laissée dans le domaine de l'impensé, ou reléguée au statut de phénomène marginal, voire anormal¹.

Saisir les modalités d'apparition et d'institutionnalisation d'un nouveau groupement prétendant à la défense d'intérêts sociaux dans un contexte incertain de redéfinition des modes légitimes de représentation politique de l'espace social, comme nous nous proposons de le faire dans le cadre de ce chapitre à propos du ZZR *Samoobrona*, implique ainsi de mobiliser une approche analytique renouvelée. Rompant avec une lecture mécaniciste, naturaliste et teintée d'exceptionnalisme de la genèse et de l'institutionnalisation d'organisations partisanes ou syndicales dans les jeunes « démocraties post-communistes », nous nous attacherons ici à rendre compte des modalités concrètes de l'apparition du ZZR *Samoobrona* dans le champ polonais de représentation de la paysannerie au début des années 1990 en adoptant un regard centré sur la création syndicale *en train de se faire*, sur les activités qui participent à la genèse et à la construction d'un nouveau syndicat agricole, bien qu'elles n'aient pas forcément pour finalité principale de le faire². Sans nier la spécificité de la conjoncture socio-politique polonaise du début des années 1990, les processus participant à la création et à la reconnaissance d'une nouvelle organisation prétendant agréger et représenter les intérêts d'un groupe donné ne sauraient *a priori* y être considérés comme radicalement différents de ceux observables dans d'autres terrains géographiquement et culturellement éloignés.

Trois fausses évidences nuisent à la compréhension des processus de genèse et de construction du ZZR *Samoobrona* : celle de l'existence objective d'un problème – le surendettement agricole – autour duquel les futurs initiateurs du syndicat se

Lipstet et Stein Rokkan, les travaux tendent en effet à se concentrer sur l'identification des lignes de conflits structurant leur opposition et sur l'influence de leur histoire respective sur la définition de celles-ci. Dans cette optique : De Waele Jean-Michel, *L'émergence des partis politiques en Europe centrale*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 1999 ; Kitschelt Herbert, *art.cit.*

¹ Quelques exceptions peuvent néanmoins être relevées. On pense notamment ici à l'étude consacrée par Magdalena Hadjiisky au Parti civique démocratique (ODS) tchèque : Hadjiisky Magdalena, *art.cit.*

² Notre propos se place ainsi dans la perspective d'analyse de la genèse des organisations politiques proposée par Myriam Aït-Aoudia et Alexandre Dezé : Aït-Aoudia Myriam & Dezé Alexandre, « Contribution à une approche théorique et empirique de la genèse partisane : une analyse du FN, du MSI et du FIS », texte présenté au 10^{ème} Congrès de l'AFSP, Sciences Po Grenoble, 7-9 septembre 2009.

retrouvent, celle de la naturalité du choix de la forme syndicale pour formaliser leur regroupement et, enfin, celle de la reconnaissance immédiate de leur nouvelle organisation comme un représentant légitime de la paysannerie. C'est autour de la remise en cause de ces trois fausses évidences que sera organisé notre propos dans le cadre de ce chapitre. Dans un premier temps, nous nous pencherons sur les conditions concrètes de l'émergence d'une controverse publique sur la question du surendettement agricole dans les mois précédant les élections législatives d'octobre 1991 (section 1). Nous nous intéresserons ensuite aux modalités du regroupement d'acteurs aux caractéristiques singulières autour de cette thématique et de la formalisation syndicale de ce regroupement (section 2). Enfin, nous verrons que la reconnaissance du *ZZR Samoobrona* nouvellement créé comme une organisation avec laquelle il fait compter dans le champ de représentation de la paysannerie, loin d'être naturelle, doit principalement se comprendre comme la conséquence d'un « coup »¹ tenté par ses initiateurs au printemps 1992 dans un contexte de fluidification tendancielle de la conjoncture politique (section 3).

¹ Par coups, nous entendons ici, suivant Michel Dobry : « les actes et comportements individuels ou collectifs qui auront pour propriété d'affecter soit les attentes des protagonistes d'un conflit concernant le comportement des autres acteurs, soit ce que Goffman appelle leur « situation existentielle » (c'est-à-dire, en gros, les rapports entre ces acteurs et leur environnement), soit encore, bien entendu, les deux simultanément, la modification de cette situation existentielle s'accompagnant presque toujours d'une transformation des attentes et des représentations que se font de la situation les différents acteurs », Dobry Michel, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la FNSP, 2009, p.11-12.

Section 1.

Le surendettement agricole comme problème public.

Les économistes et sociologues s'entendent pour considérer le phénomène de surendettement qui touche certains agriculteurs polonais au début des années 1990 comme une conséquence directe de la détérioration dramatique de la situation économique de l'agriculture suite au changement de régime. La baisse relative des prix et des revenus agricoles¹ couplée à l'explosion de l'inflation et des taux d'intérêts² aurait en effet profondément affecté la capacité des créanciers agricoles à rembourser leurs dettes. Comme le résume Mieczysław Adamowicz : « La faiblesse de la demande pour les produits agricoles, les mouvements néfastes des rapports de prix, et la baisse des revenus familiaux ont créé [après 1989] des conditions défavorables à l'investissement [...]. Ces contraintes furent renforcées par les restrictions à l'octroi de crédits, liées à la hausse vertigineuse des taux d'intérêts. Ceux des agriculteurs qui n'avaient pas réglé leurs dettes avant le début de l'inflation se trouvèrent pris au piège du crédit »³.

Néanmoins, pour indéniable que soit cette dégradation des capacités de remboursement de leur emprunt par les agriculteurs endettés, le caractère de « cible » potentielle d'une controverse publique⁴ et d'une intervention étatique de la question de leur surendettement paraît plutôt improbable jusqu'à la fin de l'été 1991. Depuis la mise en œuvre du plan Balcerowicz, les gouvernements polonais successifs se caractérisent en effet par leur adhésion à un style d'action fondé sur la croyance dans le caractère vertueux de la dérégulation et du retrait de l'État de la sphère économique. Érigeant la libre concurrence en moteur de la modernisation, l'action des

¹ Zdzisław Grochowski estime ainsi que l'indice de parité des revenus, c'est-à-dire le rapport entre les revenus agricoles et les revenus non-agricoles, chute de 104 en 1989 à 63 en 1991 : Grochowski Zdzisław, « sytuacja ekonomiczna gospodarki chlopskiej », *Rynek Rolny*, vol.3, n°16, 1992.

² Selon l'Office Central des Statistiques (GUS) l'inflation atteint 251,1% en 1989, 585,8% en 1990 et 70,3% en 1991 : Cf. http://www.stat.gov.pl/gus/5840_1638_PLK_HTML.htm (consulté le 25 février 2010). Pour plus de précision sur l'évolution des taux d'intérêts dans la Pologne post-communiste on se référera à : Szydło Stanisław, « Stopy procentowe banków komercyjnych », *Bank i Kredyt*, août 2004, p.46-55.

³ Adamowicz Mieczysław, « L'agriculture et l'agro-alimentaire en Pologne : situation et facteurs d'évolution », *Économie rurale*, vol.214, n°1, 1993, p.85.

⁴ Par controverse nous entendons ici, suivant la définition fournie par Pierre Lascoumes, « une séquence de discussion et d'affrontement entre des points de vue divergents sur un sujet ». Cf. Lascoumes Pierre, « Controverse », in Boussaget Laurie, Jacquot Sophie & Ravinet Pauline, *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris, Presses de la FNSP, 2006, p.125-133.

pouvoirs publics dans le secteur agricole se résume ainsi essentiellement à une diminution sensible des subventions agricoles, à la privatisation rapide des fermes d'État ou encore à la mise en œuvre de mesures incitant les exploitants agricoles à chercher auprès des banques les moyens financiers nécessaires à leur développement. Ainsi, si au début de l'année 1991 le nouveau Premier ministre Bielecki regrette le taux d'endettement des agriculteurs individuels dans les campagnes polonaises c'est parce qu'il le considère trop faible, et non l'inverse¹. Quant aux principales organisations prétendant représenter les intérêts de la paysannerie dans les jeux politiques post-communistes, en dépit de leur convergence à partir de l'année 1990 dans leur critique d'une approche purement libérale de la question agricole, aucune n'évoque alors la problématique du surendettement des agriculteurs. Les revendications qu'elles portent lors des manifestations, des débats parlementaires ou des interventions publiques de leurs dirigeants se limitent en effet essentiellement à la question de la garantie des revenus des agriculteurs intégrés au marché et à la promotion du retour de l'État à un interventionnisme minimum, par le contrôle des prix et l'instauration de quotas d'importation principalement. Dès lors comment comprendre qu'une question aussi largement ignorée par l'ensemble des acteurs politiques que celle du surendettement agricole suscite soudainement de vifs débats au sein d'arènes publiques variées au cours de l'automne 1991²?

La riche littérature sur la construction des problèmes publics nous paraît fournir des clés d'analyses pertinentes pour tenter de saisir la dynamique guidant ce processus apparemment paradoxal. Parler de construction de problèmes publics permet en effet de souligner que « les processus de publicisation sont tout sauf naturels ou spontanés, et qu'il n'y a pas de lien direct entre l'importance objective d'un problème et la surface publique qu'il occupe, ni même entre ses contours objectifs et ses contours

¹ « Żeby chłopci chcieli chcieć », *Gazeta Wyborcza* 05/11/1990, p.11 ; « Exposé Bieleckiego », *Gazeta Wyborcza*, 07/01/1991, p.7.

² Suivant Daniel Cefaï et Dominique Pasquier, les arènes publiques peuvent ici être appréhendées en première approximation comme « des lieux de débat, de polémique ou de controverse, de témoignage, d'expertise et de délibération où petit à petit émergent des problèmes publics ». Dans cette acception, l'arène parlementaire, l'arène médiatique, mais aussi l'arène judiciaire ou encore l'arène scientifique, peuvent être constituées, à des moments donnés et selon les acteurs et enjeux qui les investissent, en arènes publiques. Cf. Cefaï Daniel & Pasquier Dominique, « Introduction », in Cefaï Daniel & Pasquier Dominique (dir.), *Les sens du public : Publics politiques, publics médiatiques*, Paris, PUF, 2003, p.23. Sur cette question, on pourra se référer également à : Cefaï Daniel, « La construction des problèmes publics. Définitions de situations dans des arènes publiques », *Réseaux*, vol.14, n°75, 1996, p.43-66.

publics »¹ et d'insister ainsi sur les dimensions conflictuelles et contingentes du processus de définition d'un phénomène comme problématique. Deux éléments apparaissent ici déterminants pour saisir les conditions de possibilité de la publicisation du problème du surendettement agricole au début de l'automne 1991 : le statut des acteurs qui prennent publiquement position à propos du problème et la situation dans laquelle ils le font². Nous verrons en effet dans le cadre de cette section que si le phénomène du surendettement est l'objet de mobilisations locales dès l'été 1991, notamment dans la ville de Zamość (A), c'est à son appropriation par la coalition RL-PL qu'il doit d'être construit comme un problème national, cible potentielle d'une intervention publique (B). Nous verrons également que le contexte politique joue un rôle décisif dans la dynamique de la controverse sur le surendettement, aussi bien dans son développement au cours du mois d'octobre (C) que dans sa rapide démobilisation une fois les élections du 27 octobre passées (D).

A) L'émergence du problème : l'action de Zamość.

C'est dans la ville de Zamość, à l'extrême sud-est de la Pologne, que se déroule la première action de protestation d'importance, par l'audience qu'elle acquière, sur la question du surendettement des agriculteurs individuels. Le 19 août 1991, plusieurs dizaines d'agriculteurs endettés de la région envahissent le siège de la Voïvodie afin de protester contre le refus des banques et des pouvoirs publics locaux de négocier le rééchelonnement du règlement des traites de leurs emprunts. Ils en appellent à une intervention des autorités nationales et adressent leurs revendications par écrit au Président Wałęsa, au Conseil des ministres et à la Diète. Expulsés par la police sur ordre du Voïvode le 24 août, les manifestants décident de continuer leur occupation devant le bâtiment où ils installent un campement. Recevant la visite régulière de personnalités politiques locales, dont certaines bénéficient d'une audience nationale³,

¹ Henry Emmanuel, « Construction des problèmes publics », in Fillieule Olivier, Mathieu Lilian & Péchu Cécile (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de la FNSP, 2009, p.147. Voir également : Collovald Annie & Gaïti Brigitte, « Des causes qui "parlent"... », *Politix*, vol.4, n°16, 1991, p.7-22.

² Dubois Vincent, « L'action publique », Cohen Antonin, Lacroix Bernard & Riutort Philippe (dir.), *op.cit.*, p.322.

³ Alors que les élections se profilent, la visite du campement devant le bâtiment de la Voïvodie devient un passage obligé des candidats en campagne dans la circonscription de Zamość. Selon les journalistes, les grévistes reçoivent ainsi les visites régulières, d'entres autres, Sławomir Siwek (secrétaire d'État à la chancellerie du président et tête de liste locale du POC) d'Henryk Wujec (ancien secrétaire des

leur action attire progressivement l'attention du syndicat NSZZRI « S », des médias nationaux et des plus hautes autorités de l'État. Le 28 août, à l'appel d'élus locaux de Solidarité Rurale, des militants du NSZZRI « S » des environs de Zamość rejoignent les grévistes campant devant le siège de la Voïvodie¹. Quelques jours plus tard, le président du syndicat, Gabriel Janowski, reçoit à Varsovie une délégation de manifestants et les assure du soutien de son organisation à leur action locale². Parallèlement, le mouvement de protestation, totalement ignoré au niveau national lors de son émergence, bénéficie d'une couverture médiatique croissante à mesure qu'il dure et qu'il se « radicalise », notamment à partir du 17 septembre et de l'entrée en grève de la faim de plusieurs manifestants³. Alors que les premiers courriers des manifestants étaient restés sans réponse et que la gestion du dossier avait initialement été déléguée aux autorités locales puis aux fonctionnaires du ministère des Finances, les plus hautes instances de l'État sont amenées, principalement du fait de cette publicisation croissante, à prendre directement position sur le problème du surendettement des agriculteurs de Zamość. Le 13 septembre, le Premier ministre Bielecki accepte ainsi de rencontrer une délégation de manifestants⁴. Le 24, quelques jours après les services de la chancellerie de la Présidence⁵, il leur adresse un courrier dans lequel, tout en les invitant à cesser leur action et à chercher un accord avec leurs banques, il les assure du caractère prioritaire du dossier agricole pour son gouvernement⁶. C'est finalement à la suite de la promesse du Premier ministre d'organiser le 10 octobre à Varsovie, sous les auspices de représentants du

Comités Civiques, député sortant OKP et tête de liste de l'UD), de Ryszard Bartosz (député sortant et second de la liste SLD), ou encore, du sénateur sortant de Zamość, Janusz Woźnica (OKP), candidat à sa propre succession sur les listes du RL-PL. Cf. notamment « Aż do Skutku », *Gazeta Wyborcza*, 05/09/91, p.12-13.

¹ Les militants du NSZZRI « S » qui rejoignent les manifestants devant le siège de la Voïvodie, portant ainsi leur nombre à une cinquantaine selon les journalistes présents sur place, proviennent principalement des régions de Tarnów et de Chełm : « Zajazd w Zamościu », *Gazeta Wyborcza*, 30/08/1991, p.2.

² Le Conseil National du NSZZRI « S » adopte le 4 septembre une résolution de soutien aux grévistes de Zamość et à leurs revendications. Cette résolution précise néanmoins que le syndicat ne compte alors pas développer le mouvement de contestation sur la question de l'endettement agricole au-delà de cette ville. « Rolnicy - dłużnicy nadal protestują », *Gazeta Wyborcza*, 05/09/1991, p.2.

³ « Głodujący rolnicy ocieplają namioty », *Gazeta Wyborcza*, 19/09/1991, p.5.

⁴ « Bony dla zamojskich rolników ? », *Gazeta Wyborcza*, 14-15/09/1991, p.2.

⁵ Le 16 septembre, les manifestants reçoivent en effet un courrier du bureau en charge des questions agricoles de la chancellerie du Président. Par celui-ci, la présidence se décharge sur le gouvernement de toute responsabilité quant au règlement de la question du surendettement agricole : « Notre bureau intervient régulièrement sur des questions agricoles et financières, cependant régler les problèmes des paysans ne rentre pas dans les prérogatives constitutionnelles du Président. Les décisions en la matière incombent au seul gouvernement » cité in « Prezydent chłopom nie pomoże », *Gazeta Wyborcza*, 17/09/1991, p.2.

⁶ « Premier do rolników w Zamościu », *Gazeta Wyborcza*, 25/09/1991, p.3.

gouvernement, une rencontre de conciliation entre les agriculteurs endettés et les banques de Zamość que les derniers manifestants acceptent, le 2 octobre, de lever le campement installé devant le bâtiment de la Voïvodie¹. À l'occasion de leur action, qui aura duré au final près d'un mois et demi, la question du surendettement des agriculteurs a fait son apparition dans des arènes publiques d'où elle était jusqu'ici absente.

Néanmoins, comme Blumer nous le rappelle, « ce n'est pas parce que des groupes de personnes s'efforcent, par leur agitation dans une société, de faire porter l'attention sur une situation qu'ils jugent grave, que cette situation parviendra nécessairement à être reconnue comme telle », qu'elle acquerra une légitimité suffisante pour être considérée dans les « cercles de l'action publique »². En d'autres termes, dans le cas présent, l'émergence lors de la mobilisation de Zamość de la question du surendettement des agriculteurs n'est nullement synonyme de son accession au statut de « problème de société » et de la reconnaissance de la nécessité d'une intervention politique pour la résoudre. La solution de « sortie de crise » proposée par le gouvernement ne l'engage d'ailleurs pas directement puisqu'elle se limite à l'organisation d'un dialogue entre agriculteurs et banquiers, n'envisage qu'un règlement au cas par cas des litiges et ne concerne de plus que la seule région de Zamość. Selon nous, c'est principalement à son appropriation et à sa problématisation par la coalition RL-PL dans le cadre de son offre électorale que l'enjeu du surendettement agricole doit de ne pas être « étouffé dans l'œuf »³ suite à l'arrêt de l'action de Zamość et de devenir un objet de controverses publiques au sein du champ politique national.

B) Mobilisations électorales et appropriations du problème.

Le 4 octobre, soit deux jours après la fin de l'action de Zamość, le Conseil National du NSZZRI « S » adopte une résolution appelant les responsables locaux du syndicat à se mobiliser au niveau national sur la question du surendettement agricole. Un comité de protestation est créé à cette occasion et est placé sous la responsabilité de

¹ « Rolnicy przerwali głódówkę », *Gazeta Wyborcza*, 03/10/1991, p.3.

² Blumer Herbert, « Les problèmes sociaux comme comportement collectif », *Politix*, vol.17, n°67, 2004, p.195.

³ *Ibid.*, p.196.

Zbigniew Obrocki, le dirigeant du syndicat dans la voïvodie de Koszalin. Les objectifs affichés sont d'obtenir du gouvernement la généralisation des procédures de conciliation promises aux agriculteurs de la région de Zamość, la mise en œuvre rapide d'un programme national de désendettement des agriculteurs et le financement de crédits agricoles à taux préférentiels¹. Ce comité de protestation a une influence décisive sur l'organisation de l'action de protestation qui débute devant le bâtiment du Parlement dès le lendemain du Conseil National du syndicat. C'est en effet également Zbigniew Obrocki qui prend la tête du « Comité National Autonome de Protestation des Agriculteurs Endettés » (OAKPRZ) au sein duquel les premiers manifestants se réunissent. De même, ceux-ci bénéficient d'un soutien matériel actif du NSZZRI « S ». Le syndicat met notamment à leur disposition un local à son siège ainsi que plusieurs voitures de fonction, autour desquelles se structure le premier piquet de grève². La prise en charge de la question du surendettement agricole au niveau national par le NSZZRI « S », alors que celle-ci était jusqu'ici restée marginale dans la hiérarchie de ses revendications, doit selon nous se comprendre comme participant de l'entreprise de formalisation d'une offre électorale originale mise en œuvre par le syndicat dans la perspective des élections législatives du 27 octobre 1991. Il est en effet, avec le PSL-Solidarność, la principale composante de la coalition électorale « Ruch Ludowy-Porozumienie Ludowe » (RL-PL) qui s'engage alors dans la lutte pour les postes de parlementaires. Pour annexe que cette thématique puisse sembler dans le cadre de la campagne électorale, sa promotion constitue pour les responsables du RL-PL un élément de particularisation et d'affirmation de leur identité leur permettant de tenter de se démarquer dans la compétition pour la construction et la mobilisation électorale de la « paysannerie »³.

En dépit des vifs antagonismes qui opposent leurs dirigeants sur la question de leur passé du temps de la République Populaire, les deux coalitions revendiquant explicitement leur identité paysanne, le RL-PL et son principal concurrent le PSL-SP

¹ « Dziesięciu rolników koczuje na Wiejskiej », *Gazeta Wyborcza*, 07/10/1991, p.2.

² Les journalistes ne sont d'ailleurs pas dupes du rôle joué par le NSZZRI « S » dans l'organisation de l'action de protestation : Cf. « Rolnicy protest w Mercedesie », *Gazeta Wyborcza*, 08/10/1991, p.2.

³ Sur les mécanismes de production et de mobilisation d'enjeux, parfois inédits, dans le cadre d'une campagne électorale et sur leurs effets dans la différenciation des offres politiques : Gaxie Daniel & Lehingue Patrick, *Enjeux municipaux : la constitution des enjeux politiques dans une élection municipale*, Paris, PUF, 1984, notamment p.153-169 ; voir également : « Enjeux électoraux, enjeux municipaux - Entretien avec Daniel Gaxie », *Politix*, vol.2, n°5, 1989, p.17-24.

déploient au cours de l'été 1991 des offres de politisation et de définition de la question agricole, des causes de la crise économique touchant les agriculteurs et des réponses à lui apporter largement similaires. Insistant pareillement sur la nécessité d'une rupture avec la politique économique libérale mise en œuvre depuis 1989, leurs documents de campagne appellent ainsi, dans des termes quasiment identiques, à la mise en place par l'État d'aides à l'investissement pour les agriculteurs et à une régulation accrue du marché agricole, par l'instauration d'un contrôle des prix et de barrières à l'importation¹. Dès lors, l'appropriation, la construction et la promotion au début du mois d'octobre d'un problème « surendettement agricole » jusqu'ici largement inédit offre la possibilité aux dirigeants du RL-PL de se distinguer de leurs rivaux du PSL-SP et de tenter de prendre l'avantage sur eux à la veille d'un scrutin à l'issue extrêmement incertaine.

Par ailleurs, la valorisation de la thématique du surendettement agricole présente l'avantage de permettre aux responsables du RL-PL de dénoncer le bilan gouvernemental sans pour autant renier leur appartenance au camp des « réformateurs » de Solidarité, de concilier critique du libéralisme économique et promotion du marché comme moteur de la modernisation de l'agriculture. Le phénomène de surendettement affecte en effet essentiellement des agriculteurs indépendants jouant la carte du marché et ayant contracté des emprunts suite au changement de régime afin de moderniser ou d'agrandir leur exploitation. La mise en avant de la figure de l'agriculteur surendetté permet ainsi de pointer les effets pervers de la thérapie de choc, qui affectent ceux-là même – les exploitants capitalistes productivistes – qui sont censés représenter l'avenir de l'agriculture polonaise, sans pour autant remettre en cause fondamentalement l'orientation des réformes.

Enfin, alors que la question de la « bonne forme » de représentation constitue un enjeu central des élections législatives de 1991², le réinvestissement de l'arène des mouvements protestataires à quelques semaines du scrutin constitue pour le RL-PL un

¹ Cf. « PSL wobec najważniejszych problemów kraju », in Słodkowska Inka (dir.), *Wybory 1991. Programy partii i ugrupowań politycznych*, Varsovie, ISP-PAN, 2001, p.96-100 et « Tezy programu wyborczego Porozumienia Ludowego », in *Ibid*, p.160-162.

² Comme le note Jérôme Heurtaux : « Dans un contexte non stabilisé et faiblement codifié des luttes électorales, comme c'est le cas en Pologne, en 1991, celles-ci portent tout autant sur le contenu de "l'offre politique" [...] que sur la bonne forme du collectif dont le candidat est le porte-parole », in Heurtaux Jérôme, *op.cit.*, p.376.

espace de remobilisation pratique de la « paysannerie » – particulièrement de sa base militante essentiellement syndicale – mais également de promotion de son offre originale de représentation de ce groupe aux contours flous. En soutenant, voire en initiant, des actions de protestation, comme celle prenant place devant le bâtiment du Parlement, le RL-PL peut en effet valoriser une forme de représentation combinant des répertoires d'action syndicaux et partisans et transgressant, dans l'héritage du mouvement Solidarité, la frontière entre politique institutionnelle et « non-conventionnelle ». Cette offre de représentation le distingue nettement du PSL-SP qui, en dépit de la présence au sein de la coalition d'organisations extra-parlementaires, promeut lui une conception essentiellement partisane et institutionnelle de la représentation des intérêts paysans¹.

La définition par le Conseil National du NSZZRI « S » du surendettement agricole comme un élément important de la crise agricole polonaise nécessitant une intervention spécifique et rapide des pouvoirs publics a un impact déterminant sur la « carrière » de cet enjeu. D'une question localisée, publicisée, certes avec un certain succès, par un comité protestataire de taille réduite, le surendettement agricole change en effet brusquement de statut pour devenir un sujet national porté simultanément dans de multiples arènes par l'un des principaux protagonistes du champ de représentation de la paysannerie. Par le biais de ses deux composantes majeures, le PSL-Solidarność et le NSZZRI « S », le RL-PL dispose en effet de moyens d'action variés pour tenter de légitimer sa construction du phénomène du surendettement comme problème public. Comme force parlementaire, il peut s'efforcer d'assurer sa promotion dans les débats et travaux parlementaires. Comme compétiteur aux élections législatives du 27 octobre, il peut la publiciser en l'articulant à son offre

¹ Le porte-parole du PSL, Jan Komornicki, résume bien l'attachement de sa formation à une conception « institutionnelle » de représentation des intérêts paysans lorsqu'il déclare aux médias : « Un de nos objectifs est de convaincre les agriculteurs qu'il est beaucoup plus utile pour eux et pour la défense de leurs intérêts d'aller voter lors des élections que de participer à des manifestations dans les rues de nos villes », « PSL liczy elektorat i Długi », *Gazeta Wyborcza*, 10/09/1991, p.2. Les conceptions différentes de la démocratie représentative portées par les deux coalitions paysannes transparaissent d'ailleurs clairement dans leurs programmes électoraux. Le PSL-SP prône un renforcement des partis politiques : « Nous nous prononçons pour l'adoption rapide d'une nouvelle loi sur les partis politiques. Elle devra fixer le cadre légal et les fondements économiques permettant le développement de gros partis, sans lesquels il ne peut exister de véritable démocratie parlementaire ». Alors que le RL-PL défend une conception plus « dialogique » de la démocratie : « Il faut créer de nouveaux liens [entre le politique et la société] et construire un véritable dialogue social. Pour les questions les plus délicates, il faut recourir au referendum national. Il faut savoir écouter et discuter avec la société » in Słodkowska Inka (dir.), *Wybory 1991...*, *op.cit.*, respectivement p.97 et p.162.

électorale. Enfin, en tant que syndicat agricole représentatif, le NSZZRI « S » peut, à la fois, porter directement ses revendications auprès du gouvernement dans le cadre de négociations sectorielles et les exprimer dans l'arène des mouvements protestataires en initiant des actions collectives dont la plus emblématique est bien sûr celle se tenant devant le bâtiment du Parlement à partir du 6 octobre. Essentiellement orientée vers la mise en scène médiatique du « drame » des surendettés, comme en témoignent le choix du lieu de la manifestation, la forme prise par celle-ci et le soin accordé par le « Comité National Autonome de Protestation des Agriculteurs Endettés » à l'organisation fréquente de conférences de presse, cette action de protestation spectaculaire permet à la question du surendettement de bénéficier d'une attention journalistique soutenue tout au long du mois d'octobre¹.

C) Genèse d'une controverse publique sur le problème.

Dans son ouvrage désormais classique *La culture des problèmes publics* Gusfield remarque que « le statut d'un phénomène problématique est lui-même souvent un sujet de conflit : les parties intéressées luttent pour imposer ou empêcher la définition du sujet comme devant engager une action publique »². De même, alors que les responsables du RL-PL s'attachent à promouvoir dans différentes arènes leur définition de la réalité du problème du surendettement agricole, ils doivent faire face à l'émergence progressive de définitions alternatives portées par des groupements concurrents, plus ou moins institutionnalisés, qui visent soit à dénier le caractère public de ce problème soit à contester leur prétention à en revendiquer la propriété³.

Les membres du gouvernement et les agents de l'État potentiellement concernés cherchent dans un premier temps à éviter d'être impliqués dans les processus de création et de résolution du problème du surendettement agricole. D'un côté, ils s'attachent, lorsqu'ils sont sommés de prendre position à ce sujet, à minimiser la

¹ Sur la manifestation comme espace de médiatisation d'une cause : Champagne Patrick, « La manifestation. La production de l'événement politique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°52-53, 1984, p.19-41.

² Gusfield Joseph, *La culture des problèmes publics. L'alcool au volant : la production d'un ordre symbolique*, Paris, Economica, 2009 (1981), p.11.

³ Suivant les définitions de Gusfield, nous entendons ici par propriété d'un problème public « la capacité à créer ou à orienter la définition publique d'un problème », et par dénégalation le fait pour certains groupes de « [chercher] délibérément à résister aux tentatives de leur faire endosser le problème comme étant le leur » : *Ibid*, p.11 et p.13.

réalité du phénomène, à le redéfinir comme marginal, voire inconsistant. Ainsi, à l'issue d'une rencontre avec les agriculteurs endettés de Zamość le 10 octobre, le ministre de l'Agriculture Adam Tański refuse de considérer le surendettement comme un problème national. Estimant que « Les difficultés que les agriculteurs de Zamość ont connues sont spécifiques et accidentelles », il n'envisage nullement la généralisation de l'aide « exceptionnelle » qu'ils ont reçue au niveau national et estime que « ceux qui manifestent devant le Parlement à Varsovie doivent comprendre que leur action est vaine »¹. De même, Andrzej Topiński, le président de la Banque Nationale de Pologne, déclare quelques jours plus tard devant les sénateurs que « L'endettement global des agriculteurs individuels reste limité » avant d'ajouter que « Leur situation est incomparablement meilleure que celle de la plupart des entreprises ou des fermes d'État »². De l'autre côté, restant fidèles à la ligne d'action libérale portée par les gouvernements successifs, les représentants des pouvoirs publics dénoncent comme irréaliste toute idée d'intervention de l'État en la matière. Les appels au soutien des pouvoirs publics à la mise en place de crédits agricoles aidés ou au plafonnement des taux d'intérêts sont ainsi illégitimés, respectivement pour leur coût jugé déraisonnable et pour leur illégalité³. Les représentants du gouvernement ou de l'administration n'ont cependant pas l'apanage de ce mode de déconstruction du problème du surendettement et d'illégitimation de sa prise en charge publique. En effet, celui-ci est également véhiculé par des acteurs non-étatiques, plus ou moins directement concernés par la question, comme certains directeurs des banques⁴ ou encore nombre de commentateurs de la vie politique polonaise. Le journaliste Jan Bazyl Lipszyc fournit une version paradigmatique du discours de ces derniers lorsqu'il écrit dans *Gazeta Wyborcza* :

« On dirait que les agriculteurs ont contracté des crédits en croyant que la situation économique leur serait toujours favorable. Ils se sont trompés [...]. Maintenant, ils veulent que le budget de l'État paye pour leur erreur. Ils veulent aussi que les banques oublient un instant qu'elle sont des banques, pour se transformer en organisations caritatives. [...] Mais la réalité est là, l'État manque d'argent et [...] le

¹ « Rolnik z bankiem się ułoży », *Gazeta Wyborcza*, 11/10/1991, p.2.

² « Nie ścigać rolników », *Gazeta Wyborcza*, 14/10/1991, p.2

³ « Rolnicy bez tanich kredytów », *Gazeta Wyborcza* 18/10/1991, p.5.

⁴ On peut ainsi lire dans *Gazeta Wyborcza* du 16 octobre : « Les banquiers restent partagés dans leur appréciation des conditions financières actuelles des exploitations agricoles. En général, les directeurs de banques estiment néanmoins que seule une infime proportion des agriculteurs éprouve réellement des difficultés pour rembourser leurs crédits, le problème étant qu'il s'agit de la minorité la plus bruyante et la plus visible » : « Czy Rolnicy mają pieniądze ? », *Gazeta Wyborcza*, 16/10/1991, p.15

surendettement est un problème privé qui doit se régler entre les banques et leurs débiteurs. Le ministre de l'Agriculture n'a aucun moyen de changer cela, son pouvoir sur les banques est nul ».

Extrait de Lipszyc Jan Bazyl, « Nie ścigać rolników », *Gazeta Wyborcza*, 14/10/1991, p.2.

Ces entreprises de dénégation du caractère public de la question du surendettement agricole font néanmoins face à une opposition vigoureuse d'un nombre croissant d'acteurs. Le RL-PL perd en effet progressivement le monopole qu'il avait cherché à s'attribuer dans la formulation du problème, et de ses solutions, à mesure que de nouveaux groupes l'investissent, aussi bien dans l'arène institutionnelle que dans celle des mobilisations protestataires. Au sein du Parlement, des groupes de députés extérieurs, voire concurrents, à Solidarité Rurale se saisissent ainsi de l'enjeu du surendettement agricole dans le cadre des débats de fin de législature, notamment ceux portant sur la modification du droit bancaire et sur la politique agricole. C'est le cas d'élus qui, indépendamment de leur groupe d'appartenance, sont intéressés à la problématisation de cet enjeu car ils le considèrent comme important dans la circonscription dont ils proviennent, ou dans laquelle ils candidatent. Henryk Wujec (UD), député de Zamość et membre de la commission de l'Economie, du budget et des finances, prend par exemple à plusieurs reprises ouvertement position pour la création par l'État d'un fonds spécial consacré au désendettement des agriculteurs. Mais c'est bien sûr aussi le cas des élus du PSL qui s'attachent, par leur activisme parlementaire à la veille des élections, à étoffer et à légitimer l'offre de représentation de leur formation. Fort de l'importance numérique de son Club parlementaire et de sa position de force au sein de la commission de l'Agriculture¹, le PSL exerce un rôle prééminent dans la mise à l'« agenda » du Parlement des problèmes agricoles et dans la formulation de proposition de loi visant à les résoudre. Il s'approprie ainsi progressivement la question de l'endettement agricole en l'intégrant – aux côtés de celles de la garantie des prix minimums, du montant des taxes agricoles ou encore de la protection sociale des agriculteurs – à un « paquet » de propositions lois de soutien aux revenus agricoles dont il revendique l'initiative et qui est soumis au vote de la

¹ Comptant 69 députés à la fin de la législature, le Club parlementaire PSL est le troisième plus important de la Diète. Avec 20 députés sur 62, il est le mieux représenté à la Commission de l'Agriculture devant l'OKP (17 députés) et le club parlementaire du SLD (14 députés). C'est d'ailleurs l'un de ses membres, Jacek Soska, qui préside cette commission. Sources : archives de la Diète consultables sur <http://www.sejm.gov.pl/archiwum/arch2.html>.

Diète lors des dernières sessions de la législature¹. De même qu'au Parlement les élus de Solidarité Rurale peinent à faire reconnaître leur leadership sur le processus de mise en politique du problème du surendettement, la capacité du NSZZRI « S » à contrôler la dynamique et l'identité publique du mouvement de protestation qu'il a initié s'effrite progressivement au cours du mois d'octobre. Une partie des manifestants réunis devant le bâtiment du Parlement conteste en effet de plus en plus vivement la prétention de la direction du syndicat à s'exprimer en leur nom et s'émancipe au sein du Comité de protestation. Le « Comité National d'Autodéfense Agricole » (KKSAR : *Krajowy Komitet Samoobrony Rolnictwa*) qu'ils créent alors est porteur d'un mode de définition du problème du surendettement et du sens de la manifestation alternatif à celui du syndicat. Ses membres sont en effet à l'origine de l'organisation d'actions considérées comme radicales au sein du campement et adoptent une posture intransigeante lors des négociations auxquelles ils sont conviés à participer à partir de la fin octobre, exigeant par exemple la pénalisation des saisies bancaires. Nous aurons l'occasion d'y revenir plus tard dans nos développements.

On assiste ainsi, dans le contexte pré-électoral du mois d'octobre 1991, à l'émergence d'une controverse publique sur la définition du surendettement agricole et de ses modes de résolution opposant les différents acteurs engagés, volontairement ou non, dans le processus de problématisation de ce phénomène. Certains groupes, dont les représentants des pouvoirs publics, refusent de reconnaître la réalité du problème et a fortiori de l'endosser comme étant le leur. D'autres, à l'inverse, s'attachent à en légitimer la prise en charge par l'État mais divergent dans leur définition des modalités concrètes de celle-ci : par la mise en œuvre d'un plan spécifique de

¹ Prenant le contre-pied de la politique agricole menée par le gouvernement, qui y est d'ailleurs hostile, la mise à l'agenda parlementaire de ce « paquet » de propositions lois de soutien aux revenus agricoles doit selon nous se comprendre comme participant, au moins en partie, des stratégies de publicisation de l'offre politique et de démarcation à l'égard du gouvernement en place développées par le PSL dans le cadre de la campagne. En effet, bien que certains soient votés avec le soutien des groupes parlementaires de « gauche », qui sont encore majoritaires à la Diète, les textes fixant le principe de prix minimums pour le lait et les céréales, instaurant des crédits agricoles préférentiels ou encore augmentant les prestations sociales accordées aux agriculteurs n'ont dans les faits aucune chance d'être promulgués avant la fin de la législature, d'autant moins que le gouvernement et la majorité au Sénat y sont hostiles. Concernant les textes sur la garantie des prix agricoles et la réforme de la sécurité sociale agricole : « Sejm zaleca ceny minimalne », *Gazeta Wyborcza*, 04/10/91, p.1 ; « Sejm dołożył rolnikom », *Gazeta Wyborcza*, 12/10/1991, p.3. Sur les projets de lois prévoyant l'instauration d'aides aux agriculteurs endettés et de crédits agricoles préférentiels qui n'auront eux pas le temps d'être soumis au vote des députés :

<http://orka.sejm.gov.pl/procX.nsf/0/5C3E179AEDE37515C12574640020C3E1?OpenDocument> et
<http://orka.sejm.gov.pl/procX.nsf/0/3D7B8EBEF4A29B64C12574640020C3DC?OpenDocument>.

désendettement d'urgence de l'agriculture pour le PR-RL, par son articulation à un programme général de soutien aux revenus agricoles pour le PSL-SP, par la création d'un fonds d'aide aux agriculteurs endettés pour certains députés extérieurs au mouvement paysan, ou encore par l'interdiction des saisies, le gel des taux d'intérêts et la garantie des emprunts agricoles par l'État pour les manifestants du KKSRI. Au cours du mois d'octobre, ces différents acteurs favorables à une résolution publique du problème du surendettement agricole peinent à unifier leurs positions. Alors que la campagne électorale bat son plein, ils se déchirent même sur fond de lutte pour la propriété du problème. Ainsi, dénonçant les tentatives de récupération du mouvement de protestation par les directions du PSL et de son partenaire le KZRKiOR, les représentants du NSZZRI « S » refusent alors de participer à des négociations à leurs côtés¹.

D) Transformation du contexte politique et démobilisation du problème.

Le 14 novembre 1991, des représentants des principaux acteurs investis dans la controverse sur le surendettement agricole – syndicats agricoles, manifestants devant le Parlement, ministère de l'Agriculture, ministère des Finances, Banque nationale, banques de crédit – ratifient un protocole d'accord à l'issue de deux jours de négociations. Ce dernier comprend quatre résolutions principales : l'arrêt immédiat de l'action de protestation devant le Parlement, la création par l'État d'un Fonds de Restructuration et de Désendettement de l'Agriculture pour le mois de juin 1992, la mise à disposition par le ministère de l'Agriculture des moyens permettant aux banques de suspendre les procédures de liquidation d'ici le fonctionnement effectif du Fonds et, enfin, la création d'une « commission nationale sur le surendettement et le crédit agricole », composée notamment de représentants du gouvernement et des syndicats agricoles. Mettant fin, du moins provisoirement, à la controverse sur le problème du surendettement agricole, cet accord a tous les attributs d'un compromis *a minima*. Les définitions exactes des contours du problème du surendettement ainsi que des modalités concrètes de création et de fonctionnement du Fonds de désendettement, de mise en place de crédits à taux préférentiels ou encore de suspension des procédures de liquidation sont en effet repoussées à une date

¹ « Dlaczego rząd podzielił chłopów? », *Gazeta Wyborcza*, 02/12/1991, p.12.

ultérieure : c'est à la commission nationale sur le surendettement et le crédit agricole qu'il reviendra de les préciser. Comment comprendre la convergence des différents protagonistes de la controverse sur le problème du surendettement agricole formalisée par l'accord du 14 novembre, alors que jusqu'à la fin du mois d'octobre leurs oppositions et leurs divergences dans leur définition de la « bonne conception » du problème et de ce qui peut-être entrepris pour le traiter semblent indépassables ? Résoudre cette énigme implique selon nous de prêter une attention particulière à la transformation du contexte politique et aux logiques de recomposition à l'œuvre au sein du champ politique polonais à l'issue des élections législatives du 27 octobre 1991. La fin de la campagne électorale, la clarification relative des rapports de force entre les différents acteurs et, surtout, la perspective d'un changement de gouvernement modifient en effet profondément la perception que les différents protagonistes ont des coûts et avantages à collaborer pour clore le conflit sur le surendettement agricole.

Les élections du 27 octobre 1991 mettent fin à l'ordre parlementaire issu des accords de la Table Ronde et donnent à voir la forte fragmentation du marché politique polonais¹. Alors que pas moins de cent onze groupes – partis, syndicats, associations ou encore comités locaux – présentaient des candidats, vingt-neuf comités électoraux différents obtiennent des mandats de député à la Diète. Dix ces comités obtiennent plus de quinze parlementaires mais aucun plus de soixante-deux. En l'absence de Constitution formalisée et, surtout, de précédent pouvant servir de point de référence, le renouvellement de la Diète et du Sénat ouvre une forte période d'incertitude. Cette incertitude porte autant sur l'attitude du président Wałęsa, suspecté par certains de visées autoritaires, sur la pérennité du gouvernement Bielecki, que sur la possibilité de trouver une majorité au sein d'un Parlement si fragmenté.

Tableau 1 : Résultat des élections parlementaires du 27 octobre 1991.

Comité électoral	Nombre de voix (Diète)	Pourcentage du total des voix (Diète)	Mandats à la Diète	Mandats au Sénat
UD (Union Démocratique)	1 382 051	12,31	62	21

¹ Millard Frances, « The Polish Parliamentary Elections of October 1991 », *Soviet Studies*, vol.44, n°5, 1992, p.837-855 ; Jasiewicz Krzysztof, « From Solidarity to Fragmentation », *Journal of Democracy*, vol.3, n°2, 1992, p.55-69 ; Żukowski Tomasz, « Wybory parlamentarne'91 », *Studia Polityczne*, vol.1, n°1, 1992, p. 35-60.

SLD (Alliance de la gauche démocratique)	1 344 820	11,98	60	4
WAK (Coalition électorale catholique)	980 304	8,73	49	9
PSL-SP (PSL-Alliance Programmatique)	977 344	8,67	48	7
KPN (Confédération pour une Pologne indépendante)	972 952	7,5	46	4
POC (Entente civique du centre)	841 738	8,71	44	9
KLD (Congrès libéral-démocrate)	839 978	7,48	37	6
RL-PL (Mouvement Paysan-Entente Paysanne)	613 626	5,46	28	5
NSZZ "S" (Syndicat Solidarité)	566 553	5,05	27	11
PPPP (Parti polonais des amis de la bière)	367 106	3,27	16	0
ChD (Démocratie Chrétienne)	265 179	2,36	5	3
UPR (Union de la politique réelle)	253 024	2,25	3	0
"S"Pracy (Solidarité du Travail)	230 975	2,05	4	0
SD (Parti Démocratique)	159 017	1,41	1	0
MN (Minorité Allemande)	132 059	1,17	7	0
PCD (Parti Chrétien Démocrate)	125 314	1,11	4	0
Partia "X" (Parti "X")	52 735	0,47	3	0
RAS (Mouvement Autonomiste Silésien)	40 061	0,35	2	0
PZZ (Union Polonaise de l'Ouest)	26 053	0,23	4	0
Autres comités locaux	1 047 713	9,44	10	21
Total (Taux de participation)	11 218 602 (43,2%)	100	460	100

Réalisé par nos soins Sources : Données fournies par la Commission électorale nationale (PKW) et Millard Frances, « The Polish Parliamentary Elections of October 1991 », *Soviet Studies*, Vol.44, n°5, 1992, p.846 et 847.

Si la perspective d'un changement de gouvernement se précise rapidement dans les jours suivants le scrutin, la question des alliances envisageables pour dégager une coalition majoritaire reste quant à elle ouverte pendant plusieurs semaines. À l'exception notable des anciens communistes du SLD, tous les principaux groupes représentés au Parlement affichent leur prétention à participer à la formation du nouveau gouvernement. Dans ce contexte, on assiste à une augmentation sensible du volume d'échanges entre les principaux protagonistes du champ politique polonais, repérable à la multiplication des rencontres plus ou moins formelles entre leurs dirigeants au début du mois de novembre. Le PSL-SP et le RL-PL sont particulièrement sollicités dans le cadre de ces discussions. En dépit de la dispersion des voix et de la faible mobilisation des électeurs des campagnes, ces deux coalitions électorales sont en effet parvenues à préserver leur statut de force parlementaire de premier plan, en obtenant respectivement 48 et 28 mandats à la Diète, et constituent

dès lors des interlocuteurs importants dans la perspective de la formation d'une coalition majoritaire.

La réorientation de l'activité tactique de la quasi-totalité des protagonistes du champ politique polonais en fonction de l'objectif de la participation au gouvernement nous paraît avoir des effets décisifs sur la dynamique de la controverse sur la reconnaissance et la résolution du problème du surendettement agricole.

Premièrement, elle s'accompagne d'une relégation du problème dans la hiérarchie des préoccupations des principaux acteurs ayant pris position pour sa prise en charge par l'État avant les élections. Au souci de se démarquer et de promouvoir leur offre de représentation dans la compétition électorale, les directions du PSL-PL et du RL-PL privilégient en effet désormais celui de légitimer leur prétention à participer à l'exercice gouvernemental et leur capacité à être des partenaires fiables et responsables dans le cadre d'une coalition. La participation à un conflit social sur un enjeu communément dénoncé comme catégoriel dans les champs politique et médiatique apparaît dans cette optique potentiellement coûteuse pour des organisations qui doivent par ailleurs se défaire de toute une série de stigmates liés à leur identité paysanne. D'autant plus qu'avec l'entrée en grève de la faim de quatre manifestants le 6 novembre, la manifestation devant le Parlement donne à voir l'image stigmatisante d'un conflit en voie de radicalisation¹. Dans ce contexte, le déplacement du point focal des stratégies du NSZZRI « S » et de son président Gabriel Janowski est particulièrement net. Candidat déclaré du PR-RL au poste de ministre de l'Agriculture, voire de Premier ministre, Janowski ne cache en effet plus son désir de trouver rapidement une issue à la controverse sur le surendettement, de ne pas en faire un obstacle à son accès, et à celui de son organisation, au pouvoir en « évacuant cet enjeu en tant qu'enjeu »². Invitant les différentes parties à renouer le dialogue – « il faut que nous nous parlions » déclare-t-il – il prend même l'initiative de solliciter l'organisation rapide d'un nouveau cycle de négociation entre les représentants du gouvernement et des organisations agricoles³. Dans le même temps, il infléchit nettement ses positions antérieures et modère notamment son opposition,

¹ Cf. « Desperacja czy szantaż », *Gazeta Wyborcza*, 09/11/1991, p.2.

² Dobry Michel, « Le jeu du consensus », *Pouvoirs*, n°38, 1986, p.52.

³ « Chłopski lament bankowy », *Gazeta Wyborcza*, 14/11/1991, p.2.

jusqu'ici catégorique, à la solution de résolution du problème du surendettement par la création d'un Fonds d'aide aux agriculteurs endettés, formulée initialement par des députés extérieurs au mouvement paysan et à laquelle le gouvernement s'est progressivement rallié au cours du mois d'octobre¹.

Deuxièmement, on peut faire l'hypothèse que cette convergence tactique en fonction de l'enjeu de la formation d'une coalition gouvernementale participe à la reconfiguration des interactions entre les protagonistes les plus institutionnalisés de la controverse et à la pacification tendancielle de leurs rapports observable au début du mois de novembre. Rivaux dans leur définition du problème du surendettement et de ses modes de résolutions, ceux-ci sont en effet désormais engagés conjointement dans des processus coopératifs de recherche d'alliances politiques pour participer au gouvernement. La direction du RL-PL participe ainsi parallèlement à des négociations avec le PSL-PL, afin de réunifier le mouvement paysan au sein d'une hypothétique coalition « Agraro-chrétienne »², et avec trois partis participant au gouvernement sortant, le PC (principale composante de la coalition POC), le ZChN (au cœur du WAK) et le KLD, dans le cadre de discussions pentapartites incluant également le KPN. La réémergence du thème de l'unité du mouvement paysan, mobilisé conjointement par les dirigeants du PSL-SP et du RL-PL pour légitimer la possibilité d'un rapprochement politique entre leurs deux formations, constitue indéniablement un facteur important pour comprendre la convergence rapide des différentes organisations paysannes dans leur mode d'appréhension du problème du surendettement agricole à la mi-novembre. Celle-ci est formalisée le 14 novembre avec la ratification par 10 responsables paysans – dont 5 sont également membres du

¹ La proposition de création d'un fonds d'aide au désendettement des agriculteurs est pour la première fois formulée à la fin du mois de septembre 1991, au moment de l'action de Zamość, par trois députés extérieurs au mouvement paysan : Henryk Wujec (UD, Zamość), Maria Stolzman (UD, Pińczów) et Ryszard Pidek (PKP, Ciechanów). Une disposition permettant la création d'une telle structure en prévoyant son financement par la taxation des réserves obligatoires de la Banque National de Pologne est intégrée à la proposition de loi portant modification du droit bancaire adoptée le 17 octobre en seconde lecture par la Diète. Originellement hostiles à cette proposition, les membres du gouvernement concernés par la controverse sur la question du surendettement s'y rallient finalement à la fin du mois d'octobre à la suite de Leszek Balcerowicz. Celui-ci s'y déclare en effet favorable dès le 24 octobre, à l'issue d'une rencontre avec les représentants des manifestants et des organisations agricoles. Gabriel Janowski considère alors quant à lui que « La création de ce Fonds ne résoudra en rien le problème » et appelle à la poursuite du mouvement de contestation : « Rolnicy u Balcerowicza », *Gazeta Wyborcza*, 25/10/1991, p.2.

² « Sojusz wielkiej wsi », *Gazeta Wyborcza*, 2-3/11/1991, p.3 ; « Otwarci na różne warianty », *Zielony Sztandar*, 17/11/1991, p.1.

RL-PL (Bak, Baumgart, Janowski, Ślisz et Obrocki) et 3 du PSL-SP (Bury, Pawlak et Maksymiuk) – d’une déclaration actant la collaboration des forces paysannes dans le cadre des négociations qui s’ouvrent le jour-même.

**Texte du communiqué commun du 14 novembre 1991 annonçant la
collaboration des dirigeants de partis et de syndicats paysans.**

Déclaration

Nous, dirigeants de partis et de syndicats paysans, comprenant la situation tragique que connaît actuellement l’agriculture polonaise, et par elle la Pologne dans son ensemble, décidons en ce jour d’unir nos forces afin de résoudre ce problème.

1. Roman Bartoszcze (pas de signature)
2. Henryk Bąk : PSL Mikołajczyk
3. Piotr Baumgart : « ROLA »
4. Jan Bury : ZMW
5. Gabriel Janowski : NSZZ RI « S »
6. Andrzej Lepper : KKS
7. Waldemar Pawlak : PSL
8. Janusz Maksymiuk : KZRKiOR
9. Janusz Ślisz : PSL-Solidarność

Le Comité National de Protestation Autonome des Agriculteurs Endettés
Zbigniew Obrocki

Varsovie, le 14 novembre 1991.

(Sceau du Comité National de Protestation Autonome des Agriculteurs Endettés)

Traduit par nos soins. Sources : *Rolnik Rzeczypospolitej*, 1992, Archiwum Partii Politycznych, ZZR *Samoobrona* 1991-1996.

De même, le statut de partenaires potentiels au sein d’une future coalition des négociateurs du gouvernement et du NSZZRI « S » – voire du KZRKiOR tant l’incertitude sur la composition du prochain gouvernement reste grande – influe très certainement sur la « réussite » des discussions du 14 novembre. Un compte-rendu ultérieur rapporte en effet que les négociations se déroulent dans un climat cordial et qu’un accord est très rapidement trouvé entre les représentants du gouvernement et des syndicats agricoles. Seul le refus initial du KKS de mettre fin sans délai à la manifestation devant le Parlement paraît avoir un temps menacé le compromis, finalement ratifié par toutes les parties à l’issue de douze heures de pourparlers¹.

Dans les semaines suivant l’accord du 14 novembre, la question du surendettement agricole disparaît rapidement des arènes publiques où elle avait été vivement débattue au cours des mois d’octobre et de novembre 1991. La fin de la manifestation devant le

¹ « Dlaczego rząd podzielił chłopów? », *Gazeta Wyborcza*, 02/12/1991, p.12.

Parlement et la relégation de cet enjeu dans la hiérarchie des prises de positions des principaux protagonistes de la controverse conduisent en effet à sa rapide « déconstruction » en tant que problème public. Les réponses qui étaient censées lui être apportées par l'État suite à l'accord du 14 novembre sont remises en cause avant même que les modalités concrètes de leur application n'aient été définies. Début décembre, le NSZZRI « S », dont le président Gabriel Janowski vient d'être nommé ministre de l'Agriculture du nouveau gouvernement, décide de boycotter les réunions de la commission nationale sur le surendettement et le crédit agricole mettant ainsi fin à son activité avant qu'elle n'ait pu rendre ses conclusions. Quelques jours plus tard, c'est au tour du projet de Fonds de Restructuration et de Désendettement de l'Agriculture – la mesure la plus emblématique de l'accord – d'être torpillé par le veto opposé le 12 décembre par le président Wałęsa à la loi portant modification du droit bancaire du 17 octobre qui permettait son financement¹. Il faudra attendre l'année 1992 pour que la question du surendettement agricole fasse sa réapparition au premier plan des débats politiques nationaux, principalement sous l'impulsion d'un nouveau syndicat agricole formé par des anciens membres du KKS, le ZZR *Samoobrona*, à la genèse duquel nous allons à présent nous intéresser.

¹ Voir : <http://orka.sejm.gov.pl/proc1.nsf/opisy/177-z.htm>.

Section 2.

La structuration du ZZR Samoobrona: la formalisation syndicale d'un collectif d'agriculteurs surendettés.

Dans le cadre de cette section, nous nous intéresserons aux conditions concrètes de la genèse du ZZR *Samoobrona* qui est enregistré le 10 janvier 1992 au tribunal de Varsovie, devenant ainsi la troisième organisation à acquérir le statut de Syndicat professionnel d'agriculteurs individuels au niveau national, après le KZRKiOR et le NSZZRI « S ». Comprendre la création du ZZR *Samoobrona* implique selon nous de rompre avec la vision naturaliste dominante dans les travaux consacrés à cette organisation qui tend à réduire sa naissance à un regroupement spontané d'agriculteurs surendettés¹. Loin d'être naturel, le processus à l'issue duquel des acteurs décident de s'entendre et de travailler ensemble à une construction syndicale nous paraît en effet à l'inverse particulièrement complexe et incertain². La création d'une nouvelle organisation prétendant représenter la paysannerie polonaise, ou du moins une de ses franges, en concurrence avec des syndicats institués, autrement mieux dotés en capitaux organisationnels, militants et politiques, n'est en effet ni un acte anodin, ni à la portée de tous.

En étudiant le processus de création du ZZR *Samoobrona* en « train de se faire », c'est-à-dire sans présupposer de son issue ni considérer celle-ci comme « allant de soi », nous nous efforcerons de rendre intelligibles les conditions concrètes présidant à ce regroupement d'individus autour d'une cause particulière, celle du surendettement agricole, puis à son institutionnalisation syndicale. Dans un premier temps, nous étudierons la genèse et l'autonomisation progressives du KKSR, un groupement d'agriculteurs surendettés non affiliés aux organisations syndicales existantes, dans le cadre des interactions qui façonnent la manifestation se déroulant devant le Parlement au cours des mois d'octobre et de novembre 1991 (A). Nous verrons ensuite que le déclenchement du processus d'institutionnalisation syndicale

¹ Par exemple : Piskorski Mateusz, *art.cit.*, p.197-198.

² Aït-Aoudia Myriam & Dezé Alexandre, *art.cit.*, p.3-4.

de cette « structure d'action potentielle préconstituée »¹ réunissant des acteurs détenteurs de capitaux singuliers est le produit des interprétations pratiques qui sont faites par ceux-ci de leur situation et de la conjoncture politique à l'issue de l'arrêt de la manifestation (B).

A) Création et formalisation d'une structure d'action préconstituée dans la dynamique de la controverse publique sur le surendettement agricole.

- 1) La manifestation devant le Parlement comme rassemblement de groupes préconstitués.

S'ils prétendent représenter « tous les agriculteurs et toutes les entreprises agricoles endettés à travers le pays »², la dizaine de manifestants qui se réunissent à partir du 5 octobre devant le bâtiment du Parlement proviennent dans les faits d'un nombre extrêmement réduit de régions. Initialement, on y retrouve en effet essentiellement des agriculteurs originaires des voïvodies de Zamość dans le sud-est et de Koszalin sur la côte Baltique. Cette surreprésentation paradoxale, Zamość et Koszalin sont distantes de près de huit cents kilomètres, tient bien sûr en premier lieu à la prégnance particulière du phénomène du surendettement dans ces deux territoires.

Les voïvodies de Koszalin et, dans une moindre mesure, de Zamość ont en effet comme point commun d'avoir toutes deux été des régions de relativement forte implantation des fermes d'État du temps du communisme³. À partir de 1990, le démantèlement de ces dernières s'est accompagné de la privatisation massive de leurs propriétés. Celle-ci a

¹ Nous empruntons cette expression à Loïc Blondiaux : Blondiaux Loïc, « Les clubs : sociétés de pensée, agencements de réseaux ou instances de sociabilité politique ? », *Politix*, vol.1, n°2, 1988, p.32.

² « Dziesięciu rolników koczuje na Wiejskiej », *Gazeta Wyborcza*, 07/11/1991, p.2.

³ Comme le rappelle Jerzy Bański : « C'est dans le Nord et l'Ouest du pays [dans les anciens territoires allemands rattachés à la Pologne après 1945] que l'on trouvait le plus de fermes d'État. Dans les voïvodies de Szczecin, de Koszalin, de Słupsk, de Zielona Góra, d'Elbląg et de Gorzów Wielkopolski, elles comptaient à la fin des années 1980 pour plus de la moitié de la surface agricole totale. À l'inverse, dans le centre et le sud du pays, les exploitations d'État n'occupaient pas une place significative dans la structure de la propriété agricole. À l'exception des voïvodies de Przemysł et, dans une moindre mesure, de Krosno, de Zamość et de Chełm où les fermes d'État avaient un poids relativement plus important dans le secteur agricole du fait des terres laissées vacantes suite au déplacement de la population ukrainienne [à l'issue de la seconde guerre mondiale] ». Bański Jerzy, « Cześć III : Historia rozwoju gospodarki rolnej na ziemiach polskich », in Bański Jerzy, *Geografia rolnictwa Polski*, Varsovie, Polskie Wydawnictwo Ekonomiczne, 2007.

constitué une opportunité pour des individus désireux de monter ou d'agrandir leur exploitation agricole¹. S'étant pour la plupart endettés pour finaliser ces opérations de rachat de terre, ceux-ci ont par la suite été particulièrement affectés par l'augmentation rapide des taux d'intérêts et la chute des prix agricoles. Le phénomène du surendettement agricole a ainsi pris une dimension accrue dans les régions où les terres disponibles à l'achat au début des années 1990 étaient plus nombreuses qu'ailleurs du fait de la privatisation des fermes d'État.

Néanmoins, la spécificité de la structure agraire des voïvodies de Zamość et de Koszalin ne saurait à elle seule expliquer la forte présence d'agriculteurs en étant originaires dans la manifestation se déroulant devant le Parlement. D'autres régions pareillement affectées par le phénomène du surendettement agricole pour des raisons similaires (comme celles de Słupsk ou de Zielona Góra par exemple) n'y sont en effet à l'inverse pas du tout représentées, du moins dans un premier temps. Pour la comprendre, il convient de prendre également en considération l'existence de liens antérieurs à la manifestation entre des groupes d'agriculteurs surendettés de ces deux régions et les initiateurs de l'action devant le Parlement au sein du NSZZRI « S ».

Au cours de l'été 1991, les voïvodies de Zamość et de Koszalin ont toutes deux été le théâtre de mobilisations autour de la question du surendettement agricole. Dès le mois de juillet des comités locaux y sont constitués par des agriculteurs surendettés afin de structurer des actions de protestation autour de cet enjeu dont les principales organisations agricoles ne se sont alors pas encore saisies. À Zamość, un comité de protestation est ainsi créé dès le 10 juillet². C'est ce comité qui est à l'origine de l'organisation à partir du 19 août de la manifestation puis de la grève de la faim devant le siège de la Voïvodie. À cette occasion, comme nous l'avons évoqué précédemment, ses représentants ont l'opportunité de rencontrer à plusieurs reprises des responsables locaux mais aussi nationaux du NSZZRI « S ». De même, dans la voïvodie de Koszalin, un Comité Communal d'Autodéfense Agricole (*Gminny Komitet Samoobrony Rolnictwa*) est mis sur pied dans la

¹ Maurel Marie-Claude, « La naissance de nouveaux acteurs sociaux sur la scène locale », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, n°4, 1994, p.137-139.

² « Głodujący rolnicy ocieplają namioty », *Gazeta Wyborcza*, 19/09/1991, p.5.

petite ville de Darłowo dès le 27 juillet¹. Ses membres organisent plusieurs actions de protestation au cours de l'été qui, si elles n'obtiennent pas une audience comparable à celle de la manifestation de Zamość, leur permettent néanmoins d'attirer l'attention de responsables politiques locaux sur leur situation, dont celle du président régional du NSZZRI « S », Zbigniew Obrocki, futur responsable du « Comité National de Protestation des Agriculteurs Endettés » initié par le syndicat². Ainsi, on peut sans risque faire l'hypothèse que la principale raison pour laquelle on retrouve plusieurs représentants des comités locaux de Zamość (dont ses vice-présidents Jan Musolf et Teresa Czuchra, et son secrétaire Henryk Jacuniak) et de Darłowo (dont ses deux « dirigeants » Andrzej Lepper et Wiesław Muszyński³) parmi la dizaine de manifestants qui débute l'occupation devant le bâtiment de la Diète le 5 octobre, est tout simplement qu'ils y ont été conviés par des responsables du NSZZRI « S » avec qui ils avaient eu l'occasion d'entrer en contact dans les semaines précédentes.

Si, à mesure qu'elle prend de l'ampleur, l'action devant le Parlement attire des manifestants originaires d'autres régions, les militants des comités de Zamość et de Darłowo y conservent une influence particulière tout au long des mois d'octobre et de novembre. C'est d'ailleurs parmi eux que se trouvent les initiateurs du mouvement d'autonomisation à l'égard de la direction du NSZZRI « S » qui se développe progressivement au sein du comité de protestation.

2) La genèse du KKSR : autonomisation et démarcation d'un groupement de manifestants à l'égard des organisations paysannes existantes.

Des divergences se font rapidement jour entre les manifestants. Celles-ci portent autant sur le sens à donner à l'action que sur les méthodes à employer pour pousser le gouvernement à ouvrir des négociations sur le problème du surendettement. Alors que les dirigeants du « Comité Autonome de protestation » issus du NSZZRI « S » s'attachent à donner une « bonne image » de la mobilisation, à la maintenir dans le cadre des règles légitimes de la manifestation afin d'entretenir la « respectabilité » politique de leur formation par ailleurs

¹ Cf. Socha Krzysztof, « Trudno jest tworzyć... », *Rolnik Rzeczypospolitej*, 1992 ; Ul Jan, *Lepper Andrzej : Samoobrona : dlaczego? przed czym?*, Warszawa, AWP "Wyraz", 1993 ; « Trafila Kosa na Lepera », *Polityka*, 27/05/2006, p.37.

² Socha Krzysztof, « Trudno jest tworzyć... », *Rolnik Rzeczypospolitej*, 1992.

³ « Trafila Kosa na Lepera », *Polityka*, 27/05/2006, p.37.

engagée dans la compétition électorale, des grévistes extérieurs au syndicat, au premier rang desquels des membres du Comité de Darłowo, prônent à l'inverse un durcissement du conflit. On peut ainsi lire dans *Gazeta Wyborcza* daté du 11 octobre :

« “Nous sommes venus ici [devant le Parlement] pour discuter des problèmes de l'agriculture, pas pour exiger quoique ce soit. Nous ne voulons pas organiser une révolte, les paysans ne vont pas manifester avec des fourches !”, ont déclaré aux journalistes [les responsables du Comité de protestation] lors de la conférence de presse organisée hier [10 octobre 1990]. [...] Néanmoins, de profondes divergences entre les manifestants se sont fait jour lors de cette conférence de presse. Une partie d'entre eux, provenant principalement de la voïvodie de Koszalin (où un comité de protestation est actif depuis le mois de juillet), ont en effet estimé publiquement qu'ils ne croyaient pas à l'efficacité de ces méthodes pacifiques : “Le gouvernement ne cédera que quand le sang coulera et qu'il y aura des cadavres. La seule solution, c'est de lui montrer notre force et d'envahir la ville”. C'est dans une ambiance électrique que la conférence de presse s'est achevée, sans que le comité de protestation n'ait pu préciser jusqu'à quand il sera prêt à attendre que le gouvernement engage des négociations. »

Extrait de « Czekamy na kredyt », *Gazeta Wyborcza*, 11/10/1991, p.2.

Loin de se dissiper, ces tensions s'exacerbent au cours du mois d'octobre et aboutissent à la constitution d'un groupement autonome au sein du Comité de Protestation, le Comité National d'Autodéfense Agricole (KKSR : *Krajowy Komitet Samoobrony Rolnictwa*)¹. En dépit de son nom, cette structure, qui n'a pas d'existence légale, s'apparente alors plus à un regroupement de manifestants sans direction formalisée qu'à une véritable organisation nationale. Elle réunit des membres des comités de Darłowo (dont Andrzej Lepper) et de Zamość (on y retrouve notamment Teresa Czuchra et Henryk Jacuniak), mais également des agriculteurs d'autres régions ayant rejoint la manifestation. C'est par exemple le cas de Marek Lech de la voïvodie de Łódź, de Ryszard Kozik de celle de Słupsk ou encore de Paweł Skórski de Kielce. Profitant de la forte présence journalistique dans le campement provisoire installé devant le Parlement, le KKSR s'attache à pallier son manque de ressources initiales et à se démarquer au sein du mouvement de contestation en développant une stratégie s'apparentant au registre de la « scandalisation » mis en évidence par Michel Offerlé². Ainsi, ses membres s'efforcent-ils de dramatiser la situation

¹ Cf. Ul Jan, *op.cit.*; « Jak powstała Samoobrona », *Polityka*, 27/05/2006, p.37.

² Selon Michel Offerlé, « scandaliser c'est non seulement affirmer qu'un seuil a été franchi, que ce n'est pas tolérable, supportable, possible, c'est aussi trouver les moyens de faire dire et de faire croire que le fait, la situation continue sont bien scandaleux ». Il note également : « La stratégie de scandalisation, si elle n'est pas réservée à certains types de groupes, apparaît avec plus de probabilité chez ceux qui n'ont pas les ressources nécessaires pour en appeler au secret, au nombre ou à

des agriculteurs surendettés lors de leurs prises de parole publique, notamment à l'occasion des conférences de presse régulièrement organisées par le comité de protestation. Évoquant les nombreux cas de suicide que ce phénomène aurait d'ores et déjà provoqués, certains d'entre eux n'hésitent ainsi pas à aller jusqu'à exiger l'inculpation du Premier ministre Bielecki devant le Tribunal d'État pour haute trahison à l'égard de l'agriculture nationale¹. Afin de mettre en scène le désespoir des agriculteurs surendettés, le KKSRR est par ailleurs à l'origine de l'organisation d'actions de protestation « radicales » au sein du campement. La grève de la faim qu'il initie le 6 novembre en constitue sans conteste l'expression la plus spectaculaire, en ce qu'elle « permet d'établir un lien entre la souffrance visible des grévistes et la cause qu'ils endossent »².

3) La reconnaissance du KKSRR comme un représentant légitime des agriculteurs surendettés.

Le recours à des modes d'actions considérés comme radicaux accroît davantage encore les tensions existantes au sein du Comité Autonome de protestation. Il permet néanmoins au KKSRR d'attirer l'attention des médias et de se faire reconnaître par les autres acteurs de la controverse sur le surendettement agricole comme un acteur avec lequel il faut compter au sein du mouvement de contestation. Le 24 octobre, on retrouve ainsi des représentants du KKSRR parmi les délégués du Comité Autonome de Protestation conviés à participer aux côtés de dirigeants du NSZZRI « S » à une rencontre avec le ministre de l'Économie Leszek Balcerowicz³. Parallèlement, des responsables du KZRKiOR, jusqu'ici largement absents de la mobilisation sur le surendettement agricole, cherchent à se rapprocher de ce groupement qui conteste de plus en plus ouvertement le leadership du NSZZRI « S » sur le Comité de Protestation. Principal rival du NSZZRI « S » pour la représentation syndicale de la paysannerie et partenaire du PSL au sein de la coalition électorale PSL-SP, le KZRKiOR apporte alors un soutien informel à la structuration du KKSRR, comme en témoigne son président de l'époque Janusz Maksymiuk :

l'expertise ». Cf. Offerlé Michel, *Sociologie des groupes d'intérêts*, Paris, Montchrestien, 1998, p.122-123.

¹ « Chłopski lament bankowy », *Gazeta Wyborcza*, 14/11/1991, p.2.

² Siméant Johanna, *La grève de la faim*, Paris, Presses de la FNSP, 2009, p.63.

³ « Rolnicy u Balcerowicza », *Gazeta Wyborcza*, 25/10/1991, p.2.

« Je ne cache pas que, bien que nous leur enviions leur éclat médiatique et l'intérêt des journalistes à leur égard, nous avons aidé à la naissance du mouvement *Samoobrona*. Je ne cache pas que quand ils campaient devant l'assemblée nous les soutenions. À cette époque, Gabriel Janowski [alors président du NSZZRI « S »], le futur ministre, prétendait représenter les manifestants. Alors ça se passait comme ça. Gabriel Janowski allait sur le campement parler aux journalistes vers deux ou trois heures de l'après-midi. Puis nous, pendant la nuit, vers minuit, nous allions les aider [les membres du KKSZ], en leur apportant des couvertures et de la nourriture par exemple. C'est à ce moment-là que j'ai fait la connaissance d'Andrzej Lepper. Nous les avons aidés, je ne le cache pas. Une fois que nous les avons suffisamment aidés et quand ils se sont renforcés un petit peu, alors seulement nous sommes devenus des concurrents. »

Janusz Maksymiuk.

Entretien réalisé le 25 juin 2008 à Varsovie.

La transformation du contexte politique suite aux élections du 27 octobre, en ce qu'elle s'accompagne d'un changement de stratégie des principaux protagonistes de la controverse sur le surendettement agricole, accélère encore davantage la reconnaissance par ceux-ci de la légitimité du KKSZ à s'exprimer au nom du Comité de protestation et à participer à la définition des intérêts des agriculteurs surendettés. Le refus des membres du KKSZ de lever le campement devant le Parlement et d'interrompre la grève de la faim menée par quatre d'entre eux constitue en effet à la mi-novembre le principal obstacle à la finalisation rapide d'un accord permettant de clore le conflit, que les dirigeants des principales organisations agricoles, au premier rang desquels ceux du NSZZRI « S », appellent désormais de leurs vœux. Dans ce contexte, le KKSZ parvient à se faire reconnaître une représentativité sans commune mesure avec son degré de structuration effectif : il n'a alors toujours aucune existence légale et réunit tout au plus quelques dizaines de manifestants. L'un de ses représentants, Andrzej Lepper, est ainsi convié à cosigner l'appel commun publié le 14 novembre par les principaux dirigeants paysans nationaux. Le lendemain, ce ne sont pas moins que quatre de ses membres qui participent aux négociations avec le gouvernement au sein d'une équipe de dix délégués « paysans », parmi laquelle le KKZR et le NSZZRI « S » ne comptent quant à eux respectivement que deux et trois représentants.

Tableau 2 : Liste et affiliation des délégués « paysans » participant aux négociations du 14 novembre 1991.

Nom du délégué	Organisation représentée lors des négociations	Autre affiliation
----------------	--	-------------------

Gabriel Janowski	NSZZRI "S"	/
Janusz Maksymiuk	KZRKiOR	/
Zbigniew Obrocki	OAKPRZ	NSZZRI"S"
Andrzej Lepper	OAKPRZ	KKSR
Marek Lech	OAKPRZ	KKSR
Piotr Baumgart	ROLA	NSZZRI"S"
Czesław Kulczycki	KZRKiOR	/
Ryszard Kozik	OAKPRZ	KKSR
Jan Musolf	OAKPRZ	/
Paweł Skórski	OAKPRZ	KKSR

Réalisé par nos soins Sources : *Rolnik Rzeczypospolitej*, 1992, Archiwum Partii Politycznych, ZZR *Samoobrona* 1991-1996.

Finalement, à l'issue de pourparlers où ils se trouvent en position de force, les délégués du Comité de Protestation également membres du KKSR acceptent de ratifier le protocole d'accord et de cesser l'action de protestation devant le Parlement. En contrepartie, ils obtiennent une concession de taille de la part des représentants syndicaux et du gouvernement : le droit de siéger aux côtés des représentants du gouvernement, du NSZZRI « S » et du KZRKiOR au sein de la commission nationale sur le surendettement et le crédit agricole nouvellement créée¹. Le Comité de Protestation, sur lequel les membres du KKSR exercent désormais un leadership incontestable, est ainsi reconnu comme un représentant légitime des agriculteurs surendettés au-delà du temps de la manifestation devant le Parlement pour laquelle il a été créé.

B) Du KKSR au ZZR *Samoobrona* : la création syndicale comme palliatif à l'isolement.

L'existence d'une structure d'action potentielle préconstituée, le KKSR, ne saurait conduire à considérer comme naturel le processus par lequel cette structure adopte une forme syndicale au début de l'année 1992. Pour comprendre les modalités concrètes de cette institutionnalisation, il convient également de prêter une attention particulière à la composition du groupe fondateur et au contexte dans lequel est enclenché le processus d'enregistrement en tant que syndicat. Loin d'être de simples agriculteurs au bord de la faillite, les futurs fondateurs du ZZR *Samoobrona* disposent en effet de capitaux singuliers (1), qui influent sur les interprétations pratiques qu'ils sont amenés à faire d'une part de leur situation à l'issue de la manifestation de 1991 et

¹ « Dlaczego rząd podzielił chłopów? », *Gazeta Wyborcza*, 02/12/1991, p.12.

d'autre part des conditions de possibilité de la production de leur groupement en tant que syndicat (2).

1) Les propriétés singulières des initiateurs du ZZR *Samoobrona*.

Les informations dont nous disposons sur les fondateurs et les premiers militants du ZZR *Samoobrona* sont extrêmement parcellaires. Cela est autant dû à la relative marginalité du syndicat dans les premiers mois de son existence qu'à sa trajectoire ultérieure. En effet, la main mise qu'Andrzej Lepper est parvenu à s'assurer sur l'appareil de l'organisation à la fin des années 1990 s'est accompagnée d'une réécriture de son « intrigue fondatrice ». Alors que le rôle d'Andrzej Lepper était mis en exergue, celui des autres personnes ayant pris part à la fondation du syndicat tendait à l'inverse à être minimisé, voire occulté, avec d'autant plus de facilité que la plupart d'entre eux avaient alors quitté l'organisation et renoncé à tout engagement syndical ou politique. Ce halo de mystère entourant la composition exacte du groupe fondateur du ZZR *Samoobrona* a été la source de nombreuses spéculations, relayées abondamment par les médias et les adversaires politiques de la formation au cours des années 2000. Il n'est alors pas rare d'entendre que des anciens des services spéciaux, du parti communiste, ou encore des agents étrangers auraient joué un rôle central dans la structuration initiale du syndicat¹. Sans rentrer dans ces spéculations, qui si elles ne paraissent pas toutes sans fondement relèvent essentiellement du registre du phantasme, nous nous contenterons ici de constater, à partir des données accessibles, que les fondateurs du ZZR *Samoobrona* sont détenteurs de propriétés sociales singulières. Que ce soit par leur niveau d'étude, leur parcours professionnel ou encore leur politisation², ils se distinguent en effet assez nettement de la majorité des exploitants agricoles polonais.

¹ À titre d'exemple : « Operacja Kosa? Ciemna przeszłość Samoobrony », *Gazeta Wyborcza*, 24/04/2006 ; « Rokita ws. związków Samoobrony ze spec służbami », *Wprost*, 05/05/2006 ; « Trafiła Kosa na Leppera », *Polityka*, 27/05/2006, p.37. Nous reviendrons sur ces polémiques dans le chapitre 6, section 2.

² Politisation étant ici entendue au sens de Daniel Gaxie comme « une attention accordée au fonctionnement du champ politique », Gaxie Daniel, *Le cens caché*, Paris, Seuil, 1978, p.240.

À la veille du premier congrès du ZZR *Samoobrona* en avril 1992, une liste de six agriculteurs présentés comme les fondateurs du syndicat est publiée par « Rolnik Rzeczypospolitej » une publication du syndicat.

Tableau 3 : Les fondateurs du ZZR *Samoobrona*.

Nom	Prénom	Année de naissance	Localité d'origine (voïvodie)	Superficie de l'exploitation	Niveau d'études
Kozik	Ryszard	1935	Cewice (Ślupsk)	10 ha	Secondaire
Lech	Marek	1945	Chlebowice (Łodz)	10 ha	Secondaire
Lepper	Andrzej	1954	Darłowo (Koszalin)	120 ha	Secondaire
Okorski	Zbigniew	1957	Ząbkowice Śląskie (Wałbrzych)	78 ha	Secondaire
Skórski	Paweł	1950	Bosowice (Kielce)	84 ha	Supérieur
Wycech	Roman	1962	Zakroczyn (Varsovie)	3 ha	Supérieur

Sources : « Oni Tworzyli Związek », *Rolnik Rzeczypospolitej*, 1992, p.10.

La lecture de cette liste appelle plusieurs remarques.

Premièrement, on constate que tous les « fondateurs » qui y sont évoqués sont des hommes. Significatif de la très nette surreprésentation masculine observable parmi les premiers militants du ZZR *Samoobrona*, ce phénomène, pour spectaculaire qu'il soit, n'est cependant pas propre à cette organisation. Il nous paraît surtout constituer une illustration parmi d'autres de la position dominée occupée par les femmes polonaises à la fois sur le marché du travail et au sein du champ politique. De nombreux travaux ont en effet montré qu'en Pologne, depuis le changement de régime, le taux d'activité des femmes est sensiblement plus faible que celui des hommes¹, le secteur agricole ne dérogeant pas à cette règle², et que celles-ci sont tendanciellement moins enclines à l'engagement politique et syndical que leurs homologues masculins¹.

¹ Estimé à 57% en 1988 (contre 74,3% pour les hommes), le taux d'activité des femmes aurait chuté tout au long des années 1990 pour atteindre 49,7% en 2001 (contre 64,3% pour les hommes) : chiffres extraits de Fodor Éva, "Women at Work: The Status of Women in the Labour Markets of the Czech Republic, Hungary and Poland", Occasional Paper n°3, United Nations Research Institute for Social Development, février 2005, p.6. Pour une analyse plus fine des inégalités de genre sur le marché du travail polonais (taux d'activité, salaire mais aussi rapport au temps partiel), on pourra se référer à : Portet Stéphane, « Le temps partiel en Pologne : Un trompe-l'oeil de la segmentation sexuée du marché du travail », *Travail, genre et sociétés*, vol.2, n°12, 2004, p.127-144 ; Heinen Jacqueline, « Genre et politiques étatiques en Europe centrale et orientale », *Recherches féministes*, vol.12, n°1, 1999, p.123-135.

² En 1992, le taux d'activité des femmes à la campagne est estimé à 57% (GUS, novembre 1992). Par ailleurs, les femmes travaillant dans le secteur agricole sont particulièrement affectées par le travail à temps partiel (cf. Portet Stéphane, « Le temps partiel en Pologne... », *art.cit.*) et sont beaucoup plus rarement à la tête d'une exploitation agricole que les hommes (entre 1988 et 1992 seules 20% des

Deuxièmement, on note une relative homogénéité en termes d'âge, de surface agricole exploitée et de niveau d'étude parmi les « fondateurs » présentés par la publication. En effet, ils sont tous relativement jeunes puisque, à l'exception de Ryszard Kozik, ils sont nés après la Seconde guerre mondiale. La superficie de leur exploitation est sensiblement supérieure à la moyenne polonaise de l'époque qui ne dépasse alors pas les 7 hectares², hormis le cas particulier de Roman Wycech qui est propriétaire d'une champignonnière. Enfin, ils ont tous suivi des études secondaires, voire supérieures, alors qu'au début des années 1990 c'est le cas d'à peine un agriculteur polonais sur dix³. Comprendre cette triple spécificité nécessite de prêter une attention particulière aux parcours professionnels atypiques des agriculteurs à l'origine de la création du ZZR *Samoobrona*. Schématiquement, on peut identifier deux groupes dominants parmi eux.

Le premier est constitué par des agriculteurs ayant travaillé dans des fermes d'État avant d'acquérir leur propre exploitation au cours des années 1980, souvent en rachetant et en louant des terres auparavant collectivisées. Or, comme le note Marie-Claude Maurel, ce type de stratégie entrepreneuriale est réservé à des individus dotés de capitaux spécifiques : « Compétences professionnelles et capacités gestionnaires qualifient les spécialistes des exploitations collectives pour se lancer dans la création

exploitations agricoles sont dirigées par des femmes). Pour un panorama détaillé de la situation des femmes dans le secteur agricole, on pourra se référer à : Stankiewicz Dorota, « Sytuacja kobiet wiejskich w świetle badań Instytutu Ekonomiki Rolnictwa i Gospodarki Żywnościowej », *Kancelaria Sejmu Biuro Studiów i Ekspertyz*, n°189, 1994 ; ainsi qu' au dossier très complet : Krzyszkowski Jerzy (ed.), « Diagnoza sytuacji społeczno-zawodowej kobiet wiejskich w Polsce », *Ministerstwo Pracy i Polityki Społecznej*, Varsovie, 2008, notamment : Kretek-Kamińska Agnieszka, « Charakterystyki społeczno-zawodowe badanych kobiety wiejskich na tle danych ogólnopolskich », p.39-62.

¹ Voir par exemple : Fuszara Małgorzata, « New gender relations in Poland in the 1990s », in Gal Susan & Kligman Gal (eds.), *Reproducing Gender: Politics, Publics, And Everyday Life After Socialism*, Princeton, Princeton University Press, 2000, p.259-285 ; Graham Ann & Regulska Joanna « Expanding political space for women in Poland : An analysis of three communities », *Communist and Post-Communist Studies*, vol.30, n°1, 1997, p.65-82 ; Fuchs Gesine, « Political participation of women in Central and Eastern Europe: a preliminary account », Friedrich Ebert Foundation Berlin, Conférence « Access through Accession », 26 septembre 2003.

² Selon les statistiques du GUS, en 1990 la superficie moyenne d'une exploitation agricole en Pologne est de 6,6 hectares, 82,6 de celles-ci ne dépassant pas les 10 hectares : Cité in Bafoil Francois, Guyet Rachel, L'Haridon Loïc & Tardy Vladimir, « Pologne. Profils d'agriculteurs », *Le Courrier des Pays de l'Est*, vol.4, n°1034, 2003, p.40.

³ Selon un recensement de 1993, 0,4% des agriculteurs ont alors un diplôme du supérieur, 10,7% du secondaire, 24,7% d'une école professionnelle élémentaire, 53,7% ont achevé des études primaires et 10,5% n'ont aucune formation scolaire : Leszczyńska Małgorzata, « Zmiany w poziomie wykształcenia gospodarstw domowych związanych z rolnictwem », *Nierówności społeczne a wzrost gospodarczy*, n°11, Rzeszów, Uniwersytet Rzeszowski, 2007.

d'une entreprise privée. Ce sont les cadres de niveau intermédiaire, responsables d'unités de production, qui apparaissent les plus déterminés. Plus professionnalisés et moins « politiques » que les cadres de l'échelon supérieur, ils ont vite fait le tour des possibilités de conversion qui s'offraient à eux [...] Les spécialistes et les techniciens, généralement bien formés (munis de diplôme de l'enseignement secondaire spécialisé et supérieur), encore jeunes, souvent acquis à la nouvelle idéologie de l'entreprise privée, ont constitué le groupe le plus apte à l'initiative entrepreneuriale. Disposant de l'information, d'une expérience « manageriale », de réseaux de relations, ils se sont révélés en mesure de négocier leur conversion professionnelle au mieux de leurs intérêts »¹. Le parcours professionnel d'Andrzej Lepper illustre parfaitement ce type de trajectoire : diplômé d'une école de technique agricole, il occupe plusieurs postes de responsabilité au sein d'exploitations étatiques avant de s'installer à son propre compte au tout début des années 1980.

Andrzej Lepper est né en 1954 à Stowięcino dans la voïvodie de Słupsk. En 1974, il est diplômé de l'Ecole Nationale de Technique Agricole de Sypniewo. Après avoir travaillé au Centre de culture sélective des plantes de Górzyno puis dans une Ferme d'État à Rzechcino, il est nommé responsable de la Ferme d'État d'élevage de Kusice. En 1980, il s'installe à son propre compte en acquérant une exploitation agricole de 22,5 hectares à Zielnowo (voïvodie de Koszalin). Suite à des acquisitions successives et à la location de 50 hectares de terres, financées à crédit, cette exploitation atteint les 120 hectares en 1991.

Sources : Sieciera Tomasz, *Niepokorny*, Varsovie, 1999 ; « Andrzej Lepper », *Wprost*, <http://ludzie.wprost.pl/sylwetka/Andrzej-Lepper/>, consulté le 1^{er} mars 2010 ; Krok-Paszkowska Ania, « *Samoobrona* : The Polish self-defence movement », Mudde Cas & Kopecký Petr (éd.), *Uncivil Society? Contentious Politics in Post-Communist Europe*, London, Routledge, 2003.

Le second groupe réunit des agriculteurs aux profils encore plus atypiques. Ayant exercé une activité professionnelle extérieure au secteur agricole du temps de la République Populaire, ceux-ci ont profité de l'opportunité constituée par le démantèlement des Fermes d'État pour acquérir une exploitation agricole au début des années 1990. Cette acquisition peut participer d'une stratégie de reconversion professionnelle, c'est par exemple le cas pour Ryszard Kozik et pour Genowefa Wiśniowska qui seront tous deux amenés à occuper des responsabilités importantes au sein du syndicat, ou simplement d'une stratégie de diversification de l'activité. Paweł

¹ Maurel Marie-Claude, *art.cit.*, p.139.

Skórski continue ainsi à exercer son métier de vétérinaire parallèlement à sa nouvelle activité d'exploitant agricole¹.

Ryszard Kozik est né en 1935 dans une famille de sous-officiers à Sarny, dans la voïvodie de Wołyń [actuelle Ukraine]. À la fin de la guerre, sa famille vient s'installer dans les « terres recouvrées » (sur l'Allemagne). Kozik termine des études secondaires au Lycée Conradium de Gdansk avant de s'engager dans la marine de guerre. Il travaille ensuite en tant qu'électricien aux chantiers navals de Gdansk et de Szczecin. Finalement, il décide en 1990 de venir s'installer à la campagne, à Cewice, afin de monter une exploitation agricole et essayer, comme il le dit, de « vivre par lui-même ».

Sources : « Naji Goche : Ziemia Słupska », *Zabory, Bory i Gochy*, n°5/31, 2006, p.67.

Genowefa Wiśniowska est née en 1949 dans le village d'Ozary dans la voïvodie de Wałbrzych. Après avoir suivi les cours de l'école professionnelle agricole, elle poursuit des études de technique économique à Legnica. Elle occupe un poste de comptable à l'usine de réparation et de mécanique agricole de Ząbkowice Śląskie (voïvodie de Wałbrzych) de 1968 à 1986, puis elle travaille à la chambre régionale du commerce de Wałbrzych. En 1990, elle devient copropriétaire, avec sa sœur, d'une exploitation et d'une petite entreprise d'agroalimentaire à Ząbkowice Śląskie.

Sources : « Wiśniowska Genowefa : Mniejszy potencjał zdrady », *Polityka*, <http://www.polityka.pl/kraj/ludzie/185794,1,wisniowska-genowefa.read>, consulté le 1^{er} mars 2010 ; « Wiśniowska Genowefa », *Wprost*, <http://ludzie.wprost.pl/sylwetka/Genowefa-Wisniowska/>, consulté le 1^{er} mars 2010.

Exploitants agricoles dotés de caractéristiques socioprofessionnelles singulières, les « fondateurs » du ZZR *Samoobrona* se distinguent également par leur politisation préalable. La majorité d'entre eux peut en effet se prévaloir d'un engagement politique ou syndical antérieur à leur participation à la mobilisation sur le surendettement agricole puis à la création du syndicat. Ainsi, Andrzej Lepper a été membre du PZPR à la fin des années 1970 et ne cache pas son intérêt de longue date pour la politique :

« J'ai été membre de PZPR en tant que plus jeune responsable d'une Ferme d'État en Pologne. J'étais encore un jeune homme et l'on m'a confié une telle fonction. Je présume que j'étais en mesure de m'en charger. À l'époque on n'avait pas vraiment le choix. On m'a simplement apporté ma carte du parti et l'on a déduit la cotisation de mon salaire. Par contre, je n'ai jamais été un activiste, cela peut être vérifié facilement. Même au niveau de la section locale je n'étais personne et je suis resté un membre de base pendant 2 ans. Néanmoins, je me suis toujours beaucoup intéressé à la politique. J'ai participé à

¹ « 15 lat w obronie Polskiej », *Głos Samoobrony*, décembre 2006, vol.13, n°4, p.8.

des nombreux concours de culture politique, économique, agricole et j'en ai même gagné au niveau national. J'ai aussi toujours eu la veine sociale. »

Andrzej Lepper.

Entretien réalisé le 25 juin 2008 à Varsovie.

L'intérêt de Lepper pour la politique se confirme d'ailleurs dès le début des années 1990, puisque, outre être à l'initiative du Comité Communal d'Autodéfense Agricole de Darłowo, celui-ci n'hésite pas à participer à la constitution d'une liste locale pour les élections législatives de 1991. Il se présente en effet dans la circonscription de Koszalin avec deux autres agriculteurs. S'il n'est pas élu, il réunit plus de 1 600 voix sur son nom, ce qui témoigne de sa capacité à mobiliser en sa faveur certains réseaux locaux¹.

Si ce n'est pas le cas d'Andrzej Lepper, il semble cependant que c'est au sein du mouvement Solidarité que la plupart des premiers adhérents du ZZR *Samoobrona* ont connu une expérience politique préalable². Selon Andrzej Lepper, c'est le cas de la majorité de la direction fondatrice du syndicat :

« À part moi, la plupart des autres membres fondateurs de *Samoobrona* étaient des anciens de Solidarité, des déçus de Solidarité. Le premier bureau du syndicat [...] était même constitué d'une majorité d'anciens activistes de Solidarité, aussi bien de Solidarité Rurale [NSZZRI « S »] que de Solidarité des travailleurs [NSZZ « S »]³. »

Andrzej Lepper.

Entretien réalisé le 25 juin 2008 à Varsovie.

On le voit bien, les futurs fondateurs du ZZR *Samoobrona* ne correspondent nullement au portrait des « Jacques » que certains ont bien voulu dresser d'eux par la suite. En dépit de leur situation financière délicate au début des années 1990, ils ne sont en effet pas dépourvus en capitaux sociaux et politiques. Que ce soit par leur

¹ Andrzej Lepper se présente aux côtés de Leszek Siudek et de Józef Kołodziej sous le nom de liste «Daj Nam Szansę» (Donne nous une chance). Cette liste, qui réunit des candidatures locales disparates et autonomes, est enregistrée sous le numéro de comité 66 au niveau national. Andrzej Lepper et ses partenaires réunissent au total 3 247 voix soit 1,35% des scrutins exprimés dans la circonscription de Koszalin. Sources : données de la Commission Electorale Nationale Polonaise (PKP) réunies par « the Project on Political Transformation and the Electoral Process in Post-Communist Europe », University of Essex, <http://www.essex.ac.uk/elections/>.

² Dans les premiers mois de l'existence du ZZR *Samoobrona*, cette donnée est d'ailleurs mise en exergue à plusieurs reprises dans la presse : « *Samoobrona* », *Gazeta Wyborcza*, 12/01/1992, p.2 ; « Świąteczna okupacja », *Gazeta Wyborcza*, 21/04/1992, p.5.

³ C'est notamment le cas de Ryszard Kozik et de Genowefa Wiśniowska qui ont tous deux milité au NSZZ « S » au cours des années 1980.

niveau d'étude, leur parcours professionnel ou encore la forme capitaliste de leur exploitation, ils apparaissent même d'une certaine manière comme des membres de l'« élite » paysanne, comme des « dominants » au sein du groupe dominé, dans l'espace social comme dans le champ politique, des « paysans ». Couplées à leur expérience politique antérieure, ces caractéristiques socioprofessionnelles atypiques nous paraissent pouvoir être appréhendées comme constituant une prédisposition de ces individus à s'engager politiquement, non pas dans un sens déterministe, mais en tant que probabilité de produire une opinion sur une question, de se mobiliser autour de celle-ci et, dans le cas présent, de s'engager dans un travail d'objectivation organisationnelle¹.

- 2) Le choix de la formalisation syndicale : s'institutionnaliser pour continuer à exister.

Dans un premier temps, il semble que les membres du KKSZ n'envisagent nullement de formaliser leur regroupement au sein d'un syndicat. Comme en témoigne Andrzej Lepper, ce n'est qu'à la fin de la manifestation à Varsovie que cette perspective aurait commencée à être envisagée :

« Lorsque nous avons créé des comités de protestation à Darłowo ou à Zamość, aucun de nous ne pensait à créer un syndicat, encore moins un parti. C'est bien après les premières manifestations de juillet, et même après la manifestation de l'automne à Varsovie, au cours de laquelle nous avons organisé une grève de la faim devant le Parlement, que cette idée a commencé à germer dans nos esprits. »

Andrzej Lepper.

Entretien réalisé le 25 juin 2008 à Varsovie.

La remise en cause début décembre 1991 du droit des représentants du Comité de protestation à siéger aux côtés des délégués des deux syndicats agricoles officiels au sein de la commission nationale sur le surendettement et le crédit agricole semble avoir joué un rôle d'accélérateur dans le changement de perspective qui conduit les

¹ Sur la corrélation entre position sociale et propension à participer politiquement, on pourra notamment se référer aux deux ouvrages de références sur la question : Gaxie Daniel, *Le cens caché, op.cit.*, notamment p.96-163 ; on pourra également se référer à : Bourdieu Pierre, *La distinction : Critique sociale du jugement*, Paris, Editions de Minuit, 1996 (1979), notamment le chapitre 8.

membres du KKSZ à songer à créer un nouveau syndicat agricole. Alors que la participation du PL-RL au futur gouvernement et la nomination de Gabriel Janowski au poste de ministre de l'Agriculture se confirment, les dirigeants du NSZZRI « S » font en effet volte-face par rapport à leurs engagements du 14 novembre et décident de boycotter les travaux de la commission nationale sur le surendettement et le crédit agricole. Dénonçant le manque de représentativité des délégués du Comité de protestation, et donc essentiellement du KKSZ, ils se prononcent au début du mois de décembre pour la constitution d'une nouvelle commission réservée aux représentants des deux syndicats agricoles officiels, le NSZZRI « S » et le KZRKiOR¹. Désavoués dans leur prétention à représenter les agriculteurs surendettés, les membres du KKSZ perçoivent cette décision comme une trahison et le signe du mépris à leur égard des organisations agricoles existantes². Confrontés à la question de la pérennité de leur groupement et de ses perspectives d'action, certains d'entre eux décident alors de le doter d'un statut légal.

« Suite à la signature des accords du 14 novembre, nous pensions que les organisations syndicales officielles, le NSZZRI « S » et le KZRKiOR, prendraient en considération nos revendications et défendraient les intérêts des campagnes polonaises. Rien de tout cela ne s'est passé. Toutes deux ont préféré considérer que, d'un point de vue légal, nous étions des intrus dans l'espace public. À Varsovie, ils nous l'ont dit sans détour : « nous n'avons pas besoin de vous ici, retournez chez vous, vous n'avez pas d'existence légale et donc il n'y a aucune raison pour que nous discussions avec vous ! ». Alors nous avons décidé de prouver que nous n'étions pas des paysans archaïques de l'avant-guerre et que nous savions comment faire pour acquérir une existence légale. Dès décembre 1991, nous sommes allés au tribunal de Varsovie pour retirer les documents nécessaires à la création d'un syndicat agricole et nous les avons remplis. »

Andrzej Lepper.

Cité in : Ul Jan, *Lepper Andrzej : Samoobrona : dlaczego? przed czym?*, Varsovie, Agencja Wydawniczo-Prasowa "Wyrz", 1993.

Néanmoins, au début du mois de décembre 1991, le projet de transformation du KKSZ en syndicat agricole national ne va pas de soi tant le degré de structuration de ce groupement reste faible et son nombre de membres limité. Deux éléments participent à le faire percevoir comme relevant du champ du possible par ses futurs fondateurs. Le premier tient aux capitaux spécifiques dont ceux-ci disposent et que nous venons de détailler. L'expérience politique ou syndicale préalable ainsi que le

¹ « Dlaczego rząd podzielił chłopów? », *Gazeta Wyborcza*, 02/12/1991, p.12.

² Socha Krzysztof, « Trudno jest tworzyć... », *Rolnik Rzeczypospolitej*, 1992.

niveau d'étude relativement élevé dont la plupart d'entre eux peuvent se prévaloir participent en effet indéniablement à la fois à les faire s'estimer compétents à initier la création d'une nouvelle organisation syndicale et à atténuer l'obstacle symbolique constitué par les démarches administratives nécessaires à celle-ci. Le second tient à la simplicité objective des procédures d'enregistrement d'un syndicat agricole national à cette époque en Pologne. Détaillées dans les articles trois et quatre de la loi du 7 avril 1989, les formalités à respecter pour enregistrer un syndicat d'agriculteurs individuels sont en effet relativement peu contraignantes, notamment en ce qui concerne le nombre nécessaire de membres fondateurs.

Extrait de la loi du 7 avril 1989 sur les syndicats d'agriculteurs individuels.

Article 3

1. Les agriculteurs ayant l'intention de fonder un syndicat d'agriculteurs individuels doivent élire un comité fondateur et voter des statuts. Le jour du dépôt des statuts au tribunal pour enregistrement, le nombre d'agriculteurs participant à la création du syndicat doit être au minimum de trente ; dans le cas des syndicats locaux associant des agriculteurs résidant dans une seule et même commune de dix seulement.

2. En ce qui concerne les syndicats nationaux, le nombre d'agriculteurs participant à la création doit être au minimum de trente et ceux-ci doivent résider dans au moins vingt-cinq voïvodies différentes.

Article 4

Les statuts d'un syndicat d'agriculteurs individuels doivent préciser son nom, son siège, le périmètre territorial et thématique de son activité, ainsi que ses objectifs, les modalités d'acquisition et de perte du statut de membre, les droits et devoirs de ses membres, la structure organisationnelle du syndicat et de sa direction, les modalités de la désignation et du renvoi de cette dernière, les sources de financement de l'activité du syndicat, les modalités de révision et de changement des statuts ainsi que les moyens de dissolution du syndicat.

Traduit par nos soins. Sources : « Ustawa z dnia 7 kwietnia 1989 r. o związkach zawodowy rolników indywidualnych », *Dziennik Ustaw*, n°20, 1989.

Déposés au cours du mois de décembre, les statuts du ZZR *Samoobrona* sont validés et enregistrés par le tribunal de Varsovie le 10 janvier 1992. En mobilisant les réseaux préconstitués du KKS, ses fondateurs sont parvenus à obtenir des parrainages provenant de 32 voïvodies différentes (sur 49) et donc à doter le syndicat du statut d'organisation nationale¹. Dans ses statuts fondateurs, le syndicat se donne pour objectifs de « défendre la propriété privé et les intérêts économiques et sociaux des agriculteurs et de leurs familles » et réaffirme la centralité de la question du surendettement agricole dans son offre de représentation². Andrzej Lepper est désigné

¹ « *Samoobrona* », *Gazeta Wyborcza*, 12/01/92, p.2.

² « Broń się sam », *Zielony Sztandar*, 26/01/92, p.3.

président de la nouvelle organisation qui prétend alors, certainement très exagérément, compter 5 000 membres. Le nouveau syndicat se dote d'une adresse de prestige sur la rue *Nowy Świat*, l'une des principales artères commerciales du centre de Varsovie¹.

¹ Il ne s'agit néanmoins alors que d'un simple local dans le Pałac Branickich au 18/20 *Nowy Świat*, bâtiment dans lequel de nombreuses autres organisations (dont le KPN) et entreprises ont leur adresse.

Section 3 : Une représentativité à conquérir.

L'article 8 alinéa 2 de la loi du 7 avril 1989 sur les syndicats d'agriculteurs individuels stipule que « Les organes de l'État et des collectivités locales sont dans l'obligation de traiter à égalité, dans le cadre de leurs activités, tous les syndicats d'agriculteurs individuels ou organisations socioprofessionnelles d'agriculteurs ». Bien qu'ayant force de loi, ce principe n'est cependant dans la pratique pas le seul à régir les relations entre les syndicats agricoles et les pouvoirs publics¹. Les rapports personnels d'interconnaissance, forgés notamment par les pratiques militantes communes du temps de la République Populaire, que ce soit dans les formations officielles du régime ou dans l'opposition, les alliances politiques, qui s'expriment en période électorale et au sein des groupes parlementaires, mais aussi les habitudes liées à une participation régulière aux organes de concertation jouent en effet un rôle tout aussi décisif, si ce n'est plus, dans la définition des interactions entre les détenteurs de positions de pouvoir au sein de l'État et les représentants des syndicats agricoles. Ainsi, l'officialisation par le Tribunal de Varsovie de la création du ZZR *Samoobrona* ne s'accompagne pas mécaniquement de sa reconnaissance comme un interlocuteur et un représentant légitime de la paysannerie par les autorités. Nouveau venu dans le champ de représentation de la paysannerie, ce syndicat ne dispose en effet pas des ressources qui permettent au NSZZRI « S » et au KZRKiOR d'avoir un accès routinisé aux centres de décision politique. D'autant moins que c'est avec une circonspection teintée de méfiance que l'annonce de la création du ZZR *Samoobrona* est accueillie par les dirigeants des syndicats agricoles préexistants et par la plupart des responsables politiques. Début janvier, Gabriel Janowski, président du NSZZRI « S » et par ailleurs nouveau ministre de l'Agriculture, qualifie ainsi le ZZR *Samoobrona* de simple « lubie de quelques individus »².

Dans le cadre de cette section, nous nous intéresserons à la manière dont le ZZR *Samoobrona* s'attache dans les premiers mois de son existence à se faire reconnaître par les pouvoirs publics dans sa prétention à participer à la définition et à la

¹ Sur les cadres et les conditions de l'interaction entre des agents de l'État, des élus et des représentants de groupes d'intérêts, exemplifiés par le cas du « système politico-administratif local », on pourra se référer à Lagroye Jacques, François Bastien & Sawicki Frédéric, *op.cit.*, p.121-131.

² Socha Krzysztof, « Trudno jest tworzyć... », *Rolnik Rzeczypospolitej*, 1992.

représentation des intérêts de la paysannerie, et plus particulièrement de ceux des agriculteurs surendettés. Comment republiciser le problème du surendettement agricole, alors que celui-ci est largement absent des débats politiques nationaux depuis l'action devant le Parlement d'octobre et novembre 1991? Quels modes d'action adopter pour s'imposer comme un acteur qui compte dans le champ de représentation de la paysannerie, en dépit des faibles ressources mobilisables ? Tel est le double dilemme auquel sont confrontés les dirigeants du syndicat au début de l'année 1992.

Nous verrons ici que, dans les semaines suivant son enregistrement, les premières actions entamées dans un cadre légal par le ZZR *Samoobrona* pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur le problème du surendettement agricole et sur son existence s'avèrent inefficaces à pallier son isolement (A). Nous montrerons que ce n'est qu'au mois d'avril, par l'organisation d'une occupation du ministère de l'Agriculture, que le syndicat parvient pour la première fois à acquérir une certaine notoriété et, dans un contexte d'extrêmes tensions sociales, politiques et institutionnelles, à contraindre les pouvoirs publics à le considérer comme un interlocuteur incontournable dans le traitement du dossier agricole (B).

A) Un nouveau syndicat en quête de reconnaissance.

Lors de sa création, le ZZR *Samoobrona* est un acteur extrêmement marginal dans le champ de représentation de la paysannerie et fait figure de « nain » syndical à côté de ses homologues, le NZZRI « S » et le KZRKiOR (1). Les premiers moyens d'action définis par les dirigeants du nouveau syndicat s'avèrent incapables de pallier cette situation (2).

1) L'isolement originel du ZZR *Samoobrona*.

En rupture avec le thème normatif de l'unité du mouvement paysan, les fondateurs du ZZR *Samoobrona* adoptent dès son enregistrement une posture extrêmement critique à l'égard de l'ensemble des organisations paysannes traditionnelles. Accusant ces

dernières de privilégier les ambitions politiques de leurs dirigeants à la défense des intérêts de la paysannerie, ils s'attachent à légitimer leur entreprise de structuration d'un nouveau syndicat en prônant un renouvellement des pratiques syndicales, à distance de tout engagement « politique ». En témoignent ces deux déclarations d'Andrzej Lepper aux journalistes de *Gazeta Wyborcza* et de *Zielony Sztandar* :

« Il n'y a pas aujourd'hui de syndicat qui se bat réellement pour améliorer la situation difficile des agriculteurs, ceux qui existent se battent plutôt pour une place au Parlement ou au Gouvernement ».

Cité in : « *Samoobrona* », *Gazeta Wyborcza*, 12/01/1992, p.2.

« Le nouveau syndicat *Samoobrona* est le produit du mécontentement des agriculteurs qui s'est exprimé l'année dernière à Zamość, à Darłowo et à Varsovie. Les agriculteurs ont alors pris conscience, qu'en dépit de la multitude des forces politiques existantes, la campagne polonaise était abandonnée et qu'il n'existait personne pour la défendre. Il leur est apparu que les syndicats existants ne prenaient malheureusement pas en charge efficacement les intérêts des paysans et se compromettaient avec le gouvernement ».

Cité in : « *Broń się sam* », *Zielony Sztandar*, 26/01/1992, p.3.

Cette stratégie de dénonciation des autres protagonistes du champ de représentation de la paysannerie, si elle offre la possibilité au nouveau syndicat de se démarquer, le prive cependant également de tous relais politiques et institutionnels. Partenaires de la nouvelle majorité gouvernementale, les principales organisations paysannes réunies au sein du PSL-SP d'un côté et du RL-PL de l'autre monopolisent en effet pour la première fois depuis l'été 1990 l'essentiel des postes de pouvoir politique national en lien avec le secteur agricole. Outre le ministère de l'Agriculture (Gabriel Janowski : RL-PL), elles se partagent les présidences des commissions de l'Agriculture à la Diète (Antoni Furtak : RL-PL) et au Sénat (Sylwester Gajewski : PSL-SP). Par ailleurs, Henryk Bąk (PL-RL) et Józef Zych (PSL-SP) sont élus vice-maréchaux de la Diète, et Józef Ślisz (PL-RL) du Sénat. Forts de leurs nombreux élus et de leur participation à des alliances prenant part, plus ou moins directement, à l'exercice gouvernemental, le KZRKiOR et surtout le NSZZRI « S » bénéficient alors d'un accès privilégié, si ce n'est réservé, aux centres du pouvoir politique.

Au début de l'année 1992, la capacité d'action du ZZR *Samoobrona* paraît ainsi extrêmement réduite¹. Nouveau venu dans le champ de représentation de la paysannerie, le syndicat est encore faiblement doté en ressources financières et militantes² et ne dispose d'aucune relation au sein de l'administration ou des forces politiques implantées, particulièrement pas parmi les organisations revendiquant leur identité paysanne qui le perçoivent comme un nouveau concurrent illégitime.

2) Quel mode d'action adopter ?

En dépit de l'ambition affichée de « défendre les campagnes polonaises » dans leur ensemble, les premières revendications portées par le ZZR *Samoobrona* se limitent dans les faits – assez logiquement au vu des modalités de genèse de l'organisation – à la seule question de l'endettement agricole. Lors de l'enregistrement du syndicat, Andrzej Lepper déclare ainsi que les objectifs premiers de celui-ci sont d'obtenir l'application effective des accords du 14 novembre ainsi que le plafonnement des taux d'intérêts des crédits agricoles à 12%³. Néanmoins, à défaut de pouvoir peser directement sur les instances de décision politique ou « faire parler le nombre » en organisant des manifestations de grande ampleur⁴, le ZZR *Samoobrona* est contraint de définir des moyens d'action alternatifs pour porter ces revendications et tenter de se faire reconnaître le droit de participer à la représentation du groupe des agriculteurs, ou du moins d'une de ses franges. En effet, comme le rappelle Erik Neveu, « Aucun groupe ne choisit « sur catalogue », en raison de sa seule rationalité ou séduction, un type d'action protestataire. La valorisation d'une forme d'action s'opère sous contraintes : de ressources, de dispositions, de situation, de perception

¹ La capacité d'action d'un groupe est en effet largement fonction « des ressources financières qu'il peut obtenir, des positions sociales de ses membres et des relations dont ils disposent dans l'administration ou les partis politiques, de leur aptitude à mobiliser des appuis dans différents secteurs de la vie sociale et à conférer une portée symbolique forte à la défense de leurs intérêts » : Lagroye Jacques, François Bastien & Sawicki Frédéric, *op.cit.*, p.286.

² Aucune information précise n'existe sur l'ampleur des moyens financiers dont dispose à l'origine le ZZR *Samoobrona*, ce qui n'a pas manqué d'alimenter les rumeurs quant à l'origine de l'organisation. Néanmoins, aucun élément non plus ne permet de supposer sérieusement que le syndicat ait bénéficié d'une aide financière extérieure et il semble bien qu'à ce moment de son existence, les cotisations des militants constituent l'essentiel de ses maigres revenus.

³ « Broń się sam », *Zielony Sztandar*, 26/01/1992, p.3.

⁴ Offerlé Michel, *Sociologie des groupes d'intérêts*, *op.cit.*, p.110.

des modalités de l'affrontement »¹. Dans cette optique, l'activisme du syndicat se développe essentiellement suivant deux directions complémentaires dans les premières semaines suivant son enregistrement : au niveau local, par la mise en place de groupes de protection des agriculteurs surendettés, « les sections anti-saisies », et au niveau national, par l'interpellation plus ou moins directe des pouvoirs publics sur la situation des agriculteurs surendettés.

La création de « comités anti-saisies » est justifiée par la direction du ZZR *Samoobrona* par la non-application sur le terrain des dispositions de l'accord du 14 novembre concernant la suspension de la saisie des biens des agriculteurs surendettés. Accusant les autorités locales de fermer les yeux sur cette situation, le syndicat appelle les agriculteurs à organiser leur « autodéfense » afin de faire respecter leurs droits. Concrètement, il s'agit, comme l'explique Andrzej Lepper, d'inverser le rapport de force en faveur de l'agriculteur afin de pousser les banquiers à la négociation :

« Nous allons mettre en place des « sections anti-saisies ». Ces sections interviendront dans le cas où une procédure de saisine illégitime aurait lieu dans l'exploitation d'un agriculteur endetté. Au début, on négociera avec le directeur de la banque et avec l'huissier afin, si cela est possible, de trouver une solution qui satisfasse toutes les parties. Dans les cas où la saisine illégitime serait mise en œuvre malgré tout, nous avons l'intention de dresser une liste de tous les fonctionnaires qui causent du tort aux agriculteurs et de toutes les personnes à l'origine de leur faillite. Ensuite nous publierons cette liste de noms dans notre journal *Gazeta Rzeczypospolitej*. »

Cité in « Broń się sam », *Zielony Sztandar*, 26/01/1992, p.3.

Si, à ce stade de la vie de l'organisation, il est délicat d'estimer l'effectivité et l'efficacité de ce mode d'action, aux ambitions alors somme toute assez modestes², il ne fait guère de doute qu'il participe également d'une entreprise de développement des structures locales du syndicat.

La composante la plus visible de l'activisme du ZZR *Samoobrona* dans les premières semaines suivant son enregistrement réside dans les tentatives répétées de sa direction

¹ Neveu Erik, « Répertoire d'action des mobilisations », in Cohen Antonin, Lacroix Bernard & Riutort Philippe (dir.), *op.cit.*, p.503.

² D'autant plus qu'il semble que le journal *Gazeta Rzeczypospolitej* évoqué par Lepper n'a dans les faits jamais vu le jour. Quant à *Rolnik Rzeczypospolitej*, la première publication du syndicat, son tirage reste confidentiel et limité à la région de Koszalin.

d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur le problème du surendettement et de se faire reconnaître comme un interlocuteur à part entière dans leur traitement du dossier agricole, comme l'égal des autres syndicats – statut que la loi est censée lui garantir. Pour ce faire, les dirigeants multiplient dans un premier temps les courriers et lettres aux plus hautes autorités de l'État : Premier ministre, Président, Maréchal de la Diète ou encore ministre de l'Agriculture. Le 20 janvier, une première lettre est ainsi adressée au Premier ministre Jan Olszewski afin de l'interpeller sur la situation de l'agriculture polonaise, dépeinte par la direction du ZZR *Samoobrona* comme dramatique, et lui demander d'infléchir la politique gouvernementale dans ce secteur :

Varsovie, le 20 janvier 1992.

Cher Monsieur le Premier ministre,

la situation de l'agriculture polonaise et de ses travailleurs est de plus en plus dramatique de jour en jour, d'heure en heure. En l'absence d'un cadre juridique clair, les nombreuses failles légales conduisent les campagnes polonaises à leur perte et rien ne permet de présager de la moindre amélioration. [...] La création de notre syndicat, comme le laisse entendre son nom, est une forme spécifique d'autodéfense de l'agriculture face à la menace d'anéantissement qui pèse sur elle du fait des manquements et des erreurs intentionnelles du gouvernement, des centrales syndicales et, dans une moindre mesure, des décideurs locaux. [...] Dans cette situation, nous sommes contraints d'exiger que les autorités centrales et régionales considèrent les campagnes polonaises comme une composante à part entière des problèmes polonais actuels. Nous espérons une déclaration écrite de votre part sur les questions de la situation et des perspectives des campagnes polonaises.

Avec nos sentiments les plus respectueux,

Pour le Prezydium du Conseil National du ZZR *Samoobrona*

Andrzej Lepper

Traduit par nos soins. Sources : « Pan Premier Rządu PR Jan Olszewski », 20/01/1992, reproduit in *Rolnik Rzeczypospolitej*, 1992.

Quelques jours plus tard, c'est au tour du Président de la République Lech Wałęsa d'être interpellé vigoureusement :

Varsovie, le 25 janvier 1992.

Cher Monsieur le Président de la République,

Conscients de la quantité et de l'importance des tâches que vous avez à traiter, nous vous demandons de faire preuve d'une compréhension particulière à l'égard de la situation dramatique de l'agriculture polonaise, qui est source de tragédies personnelles. [...] Voulant éviter le risque d'une vague d'actions

de protestation incontrôlées, le Prezydium du ZZR *Samoobrona* vous réitère¹ sa demande de rendez-vous. [Au cours de ce rendez-vous] nous désirerions vous exposer la situation et réfléchir avec vous sur ce qui a provoqué l'effondrement de l'agriculture et sur les solutions permettant de mettre fin à la tragédie et d'éviter des protestations incontrôlées. [...] Nous vous prions de prendre au sérieux le ZZR *Samoobrona*, et à travers lui toute l'agriculture polonaise, en fixant sans plus attendre ce rendez-vous.

Respectueusement,

Le président du ZZR *Samoobrona* :

Andrzej Lepper

Traduit par nos soins. Sources : « Pan Lech Wałęsa Prezydent RP », 25/01/1992, reproduit in *Rolnik Rzeczypospolitej*, 1992.

Alternant formules de politesse, ton menaçant et dénonciation des organisations paysannes existantes, qui participent pourtant à la majorité gouvernementale, ces courriers-manifestes, en rupture avec les canons des adresses officielles, ne rencontrent pas l'écho escompté. Ils restent dans leur quasi-totalité lettre morte et ne sont l'objet d'aucune publication dans la presse nationale.

Face à l'échec de cet « activisme de la plume », le Prezydium du ZZR *Samoobrona* s'engage à la fin du mois de février 1992 dans une stratégie de juridiciarisation du problème du surendettement². Le 26 février, Andrzej Lepper, Paweł Skórski et Marek Lech, déposent en effet, comme le statut officiel de Syndicat d'agriculteurs individuels du ZZR *Samoobrona* les y autorise, une requête auprès du Tribunal Constitutionnel, afin notamment de faire invalider la possibilité légale qu'ont les banques de réévaluer unilatéralement les taux d'intérêts d'un crédit en cours³. Plus que de viser à un règlement juridique de cette question – qui ne saurait aboutir qu'à

¹ Le 16 janvier, une première demande de rendez-vous avait été refusée par le Cabinet du président au motif que « du fait de la quantité des tâches qu'il a à traiter à la tête de l'État, le Président ne sera pas en mesure de recevoir des représentants syndicaux dans l'immédiat » : Cité in « Pan Andrzej Lepper » (Courrier à Andrzej Lepper), 16/01/1992, reproduit in *Rolnik Rzeczypospolitej*, 1992.

² Comme le note Eric Agrikoliansky : « Le droit, technologie propre aux États modernes, constitue une voie privilégiée d'accès à l'État et d'expression de revendications normatives », in Agrikoliansky Eric, *La ligue française des droits de l'homme et du citoyen depuis 1945 : Sociologie d'un engagement civique*, Paris, L'Harmattan, 2002, p.277. Sur le recours au droit comme ressource pour les groupes d'intérêts, on se référera au dossier consacré à cette question dans *Sociétés Contemporaines* : « Groupes d'intérêt et recours au droit », *Sociétés Contemporaines*, n°52, 2003, p.5-104. Voir également : Israël Liora, « Usages militants du droit dans l'arène judiciaire : le cause lawyering », *Droit et société*, 2001, vol.3, n°49, p.793-824 et plus récemment Israël Liora, *L'arme du Droit*, Paris, Presses de la FNSP, 2009.

³ « Wniosek do Trybunału Konstytucyjnego w Warszawie » (Requête au Tribunal Constitutionnel de Varsovie), 26/02/92, reproduit in *Rolnik Rzeczypospolitej*, 1992.

l'issue d'une procédure longue et coûteuse en ressources dont le syndicat est largement dépourvu¹ – le dépôt de cette requête nous semble surtout devoir être compris comme participant, à la manière des lettres ouvertes, d'une tentative d'interpellation des pouvoirs publics sur le problème du surendettement autour duquel le syndicat s'est constitué.

En dépit de l'activisme multiforme de ses militants au début de l'année 1992, le ZZR *Samoobrona* ne parvient alors ni à republiciser l'enjeu du surendettement agricole dont il se veut le porte-parole, ni à pallier son manque de notoriété et son isolement politique. Ainsi, seul le ministre de l'Agriculture accepte de recevoir une délégation du nouveau syndicat à la fin du mois de janvier. L'entrevue tourne à la passe d'arme : accusé par Andrzej Lepper de ne pas avoir conscience de la réalité de la situation de l'agriculture polonaise, Gabriel Janowski riposte en dénonçant vertement la démagogie du nouveau syndicat². Quant aux autres responsables politiques polonais – Président, Premier ministre, chefs de partis – ils ignorent superbement le ZZR *Samoobrona*. Bien qu'invités, aucun d'entre eux n'assiste au premier Congrès du syndicat qui se tient dans la « Hala Gwardii » de Varsovie dans les premiers jours d'avril 1992³.

B) Faire attester sa représentativité par la force.

Les premiers mois de la législature élue lors des élections du 27 octobre sont marqués par l'incapacité du gouvernement Olszewski à s'assurer une majorité stable à la Diète, la résurgence de mobilisations protestataires d'ouvriers et d'employés du secteur public, et la récurrence des conflits institutionnels opposant le Parlement, le Gouvernement et la Présidence. Cette situation se traduit par une fluidification tendancielle de la conjoncture politique⁴, exacerbée à partir du printemps, qui affecte

¹ La requête sera finalement rejetée par le Tribunal Constitutionnel en décembre 1992 : Cf. « Orzeczenie w imieniu Rzeczypospolitej Polskiej z dnia 15 grudnia 1992 r » consulté le 2 avril 2009 sur <http://prawo.money.pl/orzecznictwo/trybunal-konstytucyjny/orzeczenie;z;dnia;1992-12-15,k,6,92,136,orzeczenie.html>.

² « Minister w helikopterze », *Gazeta Wyborcza*, 30/01/1992, p.2.

³ « *Samoobrona* nie Znaczy w Pojedynek », *Zielony Sztandar*, 05/04/1992.

⁴ Michel Dobry dégage trois propriétés principales caractéristiques des situations de conjoncture fluide : la déssectorisation conjoncturelle de l'espace sociale, l'incertitude structurelle et la désobjectivation des rapports sectoriels. Cf. Dobry Michel, *op.cit.*, p.125-169. Dans le cas qui nous

les interactions entre les différents secteurs de l'espace politique (1). C'est dans ce contexte, certainement perçu comme constituant une « fenêtre d'opportunité »¹ pour l'action par les dirigeants du syndicat que le ZZR *Samoobrona* organise sa première action protestataire d'envergure nationale. Près de cent cinquante militants du syndicat, réunis à Varsovie quelques jours plus tôt à l'occasion de son 1^{er} Congrès, pénètrent en effet dans le bâtiment du ministère de l'Agriculture le 9 avril pour y commencer une occupation qui durera au final près de trois semaines. Objet d'une intense lutte pour l'imposition de la définition du conflit², opposant dans un premier temps principalement les manifestants et le ministère de l'Agriculture, cette action doit selon nous se comprendre comme un « coup »³ tenté, nous le verrons avec succès, par les dirigeants du syndicat pour redéfinir en leur faveur la nature de leurs relations avec les détenteurs de positions de pouvoir et s'imposer comme des acteurs légitimes pour la représentation de la paysannerie (2).

1) Une conjoncture politique fluide : la « crise » du début de la I^e législature.

Dans les semaines suivant les élections législatives d'octobre 1991, une analyse de la situation politique en termes de « crise » s'impose rapidement parmi les différents protagonistes du champ politique. Du fait même de la croyance des acteurs en l'existence de cette « crise », on assiste au début de l'année 1992, avec une vigueur accrue à partir du printemps, à une fluidification de la conjoncture politique. Celle-ci se traduit notamment par le fort degré d'incertitude qui affecte alors les interactions entre les différentes forces parlementaires, entre les différentes arènes du champ politique, ainsi qu'entre les principales institutions étatiques.

Les débats récurrents sur la composition de la coalition gouvernementale constituent sans aucun doute l'élément le plus visible de l'incertitude caractérisant les rapports

intéresse ici, bien que la situation ne puisse pas à notre avis être, à proprement parler, considérée comme une situation de crise au sens de Dobry, des processus de désobjectivation des rapports sectoriels et de brouillage des logiques sectorielles routinières sont néanmoins, nous le verrons, clairement identifiables.

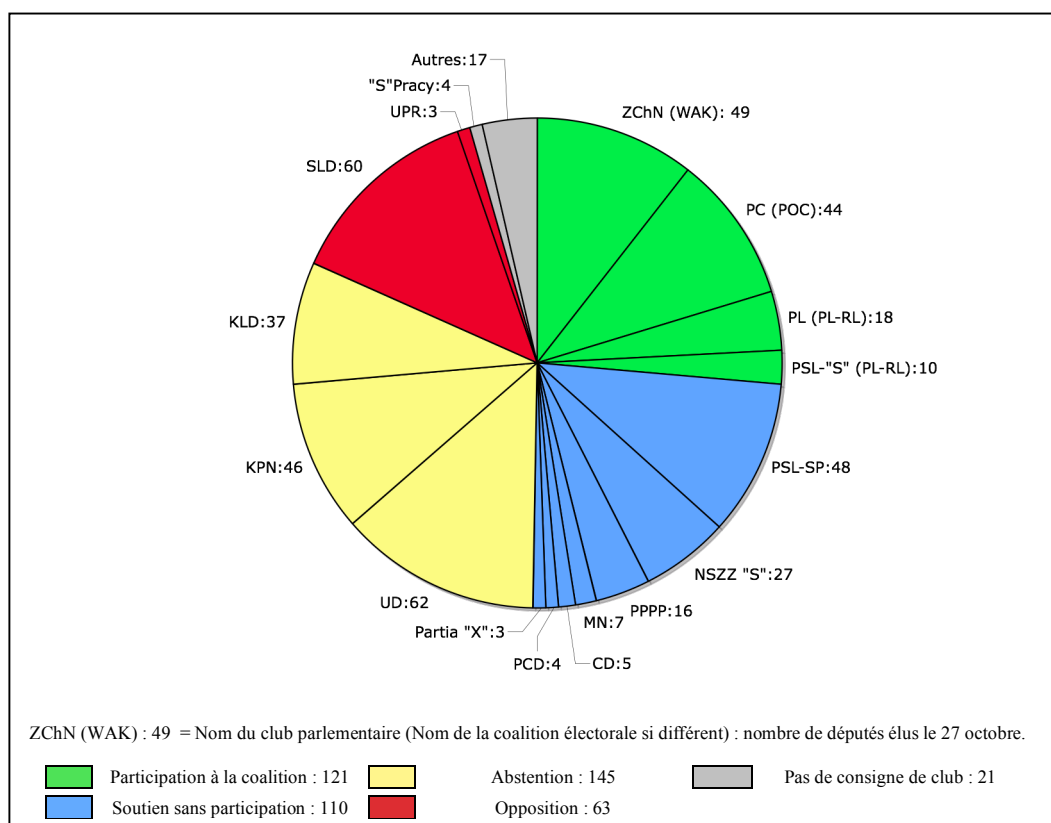
¹ Lagroye Jacques, François Bastien & Sawicki Frédéric, *op.cit.*, p.525.

² *Ibid.*, p.33.

³ Dobry Michel, *op.cit.*, p.11-12.

entre les forces parlementaires¹. Unissant plusieurs formations d'importance secondaire – le ZChN (49 députés), le PC (44 députés) et le RL-PL (28) – le gouvernement de Jan Olszewski ne dispose en effet d'aucune majorité à la Diète et ne doit son investiture le 23 décembre 1991 qu'au soutien sans participation que lui apporte alors plusieurs clubs parlementaires, dont le PSL-SP (48 députés)².

Graphique 1 : consignes de vote des clubs Parlementaires lors du vote du 23 décembre 1991 sur l'investiture du gouvernement Olszewski.



Au final, sur 434 votants, 235 députés se prononcent pour l'investiture du gouvernement Olszewski, 60 contre et 139 s'abstiennent.

Réalisé par nos soins. Sources : sténogrammes de la séance de la Diète du 23 décembre 1991, www.sejm.gov.pl.

¹ Pour plus d'information sur la situation politique suite aux élections de 1991 on pourra se référer à : Millard Frances, *The anatomy of New Poland*, Aldershot, Edward Elgar Publishing Limited, 1994, p.93-99 ; Jasiewicz Krzysztof, « Polish Politics on the Eve of the 1993 Elections: Toward Fragmentation or Pluralism? », *Communist and Post-Communist Studies*, vol.26, n°4, 1993, p.387-411 ; ou encore : Wiatr Jerzy, « Pięć parlamentów III Rzeczypospolitej », in Wiatr Jerzy, Raciborski Jacek, Bartkowski Jerzy, Frączak-Rudnicka Barbara & Kiliński Jarosław (dir.), *Demokracja Polska : 1989-2003*, Warszawa, WN Scholar, 2003, p.106-110.

² Comme le note Frances Millard : « La Diète accepte d'investir le gouvernement Olszewski principalement du fait de l'absence d'alternative crédible. L'incapacité à accorder la confiance à un gouvernement risquait en effet d'avoir de graves conséquences : que le président lui-même prenne la tête du gouvernement (une proposition constitutionnellement douteuse) ou que de nouvelles élections soient organisées. », Millard Frances, *op.cit.*, p.95.

Dans ce contexte, les négociations entre les différents acteurs intéressés par une participation au gouvernement se poursuivent tout au long des premiers mois de l'année 1992 et la question des alliances continue à constituer le point focal de l'activité tactique de la plupart des responsables politiques. Alors que des projets de coalition différents sont évoqués quasi-quotidiennement, des divergences stratégiques se font jour au sein de certaines formations et provoquent plusieurs recompositions au Parlement¹. La coalition PL-RL explose ainsi dès les premiers jours de janvier. Les responsables du PSL-Solidarność, dont dix députés, décident en effet de rompre avec leurs alliés du NSZZRI « S » et du PSL Mikołaczyk afin de se rapprocher du PC de Jarosław Kaczyński². Sans aller jusqu'à provoquer une scission, les questions des alliances et du rapport au gouvernement Olszewski sont également l'objet de vifs débats et d'hésitations stratégiques au sein de la coalition PSL-SP. Soufflant le chaud et le froid avec le Premier ministre, le président du PSL Waldemar Pawlak menace régulièrement de rejoindre l'opposition tout en participant à plusieurs cycles de négociations afin de formaliser la participation de son parti au gouvernement. Sans succès, puisque, à la fin du mois de mars, toutes les discussions visant à élargir la coalition ont échoué. Plus de quatre mois après sa formation, le gouvernement Olszewski reste privé d'une majorité à la Diète, est sous la menace permanente d'une motion de censure et paraît dans l'incapacité de faire adopter son projet de budget³.

La fluidification de la conjoncture ne se limite cependant pas à l'arène parlementaire et affecte également les rapports entre le champ de la politique institutionnelle et celui des mouvements sociaux. Au cours des premières semaines de l'année 1992, on assiste en effet à une croissance sensible du nombre des mobilisations protestataires dans différents secteurs : industrie, fonction publique, transport, etc. Si les revendications des grévistes sont principalement d'ordre socio-économique, le mouvement a une signification politique indéniable. Les principaux organisateurs des

¹ *Ibid.*, p.141.

² Dès le lendemain des élections, des tensions avaient émergé entre les dirigeants du PSL-Solidarnosc et leurs partenaires au sein de la coalition RL-PL. Les dix députés du PSL-Solidarnosc avaient ainsi constitué leur propre club parlementaire. Néanmoins, ce n'est que début janvier que le « divorce » est formellement acté du fait de divergences profondes quant aux alliances politiques. Alors que le PSL-Solidarnosc signe un accord de coopération avec le PC, les élus du NSZZRI privilégient quant à eux, à ce moment-là, la piste d'un rapprochement avec le ZChN voire le PSL-SP : « Nowe Alianse Centrum », *Gazeta Wyborcza*, 06/01/1992, p.3 ; « Ślub PC z PSL « S » », *Gazeta Wyborcza*, 13/01/1992, p.3.

³ « Sejm odrzucił program rządu », *Gazeta Wyborcza*, 06/03/1992, p.1.

grèves, les syndicats OPZZ et Solidarité (NSZZ « S ») ont en commun d'être également investis dans le jeu politique et de disposer d'une représentation parlementaire, en coalition pour le premier et de manière autonome pour le second. Aisément compréhensible pour l'OPZZ, principal allié du parti d'opposition SLD, le recours à la grève en ce début de législature paraît plus paradoxal pour le NSZZ « S » qui, au Parlement, apporte formellement un soutien sans participation au nouveau gouvernement. Il doit selon nous se comprendre comme participant d'une stratégie du syndicat afin de tenter de « peser » davantage sur les rapports de force politique. En effet, en dépit de la taille relativement réduite de son club parlementaire (27 députés et 11 sénateurs), la participation du NSZZ « S » à un mouvement de contestation est, du fait de son héritage et de la force symbolique du label Solidarité dont se revendiquent également les différents partenaires de la coalition, particulièrement embarrassante pour le gouvernement Olszewski. Ainsi, « en jouant sur différents tableaux », en transgressant la frontière entre activités syndicales et parlementaires, les représentants du NSZZ « S » contraignent les forces gouvernementales à accorder une attention toute particulière à leurs revendications, qu'elles concernent des enjeux « syndicaux » – par exemple l'emploi et les salaires – ou plus directement « politiques » – comme la composition du gouvernement ou l'orientation du budget proposé par le gouvernement¹. En d'autres termes, en poussant le gouvernement à être plus perméable aux demandes des acteurs extra-institutionnels, ils s'attachent à pallier l'importance secondaire du club parlementaire du NSZZ « S » pour conserver au syndicat une position centrale au sein du jeu politique polonais. Ce faisant, ils participent à « désenclaver les arènes de confrontation »² et à brouiller encore davantage la distinction déjà extrêmement labile entre pratiques politiques, syndicales et contestataires. Paradoxalement, on observe au même moment une dynamique exactement inverse au sein du champ de représentation de la paysannerie. Le KZRKiOR, qui tend alors à s'intégrer au système d'action du PSL auquel il est allié au sein du club parlementaire PSL-SP, et le NSZZRI « S » renoncent en effet au début de l'année 1992 à mobiliser un répertoire d'action contestataire. Leurs dirigeants privilégient désormais nettement des pratiques institutionnelles de représentation que ce soit au Parlement ou, pour le NSZZRI « S », au gouvernement. Le remplacement

¹ Cf. Ost David, *The Defeat of Solidarity : Anger and Politics in Postcommunist Europe*, Ithaca & London, Cornell University Press, 2005, p.73.

² Dobry Michel, *op.cit.*, p.128-129.

de Gabriel Janowski à la tête du NSZZRI « S » par Roman Wierzbicki, par ailleurs également député, ne s'accompagne pas dans un premier temps d'une remise en cause de cette stratégie. Bien qu'émettant quelques critiques à l'égard de la politique du gouvernement, Wierzbicki confirme le soutien du syndicat à la coalition et son renoncement, au moins temporaire, à la grève comme mode d'action¹.

Enfin, en l'absence de routines institutionnelles, c'est-à-dire « d'inscription dans des dispositifs stables des tâches habituellement attachées à un rôle »², la fluidification de la conjoncture politique consécutive aux élections parlementaires d'octobre 1991 se traduit également par une exacerbation des tensions entre les principales institutions politiques de la République de Pologne. Alors que la question de la rédaction d'une nouvelle constitution constitue l'un des principaux enjeux de la I^e législature de la Diète, on assiste à l'émergence de conflits non-euphémisés, portant sur l'organisation et la forme du régime, entre les détenteurs de différentes positions de pouvoir au sein de l'ordre institutionnel. Affaibli par son manque de majorité parlementaire, le gouvernement doit ainsi faire face au début de l'année 1992 à des initiatives répétées en provenance de la Diète et de la Présidence visant à limiter ses prérogatives et son domaine d'action. La légitimité du gouvernement à prendre en charge certains dossiers est ainsi régulièrement contestée par des députés à la Diète, notamment au sein des commissions parlementaires³. Néanmoins, c'est indéniablement de la présidence que proviennent les attaques les plus vives à l'égard de l'institution primo-ministérielle et du gouvernement⁴. Dès son élection en 1990, le président Wałęsa s'était clairement prononcé pour un renforcement de la fonction présidentielle. Au lendemain des élections parlementaires de 1991, il évoque même un temps, à l'horreur de la plupart des députés et des commentateurs de la vie politique polonaise,

¹ Désigné président par intérim du syndicat au début du mois de janvier 1992, Roman Wierzbicki lève rapidement toute ambiguïté quant à l'attitude du NSZZRI « S » à l'égard du gouvernement en lui confirmant son soutien et en annonçant continuer à privilégier la négociation à toute forme de contestation : « Związek rolników pełen zrozumienia », *Gazeta Wyborcza*, 15/01/1992, p.2 ; tout en faisant part de certaines réserves à l'égard de la politique budgétaire du gouvernement et de sa composition, il réaffirme cette orientation lors de son élection formelle à la présidence du syndicat le 22 mars 1992 : « Solidarność RI za rządem i przeciw », *Gazeta Wyborcza*, 23/03/1992, p.5.

² Lagroye Jacques, François Bastien & Sawicki Frédéric, *op.cit.*, p.146.

³ Sur l'importance des commissions parlementaires en Pologne et leur influence décisive sur le processus législatif et le contrôle de l'exécutif, on se référera à : Sanford George, *Democratic Government in Poland : Constitutional Politics Since 1989*, New York, Palgrave MacMillan, 2002, p.120-121.

⁴ Pour plus de détails sur les tensions récurrentes durant le mandat de Wałęsa entre la Présidence et le Gouvernement : Baylis Thomas A., « Presidents versus Prime ministers : Shaping Executive Authority in Eastern Europe », *World Politics*, vol.48, n°3, 1996, p.297-323.

la possibilité de se nommer lui-même au poste de Premier ministre et de cumuler ainsi les fonctions de chef de l'État et du gouvernement. Finalement contraint de désigner Jan Olszewski au poste de Premier ministre, Wałęsa réitère sa préférence pour une présidence forte dans un ensemble de propositions de réformes constitutionnelles qu'il présente à la Diète dans les premières semaines de la législature¹. Ne cachant pas son admiration pour le système institutionnel de la V^e République française et dénonçant régulièrement l'instabilité du gouvernement, le Président s'efforce au début de l'année 1992 d'imposer son « leadership » dans plusieurs domaines de l'action publique, notamment la Défense et les Affaires étrangères. Cette stratégie ne manque bien sûr pas de provoquer des conflits ouverts avec plusieurs ministres, dont celui de la Défense nationale Jan Parys², et accentue encore davantage la médiocrité des relations entre le Président Wałęsa et son Premier ministre Olszewski.

C'est dans ce contexte de fortes tensions politiques, sociales et institutionnelles que le ZZR *Samoobrona* initie sa première action de protestation de grande ampleur au début du mois d'avril.

2) L'occupation du ministère de l'Agriculture : un « coup » payant.

Le 9 avril 1992, près de cent cinquante militants du ZZR *Samoobrona* pénètrent à l'intérieur du bâtiment du ministère de l'Agriculture à Varsovie et installent un campement dans l'une des salles de réception située au rez-de-chaussée. Les revendications des manifestants sont claires : ils demandent l'application des accords de novembre, notamment en ce qui concerne l'arrêt des saisies des biens des agriculteurs surendettés, l'instauration de crédits agricoles à des taux préférentiels, 12% au maximum, et une entrevue avec le Premier ministre³.

Le fait que la première action de protestation nationale organisée par le ZZR *Samoobrona* soit l'occupation d'un bâtiment public n'est pas anodin. Le recours à cette pratique nous paraît en effet renvoyer tant aux faibles ressources alors

¹ Millard Frances, *op.cit.*, p.96.

² *Ibid.*, p.100.

³ « *Samoobrona okupuje* », *Gazeta Wyborcza*, 10/04/1992, p.5.

mobilisables par le syndicat qu'à la position dominée qu'il occupe encore quelques mois après sa création au sein du champ de représentation de la paysannerie¹. Alors que le ZZR *Samoobrona* peine à se faire reconnaître comme un porte-parole légitime de la paysannerie et à mobiliser autour de l'enjeu du surendettement agricole, ce mode d'action présente en effet plusieurs avantages potentiels pour le syndicat.

Tout d'abord, l'occupation du ministère de l'Agriculture offre l'opportunité au syndicat d'attirer l'attention sur lui en dépit de sa relative faiblesse numérique. Un défilé dans les rues de la capitale des cent cinquante participants à l'action aurait en effet eu un impact médiatique et politique bien moindre. Par son illégalisme et son caractère spectaculaire, l'occupation d'un ministère garantit à l'inverse au ZZR *Samoobrona* une couverture médiatique inédite, qui ne se démentira pas tout au long du mois d'avril [Tableau 4]. Parallèlement, elle crée un rapport de force qui contraint les pouvoirs publics à le reconnaître et à accorder une certaine attention à ses revendications. En effet, comme le rappelle Cécile Péchu, « La publicité faite aux actions, au sens premier du terme, agit sur les représentations que les autorités et l'« opinion publique » – ou du moins la perception que les autorités ont de l'opinion publique – se font de l'action collective et de ses auteurs, conditionnant ainsi pour partie les probabilités de répression ou de satisfaction des revendications »².

Tableau 4 : nombre d'articles du quotidien *Gazeta Wyborcza* évoquant le ZZR *Samoobrona* au cours des quatre premiers mois de l'année 1992.

	Janvier 1992	Février 1992	Mars 1992	Avril 1992	
				du 1er au 9	du 10 au 30
Articles centrés sur le ZZR <i>Samoobrona</i> ou l'une de ses actions	2	1	0	17	
				0	17
Articles évoquant le ZZR <i>Samoobrona</i> dans le cadre du traitement d'un autre sujet	1	0	1	3	
				0	3
Total des articles évoquant le ZZR	3	1	1	20	

¹ En effet, comme le note Etienne Pénissat, « les appropriations d'un mode d'action renvoient tant aux dispositions des acteurs qu'aux positions des organisations dans l'espace des mouvements sociaux » : Pénissat Etienne, « Les occupations de locaux dans les années 1960-1970 : Processus sociohistoriques de « réinvention » d'un mode d'action », *Genèses*, vol.2, n°59, 2005, p.72.

² Péchu Cécile, « Quand les «exclus» passent à l'action. La mobilisation des mal-logés », *Politix*, vol.9, n°34, 1996, p.123.

				0	20
--	--	--	--	---	----

Réalisé par nos soins. Sources : archives de l'édition nationale du quotidien *Gazeta Wyborcza* des mois de janvier, février, mars et avril 1992.

Ensuite, en regroupant sur un même lieu plus d'une centaine d'agriculteurs se disant directement concernés par le problème du surendettement, l'occupation permet au *ZZR Samoobrona* de « faire nombre », de donner à voir l'importance du groupe des surendettés et donc la prégnance de ce problème délaissé par les pouvoirs publics, sans pour autant avoir à mobiliser une foule de manifestants. Mettant en avant la diversité des origines géographiques des manifestants présents au ministère de l'Agriculture, Andrzej Lepper n'hésite ainsi pas à déclarer que le surendettement concerne la moitié des agriculteurs individuels, alors que, selon le ministère, il touche tout au plus un pourcent d'entre eux¹.

Enfin, l'occupation protestataire d'un bâtiment ministériel permet au *ZZR Samoobrona* de se démarquer au sein du champ de représentation de la paysannerie. En s'attaquant à un symbole du pouvoir gouvernemental, le syndicat peut en effet mettre en scène sa différence par rapport aux autres organisations agricoles dont ses dirigeants n'ont de cesse depuis sa création de dénoncer la connivence avec les autorités.

Dans un premier temps, le ministre de l'Agriculture adopte une attitude plutôt conciliante à l'égard des manifestants du *ZZR Samoobrona*. Tout en leur assurant qu'il ne recourra pas à la force pour les faire évacuer du ministère, il les invite à lui transmettre leurs revendications par écrit et à participer, avec les autres syndicats agricoles, à un nouveau cycle de négociation consacré au surendettement agricole. Ce faisant, il s'attache à « normaliser » le traitement de cette question, à le réintégrer dans le cadre institutionnel, mais également à en redéfinir les contours ainsi que ceux des solutions à lui apporter. En effet, dans le prolongement du mode de traitement du surendettement privilégié par le gouvernement Bielecki dans les dernières semaines de la manifestation devant le Parlement d'octobre et novembre 1991, Janowski s'attache à relativiser, sans pour autant le nier complètement, l'importance de ce problème dans l'agriculture polonaise – il concerne selon lui une petite minorité des

¹ « *Samoobrona okupuje* », *Gazeta Wyborcza*, 10/04/1992, p.5.

exploitations – et à promouvoir une méthode de résolution privilégiant la négociation au cas par cas entre les agriculteurs et leurs banques. Dès le 13 avril, le ministre de l'Agriculture invite ainsi solennellement les banquiers à faire preuve de compréhension à l'égard des agriculteurs surendettés, en les exonérant de pénalités pour retard de paiement et en leur octroyant des facilités de crédits si nécessaire¹. Parallèlement, Gabriel Janowski relance le projet, prévu dans les accords du 14 novembre 1991 mais au point mort depuis, d'un Fonds de Restructuration et de Désendettement de l'Agriculture devant permettre le rééchelonnement des dettes des agriculteurs. La première rencontre du cycle de négociations sur le surendettement agricole entre les représentants du ministère et les dirigeants des trois centrales syndicats agricoles qu'il planifie pour le 15 avril a d'ailleurs vocation à fixer les modalités concrètes de création et de fonctionnement de cette institution².

Néanmoins, les représentants du ZZR *Samoobrona* rejettent fermement le mode de construction et de résolution du problème du surendettement développé par le ministre de l'Agriculture et décident de boycotter cette rencontre. « Les propositions du ministre sont exactement les mêmes que celles que nous avait promises le ministre Tański en novembre et qu'il n'avait pas respectées. Ce que nous exigeons maintenant, c'est la satisfaction immédiate de toutes nos revendications, d'ici là nous ne quittons pas le ministère »³ déclare ainsi Andrzej Lepper aux journalistes. Le refus du ZZR *Samoobrona* de participer au cycle de négociation organisé par le ministre de l'Agriculture provoque un changement d'attitude de ce dernier à l'égard du syndicat et est à l'origine d'un durcissement du conflit entre les deux parties.

Dénonçant désormais l'irresponsabilité et le radicalisme de l'organisation présidée par Andrzej Lepper, Janowski s'attache dès lors à en minimiser la représentativité et à l'isoler au sein du champ de représentation de la paysannerie en poursuivant les discussions sur le surendettement et la création du Fonds de Restructuration et de Désendettement de l'Agriculture avec les deux autres syndicats agricoles, le NSZZRI « S » et le KZRKiOR. Arguant de l'illégalité de l'occupation au ministère, il refuse

¹ « Wielkanoc w Ministerstwie », *Gazeta Wyborcza*, 15/04/1992, p.4.

² « *Samoobrona* przed licytacją », *Gazeta Wyborcza*, 13/04/1992, p.5.

³ « Okupacja parteru aż do skutku », *Gazeta Wyborcza*, 14/04/1992, p.5.

dorénavant d'engager tout dialogue avec le ZZR *Samoobrona* avant l'évacuation complète du bâtiment par les manifestants.

Conjointement, on assiste à une redéfinition par le syndicat agricole de la finalité et de la forme de son action au ministère. Aux premières revendications d'ordre économique, les manifestants adjoignent ainsi des demandes plus politiques exigeant notamment la démission immédiate de Gabriel Janowski¹. À l'origine essentiellement symbolique, puisque se cantonnant à une salle de réception et ne perturbant pas le travail de ses employés, l'occupation du ministère prend par ailleurs progressivement la forme d'un véritable blocus, d'une prise de contrôle quasi-totale de l'édifice par les manifestants². Ainsi, à l'occasion du week-end de Pâques, des restrictions d'accès sont instaurées par les occupants puis, dans les jours suivants, un cordon de policiers est déployé tout autour du bâtiment afin d'éviter l'afflux de nouveaux grévistes³. Le ministère de l'Agriculture se transforme alors en véritable îlot aux mains du ZZR *Samoobrona* en plein cœur de Varsovie. De plus, l'occupation se double rapidement d'une grève de la faim de certains des participants à l'action. À partir du 16 avril, onze d'entre eux cessent en effet de s'alimenter. Par le recours à ce mode d'action, déjà mobilisé en novembre 1991 par les manifestants du KKSR⁴, il s'agit une nouvelle fois pour le syndicat de dramatiser la situation des agriculteurs surendettés et, tout en assurant une couverture médiatique soutenue au mouvement de protestation, de tenter d'infléchir en sa faveur le rapport de force engagé avec le gouvernement.

En dépit de cette « radicalisation », le ministre de l'Agriculture reste inflexible face aux revendications du ZZR *Samoobrona*. Stigmatisant la grève de la faim comme une tentative de chantage et un signe supplémentaire de l'irresponsabilité des dirigeants

¹ « Wielkanoc w Ministerstwie », *Gazeta Wyborcza*, 15/04/1992, p.4.

² Sur la diversité des usages possibles de l'occupation comme mode d'action protestataire : Etienne Pénissat, art.cit., notamment p.83.

³ « Świąteczna okupacja », *Gazeta Wyborcza*, 21/04/1992, p.5.

⁴ Certains grévistes de la faim au sein du ministère ont d'ailleurs déjà participé à l'action devant le Parlement, comme en témoigne ce manifestant interrogé par des journalistes : « C'est ma troisième grève de la faim, après celle que j'ai menée à Zamość puis devant le Parlement. Nous allons jeûner jusqu'à ce que toutes nos revendications soient acceptées et cette fois nous n'accepterons pas d'attendre » : « Wziąć banki głodem », *Gazeta Wyborcza*, 17/04/1992, p.5.

du syndicat¹, il persiste à récuser toute autre forme de résolution du problème du surendettement agricole que la création d'un Fonds de restructuration et de désendettement de l'Agriculture, à laquelle les directions du NSZZRI « S » et du KZRKiOR acceptent quant à elles de collaborer. Comme le titre le journal *Gazeta Wyborcza* le 27 avril, alors que l'occupation dure depuis plus de quinze jours et que les grévistes de la faim entament une grève de la soif, « on ne voit toujours aucun signe de bonne volonté »² permettant d'envisager un règlement rapide du conflit, ni du côté du ministère de l'Agriculture ni de celui du ZZR *Samoobrona*.

Dans la conjoncture de fluidité politique précédemment évoquée, la définition de la situation ne se résume cependant pas à un duel entre le syndicat et Gabriel Janowski. Elle est également travaillée par des acteurs initialement extérieurs au conflit, plus ou moins directement intéressés par la résolution effective du problème du surendettement agricole. L'enlisement de l'action de protestation du ZZR *Samoobrona* constitue en effet une opportunité pour des acteurs désireux, pour des raisons diverses, de se démarquer du gouvernement et de ses modalités de définition de la situation. La stratégie de marginalisation du ZZR *Samoobrona* mise en œuvre par le ministre de l'Agriculture, avec le soutien du Premier ministre, est ainsi progressivement mise à mal. Dès le 16 avril, les dirigeants du KZRKiOR apportent leur soutien aux revendications des occupants du ministère³. Alors que le PSL-SP poursuit les négociations afin d'entrer dans la coalition gouvernementale, ils confirment néanmoins leur adhésion à la proposition de création d'un Fonds de Restructuration et de Désendettement de l'Agriculture chère au ministre Janowski. Le 22 avril, ce sont des députés de la commission de l'Agriculture qui rompent le « cordon sanitaire » que Janowski s'efforce de constituer autour du ZZR *Samoobrona*. Ils convient en effet des représentants des occupants du ministère, dont Andrzej Lepper, à venir leur exposer à la Diète leurs revendications et leur analyse de la situation économique de l'agriculture. À cette occasion, certains membres de la commission n'hésitent d'ailleurs pas à critiquer vivement l'attitude de Gabriel Janowski accusé de laisser pourrir un conflit dont les journaux et les télévisions

¹ Comme le note Johanna Siméant, « les adversaires de la grève de la faim [ont] tôt fait de la taxer d'illégitimité : autorités, presse écrite, groupes hostiles aux revendications, prompts à stigmatiser "le chantage des grévistes", leur manipulation par des groupes extrémistes et irresponsables, ou encore la banalisation de leur usage » : Siméant Johanna, *op.cit.*, p.69.

² « Dobrowolnie stąd nie wyjdziemy », *Gazeta Wyborcza*, 27/04/1992, p.4.

³ « Wziąć banki głodem », *Gazeta Wyborcza*, 17/04/1992, p.5.

parlent pourtant quotidiennement¹. Mais, à la fin du mois, c'est de la Présidence de la République que provient la remise en cause la plus importante de la stratégie du ministre de l'Agriculture. Prenant le contre-pied du gouvernement, des conseillers du Président engagent des négociations informelles et confidentielles avec les dirigeants du ZZR *Samoobrona* au cours du week-end du 25 avril. Le 28, à la surprise générale, Lech Wałęsa en personne reçoit des représentants du syndicat en sa résidence du Belvédère et officialise la signature d'un accord mettant fin à l'occupation du ministère. Ce dernier est un véritable camouflet pour le ministre de l'Agriculture.

Texte du communiqué du 28 avril 1992 sur l'arrêt de l'occupation du ministère de l'Agriculture et la création du Conseil aux affaires rurales et agricoles.

Varsovie, le 28 avril 1992

Communiqué

Suite à des discussions dans les bureaux de la Présidence, les représentants du Syndicat Agricole « *Samoobrona* » se sont montrés sensibles aux arguments du Président concernant la situation actuelle du pays, notamment la crise politique, dont l'une des illustrations est l'enlisement de l'action de *Samoobrona* – auquel le ministère de l'Agriculture n'est pas étranger. Ils ont annoncé la fin de l'action de protestation se déroulant dans le bâtiment du ministère de l'Agriculture pour aujourd'hui 17h.

L'administration présidentielle crée un Conseil aux affaires rurales et agricoles, auquel sont invités à participer, entre autres, des représentants du Parlement et du syndicat agricole « *Samoobrona* ». Y sont conviés également des experts de différents milieux scientifiques.

La mission de ce conseil sera de résoudre les problèmes affectant l'agriculture, avec une attention particulière pour ceux du crédit et du surendettement agricole.

Pour la Présidence :

1. Mieczysław Wachowski
2. Andrzej Zakrzewski

Pour le Prezydium du ZZR *Samoobrona* :

1. Monsieur Andrzej Lepper
2. Monsieur Marek Lech
3. Monsieur Jerzy (*illisible*)
4. Monsieur Ryszard Kozik

Traduit par nos soins. Sources : « Komunikat z dnia 28 kwietnia 1992 r. », Archiwum Partii Politycznych, ZZR *Samoobrona* 1991-1996.

¹ « Atak Samoobrony », *Gazeta Wyborcza*, 23/04/1992, p.5 ; « Licytacja oświadczeń », *Gazeta Wyborcza*, 24/04/1992, p.4.

Outre critiquer explicitement la gestion du conflit par le ministre de l'Agriculture, l'accord prévoit la création d'un Conseil aux affaires rurales et agricoles, directement rattaché au Président et censé disposer de prérogatives « très nombreuses, supérieures à celles du ministère »¹, ainsi que la mise en œuvre d'un plan d'aide aux agriculteurs surendettés concurrent du projet de Fonds de Restructuration et de Désendettement de l'Agriculture que Janowski doit pourtant présenter le surlendemain en Conseil des ministres. Le Président Wałęsa annonce en effet la suspension des procédures de saisies à l'encontre des agriculteurs surendettés et le déblocage immédiat de 920 milliards de Złoty pour financer des crédits agricoles à taux préférentiel, soit plus que le budget prévisionnel du Fonds. Désavoué par le Président qui, à la fin du mois d'avril, multiplie les attaques à l'encontre d'un gouvernement Olszewski plus affaibli que jamais, Gabriel Janowski se soumet et reconnaît la validité de cet accord qui le dessaisit pourtant potentiellement de pans entiers de ses prérogatives ministérielles². Comme le note une éditorialiste de l'hebdomadaire paysan *Zielony Sztandar* quelques jours après la fin de l'action au ministère de l'Agriculture : « Le Président Lech Wałęsa s'est rapproché des grévistes parce que, comme il l'a déclaré, il "n'accepte pas qu'en Pologne nous ne soyons pas capable de résoudre les problèmes". Voilà bien de quoi il s'agit : alors que le conflit entre les élites s'aggrave en Pologne, Monsieur le Président a décidé de passer à l'offensive et il compte pour cela sur le soutien des paysans. [...] *Samoobrona* s'est fait prendre dans l'engrenage de la grande politique. La rencontre avec Lech Wałęsa et les accords du Belvédère, c'est du jeu politique, l'un des éléments de l'offensive présidentielle »³.

Si l'instrumentalisation de l'action du ZZR *Samoobrona* par le Président Wałęsa dans le cadre du conflit qui l'oppose au gouvernement Olszewski est indéniable, elle ne doit cependant pas faire oublier que c'est le ZZR *Samoobrona* qui apparaît comme le principal bénéficiaire des accords du 28 avril. Grâce à l'intervention du Président, le syndicat sort en effet considérablement renforcé du conflit qui l'a opposé au gouvernement tout au long du mois d'avril. Tout d'abord, il est parvenu à pallier son manque de relais politiques et institutionnels originel pour imposer ses définitions du

¹ « Bataliony Chłopskie "Samoobrony" », *Gazeta Wyborcza*, 30/04/1992, p. 4.

² Si devant les journalistes Gabriel Janowski se déclare « heureux et soulagé » par la signature de cet accord, il ne cache cependant pas son scepticisme quant aux possibilités de le faire appliquer et son inquiétude quant à ses conséquences éventuelles sur l'agriculture polonaise : « Bataliony Chłopskie "Samoobrony" », *Gazeta Wyborcza*, 30/04/1992, p.4.

³ Markert Hanna, « Zakpiono z polskiego Chłopa », *Zielony Sztandar*, 10/05/1992.

problème du surendettement agricole et de ses modes de résolution sur celles du ministre Janowski. Surtout, il est enfin parvenu à se faire reconnaître par les pouvoirs publics comme un représentant légitime de la paysannerie et de ses intérêts. L'institutionnalisation de la participation du syndicat au Conseil aux affaires rurales et agricoles auprès du Président puis la nomination d'Andrzej Lepper à la présidence de la commission intersyndicale sur le surendettement agricole réactivée par le gouvernement¹ témoignent de cette reconnaissance. Enfin, la couverture médiatique abondante dont a bénéficié l'action au ministère de l'Agriculture a permis au syndicat d'acquérir une notoriété nouvelle. Encore quasiment inconnu quelques semaines plus tôt, son président Andrzej Lepper est désormais régulièrement interviewé par les journalistes et invité sur les plateaux de télévision.

*

**

En étudiant l'émergence du ZZR *Samoobrona* dans le champ polonais de représentation de la paysannerie, nous avons pu voir que, loin d'être la conséquence naturelle du mécontentement d'agriculteurs surendettés, celle-ci apparaît comme le résultat d'un processus complexe et incertain. La remise en cause de l'évidence de la création organisationnelle permet d'identifier schématiquement deux étapes principales dans la formation du ZZR *Samoobrona* : celui de sa primo-genèse puis celui de la construction de sa représentativité.

Au cours du premier, des agriculteurs non affiliés aux organisations paysannes préexistantes s'entendent pour se regrouper et travailler ensemble à la formalisation d'un nouveau syndicat national concurrent des organisations paysannes déjà établies. Loin d'être spontané, le regroupement de ces acteurs doit se comprendre comme le sous-produit inattendu de la controverse publique sur le surendettement agricole qui se développe en Pologne à partir de l'été 1991. La prise en charge, dans un contexte électoral, de cette thématique par les organisations constitutives du RL-PL, en ce qu'elle s'accompagne de l'organisation d'une manifestation de longue durée devant le bâtiment du Parlement à Varsovie, joue en effet un rôle décisif sur la mise en relation et le rapprochement d'agriculteurs surendettés au profil atypique. Moment privilégié

¹ « Rekompensaty i akcje dla rolników », *Gazeta Wyborcza*, 07/05/1992, p.4.

d'interconnaissance et de définition d'une identité collective alternative à celle promue par les organisations existantes, la manifestation devant le Parlement contribue ainsi largement à la formation progressive d'une « structure d'action potentielle préconstituée » réunissant plusieurs de ses participants. La démobilitation de la thématique du surendettement agricole par les autres protagonistes du champ de représentation de la paysannerie dans les semaines suivant les élections s'accompagne d'une marginalisation rapide des représentants de ce groupement informel. Afin de tenter de pallier leur isolement, ceux-ci s'entendent finalement pour initier la création d'un nouveau syndicat national d'agriculteurs individuels, forme organisationnelle dont le coût d'accès leur apparaît alors peu élevé.

Le second moment englobe quant à lui à l'ensemble des activités par lesquels les fondateurs de ce nouveau syndicat, baptisé ZZR *Samoobrona*, s'attachent à le faire exister dans les mois suivant sa création comme un participant légitime à la représentation des intérêts de la paysannerie, processus qui trouve un aboutissement temporaire avec l'invitation qui leur est faite à siéger au sein du Conseil aux affaires rurales et agricoles auprès de la Présidence créé en avril 1992. L'« acte d'institution » que constitue l'enregistrement auprès du tribunal de Varsovie des statuts du ZZR *Samoobrona* le 10 janvier 1992 ne s'accompagne en effet pas d'une reconnaissance autonome de ce collectif par les acteurs dominants du champ de représentation de la paysannerie et par les pouvoirs publics¹. Isolé politiquement et encore faiblement pourvu en ressources collectives, organisationnelles comme symboliques, le nouveau syndicat peine en effet dans un premier temps à s'imposer comme un participant légitime à la définition des intérêts de la paysannerie. Alors qu'il semble assigné à une position extrêmement marginale au sein du champ de représentation de la paysannerie, ses responsables parviennent finalement à faire attester sa représentativité à l'issue d'une action de contestation spectaculaire au ministère de l'Agriculture. Cette reconnaissance ne saurait cependant être réduite à la seule « intelligence tactique » des dirigeants du ZZR *Samoobrona*. Elle doit bien plus se comprendre comme le résultat d'une multiplicité d'interactions entre des acteurs individuels et collectifs aux intérêts variés qui par leur opposition dans un contexte de fluidification des rapports politiques participent à faire apparaître le ZZR *Samoobrona*

¹ Sur les « actes d'institution » : Bourdieu Pierre, « Les rites comme actes d'institution », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°43, 1982. p.58-63.

comme un acteur avec lequel il faut compter au sein du champ de représentation de la paysannerie, bien qu'ils n'aient pas forcément eu pour objectif principal de le faire.

Cette reconnaissance n'est cependant pas perçue comme un aboutissement par les initiateurs du syndicat agricole. Dans les semaines suivant le « succès » de leur action de contestation au ministère de l'Agriculture, ils s'efforcent de « pousser leur avantage » en élargissant le périmètre de leurs activités et en se produisant comme des participants potentiels à la compétition électorale en cas d'élections anticipées qui paraissent alors fort probables.

Chapitre 2

Franchir la frontière : le mouvement *Samoobrona* dans la compétition politique.

L'incertitude de la conjoncture propre au changement de régime constitue une opportunité autant qu'une contrainte pour les acteurs s'engageant dans la lutte pour l'obtention de postes de pouvoir politique désormais pourvus dans le cadre d'élections pluralistes, notamment pour les « nouveaux venus » prétendant concurrencer les collectifs préconstitués issus des forces de l'ancien régime ou de l'opposition¹. Une opportunité en ce que l'inhabituelle ouverture du champ des possibles permet à ces acteurs de mobiliser des répertoires – des pratiques, des références ou des discours – jusqu'ici inédits ou dévalorisés pour promouvoir leur représentativité. La capacité dont fait preuve Stanisław Tyimiński à se qualifier au second tour de l'élection présidentielle de 1990 en promouvant sa nouveauté et son statut d'homme d'affaire ayant réussi à l'étranger, en constitue un exemple paradigmatique dans le cas polonais. Mais également une contrainte, en ce que la capacité de ces différents acteurs à anticiper la portée de leurs « coups » et à estimer la valeur de leurs biens de représentation est réduite par l'absence de cadres routiniers². Sans s'évanouir brutalement et sans que cela ne soit ni mécanique ni irréversible, l'incertitude propre aux situations de changement de régime tend progressivement à s'estomper. Par leurs activités même, les différents protagonistes des jeux politiques participent en effet, dans le cadre de leurs interactions concurrentielles, à préciser les règles de la compétition politique, à poser les jalons de l'institutionnalisation de nouveaux principes de légitimation politique. Cette codification progressive peut aussi bien prendre la forme de règles juridiques que de « règles normatives », de croyances plus ou moins partagés en fonction desquelles les acteurs vont juger le caractère légitime ou illégitime de certaines pratiques³.

Comprendre les modalités de la « politisation » des responsables du ZZR *Samoobrona*, entendue ici comme la « requalification politique » de certaines de leurs

¹ Hadjiisky Magdalena, *art.cit.*, p.68.

² Cf. Dobry Michel, *op.cit.*, p.138-145.

³ Bailey Frédéric, *op.cit.*, p.18.

activités¹, comme nous nous proposons de le faire dans le cadre de ce chapitre, implique de prêter une attention particulière à ces processus de définition et d'institutionnalisation des règles du jeu politique. La notion d'apprentissage nous paraît particulièrement pertinente pour appréhender la dynamique des activités par lesquelles les responsables du syndicat agricole s'attachent, à partir du printemps 1992, à élaborer une offre de représentation explicitement politique et à la légitimer dans un contexte de codification progressive des activités politiques. Les initiateurs du ZZR *Samoobrona* doivent en effet apprendre à se produire en tant que prétendants légitimes à l'occupation de postes de pouvoirs politiques, à redéfinir leur identité, collective et individuelle, ainsi que le sens de leurs actions pour les ajuster à ce nouveau rôle qu'ils entendent tenir. Si l'indétermination persistante de certains principes régulant les jeux politiques pluralistes offre l'opportunité aux représentants du ZZR *Samoobrona* – ou en tout cas est perçu comme tel par eux – de tenter de réorienter en leur faveur les rapports de représentation, à la manière de Stanisław Tymiński en 1990, cet apprentissage apparaît doublement contraint.

Premièrement par les faibles ressources, individuelles comme collectives, dont les représentants du ZZR *Samoobrona* disposent, du moins dans un premier temps. Reconnus depuis peu comme des participants légitimes à la définition et à la représentation des intérêts de la paysannerie, les représentants du ZZR *Samoobrona* restent assignés au printemps 1992 à une position secondaire au sein du champ de représentation de la paysannerie et, *a fortiori*, du champ politique central. Leur notoriété reste toute relative, ils ont peu de moyens financiers et ils ne peuvent compter, par le biais du syndicat, que sur une base de soutien extrêmement réduite et très localisée, socialement comme géographiquement. Dans ce contexte, leur apprentissage prend, nous le verrons, la forme d'un « bricolage », par lequel ils s'efforcent de se produire comme des hommes politiques et de construire et légitimer leur représentativité à partir de ce qu'ils ont, des quelques savoir-faire, expériences et ressources qu'ils s'efforcent d'accumuler².

¹ Nous nous référons ici à la définition des processus de politisation fournie par Jacques Lagroye, en tant que : « requalification des activités sociales les plus diverses, requalification qui résulte d'un accord pratique entre des agents sociaux enclins, pour de multiples raisons, à transgresser ou à remettre en cause la différenciation des espaces d'activités ». Cf. Lagroye Jacques, « Les processus de politisation », *art.cit.*, p.360-361.

² Sur la forme de « bricolages » interprétatifs et pratiques que peut prendre pour les protagonistes des jeux politiques l'apprentissage de règles en cours de définition dans un contexte de changement de

Deuxièmement par l'élévation progressive du coût d'accès à la compétition pour la représentation politique. Si elle reste prégnante, l'indétermination des règles du jeu politique apparaît en effet beaucoup plus réduite en 1992 que lors des années précédentes. Plusieurs lois sont venues progressivement encadrer l'activité des acteurs politiques, par exemple une loi sur les partis politiques en juillet 1990 ou une nouvelle loi électorale en juin 1991¹, et certaines pratiques auparavant tolérées apparaissent dorénavant moralement illégitimes, par exemple la remise en cause du bien fondé du changement de régime lui-même. Dès lors, les responsables du *ZZR Samoobrona* pour faire reconnaître leur droit et leur légitimité à participer aux jeux politiques doivent apprendre à s'ajuster à ces nouvelles contraintes, à adapter leurs pratiques et le système d'action de leur groupement à des règles juridiques et normatives qui tendent à se préciser.

Schématiquement, il nous paraît possible d'identifier trois moments, autour desquels s'organise notre propos dans le cadre de ce chapitre, dans le processus d'apprentissage par les représentants du *ZZR Samoobrona* du rôle, inédit pour la plupart d'entre eux, de participants à la compétition politique : celui de l'entrée en politique lui-même, c'est-à-dire de l'explicitation d'une prétention à la participation à la lutte pour l'obtention de mandats électifs, celui de l'engagement dans la compétition électorale et enfin celui de la gestion des résultats des élections, qui viennent confirmer ou infirmer les anticipations. Dans un premier temps, nous nous intéresserons aux modalités par lesquelles les responsables du syndicat agricole nouvellement créé s'efforcent de réorienter dans un sens politique leurs activités afin de définir une offre politique et d'accumuler de ressources collectives leur permettant de se démarquer dans la compétition politique (section 1). Nous nous pencherons ensuite sur la manière dont, dans la perspective des élections parlementaires anticipées de septembre 1993, ils s'efforcent de mettre en forme et de promouvoir une offre de représentation originale dans le cadre particulièrement contraint, pratiquement comme symboliquement, de la compétition électorale (section 2). Enfin,

régime, on se référera à : Aït-Aoudia Myriam, *L'apprentissage de la compétition pluripartisane en Algérie (1988-1992). Sociologie d'un changement de régime*, thèse pour le doctorat de science politique, Université de Paris I - Panthéon Sorbonne, 2005, p.33-35.

¹ Cf. : Heurtaux Jérôme, « Démocratisation en Pologne : la première loi sur les partis (1989-1990) », *Critique internationale*, n°30, 2006, p.161-175 ; Heurtaux Jérôme, *op.cit.*, chapitre 5.

nous étudierons les processus qui participent à la remise en cause progressive de la représentativité du mouvement *Samoobrona* et de ses dirigeants dans le champ politique suite à l'imposition d'une interprétation de leur performance aux élections de septembre 1993 en termes de déroute (section 3).

Section 1 : L'entrée en politique de responsables syndicaux.

Dans le cadre de cette section, nous nous intéresserons aux conditions de l'« entrée en politique » des responsables du ZZR *Samoobrona*, c'est-à-dire de la requalification, partielle du moins, de leurs activités dans le sens d'une participation directe à la compétition pour des postes et des positions de pouvoir politique. À peine plus d'un mois après la fin de la première action de protestation d'envergure nationale de leur syndicat, l'occupation du ministère de l'Agriculture, ceux-ci explicitent en effet leurs ambitions politiques en annonçant, le 12 juin 1992, leur participation à la création d'un nouveau parti politique, le *Przymierze Samoobrona*. Dans les nombreux travaux portant sur les processus de construction démocratique en Pologne post-communiste, les années 1991 à 1993 sont communément présentées comme une période de fragmentation extrême du marché politique et de multiplication du nombre de prétendants à l'exercice du pouvoir politique¹. Outre le délitement de l'ancien camp Solidarité, les caractères peu contraignants du droit électoral et du droit partisan sont les principaux arguments avancés pour expliquer l'émergence à ce moment-là d'une multitude de nouvelles organisations partisans, dont le *Przymierze Samoobrona*. Sans nier l'influence des règles juridiques sur la définition du coût d'accès à la compétition politique et à la forme partisane, celles-ci ne nous paraissent pas pouvoir à elles seules résoudre les énigmes que constituent la requalification par certains acteurs de leurs activités en termes explicitement politiques et la création d'un parti politique. Ainsi, la création du *Przymierze Samoobrona* paraît au premier abord plutôt paradoxale. Tout d'abord, elle a lieu au mois de juin 1992 alors que formellement aucune élection n'est prévue avant l'année 1994². Ensuite, elle est initiée par les responsables d'un syndicat dont la dénonciation de la politisation des syndicats agricoles « historiques » constitue l'un des principaux vecteurs de légitimation depuis la création. Enfin, ces responsables, en dépit de la relative notoriété acquise par certains d'entre eux à l'occasion de l'occupation du ministère de l'Agriculture,

¹ Voir par exemple : Szczerbiak Aleks, *Poles Together ? Emergence and Development of Political Parties in Post-communist Poland*, Budapest, Central European University Press, 2001, p.17 ; Millard Frances, « The Shaping of the Polish Party System : 1989-93 », *East European Politics and Societies*, vol.8, n°3, 1994, p.467-494 ; Smolar Aleksander, « Poland's Emerging Party System », *Journal of Democracy*, vol.9, n°2, 1998, p.122-133.

² Le mandat du président de la République, élu en décembre 1990, est de cinq ans, celui des parlementaires, élus en octobre 1991, de quatre ans. Des élections locales sont quant à elles programmées pour 1994.

occupent encore à la fin du printemps 1992 une position relativement marginale dans le champ de représentation de la paysannerie, et donc *a fortiori* dans le champ politique central. Comprendre l'entrée en politique des dirigeants du ZZR *Samoobrona* et l'entreprise de formalisation d'une offre de représentation explicitement politique qu'ils initient à partir du printemps 1992, implique selon nous de prêter une attention particulière à la fois aux conditions concrètes dans lesquelles ils s'attachent à redéfinir le sens de leurs activités sur un mode explicitement politique et aux modalités selon lesquelles ils cherchent à légitimer leurs prétentions nouvelles à participer à la compétition pour la représentation politique de la société et pour l'obtention de postes politiques.

Nous verrons tout d'abord que l'interprétation pratique que les responsables du ZZR *Samoobrona* se font de la conjoncture politique suite au renversement du gouvernement Olszewski au début du mois de juin joue un rôle décisif dans la requalification des objectifs de leur action au-delà du seul domaine d'activité syndical qu'ils explicitent par leur participation à la création d'un nouveau parti politique (A). Nous verrons ensuite que, dans un contexte d'apaisement des tensions politiques et institutionnelles, l'arène des mobilisations contestataires, réinvestie par le ZZR *Samoobrona* dès la fin du mois de juin 1992, constitue pour ses dirigeants un espace pratique de promotion de leur offre politique et d'accumulation de ressources collectives potentiellement mobilisables dans la compétition politique (B).

A) Expliciter des ambitions politiques : la création du parti *Przymierze Samoobrona*.

Après plusieurs mois de tensions institutionnelles, politiques et sociales, une motion de censure est adoptée début juin par la Diète contre le gouvernement Olszewski. Consécutif à la publication par le ministre de l'Intérieur Macierewicz d'une liste extrêmement controversée de collaborateurs supposés des services spéciaux communistes, le renversement du gouvernement attise la perception d'une aggravation de la crise politique par les différents protagonistes du champ politique et ouvre une période de conflictualisation accrue des rapports entre les différents protagonistes du champ politique (1). C'est dans le contexte, interprété par les dirigeants du ZZR *Samoobrona* comme une situation potentielle d'ouverture de leurs

chances politiques, que ceux-ci font le choix particulier d'expliciter leurs ambitions politiques par la création d'une nouvelle organisation de type partisan (2).

1) Chute du gouvernement Olszewski et « radicalisation morale ».

Dès la fin du mois d'avril 1992, la perspective de la formation d'une coalition gouvernementale majoritaire s'éloigne avec l'échec d'un nouveau cycle de négociation entre le Premier ministre et les représentants de la « petite coalition » (réunissant l'UD, le KLD et le PPG, une fraction de l'ancien PPPP)¹. Pire, la fragile majorité parlementaire grâce à laquelle le gouvernement a été investi en décembre s'érode nettement. Régulièrement mis en minorité à la Diète et incapable de faire adopter son budget, Jan Olszewski doit faire face à des critiques de plus en plus virulentes en provenance de ses propres soutiens. Alors que le président du PSL Waldemar Pawlak ne cache plus sa lassitude suite aux échecs répétés des discussions visant à formaliser la participation de son parti au gouvernement, les relations entre les différents coalisés se dégradent. Des membres influents de la coalition gouvernementale prennent d'ailleurs ouvertement leurs distances avec le Premier ministre, c'est par exemple le cas d'Artur Balazs président du SLCh (ancien PSL-*Solidarność*) qui démissionne de son poste de ministre le 9 mai². Parallèlement, le conflit opposant, depuis plusieurs mois, le Président et le Gouvernement ne cesse de se durcir. Multipliant les tentatives d'élargissement de son domaine d'action et les signes de défiance à l'égard de son Premier ministre, Lech Wałęsa lui retire même formellement son soutien le 26 mai. Dans une lettre adressée au Maréchal de la Diète, il écrit ainsi : « Ces derniers temps, la crise politique qui s'est développée dans notre pays a pris une tournure inextricable. À la collaboration nécessaire au bon fonctionnement du pouvoir exécutif entre le Gouvernement et le Président s'est substitué un conflit ouvert. [...] Dans ce contexte, ma confiance à l'égard du Gouvernement actuel s'est érodée et je suis contraint aujourd'hui de lui retirer mon

¹ « Fiasko Wielkiej Koalicji », *Gazeta Wyborcza*, 23/04/1992, p.1.

² Ministre des Relations avec les organisations politiques et sociales, Artur Balazs (SLCh) démissionne afin de dénoncer l'incapacité du Premier ministre à trouver un accord de coalition majoritaire : Cf. *Rzeczpospolita*, 15/05/92. De même, le ministre de l'Agriculture Gabriel Janowski (PL) et le vice-président du ZChN Henryk Goryszewski, tout en réaffirmant leur soutien à Jan Olszewski, appellent à une redynamisation de l'action gouvernementale et à une formalisation rapide d'un accord de majorité au Parlement : « Zaprzestać ciągłych rozsad », *Gazeta Wyborcza*, 20/05/92, p.4. Le lendemain c'est au tour du président du PC Jarosław Kaczyński de demander une redéfinition de la coalition gouvernementale : « Z premierem przeciw rządowi », *Gazeta Wyborcza*, 21/05/92, p.1.

soutien. Afin de résoudre cette crise, je propose la formation d'un nouveau cabinet disposant de l'appui du Parlement »¹. Il faut néanmoins attendre l'épisode dit de « la liste de Macierewicz » au début du mois de juin pour que la requête de Wałęsa soit entendue par les députés. Le 28 mai, une résolution de « lustration » est adoptée par la Diète à l'initiative de Janusz Korwin-Mikke, du petit parti UPR². Elle stipule notamment que le ministre de l'Intérieur Antonio Macierewicz doit communiquer les informations disponibles dans les archives de l'État concernant les fonctionnaires et les élus ayant collaboré avec les services secrets communistes au cours des années 1945 à 1990³. Adoptant des méthodes d'investigation extrêmement contestées⁴, celui-ci présente au Parlement dès le 4 juin deux listes de collaborateurs supposés. Outre une cinquantaine de députés et sénateurs en exercice, celles-ci mettent nommément en cause onze membres du gouvernement, le maréchal de la Diète Wiesław Chrzanowski, et surtout le Président de la République en personne, Lech Wałęsa. L'émotion suscitée par la divulgation de ces listes est immense et les députés adoptent le jour même à une large majorité une motion de censure à l'égard du gouvernement Olszewski. Dès le lendemain, ils investissent le candidat du Président au poste de Premier ministre, Waldemar Pawlak.

Tableau 5 : consignes des principaux clubs parlementaires et résultats du vote du 4 juin 1992 sur la censure du gouvernement Olszewski.

	Nombre de voix	Consignes de vote des principaux Clubs parlementaires
Pour	273	UD, SLD, PSL, KPN, KLD
Contre	119	ZChN, PC, PL-RL
Abstention	33	NSZZ "S"
Total	425	/

Réalisé par nos soins. Sources : sténogrammes de la séance de la Diète du 4 juin 1992. www.sejm.gov.pl.

Tableau 6 : consignes des principaux clubs parlementaires et résultats du vote du 5 juin 1992 sur l'investiture de Waldemar Pawlak au poste de Premier ministre.

Nombre de voix	Consignes de vote des principaux Clubs parlementaires
----------------	---

¹ « Wycofuję poparcie », *Gazeta Wyborcza*, 27/05/92, p.1.

² Le terme de lustration (lustracja) s'est imposé en Pologne, comme dans d'autres pays d'Europe centrale, pour désigner les politiques de vérification du passé communiste et d'épuration de l'appareil d'État. Sur cette question, on pourra se référer à : Szczerbiak Aleks, « Dealing with the Communist Past or the Politics of the Present? Lustration in Post-Communist Poland », *Europe-Asia Studies*, vol.54, n°4, 2002, p.553-572 ; Plus spécifiquement sur l'épisode de la « liste Macierewicz » : Osiatyński Wiktor, « Agent Walesa ? », *East European Constitutional Review*, n°2, 1992, p.28-30.

³ « List Macierewicza o listach agentów », *Gazeta Wyborcza*, 03/06/1992, p.3.

⁴ « Lustracja bez gwarancji », *Gazeta Wyborcza*, 03/06/1992, p.3 ; *Rzeczpospolita*, 30-31/05/1992.

Pour	261	UD, SLD, PSL, KPN, KLD
Contre	149	ZChN, PC, PL-RL, NSZZ "S"
Abstention	7	/
Total	417	/

Réalisé par nos soins. Sources : sténogrammes de la séance de la Diète du 5 juin 1992. www.sejm.gov.pl.

Néanmoins, loin d'apaiser les inquiétudes, le renversement d'Olszewski au profit de Pawlak attise la perception d'une aggravation de la crise politique, d'une « escalade des confrontations »¹, parmi les différents protagonistes du champ politique.

D'un côté, le changement de Premier ministre ne résout en rien le problème récurrent de la I^e législature, celui de la constitution d'une majorité stable au Parlement. Bien au contraire, engagées dès le lendemain de l'investiture de Waldemar Pawlak les négociations entre les représentants des différentes forces parlementaires intéressées par une participation au gouvernement s'avèrent tout de suite extrêmement délicates tant la coalition de circonstance apparue lors des votes des 4 et 5 juin est composite. Alors que les divergences entre les coalisés potentiels apparaissent de plus en plus nettes à mesure que les discussions se poursuivent, le recours à des élections législatives anticipées fait rapidement sa réapparition comme solution envisageable de sortie de crise². De l'autre côté, les opposants à Pawlak, principalement les anciens membres de la coalition Olszewski ainsi que la majorité des dirigeants et des parlementaires du NSZZ « S », s'attachent à imposer l'image d'une dérive anti-démocratique de la conjoncture, d'une dégradation du régime. Alors même que, quelques semaines auparavant, ils menaient des discussions avec le PSL afin de l'intégrer à la coalition gouvernementale, ils dénoncent désormais la nomination de Pawlak comme le signe d'une « recommunisation » de l'État polonais, d'une tentative de remise en cause des changements à l'œuvre depuis 1989. Lors du Congrès du PC à la mi-juin, Jarosław Kaczyński déclare ainsi « En Pologne, on assiste actuellement à une offensive de recommunisation. Il faut que nous nous opposions fermement au gouvernement des recommunisateurs de Pawlak, au gouvernement de la nouvelle nomenclatura et des agents des services spéciaux »³. Au même moment, le NSZZ « S » adopte une position similaire lors de son IV^e Congrès, marqué notamment par

¹ Dobry Michel, *op.cit.*, p.186-194.

² Voir par exemple : « Pawlak Szuka Rządu », *Gazeta Wyborcza*, 08/06/1992, p.1 ; « Czy Pawlak da radę », *Gazeta Wyborcza*, 11/06/1992, p.1.

³ Cité in « Front Oporu Kaczyńskiego », *Gazeta Wyborcza*, 13-14/06/1992, p.2.

l'ovation accordée par les délégués à Jan Olszewski et les huées qui accompagnent à l'inverse l'intervention de Lech Wałęsa. La résolution finale du Congrès affirme ainsi l'attachement du syndicat à la poursuite du processus de « décommunisation » de l'État polonais et son opposition farouche aux « forces post-communistes »¹. Pareillement, les différents groupements issus de Solidarité Rurale, le SLCh, le NSZZRI « S » et le PL, se rejoignent au nom de l'anti-communisme dans l'opposition à Waldemar Pawlak, en dépit de l'identité paysanne revendiquée par celui-ci. Ainsi, alors que Józef Ślisz (SLCh) affirme qu'il « refuse de soutenir un parti politique [le PSL] qui se trouvait du mauvais côté de la Table ronde », Henryk Bąk (PL) appelle quant à lui « à tout faire pour que le gouvernement Pawlak ne puisse jamais voir le jour »².

Ainsi, outre la grande confusion quant à la capacité de Pawlak à former un gouvernement majoritaire, la situation politique polonaise au cours du mois de juin 1992 se caractérise par une conflictualisation accrue des rapports entre les différents protagonistes du champ politique du fait des entreprises de dénonciation du rapport au passé communiste de leurs adversaires amorcées par une partie de ceux-ci. Alors que la possibilité d'élections anticipées est dans toutes les têtes, cette « radicalisation morale » affecte l'ensemble des acteurs politiques et accroît encore l'incertitude de la conjoncture³. Bouleversant les équilibres politiques antérieurs, elle contraint en effet chacun des protagonistes du champ politique à redéfinir son identité politique et ses alliances en fonction de l'enjeu de la « décommunisation ». Par ailleurs, elle est également interprétée comme constituant une situation d'ouverture de leurs chances politiques par tout un ensemble de personnalités en voie de marginalisation et

¹ « Solidarność z Olszewskim », *Gazeta Wyborcza*, 15/06/1992, p.3.

² Cités respectivement in « Chłopi nie chcą chłopa-premiera », *Gazeta Wyborcza*, 10/06/1992, p.2 et in « Pawlakowi Chłopskie nie », *Gazeta Wyborcza*, 9/06/1992, p.1.

³ Nous empruntons la notion de « radicalisation morale » à Jean-Louis Briquet qui dans le cadre de son étude de la crise de la Première République Italienne amorcée en 1992 nous paraît mettre en évidence un processus comparable à celui observable au cours du mois de juin de la même année en Pologne. À la manière de leurs homologues italiens, les hommes politiques polonais font alors « l'expérience de la réduction des [larges marges de manœuvre, de discussion, d'alliance dont ils disposaient], de l'impossibilité de poursuivre les arrangements et conciliations ordinaires. Toute la complexité de leur identité antérieure, les subtilités de leur positionnement partisan, parlementaire ou gouvernemental se voient considérablement simplifiées ». Elles sont redéfinies dans l'établissement d'un clivage entre, non pas « les anciens et les nouveaux » comme en Italie, mais entre, schématiquement, les pré-décommunisations et ceux qui se revendiquent de l'esprit de concorde de la Table Ronde. Cf. Briquet Jean-Louis, « "Radicalisation morale" et crise de la Première République Italienne », in Collovald Annie & Gaïti Brigitte (dir.), *op.cit.*, p.285-307.

d'acteurs jusqu'ici maintenus dans des positions secondaires au sein du champ politique voire extérieurs aux jeux parlementaires¹. Au cours du mois de juin, on assiste ainsi à plusieurs entreprises de formalisation de nouveaux groupements politiques. Certains, comme le Forum Chrześcijańsko-Demokratycznego (Forum Chrétien-Démocrate : FChD) ou le Forum Prawicy Demokratycznej (Forum de la Droite Démocratique : FPD), sont les produits de scissions au sein de formations parlementaires, respectivement le PC et l'UD². D'autres, sont issus de l'agrégation de groupes extra-parlementaires et de la reconversion des finalités qui leur sont assignées. C'est par exemple le cas du parti *Ruch Trzeciej Rzeczypospolitej* (Mouvement de la Troisième République) constitué à partir de comités de soutien à l'ancien ministre de la Défense Jan Parys³, mais également du parti *Przymierze Samoobrona* (Alliance Autodéfense) dont la création est annoncée par le président du ZZR *Samoobrona* Andrzej Lepper le 12 juin.

2) Une politisation par la diversification organisationnelle.

Tout au long du printemps 1992, la direction du ZZR *Samoobrona*, enhardie par le succès de l'action d'occupation du ministère de l'Agriculture, multiplie les menaces à l'égard des détenteurs de positions de pouvoir au sein de l'État polonais. Le 14 mai, le Prezydium du syndicat adresse ainsi une lettre ouverte au Président de la République, au Premier ministre, au Maréchal de la Diète et à celui du Sénat afin d'exiger l'application immédiate des mesures prévues par l'accord du 28 avril⁴. Alors que le Conseil aux affaires rurales et agricoles tarde à être créé par la Présidence et que les moyens promis pour financer des crédits agricoles à taux préférentiel sont réalloués

¹ *Ibid.*, p.286.

² Suite au vote du 4 juin, douze députés du PC, hostiles au fait que Jarosław Kaczyński envisage alors de former une coalition avec des formations issues de Solidarité ayant voté la censure du gouvernement Olszewski, décident de constituer leur propre club parlementaire. Exclue du PC le 12 juin, ils officialisent dès le lendemain la création d'une nouvelle organisation au nom provisoire de Forum Chrześcijańsko-Demokratycznego. L'ancien Premier ministre Jan Olszewski en est nommé président honoraire : cf. « Obrońca Trzeciej Rzeczypospolitej », *Gazeta Wyborcza*, 15/06/1992, p. 3. Quant au Forum Prawicy Demokratycznej présidé par Aleksander Hall, il tend également, au début du mois de juin, à s'émanciper de l'UD, dont il constitue un courant fondateur, et à s'affirmer comme une force politique à part entière. Contrairement à la direction de l'UD, les membres du Forum Prawicy Demokratycznej, dont onze parlementaires, sont en effet résolument hostiles à la nomination de Waldemar Pawlak au poste de Premier ministre : « Unia się Dzieli ? », *Gazeta Wyborcza*, 09/06/1992, p.3.

³ « 1500 patriotów i sekretarka Parysa », *Gazeta Wyborcza*, 13-14/06/1992, p.3.

⁴ Andrzej Lepper za Prezydium ZZR *Samoobrona*, « List Otwarty », 14/05/1992, Archiwum Partii Politycznych, ZZR *Samoobrona* 1991-1996.

au projet ministériel de Fonds de Restructuration et de Désendettement de l'Agriculture, la direction du syndicat s'y déclare prête à rompre toute discussion avec le gouvernement pour s'engager à nouveau sur la voie de la protestation. Néanmoins, plus qu'un rappel acerbe des gouvernants à leurs promesses, cette lettre ouverte constitue surtout une affirmation claire de l'ambition des responsables du ZZR *Samoobrona* d'élargir son champ d'intervention au-delà de la seule question du surendettement agricole et même au-delà du champ du syndicalisme agricole. L'évocation de la situation des surendettés y sert en effet de base à une dénonciation générale de la situation économique, sociale mais aussi politique du pays et à une critique globale de l'action du gouvernement. Dans le courrier, les dirigeants du ZZR *Samoobrona* évoquent d'ailleurs explicitement leur projet d'initier un vaste « *Ruch Społeczny Samoobrona Rzeczypospolitej Polskiej* » (Mouvement Social Autodéfense de la République de Pologne) dans le but de « modifier la situation économique et socio-politique du pays » et de « remédier à la tragédie nationale à laquelle [la Pologne] doit une nouvelle fois faire face »¹. Précisant ce projet devant les journalistes, Andrzej Lepper déclare vouloir constituer « un vaste mouvement ouvert à tous à travers tout le pays » en réunissant au sein de ce « RS *Samoobrona RP* » diverses organisations professionnelles opposées à la politique du gouvernement. Il affirme même alors que des contacts ont déjà été établis dans ce sens avec une douzaine de syndicats, notamment d'ouvriers, de travailleurs hospitaliers ou encore de chômeurs².

Il faut cependant attendre la mi-juin pour que les dirigeants du ZZR *Samoobrona* formalisent ces prétentions à requalifier les objectifs de leur action au-delà du seul domaine d'activité syndical et à s'engager dans la compétition politique à proprement parler. Dans le contexte d'incertitude et de reconfiguration de la conjoncture politique précédemment évoqué, ils participent alors à la création d'un nouveau parti politique, le *Przymierze Samoobrona*, et ne cachent pas leur ambition de le faire participer au plus vite aux élections. La première revendication qu'ils expriment est d'ailleurs l'organisation rapide d'élections parlementaire et présidentielle anticipées. Les responsables de cette nouvelle organisation partisane, dont Andrzej Lepper qui en est nommé président, s'attachent à la présenter comme se plaçant en rupture avec l'ordre

¹ *Ibid.*

² « Orły same się obronią », *Gazeta Wyborcza*, 18/05/1992, p.12.

politique en vigueur depuis le changement de régime et, alors que la controverse sur la « décommunisation » fait la une de l'actualité, à faire de sa nouveauté le critère même de sa probité¹. Dénonçant « le désintérêt de la caste politique actuelle pour le sort de la Nation »² et le « bilan désastreux des quatre gouvernements « post-communistes » successifs » (Mazowiecki, Bielecki, Olszewski et Pawlak), ils affirment alors refuser d'envisager la moindre alliance avec des forces parlementaires existantes³.

Le choix du nom du nouveau parti illustre le désir de capitaliser sur la renommée relative du label *Samoobrona* depuis l'occupation du ministère de l'Agriculture en avril. Celui-ci n'est cependant pas réductible à une simple transposition dans le champ politique du syndicat et de ses structures. Formellement le *Przymierze Samoobrona* est en effet le produit d'une alliance entre le ZZR *Samoobrona* et des groupes politiques ou syndicaux préexistants, principalement le confidentiel *Związek Zawodowy Metalowców* (Syndicat des Métallurgistes) et une fraction de l'ancien *Polska Partia Zielonych* (Parti Polonais des Verts) réunie autour de Janusz Bryczkowski⁴ [voir encadré]. Ce dernier est d'ailleurs désigné vice-président du nouveau parti. Bien que la quasi-totalité de ses instigateurs et de ses cadres soit issue du ZZR *Samoobrona*, leur union avec des groupuscules et des individualités non liés au mouvement agrarien témoigne de leur souhait de situer le nouveau parti à l'extérieur du seul champ de représentation de la paysannerie et d'élargir son groupe de référence au-delà du secteur agricole. Dès sa création, le *Przymierze Samoobrona* ambitionne ainsi de représenter tous ceux qui « sont délaissés, qui souffrent, qui sont privés des moyens de vivre et qui sont ignorés voire persécutés par les politiques [menées depuis 1989] »⁵, c'est-à-dire les agriculteurs bien sûr, mais aussi les ouvriers, les chômeurs, les sans-logis ou encore les jeunes⁶.

¹ Briquet Jean-Louis, art.cit., p.286.

² Lepper Andrzej, « Odezwa do społeczeństwa polskiego », juin 1992, *Archiwum Partii Politycznych, ZZR Samoobrona 1991-1996*.

³ « Sztucer w dłoniach », *Gazeta Wyborcza*, 16/06/1992, p.3.

⁴ Cf. Piskorski Mateusz, art.cit., p.197-198.

⁵ Lepper Andrzej za *Przymierze Samoobrona*, « *Przymierze Samoobrona : założenia ideowe-programowe* », juillet 1992, *Archiwum Partii Politycznych, ZZR Samoobrona 1991-1996*.

⁶ « *Apel Partii Przymierze Samoobrona do bezrobotnych, bezdomnych, zagrożonych utratą dachu nad głową* », août 1992, *Archiwum Partii Politycznych, ZZR Samoobrona 1991-1996*.

Janusz Bryczkowski est né en 1948 dans la ville de Pisz en Mazurie. Si son activité professionnelle du temps de la République Populaire reste mal connue, il se présente lors de sa participation à la création du *Przymierze Samoobrona* à la fois comme un entrepreneur et un agriculteur. À la tête de sa société « Import-eksport Janusz Bryczkowski », il affirme alors mener de nombreux investissements dans l'ancien bloc soviétique. Principalement au Kazakhstan et en Russie, où il assure disposer de contacts haut placés. Par ailleurs, il est également propriétaire d'une exploitation agricole de 17 hectares dans la région de Pisz (voïvodie de Suwałki). En 1988, il participe à la création du Parti Polonais des Verts (PPZ). Investi candidat de ce parti à l'élection présidentielle de 1990, il doit finalement renoncer à se présenter faute d'avoir pu réunir un nombre suffisant de signatures. Il quitte alors cette formation et, lors des élections législatives de 1991, se présente sans succès sur la liste Eko-Zieloni, dont il est la tête de liste nationale.

Sources : « U Bryczkowskiego », *Gazeta Wyborcza*, 10/07/1992, p.12 ; « Trafila Kosa na Leppera », *Polityka*, 27/05/2006, p.37 ; Ferry Martin & Rüdiger Wolfgang, « Sofa Parties, Factions and Government Participation : Greens in Poland », *52nd Annual Conference of the UK Political Studies Association*, Aberdeen, 5-7/04/2002.

Le choix de la création d'un parti politique pour participer à la compétition politique peut paraître « normal » dans le cadre d'une démocratie représentative. Comme l'a montré Jérôme Heurtaux, il n'a pourtant rien d'une évidence dans la Pologne du début des années 1990¹. Ainsi, la loi électorale adoptée dans la perspective des premières élections parlementaires « libres » d'octobre 1991, et qui est toujours en vigueur au moment de la création du *Przymierze Samoobrona*, loin de limiter l'accès à la compétition électorale aux seuls partis politiques, l'ouvre également aux syndicats, aux associations et même aux comités individuels². La décision des dirigeants du ZZR *Samoobrona* d'objectiver leurs ambitions politiques en participant à la création d'une nouvelle organisation partisane, et non pas en engageant directement leur syndicat dans la compétition politique, paraît ainsi dans les faits relativement paradoxale. Il convient selon nous de prendre en compte trois éléments fondamentaux pour en comprendre les ressorts.

Tout d'abord, le très faible coût d'accès à la forme partisane. La loi sur les partis politiques adoptée après de longues controverses le 28 juillet 1990 définit en effet des conditions très souples pour la création d'un parti politique, entendu dans son article

¹ À ce sujet on renverra à la seconde partie de la thèse de Jérôme Heurtaux : Heurtaux Jérôme, *op.cit.* ; Pour une synthèse, on pourra également se référer à l'article : Heurtaux Jérôme, « Démocratisation en Pologne... », art.cit.

² Cf. Heurtaux Jérôme, « Les impensés non démocratiques en Pologne postcommuniste », in Dabène Olivier, Geisser Vincent & Massardier Gilles (dir.), *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XXI^e siècle : Convergence Nord-Sud*, Paris, La Découverte, 2008, notamment p.123-125.

premier comme « une organisation sociale qui, se présentant sous une dénomination définie, se constitue dans le but de participer à la vie publique, en particulier en exerçant une influence sur la formation de la politique de l'État et la conduite du pouvoir »¹. Pour enregistrer un nouveau parti politique, il suffit légalement à trois personnes de déposer au Tribunal de Varsovie une demande en ce sens, précisant le nom et le siège de la future organisation, et de faire état des signatures de quinze citoyens soutenant cette initiative. Ainsi, bien qu'elle ne soit pas nécessaire à la participation à la compétition électorale, la formalisation partisane constitue une manière simple d'explicitier clairement et rapidement les visées politiques d'une organisation. Dans le contexte de grande incertitude du mois de juin 1992, elle s'avère ainsi particulièrement adaptée aux attentes des fondateurs du *Przymierze Samoobrona* désireux de s'engager au plus vite dans le jeu politique en vue d'élections anticipées qu'ils espèrent imminentes.

Ensuite, la création d'une organisation partisane distincte du syndicat permet formellement de ne pas remettre en cause la non-politisation de ce dernier. Rappelons en effet que la dénonciation de l'investissement des syndicats agricoles concurrents, le NSZZRI « S » et le KZRKiOR, dans la compétition politique constitue pour le ZZR *Samoobrona*, depuis sa création, l'un des principaux vecteurs de légitimation de son offre de représentation et de démarcation au sein du champ du syndicalisme. L'orientation purement syndicale du ZZR *Samoobrona*, à distance de tout engagement politique, reste ainsi officiellement revendiquée après la création du *Przymierze Samoobrona*. Bien que les cadres du parti et du syndicat soient dans les faits strictement les mêmes², ceux-ci s'attachent lors de leurs interventions publiques à entretenir formellement la distinction entre les objectifs et les moyens d'action de ces deux organisations, que ce soit à l'écrit en utilisant par exemple deux papiers à entête distincts, ou à l'oral en précisant, si nécessaire, de quelle position ils s'expriment. Ainsi d'Andrzej Lepper lorsqu'il déclare aux journalistes à la fin du mois d'août : « En tant que membre du ZZR *Samoobrona*, je n'ai jamais appelé au renversement du

¹ Art. 1, « Ustawa z dnia 28 lipca 1990 r. o partiach politycznych », *Dziennik Ustaw*, n°54, 1990.

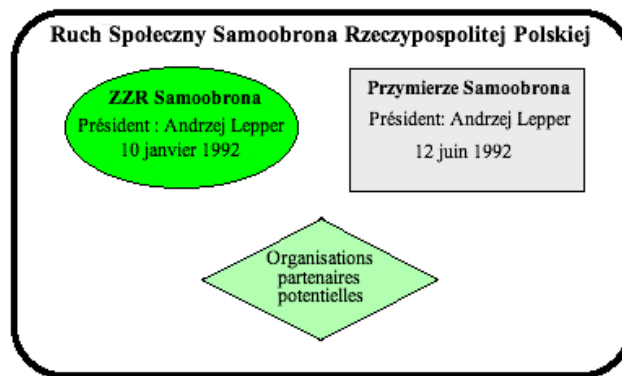
² Ainsi, les membres du Prezydium du Syndicat deviennent automatiquement membres du Prezydium du Parti. À l'inverse, les quelques nouveaux venus lors de la création du *Przymierze Samoobrona*, par exemple son vice-président Janusz Bryczkowski sont intégrés au Prezydium du syndicat.

gouvernement. Tout au plus l'ai-je fait en tant que membre du parti *Przymierze Samoobrona* »¹.

Dans le même temps, troisième élément, la diversification organisationnelle offre néanmoins la possibilité aux responsables du parti et du syndicat de s'investir parallèlement dans des espaces d'interaction variés : champ du syndicalisme agricole, champ de la politique institutionnel ou encore espace des mobilisations collectives. Bien que produits de manières distinctes et répondant à des logiques de représentation différentes, le *ZZR Samoobrona* et le *Przymierze Samoobrona* font en effet systèmes en ce qu'ils sont présentés dès la création de ce dernier comme constituant les deux composantes principales d'un même mouvement social, le « RS *Samoobrona* RP », auquel il est communément fait référence simplement en tant que *Samoobrona*. Les responsables multipositionnés dans le parti et le syndicat peuvent ainsi varier les modalités de leurs interventions dans les arènes publiques en fonction de la forme organisationnelle dont ils se produisent représentants à un moment donné. Chacune de ces formes s'accompagne de modes d'actions spécifiques. Comme syndicat national d'agriculteurs individuels prétendument apolitique, le *ZZR Samoobrona* peut participer à la définition et à la représentation des intérêts de la paysannerie, interpellier les pouvoirs publics sur une revendication particulière, ou encore prendre part à des actions protestataires. En tant que parti politique, le *Przymierze Samoobrona* peut élargir son offre de représentation au-delà du seul secteur agricole, prétendre constituer une alternative au pouvoir et s'investir directement dans les luttes politiques, notamment dans la perspective d'élections. Enfin, en tant que mouvement social, *Samoobrona* peut transgresser la distinction institutionnalisée séparant ces deux domaines d'activités afin de les faire entrer en résonance et, en renvoyant à l'imaginaire du mouvement Solidarité du début des années 1980, prétendre incarner la société polonaise dans son ensemble.

**Schéma 1 : représentation du Ruch Społeczny *Samoobrona* Rzeczpospolitej
Polskiej par les dirigeants du *ZZR Samoobrona* et du *Przymierze Samoobrona* à
l'été 1992.**

¹ Cité in « Milion sto dla każdego », *Gazeta Wyborcza*, 20/08/1992, p.1.



Réalisé par nos soins.

B) Jouer avec les frontières incertaines du politique : la contestation syndicale comme ressource politique.

Nous l'avons dit, moins de quinze jours après la fin de l'occupation du ministère de l'Agriculture, la direction du syndicat menace par le biais d'une lettre ouverte adressée aux détenteurs des principales positions de pouvoir au sein de l'État polonais d'initier de nouvelles actions de protestation si les accords du 28 avril ne sont pas honorés rapidement¹. La nomination d'un Premier ministre revendiquant son identité paysanne au début du mois de juin n'atténue en rien la détermination affichée par le ZZR *Samoobrona*. Quelques jours à peine après son entrée en fonction, Waldemar Pawlak (PSL) est le destinataire d'une nouvelle lettre ouverte menaçante d'Andrzej Lepper dans laquelle celui-ci le met en garde : « si nos revendications ne sont pas satisfaites au plus vite, nous engagerons notre syndicat dans une grève générale contre le gouvernement »². Le 18 juin, le ZZR *Samoobrona* met ses menaces à exécution. Une centaine de ses militants érigent un barrage avec leurs tracteurs entre Toruń à Włocławek sur la route internationale n°1³. Cette action est la première d'une longue série et initie ce que Krzysztof Gorlach et Grzegorz Foryś considèrent comme le second cycle de la vague de manifestations paysannes du début des années 1990, courant selon eux de l'été 1992 au printemps 1993⁴.

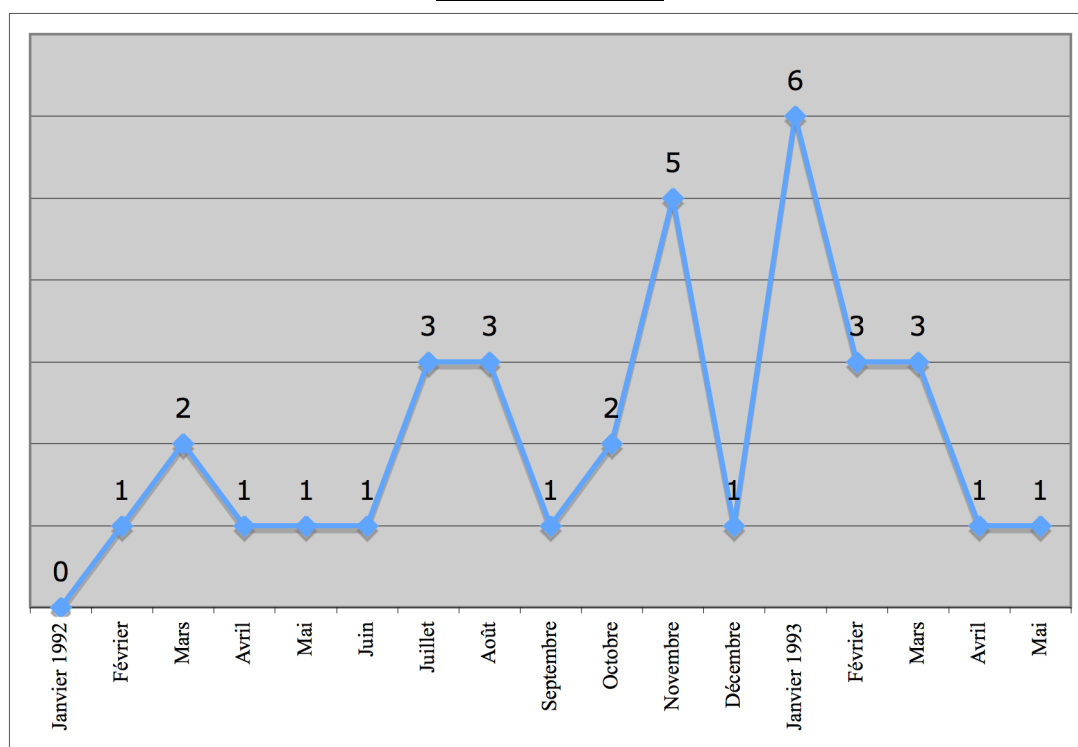
¹ Lepper Andrzej za Prezydium ZZR Samoobrona, « List Otwarty », 14/05/1992, Archiwum Partii Politycznych, ZZR Samoobrona 1991-1996.

² Cité in « Oświadczenie Samoobrony », *Gazeta Wyborcza*, 10/06/1992, p.2

³ « Samoobrona z kosą na szosie », *Gazeta Wyborcza*, 19/06/1992, p.3.

⁴ Foryś Grzegorz & Gorlach Krzysztof, « The Dynamics of Polish Peasants Protests under Post-communism », *Eastern European Countryside*, n°8, 2002, p.47-65 ; Foryś Grzegorz, *op.cit.*, p.176-179.

Graphique 2 : nombre d'actions de protestation paysannes par mois, de janvier 1992 à mai 1993.



Réalisé par nos soins. Sources : Center for European Studies, Harvard University Database, Forys Grzegorz, *Dynamika sporu : protesty rolników w III Rzeczpospolitej*, Warszawa, WN Scholar, 2008, p.174.

Alors que les deux principales organisations syndicales agricoles, le NSZZRI « S » et le KZRKiOR, continuent jusqu'à la fin de l'année 1992 à privilégier des pratiques institutionnelles de représentation de la paysannerie, le ZZR *Samoobrona* est le principal animateur de ce second cycle de contestation paysanne, en étant à l'origine, toujours selon les deux sociologues polonais, de près de la moitié du total des actions organisées.

Tableau 7 : organisateurs des manifestations agricoles de 1992 et 1993 (en pourcentage du nombre total d'actions de protestation).

Nom de l'organisation	1992		1993	
	Nombre d'actions	Pourcentage du total d'actions	Nombre d'actions	Pourcentage du total d'actions
<i>ZZR Samoobrona</i>	12	57,1	8	33,33
NSZZRI «S»	8	38,1	8	33,33
Autre (principalement KZRKiOR)	1	4,8	6	25
« Spontanée »	/	/	2	8,4

Total	21	100	24	100
--------------	----	-----	----	-----

Réalisé par nos soins. Sources : Center for European Studies, Harvard University Database, Forjś Grzegorz, *Dynamika sporu : protesty rolników w III Rzeczpospolitej*, Warszawa, WN Scholar, 2008, p.155.

C'est au nom de l'application immédiate des accords du 28 avril 1992 que les dirigeants du ZZR *Samoobrona* justifient l'organisation de nouvelles actions contestataires à partir de la mi-juin 1992. Si le non-respect des promesses présidentielles par les pouvoirs publics constitue un élément explicatif indéniable du réinvestissement de l'arène des mobilisations protestataires par le syndicat, celui-ci ne saurait cependant se comprendre indépendamment de la situation politique du moment et de l'entreprise de requalification politique des objectifs de leur action alors engagée par ses dirigeants. La signification politique des blocages routiers organisés par le ZZR *Samoobrona* au cours du mois de juin est en effet indéniable alors que le parti *Przymierze Samoobrona* vient d'être créé dans la perspective d'une possible dissolution du Parlement. Outre exiger l'application des accords du 28 avril, Andrzej Lepper profite ainsi de la couverture médiatique assurée à ces actions pour développer, formellement en tant que président du *Przymierze Samoobrona*, une critique acerbe de l'action générale des gouvernements successifs et réitérer ses appels à des élections anticipées¹. Si la formation d'un gouvernement majoritaire autour d'Hanna Suchocka au début du mois de juillet, clôt, provisoirement du moins, le débat sur l'organisation prochaine de nouvelles élections parlementaires², une telle imbrication entre activisme syndical et promotion d'un projet ouvertement politique nous paraît identifiable tout au long du cycle d'actions de protestation paysanne initié par le ZZR *Samoobrona* de l'été 1992 au printemps 1993. Jouant avec les frontières du politique en se produisant en fonction des enjeux et du contexte en tant que porte-paroles d'un syndicat, d'un parti ou d'un mouvement social, les dirigeants du ZZR *Samoobrona*, principalement nous le verrons son président, s'efforcent en effet, dans la dynamique du mouvement de contestation, de s'imposer comme des acteurs avec lesquels il faut compter dans le champ politique polonais, en dépit de leur absence de

¹ « Blokada zbóż ? », *Gazeta Wyborcza*, 26/06/1992, p.2.

² Le 3 juillet, Waldemar Pawlak, incapable de formaliser un accord de coalition avec la « petite coalition » (UD, KLD et PPG) est, à sa propre demande, démis par le Président de la République de sa mission de Premier ministre. Il est remplacé par Hanna Suchocka (UD) qui dès le 10 juillet annonce la formation d'un gouvernement réunissant sept forces parlementaires (UD, ZChN, PChD, PL, KLD, PPG et SLCh) et soutenue par le NSZZ Solidarité et les députés de la minorité allemande. « Zakończmy okres waśni », *Gazeta Wyborcza*, 11-12/07/1992, p.1 ; Millard Frances, *op.cit.*, p.105-108.

mandat électif et de la faiblesse objective de leurs organisations, du moins dans un premier temps. En d'autres termes, sans remettre formellement en cause la distinction entre leurs activités syndicales et politiques, ils s'attachent à réinvestir dans la compétition politique des ressources accumulées dans l'arène des conflits sociaux afin de renforcer leur position au sein du champ de représentation de la paysannerie et, plus largement, de légitimer leur prétention à incarner un vaste mouvement d'opposition de la société contre les gouvernants. Schématiquement, il nous paraît possible d'identifier trois processus principaux participant à cette entreprise d'accumulation par le *ZZR Samoobrona* de ressources collectives¹, reconvertibles dans le champ politique, dans le cadre de ses activités protestataires. Dans les faits, ces processus sont bien sûr concomitants et largement interdépendants, et ce n'est que par souci de clarté que nous les distinguerons ici dans l'analyse. Nous verrons tout d'abord, que, par l'attention médiatique dont elles bénéficient, les pratiques considérées comme « radicales » mises en œuvre par les militants du *ZZR Samoobrona* lors de leurs actions jouent un rôle décisif dans la visibilisation² du sigle *Samoobrona* et dans sa promotion en tant que symbole de la contestation de la politique du gouvernement (1). Nous verrons ensuite que les actions de protestation constituent également pour le syndicat et pour le parti, un important foyer de recrutement et de mise en forme organisationnelle qui permet à ses dirigeants d'en donner l'image de groupements structurés et puissants (2). Enfin, nous verrons que, l'investissement de l'arène des mobilisations contestataires offre l'opportunité aux dirigeants du syndicat d'élargir le périmètre de leurs interventions et prises de position, et de légitimer ainsi leur prétention à redéfinir leur offre de représentation au-delà des seuls agriculteurs surendettés (3).

- 1) Des actions spectaculaires au service d'une entreprise de subversion de l'ordre politique.

Tableau 8 : principales actions de protestation du *ZZR Samoobrona* relayées par le quotidien *Gazeta Wyborcza* de juin 1992 à avril 1993.

Date	Type d'action	Lieu	Durée de	Nombre de
------	---------------	------	----------	-----------

¹ Sur les ressources collectives des organisations politiques : cf. Offerlé Michel, *Les partis politique*, *op.cit.*, p.35-49.

² Comme le note Michel Offerlé, « La première ressource que peut offrir une organisation, c'est sa *marque*, son *sigle* [...] : en garantissant par son ancienneté et sa notoriété une seconde identité à qui peut s'en prévaloir, elle permet de recueillir sur le marché politique, et dans les interactions quotidiennes, les profits de distinction qui y sont rattachées », Offerlé Michel, *Ibid.*, p.37.

			l'action	participants
Fin juin 1992	Blocages routiers (12 environs)	Essentiellement dans les voïvodies de Poznań, Gorzów Wielkopolski, Leszno, Kalisz et Zamość.	Une dizaine de jours	De quelques dizaines à 150 selon les barrages
Début juillet 1992	"Marsz gwiazdzisty" (marche "en étoile" vers Varsovie de cortèges de manifestants provenant de différentes régions du pays et devant aboutir à un défilé dans les rues de la capitale)	Sur diverses routes ralliant Varsovie	Une dizaine de jours	Quelques dizaines de véhicules siglés ZZR <i>Samoobrona</i> organisés en sept cortèges.
29 juillet 1992	Expulsion par la force d'un producteur ayant racheté les biens d'un agriculteur surendetté en liquidation.	Strzelce Male (voïvodie de Leszno)	Quelques heures	Une dizaine
Du 1er au 2 août 1992	Fauchage sauvage d'une parcelle de blé louée par un exploitant individuel à une Ferme d'État en cours de privatisation.	Babin (voïvodie de Lublin)	Une nuit	Quelques dizaines
19 août 1992	Blocages routiers (entre 3 et 7 selon les sources)	Dans les voïvodies de Kalisz, Leszno et Sieradz	Quelques heures	D'une dizaine à une centaine selon les barrages
25 août 1992	Occupation du siège régional de l'Agence Immobilière Agricole du Trésor de l'État.	Lublin	Quelques heures	Quelques dizaines
11 décembre 1992	Occupation d'une aile du ministère de l'Agriculture	Varsovie	Quelques heures	Une trentaine
15 décembre 1992	Occupation du siège de la Voïvodie de Leszno	Leszno	Quelques heures	Une vingtaine
17 décembre 1992	Blocages de deux poste-frontières entre la Pologne et l'Allemagne	Kołbaskowo (voïvodie de Szczecin) et Świecko (voïvodie de Gorzów Wielkopolski)	Quelques heures	Quelques dizaines
19 février 1993	Défilé	Centre de Varsovie : du bâtiment du Parlement au Belvédère	Quelques heures	Cent cinquante
3 avril 1993	Défilé	Centre de Varsovie : devant le bâtiment du Parlement	Quelques heures	Près d'un millier

Réalisé par nos soins. Sources : archives du quotidien *Gazeta Wyborcza* de juin 1992 à avril 1993.

Les barrages routiers, les occupations de bâtiments publics ou les opérations « coup de poing » ont une place privilégiée parmi les modes d'actions mobilisés par le ZZR *Samoobrona* de l'été 1992 à la fin de l'hiver 1993. Le recours à ces pratiques

« traditionnelles » dans le cadre des mobilisations paysannes polonaises du début des années 1990¹ doit une nouvelle fois se comprendre en lien avec les contraintes à l'action qui pèsent alors sur un syndicat dont tout indique qu'il ne peut compter que sur une base militante restreinte et n'est actif effectivement que dans un nombre limité de voïvodies, situées principalement dans l'Ouest du pays.

Echaudée par l'échec relatif d'un projet de grande marche vers Varsovie au début du mois de juillet 1992, la « marsz gwiazdzisty »², la direction du ZZR *Samoobrona* privilégie jusqu'à la toute fin de l'hiver 1993 le recours à des actions localisées qui présentent l'avantage de ne nécessiter ni une lourde logistique ni de nombreux participants. Alors que plusieurs dizaines de manifestants suffisent à prendre possession, partiellement au moins, d'un bâtiment public, par exemple le siège de la Voïvodie de Leszno en décembre³, il suffit de quelques tracteurs pour entraver complètement la circulation sur une route nationale. Ainsi, aucun des différents barrages routiers mis en place par le ZZR *Samoobrona* au cours des mois de juin, d'août ou décembre 1992 ne mobilisent, à en croire les journalistes présents sur place, plus de cent cinquante militants⁴. Par ailleurs, ne nécessitant pas un éloignement durable des manifestants de leur lieu de travail et permettant, si besoin est, la mise en place de systèmes d'occupations tournantes⁵, ces modes d'action s'avèrent

¹ Pour une analyse détaillée des répertoires d'action observables lors des mobilisations paysannes des années 1990 à 1993, on se référera à : Forys Grzegorz, *op.cit.*, p.198-201. Plus largement, et à partir de l'exemple français, sur la question de la spécificité des pratiques manifestantes des paysans : Duclos Nathalie, « Y a-t-il une exception paysanne ? : réalité et limites de la violence contestataire des paysans bretons », *Cultures & Conflits*, n° 9-10, 1993, p.293-314.

² Pendant près de dix jours au début du mois de juillet, Andrzej Lepper tient en haleine les médias en annonçant que des « colonnes » de plusieurs centaines de milliers de sympathisants du ZZR *Samoobrona* en provenance de toutes les régions du pays convergent vers Varsovie pour venir y défiler massivement. L'opération, du nom de « marsz gwiazdzisty », avorte du fait de l'intervention de la police qui intercepte certains manifestants avant leur entrée dans la capitale, tout au plus quelques centaines selon les forces de l'ordre, mais aussi du fait de la décision prise par des militants de plusieurs localités, à l'encontre des directives d'Andrzej Lepper, de rapidement rebrousser chemin pour rentrer chez eux. Suite à cet « échec », relatif puisqu'il a tout de même permis au syndicat d'occuper la une des principaux quotidiens nationaux pendant plusieurs jours, la direction du ZZR *Samoobrona* annonce un changement de stratégie : « Aujourd'hui, nous rentrons chez nous. Mais notre mouvement de protestation lui va continuer, c'est simplement nos méthodes que nous allons devoir changer. Chacun va aller reprendre des forces dans son foyer, afin de bâtir une organisation forte et puissante », Andrzej Lepper, cité in « Odwrót "Samoobrony" », *Gazeta Wyborcza*, 13/07/1992, p.2.

³ « Zajazd "Samoobrony" w Lesznie », *Gazeta Wyborcza*, 15/12/1992, p.3.

⁴ Voir notamment : « Blokada "Samoobrony" zawieszona? », *Gazeta Wyborcza*, 24/06/1992, p.1.

⁵ L'existence de tels systèmes est mise en évidence à plusieurs reprises par des journalistes couvrant des actions du ZZR *Samoobrona*. Par exemple : « Między Toruniem a Włocławkiem », *Gazeta Wyborcza*, 22/06/1992, p.1.

particulièrement adaptés au métier d'agriculteur et aux impératifs d'entretien régulier de leurs exploitations.

Néanmoins, si ces actions de protestation ne divergent guère dans leur forme de celles mises en œuvre par le NSZZRI « S » et le KZRKiOR au cours des années 1990 et 1991, elles s'en distinguent radicalement dans leur pratique et dans leur symbolique. Ainsi, alors qu'auparavant les barrages routiers ou les occupations de bâtiment étaient appréhendés comme des outils de grève « ordinaires » permettant d'appuyer des revendications dans le cadre de négociations avec les pouvoirs publics, les militants du ZZR *Samoobrona* en ont un usage beaucoup plus radical s'apparentant à un syndicalisme d'action directe¹. Contrairement aux barrages organisés par les militants du KZRKiOR et du NSZZRI « S » qui ne conduisaient que rarement à la paralysie complète du trafic, ceux du ZZR *Samoobrona* prennent en effet la forme de véritables barricades entravant l'ensemble de la circulation pendant parfois plusieurs jours². Surtout, multipliant les provocations verbales à l'égard du personnel politique et refusant à plusieurs reprises les invitations à négocier du ministre de l'Agriculture Gabriel Janowski³ - qui a conservé son poste en dépit des changements successifs de Premier ministre - Andrzej Lepper s'attache à présenter les actions de son syndicat comme constituant la première étape d'une insurrection paysanne contre le gouvernement. En référence explicite aux soulèvements menés par Tadeusz Kościuszko contre l'occupant russe au XVIII^e siècle, nombreux sont les manifestants à arborer des faux sur les barrages ou lors des occupations de bâtiments organisés par

¹ C'est parmi les syndicalistes révolutionnaires et les anarcho-syndicalistes français du début du XX^e siècle que la naissance des théories du syndicalisme d'action directe est communément identifiée. Georges Yvetot, signataire de la Charte d'Amiens en 1906, donne alors de l'action directe la définition suivante : « L'action directe est celle qui, en dehors de tout secours étranger, sans compter sur aucune influence de pouvoir et du Parlement, est exercée par les intéressés eux-mêmes dans le but d'obtenir satisfaction d'une façon partielle ou complète, mais définitive. » Cité in Martin Jean-Yves, « "Action directe" et négociations dans la grève nazairienne de 1955 », *Agone*, n°33, 2005, p.67-82. Sur les théories de l'action directe et leur pratique, on se référera à : Julliard Jacques, *Autonomie ouvrière : Etude sur le syndicalisme d'action directe*, Paris, Editions du Seuil, Hautes Etudes, 1988, notamment le chapitre 1.

² De même Nathalie Duclos note, dans le cas français, de profondes différences dans les modes d'organisation et de gestion des barrages selon le sens que les agriculteurs cherchent à conférer à cette action, selon qu'ils insistent sur sa dimension expressive ou sur son caractère protestataire : Duclos Nathalie, *Les violences paysannes sous la Ve République*, Paris, Economica, 1998, p.14-25. Pour une mise en perspective de la technologie des barrages routiers par son usage par des groupes de chauffeurs routiers : Courty Guillaume, « Barrer, filtrer, encombrer : les routiers et l'art de retenir ses semblables », *Cultures & Conflits*, n°12, 1993, p.143-168.

³ À titre d'exemple des réticences récurrentes exprimées par les dirigeants du ZZR *Samoobrona* à négocier avec le gouvernement : « "Samoobrona" przy stole...ale krótko, bo ją wyprosili », *Gazeta Wyborcza*, 05/08/1992, p.2.

le ZZR *Samoobrona*. De même, le président du syndicat défraye la chronique en annonçant la transformation des sections anti-saisies créées au début de l'année par le syndicat en *Bataliony Chłopskie* (Bataillons Paysans), du nom du mouvement de résistance du Parti Paysan (SL) lors de la Seconde guerre mondiale¹. Plus qu'à la simple instauration d'un rapport de force favorable à la négociation entre les agriculteurs et leur banquier, ces groupements ont désormais vocation selon lui à assurer le respect des promesses présidentielles du 28 avril 1992 et à empêcher physiquement toute tentative de saisie des biens des exploitants surendettés ou tout abus liés à la mise en faillite d'un agriculteur :

« Nous ne plaisantons plus. Que Dieu me garde si une seule de nos revendications venait à ne pas être satisfaite. Nous allons reconstituer les Bataillons Paysans [...]. Nous allons former leurs membres aux techniques physiques, cultiver leur patriotisme et leur apprendre les méthodes militaires. Nous ne voulons pas la guerre, mais si notre État enfreint la loi, nous n'hésiterons pas à nous opposer les armes à la main à ses agents, aux huissiers, aux banquiers ou aux inspecteurs du Trésor ».

Andrzej Lepper.

Cité in « Bataliony Chłopskie "Samoobrony" », *Gazeta Wyborcza*, 30/04/1992, p.4.

En assimilant implicitement la période post-communiste à celles de la Pologne des partages ou de l'occupation nazie, et en encourageant les agriculteurs « à défendre, par les armes si besoin est, leurs droits individuels contre les attaques de l'État »², c'est la légitimité même de la Troisième République et de ses lois que les dirigeants du ZZR *Samoobrona*, au premier rang desquels Andrzej Lepper, s'attachent à remettre en cause. Cette entreprise de subversion de l'ordre politique³ conduit à une marginalisation accrue du syndicat. Dénoncé par la totalité des principaux responsables politiques pour sa démagogie, son radicalisme, voire son terrorisme, celui-ci est même l'objet de plusieurs procédures judiciaires visant à le délégaliser⁴.

¹ « Bataliony Chłopskie "Samoobrony" », *Gazeta Wyborcza*, 30/04/1992, p.4. Cette annonce provoque l'indignation immédiate des dirigeants du PSL qui revendiquent l'héritage du mouvement paysan historique : « Samoobrona łamie Prawo », *Zielony Sztandar*, 17/05/1992.

² Cité in « Sejm to cyrk, rząd to teatr », *Gazeta Wyborcza*, 15/05/1992, p.4.

³ Par entreprise de subversion on entend ici, suivant Jacques Lagroye, Bastien François et Frédéric Sawicki, une tentative de « [remise en cause] des classifications qui établissent la spécificité et la suprématie de l'ordre politique existant » et donc de « [contestation de] l'orientation normative des actes politiques » : Cf. Lagroye Jacques, François Bastien & Sawicki Frédéric, *op.cit.*, p.221.

⁴ Le ZZR *Samoobrona* ainsi que le *Przymierze Samoobrona* sont tout au long de l'été et de l'automne l'objet de plusieurs procédures judiciaires pour infraction à la constitution et, respectivement au droit syndical et au droit des partis. Cf. notamment : « Delegalizacja "Samoobrony"? », *Gazeta Wyborcza*, 18/08/1992, p.1. Le gouvernement est lui-même à l'initiative de plusieurs dépôts de plaintes et plusieurs de ses membres demandent explicitement la délégalisation du syndicat et du parti. C'est par

Profitant de l'attrait des médias pour le spectaculaire, elle lui permet surtout de bénéficier rapidement d'une publicité sans proportion ni avec son influence réelle dans les campagnes ni avec l'ampleur effective de ses actions¹. La rhétorique belliqueuse mobilisée par Lepper et les autres dirigeants du ZZR *Samoobrona* entre en effet en résonance avec les représentations spontanées des journalistes sur une paysannerie stigmatisée dans le discours dominant pour son archaïsme et son agressivité latente² et permet au syndicat de bénéficier d'une audience teintée de scandale dans des arènes publiques variées, médias bien sûr, mais aussi débats parlementaires ou interventions publiques des principaux responsables politiques et syndicaux. Si dans les faits ses actions sont souvent de taille réduite, et que les actes de violence y restent rares - les exactions commises par les manifestants ou les Bataillons Paysans au cours des années 1992 et 1993 se comptent sur les doigts d'une main - le ZZR *Samoobrona* s'assure une visibilité soutenue dans les débats publics. Le syndicat s'impose ainsi, du moins symboliquement, comme le principal porte-parole du mécontentement des campagnes polonaises, à distance du KZRKiOR et du NSZZRI « S » qui, après avoir délaissé l'arène des mobilisations protestataires tout au long de l'année 1992, s'attachent quant à eux par la suite à maintenir les actions de protestation qu'ils initient dans le cadre des règles légitimes de la manifestation afin d'entretenir leur « respectabilité » politique.

2) La structuration organisationnelle paradoxale du syndicat et du parti.

exemple les cas de Jan Rokita, ministre en charge de l'administration du Conseil des ministres, qui, à l'occasion d'une séance de question au gouvernement à la Diète le 7 janvier 1993, considérant que « les activités de Samoobrona s'apparentent à du terrorisme ordinaire [...] face auquel l'État polonais ne saurait rester inactif » déclare que le gouvernement est déterminé à user de tous les moyens légaux disponibles pour faire interdire le syndicat : Cf. Sténogramme 1^{ère} Législature, 33^e Séance, 2nd jour, 07/01/1993, <http://orka2.sejm.gov.pl/>. Finalement, aucune des diverses procédures judiciaires entreprises n'aboutit.

¹ Patrick Champagne note : « On ne peut pas réduire une manifestation de rue à une simple action de protestation collective ; c'est aussi, étant donné les profits qui peuvent résulter en politique de cette focalisation des médias sur un groupe social en lutte, une action stratégique visant à agir sur les journalistes afin d'occuper l'espace médiatique dans le but de déclencher les prises de position des différents agents qui cherchent à peser sur l' « opinion publique » et par là sur le pouvoir », Champagne Patrick, « La manifestation comme action symbolique », in Favre Pierre (dir.), *La manifestation*, Paris, Presses de la FNSP, 1990, p.339.

² Cf. Zalewski Frédéric, « Démobilisation et politisation de la paysannerie en Pologne depuis 1989 », *Critique Internationale*, n°31, 2006, p.149. Sur les représentations journalistiques « traditionnelles » des violences paysannes, on pourra se référer à : Guillemin Alain, « “Doucement c'est tout de même une femme” : remarques sur le statut de la violence dans les manifestations paysannes », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°52-53, juin 1984, p.42-48.

Le développement de l'implantation territoriale du ZZR *Samoobrona* et du nombre de ses militants constitue une préoccupation prioritaire de ses dirigeants dans les semaines suivant le succès de l'action au ministère de l'Agriculture. Dès le 14 mai 1992, à l'occasion du Conseil National du syndicat, Andrzej Lepper annonce ainsi aux deux cents délégués réunis à Varsovie son souhait d'accroître le nombre de Cercles locaux dans toutes les voïvodies afin d'assurer au mieux « la défense des agriculteurs menacés d'être dépossédés de leurs biens du fait de leur incapacité à payer les traites de crédits en cours »¹. Dans cette optique, les actions de protestation initiées à partir du mois de juin constituent pour le syndicat un important foyer de recrutement. Ainsi, le nombre de membres revendiqués par ses dirigeants passe de 60 000 à la fin du mois d'avril 1992 à plus de 300 000 en janvier 1993² et dès le mois de novembre 1992 Andrzej Lepper assure que le syndicat est désormais implanté dans l'ensemble des 49 voïvodies du pays³. S'il ne fait guère de doute que, selon une pratique alors généralisée en Pologne, ces chiffres sont « gonflés » à l'extrême, ils témoignent néanmoins d'une augmentation indéniable de la base militante du syndicat dans les derniers mois de l'année 1992.

Sans nous engager plus avant dans le débat complexe sur les ressorts de l'engagement dans l'action militante⁴, contentons nous ici de formuler deux hypothèses principales sur l'origine de cet accroissement du nombre d'adhérents du ZZR *Samoobrona* dans la dynamique du mouvement de contestation. Premièrement, il nous paraît possible d'envisager l'existence d'un phénomène de « recrutement médiatique » comparable à celui mis en évidence par Todd Gitlin dans son étude du « Students For a Democratic Society » aux États-Unis⁵. La forte visibilité du syndicat qui, comme nous l'avons vu précédemment, acquiert dans les médias l'image sulfureuse de principal opposant à la

¹ « Orły same się obronią », *Gazeta Wyborcza*, 18/05/1992, p.12.

² Chiffres cités respectivement in « Świąteczna okupacja », *Gazeta Wyborcza*, 21/04/1992, p.5 et in « Lepperiada », *Gazeta Wyborcza*, 20/01/1993, p.10.

³ « Samoobrona zmienia taktykę », *Zielony Sztandar*, 22/11/1992.

⁴ À ce sujet on se référera au numéro spécial de la Revue Française de Science Politique consacré à la question de l'engagement : Fillieule Olivier & Mayer Nonna (dir.), *op.cit.*, p.19-215, notamment son introduction p.19-25 ; on pourra également trouver de nombreuses références dans Juhem Philippe, « Investissements et désinvestissements partisans », *art.cit.*, p.478-491 ; ainsi que dans l'introduction de l'article : Sawicki Frédéric, « Le temps de l'engagement. À propos de l'institutionnalisation d'une association de défense de l'environnement », in Lagroye Jacques (dir.), *op.cit.*, p.123-146.

⁵ Gitlin Todd, *The Whole World Is Watching : mass media in the making & unmaking of the new left*, Berkeley, University of California Press, 1980, notamment les pages 129 à 133 ; pour un résumé des principales thèses de l'auteur cf. : Neveu Erik, « Médias, mouvements Sociaux, espaces publics », *art.cit.*, p.25-28.

politique agricole du gouvernement, lui offre en effet l'opportunité d'attirer à lui de nouveaux adhérents parmi les agriculteurs décidés à en découdre avec les autorités, notamment des anciens du KZRKiOR ou du NSZZRI « S » déçus par la passivité de ces organisations sur le terrain des manifestations¹. Deuxièmement, on peut considérer qu'une part non négligeable des nouvelles adhésions au syndicat provient d'une extension des soutiens à partir des actions de protestation mises en œuvre au niveau local. Celles-ci, par exemple les barrages routiers, constituent en effet des espaces pratiques de promotion de l'offre de représentation du syndicat² mais aussi de mobilisation en sa faveur de réseaux de relations et d'interconnaissances personnelles préexistants dans les territoires concernés³. En d'autres termes, et pour simplifier à l'excès, l'existence de rapports de voisinages, professionnels, amicaux voire familiaux, entre des participants à une action de protestation du ZZR *Samoobrona* dans une petite commune rurale et les habitants de celle-ci nous paraît pouvoir être considéré comme un facteur y favorisant l'engagement dans l'action puis éventuellement l'adhésion au syndicat.

Retracer précisément le processus de structuration du syndicat, c'est-à-dire de mise en œuvre d'opérations matérielles et symboliques concourant à la mise en place et à l'agencement de différentes instances territoriales⁴, qui accompagne l'intégration de ces nouveaux adhérents est un exercice extrêmement délicat. Faute d'archives de l'organisation disponibles sur cette période⁵, nous devons ici nous contenter de dessiner les grandes lignes qui semblent alors guider l'organisation des différentes

¹ D'une manière comparable à ce qui a pu être observé dans le cas du militantisme altermondialiste, le ZZR *Samoobrona* « recrute », partiellement du moins, au sein de milieux militants, « paysans » ici, préconstitués. Les journalistes s'intéressant à l'émergence de ce nouvel acteur du syndicalisme paysan insistent d'ailleurs régulièrement sur l'importance du nombre d'anciens du NSZZRI « S » qui rejoignent ses rangs, par exemple : « Orły same się obronią », *Gazeta Wyborcza*, 18/05/1992, p.12. Sur le militantisme altermondialiste et sur les recompositions de groupes anciens dont il provient en partie on pourra se référer à : Agrikoliansky Eric, Fillieule Olivier & Mayer Nonna (dir.), *L'altermondialisme en France : la longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, 2005 ; notamment son chapitre 4 : Szczepanski-Huillery Maxime, « Les architectes de l'altermondialisme. Registres d'action et modalités d'engagement au Monde diplomatique », p.143-173.

² Cf. Mann Patrice, « Les manifestations dans la dynamique des conflits », Favre Pierre (dir.), *op.cit.*, p.280-281.

³ Cf. Cefaï Daniel & Lafaye Claudette, « Lieux et moments d'une mobilisation collective : le cas d'une association de quartier », in Cefaï Daniel & Trom Danny (dir.), *Les formes de l'action collective : mobilisations dans des arènes publiques*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2001, p.195-228.

⁴ Aït-Aoudia Myriam, *op.cit.*, p.346.

⁵ Selon la direction du ZZR *Samoobrona*, les archives des premiers mois d'existence du syndicat auraient été perdues du fait d'exactions commises par des militants du KPN, engagé en 1992 dans un conflit avec *Samoobrona* sur la propriété d'un local rue *Nowy Świat* à Varsovie. À ce sujet : « *Samoobrona* KPN-u », *Gazeta Wyborcza*, 28/08/1992, p.2.

structures du syndicat. Schématiquement, il paraît possible d'identifier la combinaison de deux modalités de structuration antagoniques, qui ne sont pas sans rappeler les types de construction partisane par « diffusion territoriale » et par « pénétration territoriale » évoqués par Angelo Panebianco¹. D'un côté, l'organisation des structures de base du syndicat semble se dérouler essentiellement à l'échelon local, à distance de la direction nationale. Cette dernière paraît en effet n'intervenir qu'exceptionnellement dans l'organisation des Cercles locaux, qu'il s'agisse de la définition des modalités de leur fonctionnement effectif, du choix de leurs responsables, ou même du processus de création d'un nouveau Cercle dans une commune où le syndicat n'est pas encore implanté². D'un autre côté, à l'inverse, la direction nationale accorde une attention toute particulière au développement des structures intermédiaires et au contrôle de la parole publique du syndicat. L'entreprise de création de Cercles régionaux dans chacune des 49 voïvodies du pays, présentée comme prioritaire par Andrzej Lepper dès le mois de mai, est ainsi directement pilotée depuis Varsovie. Si les statuts prévoient l'élection des dirigeants des structures régionales par les représentants des Cercles locaux, c'est, à en croire des responsables de l'époque, essentiellement au niveau national, voire directement par Andrzej Lepper, que ceux-ci sont dans les faits alors désignés³. De même, l'organisation des actions de protestation les plus spectaculaires et la production des prises de position du syndicat restent extrêmement centralisées. Se rendant régulièrement en personne sur les sites des barrages routiers, des occupations de bâtiment ou des actions des « bataillons paysans », le président du ZZR *Samoobrona* Andrzej Lepper et, dans une moindre mesure, les membres du Prezydium, principalement Janusz Bryczkowski,

¹ S'inspirant des travaux de Kjell Eliassen et Lars Svaasand, Angelo Panebianco note que le développement organisationnel d'un parti (mais ses observations nous semblent dans les faits pouvoir s'appliquer également à d'autres formes d'organisations politiques) est dû « soit à une pénétration territoriale, soit à une diffusion territoriale, soit à une combinaison de ces deux modalités ». Selon lui, « on peut parler de pénétration territoriale lorsque le « centre » contrôle, stimule ou guide le développement de la « périphérie », c'est-à-dire la constitution de groupes locaux ou intermédiaires du parti. On peut parler de diffusion territoriale lorsque le développement se produit par « germination spontanée » : les élites locales constituent des groupes locaux du parti qui ne seront intégrés que plus tard à une organisation nationale », cité in : Panebianco Angelo, *Political Parties : Organization and Power*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988, p.50. Voir également, Eliassen Kjell & Svaasand Lars, « The Formation of Mass Political Organizations: An Analytical Framework », *Scandinavian Political Studies*, n°10, 1975, p.95-120.

² Selon les statuts, il suffit à cinq agriculteurs d'une même localité d'envoyer une demande écrite au siège du syndicat stipulant leur engagement à respecter les statuts de ce dernier pour officialiser la formation d'un Cercle local.

³ Voir notamment : « To nie jest problem Leppera », *Rzeczpospolita*, 19/08/1994 ; Krok-Paszowska Ania, « Samoobrona : The Polish self-defence movement », in Mudde Cas & Kopecký Petr (dir.), *Uncivil Society? Contentious Politics in Post-Communist Europe*, London, Routledge, 2003, p.120.

Paweł Skórski et Marek Lech, monopolisent ainsi la quasi-totalité des interventions publiques du syndicat, au détriment des participants aux actions ou des responsables locaux.

Le ZZR *Samoobrona* tel qu'il se développe à partir de la seconde moitié de l'année 1992 paraît ainsi se structurer autour d'un mode d'organisation paradoxal. Extrêmement labiles au niveau communal, où les Cercles locaux s'apparentent dans la plupart des cas à des sous-groupes de taille réduite, s'appuyant souvent sur des réseaux de sociabilité préconstitués et relativement autonomes des autres échelons de l'organisation, les structures du syndicat sont à l'inverse fortement centralisées et hiérarchisées aux niveaux national et régional. Si le contrôle de la « base » par le « centre » paraît ainsi dans les faits très limité¹, l'existence formelle de nombreux Cercles locaux et le contrôle des outils d'objectivation du syndicat au niveau national et régional permettent aux dirigeants nationaux de donner à leur organisation l'apparence d'un groupement cohérent, fortement structuré et implanté sur l'ensemble du territoire. Alors que l'essentiel des actions se décide directement depuis Varsovie et ne mobilise souvent, comme nous l'avons vu précédemment, qu'une poignée de militants, ils peuvent ainsi revendiquer une représentativité importante dans les campagnes et développer un discours mettant en scène leur capacité à mobiliser rapidement une base militante présentée comme pléthorique et extrêmement active. Abondamment relayé par les journalistes, qui reprennent également sans précaution les chiffres impressionnants des effectifs militants avancés par la direction, ce discours participe à véhiculer l'image réifiante d'un syndicat massif - parlant et agissant comme un seul homme - et ainsi à accroître l'impression de son emprise sur le mouvement de contestation paysanne. Parallèlement, alors que les adhérents du syndicat sont automatiquement considérés comme des membres du parti *Przymierze Samoobrona* et du mouvement social *Samoobrona*, il participe également à légitimer la prétention des dirigeants du ZZR *Samoobrona* à se présenter comme les porte-parole d'un vaste mouvement de résistance de la société polonaise contre l'État, dépassant les seules campagnes.

¹ En témoignent les difficultés récurrentes de la direction du syndicat à mener à bien des actions coordonnées sur l'ensemble du territoire, à organiser de grands rassemblements réunissant au même endroit des militants provenant de différentes régions ou encore à contrôler parfaitement les modalités de fin des actions protestataires.

Schéma 2 : organisations territoriales du ZZR *Samoobrona* et du *Przymierze Samoobrona* et relations entre leurs structures.

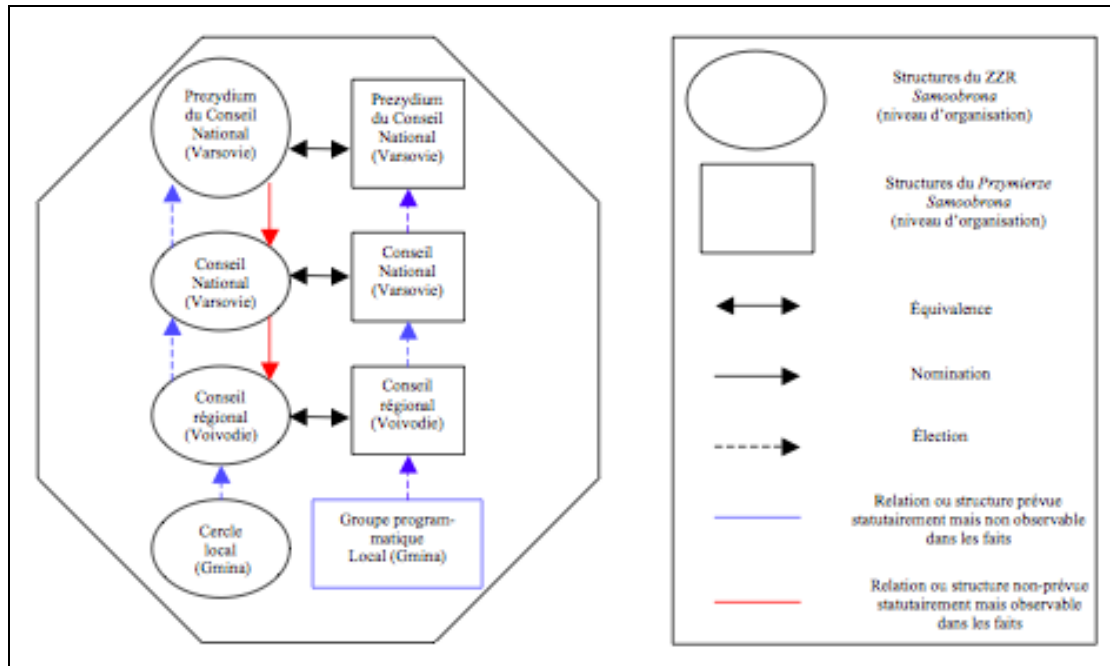


Schéma réalisé par nos soins. Sources : statuts fondateurs du ZZR *Samoobrona* et du *Przymierze Samoobrona* ainsi que nos observations personnelles sur le fonctionnement de ces organisations au cours des années 1992 et 1993.

- 3) Tentatives d'élargissement du champ d'intervention et de « montée en généralité ».

Nous l'avons vu dans le chapitre précédent, si dès sa création en janvier 1992 le ZZR *Samoobrona* est présenté par ses fondateurs comme un syndicat ayant vocation à représenter les intérêts des campagnes polonaises dans leur ensemble, les revendications et les actions développées par ses membres dans les premiers mois de son existence se focalisent dans les faits sur le seul problème du surendettement agricole. Ce dernier conserve une centralité indéniable dans le mouvement de contestation dans lequel le syndicat s'engage à partir de l'été 1992. L'application immédiate des accords du 14 novembre 1991 et du 28 avril 1992 constitue en effet la principale exigence mise en avant par les dirigeants du ZZR *Samoobrona* lors de leurs interventions publiques et des diverses actions de protestation initiées par le syndicat, que ce soient les blocages routiers des mois de juin et d'août, ou encore la courte

occupation d'une aile du ministère de l'Agriculture en décembre¹. Dans la dynamique du mouvement de contestation, on assiste néanmoins également à des tentatives répétées des responsables du syndicat pour étendre leur champ d'intervention à de nouvelles causes, liées à l'agriculture bien sûr mais pas uniquement. Ce faisant, ils s'attachent à élargir le sens des actions protestataires organisées par le syndicat en adoptant une rhétorique de justification de l'action se rattachant non plus seulement à la défense des intérêts des agriculteurs surendettés, mais à ceux de tous les travailleurs du secteur agricole, voire à ceux des Polonais dans leur ensemble. Cette entreprise de « montée en généralité »² visant à légitimer leur prétention à constituer un vaste mouvement social incarnant la société polonaise dans son ensemble se développe selon deux modalités complémentaires.

Premièrement, bénéficiant jusqu'en décembre 1992 du statut de seule organisation agricole nationale engagée dans une contestation ouverte de la politique agricole du gouvernement, le ZZR *Samoobrona* est conduit par ses dirigeants à développer des prises de position sur des thématiques jusqu'ici marginales dans son offre de représentation. La garantie des prix agricoles, la limitation des importations, la lutte contre le chômage rural ou encore l'amélioration des conditions de privatisation des Fermes d'État sont autant de revendications qui font ainsi progressivement leur apparition sur la plate-forme du ZZR *Samoobrona*, aux côtés des plus traditionnelles exigences d'instauration de crédits agricoles à taux préférentiels et de suspension immédiate de toutes les procédures de saisies engagées à l'encontre des exploitants surendettés. Occasionnellement des militants du syndicat participent même à des actions protestataires autour de ces enjeux inédits, par exemple en août contre les conditions de privatisation de la ferme d'État de Babin (voïvodie de Lublin)³.

Mais, deuxièmement, c'est surtout en formalisant des alliances avec d'autres organisations syndicales engagées dans le mouvement de contestation de la politique

¹ Voir respectivement : « Z kosami na szosy », *Gazeta Wyborcza*, 23/06/1992, p.2 ; « Pełzające strajki », *Gazeta Wyborcza*, 19/08/1992, p.5 ; et « Usuwanie "Samoobrony" », *Gazeta Wyborcza*, 11/12/1992, p.1.

² Sur les processus de « montée en généralité », entendus comme « l'adoption d'une rhétorique de justification qui se rattache à un bien commun », dans la dynamique d'une mobilisation collective, on pourra se référer à Hassenteufel Patrick & Hétet Erwan, « Internes en grève. Une approche de la "montée en généralité" des mouvements sociaux », *Politix*, vol.12, n°46, 1999, p.99-125.

³ Cf. « Protest w pocie czoła », *Gazeta Wyborcza*, 05/08/1992, p.1.

du gouvernement Suchocka que les dirigeants du syndicat s'attachent à élargir son périmètre d'intervention.

D'un côté, au nom de l'unité du mouvement paysan, des partenariats sont envisagés à partir de décembre 1992 avec le KZRKiOR et le NSZZRI « S » qui viennent de faire leur retour dans l'arène des mobilisations protestataires. Le 2 décembre, un comité de protestation intersyndical est même constitué pour la première fois par les trois syndicats agricoles nationaux contre l'importation de produits agricoles en provenance de la Communauté Economique Européenne¹. Néanmoins, les relations entre le ZZR *Samoobrona* et les deux syndicats agricoles « historiques » restent extrêmement tendues et le front commun est dissous avant même l'organisation effective de la première action unitaire prévue pour le 17 décembre. Piotr Baumgart, le représentant du NSZZRI « S » au sein du comité de protestation, met en effet fin au rapprochement en déclarant aux journalistes : « Nous ne pouvons pas nous allier à des terroristes qui menacent d'utiliser des armes et qui font courir à nos militants le risque d'une répression policière. Qui plus est Andrzej Lepper ne cache plus que sa véritable ambition est de prendre le pouvoir dans ce pays. [...] *Samoobrona* nuit aux intérêts des agriculteurs et torpille les tentatives d'unification du mouvement paysan »². Stigmatisé pour son radicalisme et perçu comme un concurrent de plus en plus sérieux pour la représentation syndicale, mais aussi politique, de la paysannerie, le ZZR *Samoobrona* n'est pas considéré comme un partenaire légitime par les représentants nationaux des autres organisations agricoles et reste, jusqu'à la toute fin du mois de mai 1993, maintenu à l'écart de tout nouveau projet d'unification du mouvement paysan dans la contestation³.

De l'autre côté, c'est auprès d'organisations non-agricoles que les dirigeants du ZZR *Samoobrona* cherchent à forger des alliances. Dans un premier temps, il s'agit essentiellement de faire apparaître leur syndicat comme la composante paysanne d'un

¹ « Na Gwiazdkę Blokada Granic », *Gazeta Wyborcza*, 03/12/1992, p.1; « Bieda połączyła chłopów », *Zielony Sztandar*, 13/12/92.

² Cité in « Trójki Wypatrują », *Gazeta Wyborcza*, 18/12/1992, p.18.

³ Ponctuellement néanmoins des actions communes sont organisées par des militants du ZZR *Samoobrona* et des militants du KZRKiOR, sans pour autant que le moindre accord de collaboration ne soit formalisé entre les directions nationales. C'est ainsi le cas des deux blocages des poste-frontières avec l'Allemagne qui ont lieu malgré le retrait du NSZZRI « S » le 17 décembre. Cf. « Trójki Wypatrują », *Gazeta Wyborcza*, 18/12/1992, p.18 ; « Kółka i Samoobrona protestują », *Chłopska droga*, 03/01/93.

large mouvement de mécontentement social contre la politique économique du gouvernement. Dans ce sens, un accord de coopération est signé dès le mois d'août 1992 avec l'OPZZ, *Solidarność 80'* (Solidarité 80'), le *Związek Zawodowy Górników* (Syndicat des Mineurs) et le *Związek Zawodowy Maszynistów* (Syndicat des *Machinistes*). Seule organisation agricole à participer au Comité National Intersyndical de Négociation et de Grève (MKKNS : *Międzyzwiązkowy Krajowy Komitet Negocjacyjno-Strajkowy*) constitué par ces différents syndicats, le ZZR *Samoobrona* est à ce titre l'un des signataires de la plateforme commune de 21 demandes alors adressées à Hanna Suchocka sur des questions aussi variées que les privatisations, la protection du marché intérieur ou encore le traitement du chômage¹. Rapidement cependant, les dirigeants du ZZR *Samoobrona* ne cachent plus leurs ambitions de constituer autour de leur syndicat un mouvement indépendant à prétention généraliste. Plusieurs tentatives d'agrégation de syndicats indépendants ou de branches sont ainsi initiées dans le but avoué de constituer une nouvelle centrale syndicale généraliste, concurrente du NSZZ « S » et de l'OPZZ. En janvier 1993, un premier projet associant au ZZR *Samoobrona* des syndicats locaux de mineurs, de travailleurs de l'industrie ou encore de mécaniciens ferroviaires est dévoilé par Lepper qui se prend même alors à rêver de la création d'un « grand syndicat *Samoobrona* au niveau européen voire mondial »². De même, fin février, il annonce depuis Katowice l'officialisation prochaine de la création d'une centrale interprofessionnelle du nom de *Wolne Związki Zawodowe* (Les Syndicats Libres)³. Si aucun de ces projets n'aboutit effectivement, les dirigeants du ZZR *Samoobrona* ne renoncent pas pour autant à leur prétention à s'exprimer au nom d'un large mouvement social, prétendument incarné par un « RS *Samoobrona* RP » transcendant les frontières sectorielles. Bien qu'il soit constitué essentiellement d'agriculteurs, c'est ainsi également au nom des chômeurs, des ouvriers ou encore des mineurs que le ZZR *Samoobrona* organise un défilé le 2 avril 1993 devant la Diète. Réunissant, selon *Gazeta Wyborcza*, près de mille participants, ce qui en fait de loin l'action la plus

¹ Voir « Strajk generalny ? », *Gazeta Wyborcza*, 11/08/1992, p.1 et « Sierpień '92 », *Gazeta Wyborcza* 12/08/1992, p.11. Le nombre de demandes adressées à Hanna Suchocka par le MKKNS, est une référence explicite aux 21 demandes du « Comité Intersectoriel de Grève » (MKS : *Międzyzakładowy Komitet Strajkowy*) formulées en août 1980 et qui conduisirent aux accords de Gdańsk et à la création du NSZZ « S ». Sur cet épisode, voir notamment : Potel Jean-Yves, *Scènes de grèves en Pologne*, Paris, Noir sur Blanc, 2006 (1981).

² « Lepperiada », *Gazeta Wyborcza*, 20/01/1993, p.10.

³ Cf. « Czwarta Centrala związkowa », *Gazeta Wyborcza*, 20/02/1993, p.21.

importante organisée par le syndicat depuis sa création, cette manifestation illustre par ailleurs jusqu'à la caricature la stratégie subversive mise en œuvre par les membres du syndicat depuis leur réinvestissement de l'arène des mobilisations protestataires : de nombreux militants défilent avec des faux, auxquels certains ont même parfois accroché des restes de viandes crues. À la fin de la manifestation, une soixantaine de participants, dont Andrzej Lepper, tente de pénétrer à l'intérieur du Parlement et s'oppose violemment aux forces de l'ordre, s'assurant ainsi la une des principaux quotidiens nationaux le lendemain¹.

¹ « Lepperiada pod Sejmem », *Gazeta Wyborcza*, 03/04/1993, p.1. Voir également : « Samoobrona spacyfikowana przed Sejmem », *Chłopska droga*, 11/04/93 et « Pacyfikacja Samoobrony », *Chłopska droga*, 18/04/93.

Section 2.

À l'épreuve des contraintes de la compétition électorale.

Le 31 mai 1993, suite à l'adoption à la Diète d'une motion de censure à l'encontre du gouvernement Suchocka, le Président Wałęsa annonce la dissolution du Parlement. Cette décision a pour conséquence l'organisation d'élections législatives anticipées programmées pour le mois de septembre. Ces élections, les quatrième depuis le changement de régime¹, offrent l'opportunité aux responsables du ZZR *Samoobrona* de finaliser leur ambition, jamais démentie depuis leur participation à la création du parti *Przymierze Samoobrona* un an auparavant, de s'engager directement dans la lutte concurrentielle pour les postes de pouvoir politique et, par conséquent, pour le vote des électeurs². C'est à l'analyse des modalités de cet investissement de l'arène électorale que sera consacrée cette section. Plus précisément, nous nous intéresserons ici aux entreprises concrètes de formalisation et de promotion d'une offre électorale³ qu'impliquent une telle participation à la compétition pour les suffrages. Appréhendant cette dernière comme une configuration au sens de Norbert Elias⁴, nous

¹ Rappelons en effet que trois élections concurrentielles se sont déjà tenues depuis la suppression du qualificatif « populaire » de l'intitulé de la République de Pologne le 1^{er} janvier 1990 : une élection locale en mai 1990, une élection présidentielle en décembre de la même année, et une élection parlementaire en octobre 1991.

² Comme le notent Daniel Gaxie et Patrick Lehingue, « dans le cas particulier où l'accès aux trophées politiques résulte de l'élection, le jeu politique va prendre la forme d'une lutte concurrentielle opposant des entreprises de conquête des positions de pouvoir politique et portant sur le vote des électeurs », Gaxie Daniel & Lehingue Patrick, *op.cit.*, p.10.

³ Nous appuyant sur les travaux de Daniel Gaxie et Patrick Lehingue, nous mobilisons ici la notion d'offre électorale dans un sens large pour désigner l'ensemble des biens politiques que « les entrepreneurs en concurrence pour l'investissement des profanes et l'occupation légitime des postes de pouvoir politique tentent d'échanger [...] contre les diverses formes d'appui que les profanes peuvent leur apporter ». *Ibid.*, p.30. C'est-à-dire selon nous, « les discours, les analyses, les programmes, les promesses » bien sûr, mais aussi les caractéristiques (socio-professionnelles, de genre ou d'âge par exemple) et les modalités de présentation de soi des candidats, ou encore la forme prise par le collectif engagé dans l'élection (parti, syndicat, association d'électeurs, etc.) et la conception de la représentation que celle-ci donne à voir. Par ailleurs, la reprise de l'analogie économique de l'offre, n'est nullement synonyme de l'adoption d'une approche strictement utilitariste et rationaliste des relations politiques, et notamment de l'interaction électorale. Au contraire, la production, la promotion et la réception de l'offre électorale apparaissent comme des processus sur lesquels les acteurs ont, en dépit de leur réflexivité et de leur indéniable « recherche de rentabilité », un contrôle extrêmement imparfait et sur lesquels une multitude de facteurs leur étant largement extérieurs influe. Sur l'usage du concept d'offre en science politique : *Ibid.*, p.113-121.

⁴ C'est-à-dire en tant que tissu d'interactions dans lequel « comme au jeu d'échecs, toute action accomplie dans une relative indépendance représente un coup sur l'échiquier social, qui déclenche infailliblement un contrecoup d'un autre individu (sur l'échiquier social, il s'agit en réalité de beaucoup de contrecoups exécutés par beaucoup d'individus) limitant la liberté d'action du premier joueur » : Norbert Elias, *La société de cour*, Paris, Flammarion, 1985, p.152-153.

prêterons une attention particulière aux contraintes qui, dans le cadre des interactions concurrentielles qui les relie, pèsent sur les acteurs engagés dans de telles activités.

La lutte pour la mobilisation de soutiens objectivables en vote qu'est la compétition électorale est en effet régie par un ensemble de « règles institutionnelles » qui limite la liberté d'action des individus et des groupements la faisant vivre en s'y investissant¹. Qu'elles soient explicitées en termes juridiques, par exemple sous la forme d'une loi électorale, ou qu'elles relèvent davantage du domaine de la croyance et des représentations, ces règles contraignent les pratiques des différents acteurs qui prennent part à l'interaction électorale. En d'autres termes, participer à une élection, c'est exprimer, un minimum, sa croyance dans la légitimité de ce mode d'attribution des postes de pouvoir politique et accepter en retour de se soumettre aux règles de comportements et de pratiques qui le régissent à un moment donné². Plus spécifiquement, du côté des candidats, se présenter à une élection peut ainsi s'apparenter à une « prise de rôle », à un processus d'acquisition de savoir-faire et d'intériorisation de représentations permettant d'ajuster ses pratiques aux attendus de l'exercice³, par exemple par la formalisation d'un programme ou encore la participation à des réunions publiques. Ainsi, comme tous nouveaux entrants dans la compétition électorale, les responsables du *ZZR Samoobrona* et du *Przymierze Samoobrona* « doivent payer un droit d'entrée qui consiste dans la reconnaissance de la valeur du jeu [...] et dans la connaissance pratique des principes de fonctionnement du jeu »⁴. En d'autres termes, alors que c'est par la subversion de l'ordre politique dans le cadre des mobilisations contestataires qu'ils ont accumulé l'essentiel des ressources qu'ils entendent réinvestir dans la compétition pour les postes politiques, ils se contraignent en élargissant leur répertoire d'action à la lutte électorale à redéfinir leurs pratiques afin de les accommoder aux règles, pratiques et symboliques, régissant le rôle de candidats qu'ils entendent endosser.

¹ Cf. Nay Olivier, « Les règles du recrutement politique. Pour une approche institutionnaliste de la sélection politique », *Politix*, vol.11, n°44, 1998, p.161-190.

² Sur l'historicité des processus de codification de la compétition électorale on pourra se référer à Ihl Olivier, *Le vote*, Paris, Montchrestien, 1996, p.71-109 et, à partir de l'exemple français, à Garrigou Alain, *Le Vote et la vertu. Comment les Français sont devenus électeurs*, Paris, Presses de la FNSP, 1992.

³ Sur les processus de prise de rôle : Lagroye Jacques, François Bastien & Sawicki Frédéric, *op.cit.*, p.141-146. Pour une illustration, on pourra se référer à : Lefebvre Rémi, « Être maire à Roubaix. La prise de rôle d'un héritier », *Politix*, vol.10, n°38, 1997, p.63-87.

⁴ Bourdieu Pierre, « Quelques propriétés des champs », in Bourdieu Pierre, *Questions de sociologie*, Paris, Editions de Minuit, 1980, p.116.

Cette accommodation n'est cependant nullement synonyme de conformation parfaite¹. Dans le cadre de la lutte qui les oppose pour la singularisation et la promotion de leur offre électorale, les candidats peuvent en effet développer des entreprises d'autonomisation voire de subversion du rôle. De telles prises de distance à l'égard des règles de l'élection, si elles leur offrent l'opportunité de se démarquer dans la compétition électorale les exposent cependant à des sanctions, symboliques ou judiciaires, qui peuvent les y marginaliser voire les en exclure². En somme, tout l'art des acteurs politiques engagés dans l'arène électorale, et spécifiquement dans la période d'exacerbation des interactions qu'est la campagne électorale, consiste, comme le note Frédéric Sawicki, « à mobiliser les groupes sociaux et les représentants sans perdre la maîtrise du jeu »³, à développer des entreprises de promotion de leur offre électorale et de démarcation à l'égard de leurs concurrents tout en tenant suffisamment « correctement » le rôle de candidat qui leur est assigné. Ainsi, le principal défi pour les responsables du *ZZR Samoobrona* et du *Przymierze Samoobrona* engagés dans la compétition électorale réside dans leur aptitude à jouer entre ces registres de conformation et de démarcation, à « jouer le jeu » de l'élection tout en développant une offre politique originale, cohérente avec leurs pratiques syndicales et politiques antérieures, et leur permettant de mobiliser en leur faveur un maximum de soutiens.

Dans un premier temps, nous reviendrons ici sur le contexte politique dans lequel la dissolution du Parlement est prononcée par le Président Wałęsa. Nous verrons que si l'annonce d'élections anticipées constitue une opportunité pour de nouveaux acteurs désireux de s'engager dans la compétition politique, notamment pour les dirigeants du *ZZR Samoobrona* et du *Przymierze Samoobrona* qui ne font guère secrets de leurs ambitions d'y réinvestir les ressources accumulées dans l'arène des conflits sociaux, l'adoption concomitante d'une nouvelle loi électorale fait également peser des contraintes accrues sur les prétendants à des postes de pouvoir politique (A). En nous penchant sur l'activité concrète des acteurs qui s'investissent dans l'arène électorale

¹ Lagroye Jacques (entretien avec), « On ne subit pas son rôle. Entretien avec Jacques Lagroye », *Politix*, n°38, 1997.

² Bourdieu Pierre, « Quelques propriétés des champs », *art. cit.*, p.116.

³ Sawicki Frédéric, « Introduction », in Lagroye Jacques, Lehingue Patrick & Sawicki Frédéric (dir.), *Mobilisations électorales : le cas des élections municipales de 2001*, Paris, PUF, 2005, p.8.

sous le label *Samoobrona*, nous verrons ensuite que les exigences, pratiques comme symboliques, de la compétition électorale pèsent fortement sur les modalités par lesquels ils s'attachent à formaliser une offre électorale originale (B) et à la promouvoir dans les mois précédant l'élection (C). Enfin, nous nous intéresserons aux résultats qu'ils obtiennent lors des élections du 19 septembre 1993 et aux interprétations qui en sont données (D).

A) Vers de nouvelles élections parlementaires : chute du gouvernement et durcissement des règles de la compétition électorale.

Dans les jours suivant sa formation, le gouvernement d'Hanna Suchocka est communément perçu par les observateurs de la vie politique polonaise comme marquant la fin de la période d'instabilité et d'incertitude caractéristique des gouvernements Olszewski et Pawlak. La capacité de la députée de l'UD à dégager rapidement une majorité au Parlement en unissant les principaux clubs parlementaires issus du mouvement Solidarité, exception faite du PC de Jarosław Kaczyński et du « *Ruch dla Rzeczypospolitej* » formé autour de l'ancien Premier ministre Jan Olszewski, est ainsi presque unanimement saluée comme le signe d'un « retour à la normale » de la politique polonaise après la « crise » du mois de juin¹.

Tableau 9 : L'investiture du gouvernement Suchocka le 10 juillet 1992.

	Nom du Club Parlementaire	Nombre de députés du Club Parlementaire
Participation à la coalition	UD	62
	KLD	37
	PPG (fraction de l'ancien PPPP)	12
	ZChN	48
	PSL-PL	19
	SChL (ex- PSL- <i>Solidarność</i>)	10
	PCD	6
Soutien sans participation	NSZZ "S"	27
	MN	7
	CD	5
	Total	233/460

Au final, sur 407 votants, 233 députés se prononcent pour l'investiture du gouvernement Suchocka, 61 contre et 113 s'abstiennent.

¹ Voir notamment : « Koalicje i Kompetencje », *Gazeta Wyborcza*, 13/07/1992, p.1 ; « Suchocka na lata ? », *Gazeta Wyborcza*, 28/07/1992, p.1.

Réalisé par nos soins. Sources : Millard Frances, *op.cit.*, p.106.

Si cette majorité reste fragile, et qu'elle n'efface pas complètement les tensions antérieures entre les coalisés, elle permet de pacifier les relations entre le Parlement et le Gouvernement et de faciliter le travail législatif. Pour la première fois depuis des mois, le gouvernement parvient à faire adopter la plupart de ses projets de loi. Le 17 octobre 1992 un ensemble de textes portant sur l'organisation des institutions étatiques et la codification de leurs relations, en discussion depuis le début de la législature, est ainsi enfin adopté. Formant ce qu'on a alors appelé la « Petite Constitution », ces textes permettent notamment une « rationalisation » des rapports entre le Gouvernement et la Présidence qui avaient déjà connu une amélioration notable depuis le renversement de Jan Olszewski¹.

Néanmoins, à l'inverse de la relative stabilisation des interactions observable entre les différentes forces parlementaires et entre les différentes institutions étatiques, le gouvernement Suchocka se caractérise également par une fluidification accrue des rapports entre le champ de la politique institutionnelle et celui des mouvements sociaux. On assiste en effet dès l'été 1992 à une multiplication des mobilisations protestataires notamment dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et de la fonction publique. Dans un premier temps, l'OPZZ, dont les élus sont membres du club parlementaire SLD, *Solidarność 80'* et, comme nous l'avons détaillé précédemment, le ZZR *Samoobrona* sont les principaux animateurs de ce mouvement de contestation. À partir du mois de décembre, les deux syndicats historiques du mouvement Solidarité, le NSZZ « S » et le NSZZRI « S », réinvestissent à leur tour l'arène des mobilisations contestataires bien qu'ils continuent formellement à soutenir la majorité gouvernementale. Le recours paradoxal à la grève de ces deux syndicats nous paraît devoir principalement se comprendre comme participant d'une stratégie de leur part afin de tenter de « peser » davantage sur les rapports de force politiques et de contraindre le gouvernement à accorder une attention particulière à leurs revendications dans la définition de l'action gouvernementale, notamment dans le domaine économique². Début janvier 1993, la direction du NSZZ « S » annonce ainsi

¹ Sur cette question : Baylis Thomas A., *art.cit.*, p.306.

² Deux autres éléments nous paraissent également à prendre en compte pour comprendre le changement de stratégie des syndicats historiques de Solidarité à la fin de l'année 1992 : les tensions internes à ces groupements et les logiques propres du champ syndical. D'un côté, le réinvestissement de l'arène des

suspendre les grèves qu'elle avait initiées, par exemple dans les mines de Silésie, après avoir obtenu entre autres une profonde modification du programme gouvernemental de restructuration du secteur industriel et minier¹.

À partir du mois de février, les discussions de la loi de budget à la Diète sont l'occasion d'un nouveau bras de fer entre les dirigeants des principaux syndicats du mouvement Solidarité et le Gouvernement. Dénonçant l'insuffisance des moyens alloués au secteur agricole, la direction du NSZZRI « S » appelle dès le 8 mars ses sections locales à mettre en œuvre des actions protestataires sur l'ensemble du territoire². Sous la pression de la base syndicale, les députés du Club Parlementaire PL menacent à plusieurs reprises de rallier l'opposition si le budget n'est pas amendé. Ils officialisent finalement leur retrait de la coalition au début du mois d'avril, suite au limogeage de Gabriel Janowski de son poste de ministre de l'Agriculture³. La direction du NSZZ « S » quant à elle dénonce vigoureusement les coupes budgétaires prévues dans le secteur d'État (industrie, mines, enseignement et santé notamment). Tout en engageant des pourparlers à ce sujet avec le gouvernement, les responsables du syndicat s'efforcent d'accroître la pression sur lui en initiant de nombreuses grèves et manifestations tout au long du printemps. Au cours du mois de mai, alors que les discussions s'enlisent, ils franchissent une nouvelle étape dans la conflictualisation de leurs relations avec le gouvernement. En appelant à l'organisation d'une grève générale pour la fin du mois et en invitant les députés du club parlementaire NSZZ « S » à déposer une motion de censure contre Hanna Suchocka, c'est un véritable ultimatum que le Comité National du syndicat adresse à la coalition gouvernementale⁴. Dans les jours précédant l'examen de la motion par la Diète, le mouvement de protestation acquiert une ampleur inédite depuis le changement de

mobilisations contestataires constitue pour les directions syndicales du NSZZ « S » et du NSZZRI « S » un moyen de tenter de contraindre leurs élus, au sein des clubs NSZZ « S » et PL, avec lesquels les divergences sont fréquentes. De l'autre côté, comme le laisse entendre David Ost, il est certainement en partie également guidé par la crainte d'une perte de leadership de ces deux syndicats du fait de la concurrence de l'OPZZ, du *Solidarność 80'* et du ZZR Samoobrona, tous les trois particulièrement actifs sur le terrain de la protestation. Cf. Ost David, *op.cit.*, p.74-77.

¹ Cf. « spór o spór i porozumienie », *Gazeta Wyborcza*, 08/01/1993, p.1.

² « Złość rolników na przednówku », *Gazeta Wyborcza*, 09/03/1993, p.3.

³ « Pogrózki Ludowe », *Gazeta Wyborcza*, 15/04/1993, p.3 ; « Koalicja bez ludowców », *Gazeta Wyborcza*, 29/04/1993, p.1.

⁴ Un membre du Comité National du NSZZ « S » déclare d'ailleurs à cette occasion, à l'adresse du gouvernement : « Cela fait deux ans que nous négocions. Cela ne nous intéresse plus maintenant. Ce que nous voulons c'est que le gouvernement réalise ses engagements » ; cité in « "S" nie chce rządu », *Gazeta Wyborcza*, 20/05/93, p.1.

régime. Les grèves se multiplient dans de nombreux secteurs et l'ensemble des principaux syndicats polonais se rejoignent dans la contestation. Ainsi, en ce qui concerne l'agriculture, les trois principaux syndicats agricoles, le NSZZRI « S », le KZRKiOR et le ZZR *Samoobrona*, organisent pour la première fois une manifestation commune le 26 mai à Varsovie¹.

Deux jours plus tard, c'est donc dans un contexte social extrêmement tendu que les députés sont invités à se prononcer sur la motion de censure déposée par les députés du NSZZ « S ». Alors que son objectif premier était explicitement de pousser le gouvernement à amender sa politique économique, la motion est finalement adoptée à une voix près suite à un concours de circonstance largement inattendu. Le gouvernement Suchocka est ainsi renversé à peine dix mois après sa formation². Immédiatement, une nouvelle fois à la surprise de la plupart des protagonistes du champ politique, le président Wałęsa annonce son intention de dissoudre le Parlement, comme la « Petite Constitution » l'y autorise. Cette décision est officialisée le 31 mai. Des élections parlementaires anticipées sont programmées pour le 19 septembre 1993 et Hanna Suchocka est chargée par le Président d'« expédier les affaires courantes » jusqu'à cette échéance.

Dans les heures suivant le renversement du gouvernement Suchocka, et donc dans les derniers moments de la I^{ère} législature, les députés votent en urgence une nouvelle loi électorale. Objet d'une vive controverse parlementaire depuis plusieurs mois, le texte adopté est un compromis qui ne bouleverse pas autant que certains l'auraient souhaité les modalités d'accès à la compétition électorale³. Alors que la limitation de la participation aux élections aux seuls partis politiques avait été envisagée, le droit de présenter des listes reste finalement ouvert également, comme en 1991, « aux organisations politiques et sociales [donc aux syndicats] ainsi qu'aux électeurs

¹ Dix mille manifestants selon les organisateurs, quelques milliers selon *Gazeta Wyborcza*, se réunissent alors sur la Place des Trois Croix devant la statue du Premier ministre agrarien Wyncenty Witos. Outre les responsables des trois syndicats organisateurs, plusieurs députés du PL et du PSL participent à la manifestation qui est la plus importante action de protestation paysanne organisée depuis des années. Voir : « Chłopska młócka », *Gazeta Wyborcza*, 27/05/1993, p.1 ; « Słoma dla rządu », *Zielony Sztandar*, 06/06/1993 ; « Lechu puścił nas z torbami », *Chłopska droga*, 06/06/1993.

² Sur 446 votants, 223 députés votent pour la motion de censure, 198 contre et 24 abstentions. 21 députés du NSZZ « S » ont voté pour, 2 contre, et 4 se sont abstenus. Le club Parlementaire PL s'est abstenu. Arrivés en retard à la session, deux députés de la coalition gouvernementale n'ont pas pu prendre part au vote. « Bez Rządu ? Bez Sejmu ? Bez Sensu ? », *Gazeta Wyborcza*, 29/05/1993, p.1.

³ Cf. Heurtaux Jérôme, *op.cit.*, chap.6.

individuels»¹. Dans la nouvelle loi, les conditions à respecter pour pouvoir enregistrer des listes sont néanmoins redéfinies dans le sens d'une élévation du coût d'accès au statut de comité électoral national². Si le nombre de signatures d'électeurs à recueillir pour déposer une liste de circonscription est revu à la baisse, il passe de 5 000 à 3 000, le droit d'enregistrer des listes au niveau national est désormais conditionné au dépôt de listes dans au moins la moitié des 52 circonscriptions, ce qui implique de réunir au total au moins 78 000 signatures, alors qu'auparavant il suffisait de réunir 50 000 signatures dans au moins cinq circonscriptions. C'est cependant dans l'introduction de seuils d'accès à la répartition des mandats de députés que réside la principale nouveauté de la loi électorale du 28 mai 1993. Ces seuils sont fixés à 5% du total des voix au niveau national pour les comités électoraux autonomes et à 8% pour les comités de coalition entre différentes organisations. La nouvelle loi électorale, dont l'objectif affiché est de limiter la fragmentation parlementaire, durcit ainsi fortement à la fois les conditions d'accès à la compétition électorale nationale et à l'arène parlementaire. Elle entre en vigueur immédiatement et s'applique donc aux élections anticipées du mois de septembre.

B) Formaliser une offre électorale.

L'annonce de la dissolution du Parlement par Lech Wałęsa est perçue comme une aubaine par les dirigeants du ZZR *Samoobrona* qui n'ont de cesse depuis la création du *Przymierze Samoobrona* de réclamer des élections anticipées. Dès les premiers jours du mois de juin 1993, Andrzej Lepper réaffirme ainsi ses ambitions politiques et annonce que l'organisation qu'il préside présentera des candidats aux élections de septembre³. Dans cette optique, on assiste à une réorientation des activités des responsables du syndicat, et donc du parti, vers l'arène électorale. Délaissant un temps

¹ Art. 77, « Ustawa z dnia 28 maja 1993 r. : Ordynacja wyborcza do Sejmu Rzeczypospolitej Polkiej », *Dziennik Ustaw*, n°45, 1993.

² La distinction entre deux types de mandats présente dans la loi électorale de 1991 est en effet maintenue dans celle de 1993. Sur les 460 mandats de députés, 391 sont attribués sur la base des listes de circonscription et 69 sur la base des listes nationales. Pour les premiers, la distribution des mandats se fait à la proportionnelle (Méthode d'Hondt) au niveau des 52 circonscriptions (contre 37 en 1991), sous réserve du respect des seuils fixés au niveau national. Chaque circonscription dispose d'entre 3 et 17 députés selon sa population. Quant aux seconds, leur distribution se fait également à la proportionnelle mais au niveau national. Leur accès est ainsi réservé aux comités étant parvenus à obtenir le statut de comité électoral national donnant le droit au dépôt d'une liste nationale.

³ « Czarno-biały świat Lepera », *Gazeta Wyborcza*, 02/06/1993, p.2.

les mobilisations contestataires, ils s'attachent, dans le respect de la nouvelle loi électorale, à préciser les modalités de leur participation à la lutte pour les postes de parlementaires, à formaliser une offre électorale conforme aux règles de la compétition électorale. Nous verrons ici que ce travail ne saurait être réduit à sa seule dimension stratégique de recherche de rentabilité électorale. Pour les nouveaux entrants dans la compétition électorale que sont les responsables du *ZZR Samoobrona* et du *Przymierze Samoobrona*, il s'apparente bien plus à un « bricolage » par lequel ils s'attachent à concilier un atypisme revendiqué aux contraintes de rôle de candidats à une élection, contraintes d'autant plus fortes qu'ils paraissent largement dépourvus en ressources traditionnellement valorisées dans le champ politique polonais depuis le changement de régime. Ainsi, qu'il s'agisse de la définition des modalités de participation de militants du *ZZR Samoobrona* à la compétition électorale (1), de la production de biens programmatiques (2) ou encore de la composition des listes des candidats (3), trois éléments sur lesquels nous concentrerons ici notre propos, les responsables du syndicat n'ont qu'une maîtrise imparfaite des processus de formalisation de leur offre électorale. Nous verrons qu'ils s'attachent avant tout à « faire avec ce qu'ils ont » afin d'assurer et de légitimer leur participation à la lutte pour les postes de parlementaires.

1) Comment participer aux élections ?

La question des modalités de participation de membres du *ZZR Samoobrona*, et donc formellement du *Przymierze Samoobrona*, à la compétition électorale reste, dans un premier temps, largement ouverte. Relativement permissive, la nouvelle loi électorale offre plusieurs possibilités aux dirigeants du syndicat et du parti. Premièrement, il leur est possible d'engager directement le *ZZR Samoobrona* dans les élections. Dans ce cas, le syndicat agricole pourrait soit constituer son propre comité électoral soit participer à la constitution d'un comité de coalition avec d'autres syndicats ou organisations politiques. Deuxièmement, ils peuvent décider d'y engager le parti *Przymierze Samoobrona*, une nouvelle fois seul ou en alliance. Troisièmement, il leur est possible de constituer un comité électoral *ad hoc*, prenant la forme d'un comité

d'électeurs individuels formellement distinct des organisations constitutives du RS *Samoobrona* RP.

Le 10 août 1993, quelques minutes avant la fin du délai légal de dépôt des candidatures, c'est finalement sous la forme d'un comité d'électeurs individuels du nom de « Comité électoral *Samoobrona* de Lepper » (*Komitet Wyborcza Samoobrona-Leppera*) que les responsables du ZZR *Samoobrona* enregistrent des listes auprès de la Commission électorale nationale¹. Comprendre ce choix a priori paradoxal de l'objectivation d'une nouvelle structure à côté du syndicat et surtout du parti, qui avait pourtant été constitué dans le but affiché de participer aux élections, implique selon nous de prendre en compte à la fois la dynamique des marchandages pré-électorales qui animent le champ politique polonais à partir du mois de juin et les contraintes, organisationnelles notamment, qui pèsent alors sur les organisations du RS *Samoobrona* RP.

Au début du mois de juin, c'est la piste de la participation du ZZR *Samoobrona* à une large « coalition syndicale » qu'Andrzej Lepper semble privilégier lorsqu'il annonce son désir de présenter des candidats du syndicat agricole aux élections². Quelques jours après la manifestation unitaire du 26 mai, durant laquelle plusieurs milliers d'agriculteurs se sont réunis à l'appel des trois grands syndicats agricoles devant la statue du Premier ministre agrarien Wncenty Witos à Varsovie, il se prend même alors à rêver d'une liste paysanne unissant au ZZR *Samoobrona*, le KZRKiOR, des sections du NSZZRI « S », voire le PSL³. Ce projet s'avère rapidement irréaliste. Les responsables des principales organisations politiques ou syndicales revendiquant leur identité paysanne excluent en effet tous sans ambiguïté la possibilité d'une alliance électorale avec un syndicat stigmatisé pour son radicalisme et dont les dirigeants ne se sont pas gardés de les vilipender par le passé. Un partenariat avec les syndicats ouvriers avec lesquels le ZZR *Samoobrona* avait collaboré un temps dans la dynamique du mouvement de contestation contre la politique économique du gouvernement Suchocka paraît tout aussi improbable. Les plus importants d'entre eux sont en effet historiquement liés ou se sont depuis rapprochés de groupements

¹ « Dwudziestu na fotel ? », *Gazeta Wyborcza*, 11/08/1993, p.1.

² « Czarno-biały świat Leppera », *Gazeta Wyborcza*, 02/06/1993, p.2.

³ *Ibid.*

autrement mieux dotés en ressources politiques que le syndicat agricole, respectivement le SLD pour l'OPZZ et le RdR de Jan Olszewski pour *Solidarność* 80'.

Ainsi, dans un contexte de multiplication des échanges tactiques entre les différents protagonistes du champ politique et du champ syndical afin de constituer des alliances électorales à même de franchir les seuils fixés par la nouvelle loi électorale¹, les responsables du ZZR *Samoobrona* s'avèrent incapables d'atténuer le stigmate lié à son image d'organisation radicale pour se rapprocher de groupements occupant une position centrale dans ces champs. Dès lors, il leur est toujours possible de constituer un comité électoral autonome autour du syndicat ou du parti. Cette option présente néanmoins deux inconvénients majeurs. Premièrement, du fait de la composition et de l'image encore essentiellement agricole de ces deux organisations, elle complexifie le travail de légitimation d'une offre de représentation ne se limitant pas aux seuls agriculteurs. Or, l'ambition des responsables du ZZR *Samoobrona* à représenter politiquement d'autres groupes sociaux, notamment les chômeurs, les retraités ou encore les enseignants, est réaffirmée dès le mois de juin². Deuxièmement, surtout, le syndicat et le parti seuls ne semblent pas disposer de ressources organisationnelles et militantes suffisantes pour enregistrer des listes de candidat sur l'ensemble du territoire. Selon la nouvelle loi électorale, nous l'avons vu, il est en effet nécessaire de recueillir 3 000 signatures d'électeurs dans au moins la moitié des 52 circonscriptions pour pouvoir présenter des candidats au niveau national. Or, en dépit des affirmations de sa direction, le potentiel de mobilisation du syndicat reste limité à la fin du printemps 1993, celui-ci ne disposant que d'une très faible implantation dans les zones urbaines et dans la plupart des régions du Sud du pays. Andrzej Lepper le reconnaît d'ailleurs lui-même plusieurs années plus tard :

« C'est vrai qu'alors [en 1993] nous avons des représentants dans la plupart des régions mais pas dans toutes. Par exemple, nous avons toujours eu beaucoup de difficultés à nous implanter dans la région de Gdansk, c'était très difficile. On avait aussi beaucoup de difficultés dans le Sud, par exemple en Silésie, à Opole ou en Petite-Pologne. Ces régions-là ont toujours été différentes des autres. »

¹ Sur la dynamique générale de ces échanges pré-électoraux : Cf. Millard Frances, « The Polish Parliamentary Election of September 1993 », *Communist and Post-Communist Studies*, vol.3, n°27, 1994, p.302-303.

² « Samoobrona Wyborec », *Gazeta Wyborcza*, 08/06/1993, p.2.

Andrzej Lepper.

Entretien réalisé le 25 juin 2008 à Varsovie.

Dès lors, contraints d'élargir leur comité électoral au-delà de leurs seules organisations pour espérer participer à la lutte électorale au niveau national, les responsables du ZZR *Samoobrona* n'ont d'autre choix que de chercher à constituer des alliances avec des groupements occupant une position marginale dans le champ politique, mais disposant néanmoins de suffisamment de ressources pour permettre l'enregistrement de listes dans les circonscriptions où le syndicat est peu présent. Dans cette optique, la direction du syndicat annonce dès la fin juin la formalisation d'un accord avec certaines structures régionales du Syndicat Polonais des Retraités et des Invalides (*Polski Związek Emerytów, Rencistów i Inwalidów*)¹. Néanmoins, c'est principalement auprès des réseaux militants nationalistes qu'ils s'attachent à trouver les ressources organisationnelles nécessaires à la constitution d'un comité électoral national. Les premiers contacts entre ces réseaux et les dirigeants du ZZR *Samoobrona* remontent à la fin de l'année 1992. Dans le but affiché d'élaborer un « programme commun d'autodéfense de la Nation Polonaise », un Comité d'Autodéfense de la Nation (*Komitet Samoobrony Narodu*) avait même alors été constitué. Réunissant, outre Andrzej Lepper, le peintre « patriotique » Ludwik Maciąg, l'économiste anti-libéral Józef Balcerk, et trois anciens membres éminents de l'Union Patriotique « Grunwald », le général Stanisław Skalski, l'écrivain Jan Marszałek et le réalisateur Bohdan Poręba, ce comité n'a cependant qu'une activité réduite dans les mois suivant et ne se réunit formellement qu'à deux reprises². Il est finalement réactivé partiellement au cours de l'été dans la perspective des élections de septembre. Au début du mois de juillet 1993, la présence sur les listes que les responsables du ZZR *Samoobrona* entendent présenter de Stanisław Skalski, de Jan Marszałek, de Bohdan Poręba et de plusieurs de leurs proches est confirmée³.

L'Union Patriotique « Grunwald » (Zjednoczenie Patriotyczne "Grunwald"), du nom de la victoire « polonaise » sur les chevaliers teutoniques en 1410, est créée à la fin de l'année 1980 dans le contexte de relative libéralisation politique postérieure à la signature des accords d'août entre le gouvernement communiste et les comités de grévistes à l'origine de la création du NSZZ Solidarność. Enregistré

¹ Piskorski Mateusz, *art.cit.*, p.199.

² Cf. « Powstał Komitet Samoobrony Narodu », *Samoobrona*, février 1993, Archiwum Partii Politycznych, ZZR *Samoobrona* 1991-1996.

³ « Komplet Leppera », *Gazeta Wyborcza*, 07/07/1993, p.3.

officiellement en avril 1981, ce groupement se définit dans sa « déclaration idéologique » comme un « mouvement culturel et social réunissant des Polonais déterminés à défendre fermement la nation polonaise et à préserver les intérêts de l'État ». Ses membres sont principalement issus des réseaux « communistes nationalistes » et une forte minorité d'entre eux sont d'anciens officiers supérieurs de l'armée polonaise. Dès sa création, l'Union se fait remarquer pour son anti-sémitisme virulent et est soupçonnée de bénéficier de soutiens haut placés au sein de l'appareil du PZPR, notamment parmi les conservateurs hostiles au dialogue avec l'opposition. Elle n'est d'ailleurs pas interdite après la proclamation de l'État de guerre le 13 décembre 1981 et ses dirigeants apportent leur soutien au coup de force de Jaruzelski. Néanmoins, elle est par la suite rapidement marginalisée, notamment du fait de la création du PRON (Patriotyczny Ruch Odrodzenia Narodowego : Mouvement Patriotique pour la Renaissance Nationale) par le régime, et, sans être formellement dissoute, ne semble plus avoir aucune activité réelle à partir de la moitié des années 1980.

Sources : Sabbat-Swidlicka Anna, « The Rise and Fall of the Grunwald Patriotic Union », *RAD Background Report/213*, Radio Free Europe Research, 13 octobre 1982 ; Jasiewicz Krzysztof, « The (Not Always Sweet) Uses of Opportunism: Post-Communist Political Parties in Poland », *Communist and Post-Communist Studies*, 41, 2008, p.426-427 ; Dudek Antoni, « Grunwald w PRL », http://grunwald600.pl/pl,d47,grunwald_w_prl_prof_dr_hab_antoni_dudek.html, consulté le 10 mai 2010.

Face à la marginalisation dont ils sont l'objet dans la dynamique des marchandages préélectorales de la part des principaux protagonistes des champs politique et syndical, le choix de la forme organisationnelle « comité électoral d'électeurs » présente ainsi l'avantage pour les dirigeants du *ZZR Samoobrona* de leur permettre de légitimer leur ambition à élargir leur offre de représentation au-delà de celle du syndicat et de pallier le manque de ressources organisationnelles de celui-ci en intégrant à leurs listes des individualités ou des groupements qui lui sont extérieurs. Il leur permet également de ne pas avoir à formaliser une coalition en bonne et due forme qui aurait fait grimper le seuil à atteindre par leurs listes pour espérer obtenir des élus à la Diète de 5 à 8%. Quant au handicap potentiel que constitue l'interdiction pour un comité d'électeurs individuels de se revendiquer directement d'une organisation politique ou syndicale en activité, en l'occurrence surtout du *ZZR Samoobrona* ou du *Przymierze Samoobrona*, il s'avère tout relatif. Le nom du comité enregistré, « *Samoobrona-Leppera* », suffit en effet largement à le pallier en permettant aux candidats présents sur les listes d'espérer malgré tout recueillir sur le marché politique les profits de distinction attachés au syndicat et à son président et de bénéficier ainsi de la visibilité et de la notoriété acquises par ces deux derniers dans le cadre du mouvement de contestation des années 1992 et 1993.

2) Quelle offre de représentation expliciter ?

La dénonciation des acteurs politiques établis et des équilibres politiques et économiques en vigueur depuis 1989 est la thématique centrale que mobilisent les dirigeants du *ZZR Samoobrona* pour légitimer leur participation aux élections parlementaires. Ainsi, dès l'annonce de la dissolution du Parlement, c'est au nom d'une « Troisième Voie, ni de droite, ni de gauche », visant à « mettre fin aux scandales économiques et aux abus des hommes politiques », qu'Andrzej Lepper justifie l'ambition du syndicat de présenter des candidats aux élections¹. Ce positionnement « anti-système » est réaffirmé quelques semaines plus tard dans le programme électoral que publie le comité *Samoobrona-Leppera* :

« *Samoobrona* c'est le mot d'ordre appelant l'ensemble de la société polonaise à la mobilisation pour se battre pour la sauvegarde de notre identité et de notre souveraineté nationale, pour se battre pour l'avenir de notre pays, pour se battre contre la trahison et la fourberie politique, contre le mensonge, le manque de morale et le cynisme des hommes politiques vendus qui trichent avec la Nation. [...] Après plusieurs années de gouvernement « réformateur », après de nombreuses mesures législatives inadéquates pour l'ensemble du pays et pour les conditions d'existence de ses citoyens, la société polonaise est arrivée à la conclusion qu'elle ne peut compter que sur elle-même, indépendamment des élites au pouvoir ».

Cité in : « Materiały wyborcze : Samoobrona-Leppera », in Słodkowskiej Inka (dir.), *Wybory 1993-Partie i ich programy*, Varsovie, ISP-PAN, 2001, p.452-453.

Cette dénonciation virulente du « système politico-économique » s'articule essentiellement autour de deux séries d'accusations. D'un côté, c'est le sens des réformes socio-économiques développées depuis le gouvernement Mazowiecki qui est critiqué dans les documents programmatiques du comité. Sous le slogan « *Może, a więc musi być lepiej* » (Cela peut, et donc cela doit être mieux), ceux-ci appellent à rompre avec leur orientation capitaliste, mise en cause pour son inefficacité et son coût social :

« La majorité de la société polonaise vit aujourd'hui bien moins bien que quatre ans auparavant. L'inflation dure, le chômage croît, et les rémunérations miséreuses ne suffisent pas pour vivre [...] Il existe une alternative au sens donné aux réformes. Contre le capitalisme par la force, contre l'orientation antisociale et antihumanitaire des réformes économiques, contre l'anarchie économique et les scandales, il est nécessaire de revenir vers un système social de marché, moderne et organisé, favorable à la croissance et au progrès social, luttant contre l'inflation, contre le chômage et contre la

¹ « Samoobrona Wyboreza », *Gazeta Wyborcza*, 08/06/1993, p.2.

misère qui, au nom du capitalisme triomphant des années 1990, aurait vocation à durer des dizaines d'années ».

Cité in : « Materiały wyborcze : Samoobrona-Leppera », art.cité, p.453.

De l'autre côté, c'est l'influence de l'étranger sur les acteurs politiques établis qui est vilipendée. Comparant explicitement la subordination supposée des gouvernants de la Troisième République à l'égard de l'Occident à celle des dirigeants de la République Populaire à l'égard de l'Union Soviétique, le comité *Samoobrona-Leppera* prône de nouvelles pratiques de gouvernement, libérées des « diktats du FMI, de la Banque Mondiale et de la Communauté Européenne »¹ :

« Il est nécessaire de condamner et de se débarrasser du nouveau « béton »², qui est enfermé dans ses dogmes de pensée. Son action est dictée par des intérêts et des modes de vie étrangers, par le renoncement à la souveraineté et à l'intégration du pays au sein d'une « Europe des Soviets », grande machine bureaucratique gouvernée par la finance internationale. [...] Il faut libérer la force créatrice de la société de notre pays et nommer au gouvernement des gens intelligents qui aiment passionnément leur pays et sont incorruptibles ».

Cité in : « Materiały wyborcze : Samoobrona-Leppera », art.cité, p.454.

Pour comprendre l'objectivation d'un tel positionnement subversif par le comité *Samoobrona-Leppera*, il nous paraît nécessaire de prendre en considération à la fois les trajectoires de carrière des initiateurs du comité et la position relative que celui-ci occupe dans la compétition électorale³.

Premièrement, rappelons que la dénonciation des forces politiques établies constitue une constante dans l'activité syndicale et politique des responsables du ZZR *Samoobrona* et qu'ils l'ont déjà mobilisée régulièrement par le passé notamment pour légitimer la création d'un nouveau syndicat agricole⁴ et celle d'un nouveau parti politique⁵. Cette distance revendiquée à l'égard des forces politiques dominantes est partagée par les groupements et individualités extérieures au syndicat qui participent à la constitution du *Przymierze Samoobrona* puis du comité *Samoobrona-Leppera*.

¹ Pour reprendre une expression d'Andrzej Lepper citée in : « Nie chcemy dużo: jakieś 60 bilionów », *Gazeta Wyborcza*, 19/08/1993, p.10.

² Sous la République Populaire, le « béton » était le surnom donné aux tenants d'une ligne « dure », conservatrice, au sein du PZPR, par opposition aux réformateurs.

³ Cf. Offerlé Michel, *Les partis politiques*, op.cit., p.94.

⁴ Voir chapitre 1, sections 2 et 3.

⁵ Voir chapitre 2, section 1.

Qu'il s'agisse de Janusz Bryczkowski ou des anciens du groupement Grunwald, les carrières militantes de ceux-ci se caractérisent en effet par le fait qu'elles se sont toujours développées dans les marges du champ politique, aussi bien avant qu'après le changement de régime.

Deuxièmement, notamment du fait de leur incapacité à formaliser des alliances pré-électorales avec des organisations disposant déjà de relais parlementaires, le comité électoral constitué à l'initiative des représentants du ZZR *Samoobrona* fait figure de nouvel entrant, d'outsider, dans la compétition électorale. Or, les « entrants » tendent traditionnellement à s'opposer d'abord aux « tenants » et à l'ensemble des forces et agents établis pour pallier leur infériorité relative dans la compétition, à se faire entendre, connaître et reconnaître en stigmatisant la corruption, les complaisances, l'oubli des préoccupations des citoyens ordinaires ou encore des principes censés caractériser de bons gouvernants¹. Cela est d'autant plus vrai pour le comité *Samoobrona-Leppera* que le principal capital de reconnaissance dont bénéficie le label *Samoobrona*, et sur lequel il entend capitaliser électoralement, est celui de la participation active du ZZR *Samoobrona* aux mobilisations protestataires de la fin de l'année 1992 et du début de l'année 1993. Mobilisations au cours desquelles, nous l'avons vu précédemment, celui-ci s'est imposé, du moins symboliquement, comme l'un des principaux acteurs de la contestation du gouvernement Suchocka.

Néanmoins, il serait erroné de réduire l'offre politique développée par le comité *Samoobrona-Leppera* dans la perspective des élections de septembre 1993 à sa seule dimension « anti-système ». En effet, ses initiateurs s'attachent également, dans le prolongement du travail mené dans les mois précédents, lors de la création du *Przymierze Samoobrona* puis dans la dynamique du mouvement de contestation, à élaborer une offre de représentation originale visant à élargir leur base de soutiens potentiels au-delà de celle du syndicat. Ainsi, si les initiateurs du comité ne cachent pas que les habitants des campagnes constituent leur cœur de cible électoral et qu'ils ambitionnent de rallier au moins 30% de l'électorat agricole², ils refusent de se présenter comme un groupement paysan et de limiter leur offre de représentation à la

¹ Gaxie Daniel, *La démocratie représentative*, Paris, Montchrestien, 2003, p.20-21.

² « Samoobrona startuje do wyborów », *Chlopska droga*, 20/06/1993.

seule paysannerie, même définie au sens large. En témoigne ce document de campagne publié par le comité au cours de l'été 1993 :

Tract de campagne du Comité National Electoral *Samoobrona-Leppera*.

SAMOOBRONA c'est actuellement le nom d'un mouvement socio-politique qui ne rallie plus seulement des agriculteurs, mais aussi des organisations sociales et professionnelles regroupant des travailleurs, des chômeurs, des retraités, des personnes des milieux de l'éducation et de la culture, des travailleurs de la sphère budgétaire ou encore des écologistes. Ce mouvement, né initialement d'un mouvement de protestation des habitants des campagnes, représente actuellement les intérêts de nombreuses classes professionnelles et sociales. Il s'agit d'un mouvement non-idéologique. Le bon sens, le souci du bien-être des gens qui souffrent au quotidien, la défense des intérêts de la Nation - telles sont ses orientations programmatiques fondamentales.

Électeur !

Prends connaissance du programme de *SAMOOBRONA* et convaincs toi qu'en soutenant *SAMOOBRONA* et son programme, tu défends tes intérêts, tu défends la Pologne. *SAMOOBRONA* attend ton soutien et ton vote lors des élections. Cela sera ton AUTODEFENSE (*SAMOOBRONA*) personnelle !

Traduit par nos soins. Sources : « Wybory Parlamentarne 1993. Materiały programowe », juin 2003, Archiwum partii politycznych, ZZR *Samoobrona* 1991-1996.

En dépit de l'image de mouvement « transprofessionnel » que ses membres s'attachent à en donner, le comité électoral ne dispose cependant dans les faits que de relais extrêmement limités en dehors du secteur agricole. Les rares groupements non-agricoles avec lesquels les responsables du ZZR *Samoobrona* sont parvenus à formaliser des alliances dans la dynamique des négociations pré-électorales sont en effet tous de tailles extrêmement réduites et ne sont actifs, quand ils le sont, qu'à l'échelle régionale voire communale¹. Ainsi, faute de pouvoir le mobiliser concrètement, c'est essentiellement au niveau symbolique que les membres du comité *Samoobrona-Leppera* doivent mener le travail de construction et d'homogénéisation du groupe de référence très large qu'ils prétendent incarner dans la compétition électorale. C'est une nouvelle fois essentiellement dans la critique des orientations économiques des gouvernements post-communistes et dans le corpus idéologique du nationalisme qu'ils s'attachent à puiser les vecteurs d'unification des différentes

¹ Par exemple, les dirigeants du Syndicat Polonais des Retraités et des Invalides avec lesquels les responsables du ZZR *Samoobrona* se sont associés au sein du comité *Samoobrona-Leppera* proviennent au final essentiellement des régions de Łódź et de Koszalin. De même, ces derniers ne sont parvenus à formaliser des partenariats avec des groupements de chômeurs que dans les seules régions de Sieradz et de Częstochowa.

catégories constitutives de ce groupe et de mise en cohérence de leurs intérêts. Les agriculteurs, les chômeurs, les ouvriers, les mineurs ou encore les employés du secteur public et les retraités sont ainsi présentés dans les documents de campagne et lors des interventions publiques des représentants du comité comme les victimes communes des politiques « anti-sociales » et « anti-patriotiques » mises en œuvre par les gouvernements successifs depuis 1989. Ce groupe des « délaissés », toujours objectivé de manière évasive, est défini en opposition à un groupe des « profiteurs de l'ancienne et de la nouvelle Nomenklatura »¹, selon une dichotomie qui n'est pas sans rappeler la vision dyadique (nous-la société contre eux-les gouvernants) développée par le mouvement Solidarité au cours des années 1980.

3) Comment composer des listes de candidats ?

La comparaison de la composition des offres électorales pour les élections parlementaires de 1991 et celles de 1993 appelle un constat paradoxal. D'un côté, on observe entre les deux scrutins une forte augmentation du nombre de candidats à l'un des 460 mandats de député. Celui-ci passe en effet de moins de 7 000 en 1991, à près de 9 000 deux ans plus tard². De l'autre, à l'inverse, on note une réduction sensible du nombre de comités électoraux enregistrés par la Commission électorale nationale. Alors qu'en 1991, plus d'une centaine de comités différents présentaient des candidats, ils ne sont ainsi plus que 35 en 1993. Par ailleurs, le nombre de comités satisfaisant les critères nécessaires au dépôt d'une liste nationale pour les élections à la Diète, durcis par la nouvelle loi électorale, est réduit de moitié, passant de 27 à 15.

En dépit de l'invalidation de quatre de ses listes de circonscriptions pour dépôt hors-délais ou falsification de signatures³, le Comité électoral *Samoobrona-Leppera* fait finalement partie de ces 15 comités habilités à participer aux élections au niveau national. Au total ce sont 370 candidats différents qui se présentent sous son étiquette. Pour la Diète, des listes *Samoobrona-Leppera* réunissant 352 candidats sont

¹ « Materiały wyborcze : Samoobrona-Leppera », art.cit., p.454.

² Le nombre de candidats pour l'un des 100 postes de sénateur connaît lui une légère hausse, passant de 612 à 684.

³ « Wszystko Obstawione », *Gazeta Wyborcza*, 12/08/1993, p.3 ; « Samoobrona oskarżona », *Gazeta Wyborcza*, 14/08/1993, p.1.

enregistrées dans 44 circonscriptions sur 52. La liste nationale, composée comme la loi l'exige d'individus simultanément candidats en circonscription, comporte quant à elle 119 noms. Pour le Sénat, les 18 candidats présentés par le comité se répartissent dans 11 circonscriptions sur 49.

**Tableau 10 : Composition des listes électorales aux élections parlementaires
du 19 septembre 1993.**

Comités électoraux	Numéro du Comité	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	15	17	19	/	Total
	Nom du Comité	PC-ZP	"Ojczyzna"	PSL-PL	KPN	SLD	PSL	KLD	NSZZ "S"	UD	BBWR	UP	UPR	KdIR	Partia "X"	Samoobrona-Leppera	Autres Comités	/
	Type de Comité	Parti	Coalition	Parti	Parti	Coalition	Parti	Parti	Syndicat	Parti	Comité d'électeurs	Parti	Parti	Comité d'électeurs	Parti	Comité d'électeurs	Divers	/
Election de la Diète	Listes de circonscription (sur 52)	52	52	52	52	52	52	52	52	52	52	52	52	51	51	44	De 1 à 21	/
	Candidats présentés	565	691	407	697	610	719	528	551	498	631	491	549	553	308	352	639	8789
	Age moyen (Ecart type)	44,9 (10,5)	45 (10,7)	45,26 (10,1)	41 (11,6)	45,9 (9)	46,6 (8,7)	39,2 (7,7)	42,9 (8,3)	43,9 (9,7)	45,5 (9,5)	44,4 (9,6)	36,8 (9,4)	46,7 (11,7)	46,5 (10,6)	44,8 (9,9)	47,1 (13)	44,1 (10,5)
	Candidats du sexe masculin (% du total)	488 (86,4)	621 (89,9)	356 (87,5)	594 (85,2)	528 (86,6)	647 (90)	475 (90)	456 (82,8)	408 (81,8)	577 (91,4)	415 (84,5)	500 (91,1)	485 (87,7)	242 (78,6)	293 (83,2)	552 (86,4)	7637 (86,9)
	Candidats déclarant une profession agricole (% du total)	32 (5,7)	101 (14,6)	269 (66,1)	44 (6,3)	41 (6,7)	354 (49,2)	22 (4,2)	12 (2,2)	22 (4,4)	85 (13,5)	18 (3,7)	19 (3,5)	50 (9)	32 (10,4)	166 (47,2)	51 (8)	1318 (15)
	Candidats déclarant une profession "supérieure" (% du total)	373 (66)	484 (70)	136 (33,4)	307 (44)	470 (77)	441 (61,3)	386 (73,1)	306 (55,5)	423 (84,9)	439 (69,6)	341 (69,4)	293 (53,4)	366 (66,2)	123 (39,9)	130 (36,9)	350 (54,8)	5362 (61)
Election du Sénat	Listes de circonscription (sur 49)	30	9	8	49	48	49	22	40	47	34	19	10	12	1	11	1 à 16	/
	Candidats présentés	32	10	9	51	78	66	23	46	61	51	20	13	14	1	18	191	684
	Age moyen (Ecart type)	52,8 (11,4)	51,7 (9,8)	41 (3,6)	47,7 (9,4)	50,3 (10,6)	48,4 (9,5)	45,5 (9,2)	51,2 (9,6)	51,1 (10,4)	51,2 (11,4)	54,5 (13,2)	43,4 (4,4)	43,4 (10,6)	42 (0)	52,8 (11,6)	48,1 (9,8)	49,3 (10,2)
	Candidats du sexe masculin (% du total)	29 (90,6)	10 (100)	8 (88,9)	47 (92,2)	71 (91)	63 (95,4)	22 (95,6)	40 (87)	54 (88,5)	46 (90,2)	17 (85)	11 (84,6)	14 (100)	1 (100)	17 (94,4)	166 (86,9)	616 (90,1)
	Candidats déclarant une profession agricole (% du total)	1 (3,1)	1 (10)	7 (77,8)	6 (11,8)	6 (7,7)	31 (47)	2 (8,7)	0 (0)	3 (4,9)	3 (5,9)	0 (0)	0 (0)	4 (28,6)	0 (0)	10 (55,6)	27 (14,1)	101 (14,8)
	Candidats déclarant une profession "supérieure" (% du total)	31 (96,9)	10 (100)	6 (66,7)	39 (76,5)	70 (89,7)	44 (66,7)	22 (95,7)	34 (73,9)	55 (90,2)	43 (84,3)	18 (90)	7 (53,8)	13 (92,9)	0 (0)	8 (44,4)	156 (81,7)	556 (81,3)

Réalisé par nos soins. Sources : nos propres calculs d'après les données de la Commission électorale nationale (PKW).

L'analyse des listes de candidats enregistrées auprès de la Commission électorale nationale permet de mettre en évidence une très nette prédominance masculine parmi les prétendants aux fonctions parlementaires en 1993. Les listes du Comité *Samoobrona-Leppera* ne font guère exception à cette règle de sélection du personnel politique polonais particulièrement prégnante dans l'après-communisme¹ : moins de 20% de ses candidats à la Diète sont des candidates et sur les dix-huit prétendants du comité au Sénat, un seul est une femme. De même, l'âge moyen des candidats *Samoobrona-Leppera* est comparable à celui de ceux des autres comités, la grande majorité de ceux-ci ayant entre 35 et 55 ans.

À l'inverse, en ce qui concerne les professions déclarées par les candidats, les listes *Samoobrona-Leppera* se démarquent assez nettement de celles de la plupart des autres comités. Le pourcentage des candidats déclarant une profession agricole y est ainsi sensiblement plus élevé que la moyenne du total des candidatures. Seuls le PSL-PL et le PSL, deux formations qui contrairement au Comité *Samoobrona-Leppera* revendiquent explicitement leur identité agrarienne, donnent à voir une surreprésentation plus marquée de travailleurs du secteur agricole. De même, les candidats *Samoobrona-Leppera* sont bien moins nombreux que ceux des autres listes, exception faite de celle du PSL-PL pour la Diète, à déclarer exercer une profession renvoyant aux catégories supérieures, c'est-à-dire témoignant de la possession d'un capital économique, culturel ou scolaire élevé². C'est le cas d'à peine un tiers de ses prétendants à la Diète et de moins de la moitié de ceux au Sénat.

La mise en évidence de cette double spécificité dans la composition des listes *Samoobrona-Leppera* invite à se pencher sur les modalités concrètes de sélection et de présentation de soi des candidats du comité. En effet, la surreprésentation des travailleurs du secteur agricole et la sousreprésentation des déclarants de professions « supérieures » sur les listes témoignent selon nous à la fois des stratégies de présentation de soi mises en œuvre par certains candidats et, surtout, des fortes

¹ Cf. Wasilewski Jacek, « Socjologiczny portret polskiej elity potransformacyjnej », in Wasilewski Jacek (dir.), *Elita polityczna*, Varsovie, ISP-PAN, 1998.

² Par « professions supérieures », nous entendons celles qui soit témoignent d'un niveau d'étude élevé (ingénieur, professeur ou médecin par exemple) soit sont porteuses d'un prestige social particulier et révèlent la possession d'un capital économique (homme d'affaire par exemple) ou culturel (acteur, écrivain) important.

contraintes qui ont pesé sur les initiateurs du comité dans leur travail de recrutement des candidats. Premièrement, l'observation des déclarations professionnelles des prétendants du comité *Samoobrona-Leppera* à un poste de parlementaire permet de noter une tendance de certains d'entre eux à définir leur profession en des termes insistant sur leur appartenance à des groupes défavorisés socialement et politiquement dans la Pologne du début des années 1990. Ainsi, Andrzej Lepper se présente simplement en tant qu'agriculteur sans préciser ni ses diplômes, ni l'importance de son exploitation. De même, Janusz Bryczkowski s'affiche comme commerçant alors qu'au vu de ses activités il aurait pu opter pour un intitulé plus valorisé, par exemple entrepreneur ou homme d'affaire. Si l'existence de ce type de stratégies de présentation de soi subversives, car fondée sur la promotion de caractéristiques professionnelles habituellement dévalorisées dans la compétition politique, est indéniable, et participe à accroître l'apparence « populaire » des listes *Samoobrona-Leppera*, il convient néanmoins d'en nuancer la portée. Ces stratégies restent dans les faits extrêmement marginales et ne sont effectivement mobilisées que par un nombre réduit de candidats, pour l'essentiel issus de la direction nationale du ZZR *Samoobrona* et/ou disposant d'une certaine notoriété personnelle, nationale ou locale, du fait de leur investissement antérieur dans les mobilisations contestataires contre le gouvernement Suchocka. À l'inverse de ces occurrences ponctuelles de présentations de soi subversives, les principales tendances dominant la composition des listes *Samoobrona-Leppera* restent cependant, comme dans la plupart des autres comités, celles d'une promotion de candidats pouvant se prévaloir de propriétés conformes aux règles traditionnelles de sélection du personnel politique et d'une relégation des agents les plus défavorisés. Ainsi, parmi les quarante-quatre têtes de liste de circonscription, le pourcentage de déclarants d'une profession agricole baisse légèrement à 40,9% alors que celui de déclarants d'une profession « supérieure » monte lui à 38,6% (voir Tableau 3). Parmi les vingt premiers de la liste nationale, la promotion d'individus disposant de ressources habituellement valorisées dans la compétition électorale est encore plus notable. Seuls quatre d'entre eux, dont trois responsables nationaux du ZZR *Samoobrona*, se présentent comme des travailleurs du secteur agricole (20%), alors qu'ils sont onze à déclarer une profession supérieure (55%) (voir Tableau 2). Surtout, on note que plusieurs de ces candidats peuvent se prévaloir d'une expérience politique antérieure, parfois à un niveau national (Józef Pawelec et Edward Kowalczyk par exemple), disposent d'un capital économique

conséquent (Ksawery Borowik et Karol Mikołajczyk notamment) ou encore sont des personnalités alors relativement connues en Pologne notamment du fait de leur passé militaire (Stanisław Skalski) ou sportif (Andrzej Supron et Władysław Komar).

**Tableau 11 : Vingt premiers candidats de la liste nationale du comité
Samoobrona-Leppera aux élections parlementaires du 19 septembre 1993.**

Position sur la liste nationale	Nom	Prénom	Profession déclarée	Éléments biographiques notables
1	Lepper	Andrzej	Agriculteur	Président du ZZR <i>Samoobrona</i> et du <i>Przymierze Samoobrona</i>
2	Bryczkowski	Janusz	Commerçant	Vice-président du <i>Przymierze Samoobrona</i> , membre du Prezydium du ZZR <i>Samoobrona</i> .
3	Skalski	Stanisław	Pilote	As de l'aviation polonaise durant la Seconde Guerre Mondiale, Général de l'Armée polonaise à la retraite, Membre de l'Union Patriotique Grunwald au début des années 1980, candidat malheureux au Sénat en 1991.
4	Pawelec	Józef Jacek	Professeur d'université	Officier de l'Armée Polonaise, député de la 1 ^{ère} Législature (1991-1993) élu sur les listes KPN.
5	Supron	Andrzej	Entraîneur de lutte	Ancien champion du monde (1979) et vice-champion olympique (1980) de lutte.
6	Walkiewicz	Zdzisław	Technicien agricole	/
7	Komar	Władysław	Enseignant	Ancien champion olympique de lancer du poids (1972).
8	Borowik	Ksawery	Ingénieur	Classé parmi les cent premières fortunes de Pologne en 1992.
9	Nowak	Edward Kazimierz	Professeur d'université	/
10	Mikołajczyk	Karol	Entrepreneur	/
11	Kasowski	Julian	Ingénieur en construction	/
12	Skórski	Paweł Andrzej	Ingénieur, agriculteur	Vice-président du ZZR <i>Samoobrona</i> et du <i>Przymierze Samoobrona</i>
13	Muszyński	Stanisław	Artisan	/
14	Gołębiewski	Janusz Andrzej	Médecin	/
15	Kowalczyk	Edward	Enseignant	Deux fois député du temps de la République Populaire, ministre des Télécommunications de 1969 à 1980, président du Comité Central du SD de 1981 à 1985.
16	Wycech	Roman	Agriculteur	Membre des Prezydiums du ZZR <i>Samoobrona</i> et du <i>Przymierze Samoobrona</i> .
17	Glinicki	Janusz	Artisan	/
18	Krzyszczak	Józef	Retraité	Ancien résistant de l'AK.
19	Gaworski	Henryk Michał	Écrivain	Ancien résistant de l'AK et participant à l'insurrection de Varsovie.
20	Poręba	Bohdan	Réalisateur de cinéma	Président du conseil national de l'Union patriotique « Grunwald » au début des années 1980.

Réalisé par nos soins. Sources : données de la Commission électorale nationale (PKW) et recherches personnelles.

Ainsi, deuxièmement, ce sont les contraintes pesant sur les initiateurs du comité dans l'élaboration des listes qui semblent avoir joué le rôle le plus décisif sur la surreprésentation des travailleurs du secteur agricole et la sousreprésentation des professions « supérieures » observables parmi les candidats *Samoobrona-Leppera*. En d'autres termes, bien plus que d'une réelle tentative de promotion d'un personnel socialement et politiquement défavorisé, ou du moins se présentant comme tel, celles-ci témoignent avant tout des difficultés rencontrées par le comité pour recruter des

candidats dotés de propriétés sociales et de ressources supposées propices à la réussite politique. Marginalisés dans la dynamique des marchandages pré-électorales, les initiateurs du comité *Samoobrona-Leppera* ne sont en effet pas parvenus à présenter des listes complètes dans toutes les circonscriptions¹ et n'ont pu rallier qu'un nombre limité d'individus dotés de ressources personnelles traditionnellement valorisées dans la compétition pour les postes politiques : diplôme, exercice d'une profession « prestigieuse », expérience politique antérieure ou encore célébrité. Les ayant promu dans leur grande majorité aux positions les plus visibles sur les listes, celles par ailleurs potentiellement éligibles, ils n'ont par la suite mobilisé des militants agricoles du ZZR *Samoobrona* qu'en « appoint », afin de compléter les listes sur lesquelles ces derniers sont ainsi souvent relégués à des places marginales. Cette remarque d'ordre général mérite néanmoins d'être affinée par une prise en compte des très fortes disparités observables dans la composition des listes selon les circonscriptions.

Tableau 12 : Composition des listes de circonscription du comité *Samoobrona-Leppera* aux élections parlementaires du 19 septembre 1993.

Circonscription	Nombre de mandats de député en jeu	Ensemble de la liste				Tête de liste				
		Nombre de candidats	Pourcentage d'hommes	Pourcentage de déclarants d'une profession agricole	Pourcentage de déclarants d'une profession supérieure	Nom	Prénom	Profession	Profession agricole	Résident de la circonscription
Varsovie 1	17	12	100	0	75	Skalski	Stanisław	Pilote	Non	Oui
Varsovie 2	8	13	92,31	30,77	38,46	Wycech	Roman	Agriculteur	Oui	Oui
Biała Podlaska	3	4	75	100	0	Grabczan	Zofia Anna	Technicien agricole	Oui	Oui
Białystok	7	6	66,67	0	33,33	Cieślak	Zbigniew	Mécanicien	Non	Non
Bielsko-Biała	9	Pas de liste <i>Samoobrona-Leppera</i>								
Bydgoszcz	11	14	92,86	57,14	28,57	Marmucka-Lalka	Teresa Jadwiga	Biologiste	Non	Oui
Chełm	3	4	100	75	25	Podleśny	Kazimierz	Enseignant	Non	Oui
Ciechanów	4	5	100	0	20	Paliński	Ireneusz	Technicien en bâtiments	Non	Oui
Częstochowa	8	7	100	0	42,85	Pawelec	Józef Jacek	Universitaire	Non	Non
Elbląg	5	3	100	66,66	66,66	Bogacz	Michał	Docteur en médecine	Non	Non
Gdańsk	15	13	76,92	23,08	53,85	Pyliński	Andrzej	Docteur vétérinaire	Non	Oui
Gorzów Wielkopolski	5	5	80	80	20	Borucka	Grażyna	Technicien de l'industrie textile	Non	Oui
Jelenia Góra	5	4	100	75	25	Kalita	Bogusław	Éleveur	Oui	Oui
Kalisz	7	11	63,64	81,82	18,18	Orzeszyna	Edward Feliks	Agriculteur	Oui	Oui
Sosnowiec	10	Pas de liste <i>Samoobrona-Leppera</i>								
Katowice	17	8	100	0	25	Supron	Andrzej	Entraîneur de	Non	Non

¹ Hormis les huit circonscriptions où il n'est pas parvenu à présenter des candidats, le comité *Samoobrona-Leppera* présente dans quatorze circonscriptions des listes comportant moins de candidats qu'il n'y a de postes à pourvoir.

									Lutte		
Gliwice	14	7	85,71	42,86	57,14	Szymanski	Jacek	Ingénieur Agricole	Oui	Oui	
Kielce	11	12	83,33	100	25	Skórski	Paweł Andrzej	Ingénieur Agricole	Oui	Oui	
Konin	5	7	85,71	28,57	57,14	Andrzejczak	Ewa Lucyna	Cadre, commerçant	Non	Oui	
Koszalin	5	6	100	33,33	16,67	Lepper	Andrzej	Agriculteur	Oui	Oui	
Cracovie	13	Pas de liste <i>Samoobrona-Leppera</i>									
Krosno	5	3	100	0	33,33	Ejssymont	Lech	Homme d'affaire	Non	Non	
Legnica	5	9	100	77,78	22,22	Majka	Zdzisław	Technicien frigoriste, éleveur	Oui	Non	
Leszno	4	8	75	50	25	Berus	Wacław	Agriculteur	Oui	Oui	
Lublin	10	12	75	41,67	25	Rymarz	Stanisław	Menuisier-tapisser	Non	Oui	
Łomża	4	3	100	33,33	0	Glinicki	Janusz	Artisan	Non	Non	
Łódź	12	16	68,75	50	50	Kusik	Włodzimierz	Ingénieur	Non	Oui	
Nowy Sącz	7	Pas de liste <i>Samoobrona-Leppera</i>									
Olsztyn	8	15	66,67	86,67	0	Borowska	Grażyna	Agriculteur	Oui	Oui	
Opole	10	Pas de liste <i>Samoobrona-Leppera</i>									
Ostrołęka	5	5	100	0	80	Gołębiewski	Janusz Andrzej	Médecin	Non	Non	
Piła	5	9	88,89	55,56	33,33	Trojanowski	Jerzy	Mécanicien agricole	Oui	Oui	
Piotrków Trybunalski	7	12	91,67	25	66,67	Surowiecki	Andrzej	Économiste	Non	Oui	
Płock	5	7	85,71	28,57	85,71	Kaczmarek	Tadeusz Ryszard	Agriculteur	Oui	Oui	
Poznań	14	10	100	80	40	Muszyński	Stanisław Michał	Artisan	Non	Oui	
Przemyśl	4	5	80	40	60	Lis	Alicja	Enseignant	Non	Oui	
Radom	8	6	100	16,67	16,67	Pankowski	Alfred	Mécanicien	Non	Oui	
Rzeszów	7	3	66,67	0	33,33	Rumianek	Jerzy	Entrepreneur	Non	Non	
Siedlce	7	9	88,89	77,78	11,11	Lipka	Krzysztof Franciszek	Agriculteur	Oui	Oui	
Sieradz	4	8	62,5	50	37,5	Roźniata	Anna Małgorzata	Économiste	Non	Oui	
Skieriewice	4	Pas de liste <i>Samoobrona-Leppera</i>									
Ślupsk	4	7	85,71	42,86	28,57	Zydroń	Ryszard	Entrepreneur	Non	Oui	
Suwałki	5	6	66,67	33,33	33,33	Bryczkowski	Janusz	Commerçant	Non	Oui	
Szczecin	10	3	100	0	100	Komar	Władysław	Enseignant	Non	Non	
Tarnobrzeg	6	Pas de liste <i>Samoobrona-Leppera</i>									
Tarnów	7	Pas de liste <i>Samoobrona-Leppera</i>									
Toruń	7	5	60	40	60	Rochnowska	Renata Maria	Économiste, Agriculteur	Oui	Oui	
Wałbrzych	8	12	83,33	58,33	33,33	Łągiewka	Bogusław	Technicien agricole	Oui	Oui	
Wrocław	4	7	71,43	85,71	0	Majchrzak	Zbigniew	Agriculteur	Oui	Oui	
Wrocław	12	14	71,43	35,71	42,86	Borowik	Ksawery	Ingénieur	Non	Oui	
Zamość	5	10	80	80	50	Czuchra	Teresa	Agriculteur	Oui	Oui	
Zielona Góra	7	7	57,14	57,14	28,57	Półtorak	Wojciech Kazimierz	Technicien agricole	Oui	Oui	
Total	391	352	83,24	47,16	36,93						

Réalisé par nos soins. Sources : nos propres calculs d'après les données de la Commission électorale nationale (PKW).

Une nouvelle fois, ces importantes variations dans la composition des listes selon les circonscriptions nous paraissent devoir se comprendre principalement à l'aune des contraintes ayant pesé sur les initiateurs du comité *Samoobrona-Leppera* dans la

sélection des candidats, celles-ci changeant sensiblement selon la géographie de l'implantation du ZZR *Samoobrona*. Dans les circonscriptions où le syndicat est peu ou pas implanté, ce sont des logiques de recrutements externes, par la formalisation de partenariats avec des groupements préexistants et la promotion d'individus dotés de caractéristiques supposées propices à la réussite politique, qui ont dominé la distribution des investitures. Ainsi, dans la première circonscription de Varsovie, aucun des douze candidats n'est membre du ZZR *Samoobrona* et les trois-quarts d'entre eux affichent leur appartenance à des catégories supérieures¹. De même, dans les circonscriptions de Szczecin et d'Ostrołęka, aucun professionnel du secteur agricole ne figure sur les listes alors que les candidats déclarants une profession supérieure y sont à l'inverse très nettement surreprésentés. Dans ces deux dernières circonscriptions, comme dans près d'une dizaine d'autre, on observe même des pratiques de « parachutages » par lesquels des individus détenteurs de ressources personnelles traditionnellement valorisées dans la compétition politique sont « transférés » de leur région d'origine afin d'étoffer les listes de candidats et, souvent, en prendre la tête. En revanche, dans les circonscriptions de relativement bonne implantation du ZZR *Samoobrona*, c'est la base militante du syndicat qui constitue la principale source de recrutement des candidats du comité *Samoobrona-Leppera*. Ce sont d'ailleurs souvent des responsables nationaux ou régionaux du syndicat qui y occupent la tête de liste, par exemple Roman Wycech dans la seconde circonscription de Varsovie, Pawel Skórski à Kielce, Teresa Czuchra à Zamość ou encore, bien sûr, Andrzej Lepper à Koszalin et Janusz Bryczkowski à Suwałki. Néanmoins, dans ces régions aussi, on observe des entreprises de recrutement et de promotion d'individus extérieurs au syndicat et dotés de ressources personnelles supposées propices à la réussite électorale. Qu'ils aient été sélectionnés pour leur appartenance antérieure à un groupement partenaire, ou pour leurs propriétés socio-professionnelles, ces candidats extérieurs au ZZR *Samoobrona* occupent en général des positions mieux placées que leurs homologues du syndicat agricole sur les listes. Par exemple, dans la circonscription de Koszalin, pourtant l'un des « fiefs » historiques du syndicat, c'est le responsable local du Syndicat Polonais des Retraités et des Invalides qui est promu à la seconde place derrière Andrzej Lepper. Le seul autre militant du ZZR

¹ Parmi les douze candidats, on compte ainsi deux ingénieurs, deux écrivains, deux économistes, un journaliste, un juriste, un professeur d'université et un général à la retraite, la tête de liste Stanisław Skalski.

Samoobrona est quant à lui relégué au cinquième rang, derrière un juriste de Koszalin et un autre responsable du syndicat des retraités. Les circonscriptions dans lesquelles les militants du ZZR *Samoobrona* héritent de l'essentiel des meilleures positions sur les listes restent ainsi dans les faits relativement rares : dans sept cas seulement les trois premiers candidats d'une liste de circonscription du comité *Samoobrona-Leppera* appartiennent tous au syndicat¹.

Au final, l'observation attentive de la composition des listes déposées par le comité *Samoobrona-Leppera* auprès de la Commission électorale nationale permet de nuancer leur portée subversive. Plus que la conséquence d'une stratégie de promotion d'un personnel défavorisé, que le comité prétend pourtant représenter, la sousreprésentation relative des candidats déclarant une profession supérieure et la surreprésentation relative de ceux déclarant une profession agricole témoignent surtout de la relégation du *Samoobrona-Leppera* dans le champ politique et de son incapacité à recruter aussi largement que souhaité des individus aux propriétés conformes aux règles dominantes de sélection du personnel politique.

C) Mobiliser des soutiens : *Samoobrona* dans la campagne électorale.

Selon la loi électorale du 30 mai 1993, la campagne électorale commence le jour de l'annonce officielle de l'organisation de nouvelles élections par le Président de la République, soit dans le cas présent le 31 mai, et s'achève 24 heures avant la tenue du scrutin, soit le 18 septembre². Dans cette acception, elle recouvre donc aussi bien la période de collecte des signatures nécessaires aux comités pour leur enregistrement auprès de la Commission électorale nationale, celle du recrutement des candidats, que celle de la promotion de leur offre électorale par les comités présentant effectivement des listes. Cette séquence est l'objet d'une codification spécifique qui encadre l'activité des groupements engagés dans la lutte électorale, par exemple en définissant des lieux où le démarchage de signatures, l'affichage électoral ou encore la distribution de matériaux de campagne sont prohibés, ou encore en précisant les

¹ Il s'agit des circonscriptions de Biała Podlaska, de Kalisz, de Kielce, d'Olsztyn, de Siedlce, de Włocławek et de Zamość.

² La section 14 de la loi électorale du 28 mai 1993 est consacrée explicitement à la codification de la campagne électorale et réunit 17 articles. La durée de la campagne officielle est fixée dans le premier d'entre eux, l'article 133. Cf. « Ustawa z dnia 28 maja 1993 », art.cit.

modalités de diffusion télévisuelle et radiophonique des spots de campagne des différents comités¹. De même, le financement des activités des comités en lien avec la campagne est l'objet d'un encadrement juridique. Si aucun plafond de dépense n'est explicitement fixé et que les comités restent relativement libres dans leur entreprise de collecte de fonds, la loi électorale proscrit formellement la mobilisation d'argent public et de capitaux provenant de l'étranger². Outre la loi, la définition des pratiques légitimes et illégitimes dans le cadre de la campagne résulte également, de manière moins formalisée et plus fluctuante, des interactions concurrentielles qui relient les différents acteurs engagés dans la compétition électorale. En effet, par leur opposition sur la légitimité de leurs offres politiques respectives, voire sur la légitimité de leur participation à la compétition, ceux-ci participent à préciser le domaine des pratiques « acceptables », de ce qui est disable et faisable dans la campagne. Les médias jouent également un rôle décisif dans ce processus concurrentiel. Par leur couverture de la campagne, ceux-ci influent sur la sélection et la hiérarchisation des thématiques et des controverses développées durant la campagne³, mais aussi sur la légitimation ou l'illégitimation des modes de présentation de soi et de mobilisation de soutiens mis en œuvre par les groupements de candidats⁴.

Dès lors, quel est le répertoire des techniques de légitimation et de promotion de son offre politique que peut mobiliser dans la campagne un nouveau venu largement dépourvu en ressources supposées propices à la réussite politique comme l'est le comité *Samoobrona-Leppera* ? Quel contrôle de son image, de son identité publique ont ses dirigeants dans le cadre des luttes de légitimation et d'étiquetage caractéristiques de la compétition électorale ?

Nous verrons que si le répertoire de mobilisation électorale mobilisé par les candidats du comité *Samoobrona-Leppera* est dominé par des techniques « conventionnelles »

¹ *Ibid.*, art.142 à 145.

² *Ibid.*, art.153.

³ Voir à ce sujet : Sawicki Frédéric, « Les questions de protection sociale dans la campagne présidentielle française de 1988. Contribution à l'étude de la formation de l'agenda électorale », *Revue Française de science politique*, vol.41, n°2, 1991, notamment les pages 189 à 192. On pourra également se référer à Missika Jean-Louis & Bregman Dorine, « La campagne : la sélection des controverses politiques », in Dupoirier Elisabeth & Grunberg Gérard (dir.), *Mars 1986 : la drôle de défaite de la gauche*, Paris, PUF, 1986.

⁴ Voir par exemple : Bourmeau Sylvain, « La presse, les candidats, la campagne », communication au congrès de l'AFSP, Bordeaux, octobre 1988 ; Darras Eric, « L'illégitimité d'un intrus dans le jeu politique », *Les dossiers de l'audiovisuel*, vol.11/12, n° 106, 2002.

de promotion de leur offre politique, il s'élargit dans les dernières semaines de la campagne à des pratiques en rupture avec les règles de la compétition électorale (1). Si ces dernières permettent au label *Samoobrona* de renouer avec une visibilité médiatique qui lui faisait largement défaut depuis le début de l'été, nous verrons cependant que le contrôle des dirigeants du comité sur leur déroulement et, plus largement, sur l'image publique de leur groupement apparaît de plus en plus incertain à mesure que la date du scrutin se rapproche (2).

1) Un répertoire de mobilisation électorale entre subversion et conformation.

Comme nous l'avons vu précédemment, la portée subversive de l'offre électorale du comité *Samoobrona-Leppera* est à nuancer. La mobilisation d'un discours critique à l'égard des acteurs politiques établis et des équilibres politiques et économiques en vigueur ne s'y accompagne en effet guère d'une remise en cause des fondements même de l'ordre politique, notamment des procédures de sélection des gouvernants. Au contraire, les modalités de la formalisation de l'offre électorale du comité témoignent d'un souci de conformation aux règles de la compétition électorale. De même, la grande majorité des pratiques mises en œuvre par les membres du comité *Samoobrona-Leppera* dans le cadre de la campagne électorale ne se distinguent pas, du moins dans leur forme, de celles des autres groupements de candidats. Loin de se comporter comme des « casseurs de jeu », les candidats étiquetés *Samoobrona* se conforment en effet aux principales règles de la campagne¹. À plusieurs reprises, Andrzej Lepper, le président du ZZR *Samoobrona*, par ailleurs président du comité *Samoobrona-Leppera* et tête de liste nationale, réaffirme même explicitement son adhésion pleine et entière aux lois régissant la compétition électorale. Par exemple, dès juin, il se targue que « l'argent de notre campagne provient de dons de sympathisants du mouvement. Nous ne touchons pas le moindre Dollar ni le moindre

¹ En cela, ils se distinguent d'autres outsiders dans la compétition électorale qui joignent à leur dénonciation de l'ordre politique en vigueur un souci d'innovation dans les manières de faire campagne. On pense notamment ici au cas des listes Motivées lors des élections municipales françaises de 2001 étudiées notamment par Christine Guionnet à Rennes et par Baptiste Giraud et Benoît Leroux à Toulouse. Cf. Guionnet Christine « "La politique autrement à Rennes" entre récurrences et réinventions », in Lagroye Jacques, Lehingue Patrick & Sawicki Frédéric (dir.), *op.cit.*, p.117-143 ; Giraud Baptiste, « Les Motivé-e-s, ou l'innovation prisonnière des règles du jeu politique », *Sociologies pratiques*, vol.2, n°15, 2007, p.55-67 ; Leroux Benoît, « Une campagne électorale spectaculaire : les "Motivé-e-s" en représentation », *Revue Interrogations*, n°1, 2005, p.78-93.

Mark de l'étranger »¹, faisant ainsi paradoxalement du respect de la loi par le comité, un critère de probité voire de distinction. De même, il annonce au début de l'été que le syndicat et le comité électoral qu'il préside renoncent à organiser des manifestations protestataires d'ici la tenue des élections². Adhérant à la vision dominante de l'élection comme un moment d'échange entre des candidats/producteurs et des citoyens/consommateurs, dont le principal enjeu serait pour les premiers d'emporter la conviction des seconds, les candidats du comité *Samoobrona-Leppera* mobilisent ainsi essentiellement des techniques « conventionnelles » de promotion de leur offre politique : un programme est formalisé, des tracts sont distribués, des affiches collées, des réunions publiques organisées. Les dirigeants du comité, principalement Andrzej Lepper, se prêtent par ailleurs de bon gré au jeu des débats contradictoires avec des représentants de comités nationaux concurrents, notamment sur les plateaux de télévisions et à la radio où ils sont conviés à l'occasion.

À partir du mois d'août, alors que le comité *Samoobrona-Leppera* peine à se démarquer dans la campagne et que les premiers sondages lui sont peu favorables³, on peut néanmoins observer des variations dans les techniques de mobilisation électorale auxquelles ses membres ont recours. À côté des modalités « conventionnelles » de promotion de l'offre électorale du comité, on assiste alors à la mise en œuvre par des candidats de pratiques plus inhabituelles. Celles-ci sont développées essentiellement dans l'arène judiciaire et dans celle des mobilisations contestataires et semblent témoigner d'une redéfinition de la stratégie de campagne du comité *Samoobrona-Leppera* dans le sens d'un renouement avec les entreprises de subversion de l'ordre politique sur lesquelles la renommée du label *Samoobrona* s'est construite dans les mois précédant la dissolution du Parlement.

Premièrement, on observe des tentatives de politisation des différents procès se déroulant au cours de l'été 1993 à l'encontre de militants du ZZR *Samoobrona* pour

¹ « Samoobrona Wyborcza », *Gazeta Wyborcza*, 08/06/1993, p.2.

² « Samoobrona startuje do Wyborów », *Chłopska droga*, 20/06/1993.

³ Un sondage mené par l'institut CBOS à la mi-août 1993, crédite ainsi le comité Samoobrona-Leppera de tout juste 1% des votes. Lors d'une « pré-élection » factice organisée dans la ville de Września par l'hebdomadaire *Wprost* le 22 août, il ne reçoit que 1,1% des suffrages exprimés par les quatre mille participants à cette expérience. Voir respectivement : « Lewą marsz », *Gazeta Wyborcza*, 21/08/1993, p.2 et « Sojusz wrześniowy », *Gazeta Wyborcza*, 23/08/1993, p.1.

des exactions commises, souvent au nom des « Bataillons Paysans », lors des manifestations de l'année 1992 et 1993. Profitant de l'attention médiatique accordée à ces procès, certains accusés s'attachent alors à transformer le prétoire en une véritable tribune politique¹. Lui-même accusé, Andrzej Lepper articule ainsi explicitement sa ligne de défense à l'offre électorale du comité *Samoobrona-Leppera*. Réitérant à la barre ses critiques à l'égard des équilibres politiques et économiques en vigueur depuis 1989, il s'efforce de légitimer le recours des manifestants du syndicat à des pratiques violentes en les mettant en perspective avec ce qu'il qualifie de « trahison des intérêts polonais » et de « manipulation de la démocratie » par le gouvernement². Il dénonce à plusieurs reprises l'incompétence et le cynisme des responsables politiques en place et remet même implicitement en cause leur attachement aux valeurs démocratiques en les accusant de chercher à instrumentaliser politiquement les procès contre les militants du ZZR *Samoobrona* afin de les éliminer de la compétition politique. Mobilisant une nouvelle fois l'analogie avec le mouvement Solidarité, il n'hésite pas à déclarer : « Lorsque le pouvoir ne respecte pas ses obligations, il n'existe plus de formes illégales de protestation. Aucune des actions menées par notre syndicat par le passé ne saurait dès lors être considérée comme un délit. [...] Ceux qui nous accusent aujourd'hui d'enfreindre la loi devraient le comprendre, puisqu'ils l'ont eux-mêmes brutalement enfreinte dans les années 1980 lors de leur combat contre les autorités »³.

Deuxièmement, à l'encontre des engagements antérieurs de Lepper, des candidats du comité *Samoobrona-Leppera* participent dans les dernières semaines de la campagne à des actions protestataires dans certaines circonscriptions. Majoritairement centrées sur la problématique du chômage, celles-ci sont souvent organisées en association avec des groupements locaux. C'est dans la petite ville de Praszka, dans la voïvodie de Częstochowa, qu'ont lieu les premières et les plus spectaculaires de ces actions. Le 3 août, plusieurs dizaines de militants du ZZR *Samoobrona* et du « Comité de Protestation des Chômeurs de Praszka » pénètrent dans le bureau du maire de la ville, Włodzimierz Skoczek (UD), qu'ils accusent de rester trop inactif face à la hausse du

¹ Pour un autre exemple de tentatives d'investissement de l'arène judiciaire comme espace de mobilisation politique, cette fois en tant que plaignant, on pourra se référer au travail d'Emmanuel Brillet sur les Harkis. Cf. Brillet Emmanuel, « Scène judiciaire et mobilisation politique. Les actions en justice des représentants de la communauté Harkie », *Pôle Sud*, vol.1, n° 24, 2006, p.45-58.

² « Samoobrona oskarżona », *Gazeta Wyborcza*, 14/08/1993, p.1.

³ « W obronie narodu », *Gazeta Wyborcza*, 14/08/1993, p.3.

chômage dans la commune. Après l'avoir forcé à signer une lettre de démission, ils le contraignent à monter dans une brouette à l'aide de laquelle ils le promènent ensuite sur la Place du marché¹. Très largement relayée dans les médias nationaux, cette action spectaculaire est suivie une semaine plus tard d'une nouvelle occupation du bâtiment de l'administration municipale par une centaine de manifestants². Celle-ci dure près de dix jours et est une nouvelle fois l'objet d'une importante couverture journalistique. Le lien entre la campagne électorale du comité et ce réinvestissement de l'arène des mobilisations protestataires par des militants du syndicat est explicite. Dans le cas de Praszka, deux responsables du « Comité de Protestation des Chômeurs » à l'origine des actions contre l'administration municipale, Antoni Arndt et Bogusław Przybył, sont également candidats sur les listes *Samoobrona-Leppera* dans la circonscription de Częstochowa, respectivement en seconde et en septième position. Lors de l'opération à l'encontre du maire Włodzimierz Skoczek, lui-même candidat de l'UD au Sénat dans la circonscription, plusieurs manifestants arborent d'ailleurs des pancartes et des affiches de campagne du comité³. Enfin, Andrzej Lepper, qui se rend à plusieurs reprises dans la commune au cours du mois d'août, multiplie les références à la situation de Praszka dans ses interventions publiques et ne cache guère son souhait de l'ériger en symbole de « l'incompétence et de l'avidité des hommes politiques traditionnels » dénoncées au niveau national dans le programme du comité⁴.

La participation de candidats du comité *Samoobrona-Leppera* à des activités en rupture avec les pratiques traditionnellement mises en œuvre dans le cadre de la campagne électorale permet au label *Samoobrona* de renouer à partir du mois d'août avec la forte visibilité médiatique qui était la sienne au moment des mobilisations contestataires de la fin de l'année 1992 et du début 1993 [tableau 13]. Si la hausse des articles consacrés aux activités du comité *Samoobrona-Leppera* est en partie imputable à la médiatisation croissante de la campagne suite à l'officialisation par la Commission électorale nationale de la liste de comités autorisés à participer aux élections, elle tient en effet surtout à la forte couverture assurée par les principaux médias nationaux aux procès à l'encontre de militants du *ZZR Samoobrona* et aux

¹ « Taczka z Praszki », *Gazeta Wyborcza*, 04/08/1993, p.1.

² « Oblężenie przerwane », *Gazeta Wyborcza*, 12/08/1993, p.2.

³ « Praszka napiętą », *Gazeta Wyborcza*, 10/08/1993, p.2.

⁴ « Taczka Samoobrona », *Gazeta Wyborcza*, 14/08/1993, p.5.

actions protestataires auxquelles participent des candidats *Samoobrona-Leppera*, particulièrement celles de Praszka¹.

Tableau 13 : nombre d'articles du quotidien Gazeta Wyborcza évoquant une organisation siglée *Samoobrona* (syndicat, parti ou comité électoral) au cours des mois de juin, juillet et août 1993.

	Juin 93			Juillet 93			Août 93		
	Total	Sur des actions protestataires	Sur des procédures judiciaires	Total	Sur des actions Protestataires	Sur des procédures judiciaires	Total	Sur des actions protestataires	Sur des procédures judiciaires
Articles centrés sur une organisation siglée <i>Samoobrona</i> ou l'une de ses actions	4	0	0	4	0	2	28	14	7
Dont à la "une"	0	0	0	0	0	0	4	3	1
Articles évoquant une organisation siglée <i>Samoobrona</i> dans le cadre du traitement d'un autre sujet	3	0	0	5	0	0	27	6	5
Total des articles évoquant une organisation siglée <i>Samoobrona</i>	7	0	0	9	0	2	55	20	12

Réalisé par nos soins. Sources : nos propres calculs à partir des archives de l'édition nationale du quotidien Gazeta Wyborcza des mois de juin, juillet et août 1993.

Ainsi, l'élargissement du répertoire de mobilisation électorale du comité *Samoobrona-Leppera* à des pratiques de campagne inhabituelles et spectaculaires à partir du mois d'août, permet à celui-ci de bénéficier d'une visibilité médiatique qui lui faisait largement défaut depuis l'annonce de sa participation aux élections. Il convient cependant de tempérer la portée de cette inflexion apparente dans la campagne du comité. Jusqu'aux élections, les pratiques traditionnelles de mobilisation restent largement dominantes dans les activités du comité, les actions moins conventionnelles demeurant exceptionnelles et n'étant mises en œuvre que dans un nombre limité de circonscriptions. Il convient surtout d'en nuancer la dimension stratégique. En effet, la direction du comité ne semble dans les faits n'avoir qu'un contrôle limité sur les activités mises en œuvre dans le cadre de la campagne par ses candidats, notamment ceux n'étant pas membres du ZZR *Samoobrona*, que ce soit lors de leurs interventions publiques ou de leurs participations à des actions de

¹ La large couverture accordée aux actions de Praszka est d'ailleurs l'objet de controverses dans certains médias. Dans Gazeta Wyborcza, des lecteurs se plaignent ainsi régulièrement de la trop grande publicité faite selon eux à la campagne du *Samoobrona-Leppera* dans les colonnes du quotidien. Par exemple : « Telefoniczna opinia publiczna », *Gazeta Wyborcza*, 17/08/1993, p.12 ; « Telefoniczna opinia publiczna », *Gazeta Wyborcza*, 23/08/1993, p.14.

protestation. En d'autres termes, contrairement à ce que nous avons pu observer lors des manifestations de la fin 1992 et du début 1993¹, les dirigeants du syndicat agricole semblent peiner à imposer leur monopole sur la parole publique du comité, à contraindre les candidats à respecter des thèmes et des pratiques définies nationalement, et, plus largement, à contrôler l'identité publique du groupement dans la compétition électorale.

2) De la difficulté à contrôler la dynamique de la campagne électorale.

La première difficulté que rencontre le comité dans le contrôle de sa campagne et de son identité publique est liée au manque de cohésion interne du groupement. Comme nous l'avons vu précédemment, nombre des candidats qu'il présente, notamment plusieurs têtes de liste de circonscription, ne sont pas membres du *ZZR Samoobrona* ou du *Przymierze Samoobrona* et ont connu des expériences politiques antérieures, parfois radicalement distinctes. Ainsi, alors que certains sont entrés en politique au sein du PZPR ou du SD, d'autres ont longtemps été liés à des organisations hostiles au pouvoir communiste, par exemple Solidarité Rurale ou le KPN. Une fois les listes officialisées, les dirigeants du *ZZR Samoobrona* à l'initiative de la constitution du comité *Samoobrona-Leppera* n'ont que très peu de moyens de pression sur ces candidats aux profils disparates, particulièrement dans les circonscriptions où le syndicat est faiblement ou pas implanté². Ainsi, plusieurs d'entre eux, notamment ceux disposant de ressources sociales ou politiques qui leurs sont propres, prennent rapidement leurs distances à l'égard des consignes du comité et se comportent comme des électrons libres privilégiant leurs propres convictions ou intérêts à la ligne officiellement fixée par le parti et objectivée dans son programme électoral. Dans ce sens, les considérations antisémites à répétition de Stanisław Skalski, tête de liste dans la circonscription de Varsovie 1 et en troisième position sur la liste nationale, semblent exprimer bien plus son opinion personnelle que le positionnement que le

¹ Voir chapitre 2, section 1.

² Plus généralement, sur les rapports entre les directions nationales des partis et leurs candidats au niveau local, notamment sur les logiques d'autonomisation qui peuvent émerger, on se référera à : Sawicki Frédéric, « La marge de manœuvre des candidats par rapport aux partis dans les campagnes électorales », *Pouvoirs*, n°63, 1992, p.6.

comité entend endosser dans la compétition électorale¹. De même, il paraît peu probable que les infractions régulières de Józef Pawelec au droit électoral - il se présente à plusieurs reprises à des réunions de campagne vêtu de son uniforme d'officier de l'armée - soient le produit d'une stratégie de subversion mise en œuvre au niveau de la direction du comité *Samoobrona-Leppera* alors que celle-ci s'efforce au même moment de multiplier les gages de conformation aux règles de la campagne². La capacité de contrôle de la direction nationale du comité *Samoobrona-Leppera* sur les pratiques de mobilisation électorale mises en œuvre par ses candidats dans les circonscriptions semble par ailleurs s'amenuiser progressivement à mesure que la campagne avance et que les sondages le créditant de moins des 5% nécessaires à l'entrée au Parlement se multiplient. L'exemple des actions de protestation se déroulant à Praszka est ici particulièrement éloquent. Bien que figurant en deuxième position sur la liste de circonscription, le président du comité local de protestation Antoni Arndt annonce le 19 août que les manifestants occupant depuis une dizaine de jours le bâtiment de l'administration municipale ont décidé de prendre leur distance à l'égard du comité *Samoobrona-Leppera* et du ZZR *Samoobrona*. Renonçant lui-même à sa candidature, il annonce son rapprochement avec Władysław Serafin, député sortant et candidat du PSL dans la circonscription, qui s'est proposé pour mener une médiation entre les grévistes et les pouvoirs publics. « L'action de protestation à Praszka a toujours été le fait du seul Comité local des chômeurs et pas de *Samoobrona*. [...] À l'heure actuelle, Monsieur Serafin dispose de bien plus d'entrées au gouvernement que *Samoobrona* »³, déclare-t-il alors, infligeant un véritable camouflet à la direction nationale du Comité *Samoobrona-Leppera* qui depuis plusieurs jours s'attachait à faire de l'action de Praszka un élément central de sa campagne. Camouflet d'autant plus rude que la médiation de Władysław Serafin

¹ Si certains responsables du ZZR *Samoobrona*, dont Andrzej Lepper, ont déjà mobilisé par le passé une rhétorique antisémite dans leurs critiques des membres du gouvernement (lors des manifestations de l'été 1992 notamment), cette modalité de dénonciation de l'ordre politique en vigueur est complètement évincée de l'offre programmatique et des interventions publiques des dirigeants du syndicat lors de la campagne électorale. Ainsi, lorsque Stanisław Skalski déclare, comme il le fait lors d'une conférence de presse le 13 août : « En Pologne il n'y a pas de vraie Démocratie, il s'agit tout au plus d'une Judéocratie », il semble clairement se placer en rupture avec les thèmes que le comité entend promouvoir dans la campagne. Sur cet épisode : « Dowody tolerancji », *Gazeta Wyborcza*, 13/08/1993, p.2.

² La loi électorale interdit explicitement le port de l'uniforme et des médailles militaires dans le cadre d'activités de campagne. Ainsi, en se présentant en uniforme d'officier à des réunions publiques, Józef Pawelec s'expose à une procédure disciplinaire au sein de l'armée, mais expose aussi le comité *Samoobrona-Leppera* à des sanctions de la Commission Electorale Nationale : Cf. « Rękawica Podjęta », *Gazeta Wyborcza*, 30/07/1993, p.2.

³ « Moralne prawo do taczki », *Gazeta Wyborcza*, 20/08/1993, p.4.

s'avère fructueuse et que les manifestants interrompent leur action dès le 22 août après avoir obtenu la satisfaction de plusieurs de leurs revendications¹.

La seconde difficulté est liée à la position dominée occupée par le comité *Samoobrona-Leppera* dans la compétition électorale. Loin de s'estomper, sa marginalité, due aussi bien à son statut d'outsider qu'à son image de formation radicale, tend en effet à s'accroître au cours de la campagne. Tout d'abord car la perspective d'une victoire des anciens communistes du SLD s'impose rapidement comme l'issue la plus probable du scrutin. Cette représentation, largement véhiculée par les médias, contribue à orienter l'activité tactique des principaux groupements engagés dans la campagne². Elle tend à organiser la compétition autour d'un axe opposant les formations héritières du régime communiste (SLD et PSL), présentés comme les principaux « prétendants », à celles revendiquant de manière différenciée leur filiation avec le mouvement Solidarité, qu'elles soient « sortantes » (UD, KLD) ou elles-mêmes prétendantes (PC-ZP, Ojczyzna, UP³). Dans ce contexte, les offres électorales construites sur une négation de cette opposition, comme celle du *Samoobrona-Leppera* qui prétend renvoyer dos-à-dos l'« ancienne et la nouvelle Nomenklatura », peinent à se faire entendre et leurs porteurs sont relégués au statut de concurrents secondaires, voire farfelus. Ensuite car, à partir du mois d'août et de l'élargissement de son répertoire de mobilisation électorale à des pratiques en rupture avec les modalités traditionnelles de campagne, les procès en illégitimité à l'encontre du comité *Samoobrona-Leppera* tendent à s'intensifier. Les autres protagonistes de la compétition électorale dénoncent ainsi avec une vigueur croissante l'incohérence, la démagogie, voire la dangerosité, de l'offre électorale du comité, qu'il s'agisse de son programme à proprement parler ou des personnalités présentes sur ses listes. Les

¹ « Praszka bez taczki », *Gazeta Wyborcza*, 23/08/1993, p.2.

² En effet, comme le note Patrick Lehinque, « l'ensemble des opérations, à la fois ordinaires et complexes qui aboutissent à la production collective de verdicts sont partie prenante des campagnes électorales ou du moins constituent une dimension centrale – quoique souvent ignorée – de la mise en récit journalistique de celles-ci », in Lehinque Patrick, « Mais qui a gagné ? Les mécanismes de production des verdicts électoraux (Le cas des scrutins municipaux) », in Lagroye Jacques, Lehinque Patrick, Sawicki Frédéric, (dir.), *op.cit.*, p.323.

³ Le parti Unia Pracy (Union du travail) est créé en juin 1992 par l'union de deux groupements issus de l'aile « gauche » de Solidarité (Solidarność Pracy et le Ruch Demokratyczno-Społeczny) et d'une formation composée d'anciens réformateurs du PZPR (Polska Unia Socjaldemokratyczna). En dépit de cette « double filiation » originale dans la Pologne du début des années 1990, l'UP se revendique dans ses documents de campagne de l'héritage du Solidarité Ouvrier des années 1980 et 1981. Cf. « Broszura Wyborcza Unii Pracy, sierpień 1993 », in *Wybory 1993. Partie i ich programy*, *op.cit.*, p.351-376.

attaques sont particulièrement vives de la part des formations qui se perçoivent comme étant en concurrence directe avec lui pour un segment de l'électorat, c'est-à-dire principalement les protagonistes du champ de représentation de la paysannerie, le PSL et le PSL-PL, et les nombreux comités revendiquant une identité nationaliste, notamment le KPN ou Ojczyzna. La direction de ce dernier va même jusqu'à déposer une demande officielle de délégalisation du comité *Samoobrona-Leppera* auprès de la Commission électorale nationale¹. De même, les principaux médias polonais, notamment la presse, véhiculent du comité *Samoobrona-Leppera* une image en décalage avec celle que ses dirigeants s'attachent à promouvoir. Outre se focaliser sur ses pratiques de campagne les moins légitimes, les journalistes politiques des principaux quotidiens et hebdomadaires nationaux, indépendamment de leur orientation politique, n'hésitent pas à dénigrer ouvertement son offre électorale. L'incompétence de ses candidats et la vacuité de son programme économique sont les arguments les plus couramment mobilisés pour remettre en cause la prétention du comité à l'obtention de postes de pouvoir politique. En dépit des protestations de Lepper, qui dénonce régulièrement la partialité des médias dans la campagne², le comité *Samoobrona-Leppera* est ainsi relégué par la plupart des journalistes au rang de participant illégitime à la compétition électorale, au même titre que le Partia « X », créé par Stanisław Tyimiński suite à sa participation au second tour de l'élection présidentielle de 1990, auquel il est d'ailleurs souvent assimilé. Tous deux sont en effet accusés de chercher à instrumentaliser le mécontentement de certaines franges de la population polonaise à l'égard des réformes socio-économiques, voire leur nostalgie de la période communiste, pour assouvir leurs ambitions politiques.

D) Gérer le « verdict » des urnes.

Les derniers jours de la campagne électorale sont l'objet d'une codification spécifique dans la loi électorale. Quinze jours avant le scrutin, des clips de campagne d'une durée égale pour tous les comités nationaux sont diffusés sur les chaînes de la

¹ « Wszystko Obstawione », *Gazeta Wyborcza*, 12/08/1993, p.3; « Ojczyzna ma różnych wrogów », *Gazeta Wyborcza*, 06/09/1993, p.5.

² La direction du comité *Samoobrona-Leppera* n'est pas la seule à faire part de réserves quant à la couverture médiatique, et notamment télévisuelle, de la campagne. Plusieurs autres comités, notamment l'UPR, le PC-ZP, ou encore le Parti "X", contestent ouvertement le trop faible temps d'antennes qui leur est accordé sur les chaînes publiques : Cf. « Zacznij "X", skończy UD », *Gazeta Wyborcza*, 19/08/1993, p.3.

télévision et de la radio publique. Douze jours avant, la publication des sondages est interdite. Enfin, la veille, la campagne est officiellement terminée. Toutes les activités de promotion d'une offre électorale et toutes les manifestations sont alors prohibées jusqu'à la fermeture des bureaux de vote¹. Ces différentes règles législatives participent à dramatiser l'approche du jour de l'élection et à véhiculer une image du vote en tant que choix raisonné des citoyens parmi les différentes offres électorales, la loi garantissant aux électeurs la possibilité et le temps de prendre connaissance de celles-ci et de les évaluer. Dans cette optique, les résultats des élections sont eux-mêmes communément appréhendés comme l'objectivation des préférences politiques des citoyens². Les performances des différents comités sont alors perçues comme étant la traduction de leur capacité à convaincre les électeurs de la pertinence de leur programme, la distinction des vainqueurs et des perdants résultant dès lors de la seule opération arithmétique d'addition puis de comparaison du nombre de voix obtenues par chacun d'entre eux. Cette vision purement arithmétique de l'élection pose problème. Tout d'abord car elle conduit à niveler au niveau national les performances des différents comités, en passant ainsi largement sous silence les variations régionales parfois importantes que celles-ci peuvent connaître. Ensuite, car elle tend à nier la dimension subjective du travail d'interprétation des résultats d'une élection. Celui-ci apparaît pourtant comme le produit incertain d'un ensemble d'opérations concurrentielles mises en œuvre par les différents protagonistes de l'interaction électorale, qu'ils soient candidats ou commentateurs de la vie politique, afin de « faire parler les voix », d'« assigner un sens souvent étroitement politique à des bulletins imprimés »³, et, ce faisant, d'imposer leur lecture du « verdict des urnes » comme la seule valable.

Dans un premier temps, nous nous intéresserons aux résultats obtenus par le comité *Samoobrona-Leppera* le 19 septembre 1993 et mettrons en évidence les variations importantes que ceux-ci connaissent selon les circonscriptions (1). Nous chercherons ensuite à montrer comment l'interprétation de la performance électorale du comité comme une « déroute », qui n'avait pourtant rien d'une évidence, s'impose rapidement, y compris parmi certains de ses candidats et de ses dirigeants (2).

¹ Respectivement Art.142, Art.136, et 133 et 141 de la loi électorale du 28 mai 1993. « Ustawa z dnia 28 maja 1993 r. », art.cit.

² Cf. Lagroye Jacques, François Bastien & Sawicki Frédéric, *op.cit.*, p.359-360.

³ Lehingue Patrick, « Mais qui a gagné ? », art.cit., p.325.

1) L'épreuve des résultats.

Le dimanche 19 septembre 1993, près de quatorze millions de Polonais se rendent aux urnes pour désigner leurs députés et leurs sénateurs. En atteignant les 52%, la participation connaît une hausse de presque dix pourcents par rapport aux précédentes élections parlementaires d'octobre 1991. Les résultats officiels proclamés quelques jours plus tard par la Commission électorale nationale confirment largement les attendus des commentateurs, ainsi que les premières estimations sorties des urnes. Alors que les deux formations « héritières » du régime communiste, le SLD et le PSL, arrivent en tête, seuls huit comités sur trente-cinq parviennent à obtenir une représentation parlementaire, soit vingt-et-un de moins que deux ans auparavant.

Tableau 14 : Résultat des élections parlementaires du 19 septembre 1993.

Comité électoral	Pourcentage du total de voix exprimées (Diète)	Mandats à la Diète	Mandats au Sénat	Nombre de voix (Diète)	Nombre de voix obtenues en 1991 (Diète)
SLD	20,41	171	37	2 815 169	1 344 820
PSL	15,4	132	36	2 124 367	972 952 (PSL-SP)
UD	10,59	74	4	1 460 957	1 382 051
UP	7,28	41	2	1 005 004	/
Ojczyzna	6,37	/	/	878 445	/
KPN	5,77	22	/	795 487	841 738
BBWR	5,41	16	2	746 653	/
NSZZ "S"	4,9	/	9	676 334	566 553
PC-ZP	4,42	/	1	609 973	977 344 (POC)
KLD	3,99	/	1	550 578	839 978
UPR	3,18	/	/	438 559	253 024
<i>Samoobrona-Leppera</i>	2,78	/	/	383 967	/
Partia "X"	2,74	/	/	377 480	52 735
KdIR	2,7	/	/	371 923	/
PSL-PL	2,37	/	1	327 085	613 626 (RL-PL)
TSKMNSO	0,44	3	1	60 770	/
RAŚ	0,19	/	/	26 357	40 061
TSKNWK	0,17	1	/	23 396	/
Autres Comités	0,89	/	6	123 723	3 333 720
Total	100	460	100	13 796 227	11 218 602

Réalisé par nos soins. Sources : données de la Commission électorale nationale (PKW).

En doublant leur nombre de voix, le SLD et le PSL parviennent à faire élire près de trois fois plus de députés qu'en 1991 (171 contre 60 et 132 contre 48). Bien que

gagnant près de 100 000 voix, l'UD du Premier ministre sortant Hanna Suchocka n'arrive qu'en troisième position et ne gagne lui que douze mandats de députés (74 contre 62). Il devance néanmoins largement les autres comités se revendiquant du mouvement Solidarité. Avec 6,37% des voix, le comité « Ojczyzna » ne franchit pas le seuil de 8% imposé aux coalitions électorales. De même, ni le NSZZ « S », le PC-ZP, le KLD, le KdIR de l'ancien Premier ministre Olszewski, ou encore le PSL-PL qui perd près de la moitié de ses électeurs par rapport à 1991, n'obtiennent le moindre mandat à la Diète. Quant au BBWR, un comité créé en juin 1993 par le président Wałęsa en personne¹, il le franchit tout juste et n'envoie que 16 députés siéger à la Diète. Hormis deux comités de la minorité allemande, les deux autres formations réunissant suffisamment de voix pour obtenir des mandats à la Diète, sont le KPN, qui perd néanmoins près de la moitié de ses sièges par rapport à 1991 (22 élus contre 42), et surtout l'UP. Avec 7,28% des voix, ce parti réalise un résultat sensiblement supérieur aux attendus des sondeurs et conquiert 41 mandats de député et 2 de sénateur. Quant au comité *Samoobrona-Leppera*, il se place en 12^{ème} position avec 2,78% des voix et ne parvient pas à faire élire le moindre de ses candidats à un poste de parlementaire.

Ces résultats nationaux dissimulent cependant de profondes disparités selon les circonscriptions qui invitent à une prise en compte des contextes locaux dans leur interprétation. Les régions polonaises se caractérisent en effet par des configurations sociales, économiques ou encore politiques variables qui influent sur les modalités d'implantation des différentes organisations politiques ou syndicales, sur les pratiques de campagne des candidats, et donc sur les rapports de force entre les différents comités électoraux². Ainsi, les résultats de ceux-ci présentent des profils sensiblement changeants selon les régions. Par exemple, le pourcentage des voix exprimées en faveur des listes SLD varie du simple au triple entre les circonscriptions de Krosno (12,51%) et de Sosnowiec (33,65%), alors que les écarts sont encore plus impressionnants en ce qui concerne les listes UD (de 4,22% à Zamość à 22,87% à Poznań) et PSL (de 2,77% dans la circonscription urbaine de Varsovie 1 à près de

¹ Le nom et l'acronyme de ce comité (BBWR : Bloc Non-partisan de soutien aux réformes), dont la création est annoncée le 1^{er} juin par Lech Wałęsa lors d'une conférence de presse à sa résidence officielle du Belvédère, est une référence directe au BBWR (Bloc Non-partisan de collaboration avec le gouvernement) créé avant les élections de 1928 par des partisans du Maréchal Józef Piłsudski.

² Sur l'influence du contexte local sur les pratiques de campagne des candidats, à partir du cas français, on se référera à : Sawicki Frédéric, « La marge de manoeuvre des candidats » *art.cit.*, p.5-6.

44% dans celle de Płock). De même, les performances du comité *Samoobrona-Leppera* sont loin d'être homogènes entre les différentes régions où il présentait des candidats [voir tableau 15 et carte 1]. Réunissant moins de 2% des voix dans les circonscriptions de Varsovie 1, de Katowice et d'Ostrołęka, ses listes passent la barre des 5% dans celles de Chełm, d'Elbląg, de Legnica, de Piła et de Suwałki, et culminent même à plus de 10% dans celles de Koszalin et de Słupsk.

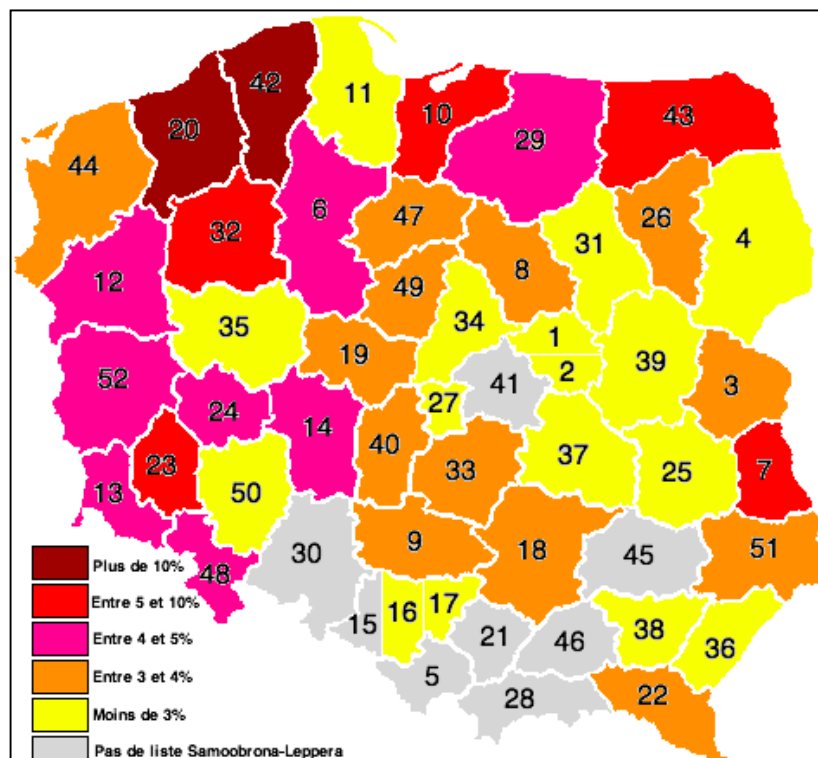
Tableau 15 : Résultats par circonscription des listes du comité *Samoobrona-Leppera* aux élections parlementaires du 19 septembre 1993.

Circonscription		Résultats généraux		Résultats du comité <i>Samoobrona-Leppera</i>		
N°	Nom	Total des voix exprimées	Comité arrivé en 1 ^{er} position (% du total des voix)	Nombre de voix	% du total des voix	Rang d'arrivée du comité/nombre total de comités
1	Varsovie	794 936	SLD (22,60)	8 831	1,11	13/19
2	Varsovie 2	267 394	SLD (15,12)	6 379	2,38	14/17
3	Biała Podlaska	111 207	PSL (32,68)	4 328	3,89	9/17
4	Białystok	254 247	SLD (24,77)	5 309	2,09	15/16
5	Bielsko-Biała	338 840	SLD (16,12)	/	/	/
6	Bydgoszcz	429 732	SLD (29,41)	18 346	4,27	8/18
7	Chełm	83 839	PSL (26,13)	4 377	5,22	5/17
8	Ciechanów	143 138	PSL (26,51)	4 477	3,13	10/17
9	Częstochowa	286 685	SLD (20,27)	9 530	3,32	14/17
10	Elbląg	156 821	SLD (24,79)	8 036	5,12	5/15
11	Gdańsk	549 952	SLD (15,59)	14 003	2,55	14/18
12	Gorzów Wielkopolski	169 902	SLD (25,21)	8 193	4,82	6/15
13	Jelenia Góra	175 955	SLD (24,43)	8 137	4,62	8/15
14	Kalisz	272 970	SLD (23,50)	9 401	3,44	10/16
15	Sosnowiec	384 067	SLD (33,65)	/	/	/
16	Katowice	518 482	SLD (18,97)	7 075	1,36	15/21
17	Gliwice	420 986	SLD (16,11)	8 491	2,02	15/19
18	Kielce	397 167	PSL (27,55)	12 336	3,11	8/17
19	Konin	158 602	PSL (24,52)	6 224	3,92	10/16
20	Koszalin	185 313	SLD (25,21)	25 812	13,93	2/15
21	Cracovie	462 456	UD (18,47)	/	/	/
22	Krosno	178 219	PSL (17,92)	5 977	3,35	12/15
23	Legnica	177 018	SLD (25,27)	9 007	5,09	7/15
24	Leszno	151 593	SLD (21,88)	6 184	4,08	7/16
25	Lublin	364 341	PSL (21,48)	10 024	2,75	13/18
26	Łomża	115 809	PSL (29,18)	4 250	3,67	11/16
27	Łódź	458 284	SLD (26,62)	11 093	2,42	14/19
28	Nowy Sącz	248 573	PSL (18,23)	/	/	/
29	Olsztyn	258 912	SLD (23,70)	12 077	4,66	8/16
30	Opole	320 439	SLD (16,72)	/	/	/
31	Ostrołęka	121 073	PSL (27,31)	1 825	1,51	15/15

32	Piła	184 079	SLD (27,48)	11 309	6,14	5/16
33	Piotrków Trybunalski	222 107	PSL (24,02)	7 815	3,52	11/17
34	Płock	191 646	PSL (43,97)	4 748	2,48	11/17
35	Poznań	540 424	UD (22,87)	12 667	2,34	12/19
36	Przemyśl	146 582	PSL (29,28)	3 677	2,51	11/15
37	Radom	254 385	PSL (26,59)	6 833	2,69	12/20
38	Rzeszów	268 467	PSL (20,91)	5 885	2,19	13/17
39	Siedlce	212 710	PSL (29,71)	5 988	2,82	13/17
40	Sieradz	146 172	PSL (28,26)	5 145	3,52	10/16
41	Skierniewice	139 011	PSL (30,95)	/	/	/
42	Słupsk	142 805	SLD (25,83)	14 338	10,04	3/16
43	Suwałki	145 247	SLD (18,64)	8 323	5,73	7/15
44	Szczecin	346 067	SLD (22,96)	13 823	3,99	12/17
45	Tarnobrzeg	197 551	PSL (27,98)	/	/	/
46	Tarnów	231 863	PSL (29,12)	/	/	/
47	Toruń	232 498	SLD (25,13)	9 188	3,95	10/16
48	Wałbrzych	257 894	SLD (24,86)	11 641	4,51	10/16
49	Wrocław	150 742	SLD (32,53)	5 117	3,39	9/16
50	Wrocław	419 091	SLD (19,96)	12 488	2,98	12/18
51	Zamość	184 325	PSL (39,86)	6 097	3,31	9/17
52	Zielona Góra	225 609	SLD (26,30)	9 163	4,06	10/16
Total National		13 796 227	SLD (20,41)	383 967	2,78	12/35

Réalisé par nos soins. Sources : nos propres calculs à partir des données de la Commission électorale nationale (PKW).

Carte 1 : résultats par circonscription des listes du comité *Samoobrona-Leppera* aux élections parlementaires du 19 septembre 1993.



Réalisé par nos soins à partir des données de la Commission électorale nationale (PKW).

Il convient selon nous de prendre en considération trois éléments complémentaires pour éclairer les fortes variations observables dans les résultats du comité *Samoobrona-Leppera* dans les différentes circonscriptions où il présentait des candidats. Premièrement, des « faits de campagne » ont indéniablement influé sur les performances des listes du comité dans certaines circonscriptions. Par exemple, dans celles d'Ostrołęka et de Częstochowa, les désistements à quelques semaines du scrutin de Janusz Andrzej Gołębiowski et d'Antoni Arndt, respectivement premier et second sur les listes locales, y ont profondément complexifié le travail de mobilisation et de promotion de l'offre politique du comité. D'autant plus dans le cas de Częstochowa, où Antoni Arndt, qui rappelons-le a joué un rôle central dans l'organisation des actions de Praszka, apporte suite à son retrait un soutien implicite à la liste concurrente du PSL. Deuxièmement, les configurations politiques locales sont apparues plus ou moins propices à l'émergence de nouveaux venus comme le comité *Samoobrona-Leppera*. Ainsi, la bonne implantation dans certaines circonscriptions d'organisations développant une offre politique présentant des similitudes avec celle du comité présidé par Andrzej Lepper, ou se percevant comme étant en concurrence directe avec celui-ci pour un segment de l'électorat, a sans conteste joué sur la capacité de celui-ci à y mobiliser des soutiens. C'est par exemple le cas dans la circonscription de Płock, où le PSL dispose de structures et de réseaux extrêmement solides. Enfin, troisièmement, c'est le degré d'implantation du ZZR *Samoobrona* qui semble avoir le plus influé sur les performances du comité *Samoobrona-Leppera* dans les différentes circonscriptions. C'est en effet dans les régions où le syndicat est le mieux structuré que le comité obtient ses meilleurs résultats, soit principalement dans les zones rurales des anciennes « terres recouvertes » du Nord et de l'Ouest du pays. Alors que l'essentiel des ressources organisationnelles et militantes que le comité a pu mobiliser dans le cadre de la campagne sont celles du syndicat, il semble ainsi que ce sont dans ces régions que les candidats *Samoobrona-Leppera* ont été le plus à même à la fois de publiciser le plus largement l'offre électorale du comité en menant une campagne de terrain active et, surtout, d'adapter celle-ci aux publics et aux enjeux locaux afin d'élargir leur base de soutiens. À l'inverse, les résultats sensiblement inférieurs à la moyenne nationale obtenus par les candidats du comité dans les régions

les plus urbanisées et, dans une moindre mesure, dans celles de l'Est du pays témoignent de leurs difficultés à y promouvoir la construction d'un groupe des « délaissés » que le comité avait la prétention de représenter politiquement. En d'autres termes, ils ne sont guère parvenus à mobiliser parmi des groupes sociaux dont les intérêts ne sont pas directement pris en charge par le syndicat, qu'il s'agisse des chômeurs, des travailleurs du secteur industriel, des employés du secteur public ou encore des petits agriculteurs faiblement ou pas intégrés au marché et donc largement étrangers à la thématique du surendettement. En effet, si aucune statistique fiable n'existe sur le comportement électoral de la paysannerie, notamment bien sûr car la définition même de cette catégorie est l'objet de controverses, le comité *Samoobrona-Leppera* n'est clairement pas parvenu à mobiliser autant de soutiens que ses dirigeants espéraient dans les campagnes, notamment dans l'Est du pays où la structure agraire est dominée par la petite paysannerie, et y est en tout cas largement devancé par le PSL.

- 2) L'imposition d'une interprétation des résultats de *Samoobrona* en termes de « déroute ».

Dès la proclamation des premières estimations, le comité *Samoobrona-Leppera* est présenté par les commentateurs les plus influents de la vie politique polonaise comme l'un des principaux perdants du scrutin. Dans son éditorial du 20 septembre, Adam Michnik, le rédacteur en chef de *Gazeta Wyborcza*, écrit ainsi : « *Samoobrona*, le Partia "X" et le KdIR de Jan Olszewski ont connu une déroute totale », avant d'ajouter « Les partis ayant mobilisé la nostalgie du communisme (le Partia "X" et *Samoobrona*) ont échoué »¹.

Il est vrai que les résultats obtenus par le comité *Samoobrona-Leppera* sont loin des objectifs affichés dans les mois précédents par ses dirigeants. Se revendiquant d'un vaste mouvement de la société, Andrzej Lepper n'hésitait pas à prédire un raz-de-marée électoral en faveur de son comité. Plus modestement, il confessait au mois de juillet viser un score de 7%². Néanmoins, l'interprétation sans appel des résultats du comité *Samoobrona-Leppera* comme une « déroute » n'est pas la seule possible au

¹ Michnik Adam, « Dołem nasi », *Gazeta Wyborcza*, 20/09/1993, p.1.

² « Dziś oskarżony, jutro poseł? », *Gazeta Wyborcza*, 22/07/1993, p.3.

moment de l'annonce des résultats et plusieurs éléments auraient pu permettre de la nuancer. En dépit de son statut de nouvel entrant dans la compétition électorale, le comité est parvenu à réunir dans plusieurs circonscriptions davantage de voix que des formations occupant une position plus centrale dans le champ politique et a priori mieux dotées en capitaux politiques valorisés dans la compétition politique. Bien que n'ayant pas présenté des listes dans toutes les circonscriptions, il en devance même certaines au niveau national, en l'occurrence le KdIR de l'ancien Premier ministre Jan Olszewski et le PSL-PL de l'ancien ministre de l'Agriculture Gabriel Janowski, dont la mauvaise performance est d'ailleurs paradoxalement rarement soulignée. De plus, il convient de noter que l'« échec » du comité *Samoobrona-Leppera* aurait été tout relatif si la loi électorale de 1991 avait toujours été en vigueur : en réunissant près de 400 000 électeurs, celui-ci aurait alors été en mesure d'obtenir une dizaine de mandats de député.

Dans un premier temps, des membres du comité *Samoobrona-Leppera* invités à s'exprimer sur sa performance aux élections, dont son président Andrzej Lepper, s'attachent à en nuancer l'échec. Si certains vont jusqu'à évoquer la possibilité de fraudes, la plupart se contente de dénoncer la partialité des médias avant les élections, de souligner le manque de moyens dont disposait le comité pour faire campagne ou encore d'insister sur le fait que le nombre de voix qu'il a réunies témoigne d'une progression supérieure à celle de la plupart des autres listes¹. Rapidement, néanmoins, l'interprétation de la performance électorale du *Samoobrona-Leppera* comme médiocre s'impose parmi les différents protagonistes de la compétition électorale mais aussi parmi la plupart des membres du comité. La presse se fait ainsi largement l'écho de la déception, voire de la colère, de ses militants et de plusieurs de ses candidats au moment de l'annonce des résultats. La réaction la plus spectaculaire est sans conteste à mettre au compte de Janusz Bryczkowski, le vice-président du *Przymierze Samoobrona* en deuxième position sur la liste nationale, qui devant des journalistes fait retirer les affiches *Samoobrona* de son bureau en déclarant : « A partir d'aujourd'hui, *Samoobrona* n'a plus sa place ici. Cela redevient mon propre bureau »². De même, de nombreux candidats, dont la plupart de ceux n'étant pas

¹ « Gdy INFAS ogłaszał wyniki », *Gazeta Wyborcza*, 20/09/1993, p.2 ; « Co mówiły sondáže », *Gazeta Wyborcza*, 20/09/1993, p.2.

² « Tu nie ma "Samoobrony" », *Gazeta Wyborcza*, 22/09/1993, p.3.

membres du *ZZR Samoobrona*, prennent rapidement leurs distances à l'égard du comité. Certains tentent même dès le soir des élections de se rapprocher de formations concurrentes ayant connu une meilleure fortune électorale, notamment le PSL¹.

¹ *Ibid.*

Section 3

La relégation du mouvement *Samoobrona* dans les marges du jeu politique

Les élections du 19 septembre 1993 ouvrent une période délicate pour les organisations constitutives du RS *Samoobrona* RP, et principalement pour son organisation centrale le ZZR *Samoobrona*. Alors que celle-ci donnait l'impression de connaître une « montée en puissance » régulière depuis sa création, l'interprétation des résultats électoraux du comité *Samoobrona-Leppera* comme une déroute semble marquer un coup d'arrêt durable dans son développement. Tenues à l'écart de l'arène de la politique institutionnelle faute d'élus, les organisations constitutives du mouvement *Samoobrona* ne parviennent pas durant la seconde législature (1993-1997) à renouer avec l'image de groupements d'opposition structurés et puissants qu'elles étaient parvenues à acquérir au cours des années 1992 et 1993. Au contraire, elles sont progressivement marginalisées aussi bien au sein du champ de représentation de la paysannerie, sur lequel le PSL, présenté comme l'un des grands vainqueurs des élections de 1993, impose sa domination, qu'au sein du champ politique central. Les nouvelles tentatives de réinvestissement de l'arène institutionnelle se soldent par des échecs cuisants et donnent à voir un fort effritement de leurs soutiens. Candidat à l'élection présidentielle de 1995, Andrzej Lepper ne réunit ainsi plus que 235 797 voix (1,32% du total), soit près de 150 000 de moins que le comité *Samoobrona-Leppera* en 1993. Deux ans plus tard, lors des élections parlementaires, le *Przymierze Samoobrona* est relégué au statut de groupuscule en ne recueillant que 10 073 voix, soit 0,08% du total, au niveau national.

Dans le cadre de cette section, nous nous intéresserons à trois processus qui participent selon nous de cette relégation progressive du ZZR *Samoobrona* dans les jeux politiques durant la seconde législature. Nous verrons tout d'abord, que le syndicat, secoué dans les mois suivant les élections par de vifs conflits au sein de sa direction, s'avère incapable de faire fructifier durablement les ressources collectives symboliques et organisationnelles qu'il avait accumulées lors des manifestations des années 1992 et 1993 (A). D'autant moins, que les mobilisations protestataires paysannes se raréfient après 1993, sous le triple effet d'une amélioration notable de la

situation économique du pays, d'une redéfinition des modalités d'intervention de l'État dans le secteur agricole par la coalition gouvernementale formée en octobre par le PSL et le SLD, et de la transformation des rapports de force au sein du champ de représentation de la paysannerie suite aux élections de 1993 (B). Enfin, nous verrons que les recompositions à l'œuvre au sein du champ politique, en ce qu'elles conduisent à une bipolarisation accrue de la compétition politique entre les formations héritières du régime communiste et celles se revendiquant du mouvement d'opposition Solidarité, participent à la marginalisation des organisations qui, comme celles constituant le mouvement *Samoobrona*, ne se placent dans aucun de ces deux camps (C).

A) Crise de leadership et délitement organisationnel.

De la création du ZZR *Samoobrona* aux élections de septembre 1993, les remises en cause de l'autorité d'Andrzej Lepper restent rares au sein du syndicat. Une part importante des ressources politiques du ZZR *Samoobrona* et du *Przymierze Samoobrona* résident en effet dans le nom de leur président, devenu un symbole de la contestation des équilibres politiques et économiques du post-communisme. Si deux membres fondateurs, Marek Lech et Ryszard Kozik, tentent au début de l'année 1993 de dénoncer le manque de démocratie dans le fonctionnement de l'organisation et les tendances autoritaires de Lepper, leurs critiques ne trouvent alors qu'un faible écho parmi les membres de la direction. Privés de soutiens, ils sont exclus du syndicat au mois de mars et sont rapidement contraints de cesser toutes activités politiques et syndicales¹. L'interprétation des résultats électoraux du comité *Samoobrona-Leppera* comme une déroute change la donne. Elle est en effet perçue par certains dirigeants du ZZR *Samoobrona* et du *Przymierze Samoobrona* comme constituant une opportunité pour tenter de modifier les rapports de force en leur faveur au sein de ces organisations. La principale entreprise de contestation interne de l'autorité de Lepper est le fait de Janusz Bryczkowski, vice-président du *Przymierze Samoobrona* et membre du Prezydium du ZZR *Samoobrona*. Ne cachant guère sa colère lors de l'annonce des résultats du comité *Samoobrona-Leppera*, il en fait ouvertement porter la responsabilité à Andrzej Lepper et cherche à se positionner comme une alternative

¹ « Samoobronna paranoja », *Gazeta Wyborcza*, 01/04/1993, p.2 ; « Trafila Kosa na Leppera » *Polityka*, n°21, 27/05/2006, p.37.

au président en place. Bien qu'exclu du parti et du syndicat à la fin de l'année 1993, Janusz Bryczkowski ne renonce pas à contester à Andrzej Lepper l'usage du label *Samoobrona*. Dès le 9 janvier 1994, il annonce ainsi l'enregistrement d'un nouveau parti politique du nom de Front Narodowy "*Samoobrona*" (Front National « *Samoobrona* »). Outre d'anciens membres du ZZR *Samoobrona* ayant suivi Bryczkowski lors de son exclusion, plusieurs candidats du comité *Samoobrona-Leppera*, notamment la plupart de ceux issus de l'Union Patriotique « Grunwald », participent à la création de cette organisation dont Bryczkowski prend la présidence¹. Se plaçant sous le parrainage du très controversé dirigeant nationaliste russe Vladimir Jirinovski, ce qui assure à leur initiative une attention médiatique soutenue au cours du mois de janvier, les fondateurs du nouveau parti revendiquent l'héritage du mouvement *Samoobrona* et multiplient les attaques à l'égard d'Andrzej Lepper². Ce dernier n'est pas en reste. Le lendemain même de l'enregistrement du nouveau parti, il convoque une conférence de presse visant à « dévoiler le véritable visage de Janusz Bryczkowski ». Au cours de celle-ci, il le dépeint comme un escroc et même un psychopathe³. La passe d'arme entre le président du ZZR *Samoobrona* et son ancien bras droit se prolonge tout au long des premiers mois de l'année 1994. Elle prend une tournure nouvelle au cours du mois d'août. Profitant de l'incarcération d'Andrzej Lepper, Janusz Bryczkowski tente alors de prendre la direction du ZZR *Samoobrona*.

Le 13 août 1994, Andrzej Lepper est interpellé pour avoir molesté un ancien membre du ZZR *Samoobrona*, Antoni Chodorowski. Il est immédiatement placé en détention en attendant d'être jugé⁴. La semaine suivante, des responsables du syndicat, dénonçant « les divisions que créent au sein du ZZR *Samoobrona* les activités illégales récurrentes d'Andrzej Lepper », se rapprochent de Janusz Bryczkowski et annoncent la tenue le 10 septembre d'un congrès extraordinaire visant à renouveler la direction de l'organisation⁵. Quelques jours plus tard, les fidèles de Lepper, au premier rang desquels le vice-président du syndicat Paweł Skórski, contre-attaquent en annonçant

¹ « Żyrynowski w Polsce », *Gazeta Wyborcza*, 10/01/1994, p.1.

² Dans une interview à *Gazeta Wyborcza* Janusz Bryczkowski moque ainsi le manque de sens tactique et l'inconstance politique du président du ZZR *Samoobrona* : « Trzecie wcielnie Bryczkowskiego Janusza », *Gazeta Wyborcza*, 10/01/1994, p.5.

³ « Techniki i chwytty samoobrona », *Gazeta Wyborcza*, 11/01/1994, p.3.

⁴ « Lepper w śledztwie », *Gazeta Wyborcza*, 10/08/1994, p.2.

⁵ « Pucz w Samoobronie ? », *Gazeta Wyborcza*, 17/08/1994, p.2.

la convocation d'un Conseil National pour la même date¹. Ainsi, le 10 septembre 1994, ce sont deux rencontres concurrentes se revendiquant toutes deux du ZZR *Samoobrona* qui se tiennent dans le centre de Varsovie. Alors que les participants au Congrès extraordinaire présidé par Janusz Bryczkowski au Palais de la culture et de la science votent l'exclusion d'Andrzej Lepper du syndicat, les délégués réunis au siège du ZZR *Samoobrona* prononcent la radiation des dissidents. Au final, le bras de fer tourne à l'avantage des fidèles d'Andrzej Lepper : 72 des 98 membres du Conseil National confirment en effet leur soutien au président du syndicat. Celui-ci reçoit par ailleurs l'appui des directions des deux autres syndicats agricoles nationaux, le NSZZRI « S » et le KZRKiOR, qui refusent de reconnaître la légitimité de Bryczkowski².

En dépit de l'échec de Janusz Bryczkowski à revendiquer avec succès la direction du ZZR *Samoobrona*, l'organisation sort profondément affaiblie de ce conflit qui se solde par une scission. À sa sortie de prison au début du mois d'octobre, Andrzej Lepper se trouve ainsi à la tête d'un syndicat fragilisé qui a perdu beaucoup, si ce n'est l'essentiel, de ses militants depuis 1993 et qui semble n'avoir une activité effective que dans un nombre de plus en plus réduit de régions, principalement situées dans l'Ouest du pays. Cet effritement de la base militante du syndicat est d'ailleurs implicitement reconnu par Lepper lui-même à l'occasion du Second Congrès (officiel) du ZZR *Samoobrona* en mai 1995. Il estime alors, une nouvelle fois de manière très exagérée, que le syndicat compte 100 000 membres³. Il en revendiquait trois fois plus deux ans auparavant. Cet effritement est surtout mis en évidence à l'occasion de l'élection présidentielle de novembre 1995. Ayant réaffirmé ses ambitions politiques à l'occasion du Congrès, Andrzej Lepper éprouve en effet les plus grandes difficultés à réunir les 100 000 signatures d'électeurs nécessaires au dépôt de sa candidature pour la présidence⁴. Loin de s'inverser, la tendance des organisations constitutives du RS *Samoobrona* RP à perdre des militants et des sympathisants semble s'accroître au cours des années 1996 et 1997. Ainsi, alors que la direction du ZZR *Samoobrona* décide à nouveau de présenter des candidats, cette

¹ « Samoatak na Samoobronę », *Gazeta Wyborcza*, 12/09/1994, p.1.

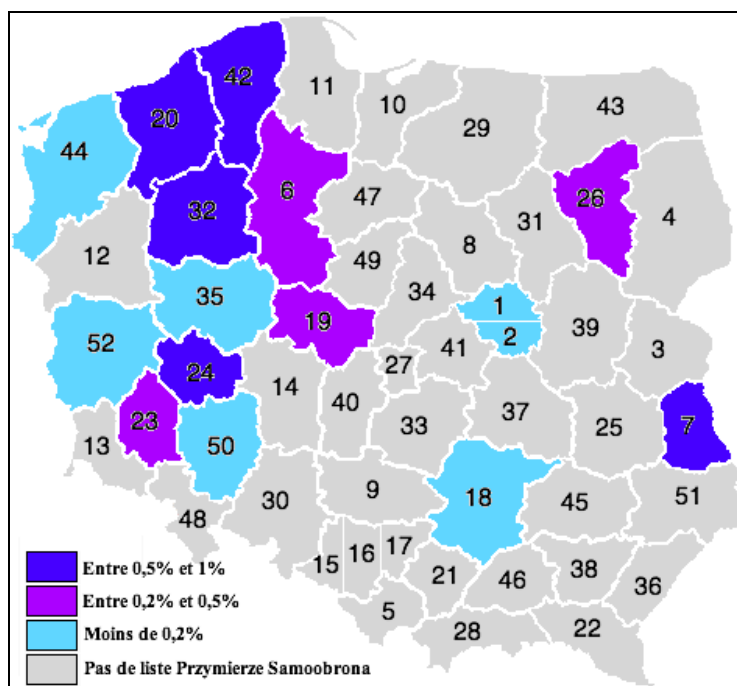
² « Modlitwa Świętej Bernadetty », *Gazeta Wyborcza*, 12/09/1994, p.12.

³ « "Samoobrona" z przymiotnikami », *Gazeta Wyborcza*, 06/05/1995, p.2.

⁴ Il est le tout dernier des dix-sept candidats à être validé par la Commission électorale nationale : « Tejkowski odrzucony », *Gazeta Wyborcza*, 03/10/1995, p.2.

fois sous l'étiquette *Przymierze Samoobrona*, aux élections parlementaires de septembre 1997, elle s'avère incapable de mobiliser suffisamment de soutiens pour pouvoir déposer des listes au niveau national. Le *Przymierze Samoobrona* ne parvient en effet à réunir les 3 000 signatures d'électeurs nécessaires que dans 16 circonscriptions sur 52, quasiment toutes situées dans l'Ouest du pays. Au final, seuls 84 candidats étiquetés *Samoobrona* concourent pour un poste de parlementaire, 76 pour la Diète et 8, dont Lepper, pour le Sénat¹. Les élections s'avèrent désastreuses pour eux. Aucune des listes pour la Diète ne dépasse les 1% en circonscription et elles réunissent au total à peine 10 000 électeurs au niveau national (0,08% du total des voix exprimées). Si les cadres du syndicat candidats au Sénat résistent mieux, puisqu'ils réunissent au total 50 000 voix dont plus de la moitié pour le seul Lepper à Koszalin, ils sont tous très loin d'être élus.

Carte 2 : résultats par circonscription des listes du comité *Przymierze Samoobrona* aux élections parlementaires du 21 septembre 1997.



Réalisé par nos soins à partir des données de la Commission électorale nationale (PKW).

La déroute des candidats du *Przymierze Samoobrona* aux élections de 1997 témoigne du délitement organisationnel qu'a connu le ZZR *Samoobrona* depuis 1993. Elle semble surtout marquer la fin d'un syndicat que la plupart des membres fondateurs

¹ Les huit candidats du *Przymierze Samoobrona* se présentent dans les voïvodies de Konin, Koszalin, Legnica, Leszno, Łomża, Piła, Słupsk et Zielona Góra.

quittent alors¹. Si Andrzej Lepper affiche lui son désir de continuer son activité à la tête du ZZR *Samoobrona*, il n'est guère plus entouré que par une poignée de sympathisants :

« Les élections de 1997, c'était le moment le plus difficile de notre existence, et même moi je ne m'attendais pas [à un tel résultat]. Mais c'était une dépression politique, et certains croyaient que c'était la fin de *Samoobrona*, qu'il n'allait pas pouvoir se reconstruire, que c'était la fin de Lepper. A ce moment-là, avec un groupe des membres, nous avons pris la décision que nous allions malgré tout continuer à mener une activité politique. [...] Il restait très peu de gens [...], une poignée, les plus dévoués. Nous n'avions pas de local, pratiquement aucun moyen financier. C'était spécial. Je disais aux gens qui voulaient que je vienne [faire une réunion publique] que ça serait sur leurs frais. Il fallait couvrir les frais de transport, de logement, aussi bien sûr, pour moi et les une ou deux personnes, pas plus, qui venaient avec moi. Les gens se cotisaient pour l'essence, j'habitais chez des particuliers, etc. À partir de cet échec électoral, pour se reconstruire, ça a été vraiment très difficile... »

Andrzej Lepper

Entretien réalisé le 25 juin 2008 à Varsovie.

B) La raréfaction des mobilisations protestataires paysannes au cours de la II^e législature.

Dès l'annonce de la dissolution du Parlement par Lech Wałęsa le 31 mai 1993, on assiste à une réorientation de l'activité des différents acteurs engagés dans la contestation du gouvernement Suchocka vers l'arène électorale. C'est notamment le cas des principales organisations syndicales agricoles qui renoncent aux actions de protestation au profit de pratiques plus conformes avec les règles de la compétition électorale. Leurs dirigeants entendent tous participer à la lutte pour les postes de parlementaires, bien que selon des modalités variables. Si ceux du ZZR *Samoobrona* sont, nous l'avons vu, à l'initiative de la création d'un nouveau comité, ceux du KZRKiOR font le choix de s'associer à des formations existantes. Ils se divisent cependant sur les partenariats à finaliser. Certains, dont le président Janusz Maksymiuk, candidatent sur les listes du SLD, alors que d'autres, comme le vice-président Władysław Serafin, se présentent sur celles du PSL. Quant aux responsables du NSZZRI « S », ils se déchirent sur la stratégie électorale à adopter. Bien que, par la

¹ C'est notamment le cas de Roman Wycech. Après les exclusions de Marek Lech et de Ryszard Kozik en 1994, puis le décès de Paweł Skórski en 1995, celui-ci était avec Andrzej Lepper le dernier des six agriculteurs ayant initié la création du syndicat à en être encore membre.

voix de son président Roman Wierzbicki, le syndicat s'associe finalement au KdIR de Jan Olszewski¹, plusieurs de ses responsables préfèrent figurer sur les listes du comité PSL-PL de l'ancien président du syndicat et ministre de l'Agriculture Gabriel Janowski, ou encore sur celles du BBWR de Lech Wałęsa.

L'interruption des manifestations agricoles à la fin du printemps 1993 suite à l'entrée en campagne électorale des principaux protagonistes du champ de représentation de la paysannerie marque selon Krzysztof Gorlach et Grzegorz Forys la fin de la vague de manifestations paysannes du début des années 1990². Les actions de protestations agricoles se raréfient en effet au cours de la deuxième législature. Deux éléments principaux sont communément retenus pour expliquer la réduction sensible du nombre de manifestations paysannes à partir de 1993 : l'amélioration de la situation économique polonaise, notamment dans le secteur agricole, et l'inflexion de la politique agricole du gouvernement suite à l'arrivée au pouvoir des anciens communistes du SLD et des agrariens du PSL³.

Premièrement, la plupart des économistes s'entendent pour considérer que l'économie polonaise connaît une période de prospérité relative à partir de l'année 1992, certains n'hésitant pas à parler de « miracle économique polonais »⁴. Après deux années de récession, le produit intérieur brut polonais renoue alors avec une croissance durable, qui s'accompagne d'une limitation de l'inflation et d'une baisse progressive du taux de chômage. Dans le secteur agricole, on assiste, pour la première fois depuis 1990, à une augmentation du revenu paysan moyen sur la période 1994-1996.

Tableau 16 : Principaux indicateurs macro-économiques de la Pologne et croissance du revenu paysan de 1990 à 1997.

Année	Taux de croissance du PIB	Taux d'inflation annuel	Taux de chômage	Croissance annuelle du revenu paysan (par rapport à l'année précédente)
1990	- 11,6	+ 585,8	6,1	- 39,07
1991	- 7	+ 70,3	11,4	- 46,74
1992	+ 2,6	+ 43	13,6	- 2,04

¹ « Rolnicy "S" z Koalicją », *Gazeta Wyborcza*, 14/07/1993, p.4.

² Forys Grzegorz & Gorlach Krzysztof, *art.cit.*

³ *Ibid.*

⁴ Par exemple : Kolodko Grzegorz (dir.), *Polish Miracle : Lessons for the Emerging Markets*, Ashgate, Aldershot, 2005.

1993	+ 3,8	+ 35,3	16,4	+ 20,83
1994	+ 5,2	+ 32,2	16	- 1,72
1995	+ 7	+ 27,8	14,9	+ 21,05
1996	+ 6,1	+ 19,9	13,2	- 5,8
1997	+ 6,9	+ 14,9	10,3	- 18,46

Réalisé par nos soins. Sources : pour les taux de chômage et les taux de croissance du PIB : Portet Stéphane, « La société polonaise après 1989. Les incertitudes de la modernité le poids des traditions », in Bafoil François (dir.), *La Pologne*, Paris, Fayard, 2007, p.317 ; pour les taux d'inflation : Kwaśnicki Witold, « czy w długim okresie polska inflacja jest przewidywalna », Working Papers, Uniwersytet Wrocławski, 2004, prawo.uni.wroc.pl/~kwasnicki/ ; pour les revenus paysans : Bafoil François, « La question agricole en Pologne : le défi de l'intégration européenne », *Les Etudes du CERI*, n°74, avril 2001, p.33.

Deuxièmement, la formation en octobre 1993 d'un gouvernement de coalition entre le PSL et le SLD, deux partis qui ont développé dans le cadre de la campagne une offre électorale critique à l'égard de l'orientation libérale des réformes économiques mises en œuvre depuis 1989, s'accompagne d'un retour de l'État à un certain interventionnisme dans le secteur agricole. Sans que la croyance dans la libre-concurrence comme moteur de modernisation de l'agriculture polonaise ne soit fondamentalement remise en cause, plusieurs mécanismes d'aides aux agriculteurs sont ainsi instaurés par le gouvernement dirigé par Waldemar Pawlak (PSL). Dès le 29 décembre 1993, une loi portant création d'une Agence de restructuration et de modernisation de l'Agriculture (*Agencja Restrukturyzacji i Modernizacji Rolnictwa*) est adoptée par la Diète¹. Cette agence a notamment pour mission l'amélioration des infrastructures dans les campagnes, la mise en place de programmes de reconversion des travailleurs du secteur agricole sans emploi, mais aussi l'instauration de mécanismes favorisant les investissements des agriculteurs dans la modernisation de leurs exploitations. Dans cette optique un accord de collaboration est signé entre la nouvelle agence et la Banque de l'économie alimentaire (*Bank Gospodarki Żywnościowej*)² pour la mise en place de crédits agricoles à taux préférentiels et d'un plan d'aide au remboursement de leur emprunt pour les agriculteurs³, soit deux des principales revendications portées par le ZZR *Samoobrona* depuis sa création. Par ailleurs, l'Agence du Marché Agricole intervient davantage que sous les gouvernements précédents afin de soutenir les prix agricoles, dont les montants

¹ Cette agence se substitue notamment au Fonds « Agencja zamiast Funduszu », *Gazeta Wyborcza*, 18/11/1993, p.16.

² Créée par l'État en 1975, la *Bank Gospodarki Żywnościowej* est transformée en société à actions par le gouvernement Pawlak en 1994 et voit ses missions redéfinies dans le sens d'un soutien à la restructuration et à la modernisation du secteur agricole.

³ « Agencja tańszego », *Gazeta Wyborcza*, 20/01/1994, p.12 ; « Tradycja, rozwój i kolejne etapy w historii », bank BGŻ, http://www.bgz.pl/o_banku/historia.html#tabs=6, consulté le 6 juin 2010.

minimaux sont régulièrement augmentés, et les niveaux de taxation des importations agricoles sont redéfinis à la hausse¹.

Sans nier l'influence de ces deux éléments sur la dynamique des mobilisations protestataires agricoles, comprendre leur raréfaction au cours de la seconde législature implique selon nous de prendre également en considération les recompositions à l'œuvre au sein du champ de représentation de la paysannerie suite aux élections de septembre 1993. Le PSL, qui en mobilisant en sa faveur l'histoire du mouvement agrarien polonais est parvenu à légitimer auprès d'une large partie de l'électorat son offre de représentation pourvoyeuse d'une identité sociale et politique valorisante pour la paysannerie, s'impose alors comme l'une des principales forces du champ politique polonais. À l'issue de la signature d'un accord de coalition avec le SLD en octobre, son président Waldemar Pawlak est d'ailleurs nommé pour la seconde fois au poste de Premier ministre et le parti agrarien s'assure le contrôle des principaux postes de pouvoir politique en lien avec le secteur agricole, qu'il s'agisse du ministère de l'Agriculture (Andrzej Śmietanko) ou des présidences des commissions de l'Agriculture à la Diète (Stanisław Kalemba) et au Sénat (Sylwester Gajewski). À l'inverse, le ZZR *Samoobrona*, le PSL-PL et le NSZZRI « S » sortent quant à eux profondément affaiblis du scrutin de septembre 1993. Les maigres performances de leurs candidats, qui les privent de représentation parlementaire², affecte profondément leur capacité à légitimer leur prétention à parler au nom de la paysannerie et à se faire reconnaître comme des acteurs avec lesquels il faut compter dans le champ politique. Dans ce contexte, leurs dirigeants, qui doivent de plus faire face à de vives contestations internes, privilégient dans un premier temps la concertation avec le nouveau gouvernement à la contestation. Dès octobre 1993, le président du ZZR *Samoobrona* apporte même son soutien au Premier ministre Waldemar Pawlak avec lequel il se déclare prêt à collaborer³. De fait, à la fin de l'année 1993, les responsables du NSZZRI « S » et du ZZR *Samoobrona* participent activement aux négociations préalables à la mise en place de l'Agence de restructuration et de

¹ Cf. Tłuczak Agnieszka, « Wpływ działań państwa na kształtowanie się cen wybranych produktów rolnych w Polsce », Kunasz Marek (dir.), *Problemy gospodarowania w dobie globalizacji - materiały konferencyjne*, Katedra Mikroekonomii Uniwersytetu Szczecińskiego, Szczecin, 2006, p.120-129.

² A l'exception du PSL-PL qui obtient un sénateur.

³ « Lepper za Pawlakiem i przeciw burdom », *Gazeta Wyborcza*, 13/10/1993, p.2 ; « Zapach wsi, smak ananasów », *Gazeta Wyborcza*, 26/11/1993, p.2.

modernisation de l'agriculture, projet auquel ils se montrent alors plutôt favorables¹. La pacification des relations entre les deux syndicats agricoles et le gouvernement est cependant de courte durée. Dès le début de l'année 1994, dénonçant la proposition de budget et le manque de prise en compte de leurs propositions, ils se placent en effet à nouveau clairement dans l'opposition². En février, le ZZR *Samoobrona* renoue avec les pratiques sur lesquelles il a fondé sa notoriété en organisant plusieurs actions protestataires³. Néanmoins, fragilisé par les conflits internes et isolé dans l'arène des mobilisations contestataires, le syndicat s'avère incapable d'enclencher un cycle de manifestations aussi important qu'au cours des années 1992 et 1993. De plus en plus exsangue, le ZZR *Samoobrona* se contente tout au long de la seconde législature d'organiser ponctuellement des actions de faible envergure, souvent sur des enjeux locaux, dont les journalistes nationaux se désintéressent progressivement. Quant aux dirigeants des organisations héritières de Solidarité Rurale, bien qu'ayant perdu leur accès privilégié aux centres de décision politique au profit des responsables du KZRKiOR, ils privilégient tout au long de la seconde législature des pratiques institutionnelles de promotion de leurs revendications. Ne réinvestissant que sporadiquement l'arène des mobilisations contestataires, les responsables du NSZZRI « S » et du PSL-PL s'attachent surtout à renforcer leur position au sein du champ politique en se rapprochant d'autres formations se revendiquant de l'héritage du mouvement Solidarité, notamment dans la perspective des élections présidentielles de 1995 et des législatives de 1997⁴.

C) La bipolarisation tendancielle du champ politique.

Bien qu'anticipés tout au long de l'été par les sondages, les résultats des élections de septembre 1993 sont traumatisants pour les dirigeants des formations de la « droite » polonaise se revendiquant de l'héritage du mouvement d'opposition Solidarité. Au pouvoir depuis quatre ans, ils sont nettement distancés par le PSL et le SLD. Des partis ayant participé à la formation de la coalition Suchocka en 1992, seul l'UD

¹ « Rada rolnicza », *Gazeta Wyborcza*, 11/12/1993, p.21.

² « Postulaty "Samoobrony" », *Gazeta Wyborcza*, 17/01/1994, p.3.

³ « Powracająca "Samoobrona" », *Gazeta Wyborcza*, 09/02/1994, p.4.

⁴ Confirmant l'alliance opérée à l'occasion des élections de 1993, Roman Wierzbicki associe ainsi le syndicat qu'il préside depuis 1991 à la candidature de Jan Olszewski à l'élection présidentielle de 1995 puis à la création par ce dernier du parti *Ruch Odbudowy Polski* (ROP) en novembre de la même année.

conserve une représentation parlementaire. Surtout, la formalisation rapide d'un accord de coalition entre les directions du PSL et du SLD, sanctionne le retour à la tête du gouvernement des formations héritières du régime communiste. Si celles-ci se sont attachées à promouvoir au cours de la campagne une offre politique insistant sur leur respectabilité, leur compétence et leur conversion pleine et entière à la démocratie de marché, elles restent perçues par une partie du personnel politique polonais ayant milité au sein des mouvements Solidarité et Solidarité Rurale comme des participantes illégitimes à la compétition politique. Le Président de la République lui-même ne cache pas son hostilité à l'égard des anciens communistes du SLD et pose ses conditions à leur participation au gouvernement. À la manière de ce que les autorités communistes avaient exigé de Mazowiecki en 1989, il leur impose ainsi de laisser les ministères des Affaires étrangères, de la Défense et de l'Intérieur à des personnalités proches de Solidarité. En gage de leur « sens des responsabilités », les dirigeants du SLD accèdent à ces exigences, qui n'ont pourtant aucun fondement constitutionnel, et, bien qu'arrivés en tête du scrutin, investissent le président du PSL Waldemar Pawlak, réputé consensuel, à la tête du gouvernement de coalition.

Relégués dans l'opposition, extra-parlementaire pour beaucoup d'entre eux, les principaux dirigeants des groupements issus du camp Solidarité s'entendent rapidement pour considérer que leur manque d'unité constitue la principale cause de leur échec électoral. Il est vrai que leurs résultats électoraux cumulés dépassent ceux du SLD. Dans les mois suivant les élections, on assiste à une multiplication des échanges tactiques entre les représentants de différents partis se revendiquant de l'ancien mouvement d'opposition dans le sens d'une union de leurs différentes organisations au sein de groupements à même de maximiser les chances de succès électoral face à une gauche unie. Si les négociations entre ces acteurs s'étant parfois vivement opposés dans les années précédentes s'avèrent souvent délicates, elles aboutissent dès le printemps 1994 à la création du parti « Union de la liberté » (UW) et de la coalition « Alliance pour la Pologne » (PdIP). Alors que le premier est le produit de l'union entre l'UD et le KLD, le second réunit différentes organisations de la droite « conservatrice » extra-parlementaire, principalement le PC, le ZChN, le PSL-PL et le RdIR de Jan Olszewski. L'unification de la droite polonaise post-solidarité se poursuit avec une célérité accrue suite à l'élection présidentielle de décembre 1995, au cours de laquelle Lech Wałęsa est battu au second tour par le

président du SLD Aleksander Kwaśniewski. À l'initiative de Jan Olszewski une nouvelle alliance de la droite « conservatrice » extra-parlementaire, le ROP, est ainsi mise sur pied en décembre 1995 sur les ruines d'un PdIP qui n'a pas résisté aux divisions récurrentes de ses membres fondateurs¹. Surtout, en juin 1996, à un an des nouvelles élections législatives, une trentaine de formations, dont le PSL-PL, le ZChN et le PC, s'unissent autour du NSZZ « S » afin de constituer l' « Action électorale Solidarité » (AWS).

Le processus d'unification des différentes fractions de l'ancien mouvement d'opposition démocratique engagé à la suite des élections de 1993 a pour conséquence une réorganisation progressive du jeu politique autour d'un clivage opposant les forces héritières de l'ancien régime, le SLD et le PSL de retour au pouvoir, et les formations héritières de Solidarité. Désormais réunies en un nombre réduit de groupements, celles-ci renoncent temporairement aux débats les plus clivants en leur sein, notamment celui sur la « décommunisation »², et s'attachent à se présenter à nouveau comme les composantes d'un même camp, partageant des valeurs communes, et ayant vocation à gouverner ensemble. Cette représentation bipolaire d'un jeu politique opposant les anciens protagonistes des négociations de la Table ronde en 1989, qui se légitiment réciproquement par leur concurrence comme les principaux compétiteurs de la lutte pour les postes de pouvoirs politiques, est largement véhiculée par les observateurs de la vie politique polonaise et conduit à une marginalisation accrue des organisations ne se positionnant pas dans l'un ou l'autre de ces camps. Qu'il s'agisse du KPN³, de l'UPR, du Partia X ou encore bien sûr du *Przymierze Samoobrona* celles-ci peinent à se faire reconnaître comme des protagonistes sérieux de la compétition politique et à légitimer leurs offres de représentations originales. Au cours de la campagne électorale de 1997, présentée avant même son lancement comme un duel entre les sortants du SLD et du PSL et les

¹ Si le PdIP explose rapidement du fait des divisions récurrentes de ses membres fondateurs, une nouvelle alliance de la droite « conservatrice » extra-parlementaire est initiée dès le lendemain des élections par Jan Olszewski. Réunissant, outre le RdIR de l'ancien Premier ministre, le *Ruch Trzeciej Rzeczypospolitej* (RTR) et le mouvement *Akcja Polska*, dirigés respectivement par ses anciens ministres Jan Parys et Antoni Macierewicz, celle-ci prend le nom de *Ruch Odbudowy Polski* (ROP). Sur la création du ROP : « Odbudowa Polski zamiast reformy », *Gazeta Wyborcza*, 18/12/1995, p.3.

² Voir notamment : Heurtaux Jérôme & Pellen Cédric, « Pologne. La Table ronde, un meuble politiquement encombrant », in Heurtaux Jérôme & Pellen Cédric (dir.), *1989 à l'Est de l'Europe. Une mémoire controversée*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, 2009, p.23-56.

³ Après avoir participé au lancement de l'AWS, le KPN de Leszek Moczulski s'en retire au cours de l'année 1997 afin de constituer son propre comité pour les élections parlementaires.

prétendants de l’AWS, de l’UW et dans une moindre mesure du ROP, ils sont ainsi relégués au statut d’acteurs politiques insignifiants par les principaux protagonistes de l’interaction électorale, qu’ils soient compétiteurs ou observateurs.

*

**

Le processus de « requalification politique » de leurs activités, engagé par les représentants du *ZZR Samoobrona* à partir du printemps 1992, loin d’être linéaire et guidé par leur seule rationalité, apparaît particulièrement hésitant et contraint. L’étude des modalités concrètes de la politisation de ces responsables syndicaux au cours des I^e et II^e législature permet de mettre en évidence les logiques erratiques et antagoniques qui orientent alors leur travail de mise en forme et de légitimation de leur représentativité politique.

D’un côté, les responsables du *ZZR Samoobrona*, nouveaux venus dépourvus en ressources individuelles et collectives apparaissant comme les plus valorisées dans le champ politique polonais du début des années 1990, s’efforcent de légitimer leur « entrée en politique » en affichant leur opposition à l’ensemble des acteurs établis ainsi qu’aux principes qui tendent alors à réguler le jeu politique. Dans les mois suivant l’explicitation de leur prétention à participer à la compétition politique par la création du parti *Przymierze Samoobrona*, ils s’engagent ainsi dans une entreprise, assumée en tant que telle, de subversion de l’ordre politique. Remettant en cause la légitimité même du régime de la III^e République et transgressant la frontière encore labile entre espaces d’activités syndicales et politiques, les principaux représentants du mouvement *Samoobrona* n’hésitent pas à mobiliser la symbolique des insurrections révolutionnaires pour élargir leur groupe de référence et faire reconnaître leur représentativité au-delà du seul champ de représentation de la paysannerie. L’arène des mobilisations contestataires, qu’ils investissent formellement au nom du *ZZR Samoobrona*, constitue alors pour eux le principal espace de promotion de leur offre politique et d’accumulation de ressources collectives potentiellement mobilisables dans la compétition politique. Réorientant, partiellement du moins, leur activité vers l’arène électorale suite à la dissolution de la Diète par le Président Lech Wałęsa, ils réaffirment l’inclination « subversive » et

« anti-système » de leur offre de représentation lors de la campagne pour les élections parlementaires de 1993. Dénonçant les acteurs politiques établis et les équilibres politiques et économiques en vigueur depuis 1989, ils s'efforcent alors de réinvestir la symbolique du mouvement d'opposition Solidarité pour se faire reconnaître comme les porte-parole d'une société unie dans sa lutte contre un État illégitime.

De l'autre côté, les activités des responsables du mouvement *Samoobrona* témoignent également d'une mise en conformation de leur offre politique aux valeurs s'étant imposées comme essentielles dans le champ politique polonais depuis 1989. En dépit de la rhétorique révolutionnaire mobilisée lors des actions de contestation organisées au nom du ZZR *Samoobrona*, ils attestent ainsi par leur investissement de l'arène électorale de leur reconnaissance de la légitimité de l'élection comme mode d'attribution des postes de pouvoir politique. Les modalités de sélection des candidats et de promotion de l'offre de représentation mises en œuvre dans la perspective des élections de 1993 donnent par ailleurs à voir un souci d'adaptation aux règles juridiques et normatives régissant la compétition électorale.

Si ce « double jeu » entre subversion et conformation, entre démarcation et adaptation¹, offre la possibilité aux responsables du mouvement *Samoobrona* de tenter de se démarquer dans les jeux politiques sans pour autant remettre en cause leur droit à y participer, il nuit également à leur capacité à promouvoir leur représentativité et à muer leur groupement en une entreprise politique pérenne. Alors que leur dénonciation récurrente des acteurs politiques établis s'accompagne de leur stigmatisation comme des acteurs radicaux inféquentables, de l'ostracisation de leurs groupements au sein du champ politique central mais aussi du champ de représentation de la paysannerie, leur acceptation des normes dominantes de la démocratie représentative affecte leur faculté à valoriser leur nouveauté et à redéfinir en leur faveur les rapports de représentation. Par ailleurs, la profonde redéfinition du

¹ La distinction entre registre d'adaptation et de démarcation est empruntée à Alexandre Dezé qui a montré le travail d'ajustement permanent entre stratégies d'adaptation (à la logique électorale) et de démarcation (par la doctrine) qui anime le FN en France. Cf. Dezé Alexandre, « Le Front National comme "entreprise doctrinale" », in Haegel Florence (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Paris, Presses de la FNSP, 2007, p. 255-284 ; voir également : Dezé Alexandre, « Between adaptation, differentiation and distinction : extreme right-wing parties within democratic political systems », in Eatwell Roger & Mudde Cas (dir.), *Western Democracies and the New Extreme Right Challenge*, London, Routledge, 2004, p.19-40.

système d'action du mouvement *Samoobrona* qui accompagne sa conformation aux principales règles de la compétition électorale – les activités partisans prennent progressivement le pas sur les activités syndicales et les militants du syndicat tendent à être marginalisés au profit de responsables politiques extérieurs dotés de propriétés jugées plus en conformité avec les règles dominantes de sélection du personnel politique – gêne considérablement son institutionnalisation en brouillant l'identité collective du groupement et en réduisant les rétributions à l'engagement militant¹. Objectivant un décalage sensible entre la représentativité revendiquée et la base de soutien effective, le résultat des élections de 1993 provoque une « crise » des organisations constitutives du mouvement *Samoobrona*. Tenus à distance des arènes de la politique institutionnelle, les représentants du *ZZR Samoobrona* et du *Przymierze Samoobrona* s'avèrent incapables de faire fructifier durablement les ressources collectives symboliques et organisationnelles accumulées lors des manifestations des années 1992 et 1993. Dans un contexte de raréfaction tendancielle des mobilisations protestataires et de bipolarisation accrue de la compétition politique entre forces héritières de l'ancien régime et groupements revendiquant leur filiation avec le mouvement Solidarité, ils ne parviennent guère à routiniser le fonctionnement de ces groupements, à fidéliser leurs membres et au final à entretenir leur représentativité. Inaptes à adapter leurs pratiques et leur offre de représentation aux nouvelles contraintes du jeu politique, les représentants des organisations constitutives du mouvement *Samoobrona* sont progressivement assignés à des positions extrêmement marginales au sein du champ politique central et du champ de représentation de la paysannerie. En dépit du statut de syndicat agricole national représentatif dont le *ZZR Samoobrona* peut se revendiquer depuis 1992, ils ne paraissent pas en mesure de perdurer dans les jeux politiques et syndicaux et à entretenir la valeur symbolique du label *Samoobrona*. Les élections législatives de 1997 semblent acter leur échec définitif à se faire reconnaître comme des participants

¹ À partir de l'étude des mouvements Motivé-e-s apparus à l'occasion des élections municipales françaises de 2001, Christine Guionnet met en évidence les difficultés d'institutionnalisation de groupements ayant fondé leur légitimité sur la remise en cause des professionnels de la politique tout en étant contraint de se conformer un minimum aux règles du jeu établies : Guionnet Christine, « Marginalité en politique et processus d'institutionnalisation. Les mouvements Motivé-e-s et citoyens (2001-2003) », in Arnaud Lionel & Guionnet Christine (dir.), *Les frontières du politique. Enquête sur les processus de politisation et de dépolitisation*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005, p.263-291.

légitimes à la représentation des intérêts sociaux et, *a fortiori*, comme des prétendants sérieux à l'occupation de postes de pouvoir politiques.

Partie 2
La réémergence du mouvement Samoobrona
(1997-2001)

Cette partie, couvrant une période correspondant à la III^e législature de la Diète « démocratique » de Pologne d'octobre 1997 à octobre 2001, est consacrée à l'étude de la réémergence du mouvement *Samoobrona* au premier plan des jeux politiques polonais au tournant des années 1990 et 2000. Alors qu'il semblait durablement marginalisé au lendemain des élections législatives de 1997, le mouvement apparaît comme le principal animateur de la vague de manifestations paysannes qui touche la Pologne en 1998 et 1999 avant de s'imposer comme la troisième force politique nationale à l'occasion des élections législatives de 2001, en réunissant plus de 10% des voix et en obtenant pour la première fois une représentation parlementaire.

Abondamment commentée par les observateurs de la vie politique polonaise, qui s'efforcent dès le lendemain des élections de 2001 d'identifier les causes de sa « percée » électorale inattendue, cette « montée en puissance » du mouvement *Samoobrona* au cours de la III^e législature est communément interprétée comme un symptôme de la « crise » qu'aurait alors traversée la démocratie polonaise. La détérioration drastique de la situation socio-économique du pays ainsi que les déboires de la coalition gouvernementale AWS-UW du Premier ministre Jerzy Buzek se seraient en effet traduits par un phénomène de « désenchantement démocratique »¹. Déçue par le fonctionnement du régime démocratique, mécontente des politiques, économiques notamment, mises en œuvre depuis 1989 et effrayée par la perspective de l'adhésion à l'Union européenne, une partie de la population, essentiellement issue des classes populaires et notamment de la paysannerie, aurait alors eu tendance à se détourner des responsables politiques dominants pour se laisser séduire par des offres politiques radicales appelant à une rupture avec l'ordre politique et économique en vigueur. Dans cette optique, la popularité croissante du mouvement *Samoobrona* et notamment de son président Andrzej Lepper, dont témoignerait la dynamique des manifestations paysannes des années 1998 et 1999 ainsi que les résultats des élections présidentielle et surtout parlementaires de 2000 et 2001, s'expliquerait par leur

¹ À titre d'exemple de ce type d'approche : Smolar Aleksander, « Les radicaux au pouvoir et la transformation de la Pologne », *Pouvoirs*, n°118, 2006, p.101-112 ; Pop-Eleches Grigore « Transition Fatigue: The Changing Fortunes of Post-Communist Anti-Establishment Parties », texte présenté à l'« Annual Meeting of the American Association for the Advancement of Slavic Studies », Boston, 4-6 décembre 2004 ; ou encore : Johnson Debra, « The new outsiders of central and Eastern Europe, with specific reference to Poland », *Journal of European Integration*, vol.27, n°1, 2005, p.111-131.

capacité à incarner un exutoire à ce ressentiment en mobilisant des pratiques protestataires radicales et une rhétorique résolument anti-système.

Si elles ont pour elles l'apparence de l'évidence, ces explications en termes de « désenchantement démocratique » de la réémergence du mouvement *Samoobrona* au cœur du champ de représentation de la paysannerie et du champ politique central au cours de la III^e législature laissent dans l'inalysé ce qui fait l'énigme même de ce phénomène. Naturalisant son « radicalisme » et délaissant les mécanismes complexes de mobilisation et de représentation politique, elles interdisent de penser la manière dont concrètement, en interaction avec d'autres groupements concurrents, le mouvement *Samoobrona* est parvenu à pallier son manque initial de ressources pour faire reconnaître sa représentativité dans l'arène des mobilisations protestataires puis, dans un second temps, dans l'arène électorale. En rupture avec ces explications de sens commun, et sans préfigurer de leur issue, cette partie vise à mettre en lumière les processus concrets par lesquels les responsables du mouvement *Samoobrona* s'attachent au cours de la III^e législature à formaliser et à légitimer leur prétention à la représentation syndicale puis politique d'intérêts sociaux. Comment le *ZZR Samoobrona*, un syndicat agricole occupant une position marginale dans le champ de représentation de la paysannerie, en vient-il à se faire reconnaître comme le principal porte-parole de la « paysannerie en colère » dans la dynamique de la vague de contestation paysanne des années 1998 et 1999 ? Comment des responsables syndicaux agricoles s'efforcent-ils de réinvestir dans la compétition électorale des ressources accumulées dans l'arène des manifestations paysannes pour s'imposer comme des acteurs avec lesquels il faut compter dans le champ politique central et comme des prétendants sérieux à l'obtention de postes de pouvoir politique ? Tels sont les deux principales interrogations qui guideront ici notre propos.

Dans un premier temps, nous nous attacherons à mettre en évidence les modalités concrètes de l'appropriation du cycle de manifestations paysannes des années 1998 et 1999 par le *ZZR Samoobrona*. Loin d'être réductible à une hypothétique appétence des groupes mobilisés pour les pratiques radicales du syndicat d'Andrzej Lepper, nous verrons que la capacité dont celui-ci fait preuve à s'imposer comme le principal représentant des « paysans en colère » doit se comprendre dans le cadre des luttes, à

l'issue incertaine, de définition et d'interprétation de la situation qui travaillent la mobilisation (chapitre 1).

Dans un second temps, nous nous intéressons au processus de repolitisation du mouvement *Samoobrona*, de requalification de ses activités dans le sens d'une participation à la compétition politique. Nous verrons que, loin d'être linéaire et évident, ce processus apparaît particulièrement hésitant et contraint. Réinvestir dans l'arène électorale les ressources accumulées dans l'arène des mobilisations protestataires afin de se faire reconnaître comme des prétendants légitimes à la représentation politique des intérêts sociaux et à l'occupation de postes de pouvoir politique oblige en effet les responsables du ZZR *Samoobrona* à se conformer à un ensemble de règles encadrant, beaucoup plus strictement qu'au début des années 1990, les activités des acteurs engagés dans la compétition politique (chapitre 2).

Chapitre 3 : L'appropriation des manifestations paysannes de la fin des années 1990 par le ZZR *Samoobrona*.

De l'été 1998 au printemps 1999, la Pologne est touchée par une vague de grèves agricoles d'une ampleur exceptionnelle. Alors que depuis 1993 les campagnes polonaises semblaient apaisées, les agriculteurs s'engagent à partir de juillet 1998 dans un conflit de longue haleine avec le gouvernement de Jerzy Buzek sur la question de la garantie des prix agricoles. Suite à un défilé unitaire à Varsovie des principales centrales syndicales agricoles la mobilisation s'étend rapidement à l'ensemble du territoire. Aux traditionnelles manifestations dans les rues de la capitale se substituent alors des actions plus violentes et plus spectaculaires comme la destruction de stocks de blé importé, l'affrontement avec les forces de l'ordre ou encore le blocage des routes et des postes-frontière. Par sa présence sur le terrain et la virulence de ses propos, Andrzej Lepper, le président du ZZR *Samoobrona*, s'impose comme le symbole de la radicalisation du mouvement. Les actions les plus violentes se voient même attribuées le surnom de *Lepperiada* dans les médias. Après l'échec d'une première phase de négociation en février, dû notamment au refus d'Andrzej Lepper d'associer le ZZR *Samoobrona* au protocole d'accord ratifié par le gouvernement et les autres représentants syndicaux, le cycle de manifestations ne s'achève finalement qu'à la fin du mois de mai 1999 avec la signature d'un accord associant cette fois l'ensemble des syndicats agricoles. Réputé avoir fait plier le gouvernement, le ZZR *Samoobrona* d'Andrzej Lepper apparaît alors comme le principal bénéficiaire de la mobilisation. Encore exsangue un an auparavant, le syndicat revendique désormais plusieurs centaines de milliers de membres et est reconnu par l'ensemble des protagonistes du champ politique comme un acteur incontournable du champ de représentation de la paysannerie.

La littérature académique propose une interprétation assez homogène de la vague de grèves agricoles des années 1998 et 1999. La résurgence des mobilisations paysannes, causée par la détérioration de la situation économique des campagnes, témoignerait des difficultés persistantes d'une partie de la paysannerie à s'adapter aux nouvelles

règles du jeu économique et, plus particulièrement, à la réduction des aides étatiques et à l'ouverture à la concurrence induites par le rapprochement de la Pologne avec l'Union européenne. La « radicalisation » du mouvement et la montée en puissance progressive d'Andrzej Lepper et du ZZR *Samoobrona* en son sein, constitueraient quant à elles le symptôme du penchant persistant pour les actions violentes de paysans, en proie à des « colères brutales, aveugles et irraisonnés »¹. En somme, à la manière des jacqueries du passé, les manifestations agricoles des années 1998 et 1999 seraient l'expression du mécontentement de paysans polonais économiquement archaïques dont le recours à des pratiques et à des porte-parole radicaux prouverait l'incapacité à se conformer aux formes « modernes » de représentation des intérêts.

S'appuyant sur une lecture souvent trop simpliste de la notion de privation relative, de telles interprétations sont porteuses d'écueils analytiques dénoncés de longue date par les spécialistes des mouvements sociaux². Outre leurs penchants tautologiques et normatifs, c'est leurs travers étiologiques qui paraissent particulièrement problématiques³. En se focalisant sur la recherche des causes structurelles des actions collectives, elles en véhiculent une vision essentialiste et laissent dans l'inanalysé les dynamiques concrètes qui les constituent. Loin de former un ensemble homogène à la signification évidente, les mobilisations contestataires ont en effet, en Pologne comme ailleurs, une nature extrêmement composite. Elles sont le produit d'une multitude d'actions, plus ou moins bien contrôlées par des entrepreneurs de mobilisation variés qui cherchent à légitimer leur représentativité et leurs revendications dans les arènes publiques. La définition de ces mobilisations, de leur signification et de leur légitimité est quant à elle l'objet d'une lutte constante, à l'issue incertaine, entre des groupes mobilisés, plus ou moins concurrents, les acteurs politiques et institutionnels auxquels ils s'adressent, mais aussi les médias, en ce qu'ils constituent le principal forum de mise en scène des actions collectives. Plus qu'à la simple conséquence mécanique de facteurs structurels, une mobilisation protestataire s'apparente donc à un enchaînement complexe de processus qui, en mettant aux prises des agents aux

¹ Guillemain Alain, *art.cit.*, p.42.

² Pour une lecture critique particulièrement stimulante des interprétations réduisant les conflits sociaux du post-communisme à la frustration accumulée par les groupes mobilisés on pourra se référer à : Zalewski Frédéric, « Conflits d'interprétations et conflits sociaux dans la Pologne post-communiste : l'exemple des mobilisations paysannes », in Roger Antoine (dir.), *Des partis pour quoi faire ? La représentation politique en Europe Centrale et Orientale*, Bruxelles, Bruylant, 2003.

³ Sur l'« illusion étiologique » : Dobry Michel, *op.cit.*, p. 46-58.

ressources et aux intérêts variés, participe à la définition de ses formes successives, notamment son hypothétique « radicalisation », des interprétations qui en sont données ou encore de son audience éventuelle¹.

Saisir les conditions de la réémergence du ZZR *Samoobrona* au rang d'acteur incontournable du champ de représentation de la paysannerie dans la dynamique du mouvement de contestation agricole des années 1998 et 1999, comme nous nous efforcerons de le faire dans le cadre de ce chapitre, implique de prêter une attention particulière à ce « travail de signification »². Pour comprendre les modalités du développement, de la « radicalisation » et de l'appropriation par le syndicat d'Andrzej Lepper du cycle de manifestations agricoles, il convient de replacer au cœur de l'analyse les luttes de définition et d'interprétation dont ce dernier est l'objet, et de resituer celles-ci dans le cadre des luttes plus générales pour la définition et la représentation politique du monde social qui animent le champ politique polonais de la fin des années 1990.

Comment expliquer le réinvestissement unitaire de l'arène des mobilisations protestataires par des organisations agricoles concurrentes et fragilisées à partir de l'été 1998 ? Comment Andrzej Lepper, dont le syndicat apparaît pourtant exsangue au début du cycle de manifestations, en vient-il à être reconnu comme le principal porte-parole des « paysans en colère », comme le leader incontestable de la contestation de la politique agricole du gouvernement ? Par quels processus le capital réputationnel qu'il a accumulé est-il reconverti en ressources collectives permettant au ZZR *Samoobrona* d'apparaître au printemps 1999 comme une organisation puissante, disposant d'une base militante massive sur l'ensemble du territoire ? Telles sont les interrogations qui guideront ici notre propos et autour desquelles seront organisées les différentes sections de ce chapitre.

Dans un premier temps, nous verrons que, loin d'être mécanique et spontanée, la résurgence des mobilisations contestataires agricoles à partir de l'été 1998 apparaît comme le résultat incertain du travail de politisation et de publicisation du malaise

¹ Lagroye Jacques, François Bastien, Sawicki Frédéric, *op.cit.*, p. 333.

² Snow David, « Analyse de cadres et mouvements sociaux », in Cefai Daniel & Trom Danny (dir.), *op.cit.*, p.27.

économique des campagnes mis en œuvre par des acteurs du champ de représentation de la paysannerie en voie de marginalisation dans le champ politique central (section 1). En prêtant une attention particulière à la dynamique conflictuelle de définition du mouvement de contestation, nous étudierons ensuite les processus participant à l'appropriation symbolique du cycle de manifestations par Andrzej Lepper, à la reconnaissance du président du ZZR *Samobrona* comme le principal représentant des « paysans en colère » (section 2). Enfin, nous nous pencherons sur les activités concrètes par lesquelles les responsables du syndicat agricole s'efforcent de capitaliser sur la renommée et la réputation acquise par leur président afin de recruter de nouveaux membres, de redévelopper les structures du syndicat et de l'objectiver en tant que groupement massif au fort potentiel de mobilisation. (section 3).

Section 1 : La résurgence des mobilisations contestataires agricoles.

L'année 1997 ouvre une nouvelle période de crise pour l'agriculture polonaise. Des importations excessives, dues à une surestimation de la baisse de la production occasionnée par les inondations historiques de l'été¹, puis la baisse des exportations, accentuée à partir de l'été 1998 par la crise russe, provoquent alors une chute brutale du prix des produits agricoles, notamment des céréales, et un nouveau recul très net des revenus paysans². Entre 1996 et 1998, ceux-ci s'effondrent de près de 50% pour atteindre leur plus bas niveau depuis le changement de régime ; la parité de revenu, c'est-à-dire le rapport entre les revenus agricoles et non agricoles, passe quant à elle au cours de la même période de 65% à moins de 40%³.

Néanmoins, comme nous le verrons dans le cadre de cette section, cette détérioration objective de la situation économique de nombreux exploitants agricoles et l'hypothétique prise de conscience que ceux-ci en auraient ne suffisent pas à résoudre l'énigme que constitue la résurgence de manifestations paysannes de grande ampleur en 1998. En effet, loin de former un ensemble cohérent capable de traduire spontanément son malaise économique en action de protestation, la paysannerie polonaise apparaît à l'inverse à la fin des années 1990 comme un groupe social particulièrement démobilisé, symboliquement comme pratiquement (A). Dans ce contexte, comprendre l'émergence d'un cycle de manifestations sur la question de la situation économique de l'agriculture à partir de l'été 1998 implique selon nous de rompre avec les lectures spontanéistes qui en sont communément données pour replacer au cœur de l'analyse le travail de définition et de publicisation du malaise du monde rural mis en œuvre par les différentes organisations prétendant alors représenter les intérêts de la paysannerie (B).

¹ Les crues de l'Oder et de la Vistule en juillet 1997 provoquent la mort de 54 personnes et des pertes matérielles estimées à plusieurs milliards de dollars. 665 000 hectares sont inondés dont 450 000 hectares de surfaces agricoles. Cf. Kundzewicz Zbigniew W., Szamalek Krzysztof & Kowalczak Piotr, « The Great Flood of 1997 in Poland », *Hydrological Sciences Journal*, vol.44, n°6, 1999, p.863.

² Bafail François, « Les paysans polonais. Évolution des structures agricoles et mobilisations sociales et politiques de 1989 à 2006 », in Bafail François (dir.), *La Pologne*, Paris, Fayard-CERI, 2007, p.337.

³ Forys Grzegorz & Gorlach Krzysztof, *art.cit.*

A) Une mobilisation improbable.

Si la détérioration de la situation économique des campagnes à partir de l'année 1997 est indéniable, sa mise en forme en tant qu'enjeu social et politique pouvant donner lieu à une controverse publique semble quant à elle hautement improbable au début de la troisième législature. Dans la continuité de ses prédécesseurs, le gouvernement de coalition AWS-UW dirigé par Jerzy Buzek (AWS) se caractérise en effet par son adhésion à un mode d'action « modernisateur » libéral, qui s'accompagne d'une négation de l'autonomie politique et économique de la question agricole et d'une démobilisation de la paysannerie en tant que groupe social congruent dans la société post-communiste (1). Quant aux organisations, partisanes ou syndicales, s'étant efforcées de construire leur offre de représentation sur une objectivation de la paysannerie en tant que groupe d'individus partageant des intérêts communs et spécifiques, elles paraissent particulièrement affaiblies au lendemain des élections de septembre 1997 (2).

1) La négation de la crise agricole comme problème public.

Nous l'avons vu, au début des années 1990, les gouvernements successifs se caractérisent par leur adhésion à un style d'action fondé sur la croyance dans le caractère vertueux de la dérégulation et du retrait de l'État de la sphère économique. Intégrée à la problématique plus large de la modernisation de l'économie nationale, la question agricole est elle-même appréhendée dans une optique libérale, illégitimant toutes mesures protectionnistes ou interventionnistes comme autant de freins à l'adaptation des exploitations aux impératifs de la concurrence. Dans cette optique, plutôt que d'être considérée comme un problème appelant une intervention étatique, la détérioration de la situation économique de l'agriculture suite au changement de régime est perçue comme un passage obligé, permettant un « assainissement » du secteur par l'éviction des exploitations les moins compétitives. Cette orientation « modernisatrice » libérale véhicule ainsi une vision stigmatisante de la paysannerie, présentée comme pléthorique et largement archaïque, et déconstruit l'unité même de ce groupe social en le fractionnant en fonction de critères économiques.

Paradoxalement, elle n'est pas fondamentalement remise en cause par le personnel politique issu des formations héritières de l'ancien régime lors de son arrivée au pouvoir en 1993¹. Si plusieurs mesures d'aides ciblées aux agriculteurs intégrés au marché sont mises en œuvre par le gouvernement Pawlak (PSL), les interventions de l'État dans la sphère économique, particulièrement dans le secteur agricole, restent limitées. La principale formation de la coalition, le SLD, est en effet alors dominée par sa fraction sociale-libérale qui fait de son adhésion à une vision libérale de la modernisation l'un des principaux critères de sa compétence et de sa conversion aux nouvelles règles du jeu politique et économique. Les velléités interventionnistes du Premier ministre sont d'ailleurs sources de tensions récurrentes entre les différents partenaires de la coalition. Celles-ci s'expriment notamment à l'occasion de l'élaboration et du vote des budgets des années 1994 et 1995. En conflit de plus en plus ouvert avec le président du SLD Aleksander Kwaśniewski, Waldemar Pawlak est poussé à la démission le 1^{er} mars 1995². Il est remplacé par Józef Oleksy (SLD) à la tête d'un nouveau gouvernement de coalition PSL-SLD. Si le portefeuille de l'agriculture reste contrôlé par le parti paysan, il est confié à Roman Jagieliński, le principal rival de Pawlak au sein du parti, qui se présente lui-même comme un « réformateur », favorable à une modernisation productiviste de l'agriculture et à une restriction des aides de l'État à ce secteur. Selon lui, « Les agriculteurs doivent cesser de s'appuyer sur le budget de l'État. Il faut qu'ils parviennent à vivre mieux en ayant la satisfaction de gagner par eux-mêmes leur gagne pain »³.

Le changement de majorité parlementaire en 1997 ne se traduit pas par une redéfinition du style d'action du gouvernement et de son mode de traitement du dossier agricole. Au contraire, la formation d'un gouvernement de coalition entre l'AWS et l'UW en octobre s'accompagne d'un retour aux affaires des « modernisateurs » les plus dogmatiques, au premier rang desquels Leszek Balcerowicz (UW), père de la « thérapie de choc » et fervent partisan d'une restructuration ultra-libérale de l'agriculture polonaise⁴. Celui-ci retrouve en effet

¹ Zalewski Frédéric, « Démobilisation et politisation de la paysannerie... », *art.cit.*, p.151.

² « Pół marszałek, pół Premier », *Gazeta Wyborcza*, 02/03/1995, p.1.

³ Cité in : « Poczet Posłów Polskich », *Gazeta Wyborcza*, 11-12/10/97, p.VII.

⁴ Leszek Balcerowicz idéalise le modèle agricole de la Nouvelle-Zélande, l'un des plus libéraux, et considère toutes aides étatiques à ce secteur comme un frein à sa modernisation. Il explicite ses positions dans son ouvrage : Balcerowicz Leszek, *Wolność i Rozwój. Ekonomia wolnego rynku*, Cracovie, Znak, 1995.

dans le gouvernement de Jerzy Buzek (AWS), les postes de ministre des Finances et de vice-Premier ministre qu'il occupait au début de la décennie. Rapidement, les orientations étatistes de l'action gouvernementale, dessinées au cours de la campagne par l'AWS et réaffirmées dans son discours inaugural par Jerzy Buzek¹, s'effacent au profit des impératifs de lutte contre l'inflation et de rigueur budgétaire mis en avant par Leszek Balcerowicz. Outre la relance des privatisations, la loi de finance pour 1998 prévoit ainsi une limitation drastique des dépenses publiques, particulièrement sensible dans le secteur agricole². Dans le discours gouvernemental, ce désengagement de l'État est légitimé par la perspective de l'adhésion à l'Union européenne et par la nécessité de mettre l'économie polonaise au niveau des exigences du marché commun³. Dans ce contexte, le caractère de problème social et politique de la dégradation de la situation économique de nombreux agriculteurs est largement nié. En effet, celle-ci tend une nouvelle fois à être appréhendée par le gouvernement comme la conséquence inévitable de la restructuration du secteur agricole et de sa réorganisation autour des seules exploitations productivistes en mesure de faire face à la concurrence européenne. Le nouveau ministre de l'Agriculture, Jacek Janiszewski (AWS), affiche lui-même clairement son adhésion à une telle vision en déclarant dès sa nomination que « le gouvernement SLD-PSL a manqué de courage dans sa restructuration de l'agriculture. Il ne faut pas soutenir toutes les exploitations, mais limiter les aides à celles qui sont les plus prometteuses pour l'avenir »⁴.

Déconstruire ce mode d'action gouvernemental, pour présenter la situation économique de l'agriculture polonaise comme un problème autonome nécessitant une intervention spécifique des pouvoirs publics est un défi de taille que les principales organisations prétendant représenter les intérêts de la paysannerie ne paraissent guère en mesure de relever dans les premiers mois de la Troisième législature. Sorties

¹ Cf. « Akcja Wyborcza Solidarność », in Słodkowska Inka & Dołbakowska Magdalena (dir.), *Wybory 1997. Partie i ich programy*, Varsovie, ISP-PAN, 2004, p.99 et suivantes ; concernant le discours inaugural de Jerzy Buzek : « Pierwsze Starcie », *Gazeta Wyborcza*, 12/11/97, p.4.

² Sur la politique monétariste et l'austérité budgétaire mise en œuvre par le gouvernement Buzek : Rusin Philippe, « Pologne : quinze ans de réformes à marche forcée pour rejoindre l'Union européenne », *L'Europe en formation*, n°1, 2004, p.58-62.

³ Neumayer Laure, *L'enjeu européen dans les transformations postcommunistes*, Paris, Editions Belin, 2006, p.213-214.

⁴ Cité in « Gabinet premier Buzka », *Gazeta Wyborcza*, 30/10/1997, p.8 ; on pourra également se référer à une interview ultérieure de Jacek Janiszewski dans laquelle il explicite sa vision de la modernisation de l'agriculture : « Nie walczyć z miastem », *Gazeta Wyborcza*, 19/02/1998, p.12.

profondément affaiblies des élections de septembre 1997, elles semblent alors durablement marginalisées au sein du champ politique.

2) Des organisations paysannes marginalisées dans le champ politique.

Pour la première fois depuis le changement de régime, le PSL est en 1997 le seul groupement revendiquant une identité politique paysanne à enregistrer un comité électoral au niveau national pour les élections législatives. Après leur échec électoral de 1993, les dirigeants des organisations héritières de Solidarité Rurale renoncent à participer de manière autonome à la lutte pour les postes de pouvoir politique. Afin de maximiser leur chance d'obtention de mandats de parlementaires, ils s'attachent au cours de la seconde législature, dans la dynamique du processus d'unification des différentes fractions du mouvement Solidarité, à constituer des alliances politiques avec d'autres formations se revendiquant de l'héritage du mouvement d'opposition démocratique. Néanmoins, ils se divisent à nouveau sur le choix des partenariats à formaliser dans la perspective des élections de septembre 1997. Si la plupart des initiateurs du comité PSL-PL ainsi que des anciens membres du PSL-Solidarność, rebaptisé SLCh puis intégré au parti SKL, participent finalement à la coalition AWS, les principaux responsables du NSZZRI « S » associent quant à eux leur syndicat au comité électoral enregistré par le ROP. Quant aux dirigeants du ZZR *Samoobrona*, nous l'avons vu, le comité *Przymierze Samoobrona* qu'ils initient n'est présent que dans un nombre réduit de circonscriptions et développe de plus, comme en 1993, une offre électorale prétendant s'adresser à tous les Polonais « délaissés », indépendamment de leur profession ou de leur groupe social d'appartenance.

Quatre ans après son « succès » de 1993, le PSL apparaît profondément affaibli et divisé à la veille des nouvelles élections législatives. Loin de s'estomper avec son accès aux responsabilités, la stigmatisation liée à son statut de porte-parole de la paysannerie s'est au contraire intensifiée, y compris de la part de ses partenaires sociaux-libéraux du SLD, et a progressivement miné son unité. À partir de 1995, date du départ forcé de Pawlak du gouvernement, la ligne agrarienne élaborée depuis le changement de régime est ouvertement contestée par une partie des dirigeants du

mouvement. Ce courant, mené par Roman Jagieliński, nommé ministre de l'Agriculture et vice-Premier ministre dans le gouvernement de Józef Oleksy, peut se prévaloir du soutien de la direction du SLD et plaide en faveur d'une conversion du PSL aux thèses « modernisatrices » dominantes, d'une redéfinition de son offre de représentation vers la frange la plus « viable » économiquement de la paysannerie¹. Si Jagieliński échoue dans sa tentative de ravir la présidence du parti à Pawlak lors du congrès de 1996, cette « guerre au sommet » fragilise profondément le parti et nuit à la lisibilité de son offre politique lors de la campagne pour les élections législatives de 1997². Le 21 septembre 1997, le PSL plafonne à 7,31% des scrutins. Il perd plus de la moitié de ses électeurs par rapport à 1993, est désormais devancé par l'AWS et le SLD dans l'électorat rural³ et voit son nombre de députés et de sénateurs fondre, passant respectivement de 132 à 27 et de 36 à 3. Bien que meilleur que la plupart des estimations préélectorales, ce résultat est immédiatement interprété comme un échec, aussi bien par les observateurs de la vie politique polonaise que par la plupart des dirigeants du PSL⁴. Présentés comme les principaux responsables de cette « défaite » électorale, le président du parti, Waldemar Pawlak, et celui de son Comité central, Józef Zych, tous deux en place depuis juin 1991, sont destitués de leurs fonctions dès le 12 octobre par les membres du Comité central⁵. Ils sont remplacés respectivement par Jarosław Kalinowski et Alfred Domagalski. Ministre de l'Agriculture sortant⁶, Kalinowski place cependant clairement son action dans la continuité de celle de Pawlak, dont il est réputé être un proche. Tout en appelant de ses vœux un rajeunissement et une réforme du fonctionnement du PSL, il réaffirme ainsi dès son élection son adhésion à la ligne politique agrarienne portée par son prédécesseur⁷.

¹ Sur le conflit entre Pawlak et Jagieliński, cf. Zalewski Frédéric, *op. cit.*, p.179-180.

² Szczerbiak Aleks, « Electoral Politics in Poland : The Parliamentary Elections of 1997 », *Journal of Communist Studies and Transition Politics*, vol.14, n°3, 1998, p.74-75.

³ Selon un sondage OBOP, les listes AWS réunissent 35,2% des électeurs des campagnes, celles du SLD 20,3% et celles du PSL seulement 17%. Si, selon ce même sondage, le PSL reste le parti pour lequel les agriculteurs votent le plus (37,9% des votants se déclarant agriculteurs auraient voté pour ses candidats) il est talonné par l'AWS dans cette catégorie (30,4%). Chiffres cités in : *Ibid*, p.68.

⁴ Cf. interview de Janusz Piechocinski : « Sami jesteśmy sobie winni », *Gazeta Wyborcza*, 24/09/97, p.7.

⁵ « Łzy Pawlaka », *Gazeta Wyborcza*, 13/10/97, p.4.

⁶ En avril 1997, à la demande de Waldemar Pawlak, le Conseil national du PSL retire la confiance du parti au ministre de l'Agriculture Roman Jagieliński et demande au Premier ministre Włodzimierz Cimoszewicz de le libérer de ses fonctions. Partie prenante du conflit interne opposant Pawlak à Jagieliński pour le contrôle du PSL, cet épisode conduit au départ de ce dernier du gouvernement et à son remplacement le 25 avril par Jarosław Kalinowski, considéré comme un proche de Pawlak. Cf. « Kandydat zmienił zdanie », *Gazeta Wyborcza*, 23/04/1997, p.4.

⁷ « Trzeba młodej krwi », *Gazeta Wyborcza*, 13/10/97, p.4.

Les autres protagonistes du champ de la représentation de la paysannerie ne bénéficient guère de l'affaiblissement électoral du PSL. Tout comme le ZZR *Samoobrona*, qui semble relégué au statut de groupuscule par les résultats du comité initié par ses dirigeants, le NSZZRI « S » n'obtient pas le moindre élu à la Diète pour la seconde élection consécutive. En effet, le ROP ne dépasse que difficilement le quorum de 5% et ne fait élire député que six de ses candidats, dont aucun n'est issu du syndicat agricole. Seuls deux membres de ce dernier, Jerzy Chróścikowski et Krzysztof Głuchowski parviennent, en s'appuyant sur les ressources politiques dont ils disposent à titre individuel au niveau local¹, à gagner des postes de sénateur dans les voïvodies de Zamość et de Siedlce. Par ailleurs, si une dizaine d'anciens responsables de Solidarité Rurale sont élus sur les listes de l'AWS, ceux-ci semblent de plus en plus nettement faire primer leur appartenance au camp Solidarité sur celle au mouvement paysan dans la construction de leur présentation de soi, renonçant ainsi à mobiliser leur identité paysanne comme vecteur principal de distinction et de légitimation dans le champ politique².

Au final, les élections de 1997 semblent sanctionner la crise des différentes organisations, syndicales ou partisans, ayant construit leur offre de représentation sur une objectivation de la paysannerie en tant que groupe social autonome. Elles se sont avérées largement incapables de faire pièce aux représentations dominantes pour construire, entretenir et mobiliser la paysannerie en tant que groupe d'individus qui, au-delà de leurs disparités, partageraient une identité et des intérêts communs. Alors que le PSL ne dispose plus que d'un nombre réduit d'élus au Parlement, le NSZZRI « S » et le ZZR *Samoobrona* échouent une nouvelle fois à investir l'arène parlementaire et sont contraints de se replier sur leurs bases syndicales qui paraissent de plus en plus fragiles. Quant aux anciens responsables de Solidarité Rurale élus sur les listes de l'AWS, leur maintien dans les jeux parlementaires s'est fait au prix de leur adhésion au discours réformateur gouvernemental. Or, celui-ci, en prophétisant le

¹ Militants du NSZZRI « S » depuis sa création en 1981, présidents des sections régionales de Zamość et de Siedlce depuis le début des années 1990 et membres du Conseil National du syndicat, Jerzy Chróścikowski et Krzysztof Głuchowski sont tous deux des personnalités politiques influentes au niveau local. Chróścikowski préside même le conseil du Gmina de Zamość depuis 1994. Cf. « Senatorowie IV kadencji », *Rzeczpospolita*, 20/10/97.

² Cf. Collovald Annie, « Identités stratégiques », *Actes de la Recherche en sciences sociales*, n°73, 1988, p.29-40.

déclin de la paysannerie et en la fractionnant en fonction de critères de compétitivité, participe à la démobilisation même du groupe social « paysan » au fondement de leur légitimité politique et organise ainsi paradoxalement leur maintien dans des positions secondaires au sein du champ politique¹. Si Jacek Janiszewski (AWS) et Gabriel Janowski (AWS), nommés respectivement ministre de l'Agriculture et président de la commission de l'Agriculture à la Diète, sont tous deux d'anciens dirigeants de Solidarité Rurale, leur marge de manœuvre au sein de la majorité et leur influence sur la définition de la politique agricole du gouvernement paraissent ainsi dans les faits assez réduites. Contrairement à ses deux prédécesseurs au portefeuille de l'Agriculture, Jacek Janiszewski ne bénéficie d'ailleurs pas du rang symbolique de vice-Premier ministre au sein du gouvernement.

B) La lente unification des organisations paysannes contre le gouvernement.

Comment expliquer l'engagement d'organisations paysannes divisées et affaiblies dans un mouvement unitaire de contestation de la politique gouvernementale à partir de l'été 1998 ? Selon quelles modalités s'attachent-elles à construire des revendications communes puis à les rendre visibles, malgré la stigmatisation qui frappe le groupe social « paysan » au nom duquel elles se mobilisent ?

Loin d'être naturelle, la résurgence des manifestations agricoles au cours de l'année 1998 apparaît comme le résultat relativement improbable du travail de politisation de la situation économique de l'agriculture mis en œuvre par les différentes organisations prétendant représenter les intérêts de la paysannerie dans le champ politique. Selon nous, la reconfiguration relative du champ de représentation de la paysannerie suite aux élections de 1997 joue un rôle déterminant dans ce processus. Le retour au pouvoir des modernisateurs les plus dogmatiques et l'affaiblissement du PSL, suite notamment à sa sortie du gouvernement, en ce qu'ils transforment profondément les modalités de représentation des intérêts du monde rural, bousculent en effet les

¹ Comme le note Frédéric Zalewski, les anciens responsables de Solidarité Rurale se trouvent « confrontés à une sorte de quadrature du cercle, leur offre de représentation [de la paysannerie] étant fondée sur un discours qui prophétise le déclin de la paysannerie et affiche leur soutien à des politiques signifiant la mort de milliers d'exploitations agricoles », Zalewski Frédéric, « Démobilisation et politisation de la paysannerie ... », *art.cit.*, p.151.

équilibres existants au sein du champ de représentation de la paysannerie et modifient progressivement la perception que ses différents protagonistes ont des risques et avantages à s'engager dans une mobilisation protestataire.

Nous verrons qu'au début de la Troisième législature, les différents syndicats agricoles se démarquent nettement d'un PSL à l'influence désormais réduite au sein de l'arène institutionnelle et engagent de manière autonome des négociations catégorielles avec le nouveau gouvernement, chacun espérant tirer les bénéfices d'un potentiel accord pour renforcer sa position par rapport aux autres dans le champ de la représentation de la paysannerie (1). Néanmoins, l'invisibilité persistante de la question de la situation économique de l'agriculture dans le débat public et la perception d'une domination croissante des libéraux sur la définition de la politique gouvernementale, les conduisent progressivement à envisager une collaboration afin d'infléchir en leur faveur le rapport de force engagé avec le gouvernement (2). Pour matérialiser cette unité retrouvée de la paysannerie face au gouvernement, les dirigeants syndicaux décident, avec le soutien d'un PSL en quête de nouvelles alliances, d'organiser une manifestation unitaire dans les rues de Varsovie le 10 juillet 1998. Pensé initialement comme une action ponctuelle, ce défilé unitaire participe à la conflictualisation des rapports entre le gouvernement et les représentants des organisations paysannes et joue un rôle décisif dans la généralisation progressive des actions protestataires à l'ensemble du pays au cours de l'été, de l'automne puis de l'hiver 1998-1999 (3).

1) Des politisations concurrentielles de la situation agricole.

Loin de partager une définition similaire de la situation économique du secteur agricole, de ses causes et des réponses à lui apporter, les différentes organisations prétendant représenter les intérêts de la paysannerie se saisissent dans un premier temps de cette question selon des modalités différenciées, voire concurrentielles, chacune espérant renforcer sa position par rapport à ses concurrents dans un champ de représentation de la paysannerie en pleine reconfiguration.

La nouvelle direction du PSL, renvoyée dans l'opposition par la signature de l'accord de coalition entre l'AWS et l'UW, adopte rapidement une attitude critique à l'égard du nouveau gouvernement. Dès les premières semaines de la III^e législature, elle dénonce avec virulence l'orientation libérale de la politique économique mise en œuvre. Ses attaques se concentrent particulièrement sur le volet agricole de la loi de finance présentée par Leszek Balcerowicz et plus précisément sur la réduction des aides de l'État au secteur agricole. Lors de l'examen du projet de budget 1998 à la Diète, le nouveau président du parti Jarosław Kalinowski accuse ainsi le gouvernement de participer, par ses orientations budgétaires, à la détérioration de la situation économique des agriculteurs et, plus largement, des habitants des campagnes dans leur ensemble, qu'ils soient exploitants, retraités ou travailleurs de l'industrie agro-alimentaire :

Jarosław Kalinowski, club parlementaire PSL : « Mesdames et Messieurs les députés. Le budget qui nous est présenté nous fait prendre conscience de l'ampleur de l'échec que [le PSL] a connu lors des élections de 1997. En effet, notre défaite a pour conséquence une détérioration dramatique de la situation économique des campagnes et des agriculteurs. Cela nous renvoie douloureusement à nos propres erreurs. Le projet de budget actuel entérine une réduction de 25% des dépenses pour l'agriculture et réduit au minimum les moyens engagés pour la lutte contre les inégalités régionales. Si le PSL avait eu une influence quelconque sur la définition de ce budget, jamais nous n'aurions accepté de telles mesures. [...] En ce qui concerne l'agriculture et l'industrie agro-alimentaire, la réduction drastique des crédits de fonctionnement et d'investissement à taux préférentiel nous paraît particulièrement incompréhensible. Il s'agit ici d'un retour, ou pour le dire sans ambages, d'une « récidive » de la politique menée au cours des années 1990 et 1991. [...] Les conséquences de telles politiques ne tarderont hélas pas à se faire connaître. Par leur faute, des centaines de milliers d'exploitations agricoles et de nombreuses branches du secteur agro-alimentaire vont se retrouver dans des situations économiques dramatiques. [...] Le projet de budget que l'on nous propose pour l'année 1998 ne permet nullement de faire face aux grands défis de l'économie polonaise. Il ne permet pas de réduire les risques liés à la concurrence étrangère, évalue mal les conséquences financières des inondations et témoigne d'une méconnaissance totale des difficultés immédiates et à long terme auxquelles doivent faire face les campagnes et le secteur agricole. Son application aura également pour conséquence une exacerbation des inégalités régionales. [...] Lors des élections, la société a donné son soutien à l'AWS en espérant que celui-ci mènerait une politique sociale qui prendrait en compte les problèmes sociaux les plus graves. Malheureusement c'est l'option libérale qui l'a emporté. Pour cette raison, nous ne pouvons en aucune manière apporter notre soutien au budget qui nous est proposé. »

Extrait du sténogramme des débats à la Diète du premier jour de la neuvième session de la III^e législature (21 janvier 1998).

Sources : archives de la Diète : <http://orka2.sejm.gov.pl/Debata3.nsf>.

Cependant, la direction du PSL peine dans les premiers mois de la III^e législature à imposer dans le débat public sa problématisation de la situation économique des campagnes en tant que crise sociale menaçant l'ensemble des habitants des zones rurales. Ne pouvant plus compter que sur un club parlementaire très restreint, le PSL occupe en effet désormais une position marginale dans le champ politique. Ayant réaffirmé dès son entrée en fonction son attachement à la ligne agrarienne définie depuis le début des années 1990, la nouvelle direction du parti est stigmatisée pour sa démagogie : ses critiques de la modernisation libérale de l'agriculture sont érigées par ses concurrents comme le signe de son archaïsme et de son incompetence en matière économique¹. Ces remises en cause de la compétence des dirigeants du PSL se prolongent par ailleurs au sein du parti où les débats sur le positionnement politique et la stratégie d'alliance de la formation restent vifs dans les mois suivant les élections de 1997. Si Roman Jagieliński quitte le PSL dès novembre 1997 afin de créer sa propre formation², plusieurs responsables et intellectuels du parti continuent dans les premiers mois de la III^e législature à plaider pour une redéfinition de sa ligne politique et de son offre de représentation, souvent dans le sens d'un renoncement à une définition essentialiste de la paysannerie et d'une conversion au discours modernisateur³. Ces controverses internes nuisent à la capacité des dirigeants à contrôler la parole publique du parti et à légitimer leur construction de la situation économique de l'agriculture comme une crise sociale de l'ensemble des campagnes, accentuée par la politique libérale menée par le gouvernement.

¹ Sur les procès en incompétence réguliers dont les dirigeants du parti paysan sont l'objet au cours des années 1990 : Zalewski Frédéric, *op.cit.*, p.191.

² Le nouveau parti de Roman Jagieliński est lancé au début de l'année 1998. Nommé PLD (Partia Ludowo-Demokratyczna : Parti Populaire Démocratique), il est présenté par son président-fondateur comme une formation généraliste, s'adressant à toutes les catégories de la population et pas seulement aux habitants des campagnes. L'initiative de Jagieliński ne rallie cependant pas autant de soutiens qu'espéré et le PLD est rapidement relégué dans les marges du champ politique. Sur le départ de Jagieliński du PSL : « Odchodzę, bo w PSL nic się nie dzieje », *Gazeta Wyborcza*, 28/11/1997, p.2 ; sur la création du PLD : « Nie tylko dla Chłopów », *Gazeta Wyborcza*, 08/01/1998, p.3.

³ Cf. Zalewski Frédéric, *op.cit.*, p.191-194. Ces débats internes sont largement relayés par l'hebdomadaire du parti *Zielony sztandar*. Cf. par exemple : « Z kim nam po drodze ? », *Zielony sztandar*, 14/06/1998, p.6.

D'autant plus que la direction du PSL apparaît alors isolée au sein du champ de représentation de la paysannerie et que son mode de politisation de la crise économique des campagnes n'est pas partagé par les principaux syndicats agricoles.

Les dirigeants du NSZZRI « S » et du ZZR *Samoobrona*, qui sont dépourvus de toute représentation parlementaire, mais aussi ceux du KZRKiOR¹ adoptent pour leur part une attitude conciliante à l'égard du nouveau gouvernement, préférant la négociation catégorielle à la contestation. Sans chercher à élargir l'offre de représentation de leurs syndicats au-delà de leurs soutiens traditionnels, particulièrement les propriétaires de grandes exploitations, ceux du KZRKiOR, qui ont perdu la position privilégiée qu'ils occupaient du temps de la coalition PSL-SLD, et ceux du ZZR *Samoobrona*, exsangue depuis sa débâcle électorale, limitent ainsi dans un premier temps leurs revendications à la question de la garantie des prix agricoles et des revenus des agriculteurs pleinement intégrés au marché². Quant au NSZZRI « S », ses dirigeants s'attachent essentiellement dans les premiers mois de la III^e législature à renforcer leur position au sein du champ politique en se rapprochant de l'AWS et des anciens responsables du syndicat ayant fait le choix de rallier cette coalition avant les élections de 1997. Sans nier la dégradation de la situation économique des agriculteurs, notamment des petits exploitants individuels, ils concentrent ainsi leurs attaques contre l'ancienne coalition PSL-SLD, accusée d'être responsable de la crise agricole, et apportent à l'inverse leur soutien au gouvernement Buzek et au nouveau ministre de l'Agriculture, Jacek Janiszewski. Lors d'une manifestation organisée par le NSZZRI « S » à Varsovie en décembre 1997, Roman Wierzbicki déclare ainsi : « Notre manifestation n'est nullement en opposition au nouveau gouvernement, qui pour le moment n'a rien fait de mal. C'est la coalition SLD-PSL qui est responsable du déclin de l'agriculture polonaise. Le nouveau gouvernement est pour le moment contraint de gérer leurs erreurs. Ce que nous demandons est simplement la réalisation du programme agricole de l'AWS »³. Devant le Parlement où ils sont réunis, les manifestants arborent d'ailleurs des pancartes sur lesquelles on peut lire

¹ Contrairement à 1993, aucune alliance officielle n'est formalisée entre le KZRKiOR et le comité électoral du PSL pour les élections de 1997. Quelques responsables du syndicat figurent néanmoins à titre individuel sur les listes du PSL ou du SLD. Seuls six d'entre eux sont finalement élus au Parlement, alors que le KZRKiOR comptait 22 députés et 4 sénateurs lors de la législature précédente. Cf. « Trzeba być razem », *Zielony Sztandar*, 25/04/1999, p.1.

² Cf. « Czy po lnie i chmielu będzie...rzepak ?! », *Chłopska droga*, 22/02/98, p.3.

³ Cité in « Oto głowa byka », *Gazeta Wyborcza*, 04/12/1997, p.5.

« SLD + PSL = voleurs » ou encore « Réparez les erreurs des communistes »¹. Si la direction du NSZZRI « S » ne cache pas son hostilité à l'encontre de la participation de l'UW à la coalition gouvernementale et du retour de son président Leszek Balcerowicz au ministère des Finances, elle réaffirme son soutien au gouvernement Buzek tout au long des premiers mois de la III^e législature et s'efforce de positionner le syndicat comme un partenaire privilégié de la majorité gouvernementale. Alors qu'ils avaient soutenu le comité électoral du ROP lors des élections législatives, les dirigeants du syndicat affichent ainsi désormais leur adhésion au programme porté par l'AWS lors de la campagne électorale.

Au début du printemps 1998, les principales organisations du champ de représentation de la paysannerie restent ainsi profondément divisées à la fois sur l'attitude à adopter à l'égard du nouveau gouvernement et dans leur cadrage de la situation des agriculteurs. Alors que la nouvelle direction du PSL place clairement le parti dans l'opposition et s'efforce de définir la détérioration de la situation économique de l'agriculture comme une crise sociale de l'ensemble des campagnes, les principaux syndicats agricoles collaborent, à des degrés divers, avec le gouvernement et limitent leur définition de la crise agricole à la baisse des revenus des agriculteurs intégrés au marché, le KZRKiOR et le ZZR *Samoobrona* prêtant une attention particulière aux grands exploitants. Ce n'est qu'à partir du mois de mai 1998 qu'un rapprochement entre les différents protagonistes du champ de représentation de la paysannerie dans leur appréhension de la situation de l'agriculture est observable.

- 2) Vers un front paysan unitaire : la formation d'une intersyndicale pour infléchir le rapport de force avec le gouvernement.

Le 21 mai 1998, les présidents des trois syndicats agricoles nationaux, le KZRKiOR, le NSZZRI « S » et le ZZR *Samoobrona*, adressent un communiqué commun au Premier ministre par lequel ils l'invitent conjointement à s'engager personnellement dans le dossier agricole et à respecter les engagements électoraux de l'AWS, notamment en ce qui concerne la garantie des prix agricoles et la protection de la production polonaise de la concurrence étrangère. Deux éléments principaux

¹ *Ibid.*

participent de ce rapprochement intersyndical inédit depuis le début de l'année 1993 : l'invisibilité persistante de la question agricole dans les arènes publiques et l'impression, progressivement partagée par les directions des trois syndicats, de sa relégation dans la hiérarchie des préoccupations gouvernementales. Premièrement, en dépit de la détérioration objective de la situation économique des agriculteurs depuis 1996 et des efforts des députés du PSL pour politiser ce sujet dans le cadre des discussions à la Diète sur la loi de finance, la question agricole n'est guère débattue au sein des arènes parlementaires et médiatiques dans les premiers mois de la Troisième législature. Celles-ci sont alors dominées par les controverses liées à l'ouverture des négociations d'adhésion de la Pologne à l'Union européenne et à l'OTAN, et au projet gouvernemental de réforme de la carte administrative. Une fois le budget de l'année 1998 adopté, les dirigeants et députés du PSL se détournent eux-mêmes un temps de la question de la situation économique des campagnes pour concentrer leur activité sur celle de la réforme de la carte administrative à laquelle ils sont farouchement hostiles. Deuxièmement, les discussions engagées entre les représentants des syndicats agricoles et du ministère de l'Agriculture sur la garantie des revenus des agriculteurs semblent s'enliser au début du printemps 1998. Alors qu'elles n'ont encore abouti à aucune mesure concrète dans le sens d'une augmentation des prix minimums des produits agricoles et d'une protection accrue du marché intérieur, les deux revendications communes principales des différents dirigeants syndicaux, la capacité du ministre de l'Agriculture à relayer leurs exigences et à influencer sur la politique agricole du gouvernement est progressivement remise en cause par les différents négociateurs syndicaux. En effet, critiqué au sein de son propre parti, le SKL, dont il perd la présidence dès le mois de février, et impliqué dans un scandale financier à partir du mois de mai¹, Jacek Janiszewski leur paraît de plus en plus marginalisé au sein de l'équipe gouvernementale. Plus généralement, on assiste au début de l'année 1998 à une convergence progressive des dirigeants des principaux partis de l'opposition, de la plupart des syndicats, mais aussi de certaines

¹ Critiqué pour son manque de charisme et sa trop faible visibilité au sein de l'équipe gouvernementale Jacek Janiszewski perd son poste de président du SKL au profit de Miroslaw Styczeń lors du congrès de cette formation à la fin du mois de février. À partir de mai, la position de Jacek Janiszewski au sein du gouvernement est encore davantage fragilisée par la publication par *Gazeta Wyborcza* de documents tendant à montrer qu'il aurait détourné en sa faveur des moyens de l'État lorsqu'il était président de l'Agence Immobilière Agricole du Trésor de l'État à Szczecin de 1992 à 1995. Cf. « W poszukiwaniu nowego lidera », *Gazeta Wyborcza*, 23/02/1998, p.5 ; « Partia Zadowolonych », *Gazeta Wyborcza*, 02/03/1998 et « Koledzy skarbu państwa », *Gazeta Wyborcza*, 16/05/1998, p.4.

formations membres de l'AWS, dans leur dénonciation d'une domination des libéraux de l'UW, et particulièrement du ministre des Finances et président de ce parti Leszek Balcerowicz, sur la définition de la politique du gouvernement. Dans ce sens, le communiqué commun d'Andrzej Lepper, de Janusz Maksymiuk et de Roman Wierzbicki au Premier ministre témoigne de l'adhésion des trois présidents des syndicats agricoles nationaux à cette interprétation des rapports de force gouvernementaux. Ne cachant guère son hostilité à une intervention étatique sur les marchés des produits agricoles et niant l'idée même d'une crise agricole, Balcerowicz est ouvertement accusé par les responsables syndicaux agricoles d'être le principal responsable de l'enlisement des négociations. Selon eux, en imposant ses dogmes libéraux à ses partenaires de la coalition, il limiterait la capacité d'action de ces derniers et empêcherait la mise en œuvre effective du programme électoral de l'AWS, notamment en matière agricole. Dans leur communiqué commun, les présidents des syndicats agricoles invitent ainsi le Premier ministre Jerzy Buzek à les rencontrer directement, sans la médiation du ministère de l'Agriculture et du ministère des Finances, afin « d'engager enfin un véritable dialogue consacré à la résolution des problèmes et pas seulement, comme c'est le cas jusqu'à présent, à la défense de points de vue et de mesures [idéologiques] »¹.

Cette première initiative conjointe des présidents des syndicats agricoles depuis cinq années reste cependant sans réponse de la part du gouvernement. Elle ne permet pas non plus d'attirer l'attention médiatique sur la situation de l'agriculture puisqu'elle n'est relayée que dans la presse paysanne. Face au silence du gouvernement et à la rumeur d'un projet d'augmentation des taxes agricoles et d'une réforme de la caisse de sécurité sociale agricole (KRUS) par le ministère des Finances, les dirigeants syndicaux décident de renforcer leur coopération. Le 24 juin, Andrzej Lepper, Janusz Maksymiuk et Roman Wierzbicki signent un « accord de collaboration des présidents des syndicats agricoles », qui doit « garantir une représentation convenable des intérêts professionnels et sociaux des agriculteurs face au gouvernement »². Les dirigeants syndicaux annoncent par ailleurs l'organisation d'une manifestation intersyndicale le 10 juillet 1998 à Varsovie afin de matérialiser cette unité retrouvée de la paysannerie face au gouvernement. Bien que ne participant pas directement à

¹ Cité in « Zanim Wyszli na drogi », *Zielony Sztandar*, 14/02/1999, p.5.

² *Ibid.*

l'accord, les dirigeants du PSL s'associent explicitement à cette initiative et plusieurs d'entre eux annoncent leur participation à la manifestation du 10 juillet¹. L'accord intersyndical du 24 juin 1998 sanctionne ainsi la convergence des principaux protagonistes du champ de la représentation de la paysannerie dans leur représentation de la situation agricole. Dénonçant désormais unanimement la responsabilité de Leszek Balcerowicz dans son aggravation, ils s'accordent en effet pour considérer que sa prise en compte par le gouvernement passe par sa construction en tant que malaise social touchant l'ensemble des composantes du secteur agricole et donc par une collaboration des différentes organisations prétendant représenter les intérêts de la paysannerie.

- 3) Le réinvestissement de l'arène des mobilisations contestataires : donner à voir l'unité et la détermination.

La décision prise par les présidents des trois syndicats agricoles nationaux d'organiser une manifestation unitaire dans les rues de Varsovie, avec le soutien du PSL et de plusieurs syndicats de branches, marque un tournant dans leur modalité de politisation de la crise des campagnes. Alors que, dans un premier temps, leurs dirigeants ont tous privilégié la négociation avec le gouvernement, l'organisation d'un défilé unitaire dans les rues de la capitale témoigne de leur volonté de mettre en scène et de publiciser leurs revendications, de les sortir du cadre feutré des salons ministériels pour les faire entrer directement dans l'espace public. L'objectif affiché par les organisateurs de la manifestation est en effet double. D'une part, il s'agit de faire pression sur les pouvoirs décisionnels, notamment le Premier ministre qui refuse jusqu'ici de s'engager personnellement dans le dossier agricole, en donnant à voir leur unité et de leur capacité de mobilisation. D'autre part, cette manifestation vise également à attirer l'attention des médias, à créer un événement à même de hisser à la une des journaux et des télévisions la question du malaise économique et social du monde rural². La désignation d'un porte-parole en charge des médias lors de la

¹ À partir de l'été 1998, la nouvelle direction du PSL s'attache en effet à réinvestir la question de la crise des campagnes et à se rapprocher des différents syndicats agricoles dans la perspective des élections locales de l'automne 1998.

² Patrick Champagne note ainsi : « On ne peut pas réduire une manifestation de rue à une simple action de protestation collective ; c'est aussi, étant donné les profits qui peuvent résulter en politique de cette focalisation des médias sur un groupe social en lutte, une action stratégique visant à agir sur les journalistes afin d'occuper l'espace médiatique dans le but de déclencher les prises de position des

signature de l'« accord de collaboration des présidents des syndicats agricoles » témoigne de cette attention accordée par les dirigeants syndicaux à la couverture journalistique de leurs activités¹.

Les effets de la manifestation du 10 juillet 1998 sur la dynamique de la controverse sur la situation économique de l'agriculture sont ambivalents. D'un côté, les responsables des organisations prétendant représenter les intérêts de la paysannerie peuvent se féliciter d'être parvenus, en prouvant leur capacité de mobilisation, à infléchir la position du Premier ministre. Au lendemain du défilé, qui en réunissant dans les rues de Varsovie entre 10 000 et 18 000 manifestants selon les estimations, constitue indéniablement l'une des plus importantes actions collectives paysannes organisées depuis le début des années 1990, Jerzy Buzek accepte en effet pour la première fois de recevoir les représentants des différentes organisations syndicales afin d'évoquer directement avec eux la situation économique de l'agriculture. La rencontre a lieu le 16 juillet et s'achève sur la reconnaissance explicite par le Premier ministre du caractère problématique de la situation des agriculteurs. En plus de promettre un accroissement sensible des interventions de l'État sur le marché des céréales afin d'en stabiliser les prix, il annonce alors l'organisation dès le 24 juillet d'un cycle de négociations consacré « aux problèmes de l'agriculture et des campagnes » entre des représentants du gouvernement et des syndicats agricoles². De l'autre côté, les organisateurs du défilé du 10 juillet échouent à contrôler l'image publique de cette action. En dépit de leur effort de communication, les dirigeants des syndicats agricoles, porte-parole d'agents dominés culturellement, socialement et politiquement, s'avèrent en effet incapables d'imposer leur définition de la manifestation et du malaise du monde rural³. Ainsi, si le défilé leur permet d'obtenir, pour la première fois, la « une » des principaux médias polonais, la description qui y

différents agents qui cherchent à peser sur l'« opinion publique » et par là sur le pouvoir. », Champagne Patrick, « La manifestation comme action symbolique », *art.cit.*, p.339.

¹ Cette charge échoit à Władysław Serafin, alors vice-président du KZRKiOR.

² Cf. « Zbożowe progi importowe », *Gazeta Wyborcza*, 17/07/1998, p.22 ; « Buzek przyjął szefów rolniczych związków », *Rzeczpospolita*, 17/07/1998.

³ Comme le rappelle Patrick Champagne, « le sens que les organisateurs [des] manifestations veulent imposer à leur « démonstration » leur échappe partiellement : ils doivent toujours composer avec l'autonomie relative du champ de la presse qui fabrique mais aussi réfracte l'« événement » ». Selon Champagne, si cette capacité des groupes mobilisés à contrôler la représentation médiatique de leurs actions dépend bien sûr du soin apporté à la préparation et à l'organisation de celles-ci, elle est également fonction de leur position dans l'espace social. Cf. Champagne Patrick, « La construction médiatique des « malaises sociaux » », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°90, 1991, p.67. ; Champagne Patrick, « La manifestation : la production de l'événement politique », *art.cit.*, p.25.

est donnée leur est très largement défavorable puisque, sans guère évoquer le fond du problème du secteur agricole, elle donne à voir des manifestants violents, extrémistes et même antisémites. Passant sous silence les mots d'ordre officiels de ses organisateurs, les quotidiens nationaux les plus tirés consacrent ainsi l'essentiel de leur couverture de l'événement aux désagréments que la manifestation a suscités pour les Varsoviens ainsi qu'aux affrontements entre manifestants et forces de l'ordre dont elle a été le théâtre.

Le traitement médiatique de la manifestation du 10 juillet influe sur les rapports entre les différents protagonistes de la controverse sur la situation économique de l'agriculture au cours du mois de juillet. Il participe en effet à une conflictualisation accrue des rapports entre les dirigeants syndicaux et certains représentants des pouvoirs publics, notamment les plus hostiles à toute intervention étatique dans le secteur agricole. Alors que la version de la manifestation véhiculée par les médias est vigoureusement contestée par les premiers, qui insistent sur la dignité, le calme et même la politesse des participants et font porter la responsabilité des barrages et des échauffourées qui ont paralysé la capitale à l'issue du défilé à « l'arrogance de Balcerowicz » et à la brutalité des forces de l'ordre, les seconds la reprennent à l'inverse à leur compte¹. Des représentants du gouvernement, par exemple son porte-parole ou encore celui du ministre des Finances, la mobilisent en effet pour dénoncer l'irresponsabilité des représentants paysans et illégitimer leurs revendications². Ce conflit interprétatif sur le déroulement de la manifestation n'est pas sans effet sur l'échec du cycle de négociation engagé le 24 juillet entre les représentants des syndicats agricoles et du gouvernement. Celui-ci s'achève en effet dès le 28, sans qu'un accord sur la garantie des prix agricoles ne soit trouvé entre les différentes parties³. Immédiatement, Andrzej Lepper, Janusz Maksymiuk et Roman Wierzbicki annoncent l'organisation d'une nouvelle journée de mobilisation nationale unitaire le 4 août afin d'exprimer « leur désapprobation du traitement accordé par le

¹ Sur le conflit interprétatif opposant les dirigeants syndicaux aux principaux médias nationaux sur le déroulement et le sens de la manifestation du 10 juillet 1998, nous nous permettons de renvoyer à notre article : Pellen Cédric, « Les manifestations paysannes polonaises de 1998-1999. Politisation, médiatisation et personnalisation d'une mobilisation contestataire », *Politix*, vol.22, n°86, 2009, notamment p.180-183.

² Par exemple : « Rozmowa z ministrem finansów », *Gazeta Wyborcza*, 17/07/1998, p.24.

³ « Skup ratunkowy », *Gazeta Wyborcza*, 29/07/98, p.14.

gouvernement aux problèmes de l'agriculture et des campagnes »¹. Confirmant l'accord de collaboration ratifié à la fin du mois de juin, ils décident néanmoins de redéfinir les modalités de leur collaboration et de leur investissement de l'arène des mobilisations protestataires. Renonçant, temporairement du moins, à l'organisation d'un défilé unitaire à Varsovie, ils déclarent privilégier désormais l'organisation de petits rassemblements sur l'ensemble du territoire et optent pour une gestion décentralisée du mouvement de protestation, laissant officiellement les structures locales des différents syndicats libres d'organiser et de décider de la forme à donner à leur action². Réactivant en partie l'héritage des mobilisations agricoles des années 1992 et 1993³ et s'inspirant explicitement des agissements des agriculteurs des autres pays européens, notamment en France⁴, ce nouveau mode de mise en scène du « malaise paysan » présente l'avantage de ne pas nécessiter une organisation aussi lourde qu'une grande manifestation unitaire. Mobilisé dès le 4 août, il domine le cycle d'actions protestataires qui se développe dans les mois suivants. On assiste en effet tout au long de l'été, de l'automne puis de l'hiver 1998-1999 à un réinvestissement régulier de l'arène des mobilisations protestataires par les différentes organisations présentant représenter les intérêts de la paysannerie, les actions mises en œuvre, souvent localement, ponctuant l'échec successif de plusieurs cycles de négociation entre les dirigeants syndicaux et le gouvernement.

Tableau 17 : principales actions en rapport avec la controverse sur la situation de l'agriculture du 10 juillet 1998 au 8 février 1999.

Date	Type d'événement	Principaux organisateurs	Forme de l'action	Lieu	Durée	Nombre de participants (estimations policières)
10 juillet	Journée d'action nationale intersyndicale	Le NSZZRI"S", le KZRKiOR, le ZZR <i>Samoobrona</i> et plusieurs syndicats de branches	Défilé	Varsovie	8 heures	10 000
16 juillet	Négociations gouvernement-syndicats agricoles	Le Premier ministre Jerzy Buzek et les présidents du NSZZRI"S", du KZRKiOR et du ZZR <i>Samoobrona</i> .	Négociation	Varsovie	/	/
24 au 28 juillet	Négociations gouvernement-syndicats agricoles	Un comité d'experts gouvernementaux et des représentants du NSZZRI"S", du KZRKiOR et du ZZR <i>Samoobrona</i>	Négociation	Varsovie	/	/

¹ « Zanim Wyszli na drogi », *Zielony Sztandar*, 14/02/1999, p.5.

² « Rolniczy protest », *Gazeta Wyborcza*, 29/07/1998, p.5.

³ Lors de la vague de manifestation des années 1992 et 1993, le mouvement apparaît cependant beaucoup moins homogène et centralisé qu'en 1998 et 1999 : Zalewski Frédéric, « Démobilisation et politisation de la paysannerie ... », *art.cit.*, p.155.

⁴ « Bierzemy przykład z rolników Unii », *Zielony sztandar*, 16/08/1998, p.1.

4 août	Journée d'action nationale intersyndicale	Le NSZZRI"S", le KZRKiOR et le ZZR <i>Samoobrona</i>	Barrages routiers et manifestations devant des sièges de voïvodies	Principalement dans les voïvodies de Szczecin, Koszalin, Słupsk, Gdańsk, Elbląg, Olsztyn, Suwałki, Gorzów Wielkopolski, Leszno, Jelenia Góra, Legnica, Wrocław, Płock, Ciechanów, Siedlce et Lublin.	4 heures	De quelques dizaines à plusieurs centaines selon les barrages : 2000 au total
11 août	Négociations gouvernement-syndicats agricoles	Le vice-Premier ministre Tomaszewski, le ministre de l'Agriculture et des représentants du NSZZRI"S", du KZRKiOR et du ZZR <i>Samoobrona</i>	Négociation	Varsovie	/	/
18 août	Action locale	Le ZZR <i>Samoobrona</i>	Barrages routiers	Bezledy (frontière polono-russe)	Quelques heures	Une cinquantaine de tracteurs
18 août	Action locale	Comité régional inter-organisationnel de protestation de Legnica	Barrages routiers	Quelques dizaines de barrages dans la voïvodie de Legnica	Quelques heures	Quelques centaines
20 août	Actions locales	Comités régionaux inter-organisationnels de protestation (Soutien des directions nationales du NSZZRI"S", du KZRKiOR et du ZZR <i>Samoobrona</i>).	Barrages routiers	Quelques dizaines de barrages dans les voïvodies d'Elbląg, de Gdańsk, d'Olsztyn, de Bydgoszcz et de Toruń.	Quelques heures	Quelques centaines
13 novembre	Action nationale intersyndicale	Les présidents du NSZZRI"S", du KZRKiOR et du ZZR <i>Samoobrona</i>	Boycott d'une rencontre avec le ministre de l'Agriculture	Varsovie	/	/
3 décembre	Journée d'action nationale intersyndicale	Le NSZZRI"S", le KZRKiOR et le ZZR <i>Samoobrona</i>	Défilé	Varsovie	Quelques heures	5 000
4 décembre	Négociations gouvernement-syndicats agricoles	Des représentants du gouvernement et les présidents du NSZZRI"S", du KZRKiOR et du ZZR <i>Samoobrona</i>	Négociation	Varsovie	/	/
28 décembre	Négociations gouvernement-syndicats agricoles	Le Premier ministre, le ministre de l'Agriculture et les présidents du NSZZRI"S" et du KZRKiOR	Négociation	Varsovie	/	/
4 janvier 1999	Négociations gouvernement-syndicats agricoles	Le Premier ministre, le ministre de l'Agriculture et les présidents du NSZZRI"S" et du KZRKiOR	Négociation	Varsovie		
22 au 24 janvier	Journées d'actions nationales intersyndicales	Le NSZZRI"S", le KZRKiOR et le ZZR <i>Samoobrona</i>	Barrages routiers	Świecko (frontière polono-allemande)	Plusieurs jours	Jusqu'à 3 000
22 janvier au 4 février	Journées d'actions nationales	Le NSZZRI"S", le KZRKiOR et le ZZR <i>Samoobrona</i>	Barrages routiers	Jusqu'à 120 blocages dans les ¾ des voïvodies.	Plusieurs jours	Plusieurs milliers
3 au 8 février	Négociations gouvernement-syndicats agricoles	Des représentants du gouvernement et du NSZZRI"S", du KZRKiOR et du ZZR <i>Samoobrona</i> .	Négociation	Varsovie	/	/

Réalisé par nos soins. Sources : Archives des quotidiens *Gazeta Wyborcza* et *Rzeczpospolita*, ainsi que des hebdomadaires paysans *Zielony Sztandar* et *Chłopska droga* du 10 juillet 1998 au 8 février 1999.

Section 2 : L'appropriation symbolique du mouvement de contestation par Andrzej Lepper.

Dans le cadre de cette section, nous nous attacherons à rendre compte des processus par lesquels Andrzej Lepper parvient pas à pas à s'approprier symboliquement le mouvement de contestation paysan qui se développe à partir de l'été 1998, c'est-à-dire à faire reconnaître par les autres protagonistes de la controverse sur la situation économique de l'agriculture son emprise sur le déroulement des manifestations et sur ses participants. Encore perçu dans les premiers mois de 1998 comme un acteur secondaire du champ de représentation de la paysannerie, dirigeant un syndicat à la base militante très étroite, le président du ZZR *Samoobrona* apparaît en effet à peine un an plus tard comme le principal porte-parole de la paysannerie « en colère ». Comprendre cette réémergence d'Andrzej Lepper au cœur des jeux politiques, et à travers lui du ZZR *Samoobrona*, implique de prêter une attention particulière à la dynamique qui guide le cycle de manifestations paysannes au cours de l'été, de l'automne puis de l'hiver 1998-1999 et notamment aux interactions concurrentielles entre les différents acteurs y étant investis.

Nous verrons en effet que, loin d'être réductible au seul sens stratégique de Lepper ou à son hypothétique charisme, l'émergence progressive et l'imposition au début de l'année 1999 d'une définition du mouvement de contestation paysan érigeant le président du ZZR *Samoobrona* en leader, apparaît comme le produit relativement imprévisible des « coups » échangés par les différents acteurs de la mobilisation¹. En d'autres termes, la capacité dont fait preuve Andrzej Lepper à orienter en sa faveur le cycle de manifestations paysannes des années 1998 et 1999 nous paraît tenir autant à l'activité tactique qu'il déploie au cours du conflit qu'à celle des autres protagonistes de la lutte pour la définition de la situation, qu'il s'agisse des autorités, des autres responsables syndicaux, ou encore des médias. Si cette lutte de définition oppose bien sûr les représentants des organisations mobilisées à ceux des pouvoirs publics, qui s'attachent à illégitimer leurs revendications, elle met également aux prises les

¹ Cf. Dobry Michel, « Calcul, concurrence et gestion de sens. Quelques réflexions à propos des manifestations étudiantes de novembre-décembre 1986 », in Favre Pierre (dir.), *op.cit.*, p.357-386.

responsables des différentes organisations investies dans la mobilisation. L'unité de façade affichée, au moins dans un premier temps, par les dirigeants des trois principaux syndicats agricoles et du PSL ne saurait en effet dissimuler la concurrence qu'ils continuent à se mener tout au long du cycle de manifestations afin de renforcer leur position respective dans le champ de représentation de la paysannerie. Les médias jouent également un rôle décisif dans ce processus concurrentiel de définition du mouvement de contestation paysan. Loin de se borner à la publiciser et à en retranscrire les différentes étapes, ils participent à la construction de la mobilisation et à la définition de son image sociale. Placés dans une relation d'« associés-rivaux » avec les groupes mobilisés, ils sont partie prenante des interactions qui façonnent le mouvement¹.

Dans un premier temps, nous reviendrons sur les conditions du réinvestissement par le ZZR *Samoobrona* de l'arène des mobilisations protestataires par le biais de l'intersyndicale formalisée au début de l'été 1998 (A). Nous étudierons ensuite la montée en puissance progressive d'Andrzej Lepper dans la dynamique du mouvement de contestation, en prêtant une attention particulière à la fois aux entreprises de démarcation qu'il s'attache à développer au sein de l'intersyndicale et aux luttes pour la définition du conflit qui animent celui-ci (B).

A) L'intégration du ZZR *Samoobrona* à l'intersyndicale : la reconnaissance de la représentativité d'un syndicat exsangue.

Stigmatisé pour son radicalisme et les ambitions politiques de son président, le ZZR *Samoobrona* entretient depuis sa création des relations conflictuelles avec les autres protagonistes du champ de représentation de la paysannerie. Néanmoins, le recentrage contraint des activités du syndicat suite à l'échec électoral de ses dirigeants (1), participe à la pacification progressive de ses rapports avec les autres syndicats agricoles. Bénéficiant toujours du statut de syndicat agricole national en dépit de sa faiblesse objective, il prend ainsi part aux côtés du NSZZRI « S » et du KZRKiOR à la formalisation de l'intersyndicale agricole qui lui offre l'opportunité de réinvestir

¹ Neveu Erik, « Médias, mouvements sociaux, espaces publics », *art.cit.*

l'arène des mobilisations protestataires à l'occasion de la manifestation unitaire du 10 juillet (2).

1) Le recentrage contraint des activités du ZZR *Samoobrona*.

Dans les mois suivant la débâcle du comité *Przymierze Samoobrona* aux élections législatives de septembre 1997, les membres du ZZR *Samoobrona*, c'est-à-dire désormais essentiellement Andrzej Lepper et une poignée de militants localisés principalement dans les voïvodies du nord-ouest du pays, engagent un processus de recentrage de leurs activités. Marginalisés dans le champ politique et dans le champ de représentation de la paysannerie, ils s'attachent alors à la fois à redéfinir le groupe de référence dont ils prétendent représenter les intérêts et à requalifier les objectifs de leur action vers le seul domaine d'activité syndical.

Renonçant à leur prétention antérieure à s'exprimer au nom de la paysannerie dans son ensemble, voire d'un large mouvement social transgressant les frontières sectorielles, les responsables du ZZR *Samoobrona* concentrent dans les premiers mois de la III^e législature leurs activités sur des dossiers ciblés qui concernent directement les agriculteurs des régions dans lesquelles ils sont implantés.

Alors que les régions du nord-ouest de la Pologne se caractérisent par la relative importance des grandes exploitations céréalières intégrées au marché dans leur structure agraire¹, ils s'efforcent de se présenter comme les porte-parole des intérêts des agriculteurs capitalistes dont les revenus proviennent uniquement de la vente de leur production. Sans délaisser totalement la thématique du crédit autour de laquelle le syndicat s'est constitué, c'est en investissant les questions de la garantie des prix agricoles, notamment des céréales, dont certains connaissent alors une baisse sensible, et de l'aide à la commercialisation des produits agricoles sur les marchés polonais, russe et européen que les membres du ZZR *Samoobrona* s'attachent à mobiliser en

¹ Cf. Bafail François, Guyet Rachel, L'Haridon Loïc & Tardy Vladimir, «Pologne. Profils d'agriculteurs », *art.cit.*, p.33.

leur faveur cette frange de la paysannerie et à légitimer leur prétention à participer à sa représentation¹.

Cette redéfinition restrictive du groupe de référence du ZZR *Samoobrona* s'accompagne d'un renoncement affiché de ses dirigeants, au premier rang desquels Andrzej Lepper, à donner un sens explicitement politique à leurs activités. S'abstenant de prendre position sur des sujets extérieurs à la question des revenus des agriculteurs capitalistes et de s'afficher comme des prétendants potentiels à des postes de pouvoir politique, ils limitent au début de l'année 1998, pour la première fois depuis juin 1992, leurs actions au seul champ du syndicalisme agricole. Sans être formellement dissous, le parti *Przymierze Samoobrona* est ainsi laissé « en jachère », les responsables du ZZR *Samoobrona* ne s'en revendiquant plus à aucun moment lors de leurs interventions. Parallèlement, on observe également une redéfinition des modes d'action mis en œuvre par ceux-ci pour porter les intérêts du groupe de référence dont ils se revendiquent. Délaissant l'arène des mobilisations protestataires, ils investissent essentiellement les arènes de concertation auxquelles leur donne accès le statut de syndicat agricole national acquis par le ZZR *Samoobrona* lors de sa création. C'est d'ailleurs à ce titre qu'Andrzej Lepper est convié au début de l'année 1998 à participer à plusieurs cycles de discussion avec le ministre de l'Agriculture² ou encore à une rencontre organisée à Bruxelles par les dirigeants de la COPA/COGECA, la confédération européenne des syndicats agricoles³. Loin d'être purement stratégique, cette restriction de l'activité du ZZR *Samoobrona* apparaît surtout liée aux contraintes pesant alors sur un syndicat qui ne dispose plus que d'un noyau militant extrêmement restreint et dont l'essentiel des ressources lui permettant d'exister dans le champ de représentation de la paysannerie réside dans sa

¹ Dans une interview à *Zielony Sztandar* Andrzej Lepper déclare ainsi : « Il y a quelques problèmes sur lesquels il faut que nous nous concentrons si nous voulons que l'agriculture survive dans notre pays. Premièrement, le paiement d'un prix raisonnable pour les principaux produits agricoles. Deuxièmement, la contractualisation, c'est-à-dire la garantie des débouchés. Troisièmement, le crédit. Les crédits doivent être adaptés aux cycles de production agricole. Il faut développer la production pas la détruire. » : Cité in « Będziemy blokować », *Zielony Sztandar*, 05/07/1998, n°27, p.3.

² Andrzej Lepper participe ainsi régulièrement, avec d'autres responsables d'organisations agricoles, aux travaux du Conseil Consultatif auprès du ministre de l'Agriculture. Par exemple, en février 1997, il prend part aux côtés de représentants des autres syndicats agricoles nationaux et de syndicats de branche à une discussion au ministère de l'Agriculture sur le prix du Colza. Cf. « Czy po lnie i chmielu będzie...rzepak ?! », *Chłopska droga*, 22/02/1998, p.3 ; « Kosa jest Chora », *Polityka*, n°30, 15/07/1998, p.22-24.

³ Cf. « Na równych prawach », *Chłopska droga*, 03/05/1998, p.5.

reconnaissance antérieure en tant que syndicat agricole national représentatif, aux côtés du NSZZRI « S » et du KZRKiOR.

2) L'intersyndicale comme opportunité pour le ZZR *Samoobrona*.

Extrêmement affaibli et n'ayant une activité effective que dans un nombre réduit de voïvodies, le ZZR *Samoobrona* n'est plus considéré en 1998 comme un concurrent sérieux par les autres protagonistes du champ de représentation de la paysannerie. Au contraire, le renoncement apparent de son président à ses ambitions politiques, la limitation de son offre de représentation à une frange relativement restreinte de la paysannerie et la pacification de ses modes d'action, sont perçus par ceux-ci comme le signe de la « normalisation » du ZZR *Samoobrona*, de sa conformation à des pratiques syndicales légitimes. Jusqu'ici marginalisés au sein du champ de représentation de la paysannerie, le ZZR *Samoobrona* et Andrzej Lepper apparaissent ainsi progressivement, dans la dynamique des négociations engagées avec le ministre de l'Agriculture, comme des partenaires légitimes pour les dirigeants des autres syndicats agricoles et même du PSL. D'autant plus que, à rebours de ses attaques antérieures récurrentes à l'encontre de ces derniers, Andrzej Lepper affiche désormais sa croyance dans la vocation des différents groupements prétendant représenter les intérêts de la paysannerie à collaborer voire, à terme, à s'unir au sein d'une seule organisation¹. La participation d'Andrzej Lepper au communiqué commun du 21 mai 1998, puis à l'« accord de collaboration des présidents des syndicats agricoles » signé le 24 juin, témoigne de ce rapprochement, largement inédit², entre le ZZR *Samoobrona* et les autres protagonistes du champ de représentation de la paysannerie et de l'adhésion nouvelle de ses dirigeants au thème normatif de l'unité du mouvement paysan.

L'objectif affiché de l'accord de collaboration du 24 juin est la mise en commun des capacités d'action des différents syndicats agricoles nationaux afin de donner à voir « la détermination et l'unité des organisations agricoles dans leur défense des intérêts

¹ Cf. « Będziemy blokować », *Zielony Sztandar*, 05/07/1998, n°27, p.3.

² La manifestation organisée conjointement le 26 mai 1993 restait en effet jusqu'ici le seul exemple d'action commune menée à bien par les trois syndicats agricoles nationaux. Voir chapitre 2, section 2.

des paysans polonais et de l'agriculture polonaise »¹. En d'autres termes, en échange de l'adhésion à une ligne d'action unitaire, qui prend entre autres la forme d'une plateforme de revendications communes, il s'agit pour les trois syndicats de mutualiser leurs ressources, militantes notamment, afin de tenter de peser davantage dans le rapport de force engagé avec le gouvernement. Essentiellement, dans un premier temps, en organisant une manifestation commune à même de « faire nombre » dans les rues de Varsovie le 10 juillet. Dans ce sens, le ZZR *Samoobrona* peut être considéré comme le principal bénéficiaire de l'accord du 24 juin. Sur la seule base de son statut de syndicat agricole nationale, celui-ci lui permet d'apparaître symboliquement comme l'égal des deux autres signataires. Pourtant, il dispose dans les faits de ressources bien moindres, notamment en termes militants, que le KZRKiOR et le NSZZRI « S ». En effet, alors que ceux-ci revendiquent respectivement, certes très exagérément, 1,8 millions et 400 000 membres², le ZZR *Samoobrona* s'appuie lui sur un noyau militant très restreint qui ne lui permet guère de mobiliser plus de quelques dizaines de manifestants lors des rares actions qu'il organise au cours des années 1997 et 1998. L'accord du 24 juin constitue ainsi une double opportunité pour les responsables du ZZR *Samoobrona*. Outre qu'il lui permet d'être légitimé par les autres syndicats agricoles comme un protagoniste important du champ de représentation de la paysannerie, il lui offre l'occasion de renouer avec des modes d'action protestataire qu'il aurait été incapable de mettre en œuvre et de rendre visible de manière autonome.

B) La « Lepperisation » du mouvement de contestation.

Au début du cycle de manifestations paysannes, le ZZR *Samoobrona* est largement le plus faible des trois syndicats agricoles investis dans la contestation de la politique agricole du gouvernement. Cependant, bénéficiant de l'attrait des médias pour le spectaculaire et de la réputation de leader paysan radical acquise par Andrzej Lepper lors des grèves agricoles de 1992 et 1993, il bénéficie dès la manifestation du 10 juillet 1998, principalement par le biais de son président, d'une audience sans proportion avec son influence réelle au sein de l'intersyndicale (1). Celle-ci ne cesse

¹ « Wielka demonstracja rolników w Warszawie », *Chłopska droga*, n°29, p.2.

² Krok-Paszkowska Ania, *art.cit.*, p.122.

de s'accroître à mesure que le mouvement de contestation se développe. D'autant plus qu'Andrzej Lepper cherche alors de plus en plus nettement à se démarquer de ses partenaires-concurrents de l'intersyndicale en renouant avec les pratiques subversives dont il était coutumier au début des années 1990 (2). À l'occasion d'une action unitaire au poste frontière de Świecko à la fin du mois de janvier 1999, Andrzej Lepper rompt clairement avec la définition pacifique attribuée aux manifestations par les autres dirigeants syndicaux. Remettant en cause la légitimité de ces derniers à représenter efficacement les intérêts de la paysannerie, il s'attache, nous le verrons avec succès, à modifier en sa faveur les équilibres du mouvement de contestation en lui attribuant un sens révolutionnaire (3). Étant parvenu à se faire reconnaître comme le « leader charismatique » des paysans en colère, il cherche par la suite à « pousser son avantage » en ne s'associant pas à un accord entre les syndicats agricoles et le gouvernement signé le 8 février, dont il est pourtant le principal instigateur, et en maintenant le *ZZR Samoobrona* seul dans la contestation (4).

- 1) L'exacerbation médiatique de l'influence d'Andrzej Lepper sur la manifestation du 10 juillet 1998.

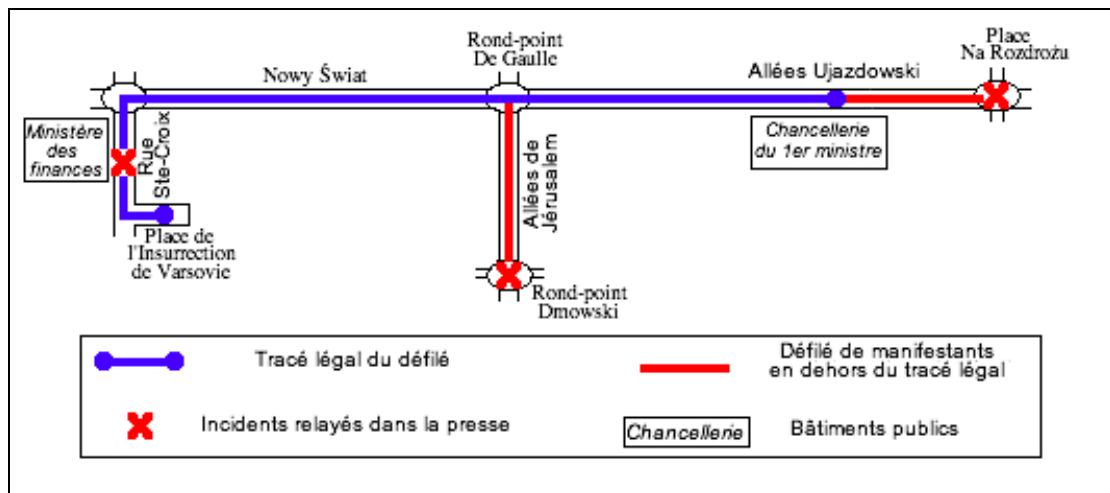
Le 10 juillet 1998, à l'appel du KZRKiOR, du NSZZRI « S », du *ZZR Samoobrona*, mais aussi de plusieurs syndicats de branches, par exemple de producteurs laitiers, et d'organisations paysannes non-syndicales, comme le Związek Młodzieży Wiejskiej (ZMW) proche du PSL, des milliers d'agriculteurs se réunissent à Varsovie pour défiler dans les rues de la capitale. Conformément à la loi, la manifestation a fait l'objet d'une déclaration préalable auprès du Maréchal de voïvodie et son trajet a été validé par les autorités municipales. Partant de la Place de l'Insurrection de Varsovie, le défilé doit s'achever devant le bâtiment de la chancellerie du Premier ministre, après avoir emprunté la rue Sainte-Croix, où se trouve le ministère des Finances, la rue Nowy Świat, et enfin les Allées Ujazdowski. Commencant à 11h, la manifestation doit prendre fin à 15h par la lecture d'un communiqué commun des présidents des trois syndicats agricoles nationaux, puis la réception, dans les bâtiments de la chancellerie du Premier ministre, d'une délégation de manifestants par des représentants du gouvernement, dont le ministre de l'Agriculture Janiszewski et celui des Finances Balcerowicz. En fin de matinée, Andrzej Lepper, Janusz Maksymiuk et

Roman Wierzbicki, réunis côte à côte sous un drapeau polonais, lancent le défilé. Dans le cortège, certains participants arborent eux aussi des drapeaux polonais, d'autres portent des pancartes exprimant leurs revendications, d'autres encore des faux. Plusieurs dirigeants et élus du PSL, du PPS et du SLD, participent à la manifestation que leurs partis soutiennent ouvertement.

Comme tous les grands mouvements collectifs, la manifestation du 10 juillet 1998 est constituée d'une multitude d'actions plus ou moins bien contrôlées par les organisateurs, ses différents participants s'y engageant sur la base de motivations diverses et étant contraints à des degrés variables par des consignes de groupements pré-constitués¹. Bien qu'étant présenté par ses organisateurs comme une action pacifique devant permettre l'ouverture de nouvelles négociations avec le Premier ministre, le défilé est émaillé de plusieurs incidents. Trois d'entre eux dominent les comptes-rendus qui sont donnés de la manifestation le lendemain. Tout d'abord, le cortège s'est immobilisé quelques instants devant le ministère des Finances sur lequel des manifestants ont jeté des œufs et des pierres tout en proférant des insultes à l'égard de Leszek Balcerowicz. Plus tard, le cortège s'est détourné un temps du trajet prévu pour emprunter les allées de Jérusalem en direction du rond-point Dmowski, où des échauffourées ont opposé des participants aux forces de l'ordre. Enfin, pendant que les délégués paysans étaient reçus par les représentants du gouvernement, plusieurs manifestants, qui auraient alors dû se disperser, ont continué leur marche sur les allées Ujazdowski pour aller bloquer le trafic routier sur la place Na Rozdrożu, où ils se sont une nouvelle fois opposés aux forces de l'ordre.

Schéma 3 : tracé de la manifestation du 10 juillet 1998.

¹ Comme le rappelle Michel Offerlé : « La manifestation est une activité collective résultat de multiples mobilisations et incitations sociales liées aux interactions de la vie quotidienne » : Offerlé Michel, « Descendre dans la rue de la “journée” à la “manif” », in Favre Pierre, *op.cit.*, p.110.



Réalisé par nos soins. Sources : comptes rendus de la manifestation du 10 juillet 1998 dans la presse quotidienne généraliste (*Gazeta Wyborcza*, *Rzeczpospolita*) et hebdomadaire paysanne (*Zielony Sztandar*, *Chłopska Droga*).

Minimisant le caractère unitaire et organisé du mouvement de protestation et passant sous silence les revendications des organisateurs, les journalistes des principaux journaux polonais « de référence », notamment *Gazeta Wyborcza* et *Rzeczpospolita*, mettent en avant ces incidents dans leur couverture de l'événement et soulignent les accès de violence, physique comme verbale, des participants ainsi que leur incivilité à l'égard des habitants de la capitale¹. Dans cette optique, Andrzej Lepper est l'objet d'une attention toute particulière. Alors même que les militants du ZZR *Samoobrona* ne constituent qu'une part minime du total des manifestants, Lepper se voit en effet conférer une responsabilité déterminante sur le déroulement du défilé et sur son « dérapage », au détriment des autres acteurs de la mobilisation dont la présence est tout juste évoquée.

L'implication d'Andrzej Lepper dans certains des incidents qui ont émaillé la manifestation ne fait guère de doute. Renouant en partie avec les pratiques subversives qui ont fait sa renommée au début des années 1990, le président du ZZR *Samoobrona* semble se démarquer des autres responsables des syndicats agricoles dès le début du défilé en ne respectant guère les consignes définies par l'intersyndicale. Alors président du KZRKiOR, Janusz Maksymiuk reconnaît ainsi quelques années

¹ Cf. « Żywią i blokują », *Gazeta Wyborcza*, 11/07/1998, p.1 ; « Koza dla Balcerowicza », *Rzeczpospolita*, 11/07/1998 ; interviewant le vice-président du PSL Marek Sawicki au lendemain de la manifestation, les journalistes de l'édition varsoivienne de *Gazeta Wyborcza* l'interrogent essentiellement sur les débordement des manifestants : « Rozmowa z Markiem Sawickim », *Gazeta Wyborcza*, Warszawa, 11/07/1998, p.5.

plus tard que c'est bien Lepper qui est à l'origine de la déviation du cortège vers les Allées de Jérusalem qui a donné lieu à la première confrontation de la journée entre manifestants et forces de l'ordre :

« [Le 10 juillet 1998], nous sommes en train de marcher, nous avons constitué une colonne de marche et nous remontons la rue Nowy Świat. D'un coup, alors que nous arrivons vers la place Charles De Gaulle, j'entends que Lepper s'apprête à tourner à droite [sur les allées de Jérusalem] et à ne pas suivre le plan convenu. Mince qu'est-ce qu'il faut faire ? Alors, je m'approche et j'entends qu'il a déjà donné l'ordre d'aller à droite. Alors moi je vais pour voir, je remonte vers la tête du cortège, et là la police nous tombe dessus avec du gaz lacrymogène. Après ça nous avons tous eu des problèmes avec la justice... [...] Nous, nous organisons des manifestations légales, nous prévenons la mairie, nous informons le Maire, nous présentons des pétitions la veille au Maréchal de voïvodie, pour qu'il en prenne connaissance... nous, nous étions des syndicats organisés... et puis Lepper se pointait et il bousculait tout... »

Janusz Maksymiuk.

Entretien réalisé le 25 juin 2008 à Varsovie.

Il convient néanmoins de nuancer à la fois l'ampleur de la subversion des règles de la manifestation par Andrzej Lepper lors du défilé du 10 juillet et son influence effective sur le déroulement de cette action. Tout d'abord, les incidents sont restés assez rares au sein du cortège et ne se sont pas traduits par un bouleversement du déroulement programmé de la manifestation. Ainsi, repoussés au rond-point Dmowski par les policiers, auxquels ils ne semblent pas avoir résistés, les quelques manifestants ayant suivi Lepper sur les allées de Jérusalem ont rapidement retrouvé le tracé légal du défilé. Ils l'ont ensuite suivi sans heurt jusqu'à la chancellerie du Premier ministre, où le discours unitaire des représentants syndicaux s'est déroulé comme prévu. Par ailleurs, loin de mobiliser une rhétorique aussi belliqueuse qu'en 1992 et 1993, Andrzej Lepper ne remet guère en cause, ni lors du défilé ni à son issue, les objectifs pacifiques fixés à l'action par l'intersyndicale et réitère au contraire son adhésion à un mode de résolution du problème des campagnes privilégiant la négociation avec le gouvernement à la contestation¹. Enfin, tous les incidents intervenus pendant le défilé

¹ Tout comme les présidents du NSZZRI « S » et du KZRKiOR, Andrzej Lepper se réjouit ainsi que le Premier ministre les reçoive le 16 juillet et accepte d'ouvrir un cycle de négociation consacré aux problèmes économiques de l'agriculture : « Je suis ravi que le gouvernement ait accepté de commencer à discuter avec nous. Il faut maintenant attendre et voir si les promesses seront mises en œuvre dans la pratique », déclare-t-il suite à la rencontre avec Jerzy Buzek. Cf. « Buzek przyjął szefówrolniczych związków », *Rzeczpospolita*, 17/07/1998.

ne sauraient être attribués au seul président du ZZR *Samoobrona*. Le blocage de la place Na Rozdrożu par des manifestants en fin de journée s'est ainsi produit au moment même où celui-ci participait à la rencontre avec les représentants du gouvernement à la chancellerie du Premier ministre.

Comprendre la focalisation sur la personne d'Andrzej Lepper de la couverture journalistique de la manifestation du 10 juillet 1998 implique selon nous de prendre en considération les logiques de productions de l'événement propres au champ médiatique. Comme le note Patrick Champagne, « Les médias agissent sur le moment et fabriquent collectivement une représentation sociale, qui même lorsqu'elle est assez éloignée de la réalité, perdure malgré les démentis ou les rectifications postérieurs parce que cette interprétation première ne fait, bien souvent, que renforcer les interprétations spontanées et mobilise donc d'abord les préjugés et tend, par là, à les redoubler »¹. Ainsi, sans nier leur réalité, il ne fait guère de doute que la mise en exergue des incidents ayant émaillé la manifestation par les principaux quotidiens polonais s'explique en grande partie par la dépendance de la plupart des journalistes à l'égard de représentations spontanées de la paysannerie². De même, le rôle prééminent accordé à Lepper dans le déroulement de la manifestation tient au moins autant à la réputation sulfureuse acquise par celui-ci lors des grèves agricoles de 1992 et 1993 qu'à son activité effective sur le terrain de la manifestation. Depuis le début des années 1990, le président du ZZR *Samoobrona* est en effet perçu comme l'archétype du leader paysan radical, comme la personnification du « Jacques » révolté. L'exagération sensible de l'autorité d'Andrzej Lepper sur les manifestants et de son influence au sein de l'intersyndicale participe ainsi à la construction et à la légitimation d'une représentation du défilé du 10 juillet comme une action radicale, menée par des paysans volontiers violents et incapables de s'adapter aux formes démocratiques de représentation des intérêts³. Si elle donne une image stigmatisante du président du ZZR *Samoobrona*, elle lui permet aussi d'accéder à une visibilité médiatique qui lui est inédite depuis le début de la décennie. Celle-ci se confirme dans

¹ Champagne Patrick, « La construction médiatique des “malaises sociaux” », *art.cit.*, p.65.

² Si, la capacité des groupes mobilisés à contrôler la représentation médiatique de leurs actions dépend bien sûr du soin apporté à la préparation et à l'organisation de celles-ci, elle est également fonction de leur position dans l'espace social : *Ibid.*, p.67.

³ L'éditorialiste Marek Beylin offre une version paradigmatique d'une telle lecture de la manifestation du 10 juillet dans *Gazeta Wyborcza* : Cf. Beylin Marek, « Uliczne zbiory », *Gazeta Wyborcza*, Warszawa, 17/07/1998, p.21.

les mois suivant la manifestation de Varsovie sous le double effet du mode de traitement journalistique accordé aux actions protestataires paysannes et des tentatives de plus en plus nettes de démarcation menées par Lepper au sein de l'intersyndicale.

- 2) Le retour des « Lepperiadas » : l'imposition d'une définition de la vague de manifestations paysannes comme un mouvement radical.

Comme au début des années 1990, les barrages routiers occupent une place centrale dans le cycle de protestations agricoles qui se développe à partir du mois d'août 1998. Ce mode d'action est en effet, et de loin, le plus fréquemment mobilisé lors des diverses journées d'actions décrétées par l'intersyndicale au cours de l'été, de l'automne puis de l'hiver. Alors même que ces barrages routiers restent, jusqu'à la fin du mois de janvier 1999, de tailles réduites, de relativement courte durée et qu'ils ne provoquent que rarement une interruption totale du trafic, le recours régulier à cette pratique par les militants des différents syndicats agricoles participe à une généralisation progressive des interprétations du cycle de manifestations agricoles comme un mouvement radical. Plusieurs membres du gouvernement et personnalités publiques influentes, dont le Primat de Pologne, dénoncent ainsi dès l'été 1998 une dérive « terroriste » des manifestants¹.

Dans ce contexte d'exacerbation de la controverse sur la légitimité des actions protestataires mises en œuvre par les syndicats agricoles, Andrzej Lepper est une nouvelle fois l'objet d'un traitement particulier de la part des médias. Sans que les rares barrages routiers organisés de manière autonome par les militants du ZZR *Samoobrona* au cours de l'année 1998 ne se distinguent radicalement de ceux mis en œuvre par les autres syndicats, Andrzej Lepper se voit attribuer une responsabilité déterminante dans la radicalisation supposée du mouvement de contestation. Le président du ZZR *Samoobrona* se démarque de plus en plus nettement de ses

¹ Dès le 5 août, le vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur Janusz Tomaszewski, dénonce l'illégalisme de la pratique des barrages routiers. Mettant en garde les syndicalistes agricoles contre des répressions policières et des poursuites judiciaires, il les invite à adopter des modes d'actions plus « modérés ». Les condamnations des barrages routiers se multiplient dans les jours suivants. Le 15 août, dans son prêche au sanctuaire de Jasna Góra à Częstochowa, le cardinal et primat de Pologne Józef Glemp qualifie lui-même les barrages routiers de « premier pas vers le terrorisme ». Cf. « Rząd zaskoczony protestem », *Rzeczpospolita*, 05/08/1998 ; « Niech Prymas przeprosi chłopą », *Gazeta Wyborcza*, 21/08/1998, p.4.

partenaires de l'intersyndicale lors de ses interventions publiques, qui sont désormais régulièrement relayées dans les différents médias. Contrairement aux présidents du KZRKiOR et du NSZZRI « S » qui continuent tout au long de l'année à afficher leur croyance dans les négociations comme solution de sortie de crise, Andrzej Lepper évoque ainsi dès la fin du mois d'août la possibilité de rompre les discussions avec le gouvernement si celui-ci n'accède pas immédiatement à l'ensemble des revendications de l'intersyndicale¹. De même, il se distingue en renouant avec une rhétorique agressive, voire insultante, à l'encontre de plusieurs responsables politiques, avec une prédilection pour le ministre des Finances Leszek Balcerowicz contre lequel il multiplie les attaques². Enfin, à la différence de Janusz Maksymiuk et de Roman Wierzbicki, Andrzej Lepper n'hésite pas à se mettre personnellement en scène lors des journées de protestation intersyndicale. Il lui arrive ainsi, revêtu de ses habits d'agriculteurs, de participer directement à des barrages routiers où il se confronte parfois personnellement avec les forces de l'ordre.

Ces pratiques étiquetées comme radicales de Lepper conduisent à l'exclusion du ZZR *Samoobrona* de la table des négociations en décembre 1998³. Sans aller jusqu'à provoquer la rupture du front intersyndical, elles sont également à l'origine de premières tensions en son sein. Certains dirigeants du NSZZRI « S » ne cachent en effet guère leurs réserves quant aux méthodes du président du ZZR *Samoobrona*. Responsable du syndicat dans la voïvodie de Gorzów Wielkopolski, Józef Leszczyński confie ainsi à des journalistes début janvier 1999 : « Nous partageons tous les mêmes revendications mais, pour parler honnêtement, je préférerais que nous cessions de jouer dans la même équipe qu'Andrzej Lepper »⁴. Elles permettent surtout à Lepper de monopoliser la couverture accordée par les médias aux différentes actions de protestation paysanne et d'apparaître comme le principal instigateur de la contestation, alors que dans les faits il ne l'est pas et que son contrôle réel sur le cours

¹ « Negocjacje i prowokacje », *Rzeczpospolita*, 20/08/1998.

² Sous l'impulsion de Lepper le slogan « Balcerowicz musi odejść » (Balcerowicz doit s'en aller) devient l'un des plus populaires et des plus mobilisés par les manifestants lors des actions de protestation. Au cours du défilé du 3 décembre 1998, Lepper se fait même filmer en train de fouetter un mannequin du ministre des Finances. Voir par exemple : « Bój to nasz nie ostatni », *Chłopska droga*, 13/12/1998 ; « Andrzej Lepper, le provocateur », *Le Courrier de Varsovie*, n°91, 29/01/1999.

³ « Bez Leppera o rolnictwie », *Gazeta Wyborcza*, Warszawa, 29/12/1998, p.14 ; « Decyzje za tydzień », *Rzeczpospolita*, 29/12/1998.

⁴ « Lepperiada Na Granicy », *Gazeta Wyborcza*, Zielona Góra, 19/01/1999, p.1.

des manifestations paraît plus qu'incertain¹. Au début du mois de janvier, alors qu'une nouvelle journée d'action intersyndicale est prévue pour la fin du mois, on assiste même à la réémergence du terme de « Lepperiada », forgé par les médias à la fin de l'année 1992 pour désigner les actions spectaculaires du ZZR *Samoobrona*², et à sa généralisation à l'ensemble des actions de protestation mises en œuvre par les paysans, qu'ils appartiennent au ZZR *Samoobrona* ou pas.

3) Le « coup » de Świecko : Lepper seul contre tous.

Le 4 janvier 1999, un nouveau cycle de négociations entre les présidents du KZRKiOR, du NSZZRI « S », le ministre de l'Agriculture et le Premier ministre s'achève sans qu'un accord n'ait pu être trouvé entre les différentes parties. Les discussions achoppent en effet toujours sur le montant de l'intervention de l'État sur les marchés des céréales mais également désormais du porc, dont les prix ont connu une forte baisse à la fin de l'année 1998³. Dans ce contexte, Janusz Maksymiuk et Roman Wierzbicki s'entendent avec Andrzej Lepper, qui depuis son exclusion des négociations ne cesse d'agiter la menace de nouveaux blocages routiers, pour mettre en œuvre une action protestataire commune, la première depuis le début du mois de décembre. Les trois responsables syndicaux décident d'organiser le blocage du poste-frontière de Świecko (Lubuskie⁴), principal point de passage routier entre la Pologne et l'Allemagne. Dans la nuit du 21 au 22 janvier 1999 plus de 2 000 manifestants des différents syndicats installent un barrage constitué de pneus usagés et de fils barbelés sur la route nationale n°2, à un kilomètre et demi de la frontière, provoquant ainsi l'interruption complète du trafic des poids lourds entre les deux pays sur cet axe. Le 22 janvier, lors d'une conférence de presse commune, Janusz Maksymiuk, Roman Wierzbicki et Andrzej Lepper annoncent que cette action durera jusqu'à l'ouverture

¹ Selon les estimations de Grzegorz Foryś, le ZZR *Samoobrona* est impliqué dans l'organisation de seulement 18,2% des actions de protestation paysannes de l'année 1998, contre 50% pour le NSZZRI « S » et 22,7% pour les autres organisations agricoles. Cf. Foryś Grzegorz, *op.cit.*, p.157.

² Voir chapitre 2, section 1.

³ « Powołanie rządowego zespołu », *Gazeta Wyborcza*, Warszawa, 05/01/1999, p.4.

⁴ La réforme administrative adoptée le 24 juillet 1998 entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999. Les 49 voïvodies de 1975 sont refondues en seulement 16 voïvodies de plus grande superficie. Par ailleurs 379 powiats, niveau administratif intermédiaire entre la voïvodie et la commune (gmina), sont créés. Cf. « Ustawa z dnia 24 lipca 1998r. o wprowadzeniu zasadniczego trójstopniowego podziału terytorialnego państwa », disponible sur <http://www.mswia.gov.pl/portals/pl/53/1661/>, consulté le 1^{er} juillet 2010. Cf. carte des voïvodies en annexe..

par le gouvernement de nouvelles discussions sur la garantie des prix agricoles avec tous les syndicats agricoles, y compris le ZZR *Samoobrona*¹. Alors que les présidents du NSZZRI « S » et du KZRKiOR se rendent dans la soirée à Varsovie pour discuter avec le ministre de l'Agriculture et le vice-Premier ministre Tomaszewski des conditions d'ouverture de ce nouveau cycle de négociation, Andrzej Lepper rejoint les manifestants à Świecko. Parallèlement, plusieurs barrages routiers de petite taille sont mis en place à travers le pays par les structures locales des différents syndicats agricoles.

Seul responsable syndical national présent à Świecko dès le 22 janvier, Andrzej Lepper parvient une nouvelle fois à monopoliser la forte couverture médiatique accordée à cette action. Se faisant filmer sur les barricades faux à la main en train d'haranguer ses sympathisants, il multiplie les déclarations fracassantes et joue jusqu'à la caricature le rôle de leader paysan radical qu'attendent de lui les nombreux journalistes présents sur place². Surtout, renouant pleinement avec la rhétorique et la symbolique insurrectionnelles qui étaient les siennes lors des manifestations de 1992 et 1993, il rompt rapidement avec les objectifs fixés à l'action par l'intersyndicale. Lors de ses interventions, il redéfinit en effet unilatéralement le sens du barrage routier en le présentant désormais comme la première étape d'une révolte paysanne visant à renverser le gouvernement³. La rupture de Lepper avec ses partenaires du front intersyndical est consommée le 24 janvier. Ce jour-là, Janusz Maksymiuk et Roman Wierzbicki accompagnent le ministre de l'Agriculture Jacek Janiszewski sur le site de la manifestation afin de finaliser avec le président du ZZR *Samoobrona* les modalités d'organisation de nouvelles négociations. Andrzej Lepper prend prétexte du fait que les présidents du NSZZRI « S » et du KZRKiOR arrivent à Świecko dans la même voiture que le ministre de l'Agriculture pour les accuser vertement, devant une foule de journalistes et de manifestants, de s'être vendus au gouvernement et d'avoir trahi les intérêts paysans⁴. Refusant de rencontrer le ministre, il annonce, une nouvelle

¹ Cf. « Z kosą na terminal », *Gazeta Wyborcza*, 23-24/01/1999, p.4 ; « Brony i kosy w Świecku », *Rzeczpospolita*, 23/01/1999.

² Les médias ne sont d'ailleurs pas tous dupes de cette mise en spectacle des manifestations par Lepper et certains la soulignent même dans des articles dédiés au président du ZZR *Samoobrona*. Voir par exemple « Lepper idzie na wojnę », *Polityka*, n°6, 06/02/1999.

³ « Barykady Leppera », *Gazeta Wyborcza*, 26/01/1999, p.4.

⁴ Sur cet épisode, voir notamment : « Odstąpili, ale wróca », *Gazeta Wyborcza*, 25/01/1999, p.4 ; « Rolnik na granicy », *Polityka*, n°5, 30/01/1999 ; « Wicepremier Lepper i mister Hyde », *Wprost*, n°14, 2006, p.20.

fois unilatéralement, la levée immédiate du barrage routier de Świecko tout en appelant les paysans à se remobiliser dès le lendemain matin « pour bloquer tous les postes-frontières, les routes, les voies ferrées, les ponts et les bâtiments de l'administration »¹.

L'attribution d'un sens politique à l'action de Świecko, la rupture de l'intersyndicale et les appels unilatéraux à une généralisation des blocages peuvent selon nous se comprendre comme un coup tenté par le président du ZZR *Samoobrona* pour modifier en sa faveur les équilibres de la mobilisation et renforcer sa position au sein du champ de représentation de la paysannerie. En rompant avec la signification « pacifique » jusqu'ici attribuée aux actions protestataires et en dénonçant les compromissions des autres responsables syndicaux, qui, contrairement à lui, ont participé aux derniers cycles de négociations infructueux, il s'attache à se faire reconnaître comme le seul porte-parole de la paysannerie à pouvoir faire céder le gouvernement sur la question de la garantie des prix agricoles. Rejetant désormais fermement la négociation comme mode de résolution du problème des campagnes, il s'efforce d'imposer l'image d'un conflit en voie de radicalisation, dont il serait le seul à contrôler le déroulement et qui ne pourrait avoir que deux issues : l'acceptation immédiate et sans condition de l'ensemble de ses exigences ou le renversement du gouvernement. « Je suis la seule personne, que cela plaise ou non, à pouvoir faire cesser les protestations en Pologne. Or, pour que les protestations cessent, absolument toutes les poursuites à l'encontre des paysans doivent être interrompues. [...] Il faut également que les prix minimums garantis par le gouvernement des produits agricoles soient immédiatement augmentés de manière sensible », déclare-t-il ainsi au lendemain de l'action de Świecko². Véritable provocation à l'encontre des autres protagonistes de la controverse sur la situation économique de l'agriculture, en ce qu'elle se construit sur une remise en cause de l'autorité du gouvernement et de la légitimité des autres syndicats agricoles à représenter efficacement les intérêts de la paysannerie, cette tentative de redéfinition de l'identité publique du mouvement de contestation n'est pas sans risques. Tout d'abord, la capacité du président du ZZR *Samoobrona* à entretenir, dès le 25 janvier, des barrages routiers en nombre suffisamment significatif pour que ceux-ci soient perçus comme le signe d'une escalade du mouvement de contestation paysan et que

¹ Cité in : « Odstąpili, ale wróca », *Gazeta Wyborcza*, 25/01/1999, p.4.

² Cité in : « Ja Mogę Wszystko », *Gazeta Wyborcza*, Szczecin, 30-31/01/1999, p.3.

son emprise sur celui-ci soit ainsi reconnue par les différents protagonistes de la controverse sur la situation économique de l'agriculture paraît très incertaine à la fin du mois de janvier. En effet, si le ZZR *Samoobrona* s'est renforcé dans la dynamique de la mobilisation protestataire, il reste alors considéré comme le syndicat agricole le moins structuré et disposant de la base militante la plus réduite. L'action la plus importante organisée de manière autonome par le ZZR *Samoobrona* depuis le début du cycle de contestation, le blocage du poste-frontière de Bezledy le 18 août, n'a duré que quelques heures et n'a réuni, tout au plus, qu'une centaine de manifestants¹. Ensuite, l'attitude de Lepper à Świecko, unanimement dénoncée pour son radicalisme et son irresponsabilité, conduit dans un premier temps à une remise en cause de sa légitimité à s'exprimer au nom de la paysannerie. Ainsi, alors que le ministre de l'Agriculture semblait prêt à accepter la réintégration du ZZR *Samoobrona* à la table des négociations, dès le lendemain de l'action de Świecko de nombreuses voix s'élèvent au sein du Parlement et du gouvernement pour demander l'arrestation de Lepper et l'interdiction de son syndicat. « C'est avec le procureur que nous allons donner rendez-vous à Monsieur Lepper, pas avec le Premier ministre », déclare ainsi le porte-parole du gouvernement Jarosław Sellin le 25 janvier². Quant au ministre de l'Agriculture, il exclut désormais toute possibilité de discussion avec des représentants du ZZR *Samoobrona*. Tout comme le vice-Premier ministre Tomaszewski qui considère qu'il est impossible de transiger avec un syndicat dont le « leader annonce clairement que son objectif est le renversement du gouvernement et qui appelle les agriculteurs à se munir de cocktails Molotov, de barres de fer et même de grenades sur les barrages routiers »³. Les dirigeants du NSZZRI « S » et du KZRKiOR prennent eux-mêmes rapidement leurs distances à l'égard de Lepper et condamnent son attitude à Świecko. Roman Wierzbicki déclare ainsi dès le 24 janvier : « Lepper a rompu le bon déroulement de la protestation. Ce que j'accepte le moins, c'est que nous avons conduit jusqu'à Świecko des représentants du gouvernement prêts à engager des discussions sans condition. Le comportement de Lepper montre que son véritable objectif est de déstabiliser l'État ». Quant à Janusz Maksymiuk, il regrette que Lepper ait gâché « une occasion de mettre fin à la

¹ Cf. « Zmalał import zbóż », *Rzeczpospolita*, 19/08/1998.

² Cité in « Barykady Lepera », *Gazeta Wyborcza*, 26/01/1999, p.4.

³ Cité in « Lepperiada », *Gazeta Wyborcza*, 27/01/1999, p.4.

protestation en signant un accord avec le ministre de l'Agriculture qui était à notre merci à Świecko »¹.

Le 26 janvier 1999, les quotidiens nationaux consacrent de longs articles aux blocages routiers mis en place la veille par les manifestants paysans. Sous le titre « Les Barricades de Lepper », *Gazeta Wyborcza* dresse un bilan de la situation à travers le pays et dénombre alors 120 barrages routiers dans 12 voïvodies sur 16². Dans les jours suivant, le mouvement de contestation paysan ne quitte pas la une des principaux médias polonais. Les barrages routiers et la situation économique de l'agriculture s'imposent alors comme les sujets centraux de l'actualité et plusieurs articles leur sont consacrés quotidiennement dans les journaux les plus reconnus, notamment dans le plus tiré d'entre eux *Gazeta Wyborcza* [tableau 18]. Communément présenté comme « le chef de l'insurrection paysanne », Andrzej Lepper accède quant à lui au statut de vedette médiatique, chacune de ses nombreuses interventions étant abondamment relayée et commentée. Multipliant les unes de quotidiens et d'hebdomadaires³, il est omniprésent sur les plateaux de télévisions au tournant des mois de janvier et février 1999⁴.

Tableau 18 : Traitement accordé aux actions de protestation paysanne et à Andrzej Lepper dans le quotidien *Gazeta Wyborcza* du 4 janvier 1999 au 7 février 1999.

	Semaine du 4 au 10 janvier	Semaine du 11 au 17 janvier	Semaine du 18 au 24 janvier	Semaine du 25 au 31 janvier	Semaine du 1er au 7 février	Total de la période
Articles portant sur la situation économique de l'agriculture ou sur une action de protestation	0	0	3	18	21	42

¹ Cités in « Odstąpili, ale wróca », *Gazeta Wyborcza*, 25/01/1999, p.4.

² Ce chiffre, qui s'appuie sur les estimations fournies par le ministère de l'Intérieur, est également celui repris par les autres journaux. Cf. « Barykady Lepera », *Gazeta Wyborcza*, 26/01/1999, p.4 ; « Policja usuwa blokadę; Polityczna odpowiedzialność wojewodów », *Rzeczpospolita*, 26/01/1999.

³ Au cours du mois de février 1999 Lepper fait notamment la une des hebdomadaires *Polityka*, à deux reprises, et *Wprost* : « Lepper idzie na wojnę » *Polityka*, n°6, 1999 et « Zwierzę polityczne », *Polityka*, n°7, 1999 ; « Ruch oporu », *Wprost*, n°7, 1999 ; Le supplément week-end de *Gazeta Wyborcza* du 6-7 février est également consacré en grande partie au président du ZZR *Samoobrona* : « Ładny plon mi wyrósł », *Gazeta Świąteczna*, 06-07/02/1999. Andrzej Lepper attire par ailleurs l'attention de nombreux médias étrangers, voir par exemple : « Les barrages paysans se multiplient en Pologne », *Le Monde*, 27/01/1999 ; « Radikale Bauern legen Polen lahm », *Die Welt*, 27/01/1999 ; « Poland Opens Talks With Bitter Farmers », *The New York Times*, 03/02/1999.

⁴ Cf. Osrodek Badania Opinii Publicznej, « Andrzej Lepper i protesty rolników w programach TVP », Varsovie, 6-8/02/1999.

paysanne						
Dont à la "une"	0	0	1	5	7	13
Dont avec le nom de Lepper dans le titre	0	0	0	5	5	10
Dont accompagné d'une photographie de Lepper	0	0	0	2	5	7

Réalisé par nos soins. Sources : archives de *Gazeta Wyborcza* du 4 janvier 1999 au 7 février 1999.

Dans ce contexte, le ministre de l'Agriculture Janiszewski revient dès le 28 janvier sur ses déclarations antérieures et invite personnellement Lepper à faire son retour à la table des négociations afin de trouver une issue au conflit¹. Si le président du ZZR *Samoobrona* refuse dans un premier temps d'infléchir sa position et réitère ses appels à la révolte², il accepte finalement le 2 février de rejoindre les discussions déjà engagées entre le ministre de l'Agriculture, le ministre du Travail et les présidents du NSZZRI « S » et du KZRKiOR. Celles-ci aboutissent le 8 février à la signature d'un accord inédit entre les représentants du gouvernement et des trois syndicats agricoles nationaux. En prévoyant, entre autres, une augmentation de plus de 30% du prix minimum du porc, l'instauration de nouveaux crédits agricoles à taux préférentiels et la mise à la disposition de l'Agence du marché agricole de moyens supplémentaires pour stabiliser les prix agricoles, cet accord marque une très nette inflexion dans le mode d'intervention des pouvoirs publics dans le secteur agricole. Encore inenvisageable quelques semaines plus tôt, il semble surtout acter le succès de Lepper à faire plier le gouvernement et à s'imposer comme le leader incontestable du mouvement de contestation paysan. « Andrzej Lepper s'est érigé la semaine passée comme le chef de la rébellion paysanne. Il a dominé la scène politique et a poussé le gouvernement dans les cordes avant de le malmener comme un vulgaire sac de

¹ Cf. « Zaproszenie dla Leppera », *Gazeta Wyborcza*, 29/01/1999.

² Le 31 janvier, Lepper réaffirme ainsi devant les participants à un blocage routier près de Poznań son rejet de la négociation comme mode de résolution des problèmes agricoles. « Nous ne connaissons qu'une voie de sortie : tout ou rien », déclare-t-il alors. « Drogi W Blokadach », *Gazeta Wyborcza*, Poznań, 01/02/1999, p.3.

boxe », peut-on ainsi lire au début du mois de février en accroche d'un article que consacre l'hebdomadaire *Polityka* au président du ZZR *Samoobrona*¹.

Alors qu'il avait de fortes chances de jouer dans le sens inverse de celui qu'il escomptait et de conduire à une marginalisation accrue de son syndicat², le « coup » de Świecko constitue ainsi un succès indéniable pour Andrzej Lepper. Apparaissant encore comme un acteur secondaire du champ de représentation de la paysannerie à la mi-janvier, le président du ZZR *Samoobrona* parvient en effet, en imposant sa définition du mouvement de contestation dans les médias puis aux autres protagonistes de la controverse de la situation économique de l'agriculture, à légitimer en quelques jours sa prétention à être considéré comme un porte-parole incontournable de la paysannerie, comme « le » leader des paysans en colère. En d'autres termes, en parvenant à se faire reconnaître comme le seul à pouvoir offrir une solution à une situation qu'il s'est lui-même attaché à définir comme étant une crise, il obtient, pour reprendre la formule de Michel Dobry, une attestation de sa qualification charismatique³. Cette reconnaissance tient bien sûr en premier lieu au travail intense déployé par Lepper durant la période. Du 25 janvier à début février, il traverse le pays à plusieurs reprises, se rend de barrages en barrages et multiplie les conférences de presse et les réunions publiques, parfois, nous aurons l'occasion d'y revenir, en association avec des représentants d'autres groupes alors mobilisés, notamment les anesthésistes et les enseignants⁴. Cet activisme lui permet, en capitalisant sur sa relative notoriété antérieure, de capter l'attention médiatique dès l'action de Świecko et surtout de l'entretenir pendant presque deux semaines pour s'imposer symboliquement comme un acteur central de la contestation à la politique gouvernementale. L'attestation de Lepper en tant que chef charismatique des manifestants paysans repose cependant également sur d'autres acteurs que lui-même⁵, principalement, selon nous, les responsables des autres syndicats agricoles et du

¹ « Lepper idzie na wojnę », *Polityka*, n°6, 1999.

² Comme le note Michel Dobry : « si, en définitive, les provocations réussies paraissent relativement rares dans les conjonctures critiques, c'est qu'elles comportent, du fait de [leur] retraduction [par les autres protagonistes de la conjoncture], des risques sérieux de ne pas jouer dans le sens voulu par leurs promoteurs », Dobry Michel, *op.cit.* p.187.

³ *Ibid.*, p.243.

⁴ Le 1^{er} février, Andrzej Lepper prend ainsi part à une rencontre commune avec les représentants de plusieurs syndicats mobilisés contre le gouvernement, notamment l'OPZZ, le ZNP et Solidarność 80'. Cf. « Na Lep Leppera », *Gazeta Wyborcza*, 02/02/1999, p.1.

⁵ Dobry Michel, *op.cit.*, p.248.

gouvernement. Premièrement, par leurs hésitations, ses anciens partenaires de l'intersyndicale participent indirectement à renforcer la position symbolique de Lepper dans le mouvement de contestation. Tout en dénonçant l'attitude du président du ZZR *Samoobrona* à Świecko, ils annoncent immédiatement à sa suite la levée du blocage du poste-frontière, semblant ainsi attester l'autorité de Lepper sur les manifestants. Surtout, dans les jours suivants, ils n'appellent pas explicitement à l'arrêt des actions de protestation ni à la levée des barrages routiers mis en place par leurs sympathisants dès le 22 janvier. Ce faisant, ils participent à véhiculer l'image d'une forte mobilisation des agriculteurs dont Lepper apparaît comme le principal bénéficiaire. Ainsi, sur les 120 barrages dénombrés par la police le 25 janvier, qui sont présentés dans les médias comme le signe de la capacité de Lepper à mobiliser¹, une partie non-négligeable sont dans les faits organisés par des militants du NSZZRI « S » et du KZRKiOR et n'ont, semble-t-il, qu'un lien ténu avec les appels à la révolte de Lepper à Świecko. Enfin, à mesure que Lepper monopolise l'attention médiatique accordée aux actions de protestations, les responsables du NSZZRI « S » et du KZRKiOR se divisent sur l'attitude à adopter à l'égard du président du ZZR *Samoobrona* et ne parviennent guère à s'entendre sur une définition alternative du mouvement de contestation à celle que celui-ci promeut. Au nom du NSZZRI « S », Roman Wierzbicki continue à dénier toute dimension politique et révolutionnaire aux barrages routiers et s'attache toujours à les présenter comme des outils de grève « ordinaires » visant à renforcer la position des représentants paysans lors des négociations. Accusant Lepper de diviser la paysannerie, il condamne explicitement les manifestants enfreignant la loi lors d'actions de protestation². Le président du KZRKiOR Janusz Maksymiuk adopte lui une posture beaucoup plus ambiguë. Tout en appelant à une pacification de la contestation et à la réouverture des négociations dans un contexte apaisé, il refuse de condamner les déclarations provocatrices du président du ZZR *Samoobrona* et les incidents dont certains barrages sont le théâtre. Il affiche même à plusieurs reprises son soutien à Lepper, qui pourtant ne se prive pas de son côté de le critiquer³. Cette attitude paradoxale de Maksymiuk s'explique selon

¹ Le nombre effectif de barrages routiers le 25 janvier est pourtant largement inférieur aux 300 barricades dans l'ensemble du pays promis par Lepper la veille à Świecko. Cf. « Gnojowicą W Policjantów? », *Gazeta Wyborcza*, Kraków, 25/01/1999, p.1.

² « Wszystko zablokujemy », *Gazeta Wyborcza*, 30-31/01/1999, p.4.

³ À la fin du mois de janvier, il s'associe ainsi à un communiqué de Lepper par lequel ce dernier demande la légalisation des barrages routiers et la suspension de toutes sanctions à l'égard des manifestants : *Ibid.*

nous principalement par l'évolution des rapports de force au sein du KZRKiOR et notamment par l'émergence progressive d'entreprises internes de contestation de son autorité. Plusieurs responsables du syndicat, au premier rang desquels le vice-président Władysław Serafin, mettent alors en cause le manque de fermeté de Maksymiuk à l'égard du gouvernement et appellent à un investissement accru de l'arène des mobilisations protestataires par le syndicat. Ces critiques internes contraignent les prises de position de Maksymiuk et l'obligent à nuancer ses prises de distance à l'égard d'une définition du mouvement de contestation paysan comme connaissant une escalade. Deuxièmement, tout comme les dirigeants syndicaux, les membres du gouvernement peinent à s'entendre sur la définition de la situation à promouvoir et sur l'attitude à adopter à l'égard de Lepper. Si dans un premier temps, les définitions des barrages routiers comme un mode d'action illégal, devant appeler une répression ferme, et d'Andrzej Lepper comme un « terroriste », avec qui toute discussion est inenvisageable, semblent s'imposer à l'ensemble des membres du gouvernement, elles sont remises en cause dès la fin du mois de janvier par certains ministres de l'AWS. Alors que plusieurs sondages donnent à voir un soutien massif de la population aux revendications des agriculteurs ainsi qu'à la pratique des barrages routiers¹, plusieurs d'entre eux, notamment ceux de l'Agriculture, de l'Intérieur et du Travail, infléchissent en effet sensiblement leur position. Au grand dam des élus et des ministres de l'UW, Jacek Janiszewski reçoit ainsi personnellement Andrzej Lepper au ministère de l'Agriculture le 28 janvier afin de lui proposer de rejoindre la table des négociations. Il le reconnaît ainsi implicitement comme un interlocuteur légitime et incontournable pour la résolution de la crise agricole. Surtout, en maintenant son invitation malgré le refus initial du président du ZZR *Samoobrona* et en donnant l'impression de multiplier les concessions sans contreparties afin de s'assurer de sa participation aux discussions syndicat-gouvernement au début du mois de février², le ministre Janiszewski participe à

¹ Dans une note du début du mois de février 1999, l'institut de sondage CBOS publie ainsi une enquête réalisée à la fin du mois de janvier selon laquelle les manifestations paysannes sont soutenues par l'« opinion publique polonaise » : 73% des enquêtés considèrent que les revendications paysannes sont justifiées, 53% que les barrages routiers sont un mode d'action légitime et 70% que la politique agricole du gouvernement Buzek est mauvaise : « Polish Public Opinion », CBOS, Varsovie, 2, février 1999, p.3. Voir aussi : « Opinie o polskim rolnictwie na tle ostatnich protestów » Varsovie, CBOS, février 1999 et « Są powody do protestu », *Rzeczpospolita*, 04/02/1999.

² Ainsi, Jacek Janiszewski avait initialement fait de la levée des barrages routiers une condition préalable au retour de Lepper à la table des négociations. Face au refus catégorique du président du

l'émergence d'une représentation de Lepper en tant que chef incontesté des manifestants. Cette représentation, véhiculée par les médias, est rapidement reprise par d'autres acteurs, qui ne sont pourtant pas nécessairement ses partenaires¹. Elle participe à une focalisation de l'attention sur les représentants du ZZR *Samoobrona* lors des négociations entre le gouvernement et les représentants syndicaux puis à la généralisation d'une interprétation des accords du 8 février comme constituant un succès personnel de Lepper sur le gouvernement.

En dépit de la faiblesse relative de son syndicat au début de l'année 1999, Andrzej Lepper parvient ainsi en quelques semaines à s'imposer comme le principal acteur du champ de représentation de la paysannerie, comme le « leader charismatique » des paysans en colère et à marginaliser, symboliquement du moins, les autres syndicats agricoles mais aussi le PSL dans la controverse sur la situation économique de l'agriculture. Selon un sondage réalisé par l'institut OBOP au cours des négociations, près de 60% des répondants considèrent au début du mois de février 1999 que Lepper défend efficacement les intérêts de la paysannerie, le taux atteignant même les 94% chez les répondants déclarant une profession agricole².

4) La rupture des accords du 8 février : pousser un fragile avantage.

Les accords du 8 février semblent mettre fin à la « crise » ouverte par le « coup de Świecko ». Pour la première fois, des représentants du gouvernement Buzek et des trois syndicats agricoles nationaux, Roman Wierzbicki pour le NSZZRI « S », Janusz Maksymiuk pour le KZRKiOR et Ireneusz Martyniuk, le vice-président du syndicat, pour le ZZR *Samoobrona* s'entendent sur un ensemble de mesures à adopter pour

ZZR *Samoobrona* d'interrompre la contestation, il revient finalement sur cette exigence dès le début du mois de février et lève toute condition au retour de Lepper.

¹ À titre d'exemple, le président du PSL Jarosław Kalinowski et le vice-président du KZRKiOR Władysław Serafin, pourtant dirigeants d'organisations concurrentes du ZZR *Samoobrona* pour la représentation de la paysannerie, reprennent à leur compte dans certaines de leurs interventions du début du mois de février 1999 l'analogie dressée dans certains médias entre Andrzej Lepper et Lech Wałęsa, en tant que leader syndical des grèves ouvrières du début des années 1980. Wałęsa lui-même ne semble pas renier cette comparaison puisqu'il invite Andrzej Lepper à venir le rencontrer à Gdańsk. Bien que très controversée, la rencontre a lieu le 8 février. Cf. « Lepper na bohatera ? », *Gazeta Wyborcza*, 01/02/1999, p.4 et « Gdańska niedziela lidera "Samoobrony" », *Gazeta Wyborcza*, Gdańsk, 08/02/1999, p.4.

² Cf. « OK. Lepper », *Gazeta Wyborcza*, 20-21/02/1999, p.3 ; Osrodek Badania Opinii Publicznej, « Andrzej Lepper i protesty rolników w programach TVP », *art.cit.*, p.6 et p.16.

résoudre la crise économique agricole. Au moment de la signature du protocole d'accord, à 8 heures du matin après 17 heures de négociations ininterrompues, tous les participants aux négociations se félicitent de l'avancée que celui-ci constitue. Quand le ministre de l'Agriculture y voit « le début de la route que nous allons essayer de tracer conjointement avec les syndicats agricoles afin de résoudre durablement les problèmes des campagnes polonaises », le président du KZRKiOR salue « un bon début » et celui du NSZZRI « S » estime que « les agriculteurs ont obtenu beaucoup avec cet accord »¹. L'enthousiasme est cependant de courte durée. Dès le 8 février au soir, Andrzej Lepper organise une conférence de presse, retransmise en direct à la télévision, au cours de laquelle il déchire théâtralement le protocole d'accord. Désavouant son vice-président, il réitère ses appels à la généralisation des barrages routiers à travers le territoire². « Les discussions n'ont mené nulle part, aucun problème n'a été résolu. Cet accord ne mérite que la faux. C'est une insulte aux agriculteurs polonais »³, déclare-t-il alors.

La dénonciation par Andrzej Lepper des accords du 8 février, dont il apparaissait pourtant comme le principal bénéficiaire, surprend l'ensemble des protagonistes de la controverse sur la situation économique de la paysannerie et des observateurs de la vie politique polonaise. L'attitude de Lepper laisse particulièrement pantois les représentants des autres syndicats agricoles. Roman Wierzbicki la juge au nom du NSZZRI « S » « parfaitement incompréhensible » alors que le vice-président du KZRKiOR Władysław Serafin va jusqu'à demander un « examen de l'état psychologique de Monsieur Lepper »⁴. Les appels de Lepper à continuer la mobilisation, voire à la radicaliser, constituent selon nous un nouveau coup tenté par le président du ZZR *Samoobrona* afin de « pousser son avantage », de renforcer la position de principal opposant au gouvernement qu'il est parvenu à s'assurer dans les semaines précédentes. Une nouvelle fois ce coup paraît particulièrement risqué. Perçu comme la provocation de trop par les autres protagonistes de la controverse sur la situation économique de l'agriculture, il se traduit en effet par l'ostracisation immédiate du ZZR *Samoobrona* au sein du champ de représentation de la paysannerie. Refusant de suivre Lepper, les directions du NSZZRI « S » et du

¹ Cités in « Przepis na wieś », *Gazeta Wyborcza*, 09/02/1999, p.3.

² « Błokady Działa », *Gazeta Wyborcza*, 09/02/1999, p.1.

³ Cité in « Pytanie o porozumienie », *Gazeta Wyborcza*, 09/02/1999, p.2.

⁴ Cités in « Przepis na wieś », *Gazeta Wyborcza*, 09/02/1999, p.3.

KZRKiOR appellent cette fois unanimement leurs militants à cesser la contestation. « Désormais, c'est la guerre personnelle de Monsieur Lepper » déclare ainsi Roman Wierzbicki¹. Bien qu'ayant jusqu'ici défendu la légitimité des barrages routiers comme mode d'action des syndicats agricoles, le président du PSL estime lui aussi que l'heure de la contestation est passée et qu'il convient désormais de privilégier le dialogue². La dénonciation de l'accord par Lepper s'accompagne par ailleurs d'une réactualisation de sa représentation unanime en tant que « terroriste » infréquentable au sein du gouvernement. Dans les minutes suivant l'intervention de Lepper, le vice-Premier ministre Tomaszewski ordonne d'ailleurs la répression immédiate de l'ensemble des barrages routiers encore en place³. Surtout, isolé et unanimement critiqué pour son jusqu'au-boutisme, Andrzej Lepper s'avère dans un premier temps incapable d'entretenir le mouvement de contestation à un niveau comparable à celui des semaines précédentes. Ainsi, en dépit de ses appels à la mise en place de nouveaux barrages routiers, il peine à mobiliser largement et le ministre de l'Intérieur peut se féliciter dès le 9 février d'être parvenu à débloquent l'ensemble des routes du pays⁴.

Dans les semaines suivant son coup du 8 février, Andrzej Lepper radicalise encore davantage son discours. Agitant sans cesse la menace de nouvelles actions de protestation, il adjoint des exigences clairement politiques à ses revendications initiales. Le 14 février, à l'occasion d'un Conseil National du ZZR *Samoobrona*, Andrzej Lepper réclame ainsi, outre l'augmentation immédiate de l'ensemble des prix agricoles, la démission du gouvernement, la dissolution de la Diète et l'organisation d'un débat en direct sur la chaîne de télévision TVP1 entre lui et Marian Krzaklewski⁵. Président du NSZZ « S » et de l'AWS, ce dernier est alors

¹ *Ibid.*

² Voir les interviews accordées à la mi-février par Jarosław Kalinowski : « Nie pozwoli sobą poniewierać », *Zielony sztandar*, 7, 14 février 1999, p.1-2 ; « Chłopi wygrali bitwę », *Gazeta Wyborcza*, 11/02/1999, p.14.

³ Janusz Tomaszewski, par ailleurs ministre de l'Intérieur, avait jusqu'ici laissé les voïvodies libres de faire intervenir les forces de l'ordre en fonction de leur estimation des risques de dérive des différentes actions. Cf. « Blokady Dzielą », *Gazeta Wyborcza*, 09/02/1999, p.1.

⁴ « Zima wasza, wiosną Lepper », *Gazeta Wyborcza*, 10/02/1999, p.4.

⁵ La demande de Lepper de l'organisation d'un débat télévisé l'opposant au président du principal syndicat polonais, le NSZZ « S », s'inspire ouvertement du débat organisé entre Alfred Miodowicz, alors président du syndicat officiel OPZZ, et Lech Wałęsa, président du NSZZ « S » au début des années 1980, le 30 novembre 1988 et diffusé sur TVP1. La référence à ce débat historique, ayant tourné à l'avantage du second, participe selon nous de l'entreprise de l'ordre politique mise en œuvre par Lepper. Elle lui permet en effet de comparer implicitement la IIIe République au régime autoritaire

communément considéré comme le véritable chef du gouvernement. Déclarant que le ZZR *Samoobrona* compte désormais un million de membres, il promet par ailleurs, si ses exigences ne sont pas satisfaites d'ici là, de bloquer l'ensemble de la Pologne au début du mois de mars puis d'organiser une nouvelle « Marsz gwiazdzisty » vers la capitale pour renverser le gouvernement¹. Cette surenchère rhétorique accélère la marginalisation du ZZR *Samoobrona*. À l'exception du président du petit syndicat *Sierpień 80*², lui-même catalogué comme radical, la totalité des principaux responsables politiques et syndicaux, de la majorité comme de l'opposition, dénoncent en effet fermement les projets du syndicat agricole et de nombreuses voix s'élèvent pour demander sa délégalisation. Elle permet néanmoins également à Andrzej Lepper de conserver la très forte visibilité médiatique qui est la sienne depuis la fin du mois de janvier, en dépit de la levée des barrages routiers. Andrzej Lepper continu, tout au long du mois de février, d'être présenté dans les médias comme le leader des paysans en colère. Ses diverses prises de position sont largement relayées et abondamment commentées, bien plus que celles des autres prétendants à la représentation de la paysannerie, qu'il s'agisse des dirigeants des autres syndicats agricoles ou du PSL. Ainsi, bien que n'étant pas aussi spectaculaire que promis par Lepper, la première action de contestation organisée par le ZZR *Samoobrona* depuis le 8 février, un défilé dans les rues de Varsovie le 17 mars, bénéficie d'une très large couverture médiatique et lui assure une nouvelle fois la une des principaux quotidiens nationaux³. Elle témoigne surtout de la capacité de mobilisation nouvelle acquise par le syndicat depuis le début de l'année 1999. Selon les estimations de la police, ce sont en effet près de 10 000 manifestants qui participent alors au défilé organisé par le seul ZZR *Samoobrona*, soit autant que lors du défilé intersyndical du 10 juillet 1998.

de la République Populaire et, à la manière de Wałęsa au cours des années 1980, de se positionner comme le principal opposant du pouvoir en place.

¹ Sur le Conseil National du ZZR *Samoobrona* du 14 février 1999 : « Lepper znów straszy », *Gazeta Wyborcza*, 15/02/1999, p.3 ; « Lepper gwiazdzisty », *Rzeczpospolita*, 15/02/1999

² Proche d'Andrzej Lepper depuis le début des années 1990, le président de *Sierpień 80*, Daniel Podrzycki, annonce en effet au début du mois de mars que son syndicat participera à d'éventuels blocages organisés par le ZZR *Samoobrona* ainsi qu'à son projet de Marsz gwiazdzisty. Cf. « Lepper zablokuje totalnie », *Gazeta Wyborcza*, 04/03/1999, p.4.

³ Cf. « Lepper w Warszawie », *Gazeta Wyborcza*, 18/03/1999, p.1 ; « Tydzień na spełnienie postulatów », *Rzeczpospolita*, 18/03/1999, p.1.

Section 3 : La reconstruction sous contrôle des structures du ZZR

Samoobrona.

Au début de l'année 1999, la reconnaissance du ZZR *Samoobrona* comme un acteur central du mouvement de contestation paysan tient essentiellement à l'attestation de son président comme le leader charismatique et radical des « paysans en colère ». Dans les semaines suivant la levée des barrages routiers, le degré de structuration et le nombre de militants effectifs du troisième syndicat agricole national paraissent quant à eux toujours très incertains. Dans le cadre de cette section, nous nous intéresserons au travail de mise en forme organisationnelle du syndicat et d'objectivation de la nouvelle dimension que ses dirigeants prétendent qu'il a acquise lors des manifestations. En d'autres termes, nous nous pencherons sur les opérations matérielles et symboliques mises en œuvre afin de reconvertir en ressources collectives, notamment en ressources organisationnelles, le capital réputationnel accumulé, essentiellement à titre individuel, par Andrzej Lepper dans la dynamique du conflit.

Nous verrons tout d'abord que la restructuration du syndicat constitue une préoccupation majeure des responsables du ZZR *Samoobrona* dans la dynamique du mouvement de contestation. Dès la fin de l'année 1998, et avec une célérité accrue dans les premiers mois de 1999, ils s'attachent en effet à redéployer des structures locales du syndicat sur l'ensemble du territoire et à élargir sa base militante (A). Dans un contexte de réémergence de la thématique de l'unité paysanne au printemps 1999, le III^e congrès national de l'organisation le 5 mai 1999, leur offre l'opportunité de mettre en scène la vigueur de leur organisation et de la faire reconnaître par les autres protagonistes du champ de représentation de la paysannerie, et plus largement du champ politique dans son ensemble, comme un acteur avec lequel il faut compter (B).

A) Convertir en ressources organisationnelles des ressources symboliques.

Les actions de protestation paysannes mises en œuvre par le ZZR *Samoobrona* au cours des années 1998 et 1999, d'abord au sein de l'intersyndicale puis de manière autonome, constituent pour le syndicat un important foyer de recrutement et de mise

en forme organisationnelle. Dans la dynamique du mouvement de contestation, ses dirigeants s'attachent, d'une manière nettement plus centralisée qu'au début des années 1990, à accroître sa base militante et son implantation territoriale (1). L'étude localisée de l'implantation du ZZR *Samoobrona* dans le powiat de Garwolin en Mazovie, dont il était absent depuis des années, permet d'illustrer empiriquement ce processus de redéploiement des instances territoriales du syndicat (2).

1) La restructuration du syndicat : un processus centralisé.

Au printemps 1999, le ZZR *Samoobrona* présente un tout autre visage qu'un an auparavant. Apparaissant au lendemain des élections législatives de 1997 comme une organisation fragile, implantée essentiellement parmi les grands exploitants du nord-ouest du pays, le ZZR *Samoobrona* se donne en effet à voir dès les premiers mois de l'année 1999 comme l'une des plus puissantes organisations agricoles polonaises. Au lendemain des barrages routiers de janvier et février 1999, ses dirigeants affirment que le syndicat compte désormais plusieurs centaines de milliers de membres, voire un million, et est organisé sur l'ensemble du territoire¹. Loin de limiter comme dans les mois précédents son offre de représentation aux grands producteurs intégrés au marché et directement affectés par la baisse des prix agricoles, son président Andrzej Lepper s'attache par ailleurs alors à présenter le ZZR *Samoobrona* comme une organisation ayant vocation à défendre les intérêts de tous les agriculteurs, indépendamment de la taille de leur exploitation, voire des habitants des campagnes dans leur ensemble. C'est ainsi au nom de la « sauvegarde de l'agriculture et des campagnes polonaises » que le syndicat organise un défilé dans les rues de Varsovie le 17 mars 1999². S'il ne fait guère de doute que les chiffres des effectifs militants avancés par la direction sont, une nouvelle fois, très largement exagérés, la capacité inédite de mobilisation du ZZR *Samoobrona* ainsi que la pluralité des origines géographiques de ses sympathisants³ que donnent à voir cette manifestation du 17 mars témoignent indéniablement d'un accroissement sensible et d'une diversification

¹ « Sekta Wodza », *Polityka*, 13/02/1999, p.20-21.

² « Tydzień na spełnienie postulatów », *Rzeczpospolita*, 18/03/1999, p.1.

³ Cette diversité est d'ailleurs mise en scène par les participants à l'action. Comme cela se fait communément en Pologne dans les défilés, de nombreux manifestants arborent en effet des drapeaux, polonais ou du syndicat, sur lesquels est précisée leur commune ou powiat d'origine.

de la base militante du syndicat depuis le début du mouvement de contestation paysan.

Au tournant des années 1998 et 1999, Andrzej Lepper et les rares militants lui étant restés fidèles profitent de la résurgence des mobilisations protestataires pour rallier de nouveaux sympathisants et redévelopper les structures du syndicat sur l'ensemble du territoire. Comme en 1992 et 1993, la forte visibilité médiatique du syndicat, principalement de son président, ainsi que les actions de protestation, en tant qu'espaces pratiques de promotion du syndicat et de mobilisations en sa faveur de réseaux de relations préexistants, nous paraissent constituer les deux principaux vecteurs de recrutement pour le *ZZR Samoobrona*. Particulièrement à partir de la fin du mois de janvier 1999 lorsque Andrzej Lepper, érigé en leader de la révolte paysanne, accède au statut de vedette médiatique et que les barrages routiers mis en place à travers le territoire durent exceptionnellement longtemps, parfois près de deux semaines. Le processus de (re)structuration du syndicat qui accompagne l'intégration des nouveaux adhérents se distingue cependant assez nettement de celui observable quelques années auparavant. En effet, alors qu'à la fin de l'année 1992 l'organisation des structures de base du *ZZR Samoobrona* était largement « spontanée » et se déroulait à distance de la direction nationale qui concentrait quant à elle son activité sur le développement des Cercles régionaux, il apparaît beaucoup plus centralisé et rationalisé dans les premiers mois de l'année 1999. Comme l'exprime Andrzej Lepper, les responsables nationaux du syndicat semblent cette fois prêter une attention particulière à l'organisation du syndicat à tous les échelons :

« À travers nos actions de protestation, nous cherchions à bâtir une structure. On distinguait des nouveaux leaders, on faisait émerger des organisations dans les gminas puis dans les powiats. C'est de cette façon que se créait la structure de *Samoobrona*. »

Andrzej Lepper.

Entretien réalisé le 25 juin 2008 à Varsovie.

Schématiquement, le redéploiement des structures territoriales du *ZZR Samoobrona* semble s'organiser en deux temps. Tout d'abord, dès la fin de l'années 1998, des directions régionales sont remises en place dans chacune des voïvodies, au nombre de 16 suivant la nouvelle organisation administrative qui doit entrer en vigueur au 1^{er} janvier 1999. Comme en 1992, leurs responsables, pour la plupart des nouveaux

venus dans le syndicat, sont le plus souvent directement nommés par Andrzej Lepper. Ainsi Mieczysław Aszkiełowicz, qui est propriétaire d'une importante exploitation laitière, est désigné président du syndicat pour la voïvodie de Varmie-Mazurie à l'issue de sa première rencontre avec Andrzej Lepper lors d'une réunion publique à Olsztyn. De même, Krzysztof Filipek, dirigeant d'une entreprise de carrelage à Varsovie et propriétaire d'une exploitation agricole de 8 hectares dans le powiat de Węgrów (Mazovie), est promu président du syndicat en Mazovie quelques mois après avoir sollicité une entrevue avec Lepper au siège varsovien du syndicat¹. Outre leur adhésion récente au syndicat, la détention d'un certain capital économique apparaît comme le principal point commun entre les nouveaux dirigeants régionaux du syndicat nommés à la fin de l'année 1998 ; la capacité de financement sur fond propre d'actions syndicales semble en effet constituer alors l'un des principaux critères de leur sélection². Ensuite, principalement à l'occasion des barrages routiers du début de l'année 1999, des cercles locaux sont constitués dans les gminas et powiats où ont lieu des actions de contestation. Une nouvelle fois, les dirigeants de ceux-ci semblent directement désignés par les responsables régionaux du syndicat voire, parfois, par Lepper lui-même.

Ainsi, le redéploiement des structures du ZZR *Samoobrona* au tournant des années 1998 et 1999 s'apparente au type de construction organisationnel par « pénétration territoriale » défini par Angelo Panebianco³. La direction nationale du syndicat « pilote » la mise en place de Cercles régionaux dans chacune des 16 nouvelles voïvodies. Les nouveaux responsables régionaux, sélectionnés directement par le centre, sont ensuite eux-mêmes chargés d'identifier des responsables locaux afin d'organiser des structures au niveau des différents échelons administratifs mis en place par la loi de juillet 1998, les gminas et les powiats.

Ces observations générales sur la (re)structuration du ZZR *Samoobrona* au tournant des années 1998 et 1999 méritent bien sûr d'être nuancées. Les modalités de structuration effective du syndicat ainsi que les formes prises par celui-ci peuvent en effet varier sensiblement d'un site à l'autre, selon les configurations socio-politiques

¹ « Rycerze Leppera », *Rzeczpospolita*, 22/09/2001.

² « Sekta Wodza », *Polityka*, 13/02/1999, p.20-21.

³ Panebianco Angelo, *op.cit.*, p.50.

locales ou encore le maintien de cercles locaux du ZZR *Samoobrona* depuis le début des années 1990. Ainsi, alors que dans certaines régions, notamment dans les voïvodies du nord-ouest, le travail de construction organisationnelle du syndicat s'apparente à une réactivation de réseaux militants préexistants, dans d'autres régions, par exemple celle de Garwolin dans le centre-est du pays, il prend davantage la forme d'une implantation ad-hoc par l'agrégation de soutiens jusqu'ici extérieurs au syndicat¹.

2) Changement de focale : l'exemple de l'implantation du ZZR *Samoobrona* dans le powiat de Garwolin.

Le powiat de Garwolin est l'un des 379 powiats créés par la loi portant réforme de l'organisation administrative de juillet 1998. Rattaché à la voïvodie de Mazovie, il est constitué de quatorze gminas² et compte un peu plus de 100 000 habitants, dont moins d'un quart vivent en zone urbaine. Garwolin, son chef-lieu et sa principale ville, compte environ 17 000 habitants en 1999³. L'agriculture constitue, et de loin, le principal secteur d'activité du powiat de Garwolin, notamment la culture des céréales, des pommes de terres, ainsi que l'élevage de porcs et de vaches laitières⁴. À la fin des années 1990, la structure agraire du powiat est marquée par la permanence de très nombreuses « micro-exploitations » de semi-substances⁵. La superficie moyenne des plus de 15 000 exploitations agricoles que l'on dénombre alors dans le powiat ne

¹ Sur l'influence des configurations socio-politiques locales sur la construction et l'implantation des organisations politiques : Sawicki Frédéric, « Configuration sociale et genèse d'un milieu partisan. Le cas du parti socialiste en Ille-et-Vilaine », *Sociétés contemporaines*, n°20, 1994, p.83-110.

² Ces quatorze gminas sont celles de : Borowie, Garwolin miasto (ville de Garwolin), Garwolin wiejska (campagne de Garwolin), Górzno, Łaskarzew miasto (ville de Łaskarzew), Łaskarzew wiejska (campagne de Łaskarzew), Maciejowice, Miastków Kościelny, Parysów, Pilawa, Sobolew, Trojanów, Wilga et Żelechów.

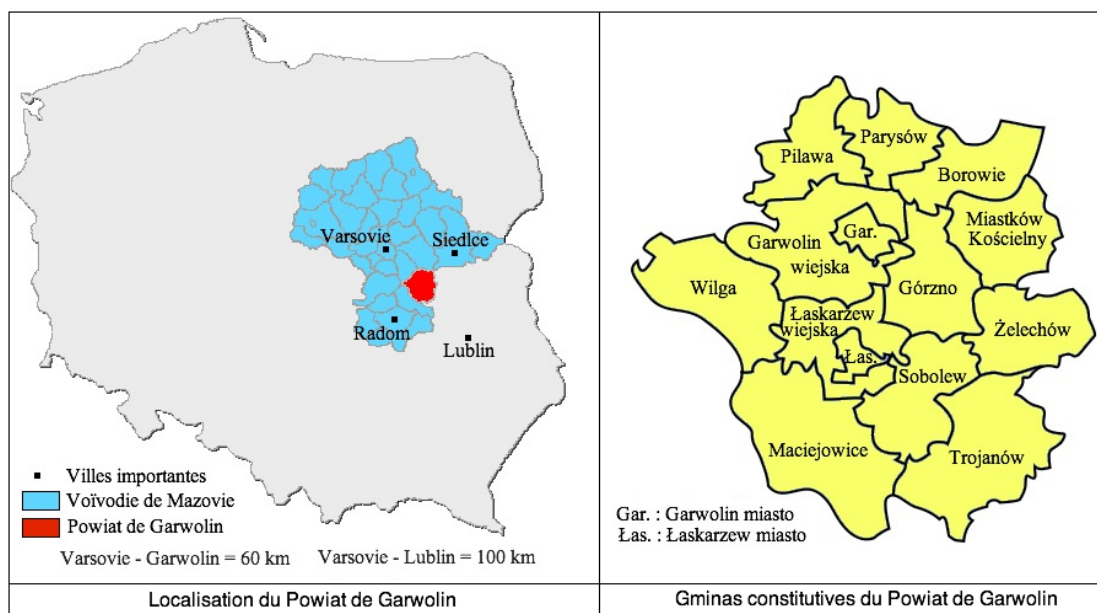
³ Cf. Kieruzal Paweł & al (dir.), *Strategia rozwoju miasta Garwolin*, Fundacja Rozwoju Demokracji Lokalnej, Garwolin-Wrocław, 2002, p.9.

⁴ Cf. <http://www.garwolin-starostwo.pl/single.php?id=63>, consulté le 20 juillet 2010.

⁵ François Bafail définit les « micro-exploitations » comme celles dont « le revenu de l'exploitation se situe en dessous du seuil de survie. Dans ces exploitations, la main-d'œuvre est très sous-utilisée. Très nombreuses en Pologne, elles couvrent moins de 5 hectares (moins de 3 hectares par actif dans les exploitations de deux actifs), ne sont pas spécialisées et dégagent de l'activité agricole un revenu insuffisant pour assurer de quoi vivre à leur propriétaire et à sa famille. Elles sont souvent exploitées par des travailleurs qui disposent d'un emploi dans un secteur autre que l'agriculture ou de revenus de transfert (retraites, pensions) et sont probablement appelés à abandonner ce type d'activité à moyen terme. Même si ces exploitations produisent peu, elles vendent néanmoins la plus grande partie de leur production sur le marché. » Cité in : Bafail François, Guyet Rachel, L'Haridon Loïc & Tardy Vladimir, *art.cit.*, p.30-31.

dépasse pas les 6 hectares, moins de 10% d'entre-elles s'étendant sur plus de 10 hectares¹. Selon une enquête réalisée au tout début des années 2000, à peine un tiers des exploitants du powiat de Garwolin tire plus de la moitié de leurs revenus de leur activité agricole², la plupart complétant leurs revenus par une autre activité professionnelle ou par la perception de retraites ou de pensions.

Cartes 3: le powiat de Garwolin.



Réalisé par nos soins.

Avant la réforme administrative de 1998, et depuis 1975, les gminas constitutives du powiat de Garwolin dépendaient de la voïvodie de Siedlce. Cette voïvodie, alors l'une des plus rurales de Pologne, se caractérisait du temps de la République populaire par la faible importance des exploitations d'État dans la structure de la propriété agricole, plus de 95% des terres agricoles étant aux mains d'exploitants individuels³. Cette spécificité explique que la région de Siedlce soit l'un des principaux sites d'émergence du mouvement Solidarité rurale au début des années 1980. Plusieurs membres fondateurs du NSZZRI « S » en sont originaires et la ville de Siedlce est le théâtre de l'une des principales actions de protestation mises en œuvre par le syndicat

¹ Cf. <http://www.garwolin-starostwo.pl/artykuly.php?id=327>, consulté le 20 juillet 2010.

² Cf. http://www.wrotamazowska.pl/msip_main/showArticle?articleId=26, consulté le 20 juillet 2010.

³ *Rolnictwo i Gospodarka Żywnościowa 1986-1990*, GUS, Warszawa, 1992, cité in Bafoil Francois, « La question agricole en Pologne : le défi de l'intégration européenne », *Les Études du CERI*, n°74, avril 2001.

avant son interdiction en décembre 1981¹. Avec le changement de régime, le syndicat retrouve rapidement une influence particulière dans la voïvodie de Siedlce, y compris dans le futur powiat de Garwolin. Aux élections législatives de 1991, le comité RL-PL, alliant le PSL-Solidarnosc et le NSZZRI « S », arrive d'ailleurs largement en tête dans la circonscription de Siedlce et y réalise même sa meilleure performance nationale avec 23,45% des voix (5,46% au niveau national). Le PSL dispose cependant également d'une bonne implantation électorale dans la région et arrive en deuxième position dans la circonscription de Siedlce lors des élections de 1991 avec 17,4% des voix (8,67% nationalement). Occupant la troisième place sur les listes du parti paysan, le responsable du KZRKiOR à Garwolin, Ryszard Smolarek retrouve le siège de député qu'il avait obtenu en 1989 sur les listes officielles du PZPR. Avec l'ancien opposant Marian Piłka, élu sur les listes du WAK, il est le seul résidant du futur Powiat de Garwolin à siéger au Parlement lors de la 1^{ère} législature.

Face à la densité des réseaux locaux du NSZZRI « S » et, dans une moindre mesure, du PSL et du KZRKiOR, le ZZR *Samoobrona* peine à s'implanter dans la voïvodie de Siedlce au début des années 1990. D'autant plus, que du fait de la structure agraire héritée du communisme et de la domination des petites exploitations individuelles, la thématique du surendettement autour duquel il s'est structuré n'a qu'une audience limitée dans la région. Un cercle régional est bien constitué dans la voïvodie, mais l'activité effective de celui-ci reste alors confidentielle. Aux élections législatives de 1993, la liste du *Samoobrona-Leppera*, constituée essentiellement de militants locaux du syndicat dont deux proviennent du futur powiat de Garwolin, ne réunit que 2,82% des voix. Arrivant en treizième position, sur dix-sept comités, elle est largement distancée par le PSL, qui obtient près de 30% des voix, et le PSL-PL qui, bien qu'en net retrait par rapport au résultat du RL-PL en 1991, réalise une nouvelle fois dans la circonscription l'un de ses meilleurs résultats au niveau national avec 10,12% des voix. Dans les années suivantes, comme dans la quasi-totalité des régions de l'est du pays, le ZZR *Samoobrona* disparaît du paysage politique et syndical de la voïvodie de Siedlce. Aux élections présidentielles de 1995, Andrzej Lepper n'y obtient que 1,99%

¹ Sur l'émergence et la structuration du NSZZRI « S » au début des années 1980 : Rambaud Placide, *art.cit.* Pour plus de précisions sur le développement du syndicat dans la voïvodie de Siedlce, on se référera au site internet très complet de la « Fondation Libre Parole » (*Stowarzyszenie Wolnego Słowa*) sur l'opposition au régime communiste dans cette région : <http://www.sws.org.pl/siedlce/>

des voix et en 1997 aucune liste du *Przymierze Samoobrona* n'y est déposée pour les élections législatives.

Au début de la Troisième législature, les organisations partisans et syndicales prétendant représenter les intérêts de la paysannerie ont perdu la place prédominante qu'elles occupaient au début des années 1990 dans la voïvodie de Siedlce. Si aux élections de 1997, le PSL y obtient toujours un résultat largement supérieur à sa moyenne nationale (20,6% contre 7,31%), il y est désormais devancé par l'AWS et par le SLD. Surtout, le parti paysan recule en nombre de voix de plus de 30% par rapport à 1993 et même de près de 10% par rapport à 1991. Tête de liste régionale du PSL comme en 1993, Ryszard Smolarek, toujours responsable du KZRKiOR à Garwolin, obtient trois fois moins de voix que quatre ans auparavant¹. De même, si le président régional du NSZZRI « S », Krzysztof Głuchowski est l'un des deux seuls élus du syndicat au Parlement et que son ancien président Gabriel Janowski est élu sur les listes de l'AWS, le poids politique et l'implantation locale des organisations héritières de Solidarité Rurale sont bien plus faibles qu'au début des années 1990. Affaiblies par les divisions, elles ne sont pas parvenues à mobiliser durablement en leur faveur la paysannerie, notamment les petits exploitants individuels qui se replient massivement dans l'abstention. Celle-ci atteint en 1997 les 55,6% dans la voïvodie de Siedlce et dépasse même les 70% dans certains gminas ruraux².

À partir de l'été 1998, les différents syndicats agricoles intensifient leur travail de mobilisation au niveau local. Ils s'attachent alors à élargir leurs soutiens afin de pouvoir « faire nombre » lors des actions de protestation qu'ils mettent en œuvre pour faire pression sur le gouvernement, notamment les défilés unitaires organisés à Varsovie en juillet et en décembre 1998. Dans cette optique, les cercles locaux du NSZZRI « S » et du KZRKiOR organisent, entre autres, le transport des agriculteurs désireux de participer aux manifestations dans les rues de la capitale. C'est

¹ En dépit de la dimension nationale qu'il a acquise en exerçant de 1993 à 1997 la fonction de secrétaire d'État auprès du ministre de l'Agriculture de 1993 à 1997 au sein des gouvernements Pawlak et Oleksy, Ryszard Smolarek ne réunit en effet plus que 5 000 voix en 1997, contre près de 16 000 en 1993, et 6 500 en 1991, alors qu'il n'était qu'en troisième position sur la liste. Sources : données de la commission électorale nationale (PKW).

² « Obwieszczenie Państwowej Komisji Wyborczej z dnia 25 września 1997 r. o wynikach wyborów do Sejmu Rzeczypospolitej Polskiej przeprowadzonych w dniu 21 września 1997 r. », PKW, Varsovie, 25/09/1997 ; « Przystosuj się albo zgiń : rozmowa z dr hab. Krzysztofem Gorlachem », *Rzeczpospolita*, 22/11/1997.

notamment le cas dans la région de Garwolin, distante d'à peine 60 kilomètres de Varsovie. Si en juillet 1998, le ZZR *Samoobrona* ne dispose pas encore de structure dans la voïvodie de Siedlce, la création d'une direction régionale du syndicat en Mazovie à la fin de l'année permet au syndicat d'organiser lui aussi la venue de manifestants originaires de la région pour le défilé du 3 décembre 1998.

C'est à cette occasion que Waldemar Chmielak s'engage pour la première fois auprès du ZZR *Samoobrona*¹. Résidant dans le gmina de Sobolew, Waldemar Chmielak est l'un des plus gros agriculteurs de la région. Son exploitation céréalière et porcine s'étend sur près de 100 hectares. Technicien agricole de formation, il est responsable d'une coopérative agricole du temps de la République Populaire. Il se met à son propre compte au début des années 1980 suite au décès de son père dont il hérite de l'exploitation de 20 hectares. En 1990, il agrandit celle-ci en achetant 80 hectares de l'ancienne ferme d'État voisine². S'il reste, de son propre aveu, relativement aisé économiquement à la fin des années 1990, Chmielak est directement affecté par la baisse sensible du prix des céréales puis du porc à partir de 1997. Contrairement à la plupart des exploitants agricoles de la région, il tire en effet l'essentiel de ses revenus de la vente de sa production agricole. Adhérent du ZSL par le passé, Chmielak n'a plus aucune activité syndicale ou politique depuis des années lorsqu'il adhère au ZZR *Samoobrona* à l'occasion de la manifestation du 3 décembre 1998.

« J'ai été adhérent du ZSL, mais jamais du PSL. C'était un groupement unifié, ça n'est qu'après que ça s'est transformé en PSL. Après mes études, j'ai été le responsable d'une coopérative des cercles agricoles... Occupant un poste de dirigeant je n'avais pas le choix, soit j'adhérais au PZPR, soit au ZSL. J'ai choisi le ZSL et j'y suis resté tant que je travaillais [à la coopérative]. Ensuite mon action politique est morte d'une mort naturelle durant quelques années. Bien que les collègues du PSL m'encourageaient à dépoussiérer ma carte de membre et à revenir chez eux, c'est seulement quand Lepper [a émergé] que j'ai décidé de me lancer à nouveau. [...] J'avais entendu parler de *Samoobrona* et de Lepper au début des années 1990, mais alors je n'y prêtais pas attention. Ceux qui ont commencé à manifester [avec *Samoobrona*] ce sont ceux qui étaient endettés. Moi il se trouve que je n'étais pas endetté, donc je ne me sentais pas concerné, je ne faisais pas attention. Tant que ça allait relativement bien pour moi... C'est seulement à partir de 1998 que j'ai commencé à m'engager activement. Je crois

¹ « Jak To Było Na Blokadzie », *Gazeta Wyborcza*, Lublin, 06-07/02/1999, p.4.

² Cf. « Buitenland wil ons Polen alleen maar uitzuigen », *NRC Handelsblad*, 22/07/2002, p.4 ; traduit en polonais in, *Media Zagraniczne o Polsce*, Departament Systemu Informacji MSZ, n°141, 25/07/2002.

que la situation à la campagne s'est profondément aggravée à ce moment-là, oui c'est pour ça. En 1998 les prix ont fortement baissé... »

Waldemar Chmielak.

Entretien réalisé le 13 juin 2008 à Garwolin.

Exploitant au profil atypique dans la région de Garwolin, Waldemar Chmielak semble ainsi se rapprocher du ZZR *Samoobrona* principalement du fait de la détérioration de sa situation économique personnelle à partir de l'année 1997 et de sa sympathie pour Andrzej Lepper, dont le parcours professionnel n'est d'ailleurs pas sans similitude avec le sien. Lorsqu'il adhère au syndicat, celui-ci ne dispose plus de structures dans la région de Garwolin. Immédiatement, Chmielak est promu responsable du Cercle local de Garwolin par le nouveau président du ZZR *Samoobrona* pour la région de Mazovie, Krzysztof Filipek qu'il a rencontré lors de la manifestation de Varsovie. Dans les faits, ce cercle local réunit alors tout au plus une poignée de militants¹. À la fin du mois de janvier, Waldemar Chmielak traverse la Pologne dans un car affrété par la direction régionale du syndicat pour prendre part au blocage du poste-frontière de Świecko. Cette première participation à un barrage routier est pour lui l'occasion d'un apprentissage de ce mode d'action protestataire.

« Tout a commencé par le blocage de la frontière à Świecko, il faisait froid déjà. Je me rappelle qu'on [les forces de l'ordre] nous faisait des obstacles, qu'on ne voulait pas nous laisser accéder à la frontière. Mais, après quelques kilomètres à pied, car ils nous ont fait arrêter le car en amont, nous y sommes arrivés.... Alors, lors de ce blocage, nous nous sommes rendus compte qu'ils avaient peur de nous. Nous étions là, sur la barricade, et nous faisons ce qui nous plaisait. À ce moment-là, moi et d'autres, nous avons commencé à téléphoner à travers le pays pour essayer d'organiser de tels blocages sur les routes. Même s'il ne restait plus grand monde du syndicat, peu de monde était resté chez soi. Il y avait une atmosphère particulière, ça semblait si simple, alors que chez nous, on ne savait pas comment s'y prendre. C'est seulement quand nous sommes rentrés de la frontière, que nous nous sommes dispersés à travers le pays, que chacun a essayé de faire pareil chez soi. »

Waldemar Chmielak.

Entretien réalisé le 13 juin 2008 à Garwolin.

Le 25 janvier, au lendemain de la levée du blocage de Świecko, on dénombre cinq barrages routiers dans la voïvodie de Mazovie. Trois d'entre eux, organisés par le NSZZRI « S », sont rapidement levés. Les deux derniers, tous localisés dans le powiat

¹ Entretien avec Waldemar Chmielak réalisé à Garwolin le 23 septembre 2006.

de Garwolin, vont durer près de deux semaines. Waldemar Chmielak participe à la mise en place du principal d'entre eux, sur la route nationale 17 reliant Varsovie à Lublin à hauteur de Gończyce dans le gmina de Sobolew. Réunissant initialement quelques dizaines de sympathisants du ZZR *Samoobrona* mais surtout du NSZZRI « S », le barrage est progressivement rallié par de nouveaux participants, dont la grande majorité n'appartiennent à aucune organisation syndicale ou partisane, pour réunir plusieurs centaines de manifestants au début du mois de février. En dépit de l'inconsistance originelle du cercle local du ZZR *Samoobrona*, Waldemar Chmielak profite de la notoriété et de l'image de « chef de l'insurrection paysanne » acquises par Lepper pour être rapidement reconnu comme le principal responsable du barrage, que ce soit par les participants eux-mêmes, par les nombreux journalistes qui couvrent l'action ou encore par les différentes autorités locales. Malgré les altercations avec les forces de l'ordre et avec certains conducteurs dont elle est le théâtre, l'action de Gończyce bénéficie d'un large soutien dans le powiat.

« C'est à partir des barrages routiers du début de l'année que j'ai commencé à agir de manière très active. Sur les lieux des blocages le soir il y avait des milliers de gens, peut-être que les médias y contribuaient un peu car ils venaient de plus en plus nombreux. Nous avons eu une très grande altercation avec la police, ça a été tenu secret, mais je crois que c'est le seul barrage qui a opposé une résistance. Nous avons fait exploser complètement les sections de police qui étaient venues sur place... Les policiers se sont enfuis dans la forêt, dans leurs voitures. Je crois même qu'il y a en une vingtaine qui se sont retrouvés à l'hôpital. Le lendemain, je pensais qu'on allait se faire enfermer. Mais quand ils sont revenus le matin, ils ont simplement balayé les balles, car il y a eu des tirs avec des balles en caoutchouc...[...] Et ensuite, comme je l'ai dit, les médias ont fait remonter l'information, ils en ont parlé. Et alors les gens venaient au barrage. Ils venaient se voir à la télévision, car tous les soirs il y avait la télévision, la presse, les médias... Nous avions les pompiers avec nous, c'était une sécurité supplémentaire car nous nous attendions à ce que les ZOMO [équivalent des CRS] arrivent. [...] Tout le monde commençait à gagner en confiance. C'est comme ça quand il y a beaucoup de monde. Ça a été long, pendant ces deux semaines on était là jour et nuit. Beaucoup de gens nous aidaient, les maires, les hommes d'affaires, tous commençaient à s'impliquer. On nous apportait des repas, des saucisses... [...] Les maires, le staroste, nous aidaient car ils savaient qu'une nouvelle force était en train de se créer, qu'il y avait un grand désarroi dans le pays, ils craignaient tous ce Lepper, ils se disaient qu'il était peut-être en train de se passer quelque chose... Moi j'organisais l'ordre d'arrivée, quel maire, quel jour, ce qu'il devait apporter. Mais même sans que l'on soit obligé de demander, tout le monde aidait de manière bénévole. Comme je l'ai dit, les hommes d'affaires locaux nous aidaient, mais personne ne parlait d'argent, il s'agissait seulement de nourrir les manifestants, car il faisait froid, il y avait du gel ... même le prêtre nous aidait, il a nous a prêté une tente, des haut-parleurs ... »

Waldemar Chmielak.

Entretien réalisé le 13 juin 2008 à Garwolin.

Au moment de la levée du barrage routier de Gończyce, qui a rythmé la vie du powiat pendant près de deux semaines, Waldemar Chmielak apparaît comme le principal bénéficiaire de l'action de protestation. Son activisme lors de celle-ci mais surtout son statut de représentant local du *ZZR Samoobrona*, et donc d'Andrzej Lepper, lui permettent en effet de se faire reconnaître comme un acteur incontournable de la vie politique locale, comme le porte-parole des paysans en colère. La notoriété locale acquise à l'occasion du barrage routier et l'attestation charismatique par délégation dont il dispose du fait de son assimilation à Andrzej Lepper lui permettent de rallier rapidement au *ZZR Samoobrona* de nombreux soutiens dans le powiat de Garwolin. Suivant les directives des directions nationales et régionales, il s'attache dans les semaines suivant la levée du barrage routier à faire adhérer au syndicat ses nouveaux sympathisants et à organiser des cercles locaux dans les différentes gminas du powiat.

« C'est à ce moment-là, après la vague de manifestations, que nous avons commencé à nous déplacer à travers le powiat, de gmina en gmina. Dans pratiquement toutes les gminas nous parvenions à monter des structures [du *ZZR Samoobrona*]. A ce moment-là, énormément de monde adhérait. Moi j'étais connu ici, j'étais présenté en tant que leader dans les médias. Tout le monde savait qui j'étais. J'étais considéré comme un rebelle important : « il a paralysé le trafic routier et pourtant il est libre, personne ne peut rien contre lui ». J'étais une sorte d'idole durant un certain temps ... Pourtant j'ai eu des procès, j'ai même été condamné, mais ils m'ont condamné à payer quelque chose comme six zloty, une amende symbolique. Personne n'a été puni. [...] Je ne pensais vraiment pas que ça serait si tranquille, j'avais créé tant d'embrouilles. Donc organiser des structures du syndicat à travers les gminas, c'était très facile à ce moment-là. Tout le monde adhérait volontiers. Nous étions en train de créer un syndicat, pas un parti mais un syndicat, et tout le monde se joignait volontiers à nos revendications, à nos actions. Peu de temps après Lepper a à son tour été jugé¹. Je n'ai eu aucun problème à organiser trois cars remplis de gens du powiat pour aller manifester devant le tribunal à Lublin. Je n'ai jamais eu de soucis, à l'époque tout le monde était volontaire, les gens croyaient très fort en Lepper. »

Waldemar Chmielak.

Entretien réalisé le 13 juin 2008 à Garwolin.

¹ Dès le mois de février 1999, Andrzej Lepper doit faire face à plusieurs procès pour sa responsabilité dans l'organisation d'actions de protestation illégales, en l'occurrence les barrages routiers de la fin du mois de janvier. L'un d'entre eux se déroule au Tribunal de Lublin. En dépit des peines de prison avec sursis qu'il a accumulées dans les années précédentes, Lepper n'écope finalement que de peines symboliques lors de ces différents procès. Cf. « Śpiewy "Samoobrony" », *Gazeta Wyborcza*, 24/02/1999, p.1 ; « Andrzej Lepper w poczekalni », *Gazeta Wyborcza*, 13/04/1999, p.10 ; « Mała szansa na wykonanie kary », *Rzeczpospolita*, 16/04/1999.

Au début de l'année 1999, on assiste ainsi au développement rapide de la base militante *ZZR Samoobrona* dans le powiat de Garwolin et à la genèse de structures du syndicat dans la plupart des gminas. Alors qu'il en était encore complètement absent quelques semaines auparavant, le *ZZR Samoobrona* est parvenu dans la dynamique du mouvement de contestation à mobiliser de nombreux soutiens dans cette région, dont la structure agraire est pourtant dominée par les petites exploitations faiblement intégrées au marché, en se faisant reconnaître, principalement par le biais de son président Andrzej Lepper, comme le représentant, non plus seulement des grands agriculteurs capitalistes, mais plus largement de l'ensemble des habitants des campagnes. En dépit de son image subversive au niveau national, le *ZZR Samoobrona* est accepté sans difficulté comme un acteur légitime de la configuration politique locale. Agriculteur connu et respecté dans la région, Waldemar Chmielak, nommé dès le mois de mars président du Cercle du powiat de Garwolin et vice-président du Cercle de voïvodie de Mazovie, entretient de bonnes relations avec la plupart des élus locaux ainsi qu'avec les responsables locaux du KZRKiOR et du NSZZRI « S ». Si de vives tensions opposent les dirigeants nationaux des différents syndicats agricoles, dans le powiat de Garwolin les rapports entre leurs représentants locaux apparaissent relativement pacifiés et sont dominés par la thématique de l'unité du mouvement paysan. Plus que comme un concurrent, le *ZZR Samoobrona* est ainsi perçu, dans un premier temps du moins, comme un partenaire légitime pour la défense des intérêts de la paysannerie.

« Ici, dans les sphères basses, nous étions tous ensemble, même si dans les hautes sphères ça ne fonctionnait plus. [...] On organisait des réunions communes, car je connaissais bien les responsables du KZRKiOR agricoles et de Solidarité Rurale de Wierzbicki. [...] Alors qu'en haut, ils se disputaient sévèrement, les chefs s'attaquaient les uns les autres, [...] nous, en bas, nous étions plutôt ... nous essayions plutôt de travailler ensemble. Ici, en bas, tout le monde était pour une réunification [des organisations paysannes], mais en haut, si l'on regardait, il n'y avait pas de véritable union, malheureusement il s'agit de la direction... Ici en bas, ça se passait bien, et plus on se trouvait haut, plus les relations se détérioraient... »

Waldemar Chmielak.

Entretien réalisé le 13 juin 2008 à Garwolin.

Sans nier les spécificités de chaque site, on peut sans risque faire l'hypothèse que le processus de construction organisationnelle du ZZR *Samoobrona* suit, dans la plupart des régions d'où le syndicat était absent au cours des années précédentes, des modalités comparables à celles que nous venons de mettre en évidence à partir de l'exemple du powiat de Garwolin. Les actions de protestation, notamment les barrages routiers, constituent le principal espace de promotion de l'offre de représentation du syndicat et de mobilisation de soutiens, que des responsables locaux désignés par la direction nationale ont ensuite à charge de convertir en adhésion et d'organiser au sein de cercles de powiats et de gminas.

B) Objectiver la puissance du ZZR Samoobrona.

À la mi-mars 1999, la reconflictualisation des rapports entre le gouvernement et les dirigeants du NSZZRI « S », du KZRKiOR et du PSL suite à la démission forcée du ministre de l'Agriculture Jacek Janiszewski conduit à la réémergence du thème de l'unité paysanne et à une pacification des relations entre le président du ZZR *Samoobrona* et les autres responsables paysans (1). Dans ce contexte, le III^e congrès national du ZZR *Samoobrona* le 5 mai apparaît comme une véritable démonstration de force, objectivant la nouvelle dimension acquise par le syndicat et sa reconnaissance comme un acteur incontournable du champ de représentation de la paysannerie (2).

- 1) La fin de l'isolement : la reconnaissance du ZZR *Samoobrona* comme un interlocuteur incontournable du champ de représentation de la paysannerie.

Le 16 mars, la veille du défilé dans les rues de la capitale prévu par le ZZR *Samoobrona*, le ministre de l'Agriculture Jacek Janiszewski est poussé à la démission par le Premier ministre Jerzy Buzek. Outre son implication dans un scandale financier, il lui est reproché sa mauvaise gestion de la crise agricole et des négociations avec les représentants des syndicats agricoles, notamment Andrzej Lepper¹. Ce départ a lieu alors que de vifs conflits internes secouent la coalition gouvernementale. Depuis plusieurs semaines, la direction de l'UW multiplie les

¹ « Rząd bez Janiszewskiego », *Rzeczpospolita*, 16/03/1999 ; « Minister odchodzi », *Gazeta Wyborcza*, 16/03/1999, p.1.

critiques à l'encontre de certains ministres de l'AWS, notamment ceux de l'Education, du Travail et de l'Agriculture. Remettant en cause leur compétence, elle appelle à un remaniement en profondeur du gouvernement afin d'« améliorer son efficacité »¹. À l'inverse, plusieurs responsables de l'AWS dénoncent l'influence néfaste exercée par certains ministres de l'UW sur l'action gouvernementale, principalement Leszek Balcerowicz à qui ils font ouvertement porter la responsabilité de la chute de popularité du gouvernement dans les sondages². À rebours des consignes du président de l'AWS Marian Krzaklewski, quelques députés du club parlementaire de la formation menacent même de voter la motion de censure déposée contre le ministre des Finances par le PSL le 19 février³. La démission forcée de Jacek Janiszewski exacerbe ces tensions préexistantes entre les différents coalisés, d'autant plus que dans les jours suivants la plus grande incertitude règne quant à l'identité de son successeur. Si les dirigeants du SKL, le parti membre de l'AWS dont était issu Janiszewski, exigent que le ministère de l'Agriculture soit à nouveau confié à l'un d'entre eux, plusieurs responsables de l'UW, soupçonnés d'avoir orchestré en sous-main le départ du ministre, ne cachent guère leur souhait de voir ce portefeuille attribuer à une personnalité issue de leur parti. Le secrétaire général de l'UW, Mirosław Czech, estime ainsi dès l'annonce de la démission de Janiszewski : « Je rappelle que depuis 1989 le ministère de l'Agriculture a été confié à un homme politique issu d'un groupement paysan ou agrarien. Peut-être qu'il est aujourd'hui temps de remettre en cause cette pratique pour que la situation des campagnes et de l'agriculture s'améliore »⁴.

¹ Cf. « Wkrótce rozmowy o reorganizacji rządu », *Rzeczpospolita*, 11/02/1999.

² « Rekordowy spadek ocen rządu i premiera », *Rzeczpospolita*, 10/02/1999 ; « Lider AWS ocenia rząd », *Rzeczpospolita*, 18/02/1999.

³ La motion de censure contre Leszek Balcerowicz est déposée le 19 février par le club parlementaire du PSL, qui entend ainsi, pour reprendre les mots de son président : « dénoncer publiquement la politique libérale antisociale et anti-polonaise dont il est à l'origine et grâce à laquelle l'économie nationale est aujourd'hui à genoux ». Elle est soumise au vote des députés le 18 mars et est rejetée par 228 voix contre 180. Hormis le club parlementaire du PSL dans son ensemble et la grande majorité des députés du SLD, la motion est votée par le cercle parlementaire du ROP de Jan Olszewski ainsi que par une dizaine de députés élus sur les listes de l'AWS, dont trois (Adam Biela, Gabriel Janowski et Ryszard Matusiak) appartiennent toujours au moment du vote à son club parlementaire. Sur ce vote : cf. « Szturm na Balcerowicza », *Gazeta Wyborcza*, 18/03/1999, p.1 ; « Pieniądze i jaja », *Gazeta Wyborcza*, 19/03/1999, p.1 ; « Balcerowicz górą », *Rzeczpospolita*, 19/03/1999.

⁴ « Rząd bez Janiszewskiego », *Rzeczpospolita*, 16/03/1999.

Le départ de Janiszewski et la possibilité, dans un premier temps non démentie par Buzek¹, de voir un proche de Balcerowicz le remplacer au ministère de l'Agriculture sont interprétés par les dirigeants du KZRKiOR, du NSZZRI « S » et du PSL comme les signes d'une possible remise en cause du contenu des accords du 8 février. Dans ce contexte, ils redéfinissent le sens du défilé unitaire de leurs organisations dans les rues de Varsovie le 21 mars, programmé depuis le début du mois. Alors qu'initialement cette manifestation avait simplement vocation à témoigner de leur détermination et à faire pression sur le gouvernement pour la mise en œuvre rapide des mesures définies le 8 février, elle est désormais explicitement présentée comme un rassemblement anti-Balcerowicz et comme la potentielle première étape de leur réinvestissement de l'arène des mobilisations protestataires. Ainsi, le 21 mars, nombreuses sont les pancartes arborées par la dizaine de milliers de manifestants à appeler, parfois en des termes fleuris, à la démission du ministre des Finances². De même, les critiques de Balcerowicz et de son influence sur la politique gouvernementale dominent les discours tenus à l'issue du défilé par les présidents du NSZZRI « S », du KZRKiOR et du PSL, ainsi que par plusieurs responsables politiques de premier plan qui se sont joints à l'action, notamment le président du SLD, Leszek Miller, l'ancien Premier ministre Jan Olszewski du ROP et même l'ancien ministre de l'Agriculture Gabriel Janowski, pourtant député de l'AWS. La conflictualisation des rapports entre le gouvernement et les représentants des organisations paysannes du fait de l'incertitude quant à l'identité du futur ministre de l'Agriculture favorise également la réémergence, à l'occasion de la manifestation du 21 mars, de la thématique de l'unité du mouvement paysan. Lors du défilé, Janusz Maksymiuk, Roman Wierzbecki et Jarosław Kalinowski multiplient en effet les appels à la reconstitution d'un front paysan unitaire, et donc, en dépit des vifs antagonismes qui les opposent depuis le début du mois de février à son président, à un rapprochement avec le ZZR *Samoobrona*³. Ce changement d'attitude à l'égard du syndicat de Lepper doit selon nous se comprendre à la fois comme un coup tactique visant à accroître la pression sur le Premier ministre avant la nomination du nouveau ministre de l'Agriculture, la perspective d'une alliance avec un syndicat agricole

¹ « Buzek nie chce Balasza », *Rzeczpospolita*, 19/03/1999.

² Par ailleurs, le slogan « Balcerowicz musi odejść » (Balcerowicz doit dégager), est, selon les journalistes couvrant la manifestation, le plus scandé par les participants au défilé. Voir les comptes-rendus de la manifestation dans les quotidiens nationaux : « Politycy i rolnicy », *Gazeta Wyborcza*, 22/03/1999, p.7 et « Chłopi razem, ale oddzielnie », *Rzeczpospolita*, 22/03/1999.

³ « Chłopi razem, ale oddzielnie », *Rzeczpospolita*, 22/03/1999.

unanimement stigmatisé pour son radicalisme crédibilise en effet leurs menaces de réinvestissement de l'arène des mobilisations contestataires, et comme une reconnaissance de la représentativité de celui-ci dans les campagnes. Ayant fait la preuve de sa capacité de mobilisation en réunissant de manière autonome autant de manifestants dans les rues de Varsovie le 17 mars que les deux autres syndicats agricoles et le PSL réunis le 21, le ZZR *Samoobrona* semble désormais être perçu comme un acteur majeur du champ de représentation de la paysannerie par les autres protagonistes de celui-ci.

Si c'est finalement le candidat du SKL, Artur Balasz, qui est nommé au poste de ministre de l'Agriculture le 25 mars¹, les présidents du NSZZRI « S », du KZRKiOR et du PSL maintiennent leurs appels à l'unification du mouvement paysan dans les derniers jours du mois de mars et confirment leur politique de la main tendue à l'égard du ZZR *Samoobrona*. Alors que dans les semaines précédentes Andrzej Lepper n'était guère avare de critiques à l'encontre des autres syndicats agricoles nationaux, dont il dénonçait notamment régulièrement les compromissions avec le gouvernement, il saisit finalement au début du mois d'avril cette opportunité de rompre l'isolement de son syndicat. À l'occasion du XIe congrès national du KZRKiOR auquel il est convié les 12 et 13 avril, il renoue ainsi avec la rhétorique « unioniste » à laquelle il avait renoncé depuis l'action de Świecko. Tout en réaffirmant son rejet de l'accord du 8 février, il appelle alors, avec le zèle des nouveaux convertis, à la réactivation de l'intersyndicale agricole, à la définition d'une stratégie d'action commune et même, à terme, à la création d'une confédération syndicale unique unissant les différents syndicats agricoles. « En dépit des animosités qui ont pu exister par le passé entre les différents syndicats agricoles, nous nous devons désormais de nous unir », déclare-t-il ainsi en clôture de son discours devant les délégués du KZRKiOR, les dirigeants de la plupart des autres organisations paysannes, dont le PSL et le NSZZRI « S », ainsi que plusieurs représentants des pouvoirs publics, dont le nouveau ministre de l'Agriculture Artur Balasz². Au lendemain du congrès du KZRKiOR, Andrzej Lepper accepte même de rejoindre les représentants du KZRKiOR et du NSZZRI « S » autour de la table des négociations avec le gouvernement. Dès son arrivée au ministère de l'Agriculture, Artur Balasz

¹ « Nowi ministrowie z AWS », *Gazeta Wyborcza*, 27-28/03/1998, p.1.

² « Trzeba być razem », *Zielony Sztandar*, 25/04/1999, p.1 et p.3

initie en effet un nouveau cycle de concertation, visant à préciser les modalités de mise en œuvre du « Pacte pour l'agriculture » prévu par les accords du 8 février, auquel il convie « l'ensemble des groupes professionnels et des forces politiques actifs dans les campagnes » et donc, en rupture avec son prédécesseur, le ZZR *Samoobrona*¹.

C'est dans ce contexte de pacification des relations entre les principaux protagonistes du champ de représentation de la paysannerie, lié au réinvestissement par l'ensemble de ceux-ci, bien que pour des raisons variables, de la thématique de l'unité du mouvement paysan, que le ZZR *Samoobrona* organise son III^e congrès National, le premier depuis 1995.

2) Le congrès du 5 mai 1999 : un nouvel « acte d'institution ».

Le 5 mai 1999, plus de deux mille délégués du ZZR *Samoobrona* se réunissent dans la grande Salle des congrès du Palais de la Culture et de la Science de Varsovie, là même où se tenaient les congrès du PZPR du temps de la République Populaire. Des drapeaux du syndicat recouvrent les murs de la salle et une imposante banderole sur laquelle on peut lire « ZZR *Samoobrona* : nous défendons la terre polonaise » surplombe la tribune². Ce congrès fastueux est l'occasion pour la direction du ZZR *Samoobrona* d'objectiver la nouvelle dimension acquise par leur organisation au cours des manifestations paysannes et de faire attester par les nombreux responsables syndicaux et politiques y assistant son statut d'acteur majeur du champ de représentation de la paysannerie. Des dirigeants de l'ensemble des organisations revendiquant leur identité paysanne, dont bien sûr le PSL, le KZRKiOR et le NSZZRI « S », de nombreux partis d'opposition, principalement de gauche, des principaux syndicats professionnels, à l'exception du NSZZ « S », mais aussi des représentants des pouvoirs publics, dont le ministre de l'Agriculture et le conseiller à l'agriculture du Président, honorent le congrès de leur présence³.

¹ « Artur Balaszs, nowy minister rolnictwa dla Chłopskiej drogi », *Chłopska droga*, 04/04/1999.

² « Obronimy się polska ziemi ! », *Chłopska droga*, 16/05/1999.

³ Sont ainsi présents, entre autres, le président nouvellement élu du KZRKiOR Władysław Serafin, le président du PSL Jarosław Kalinowski, le vice-président du NSZZRI « S » Andrzej Rył, le président du PLD Roman Jagieliński, le vice-président du SLD Jacek Piechota, le président de l'OPZZ Józef Wiaderny, le président du PPS (classé à l'extrême-gauche) Piotr Ikonowicz, le général Tadeusz

Devant ces invités et une salle comble, Andrzej Lepper s'attache lors de son intervention à présenter le syndicat comme un groupement extrêmement puissant, comptant de nombreux militants à travers tout le pays :

« C'est déjà la troisième fois que nous nous rencontrons à l'occasion d'un congrès National du ZZR *Samoobrona*. Mais il suffit de regarder cette salle remplie jusqu'à ras bord de délégués de notre syndicat pour prendre conscience qu'aujourd'hui, *Samoobrona* n'est plus le mouvement d'autodéfense spontané, peu organisé, qu'il était il y a quelques années. Aujourd'hui *Samoobrona* est revenu à la vie comme une force sociale puissante, organisée, en mesure d'agir au niveau national, dans chaque recoin du pays, afin de défendre les intérêts vitaux des campagnes polonaises et de leurs habitants. [...] Nous n'avons pas seulement des milliers de membres dans toutes les voïvodies, mais aussi des centaines de milliers de sympathisants dans tout le pays »¹.

Afin de donner à voir le degré de structuration avancé du syndicat que revendiquent ses dirigeants un organigramme détaillé de l'organisation, précisant les noms des membres du Bureau national et des présidents du syndicat dans chacune des voïvodies, est par ailleurs élaboré à l'occasion du congrès. Seul candidat à sa propre succession, Andrzej Lepper se fait quant à lui réélire triomphalement à la tête du syndicat par acclamation.

L'image d'un syndicat massif, fortement structuré et uni comme un seul homme derrière Lepper que le congrès donne à voir est abondamment reprise par les nombreux journalistes y assistant. Alors qu'un mois auparavant seuls de rares entrefilets rendaient compte du congrès national du KZRKiOR, qui réunissait pourtant un nombre équivalent de participants, celui du ZZR *Samoobrona* obtient en effet une très large couverture médiatique, s'assurant la une des principaux médias nationaux.

Wilecki (chef d'état-major des armées polonaises de 1992 à 1997 réputé proche du SND, un parti nationaliste se revendiquant de Roman Dmowski), Leszek Bubel (ancien député du PPPP et candidat à la présidentielle en 1995) ou encore Bohdan Poręba (ancien responsable de l'Union Patriotique «Grunwald » et candidat sur les listes *Samoobrona*-Leppera aux élections de 1993). Assistent également au congrès, le nouveau ministre de l'Agriculture Artur Balacz, le secrétaire d'État de la chancellerie du président et ancien ministre de l'Agriculture Andrzej Śmietanko, le président de l'Agence Immobilière Agricole du Trésor de l'État, lui-même ancien ministre de l'Agriculture, Adam Tański et le président national des Chambres Agricoles Józef Waligóra. Cf. « Goście Leppera », *Gazeta Wyborcza*, 06/05/1999, p.1 ; « Partia Wodza », *Polityka*, n°20, 15/05/1999 ; « Atrakcyjny Lepper », *Rzeczpospolita*, 06/05/1999, p.1 ; « Obronimy się polska ziemia ! », *Chłopska droga*, 16/05/1999.

¹« Wystąpienie Prewodniczącego Andrzeja Leppera », Varsovie, 05/05/1999 : www.Samoobrona.org.pl, consulté le 20 juillet 2010.

Elle est également attestée par les différents invités au congrès qui, par leur seule présence, témoignent de leur reconnaissance du syndicat comme un acteur avec lequel il faut compter dans le champ politique. De Władisław Serafin, qui a succédé à Janusz Maksymiuk à la tête du KZRKiOR, au président du PPS Piotr Ikonowicz en passant par le représentant de la présidence Andrzej Śmietanko, tous insistent lors de leur allocution devant les délégués sur la position centrale acquise par le ZZR *Samoobrona* dans le mouvement paysan. Interrogé sur la réintégration du ZZR *Samoobrona* à la table des négociations, le ministre Balasz lui-même admet devant les journalistes de *Gazeta Wyborcza* : « Le fait est que *Samoobrona* est aujourd'hui l'un des trois syndicats agricoles les plus importants. C'est un partenaire social incontournable. Et je ne saurais le considérer autrement afin de ne pas lui donner des raisons de changer l'attitude responsable qu'il a adoptée [depuis que je suis ministre]»¹.

Néanmoins, le III^e congrès du ZZR *Samoobrona* ne se réduit pas à une mise en scène de l'importance acquise par celui-ci dans le champ de représentation de la paysannerie. Il constitue également pour ses dirigeants une occasion de publiciser leurs prétentions à élargir le champ d'intervention du syndicat au-delà de la situation économique des campagnes et de réaffirmer leurs ambitions politiques. Ainsi, si la plupart des déclarations thématiques adoptées par le congrès ont trait à l'agriculture, d'autres abordent des sujets a priori extérieurs aux préoccupations d'un syndicat agricole, comme la défense, la réforme du système de santé, ou encore le fonctionnement du système scolaire². Surtout dans son discours devant les délégués du congrès, tout en réaffirmant son attachement à l'idéal de l'unité du mouvement paysan, Andrzej Lepper réitère ses appels à la dissolution du Parlement et se déclare prêt à réinvestir l'arène électorale si les revendications de son syndicat ne sont pas immédiatement satisfaites³.

*

* *

¹ « Jestem ministrem od miesiąca », *Gazeta Wyborcza*, 06/05/1999, p.8.

² Voir « Postulaty programowe », ZZR *Samoobrona*, Warszawa, 05/05/1999 : <http://Samoobrona.org.pl/pages/03.Zwiazek/07.Zjazd/01.Stanowiska/index.php?document=06.postulaty.html>, consulté le 20 juillet 2010.

³ « Obronimy się polska ziemi ! », *Chłopska droga*, 16/05/1999.

Réduire le cycle de manifestations agricoles des années 1998 et 1999 à une simple poussée de fièvre contestataire de paysans archaïques – à une sorte de jacquerie post-communiste – équivaut à substituer des préjugés tenaces et éculés sur l'agriculture polonaise à la réalité du phénomène observable. Bien plus le fait d'agriculteurs « capitalistes » affectés par la baisse des prix agricoles que de petits paysans repliés sur une culture « de survie »¹, il apparaît comme le résultat incertain du travail de politisation et de publicisation du malaise économique des campagnes mis en œuvre par des organisations agricoles pré-constituées qui s'attachent, de manière plus ou moins concurrentielle, à en contrôler le déroulement.

De même, loin d'être réductible à un hypothétique attrait des paysans pour des porte-parole radicaux et violents, la montée en puissance progressive du ZZR *Samoobrona* dans la dynamique du mouvement de contestation doit se comprendre comme le produit relativement imprévisible des « coups » échangés par les différents acteurs de la mobilisation, des interactions concurrentielles participant à la définition et à l'imposition de l'image sociale des événements. En dépit de leurs ressources initialement déficientes, les responsables du ZZR *Samoobrona*, notamment Andrzej Lepper, sont parvenus à orienter dans un sens favorable ces luttes de qualification de la situation pour se faire reconnaître comme les principaux animateurs du mouvement de contestation et apparaître à son issue comme des acteurs avec lesquels il faut compter dans le champ de représentation de la paysannerie. Trois éléments principaux peuvent être retenus pour expliquer ce processus improbable d'appropriation du cycle de manifestations agricoles par le ZZR *Samoobrona*.

¹ Cette domination des exploitants intégrés au marché dans les manifestations agricoles polonaises de la fin des années 1990 n'est pas sans rappeler certaines observations d'Henri Mendras à propos de l'agriculture française dans l'après-guerre : « On parlait de parité entre l'agriculture et les autres secteurs et non de parité au sein de l'agriculture ; or, entre les différentes catégories d'agriculteurs, les disparités étaient très fortes et surtout croissantes. De même, dire que le revenu d'un agriculteur est l'équivalent du salaire d'un ouvrier ne convainc personne quand l'agriculteur a doublé la surface de son exploitation, barre les routes avec son tracteur qui vaut deux ans de salaire ouvrier et va à la manifestation avec sa DS. Il est évident qu'il ne s'agit plus d'une révolte de pauvres, d'une jacquerie, mais de manifestation de petits producteurs, qui luttent pour défendre leurs revenus, la propriété de leurs moyens de production et leur condition dans la société. », in Mendras Henry, *Les sociétés paysannes*, Paris, Gallimard, Folio/Histoire, 1995, p.289.

Le premier est la réémergence de la thématique de l'unité du mouvement paysan à la fin du printemps 1998. Alors que les responsables du ZZR *Samoobrona* semblaient condamnés à être rapidement évincés des jeux politiques et syndicaux au lendemain des élections de 1997, la formalisation d'une intersyndicale agricole en juin 1998 constitue en effet une double opportunité pour eux. D'un côté, elle leur permet de capitaliser sur la reconnaissance antérieure de leur organisation comme un syndicat agricole représentatif national pour pouvoir continuer à se produire comme des porte-parole légitimes de la paysannerie en dépit de la faiblesse objective de leur groupement. De l'autre côté, elle leur offre la possibilité de renouer avec des modes d'action protestataire sur lesquels ils ont fondé leur notoriété relative au début des années 1990 et auxquels ils avaient progressivement été contraints de renoncer faute de ressources militantes et organisationnelles suffisantes.

Le deuxième élément explicatif est l'imposition d'une définition de la vague de manifestations paysannes comme un mouvement radical. Dès le défilé unitaire du 10 juillet 1998, l'image stigmatisante de la manifestation véhiculée par les médias et les représentants du gouvernement s'accompagne d'une mise en exergue du rôle d'Andrzej Lepper sur son déroulement. Cette focalisation sur la personne du président du ZZR *Samoobrona*, érigé en archétype du leader paysan radical et infréquentable, participe d'une entreprise d'illégitimation des revendications syndicales. Elle s'exacerbe tout au long du cycle de contestation à mesure qu'Andrzej Lepper endosse le stigmate radical qui lui est affublé. Alors que les dirigeants du KZRKiOR, du NSZZRI « S » ainsi que ceux du PSL, s'attachent à donner une « bonne image » de la mobilisation, à la maintenir dans le cadre des règles légitimes de la manifestation afin d'entretenir leur « respectabilité » politique, le président du ZZR *Samoobrona*, qui fait figure d'« outsider » dans le champ de représentation de la paysannerie, multiplie les provocations et les recours à des pratiques subversives voire illégales dans les premiers mois de l'année 1999. Bénéficiant de l'attrait médiatique pour le spectaculaire mais aussi des hésitations des autres acteurs de la mobilisation, Andrzej Lepper, et par son biais le ZZR *Samoobrona*, parvient ainsi à s'imposer symboliquement comme le principal leader du mouvement de contestation.

Enfin, le troisième élément explicatif est le travail de reconstruction des structures du syndicat qui, dès la fin de l'année 1998, est mis en œuvre par les responsables du ZZR Samoobrona. La définition de procédures centralisées de réimplantation du syndicat sur l'ensemble du territoire et de sélection de ses représentants locaux leur permet de reconvertir en ressources organisationnelles le capital réputationnel accumulé dans la dynamique du mouvement de contestation par le syndicat et son président. Faisant dès le mois de mars 1999 la preuve de leur nouvelle capacité de mobilisation autonome, ils parviennent ainsi à infléchir en leur faveur les rapports de force au sein du champ de représentation de la paysannerie et, bénéficiant d'une redéfinition de l'attitude du gouvernement à l'égard des groupes mobilisés, à faire reconnaître leur représentativité par les pouvoirs publics.

Le congrès organisé le 5 mai 1999 à Varsovie, dans les dernières semaines du cycle de manifestations paysannes, peut-être considéré comme un nouvel « acte d'institution » du ZZR Samoobrona¹. Alors qu'il était donné pour mort moins de deux ans auparavant, le syndicat s'y donne en effet à voir comme une organisation puissante et en bonne santé avec laquelle il faut compter dans le champ de représentation de la paysannerie mais aussi, plus largement, dans le champ politique. Mettant en scène la nouvelle dimension acquise par leur organisation dans la dynamique du mouvement de contestation de la politique agricole du gouvernement, ses dirigeants, principalement Andrzej Lepper, affichent alors clairement leurs ambitions de s'engager de nouveau dans la lutte pour les postes de pouvoir politique.

¹ Bourdieu Pierre, « Les rites comme actes d'institution », *art.cit.*

Chapitre 4

Le réinvestissement hésitant de la compétition politique

Au lendemain des élections législatives de 1997, au cours desquelles le *Przymierze Samoobrona* a été relégué au statut de groupuscule en réunissant à peine plus de 10 000 électeurs à l'échelle nationale, la dépolitisation du mouvement *Samoobrona* est apparue comme une nécessité pour la poignée d'individus ayant décidé de continuer à s'en revendiquer dans le cadre de leurs activités. Requalifiant les objectifs de leurs actions vers le seul domaine syndical, ils semblent alors renoncer durablement à s'engager dans la lutte pour l'obtention de postes de pouvoir politique. Dans le cadre de ce chapitre, nous nous intéresserons aux processus par lesquels ces représentants syndicaux remettent progressivement en cause au cours de la III^e législature ce recentrage contraint de leurs activités pour les réorienter dans le sens d'une participation à la compétition politique. Comment en viennent-ils à interpréter la conjoncture politique comme constituant une « fenêtre d'opportunité » pour la réaffirmation de prétentions à prendre part à la définition et à la représentation politique des intérêts sociaux ? Selon quelles modalités transgressent-ils la distinction entre espaces d'activités syndicales et politiques afin de réinvestir dans la compétition politique des ressources accumulées dans l'arène des mobilisations protestataires ? Comment s'attachent-ils à formaliser et à promouvoir une offre de représentation explicitement politique leur permettant de se démarquer dans la compétition électorale tout en respectant un minimum les principales normes la régulant ?

À première vue, le processus de politisation des activités du mouvement *Samoobrona* à la fin des années 1990 semble répondre à une dynamique identique à celui observable au début de la décennie. Dans un premier temps, les représentants du mouvement investissent l'arène des mobilisations protestataires par le biais du ZZR *Samoobrona* et cherchent à s'y faire reconnaître, en adoptant des pratiques étiquetées comme radicales, comme les porte-parole des « paysans en colère » puis, par extension, de l'ensemble de la société en lutte contre l'État. Dans un second temps, ils s'attachent à réinvestir dans la compétition politique les différentes ressources

accumulées dans la contestation en formalisant une offre électorale siglée *Samoobrona*, fondée sur la dénonciation des équilibres économiques et politiques en vigueur depuis le changement de régime.

Bien que séduisant *a priori*, le postulat d'un parfait parallélisme entre les modalités d'« entrée en politique » puis de « retour en politique » des représentants du ZZR *Samoobrona* ne résiste pas à l'analyse. En focalisant le regard sur ce qui indéniablement rapproche ces deux processus, il empêche de penser ce qui les singularise. En d'autres termes, en posant leur identité de nature, il conduit à les réifier et à ignorer leur historicité et leur contingence. Or, les contextes dans lesquels les représentants du ZZR *Samoobrona* s'efforcent d'attribuer un sens politique à leurs activités et de se produire comme des représentants politiques, ainsi que les savoirs et savoir-faire qu'ils sont en mesure de mobiliser pour y parvenir, diffèrent sensiblement entre la I^e et la III^e législature.

D'un côté, la configuration des jeux politiques se trouve profondément transformée entre les deux périodes. Encore marqué par une forte incertitude au début des années 1990, le champ politique est en effet régi à la fin de la décennie par un ensemble de règles routinisées encadrant assez strictement l'activité des acteurs qui y sont engagés. Dans le but assumé de « rationaliser » les jeux politiques, plusieurs actes législatifs et constitutionnels sont progressivement venus clarifier les relations entre les différentes institutions, spécifier la nature des acteurs habilités à prendre part à la compétition électorale ou encore affiner la distinction entre espaces d'activités syndicaux et politiques¹. Par ailleurs, par leurs interactions concurrentielles les différents acteurs engagés dans le champ politique ont eux-mêmes contribué à préciser des règles tacites, « normatives »², restreignant le champ des pratiques et des thématiques légitimement mobilisables dans la compétition politique. Cette codification accrue du champ politique se traduit par une élévation tendancielle du coût d'accès à la compétition électorale et à l'arène de la politique institutionnelle entre le début et la fin de la décennie 1990. Les contraintes pesant sur les activités des acteurs désireux de s'engager dans la lutte pour la représentation politique des intérêts sociaux et

¹ Sur l'adoption de règles juridiques participant à la codification du champ politique polonais au cours des II^e et III^e législatures, on se référera à : Heurtaux Jérôme, *op.cit.*, notamment le chapitre 7.

² Bailey Frédéric, *op.cit.*, p.18.

l'obtention de postes de pouvoir politique, comme c'est le cas des responsables du ZZR *Samoobrona*, apparaissent ainsi sensiblement plus fortes au cours de la III^e législature que lors de la I^e législature.

De l'autre côté, plusieurs dirigeants du ZZR *Samoobrona*, notamment son président Andrzej Lepper, disposent à la fin des années 1990 d'un « bagage » politique bien plus consistant que celui qui était le leur lors de leur première « entrée en politique ». Ayant déjà pris part à trois élections au nom du mouvement *Samoobrona*, ils ont accumulé au cours de la décennie 1990 des savoirs et des savoir-faire leur permettant d'appréhender différemment les prescriptions du rôle de participant à la compétition politique qu'ils entendent à nouveau endosser¹. Leurs expériences du travail de formalisation et de promotion d'une offre politique ainsi que de l'échec électoral constituent autant de référents qu'ils peuvent désormais mobiliser pour tenter d'anticiper les effets de leurs actions et d'estimer la valeur de leurs biens de représentation. En d'autres termes, s'ils restent largement dépourvus en ressources traditionnellement valorisées dans la compétition politique, les représentants du ZZR *Samoobrona* ne sont plus à la fin de la décennie 1990 les néophytes en politique qu'ils étaient quelques années auparavant.

Ainsi, malgré d'apparentes similitudes, nous verrons dans le cadre de ce chapitre que les modalités concrètes de la politisation du mouvement *Samoobrona* et de son investissement de la compétition politique au cours de la III^e législature répondent dans les faits à des logiques sensiblement différentes de celles observables au début des années 1990. Contrairement à 1992, où la création du parti *Przymierze Samoobrona* avait suivi de quelques semaines à peine les premiers « succès » syndicaux du ZZR *Samoobrona*, les responsables du ZZR *Samoobrona*, sans doute échaudés par l'échec électoral de 1997, hésitent au cours des années 1998 et 1999 sur la forme à donner à leur éventuel engagement dans la compétition politique (section 1). Si au début de l'année 2000, Andrzej Lepper se décide finalement à présenter sa

¹ Suivant Jean-Louis Briquet, qui emprunte lui-même la notion à Anthony Giddens, une prescription de rôle peut être comprise comme un ensemble de prescriptions normatives en fonction desquels un acteur doit agir pour jouer légitimement son rôle, « prescriptions normatives qui lui sont imposées par l'image qu'il a de lui-même et de sa fonction, mais aussi par celle que les publics auxquels il est confronté attendent de lui » et qui constituent pour lui « autant des contraintes que des modèles pour l'action ». Cf. Briquet Jean-Louis, « Communiquer en actes. Prescriptions de rôle et exercice quotidien du métier politique », *Politix*, vol.7, n°28, 1994, p.16-26.

candidature à l'élection présidentielle de 2000, le travail de mise en forme de l'offre de représentation dont il se veut le porteur et de sa campagne électorale témoigne d'un rapport ambivalent à l'organisation qu'il préside. Bien qu'investi par le seul ZZR *Samoobrona* et mobilisant essentiellement les ressources collectives dont celui-ci dispose pour participer à la compétition électorale, il s'efforce en effet de construire son identité publique de candidat à distance du syndicat et d'élargir son groupe de référence au-delà de la seule paysannerie (section 2). Remise en question par certains cadres du syndicat au lendemain de l'élection présidentielle, remportée haut la main par le Président sortant Aleksander Kwaśniewski, l'orientation politique des activités du mouvement *Samoobrona* est rapidement réaffirmée par Andrzej Lepper et ses proches dans la perspective des élections parlementaires de 2001. Réactivant la branche partisane du mouvement, qui est rebaptisée *Samoobrona* RP, afin de se conformer aux nouvelles règles régissant l'accès à la compétition pour les postes de parlementaires, les représentants du mouvement *Samoobrona* s'attachent alors à faire reconnaître leur représentativité en insistant sur leur extériorité aux formations établies et en promouvant une offre politique adressée à l'ensemble des « victimes de la transition », indépendamment de leur profession et de leur lieu de résidence. Pour la première fois avec succès puisque, dans un contexte de recomposition de l'espace partisan, le comité électoral *Samoobrona* RP parvient, contre toute attente, à franchir les seuils permettant d'obtenir une représentation parlementaire (section 3).

Section 1 : L'heure des hésitations : comment participer à la compétition politique ?

Cette section est consacrée à l'étude du « retour » en politique des dirigeants du ZZR *Samoobrona*, aux modalités de la requalification progressive à la fin des années 1990 de leurs activités dans le sens d'un réinvestissement de l'arène électorale. Alors que, suite aux élections de 1997, ils semblaient avoir renoncé à élargir le domaine de leurs interventions au-delà du champ du syndicalisme agricole, ils affichent de plus en plus clairement au cours des années 1998 et 1999 leurs prétentions à participer à nouveau à la compétition pour les postes politiques. Loin d'être linéaire et réductible à la seule rationalité de responsables syndicaux ambitieux, nous verrons que ce processus de (re)politisation de leurs activités apparaît particulièrement heurté et incertain. En effet, échaudés par l'échec cuisant de 1997, les dirigeants du ZZR *Samoobrona* hésitent, et parfois même se divisent, sur la forme à donner à leur potentielle participation à la compétition électorale, tout d'abord pour les élections locales d'octobre 1998 puis pour les élections présidentielle et législatives prévues respectivement pour 2000 et 2001. Quelle offre de représentation explicitement politique développer ? Convient-il de s'engager dans la compétition électorale de manière autonome ou en alliance, et dans ce cas avec quels autres groupements ?

La dynamique du processus de repolitisation des activités des responsables du ZZR *Samoobrona* à la fin des années 1990, ainsi que des hésitations qui le travaillent, doit se comprendre à l'aune de l'engagement concomitant du syndicat dans le mouvement de contestation de la politique économique du gouvernement Buzek et de sa progressive montée en puissance au sein de celui-ci. Tout d'abord car les actions de protestation mises en œuvre par le syndicat constituent pour les dirigeants du ZZR *Samoobrona*, et principalement Andrzej Lepper, le principal espace de requalification dans un sens politique des objectifs de leurs activités et de publicisation de leurs prétentions électorales. Ensuite car, comme au début des années 1990, c'est dans l'arène des conflits sociaux que ceux-ci accumulent l'essentiel des ressources, symboliques et militantes, mobilisées pour légitimer leur participation potentielle à la lutte pour les postes de pouvoir politique. Schématiquement, il nous paraît possible d'identifier quatre « étapes », rythmées par la dynamique du mouvement de

contestation, dans le processus de requalification dans un sens politique des activités du ZZR *Samoobrona* et d'explicitation de ses objectifs électoraux à la fin des années 1990.

Dans un premier temps, au cours du printemps et de l'été 1998, alors que le ZZR *Samoobrona* apparaît toujours comme un acteur relativement secondaire du champ de représentation de la paysannerie, c'est en s'attachant à donner un sens politique à l'union des organisations paysannes dans la contestation de la politique du gouvernement Buzek, que les responsables du syndicat cherchent à légitimer leur participation à la compétition pour les postes politiques (A). Néanmoins, dès la fin de l'année 1998, alors que leurs relations avec les autres protagonistes du champ de représentation de la paysannerie se dégradent et qu'ils sont de plus en plus stigmatisés pour le radicalisme de leurs activités, ils privilégient un rapprochement avec des organisations syndicales non-agricoles, engagées elles aussi dans la contestation de la politique économique du gouvernement, afin d'élargir leur champ d'intervention au-delà des seules problématiques agricoles (B). Si la reconnaissance progressive du ZZR *Samoobrona* comme un acteur avec lequel il faut compter au sein du champ politique polonais s'accompagne d'une intensification du travail de requalification de leurs activités dans un sens politique, les dirigeants du syndicat semblent toujours hésiter dans les mois suivant le congrès de mai 1999 entre différentes orientations antagoniques pour réinvestir l'arène électorale : la formalisation d'une offre politique autonome et généraliste, un rapprochement avec le PSL dans le cadre d'une alliance électorale « paysanne » ou encore la participation à la création d'un nouveau parti politique associant différentes mouvances de l'opposition extra-parlementaire (C). Comme en 1992, c'est finalement l'option du dédoublement organisationnel par la participation à la création d'une nouvelle organisation partisane associant des acteurs extérieurs au champ de représentation de la paysannerie que les dirigeants du ZZR *Samoobrona* privilégient au tournant des années 1999 et 2000 pour formaliser leurs prétentions à participer aux élections présidentielle et parlementaires à venir (D).

A) Un retour en politique sous le signe de l'unité politique de la paysannerie.

À partir du printemps 1998, la thématique de l'unité du mouvement paysan est réinvestie conjointement par les différents syndicats agricoles nationaux, qui

s'associent alors au sein d'une intersyndicale, et par le PSL, en quête de nouvelles alliances dans la perspective des élections locales de l'automne. La mobilisation unanime d'un discours appelant à l'unité du mouvement paysan par les différents protagonistes du champ de représentation dissimule cependant des usages et des définitions différenciés de cette notion et des finalités qui lui sont assignées. Contrairement aux autres dirigeants syndicaux, qui disposent quant à eux de réseaux politiques extérieurs au seul champ de représentation de la paysannerie, les responsables du ZZR *Samoobrona* s'attachent dès l'été 1998 à en promouvoir une définition politique. Érigeant l'intersyndicale agricole en préfiguration d'une unification politique des différentes organisations prétendant représenter les intérêts de la paysannerie, ils s'attachent ainsi à élargir leur domaine d'intervention au-delà de la seule question des prix agricoles et à affirmer leur prétention à participer aux élections locales de l'automne (1). Acteur dominé du champ de représentation de la paysannerie, et a fortiori du champ politique, le ZZR *Samoobrona* n'apparaît cependant pas comme un partenaire politique souhaitable pour les autres protagonistes du champ de représentation de la paysannerie. Pour pouvoir participer à la compétition pour les postes de pouvoir dans les collectivités locales, ses dirigeants sont finalement contraints de rallier le comité électoral *Przymierze Społeczne*, initié par le PSL, en échange de quelques places sur ses listes dans certaines régions (2).

- 1) Les tentatives d'imposition d'une définition politique de l'union des organisations paysannes.

Le rapprochement entre le NSZZRI « S », le KZRKiOR et le ZZR *Samoobrona* objectivé à la fin du mois de juin 1998 par la signature de l'« accord de collaboration des présidents des syndicats agricoles » témoigne d'un compromis sur une définition *a minima* de l'union des trois syndicats agricoles. Cet accord se limite en effet à une mise en commun par ceux-ci de leurs ressources militantes lors de certaines actions de protestation et à une unification de leurs revendications dans le cadre des négociations engagées avec les pouvoirs publics sur la question de la garantie des prix agricoles, pour lesquelles ils conservent cependant une représentation autonome. Rapidement, Andrzej Lepper s'attache à élargir le domaine de signification de cet accord, à en promouvoir une définition l'érigeant en première étape d'un processus d'unification

politique de l'ensemble des groupements prétendant représenter les intérêts de la paysannerie. Quelques jours avant la manifestation du 10 juillet 1998, il déclare ainsi dans l'hebdomadaire du PSL *Zielony Sztandar* :

« Les agriculteurs doivent pouvoir être entendu et c'est à nous de le rendre possible : les forces paysannes doivent s'allier, s'unir. Il faut que tous les partis paysans, les syndicats agricoles et les syndicats de branches commencent à parler d'une seule voix. Il est nécessaire de mettre en place une structure commune qui, sous le mot d'ordre « défendons nous nous même », défendra véritablement les intérêts des paysans. [...] Je ne crois pas que ce projet puisse être apolitique. Aujourd'hui la lutte pour les prix garantis, c'est déjà de la politique. Il ne saurait en être autrement. [...] Par exemple, dans les Chambres [d'agriculture] en France, 90% des représentants sont également des représentants syndicaux, et ces chambres ont également des représentants au Parlement. D'une manière ou d'une autre, on ne peut pas échapper à la politique. »

Andrzej Lepper.

Cité in « Będziemy blokować », *Zielony Sztandar*, 05/07/1998, n°27, p.3.

La mobilisation, jusqu'ici largement inédite, de la thématique de l'unité politique du mouvement paysan par Andrzej Lepper ainsi que sa requalification dans un sens explicitement politique de l'accord du 24 juin doivent se comprendre comme participant d'une entreprise d'élargissement du champ d'intervention du ZZR *Samobrona*. En le présentant désormais comme la composante d'un vaste mouvement paysan ayant vocation à s'unifier, le président du syndicat s'attache en effet à étendre le groupe de référence dont le syndicat prétend participer à représenter les intérêts à l'ensemble de la paysannerie et non plus simplement aux grands exploitants capitalistes. Surtout, en faisant de l'engagement électoral autonome un objectif à court terme du rapprochement entre les organisations paysannes, il remet en cause la distinction entre activités syndicales et activités politiques et réaffirme implicitement son ambition à participer à la compétition pour les postes politiques, à laquelle il semblait avoir renoncé depuis les élections parlementaires de 1997.

Président d'une organisation occupant encore une position marginale dans le champ de représentation de la paysannerie, Andrzej Lepper ne parvient pas à imposer cette interprétation politique de l'accord du 24 juin aux autres protagonistes de celui-ci¹.

¹ Comme le rappelle Pierre Bourdieu : « L'efficacité du discours performatif qui prétend faire advenir ce qu'il énonce dans l'acte même de l'énoncer est proportionnelle à l'autorité de celui qui l'énonce » ;

Les dirigeants du NSZZRI « S » comme ceux du KZRKiOR s'en tiennent en effet tout au long de l'été 1998 à une lecture restrictive de l'intersyndicale, en tant que collaboration ponctuelle et essentiellement « technique » des différents syndicats agricoles dans le cadre des négociations engagées avec le gouvernement sur la garantie des prix agricoles. S'ils mobilisent régulièrement la thématique de l'union du mouvement paysan afin de légitimer la formation de l'intersyndicale, c'est essentiellement dans le but d'infléchir en leur faveur le rapport de force engagé avec l'État sur la question des prix agricoles. Ils refusent en revanche de remettre en question l'autonomie d'action des différentes organisations prétendant représenter la paysannerie. Par ailleurs, leur référence à l'unité paysanne n'est pas exclusive et ils continuent à mobiliser d'autres modes de classement pour définir leur identité politique et légitimer leurs propres prétentions à l'obtention de postes politiques, notamment dans la perspective des élections locales de l'automne 1998. Ainsi, tout en participant à un mouvement de contestation de la politique agricole du gouvernement de Jerzy Buzek, les dirigeants du NSZZRI « S » cherchent au cours de l'été à se rapprocher d'autres groupements revendiquant leur filiation avec le mouvement Solidarité. Au final, sans engager formellement leur syndicat dans la compétition électorale, ils décident de participer à l'entreprise de constitution de comités électoraux unifiant l'ensemble des forces « conservatrices » issues de l'ancien mouvement d'opposition démocratique initiée par la direction de l'AWS. Tout comme plusieurs responsables du ROP, mouvement avec lequel ils avaient participé aux élections parlementaires de 1997, la plupart des dirigeants nationaux du NSZZRI « S » candidatent ainsi, de manière assez paradoxale, sur les listes de la formation du Premier ministre. Le président du syndicat Roman Wierzbicki est même désigné tête de liste de l'AWS dans le powiat de Lublin¹. De même, si comme pour les élections législatives de l'année précédente aucune alliance officielle n'est formalisée entre leur syndicat et un parti politique, les responsables du KZRKiOR désireux de participer aux élections locales semblent privilégier dans leurs recherches de partenaires politiques leur ancrage dans l'opposition de « gauche » à leur appartenance au mouvement paysan. Si certains d'entre eux candidadent au sein du

Bourdieu Pierre, « L'identité et la représentation », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol.35, 1980, p.66.

¹ « Dwunastu z Przymierza », *Gazeta Wyborcza*, Lublin, 18/09/1998, p.3

comité initié par le PSL, la plupart se présente sur les listes du SLD¹. Tout en réaffirmant son attachement à une ligne politique agrarienne et en réitérant ses appels à l'unification politique des différentes organisations paysannes derrière leur parti, la nouvelle direction du PSL elle-même s'attache dans la perspective des élections locales à formaliser des alliances avec des organisations extérieures au mouvement paysan. La coalition électorale *Przymierze Społeczne*, officialisée dès le mois de juin 1998, unit ainsi le PSL à l'UP et au Parti des retraités et des Pensionnés (*Krajowa Partia Emerytów i Rencistów*). S'ils la légitiment par la convergence de ces trois partis dans leur analyse de la crise économique et sociale traversée par la Pologne, qui affecte selon eux particulièrement les habitants des campagnes, les dirigeants du PSL aspirent clairement par cette alliance politique inédite à pallier leur faiblesse électorale dans les zones urbaines, identifiée comme l'une des principales causes de son « échec » de 1997. Ils ambitionnent même alors de constituer une force politique en mesure de rivaliser avec l'AWS et le SLD au niveau national².

Incapables d'imposer leur définition politique de l'accord du 24 juin 1998 aux autres principaux protagonistes d'un champ de représentation de la paysannerie en pleine reconfiguration depuis les élections de 1997, ces derniers privilégiant d'autres identités ou la recherche de rentabilité électorale à leur appartenance au camp paysan dans la formalisation de partenariats politiques, Andrzej Lepper et les autres dirigeants du ZZR *Samoobrona* semblent contraints à la fin de l'été à renoncer à engager leur syndicat dans la compétition électorale. En dépit de sa notoriété croissante dans la dynamique du mouvement de contestation, le ZZR *Samoobrona* ne dispose alors pas de ressources suffisantes, aussi bien en termes financiers que militants, pour espérer présenter des listes autonomes dans un nombre significatif de circonscriptions.

- 2) La participation au *Przymierze Społeczne* : le ZZR *Samoobrona* comme partenaire syndical du PSL.

¹ C'est notamment le cas du vice-président du syndicat Władysław Serafin qui candidate, avec succès, pour un poste de conseiller du powiat de Kłobucki (Silésie) : « Pierwszy krok w Lewo », *Gazeta Wyborcza*, Częstochowa, 16/10/1998, p.1.

² « Nowe polityczne trójlistne drzewko », *Gazeta Wyborcza*, 29/06/1998, p.3.

Marginalisés dans la dynamique des marchandages préélectoraux, les dirigeants du ZZR *Samoobrona* sont au début du mois de septembre, les seuls responsables d'une des principales organisations prétendant à la représentation des intérêts de la paysannerie à ne pas figurer sur les listes d'un comité pour les élections locales d'octobre 1998. Dans ce contexte, Andrzej Lepper se résigne finalement, un mois à peine avant les élections, à s'intégrer au projet « hégémonique » d'union paysanne porté par le PSL. Le 6 septembre 1998, le comité électoral du *Przymierze Społeczne* dans la voïvodie de Poméranie Occidentale officialise la formalisation d'un accord local avec le ZZR *Samoobrona*. Il est négocié par Kazimierz Dziurski, le responsable du PSL dans la région de Koszalin, lieu de naissance du ZZR *Samoobrona* dans lequel celui-ci dispose toujours d'une de ses meilleures implantations nationales. Cet accord local assure la présence de deux dirigeants du syndicat sur les listes du comité pour la Diétine de voïvodie, son président national Andrzej Lepper et son président régional Jan Łączny, en échange de leur adhésion sans condition au programme du *Przymierze Społeczne*¹. Quelques jours plus tard, de nouveaux accords régionaux entre le comité et le ZZR *Samoobrona* sont officialisés sur la même base dans six voïvodies sur seize. Au final, environ 120 membres du ZZR *Samoobrona* candidatent sur les listes du *Przymierze Społeczne*, qui réunissent au total plus de 10 000 candidats au niveau national². La direction du PSL cherche à minimiser la portée de cette alliance, par ailleurs vectrice de tensions avec ses partenaires de l'UP³, en rappelant qu'elle n'est pas nationale, que les représentants du ZZR *Samoobrona* sont en nombre limité sur les listes du comité et que rares sont ceux en position éligibles⁴. À l'inverse, Lepper s'attache quant à lui à la saluer comme constituant une étape importante de l'unification politique de la paysannerie. En témoigne le ton du communiqué qu'il

¹ « Lepper z PSL », *Gazeta Wyborcza*, Szczecin, 07/09/1998, p. 4.

² « Wyborczy uścisk », *Gazeta Wyborcza*, 19/09/1998, p.1.

³ Au moment de l'officialisation de la présence de militants du ZZR *Samoobrona*, dont Lepper, sur les listes du comité, le président de l'UP ne cache pas son scepticisme quant à cette décision. « L'UP se fait du souci concernant ce candidat controversé [Lepper]. Nous avons évoqué ce sujet lors de notre dernière réunion du conseil du *Przymierze Społeczne*. Cependant, le PSL soutenait cette personne [Lepper], et je veux bien le comprendre. Je leur laisse cependant assumer toutes les responsabilités quant au respect par Monsieur Lepper du programme de notre alliance », déclare-t-il ainsi aux journalistes l'interrogeant sur le sujet. Le fondateur et ancien président de l'UP Ryszard Bugaj ne dit pas autre chose lorsqu'il estime : « je ne suis pas particulièrement heureux que Monsieur Lepper se trouve sur les listes du *Przymierze Społeczne*. Il n'aurait jamais pu être candidat de l'UP, mais il est soutenu par le PSL. Si ça avait été à moi de prendre la décision, je n'aurais certainement pas accepté une telle candidature. Mais du point de vue des élections locales, peut-être vaut-il mieux voir Lepper dans les assemblées locales que sur des barrages routiers... ». Cités in « Przymierze z Lepperem », *Gazeta Wyborcza*, 16/09/1998, p. 5.

⁴ « Lepper i Kalinowski w wyborzym uścisku », *Gazeta Wyborcza*, 19/09/1998, p.5.

publie pour officialiser la participation du ZZR *Samoobrona* au comité du *Przymierze Społeczne* :

Varsovie, le 18 septembre 1998.

« Nous y arriverons ensemble », tel est le slogan porté par le *Przymierze Społeczne* et qui correspond le mieux à la réalité de la situation économique des campagnes. Après de nombreuses années de divisions syndicales et politiques, il est grand temps que les campagnes s'unissent. Ce mouvement vers l'unification a commencé avec la signature le 24 juin de l'accord entre les trois principaux syndicats agricoles. [...] Cette unité porte déjà ses premiers fruits. Les élections locales constituent l'occasion idéale de manifester l'unité des campagnes. C'est pourquoi *Samoobrona* a pris la décision de candidater sur les listes du *Przymierze Społeczne* et d'apporter son soutien à ses candidats dans tout le pays.

Andrzej Lepper.

Président du ZZR *Samoobrona*.

Traduit par nos soins. Sources : « Razem damy radę », communiqué d'Andrzej Lepper, 18 septembre 1998, Archiwum Partii Politycznych, ZZR *Samoobrona* 1998-1999.

Au final, les élections locales de 1998 permettent au ZZR *Samoobrona* d'obtenir ses premiers mandats électifs, Andrzej Lepper lui-même étant l'un des trois élus du *Przymierze Społeczne* à la Diétine de voïvodie de Poméranie Occidentale¹. Ceux-ci restent cependant en nombre limité, à peine une dizaine, la plupart des rares candidats du ZZR *Samoobrona* ayant été relégués à des positions secondaires sur les listes du comité.

Alors qu'il n'hésitait pas à y voir les prémices d'une alliance politique pérenne, notamment pour les élections présidentielles de 2000 et les législatives de 2001², Andrzej Lepper dénonce dès les jours suivant les élections les accords électoraux locaux formalisés avec le PSL. Refusant, contrairement à son engagement initial, de siéger au sein du groupe du *Przymierze Społeczne* dans la Diétine de Poméranie Occidentale, il réaffirme l'autonomie de son organisation et s'attache même à s'approprier le relatif succès électoral du comité dans la région :

« [Les électeurs] n'ont pas donné leurs voix au *Przymierze Społeczne*, mais à Andrzej Lepper de *Samoobrona*. [...] Si nous nous étions présentés dans la voïvodie de Poméranie Occidentale en tant que *Samoobrona*, le *Przymierze Społeczne* n'aurait pas eu le moindre élu à la Diétine, et nous certainement

¹ « Pat w województwie », *Gazeta Wyborcza*, Szczecin, 19/10/1998, p.1.

² « Lepper i Kalinowski w wyborczym uścisku », *Gazeta Wyborcza*, 19/09/1998, p.5.

plus que trois [...]. Je ne suis membre ni du *Przymierze Społeczne* ni du PSL. J'ai simplement appelé tous les militants et sympathisants de *Samoobrona* à voter pour le *Przymierze Społeczne*. C'est eux qui me sont redevables, pas l'inverse. Sans mon appel, ils n'auraient pas obtenu le moindre représentant dans la région de Koszalin. [...] Les faits sont clairs : *Samoobrona* n'est pas dans le *Przymierze Społeczne*. »

Andrzej Lepper.

Cité in « Rozmowa z Andrzejem Lepperem », *Gazeta Wyborcza*, Szczecin, 24/10/1998, p.2.

La rupture entre le PSL et le ZZR *Samoobrona* est consommée à la fin du mois de novembre. Convié à représenter son organisation au VI^e Congrès du PSL, Andrzej Lepper quitte théâtralement la salle lors de l'allocution du Président de la République Aleksander Kwasniewski. Interrogé par les journalistes sur ce geste, il critique vertement la direction du PSL et l'accuse de trahir la paysannerie et ses intérêts en faisant preuve de complaisance à l'égard d'un Président qui collabore selon lui à l'entreprise gouvernementale de destruction de l'agriculture polonaise¹.

B) A la recherche de partenariats au sein de la gauche syndicale.

Remettant en cause le principe d'unité du mouvement paysan dont il se faisait pourtant le héraut quelques semaines auparavant, Andrzej Lepper s'efforce à partir de la fin de l'automne 1998 à se démarquer de ses partenaires de l'intersyndicale dans la dynamique du mouvement de contestation agricole, avec une intensité particulière au début de l'année 1999. Outre par sa rhétorique subversive et sa remise en cause de la négociation comme solution de sortie de crise, il cherche alors à distinguer le ZZR *Samoobrona* du NSZZRI « S » et du KZRKiOR en élargissant son périmètre d'intervention au-delà des seules problématiques agricoles. Comme au cours de la vague de manifestations des années 1992 et 1993, c'est principalement en formalisant des partenariats avec des organisations syndicales non-agricoles engagées dans la contestation de la politique économique du gouvernement Buzek que le président du ZZR *Samoobrona* s'attache à légitimer sa prétention à participer à la défense des intérêts d'autres groupes sociaux que la paysannerie.

¹ « PSL na lewo », *Gazeta Wyborcza*, 23/11/1998, p.6 ; « Przed kioskiem z gazetami », *Rzeczpospolita*, 23/11/1998.

Dès le 13 août 1998, Andrzej Lepper signe avec le président du syndicat *Sierpień 80'* (« Août 1980 »), Daniel Tomasz Podrzycki [voir encadré] un « accord de collaboration visant à défendre les citoyens contre les politiques néolibérales du pouvoir en place »¹. Ayant déjà eu l'occasion de collaborer au sein du Comité National Intersyndical de Négociation et de Grève constitué en 1992², les deux hommes ont conservé de bonnes relations depuis le début des années 1990³. Peu médiatisé, ce rapprochement entre deux syndicats étiquetés comme radicaux et occupant des positions marginales dans le champ politique est rapidement avorté, le président du *ZZR Samoobrona* semblant renoncer le temps des élections locales à ses velléités d'élargissement de l'offre de représentation de ce dernier au-delà de la paysannerie. Il est cependant relancé dès la fin de l'automne suite à la rupture par Lepper de son alliance de courte durée avec le PSL. Au cours des mois de novembre et décembre, Lepper et Podrzycki participent ainsi ensemble à plusieurs actions de protestation de groupes mobilisés contre la politique économique du gouvernement. C'est par exemple le cas le 18 novembre lorsqu'ils prennent part à une manifestation de mineurs organisée par l'OPZZ devant le Parlement⁴. De même, les deux hommes se font remarquer le 16 décembre en perturbant avec quelques centaines de militants de leurs syndicats la cérémonie organisée à Katowice par le NSZZ « S », membre de l'AWS, pour commémorer la répression sanglante de la manifestation de la mine de Wujek en 1981⁵. Ils entendent ainsi protester contre ce qu'ils qualifient de trahison des idéaux du mouvement Solidarité par le gouvernement⁶.

Daniel Tomasz Podrzycki est né en 1963 à Siemianowice en Silésie. Encore lycéen au début des années 1980, il ne participe pas directement aux grèves ouvrières qui secouent alors la Pologne et notamment la région industrielle de Katowice où il réside. Ce n'est qu'après la proclamation de l'état de guerre et l'interdiction du NSZZ

¹ « Niech Prymas przeprosi chłopa », *Gazeta Wyborcza*, 21/08/1998, p.4.

² Voir chapitre 2, section 1.

³ Lepper nous confie ainsi lors d'un entretien réalisé le 25 juin 2008 à Varsovie : « Nous n'avons pas toujours eu de bonnes relations avec les autres syndicats agricoles. On était en concurrence avec eux, ils considéraient que *Samoobrona* était inutile, le KZRKiOR et le NSZZRI « S », ils estimaient qu'on ne servait à rien et c'est comme ça qu'ils nous traitaient. [...] Par contre, j'ai toujours conservé de bonnes relations avec des syndicats des travailleurs, avec l'OPZZ, avec *Solidarność 80'*, pas avec le *Solidarność* de Krzaklewski mais *Solidarność 80'*, et surtout avec le *Sierpień 80'* ».

⁴ « Górnicy w stolicy », *Gazeta Wyborcza*, 19/11/1998, p.3.

⁵ Le 16 décembre 1981, soit trois jours après la proclamation de l'état de guerre par le général Jaruzelski, les grévistes de la mine de Wujek à Katowice s'opposent aux forces de l'ordre qui cherchent à les évacuer. Lors de la répression, neuf grévistes sont tués par la police.

⁶ « Przepychanki pod Wujkiem », *Gazeta Wyborcza*, 17/12/1998, p.4 ; « Nie było apelu poległych », *Rzeczpospolita*, 17/12/1998.

« S », qu'il s'engage activement dans la dissidence. En 1989, il entre en contact avec Marian Jurczyk, signataire des accords d'août 1980 et président du NSZZ « S » dans la région de Szczecin au début des années 1980. Opposé aux négociations de la Table Ronde, celui-ci est alors engagé dans une entreprise de contestation de l'autorité de Lech Wałęsa sur le mouvement Solidarité. Celle-ci aboutit à une scission au sein du NSZZ « S » et à la création du syndicat NSZZ *Solidarność 80'* qui, comme son nom l'indique, revendique l'héritage du Solidarité ouvrieriste de 1980. En dépit de son jeune âge et de la remise en cause de sa légitimité par certains délégués du nouveau syndicat, Daniel Podrzycki est nommé responsable de l'organisation dans la région de Silésie, où elle ne compte alors qu'une poignée de membres. En 1992, il est chargé par Marian Jurczyk de représenter le *Solidarność 80'* au sein du « Comité National Intersyndical de Négociation et de Grève » réunissant différents syndicats engagés dans la contestation du gouvernement Suchocka, dont l'OPZZ et le ZZR *Samoobrona*. L'année suivante, dénonçant l'emprise croissante des délégués de Szczecin, et notamment de ses chantiers navals, sur la définition des orientations du *Solidarność 80'*, Daniel Podrzycki fait sécession avec les structures silésiennes du syndicat. Il constitue autour de celles-ci le syndicat *Sierpień 80'* dont il prend la présidence. Si le nouveau syndicat n'est implanté que dans la région de Katowice et que sa base militante paraît extrêmement fragile, il se fait remarquer au milieu des années 1990 par son recours à des pratiques étiquetées comme radicales lors d'actions de protestation dans les mines silésiennes.

Sources : « Związkowa alternatywa », *Gazeta Wyborcza*, 15/06/1989, p.6 ; « Bolszewizacja opozycji ? », *Gazeta Wyborcza*, 13/09/1989, p. 6 ; « Strajk generalny? », *Gazeta Wyborcza*, 11/08/1992, p.1 ; « Huta Katowice / Zaczęli okupować », *Gazeta Wyborcza*, Katowice, 06/06/1994, p.1 ; « Sierpień sądzi », *Gazeta Wyborcza*, Katowice, 04/02/1997, p.5 ; « Historia Związku NSZZ *Solidarność 80'* Małopolska », <http://solidarnosc80malopolska.pl/page11.html>, consulté le 23 juillet 2010 ; « Śmierć kandydata na prezydenta », *Polska Dziennik Zachodni*, 26/09/2005.

En dépit de la réprobation que suscite leur action du 16 décembre chez la plupart des principaux protagonistes du champ politique polonais¹, les présidents du ZZR *Samoobrona* et du *Sierpień 80'* sont conviés le 22 décembre 1998 à participer, avec une vingtaine d'autres dirigeants de syndicats engagés dans la contestation de la politique économique du gouvernement Buzek, à la création du « Comité de coordination intersyndicale pour un changement de la politique économique et sociale du gouvernement »². Initié par la direction de l'OPZZ, ce comité, dont le texte fondateur commence par dénoncer « l'incompétence des autorités et l'arrogance avec laquelle le gouvernement traite les travailleurs et les agriculteurs », se donne comme objectif « de coordonner l'action des organisations syndicales qui, défendant des groupes sociaux et des options politiques variées, sont à l'heure actuelle engagées

¹ Cette action est en effet étiquetée comme radicale et scandaleuse aussi bien par les formations de la gauche parlementaire que par les différents groupements se revendiquant de l'héritage du mouvement Solidarité. Elle conduit d'ailleurs à l'ouverture par le Voïvode de Katowice d'une procédure d'interdiction du syndicat *Sierpień 80'*, qui finalement n'aboutira pas, et est mobilisée par le gouvernement pour justifier l'exclusion du ZZR *Samoobrona* de la table des négociations à la fin du mois de décembre. Cf. « Solidarność : to było przestępstwo », *Gazeta Wyborcza*, 19/12/1998, p.4.

² « 18 central i związków zawodowych », *Gazeta Wyborcza*, 23/12/1998, p.4.

sans succès dans des négociations avec le gouvernement au sujet de problèmes connus par leur secteur »¹. L'impulsion de ce rapprochement intersyndical et l'invitation faite à des syndicats stigmatisés pour leur radicalisme, comme le ZZR *Samoobrona* et *Sierpień 80'*, à y participer constitue selon nous un coup tenté par la direction de l'OPZZ afin d'infléchir en leur faveur le rapport de force engagé depuis plusieurs mois avec le gouvernement. En menaçant d'unifier et de durcir le mouvement de contestation, ils entendent signifier leur opposition catégorique à la proposition de budget alors déposée par le ministre des Finances ainsi qu'à plusieurs projets de réformes soumis en fin d'année au vote des députés, portant notamment sur les retraites et la fiscalité. Il doit cependant également se comprendre à l'aune des tensions qui traversent alors la coalition SLD, à laquelle l'OPZZ participe, à quelques semaines de la transformation programmée de celle-ci en véritable parti politique². Dénonçant l'hégémonie des tenants d'une ligne sociale-libérale sur la direction de la coalition ainsi que la marginalisation des députés syndicalistes au sein de son club parlementaire, les dirigeants de l'OPZZ s'attachent alors à promouvoir une réorientation plus à « gauche » de l'offre de représentation du futur parti SLD, passant notamment selon eux par une opposition systématique à la politique économique du gouvernement Buzek³. Dans ce sens, la formalisation d'une vaste alliance syndicale des diverses organisations engagées dans la contestation du gouvernement leur offre l'opportunité de donner à voir leur autonomie à l'égard de la direction du SdRP, le principal parti de la coalition SLD, ainsi que leur importance dans le champ syndical afin de tenter de réorienter en leur faveur l'économie des relations internes au SLD.

La participation du ZZR *Samoobrona* au « Comité de coordination intersyndicale pour un changement de la politique économique et sociale du gouvernement » permet à Andrzej Lepper de légitimer sa prétention à élargir ses prises de position au-delà de

¹ « Powstał Międzyzwiązkowy Komitet Koordynacyjny na Rzecz Zmiany Polityki Społeczno-Gospodarczej Rządu », *Kronika związkowa*, 24/12/1998, n°37/98, p.1.

² Le SLD est créé en 1991 à l'occasion des élections législatives. Il est alors une simple coalition électorale, réunissant autour du parti SdRP issu du PZPR, différentes organisations (partisanes, syndicales, associatives) se revendiquant de gauche et conservant leur autonomie d'action en dehors de la période électorale. Alors que la perspective de l'adoption d'une loi électorale élevant le coût d'accès à la compétition électorale pour les organisations non-partisanes se précise, les dirigeants du SdRP font part de leur souhait de transformer le SLD en parti politique en bonne et due forme. Des négociations sont engagées dans ce sens avec les différents partenaires de la coalition, dont certains ne cachent pas leur hostilité à participer à un tel projet dans lequel ils voient une remise en cause de leur autonomie. Cf. « Celem jest władza niepodzielna », *Rzeczpospolita*, 15/01/1999.

³ Cf. « Obniżona ranga OPZZ », *Gazeta Wyborcza*, 13/01/1999, p.5 ; « Narasta fala protestów », *Kronika związkowa*, 12/01/1999, n°1/99, p.1.

la seule question de la crise économique de l'agriculture, à entreprendre une « montée en généralité » à partir de la situation de la paysannerie. Au cœur de l'attention médiatique et politique suite à son action de Świecko, il profite ainsi de la première réunion officielle de ce comité le 1^{er} février 1999, au siège de l'OPZZ, pour adopter une rhétorique de justification des barrages routiers alors mis en place par son syndicat se rattachant non plus seulement à la défense des intérêts des agriculteurs, mais à celle de toutes les « victimes de la politique anti-sociale du gouvernement ». Alors qu'il s'efforce d'imposer une définition du mouvement de contestation agricole comme constituant une insurrection contre le gouvernement, il invite même à l'occasion de la réunion du comité l'ensemble des groupes mobilisés, ouvriers, enseignants ou encore personnels de santé, à rallier les agriculteurs sur les barricades¹. Tout en rejetant la finalité assignée par Lepper au mouvement de contestation, en l'occurrence le renversement du gouvernement, les dirigeants des autres syndicats participant à la rencontre, l'OPZZ et le *Sierpień 80'* bien sûr, mais aussi le ZNP, le *Solidarność 80'* et même le KZRKiOR, partagent avec le ZZR *Samoobrona* le souci d'unifier les actions des différents groupes mobilisés. La déclaration finale de la réunion du comité annonce ainsi l'organisation prochaine d'une manifestation commune des différents syndicats y participant ainsi que le renforcement à terme de leur coopération au sein d'une confédération syndicale. Souvent présenté par les médias comme l'initiateur du comité de coordination intersyndicale, au détriment de la direction de l'OPZZ, Andrzej Lepper n'hésite pas alors à voir dans ce projet de confédération syndicale les prémices d'une puissante union sociale et anti-libérale amenée à jouer un rôle important dans la politique polonaise².

Dans les semaines suivant la rencontre du 1^{er} février, la dynamique qui avait conduit à la formation du comité de coordination intersyndicale s'essouffle cependant rapidement. Outre par la « radicalisation » du ZZR *Samoobrona* après le 8 février, qui a pour conséquence une prise de distance temporaire de la plupart des protagonistes du comité à son égard, cet essoufflement s'explique principalement par la satisfaction par le gouvernement de certaines des principales revendications des syndicats

¹ « Na Lep Leppera », *Gazeta Wyborcza*, 02/01/1999, p.1.

² « Ładny plon mi wyrósł », *Gazeta Świąteczna*, 06-07/02/1999.

mobilisés¹ et, dans une moindre mesure, par la pacification conjoncturelle des relations entre les directions de l'OPZZ et du SdRP au sein du SLD². Le « Comité de coordination intersyndicale pour un changement de la politique économique et sociale du gouvernement » s'étirole ainsi rapidement et ni le projet de manifestation unitaire ni celui de confédération intersyndicale ne voient le jour.

Si le rapprochement intersyndical initié par l'OPZZ fait long feu et n'aboutit pas à l'union sociale rêvée par Lepper, la participation du ZZR *Samoobrona* au « comité de coordination intersyndicale » permet à son président d'en élargir le champ d'intervention au début de l'année 1999 et de réactiver des contacts liés au début des années 1990, voire d'en créer de nouveaux, au sein des réseaux de la gauche polonaise. À l'occasion du 1^{er} mai, Andrzej Lepper et plusieurs militants du ZZR *Samoobrona* sont ainsi conviés par les directions du SdRP, de l'OPZZ et du PPS à défiler à leurs côtés dans les rues de Varsovie. De même, les représentants de toutes les principales formations de gauche participent quatre jours plus tard au III^e Congrès national du ZZR *Samoobrona*.

C) L'indétermination persistante des modalités de participation à la compétition électorale.

Dans les mois suivant le Congrès, que Lepper présente lors de son discours devant les délégués comme « ouvrant une nouvelle étape de la présence du ZZR *Samoobrona* sur la scène socioprofessionnelle [syndicale] polonaise, mais aussi, n'ayons pas peur de le dire clairement, sur la scène sociopolitique nationale »³, les dirigeants du syndicat orientent de plus en plus nettement leur activité dans le sens du réinvestissement de celui-ci dans l'arène électorale. Tout en continuant à participer régulièrement à des actions protestataires, en association avec les autres syndicats agricoles mais aussi avec les principaux syndicats de gauche, ils renoncent à assigner un sens révolutionnaire à celles-ci et s'attachent en effet à formaliser une offre

¹ Au début du mois de mars, la proposition de budget présentée par le gouvernement est ainsi amendée, sous la pression de l'AWS, dans le sens d'une réduction des coupes budgétaires, notamment dans les secteurs des restructurations industrielles, des retraites et de l'éducation. Le syndicat ZNP obtient ainsi satisfaction sur sa revendication d'augmentation des salaires des enseignants. Cf. « Byle nie zepsu! », *Gazeta Wyborcza*, 03/03/1999, p.24 ; « Jest podwyżka », *Gazeta Wyborcza*, 12/03/1999, p.6.

² « OPZZ popiera nowe SLD », *Gazeta Wyborcza*, 15/04/1999, p.11.

³ « Wystąpienie Prewodniczącego Andrzeja Leppera », Varsovie, 05/05/1999, *art.cit.*

politique leur permettant de prendre part à la compétition pour les postes politiques dans le respect des règles de l'élection¹. Les multiples communiqués, lettres ouvertes ou interventions médiatiques des dirigeants du ZZR *Samoobrona* au cours de l'été 1999, et essentiellement d'Andrzej Lepper qui a désormais un quasi-monopole sur la parole publique du mouvement, témoignent de la centralité alors acquise par ce travail de définition des modalités de la participation à la compétition électorale et de mise en forme d'une offre de représentation explicitement politique dans l'activité du syndicat. Ils donnent cependant également à voir les hésitations persistantes qui l'animent. S'ils explicitent désormais clairement leurs ambitions électorales, les dirigeants du ZZR *Samoobrona* ne sont alors pas encore fixés sur la forme particulière que prendra leur participation à la compétition électorale et orientent leur travail de formalisation d'une offre politique dans trois directions parallèles : l'objectivation d'un programme électoral ayant vocation à constituer le socle d'une candidature *Samoobrona* autonome aux élections présidentielle de 2000 et législatives de 2001, la constitution d'une alliance électorale « paysanne » avec le PSL et, enfin, la participation du ZZR *Samoobrona* à une coalition électorale réunissant différents groupements de l'opposition extra-parlementaire.

Premièrement, dès le Congrès du 5 mai 1999, une commission programmatique est mise sur pied au sein du ZZR *Samoobrona*. Composée des membres de son bureau national, elle a pour mission de doter le syndicat d'un programme politique en bonne et due forme visant à expliciter la compétence de l'organisation à traiter de questions politiques variées, au-delà des seules problématiques agricoles². Ainsi, dans le prolongement des quelques déclarations thématiques adoptées au moment du Congrès

¹ Ainsi, dans la perspective d'une manifestation unitaire le 24 septembre de plusieurs organisations syndicales engagées dans la contestation du gouvernement Buzek, et à laquelle le ZZR *Samoobrona* prend part, Andrzej Lepper publie un communiqué, adressé autant aux membres du syndicat qu'aux acteurs concurrents et aux médias, dans lequel on peut lire : « Par notre participation à la manifestation à venir, nous devons convaincre que notre volonté de changer les politiques socio-économiques se développe dans un cadre démocratique. Notre protestation n'a aucunement pour objectif ni d'enfreindre la loi, ni de perturber le fonctionnement de l'État. » : Extrait de « Komunikat », communiqué d'Andrzej Lepper, 01/09/1999, Archiwum Partii Politycznych, ZZR *Samoobrona* 1998-1999.

² Comme le notent Alexandre Dezé et Myriam Aït-Aoudia, l'élaboration d'un programme fait partie des opérations perçues comme inhérentes à la fabrication d'une entreprise politique : « pouvoir se revendiquer d'un programme, c'est se conformer à l'idée de ce qui est attendu d'un parti, c'est donc rendre crédible l'entreprise naissante aux yeux des acteurs concurrents, du pouvoir ou des médias [...] Il s'agit, de la sorte, de faire montre des compétences [de l']organisation à traiter de n'importe quelle question politique. » ; Cf. Dezé Alexandre et Aït-Aoudia Myriam, *art.cit.*

et des orientations tracées par Andrzej Lepper dans son discours aux délégués, la commission programmatique du ZZR *Samoobrona* présente tout au long de l'été un ensemble de propositions portant sur une large palette de thèmes : l'économie, les institutions politiques, les politiques sociales, l'adhésion de la Pologne à l'UE et à l'OTAN ou encore l'environnement¹. Censées tracer les contours d'une « troisième voie de développement socio-économique » alternative au communisme et au « capitalisme anti-humain, anti-social et anti-national » qui, selon Lepper, lui a succédé après 1989², ces diverses propositions donnent lieu au début du mois de septembre 1989 à la publication d'un document de synthèse par le ZZR *Samoobrona*. Présentant ce dernier comme « un mouvement socio-professionnel et politique de caractère national-populaire ayant pour objectif la renaissance économique et morale de la Pologne », ce « proto-programme », sobrement intitulé « Principaux postulats idéo-programmatiques de *Samoobrona* »³, s'organise autour de six points assez vagues et trahit des influences idéologiques iconoclastes.

Principaux postulats idéo-programmatiques de *Samoobrona*

- 1)** *Samoobrona* est en faveur d'un nouveau « style » de développement socio-économique guidé par :
 - a) en priorité, la satisfaction des besoins vitaux élémentaires des individus et la restauration de la confiance dans l'avenir ;
 - b) le retour à des valeurs humanisto-chrétiennes en déclin et le rejet des « valeurs satanistes » de recherche du profit maximum, de l'enrichissement, de la rivalité absolue, du consumérisme dégénéré de la commercialisation à tout crin, du mépris des faibles et de la promotion sans entrave du mal ;
 - c) la création d'un ordre et d'une harmonie dans les relations de l'homme et de la nature, de son environnement direct. En d'autres termes, la mise en œuvre des principes de l'écologie. [...]
- 2)** L'introduction des principes d'éthique en économie, en rupture avec les pratiques inhumaines du « capitalisme sauvage » et du « marché libre sauvage ». Faire reculer la « terreur » fiscale et le parasitisme monétaristo-bancaire.
- 3)** La mise en œuvre d'un grand programme national de relance de l'économie du pays, de développement de la construction, de l'artisanat, de l'agriculture, du commerce, de l'industrie, ainsi que de suppression du chômage et de la pauvreté.

¹ Voir par exemple : « Geneza obecnej struktury politycznej w Polsce », communiqué du ZZR *Samoobrona*, 03/06/1999, Archiwum Partii Politycznych, ZZR *Samoobrona* 1998-1999 ; « Jesteśmy przeciw społeczno-ekonomicznemu "satanizmowi" », 10/06/1999, communiqué du ZZR *Samoobrona*, 22/06/1999, Archiwum Partii Politycznych, ZZR *Samoobrona* 1998-1999 ; « Jakiej Polski Chcemy », communiqué du ZZR *Samoobrona*, 22/06/1999, Archiwum Partii Politycznych, ZZR *Samoobrona* 1998-1999.

² « Wystąpienie Prewodniczącego Andrzeja Leppera », Varsovie, 05/05/1999, *art.cit.*

³ « Ogólne postulaty ideowo-programowe Samoobrony », communiqué du ZZR *Samoobrona*, septembre 1999, Archiwum Partii Politycznych, ZZR *Samoobrona* 1998-1999.

- 4) La liquidation des bureaucraties « démesurées » de l'État et des collectivités locales, complètement disproportionnées par rapport à ses coûts et avantages pour la population.
- 5) La défense de la souveraineté économique et politique du pays aujourd'hui menacée à grandes enjambées par les « écrans de fumées » que sont les intégrations à l'Union européenne et à l'OTAN. Il faut fonder la stratégie de développement du pays sur le principe « comptons sur nos propres forces ».
- 6) La lutte contre toutes les manifestations de libéralisme satanique, inhumain et destructeur, ou d'une morale antiévangélique au sein de la société.

Traduit par nos soins. Sources : « Ogólne postulaty ideowo-programowe Samoobrony », communiqué du ZZR *Samoobrona*, septembre 1999, Archiwum Partii Politycznych, ZZR *Samoobrona* 1998-1999.

Parallèlement, une biographie de Lepper, reprenant plusieurs des propositions programmatiques élaborées au cours de l'été et explicitant les ambitions présidentielles du président du ZZR *Samoobrona*, est publiée à la fin du mois d'août par une petite maison d'édition varsovienne proche du syndicat. Véritable hagiographie de Lepper, cet ouvrage intitulé *Niepokorny* (Inflexible) est distribué lors des différentes réunions publiques et manifestations auxquelles participe le syndicat¹.

Deuxièmement, conjointement à cette entreprise d'élargissement et d'objectivation programmatique d'une offre de représentation politique du ZZR *Samoobrona*, les dirigeants du syndicat réinvestissent la thématique de l'unité politique de la paysannerie tout au long du printemps et de l'été 1999. Dans le prolongement de ses déclarations lors du Congrès du KZRKiOR en mars, Andrzej Lepper continue en effet à promouvoir la constitution d'un front paysan unifié, à même de soutenir un candidat unique à l'élection présidentielle de l'automne 2000. Alors que plusieurs sondages créditent le ZZR *Samoobrona* d'intentions de vote comparables à celles du PSL en cas d'élections anticipées², cette mobilisation d'une rhétorique « unioniste » par le

¹ L'ouvrage, signé du pseudonyme Tomasz Sieciera, est un mélange de récits hagiographiques de la vie de Lepper, d'entretiens avec ce dernier, d'extraits d'articles lui étant consacrés et de déclarations programmatiques du ZZR *Samoobrona*. Il est édité par les éditions de la Fondation Odysseum, propriété de Witold Stanisław Michałowski qui revendique son statut de conseiller personnel d'Andrzej Lepper. Sieciera Tomasz, *Niepokorny*, Warszawa, Wydawnictwo Fundacji Odysseum, 1999 ; à propos de la parution de l'ouvrage et de son usage comme document de propagande au sein du ZZR *Samoobrona* : « Program za 5zł », *Gazeta Wyborcza*, Kraków, 06/09/1999 ; « Lenin z Zielnowa », *Polityka*, 04/09/1999, p.22-24.

² Mi-février 1999, un sondage de l'institut OBOP prenant pour la première fois en compte le ZZR *Samoobrona* crédite ce dernier de 6% d'intentions de votes contre 3% pour le PSL. Fin avril, un sondage du même institut donne le PSL à 4% et *Samoobrona* à 3%. Sur la même période, l'institut CBOS donne à voir des écarts bien plus sensibles entre les deux formations puisqu'il crédite le PSL de 11% des intentions de vote en avril et le ZZR *Samoobrona* de seulement 2%. Voir respectivement : « AWS za SLD », *Gazeta Wyborcza*, 17/02/1999, p.2 ; « SLD wciąż górą », *Gazeta Wyborcza*,

ZZR *Samoobrona* doit se comprendre dans le cadre du rapport de force alors engagé par le syndicat avec le parti paysan pour le leadership sur le champ de représentation de la paysannerie¹. Ainsi, si Lepper appelle à la négociation d'un accord électoral entre son syndicat et le PSL, il s'attache à faire prévaloir sa définition de la représentation de la paysannerie comme étant la seule valable et ne cache pas son ambition d'être le candidat unitaire des deux formations. De même, sans exclure la perspective d'un accord électoral, la direction du PSL s'attache à mobiliser en sa faveur l'héritage du mouvement agrarien pour présenter leur formation comme la plus légitime à défendre les intérêts de la paysannerie. En dépit de cette rivalité, une commission paritaire de six membres, trois du PSL et trois du ZZR *Samoobrona*, est constituée le 15 juin 1999 dans le but de négocier les termes d'une éventuelle alliance politique des deux organisations pour l'élection présidentielle². Ses travaux se poursuivent tout au long de l'été.

Enfin, troisièmement, la direction du ZZR *Samoobrona* cherche également au cours de l'été 1999 à consolider certains des réseaux dont elle dispose dans l'opposition extraparlamentaire en initiant la création d'une nouvelle formation politique à même de les unir politiquement. Le 21 juillet 1999, Andrzej Lepper publie dans ce sens un appel à la formation d'un « Bloc National Populaire Autodéfense » (*Blok Ludowo-Narodowy Samoobrona*). Dénonçant la trahison de leurs idéaux par la gauche comme par la droite – « la droite a renoncé à défendre la Nation et la raison d'État, la gauche a cessé de défendre les droits sociaux des travailleurs. Ensemble elles s'entendent aujourd'hui pour instaurer le capitalisme sauvage en Pologne » écrit-il ainsi – il invite les déçus des deux camps à rejoindre le ZZR *Samoobrona* au sein d'une « force électorale massive en mesure de changer radicalement la situation de la Pologne et de

28/04/1999, p.2 ; « Preferencje partyjne w kwietniu », Varsovie, CBOS, avril 1999. Voir également sur les débats suscités au sein du PSL par les sondages donnant le parti au coude à coude avec le ZZR *Samoobrona* : « Wierzyć ? Nie Wierzyć ? », *Zielony Sztandar*, n°16, 18 avril 1999.

¹ Nous rejoignons ici les observations de Rose-Marie Lagrave qui, à partir du cas français, pointe la mobilisation « instrumentale » de la thématique de l'unité du mouvement paysan par les organisations paysannes dominantes : « Unité et pluralisme sont le résultat d'un rapport de force entre syndicats pour imposer leur représentation de la paysannerie mais également pour faire prévaloir la manière légitime de percevoir ce rapport de force dont le débat sur la « représentativité syndicale » – qui, en dernière instance, est tranché par l'État – n'est qu'une des facettes. Le discours et la pratique unitaires sont par conséquent l'apanage des syndicats dominants, ou plutôt dominants à un moment donné. » ; Hubscher Ronald & Lagrave Rose-Marie, « Unité et pluralisme dans le syndicat agricole français. Un faux débat. », *Annales. Economies, Sociétés, Civilisations*, vol.48, n°1, 1993, p.121.

² « *Samoobrona z PSL?* », *Rzeczpospolita*, 16/06/1999.

la sauver de l'extermination »¹. Cet appel s'adresse aussi bien aux responsables de groupements nationalistes avec lesquels la direction du syndicat s'est attachée à reprendre contact au début de l'année – Bohdan Poręba ancien responsable de l'Union Patriotique « Grunwald » et candidat sur les listes du *Przymierze Samoobrona* en 1993 ainsi que Tadeusz Wilecki ancien chef d'État major de l'armée polonaise et proche du groupuscule nationaliste *Front Polski* font ainsi partie des invités au Congrès du 5 mai – qu'à ceux des organisations syndicales de « gauche » avec lesquelles elle a collaboré au sein du « Comité de coordination intersyndicale pour un changement de la politique économique et sociale du gouvernement », qu'il s'agisse de l'OPZZ ou, surtout, de *Solidarność 80'* et *Sierpień 80'*.

Au début de l'automne, les dirigeants du ZZR *Samoobrona* privilégient de plus en plus nettement cette dernière option, qui n'est pas sans rappeler, dans sa forme comme dans ses objectifs, le Comité d'Autodéfense de la Nation (*Komitet Samoobrony Narodu*) constitué à la fin de l'année 1992 par le syndicat.

D) Une alliance d' « outsiders » : le Blok Ludowo-Narodowy.

À la mi-septembre 1999, les négociations engagées avec le PSL en vue d'une candidature unique à l'élection présidentielle échouent. Excluant désormais toute alliance avec « un syndicat qui appelle les paysans à se munir de cocktails Molotov », Jarosław Kalinowski confirme en effet que sa formation présentera son propre candidat, « un parti qui prétend être la troisième force politique nationale se doit d'avoir son candidat pour la présidence » déclare-t-il alors². Quelques jours plus tard, à l'occasion d'une manifestation unitaire de plusieurs organisations engagées dans la contestation de la politique économique du gouvernement, Andrzej Lepper réitère devant les représentants de l'OPZZ, de *Solidarność 80'* et du *Sierpień 80'* ses appels à la formation d'un Bloc Populaire-National en mesure de constituer une « véritable alternative au pouvoir en place »³. Dès la fin du mois, le président du *Sierpień 80'* Daniel Tomasz Podrzycki, qui depuis la fin de l'année 1998 n'a cessé de coopérer

¹ « O potrzebie powołania do życia bloku ludowo Narodowego *Samoobrona* », communiqué d'Andrzej Lepper président du ZZR *Samoobrona*, 21 juillet 1999, Archiwum Partii Politycznych, ZZR *Samoobrona* 1998-1999.

² « Leppera Nie Poprą », *Gazeta Wyborcza*, Płock, 16/09/1999, p.4.

³ « Łatwo poszło », *Gazeta Wyborcza*, 25/09/1999, p.1.

avec le ZZR *Samoobrona* dans le mouvement de contestation, confirme la participation de son syndicat à cette initiative. La création d'un mensuel commun aux deux syndicats, « *Samoobrona Narodu* » matérialise cette union. Cette publication, dont le premier numéro paraît au mois de novembre, se donne pour objectif de « présenter à la société le programme et les projets [du *Blok Ludowo-Narodowy*], de préciser nos positions sur des sujets variés concernant le pays [...] et de dévoiler l'inaptitude du pouvoir en place et les menaces qui résultent de l'intégration à l'Union européenne »¹. La formalisation du *Blok Ludowo-Narodowy* avec le *Sierpień 80'* ne fait pas l'unanimité au sein de la direction du ZZR *Samoobrona*. Plusieurs responsables du syndicat, aux premiers rangs desquels Ireneusz Martyniuk ancien vice-président et membre du bureau national, critiquent alors ouvertement la politisation croissante du syndicat ainsi que l'élargissement de son offre de représentation au-delà de la seule paysannerie dont la création de cette alliance syndicale à prétentions politiques témoigne. Dans une interview à l'hebdomadaire du PSL *Zielony Sztandar*, Ireneusz Martyniuk appelle ainsi Andrzej Lepper à renoncer à ses ambitions politiques personnelles, à recentrer les activités du ZZR *Samoobrona* dans le seul domaine syndical et à apporter son soutien à une candidature paysanne portée par le PSL aux élections présidentielles².

La portée de ces critiques reste cependant limitée. Ireneusz Martyniuk disparaît rapidement de l'organigramme du syndicat et, loin d'infléchir ses positions, Andrzej Lepper continue tout au long de l'automne à promouvoir son projet de *Blok Ludowo-Narodowy* et à chercher à y rallier de nouveaux soutiens. Dans ce sens, des négociations sont ainsi engagées dès la fin du mois de septembre avec la direction du *Solidarność 80'* et avec Marian Jurczyk, ancien président de ce syndicat et maire de Szczecin qui siège par ailleurs aux côtés de Lepper au sein de la Diétine de Poméranie Occidentale³. De même, le président du ZZR *Samoobrona* cherche à se rapprocher de l'ancien général Tadeusz Wilecki [voir encadré]. Le 10 novembre 1999, Andrzej Lepper participe ainsi avec Daniel Tomasz Podrzycki au lancement du comité de soutien à la candidature de Wilecki. Laissant entendre qu'il pourrait soutenir le général lors de l'élection présidentielle, il l'invite à cette occasion à rejoindre le *Blok*

¹ « Szanowni Państwo », *Samoobrona Narodu*, novembre 1999, n°1, p.1.

² « Nie samym Lepperem *Samoobrona* stoi », *Zielony Sztandar*, 07/11/1999, n°45, p.3.

³ « Jurczyk i Lepper zakładają partię », *Gazeta Wyborcza*, 27/09/1999, p.4.

*Ludowo-Narodowy*¹. Enfin, en dépit de l'échec des négociations antérieures, Andrzej Lepper adresse à la fin du mois de novembre une lettre ouverte à la direction du PSL dans laquelle il la convie à rallier son initiative².

Tadeusz Wilecki est né en 1945. Diplômé de l'école militaire d'officier de Poznań en 1964, il mène carrière au sein de l'Armée de la République populaire de Pologne. Promu général au début des années 1980, il commande la cinquième division de blindé à Gubin puis, à partir de 1987, l'État major des forces armées en Silésie. En 1992, sur proposition du ministre de la défense Janusz Onyszkiewicz, il est nommé Chef d'État major de l'Armée polonaise par le Président Wałęsa. Il exerce cette fonction jusqu'en mars 1997, date à laquelle Aleksander Kwaśniewski le remplace, contre son grès, par le Général Henryk Szumski. Sortant de sa réserve Wilecki dénonce alors une revanche politique du nouveau président. Rayé des cadres en 1998, il affirme clairement ses ambitions politiques et se rapproche des réseaux de la droite nationaliste, notamment du *Front Polski* et du *Stronnictwo Narodowo-Demokratyczne*. Admirateur de Roman Dmowski, il annonce en octobre 1999 sa candidature pour l'élection présidentielle de l'année suivante.

Sources : Site de l'État major des forces armées en Silésie : www.sow.mil.pl, consulté le 27 juillet 2010 ; « Tadeusz Wilecki », <http://ludzie.wprost.pl/sylwetka/tadeusz-wilecki/>, consulté le 27 juillet 2010 ; « Wilecki na aut », *Gazeta Wyborcza*, 11/03/1997, p.1 ; « Polityk z rezerwy / Rozmowa z gen. Tadeuszem Wileckim, byłym szefem Sztabu Generalnego WP », *Gazeta Wyborcza*, Poznań, 27/05/1998, p.4 ; « Wilecki Na Prezydenta », *Gazeta Wyborcza*, 23/10/1999, p.2.

Le 16 décembre 1999, Andrzej Lepper annonce au cours d'une conférence de presse à Szczecin la transformation en un véritable parti politique du « *Blok Ludowo-Narodowy* », qui associe toujours à ce moment uniquement le *ZZR Samoobrona* et le *Sierpień 80'*. Baptisée « *Blok Ludowo-Narodowy Samoobrona Rzeczypospolitej Polskiej* » (Bloc Populaire-National Autodéfense de la République de Pologne), cette nouvelle formation a selon lui vocation à « incarner une troisième voie dans la politique polonaise » et à présenter ses propres candidats aux élections présidentielle de 2000 et parlementaires de 2001. Si les négociations avec Marian Jurczyk et Tadeusz Wilecki pour les associer à cette initiative se poursuivent, la direction du PSL ayant quant à elle refusé sans ambiguïté d'y participer, Lepper indique que le

¹ « Być może poprze go Andrzej Lepper », *Rzeczpospolita*, 12/11/1999 ; « Komitet Wileckiego », *Gazeta Wyborcza*, 12/11/1999, p.8 ; « Potrzeba powołania Bloku-Ludowo-Narodowego », *Samoobrona Narodu*, décembre 1999, p.5.

² « List orwarty Prezydium Samoobrony do władz naczelnych PSL », 23/11/1999, Archiwum Partii Politycznych, *ZZR Samoobrona 1998-1999*.

Congrès fondateur du nouveau parti est d'ores et déjà programmé pour le mois suivant¹.

Le 17 janvier, près de deux mille militants du ZZR *Samoobrona* et, dans une moindre mesure, du *Sierpień 80'* et de différents groupements nationalistes, se réunissent au Palais de la culture et de la science de Varsovie pour assister au congrès du *Blok Ludowo-Narodowy*, l'appellation *Samoobrona Rzeczypospolitej Polskiej* ayant finalement été retirée du nom². Sans doute sous la pression de Tadeusz Wilecki qui, contrairement à Marian Jurczyk, participe finalement au lancement de ce groupement. Bien que tous aient été conviés, aucun représentant du KZRKiOR, du NSZZRI « S », de l'OPZZ et du PSL n'assiste à ce Congrès. Cosignée par Lepper, Wilecki et Podrzycki, la déclaration fondatrice du *Blok Ludowo-Narodowy*, dont les statuts de parti politique doivent selon Lepper être déposés auprès du Tribunal de Varsovie dans les semaines suivantes, réaffirme la prétention de celui-ci à participer aux élections. Elle dessine également les contours d'une offre de représentation résolument nationaliste. Ambitionnant de « bâtir une solide force politique porteuse d'une alternative au programme mis en œuvre en Pologne depuis la Table ronde », le Bloc se donne pour objectif de « défendre les intérêts de l'État et de la Nation polonaise, son indépendance et la souveraineté de son économie nationale »³.

¹ « Lepper chce iść z Jurczykiem », *Gazeta Wyborcza*, Szczecin, 17/12/1999, p.5 ; « Partia Leppera », *Rzeczpospolita*, 17/12/1999.

² « Weź nas w samoobronę! », *Gazeta Wyborcza*, 18/01/2000, p.6 ; « Powstał blok generała Wileckiego i Leppera », *Rzeczpospolita*, 18/01/2000.

³ Lepper Andrzej, Wilecki Tadeusz & Podrzycki Daniel, « Deklaracja Współpracy », 17/01/2000, Archiwum Partii Politycznych, ZZR *Samoobrona* 1998-1999.

Section 2 : Capitaliser sur la renommée : Andrzej Lepper dans l'élection présidentielle de 2000.

En octobre 2000, les citoyens polonais sont, pour la troisième fois depuis le changement de régime, appelés aux urnes pour désigner leur Président de la République. Douze candidats participent à cette élection présidentielle, dont Andrzej Lepper qui matérialise ainsi ses ambitions politiques explicitées au cours de l'année précédente. Si son issue ne semble guère faire de doute, le président sortant Aleksander Kwaśniewski étant rapidement présenté comme le vainqueur certain, l'élection présidentielle de 2000 constitue une occasion pour ses différents participants de témoigner de leur « poids » politique, de montrer qu'il faut « compter » avec eux notamment dans la perspective des élections parlementaires prévues pour l'année suivante. Trois ans après la déroute du *Przymierze Samoobrona* aux élections législatives de 1997, elle est dès lors perçue par Andrzej Lepper comme une fenêtre d'opportunité lui permettant de donner à voir la représentativité qu'il prétend avoir acquis au sein de la société polonaise à l'occasion de la vague de manifestations contre le gouvernement Buzek. Dans le cadre de cette section nous nous intéresserons aux modalités concrètes par lesquelles le président du ZZR *Samoobrona* s'attache à réinvestir dans la compétition électorale les ressources qu'il a accumulées dans le mouvement de contestation des années 1998 et 1999, sur son nom propre en se faisant reconnaître comme l'une des principales figures de l'opposition au gouvernement, mais aussi par le biais de son syndicat qui s'est imposé comme l'un des principaux protagonistes du champ de représentation de la paysannerie.

Dans un premier temps, nous nous intéresserons au processus qui conduit Andrzej Lepper à officialiser sa propre candidature au mois de mars 2000. Alors qu'il semblait privilégier la participation à une entreprise politique transcendant le ZZR *Samoobrona*, la dégradation rapide de ses rapports avec ses partenaires du *Blok Ludowo-Narodowy* aboutit au délitement de cette alliance quelques semaines à peine après l'officialisation de sa création. Dès lors, c'est au nom du seul mouvement *Samoobrona*, et en étant officiellement investi par le ZZR *Samoobrona*, que Lepper s'engage dans la lutte pour le trophée présidentiel (A). Il ne renonce pas pour autant à son ambition d'élargir son groupe de référence au-delà du seul monde agricole. Bien

que le ZZR *Samoobrona* constitue le principal vecteur de ressources collectives lui permettant de déposer sa candidature auprès de la Commission électorale nationale et de mener une campagne électorale active, nous verrons en effet qu'il construit son identité de candidat à distance du syndicat et s'efforce de se présenter comme le porteur d'un projet politique inédit adressé à l'ensemble des Polonais indépendamment de leurs appartenances socio-professionnelles (B). Enfin, nous verrons que, suite à une campagne électorale au cours de laquelle il n'est guère parvenu à se faire reconnaître comme un compétiteur sérieux, Lepper réalise une performance ambivalente dans une élection marquée par la domination de Kwaśniewski. Obtenant plus de voix que ce que la plupart des sondages pré-électorales laissaient présager, mais moins que les ambitions qu'il affichait, Lepper s'efforce d'imposer une interprétation de son résultat comme encourageant dans la perspective des élections de 2001, qui ne fait pas l'unanimité au sein du ZZR *Samoobrona* (C).

A) Le délitement du *Blok Ludowo-Narodowy*.

Bien que lancé en grande pompe le 17 janvier 2000, le *Blok Ludowo-Narodowy* est dissous avant même que sa création n'ait été officialisée auprès du Tribunal de Varsovie. Dès la fin du mois de janvier, ses fondateurs se divisent à la fois sur les finalités de ce groupement et, surtout, sur l'identité de son potentiel candidat à l'élection présidentielle.

Tout d'abord, le président du *Sierpień 80'* remet rapidement en cause le projet initial de transformation partisane du *Blok Ludowo-Narodowy*. Dans les semaines suivant le Congrès du 17 janvier, il exprime ainsi dans les colonnes de l'hebdomadaire de son syndicat ses doutes quant à la pertinence de transformer cette alliance aux contours encore indistincts en un véritable parti politique et exprime sa préférence pour un cadre organisationnel souple s'apparentant à une confédération de groupements conservant leur autonomie d'action.

<p>Le <i>Blok Ludowo-Narodowy</i> n'est pas aujourd'hui un parti politique. Il ne doit selon moi pas le devenir. La Pologne n'a pas besoin d'un nouveau parti politique. Pas simplement parce qu'il en existe déjà des dizaines, mais surtout parce que ce qui</p>
--

manque le plus à la Pologne aujourd'hui c'est une tribune supra-partisane, au sein de laquelle les syndicats, les mouvements sociaux et les partis politiques peuvent discuter sans crainte d'être instrumentalisés. L'objectif d'une telle plateforme doit être l'élaboration d'un programme commun, d'une vision pour le futur de la Pologne, approuvée par tous ses participants (actuels et futurs). [...] Le *Blok Ludowo-Narodowy* peut devenir une force dans laquelle différents groupements trouveront leur place. Des partis politiques, qui ne veulent pas renoncer à leur autonomie, aux syndicats, qui ne veulent pas devenir un parti politique, ce qui est notre cas, en passant par différentes organisations sociales [...]. Réduire le *Blok Ludowo-Narodowy* à un parti politique c'est en limiter le potentiel. L'objectif général du Blok est de rompre avec les politiques socio-économiques actuellement mises en œuvre et d'introduire une nouvelle démarche économique qui, de plus en plus couramment en Pologne et dans le monde, est qualifiée de Troisième voie. Le *Blok Ludowo-Narodowy* vient juste de « démarrer ». L'avenir dira quelle sera sa dynamique et s'il sera en mesure de faire face aux responsabilités qui lui incombent. Des responsabilités à l'égard de la Pologne et de la Nation polonaise dans une Europe unie.

Daniel Podrzycki

Traduit par nos soins. Sources : Podrzycki Daniel, « *Blok Ludowo-Narodowy* », *Kurier Związkowy*, n°91, 26/01/2000.

Davantage encore que cette controverse ouverte par le président du *Sierpień 80'* sur la forme organisationnelle du *Blok Ludowo-Narodowy*, et implicitement sur sa vocation à prendre part en tant que tel à des élections, c'est la dégradation des rapports entre Lepper et Wilecki qui accélère la dissolution de cette union. Si la prétention du *Blok Ludowo-Narodowy* à participer à l'élection présidentielle d'octobre 2000 est affirmée, alors à l'unanimité, par ses initiateurs lors du congrès fondateur du 17 janvier 2000, les questions sensibles de l'identité de son candidat potentiel et des modalités de sa sélection sont quant à elles laissées en suspens¹. Elles enveniment rapidement les relations entre l'ancien général et le président du *ZZR Samoobrona*. Aucun des deux hommes ne semble disposé à renoncer aux ambitions présidentielles qu'ils ont explicitées à la fin de l'année 1999 avant la constitution du Bloc. Alors que le premier met en avant pour les légitimer son expérience de haut responsable militaire et les soutiens sur lesquels il peut compter au sein de la droite nationaliste, le second insiste sur le statut d'opposant de premier plan au gouvernement qu'il a acquis dans le mouvement de contestation de la politique économique du gouvernement Buzek ainsi que sur la base militante solide dont dispose selon lui désormais le *ZZR Samoobrona*. Le divorce entre les deux hommes est consommé à la fin du mois de mars.

¹ « Weź nas w samoobronę! », *Gazeta Wyborcza*, 18/01/2000, p.6 ; « Blok z blokady », *Polityka*, n°5 (2230), 29/01/2000, p.31.

Dans les premiers mois de l'année 2000, le comité de soutien à Tadeusz Wilecki créé en novembre 1999 par plusieurs groupements de la droite nationaliste continue à multiplier les actions de promotion de la candidature du général sans concertation avec ses partenaires du *Blok Ludowo-Narodowy*¹. Des réunions publiques au cours desquels Wilecki dessine les contours de son futur programme présidentiel sont régulièrement organisées à travers le pays. Le 19 mars, lors d'une rencontre avec des sympathisants du Stronnictwo Narodowe à Bydgoszcz, Tadeusz Wilecki franchit une nouvelle étape en annonçant le lancement prochain de sa campagne électorale². La réaction de Lepper ne se fait pas attendre. Dès le lendemain, il organise une conférence de presse au cours de laquelle il officialise sa propre candidature à la présidence. « Notre décision est prise, nous participerons à l'élection présidentielle. Nous avons déjà réalisé beaucoup de choses, nous n'abandonnerons pas le fruit de notre travail à une personne qui vient d'apparaître brusquement sur la scène politique en y étant parachuté par d'autres », déclare-t-il alors à l'adresse Wilecki³. Le 16 avril, Lepper confirme que c'est au nom du « mouvement *Samoobrona* », et non du *Blok Ludowo-Narodowy*, qu'il entend participer à l'élection⁴. Si la publication commune au ZZR *Samoobrona* et au *Sierpień 80'* du mensuel *Samoobrona Narodu* se poursuit jusqu'au mois de juillet, le label *Blok Ludowo-Narodowy* cesse progressivement d'être mobilisé par ses différents initiateurs. Sans être formellement dissoute, cette alliance tombe de fait en désuétude quelques semaines à peine après sa création.

Le 27 mai, une convention électorale du ZZR *Samoobrona*, la première du genre, réunissant les membres du Bureau National et des délégués des structures régionales du syndicat, entérine la candidature d'Andrzej Lepper à l'élection présidentielle du mois d'octobre en lui accordant à l'unanimité l'investiture de l'organisation⁵. En dépit des appels répétés des responsables du PSL, ainsi que du KZRKiOR, l'invitant à se

¹ « Prezes Stronnictwa Narodowego », *Gazeta Wyborcza*, Lublin, 14/02/2000, p.2.

² « Wiosenna ofensywa generała », *Gazeta Wyborcza*, Bydgoszcz, 20/03/2000, p.5 ; « Wilecki na prezydenta », *Rzeczpospolita*, 27/03/2000.

³ « Piękny rozwód przed ślubem », *Gazeta Wyborcza*, 21/03/2000, p.5.

⁴ Symboliquement, il déclare sa candidature devant l'entrée n°2 des Chantiers Naval de Gdańsk, là même où, en 1980, Lech Wałęsa avait annoncé aux grévistes la signature des accords d'août. « Lepper wystartuje », *Gazeta Wyborcza*, Trójmiasto, 17/04/2000, p.3.

⁵ « Andrzej Lepper na Prezydenta », *Samoobrona Narodu*, n°8, juin 2000.

retirer, au nom de l'unité politique de la paysannerie, en faveur du candidat du parti paysan, Jarosław Kalinowski, investi le 2 mai¹, Lepper confirme sa candidature en enregistrant le 3 juillet son propre comité électoral auprès de la Commission électorale nationale².

B) Construire et promouvoir une candidature Lepper.

Bien qu'investi par le ZZR *Samoobrona*, Andrzej Lepper construit son image de candidat à distance du syndicat agricole. Cherchant à rompre avec l'image de paysan radical qui lui est communément affublée, il légitime sa participation à la compétition électorale en se posant en représentant d'un vaste mouvement social, transcendant les frontières catégorielles, et en porteur d'un projet politique original qu'il qualifie de « Troisième Voie » (1). Tenu à l'écart du travail de construction identitaire du candidat Lepper, le ZZR *Samoobrona* joue à l'inverse un rôle central aussi bien dans l'entreprise de formalisation de sa candidature dans le respect des contraintes de la loi électorale que dans celle de promotion de son offre politique dans les mois précédant le scrutin (2).

1) Le candidat de la « Troisième voie ».

Candidat pour la sixième fois à une élection et pour la seconde fois consécutive à une élection présidentielle³, Lepper légitime une nouvelle fois sa participation au scrutin de 2000 en se produisant comme un nouvel entrant dans les jeux politiques polonais. Dénonçant le personnel politique dominant, dépeint, au-delà des appartenances partisans, comme corrompu et incapable, il cherche en effet à se présenter comme un homme ordinaire, éloigné des sphères du pouvoir. S'efforçant d'inverser le stigmate lié à son manque d'expérience politique, il fait de celle-ci le critère même de sa

¹ « Prezes kandydatem », *Rzeczpospolita*, 04/05/2000.

² « Komunikat Państwowej Komisji Wyborczej », 3 juillet 2000, Archiwum Partii Politycznych, ZZR *Samoobrona* 2000-2001.

³ Pour rappel, Lepper a déjà participé aux élections législatives de 1991 (comité local), de 1993 (*Samoobrona-Leppera*) et de 1997 (*Przymierze Samoobrona*), ainsi qu'à l'élection présidentielle de 1995 et aux élections locales de 1998 (*Przymierze Społeczne*).

probité et de sa compétence¹. En juin, il déclare ainsi : « J'ai décidé d'être candidat afin de dire la vérité aux gens, une vérité qu'à coup sûr aucun autre que moi n'exprimera. Je suis le seul à n'être impliqué dans aucune combine politique et je ne suis aucunement responsable des échecs des équipes gouvernantes actuelles et passées »².

Fort des ressources symboliques personnelles qu'il a accumulées dans la dynamique du mouvement de contestation, et qui lui assurent une notoriété régulièrement attestée par les sondages d'opinion³, Andrzej Lepper s'attache par ailleurs à légitimer son statut de présidentiable en se fondant dans une identité plus large que celle de simple président du ZZR *Samoobrona*. Ainsi, bien qu'il soit formellement investi par le syndicat, ni le nom, ni le logo de celui-ci n'apparaissent sur ses différents tracts et affiches de campagnes. De même, lorsqu'il est conduit à se référer au groupement au nom duquel il participe aux élections, il le donne à voir comme un vaste collectif transcendant les frontières du seul syndicat en le désignant par euphémisme comme « notre mouvement socio-politique », « notre mouvement d'autodéfense de la République de Pologne » (« Nasz ruch samoobrony Rzeczypospolitej Polskiej ») ou tout simplement « *Samoobrona* ». Cette entreprise de construction et de promotion d'une identité publique du candidat Lepper à distance de l'organisation qu'il préside doit se comprendre à l'aune de sa prétention, affichée dès le début de la campagne, à rompre avec son image de leader paysan et à élargir son offre de représentation au-delà du monde rural. S'il reconnaît espérer compter sur un soutien particulier parmi « les habitants des campagnes, mais aussi les autres principales victimes de la crise économique comme les chômeurs et les retraités », Lepper refuse en effet de s'y limiter et s'efforce dès le mois d'avril de se présenter comme le candidat de « tous les

¹ À un mode de légitimation basée sur des critères de compétences, largement dominant dans le champ politique polonais depuis 1990, il tente ainsi de substituer une légitimité liée à ses attaches populaires, à son autonomie vis-à-vis du pouvoir politique. Cf. Lagroye Jacques, François Bastien & Sawicki Frédéric, *op.cit.*, p.250 à 256.

² « Trzeba mówić prawdę », *Samoobrona Narodu*, n°9, juillet 2000.

³ Au début de l'année 1999, Andrzej Lepper est réintégré aux enquêtes d'opinion sur la notoriété et la popularité des principaux responsables politiques polonais régulièrement menées par les différents instituts de sondages, desquelles il était absent depuis 1993. Dans un sondage OBOP réalisé à la fin du mois de février 1999 suite à l'action de Świecko, il se classe à la neuvième position des hommes politiques les plus connus, 93% des sondés déclarant savoir de qui il s'agit, loin devant le président du PSL (63%). Un an plus tard, dans un sondage du même institut, seuls 4% des sondés déclarent ne pas connaître Andrzej Lepper. Cf. respectivement : « Zaufanie do Polityków w lutym », *Komunikat z badań*, Varsovie, CBOS, février 1999, p.2 ; et « Zaufanie do Polityków w lutym », *Komunikat z badań*, Varsovie, CBOS, février 2000, p.3.

Polonais ordinaires », indépendamment de leur profession ou de leur lieu de résidence¹.

Dans la continuité du travail de production programmatique effectué au cours des mois précédents au sein de la commission programmatique du syndicat puis du *Blok Ludowo-Narodowy*, c'est en mobilisant la notion de « Troisième voie » qu'il s'attache à mettre en cohérence cette offre de représentation à vocation généraliste. Lepper se positionne dès le début de sa campagne comme le porteur d'une « nouvelle voie de développement économique et humain, alternative au socialisme et au capitalisme ». Si la prétention de Lepper à dépasser le clivage droite/gauche est récurrente dans son discours depuis le début des années 1990, il renouvelle sensiblement les références mobilisées pour la légitimer au cours de la campagne pour l'élection présidentielle de 2000. Outre le nationalisme, il se revendique désormais régulièrement lors de ses interventions publiques et dans ses documents de campagne de la doctrine sociale de l'Eglise, notamment de Jean-Paul II qu'il présente alors comme son « mentor » politique, de l'écologisme et même des théories de la « nouvelle gauche » alors popularisées par Gerhard Schröder en Allemagne et Tony Blair en Grande-Bretagne.

Pourquoi la Troisième Voie ?

[La « Troisième Voie »] désigne actuellement un courant de pensée politique visant à la construction d'un nouvel ordre dans le monde, après les compromissions du système socialiste dans sa version soviétique et celles croissantes du système capitaliste qui, en près de 300 ans d'existence, n'a soulagé les hommes d'aucun de leurs problèmes. Au contraire, ce dernier a contribué à la dévastation écologique de la planète, a creusé dramatiquement les inégalités entre les individus, une poignée se prélassant dans le luxe alors que des milliards vivent dans la misère, et n'a résolu ni le problème du chômage, ni celui de la faim, ni aucune des autres pathologies sociales. Dès lors, il n'y a rien d'étonnant à ce que les gens ne souhaitent plus limiter leur choix à ces deux systèmes compromis et adhèrent aux paroles de Pape Jean-Paul II selon lequel « il est inacceptable de prétendre que le capitalisme est la seule alternative après la chute du communisme ». Cette vérité est douloureusement vérifiée en Pologne, où le retour brutal au capitalisme sous l'impulsion de Leszek Balcerowicz a conduit à l'effondrement total de notre pays, au niveau économique, mais aussi social et moral. Le même phénomène se produit dans d'autres pays. [...]

La « Troisième Voie » ne saurait être considérée comme une simple combinaison d'éléments du socialisme et du capitalisme. La pensée socio-économique et politique de la « Troisième voie » se construit autour de concepts inédits, d'un changement en

¹ « Lepper przekonuje bydgoszczan », *Gazeta Wyborcza*, Bydgoszcz 17/04/2000, p.3.

profondeur de la hiérarchie des valeurs et de la définition d'une morale et d'une doctrine sociale fondée sur des valeurs délaissées par le marxisme et le capitalisme. [...] Les théories complexes de la « Troisième Voie » font émerger l'espoir que les gens puissent enfin trouver des remèdes à la plupart de leurs difficultés. Aujourd'hui, l'intérêt pour ces théories croît d'ailleurs partout dans le monde. Par exemple, elles ont récemment fait parler d'elles en Allemagne avec l'arrivée au pouvoir des sociaux-démocrates en alliance avec les Verts, mais aussi en Russie où elles sont défendues par Alexandre Lebed.

La doctrine de la « Troisième Voie » invite à une réforme de l'économie et une reconfiguration du système de valeur en vigueur dans la sphère socio-morale. Elle implique également de restaurer l'État dans ses missions d'organisation du processus de croissance, de construction et de planification de l'avenir, de maintien de l'équilibre entre les besoins d'aujourd'hui et ceux de demain, entre les intérêts des individus et ceux de la collectivité, ainsi qu'entre les aspects matériels et spirituels de la vie sociale. Ces transformations passent par un interventionnisme de l'État, mais un « interventionnisme éclairé », libéré des diktats de la bureaucratie et de l'arrogance du pouvoir [...] Au nom du mouvement *Samoobrona*, je m'engage devant vous à ce qu'il n'y ait jamais, de notre part, de barrages [routiers] sur cette « Troisième voie ».

Andrzej Lepper

Source : « Dlaczego trzecia droga ? », document de campagne pour l'élection présidentielle de 2000, Archiwum Partii Politycznych, *ZZR Samoobrona 2000-2001*.

Dans le cadre de la campagne d'Andrzej Lepper, un programme, relativement vague, censé tracer les contours de l'action que celui-ci mettra en œuvre une fois élu est par ailleurs élaboré. Il confirme la prétention du président du *ZZR Samoobrona* à élargir son offre de représentation au-delà du monde rural et à se présenter comme le porteur d'une nouvelle voie de développement économique et politique, en rupture avec les pratiques de gouvernement en vigueur depuis le changement de régime.

Propositions à tous les Polonais.

Orientations principales de l'action pour la réparation de la situation du pays.

Andrzej Lepper présente à la société les propositions suivantes :

1. Restaurer chez les gens, dans leur vie quotidienne, la confiance dans l'avenir.
2. Garantir le principe fondamental des « droits sociaux de l'homme », c'est-à-dire du droit au travail, à avoir « un toit au-dessus de sa tête », à rester en bonne santé, à accéder à l'éducation, à bénéficier de conditions de vie justes.
3. Cesser la démolition de l'économie nationale polonaise, les privatisations crapuleuses, le pillage des biens nationaux, et l'expropriation de la Nation de tout ce qui constitue la base de son existence matérielle.

4. Sauver les restes de l'industrie et de l'agriculture polonaise, mettre en œuvre un vaste programme de construction de logements sous le slogan : « un appartement pour chaque famille polonaise ».
5. Faire preuve de fermeté contre le crime, le manque de morale, le banditisme, le vol et la corruption dans les sphères du pouvoir, ainsi que contre les actes qui menacent les intérêts nationaux.
6. Sauver les finances et le système bancaire de l'État. Revenir à des principes sains et logiques d'élaboration du budget, aussi bien économiquement que politiquement. Placer ces principes au fondement du fonctionnement de l'État dans les sphères des services publics, de la défense nationale, de l'enseignement, de la culture, de la science et de l'aide sociale.
7. Initier un grand débat national sur la définition d'une nouvelle voie de développement de Pologne, afin de mener celle-ci sur la voie de la croissance et de la prospérité, de mettre fin au processus de désintégration et d'anarchie, ainsi que la mettre à l'abri des menaces représentées par ses ennemis.

Sources : « Propozycje dla wszystkich Polaków. Podstawowe kierunki działań dla naprawy sytuacji w kraju », document de campagne pour l'élection présidentielle de 2000, Archiwum Partii Politycznych, ZZR *Samoobrona* 2000-2001

Outre lui offrir la possibilité de justifier l'élargissement de son périmètre d'intervention au-delà des seules problématiques agricoles¹, l'explicitation et la mobilisation par Andrzej Lepper d'une offre politique prétendant, sous le label de « Troisième Voie », se rattacher à un ensemble doctrinal cohérent participe de l'entreprise de légitimation de sa participation à la compétition électorale et de démarcation au sein de celle-ci. En effet, en se donnant à voir comme le représentant polonais d'un courant de pensée international promu par des personnalités aussi respectables que Jean-Paul II ou le chancelier allemand, il s'efforce de contrer les procès en radicalisme et en démagogie dont il est régulièrement l'objet de la part de ses adversaires politiques et de la plupart des principaux médias depuis la fin des années 1990. En prétendant incarner la « rénovation », il s'attache par ailleurs à se singulariser des autres prétendants à la fonction présidentielle en les dépeignant, indépendamment de leurs spécificités, comme les représentants de doctrines archaïques en voie de dépassement.

2) Le ZZR *Samoobrona* comme outil de campagne : les ressources organisationnelles du syndicat au service de la candidature de son président.

¹ « L'agriculture doit être appréhendée comme une composante, importante mais pas autonome, de l'ensemble du système économique-écologique et socio-culturel à réformer » peut-on ainsi lire dans ses tracts de campagne. Cf. : « Najpierw Polska », document de campagne pour l'élection présidentielle de 2000, Archiwum Partii Politycznych, ZZR *Samoobrona* 2000-2001.

Tenu à distance du travail de construction de l'identité publique du candidat Lepper, le ZZR *Samoobrona* est à l'inverse fortement mobilisé pour la mise en œuvre des aspects « pratiques » de sa campagne électorale. Le temps de celle-ci, l'activité du syndicat, et notamment de ses cadres, est en effet clairement réorientée dans le sens de la promotion de l'entreprise électorale de son président.

Dès le mois d'avril 2000, un comité de campagne est constitué afin de soutenir la candidature d'Andrzej Lepper à la présidence, que ce soit par le recueil des signatures nécessaires à la validation de celle-ci, la collecte de financements ou encore la coordination des différentes actions de mobilisation électorale. La composition de ce comité, qui est décliné au niveau des voïvodies au cours de l'été, est calquée sur celle des structures de direction du syndicat. Les membres du bureau national du ZZR *Samoobrona* en sont promus responsables au niveau national alors que les dirigeants régionaux du syndicat se voient confier la responsabilité de l'organisation de comités locaux dans chaque voïvodie. De même, les mandataires du comité électoral qu'Andrzej Lepper enregistre auprès de la Commission Electorale Nationale au début du mois de juillet, Henryk Dzido, par ailleurs avocat personnel de Lepper, et Krzysztof Filipek, également responsable du syndicat en Mazovie, sont tous deux membres du bureau national du ZZR *Samoobrona*¹.

La mise en forme du comité de campagne sur le modèle du syndicat, les structures de ce dernier étant simplement dédoublées, offre la possibilité à Andrzej Lepper de mobiliser dans le cadre de la compétition électorale les ressources collectives, notamment militantes et organisationnelles, accumulées par celui-ci dans la dynamique du mouvement de contestation. Ainsi, alors qu'en 1995 il avait éprouvé les plus grandes difficultés à réunir les 100 000 signatures d'électeurs nécessaires à la validation de sa candidature, la mise à contribution, sur l'impulsion des responsables régionaux, de la désormais relativement importante base militante du syndicat lui permet de les recueillir en quelques semaines à peine. Il se paye même le luxe d'être le premier de tous les candidats à déposer une liste complète de signatures auprès de

¹ « Prawda zwycięży », *Samoobrona Narodu*, n°9, juillet 2000.

la Commission électorale nationale¹. De même, les dons des membres du ZZR *Samoobrona*, notamment de ses cadres les plus fortunés qui, à en croire des témoignages ultérieurs, sont régulièrement sollicités dans ce sens par la direction², constituent la principale source de financement du comité électoral de Lepper. Surtout, la sollicitation des différentes structures locales du syndicat permet à Andrzej Lepper de mener une campagne de terrain particulièrement active et peu coûteuse tout au long de l'été et de l'automne 2000. En effet, si comme les autres candidats, Andrzej Lepper mobilise des techniques « modernes » de promotion de son offre politique, par exemple la diffusion de clips électoraux à la télévision et à la radio, sa campagne prend essentiellement la forme de nombreuses actions locales de petites tailles. Il participe ainsi quotidiennement, voire plusieurs fois par jour, à des réunions publiques, des distributions de tracts sur les marchés, ou encore des actions de protestation organisées par les sections locales du ZZR *Samoobrona*. Un journaliste de *Gazeta Wyborcza* rapporte ainsi que le 7 août, il parcourt plus de 500 kilomètres en une journée pour, successivement, arpenter les travées d'un marché à Kalisz, participer à des manifestations à Wrocław puis à Poznań et enfin animer un meeting dans la région de Szczecin³. Au final, Andżelika Wardęga estime que dans les mois précédant le premier tour Andrzej Lepper est le candidat qui, en se rendant au moins deux fois dans chacun des 379 *powiat* polonais, visite le plus de communes à travers le pays⁴. Outre lui offrir la possibilité de s'assurer une présence importante sur le terrain, la mise à contribution des structures locales du ZZR *Samoobrona* pour organiser les actions de promotion de l'offre électorale du candidat Lepper permet à ce dernier de limiter drastiquement ses frais de campagne, la plupart de ceux-ci étant dans les faits pris en charge par le syndicat. Selon les données fournies par la Commission Electorale Nationale à l'issue de l'élection, avec à peine 56 000 Złoty dépensées dans le cadre de la campagne, le budget du comité Andrzej Lepper est ainsi l'un des plus faibles des candidats à la présidence, loin derrière celui du président sortant Aleksander Kwaśniewski qui s'élève à 12 000 000 de Złoty⁵.

¹ « Kraj w skrócie », *Gazeta Wyborcza*, 20/07/2000, p.5 ; « Kończy się wyścig z podpisami », *Gazeta Wyborcza*, 24/08/2000, p.4.

² « Kartel *Samoobrona* », *Polityka*, 20/10/2001, p.36-39.

³ « Trzecia Siła, Druga Tura », *Gazeta Wyborcza*, 11/09/2000.

⁴ Wardęga Andżelika, « Kampania przed Kampanią czyli przedwyborcze napinanie mięśni », *Studia politologiczne*, vol.6, p.245.

⁵ Szalkiewicz Krzysztof, « Niezmiernie drogi prezydent », www.marketingwpolitycz.zgora.pl ; « Kasy i Głosy », *Gazeta Wyborcza*, 09/01/2001, p.4.

C) Luttes de définition d'une élection présidentielle « sans enjeu ».

En dépit de la notoriété qu'il a acquise au cours de l'année 2000 et de ses efforts pour se conformer aux attendus du rôle de candidat, notamment par la formalisation d'un programme en bonne et due forme et l'adoption d'un discours mettant en scène l'intérêt général et le bien commun, Andrzej Lepper peine à se faire reconnaître comme un protagoniste important de l'élection présidentielle. Tout au long de la campagne, il reste cantonné par ses adversaires et les principaux commentateurs de la vie politique polonaise au statut de prétendant secondaire, voire illégitime (1). Si le 8 octobre Andrzej Lepper est assez nettement distancé par les candidats faisant figure de « favoris », notamment par le président du PSL Jarosław Kalinowski, il réunit plus d'un demi million de voix, soit le plus grand total d'un comité étiqueté « *Samoobrona* ». Bien qu'en deçà des ambitions initialement affichées par Lepper ce résultat est sensiblement plus élevé que ce que les estimations pré-électorales laissaient présager et témoigne, du moins en partie, du renforcement indéniable du ZZR *Samoobrona* à la fin des années 1990 (2). L'interprétation que Lepper essaye d'imposer de sa performance électorale, celle du signe de la montée en puissance politique du ZZR *Samoobrona*, ne fait guère l'unanimité parmi la direction du syndicat. Au tournant des années 2000 et 2001, on assiste ainsi à l'émergence d'une controverse au sein du syndicat sur l'opportunité de l'engager de manière autonome dans la compétition pour les postes de parlementaires lors des élections de 2001(3).

1) L'assignation au statut de « petit » candidat.

Dès le début de l'année 2000, bien avant le début officiel de la campagne électorale, la perspective d'une large victoire du Président sortant Aleksander Kwaśniewski, qui ne fait guère mystère de son intention de se représenter, s'impose comme l'issue quasi certaine de l'élection présidentielle d'octobre. Alors que de nombreux sondages attestent de la forte popularité du Président et de sa faculté à se présenter comme le garant de la stabilité de l'État, au-dessus de la « mêlée » partisane¹, la seule

¹ Par exemple : « Portrety kandydatów na Prezydenta », *Komunikat z badań*, Varsovie, CBOS, juin 2000.

incertitude du scrutin réside, selon les observateurs de la vie politique polonaise, dans sa capacité à se faire réélire dès le premier tour. Dès lors, la question de la personnalité du candidat qui parviendra à se classer en deuxième position derrière le président sortant, et éventuellement à le contraindre à un second tour, apparaît rapidement comme le principal enjeu de l'élection. Précédant d'une année les élections législatives, le scrutin présidentiel est ainsi dépeint comme une sorte de « galop d'essai » permettant de jauger l'état des rapports de force dans le champ politique, et notamment au sein de la « droite » au gouvernement depuis 1997. Dès le début de l'été 2000, suite à la publication des premiers sondages pré-électoraux, trois candidats sont érigés dans les médias en principaux « challengers » potentiels de Kwaśniewski. Le premier est Marian Krzaklewski, le président du NSZZ « S » et de la principale formation de la coalition gouvernementale l'« AWS ». Le deuxième est Andrzej Olechowski, ministre des Finances du gouvernement Olszewski pendant quelques semaines puis ministre des Affaires étrangères désigné par Wałęsa au sein du second gouvernement Pawlak. S'il se présente en tant que candidat indépendant, Olechowski bénéficie du soutien informel du SKL et d'une partie importante de la direction de l'UW¹. Enfin le troisième, bien que dans une moindre mesure, est le président du PSL Jarosław Kalinowski que certains commentateurs estiment en mesure de créer la surprise s'il parvient à mobiliser aussi largement que l'avait fait son parti en 1993².

Cette focalisation de l'attention des commentateurs de la campagne électorale sur l'activité des trois candidats présentés comme étant en mesure de contraindre le

¹ Ni le SKL, qui participe à la coalition AWS, ni l'UW ne soutiennent officiellement le moindre candidat. Au début du printemps 2000, les directions des deux formations se sont en effet profondément divisées sur l'attitude à adopter à l'égard d'Andrzej Olechowski qui officialise sa candidature dès le mois de mars. Par exemple, au sein de l'UW, le président Leszek Balcerowicz y est plutôt favorable alors que Władysław Frasyniuk y est résolument hostile. Au final, alors que les premiers sondages créditent Olechowski de plus de 10% des voix, le SKL et l'UW renoncent à investir leur propre candidat et laissent à leurs membres la liberté de soutenir leur favori. De nombreux membres de la direction des deux formations s'engagent ainsi dans la campagne d'Andrzej Olechowski. Cf. « Olechowski wystartował », *Gazeta Wyborcza*, 25/03/2000, p.9 ; « Kto poprze bezpartyjnego », *Gazeta Wyborcza*, 29/09/2000, p.1. Pour plus de précisions sur les recompositions politiques à l'œuvre lors de la campagne de l'élection présidentielle de 2000, on pourra se référer à : Millard Frances, « Party development and the Polish presidential election of October 2000 », *Perspectives on European Politics and Society*, vol.2, n°3, 2001, p.379-400.

² Sur la construction de Marian Krzaklewski, de Andrzej Olechowski et, à un moindre degré, de Jarosław Kalinowski comme les trois seuls prétendants sérieux au statut de premier opposant à Aleksander Kwaśniewski : Szczerbiak Aleks, « Explaining Kwaśniewski's Landslide: The October 2000 Polish Presidential Election », *Journal of Communist Studies and Transition Politics*, vol.17, n°4, 2001, p.78-107.

vainqueur anticipé Kwaśniewski à un second tour s'accompagne d'une relégation symbolique des autres prétendants à la fonction présidentielle, dont Andrzej Lepper, au statut de compétiteurs mineurs, voire anecdotiques. En dépit de son ambition affichée de réunir plus de 10% des voix et de passer le cap du premier tour, Andrzej Lepper peine ainsi à contrôler son identité publique de candidat et à se faire reconnaître comme un prétendant légitime, porteur d'une offre électorale généraliste, cohérente et crédible. Au contraire, dans la continuité des procès en radicalisme dont il est l'objet depuis le début des années 1990, avec une vigueur accrue depuis les barrages routiers de l'année 1999, l'image d'Andrzej Lepper véhiculée dans les principaux médias polonais reste celle d'un leader paysan extrémiste et démagogique. Son programme est régulièrement moqué pour sa vacuité et une grande partie des articles qui lui sont consacrés dans les mois précédant le premier tour ont trait à ses démêlés avec la justice pour sa responsabilité dans l'organisation d'actions de protestation illégales au cours de l'année 1999¹. La légitimité de sa participation à la compétition électorale est même fréquemment remise en question, par exemple par l'hebdomadaire *Wprost* qui va jusqu'à dénoncer ses tendances fascistes en le comparant explicitement à Jörg Haider en Autriche et à Jean-Marie Le Pen en France². Abondamment reprises par les autres candidats, notamment ceux qui, comme Jarosław Kalinowski, le perçoivent comme un concurrent direct pour un segment de l'électorat, ces critiques répétées de Lepper, de son offre politique et de la sincérité de son engagement démocratique participent à la marginalisation symbolique du président du ZZR *Samoobrona* dans la compétition électorale, à son assignation au statut de candidat « trublion » potentiellement dangereux.

2) Une performance électorale ambivalente.

¹ Tout au long de l'année 2000, Andrzej Lepper est régulièrement convoqué devant les tribunaux pour répondre de ses actions de l'année précédente, qu'il s'agisse de l'organisation de manifestations « sauvages » (car non-déclarées auprès des autorités) ou d'outrages, à des membres du gouvernement notamment. Alors qu'il refuse systématiquement de répondre à ces convocations, dont il dénonce le caractère politique, Lepper est l'objet de mandats d'arrêt déposés par les tribunaux de Łódź et de Ślubice en mars et en mai. Après avoir théâtralement demandé l'asile politique à la Biélorussie, il est même incarcéré quelques heures à la fin du mois d'août. Rapidement libéré pour vice de procédure, il n'est finalement condamné qu'à des peines d'amende largement symboliques. Cf. Dudek Antoni, *Pierwsze lata III Rzeczypospolitej 1989-2001*, Cracovie, Arcana, 2002, p.488 ; Sur les procès de Łódź et de Ślubice et les demandes d'incarcération de Lepper voir notamment : « Łapaj Lepera ! », *Gazeta Wyborcza*, 01/04/2000, p.1 ; « Lepper już na wolności », *Gazeta Wyborcza*, 30/08/2000, p.7.

² Cf. « Kto będzie polskim Haiderem? », *Wprost*, n°18, 30/04/2000.

Sans surprise, Aleksander Kwaśniewski est réélu Président de la République le 8 octobre dès le premier tour. En réunissant 53,9% des scrutins exprimés, il devance largement Andrzej Olechowski, qui se classe en deuxième position avec 17,3% des voix, et Marian Krzaklewski, troisième avec 15,57% des voix. S'il est assez largement distancé, le candidat du PSL Jarosław Kalinowski améliore sensiblement la performance réalisée par Waldemar Pawlak en 1995 en obtenant 5,95% des scrutins¹. Il obtient près du double de voix qu'Andrzej Lepper, cinquième avec 3,05% du total des suffrages exprimés.

Tableau 19 : Résultats de l'élection présidentielle du 8 octobre 2000.

Nom du candidat	Formation du candidat	Nombre de voix exprimées	Pourcentage du total de voix exprimées
Aleksander Kwaśniewski	Sans étiquette (soutenu par le SLD, l'UP, le SD)	9 485 224	53,9
Andrzej Olechowski	Sans étiquette	3 044 141	17,3
Marian Krzaklewski	AWS	2 739 621	15,57
Jarosław Kalinowski	PSL	1 047 949	5,95
Andrzej Lepper	"Samoobrona" (ZZR Samoobrona)	537 570	3,05
Janusz Korwin-Mikke	UPR	252 499	1,43
Lech Wałęsa	ChDRP	178 590	1,01
Jan Lopuszański	PP	139 682	0,79
Dariusz Grabowski	PRS	89 002	0,51
Piotr Ikonowicz	PPS	38 672	0,22
Tadeusz Wilecki	SN	28 805	0,16
Bogdan Pawłowski	Sans étiquette	17 164	0,1
Total		17 598 919	100

Réalisé par nos soins. Sources : données de la Commission électorale nationale (PKW).

Bien que loin des objectifs que Lepper s'était assigné – se qualifier au second tour, dépasser les 10% et, surtout, devancer le candidat du PSL – la performance électorale du président du ZZR *Samoobrona* est sensiblement supérieure aux attentes des sondeurs, qui pour la plupart ne le créditaient de guère plus que 2% des intentions de vote au début du mois d'octobre². Par ailleurs, en réunissant près de 550 000 électeurs, Andrzej Lepper double son nombre de voix par rapport à l'élection

¹ En 1995, Waldemar Pawlak s'était classé en cinquième position avec 770 417 voix, soit 4,31% du total.

² Alors que la période d'interdiction de publication des sondages a été réduite à deux jours, un dernier sondage préélectoral réalisé par l'institut Pracownia Badań Społeczny (PBS) est publié par le quotidien *Rzeczpospolita* le 6 octobre. Outre pronostiquer la victoire de Kwaśniewski au premier tour, il ne crédite Lepper que de 2% des voix et le place en 7^{ème} position, derrière Lech Wałęsa et Janusz Korwin-Mikke qu'il devancera finalement largement. Cf. « Drugiej tury chyba nie będzie », *Rzeczpospolita*, 06/10/2000.

présidentielle de 1995 et réalise le meilleur résultat historique d'un comité étiqueté « *Samoobrona* », trois ans après la déroute de 1997¹. Enfin, il devance largement tous les « petits candidats » auxquels il était assimilé, obtenant même près de vingt fois plus de voix que Tadeusz Wilecki, son ancien partenaire au sein du *Blok Ludowo-Narodowy*.

Un sondage sorti des urnes publié par l'institut Pracownia Badań Społeczny (PBS), et abondamment repris par les journalistes dans les jours suivant le scrutin², entend fournir des précisions sur la « composition de l'électorat » des cinq candidats arrivés en tête du scrutin. S'il convient de rester extrêmement prudent face à cet exercice d'objectivation des caractéristiques d'un « électorat »³, la lecture de ce sondage permet de mettre en évidence un certain nombre de tendances quant à l'origine socio-professionnelle et géographique des électeurs d'Andrzej Lepper.

Tableau 20 : « Composition de l'électorat » des cinq candidats les mieux classés à l'élection présidentielle de 2000.

	Aleksander Kwaśniewski	Andrzej Olechowski	Marian Krzaklewski	Jarosław Kalinowski	Andrzej Lepper
Vote par sexe					
Hommes	54,6	18	12,9	6,3	3,2
Femmes	57,7	18,4	14,2	4,8	1,6
Vote par niveau d'étude					
Primaire	56,9	9,4	16,6	9,8	4,7
Professionnel	60,5	12,3	12,9	7,5	3,9
Secondaire	57,8	19,6	12,3	4,3	1,6
Supérieur	46,5	29,4	14,8	2,8	0,6
Vote par profession					
Cadres	50,4	28,7	12,6	2,7	0,6
Hommes d'affaires - commerçants	50,3	27,3	12,3	2,7	1,4
Agriculteurs	38,3	6,4	11,4	30,8	11
Ouvriers	64,3	13,3	11,4	4,6	2,9
Fonctionnaires	59,2	21,6	10,6	3,7	0,7
Femmes au foyer	61,2	14,7	14,5	5,1	1,7
Retraités	59,8	12	19,3	4	2,1
Étudiants	51,7	26,6	10,2	3,3	1,2
Chômeurs	62,6	14,4	11	4,5	3,1

¹ Pour rappel, aux élections législatives de 1993, le comité *Samoobrona*-Leppera avait réuni 383 967 voix (2,78% du total), à la présidentielle de 1995 Andrzej Lepper avait obtenu 235 797 voix (1,32% du total) et en 1997 le comité *Przymierze Samoobrona* avait plafonné à 10 073 voix (0,08% du total).

² Cf. « Wyborcza typowy », *Gazeta Wyborcza*, 10/10/2000, p.4 ; « Mapa polityczna bez większych zmian », *Rzeczpospolita*, 09/10/2000 ; « Kto na kogo », *Polityka*, n°43, 21/10/2000, p.20-22.

³ Sur cette question, on se référera à : Lehingue Patrick, « L'objectivation statistique des électeurs : que savons-nous des électeurs du Front national », in Lagroye Jacques (dir.), *op.cit.*, p.247-278.

Vote par lieu de résidence					
Grandes villes	52,7	25,4	15	1	0,9
Villes moyennes	62,2	18,3	12,7	1,5	1,3
Petites villes	60,1	18	13,2	2,9	1,6
Villages	52,3	12,6	13,7	13,3	4,9
Estimation des résultats (Résultats effectifs)	54,5 (53,9)	17,4 (17,3)	15,2 (15,57)	5,8 (5,95)	3 (3,05)

Réalisé par nos soins. Sources : sondage PBS cité in Szczerbiak Aleks, « Explaining Kwasniewski's Landslide: The October 2000 Polish Presidential Election », Journal of Communist Studies and Transition Politics, vol.17, n°4, 2001.

Le sondage PBS donne notamment à voir les difficultés d'Andrzej Lepper à mobiliser aussi largement qu'il ambitionnait de le faire en dehors du secteur agricole, à représenter « tous les Polonais » sans distinction de profession ou de lieu de résidence. En effet, tout comme le candidat du PSL Jarosław Kalinowski, le président du ZZR *Samoobrona* obtient des résultats sensiblement meilleurs dans les zones rurales que dans les zones urbaines. À en croire le sondage, 65% de ses électeurs résideraient à la campagne (77% pour Kalinowski). De même, c'est parmi les agriculteurs qu'Andrzej Lepper réalise ses meilleurs scores. Plus d'un tiers du total de ses votes proviendrait même de ce groupe professionnel, au sein duquel il reste néanmoins largement devancé par le candidat du PSL, mais aussi par le président sortant Kwaśniewski et même par le dirigeant de l'AWS Krzaklewski. À l'inverse, Andrzej Lepper bénéficie d'un soutien bien moindre qu'il ne l'espérait parmi les autres groupes socioprofessionnels, notamment les chômeurs et les retraités, qu'il s'est pourtant efforcé de présenter dans le cadre de sa campagne comme étant, à l'égal de la paysannerie, les principales victimes des politiques économiques libérales dont il se voulait le pourfendeur.

Les résultats définitifs publiés par la Commission Electorale Nationale confirment les difficultés d'Andrzej Lepper à mobiliser en dehors des zones rurales. À l'exception de l'aire urbaine de Lublin et, dans une moindre mesure, de celle de Bydgoszcz, il réalise effectivement des résultats nettement inférieurs à sa moyenne nationale dans les principales villes de Pologne.

Tableau 21 : Résultats d'Andrzej Lepper à l'élection présidentielle du 8 octobre 2000 dans les circonscriptions des dix principales villes de Pologne.

Circonscription électorale ¹	Voïvodie	Total des voix exprimées	Résultats d'Andrzej Lepper		
			Nombre de voix	% du total des voix	Rang d'arrivée d'Andrzej Lepper
Varsovie	Mazovie	925 493	6444	0,7	8 ^e sur 12
Cracovie	Petite-Pologne	376030	3092	0,82	8 ^e sur 12
Gdańsk	Poméranie	232979	2496	1,07	7 ^e sur 12
Katowice	Silésie	449535	5760	1,28	5 ^e sur 12
Łódź	Łódź	409100	6218	1,52	5 ^e sur 12
Poznań	Grande-Pologne	563911	9804	1,74	5 ^e sur 12
Szczecin	Poméranie Occidentale	334653	6204	1,85	5 ^e sur 12
Wrocław	Basse Silésie	545202	12250	2,25	5 ^e sur 12
Bydgoszcz	Cujavie-Poméranie	495574	13558	2,74	5 ^e sur 12
Lublin	Lublin	327046	13221	4,04	5 ^e sur 12

Réalisé par nos soins. Sources : nos propres calculs à partir des données de la Commission électorale nationale (PKW).

Les données publiées par la Commission Electorale Nationale permettent également de mettre en évidence une transformation sensible de la géographie du « vote *Samoobrona* » par rapport aux précédents scrutins. Alors qu'aux élections parlementaires de 1993 et à la présidentielle de 1995, c'est dans les zones rurales des anciennes « terres recouvertes » du Nord et de l'Ouest du pays, que les candidats étiquetés *Samoobrona* avaient obtenu leurs meilleurs résultats, c'est à l'inverse dans les campagnes du Centre et de l'Est du pays qu'Andrzej Lepper recueille le plus de scrutins le 8 octobre 2000. Les dix circonscriptions où il réalise ses meilleurs pourcentages sont d'ailleurs toutes localisées dans les voïvodies de Lublin, de Łódź, de Mazovie et de Sainte-Croix.

Tableau 22 : Résultats d'Andrzej Lepper à l'élection présidentielle du 8 octobre 2000 par voïvodie.

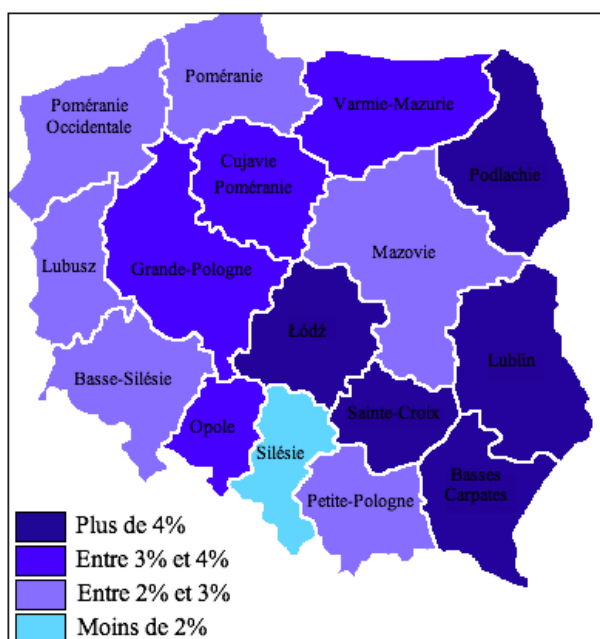
Voïvodie	Résultats d'Andrzej Lepper	
	Nombre de voix	Pourcentage du total des voix
Lublin	54 448	5,55
Basses-Carpates	41 424	4,4

¹ Les seize voïvodies sont divisées par la Commission électorale nationale en circonscriptions de taille et de nombre variables au niveau desquelles sont agrégés les résultats. Au total, ces circonscriptions sont au nombre de 68. Celles dont nous présentons les résultats dans le tableau 20 sont celles englobant les dix principales villes de Pologne, parfois strictement (Gdańsk, Łódź), parfois en incluant l'aire urbaine (Lublin et Bydgoszcz par exemple). Dans le cas de Varsovie et de Cracovie, les résultats présentés sont le produit de l'agrégation de deux circonscriptions (Varsovie 1 et 2, Cracovie 1 et 2). Pour les résultats complets par circonscription, voir : « Obwieszczenie Państwowej Komisji Wyborczej o wynikach głosowania i wyniku wyborów Prezydenta Rzeczypospolitej Polskiej, zarządzonych na dzień 8 października 2000 r. », *Dziennik Ustaw*, 13/10/2000.

Łódź	51 901	4,17
Podlachie	21 626	4,11
Sainte-Croix	23 465	4
Opole	13 208	3,21
Grande-Pologne	52 593	3,2
Cujavie-Poméranie	30 577	3,17
Varmie-Mazurie	18 813	3,04
Poméranie occidentale	22 297	2,89
Mazovie	62 570	2,61
Petite-Pologne	36 733	2,5
Poméranie	24 578	2,44
Basse-Silésie	32 696	2,41
Lubusz	10 587	2,31
Silésie	40 054	1,8
Total national	537 570	3,05

Réalisé par nos soins. Sources : nos propres calculs à partir des données de la Commission électorale nationale (PKW).

Carte 4 : résultats d'Andrzej Lepper à l'élection présidentielle du 8 octobre 2000 par voïvodie.



Réalisé par nos soins. Sources : nos propres calculs à partir des données de la Commission électorale nationale (PKW).

Tableau 23 : Circonscriptions où Andrzej Lepper obtient les meilleurs résultats à l'élection présidentielle du 8 octobre 2000.

Circonscription électorale	Voïvodie	Total des voix exprimées	Résultats d'Andrzej Lepper	
			Nombre de voix	% du total des voix
Biała-Podlaska	Lublin	166504	11233	6,75
Chelm	Lublin	113042	7487	6,62
Zamość	Lublin	218554	14216	6,5

Sieradz	Łódź	215212	13470	6,26
Skierniewice	Łódź	177120	10299	5,81
Siedlce	Mazovie	252299	14374	5,7
Piotrków Trybunalski	Łódź	270079	14557	5,39
Puławy	Lublin	155760	8291	5,32
Kielce 2	Sainte-Croix	215812	11264	5,22
Radom	Mazovie	311397	15993	5,14

Réalisé par nos soins. Sources : nos propres calculs à partir des données de la Commission électorale nationale (PKW).

Il convient selon nous de retenir deux facteurs complémentaires principaux pour comprendre la reconfiguration de la géographie du « vote *Samoobrona* » que les résultats d'Andrzej Lepper à l'élection présidentielle du 8 octobre 2000 donnent à voir. Premièrement, les rapports de force politique locaux, notamment la popularité du Président de la République sortant, semblent avoir joué un rôle non-négligeable sur la capacité d'Andrzej Lepper qui, rappelons-le fonde une partie de sa légitimité sur la dénonciation du personnel politique en place, à améliorer sensiblement sa base de soutien électoral par rapport à 1995. En effet, dans les voïvodies du nord et de l'ouest du pays, la mobilisation particulièrement importante des électeurs en faveur d'Aleksander Kwaśniewski paraît avoir limité l'ampleur de la progression électorale, pourtant bien réelle, du président du ZZR *Samoobrona*. Bien que la comparaison chronologique soit rendue délicate par la redéfinition des circonscriptions électorales suite à la réforme administrative de 1998, les régions où les candidats étiquetés *Samoobrona* avaient réalisé leurs meilleures performances électorales en 1993 et en 1995 sont en effet également celles qui en 2000 apportent le soutien le plus massif au Président sortant, celui-ci y recueillant souvent plus de 65% du total des voix. Par exemple, dans la région de Koszalin, bien qu'augmentant sensiblement son nombre de voix par rapport à 1995 et devançant même assez nettement le candidat du PSL Jarosław Kalinowski, Andrzej Lepper est réduit, comme tous les autres prétendants à la fonction présidentielle, au rôle de figurant face à un Aleksander Kwaśniewski qui réunit plus de 67% des scrutins. Il y est néanmoins le seul candidat, avec le président sortant, à obtenir, avec 4,06%, un meilleur résultat que sa moyenne nationale. À l'inverse, la compétition électorale apparaît plus ouverte dans les régions de l'est et du centre où Aleksander Kwaśniewski recueille rarement plus de la moitié des voix. Deuxièmement, alors que comme lors des élections précédentes l'essentiel des ressources collectives qu'Andrzej Lepper a mobilisé dans le cadre de la campagne

sont celles du *ZZR Samoobrona*, l'homogénéisation de ses résultats dans les différentes zones rurales du pays et sa relative percée dans les régions du centre et de l'est sont selon nos observations principalement liées à l'élargissement de la base militante et au déploiement effectif des structures du syndicat sur l'ensemble du territoire suite à la vague de manifestations des années 1998 et 1999. Alors qu'au début des années 1990, le *ZZR Samoobrona* apparaissait principalement comme un syndicat de grands exploitants ayant pris la suite de Fermes d'État, il est parvenu au tournant du nouveau millénaire à se faire reconnaître comme une organisation représentant les intérêts de l'ensemble des exploitants agricoles, indépendamment de leur rapport au marché ou de la taille de leur exploitation, et à s'implanter également dans les régions dont la structure agraire est dominée par les petites exploitations individuelles. Lors de l'élection présidentielle de 2000, Andrzej Lepper bénéficie de cet élargissement de la base militante du *ZZR Samoobrona* qui lui permet de dépasser les 5% des voix dans des régions où, au début des années 1990, les candidats étiquetés *Samoobrona* réalisaient des scores relativement faibles.

Au final, la performance électorale d'Andrzej Lepper à l'élection présidentielle de 2000 appelle un constat ambivalent. D'un côté, le président du *ZZR Samoobrona* n'est guère parvenu à rompre avec son image de leader paysan pour se faire reconnaître comme le représentant de « tous les Polonais » et élargir sa base de soutien électoral au-delà du seul monde rural. De l'autre, son résultat témoigne du renforcement incontestable du *ZZR Samoobrona* dans la dynamique du mouvement de contestation du gouvernement Buzek, de l'importance qu'il a acquise dans le champ de représentation de la paysannerie et de sa capacité à reconvertir dans la compétition électorale les ressources accumulées par le syndicat au cours des manifestations agricoles de la fin des années 1990.

3) Conflits interprétatifs sur la performance électorale d'Andrzej Lepper : Stop ou encore ?

Dès la proclamation des premières estimations, Andrzej Olechowski, Marian Krzaklewski, Jarosław Kalinowski et Andrzej Lepper s'efforcent dans une belle unanimité de nuancer la portée de la victoire d'Aleksander Kwaśniewski et de

présenter leurs résultats comme extrêmement encourageants pour l'avenir. Si les « petits candidats » ne cachent pas leur déception¹, la soirée électorale du 8 octobre donne ainsi paradoxalement l'impression d'une élection présidentielle sans perdant, les journalistes se faisant l'écho de l'ambiance de contentement régnant dans les sièges de campagne des cinq candidats les mieux classés². Bien que son résultat soit inférieur aux objectifs qu'il s'était fixés dans les semaines précédentes, Andrzej Lepper affiche lui-même sa satisfaction d'avoir fait mieux que les estimations des sondeurs et souligne sa progression dans la plupart des voïvodies du pays par rapport aux élections de 1995 et de 1997. Présentant son résultat comme le signe de la montée en puissance politique de son organisation, il confirme son intention de présenter des listes siglées « *Samoobrona* » aux élections législatives de 2001. « Nous allons commencer notre campagne pour les élections parlementaires dès demain », déclare-t-il ainsi en direct des plateaux de télévision lors de la soirée électorale du 8 octobre³.

Cette interprétation du résultat électoral du président du ZZR *Samoobrona* comme une performance encourageante, voire comme un succès, ne fait cependant pas l'unanimité au sein du syndicat. Dans les mois suivant l'élection présidentielle, de vifs débats portant sur l'opportunité d'engager à nouveau le syndicat dans la compétition politique lors des élections législatives de 2001 animent en effet sa direction. Rappelant qu'avec 3,05% il n'aurait pas dépassé le quorum de 5% nécessaire à l'obtention d'une représentation parlementaire, plusieurs cadres du ZZR *Samoobrona* prennent le contre-pied des déclarations d'Andrzej Lepper et invitent à un renoncement du syndicat à ses ambitions électorales autonomes. S'étant publiquement exprimé en faveur d'un recentrage des activités du ZZR *Samoobrona* sur le seul domaine d'action syndical, Czesław Kosik, l'un des vice-présidents du syndicat qui dirige également ses structures en Basse-Silésie, est démis de ses fonctions puis exclu par Andrzej Lepper au début du mois de décembre⁴. En dépit de ce renvoi brutal, plusieurs responsables du syndicat continuent tout au long de l'hiver à faire part, souvent anonymement, de leurs réserves quant à l'opportunité de présenter des listes *Samoobrona* aux élections législatives. Cette « fronde » prend

¹ « Przegraliśmy », *Gazeta Wyborcza*, 09/10/2000, p.9.

² « Prezydent ten sam », *Gazeta Wyborcza*, 09/10/2000, p.1 ; « Kwaśniewski prezydentem po raz drugi », *Rzeczpospolita*, 09/10/2000.

³ « Czas na kampanię », *Rzeczpospolita*, 09/10/2000.

⁴ « Nowy szef Samoobrony », *Gazeta Wyborcza*, Wrocław, 18/12/2000, p.5.

principalement la forme de communiqués, publiés au nom du ZZR *Samoobrona* dans son ensemble et parfois même sur papier à en-tête du syndicat, en faveur de la constitution de listes communes avec le PSL voire d'un ralliement sans condition au parti agrarien. Ainsi, le 12 février 2001, une lettre ouverte critiquant vivement la stratégie électorale d'Andrzej Lepper et appelant à un rapprochement avec le PSL est publiée au nom du mouvement *Samoobrona* par des opposants à son président.

12 février 2001

***SAMOOBRONA* soutient le PSL**

Alors que les élections parlementaires et locales se rapprochent, il convient de réévaluer les relations de « *SAMOOBRONA* » avec le PSL.

« *SAMOOBRONA* » ne disposant pas des moyens du PSL, notamment en termes d'appareil, c'est-à-dire « de machinerie électorale », les ambitions actuelles de constitution d'un vaste mouvement social « *Samoobrona* » paraissent disproportionnées, notamment à la lecture des différentes études préélectorales.

Par son action le président du PSL Jarosław Kalinowski a su s'attirer la sympathie de la Nation Polonaise. Il comprend comme peu que l'inefficacité des banques, et principalement de la Banque Nationale de Pologne, constitue la principale cause de la chute de l'économie polonaise. [...] Les projets irréalistes du président de *SAMOOBRONA* Andrzej Lepper, avec tout le respect qu'il mérite, sont en contradiction avec les intérêts actuels de la Pologne, que le président du PSL a su lui identifier.

Par le passé Jarosław Kalinowski a exercé des responsabilités au sein de l'État et il a commis des erreurs, néanmoins son activité parlementaire et politique nous donne pleinement confiance en sa capacité à jouer un rôle positif dans le sauvetage de l'État polonais.

L'exemple récent de la victoire du PSL aux élections sénatoriales partielles dans l'ancienne voïvodie de Chełm prouve l'audience du [discours du PSL]¹. *Samoobrona* a l'obligation morale de soutenir l'action du parti paysan et de renoncer à privilégier son intérêt égoïste, conséquence de l'ambition démesurée de certaines personnes peu éduquées.

Samoobrona en a marre de l'égoïsme des leaders paysans et de la pyramide financière du « *SAMOOBRONA* de Varsovie ». Nous nous joignons à une force efficace et intelligente et nous lui apportons notre soutien pour le bien de notre Pologne.

¹ Le 29 janvier, le candidat du PSL Adam Rychliczek est élu au poste de sénateur de la circonscription de Chełm qui était vacant depuis la nomination de son titulaire Marian Cichosz (PSL) à la fonction de président régional de la Haute Chambre de Contrôle. Rychliczek devance largement les trois autres prétendants Wiesław Kociuba (sans étiquette), Henryk Lewczuk (ROP) et Ryszard Mardoń (SLD). Cf. « Rychliczek chełmskim senatorem », *Gazeta Wyborcza*, Lublin, 30/01/2001, p.1.

SAMOOBRONA

Source : « *Samoobrona* popiera PSL », communiqué publié au nom du mouvement *Samoobrona*, 12 février 2001, Archiwum Partii Politycznych, *ZZR Samoobrona 2000-2001*.

La remise en cause par certains responsables du *ZZR Samoobrona* du monopole revendiqué par Andrzej Lepper sur la parole publique du syndicat ainsi que sur la définition de ses objectifs aboutit à de nouvelles scissions au sein de l'organisation. Favorables à un rapprochement avec le PSL et suspectés d'être à l'origine du communiqué du 12 février, Ireneusz Martyniuk, Janusz Malewicz et Leszek Zwierz, respectivement ancien vice-président, vice-président du syndicat et président du Cercle de voïvodie de Lublin, sont exclus de l'organisation sur décision de Lepper au début de l'année 2001¹. Entraînant avec eux plusieurs responsables locaux du *ZZR Samoobrona* de Lublin, de Grande-Pologne et de Basse-Silésie, les deux derniers enregistrent alors devant le Tribunal de Lublin un nouveau syndicat agricole local du nom de *ZZR « Ojczyzna »*². Contrairement à 1994, cette crise n'affecte cependant guère le fonctionnement de l'organisation, pas même dans les régions les plus concernées par cette dissidence, tant le nombre de militants ralliant Zwierz et Malewicz paraît limité. Paradoxalement, elle permet même à Lepper de renforcer encore davantage sa domination sur la direction du *ZZR Samoobrona* en lui offrant la possibilité de promouvoir des proches dans l'organigramme du mouvement. Son autorité sur le syndicat ainsi que la double orientation syndicale et électorale qu'il lui assigne ne sont plus l'objet de controverses dans les semaines suivantes. À la fin du mois de mars 2001, Andrzej Lepper rejette une nouvelle fois fermement toute possibilité d'alliance avec le PSL et, suite à l'échec de négociations avec le petit parti nationaliste « Koalicja dla Polski » de Dariusz Grabowski et le PPS de Piotr Ikonowicz³, confirme que le « mouvement *Samoobrona* » enregistra son propre comité électoral pour les élections parlementaires de septembre⁴.

¹ « Awantura w Samoobronie », *Gazeta Wyborcza*, Lublin, 19/01/2001, p.3.

² « Bronią przed Lepperem », *Gazeta Wyborcza*, Lublin, 17/11/2001, p.1.

³ Dès le lendemain de l'élection présidentielle, Andrzej Lepper avait engagé des négociations avec l'autre candidat malheureux Dariusz Grabowski dans le sens d'un rapprochement pour la constitution de listes de candidats communes pour les élections législatives. Suite à l'échec de celles-ci, un partenariat est un temps envisagé dans le même sens avec le PPS de Piotr Ikonowicz. Il n'aboutit pas non plus, Lepper jugeant les demandes d'Ikonowicz en termes de places sur les listes excessives. Cf. respectivement « Kraj w skrócie », *Gazeta Wyborcza*, 28/10/2000, p.4 et « *Samoobrona* z PPS », *Gazeta Wyborcza*, 05/03/2001, p.6.

⁴ « Lepper ruszy na stolicę ? », *Gazeta Wyborcza*, 26/03/2001, p.8.

Section 3 : Participer à la lutte pour les postes parlementaires ou comment reconvertir des ressources syndicales dans l'arène électorale.

Les élections parlementaires de 2001 constituent le principal point de convergence et d'anticipation pour les protagonistes du champ politique polonais bien avant le mois de mai 2001 et l'officialisation de la date de leur tenue au 23 septembre par le président Kwaśniewski¹. Dès le début de l'année 2000, avec une vigueur accrue suite à l'élection présidentielle d'octobre, une part majeure de l'activité des différentes organisations politiques est en effet consacrée à la préparation de cette échéance. Ayant eux-mêmes fait part de leur prétention à y participer, les dirigeants du ZZR *Samoobrona* ne font guère exception à cette règle. En dépit des entreprises de contestation de son autorité qui se développent au sein du syndicat au tournant des années 2000 et 2001, Andrzej Lepper ainsi que les responsables qui lui restent fidèles, soit la quasi-totalité d'entre eux, s'attachent à formaliser une offre électorale leur permettant de prendre part à la lutte pour les postes de parlementaires. Nous verrons dans le cadre de cette section, que cette entreprise se développe selon des modalités sensiblement différentes de celles mises en œuvre par les comités *Samoobrona-Leppera* et *Przymierze Samoobrona* à l'occasion des élections de 1993 et de 1997.

Au début de l'année 2001, les dirigeants du ZZR *Samoobrona* font une nouvelle fois le choix du dédoublement organisationnel pour participer aux élections, une organisation de type partisan étant explicitée à côté du syndicat. Le parti *Samoobrona RP* ainsi mis en forme se différencie cependant sensiblement du *Przymierze Samoobrona* créé en 1992. Ses structures sont en effet copiées presque parfaitement sur celles du syndicat, y compris au niveau local, ce qui a un effet direct sur la composition des listes déposées par le parti auprès de la Commission électorale nationale. La quasi-totalité des candidats, y compris les têtes de listes, est issue du ZZR *Samoobrona* (A). Par ailleurs, les élections législatives de 2001 se déroulent dans un contexte profondément différent de celui des élections précédentes, notamment de l'élection présidentielle de 2000. Alors que le gouvernement sortant

¹ Kwaśniewski Aleksander, « Podpisuję, choć zastrzeżeniami », *Gazeta Wyborcza*, 02/05/2001, p.4.

bat des records d'impopularité et que la perspective d'une alternance apparaît comme une certitude, on assiste à une profonde recomposition de l'espace partisan dans les mois précédant les élections et à une généralisation parmi les différents protagonistes de la compétition électorale des critiques des pratiques des « sortants » (B). Ayant de longue date légitimé leur participation à la lutte pour les postes de pouvoir politique par une dénonciation du personnel politique en place, les responsables du *Samoobrona* RP, et donc du *ZZR Samoobrona*, s'attachent dans ce contexte à formaliser et à promouvoir une offre électorale insistant sur leur statut de « nouveaux venus » et sur l'originalité de leur projet politique (C). Alors que ses initiateurs se sont efforcés de se présenter comme les représentants des plus « démunis » tout au long de la campagne électorale, le *Samoobrona* RP parvient à élargir sa base de soutien au-delà du seul monde agricole et obtient le 23 septembre 2001 bien plus de voix que ce que les estimations pré-électorales laissaient présager. Se classant en troisième position au niveau national avec plus de 10% du total des votes, il est présenté comme le principal vainqueur du scrutin et obtient, pour la première fois, une représentation parlementaire puisque plus de cinquante de ses membres sont élus (D).

A) La mise en forme d'un dédoublement organisationnel.

Au tournant des années 2000 et 2001, tout en continuant à participer à des actions syndicales de défense des intérêts de la paysannerie, telles que des manifestations ou des négociations catégorielles avec le gouvernement, les dirigeants du *ZZR Samoobrona* explicitent clairement leurs préoccupations électorales et ne font guère mystère de leur ambition à participer à la lutte pour les postes de parlementaires. Ce dédoublement de plus en plus net de leurs activités, dans un contexte d'augmentation tendancielle des contraintes pesant sur les syndicalistes désireux de participer aux élections, aboutit début 2001 à la réactivation de la branche partisane du mouvement *Samoobrona*, délaissée depuis l'échec électoral de 1997 (1). Rebaptisée *Samoobrona Rzeczypospolitej Polskiej*, celle-ci est réorganisée sur le modèle du syndicat, les structures et l'organigramme de ce dernier étant le plus souvent simplement dédoublés (2). La concordance presque parfaite entre le parti *Samoobrona* RP et le syndicat *ZZR Samoobrona*, en dépit de leur distinction formelle, permet à leurs dirigeants de faire bénéficier le premier des ressources collectives du second dans leur

entreprise de formalisation d'une offre électorale pour les élections parlementaires de l'automne 2001 (3).

1) La distinction du syndicat *ZZR Samoobrona* et du parti *Samoobrona RP*.

Nous l'avons vu, au cours de la campagne pour l'élection présidentielle de 2000, c'est en se revendiquant d'un vaste « mouvement socio-politique d'autodéfense », auquel il fait communément référence en tant que *Samoobrona*, qu'Andrzej Lepper s'attache à légitimer sa participation à la compétition électorale et à promouvoir son identité de candidat de la « Troisième Voie ». Ce faisant, il objective une distinction symbolique entre, d'un côté, ses activités syndicales de défense des intérêts de la paysannerie, menées sous le label *ZZR Samoobrona* dans les arènes des mobilisations protestataires et des négociations sociales, et, de l'autre, celles plus clairement politiques liées à son engagement au nom de « tous les Polonais » dans la lutte électorale pour le poste de Président de la République. Cette distinction est entretenue dans les mois suivant l'élection présidentielle par Andrzej Lepper et les dirigeants du *ZZR Samoobrona*. Alors qu'ils réaffirment leur ambition à participer aux élections parlementaires de l'année 2001, ceux-ci se produisent en effet de manière différenciée selon que leur activité est orientée vers le champ du syndicalisme agricole ou dans le sens de la mise en forme d'une offre électorale. Ainsi, si c'est en tant que représentants du *ZZR Samoobrona* qu'ils participent fin janvier 2001, aux côtés de délégués des autres syndicats agricoles, à un cycle de négociations avec le gouvernement sur la question des prix du carburant pour les agriculteurs¹, c'est en mobilisant l'étiquette plus générale de porte-parole du « mouvement socio-politique *Samoobrona* » qu'ils engagent des négociations, avec le parti « Koalicja dla Polski » de Dariusz Grabowski puis le PPS de Piotr Ikonowicz, pour la constitution de listes communes de candidats pour les élections de 2001². Dans un premier temps essentiellement rhétorique, cette distinction est progressivement institutionnalisée et aboutit au mois de mars 2001 à l'objectivation de deux organisations distinctes, par la « réactivation » du parti enregistré en 1992 sous le nom de *Przymierze Samoobrona*.

¹ « Żądania dla rządu », *Gazeta Wyborcza*, 25/01/2001, p.21.

² Voir respectivement « Kraj w skrócie », *Gazeta Wyborcza*, 28/10/2000, p.4 et « *Samoobrona z PPS* », *Gazeta Wyborcza*, 05/03/2001, p.6.

Le 4 mars 2001, pour la première fois depuis 1997, un Conseil national du parti *Przymierze Samoobrona* est organisé à Varsovie par les dirigeants du ZZR *Samoobrona*. À l'occasion de celui-ci, le parti est rebaptisé, une direction nationale est reconstituée et un programme est élaboré. Tout d'abord, les statuts du *Przymierze Samoobrona* sont amendés afin d'acter le changement de nom du parti. Reprenant une formule communément mobilisée par les dirigeants du ZZR *Samoobrona* pour désigner le « mouvement social » qu'ils prétendent incarner politiquement, celui-ci est renommé « *Samoobrona Rzeczypospolitej Polskiej* » (Autodéfense de la République de Pologne). Ensuite, alors que la quasi-totalité des membres fondateurs du *Przymierze Samoobrona* ont quitté l'organisation entre 1995 et 1997, une nouvelle équipe dirigeante est désignée et objectivée au sein d'un Prezydium de onze membres, dont un président, trois vice-présidents et un secrétaire général. Andrzej Lepper est élu à la fonction de président que formellement il n'a jamais abandonnée¹. Enfin, s'appuyant sur le travail de production programmatique développé au sein du ZZR *Samoobrona* suite au Congrès du 5 mai 1999, du *Blok Ludowo-Narodowy* au début de l'année 2000, puis dans le cadre de la campagne présidentielle d'Andrzej Lepper, le parti est doté d'une plateforme programmatique dépassant largement le cadre des seules problématiques agricoles. Celle-ci est organisée en sept chapitres intitulés respectivement : « L'économie : sa croissance comme condition d'amélioration de la vie des citoyens », « La politique à l'égard des campagnes et de l'agriculture », « Le chômage et les droits sociaux », « La gratuité des services de santé », « Le Gouvernement, le Parlement et les Collectivités locales », « L'honnêteté et la sécurité », « L'éducation, la culture, l'instruction publique et le sport » et enfin « Les finances »².

Il convient selon nous de prendre en compte deux éléments principaux pour comprendre cette entreprise de clarification de la distinction entre les activités syndicales et politiques menées par les dirigeants du ZZR *Samoobrona* aux tournants des années 2000 et 2001.

¹ « Partia *Samoobrona* RP : Skład Prezydium », 04/03/2001, Archiwum Partii Politycznych, ZZR *Samoobrona* 2000-2001.

² « Tezy programowe Samoobrony RP », in Słodkowska Inka (dir.), *Wybory 2001. Partie i ich programy*, Varsovie, ISP-PAN, 2001, p.85-88.

Premièrement, le coût croissant de l'indéfinition organisationnelle, du « mélange des genres », dans les jeux politiques polonais. Alors que dans les premières années de la III^e République la participation directe de syndicats aux élections n'avait rien d'exceptionnelle, le processus conflictuel et discontinu de codification des règles du jeu politique, au niveau juridique notamment, s'est accompagné, de manière assez imprévisible, d'une différenciation croissante des activités politiques et syndicales. En d'autres termes, s'il paraît licite, voire normal, au début des années 1990, l'engagement de syndicalistes dans la compétition électorale est progressivement étiqueté comme une pratique déviante¹. Dans le prolongement de la loi électorale du 28 mai 1993 et de la constitution de 1997, la loi électorale adoptée par les députés après plusieurs semaines de débats le 12 avril 2001, à quelques mois du nouveau scrutin parlementaire, entérine d'ailleurs le monopole partisan sur la lutte pour les postes de pouvoir politique et en exclut formellement les organisations syndicales². Dans ce contexte, la transgression de la frontière entre activités syndicales et politiques, dont ils se sont fait une spécialité lors des manifestations agricoles de la fin des années 1990 en attribuant régulièrement des objectifs ouvertement politiques à leurs actions, apparaît de plus en plus coûteuse pour les dirigeants du ZZR *Samoobrona*. Tout d'abord, car elle fournit à leurs concurrents des arguments supplémentaires de dénonciation et de stigmatisation de leur offre de représentation, aussi bien dans le champ du syndicalisme agricole que dans le champ politique. D'un côté, les dirigeants du KZRKiOR et du NSZZ RI « S », qui ont eux-mêmes progressivement renoncé à engager leur organisation en tant que telle dans la compétition électorale³, les accusent régulièrement de privilégier leurs ambitions

¹ Sur la différenciation progressive des champs d'activités syndicaux et politiques dans la Pologne post-communiste : Cf. Heurtaux Jérôme, *op.cit.* Sur le monopole formel des partis politiques sur la compétition électorale à partir de la fin des années 1990, on se référera plus spécifiquement au chapitre 8 de cette thèse.

² L'article 95 de la loi électorale du 12 avril 2001, précise ainsi que le droit de constituer un comité électoral est réservé « aux partis politiques et aux électeurs ». Il était auparavant également ouvert aux « organisations sociales », catégorie dans laquelle pouvaient rentrer les syndicats. « Ustawa z dnia 12 kwietnia 2001 r. : Ordynacja wyborcza do Sejmu Rzeczypospolitej Polskiej i do Senatu Rzeczypospolitej Polskiej », *Dziennik Ustaw*, n°46, 16/05/2001.

³ S'il est fréquent que des dirigeants du KZRKiOR et du NSZZRI « S » participent aux élections locales et législatives, on n'observe plus à partir des élections parlementaires de 1997 de formalisation d'accords électoraux entre leurs syndicats et d'autres organisations comme cela était fréquent au début des années 1990. Désormais, c'est formellement à titre individuel que les dirigeants de ces deux syndicats figurent sur les listes d'autres organisations, partisans principalement, prenant part à la compétition électorale.

politiques à la défense effective des intérêts de la paysannerie¹. De l'autre, à l'inverse, lors de la campagne pour les élections présidentielles de 2000, Andrzej Lepper est dépeint par plusieurs autres protagonistes de l'interaction électorale comme le défenseur des intérêts catégoriels d'une paysannerie archaïque, ce qui nuit à sa capacité à promouvoir son identité de candidat généraliste. Ensuite car elle remet potentiellement en cause leur ambition à participer à la lutte pour les postes de pouvoir politique, alors que les contraintes juridiques pesant sur les syndicalistes désireux de participer aux élections ne cessent de s'accroître. Dès lors, le choix de la clarification organisationnelle, dont témoigne la réactivation au début du mois de mars 2001 d'une organisation partisane juridiquement autonome du syndicat, leur offre la possibilité à la fois de « dépolitiser » formellement le *ZZR Samoobrona*, de légitimer leur objectivation d'une offre de représentation politique dépassant la seule paysannerie et, surtout, de pouvoir présenter des listes de candidats siglés *Samoobrona* dans le respect de la loi électorale.

Deuxièmement, le faible coût du dédoublement organisationnel. Alors que le *Przymierze Samoobrona* n'avait jamais été formellement dissous, le réinvestissement de la forme partisane par les dirigeants du *ZZR Samoobrona* apparaît extrêmement simple et se limite dans les faits à un amendement des statuts existants et déjà validés par le Tribunal de Varsovie. Par ailleurs, le choix de la dénomination « *Samoobrona Rzeczypospolitej Polskiej* », rappelant celle du syndicat, et l'élection d'Andrzej Lepper à la tête du parti permet, comme au début des années 1990, de présenter le parti et le syndicat comme deux organisations certes juridiquement indépendantes mais constituant les deux composantes d'un même mouvement social *Samoobrona*, transcendant les frontières institutionnalisées entre champ du syndicalisme agricole et champ politique. Ce faisant, le dédoublement organisationnel ne remet pas en cause l'aspiration des dirigeants du *ZZR Samoobrona* à réinvestir dans le champ politique les ressources accumulées par le syndicat dans la dynamique du mouvement de contestation de la politique agricole du gouvernement à la fin des années 1990.

¹ Par exemple, quelques jours avant qu'il n'officialise sa candidature, Władysław Serafin (KZRKiOR) et Roman Wierzbicki (NSZZRI « S ») appellent le président du *ZZR Samoobrona* à ne pas prendre part à l'élection présidentielle afin de « ne pas nuire à l'unité syndicale des organisations paysannes et de ne pas accroître les troubles dans les campagnes ». Ils l'accusent par ailleurs alors de chercher à instrumentaliser les négociations avec le gouvernement en privilégiant sa propre publicité à leur réussite. Cf. « Lepper rozbijaka », *Gazeta Wyborcza*, 06/03/2000, p.7.

2) Une distinction de façade.

Contrairement au *Przymierze Samoobrona* en 1992, le parti *Samoobrona RP* n'est pas le produit d'une alliance entre les dirigeants du *ZZR Samoobrona* et des représentants d'autres groupes politiques ou syndicats. La réactivation de la branche partisane du mouvement *Samoobrona* au début des années 2000 est en effet cette fois la seule initiative des responsables du syndicat agricole. L'article I des statuts amendés du parti stipule d'ailleurs que « L'initiateur de la création du *Samoobrona RP* est le *ZZR Samoobrona*, qui contribue directement à la composition de [son] équipe dirigeante»¹. De fait, on observe en 2001 une similitude quasi-parfaite entre les structures du parti et celles du syndicat.

À l'échelle nationale, le Prezydium du *Samoobrona RP* explicité à l'occasion du Conseil national du 4 mars 2001 ressemble à s'y méprendre à celui du *ZZR Samoobrona*. Le président, les trois vice-présidents ainsi que la secrétaire générale du parti exercent en effet exactement les mêmes fonctions au sein du syndicat. Quant aux autres membres du Prezydium sur lesquels on dispose d'informations, ils occupent également tous des positions de direction au sein du syndicat, notamment au niveau des Voïvodies.

Tableau 24 : Composition du prezydium du parti *Samoobrona RP* au 4 mars 2001.

Nom	Prénom	Fonction exercée dans le Prezydium du " <i>Samoobrona RP</i> "	Fonction exercée au sein du <i>ZZR Samoobrona</i>	Date d'adhésion au syndicat
Lepper	Andrzej	Président	Président	1992 (fondateur)
Filipek	Krzysztof	Vice-président	Vice-président/ président du conseil de voïvodie de Mazovie	1998
Łyżwiński	Stanisław	Vice-président	Vice-président	Incertaine : 1992 ou fin des années 1990 selon les sources
Dębicki	Tadeusz	Vice-président	Vice-président	1993
Wiśniowska	Genowefa	Secrétaire générale	Secrétaire générale	1992
Franczak	Franciszek	Membre	Président du conseil de voïvodie de Basse Silésie	2000

¹ Cf. « Statut Partii *Samoobrona RP* », Archiwum Partii Politycznych, *ZZR Samoobrona* 2000-2001.

Łączny	Jan	Membre	Président du conseil de voïvodie de Poméranie Occidentale	1992
Zbyrowska	Maria	Membre	Président du conseil de voïvodie de Basses Carpates	1999
Bystryk	Leszek	Membre	Président du conseil de voïvodie de Cujavie-Poméranie	Pas d'information
Cieślik	Jan	Membre	Pas d'information	Pas d'information
Wiśniowska	Elżbieta	Membre	Membre du conseil national	1995

Réalisé par nos soins. Sources : « Partia Samoobrona RP : Skład Prezydium », 04/03/2001, Archiwum Partii Politycznych, ZZR *Samoobrona* 2000-2001 et recherches personnelles.

Par ailleurs, si tous les membres du Prezydium du ZZR *Samoobrona* ne participent pas à celui du *Samoobrona* RP, principalement car ce dernier est statutairement plus restreint¹, les Conseils nationaux du parti et du syndicat sont quant à eux constitués de manière parfaitement identique. Les membres de ces organes de direction, dont l'activité tangible paraît cependant réduite et la composition précise incertaine, se revendiquent alors indifféremment de l'un comme de l'autre.

Enfin, alors qu'au début des années 1990, nous l'avons vu, le *Przymierze Samoobrona* n'avait une existence effective qu'au niveau national voire des voïvodies, dès le printemps 2001 des sections du *Samoobrona* RP sont également mises en forme à l'échelle des powiats et même des gminas. Sous l'impulsion de la direction nationale, le parti est là aussi réorganisé sur le modèle du syndicat, les structures de ce dernier étant le plus souvent simplement dédoublées. L'adhésion commune aux deux organisations devient la règle et les dirigeants locaux du syndicat se voient promus également responsables du parti dans leur circonscription. En témoigne Waldemar Chmielak, responsable du ZZR *Samoobrona* dans le powiat de Garwolin et vice-président du Conseil de voïvodie de Mazovie qui est alors nommé à des fonctions identiques au sein du *Samoobrona* RP :

¹ Les statuts du *Samoobrona* RP précisent que le Prezydium est composé de dix membres plus un président, alors que ceux du ZZR *Samoobrona* prévoient de manière plus vague que le Prezydium compte de 7 à 21 membres. Dans les faits, au vu du nombre de dirigeants du syndicat à s'en revendiquer, c'est dans sa version « élargie » que le Prezydium du ZZR *Samoobrona* semble fonctionner au début des années 1990, avec notamment quatre vice-présidents : Krzysztof Filipek, Stanisław Łyżwiński, Tadeusz Dębicki et Wojciech Mojzesowicz.

« Au début [à la fin des années 1990], *Samoobrona* ce n'était qu'un syndicat professionnel, personne ne parlait de parti. Peut-être qu'il existait déjà, mais personne n'en parlait. Donc ici ça a commencé seulement sous la forme du syndicat. Ce n'est qu'ensuite que, sur la base de ce syndicat, les gens sont passés au parti. Les instructions venaient d'en haut. La plupart des gens ont accepté d'adhérer également au parti. On était membre à la fois du syndicat et du parti. On passait de l'un à l'autre, d'ailleurs le président c'était la même personne, même au niveau local. Nous ne dupliquions pas les pouvoirs entre deux personnes différentes. Certaines circonscriptions avaient un président à part au niveau du parti, et un président au niveau du syndicat, mais c'était rare et c'est le centre [la direction à Varsovie] qui décidait lequel avait le plus de pouvoir. »

Waldemar Chmielak.

Entretien réalisé le 16 juin 2008 à Garwolin.

Ainsi, la portée effective du dédoublement organisationnel entrepris au début des années 2000 par les dirigeants du ZZR *Samoobrona* apparaît dans les faits extrêmement réduite. Si des structures du parti, statutairement autonomes, sont mises en forme sur l'ensemble du territoire, elles sont pour l'essentiel de simples copies de celles du syndicat. Grâce à cette modalité particulière de structuration partisane, les dirigeants du ZZR *Samoobrona*, et donc désormais également du *Samoobrona* RP, font bénéficier le parti des ressources organisationnelles du syndicat. Ils peuvent ainsi le donner à voir, quelques semaines après sa réactivation, comme un parti de masse comptant de nombreux militants, disposant de structures sur l'ensemble du territoire polonais et, ce faisant, légitimer leur prétention à participer de manière autonome à la compétition pour les postes politiques à l'occasion des élections de l'automne 2001.

3) Le ZZR *Samoobrona* comme réservoir de candidats pour le *Samoobrona* RP.

La nouvelle loi électorale adoptée par la Diète le 12 avril 2001 redéfinit les modalités de sélection des parlementaires¹. Le principe de liste nationale est supprimé et le nombre de circonscriptions est réduit de 52 à 41. Elle modifie surtout les conditions de participation à la compétition électorale, une nouvelle fois dans le sens d'une élévation du coût d'accès au statut de comité électoral nécessaire pour présenter des candidats. Alors que seuls les partis politiques et les « groupements d'électeurs » y ont accès, excluant de fait les syndicats, le nombre de signatures d'électeurs à

¹ « Ustawa z dnia 12 kwietnia 2001 r. : Ordynacja wyborcza do Sejmu Rzeczypospolitej Polskiej i do Senatu Rzeczypospolitej Polskiej », *art.cit.*

recueillir pour constituer un comité dans une circonscription passe de 3 000 à 5 000. La règle selon laquelle un comité présentant des listes dans au moins la moitié des circonscriptions est dispensé de signatures pour présenter des listes dans les circonscriptions restantes étant conservée, ce sont désormais 105 000 signatures d'électeurs (5 000 dans 21 circonscriptions) qu'il convient de réunir pour présenter des candidats sur l'ensemble du territoire, contre 78 000 auparavant (3 000 dans 26 circonscriptions). Quant aux seuils d'accès à la répartition des mandats de députés, fixés depuis 1993 à 5% du total des voix au niveau national pour les comités électoraux autonomes et à 8% pour les comités de coalition, ils sont maintenus. Pénalisant encore davantage les prétendants non affiliés à une entreprise politique collective ou les groupements locaux ne présentant des listes que dans un nombre réduit de circonscriptions, la nouvelle loi électorale favorise assez nettement les partis politiques nationaux. Ceux-ci semblent en effet désormais être les seuls en mesure de remplir l'ensemble des conditions nécessaires à l'obtention de parlementaires lors du scrutin de septembre 2001.

De fait, parmi les quinze comités enregistrés auprès de la Commission Electorale Nationale le 14 août 2001, date limite du dépôt des listes de signatures d'électeurs¹, huit sont formés par des partis politiques et quatre sont des coalitions intégrant au moins un parti politique². Par ailleurs, sur les huit comités présentant des listes de candidats dans l'ensemble des circonscriptions du pays, sept sont déposés par des partis politiques ou des coalitions partisans³. Le *Samoobrona* RP en fait partie. En mobilisant la base militante du syndicat, et donc désormais du parti, les responsables du « mouvement *Samoobrona* » sont parvenus à récolter sans difficulté au cours de l'été 2001 les signatures d'électeurs nécessaires au dépôt de listes de candidats dans tout le pays. À la manière du Comité électoral d'Andrzej Lepper lors de l'élection présidentielle de 2000, le comité électoral *Samoobrona* RP est même l'un des

¹ Pour rappel, 111 comités électoraux étaient inscrits pour les élections législatives de 1991, 35 pour celles de 1993 et 22 pour celles de 1997.

² Les trois autres comités prennent la forme de comité d'électeurs. Sur les quinze comités enregistrés auprès de la Commission Electorale Nationale, seuls quatorze participent effectivement aux élections, le comité de coalition « Komitet Wyborczy "Konfederacja" » comprenant notamment le parti KPN-OP d'Adam Słomka se retirant avant le scrutin.

³ Il s'agit des comités de coalition SLD-UP, AWSP et *Alternatywa Ruch Społeczny*, et des comités de parti UW, *Samoobrona* RP, PiS et PSL. Le comité électoral déposé par la PO, qui est également présent dans toutes les circonscriptions, est quant à lui un comité d'électeurs.

premiers à déposer ses listes de signatures complètes auprès de la Commission Electorale Nationale¹.

Au total ce sont 684 candidats qui se présentent aux électeurs sous l'étiquette *Samoobrona* RP. Pour la Diète, des listes réunissant 664 candidats sont enregistrées dans l'ensemble des 41 circonscriptions. Pour le Sénat, les 20 candidats du comité *Samoobrona* RP se répartissent dans 19 circonscriptions sur 40.

Tableau 25 : Composition des listes de candidats siglées *Samoobrona* pour les élections parlementaires de 2001, 1997 et 1993.

Élections Parlementaires		2001	1997	1993
Type de comité électoral		Comité partisan	Comité partisan	Comité d'électeurs
Nom du comité électoral		<i>Samoobrona</i> RP	<i>Przymierze Samoobrona</i>	<i>Samoobrona-Leppera</i>
Élection de la Diète	Nombre de listes/ nombre de circonscriptions	41/41	16/52	44/52
	Nombre total de candidats	664	76	352
	Pourcentage d'hommes	79,7	82,9	83,2
	Pourcentage de déclarants d'une profession agricole	41,1	38,2	47,2
	Pourcentage de déclarants d'une profession supérieure	30,7	40,8	36,9
Élection du Sénat	Nombre de listes/ nombre de circonscriptions	19/40	8/49	11/49
	Nombre total de candidats	20	8	18
	Pourcentage d'hommes	95	100	94,4
	Pourcentage de déclarants d'une profession agricole	45	37,5	55,6
	Pourcentage de déclarants d'une profession supérieure	70	25	44,4

Réalisé par nos soins. Sources : nos propres calculs à partir des données de la Commission électorale nationale (PKW).

La comparaison des listes de candidats enregistrées auprès de la Commission Electorale Nationale par le comité *Samoobrona* RP pour les élections parlementaires de septembre 2001 avec celles déposées pour les élections de 1993 et de 1997, respectivement sous les noms *Samoobrona-Leppera* et *Przymierze Samoobrona*, appelle plusieurs remarques. D'un côté, du fait de la présence, pour la première fois, de listes complètes dans l'ensemble des circonscriptions pour les élections de la Diète, on note une augmentation sensible du nombre total de candidats se présentant sous l'étiquette *Samoobrona*. Celui-ci est quasiment doublé par rapport à 1993 et presque multiplié par dix par rapport à 1997. De l'autre côté, on observe une apparente

¹ « Dziewięć list w całym kraju », *Rzeczpospolita*, 16/08/2001.

continuité dans la composition des listes. En effet, comme en 1993 et en 1997, les hommes et les déclarants d'une profession agricole sont largement surreprésentés parmi les candidats, alors que les déclarants d'une profession dite « supérieure » restent quant à eux relativement peu nombreux. En dépit de son caractère spectaculaire, le faible taux de femmes sur les listes présentées par le *Samoobrona* RP n'est pas exceptionnel et se situe, comme lors des élections précédentes, dans la moyenne des autres listes¹. La surreprésentation des travailleurs du secteur agricole et la sousreprésentation des membres des professions « supérieures » démarquent quant à elles assez nettement les listes *Samoobrona* RP de celles de la plupart des autres comités.

Comme en 1993 et en 1997, la présence de nombreux militants du ZZR *Samoobrona* sur les listes du comité *Samoobrona* RP constitue selon nous le principal élément permettant de comprendre cette double spécificité. En effet, faute d'avoir formalisé des alliances électorales avec d'autres groupements, exception faite du *Forum Emerytów i Rencistów* et du *Związek Weteranów Wojny* dans certaines circonscriptions urbaines, la direction du *Samoobrona* RP a essentiellement sollicité ses propres militants, qui sont avant tout ceux du syndicat, pour compléter ses listes de candidats. Ainsi, alors que la nouvelle loi électorale rend pour la première fois obligatoire la déclaration de leur affiliation partisane par les prétendants à un poste de parlementaire, près de 92,6% des candidats du *Samoobrona* RP font état de leur appartenance à ce parti. Ce taux est nettement supérieur à celui de la plupart des autres listes, puisqu'en moyenne seuls 70% des candidats d'un comité se déclarent membres du parti qui les a investis².

Tableau 26 : appartenance partisane des candidats des listes *Samoobrona* RP aux élections parlementaires de 2001.

Parti dont se réclament les candidats du comité <i>Samoobrona</i> RP	Total des listes pour la Diète (N=664)		Têtes de liste pour la Diète (N=41)	
<i>Samoobrona</i> RP	615	92,6%	39	95,1%

¹ Cf. Siemienska Renata, « Gender Party Quotas in Poland », papier présenté à la Conférence de « the International Institute for Democracy and Electoral Assistance (IDEA)/CEE Network for Gender Issues », Budapest, 22-23/10/2004.

² Cf. Heurtaux Jérôme, *op.cit.*, p.531.

Forum Emerytów i Rencistów	17	2,6%	1	2,4%
Związek Weteranów Wojny	2	0,3%	0	0%
PSL	1	0,2%	1	2,4%
SLD	1	0,2%	0	0%
Aucun	28	4,2%	0	0%

Réalisé par nos soins. Sources : nos propres calculs à partir des données de la Commission électorale nationale (PKW).

En dépit de l'apparente similitude de l'offre de candidats des comités étiquetés *Samoobrona* entre les élections de 1993, de 1997 et de 2001, du fait de l'origine syndicale de beaucoup d'entre eux, une observation attentive des listes déposées par le comité *Samoobrona* RP dans les différentes circonscriptions permet de mettre en évidence des modalités relativement inédites de composition de celles-ci. Tout d'abord, il convient de noter que seule une infime minorité des 664 candidats figurant sur les listes *Samoobrona* RP en 2001 ont déjà candidaté auparavant sur celles du *Samoobrona-Leppera* ou du *Przymierze Samoobrona*. C'est le cas de seulement 27 d'entre eux. Surtout, alors que pour les élections parlementaires précédentes, nous l'avons vu en détail pour celles de 1993, on notait une baisse du pourcentage de déclarants d'une profession agricole et une hausse des déclarants d'une profession « supérieure » parmi les candidats occupant les meilleures positions sur les listes, on observe le phénomène exactement inverse lors des élections de 2001. Ainsi, près de 70% des têtes de liste de circonscription se présentent comme des travailleurs du secteur agricole, contre seulement 41,1% pour l'ensemble des listes, alors que seuls 24,4% affichent une profession « supérieure », contre 30,7%.

Tableau 27 : Têtes de listes *Samoobrona* RP par circonscriptions aux élections parlementaires de 2001.

Circonscription		Tête de liste							
N°	Région	Nom	Prénom	Profession	Profession agricole	Profession supérieure	Résidant de la circonscription	Déjà candidat sur listes <i>Samoobrona</i>	Responsabilités déclarées au sein du ZZR <i>Samoobrona</i>
1	Legnica	Bonda	Ryszard	Technicien agricole	Oui	Non	Non	Non	Aucune (membre)
2	Wałbrzych	Franczak	Franciszek	Agriculteur	Oui	Non	Oui	Non	Président dans la Voïvodie de Basse-Silésie
3	Wrocław	Kozłowski	Piotr	Technicien du bâtiment	Non	Non	Oui	Non	Aucune (membre)
4	Bydgoszcz	Mojzesowicz	Wojciech	Agriculteur	Oui	Non	Oui	Non	Vice-président
5	Toruń	Sulek	Leszek	Agriculteur, ingénieur	Oui	Oui	Oui	Non	Vice-président dans la Voïvodie de Cujavie-

									Poméranie
6	Lublin	Żywiec	Józef	Agriculteur	Oui	Non	Oui	Non	Président dans la Voïvodie de Lublin
7	Chełm	Michalski	Jerzy	Vétérinaire	Non	Oui	Oui	Non	Aucune (membre)
8	Zielona Góra	Ostrowski	Henryk	Agriculteur	Oui	Non	Oui	Non	Président dans la Voïvodie de Lubusz
9	Łódź	Rutkowski	Krzysztof	Détective, entrepreneur	Non	Oui	Non	Non	Aucune
10	Piotrków Trybunalski	Łyzwiński	Stanisław	Agriculteur	Oui	Non	Non	Non	Vice-président national
11	Sieradz	Rochnowska	Renata	Agriculteur	Oui	Non	Non	Oui	Membre du Conseil de Voïvodie de Varmie-Mazurie
12	Chrzanów	Łobodziński	Tadeusz	Technicien en électronique	Non	Non	Oui	Non	Responsable du syndicat à Oświęcim
13	Cracovie	Wójcik	Kazimierz	Technicien agricole	Oui	Non	Oui	Oui	Président en Petite Pologne
14	Nowy Sącz	Szukała	Tadeusz	Agriculteur	Oui	Non	Non	Non	Membre du Conseil de Voïvodie de Basses Carpates
15	Tarnów	Curyło	Marian	Producteur céréalière	Oui	Non	Oui	Non	Membre du Conseil de Voïvodie de Petite Pologne
16	Płock	Pękała	Jerzy	Agriculteur	Oui	Non	Oui	Non	Membre du Conseil National
17	Radom	Łyzwińska	Wanda	Agriculteur	Oui	Non	Oui	Non	Membre du Conseil de Voïvodie de Mazovie
18	Siedlce	Filipek	Krzysztof	Agriculteur	Oui	Non	Oui	Non	Vice-président/Président du Conseil de Voïvodie de Mazovie
19	Varsovie 1	Sikora	Krzysztof	Ingénieur mécanicien	Non	Oui	Oui	Non	Responsable à Varsovie
20	Varsovie 2	Witaszek	Zbigniew	Restaurateur	Non	Non	Oui	Oui	Membre du Conseil National
21	Opole	Tyma	Zenon	Economiste	Non	Oui	Oui	Non	Président dans la Voïvodie d'Opole
22	Krosno	Lis	Alicja	Technicien agricole	Oui	Non	Oui	Oui	Vice-présidente dans la Voïvodie de Basses Carpates.
23	Rzeszów	Zbyrowska	Maria	Eleveur	Oui	Non	Oui	Non	Membre du Conseil National/Présidente dans la Voïvodie de Basses Carpates
24	Białystok	Wiśniowska	Genowefa	Psychologue	Non	Oui	Non	Oui	Secrétaire Générale
25	Gdańsk	Hojarska	Danuta	Agriculteur	Oui	Non	Non	Non	Présidente dans la Voïvodie de Poméranie
26	Gdynia	Zielonka	Lech	Agriculteur	Oui	Non	Non	Non	Membre du Conseil National
27	Bielsko-Biała	Smolana	Piotr	Technicien	Non	Non	Oui	Non	Responsable dans la région de Bielsko-Biała
28	Częstochowa	Grzesik	Andrzej	Agriculteur	Oui	Non	Oui	Non	Président dans la Voïvodie de Silésie
29	Gliwice	Dulias	Stanisław	Economiste, Agriculteur	Oui	Oui	Oui	Non	Membre du Conseil National
30	Rybnik	Stasiewski	Józef	Mineur à la retraite	Non	Non	Non	Non	Responsable dans la région de Gliwice
31	Katowice	Czechowski	Włodzimierz	Ingénieur des mines	Non	Oui	Oui	Non	Aucune (membre du Forum Emerytów i Rencistów)
32	Sosnowiec	Figlus	Michał	Technicien automobile	Non	Non	Oui	Non	Aucune (membre)
33	Kielce	Cepil	Józef	Agriculteur	Oui	Non	Oui	Non	Président dans la Voïvodie de Sainte-Croix
34	Elbląg	Oldakowski	Adam	Ingénieur agricole	Oui	Oui	Oui	Non	Vice-président dans la Voïvodie de Varmie-Mazurie.
35	Olsztyn	Aszkiełowicz	Mieczysław	Agriculteur	Oui	Non	Oui	Non	Président dans la Voïvodie de Varmie-Mazurie
36	Kalisz	Skutecki	Józef	Entrepreneur	Non	Oui	Oui	Non	Vice-Président dans la Voïvodie de Grande Pologne.
37	Konin	Budner	Alfred	Agriculteur	Oui	Non	Oui	Non	Responsable dans la région de Konin
38	Piła	Beger	Renata	Agriculteur	Oui	Non	Oui	Oui	Vice-Présidente dans la Voïvodie de Grande Pologne.
39	Poznań	Dębicki	Tadeusz	Technicien agricole	Oui	Non	Oui	Oui	Vice-président
40	Koszalin	Lepper	Andrzej	Agriculteur	Oui	Non	Oui	Oui	Président
41	Szczecin	Klukowski	Wacław	Agriculteur	Oui	Non	Oui	Non	Membre du Conseil National
	Total				28 sur 41 (68,3%)	10 sur 41 (24,4%)	32 sur 41 (78%)	8 sur 41 (19,5%)	36 sur 41 (87,8%)

Réalisé par nos soins. Sources : nos propres calculs à partir des données de la Commission électorale nationale (PKW) et recherches personnelles.

La surreprésentation notable des déclarants d'une profession agricole et la sousreprésentation des déclarants de professions « supérieures » parmi les têtes de listes de circonscription du comité *Samoobrona* RP témoignent selon nos observations à la fois de stratégies de présentation de soi de certains candidats et, surtout, d'une entreprise de promotion des responsables du ZZR *Samoobrona* sur les positions les plus élevées des listes. Premièrement, à de rares exceptions près telles Genowefa Wiśniowska ou Leszek Sułek, les têtes de listes du comité *Samoobrona* RP tendent à définir leur profession en des termes insistant sur leur appartenance au secteur agricole, en passant sous silence leurs diplômes (plusieurs d'entre eux sont ingénieurs) ou la nature exacte de leur activité (la plupart sont propriétaires de grandes exploitations et certains exercent un autre métier, c'est par exemple le cas de Krzysztof Filipek et de Maria Zbyrowska qui dirigent respectivement des entreprises de carrelage et d'agroalimentaire). Deuxièmement, alors qu'en 1993 les responsables du ZZR *Samoobrona* étaient souvent relégués à des positions secondaires sur les listes, au profit d'individus extérieurs au syndicat dotés de ressources personnelles traditionnellement valorisées dans la compétition pour les postes politiques, ils sont à l'inverse en 2001 promus aux meilleures places, potentiellement éligibles. Ainsi, 36 des 41 têtes de listes du comité déclarent occuper une position dirigeante au sein du syndicat, souvent au niveau régional. Par ailleurs, si on observe des pratiques de « parachutage », celles-ci sont d'une tout autre nature qu'en 1993. Alors qu'à l'époque, elles concernaient essentiellement des personnalités extérieures au syndicat, elles profitent cette fois majoritairement à des dirigeants du syndicat « transférés » de leur région d'origine pour prendre la tête d'une liste dans une autre circonscription. Seuls Ryszard Bonda, un proche d'Andrzej Lepper originaire de Poméranie Occidentale qui candidate à Legnica où les structures du ZZR *Samoobrona* ont été particulièrement affectées par la « fronde » du début de l'année 2001¹, et Krzysztof Rutkowski, qui ne cache pas avoir « acheté » sa place en acceptant de financer lui-même sa campagne², font véritablement exception à cette règle. Ce phénomène de promotion des responsables du syndicat ne se limite d'ailleurs pas aux têtes de listes

¹ « Wejście Bonda », *Gazeta Wyborcza*, Wrocław, 28/09/2001, p.8.

² « Lepper i jego drużyna », *Gazeta Wyborcza*, 28/09/2001, p.6 ; « Lepszy niż gorący kubek », *Rzeczpospolita*, 24/12/2001.

et, dans la plupart des voïvodies, ce sont des membres du syndicat qui occupent les meilleures positions sur les listes. Ce sont ainsi souvent des dirigeants de cercles de powiat du ZZR *Samoobrona*, et donc désormais du *Samoobrona* RP, qui occupent les places suivant immédiatement la tête de liste. Par exemple, dans la circonscription de Siedlce, Waldemar Chmielak, responsable du syndicat dans le powiat de Garwolin, occupe la seconde position derrière le président du conseil de voïvodie Krzysztof Filipek. Loin d'être mobilisés en « appoint » comme en 1993, les responsables locaux du ZZR *Samoobrona* sont ainsi présents aux « avant-postes » des listes du comité *Samoobrona* RP pour les élections de 2001, les positions marginales étant réservées aux « membres de base » du syndicat ou aux rares candidats extérieurs.

Ce phénomène de surreprésentation des dirigeants du syndicat aux premières places des listes du *Samoobrona* RP est la conséquence des modalités particulières de distribution des investitures en vigueur au sein du comité électoral. D'une part, on observe une grande centralisation du processus de sélection des candidats les mieux placés sur les listes, principalement des têtes de listes. La plupart d'entre eux sont en effet directement choisis par la direction nationale du ZZR *Samoobrona*. Dès lors, les membres du Conseil National, dont les présidents des conseils de voïvodies qui le sont de droit, tendent à s'attribuer les meilleures positions sur les listes, Andrzej Lepper intervenant lui-même souvent directement pour promouvoir les responsables du syndicat dont il est le plus proche. Ainsi, hormis Krzysztof Rutkowski, la totalité des têtes de listes « parachutées » dans d'autres circonscriptions que la leur, comme Stanisław Łyżwiński à Piotrków Trybunalski, Genowefa Wiśniowska à Białystok ou encore Tadeusz Szukała à Nowy Sącz, sont réputés être des amis personnels de Lepper. D'autre part, la distribution des investitures restantes est laissée à la discrétion des structures locales du syndicat. Les responsables de celles-ci tendent à leur tour à s'attribuer les meilleures places disponibles, avant de « compléter » les listes avec des « membres de base » du syndicat ou des volontaires extérieurs à celui-ci. Ainsi, comme en témoigne Lepper lui-même, à la forte centralisation du processus de sélection des candidats occupant les places les plus élevées sur les listes s'oppose une quasi absence de contrôle de la direction nationale du syndicat sur le choix des personnes y figurant à des positions secondaires.

« Certaines des personnes qui étaient sur les listes en 2001 étaient un peu là par hasard. Je ne les connaissais même pas toutes. Mon but principal c'était qu'il y ait des listes complètes dans toutes les circonscriptions, dans chacune d'entre elles. Et le fait de savoir qui exactement était sur les listes n'avait pas grande importance pour moi. Bien sûr, pour les premières places, c'était différent, et là je faisais directement avancer les personnes que je connaissais mieux. Mais pour le reste, je ne m'en occupais pas. Nous étions simplement content qu'il y ait des listes partout. »

Andrzej Lepper.

Entretien réalisé le 25 juin 2008 à Varsovie.

Ce constat mérite cependant d'être nuancé par la prise en compte de modalités atypiques de constitution des listes dans certaines circonscriptions, principalement celles où le ZZR *Samoobrona* dispose de la moins bonne implantation.

Tableau 28 : composition des listes de circonscription *Samoobrona* RP aux élections parlementaires de 2001.

Circonscription			Ensemble de la liste <i>Samoobrona</i> RP					
Numéro	Nom	Nombre de mandats de député en jeu	Nombre de candidats	Pourcentage de membres déclarés du <i>Samoobrona</i> RP	Pourcentage d'hommes	Pourcentage de déclarants d'une profession agricole	Pourcentage de déclarants d'une profession supérieure	Déjà présent sur des listes siglées <i>Samoobrona</i> lors d'élections législatives précédentes
1	Legnica	12	16	100	81,3	18,8	31,3	0
2	Wałbrzych	9	11	100	81,8	45,5	9,1	1
3	Wrocław	14	16	100	87,5	50	18,8	3
4	Bydgoszcz	12	19	84,2	79	84,2	10,5	2
5	Toruń	13	19	84,2	73,7	47,4	26,3	0
6	Lublin	15	23	100	78,3	30,4	47,8	0
7	Chełm	12	14	100	85,7	71,4	35,7	0
8	Zielona Góra	12	18	72,2	88,9	33,3	16,7	0
9	Łódź	11	22	100	68,2	13,6	22,7	0
10	Piotrków Trybunalski	9	18	100	72,2	44,4	44,4	0
11	Sieradz	12	19	100	79	89,5	5,3	1
12	Chrzanów	7	8	100	87,5	0	25	0
13	Cracovie	14	19	100	89,5	15,8	42,1	1
14	Nowy Sącz	9	15	100	93,3	20,0	6,7	0
15	Tarnów	8	15	93,3	93,3	26,7	13,3	0
16	Płock	10	18	100	61,1	22,2	50	0
17	Radom	9	18	100	72,2	44,4	44,4	1
18	Siedlce	12	16	100	100	50	25	0
19	Varsovie 1	19	26	88,5	65,4	0	57,7	1
20	Varsovie 2	10	16	93,8	75,0	31,3	43,8	2
21	Opole	13	15	100	93,3	60	20	0
22	Krosno	11	18	100	50	50	38,9	1

23	Rzeszów	15	20	100	85	40	15	0
24	Białystok	15	20	65,0	70	55	25	1
25	Gdańsk	12	16	56,3	75	68,8	12,5	0
26	Gdynia	14	19	100	73,7	68,4	0	0
27	Bielsko-Biała	9	9	100	66,7	11,1	44,4	0
28	Częstochowa	7	10	100	100	50	30	0
29	Gliwice	10	17	100	70,6	5,9	70,6	2
30	Rybnik	9	13	100	69,2	0	46,2	0
31	Katowice	13	17	52,9	82,4	5,9	58,8	1
32	Sosnowiec	9	15	100	80	20	40	0
33	Kielce	16	29	62,1	89,7	41,4	48,3	1
34	Elbląg	8	8	100	75	50	50	0
35	Olsztyn	9	10	100	90	50	40	0
36	Kalisz	12	15	100	87	80	33,3	2
37	Konin	9	11	100	81,8	63,6	9,1	1
38	Piła	9	13	100	84,6	76,9	0	1
39	Poznań	10	14	100	85,7	42,9	57,1	3
40	Koszalin	8	15	100	80	73,3	6,7	2
41	Szczecin	13	14	100	92,9	50	7,1	1
Total		460	664	92,6	79,7	41,1	30,7	27

Réalisé par nos soins. Sources : nos propres calculs à partir des données de la Commission électorale nationale (PKW).

C'est principalement dans les circonscriptions urbaines que la logique présidant à la composition des listes diffère sensiblement de celle mise en évidence précédemment. Dans celles-ci, du fait de la faiblesse, voire de l'absence, des structures du ZZR *Samoobrona*, ce sont des logiques de recrutements externes qui ont dominé la distribution des investitures. Ainsi, dans les circonscriptions de Varsovie 1, de Katowice ou encore de Gdańsk, c'est en formalisant des partenariats avec des groupements de retraités, en l'occurrence le Forum Emerytów i Rencistów et le Związek Weteranów Wojny, et en intégrant des personnalités extérieures au monde agricole, dont certaines ont néanmoins adhéré au parti avant les élections, que les dirigeants du *Samoobrona* RP sont parvenus à déposer des listes complètes de candidats. Dans ce cas-là, les premières positions sur les listes reviennent souvent à ces « nouveaux venus », les rares militants du ZZR *Samoobrona* étant relégués en fin de liste. Cette pratique reste cependant exceptionnelle. Ainsi, si dans certaines circonscriptions rurales où le ZZR *Samoobrona* ne peut compter que sur une base militante réduite, par exemple celles de Białystok, de Chrzanów ou de Płock, on assiste également à des logiques de recrutements externes plus marquées qu'ailleurs, celles-ci restent alors limitées aux positions secondaires, les premières places sur les

listes revenant, comme dans la plupart des circonscriptions, à des responsables du ZZR *Samoobrona*, par « parachutage » si nécessaire.

Au final, l'observation de la composition des listes de candidats déposées par le comité *Samoobrona RP* auprès de la Commission électorale nationale pour les élections législatives de 2001 permet de mettre en évidence la promotion des responsables du ZZR *Samoobrona* en leur sein. À l'exception des circonscriptions urbaines, ceux-ci occupent en effet les positions éligibles donnant aux listes une apparence beaucoup plus rurale et « populaire » que celles de la plupart des autres comités.

B) Une élection « ouverte ».

Les élections législatives de septembre 2001 ont lieu dans un contexte politique et économique particulièrement agité. Alors que les principaux indicateurs économiques et sociaux sont au rouge, en décembre 2000 le taux de chômage atteint ainsi les 15,1%¹, le gouvernement Buzek bat des records d'impopularité et doit faire face à de nombreuses critiques, y compris au sein de son propre camp. En effet, alors que la perspective d'une alternance au profit du SLD apparaît comme une évidence, de nombreuses dissensions animent dès le printemps 2000 la coalition au pouvoir depuis 1997. Elles aboutissent à plusieurs scissions au sein des deux principales formations de la « droite post-solidarité » et à une recomposition importante de l'espace partisan polonais à la veille des élections (1). La multiplication de l'offre électorale, notamment à la droite du paysage politique, s'accompagne d'un brouillage de l'opposition post-communiste/post-solidarité qui, depuis 1993, semblait s'être imposée comme dominante et d'une généralisation parmi les protagonistes de la compétition électorale des critiques adressées aux « sortants » et à leurs pratiques (2).

1) Un espace partisan en recomposition.

¹ Richard François & Meunier Nicolas, « Pologne 2001-2002 : une évolution préoccupante », *Le Courrier des pays de l'Est*, n°1026, 2002, p.142-158.

Au cours de l'année 2000, les équilibres ayant présidé au milieu des années 1990 à l'unification des formations qui revendiquent l'héritage du mouvement Solidarité sont fragilisés par la chute de popularité du gouvernement Buzek, attestée par les nombreux sondages d'opinion relayés dans les médias¹. Pourtant créés initialement afin de maximiser les chances de succès électoral du « camp Solidarité », l'AWS et l'UW semblent condamnés à la débâcle lors des élections législatives prévues pour l'automne 2001. Dans ce contexte, on observe une dégradation rapide des relations entre les différentes composantes de ces formations dans les derniers mois de la III^e législature. À partir de la rupture de l'accord de coalition au printemps 2000, et avec une célérité accrue dans les semaines suivant l'élection présidentielle d'octobre, on assiste même au développement en leur sein d'entreprises d'autonomisation menées par des personnalités jusqu'ici maintenues dans des positions secondaires ou se percevant comme en voie de marginalisation.

En juin 2000, à quelques mois de l'élection présidentielle, les tensions récurrentes au sein de la coalition aboutissent au départ du gouvernement des ministres issus de l'UW. S'accusant mutuellement d'être responsables de l'impopularité record de ce dernier et de la crise économique alors traversée par la Pologne, les directions de l'AWS et de l'UW actent ainsi leurs divergences croissantes, notamment en matière économique. Alors que les premiers dénoncent depuis plusieurs mois l'influence néfaste des orientations libérales de l'action du ministre des Finances Leszek Balcerowicz, par ailleurs président de l'UW, sur la politique gouvernementale, les seconds accusent Marian Krzaklewski de visées hégémoniques sur la coalition et stigmatisent ses promesses d'interventionnisme accru comme le signe de sa dérive « démagogique » dans le cadre de la campagne pour l'élection présidentielle². La rupture de la coalition, qui ne conduit pas à la chute du gouvernement Buzek celui-ci continuant à fonctionner en tant que gouvernement minoritaire jusqu'à la fin de la législature, ne fait cependant pas l'unanimité parmi les cadres de l'AWS et de l'UW. Dans les semaines qui suivent, et tout au long de l'été, des dissensions de plus en plus nettes se font jour au sein de ces deux formations. À l'AWS, le député Jan Rokita, par

¹ Dans un sondage de l'institut OBOP réalisé à la fin du mois de mai 2000, le gouvernement Buzek recueille ainsi 77% d'opinions négatives. Seuls 15% des sondés en ayant une bonne image. À l'inverse le président Kwaśniewski est quant à lui crédité de 79% d'opinions positives. Cité in : « Zły rząd, dobry prezydent », *Gazeta Wyborcza*, 08/06/2000, p.4.

² « Nie Wierzymy Krzaklewskiemu », *Gazeta Wyborcza*, 07/06/2000, p.4.

ailleurs président du parti SKL membre fondateur de l'alliance, et le Maréchal de la Diète Maciej Płażyński prennent ainsi ouvertement leurs distances avec Marian Krzaklewski. Ils refusent même de soutenir sa candidature pour l'élection présidentielle d'octobre et laissent entendre qu'ils voteront en faveur de son concurrent Andrzej Olechowski. De même, les critiques de Leszek Balcerowicz se multiplient au sein de l'UW. Plusieurs cadres influents, notamment Władysław Frasyniuk, Bogdan Borusewicz et Bronisław Geremek, remettent vertement en cause sa gestion de la formation, l'accusant entre autres de l'avoir isolée politiquement et coupée de sa base de soutien électoral¹.

Les tensions observables au sein des deux principales forces de la droite parlementaire suite à la rupture de l'accord de coalition s'exacerbent dans les semaines suivant l'élection présidentielle de 2000. Alors que les sondages prédisent au SLD une large victoire lors des élections parlementaires de l'automne 2001, d'une ampleur comparable à celle qu'Aleksander Kwaśniewski vient de remporter à la présidentielle, plusieurs membres de l'AWS et de l'UW, en rupture avec leurs directions respectives, s'attachent alors à se démarquer de leurs anciens alliés et à créer de nouvelles formations leur permettant de se désolidariser du bilan gouvernemental. Deux entreprises de ce type se développent au début de l'année 2001.

La première est issue d'une scission au sein de l'UW. Candidat malheureux à la présidence du parti face à Bronisław Geremek lors du Congrès de décembre 2000², Donald Tusk, qui en était jusqu'ici le vice-président, décide de le quitter avec plusieurs de ses proches. Il se rapproche alors d'Andrzej Olechowski, qui entend capitaliser sur son résultat à l'élection présidentielle en initiant un comité électoral pour les élections législatives³, et de Maciej Płażyński, qui ne fait guère mystère de

¹ Cf. « Z Balcerowiczem czy bez », *Gazeta Wyborcza*, 18/09/2000, p.6.

² Le congrès de l'UW de décembre 2000 fait suite à la démission de Leszek Balcerowicz du parti au début du mois du fait de sa nomination au poste de Président de la Banque Nationale de Pologne. « A jednak Balcerowicz », *Gazeta Wyborcza*, 08/12/2000, p.1.

³ Quelques jours après l'élection présidentielle, Andrzej Olechowski adresse une lettre ouverte aux présidents de l'UW et du SKL, Leszek Balcerowicz et Jan Rokita, par laquelle il les invite à s'associer à lui pour « bâtir une nouvelle force politique du centre », dans la perspective des élections législatives de 2001. Si les deux hommes déclinent alors cette proposition, Olechowski continue dans les semaines suivantes à développer ses activités dans le sens de la création d'une « association de citoyens non-

son souhait de quitter l’AWS¹. Surnommés les « Trois ténors », Tusk, Olechowski et Płażyński annoncent en janvier 2001 la création d’un nouveau mouvement nommé Platforma Obywatelska (PO). Regroupant des anciens membres de la mouvance dite « libérale » de l’UW mais aussi plusieurs anciens cadres de l’AWS, principalement issus du SKL, la PO est alors présentée par ses fondateurs comme un mouvement « conservateur-libéral » non-partisan aspirant à la représentation politique des « classes moyennes »².

La seconde entreprise de constitution d’une nouvelle organisation politique au sein de la droite parlementaire se structure autour de la personne de Lech Kaczyński de l’AWS. Ministre de la Justice du gouvernement Buzek depuis juin 2000, ce dernier a rapidement acquis une popularité importante à ce poste en s’érigeant en pourfendeur intransigeant de la corruption et de la délinquance. À la fin de l’année 2000, soutenu par une partie de l’AWS, et notamment par les anciens du parti *Porozumienie Centrum* de son frère jumeau Jarosław, Lech Kaczyński prend la tête d’une fronde contre Marian Krzaklewski. Le président de l’AWS est alors fortement fragilisé au sein de sa formation. Incapable d’imposer une représentation de sa performance à l’élection présidentielle comme étant satisfaisante, il est même contraint d’en quitter la présidence en décembre³. Renonçant finalement à s’engager dans la lutte pour la direction de l’AWS, qui revient au Premier ministre Jerzy Buzek, Lech Kaczyński participe avec son frère le 22 mars 2001 au lancement d’un nouveau groupement, du nom de Prawo i Sprawiedliwość (PiS), qui est enregistré en tant que parti politique en juin⁴. Bien que réunissant essentiellement des dissidents de l’AWS, issus pour la plupart du *Porozumienie Centrum* et du ZChN, la nouvelle formation adopte rapidement une posture critique à l’égard du gouvernement Buzek, dont Lech Kaczyński est d’ailleurs exclu en juillet.

partisane » en mesure de participer aux élections. Cf. « Olechowski do UW i SKL », *Gazeta Wyborcza*, 14/10/2000, p.4 ; « Stowarzyszenie bezpartyjnych », *Gazeta Wyborcza*, 27/10/2000, p.6.

¹ « Marszałek zmęczony AWS-em », *Gazeta Wyborcza*, 22/12/2000, p.6.

² « Olechowski, Płażyński i Tusk zakładają nowy obóz », *Rzeczpospolita*, 11/01/2001 ; « Trzech w jednym », *Polityka*, 20/01/2001, p.15.

³ « AWS bez Mariana », *Gazeta Wyborcza*, 02/12/2000, p.1 ; Sur la crise qui secoue l’AWS au cours des années 2000 et 2001, on se référera à : Szczerbiak Aleks, « The Polish centre-right’s (last ?) best hope : the rise and fall of Solidarity Electoral Action », *Journal of Communist Studies and Transition Politics*, vol.20 n°3, 2004, p.55-79.

⁴ Cf. « Komitet Kaczyńskiego », *Gazeta Wyborcza*, 23/03/2001 ; « Bliźniaczy pomysł », *Polityka*, 17/03/2001, p. 20-21 ; « Kraj w skrócie », *Gazeta Wyborcza*, 15/06/2001, p.8.

Les crises et scissions secouant l'UW et l'AWS dans les derniers mois de la III^e législature se traduisent par une multiplication de l'offre politique à la « droite » du paysage politique polonais à la veille des élections législatives de septembre 2001. Les tractations de la dernière chance initiées jusqu'à l'été 2001 par la direction de l'AWS pour tenter de reconstituer un front électoral post-Solidarité uni ayant échoué, du moins pour la Diète, l'UW, l'AWS, le PiS et la PO présentent chacun leurs propres listes de candidats dans l'ensemble des circonscriptions¹. Le 14 août ce sont ainsi quatre comités électoraux nationaux issus de formations parlementaires revendiquant l'héritage du mouvement Solidarité qui sont enregistrés par la Commission électorale nationale, soit près de la moitié du total des comités déposés au niveau national.

À l'opposé de cette fragmentation des formations de la droite parlementaire, on observe à la veille des élections législatives, une augmentation du volume d'échanges entre les représentants de différents groupements d'opposition dans le sens de la formalisation d'alliances électorales élargies. Hormis le *Samoobrona* RP, dont les dirigeants renoncent dès mars 2001 à s'associer à d'autres formations, la plupart des responsables de l'opposition, parlementaire ou extra-parlementaire, s'attachent en effet à constituer des partenariats afin de maximiser leurs chances de réussite électorale. Ces entreprises aboutissent à la formation de quatre comités électoraux de dimension nationale.

Premièrement, dès les jours suivant l'élection présidentielle des négociations sont engagées entre les dirigeants du SLD et ceux de l'UP afin de constituer un comité électoral commun pour les élections législatives de 2001². Bien que donnés largement vainqueurs par l'ensemble des sondages, les premiers cherchent ainsi à constituer une force politique en mesure de leur assurer la majorité absolue au Parlement, et donc d'éviter à avoir à gouverner en coalition. Quant au second, ce rapprochement leur offre la possibilité de retrouver une représentation parlementaire dont ils sont privés depuis 1997. Bien que critiquée par la plupart des dirigeants historiques de l'UP issus du mouvement Solidarité, notamment son ancien président Ryszard Bugaj, l'union

¹ Pour le Sénat, dont l'élection se déroule au scrutin majoritaire à un tour, un accord est trouvé en juillet. Afin d'éviter un « raz-de-marée » du SLD, l'AWS, l'UW, le PiS et la PO décident de présenter des candidats communs dans toutes les circonscriptions au sein de la coalition « Blok Senat 2001 ». « Czterech przeciw Sojuszowi », *Rzeczpospolita*, 13/07/2001.

² « Sojusz Unii z Sojuszem », *Gazeta Wyborcza*, 19/10/2000, p.4

électorale entre le SLD et l'UP est formalisée dès le mois de décembre 2000. Au cours de l'année 2001, le Krajowa Partia Emerytów i Rencistów, le SD et le PLD de Roman Jagieliński, s'associent à leur tour à cette initiative et participent ainsi au Comité électoral de coalition SLD-UP déposé auprès de la Commission Electorale Nationale¹.

Deuxièmement, les représentants de plusieurs groupements nationalistes et catholiques, jusqu'ici éclatés en une multitude de groupuscules concurrents, s'efforcent de se rapprocher au début de l'année 2001 afin de satisfaire les conditions imposées par la nouvelle loi électorale pour présenter des candidats aux élections. Dès février, des responsables de différentes organisations, notamment le *Stronnictwo Narodowe*, le *Młodzież Wszechpolska*, la *Rodzina Warszawka* et la *Liga Rodzin* s'entendent ainsi pour collaborer à la création d'un nouveau parti, la *Liga Polskich Rodzin* (LPR), dont le congrès fondateur se tient le 5 mai². Au moment de sa création, la LPR occupe une position extrêmement marginale au sein du champ politique polonais, elle ne compte pas le moindre élu et les ressources politiques personnelles de ses dirigeants sont extrêmement faibles. Forts du soutien que leur apporte la frange intégriste du clergé polonais, et notamment la *Radio Maryja* du père Tadeusz Rydzyk, ces derniers parviennent cependant progressivement à rallier à leur initiative des personnalités politiques reconnues, ayant exercé des responsabilités importantes dans les premières années de la III^e République avant d'être reléguées au sein de leur formation d'origine. Ainsi, le 22 juin, le Porozumienie Polskie de Jan Łopuszański, ancien président du comité central du ZChN, et le *Ruch Katolicko-Narodowy* d'Antoni Marcierewicz, ancien ministre de l'Intérieur du gouvernement Olszewski, intègrent la LPR. Le 23 juillet, c'est au tour du *Przymierze dla Polski* de Gabriel Janowski, ancien ministre de l'Agriculture et président du PSL-PL, de s'y associer. Quelques jours plus tard, il est suivi par le ROP de l'ancien Premier ministre Jan Olszewski, dont les négociations avec les dirigeants de l'AWS et du PiS pour former une coalition électorale ont échoué³. Fort de ces renforts de poids, la LPR parvient à déposer un comité électoral devant la Commission électorale nationale et à

¹ « Kraj w skrócie », *Gazeta Wyborcza*, 13/04/2001, p.4.

² Piskorski Mateusz, « Liga Polskich Rodzin », Kowalczyk Krzysztof & Sielski Jerzy (dir.), *op.cit.*, p.171.

³ « Obliczalny Olszewski », *Gazeta Wyborcza*, 21/07/2001, p.2.

présenter des listes de candidats complètes pour la Diète dans 40 des 41 circonscriptions.

Troisièmement, parallèlement à la création de la LPR, une autre entreprise de structuration d'un comité électoral unissant des groupements revendiquant leur identité nationaliste est initiée par des responsables du KPN-*Ojczyzna*, issus d'une scission au sein du KPN en 1996. Au début de l'année 2001, ceux-ci engagent des négociations en ce sens avec Jan Łopuszański, le président du *Porozumienie Polskie*, et Daniel Podrzycki du syndicat *Sierpień 80'*, qui depuis l'échec du *Blok Ludowo-Narodowy* a pris ses distances avec le ZZR *Samoobrona* et Andrzej Lepper. En mars, les directions du KPN-*Ojczyzna*, du *Porozumienie Polskie* et du *Sierpień 80'* annoncent la création d'un nouveau mouvement baptisé *Alternatywa Ruch Społeczny*. Dans les semaines suivantes, une cinquantaine de groupuscules les rejoignent¹. Si des dissensions se font rapidement jour entre les différents initiateurs de ce groupement (Jan Łopuszański le quitte notamment dès le mois de juin pour la LPR), l'*Alternatywa Ruch Społeczny* est enregistré en tant que parti politique auprès du Tribunal de Varsovie le 13 juillet. En août, son comité électoral parvient à déposer des listes de candidats dans l'ensemble des circonscriptions auprès de la Commission Electorale Nationale.

Enfin, quatrièmement, les dirigeants du PSL cherchent eux aussi dès la fin de l'année 2000 à constituer des alliances avec d'autres groupements dans le but d'optimiser leurs chances de franchir le quorum fixé par la loi électorale et d'élargir leur base de soutien au-delà des seules régions rurales. Néanmoins, marginalisés dans la dynamique des marchandages pré-électorales², les responsables du PSL sont finalement contraints de limiter l'entreprise d'élargissement de leur offre électorale à l'intégration sur leurs listes d'individualités aux profils variés. Outre des dirigeants d'organisations agricoles partenaires, comme le président du KZRKiOR Władysław Serafin, on retrouve ainsi parmi les candidats du comité électoral PSL des représentants de syndicats non-agricoles, par exemple du syndicat infirmier OZZPiP,

¹ Gładkiewicz Westyna, « *Alternatywa-Partia Pracy* », Paskiewicz Krystyna (dir.), *Partie i Koalicje polityczne III Rzeczypospolitej*, Wrocław, Wydawnictwo Uniwersytetu Wrocławskiego, 2004, p.11.

² Envisagée un temps par la direction du PSL, la piste de la réactivation de la coalition *Przymierze Społeczne* mise sur pied à l'occasion des élections locales de 1998 doit rapidement être abandonnée du fait du rapprochement de l'UP et du Krajowa Partia Emerytów i Rencistów avec le SLD et de l'affirmation par les dirigeants du ZZR *Samoobrona* de leurs ambitions électorales autonomes.

mais aussi des responsables politiques aux origines politiques disparates, qu'il s'agisse de l'ancien président de l'UP Ryszard Bugaj ou du député Dariusz Grabowski élu sur les listes du ROP en 1997 et candidat malheureux à la présidence en 2000¹.

Au final, les multiples recompositions à l'œuvre au sein du champ politique polonais à la fin de la III^e législature aboutissent à un profond renouvellement de l'offre électorale pour les élections parlementaires de 2001. Aux côtés de l'AWS et de l'UW, déjà présents en 1997, deux nouvelles formations revendiquant l'héritage du mouvement Solidarité participent ainsi à la lutte pour les postes de parlementaires, le PiS et la PO. De même, du côté de l'opposition, hormis le PSL et le SLD, allié cependant cette fois à l'UP, la majorité des comités électoraux présentant des listes au niveau national sont inédits par rapport aux élections de 1997. Le *Samoobrona RP*, dont le « prédécesseur » le *Przymierze Samoobrona* n'avait présenté des candidats que dans un nombre limité de circonscriptions quatre ans auparavant, la LPR et l'*Alternatywa Ruch Społeczny* font en effet tous figures de « nouveaux venus » dans la compétition électorale nationale.

2) La nouveauté comme opportunité.

Les multiples recompositions à l'œuvre au sein du champ politique dans les mois précédant les élections législatives du 23 septembre 2001 font peser une certaine incertitude sur l'issue du scrutin. Si la victoire du SLD-UP semble acquise, sa capacité à s'assurer une majorité absolue au Parlement est quant à elle mise en doute par plusieurs études d'opinion. Surtout, l'état des rapports de force entre les autres prétendants de la compétition électorale reste extrêmement incertain.

Au printemps 2001, les premiers sondages préélectoraux permettent aux observateurs de la vie politique polonaise de dégager, outre le SLD-UP, cinq compétiteurs principaux semblant en mesure de franchir les seuils fixés par la loi électorale pour obtenir une représentation parlementaire : le PSL et les comités revendiquant l'héritage du mouvement Solidarité, l'UW, l'AWSP, la PO et le PiS, même si la

¹ « Ludowcy w smokingach », *Gazeta Wyborcza*, 07/08/2001, p.4.

participation de ce dernier aux élections reste incertaine¹. L'attention des commentateurs de la campagne électorale se concentre particulièrement sur l'activité des représentants de ces quatre derniers. L'identité de la formation qui parviendra à imposer sa domination sur la « droite » apparaît en effet comme l'une des principales inconnues de l'élection. Hormis quelques divergences en matière économique ou sur les questions de morale, les offres de représentation de ces quatre comités restent alors relativement proches. Aucun ne remet radicalement en cause ni le sens des réformes économiques engagées depuis 1989, ni les équilibres politiques issus de la Table Ronde, notamment sa bipolarisation entre l'ancien camp Solidarité, dont les initiateurs des quatre comités se réclament, et les anciens communistes du SLD, qu'ils présentent unanimement comme leurs principaux adversaires politiques. De même, pouvant tous se prévaloir de leur passé de dissidents, les dirigeants de ces groupements ont des profils comparables. Ils partagent les mêmes propriétés sociales et ont connu des modes de professionnalisation politique similaires. Par le jeu des reclassements successifs, beaucoup d'entre eux ont d'ailleurs, un jour ou l'autre, été alliés au sein d'une même formation au cours des années 1990.

En dépit de leur proximité et de leur statut d'anciens partenaires politiques, les représentants des comités UW, AWSP, PO et PiS s'efforcent de légitimer leurs entreprises électorales concurrentes en faisant reconnaître l'originalité de leurs offres politiques les unes par rapport aux autres. Alors que le gouvernement Buzek continue à battre des records d'impopularité, dans une enquête CBOS du mois d'août 2001 plus des trois quarts des sondés jugent négativement le bilan de son action², les dirigeants de l'UW, du PO et du PiS cherchent notamment à se démarquer du bilan gouvernemental, laissant l'AWSP en assumer seul la responsabilité.

S'ils revendiquent leur position d'hommes politiques établis, en s'affichant comme les initiateurs des réformes des années 1989 et 1990, les dirigeants de l'UW s'efforcent de faire porter l'entière responsabilité des échecs du gouvernement aux responsables de l'AWS, qui les auraient empêchés d'appliquer leur propre programme

¹ Voir notamment : « Lewi w górę, reszta w dół », *Gazeta Wyborcza*, 22/03/2001, p.4 et « SLD przed PSL », *Gazeta Wyborcza*, 14/04/2001, p.5.

² « Evaluation of the Prime minister Jerzy Buzek and his government », *Polish Public Opinion*, Varsovie, CBOS, octobre 2001, p.2.

de 1997 à 2000. Dans ce sens, son nouveau président Bronisław Geremek déclare dans un discours en mai 2001 :

« En 1997, mon parti a accepté de participer au gouvernement formé par l’AWS, car nous estimions alors que l’État et les services publics avaient besoin d’être réformés. Mais, en toute franchise, les réformes avaient été mal préparées et leurs résultats ont déçu. Le gouvernement s’est trop occupé des querelles politiciennes et a ainsi progressivement perdu de vue les gens et leurs besoins. Il y a eu trop de compromissions, et plutôt que de résoudre les vrais problèmes, le gouvernement de l’AWS s’est concentré sur ceux qui n’en étaient qu’en apparence. Il n’y avait pas assez de compétence et trop de magouilles politiciennes. En conséquence, nous avons préféré quitter le gouvernement, frustrés par le temps perdu et par notre incapacité à travailler efficacement pour le bien des gens au sein de cette équipe gouvernementale ».

Bronisław Geremek

Extrait d’une intervention à l’Université de Varsovie le 8 mai 2001.

Geremek Bronisław, « Wystąpienie wygłoszony na Uniwersytecie Warszawskim 8 maja 2001 r. », cité in Słodkowska Inka (dir.), *Wybory 2001...*, *op.cit.*, p.54.

De même, les initiateurs des comités PO et PiS ne sont guères avares de critiques à l’égard de la majorité et du gouvernement sortants, au sein desquels beaucoup d’entre eux ont pourtant exercé des responsabilités de premier plan. En se désolidarisant de la sorte de leurs anciens alliés, ils tentent de se faire reconnaître une virginité politique, d’apparaître comme les promoteurs de nouvelles pratiques politiques en rupture avec celles des sortants. Du côté de la PO, c’est la dénonciation de la « partitocratie » qui sert de socle à cette redéfinition identitaire. Dans le document programmatique publié par Andrzej Olechowski, Maciej Płażyński et Donald Tusk lors de l’annonce de la création de la PO en janvier 2001, on peut lire : « il est nécessaire de libérer pleinement le potentiel de notre démocratie et de notre État. Aujourd’hui, ceux-ci sont gangrenés par le « partisanisme », la corruption, l’incompétence, et l’illisibilité du rôle joué par les syndicats. L’État, qui devrait nous garantir de bonnes conditions d’existence, privilégie, à un degré inquiétant, ses propres intérêts et ceux des gouvernants »¹. Renouant avec l’imaginaire des comités civiques de 1989, ils s’efforcent de présenter leur propre groupement comme un « mouvement de citoyens » et, refusant l’étiquette partisane, déposent des listes de candidats sous la

¹ Olechowski Andrzej, Płażyński Maciej, Tusk Donald, « Zobowiązanie », cité in *Ibid* p.175 ; Voir également : « Antypartyjniacka platforma zakładana przez stowarzyszenie », *Rzeczpospolita*, 22/01/2001.

forme d'un comité d'électeurs auprès de la Commission Electorale Nationale. Du côté du PiS, c'est la thématique de la moralisation de la vie politique, et notamment de la lutte contre la corruption, qui est mobilisée. Dans le cadre de la campagne électorale, les responsables du PiS cherchent en effet à capitaliser sur la popularité de Lech Kaczyński, et sur la réputation de droiture et de probité qu'il a acquise lors de son passage au ministère de la Justice, pour affirmer leur formation comme une force du renouveau. Dans leur programme électoral, ils affichent ainsi leur détermination à mettre fin aux dérives des gouvernements passés et, selon leurs propres termes, à « réparer un État miné par les délits et la corruption » pour construire un « nouvel ordre social, économique et politique »¹.

La généralisation des critiques des sortants et de leurs pratiques parmi les principaux protagonistes de la compétition électorale, qu'ils soient issus de l'opposition ou qu'ils proviennent des formations même qu'ils vouent désormais aux gémonies, constitue une opportunité pour les groupements jusqu'ici cantonnés aux marges du champ politique, qu'il s'agisse de la droite nationaliste, ou, bien sûr, de *Samoobrona*. Elle leur offre en effet la possibilité de se faire reconnaître comme des alternatives politiques légitimes au nom même de leur extériorité au « système politique »².

C) Se démarquer dans la compétition électorale : le *Samoobrona* RP en campagne.

S'ils n'en ont pas le monopole, les dirigeants du *Samoobrona* RP placent clairement dès le printemps 2001 leur campagne électorale sous le signe de la promotion de leur nouveauté. Menant campagne sous le slogan « Ils y ont déjà été [au pouvoir] : ils doivent s'en aller » (« Oni już byli : oni muszą odejść »)³, ils s'attachent à se présenter comme les seuls « nouveaux venus » d'une élection dominée par la thématique du besoin de renouvellement des pratiques politiques, et comme les seuls porteurs d'un projet politique original et inédit (1). Comme lors de l'élection présidentielle de 2000, la campagne électorale est organisée autour des structures de

¹ « Program Prawa i Sprawiedliwości », cité in Słodkowska Inka (dir.), *Wybory 2001...*, op.cit., p.90.

² En cela, la situation n'est pas sans rappeler celle mise en évidence par Jean-Louis Briquet dans le cadre de son étude de la crise de la Première République Italienne en 1992 et 1993. La généralisation de la remise en cause de la légitimité des « anciens », des « sortants », constitue ce qu'il qualifie d'« opportunité radicale ». Cf. Briquet Jean-Louis, « “Radicalisation morale” ... », art.cit., p.296-297.

³ « Kronika wyborcza », *Rzeczpospolita*, 04/09/2001.

bases du ZZR *Samoobrona*, sous le contrôle d'une équipe de campagne nationale qui s'attache à en coordonner les actions et à contrôler l'image publique du parti (2). Initialement perçu comme un protagoniste marginal d'une élection dont le résultat, hormis la victoire du SLD-UP, reste incertain, le *Samoobrona* RP parvient progressivement à se faire reconnaître comme un prétendant sérieux à l'obtention d'une représentation parlementaire (3).

1) Renouveler les pratiques politiques au nom des plus « démunis ».

Alors que leur comité est le seul sur les listes duquel aucun ancien ministre ne figure, les dirigeants du *Samoobrona* RP s'efforcent, à la manière de Lepper en 2000, de faire de leur absence d'expérience parlementaire antérieure l'un des principaux critères de leur probité et de leur compétence. Se présentant comme les seuls vrais *outsiders* des élections, ils dénoncent avec virulence dans leurs documents de campagne les responsables politiques de la III^e République, qu'ils soient issus des formations de l'ancien Régime ou du mouvement d'opposition Solidarité, pointant leur cynisme et leur népotisme.

Les maigres moyens pour le crédit et l'investissement dont dispose la Pologne sont détournés par les membres de l'élite qui gouverne la Pologne à leur propre profit, et celui de leurs proches. Pendant que la misère menace des millions de personnes, quelques-uns s'enrichissent en magouillant et nagent dans le luxe. C'est pour eux qu'ils bâtissent des casinos. C'est pour eux que les droits de douane sont abolis sur les voitures de luxe. Telle est la justice sociale que nous ont apportée les « réformateurs » des gouvernements successifs, depuis Rakowski¹ jusqu'au gouvernement actuel. [...] C'est *Samoobrona* qui le premier a dénoncé les impostures des hommes politiques, leurs affaires et leur trahison des intérêts polonais [...].

Souviens toi citoyen : *Samoobrona* a raison, *Samoobrona* pense comme toi. L'avenir nous appartient. Rejoins-nous !

¹ Premier ministre de la République Populaire de Pologne de septembre 1988 à août 1989, Mieczysław Rakowski introduit alors un certain nombre de réformes dans le sens d'une « libéralisation » de l'économie.

Traduit par nos soins Sources : Extrait de « Polacy !!! », tract du Samoobrona RP, mars 2001, Archiwum Partii Politycznych, ZZR Samoobrona 2000-2001.

Mobilisant une nouvelle fois la thématique de la « Troisième Voie », les responsables du *Samoobrona* RP cherchent par ailleurs à se faire reconnaître comme les porteurs d'un projet politique inédit, en rupture avec les politiques mises en œuvre depuis le changement de régime et les pratiques en vigueur au sein de ce qu'ils qualifient de « système politico-économique ». Dans ce sens, l'offre électorale portée par le *Samoobrona* RP lors de la campagne pour les élections législatives de 2001 s'articule autour de deux axes principaux : la dénonciation des « réformes » mises en œuvre depuis 1989 et la promotion d'un État fort au service des plus démunis.

Premièrement, les critiques des orientations économiques et politiques, notamment en politique étrangère, suivies par les gouvernements successifs depuis le changement de régime sont omniprésentes dans les documents de campagnes du comité *Samoobrona* RP ainsi que lors des interventions publiques de ses représentants, notamment d'Andrzej Lepper qui monopolise sa parole publique dans les médias nationaux durant la campagne. C'est autant l'inefficacité et le caractère injuste des réformes que la trahison des intérêts polonais qu'elles représenteraient qui est vilipendée. Dépeints comme des marionnettes cupides aux mains de forces étrangères, les responsables politiques « sortants », c'est-à-dire selon eux l'ensemble de leurs concurrents dans le cadre des élections, sont en effet accusés de menacer la souveraineté politique et économique de la Pologne, notamment en la conduisant sur la voie de l'intégration à des ensembles supra-nationaux, comme l'OTAN, à laquelle elle a adhéré en 1999, et surtout l'Union européenne, avec laquelle les négociations d'adhésion sont ouvertes depuis 1998.

« En Pologne, il n'y a pas de « réformes », il y a des transformations qui conduisent de la pauvreté à la misère. Un véritable processus de liquidation de l'économie polonaise et de l'État a été mis en œuvre. Sans se soucier le moins du monde de la société polonaise, la décision de faire adhérer la Pologne à l'OTAN a conduit au dépouillement de nos forces armées, mené par les officiers polonais eux-mêmes. Aujourd'hui, on envoie des soldats polonais risquer leur vie pour des intérêts étrangers aux quatre coins du monde. Il en va de même pour le processus d'adhésion

de la Pologne à l'Union européenne qui est mené sans prise en compte de la raison d'État polonaise et de la préservation de notre souveraineté nationale. Le principal accomplissement des « réformateurs », c'est d'avoir augmenté la dette de la Pologne de plusieurs milliards de dollars. Des sommes faramineuses quittent notre pays vers l'étranger et une part énorme de nos biens nationaux passe à des mains étrangères. Combien de temps pourra-t-on encore tolérer la trahison des intérêts de notre pays qui nous laisse dans la misère et enrichit les financiers étrangers ? »

Traduit par nos soins Sources : Extrait de « W Polsce nie ma reform », tract du Samoobrona RP, mars 2001, Archiwum Partii Politycznych, ZZR Samoobrona 2000-2001.

Deuxièmement, l'offre électorale développée par le *Samoobrona* RP se veut résolument sociale. Si dans le prolongement de la campagne menée par Andrzej Lepper en 2000, le comité *Samoobrona* RP prétend représenter « tous les Polonais », ses responsables cherchent en effet particulièrement à le faire reconnaître comme le porte-parole des plus « démunis » d'entre eux, c'est-à-dire de ceux qui auraient le plus souffert des réformes mises en œuvre depuis le changement de régime et qui seraient les plus affectés par la crise économique qui touche alors la Pologne. Les principales mesures définies, souvent de manière évasive, dans le programme du *Samoobrona* RP élaboré, nous l'avons vu dès le mois de mars, sont ainsi explicitement adressées aux agriculteurs bien sûr, mais aussi aux retraités, aux chômeurs, aux ouvriers, notamment ceux travaillant pour des anciennes entreprises d'État privatisées au cours des années 1990, ou encore aux handicapés. Dans ce sens, la gratuité de l'accès aux soins et à l'éducation, l'arrêt des privatisations, voire des renationalisations, et, surtout, l'augmentation sensible des prix agricoles minimums, des indemnités chômage, du salaire minimum ainsi que des pensions d'invalidité et de retraites constituent les propositions phares promues par le *Samoobrona* RP lors de la campagne électorale.

2) Le ZZR *Samoobrona* comme moteur d'une campagne de terrain active.

Comme lors de la campagne présidentielle d'Andrzej Lepper, les structures de base du ZZR *Samoobrona* sont au cœur de l'entreprise de promotion de l'offre politique du

Samoobrona RP dans les semaines précédant les élections législatives de septembre 2001. Les responsables locaux du syndicat, souvent eux-mêmes candidats, se voient confier la charge de l'organisation de la campagne du comité au niveau de leur circonscription : organisation de réunions publiques ou de manifestations sur des enjeux locaux, distribution de tracts, collages d'affiche... La mise à contribution des différentes structures locales du syndicat permet au *Samoobrona* RP de mener une campagne de terrain particulièrement active et peu coûteuse¹. Elle lui permet également de décliner son offre électorale de manière différenciée dans les différentes circonscriptions selon les enjeux y apparaissant comme les plus prégnants.

Néanmoins, la gestion de la campagne n'est pas pour autant décentralisée et les comités locaux sont placés sous la responsabilité d'un comité de campagne national chargé de coordonner leurs actions et de contrôler l'image publique du parti. Mis sur pied dès mars 2001, celui-ci est dirigé par Janusz Maksymiuk, ancien député rompu aux luttes électorales. Évincé du KZRKiOR après en avoir perdu la présidence au profit de son rival Władysław Serafin en 1999, Maksymiuk s'est par la suite rapproché d'Andrzej Lepper, qu'il a eu l'occasion de côtoyer quasi quotidiennement lors du mouvement de contestation de la politique agricole du gouvernement. Bien que n'étant ni membre ni candidat du *Samoobrona* RP, il se voit confier la charge de l'organisation de la campagne nationale par le président du parti. Le comité national de campagne centralise la production du matériel de campagne mis à la disposition des comités locaux dans les différentes circonscriptions, et définit les principales thématiques à promouvoir dans le cadre de la campagne. Il est également à l'origine de la réalisation des clips télévisés et radiophoniques du comité ainsi que d'un site Internet, *Samoobrona.pl*, sur lequel on trouve des informations sur le programme du parti mais aussi du syndicat. Un hymne de campagne est même composé sur un air de *disco-polo* afin d'être joué lors des meetings du *Samoobrona* RP². Enfin, le comité de

¹ Comme Lepper en 2000, le comité *Samoobrona* RP est, selon les données fournies par la Commission Electorale Nationale, l'un de ceux à avoir dépensé le moins d'argent dans le cadre de sa campagne électorale. Dans un premier temps le budget du comité *Samoobrona* RP est en effet estimé à seulement 270 000 Złoty. En intégrant les dons dont a bénéficié le comité, il est par la suite réévalué à 1 816 000 Złoty. Ce qui reste bien en deçà de la plupart des autres formations. Par exemple, le PiS déclare lui avoir dépensé 5 300 000 Złoty. Cf. « Mniejszym lepiej », *Gazeta Wyborcza*, 22/12/2001, p.3 ; « Faktury Samoobrony », *Gazeta Wyborcza*, 07/02/2002, p.5.

² Le recours aux hymnes de campagne est assez courant dans la politique polonaise depuis le début des années 1990. L'hymne du *Samoobrona* RP pour la campagne de 2001 est intitulé « Ten kraj jest nasz i wasz » (Ce pays est le nôtre et le vôtre) et a été composé par Piotr Kobylński l'une des célébrités du

campagne national coordonne le trajet de l'« autobus de campagne » à bord duquel Andrzej Lepper sillonne la Pologne dans les semaines précédant le scrutin¹. Alors que sa notoriété personnelle constitue l'une des principales ressources du comité *Samoobrona* RP, Lepper joue en effet un rôle central dans la campagne du parti, monopolisant la parole publique de l'organisation dans les médias nationaux et participant à de nombreuses réunions et manifestations organisées par les structures locales du syndicat dans les diverses circonscriptions du pays. Il s'adjoint même les conseils d'un spécialiste en marketing Piotr Tymochowicz afin de soigner son image d'homme d'État respectable². Délaissant les tenues d'agriculteur qu'il revêtait sur les barrages routiers, il porte désormais systématiquement des costumes élégants, souvent assortis d'une cravate rouge et blanche, aux couleurs de la Pologne³. Tout en critiquant vivement les « sortants », c'est-à-dire l'ensemble des autres prétendants à une représentation parlementaire, il s'efforce par ailleurs d'adopter un langage châtié lors de ses interventions publiques et multiplie les gages de son adhésion aux principes démocratiques.

3) La reconnaissance du *Samoobrona* RP comme un prétendant « sérieux ».

Alors qu'il n'est même pas pris en compte dans les premiers sondages pré-électorales publiés au début du printemps 2001, le *Samoobrona* RP parvient progressivement à se faire reconnaître comme un prétendant sérieux de la lutte pour les postes de parlementaires. Encore considéré au début de l'année comme un protagoniste marginal, voire fantaisiste, de la compétition électorale n'ayant aucune chance de franchir le seuil des 5%, il attire pour la première fois l'attention des commentateurs de la vie politique polonaise à l'occasion d'une « pré-élection » organisée à la fin du mois d'avril par l'institut de sondage Ośrodek Badań Wyborczych (Centre d'études électorales) dans la ville de Nysa. Durant un week-end, les électeurs de cette commune de la voïvodie d'Opole sont invités à participer à un vote fictif dont les résultats sont censés dégager les premières tendances de la campagne. À la surprise

disco-polo. Fusion entre des airs folkloriques et de la musique électronique, ce genre de musique de variété est apparu en Pologne au cours des années 1980 et est particulièrement populaire lors des bals ou des mariages dans les campagnes. Sur les hymnes des différents comités participant aux élections de 2001 : « Treść dość drętwa », *Gazeta Wyborcza*, Zielona Góra, 24/08/2001, p.1.

¹ « Autobus Lepera », *Gazeta Wyborcza*, Lublin, 18/07/2001, p.2.

² « Dziś zbieram żniwo », *Gazeta Wyborcza*, 28/09/2001, p.4.

³ « Lepper rozdawał krawaty », *Gazeta Stołeczna*, 18/09/2001, p.6.

générale, le *Samoobrona* RP se classe alors en quatrième position avec presque 7% des voix, derrière le SLD (46,5%), la PO (17%) et l'AWS (7,5%), mais loin devant le PSL (4,5%) et l'UW (3%)¹. En dépit de sa représentativité toute relative, cette « pré-élection » permet au *Samoobrona* RP d'être l'objet d'une attention médiatique soutenue dans les mois suivant. Désormais régulièrement interviewé dans les journaux et invité sur les plateaux de télévision et de radio, Andrzej Lepper trouve ainsi un espace pour promouvoir l'offre de représentation de son parti et sa nouvelle identité d'homme politique respectable.

Le statut de prétendant sérieux acquis par le *Samoobrona* RP, confirmé par les différentes études d'opinion publiées au cours de l'été auxquelles il est désormais intégré et qui le créditent régulièrement d'intentions de vote comprises entre 4 et 6%, s'accompagne cependant également d'une recrudescence des attaques à son égard. En dépit des efforts de Lepper pour renouveler son image, son organisation reste en effet perçue, par les autres protagonistes de la compétition électorale mais aussi par la plupart des commentateurs de la vie politique, comme un participant illégitime à la compétition électorale. Tout au long de la campagne, le *Samoobrona* RP est ainsi presque unanimement dénoncé pour sa démagogie, son radicalisme, voire son populisme, étiquette qui commence alors à lui être régulièrement accolée. Les derniers sondages publiés avant les élections, alors que la campagne a été quasiment interrompue suite aux attentats du 11 septembre aux États-Unis, laissent planer un doute sur la capacité du *Samoobrona* RP à obtenir des élus au Parlement. Il est alors crédité de tout juste 5% d'intentions de vote, à égalité avec la LPR, mais loin derrière le SLD-UP (50%), la PO (13%), le PiS et le PSL (9% tous les deux)².

D) La « surprise » des résultats : le *Samoobrona* RP troisième force politique nationale.

Le 23 septembre, seuls 46,3% des citoyens polonais inscrits sur les listes électorales se rendent dans les bureaux de vote pour désigner leurs nouveaux parlementaires, ce qui constitue le plus faible taux de participation pour une élection nationale depuis les

¹ Le PiS et la LPR dont la participation aux élections législatives n'est pas encore confirmée, ne prennent pas part à cette « pré-élection » ; « Sojusz w Nysie », *Gazeta Wyborcza*, 23/04/2001, p.1.

² « Kronika wyborcza », *Rzeczpospolita*, 20/09/2001.

législatives de 1991. Dans ce contexte de forte abstention, les premières estimations sorties des urnes confirment la forte progression du SLD-UP qui obtiendrait plus de 40% des voix et se classerait en tête dans l'ensemble des circonscriptions. Surtout, et c'est ce qui retient le plus l'attention des commentateurs lors de la soirée électorale et dans les journaux du lendemain, elles donnent à voir un Parlement profondément renouvelé. En effet, selon l'ensemble des sondages, aucun des deux « vainqueurs » des élections de 1997, l'AWS et l'UW, ne parviendrait à franchir les seuils nécessaires à l'obtention d'une représentation parlementaire. À l'inverse, quatre « nouveaux venus » feraient leur apparition sur les bancs de la Diète aux côtés du SLD-UP et du PSL : la PO et le PiS, qui imposeraient ainsi quelques mois après leur création leur domination sur la droite post-Solidarité, mais aussi la LPR et le *Samoobrona RP*, qui réaliseraient tous deux des résultats sensiblement supérieurs à ce que les estimations pré-électorales laissaient présager.

Les résultats officiels publiés le 26 septembre par la Commission Electorale Nationale confirment largement les tendances dessinées par les estimations sorties des urnes. Bien qu'arrivant largement en tête, la coalition SLD-UP rate d'une dizaine de sièges la majorité absolue à la Diète, qu'elle s'assure néanmoins au Sénat. Elle devance nettement la PO, deuxième avec près de 13% des voix, et le *Samoobrona RP*, qui contre toute attente dépasse les 10% et obtient plus de 50 mandats de député. Hormis la minorité allemande, trois autres comités obtiennent une représentation parlementaire, le PiS, quatrième à 9,5%, le PSL, qui améliore sensiblement son score de 1997 avec près de 9% des voix, et la LPR qui pour sa première participation à une élection déjoue tous les pronostics en frôlant les 8% des voix. À l'inverse, ni l'UW ni l'AWSP ne parviennent à atteindre les quorums fixés. Tout comme l'Alternatywa Ruch Społeczny et l'ensemble des comités locaux, ils n'obtiennent pas le moindre élu à la Diète.

Tableau 29 : Résultats des élections à la Diète de 2001.

Élections de la Diète				
Comité électoral	Nombre de voix	Pourcentage du total de voix exprimées	Mandats	Nombre de voix obtenu en 1997
SLD-UP	5 342 519	41,04	216	3 551 224 (SLD) 620 611 (UP)
PO	1 651 099	12,68	65	
<i>Samoobrona RP</i>	1 327 624	10,2	53	10 073

PiS	1 236 787	9,5	44	/
PSL	1 168 659	8,98	42	956 184
LPR	1 025 148	7,87	38	/
AWSP	729 207	5,6	0	4 427 373
UW	404 074	3,1	0	1 749 518
Alternatywa RS	54 266	0,4	0	/
Minorité Allemande	47 230	0,36	2	51 027
Autres comités	31 316	0,27	0	1 722 221
Total	13 017 929	100	460	13 088 231

Réalisé par nos soins. Sources : données de la Commission électorale nationale (PKW).

Tableau 30 : Résultats des élections au Sénat de 2001.

Elections du Sénat	
Comité électoral	Mandats
SLD- UP	75
Blok Senat 2001 (PO-PiS-AWS-UW-ROP)	15
PSL	4
LPR	2
<i>Samoobrona RP</i>	2
Autres comités	2
Total	100

Réalisé par nos soins. Sources : données de la commission électorale nationale (PKW).

La performance du *Samoobrona RP* est unanimement interprétée comme la principale surprise du scrutin. Son résultat est en effet en rupture avec les attentes que les commentaires et sondages pré-électorales avaient participé à construire dans les mois précédents¹. Considéré comme un prétendant potentiel à l'obtention de postes parlementaires depuis la fin du printemps, le *Samoobrona RP* n'en restait pas moins perçu comme un acteur secondaire de la compétition électorale, dans l'ombre des protagonistes plus « sérieux » comme le SLD-UP, la PO, le PiS, l'AWS, l'UW, ou encore le PSL. Si certains sondages lui promettaient quelques postes de députés, aucun n'avait prévu l'ampleur de son résultat. Alors que le SLD-UP et la PO réalisent des scores assez en deçà des objectifs que leurs dirigeants s'étaient assignés, obtenir la majorité absolue à la Diète pour les premiers et franchir la barre des 20% des voix pour les seconds, le *Samoobrona RP* apparaît ainsi, avec la LPR, comme le principal vainqueur du scrutin². Les scènes de joie des militants du parti d'Andrzej Lepper sont

¹ Sur la surprise électorale comme produit de la rupture d'attentes politiques construites socialement, on se référera à : Dabène Olivier, Hastings Michel & Massal Julie (dir.), *La surprise électorale : Paradoxes du suffrage universel*, Paris, Karthala, 2007.

² Sur la production des verdicts électoraux, des « vainqueurs » et des « perdants » d'une élection : Lehingue Patrick, « Mais qui a gagné ?... », *art.cit.*

abondamment diffusées dans les médias et les analyses sur les causes de sa « percée » inattendue se multiplient dès le lendemain du vote¹.

Avec plus de 1,3 million de voix, il est vrai que le *Samoobrona* RP améliore sensiblement le résultat obtenu par les comités étiquetés *Samoobrona* lors des élections précédentes et attire notamment près de 800 000 électeurs de plus que Lepper lors de l'élection présidentielle de 2000. Selon un sondage sorti des urnes réalisé par l'institut CBOS, il progresserait dans toutes les catégories socioprofessionnelles ainsi que dans l'ensemble des zones géographiques.

Tableau 31 : «Composition de l'électorat » des six comités obtenant une représentation à la Diète aux élections parlementaires de 2001.

	SLD-UP	PO	<i>Samoobrona</i> RP	PiS	PSL	LPR
Vote par lieu de résidence						
Grandes villes	40,9	19,8	3,5	16,5	1,7	6,4
Villes moyennes	48,5	15	5,9	11,6	3,3	5,8
Petites villes	51,1	12,8	7,6	8,1	5,5	5,9
Villages	35,4	8,4	16,3	6,2	18,8	7,1
Vote par niveau d'étude						
Élémentaire	41,4	6,5	15,5	6,3	14,1	8,5
Professionnelle	43,2	7,9	16,1	7	12,1	6,3
Secondaire	46,4	13,6	8,4	9,6	8,1	6
Supérieur	42,3	19	3,3	11,4	5,3	5,3
Vote par profession						
Managers	40,2	18,9	3,9	11,8	6,2	5,7
Hommes d'affaires - commerçants	41	19,1	9,4	10,6	6,2	4,6
Fonctionnaires	46,7	14,5	6,9	10,4	7,4	5,8
Ouvriers	47,8	9,2	13,4	8,2	8,2	5,4
Agriculteurs	21,8	2,9	28,3	3	33,3	5,9
Femmes au foyer	37,3	13,3	12,6	8,9	9,1	8,6
Retraités	51,8	8,2	8	8,8	6,5	8,1
Étudiants	39,6	22,6	6,6	9,9	6,5	5
Chômeurs	46,4	9,9	13,6	7	8,7	7
Vote par préférence exprimée en 1997						
AWS	12,5	20,1	10	20,1	5,4	14,8
SLD	88,2	1,7	4,5	1,3	2,8	0,5
UW	16,5	38,3	3,1	9,1	2,8	1,5

¹ Voir par exemple : « Skok Samoobrony », *Gazeta Wyborcza*, 24/09/2001, p.7 ; « Wybory 2001-Opinie », *Rzeczpospolita*, 24/09/2001 ou encore « Kto wpuścił Leppera », *Polityka*, 06/10/2001, p.3-9.

PSL	9,9	2,5	19,6	2,5	60,9	2,9
ROP	4,9	8,8	14,9	36,8	6,1	23,4
UP	46,3	12,7	11,8	9,2	5,4	6
Estimation des résultats (Résultats effectifs)	44,9 (41,04)	11,8 (12,68)	9,9 (10,2)	8,7 (9,5)	9,4 (8,98)	6,5 (7,87)

Réalisé par nos soins. Sources : sondage OBOP cité in Szczerbiak Aleks, « Old and New Divisions in Polish Politics : Polish Parties' Electoral Strategies and Bases of Support », *Europe-Asia Studies*, Vol.55, n°5, juillet 2003, p.736.

S'il convient une nouvelle fois de faire preuve de prudence à l'égard de ces estimations de la composition de l'électorat des différents comités électoraux, le sondage CBOS donne à voir la capacité du *Samoobrona* RP à mobiliser en dehors du seul monde agricole. En effet, si c'est dans les zones rurales et parmi les agriculteurs que le comité mobiliserait le plus largement, il y talonnerait même désormais le PSL, il obtiendrait également de bons résultats parmi les chômeurs et les ouvriers, catégories où il arriverait en seconde position derrière le SLD, mais aussi parmi les femmes aux foyers et, dans une moindre mesure, les commerçants et les retraités. De même, s'il semble bénéficier d'un soutien réduit dans les grandes agglomérations, bien moins que le PSL néanmoins, il parviendrait en moyenne à dépasser les 5% dans les villes moyennes et petites. Enfin, selon le sondage, l'« origine politique » des nouveaux électeurs du *Samoobrona* RP semble assez diverse : le parti obtiendrait près de 20% des voix parmi les sondés déclarant avoir voté pour le PSL en 1997, mais aussi plus de 10% parmi ceux déclarant s'être alors porté sur le ROP, l'AWS, tous deux étiquetés à droite, et l'UP, étiqueté lui à gauche. Selon un sondage ultérieur, les soutiens du *Samoobrona* seraient d'ailleurs aussi nombreux à se définir comme étant de gauche que de droite, la majorité d'entre eux se considérant comme du « centre » ou refusant de se positionner selon cet axe¹.

Les résultats définitifs publiés par la Commission Electorale Nationale confirment la « poussée » électorale du *Samoobrona* RP sur l'ensemble du territoire et son accession au statut de troisième force politique nationale.

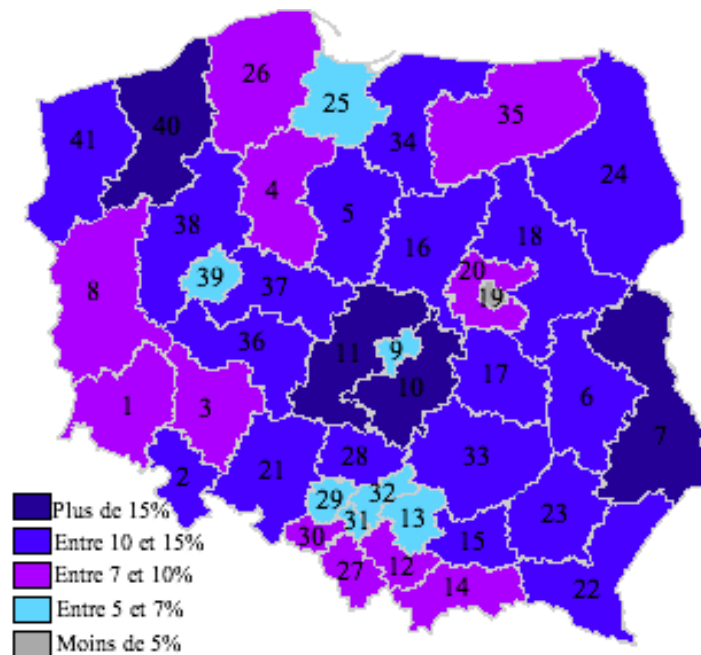
Tableau 32 : Résultats par circonscription des listes *Samoobrona* RP aux élections parlementaires de 2001.

¹ « Preferencje partyjne trzy tygodnie po wyborach », Varsovie, CBOS, Octobre 2001. Cité in Szczerbiak Aleks, « Old and New Divisions in Polish Politics : Polish Parties' Electoral Strategies and Bases of Support », *Europe-Asia Studies*, Vol.55, n°5, juillet 2003, p.738.

Circonscription			Nombre de voix	Pourcentage du total des voix	Rang d'arrivée/ Nombre de comités	Nombre de mandats	
N°	Voïvodie	Région				À la Diète	Au Sénat
1	Basse Silésie	Legnica	30 920	9,42	3/9	1	0
2		Walbrzych	25 723	10,91	3/9	1	0
3		Wrocław	39 823	9,51	4/9	1	0
4	Cujavie Poméranie	Bydgoszcz	32 953	9,57	2/10	1	0
5		Toruń	39 277	12,05	2/11	2	0
6	Lublin	Lublin	57 796	13,31	3/10	2	0
7		Chelm	53 855	15,86	3/9	2	0
8	Lubusz	Zielona Góra	29 957	9,6	3/11	1	0
9	Łódź	Łódź	22 423	6,69	5/11	1	0
10		Piotrków Trybunalski	38 832	15,9	2/11	2	1
11		Sieradz	60 404	17,76	2/10	2	0
12	Petite Pologne	Chrzanów	18 198	8,38	6/9	0	0
13		Cracovie	29 864	6,89	5/9	1	0
14		Nowy Sącz	19 728	7,98	7/9	1	0
15		Tarnów	22 733	10,05	5/9	1	0
16	Mazovie	Plock	33 900	13,04	3/10	1	0
17		Radom	32 132	13,54	3/10	1	0
18		Siedlce	45 277	14,19	3/10	2	1
19		Varsovie 1	22 398	3,05	7/11	0	0
20		Varsovie 2	24 217	8,26	6/10	1	0
21	Opole	Opole	34 236	11,01	4/11	2	0
22	Basses Carpates	Krosno	36 719	12,27	3/9	2	0
23		Rzeszów	43 122	10,14	4/9	2	0
24	Podlasie	Białystok	47 875	12,04	2/11	2	0
25	Poméranie	Gdańsk	23 085	6,38	4/9	1	0
26		Gdynia	35 489	9,21	4/9	1	0
27	Silésie	Bielsko-Biala	21 940	7,91	6/10	1	0
28		Częstochowa	22 963	10,61	3/10	1	0
29		Gliwice	15 613	6,09	5/11	1	0
30		Rybnik	16 616	7,1	5/11	1	0
31		Katowice	19 962	5,55	5/8	1	0
32		Sosnowiec	19 133	6,84	4/10	1	0
33	Sainte Croix	Kielce	55 284	12,81	3/10	2	0
34	Varmie Mazurie	Elbląg	24 889	12,71	2/9	1	0
35		Olsztyn	22 046	9,63	3/10	1	0
36	Grande Pologne	Kalisz	44 565	12,77	2/10	2	0
37		Konin	35 556	13,76	2/11	2	0
38		Pila	30 163	11,74	2/9	1	0
39		Poznań	16 326	5,08	5/10	0	0
40	Poméranie	Koszalin	46 863	22,77	2/10	2	0
41	Occidentale	Szczecin	34 769	10,24	3/9	2	0
Total			1 327 624	10,2	3/14	53	2

Réalisé par nos soins. Sources : nos propres calculs à partir des données de la Commission électorale nationale (PKW).

Carte 5 : résultats par circonscription des listes *Samoobrona* RP aux élections à la Diète de 2001.



Réalisé par nos soins. Sources : données de la Commission électorale nationale (PKW).

L'observation de la géographie du vote *Samoobrona* RP pour les élections législatives de 2001 permet de mettre en évidence la relative homogénéité de son implantation électorale sur l'ensemble du territoire. Hormis à Varsovie 1, où il réalise cependant le même score que la moyenne nationale de Lepper en 2000, il obtient en effet plus de 5% des voix dans la totalité des circonscriptions, y compris les plus urbanisées, comme celles de Silésie, de Poznań, de Łódź ou encore de Gdańsk. De même, si les 21 circonscriptions sur 41 dans lesquelles il dépasse les 10% du total de voix sont toutes à dominante rurale, elles se situent semblablement dans l'Ouest, le Centre et l'Est du Pays. Dans le prolongement de ce que les résultats obtenus par Andrzej Lepper laissaient présager, ce phénomène témoigne selon nous, du moins en partie, de la bonne implantation et de la capacité de mobilisation acquise par le ZZR *Samoobrona*, et donc le *Samoobrona* RP, dans l'ensemble des zones rurales du pays¹. Notamment par le biais de ses responsables locaux, souvent eux-mêmes candidats, qui bénéficient d'une certaine notoriété dans leur région d'origine depuis les manifestations agricoles des années 1998 et 1999. Contrairement au PSL dont les performances électorales apparaissent, depuis le début des années 1990, en retrait

¹ À l'exception cependant de la Petite-Pologne, traditionnellement dominée politiquement par les formations de la « droite » nationaliste et post-solidarité.

dans les territoires d'ancienne implantation des Fermes d'État du Nord et de l'Ouest du pays, le *Samoobrona* RP mobilise en effet pareillement dans des régions dominées par des structures agraires sensiblement différentes. Dans un contexte politique plus « ouvert » que lors de l'élection présidentielle de 2000, le *Samoobrona* RP obtient d'ailleurs ses résultats les plus élevés à la fois dans des voïvodies d'implantation récente du ZZR *Samoobrona*, notamment dans celles de Łódź, de Lublin et de Mazovie (hors Varsovie), et dans celles qui constituaient ses principaux « fiefs » au début des années 1990, à savoir principalement celles de Grande-Pologne et de Poméranie-Occidentale. Dans cette dernière, le *Samoobrona* RP réalise même un « pic » à plus de 20% dans la circonscription de Koszalin, lieu de naissance du syndicat. Andrzej Lepper, qui y candidait, réunit à lui seul plus de 44 000 voix, ce qui lui permet d'être l'un des députés les mieux élus de la nouvelle Diète. Il se retrouve ainsi à la tête d'un club parlementaire comptant 53 députés et 2 sénateurs, dont la plupart sont des responsables du ZZR *Samoobrona* et n'ont aucune expérience parlementaire.

*

* *

Les acteurs s'engageant dans la compétition politique polonaise doivent se conformer au début de la décennie 2000 à un ensemble de règles juridiques et « normatives » encadrant leurs activités bien plus strictement que dans les premières années de la III^e République. Prendre part à la lutte pour les postes de pouvoir politique nécessite des ressources croissantes, notamment du fait du durcissement des conditions d'enregistrement d'un comité électoral, et oblige à prendre en compte des prescriptions de rôle de candidats de plus en plus contraignantes.

Dans ce contexte, loin d'être mécanique, la capacité dont font preuve les responsables du mouvement *Samoobrona* à reconvertir dans l'arène électorale des ressources accumulées dans l'arène des mobilisations protestataires doit se comprendre comme le résultat incertain d'entreprises de formalisation et de légitimation d'une offre de représentation élargie au delà du seul champ du syndicalisme agricole ainsi que d'adaptation du système d'action du mouvement aux exigences de la compétition

politique. Ce travail de politisation du mouvement *Samoobrona* se distingue nettement de celui mis en œuvre au début des années 1990.

Premièrement, une attention accrue est accordée au travail de définition d'une offre de représentation politique originale. Dès le mois de mai 1999, une commission programmatique est créée au sein du ZZR *Samoobrona* dans le but de préciser les positions du groupement sur des questions politiques variées et d'explicitier sa compétence à intervenir au-delà des seules problématiques agricoles. Les documents programmatiques élaborés par cette commission servent de socle à l'offre électorale développée par les candidats étiquetés *Samoobrona* aux élections présidentielle et parlementaires de 2000 et 2001. Se réclamant, sous le label de la « Troisième voie », d'un courant de pensée international et respectable, celle-ci vise, en conformité avec les principales règles de l'argumentation politique légitime, à donner à voir le mouvement *Samoobrona* comme le porteur d'un projet politique cohérent et inédit en Pologne, adressé à tous ceux, paysans ou non, se percevant comme ayant connu un déclin économique et social depuis le changement de régime.

Deuxièmement, on observe un souci de « rationalisation » du système d'action du mouvement *Samoobrona*. Si, comme au début de la décennie 1990, c'est le choix du dédoublement organisationnel qui est privilégié pour engager le mouvement dans la compétition politique, le syndicat agricole et le parti politique, réactivé sous le nom de *Samoobrona* RP, obéissent désormais à des règles de fonctionnement strictement identiques, leurs structures étant indifférenciées et la double adhésion devenant la règle pour tous les militants. De même, contrairement à 1993, le comité électoral déposé auprès de la Commission électorale nationale à l'occasion des élections parlementaires de 2001 s'apparente à une transposition du ZZR *Samoobrona* dans la compétition électorale. Les positions les mieux placées sur les listes sont systématiquement attribuées à des responsables nationaux ou locaux du syndicat et ce sont les structures de base de celui-ci qui mettent en œuvre la plupart des entreprises de promotion de l'offre électorale du comité dans le cadre de la campagne.

Ces entreprises de formalisation de l'offre politique du mouvement et de redéfinition des relations entre les différentes composantes de son système d'action offrent la possibilité à ses dirigeants d'accroître leur contrôle sur la parole publique du collectif

Samoobrona. Elles leur permettent surtout de jouer plus finement qu'auparavant entre les registres de conformation et de subversion, de respecter les principales règles de la compétition électorale tout en entretenant leur image d'extériorité aux acteurs politiques établis. Ce faisant, elles s'avèrent déterminantes dans la capacité dont ils font preuve en septembre 2001, dans un contexte de fluidification de l'espace partisan et de généralisation de la thématique du besoin de renouvellement des pratiques politiques, à faire reconnaître leur représentativité et à mobiliser en leur faveur des soutiens en nombre suffisant pour accéder à des positions de pouvoir politique.

Partie 3
À l'épreuve de la politique institutionnelle
(2001-2010)

Cette partie couvre une période allant de l'inauguration de la IV^e législature de la Diète en octobre 2001 à l'élection présidentielle anticipée de la fin du mois de juin 2010. Au cours de ces neuf années, la position du mouvement *Samoobrona* dans le champ politique connaît des inflexions sensibles. Dans un premier temps, la « percée » des élections parlementaires de 2001, loin d'être un « feu de paille » sans lendemain comme pronostiqué initialement par nombre de commentateurs, ouvre une période « faste » de plusieurs années pour le mouvement. Se faisant reconnaître comme l'une des principales forces politiques nationales, notamment sous l'effet de sondages extrêmement flatteurs, le parti *Samoobrona* RP réunit à nouveau plus de 10% des voix aux élections locales de 2002, aux élections européennes de 2004 et aux élections parlementaires et présidentielle de 2005. Au tournant des années 2005 et 2006, le mouvement *Samoobrona* semble au faîte de sa puissance. Il compte de nombreux élus dans des institutions variées (Diétines de voïvodies, Conseils de powiats, de gminas et de municipalités, Parlement européen et Parlement national) et conforte son statut de troisième force parlementaire lors des élections législatives de septembre 2005. Deux semaines plus tard, lors du premier tour de l'élection présidentielle, Andrzej Lepper réalise la meilleure performance historique du mouvement en réunissant 15,11% des suffrages exprimés. En mai 2006, l'entrée de représentants du *Samoobrona* RP au gouvernement, à la faveur d'un accord de coalition avec le PiS et la LPR, semble entériner sa reconnaissance en tant qu'acteur central du champ politique polonais. Plusieurs des responsables du mouvement obtiennent alors des positions de pouvoir de premier plan au sein de l'Etat polonais, dont le poste de ministre de l'Agriculture qui échoît à Andrzej Lepper. Cette apparente consécration préfigure cependant une « chute » brutale. Dès l'automne 2006, les listes du *Samoobrona* RP réalisent une performance en demi-teinte aux élections locales, perdant nombre des mandats obtenus en 2002 dans les collectivités locales. Surtout à l'occasion des élections anticipées d'octobre 2007, faisant suite à la rupture de l'accord de coalition par les dirigeants du PiS, les listes du *Samoobrona* RP ne réunissent que 1,53% des voix. Privé de toute représentation parlementaire pour la première fois depuis 2001, le mouvement *Samoobrona* est à nouveau relégué à une position marginale au sein de la compétition pour la représentation des intérêts

sociaux. Devant faire face à d'importantes difficultés financières et à des dissidences à répétition, il peine depuis à se faire reconnaître comme un acteur avec lequel il faut compter à la fois dans le champ politique et dans le champ du syndicalisme agricole.

La trajectoire du mouvement *Samoobrona* au cours des IV^e, V^e et VI^e législatures interpelle. Comment un mouvement dénoncé pour son « populisme » par la grande majorité des autres protagonistes du champ politique parvient-il à faire reconnaître sa légitimité à l'occupation de positions de pouvoir gouvernemental ? Comment un groupement s'étant assuré une position aussi centrale au sein du champ de la politique institutionnelle peut-il en être évincé si brutalement ? Comment comprendre que la base de soutiens électoraux qu'il semblait être parvenu à se constituer de 2001 à 2005 se soit effritée si rapidement ? Comment un parti fort de nombreux élus dans des institutions variées peut-il, en si peu d'années, être relégué au statut de groupuscule qui est aujourd'hui le sien ?

Au lendemain de la déroute du mouvement *Samoobrona* aux élections de 2007, qui, à retardement, semble confirmer leurs prédictions de 2001, la plupart des commentateurs de la vie politique polonaise s'entendent pour l'interpréter comme la conséquence de l'inaptitude de ses responsables à s'adapter à la réalité de l'exercice du pouvoir politique, parlementaire puis gouvernemental. Autrement dit, ceux-ci auraient été rattrapés par leur « populisme » et leur incompetence. Multipliant les infractions aux « bonnes mœurs » politiques et incapables de se conformer aux exigences du métier politique, notamment celui de gouvernant, afin de mettre en œuvre concrètement leurs promesses électorales, dénoncées comme farfelues par leurs adversaires politiques et la plupart des commentateurs, ils auraient progressivement perdu la confiance de leurs électeurs qui se seraient tournés vers des offres politiques concurrentes, et plus « sérieuses »¹. Bien que séduisante *a priori*, cette explication ne résiste pas à l'analyse. Elle est en effet fondée sur un double raccourci. Premièrement, elle tend à surestimer l'inertie des institutions et à méconnaître les « inflexions que les luttes politiques leur font subir en permanence »². Les institutions, par exemple le Parlement ou le Gouvernement, ne sont pas des espaces répondant à des règles intangibles et irréversibles qui contraignent

¹ Dans cette optique : « Silna polska demokracja », *Rzeczpospolita*, 22/10/2007.

² Lefebvre Rémi, « Être maire à Roubaix », *art.cit.*, p.63.

absolument les acteurs qui les « habitent » et conduisent à l'éviction quasi-automatique de ceux qui les enfreignent. Les normes régissant le champ de la politique institutionnelle sont plus ou moins sédimentées et sont sans cesse redéfinies dans le cadre de la compétition que se mènent les acteurs y étant investis. Ainsi, sans nier que la majorité des représentants du mouvement *Samoobrona* sont dépourvus des propriétés traditionnellement valorisées dans les arènes parlementaire et gouvernementale au début des années 2000, cet apparent décalage avec leurs homologues ne suffit pas à lui seul à expliquer leur éviction du champ de la politique institutionnelle en 2007. D'autant moins, deuxièmement, que cette lecture en termes d'« inadaptation » de la trajectoire récente du mouvement *Samoobrona* passe sous silence les profondes mutations qu'il a connues au cours de ses six années de présence au Parlement. Renonçant progressivement aux actions protestataires sur lesquelles ils ont fondé leur relative notoriété, ses dirigeants tendent en effet à adapter leurs activités aux attendus des fonctions politiques qui leur incombent désormais. Cette conformation tendancielle du mouvement *Samoobrona* aux règles de la politique institutionnelle, dont nous verrons qu'elle n'a cependant rien d'automatique ni de linéaire, prend notamment la forme d'une redéfinition des modalités de sélection de ses candidats aux postes de pouvoir politique, d'une transformation de son offre politique et de sa partisanisation, le syndicat agricole occupant une position de plus en plus marginale au sein de son système d'action. Ainsi, le mouvement *Samoobrona* qui s'engage dans la compétition pour les postes de parlementaires en 2005 et en 2007 n'est nullement identique à celui qui avait créé la surprise en 2001.

Comprendre la trajectoire ambivalente du mouvement *Samoobrona* au cours de la décennie 2000 implique de prêter une attention particulière à ces mutations et de les situer dans le cadre des interactions concurrentielles qui participent à la définition évolutive de la configuration politique. Dans cette optique, il convient de penser l'entrée au Parlement puis au Gouvernement de représentants du *Samoobrona* RP comme des « prises de rôle sous fortes contraintes d'identité »¹, par lesquels ils s'efforcent de se faire reconnaître comme des protagonistes légitimes du champ de la politique institutionnelle – de faire reconnaître leur légitimité à l'occupation de

¹ Lefebvre Rémi, « La difficile notabilisation de Martine Aubry à Lille. Entre prescriptions de rôles et contraintes d'identité », *Politix*, vol.17, n°65, 2004, p.122.

positions de pouvoir politique – tout en entretenant une représentativité fondée sur une dénonciation des pratiques politiques dominantes.

Dans un premier temps, nous nous pencherons sur les implications de l'entrée du mouvement *Samoobrona* au Parlement en 2001 sur son système d'action. Nous montrerons que sa redéfinition progressive, dans le sens de sa conformation aux principales règles de la politique institutionnelle, observable au cours de la IV^e législature n'est ni mécanique ni réductible aux seuls choix stratégiques de ses dirigeants. Elle apparaît en effet comme le résultat d'un processus hésitant et heurté de prise de rôle par lequel ces derniers s'attachent à concilier impératifs d'adaptation et de démarcation afin d'accumuler le crédit politique leur permettant d'espérer s'implanter durablement dans le champ de la politique institutionnelle tout en entretenant leur originalité au sein de la compétition politique (chapitre 5).

Dans un second temps, nous montrerons que, tout comme l'accès de représentants du mouvement *Samoobrona* au gouvernement en 2006 n'est pas réductible à une hypothétique dérive anti-démocratique de la Pologne, la « déroute » du groupement présidé par Andrzej Lepper en 2007 ne saurait se comprendre comme le signe d'une « sanction » des électeurs face à la vacuité de ses propositions et l'incompétence de ses dirigeants. Conjoncturelle et fragile, la reconnaissance du *Samoobrona* RP comme un partenaire légitime pour la participation à une coalition gouvernementale par les dirigeants du PiS s'est faite au prix d'une multiplication par ses dirigeants des gages de leur conformation aux règles dominantes du champ politique. Or, nous verrons, que l'entreprise de « normalisation » du mouvement *Samoobrona* s'accompagne d'un affaiblissement de sa capacité de mobilisation, de fidélisation de ses membres et, au final, de résistance à un revers électoral comme celui subi en 2007 (chapitre 6).

Chapitre 5

Des « paysans » au Parlement : un apprentissage hésitant des règles du jeu de la politique institutionnelle.

Le 2 avril 1997, à l'issue d'une cérémonie solennelle, les deux chambres du Parlement polonais réunies en Congrès adoptent le texte de la Constitution de la III^e République de Pologne. Ratifiée par referendum le 25 mai, celle-ci entre officiellement en vigueur le 17 octobre 1997 au moment de l'inauguration de la III^e législature de la Diète¹. L'adoption d'une nouvelle Constitution, presque huit ans après la fin officielle de la République Populaire de Pologne, constitue indéniablement une étape importante du processus de codification du champ politique polonais « post-communiste ». Il convient néanmoins de ne pas céder au « fétichisme constitutionnel » prégnant dans de nombreux travaux consacrés aux transformations politiques à l'œuvre en Europe centrale et orientale². En effet, si le texte constitutionnel participe à inscrire dans l'ordre juridique des règles et prescriptions concernant les institutions, ainsi qu'à symboliser l'irréversibilité du caractère démocratique du régime, il ne détermine parfaitement ni l'organisation de l'ordre

¹ Si la nécessité d'adopter une nouvelle Constitution fait rapidement compromis parmi les différents protagonistes du champ politique polonais au début des années 1990, le travail constituant, mené principalement au sein du Parlement, est animé par de vifs controverses politiques. Plusieurs projets successifs sont abandonnés avant qu'un compromis ne se dégage finalement à la toute fin de la II^e législature sur le texte adopté le 2 avril 1997. Pour un aperçu des principales étapes de ce travail constituant, on pourra se référer au dossier spécial « The 1997 Polish Constitution » publié par l'*East European Constitutional Review*, notamment à : Osiatyński Wiktor « A Brief History of the Constitution », *East European Constitutional Review*, vol.6, n°2-3, 1997, p.66-76.

² Bastien François définit le fétichisme constitutionnel comme « la croyance, constitutive du mode de pensée juridique, dans le caractère déterminant des prescriptions de la Constitution dans la structuration de la vie politique », François Bastien, *Le régime politique de la Ve République*, Paris, La Découverte, 1998, p.6-7. Une telle croyance peut être identifiée dans de nombreux travaux se donnant pour objectif d'évaluer le degré d'avancement des processus de « transition » et de « consolidation » démocratique dans les différents pays d'Europe centrale et orientale, l'adoption d'une Constitution y étant érigé en indicateur clé de leur bon déroulement et de la « stabilisation » du régime démocratique. Voir par exemple : Stepan Alfred & Skach Cindy, « Constitutional Frameworks and Democratic Consolidation: Parliamentarism versus Presidentialism », *World Politics*, vol.46, n°1, 1993, p.1-22 ; ou encore : Elgie Robert & Zielonka Jan, « Constitutions and Constitution-Building. A Comparative Perspective », in Zielonka Jan (dir.), *Democratic Consolidation in Eastern Europe : Institutional engineering*, Oxford, Oxford University Press, 2001, p.25-47.

politique, ni le fonctionnement effectif des institutions, ni encore les activités des acteurs qui les « incarnent ».

En Pologne comme ailleurs, les règles juridiques, notamment constitutionnelles, ne sont qu'un aspect de la régulation des pratiques politiques. Les croyances, les représentations et les usages des acteurs ont une influence toute aussi décisive sur la codification et la routinisation des règles du jeu politique, sur la définition de ce qui est légitime ou non de faire dans le champ politique et, en particulier, dans le champ de la politique institutionnelle. Loin d'être figées par les règles écrites, les institutions sont façonnées par les incessantes luttes dont elles sont l'enjeu et qui, par leur dynamique même, participent à la « sédimentation de prescriptions, de pratiques, de savoirs et de croyances qui [en] dessine les formes »¹. Ainsi, si au tournant des années 1990 et 2000 les institutions politiques polonaises sont régies par un ensemble de règles, juridiques et « normatives », bien plus routinisées et contraignantes qu'au début de la décennie précédente, elles n'en restent pas moins travaillées par des interactions concurrentielles pouvant infléchir, plus ou moins nettement, les principes de leur fonctionnement. En d'autres termes, s'il est attendu de ceux qui « incarnent » les institutions qu'ils se conforment aux règles relativement précises les régissant désormais, qu'ils s'acquittent des obligations liées à leur rôle, ils conservent une certaine autonomie à l'égard de ce rôle et peuvent, par leurs pratiques et leurs discours, réinterpréter et tenter de redéfinir, partiellement du moins, la « "culture" de l'institution »². Dès lors, l'entrée d'un nouvel acteur dans une institution, comme le *Samoobrona* RP au Parlement en 2001, loin de s'accompagner de sa conformation mécanique à l'ensemble des règles préexistantes de l'institution, doit se comprendre comme une « prise de rôle », c'est-à-dire « un moment d'apprentissage où [ce] nouvel acteur, plus ou moins inexpérimenté, dépourvu de compétence institutionnelle,

¹ Lacroix Bernard & Lagroye Jacques, « Introduction », in Lacroix Bernard & Lagroye Jacques (dir.), *op.cit.*, p.10-11.

² Nous empruntons l'expression « "culture" de l'institution » à Jacques Lagroye, Bastien François et Frédéric Sawicki qui considèrent que : « L'ensemble que constituent les pratiques spécifiques d'une institution, et plus particulièrement les tâches dont s'acquittent des individus prédisposés à tenir tel ou tel rôle (ou ayant appris à le tenir) constitue la substance de ce qu'on peut appeler "culture" de l'institution » : Lagroye Jacques, François Bastien & Sawicki Frédéric, *op.cit.*, p.146. Voir également : Lagroye Jacques (entretien avec), *art.cit.*

s'approprié des savoir-faire, intériorise des représentations, conférant ainsi aux pratiques et aux croyances constitutives de toute institution un nouveau relief »¹.

Dans le cadre de ce chapitre, nous nous intéresserons aux implications de l'entrée au Parlement d'élus labellisés *Samoobrona* sur le système d'action du mouvement. Comment des responsables syndicaux agricoles dépourvus en ressources traditionnellement valorisées dans les jeux politiques investissent-ils le rôle de parlementaire qui leur incombe désormais ? Comment s'attachent-ils à se faire reconnaître comme des protagonistes légitimes du champ de la politique institutionnelle tout en entretenant une représentativité fondée sur la dénonciation des pratiques politiques dominantes ? Dans quelle mesure le « succès » électoral affecte-t-il les modalités de production du mouvement *Samoobrona* en tant que groupement multipositionné, transgressant la distinction entre espaces d'activités syndical et politique ?

Loin de répondre à des logiques uniformes et stratégiques de conformation ou de subversion, la reconfiguration du système d'action du mouvement *Samoobrona* suite à son entrée au Parlement suit, nous le verrons, un processus erratique et imparfaitement contrôlé par ses dirigeants.

Dans un premier temps, les responsables du *Samoobrona* RP, loin de se comporter comme des briseurs de jeu comme la plupart des observateurs l'attendaient, s'efforcent d'adapter leur comportement aux attendus du rôle de parlementaire pour faire reconnaître leur respectabilité par les autres protagonistes du champ de la politique institutionnelle. Ce travail de conformation est cependant contraint par leur déficit en ressources traditionnellement valorisées dans le champ politique et par la permanence de procès en illégitimité à leur encontre, liés autant à leurs modalités particulières d'entrée en politique qu'à leur investissement parallèle de l'arène des mobilisations protestataires et de l'arène parlementaire. Afin de pallier la marginalisation institutionnelle qui menace sa formation, Andrzej Lepper s'engage alors dans une entreprise de subversion des règles du jeu parlementaire. Loin de faire l'unanimité au sein de la formation, celle-ci permet au mouvement *Samoobrona* de se

¹ Cité in Lefebvre Rémy, « Être maire à Roubaix », *art.cit.*, p.64.

démarquer dans la compétition politique mais affecte également sa capacité à se doter d'une configuration proprement politique propice à son implantation efficace dans le champ de la politique institutionnelle (section 1).

Particulièrement coûteuse, en ce qu'elle s'accompagne d'une multiplication des dissidences et conduit à l'ostracisation du *Samoobrona* RP au sein du champ de la politique institutionnelle, cette entreprise de subversion est progressivement remise en cause par les dirigeants du mouvement *Samoobrona* restés fidèles à Andrzej Lepper. Suite aux élections locales de l'automne 2002, changeant leur fusil d'épaule, ils s'engagent ainsi dans une entreprise de redéfinition de l'offre politique du mouvement dans le sens de sa conformation aux règles dominantes du champ politique. Cette « normalisation » prend la forme d'une conversion aux pratiques dominantes d'argumentation politique, d'une redéfinition des modalités de sélection des candidats aux postes de pouvoir politique et, au final, d'une partisanisation accrue du mouvement. Le *Samoobrona* qui se présente aux électeurs à l'occasion des élections présidentielle et parlementaires de l'automne 2005 n'a ainsi plus grand chose à voir avec celui qui avait créé la surprise quatre ans auparavant (section 2).

Section 1 : L'apprentissage sous contraintes des jeux parlementaires.

Au lendemain des élections du 23 septembre 2001, l'ampleur du « succès » du *Samoobrona* RP semble surprendre autant les commentateurs de la vie politique polonaise, qui s'entendent pour y voir le signe d'une dérive protestataire d'une partie de l'électorat polonais¹, que les nouveaux élus eux-mêmes. Comme le souligne Andrzej Lepper, beaucoup d'entre eux ne pensaient même pas pouvoir être éligibles lors de la constitution des listes :

« La plupart des gens qui ont été candidats en 2001 n'étaient pas forcément volontaires pour devenir député, ils ne croyaient pas au succès. Moi, en étant avec eux sur le terrain, sur les marchés, je savais que cette fois nous aurions du succès. Certaines des personnes qui étaient sur les listes en 2001 étaient un peu là par hasard [...] Et ensuite, ces mêmes gens se sont retrouvés à l'Assemblée... »

Andrzej Lepper.

Entretien réalisé le 25 juin 2008 à Varsovie.

Plus habitués aux actions de protestation qu'aux subtilités de la procédure législative, les nouveaux élus du *Samoobrona* RP ont à assimiler tout un ensemble de normes, de savoirs, d'usages, de techniques et de façons de faire pour pouvoir se situer et intervenir dans les jeux institutionnels². Ils doivent apprendre à tenir un rôle, celui de parlementaire, souvent inédit pour eux. Cependant, plus que ces seules contraintes d'ajustement, l'accès au Parlement est également source d'opportunités pour les dirigeants du *ZZR Samoobrona*. Leur élection leur permet en effet d'accéder à de nouveaux moyens d'interventions publiques et de promotion de leur offre politique, par la participation aux débats parlementaires ou le dépôt d'amendements par

¹ Vote de rejet de la classe politique, vote de frustration et de désespoir des victimes de la crise économique ou encore vote de repli identitaire de citoyens effrayés par la perspective de l'adhésion à l'Union Européenne, telles sont en effet les explications qui, dans les semaines suivant les élections, sont le plus communément avancées par les commentateurs de la vie politique polonaise pour tenter d'expliquer le résultat du *Samoobrona* RP dont aucun n'avait prédit l'ampleur. A titre d'exemple de ce type d'interprétation de la percée électorale de *Samoobrona* : « Skok Samoobrony », *Gazeta Wyborcza*, 24/09/2001, p.7 ; « Wybory 2001-Opinie », *Rzeczpospolita*, 24/09/2001 ; « Kto wpuścił Leppera », *Polityka*, 06/10/2001, p.3-9 ; « Jan Nowak-Jeziorański ostrzega przed Lepperem », *Gazeta Wyborcza*, 19/10/2001.

² Nay Olivier, « L'institutionnalisation de la région comme apprentissage des rôles. Le cas des conseillers régionaux », *Politix*, vol.10, n°38, 1997, p.20.

exemple. Elle leur offre également l'opportunité de bénéficier de ressources accrues, au niveau financier notamment. Percevant une indemnité parlementaire mensuelle du fait de leur élection, ils peuvent désormais vivre essentiellement par et pour leur activité politique.

Dans le cadre de cette section, couvrant les premiers mois de la IV^e législature de la Diète, nous nous intéresserons à la manière dont les élus du *Samoobrona* RP s'attachent à remplir le rôle de parlementaire qui leur incombe désormais, à concilier la dénonciation des pratiques politiques dominantes, sur laquelle ils ont fondé leur notoriété, et les contraintes liées à leur nouvelle fonction. Étant pour la plupart d'entre eux dépourvus des propriétés traditionnellement valorisées dans l'arène parlementaire (A), les députés et sénateurs du *Samoobrona* RP s'efforcent dans un premier temps de se conformer aux règles dominantes du jeu institutionnel, d'ajuster leurs pratiques aux attendus du rôle (B). N'ayant guère renoncé à investir l'arène des mobilisations protestataires parallèlement à leur nouvelle activité d'élu, les responsables du ZZR *Samoobrona* infléchissent cependant rapidement leur attitude. À la suite d'un « dérapage » d'Andrzej Lepper, ils s'engagent dans une entreprise de subversion des règles du jeu parlementaire, revendiquant leur illégitimité politique comme légitimation de leur activité de représentants¹ (C). Si ces pratiques permettent au *Samoobrona* RP de se démarquer au sein du champ politique, elles sont également vectrices de nombreuses tensions en son sein, et nuisent à sa capacité à se muer en une entreprise politique structurée et influente institutionnellement (D).

A) Des députés pas comme les autres.

Les 53 députés du *Samoobrona* RP font leur entrée à la Diète le 19 octobre 2001, à l'occasion de la première séance de la IV^e législature. Ils se distinguent alors nettement de leurs homologues des autres formations. Par leur tenue tout d'abord. Ils arborent en effet tous à cette occasion une cravate rouge et blanche aux couleurs de la Pologne, similaire à celle régulièrement portée par Andrzej Lepper au cours de la campagne électorale². Néanmoins, au-delà de cet artifice vestimentaire, c'est surtout

¹ Collovald Annie, « Les poujadistes, ou l'échec en politique », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n°36, 1989, p.119.

² « Marszałek Lepper », *Gazeta Wyborcza*, 20/10/2001, p.1.

par leur absence d'expérience politique antérieure (1) et par leurs caractéristiques socioprofessionnelles (2) que la plupart des élus *Samoobrona* RP se démarquent du reste des députés et apparaissent en rupture avec les règles traditionnelles de sélection du personnel politique polonais.

1) Des néophytes au Parlement.

Entre 1989 et 2001, le taux de renouvellement du personnel parlementaire d'une élection à l'autre reste relativement élevé en Pologne. Du fait des alternances politiques à répétition et des recompositions fréquentes de l'espace partisan, notamment parmi les formations revendiquant leur filiation avec le mouvement Solidarité, plus de la moitié des élus sont, à chaque élection législative, des novices au sein de l'arène parlementaire. Ce phénomène de reproduction limitée du personnel parlementaire ne signifie pas pour autant l'absence de logique de professionnalisation des hommes politiques polonais dans la première décennie de la III^e République.

Premièrement, on note que le taux de renouvellement du personnel parlementaire, tout en restant relativement élevé, tend à décliner dans les années suivant le changement de régime. Une part croissante des mandats de députés et de sénateurs sont en effet occupés par des hommes ou, plus rarement, par des femmes ayant déjà siégé au Parlement. Ainsi, alors qu'il atteignait les 90,9% suite aux élections de 1989, le pourcentage d'élus dépourvus de toute expérience parlementaire n'est plus que de 76,5% en 1991, de 65,4% en 1993 et de 51,3% en 1997¹.

Deuxièmement, on observe dans la Pologne des années 1990, un phénomène de monopolisation progressive des positions de pouvoir politique les plus élevées par un groupe de « professionnels de la politique »². Les directions des principales organisations politiques, les présidences et vice-présidences des Clubs et des commissions parlementaires, ou encore les postes de Maréchaux et vice-Maréchaux

¹ Chiffres cités in : Wesołowski Włodzimierz, *Partie : nieustanne kłopoty*, Varsovie, IFIS-PAN, 2000, p.104.

² Sur l'émergence de professionnels de la politique dans la Pologne post-communiste : Shabad Goldie & Kazimierz M. Słomczynski, « The Emergence of Career Politicians in Post-Communist Democracies : Poland and the Czech Republic », *Legislative Studies Quarterly*, vol.27, n°3, 2002, p.333-359.

de la Diète et du Sénat deviennent ainsi progressivement l'apanage d'individus déclarant se consacrer à temps complet à leurs responsabilités, dont ils tirent ainsi leurs moyens « matériels » de subsistance¹. Outre occuper une part de plus en plus importante des mandats de parlementaires – près du quart d'entre eux en 1997 contre moins de 10% en 1989² – ces « professionnels de la politiques » exercent ainsi une influence croissante sur le travail des deux Assemblées et monopolisent les différentes positions de pouvoir en leur sein. A la fin de la III^e législature, les quatre vice-Maréchaux de la Diète avaient déjà été parlementaires lors des législatures précédentes, tout comme 19 des 28 présidents de commissions parlementaires permanentes³. Le Maréchal de la Diète Maciej Płażyński quant à lui a été Voïvode de Gdansk pendant plusieurs années.

En 2001, bien que quatre des sept groupements obtenant une représentation à la Diète à l'issue des élections de septembre se présentent comme des « nouveaux venus », la proportion d'élus n'ayant pas d'expérience parlementaire antérieure reste comparable à celle de 1997. Selon nos calculs, 52,6% des députés de la IV^e législature sont élus pour la première fois, alors qu'à l'inverse près de 28% d'entre eux ont déjà accompli au moins deux mandats. Cette statistique dissimule cependant de profondes disparités selon les clubs parlementaires.

Tableau 33 : Expérience parlementaire des députés élus le 23 septembre 2001.

Expérience parlementaire	SLD-UP		PO		Samoobrona RP		PiS		PSL		LPR		Minorité allemande		Total	
	Nombre d'élus	% du total d'élus	Nombre d'élus	% du total d'élus	Nombre d'élus	% du total d'élus	Nombre d'élus	% du total d'élus	Nombre d'élus	% du total d'élus	Nombre d'élus	% du total d'élus	Nombre d'élus	% du total d'élus	Nombre d'élus	% du total d'élus
Aucune	91	42,1	40	61,5	51	96,2	26	59,1	8	19	26	68,4	/	/	242	52,6
1	46	21,3	14	21,6	1	1,9	12	27,2	12	28,6	5	13,2	/	/	90	19,6
2	45	20,8	5	7,7	1	1,9	5	11,4	14	33,4	5	13,2	/	/	75	16,3
Plus de 2	34	15,8	6	9,2	/	/	1	2,3	8	19	2	5,2	2	100	53	11,5
Total	216	100	65	100	53	100	44	100	42	100	38	100	2	100	460	100

Tableau réalisé par nos soins. Sources : données fournies par la Diète : www.sejm.gov.pl.

¹ Gaxie Daniel, *La démocratie représentative, op.cit.*, p.88.

² Wesołowski Włodzimierz, *op.cit.*, p.116-117.

³ Quant aux neuf autres présidents de commissions permanentes, la plupart avaient par le passé exercé des fonctions de responsabilité au sein de l'administration ou d'organisations syndicales. Cf. www.sejm.gov.pl.

Le club parlementaire du *Samoobrona* RP est très nettement celui dont les membres ont le moins d'expérience parlementaire. Seuls deux de ses 53 députés peuvent se prévaloir de l'exercice passé d'un mandat de parlementaire : Marian Kwiatkowski qui fut sénateur PSL de 1993 à 1997 et Wojciech Mojzesowicz deux fois député ZSL puis PSL de 1989 à 1993. Par ailleurs, si certains d'entre eux, comme Andrzej Lepper ou Jan Łączny, ont été élus conseillers de voïvodie ou de powiat lors des élections locales de 1998, la grande majorité des députés du *Samoobrona* RP n'a jamais exercé le moindre mandat électif auparavant. C'est également le cas des deux nouveaux sénateurs du parti, Henryk Dzido et Sławomir Izdebski.

Complets néophytes dans le jeu parlementaire, les nouveaux élus du *Samoobrona* RP n'ont ainsi dans leur très grande majorité qu'une faible connaissance du fonctionnement des Assemblées, ce qui les expose, avant même le début officiel de la législature, aux railleries de leurs futurs collègues et des journalistes. En témoigne le compte-rendu, teinté d'ironie, qui est fait dans *Gazeta Wyborcza* de l'arrivée des députés *Samoobrona* RP au Parlement le 1^{er} octobre :

« Lundi, le club parlementaire de *Samoobrona* s'est rendu à la Diète. Les 53 députés élus ont eu le droit à une visite guidée. Les nouveaux parlementaires, tout comme les écoliers en sortie scolaire qui visitaient le Parlement au même moment, ont admiré avec attention les endroits qui lors des sessions accueillent le Maréchal de la Diète, la Gauche, la Droite, le Gouvernement, le Président ou encore les journalistes. Plusieurs d'entre eux ont même pris des photos souvenirs. »

Cité in « Miejsce na pogrózki : *Samoobrona* w Sejmie », *Gazeta Wyborcza*, 02/10/2001, p.6.

Davantage encore que ce manque d'expérience politique, c'est leurs propriétés sociales qui distinguent le plus fortement les parlementaires du *Samoobrona* RP de leurs homologues des autres formations.

2) Des élus en rupture avec les logiques sociales du recrutement politique.

En Pologne, la démocratisation institutionnelle du régime politique ne s'est pas accompagnée d'une démocratisation sociale de l'accès au personnel politique. Au contraire, les législatures successives de la première décennie de la III^e République donnent à voir un décalage croissant entre la composition du Parlement et celle de la

société dans son ensemble. Les proportions d’agriculteurs, d’ouvriers, de techniciens ou même d’ingénieurs et de cadres du secteur privé tendent ainsi à décroître fortement au profit des professionnels de la politique, des universitaires, ou encore des professions libérales¹.

Un regard aux professions déclarées par les députés de la IV^e législature permet de mettre en évidence la discordance des élus *Samoobrona* RP avec les logiques sociales du recrutement politique qui se sont imposées comme dominantes sous la III^e République. Bien que peu surprenante étant donné les modalités de constitution des listes de candidats précédemment évoquées, la prédominance des déclarants d’une profession agricole au sein du club parlementaire *Samoobrona* RP (66% contre 16,3% pour l’ensemble des députés) est particulièrement nette et est encore plus fortement marquée que dans le club du PSL (45,2%), formation qui elle revendique pourtant explicitement son identité paysanne. On note également une surreprésentation des « professions intermédiaires », et notamment des techniciens (18,9% contre 6,7%), alors qu’à l’inverse les détenteurs d’une profession dite « supérieure » sont extrêmement rares. Ils ne sont en effet que huit (15,1%), dont quatre ingénieurs agricoles et un vétérinaire, alors que dans tous les autres clubs parlementaires, y compris le PSL (61,9%), ils constituent le gros des troupes (75,4% pour l’ensemble des députés).

Tableau 34 : Professions déclarées par les députés élus le 23 septembre 2001.

Catégorie socio-prof.	SLD		PO		Samoobrona RP		PiS		PSL		LPR		Minorité Allemande		Total	
	Nombre d'élus	% des élus	Nombre d'élus	% des élus	Nombre d'élus	% des élus	Nombre d'élus	% des élus	Nombre d'élus	% des élus	Nombre d'élus	% des élus	Nombre d'élus	% des élus	Nombre d'élus	% des élus
Médecins, vétérinaires	9	4,2	2	3,1	1	1,9	2	4,5	/	/	2	5,3	1	50	17	3,7
Avocats	1	0,5	1	1,5	/	/	/	/	/	/	2	5,3	/	/	4	0,9
Juristes	26	12	7	10,8	/	/	11	25	5	11,9	5	13,2	/	/	54	11,7
Économistes, comptables	36	16,7	3	4,6	3	5,7	5	11,4	3	7,1	3	7,9	/	/	53	11,5
Chercheurs, professeurs du supérieur	42	19,4	15	23,1	/	/	12	27,3	3	7,1	3	7,9	/	/	75	16,3
Enseignants du primaire ou du secondaire	25	11,6	3	4,6	/	/	1	2,3	2	4,8	3	7,9	/	/	34	7,4
Prof. intellectuelles ou artistiques	8	3,7	/	/	/	/	3	6,8	/	/	4	10,5	/	/	15	3,3

¹ Heurtaux Jérôme, « “Démocratie populaire” versus “Démocratie élitare” : les inégalités politiques et leurs justifications en Pologne », *La Nouvelle Alternative*, vol.19, n°62, octobre 2004, p.39-50.

diverses																
Cadres sup. du privé ou dirigeants d'entreprises	/	/	/	/	/	/	1	2,3	/	/	/	/	/	/	1	0,2
Cadres sup. du public	2	0,9	/	/	/	/	1	2,3	1	2,4	1	2,6	/	/	5	1,1
Hommes politiques prof. ¹	12	5,6	7	10,8	/	/	/	/	2	4,8	2	5,3	/	/	23	5
Ingénieurs	27	12,5	19	29,2	4	7,5	3	6,8	10	23,8	3	7,9	/	/	66	14,3
<i>dont ing. agricoles</i>	5	2,3	2	3,1	4	7,5	/	/	8	19	/	/	/	/	19	4,1
Total Prof. supérieures	188	87	57	87,7	8	15,1	39	88,6	26	61,9	28	73,7	1	50	347	75,4
Artisans	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
Petits commerçants	1	0,5	/	/	1	1,9	/	/	/	/	/	/	/	/	2	0,4
Petit entrepreneurs	2	0,9	4	6,2	4	7,5	/	/	2	4,8	2	5,3	/	/	14	3
Techniciens	14	6,5	1	1,5	10	18,9	1	2,3	1	2,4	3	7,9	1	50	31	6,7
<i>dont tech. agricoles</i>	2	0,9	1	1,5	4	7,5	/	/	1	2,4	1	2,6	/	/	9	2
Prof. médico-sociales	3	1,4	/	/	1	1,9	/	/	/	/	/	/	/	/	4	0,9
Employés du privé	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
Employés du public	4	1,9	1	1,5	/	/	1	2,3	3	7,1	/	/	/	/	9	2
Total Prof. intermédiaires	24	11,1	6	9,2	16	30,2	2	4,5	6	14,3	5	13,2	1	50	60	13
Ouvriers	1	0,5	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	1	0,2
Personnels de service	/	/	/	/	/	/	/	/	/	1	2,6	/	/	1	0,2	
Agriculteurs	3	1,4	2	3,1	27	50,9	2	4,5	10	23,8	3	7,9	/	/	47	10,2
Retraités	/	/	/	/	1	1,9	/	/	/	/	1	2,6	/	/	2	0,4
Sans emploi	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
Divers	/	/	/	/	1	1,9	1	2,3	/	/	/	/	/	/	2	0,4
Total général	216	100	65	100	53	100	44	100	42	100	38	100	2	100	460	100
Total Prof. agricoles²	10	4,6	5	7,7	35	66	2	4,5	19	45,2	4	10,5	/	/	75	16,3

Réalisé par nos soins. Sources : nos propres calculs d'après les données de la Commission Electorale Nationale (PKW).

De même, alors que l'écrasante majorité des députés a effectué des études supérieures (81,7%), c'est le cas de moins d'un élu *Samoobrona* RP sur cinq (18,9%), dix d'entre eux ayant même pour tout bagage scolaire un diplôme du primaire.

Tableau 35 : Niveau d'étude des députés élus le 23 septembre 2001

Niveau	SLD	PO	<i>Samoobrona</i>	PiS	PSL	LPR	Minorité	Total
--------	-----	----	-------------------	-----	-----	-----	----------	-------

¹ Ce tableau étant fondé sur les auto-déclarations des députés de la IV^e législature nous ne retenons dans cette catégorie que les élus se présentant eux-mêmes comme des professionnels de la politique. Un grand nombre des élus vivant « pour et par la politique » préférant déclarer leur profession d'origine, le nombre de professionnels de la politique est donc ici nettement sous-estimé. On peut sans risque considérer qu'il est dans les faits comparable à celui observé par Włodzimierz Wesołowski lors de la législature précédente, soit environ 25%. Cf Wesołowski Włodzimierz, *op.cit.*, p.116-117.

² La catégorie « total des professions agricoles » réunit les ingénieurs agricoles, les techniciens agricoles et les agriculteurs.

d'étude					RP								Allemande			
	Nombre d'élus	% du total d'élus	Nombre d'élus	% du total d'élus	Nombre d'élus	% du total d'élus	Nombre d'élus	% du total d'élus	Nombre d'élus	% du total d'élus	Nombre d'élus	% du total d'élus	Nombre d'élus	% du total d'élus	Nombre d'élus	% du total d'élus
Supérieur	202	93,5	61	93,8	10	18,9	39	88,6	35	83,3	28	73,7	1	50	376	81,7
Secondaire Général	6	2,8	3	4,6	7	13,2	5	11,4	2	4,8	4	10,5	/	/	27	5,9
Secondaire Professionnel	8	3,7	1	1,5	26	49,1	/	/	5	11,9	6	15,8	1	50	47	10,2
Primaire	/	/	/	/	10	18,9	/	/	/	/	/	/	/	/	10	2,2
Total	216	100	65	100	53	100	44	100	42	100	38	100	2	100	460	100

Réalisé par nos soins. Sources : nos propres calculs d'après les données de la Diète (sejm.gov.pl).

Une nouvelle fois, le faible niveau d'éducation moyen des nouveaux députés du *Samoobrona* RP ainsi que l'appartenance de la plupart d'entre eux à des catégories sociales jusqu'ici faiblement représentées au Parlement les exposent aux moqueries, voire aux critiques, des autres protagonistes et des commentateurs du jeu politique polonais dans les semaines suivant les élections du 23 septembre 2001¹. L'évêque Tadeusz Pieronek, par ailleurs recteur de l'Académie papale de théologie, est sans doute l'auteur d'une des attaques les plus acerbes à l'encontre des élus du *Samoobrona* RP lorsqu'il déclare en les visant implicitement :

« Les résultats des élections sont un échec pour la plupart des leaders d'opinion et pour une partie de la classe politique. Le taux de participation est inquiétant. La sortie de scène de certains milieux de Solidarité, qui ont construit la Pologne que nous connaissons, est un mauvais signe. Les disputes féroces, les critiques incessantes et généralisées, et la recherche de profits personnels immédiats ont supplanté chez les hommes politiques la préoccupation pour l'État. À cause de cela, à la périphérie de la vie publique, des animaux sauvages se sont appropriés la parole, et ont exploité la lassitude et la naïveté des gens. Ce qui devrait être le domaine des personnes éduquées, responsables et préparées avec professionnalisme, tombe aux mains de dangereux populistes. »

Tadeusz Pieronek.

Cité in « Wszyscyśmy przegrali », *Gazeta Wyborcza*, 25/09/2001, p.2.

B) Se conformer aux règles dominantes de l'institution parlementaire.

Paradoxalement, bien qu'ils cumulent les facteurs d'illégitimité et que la notoriété de leur formation se soit en partie construite sur une dénonciation virulente des élites

¹ Sur les obstacles, notamment les reproches et les insultes politiques, auxquels doivent faire face les détenteurs de propriétés sociales en rupture avec les règles dominantes de sélection du personnel politique quand ils rentrent en concurrence avec des hommes politiques déjà en place : Cf. Offerlé Michel, « Illégitimité et légitimation du personnel politique ouvrier en France avant 1914 », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, vol.39, n°4, 1984, p.681-716.

politiques, les élus du *Samoobrona* RP s'attachent dans les semaines suivant l'élection à jouer pleinement le jeu de l'institution parlementaire. Contrairement aux craintes de la plupart des commentateurs de la vie politique polonaise, les premières sessions de la IV^e législature ne sont ainsi nullement le théâtre de provocations, voire de violences, de la part de ces députés pourtant davantage rompus aux barrages routiers qu'aux joutes démocratiques. À l'inverse, ces représentants atypiques se montrent particulièrement discrets et respectueux des codes de l'institution et participent même au partage des postes de pouvoir au sein de la Diète.

Dans les semaines suivant les élections du 23 septembre 2001, les dirigeants du *Samoobrona* RP rompent partiellement avec la rhétorique « anti-système » mobilisée durant la campagne électorale. Tout en continuant à critiquer vivement le bilan du gouvernement sortant, ils se déclarent prêts à collaborer avec le SLD, dont les dirigeants initient alors des négociations avec les différentes formations représentées au Parlement afin de s'y assurer une majorité. « S'ils s'engagent à réaliser vraiment leurs promesses programmatiques, ils pourront compter sur notre soutien » déclare ainsi Andrzej Lepper le 1^{er} octobre 2001¹.

Se démarquant du président Aleksander Kwaśniewski, qui au lendemain des élections s'était prononcé contre toute collaboration de son ancien parti avec le *Samoobrona* RP², les dirigeants du SLD n'excluent pas dans un premier temps une alliance avec la formation d'Andrzej Lepper. Tout comme des responsables du PSL et de la PO, des représentants du *Samoobrona* RP sont même conviés par le président du SLD Leszek Miller à prendre part à des discussions visant à préciser les conditions de leur intégration potentielle à une coalition majoritaire³. Suscitant l'hostilité de certains cadres de l'alliance SLD-UP, la piste d'une participation directe au gouvernement d'une formation aussi controversée que le *Samoobrona* RP est finalement exclue le 4 octobre 2001⁴. En définitive, après plusieurs jours d'hésitation, c'est avec le PSL que les dirigeants du SLD et de l'UP signent un accord de coalition le 6 octobre⁵.

¹ « Polowanie na koalicjanta », *Gazeta Wyborcza*, 02/10/2001, p.4.

² « Ja bym nie dramatyzował », *Gazeta Wyborcza*, 25/09/2001, p.8.

³ « Przygrywki rządowe », *Gazeta Wyborcza*, 03/10/2001, p.3.

⁴ « Koalicja tuż-tuż », *Gazeta Wyborcza*, 05/10/2001, p.4.

⁵ « Trzeci do lewego », *Gazeta Wyborcza*, 08/10/2001, p.14.

Malgré la non-participation de son organisation au gouvernement formé par Leszek Miller, Andrzej Lepper confirme son intention de soutenir la majorité au Parlement. Lors de la séance inaugurale de la IV^e législature, le 19 octobre 2001, les députés du *Samoobrona* RP s'alignent d'ailleurs systématiquement sur ceux du SLD. Alors que la séance est principalement consacrée à la répartition des postes de pouvoir au sein de la Diète, ils participent ainsi à l'élection de Marek Borowski (SLD) à la fonction de Maréchal de la Diète. A contrario, au grand dam des représentants de l'opposition et notamment de la PO, les députés du *Samoobrona* RP bénéficient du soutien des élus des formations de la coalition gouvernementale pour faire élire Andrzej Lepper à l'un des quatre postes de vice-Maréchal de la Diète¹. De même, le 24 octobre, le *Samoobrona* RP participe au partage des fonctions de direction des vingt-six commissions parlementaires permanentes. Il obtient neuf vice-présidences et trois présidences de commission, soit plus que tous les autres clubs parlementaires à l'exception de celui du SLD².

Tableau 36 : Ddépútes du club *Samoobrona* RP élus à une position de pouvoir au sein de la Diète au début de la IV^e législature.

Nom	Prénom	Fonction à la Diète	Niveau d'étude	Profession déclarée	Expérience politique antérieure	Fonctions au sein des organisations du mouvement <i>Samoobrona</i>
Lepper	Andrzej	Vice-Maréchal de la Diète	Secondaire professionnel	Agriculteur	Conseiller de voïvodie de Poméranie Occidentale (1998-2001).	Président du ZZR <i>Samoobrona</i> , du <i>Samoobrona</i> RP et du club parlementaire <i>Samoobrona</i> RP.
Mojzesowicz	Wojciech	Président de la commission de l'Agriculture et du développement des campagnes	Secondaire professionnel	Agriculteur	Responsable local du NSZZ RI "S" (1981), député (1989-1993), ancien cadre du PSL (jusqu'en 2000).	Vice-président du ZZR <i>Samoobrona</i> et du club parlementaire <i>Samoobrona</i> RP.
Filipek	Krzysztof	Président de la commission de la Protection de l'environnement	Secondaire professionnel	Agriculteur	Aucune connue.	Vice-président du ZZR <i>Samoobrona</i> et du <i>Samoobrona</i> RP.
Wiśniowska	Genowefa	Présidente de la commission des Minorités nationales	Supérieur	Psychologue	Responsable locale du NSZZ "S" (début des années 1980).	Secrétaire générale du ZZR <i>Samoobrona</i> , du <i>Samoobrona</i> RP et du club parlementaire <i>Samoobrona</i> RP
Bonda	Ryszard	Vice-président de la commission de la Culture physique et du sport	Secondaire général	Technicien Agricole	Aucune connue.	Aucune (Membre).
Czechowski	Włodzimierz	Vice-président de la commission des Politiques sociales et familiales	Supérieur	Ingénieur des mines à la retraite	Membre du PZPR de 1955 à 1990, cadre du <i>Krajowej Partii Emerytów i Rencistów</i> (années 1990).	Président régional du <i>Forum Emerytów i Rencistów</i> .

¹ Andrzej Lepper est élu en obtenant 319 voix sur 460. Il bénéficie du soutien des clubs parlementaires du *Samoobrona* RP, du SLD, du PSL et de l'UP ainsi que de celui de certains députés de la LPR. À l'inverse, les clubs PiS et PO votent contre lui. Les autres vice-Maréchaux élus sont Janusz Wojciechowski (PSL), Donald Tusk (PO) et Tomasz Nałęcz (SLD). « Marszałek Lepper », *Gazeta Wyborcza*, 20/10/2001, p.1.

² « Komisja Rozdane », *Gazeta Wyborcza*, 25/10/2001, p.4.

Hojarska	Danuta	Vice-présidente de la commission de la Justice et des droits de l'homme	Secondaire professionnel	Agriculteur	Ancienne cadre locale du ZSL puis du PSL (jusqu'en 2001), conseillère de gmina à Nowy Dwor (1994-1998)	Présidente du ZZR <i>Samoobrona</i> et du <i>Samoobrona</i> RP dans la voïvodie de Poméranie.
Klukowski	Wacław	Vice-président de la commission aux Affaires européennes	Secondaire professionnel	Agriculteur	Responsable local du NSZZRI "S" (1981)	Membre du conseil national du ZZR <i>Samoobrona</i> .
Łączny	Jan	Vice-président de la commission du Trésor	Secondaire professionnel	Agriculteur	Conseiller de voïvodie de Poméranie Occidentale (1998-2001)	Président du ZZR <i>Samoobrona</i> et du <i>Samoobrona</i> RP dans la voïvodie de Poméranie-Occidental.
Łyżwiński	Stanisław	Vice-résident de la commission de l'Administration et des affaires intérieures	Primaire	Agriculteur	Cadre local du ZSL (années 1980)	Vice-président du ZZR <i>Samoobrona</i> et du <i>Samoobrona</i> RP.
Ostrowski	Henryk	Vice-président de la commission de l'Education, de la science et de la jeunesse	Secondaire professionnel	Agriculteur	Cadre local du PSL (jusqu'en 2001)	Président du ZZR <i>Samoobrona</i> et du <i>Samoobrona</i> RP dans la voïvodie de Lubusz.
Sulek	Leszek	Vice-président de la commission des Infrastructures	Supérieur	Ingénieur Agricole	Cadre local du ZLS puis du PSL (jusqu'en 2001), président du Conseil de gmina de Świecie nad Osą (Cujavie-Poméranie).	Président du ZZR <i>Samoobrona</i> et du <i>Samoobrona</i> RP dans la voïvodie de Cujavie Poméranie.
Tyma	Zenon	Vice-président de la commission de l'Economie	Secondaire professionnel	Économiste	Aucune connue.	Président du ZZR <i>Samoobrona</i> et du <i>Samoobrona</i> RP dans la voïvodie d'Opole.

Réalisé par nos soins. Sources : données de la PKW et de la Diète, sténogrammes des séances du 24 octobre 2001 des commissions parlementaires de la Diète et recherches bibliographiques personnelles dans divers journaux polonais (*Gazeta Wyborcza*, *Rzeczpospolita*, *Wprost*, *Newsweek Polska* et *Polityka* notamment).

Deux éléments semblent avoir primé dans la sélection des douze députés du *Samoobrona* RP conduits à siéger dans les organes de direction des commissions parlementaires de la Diète. Premièrement, la position au sein de l'organigramme du ZZR *Samoobrona*. Alors que Lepper cumule les fonctions de vice-Maréchal de la Diète et de président du club parlementaire *Samoobrona* RP, les principaux cadres du syndicat héritent en effet d'une présidence ou d'une vice-présidence de commissions. C'est le cas de plusieurs dirigeants régionaux du syndicat ainsi que de sa secrétaire générale Genowefa Wiśniowska et de trois de ses quatre vice-présidents nationaux, Krzysztof Filipek, Stanisław Łyżwiński et Wojciech Mojzesowicz [voir encadré].

Wojciech Mojzesowicz est né en 1954 à Bydgoszcz (Cujavie-Poméranie). En 1974, il est diplômé de l'Ecole Nationale de Technique Agricole de Karolewo (Cujavie-Poméranie). Depuis lors, il dirige l'exploitation agricole familiale à Gogolinek dans la région de Bydgoszcz. Par des rachats successifs de terre, il en agrandit sensiblement la superficie qui atteint les 250 hectares à la fin des années 1990. Membre depuis le début de ses études du Związek Młodzieży Wiejskiej (ZMW) affilié au ZSL, il participe avec son père à la création du cercle local du NSZZ Solidarność RI en 1981. En 1989, il est élu député de la Diète contractuelle sur les listes du ZSL. Réélu en 1991 sous l'étiquette PSL, il perd son mandat lors des élections de 1993. De 1990 à 2000, il est président du PSL dans la voïvodie de Bydgoszcz puis dans celle Cujavie-Poméranie après la réforme administrative. À partir de 1999, il cumule cette fonction

avec celle de président régional et de vice-président national du ZZR *Samoobrona*, auquel il a adhéré en janvier lors de la vague de blocages routiers. En mars 2000, il démissionne du PSL. Tête de liste du *Samoobrona* RP dans la circonscription de Bydgoszcz, il est une nouvelle fois élu député le 23 septembre 2001 en recueillant près de 15 000 voix. Le 1^{er} octobre, il est nommé par Andrzej Lepper président du club *Samoobrona* RP à la Diète. Le 24 octobre, il est désigné président de la Commission Parlementaire de l'Agriculture et du développement des campagnes.

Sources : « Razy na ludowo », Newsweek, 03/06/2006 « Wojciech Mojzesowicz », wprost, « <http://ludzie.wprost.pl/sylwetka/Wojciech-Mojzesowicz/> ».

Deuxièmement, la détention de capitaux supposés valorisés dans l'arène parlementaire, principalement l'expérience politique et l'expertise. C'est ainsi au député le plus expérimenté politiquement du club *Samoobrona* RP, Wojciech Mojzesowicz, que revient la présidence de la commission de l'Agriculture et du développement des campagnes, l'une des plus prestigieuses de la Diète¹. Ce dernier, ancien député PSL, est par ailleurs nommé vice-président du club parlementaire *Samoobrona* RP en charge de la Diète². Par ailleurs, la plupart des représentants du parti élus à des postes de direction de commissions parlementaires peuvent se prévaloir d'une expérience politique antérieure. Si certains ont déjà exercé un mandat électif, souvent au niveau local, d'autres ont occupé par le passé des postes de responsabilité au sein d'autres organisations politiques que le *Samoobrona* RP, soit des anciennes formations officielles du régime communiste soit des mouvements de la mouvance Solidarité. Enfin, la compétence et l'« expertise » des postulants du club *Samoobrona* RP à une fonction de direction au sein de commissions parlementaires sont systématiquement mises en avant pour légitimer leur candidature. C'est par exemple au nom de sa connaissance du milieu sportif que Ryszard Bonda, qui dirige une association organisant des rencontres d'athlétisme, est désigné représentant du *Samoobrona* RP à la commission de la Culture physique et du sport. De même, les nominations de Zenon Tyma et de Waław Klukowski aux commissions de l'Economie et des Affaires européennes sont légitimées, pour le premier, par sa formation d'économiste et, pour le second, par son statut de propriétaire d'une

¹ La commission de l'Agriculture et du développement des campagnes est en effet l'une des sept « grandes » commissions de la Diète, sur un total de vingt-huit commissions permanentes en 2001.

² Genowefa Wiśniowska, déjà secrétaire générale du syndicat et du parti, est elle nommée secrétaire du club Parlementaire alors que l'avocat Henryk Dzido est préféré à l'agriculteur Sławomir Izdebski pour la vice-présidence du Groupe *Samoobrona* RP en charge du Sénat. Cf. « Miejsce na pogrózki », *Gazeta Wyborcza*, 02/10/2001, p.6.

exploitation agricole frontalière avec l'Allemagne, et donc par ses bons contacts supposés « avec les citoyens de pays étrangers »¹.

Au cours des premières sessions de la IV^e législature, les députés du *Samoobrona* RP font preuve d'une grande discipline de groupe, votant systématiquement en faveur des propositions déposées par le gouvernement². De plus, leurs interventions en séance plénière restent rares et mesurées. Elles sont par ailleurs réservées à une poignée de cadres du ZZR *Samoobrona*. Seuls dix députés *Samoobrona* RP prennent ainsi la parole lors des dix premières sessions de la Diète. Andrzej Lepper, Janusz Mojzesowicz et Renata Berger, membre du bureau national du syndicat depuis sa création, étant à eux seuls à l'origine de plus de la moitié des vingt-et-une interventions du groupe.

Ainsi, loin d'adopter l'attitude scandaleuse attendue d'eux au lendemain des élections, les députés du *Samoobrona* RP apparaissent particulièrement calmes et disciplinés lors des premières sessions de la IV^e législature. Apportant un soutien sans faille au nouveau gouvernement de Leszek Miller, ils s'efforcent de se conformer aux règles de l'institution parlementaire. Alors que ses députés les moins aguerris et les moins en conformité avec les règles traditionnelles de sélection du personnel politique restent en retrait, les participations aux débats en séance plénière et au travail en commission sont monopolisées par les principaux cadres du syndicat ainsi que par les élus détenteurs de propriétés supposées valorisées dans l'arène parlementaire, principalement l'expérience politique et l'« expertise ».

C) De la conformation à la subversion.

Responsables syndicaux avant d'être députés, les dirigeants du *Samoobrona* RP ne renoncent pas dans les premières semaines de la IV^e législature à participer à des actions protestataires en dehors de l'hémicycle. Cet investissement parallèle de deux espaces d'activités répondant à des logiques différentes, voire antinomiques, ne s'accompagne pas dans un premier temps d'une remise en cause de leur légitimité de parlementaires par les responsables de la nouvelle majorité gouvernementale (1). La

¹ « Komisja Rozdane », *Gazeta Wyborcza*, 25/10/2001, p.4.

² Les archives des sessions de la Diète de la IV^e législature sont disponibles à l'adresse suivante : <http://orka2.sejm.gov.pl/Debata4.nsf>. Consulté le 1er septembre 2010.

contestation virulente par Andrzej Lepper de la probité du nouveau ministre des Affaires étrangères, Włodzimierz Cimoszewicz, lors d'une interview à la fin du mois de novembre 2001, change la donne (2). Alors que, suite à ce « dérapage verbal », une motion visant à le destituer de sa fonction de vice-Maréchal de la Diète est soumise au vote des députés, le président du *Samoobrona* RP rompt avec les usages en vigueur au sein du Parlement en prononçant un discours extrêmement offensif, au cours duquel il critique vertement les responsables politiques dominants ainsi que leurs pratiques (3). Suite à cette intervention, unanimement dénoncée pour son radicalisme et son populisme, Andrzej Lepper et les principaux responsables du *Samoobrona* RP s'engagent dans une entreprise de subversion du rôle de député, important au sein de l'arène parlementaire les pratiques protestataires sur lesquelles ils ont fondé une part importante de leur notoriété lors des manifestations paysannes (4).

1) Entre critique syndicale et conformation parlementaire.

En dépit de leur élection à la Diète, les dirigeants du ZZR *Samoobrona* ne semblent pas disposés à renoncer à investir l'arène des mobilisations protestataires. Dès le 25 septembre, soit deux jours à peine après les élections, Andrzej Lepper fait ainsi part de son intention de continuer à organiser des actions de contestation extra-parlementaires. « Si la situation du pays ne s'améliore pas dans l'année à venir, je n'hésiterai pas à reprendre le "chemin de la rue" », déclare-t-il alors depuis Częstochowa¹. Il ne tarde pas à mettre ses avertissements à exécution. Le 15 octobre, avant même l'inauguration de la nouvelle législature, il prend ainsi part, avec Krzysztof Filipiek, Genowefa Wiśniowska et Stanisław Łyżwiński, à une manifestation organisée à Varsovie par le PPS afin d'empêcher l'expulsion des habitants d'un immeuble voué à la démolition². Surtout, à partir de début novembre, le nouveau vice-Maréchal de la Diète apporte son soutien à des commerçants d'un marché illégal de Włocławek (Cujavie-Poméranie) menacés eux aussi d'expulsion. Participant à plusieurs manifestations organisées par ces derniers, il n'hésite pas alors à s'opposer personnellement aux forces de l'ordre et aux huissiers venus exécuter

¹ « Lepper znów grozi », *Gazeta Wyborcza*, 26/09/2001, p.4.

² « Lepper znów blokuje », *Gazeta Stołeczna*, 16/10/2001, p.5.

l'avis d'expulsion rendu par le tribunal¹. Au cours de ces différentes actions protestataires, Andrzej Lepper renoue par ailleurs avec un langage fleuri en rupture avec celui que les députés du *Samoobrona* RP, et lui-même, s'efforcent au même moment d'adopter au sein de l'arène parlementaire. Alors qu'à la Diète, il s'attache lors de ses interventions à respecter les usages rhétoriques y ayant cours, il multiplie à l'inverse pendant les manifestations les critiques virulentes, voire les insultes, à l'égard d'hommes politiques influents issus de l'ancienne majorité. Le président de la Banque nationale de Pologne, Leszek Balcerowicz, qu'il qualifie de « canaille qui doit dégager et cesser de détruire ce pays »², et l'ancien Premier ministre Jerzy Buzek, « un véritable voleur » selon lui³, restent alors ses cibles principales.

Cet investissement parallèle de deux espaces d'interactions répondant à des logiques sensiblement différentes, l'arène des mobilisations protestataires d'un côté et l'arène de la politique institutionnelle de l'autre, permet aux responsables du *Samoobrona* RP de tenter de concilier des entreprises a priori antinomiques de démarcation à l'égard des responsables politiques traditionnels et de conformation aux règles du jeu politique, d'entretenir leur image d'électrons libres « hors-système » tout en se faisant reconnaître comme des interlocuteurs valables au sein de l'arène parlementaire⁴. Ce « double jeu » les expose cependant à une intensification des procès en illégitimité que leur dressent depuis les élections la plupart des commentateurs de la vie politique polonaise et des responsables politiques de l'opposition. Lors des premières séances de la nouvelle législature, les députés des clubs parlementaires PO et PiS n'ont ainsi cessé de dénoncer l'irresponsabilité, le radicalisme et l'incompétence des élus du *Samoobrona* RP, moquant et perturbant systématiquement leurs interventions en séances plénières. Andrzej Lepper, dont l'élection au poste de vice-maréchal de la Diète a provoqué un tollé au sein de l'opposition de droite post-solidarité, est au cœur des critiques. Le 26 octobre 2001, alors qu'il préside pour la première fois une séance de la Diète, il est vivement chahuté par des députés du PO et du PiS.

¹ « Lepperowanie Prawa », *Gazeta Wyborcza*, 16/11/2001, p.5.

² Cité in « Tworzę rząd, nie mam czasu », *Gazeta Wyborcza*, 06/10/2001, p.5.

³ Cité in « Gruba kreska i po przodu », *Gazeta Wyborcza*, 13/10/2001, p.13.

⁴ Sur les tensions entre la démarcation par un discours subversif et l'acceptation des règles parlementaires, on se référera à : Birenbaum Guy, « Le Front National à l'Assemblée (1986-1988) : Respect et subversion de la règle du jeu parlementaire », *Politix*, n°20, 1992, p.99-118.

Andrzej Lepper (vice-Maréchal de la Diète) : « Messieurs les députés, je vous rappelle que selon le règlement, que cela vous plaise ou non, c'est le Maréchal ou le vice-Maréchal de la Diète qui conduit les débats (brouhaha dans la salle). Vos polémiques, Messieurs les députés, sont vraiment inutiles. Je serais surpris, que vous retourniez tranquillement dormir et que vous cessiez de faire un tel chahut dans cette salle, je serais surpris. (brouhaha dans la salle). Je vous en prie Messieurs les députés, c'est une question de forme, une proposition doit être soumise à la discussion, si cela ne vous... »

(Une voix dans la salle : « Il faut voter ! »)

(Une voix dans la salle : « Apprends donc ! »)

Andrzej Lepper (vice-Maréchal de la Diète) : « Je vous en prie soyez civilisés ! Que cela ne vous plaise ou pas, c'est moi qui conduis les débats (Brouhaha dans la salle). Si Monsieur le député Kamiński [PiS] ne me respecte pas, qu'il respecte au moins la fonction de Maréchal de la Diète ! C'est clair ? Je demande votre attention. Nous allons passer au vote. »

(Une voix dans la salle : « Mais sur quoi ? »)

Andrzej Lepper (vice-Maréchal de la Diète) : « Mais pourquoi est ce que vous vous agitez ? Calmez vous ! Pourquoi vous agitez-vous ? »

(rires dans la salle). [...]

Andrzej Lepper (vice-Maréchal de la Diète) : « Je rappelle par ailleurs à tous les députés, que vous n'avez pas à vous adresser à moi en me tutoyant. Or « apprends donc ! », c'est du tutoiement Messieurs les députés. »

Extrait du sténogramme du second jour de la seconde session de la IV^e législature (26 octobre 2001).

<http://orka2.sejm.gov.pl/Debata4.nsf/main/5988DC4F#069>.

En dépit des appels répétés des dirigeants de l'opposition et de nombreux journalistes, sociologues ou « intellectuels » à instaurer un « cordon sanitaire » autour du *Samoobrona* RP¹, les dirigeants du SLD refusent dans un premier temps de condamner l'attitude d'Andrzej Lepper en dehors de l'hémicycle et de remettre en cause sa participation à la majorité parlementaire. Leszek Miller en personne s'attache même à relativiser la portée des insultes adressées par Lepper à des responsables politiques du gouvernement sortant. Invité à s'exprimer sur la désignation de Leszek Balcerowicz en tant que « canaille » par le président du ZZR *Samoobrona*, il se contente ainsi d'estimer :

« Le langage de Monsieur Lepper est souvent très pittoresque, parfois violent. Je préfère un langage plus modéré. Mais comme vous le savez, j'ai moi-même été accusé à plusieurs reprises d'user d'un

¹ Voir par exemple : « Jan Nowak-Jeziorański ostrzega przed Lepperem », *Gazeta Wyborcza*, 19/10/2001, p.1 ; « Marszałek Lepper », *Gazeta Wyborcza*, 20/10/2001, p.1

langage trop fleuri. Je comprends donc le tempérament des gens fougueux. Toutefois il est vrai qu'au Parlement et dans la vie publique en général, il est préférable d'utiliser un vocabulaire plus apaisé. »
Leszek Miller, président du SLD.

Cité in « Miller rozumie Lepera », *Gazeta Wyborcza*, 06/10/2001, p.2.

Cette bienveillance des principaux responsables de la coalition gouvernementale à l'égard du *Samoobrona* RP s'effrite cependant progressivement à mesure que ses responsables, au premier rang desquels Andrzej Lepper, continuent à participer à des actions de protestation illégales et à user d'une rhétorique provocatrice hors du Parlement.

2) La polémique Cimoszewicz.

Dans les premières semaines de la IV^e législature, Andrzej Lepper réserve ses sorties critiques aux responsables de l'ancienne majorité, épargnant les dirigeants des formations de la nouvelle coalition SLD-UP-PSL. Le 23 novembre, à l'occasion d'une interview à une petite radio locale – la radio universitaire d'Olsztyn – il rompt pour la première fois avec cette pratique en s'en prenant violemment à Włodzimierz Cimoszewicz. Premier ministre SLD de 1996 à 1997 et ministre des Affaires étrangères du gouvernement Miller depuis octobre, celui-ci est l'un des seuls députés SLD à s'être opposé à l'intégration du *Samoobrona* RP à la majorité parlementaire et à avoir voté contre la nomination de Lepper à la fonction de vice-Maréchal de la Diète.

« En premier lieu, il faudrait publier une biographie de Cimoszewicz et de son père. Les Polonais devraient savoir que ce gars-là, parce que je refuse de l'appeler ministre, ne mérite pas du tout d'être ministre. Qui était son père ? Un voleur qui a tué des Polonais. Et lui, aujourd'hui, il ose encore s'exprimer publiquement ? C'est sa marque de fabrique. L'impudence, l'arrogance, l'impolitesse, il a été élevé à ça. Je me demande bien qui est derrière la nomination de cette canaille à la fonction de ministre des Affaires étrangères. Je le dis en tant qu'Andrzej Lepper et en tant que vice-Maréchal de la Diète. Cet homme nuit à la Pologne. »

Extrait de l'interview accordée par Andrzej Lepper à la radio universitaire d'Olsztyn le 23 novembre 2001.

Cité in : « Hańba ! », *Gazeta Wyborcza*, 24/11/2001, p.1.

Dès le lendemain, les propos d'Andrzej Lepper sont repris à la une des principaux médias polonais, acquérant une audience bien supérieure à celle qui était initialement la leur. Si certains journalistes les appréhendent comme une nouvelle maladresse d'un leader syndical radical incapable de s'adapter aux bonnes mœurs de la compétition politique, d'autres y voient un coup stratégique visant à démarquer le *Samoobrona* RP dans la perspective des élections locales de l'automne 2002. Tous s'entendent néanmoins pour les dénoncer comme inacceptables dans un cadre démocratique. Dans *Gazeta Wyborcza* le journaliste Piotr Pacewicz les qualifie ainsi de « honte pour le club parlementaire *Samoobrona* RP, pour ses électeurs, pour les députés de la coalition qui l'ont élu vice-Maréchal de la Diète, mais aussi de honte pour toute la III^e République »¹. La polémique enfle rapidement dans les jours suivant. Alors que Włodzimierz Cimoszewicz appelle à la destitution immédiate de Lepper de ses fonctions à la Diète, les dirigeants de la PO, du PiS et de l'UP se rallient à sa proposition dès le 24 novembre². Les dirigeants du PSL se montrent quant à eux particulièrement discrets, refusant de prendre publiquement position au nom de leur groupement sur le sujet. Ils évitent ainsi d'aborder la question, qui apparaît alors particulièrement clivante au sein de leur parti, des rapports que le PSL doit entretenir avec le *ZZR Samoobrona* et son président. Au sein du SLD, l'attitude à adopter à l'égard de Lepper est dans un premier temps source de controverse. D'autant plus que le président du *Samoobrona* RP adopte lui-même une position ambiguë. Après avoir annoncé qu'il présenterait des excuses à Włodzimierz Cimoszewicz et qu'il entend continuer à collaborer avec le gouvernement, il se contente finalement de reconnaître « être peut-être allé un peu loin au sujet de son père », avant d'ajouter « concernant le ministre, je suis désolé, mais je ne connais pas d'autres mots en polonais que canaille pour le qualifier »³. Dans ce contexte, un nombre croissant de cadres du SLD prennent publiquement position en faveur de l'exclusion du *Samoobrona* RP de la majorité parlementaire, d'autant plus qu'au même moment Andrzej Lepper continue à

¹ « Hańba ! », *Gazeta Wyborcza*, 24/11/2001, p.1 ; Dans le même ton voir également : « Minister odpiera zarzuty », *Rzeczpospolita*, 24/11/2001, p.1.

² Sur la mobilisation par les acteurs dominants du champ politique de la dénonciation de pratiques rhétoriques jugées en décalage avec les attendus du métier politique comme outil d'illégitimation de nouveaux venus : Christian Le Bart, « Lois et invariants d'un genre : Pour une sociologie des gaffes politiques », in Simone Bonnafous, Pierre Chiron, Dominique Durand et Carlos Lévy, *Argumentation et discours politique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2003, p. 79-87. Voir également, Offerlé Michel, « Illégitimité et légitimation du personnel politique ouvrier », *art.cit.*

³ « I co mi Zrobicie », *Gazeta Wyborcza*, 26/11/2001, p.3 ; « Wicemarszałek przeprasza i obraża dalej », *Rzeczpospolita*, 26/11/2001.

s'opposer régulièrement aux forces de l'ordre à Włocławek. Le Premier ministre et les dirigeants du club parlementaire SLD semblent quant à eux hésiter à en arriver à cette extrémité et à renvoyer le parti de Lepper et ses 53 députés dans l'opposition. Jerzy Jaskiernia, le président du club SLD au Parlement, déclare ainsi le 26 novembre : « Il me paraît encore trop tôt pour parler d'une éventuelle destitution de Lepper. La situation est grave et il me semble qu'il convient surtout de ne pas se précipiter. Avant de faire quoi que ce soit, il faut que Lepper ait l'occasion de s'entretenir avec le Maréchal Borowski pour s'expliquer »¹.

Finalement, après consultation du Premier ministre et du Maréchal de la Diète, le club parlementaire du SLD adopte une position de compromis le 27 novembre : une motion de censure sera déposée contre Andrzej Lepper dès le surlendemain, mais les députés du club *Samoobrona* RP seront invités à proposer un nouveau candidat issu de ses rangs pour le remplacer à la fonction de vice-Maréchal de la Diète². Les dirigeants du SLD espèrent ainsi mettre fin à la polémique suscitée par les sorties provocatrices d'Andrzej Lepper tout en conservant le soutien du club *Samoobrona* RP à la Diète.

3) La destitution d'Andrzej Lepper de sa fonction de vice-Maréchal de la Diète.

Le déroulement de la session parlementaire du 29 novembre 2001, au cours de laquelle les députés doivent se prononcer sur la motion de destitution d'Andrzej Lepper, contrarie les attentes des dirigeants du SLD. Lors de celle-ci, Andrzej Lepper, qui préside le club parlementaire *Samoobrona* RP, annonce en effet que celui-ci refusera de présenter un nouveau candidat au poste de vice-Maréchal de la Diète et ralliera l'opposition s'il venait à être destitué. Surtout, il mobilise pour la première fois une rhétorique radicale au sein du Parlement en prononçant un discours particulièrement virulent. Dénonçant, pêle-mêle, l'ensemble des politiques mises en œuvre depuis 1989, la corruption de la classe politique, l'élitisme des députés accusés d'être coupés des préoccupations du peuple et de nager dans le luxe, les mensonges véhiculés par les médias ou encore l'influence de l'étranger sur la Pologne, il critique

¹ « Dostyc tego ! », *Gazeta Wyborcza*, 27/11/2001, p.4.

² « Lepper leci », *Gazeta Wyborcza*, 28/11/2001, p.1.

un à un les clubs parlementaires du SLD, de l'UP, du PSL, de la PO et du PiS. Seule la LPR, dont les dirigeants se sont prononcés contre la destitution de Lepper, est épargnée. Le président du *Samoobrona* RP provoque par ailleurs plusieurs incidents de séance en accusant nommément le député Paweł Piskorski (PO), le vice-Maréchal de la Diète Donald Tusk (PO), Andrzej Olechowski (PO) ainsi que les ministres Włodzimierz Cimoszewicz (SLD) et Jerzy Szmajdziński (SLD) d'avoir touché des pots-de-vin. Mettant en garde les parlementaires contre la révolte qui gronderait à travers le pays, il se présente au cours de sa longue intervention comme le porte-parole des plus démunis et se déclare prêt à tout, y compris à enfreindre le droit, pour défendre leurs intérêts.

Andrzej Lepper (vice-Maréchal de la Diète) : « Mesdames et Messieurs les députés, il faut que vous regardiez là, en bas, où sont les gens, où sont les électeurs, ceux qui nous ont conduits ici, ceux grâce à qui nous sommes tous ici (applaudissement). Moi ces gens, je ne fais que les défendre. [...] Je les ai défendus par le passé et je continuerai à les défendre (applaudissements). Vous avez conduits le pays à la ruine et la Nation à la misère [...] et maintenant vous rêvez de Versailles? Bientôt vous ne serez plus dans cette salle parce que le pays gronde, parce que les gens manquent de pain. Et vous, c'est Versailles que vous voulez ? (Applaudissements). Vous dites que je suis inculte, que j'utilise des mots « non-parlementaires », alors que je ne fais que répéter ce que disent les gens. Les gens au nom desquels vous aussi vous êtes ici. Depuis cette tribune, je vous avertis, si vous ne changez pas immédiatement l'orientation des politiques socio-économiques et financières de l'État, alors ces gens, ces « canailles », [...] se réuniront, marcheront en masse et déverseront leur purin ici, devant le Parlement, afin de vous obliger à prendre en compte leurs problèmes. Et ils seront dans leur bon droit. Les gens ont le droit de faire cela (applaudissements). »

Extrait du sténogramme du second jour de la sixième session de la IV^e législature (29 novembre 2001).

Traduit par nos soins. Sources: sejm.gov.pl (<http://orka2.sejm.gov.pl/Debata4.nsf/main/6FF0614F#198>).

C'est dans une ambiance électrique qu'Andrzej Lepper clôt son intervention, se faisant conspuer par la majorité des députés de gauche comme de droite. Le Premier ministre Leszek Miller en personne prend alors la parole pour dénoncer les allégations du président du *Samoobrona* RP et critiquer vigoureusement son comportement. Il faut plusieurs minutes au Maréchal de la Diète Marek Borowski pour rétablir le calme au sein de l'hémicycle afin que les députés puissent passer au vote sur la motion de destitution d'Andrzej Lepper.

Marek Borowski (Maréchal de la Diète) : « Monsieur le vice-Maréchal Andrzej Lepper je crains que vous n'ayez pas arrangé votre cas par votre intervention [...] Mesdames et Messieurs les députés nous

allons maintenant passer au vote de la motion sur la destitution de Monsieur le député Andrzej Lepper de ses fonctions de vice-Maréchal de la Diète. [...] 413 députés participent au vote. La majorité est fixée à 207 voix. »

(Les députés votent).

Marek Borowski : « Pour la destitution... 318 voix, contre 74. 21 députés se sont abstenus. Je certifie donc que la Diète a adopté une motion destituant Monsieur le député Andrzej Lepper de ses fonctions de vice-Maréchal de la Diète. »

(Les députés du club Parlementaire *Samoobrona* RP se lèvent et chantent *Rota*¹).

Marek Borowski : « La représentation nationale a aujourd'hui pris une décision sans précédent. Depuis dix ans que la Diète démocratique existe, c'est la première fois qu'un vice-Maréchal est destitué dans ces conditions. Monsieur Andrzej Lepper n'a pas été destitué parce qu'il combattait les injustices, mais parce qu'il faisait l'éloge des infractions au droit et se comportait de manière indigne. Hélas, il en a encore donné la preuve aujourd'hui même. La majorité des députés de droite comme de gauche ont pris la décision de se prononcer contre ces comportements. J'espère que cette solidarité dans le refus de telles attitudes s'exprimera également à l'avenir si d'autres cas comme celui-ci se présentent. Aujourd'hui nous avons pris une décision délicate, pénible mais définitive (applaudissements) ».

Extrait du sténogramme du second jour de la sixième session de la IV^e législature (29 novembre 2001).

Traduit par nos soins. Sources: sejm.gov.pl (<http://orka2.sejm.gov.pl/Debata4.nsf/main/6FF0614F#198>).

Au final, l'ensemble des députés présents des clubs PO, PiS, SKL², UP et SLD, à l'exception de Marian Marczewski (SLD), votent en faveur de la destitution. Au sein du club PSL, 12 députés votent pour et 7 s'abstiennent, alors que les 22 autres quittent l'hémicycle avant l'examen de la motion. Outre les 53 députés du club *Samoobrona* RP, seuls 19 députés du club LPR, sur 36, et un député indépendant votent contre la destitution de Lepper de sa fonction de vice-Maréchal de la Diète³.

Au lendemain de la session parlementaire du 29 novembre 2001, les critiques sont unanimes à l'encontre de l'intervention de Lepper à la Diète. Tous les dirigeants des principales formations parlementaires, à l'exception de la LPR, font en effet part de leur indignation. Les responsables des clubs parlementaires PO et SLD annoncent même leur intention de porter plainte pour diffamation⁴. Faisant la une de l'ensemble

¹ *Rota* (le serment) est un chant patriotique polonais écrit en 1908 afin de dénoncer la répression de la culture polonaise dans les territoires sous domination allemande du temps de la Pologne des partages.

² Bien qu'élu sur les listes de la PO que leur parti avait rejoint avant les élections, huit députés du SKL décident de ne pas siéger au sein du club PO et de fonder leur propre cercle parlementaire à la Diète : le Koło Poselskie Konserwatywno-Ludowe présidé par l'ancien ministre de l'Agriculture Artur Balazs.

³ Cf. Archives de la Diète : « Posiedzenie 6, głosowanie nr 21 », Sejm RP IV kadencji, 29/11/2001.

⁴ « Lepper grozi », *Gazeta Wyborcza*, 30/11/2001, p.1 ; « Lepper skandalista do końca », *Rzeczpospolita*, 30/11/2001.

des principaux quotidiens nationaux, les propos de Lepper sont également vivement dénoncés par les nombreux éditorialistes, universitaires et intellectuels de tous bords invités à les commenter. Pointant l'incapacité du président du *Samoobrona* RP à se conformer aux principes démocratiques, la plupart d'entre eux vilipendent son populisme et son radicalisme¹. Jan-Nowak Jeziorański, ancien résistant de l'AK et directeur de Radio Free Europe Pologne, va même jusqu'à le comparer avec Hitler². Plus sobrement, la journaliste Monika Olejnik, qui anime deux des émissions politiques les plus suivies en Pologne, se contente quant à elle d'annoncer qu'elle renonce désormais à recevoir Andrzej Lepper : « Je n'inviterai plus Monsieur Lepper à mes émissions "7 dni tygodnia" sur la Radio Zet et "Kropki nad i" sur la chaîne de télévision TVN. Ce sont mes émissions et j'assume personnellement cette décision. J'estime que Lepper a dépassé les bornes »³.

En dépit de cette « levée de bouclier », Andrzej Lepper refuse de revenir sur ses propos et de faire amende honorable. Au contraire, appelant à la dissolution d'un Parlement qui, selon lui, a trahi les citoyens en le destituant, il multiplie dans les semaines suivant la perte de son poste de Vice-maréchal les pratiques en rupture avec les usages de l'institution parlementaire.

4) La « radicalisation » de Lepper.

La réception extrêmement critique du discours d'Andrzej Lepper conduit à la rapide marginalisation des députés du club *Samoobrona* RP au sein du Parlement. Alors que le Président de la République Aleksander Kwaśniewski en personne appelle à la constitution d'un « large front démocratique allant de la gauche à la droite afin d'isoler politiquement Andrzej Lepper »⁴, leur légitimité est en effet désormais remise en cause par la quasi-totalité des membres du Parlement, exception faite de quelques

¹ Voir par exemple : « Tylko młot », *Gazeta Wyborcza*, 30/11/2001, p.1 ; « Czy zgaśnie gwiazda Leppera? », *Gazeta Wyborcza*, 30/11/2001, p.5 ; « Demokracja może się bronić », *Gazeta Wyborcza*, 01/12/2001, p.1 ; « Rozmowa z Radosławem Markowskim : Stworzony przez elity polityczne », *Rzeczpospolita*, 01/11/2001 ; « Biskupi przeciw skandalistom », *Rzeczpospolita*, 01/11/2001 ; « Pałka na sztorc », *Polityka*, 08/12/2001, n°49, p.15-16 ; « Będzie Lepper », *Wprost*, 08/12/2001, n°49 ; « Czy teraz podpali kraj ? », *Newsweek Polska*, 08/12/2001.

² « Oblaskawianie Leppera- Oblaskawianie Hitlera », *Gazeta Wyborcza*, 01/12/2001, p.5.

³ Cité in « Przekroczył granicę », *Gazeta Wyborcza*, 30/11/2001, p.5.

⁴ « Front Antylepperowy », *Gazeta Wyborcza*, 07/12/2001, p.6.

responsables de la LPR. En séance plénière comme en commission, les élus *Samoobrona* RP doivent faire face à l'hostilité et aux quolibets de leurs collègues, ainsi qu'à la multiplication des accusations d'incompétence, d'irresponsabilité et de manquement aux principes démocratiques. Dans ce contexte, on observe une « radicalisation » des interventions en séance des députés *Samoobrona* RP, essentiellement d'Andrzej Lepper qui tend alors à monopoliser la parole publique du groupement¹. Les prises de paroles régulières du président du ZZR *Samoobrona* sont, au tournant des années 2001 et 2002, de plus en plus nettement en rupture avec les règles dominantes du débat parlementaire, aussi bien par leur contenu que par la forme qu'elles prennent.

Premièrement, en dépit des plaintes en diffamation déposées contre lui suite à son discours du 29 novembre, Andrzej Lepper continue à émailler ses interventions d'attaques *ad hominem* au cours du mois de décembre 2001 puis de l'hiver 2002. Ne respectant que rarement l'ordre du jour des débats, il s'attache à chacune de ses prises de parole à révéler de nouveaux « scandales » impliquant des responsables politiques de premier plan. Le 9 décembre 2001, il accuse ainsi le gouvernement de dissimuler des documents secrets ayant trait aux attentats du 11 septembre aux États-Unis. Selon lui, ces documents dévoileraient les liens unissant des personnalités polonaises, notamment le sénateur Robert Smoktunowicz (PO), aux terroristes à l'origine de ces attaques. Il se fait même alors l'écho d'une rumeur selon laquelle des Talibans se seraient rendus en 2000 dans le village de Klewki (Mazurie) afin de se procurer de l'Anthrax². Quelques jours plus tard, le 14 décembre, après avoir réitéré ses attaques à l'encontre de Włodzimierz Cimoszewicz, il s'en prend aux dirigeants de plusieurs entreprises publiques, dont il critique les salaires excessifs, ainsi qu'au vice-président de la commission des Finances publiques Marek Olewiński (SLD) auquel il impute des détournements de fonds publics³. De même, il accuse à plusieurs reprises au cours des mois de décembre, janvier et février, des ministres du SLD, des députés de la PO ainsi que le Président de la Banque Nationale de Pologne, Leszek Balcerowicz, et le

¹ Outre Andrzej Lepper, seuls les responsables nationaux du ZZR *Samoobrona* Renata Beger, Krzysztof Filipek, Stanisław Łyżwiński et Genowefa Wiśniowska prennent la parole au nom du club *Samoobrona* RP au sein de l'hémicycle au cours des mois de décembre 2001, janvier et février 2002. Leurs interventions se limitent souvent à des rappels au règlement.

² « Lepper produces key witness, bewilderment », *Radio Free Europe*, 11/12/2001, vol.3, n°47.

³ Cf. Sténogramme du second jour de la huitième session de la IVe législature (14 décembre 2001) : <http://orka2.sejm.gov.pl/Debata4.nsf>.

Président de la République Aleksander Kwaśniewski d'enrichissement personnel illicite.

Deuxièmement, se faisant systématiquement chahuter lors de ses prises de parole provocatrices, Andrzej Lepper n'hésite guère, en rupture avec les usages en vigueur dans l'hémicycle, à prendre directement à partie, voire à insulter et menacer, ses contradicteurs du haut du parloir. Ces infractions régulières au code de bonne conduite des élus, qui lui valent de multiples rappels à l'ordre du Maréchal de la Diète, restent cependant relativement limitées en comparaison de celles qu'il commet à la fin du mois de janvier. Lors de la session parlementaire du 24 janvier 2002, Andrzej Lepper importe en effet dans l'arène parlementaire des modes d'action habituellement réservés à celle des mobilisations protestataires. Alors que les députés doivent débattre d'une demande de levée de son immunité parlementaire déposée par le Tribunal de Varsovie dans le cadre de l'enquête pour diffamation faisant suite à ses propos du 29 novembre, Andrzej Lepper refuse de quitter le parloir après le temps imparti. Rejoins par la plupart des députés du club parlementaire *Samoobrona* RP, il commence alors une occupation de la tribune de la Diète afin de contester la légitimité de la procédure engagée à son encontre¹. Étant parvenus à faire reporter le vote, Andrzej Lepper et les députés du *Samoobrona* RP réitèrent leur blocage du parloir lors de la séance du lendemain. Pourvu d'un mégaphone, le président du ZZR *Samoobrona* se lance alors dans un discours de près de deux heures au cours duquel il s'en prend vertement aux responsables politiques de tous bords, aux « juges corrompus », aux « organisations internationales » (l'Union européenne notamment), ou encore à Leszek Balcerowicz et à Aleksander Kwaśniewski, principaux responsables selon lui « du meurtre de la Nation »². Ayant quitté l'hémicycle dans les premières minutes de l'intervention de l'ancien vice-Maréchal, les députés des clubs SLD, UP, PSL, PiS, PO et SKL le regagnent finalement à son issue pour voter enfin, à une large majorité, la levée de l'immunité d'un Andrzej Lepper, plus isolé et stigmatisé pour son radicalisme que jamais³.

¹ « Zamęt w Sejmie », *Gazeta Wyborcza*, 25/01/2002, p.1.

² Cf. « Andrzej Lepper Show », *Gazeta Wyborcza*, 26/01/2002, p.4.

³ Cf. « Lepper bez immunitetu », *Gazeta Wyborcza*, 26/01/2001, p.1.

En adoptant des pratiques en rupture avec les règles du jeu parlementaire, qui ne sont pas sans rappeler celles mises en œuvre par son syndicat lors des manifestations paysannes des années précédentes, Andrzej Lepper s'efforce de promouvoir une définition alternative à celle dominante du « bon député ». Aux qualités de compétence, de responsabilité et d'expertise traditionnellement valorisées, il cherche alors à substituer celles de représentativité sociale, de moralité, d'intégrité et de courage politique, dont il se prétend détenteur. Insistant à nouveau sur son extériorité au « système politico-économique », il s'attache à se faire reconnaître, et à travers lui le mouvement *Samoobrona*, comme le pourfendeur des injustices et de l'immoralité, notamment la corruption, et comme le seul porte-parole valable des « gens ordinaires », définis par opposition aux professionnels de la politique et aux élites économiques et intellectuelles. Ce faisant, sa démarche peut selon nous être appréhendée comme un « coup d'audace », entendu comme une entreprise de contournement des règles dominantes de l'institution visant, dans un premier temps, à accumuler des soutiens extérieurs afin, dans un second temps, de reconvertir la notoriété ainsi acquise en consécration par l'institution¹. En d'autres termes, il s'agit pour Andrzej Lepper de tenter, en se positionnant en rupture avec les acteurs et les pratiques politiques dominantes et en mobilisant un répertoire d'action protestataire auquel il est rompu, de se faire reconnaître une popularité auprès des citoyens, notamment par les sondages d'opinion, afin de s'imposer comme un protagoniste incontournable du champ politique. Par ses provocations et dénonciations à répétition, il s'attache donc à revaloriser les ressources politiques du *Samoobrona* RP qui, déjà initialement déficientes, apparaissent en déclin depuis son éviction du poste de vice-Maréchal de la Diète le 29 novembre. Cette entreprise n'est cependant pas sans risque. Elle s'accompagne en effet d'une intensification des critiques et des procès en illégitimité à son encontre et à l'encontre des autres députés du *Samoobrona* RP.

D) Une entreprise politique en crise.

¹ Nous empruntons la notion de coup d'audace à Alain Viala qui la mobilise pour décrire les stratégies d'accès à la notoriété, de « recherche de l'applaudissement », mises en œuvre par certains écrivains de l'âge classique à distance des normes, d'écritures et de carrières, traditionnellement valorisées par les institutions. La notoriété ainsi acquise ayant vocation à être ultérieurement reconvertie en consécration par les institutions, l'Académie par exemple. Cf. Viala Alain, *La naissance de l'écrivain. Sociologie de la littérature à l'âge classique*, Paris, Editions de Minuit, 1985, p.217-238.

L'ostracisation croissante du *Samoobrona* RP au sein de l'arène parlementaire à partir de la fin du mois de novembre 2001 n'est pas sans conséquence sur son fonctionnement, sur l'état des relations entre les différents participants à la construction de cette entreprise partisane. La diminution des gratifications et, à l'inverse, l'intensification des stigmates associés au statut de député *Samoobrona* RP réduit en effet la capacité du parti à entretenir les allégeances de certains de ses élus (1). En dépit de la popularité de plus en plus forte que lui attribuent les différents sondages d'opinion, l'accentuation progressive de son isolement dans le champ politique et la multiplication des dissidences en son sein fragilisent profondément le *Samoobrona* RP. Elles mettent en péril la capacité de ses dirigeants à le transformer en une organisation politique structurée et à légitimer leur prétention à l'exercice du pouvoir politique (2).

1) Des dissidences à répétition.

La redéfinition de l'offre politique du groupement dans le sens de sa « radicalisation » par Andrzej Lepper affaiblit sa crédibilité aux yeux des députés des autres formations, nous l'avons vu, mais également de plusieurs de ses membres. Ainsi, selon un processus comparable à celui mis en évidence par Annie Collovald chez les élus poujadistes en France¹, des députés moins liés au *ZZR Samoobrona* ou moins dépourvus en ressources politiques et sociales valorisées dans le champ politique prennent progressivement leur distance à l'égard du club parlementaire *Samoobrona* RP et de son président Andrzej Lepper.

Dès le 12 décembre 2001, le député le plus riche du *Samoobrona* RP, Krzysztof Rutkowski annonce son départ du parti. Critiquant « l'attitude inqualifiable d'Andrzej Lepper ces dernières semaines », il met en garde ce dernier contre la fronde qui couvrirait au sein du club parlementaire. « Depuis longtemps de nombreuses personnes au sein du club *Samoobrona* RP sont en désaccord avec le comportement de Lepper et envisagent eux aussi de le quitter », déclare-t-il alors². De fait, dès le

¹ Collovald Annie, « Les poujadistes, ou l'échec en politique », *art.cit.*

² « Detektyw odszedł », *Gazeta Wyborcza*, 13/12/2001, p.1 ; « Rutkowski wystąpił z Klubu Samoobrony », *Rzeczpospolita*, 13/12/2001.

lendemain, le député Zbigniew Nowak le rejoint dans la dissidence¹. Tous deux réputés avoir « acheté » leur place sur les listes du *Samoobrona* RP quelques semaines avant les élections, Rutkowski et Nowak occupaient des positions marginales au sein du *Samoobrona* RP. Leurs défections ne perturbent guère le fonctionnement du club parlementaire. Elles ne s'accompagnent ni d'une redéfinition de son mode de gestion centralisé – Lepper et ses proches du ZZR *Samoobrona* continuant à monopoliser la parole publique du groupement – ni d'un abandon du recours à des pratiques en rupture avec le comportement traditionnellement attendu d'un député. Au contraire, ce dernier s'intensifie dans les premiers mois de l'année 2002. En effet, outre continuer à provoquer des esclandres réguliers au sein du Parlement, les responsables du mouvement *Samoobrona* renouent alors pleinement avec les actions de protestation spectaculaires sur lesquelles ils ont fondé une part importante de leur notoriété à la fin des années 1990. Le 15 mai 2002, près de quatre cents militants du ZZR *Samoobrona*, au premier rang desquels les députés et dirigeants du syndicat Andrzej Lepper, Renata Beger, Krystof Filipek, Stanisław Łyżwiński et Danuta Hojarska, envahissent le bâtiment du ministère de l'Agriculture. Exigeant une augmentation immédiate du prix du lait par le ministre Jarosław Kalinowski (PSL), ils s'opposent violemment aux forces de l'ordre qui parviennent finalement à les évacuer après plusieurs heures d'échauffourées. Comme en 1999, Andrzej Lepper s'attache à donner une signification révolutionnaire à cette action, la présentant comme « le début d'une vague de protestation qui s'abattra bientôt sur toute la Pologne »². Quelques jours plus tard, le 6 juin, des députés *Samoobrona* RP prennent une nouvelle fois part à une action de protestation spectaculaire à la gare de Żerań à Varsovie. Seize d'entre eux, tous issus du ZZR *Samoobrona*, participent alors au déversement sur les voies de chemin de fer de 150 tonnes de blé importé d'Allemagne. Devant les nombreux journalistes conviés pour l'occasion, Andrzej Lepper ouvre lui-même les vannes des quatre wagons dont la cargaison est vidée. La participation de députés du *Samoobrona* RP à ces manifestations illégales provoque un nouveau tollé parmi les responsables des principales formations parlementaires et du gouvernement. Suite à l'action de Żerań, le Maréchal de la Diète Marek Borowski déplore ainsi la logique d'escalade dans laquelle est engagée Andrzej Lepper et l'invite à « cesser de se comporter comme la propre caricature de lui-même ». Ne

¹ « BMW w klubie Leppera », *Rzeczpospolita*, 14/12/2001.

² « Lepper znów zaatakował », *Rzeczpospolita*, 16/05/2002.

cachant guère sa colère, le ministre de l'Intérieur Krzysztof Janik se fait lui menaçant : « Les événements d'aujourd'hui ont clairement dépassé les frontières du tolérable. Une instruction sera ouverte contre les participants à cette action illégale. Ceux d'entre eux qui sont députés seront traités comme tous les citoyens ordinaires enfreignant le droit, ils seront arrêtés et ne pourront pas se cacher derrière leur immunité parlementaire »¹.

Outre accentuer la marginalisation politique du *Samoobrona* RP et conduire à la multiplication des procès contre ses principaux dirigeants, le recours de plus en plus régulier à des pratiques illégales et subversives au cours de l'année 2002 exacerbe les tensions au sein de la formation. Le 28 février 2002, à l'occasion d'une réunion du club parlementaire du *Samoobrona* RP, plusieurs députés font ainsi part de leurs réserves quant au mode de fonctionnement du groupement, qu'il s'agisse des modalités de définition de sa ligne politique ou de sa gestion financière. Particulièrement remonté à l'issue de la rencontre, le député Józef Głowa, un entrepreneur de la région de Krosno ayant adhéré au *Samoobrona* RP quelques semaines avant les élections, rompt avec les usages en vigueur au sein de la formation en se confiant à des journalistes. Faisant part de ses doutes quant à l'utilisation par Lepper de l'argent que les élus versent chaque mois au parti sur leurs indemnités parlementaires, il évoque alors l'ambiance délétère régnant au sein de la formation². Poussé quelques jours plus tard à la démission, il se rapproche de Krzysztof Rutkowski et de l'ancien ministre de l'Agriculture PSL élu sur les listes SLD-UP Roman Jagieliński. Il participe avec eux à la création d'un nouveau cercle parlementaire, le *Koło Partii Ludowo Demokratycznej* (Cercle du Parti Populaire Démocratique)³. À la fin du mois de juin, c'est au tour de Ryszard Bonda, pourtant ami de longue date d'Andrzej Lepper, de quitter le *Samoobrona* RP. Insistant lui-aussi sur la mauvaise ambiance au sein du club parlementaire, Bonda, par ailleurs vice-président de la commission de la Culture physique et du sport, justifie son départ en dénonçant « l'usage de méthodes trop radicales par certains membres de *Samoobrona*, notamment le déversement et la destruction de grains »⁴.

¹ « Mają immunitet, sypią pszenicę », *Rzeczpospolita*, 07/06/2002.

² « Lepper załagodził », *Rzeczpospolita*, 01/03/2002.

³ « Koło trzech », *Rzeczpospolita*, 04/04/2002.

⁴ « I po Bondzie », *Rzeczpospolita*, 22/06/2002 ; « Z bondą do wiatru », *Gazeta Wyborcza*, 22/06/2002, p.1.

Déjà réduit à quarante-neuf membres suite au départ de Bonda, le club parlementaire *Samoobrona* RP doit faire face à une nouvelle vague de dissidences au lendemain des élections locales du 27 octobre 2002. En effet, si le parti améliore sensiblement son score par rapport aux législatives de 2001, en réunissant notamment près de 16% des voix pour les Diétines de voïvodies¹, plusieurs de ses députés jugent cette progression insuffisante pour justifier la poursuite de l'entreprise de subversion des règles dominantes du jeu politique dans laquelle Lepper et ses proches l'ont engagé depuis la fin de l'année 2001. Pointant l'impasse de cette stratégie qui conduit à la marginalisation institutionnelle du parti en dépit de son statut de troisième force politique nationale, plusieurs membres du club parlementaire prennent publiquement position contre Andrzej Lepper au début du mois de novembre 2002. Dénonçant le fonctionnement de la formation, le député Jerzy Michalski, vétérinaire de profession, annonce sa démission dès le 4 novembre². Quelques jours plus tard, c'est au tour de Janusz Mojzesowicz, dont les interventions en séances plénières et dans les médias s'étaient faites extrêmement rares depuis plusieurs mois, de s'en prendre vertement à Lepper. Le 8 novembre, invité à l'émission de forte écoute *7 dni tygodnia* (Les 7 jours de la semaine) sur la *Radio Zet*, le vice-président du ZZR *Samoobrona* et du club parlementaire *Samoobrona* RP, par ailleurs président de la commission de l'Agriculture, déclare ainsi : « Le problème est que le président [Andrzej Lepper] estime que *Samoobrona* est sa propriété privée. [...] Les députés du parti se révoltent contre lui et son entourage parce qu'il ne voit pas seulement en *Samoobrona* une force politique mais aussi [une manière de promouvoir] ses propres intérêts. » Interrogé sur la dangerosité de Lepper pour la Pologne, il estime même : « Au vu des méthodes qu'il emploie aujourd'hui, il serait réellement dangereux pour la Pologne qu'il vienne à obtenir plus de pouvoir »³. Le soir même de cette intervention polémique, une réunion du club parlementaire *Samoobrona* RP est organisée par Andrzej Lepper afin d'en faire exclure Mojzesowicz. Le président du parti, du

¹ Au niveau national, le résultat des élections des députés aux Diétines de voïvodies est le suivant : SLD-UP : 24,65% (189 mandats), POiS : 16,02% (97 mandats), *Samoobrona* RP : 15,98% (101 mandats), LPR : 14,36% (92 mandats), PSL : 10,81% (58 mandats), autres comités locaux : 18,18% (24 mandats). Les résultats complets des élections locales de 2002 sont disponibles sur le site de la Commission électorale nationale : <http://wybory2002.pkw.gov.pl/>.

² « Les mêmes personnes à la tête du parti, du syndicat, du club parlementaire... cela ne peut plus durer », déclare-t-il alors. Cité in « Pójdą z mną », *Gazeta Wyborcza*, 05/11/2002, p.1.

³ Cité in « Mniej Wodza », *Gazeta Wyborcza*, 09/11/2002, p.3.

syndicat et du club parlementaire subit alors un véritable camouflet. À l'issue de près de quatre heures de débats particulièrement vifs, la majorité des députés présents se prononcent en effet en faveur du maintien de Mojzesowicz au sein du club¹. La passe d'arme entre le président du ZZR *Samoobrona* et son vice-président se poursuit tout au long du mois de novembre. Le 27, Mojzesowicz prend finalement la décision de démissionner de lui-même : « La coupe est pleine, je quitte *Samoobrona*. Je n'en peux plus de ces perpétuelles manipulations, de ces comportements primitifs. [...] Je ne veux plus en entendre parler [des méthodes des Lepper], c'est tellement petit, sale... Je m'en vais »². Dans les jours suivant, il est suivi dans la dissidence par cinq autres députés : Michał Figlus, Dorota Kwaśniewska, Lech Zielonka, Bożena Kozłowska et Waław Klukowski. Ensemble ils créent au début du mois de décembre un nouveau cercle parlementaire, le *Polski Blok Ludowy* (Le Bloc Populaire de Pologne)³.

En moins d'un an, ce sont ainsi pas moins de onze élus sur les listes *Samoobrona* RP qui quittent le club parlementaire du parti. L'hémorragie se poursuit dans les mois suivants, neuf nouveaux députés le quittant entre janvier et août 2003. Comptant désormais moins de membres que les clubs PiS et PSL, le club parlementaire *Samoobrona* RP n'est plus alors que le cinquième plus important de la Diète. Ces vagues successives de départs accentuent par ailleurs son déficit en ressources traditionnellement valorisées dans l'arène parlementaire. La plupart des dissidents appartenaient en effet aux élus du *Samoobrona* RP les mieux dotés en capitaux économiques, scolaires ou encore politiques. Enfin, elles s'accompagnent d'une perte de plusieurs des positions de pouvoir au sein de la Diète que le parti s'était assuré au début de la législature. Outre la présidence de la commission de l'Agriculture (Janusz Mojzesowicz), ce sont les vice-présidences des commissions de la Culture physique et du sport (Ryszard Bonda), des Affaires européennes (Waław Klukowski) puis de l'Economie (Zenon Tyma) qui échappent ainsi successivement au *Samoobrona* RP.

2) Les effets ambivalents de la « radicalisation ».

¹ « Kryzys w Samoobronie », *Gazeta Wyborcza*, 09/11/2002, p.1.

² « Takie małe, brudne », *Gazeta Wyborcza*, 28/11/2002, p.2.

³ « Ciężkie życie euroentuzjasty », *Rzeczpospolita*, 10/12/2002.

Les entreprises de subversion des règles du jeu parlementaire, de dénonciation systématique des responsables politiques de tous bords et de réinvestissement de l'arène des mobilisations protestataires mises en œuvre par le *Samoobrona* RP à l'initiative d'Andrzej Lepper à partir de novembre 2001 ont des effets ambivalents sur le parti.

D'un côté, elles lui permettent d'accroître sa notoriété et sa popularité dans les différentes enquêtes d'opinion. Ayant obtenu 16% des voix au niveau des voïvodies lors des élections locales d'octobre 2002, le *Samoobrona* RP est crédité tout au long des années 2002 et 2003 d'intentions de vote bien supérieures à ses résultats de 2001. Ainsi, selon un sondage de l'institut CBOS du mois de mars 2003, le *Samoobrona* RP serait le principal bénéficiaire de l'érosion de la popularité des formations de la coalition au pouvoir (SLD, UP et PSL), près de 15% des sondés exprimant leur intention de voter en sa faveur en cas d'élections parlementaires anticipées¹. Andrzej Lepper apparaît alors quant à lui comme l'une des personnalités politiques les plus populaires de Pologne. Toujours selon l'institut CBOS, il se classe en mars 2003, avec 41% d'opinions positives, au quatrième rang derrière le Président de la République Aleksander Kwaśniewski (81%), le nouveau maire de Varsovie Lech Kaczyński (54%) et le Maréchal de la Diète Marek Borowski (42%)².

De l'autre côté, les exercices de subversion nuisent à la transformation du *Samoobrona* RP en une organisation politique structurée et à sa reconnaissance comme un acteur légitime du champ politique par les autres protagonistes de celui-ci. Premièrement, du fait des défections successives, le *Samoobrona* RP apparaît de plus en plus clairement comme une simple « succursale » du *ZZR Samoobrona*. Il ne compte quasiment plus que des élus issus directement du syndicat et les dirigeants nationaux de ce dernier monopolisent sa parole publique ainsi que les positions de pouvoir en son sein. Alors que le parti ne dispose toujours pas de structures locales autonomes de celles du syndicat, son organisation reste confuse, et ses dirigeants, notamment Andrzej Lepper, doivent régulièrement faire face, en interne comme en externe, à des accusations de népotisme et d'autoritarisme dans sa gestion. Par ailleurs, quelques-unes des dissidences d'élus affectent l'implantation du *ZZR*

¹ « Preferencje partyjne w marcu », *Komunikat z badań*, Varsovie, CBOS, mars 2003, p.3.

² « Zaufanie do polityków w marcu », *Komunikat z badań*, Varsovie, CBOS, mars 2003, p.5.

Samoobrona et donc du *Samoobrona* RP dans certaines voïvodies. Par exemple, les départs successifs en juillet 2003 des députés Zenon Tyma et de Józef Tomala, qui présidaient les structures du syndicat et du parti dans la voïvodie d'Opole depuis plusieurs années, provoquent une scission locale qui affaiblit profondément la base militante du groupement dans la région¹. La dissidence de Janusz Mojzesowicz en novembre 2002 avait eu des conséquences comparables dans la voïvodie de Cujavie-Poméranie. Deuxièmement, ne disposant plus d'un poids suffisant pour se faire reconnaître comme étant en mesure d'influer sur les débats ou sur les différents votes à la Diète, le club *Samoobrona* RP est de plus en plus marginalisé au sein de l'arène parlementaire. Ses amendements sont systématiquement rejetés et les interventions subversives de ses représentants le plus souvent ignorées par les autres députés. Il arrive même fréquemment que ces derniers quittent l'hémicycle lors des prises de parole d'élus du *Samoobrona* RP, notamment d'Andrzej Lepper. Plus largement, les pratiques étiquetées comme radicales des responsables du parti conduisent à son isolement complet au sein du champ politique. Au début de l'année 2003 plus aucun des principaux protagonistes du champ politique ne perçoit le *Samoobrona* RP comme un potentiel partenaire légitime : ni les directions du PiS, de l'UP et de la PO, ni même celles du SLD, du PSL et de la LPR, qui, dans un premier temps, se montraient pourtant plus compréhensives à son égard. Cet isolement a des implications importantes sur sa capacité à assurer l'accès de ses élus à des positions de pouvoir institutionnel, au sein de la Diète bien sûr, mais aussi au niveau des collectivités locales. Bien que se classant en troisième position aux élections locales d'octobre 2002, derrière le SLD et l'alliance PO-PiS, le *Samoobrona* RP ne participe ainsi que rarement aux exécutifs locaux². Dans ce contexte, comme à la Diète, on assiste dès le printemps 2003 à une multiplication des dissidences au sein des clubs *Samoobrona* RP dans les différentes diétines de voïvodies, certains de ses élus ralliant des formations concurrentes perçues comme plus à même de leur assurer l'accès ou le maintien aux honneurs publics³.

¹ « Wolna od Samoobrony », *Gazeta Wyborcza*, 29/07/2003, p.3.

² Dans les semaines suivant les élections locales de 2002, des accords de coalition sont néanmoins formalisés entre le *Samoobrona* RP, le PSL et le SLD dans huit voïvodies sur seize. Vivement dénoncés par l'opposition, ces accords sont cependant rompus dès le début de l'année 2003. « Kraj w skrócie », *Gazeta Wyborcza* 17/03/2003, p.4 ; « Rozwód z SLD », *Gazeta Wyborcza*, 02/04/2003, p.6. Voir également : Gładkiewicz Westyna, « *Samoobrona Rzeczypospolitej Polskiej* », in Paszkiewicz Krystyna (dir.), *op.cit.*, p.153.

³ C'est par exemple le cas, entre autres, dans la voïvodie de Lublin. En avril 2003, les élus *Samoobrona* RP à la Diétine, dont son président Konrad Rękas élu à cette fonction en janvier dans le cadre d'un

accord de coalition avec le SLD, refusent de se plier à la décision de la direction nationale de rompre l'alliance avec les anciens communistes. Ils préfèrent être exclus du parti plutôt que de rejoindre l'opposition et de perdre leurs postes au sein de l'exécutif local. Avec le soutien des élus SLD, PSL et les dissidents du *Samoobrona* RP, Rękas conserve la présidence de la Diétine de voïvodie jusqu'en 2004. « Lepper wyrzuca i grozi », *Gazeta Wyborcza*, Lublin, 05/05/2003, p.8.

Section 2 : La mise en forme d'une offre politique légitime.

Nous venons de le voir, au début de la IV^e législature, et particulièrement à partir de la fin du mois de novembre 2001, les procès en illégitimité sont extrêmement vifs à l'encontre du *Samoobrona* RP. En dépit de sa popularité croissante qu'attestent les sondages d'opinion, ses dirigeants ne parviennent guère à inverser la série de stigmates qui lui est affublée – populisme, radicalisme, incompetence – pour le faire reconnaître comme un protagoniste légitime du champ politique. Au contraire, incapable d'entretenir les allégeances de ses élus, le parti est menacé, quelques mois après son entrée au Parlement, d'être rejeté hors d'un jeu institutionnel dont les règles de fonctionnement et de légitimation lui sont défavorables. Dans ce contexte, on observe une inflexion progressive des modalités de présentation de soi et de légitimation de leur entreprise politique développées par les dirigeants du mouvement *Samoobrona*. Tout en s'efforçant d'entretenir leur identité de représentants d'un vaste mouvement social en rupture avec les équilibres politiques constitués depuis le changement de régime, de porte-parole de la société face au « système politico-économique » de la III^e République, ils s'engagent à partir de la fin de l'année 2002 dans une entreprise de conformation aux règles du jeu politique.

C'est à l'étude de ce travail de « construction de crédit politique »¹ par la « normalisation », entendue ici en tant que conformation aux normes dominantes, que cette section sera consacrée. Nous verrons que cette entreprise de redéfinition de l'identité partisane du *Samoobrona* RP² visant à le présenter comme un parti politique « normal », légitime à prétendre à l'exercice des positions de pouvoir politique les plus élevées, se développe selon deux orientations complémentaires. Premièrement, la modération et de la technicisation de l'offre programmatique de la formation. Régulièrement mis en cause pour leur démagogie et la vacuité de leurs propositions, les dirigeants du *Samoobrona* RP s'attachent à mettre en forme un programme étoffé, conforme aux pratiques dominantes d'argumentation politique. Rédigé par une équipe

¹ Zalewski Frédéric, « La professionnalisation des partis « populistes » en Europe : une comparaison entre le mouvement polonais *Samoobrona* et le *Dansk Folkeparti* », *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol.12, n°4, p.489.

² Par identité partisane, nous entendons ici l'« ensemble des technologies d'institution mises en œuvre dans des entreprises politiques pour donner “forme” aux agents appelés à représenter et à servir l'institution ». Cf. Pudal Bernard, « Les identité “totales” : quelques remarques à propos du Front National », in CURAPP – CRISPA (collectif), *L'identité politique*, Paris, PUF, 1994, p.197.

d'« experts », ce programme est présenté lors du IV^e congrès national du *Samoobrona* RP qui, se tenant le 24 mai 2003, a lieu en pleine campagne du referendum sur l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne (A). Deuxièmement, la promotion d'un personnel politique conforme aux règles traditionnelles de sélection des élites politiques. À l'occasion des élections européennes de 2004, qui sont perçues par les différents protagonistes du champ politique comme une « répétition générale » d'élections législatives imminentes, la direction du *Samoobrona* RP infléchit sensiblement les modalités de la sélection de ses candidats aux postes de pouvoir politique. Les militants syndicaux du *ZZR Samoobrona*, qui depuis le début des années 1990 figuraient en nombre sur les listes des comités électoraux siglés *Samoobrona*, sont évincés au profit de nouveaux venus détenteurs de ressources valorisées dans le champ politique (B). Point focal de l'activité des dirigeants du *Samoobrona* RP depuis les premiers mois de la IV^e législature, les élections parlementaires et présidentielle de 2005 leur fournissent l'opportunité de promouvoir l'image renouvelée du parti qu'ils se sont efforcés de façonner à travers ces deux processus : celui d'un parti respectable, porteur d'un projet politique généraliste et cohérent, et en mesure de gouverner (C).

A) La redéfinition de l'identité partisane.

Le IV^e congrès national du *Samoobrona* RP est organisé le 24 mai 2003, quelques mois après les élections locales de l'automne 2002 qui, en dépit du bon résultat obtenu par ses candidats, n'ont pas permis d'enrayer la marginalisation institutionnelle du parti. Devant près de deux mille délégués réunis au Palais de la culture et de la science de Varsovie, Andrzej Lepper réaffirme avec force les ambitions gouvernementales du *Samoobrona* RP. Le congrès est d'ailleurs presque essentiellement consacré à la présentation du « programme socio-économique » que la formation aura vocation à mettre en œuvre lorsqu'elle sera parvenue au pouvoir. Elaboré au sein d'une cellule programmatique constituée principalement d'« experts » extérieurs au parti, ce nouveau programme témoigne d'une inflexion des modalités de légitimation de la prétention à l'occupation des postes de pouvoir politique mobilisées par les responsables du *Samoobrona* RP (1). L'élaboration et la publication d'un nouveau programme constituent les principaux éléments de

l'entreprise de redéfinition de l'identité du parti, dans le sens de sa modération, que ses représentants s'attachent à promouvoir dans le cadre de la campagne du referendum sur l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne des 7 et 8 juin 2003 (2).

1) Un programme d'« experts ».

L'élaboration d'un programme en bonne et due forme est érigée en priorité par la direction du *Samoobrona* RP dès le lendemain des élections locales de l'automne 2002. Alors que le parti a, à nouveau, été vilipendé tout au long de la campagne pour son absence de fond politique ainsi que pour l'irréalisme et la vacuité de ses propositions, une cellule programmatique est mise sur pied dès la fin de l'année¹. Présidée par Andrzej Lepper celle-ci est structurée autour d'une équipe d'une dizaine d'« experts » supposés indépendants. On trouve parmi eux, Anna Kalata, docteur en économie et candidate malheureuse sur les listes SLD-UP aux élections législatives de 2001, le général Zenon Poznański, ancien conseiller aux affaires de Défense au sein de la direction du SLD et auprès des Premiers ministres Józef Oleksy et Włodzimierz Cimoszewicz, ou encore Ryszard Czarnecki, ancien ministre des Affaires européennes du gouvernement Buzek, ancien président du ZChN et candidat malheureux à la députation sur les listes AWSP en 2001. Ces « experts » aux profils variés ont pour point commun de n'avoir jamais été membres ni du ZZR *Samoobrona* ni du *Samoobrona* RP, d'être détenteurs de diplômes du supérieur (plusieurs ont même le titre de docteur) et d'avoir exercé des fonctions de direction au sein de formations occupant une position centrale dans le champ politique, avant d'y être marginalisés. À l'inverse, hormis Lepper et quelques-uns de ses plus proches collaborateurs, notamment Krzysztof Filipiek, Stanisław Łyżwiński et Janusz Maksymiuk, on ne trouve aucun responsable national ou régional du ZZR *Samoobrona* parmi cette cellule programmatique du *Samoobrona* RP. Coordonné par Bolesław Borysiuk, docteur en sciences humaines et ancien conseiller auprès du comité central du PZPR², le travail de ces nouveaux « experts » du *Samoobrona* RP

¹ « Jesienny zaciąg Leppera », *Newsweek Polska*, 06/10/2002.

² Sur les « experts » recrutés par la direction du *Samoobrona* RP à partir de 1992 et sur le travail de la cellule programmatique alors mise sur pied : « Wszyscy ludzie Andrzeja Leppera », *Rzeczpospolita*, 22/03/2004.

aboutit à la publication du premier « programme socio-économique » du parti, lancé en grande pompe à l'occasion de son IV^e Congrès national le 24 mai 2003. Bien plus dense que l'ensemble des documents programmatiques jusqu'ici élaborés par le parti, il fait plus de cent pages, ce programme est organisé en quatre parties abordant respectivement la politique financière de l'État, l'économie, les affaires sociales et les affaires internationales¹. Il a vocation, selon Andrzej Lepper, à « permettre aux citoyens de prendre connaissance des décisions sages que *Samoobrona* entend mettre en œuvre pour réparer la République de Pologne »². Si, dans son contenu, ce programme ne marque pas une rupture nette par rapport à l'offre politique précédemment développée par la formation, notamment lors des élections de 2001, il témoigne d'une inflexion sensible des modalités de sa légitimation et d'un souci des dirigeants du *Samoobrona* RP de se donner à voir comme des responsables politiques modérés aptes à gouverner.

D'un côté, le nouveau programme du *Samoobrona* RP est présenté comme se plaçant dans la continuité des prises de position antérieures du parti, et du syndicat. « Le programme socio-économique du *Samoobrona* RP est le produit de nos quatorze années d'activité et de nos milliers de rencontres avec des citoyens », écrit ainsi Andrzej Lepper dans son préambule³. De fait, l'ambition du *Samoobrona* RP à incarner une « troisième voie de développement alternative au socialisme et au capitalisme » y est à nouveau affichée⁴. De même, on y retrouve les critiques virulentes de l'orientation libérale des réformes économiques mises en œuvre depuis 1989 ainsi que des « élites économique-politiques » dominantes – « le groupe d'oligarques qui s'accapare les richesses alors que le reste de la société vit dans la pauvreté »⁵ – par lesquelles les dirigeants du *Samoobrona* RP s'efforcent de se démarquer au sein du champ politique depuis plusieurs années. Enfin, l'offre de représentation généraliste du parti, sa prétention à incarner politiquement

¹ « Czas na nową siłę! Dajcie nam szansę! », intervention d'Andrzej Lepper au IV^e Congrès du *Samoobrona* RP, 24/05/2003. Texte de l'intervention disponible à l'adresse : www.Samoobrona.org.pl/pages/02.Partia/10.IV%20Kongres/01.Przemowienie/index.php, consulté le 1^{er} septembre 2010.

² « Odezwa Przewodniczącego Andrzeja Leppera do Delegatów na IV Nadzwyczajny Kongres Partii », mot d'accueil d'Andrzej Lepper aux délégués du IV^e Congrès du *Samoobrona* RP, 24/05/2003 : <http://www.Samoobrona.org.pl/pages/02.Partia/10.IV%20Kongres/04.Odezwa/index.php>, consulté le 1^{er} septembre 2010.

³ *Samoobrona* RP, *Program Społeczno-Gospodarczy Samoobrony RP*, Varsovie, mai 2003, p.3.

⁴ *Ibid.*, p.10.

⁵ *Ibid.*, p.3.

l' « ensemble de la société, les retraités, les pensionnés, les handicapés, les travailleurs des secteurs de la santé, de l'armée, de la police, les scientifiques, les entrepreneurs, ou encore les agriculteurs et les travailleurs »¹, y est elle aussi réaffirmée.

De l'autre côté, la publication du « programme socio-économique » marque une inflexion dans le mode de légitimation de la prétention à l'occupation des postes politiques mobilisé par les dirigeants du *Samoobrona* RP. Renonçant, partiellement du moins, à l'entreprise de subversion des règles dominantes de la politique institutionnelle entreprise suite à l'éviction d'Andrzej Lepper de la fonction de vice-Maréchal de la Diète, ils s'attachent en effet par celle-ci à mettre en avant leur compétence, leur sens des responsabilités et leur expertise. « Au nom de *Samoobrona*, [...] nous montrons à l'ensemble de la société par ce programme notre grande intelligence, notre bon sens et notre maturité politique », déclare ainsi Andrzej Lepper à la tribune du IV^e Congrès du *Samoobrona* RP². La rhétorique modérée et technique adoptée dans le programme, le « langage d'importance »³, témoigne de cette conformation aux pratiques légitimes d'argumentation politique. Premièrement, si la dénonciation des équilibres politiques et économiques en vigueur depuis le changement de régime reste omniprésente, elle prend une tout autre forme qu'auparavant. Dans le programme du *Samoobrona* RP, les critiques restent modérées aussi bien sur la forme – les insultes y sont bannies et la rhétorique adoptée est en conformité avec les critères habituels de grammaticalité – que sur le fond. Dans le programme, on ne trouve ainsi aucune attaque personnelle à l'égard de responsables politiques ayant exercé le pouvoir depuis 1989 dans le programme. Plus que les détenteurs des positions de pouvoir eux-mêmes ce sont désormais leurs politiques qui sont dénoncées, exception faite de Leszek Balcerowicz qui est à plusieurs reprises nommément mis en cause. Deuxièmement, c'est essentiellement le registre de la compétence que les dirigeants du *Samoobrona* RP mobilisent dans le cadre de leur nouveau programme pour légitimer leurs propositions. Afin de contrer les procès en démagogie et en inaptitude à gouverner dont ils sont l'objet, ils s'efforcent en effet de

¹ « Odezwa Przewodniczącego Andrzeja Leppera... », art.cit.

² *Ibid.*

³ Pierre Bourdieu définit le langage d'importance comme une rhétorique particulière dont la fonction est de dire combien ce qui est dit est important : Bourdieu Pierre, « Ce que parler veut dire », in Bourdieu Pierre, *Questions de sociologie, op.cit.*, p.104.

mettre en scène leurs connaissances en matière économique et sociale, le réalisme de leur projet ainsi que leur bonne compréhension des contraintes pesant sur l'action publique. Dans cette optique, le programme est émaillé de références à des exemples étrangers, notamment l'Espagne érigée en modèle de développement économique¹, et à des « intellectuels » réputés, par exemple le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz ou bien sûr Jean-Paul II. De même, le programme fourmille de statistiques, de graphiques ou encore de références à des textes de loi, mobilisés en soutien des diverses propositions programmatiques du parti. Des projections chiffrées des effets attendus de la politique du *Samoobrona* RP sur la croissance du PIB, la création d'emploi ou encore la réduction du déficit public sont même réalisées, une nouvelle fois censément par des « experts indépendants », afin de donner à voir leur efficacité et leur faisabilité².

Le lancement du nouveau programme du *Samoobrona* RP le 24 mai 2003 à l'occasion de son IV^e congrès, au cours duquel Andrzej Lepper, seul candidat, est sans surprise réélu à la présidence³, témoigne d'un souci de redéfinition identitaire du parti. En rupture avec l'image de formation extrémiste, démagogique, voire anti-démocratique qui est le sien depuis plusieurs années, il s'agit désormais pour ses dirigeants de le présenter comme un parti anti-libéral modéré, pleinement converti aux règles du jeu démocratique et en mesure de gouverner. Sans renoncer à leur positionnement atypique, la « Troisième voie », et à leur dénonciation des équilibres politiques et économiques en vigueur depuis le changement de régime, les responsables du *Samoobrona* RP s'efforcent ainsi de recentrer leur parti dans l'espace politique, de le faire reconnaître comme un protagoniste légitime du champ politique, fondé dans sa prétention à l'occupation de positions de pouvoir. Ayant réaffirmé les ambitions gouvernementales du *Samoobrona* RP, Andrzej Lepper déclare ainsi à la tribune du congrès :

« Aujourd'hui nous n'avons plus peur de ne pas disposer des compétences qu'il faut pour gouverner l'État si nous venons à obtenir le pouvoir. Nous les aurons. [...] *Samoobrona* sait ce qu'il faut faire, sait comment le faire, dispose des personnes appropriées pour le faire. *Samoobrona*, c'est une chance pour la Pologne. *Samoobrona* dispose désormais d'un « Programme de réparation de la République »,

¹ *Samoobrona* RP, « Program ... », op.cit., p.89.

² *Ibid.*, p.51.

³ « Wszyscy są złodziejami », *Gazeta Wyborcza*, 26/05/2003, p.4.

un programme social et économique, qui contient un programme de réparation des finances publiques. Nous pouvons réparer la République. Tout le monde attend notre action. [...] Et nous sommes prêts à le faire. Nous ne gâcherons pas cette chance. La Pologne et les Polonais attendent nos décisions sages et nos actions déterminées. »

Andrzej Lepper.

Extrait de l'intervention d'Andrzej Lepper au IV^e Congrès du *Samoobrona* RP le 24 mai 2003. www.Samoobrona.org.pl/pages/02.Partia/10.IV%20Kongres/01.Przemowienie/index.php.

C'est en pleine campagne électorale que le *Samoobrona* RP publie son nouveau « programme socio-économique ». Le IV^e congrès du parti se tient en effet moins de deux semaines avant le referendum sur l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne. Cette période d'exacerbation des interactions entre les différents protagonistes du champ politique et de publicisation accrue de leur activité offre l'opportunité aux responsables du *Samoobrona* RP de donner à voir leur modération et de promouvoir la nouvelle identité qu'ils s'efforcent de donner de leur parti, notamment par le biais de son nouveau programme.

2) La campagne référendaire de 2003 comme espace de promotion de la nouvelle identité du *Samoobrona* RP.

La signature du traité d'intégration de la Pologne à l'Union européenne le 16 avril 2003 par le Premier ministre Leszek Miller lors du Conseil européen d'Athènes, marque la fin des négociations d'adhésion ouvertes en mars 1998 par le gouvernement Buzek et poursuivies après 2001 en dépit du changement de majorité parlementaire. Elle ouvre la voie à l'entrée de la Pologne dans l'Union européenne le 1^{er} mai 2004, sous réserve de la ratification du traité lors d'un referendum programmé pour les 7 et 8 juin 2003.

Depuis le début des années 1990, le soutien à l'intégration européenne constitue une règle normative contraignant les acteurs engagés dans le champ politique polonais¹. Résistant aux diverses alternances politiques entre anciens communistes et anciens du mouvement Solidarité, le projet d'adhésion de la Pologne à la Communauté Economique Européenne, puis à l'Union européenne, s'impose progressivement

¹ Neumayer Laure, « L'enjeu européen dans les compétitions partisans en Europe Centrale », *Revue Française de Sciences Politiques*, vol.56, n°5, 2006, p.792.

comme une évidence transpartisane, comme une orientation politique légitimement indiscutable dans le débat public. Toutes approches critiques du projet européen tendent en effet à être assimilées à une remise en cause des transformations post-communistes dans leur ensemble et donc à une tentative de déstabilisation de la démocratie de marché naissante. À la veille du referendum des 7 et 8 juin 2003, l'adhésion est ainsi soutenue par l'ensemble des formations dominantes du champ politique. Parmi les groupements représentés à la Diète, seuls la LPR et le *Samoobrona* RP sont réputés y être hostiles.

L'étiquetage systématique de *Samoobrona* en tant que mouvement anti-européen remonte à la fin des années 1990. Les représentants du ZZR *Samoobrona* intègrent en effet alors une dénonciation virulente et généralisée du projet d'adhésion de la Pologne à l'Union européenne à l'offre de représentation qu'ils s'efforcent de promouvoir, notamment dans l'arène des mobilisations protestataires¹. À la manière de la « Thérapie de choc » initiée par Leszek Balcerowicz, ils érigent l'Union européenne en symbole de l'« ultra-libéralisme impitoyable » et de la « mondialisation inhumaine » qui seraient, selon eux, responsables de la paupérisation des groupes qu'ils prétendent représenter syndicalement puis politiquement². La comparant à l'envi à l'URSS, voire au III^e Reich nazi, ils n'hésitent ainsi pas à dépeindre l'Union européenne comme un véritable instrument de « pillage économique » de la Pologne, aux mains des grandes puissances occidentales, particulièrement la France et l'Allemagne³. Pour eux, ce pillage se réaliserait avec la connivence des dirigeants polonais, présentés comme corrompus et incompetents, et accusés de brader la Pologne aux multinationales occidentales dans le cadre des négociations d'adhésion. Ces prises de position résolument anti-intégration, en rupture avec la règle normative de soutien à l'entrée de la Pologne dans l'Union européenne dominante dans le champ politique, sont réaffirmées par les députés du *Samoobrona* RP suite à leur entrée au Parlement en 2001, notamment dans les

¹ Sur l'évolution du positionnement des responsables du ZZR *Samoobrona* sur l'enjeu européen au cours des années 1990, nous nous permettons de renvoyer à notre article : Pellen Cédric, « Le positionnement européen de *Samoobrona* : du rejet radical à l'« euroréalisme » », Neumayer Laure, Roger Antoine & Zalewski Frédéric (dir.), *L'Europe Contestée. Espaces et enjeux des positionnements contre l'intégration européenne*, Paris, Michel Houdiard Editeur, 2008, p.15-33.

² Dans ce ton : Michałowski Witold Stanisław, « Jesteśmy w Europie », intervention au Congrès du ZZR *Samoobrona*, 05/05/1999, www.samoobrona.org.pl, consulté le 1^{er} septembre 2010.

³ Gładkiewicz Westyna, « *Samoobrona Rzeczypospolitej Polskiej* », *art.cit.*, p.54.

semaines suivant l'éviction d'Andrzej Lepper de son poste de Vice-maréchal de la Diète. Elles participent grandement à la généralisation de la stigmatisation du *Samoobrona* RP en tant que formation « eurosceptique », « radicale » ou encore « populiste », et à l'ostracisation de ses représentants dans l'arène de la politique institutionnelle.

Dès l'annonce de l'organisation du referendum pour le mois de juin, les partisans de l'adhésion, soit l'ensemble des acteurs dominants du champ politique, s'entendent pour largement dépolitiser la campagne référendaire, pour présenter l'intégration de la Pologne à l'Union européenne, non comme un choix politique sujet à débat, mais comme un processus historique et civilisationnel inéluctable. Dans cette optique, le camp du « oui » mène une campagne de grande ampleur, déconnectée des polémiques politiques nationales, et visant essentiellement à convaincre les électeurs de se rendre aux urnes¹. Celle-ci peut s'appuyer sur les programmes d'information du gouvernement, sur les campagnes des principales formations de gauche comme de droite, le SLD, l'UP, la PO et, dans une moindre mesure le PiS et le PSL, mais aussi sur le soutien précieux de deux des personnalités publiques les plus populaires de Pologne, le président Aleksander Kwaśniewski et surtout l'idolâtré pape Jean-Paul II.

Dans ce contexte de promotion quasi unanime de l'adhésion, la direction du *Samoobrona* RP infléchit sensiblement son attitude à l'égard de l'Union européenne en décidant, contre toute attente, de ne pas donner de consigne de vote pour le referendum des 7 et 8 juin, laissant ainsi la LPR défendre seule la cause du « non ». Le 13 avril 2003, à l'occasion d'une réunion publique à Poznań, Andrzej Lepper annonce en effet que le *Samoobrona* RP « laissera les gens décider comme ils l'entendent. Nous ne voulons pas leur imposer quoi que ce soit »². Sous le slogan « L'Union européenne ? Le choix t'appartient ! » (« *Unia Europejska ? Wybór należy do Ciebie !* »), les représentants du parti mènent ainsi une campagne pour le moins ambiguë, au cours de laquelle ils affirment leur attachement au projet européen, tout en dénonçant avec véhémence les coûts de l'adhésion polonaise. S'ils reconnaissent désormais, en accord avec les partisans du « oui », la dimension historique de

¹ La principale crainte des partisans de l'adhésion est en effet que la participation ne dépasse pas le seuil de 50% nécessaire à la validation du referendum.

² « Niech się wypowiedzą », *Gazeta Wyborcza*, Poznań, 14/04/2003, p.4.

l'élargissement de l'Union européenne à la Pologne et son caractère inéluctable, ils considèrent que les conditions concrètes de l'adhésion sont extrêmement mauvaises. Andrzej Lepper persiste ainsi, dans la continuité de ses sorties de la fin des années 1990 et du début de la IV^e législature, à accuser régulièrement lors de ses interventions publiques les gouvernements successifs de ne pas avoir su défendre les positions polonaises et d'avoir bradés les intérêts nationaux lors des négociations avec Bruxelles¹.

Cette attitude paradoxale des responsables du *Samoobrona* RP, mi-soutien, mi-rejet, doit se comprendre à l'aune de l'entreprise de redéfinition de l'offre politique de la formation entreprise depuis la fin de l'année 2002. Alors que la cellule programmatique du parti travaille à la rédaction d'un programme ayant vocation à donner à voir leur compétence et leur aptitude à gouverner, la « modération » par les porte-parole du *Samoobrona* RP de leur position à l'égard de l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne leur offre l'opportunité de tenter de rompre avec l'image de responsables politiques radicaux qui est la leur depuis des années. En ne prenant pas ouvertement position pour ou contre l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne ils cherchent en effet à se recentrer dans l'espace politique sans pour autant renier l'offre de représentation développée avec succès lors des élections de 2001.

D'un côté, ils aspirent, en ne faisant pas ouvertement campagne contre l'adhésion, à se démarquer de la LPR et à se faire reconnaître comme des protagonistes légitimes du champ politique². Lors des nombreuses interviews qu'il accorde au cours de la campagne référendaire, Andrzej Lepper récuse ainsi systématiquement les qualificatifs d'« eurosceptique » et de « populiste » qui lui sont affublés, s'efforçant de se présenter comme un homme politique modéré et pragmatique :

¹ Voir par exemple : Lepper Andrzej, « Unia Europejska », intervention devant la Diète, 26 janvier 2003, www.Samoobrona.org.pl/pages/05.Unia/index.php?document=86.html, consulté le 1^{er} septembre 2010. Au cours de cette intervention devant les députés, le président du *Samoobrona* RP accuse le gouvernement d'insuffisamment défendre les intérêts polonais et de faire des concessions, à ses yeux excessives, aux institutions européennes.

² Andrzej Lepper va même parfois jusqu'à reprocher à la LPR son dogmatisme et son radicalisme sur les questions européennes : Lepper Andrzej, « *Samoobrona* RP o Unii Europejskiej », 2003, www.Samoobrona.org.pl/pages/05.Unia/index.php?document=99.ue.html, consulté le 1^{er} septembre 2010.

« Les personnes se trouvant à la tête de l'État, particulièrement le Président de la République et les dirigeants des principales forces politiques, essaient de donner du *Samoobrona* RP dans les médias une image fautive et distordue. Récusant une nouvelle fois le soutien que la société nous a exprimé lors d'élections démocratiques, les élites politiques décrivent le *Samoobrona* RP comme un parti antieuropéen, dont l'objectif est de laisser la Pologne en dehors de l'Europe tel un petit village de paysans miséreux. [...] À l'inverse de ce que prétend le Président de la République lorsqu'il décrit notre parti comme antieuropéen, notre position au sujet de l'Union européenne est claire et nous la présentons sans ambiguïté dans toutes les tribunes dont nous pouvons disposer. Nous sommes réalistes et nous estimons que l'adhésion à l'Union européenne, si elle constitue une réelle chance de développement économique et d'amélioration des conditions de vie pour les citoyens, doit se faire dans de bonnes conditions. »

Andrzej Lepper.

Cité in : « Ostatni gong przed wejściem do Unii Europejskiej- Rozmowa z Andrzejem Lepperem », *VIP*, n°4 (33), avril 2003.

De l'autre côté, les critiques répétées des conditions d'adhésion négociées par les gouvernements polonais permettent aux dirigeants du *Samoobrona* RP de continuer à entretenir leur image de responsables politiques en rupture avec les équilibres politiques dominants. Cependant, à la différence de celle menée à la fin des années 1990 et dans les premiers mois de la IV^e législature, cette entreprise de dénonciation reste limitée lors de la campagne référendaire de 2003, aussi bien sur le fond, les porte-parole du parti ne remettent guère plus en cause le principe même de l'intégration européenne, que sur la forme, ils mobilisent désormais des modes d'expressions « classiques » pour promouvoir leurs positions. Aux pratiques étiquetées comme radicales et aux déclarations fracassantes qui ont fait leur renommée, ils substituent des biens programmatiques répondant aux canons de l'argumentaire partisan légitime et témoignant selon eux du sérieux, de la crédibilité et de la cohérence de leur positionnement sur la question européenne. Au cours de la campagne, ils mobilisent une multitude de statistiques, de graphiques et de rapports d'« experts indépendants » pour légitimer leur position ambiguë, particulièrement à partir de la fin mai et de la publication du programme socio-économique du *Samoobrona* RP.

Au final, le refus des dirigeants du *Samoobrona* RP de se prononcer pour ou contre l'adhésion à l'Union européenne dans les semaines précédant le referendum des 7 et 8 juin 2003, en plus de leur éviter de prendre position sur une question délicate loin de

faire consensus parmi leurs sympathisants¹, leur permet de profiter de la campagne électorale pour promouvoir la nouvelle identité dont ils cherchent à doter leur formation. Systématiquement muni d'un exemplaire du nouveau programme du *Samoobrona* RP, Andrzej Lepper s'efforce lors de ses nombreuses interventions publiques dans les derniers jours de la campagne d'élargir son propos au-delà de la seule question européenne. Appelant à l'organisation d'élections législatives anticipées, il se pose en candidat au poste de Premier ministre et multiplie les prises de position argumentées sur des sujets aussi variés que la dette publique, l'emploi, la fiscalité, le fonctionnement des institutions, l'agriculture ou encore la politique étrangère. Dans les mois suivant le referendum, au cours duquel l'adhésion polonaise à l'Union européenne est finalement confirmée à une large majorité par les citoyens polonais², les responsables du *Samoobrona* RP renoncent presque totalement aux pratiques étiquetées comme radicales qu'ils ont mobilisées au début de la législature. Confirmant leur conversion aux règles dominantes du champ politique, ils s'efforcent désormais, en mettant en avant le sérieux du nouveau programme du *Samoobrona* RP, de promouvoir leur identité de responsables politiques compétents, raisonnés et modérés.

B) Donner à voir la respectabilité.

Au début de l'année 2004, les différents sondages d'opinion créditent le *Samoobrona* RP d'intentions de vote extrêmement élevées, entre 20 et 30%, qui font de lui un prétendant sérieux à l'exercice du pouvoir gouvernemental. Bien que s'efforçant désormais de se présenter comme des responsables politiques respectables, porteurs d'un projet politique réaliste et conforme aux normes démocratiques, les dirigeants du parti peinent à rompre avec leur image de protagonistes illégitimes du champ politique. Alors que les élections européennes du mois de juin 2004, les premières du genre pour la Pologne, se déroulent dans un contexte politique extrêmement incertain

¹ Selon une enquête sortie des urnes, l'électorat *Samoobrona* est extrêmement divisé au sujet de l'adhésion : 50,3% s'exprimant pour, 47,3 contre. Cf. Szczerbiak Aleks, « History Trumps Government Unpopularity : The June 2003 Polish EU Accession Referendum », in Taggart Paul & Szczerbiak Aleks (dir.), *EU Enlargement and Referendums*, Oxon, Routledge, 2005, p.128-129.

² Les 7 et 8 juin 2003, 77% des votants se prononcent en faveur de l'adhésion contre seulement 23% contre. La participation atteignant les 59%, le referendum est valide. Le traité d'adhésion définitif de la Pologne à l'Union Européenne est donc ratifié. Les résultats détaillés du referendum sont disponibles sur le site de la Commission électorale nationale : <http://referendum.pkw.gov.pl>, consulté le 1^{er} septembre 2010.

qui participe à les faire percevoir comme un « galop d'essai » dans l'optique de probables élections législatives anticipées (1), les représentants du *Samoobrona* RP s'efforcent une nouvelle fois de profiter de la campagne électorale pour promouvoir la nouvelle identité de leur formation (2). Outre le sérieux de leur nouveau positionnement européen et, surtout, de leur « programme socio-économique » publié l'année précédente, ils n'ont de cesse d'insister sur la compétence et l'expertise de leurs candidats à un poste de député européen. Contrairement aux élections précédentes, la plupart des places sur les listes du *Samoobrona* RP sont réservées à des individualités extérieures au *ZZR Samoobrona* détentrices de propriétés traditionnellement valorisées dans le champ politique (3).

- 1) Les élections européennes de juin 2004 : un galop d'essai pour de futures législatives.

Au début de l'année 2004, la popularité du Premier ministre Leszek Miller est au plus bas, battant même les records de son prédécesseur Jerzy Buzek. Selon un sondage CBOS, Leszek Miller ne dispose plus au mois de mars 2004 que de 8% d'opinions favorables, près de 60% des sondés jugeant négativement l'action de son gouvernement¹. Trois éléments principaux sont communément avancés pour expliquer cette chute de popularité spectaculaire du gouvernement et de son Premier ministre depuis le début de la législature. Premièrement, leur incapacité à enrayer la crise économique et sociale qui touche la Pologne depuis la fin des années 1990. En dépit d'une augmentation sensible de la croissance du PIB en 2003, après deux années de net ralentissement, le chômage reste en effet très élevé au début de l'année 2004, à près de 20% de la population active, tout comme la pauvreté qui atteint alors des niveaux inégalés depuis une dizaine d'années². Deuxièmement, l'hostilité suscitée par

¹ « Stosunek do rządu i Premiera po zapowiedzi dymisji », *Komunikat z badań*, Varsovie, CBOS, avril 2004.

² Selon Anna Szukielojć-Bieńkuńska de l'Agence Centrale des Statistiques (GUS), pas moins de 57% des Polonais vivaient en 2004 sous le seuil du minimum social tel que défini par l'Institut du Travail et des Etudes Sociales de Varsovie (IPISS), 20% gagnant moins que la moitié du revenu médian : Szukielojć-Bieńkuńska Anna, « Poverty and social exclusion in Poland », papier présenté au colloque de l'INSEE « International seminar on poverty measurement », Paris, 02/12/2005 ; sur l'augmentation de la pauvreté en Pologne au début des années 2000, on se référera également à : Paci Pierella, Sasin Marcin J. & Verbeek Jos, « Economic growth, income distribution and poverty in Poland during transition », *World Bank Policy Research Paper*, n°3467, 2004. Sur l'augmentation sensible du sentiment de pauvreté parmi la population polonaise entre 1997 et 2004 : « The feeling of threat of

l'annonce d'un vaste plan de restructuration des finances publiques par le ministre de l'Economie, du Travail et des Politiques sociales Jerzy Hausner en janvier 2004¹. Prévoyant notamment une réduction drastique des effectifs de la fonction publique, une réforme de la fiscalité et une baisse des prestations sociales, ce plan d'austérité est critiqué par les principales formations parlementaires d'opposition, exception faite de la direction de la PO², par l'ensemble des syndicats, notamment le NSZZ « S » et l'OPZZ, pourtant allié traditionnel du SLD³, mais également par certains députés de la majorité qui dénoncent son orientation résolument libérale⁴. Par ailleurs, d'après une enquête d'opinion abondamment commentée par les journalistes, qui y voient un signe supplémentaire d'une rupture entre le SLD et son électorat, ce plan est soutenu par moins d'un tiers des Polonais⁵. Troisièmement, la multiplication des scandales politico-financiers impliquant des membres de la majorité parlementaire et du gouvernement. Le plus célèbre d'entre eux est sans conteste l'affaire Rywin, dit « Rywingate » [Voir encadré]. Mettant directement en cause le Premier ministre, il est l'objet d'une attention médiatique et politique particulière tout au long des années 2003 et 2004, la télévision retransmettant en direct les sessions houleuses de la commission d'enquête parlementaire mise sur pied pour l'éclairer.

L'affaire Rywin est un scandale politico-financier qui éclate en décembre 2002 suite à la publication par le quotidien *Gazeta Wyborcza* d'un article révélant que Lew Rywin, le président de Canal+ Pologne aurait quelques mois auparavant fait une offre illégale au rédacteur en chef du journal Adam Michnik. Il lui aurait en effet proposé, contre plusieurs millions de Złoty, d'intervenir auprès du Premier ministre Leszek Miller afin de faire adopter une loi favorisant les projets de développement dans le secteur télévisuel de la maison-mère du quotidien, *Agora*. Dès le mois de janvier 2003, la Diète crée une Commission d'enquête spéciale consacrée à cette affaire. Les travaux de celle-ci, extrêmement médiatisés, se prolongent tout au long de l'année et donnent une ampleur considérable à l'affaire qui touche de nombreuses personnalités de premier rang. Bien qu'elles ne soient jamais formellement avérées, les suspicions de corruption contre le Premier ministre Miller nuisent particulièrement à son image et à sa popularité.

poverty and the perceived scale of poverty in Poland », *Polish Public Opinion*, Varsovie, CBOS, avril 2004, p.3-4.

¹ « Obrona Hausnera », *Gazeta Wyborcza*, 17/01/2004, p.1.

² « Jak wygrać na kryzysie », *Gazeta Wyborcza*, 10/02/2004, p.7.

³ « OPZZ : SLD to żadna lewica », *Gazeta Wyborcza*, 29/01/2004, p.7.

⁴ « Sojusz z Hausnerem », *Gazeta Wyborcza*, 26/01/2004, p.4.

⁵ « Opinie o planie Hausnera », *Komunikat z badań*, Varsovie, CBOS, février 2004.

L'impopularité croissante du Premier ministre et la baisse sensible des intentions de vote en faveur du SLD qui l'accompagne sont vectrices de vives tensions au sein des formations au pouvoir. Déjà fragilisé au Parlement après avoir évincé le PSL de la coalition en mars 2003¹, Leszek Miller doit faire face au début de l'année 2004 à une multiplication des critiques en provenance de son propre camp. Alors que le plan Hausner divise la direction du SLD, Leszek Miller annonce sa démission de la présidence du parti à la fin du mois de février 2004. Ce faisant, il espère, de son propre aveu, apaiser les dissensions qui animent la formation et parvenir à assurer une majorité au Parlement au plan de restructuration des finances publiques porté par son ministre de l'Economie et du Travail². Ce calcul s'avère erroné. Les remises en cause de l'autorité de Leszek Miller et de sa légitimité à diriger le gouvernement se multiplient en effet au sein du SLD et de l'UP dans les semaines suivant son départ. Alors qu'au début du mois de mars 2004 les différents instituts de sondage créditent le SLD d'à peine 10% des intentions de vote, loin derrière la PO, le *Samoobrona* RP et le PiS³, plusieurs responsables influents de la majorité parlementaire, au premier rang desquels le Maréchal de la Diète Marek Borowski, prennent publiquement position en faveur d'une démission immédiate de Leszek Miller de son poste de Premier ministre⁴. Ces tensions aboutissent à une scission au sein du SLD à la fin du mois de mars 2004. À la suite de Borowski, une dizaine de députés quittent la formation pour créer un nouveau parti qui prend le nom de *Socjaldemokracja Polska* (SdPi)⁵. Dans ce contexte, afin d'éviter une motion de censure à la Diète, Leszek Miller se résigne finalement le 26 mars à annoncer sa démission de son poste de Premier ministre pour le 2 mai 2004⁶. Celle-ci est immédiatement acceptée par le Président de la République Aleksander Kwasniewski qui depuis plusieurs mois ne fait guère mystère de son animosité à l'égard du Premier ministre. Le 1^{er} mai 2004, l'intégration formelle de la Pologne à l'Union européenne, pourtant attendue depuis

¹ Entré en conflit avec la direction du PSL, notamment sur la question de l'instauration d'une vignette automobile que le parti paysan refuse de soutenir, le Premier ministre Leszek Miller annonce le 1^{er} mars 2003 avoir pris la décision de rompre l'accord de coalition unissant le SLD-UP et le PSL. Les deux ministres PSL du gouvernement, Jarosław Kalinowski (vice-Premier ministre, ministre de l'Agriculture) et Stanisław Żelichowski (ministre de l'Environnement), sont démis de leurs fonctions dès le 3. Cf. « Mniejsza mniejszość na ludowo », *Rzeczpospolita*, 03/03/2003.

² « Test Millera to plan Hausnera », *Gazeta Wyborcza*, 18/02/2004, p.2.

³ « Preferencja partyjne w marcu », *Komunikat z badań*, Varsovie, CBOS, mars 2004 ; voir également « Takiego SLD już nie będzie », *Gazeta Wyborcza*, 01/03/2004, p.16.

⁴ « W SLD nie palą się rozłamu », *Gazeta Wyborcza*, 09/03/2004, p.6.

⁵ « Zagotowana lewica », *Rzeczpospolita*, 25/03/2004.

⁶ « Miller Odchodzi », *Gazeta Wyborcza*, 27/03/2004, p.1 ; « Leszek Miller rezygnuje », *Rzeczpospolita*, 27/03/2004.

près de quinze ans, est ainsi largement éclipsée par le départ de Leszek Miller et par l'annonce de son remplacement par le ministre des Finances sortant Marek Belka – d'autant plus que les tractations engagées par ce dernier pour assurer une majorité à son nouveau gouvernement s'avèrent extrêmement délicates et laissent planer un doute sur l'organisation d'élections législatives anticipées, qu'appelle de leurs vœux l'ensemble des formations de l'opposition.

C'est donc dans un contexte politique extrêmement tendu et incertain que se déroulent les premières élections européennes polonaises le 13 juin 2004. Plus que comme une échéance de dimension continentale, elles sont appréhendées par l'ensemble des formations politiques comme une sorte de « galop d'essai », comme une évaluation des rapports de force dans l'optique d'éventuelles élections législatives anticipées¹. Fort de sondages extrêmement flatteurs, plaçant leur parti au coude à coude avec la PO avec près de 30% d'intentions de vote, les dirigeants du *Samoobrona* RP abordent le scrutin avec, pour la première fois, le statut non pas d'outsiders, mais de favoris². Face à un SLD à l'agonie, qui selon différents sondages réalisés au début du mois d'avril ne franchirait même pas la barre des 5%³, Andrzej Lepper ambitionne de profiter des élections européennes pour imposer le *Samoobrona* RP comme un prétendant sérieux à l'exercice du pouvoir en cas d'alternance.

2) Une occasion de réaffirmer la « normalité » du *Samoobrona* RP.

Au début de l'année 2004, la spectaculaire hausse de popularité du *Samoobrona* RP attestée par les sondages d'opinion s'accompagne d'une recrudescence de la couverture accordée par les médias au parti et à ses dirigeants, principalement Andrzej Lepper qui focalise l'attention journalistique. En dépit des efforts entrepris par ces derniers pour promouvoir leur respectabilité et leur conversion aux règles dominantes du jeu politique, le parti reste alors essentiellement présenté comme un

¹ Richard François, « Pologne : Bouleversement du paysage politique ou permanence des grands clivages ? », *Revue Politique et Parlementaire*, n°1031, 2004 p.105-113.

² Dans un sondage *Rzeczpospolita* du 31 mars 2004, *Samoobrona* est ainsi placé en première position avec 29% d'intentions de vote.

³ Dans un sondage OBOP réalisé entre le 1^{er} et le 4 avril, le SLD est ainsi crédité de seulement 4% d'intentions de vote en cas d'élections anticipées : derrière la PO (33%), le *Samoobrona* RP (24%), le SdIP (10%), le PiS (7%), le LPR et le PSL (5%), mais devant son partenaire au gouvernement l'UP (2%) : « OBOP : PO przed *Samoobrona* », *Gazeta Wyborcza*, 17/04/2004, p.3.

protagoniste illégitime du champ politique, comme un mouvement « populiste » surfant sur la vague de mécontentements suscités par la crise économique et la crise du SLD, et dont la potentielle arrivée au pouvoir ferait peser une menace sur le caractère démocratique de l'État polonais¹. Dans ce contexte, tout en dénonçant avec véhémence la partialité des médias, les dirigeants du *Samoobrona* RP appréhendent une nouvelle fois la campagne des élections européennes de 2004, qui sont alors unanimement perçues comme une répétition générale d'élections législatives anticipées qui paraissent imminentes, comme une opportunité pour donner à voir leur modération, leur compétence et leur aptitude à gouverner.

Afin de rompre définitivement avec l'étiquette stigmatisante d'« eurosceptiques » qui continue à leur être affublée, les représentants du *Samoobrona* RP adoptent au cours de la campagne, que ce soit dans leurs documents programmatiques ou lors de leurs interventions publiques, une posture vis-à-vis des institutions communautaires qui, exception faite de la question des conditions d'adhésion, ne les différencie plus guère des principaux partis de gouvernement. Si Andrzej Lepper continue à plaider avec force pour une renégociation du traité d'Athènes, il oublie ses réserves de 2003, et affirme désormais ouvertement que son parti est, et à toujours été, favorable à l'intégration de la Pologne à l'Union européenne². Il appréhende certes les rapports entre la Pologne et les institutions communautaires de façon conflictuelle, en érigeant la défense des intérêts nationaux comme la priorité de toute politique européenne, mais cette attitude, loin de l'isoler, est alors partagée par l'ensemble des partis en lice, y compris par les plus fervents partisans du projet européen³. Sur le fond, les positions portées par le *Samoobrona* RP au cours de la campagne électorale paraissent d'ailleurs très proches de celles affichées par le PiS. Ces formations plaident en effet toutes deux en faveur d'une Europe des Nations et d'une levée immédiate de toutes les restrictions, ou limitations, imposées aux Polonais dans les aides économiques et dans leur accès au marché du travail des autres États membres.

¹ Dans cette optique, voir par exemple le dossier spécial réalisé par l'hebdomadaire *Polityka* : « Jaka byłaby Polska pod rządami Lepera », *Polityka*, 20/03/2004, ou encore, dans un ton encore plus acerbe, « Pragnienia Samoobrony », *Wprost*, 08/05/2004.

² « Biało-Czerwoni idą do Strasburga », *Forum Psychologiczne*, 30/05/2004.

³ Richard François, *art.cit.*, p.106.

Cependant, plus qu'à défendre cette nouvelle approche de la question européenne, qualifiée par Lepper d'« euroréaliste », les dirigeants du *Samoobrona* RP consacrent l'essentiel de leur campagne à promouvoir le programme socio-économique lancé en mai 2003 et surtout à vanter la compétence et le savoir-faire de leurs candidats. Dans la perspective des élections européennes, les dirigeants du parti ont en effet profondément renouvelé les modalités de sélection de ses candidats, privilégiant des individualités détentrices de propriétés traditionnellement valorisées dans le champ politique aux militants du *ZZR Samoobrona*.

3) La promotion d'un personnel politique légitime : envoyer un « corps étranger » à Strasbourg.

« C'était la première fois que j'étais candidat pour une élection quelconque, soit nationale soit européenne. Je n'avais jamais fait de politique auparavant. Je voulais faire quelque chose pour l'Europe. J'étais ravi à l'idée de l'entrée de la Pologne dans l'Union européenne en 2004 et, en voulant améliorer mon sort et celui de l'Europe, j'ai voulu devenir député européen. D'abord j'ai essayé de le faire avec un petit groupe de gens apolitiques, avec un comité de citoyens indépendant, mais ça n'a pas marché. Quelques jours avant la date limite d'inscription des listes électorales, nous avons constaté l'échec de cette tentative. [...] Il y avait un collègue, un ami qui m'aidait [avec ce projet de comité de citoyens]. Le 1^{er} mai quand il m'a annoncé par téléphone que ça ne marcherait pas, qu'on n'arriverait pas à présenter des listes, il a ajouté qu'il connaissait le portable de Lepper [...] Voilà. Donc, le jour J mon ami avait le portable de Lepper. Or la presse disait que Lepper cherchait des gens, donnait des places à des personnes étrangères au parti. [...] Et alors je me suis immédiatement manifesté auprès du chef de *Samoobrona*. Le 1^{er} mai, quelques heures après l'entrée de la Pologne dans l'Union, c'était un samedi, à 16h. Et donc Lepper a dit : « qu'il vienne lundi matin à Varsovie ». Je vivais tranquillement en Belgique depuis des années, ça faisait treize ans que je n'avais pas pris l'avion. À ce moment-là, j'avais mes obligations à Bruxelles. Et là je devais me rendre presque immédiatement à Varsovie. Donc j'ai pris un avion le lundi à 7 heures du matin et à 18h j'étais déjà de retour et je reprenais mon travail à Bruxelles. C'était le 3 mai, jour de fête nationale polonaise, un jour férié en Pologne. Lepper m'a causé quelques minutes, il n'avait pas le temps, il se rendait à Strasbourg tout de suite après car depuis deux jours il était devenu député européen à titre plein¹. [...] Disons que j'avais un peu d'argent à utiliser dans la campagne, je parlais des langues étrangères, j'étais éduqué, j'étais diplômé de l'université catholique de Lublin, je crois que cela lui a inspiré confiance, un Polonais qui a réussi à l'étranger... Les gens de ce parti aiment s'entourer de gens riches... [Je suis allé vers *Samoobrona*] parce que

¹ Entre l'adhésion et les élections européennes, la délégation polonaise au Parlement Européen est constituée de députés nationaux sélectionnés à la proportionnelle par les différents clubs parlementaires représentés à la Diète.

c'était le seul parti qui distribuait des postes, qui avait besoin de gens, c'était ma seule chance. *Samoobrona* à l'époque a donné des places, treize têtes de liste dans le pays. Elle les a données, non pas aux membres du parti, non pas aux dirigeants, ni aux membres de niveau moyen ou bas, mais *Samoobrona* a distribué ces places parmi des businessmen, des hommes d'affaires, des gens connus... [...]. Voilà, des gens qui avaient de l'argent, qui pouvaient financer leur propre campagne électorale. *Samoobrona* étant un parti populiste avec des membres très souvent non-instruits, sans éducation, sans connaissance de langues, elle a décidé de n'envoyer personne de son parti à Bruxelles et à Strasbourg. Elle a demandé... elle a envoyé un corps étranger [...] Et donc moi je me suis inscrit dans ce parti pour avoir une place. J'ai eu la tête de liste dans l'une des 13 circonscriptions en Pologne. Je viens de l'Est, de Podlasie, mais j'étais candidat en Grande-Pologne, à l'Ouest du pays. »

Jan Masiel.

Entretien réalisé à Bruxelles le 19 février 2009.

Ce témoignage de Jan Masiel, psychologue à Bruxelles et tête de liste *Samoobrona* RP dans la circonscription de Grande-Pologne pour les élections européennes, illustre l'originalité de la procédure de sélection des candidats mise en œuvre par le parti à l'occasion du scrutin du 13 juin 2004. Contrairement aux élections législatives de 2001, les responsables du *Samoobrona* RP, qui étant déjà tous députés nationaux ne candidatent pas eux-mêmes¹, ne puisent en effet qu'à la marge dans la base militante de leur formation pour constituer les listes et s'attachent plutôt à promouvoir des nouveaux venus qui lui sont extérieurs. Sur les 126 candidats présentés par le *Samoobrona* RP dans l'ensemble des 13 circonscriptions électorales définies pour les élections européennes, la plupart n'ont adhéré au parti que quelques semaines avant les élections, souvent après leur désignation en tant que candidat. Deux facteurs principaux ont présidé à la sélection de ces candidats « étrangers » au *Samoobrona* RP.

Le premier est la conformité de leurs propriétés socioprofessionnelles avec les règles traditionnelles de sélection du personnel politique en Pologne. Dans le cadre de leur entreprise de conformation du parti aux règles dominantes du champ politique, et afin de contrer les procès en illégitimité dont ils restent l'objet, les dirigeants du parti s'attachent à présenter des candidats détenteurs de capitaux témoignant selon eux de leur compétence et de leur aptitude à l'occupation de postes de pouvoirs politiques. Le 24 avril, lors du meeting de lancement de la campagne du parti pour les élections

¹ Le mandat de député européen ne peut en effet être cumulé avec celui de député national.

européennes, Andrzej Lepper déclare ainsi : « Nous allons aux élections avec la force de notre programme et de nos candidats. Sur les listes *Samoobrona* se trouveront des personnes préparées professionnellement, avec des diplômes élevés et une bonne connaissance des langues étrangères. Ils seront en mesure de représenter dignement la Pologne au Parlement Européen »¹. Alors que la base militante du *Samoobrona* RP reste essentiellement celle du ZZR *Samoobrona*, rares sont les membres du parti à détenir de telles caractéristiques. La plupart d'entre eux sont en effet des agriculteurs dépourvus de diplômes supérieurs. C'est donc à l'extérieur du parti que les dirigeants de celui-ci s'efforcent de trouver les candidats correspondant à leurs attentes. Si certains, comme Jan Masiel, sollicitent d'eux-mêmes une place sur les listes, la plupart est contactée par Andrzej Lepper dans les premiers mois de l'année 2004, notamment parmi les « experts » ayant participé à l'élaboration du programme socio-économique du parti en 2003². Au final, fort de sondages très élevés, les dirigeants du *Samoobrona* RP parviennent sans difficulté à attirer à eux des individualités détentrices de propriétés traditionnellement valorisées dans la compétition politique. En témoigne l'observation de la composition des listes de candidats déposées par le *Samoobrona* RP auprès de la Commission Electorale Nationale au début du mois de mai. Celles-ci donnent en effet à voir la prédominance des candidats se rattachant à une profession dite « supérieure », car indiquant la possession d'un capital économique, culturel ou scolaire élevé, et, à l'inverse, la marginalisation des candidats déclarant exercer une profession agricole.

Tableau 37 : Composition des listes du comité *Samoobrona* RP aux élections européennes du 13 juin 2004.

Circonscription			Ensemble des listes <i>Samoobrona</i> RP			Tête de liste					
N°	Nom	Nombre de mandats de députés européens en jeu	Nombre de candidats	Pourcentage de déclarants d'une profession agricole	Pourcentage de déclarants d'une profession supérieure	Nom	Prénom	Profession	Profession agricole	Profession supérieure	Résidant dans la circonscription
1	Gdańsk	2	9	33,3	100	Sedler	Bogdan	Ingénieur en mécanique	Non	Oui	Oui
2	Bydgoszcz	1	10	20	80	Nowakowski	Waldemar	Ingénieur en électronique	Non	Oui	Oui
3	Olsztyn	2	10	20	100	Borysiuk	Bolesław	Politologue	Non	Oui	Non
4	Varsovie 1	6	10	0	100	Woszczerowicz	Michał	Economiste	Non	Oui	Non
5	Varsovie 2	3	10	20	70	Czarnecki	Marek	Avocat	Non	Oui	Non

¹ « Wiadomości Samoobrony », *Chłopska droga*, 09/05/2004.

² « Pięć europejskich asów Samoobrony », *Gazeta Wyborcza*, 18/03/2004, p.4.

6	Lódź	4	10	0	100	Golik	Bogdan	Entrepreneur, directeur d'entreprise	Non	Oui	Non
7	Poznań	5	10	30	100	Masiel	Jan	Psychologue, linguiste	Non	Oui	Non
8	Lublin	4	9	11,1	100	Kuc	Wiesław	Ingénieur agricole	Oui	Oui	Non
9	Rzeszów	2	10	10	90	Lewiński	Andrzej	Juriste	Non	Oui	Non
10	Kraków	8	10	0	50	Rutowicz	Leopold	Economiste	Non	Oui	Oui
11	Katowice	8	9	11,1	88,9	Sudoł	Tomasz	Entrepreneur	Non	Oui	Non
12	Wrocław	7	10	10	90	Czarnecki	Ryszard	Historien	Non	Oui	Oui
13	Gorzów Wielkopolski	2	9	33,3	66,7	Wierczuk	Jarosław	Agriculteur	Oui	Non	Oui
Total national		54	126	15,1	88,1	Total			2/13	1/13	5/13

Réalisé par nos soins. Sources : nos propres calculs d'après les données de la Commission électorale nationale (PKW).

Alors que lors des élections précédentes, les listes siglées *Samoobrona* se distinguaient nettement de celles des autres formations, à l'exception du PSL, par la surreprésentation parmi ses candidats des travailleurs du secteur agricole, seuls 19 des 126 candidats du *Samoobrona* RP pour les élections européennes déclarent exercer une profession agricole, dont 10 celle d'ingénieur agricole. Par ailleurs, près de 90% des candidats présentés par le parti affichent une profession « supérieure ». Pour rappel, ce n'était le cas que de 30% de ses candidats à la Diète lors des élections de 2001. En ce qui concerne les têtes de liste, la relégation des professionnels du secteur agricole et la promotion des détenteurs de propriétés socio-professionnelles traditionnellement valorisées dans le champ politique est encore plus frappante. Douze des treize premiers de liste exercent une profession « supérieure », et on trouve notamment parmi eux un avocat ancien Voïvode (Marek Czarnecki), trois docteurs (Bogdan Sedler, Bolesław Borysiuk et Leopold Rutowicz) et même un ancien ministre (Ryszard Czarnecki). En revanche, seuls deux d'entre eux se revendiquent d'une profession agricole, Wiesław Kuc, qui est ingénieur agricole, et Jarosław Wierczuk. Encore convient-il de prendre en compte le fait que ce dernier est plus connu en Pologne pour ses talents de pilote (il a été au cours des années 1990 l'un des premiers Polonais à être recruté par une écurie de Formule 1) que pour sa qualité d'exploitant agricole. Cette promotion d'individus détenteurs de ressources personnelles traditionnellement valorisées dans la compétition politique s'accompagne d'un recours fréquent au « parachutage », notamment en ce qui concerne les têtes de liste. Près des deux tiers d'entre elles se présentent en effet dans des circonscriptions ne correspondant pas à leur lieu de résidence.

Le deuxième élément qui préside à la sélection des candidats du *Samoobrona* RP pour les élections européennes du 13 juin 2004 est la capacité de ceux-ci à financer eux-mêmes leur campagne électorale. Dans la perspective d'élections législatives anticipées et de l'élection présidentielle prévue pour 2005, qui constituent leurs priorités affichées, les dirigeants du *Samoobrona* RP ne font en effet guère mystère de leur souhait de ne pas puiser dans les réserves budgétaires du parti pour les élections européennes. Les prétendants à une place sur les listes sont donc invités à régler à l'avance l'ensemble des dépenses que le parti pourrait être amené à effectuer pour promouvoir leur élection à un poste de député européen. Ce critère économique de sélection des candidats, qui est vivement critiqué par les médias et par les autres protagonistes du champ politique¹, se traduit par une surreprésentation assez nette sur les listes du *Samoobrona* RP des dirigeants d'entreprise. Ils constituent en effet près de 40% de l'ensemble des candidats². De même, plusieurs des treize têtes de liste sont des hommes d'affaires fortunés. C'est notamment le cas de Waldemar Nowakowski, président de la Chambre polonaise de commerce qui dirige la plus grande firme polonaise de grande distribution Lewiatan, de Michał Woszczerowicz qui a fait fortune à la tête de son entreprise d'informatique, ou encore de Tomasz Sudoł, vice-président de la compagnie aérienne privée Air Polonia. Leopold Rutowicz, tête de liste en Petite-Pologne et directeur d'une usine de machines-outils, ainsi que Jan Masiel, tête de liste en Grande-Pologne qui s'est enrichi en Belgique, confirment avoir dû financer eux-mêmes leur campagne électorale pour pouvoir figurer sur les listes du *Samoobrona* RP :

« Il faut comprendre une chose très simple avec les listes *Samoobrona* : tout le monde se devait de payer pour sa campagne électorale. Nous recevions des documents de campagne de la part du parti, ensuite nous devions rembourser leur coût. Bien sûr, cela ne manquait pas de provoquer une certaine concurrence parce que du coup les simples membres de *Samoobrona* se retrouvaient au mieux en quatrième position sur les listes. Mais bon l'idée de départ me semblait plutôt intelligente. Si le premier sur la liste investit pour obtenir beaucoup de voix, ça en fait profiter les autres. »

Leopold Rutowicz.

Entretien réalisé à Bruxelles le 19 février 2009.

« [Les élections européennes], c'était un grand moment d'ouverture de *Samoobrona*. [...] L'année suivante il y allait avoir l'élection présidentielle et *Samoobrona* épargnait de l'argent pour cette

¹ Voir par exemple : « *Samoobrona* się sprzedaje », *Gazeta Wyborcza*, 28/05/2004, p.4.

² « Je suis jeune, votez pour moi », *Libération*, 04/06/2004.

présidentielle. En plus il y avait les parlementaires en même temps. Donc *Samoobrona* étant désintéressée par l'Europe, elle ne voulait pas dépenser de son budget pour les européennes. [...] Moi j'avais un peu d'argent à investir dans la campagne, donc ça leur convenait. »

Jan Masiel.

Entretien réalisé à Bruxelles le 19 février 2009.

C'est donc principalement à l'aune de leurs propriétés socioprofessionnelles et de leurs capitaux économiques personnels que les prétendants du *Samoobrona* RP à l'exercice d'un mandat de député européen sont recrutés par la direction du parti. Par ailleurs, pour se prémunir d'une vague de dissidence comparable à celle connue par le club parlementaire à la Diète, le système dit des *Weksel* (chèques) est mis en place. Afin de fidéliser ce nouveau personnel politique à la structure composite, les candidats sur les listes *Samoobrona* RP doivent signer à l'ordre de la formation un chèque d'un montant de 630 000 Złoty (150 000 euros environ) qui sera encaissé en cas de défection¹. L'existence d'une telle pratique, qui suscite elle aussi une vive polémique dans les médias à la veille des élections, est à nouveau confirmée par les têtes de liste Leopold Rutowicz et Jan Masiel :

« Voilà en quoi consistait le système des *Weksel*... *Samoobrona* était un parti auquel beaucoup de gens de l'extérieur voulaient adhérer, car le parti était alors populaire et permettait d'obtenir des mandats. Donc les *Weksel* avaient pour but de garantir leur fidélité, car s'ils avaient trahi, alors ils auraient dû verser de l'argent au parti. [...] Cette idée de *Weksel* était guidée par le fait rien ne garantissait que des gens comme moi, qui sont arrivés en tant que sympathisants, ne se comporteraient comme les dirigeants du parti attendaient, continueraient à collaborer une fois élu. Personne ne pouvait le savoir. C'est pourquoi il y avait ces *Weksel* que moi-même j'ai dû signer. C'est un système qui a fait beaucoup polémique en Pologne. Pourtant il me semble qu'en fait tous les partis constituent des garanties dans le genre quand ils donnent les meilleurs postes à des nouveaux, c'est une question de loyauté par rapport aux élites des partis. »

Leopold Rutowicz.

Entretien réalisé à Bruxelles le 19 février 2009.

« Ça existait, oui. On devait signer un chèque qui disait qu'on payerait une somme faramineuse si on quittait le parti, je crois que c'était 150 000 euros. Ça a fait polémique, mais moi je n'ai jamais pris cette histoire très au sérieux. »

Jan Masiel.

Entretien réalisé à Bruxelles le 19 février 2009.

¹ « Lojalność za 630 tysięcy », *Gazeta Wyborcza*, 05/05/2004, p.6.

Au final, comme la campagne référendaire de 2003, les élections européennes sont principalement appréhendées par les dirigeants du *Samoobrona* RP comme une opportunité pour promouvoir la nouvelle identité qu'ils s'attachent à donner à leur parti. Notamment dans la perspective d'élections législatives qu'ils espèrent imminentes et pour lesquelles ils font, selon les sondages, figures de favori avec la PO. Ainsi, outre la publicisation du programme socio-économique publié en 2003, la campagne pour les élections européennes de 2004 est essentiellement consacrée à la valorisation de leur capacité à rallier des individus en conformité avec les règles dominantes de sélection du personnel politique. Que ce soit dans leurs documents de campagne ou lors de leurs interventions publiques, les porte-parole du *Samoobrona* RP, notamment Andrzej Lepper, n'ont ainsi cessé d'insister sur les diplômes, les connaissances linguistiques et la compétence de leurs candidats. On peut ainsi lire dans un tract de campagne du *Samoobrona* RP : « Seuls les députés de *Samoobrona* sauront s'occuper sérieusement des problèmes importants pour la Pologne au Parlement Européen, parce que [...] sur 128 candidats présentés par *Samoobrona* dans les 13 circonscriptions, 23% sont des femmes, 32% des jeunes de moins de 35 ans, 125 ont effectué des études supérieures, les 3 autres sont en train de les achever, tous connaissent au moins une langue étrangère. Parmi nos candidats, 2 ont le titre de professeur et 15 de docteur »¹. En mettant en exergue la compétence de leurs candidats, il s'agit pour les responsables du *Samoobrona* RP de se présenter comme étant tout aussi capables que les autres, si ce n'est plus, de gouverner la Pologne en cas de succès lors des élections législatives à venir et de contrer ainsi les procès en illégitimité que la poussée dans les sondages de leur parti n'a faite qu'intensifier.

C) Un « nouveau » *Samoobrona*.

Alors que les sondages pré-électorales le créditaient régulièrement de plus de 20% des voix, ce qui lui aurait permis d'obtenir une quinzaine de mandats de députés européens, le *Samoobrona* RP ne parvient finalement pas à améliorer son résultat de 2001 lors des élections européennes de juin 2004. Dans un scrutin marqué par une très faible participation des électeurs, l'abstention atteint les 79%, le parti ne réunit que

¹ Cf. « Wybieramy Biało-Czerwonych, Ponieważ tylko posłowie Samoobrony... », tract de campagne du *Samoobrona* RP pour les élections européennes, 20/05/2004.

10,8% des voix et ne fait élire que 6 de ses candidats¹. Il ne se classe qu'en quatrième position derrière la PO, la LPR et le PiS, et devance tout juste la coalition SLD-UP, pourtant présentée comme étant à l'agonie². En dépit de ce résultat décevant, la redéfinition de l'entreprise politique *Samoobrona* RP dans le sens de sa conformation aux règles dominantes du jeu politique n'est pas remise en cause par la direction du parti. Au contraire, celle-ci s'intensifie dans la perspective des élections parlementaires et présidentielle prévues pour 2005. L'entreprise politique *Samoobrona* RP qui s'engage dans la compétition électorale n'a alors plus grand chose à voir avec celle qui avait créé la surprise quatre ans auparavant.

Réitérant leur ambition à l'exercice du pouvoir gouvernemental et présidentiel, Andrzej Lepper et ses proches, qui ont progressivement monopolisé entre leurs mains le contrôle des différentes ressources collectives que le parti a à offrir (1), appréhendent une nouvelle fois la campagne pour les élections de l'automne 2005 comme une opportunité de promouvoir la nouvelle identité qu'ils s'efforcent à faire reconnaître à leur formation. Promouvant sur les listes des individualités extérieures au *Samoobrona* RP et, surtout, au *ZZR Samoobrona* (2), ils s'efforcent de donner à voir leur compétence, leur respectabilité et leur aptitude à gouverner en organisant une campagne électorale qu'ils aiment à qualifier de « professionnelle » (3).

1) Centralisation du contrôle des ressources collectives de l'organisation.

L'entrée au Parlement du *Samoobrona* RP en 2001 s'accompagne d'une augmentation sensible des ressources collectives dont dispose l'organisation ainsi que d'une centralisation de leur contrôle. On assiste en effet au cours de la IV^e législature à un renforcement progressif du pouvoir de la direction nationale, notamment du président, au détriment des structures locales du parti et du syndicat.

¹ Les six élus du *Samoobrona* RP sont : Marek Czarnecki, Ryszard Czarnecki, Bogdan Golik, Wiesław Kuc, Jan Masiel et Leopold Rutowicz.

² Les résultats des élections européennes sont les suivants : PO : 24% (15 mandats), LPR : 16% (10 mandats), PiS : 12,5% (7 mandats), *Samoobrona* RP : 10,8% (6 mandats), SLD-UP : 9,4% (5 mandats), UW : 7,3% (4 mandats), PSL : 6,3% (4 mandats) et SdPL : 5,3% (3 mandats). Aucun des douze autres comités électoraux ne parvient à dépasser le seuil des 5% nécessaire à l'obtention d'une représentation au Parlement Européen. Sources : www.pe2004.pkw.gov.pl.

Lors du III^e Congrès national du *Samoobrona* RP le 7 avril 2002, les délégués réunis à Varsovie sont invités à se pencher sur une proposition de modification des statuts déposée par Andrzej Lepper. Celle-ci prévoit d'offrir la possibilité au président du parti de prendre seul l'ensemble des décisions concernant l'organisation, sans avoir comme auparavant à consulter les autres organes de direction que sont le congrès, le conseil national (composé de représentants des conseils de voïvodie) et le Prezydium¹. Si certains cadres du club parlementaire ne cachent guère leur hostilité à l'égard de cette réforme qui confère dans les faits les pleins pouvoirs sur l'organisation à Lepper², celle-ci est adoptée par la majorité des délégués participant au congrès du 7 avril 2002. Elle est néanmoins invalidée dans les semaines suivantes par le Tribunal de Varsovie pour non-conformité avec la loi sur les partis politiques³. En dépit de cette déconvenue, le président du *Samoobrona* RP ne renonce pas à redéfinir en sa faveur les règles de fonctionnement du parti. Alors que les dissidences se multiplient au sein du club parlementaire, il élabore, avec le soutien de ses proches au sein de la direction nationale, une nouvelle proposition de modification de statuts, conforme au droit cette fois. Celle-ci est adoptée par les délégués du parti à l'occasion du IV^e congrès national du 24 mai 2003⁴. Sans formellement remettre en cause les fonctions des différents organes de direction, cette modification des statuts accroît fortement la capacité de contrôle du président sur l'organisation. Premièrement, elle lui permet de désigner lui-même les dix titulaires d'un siège au prezydium parmi les soixante membres du conseil national élus par les délégués au congrès. C'est formellement aux membres du conseil national eux-mêmes que revenait auparavant cette prérogative. Deuxièmement, elle lui offre la possibilité de décider de manière discrétionnaire de l'exclusion d'un adhérent du parti, qu'il soit militant de base, membre du conseil national ou député⁵. Toute répétition d'un incident comme celui

¹ « Wszyscy macie mnie słuchać », *Gazeta Wyborcza*, 08/04/2002, p.8 ; « Chcę całej Polski », *Gazeta Wyborcza*, 21/05/2002, p.2.

² C'est notamment le cas du président du club à la Diète Wojciech Mojzesowicz « Ojciec daleka, Lepper blisko », *Gazeta Wyborcza*, 24/05/2002, p.8.

³ « Lepper dostowuje statut partii », *Gazeta Wyborcza*, 11/06/2002, p.6, « Nie głaskać Leppera », *Gazeta Wyborcza*, 24/05/2003, p.4.

⁴ Outre servir de plateforme au lancement du nouveau programme socio-économique du *Samoobrona*, la convocation de ce congrès national extraordinaire à peine un an avant le congrès précédent est d'ailleurs réputé avoir pour principal objectif de permettre l'adoption rapide de nouveaux statuts modifiés conformes à la loi sur les partis politiques.

⁵ « Regulamin obrad krajowego kongresu delegatów *Samoobrona* RP », 24/05/2003, archiwum partii politycznych ; « Statut *Samoobrona* RP », 24/05/2003, archiwum partii politycznych.

ayant vu en novembre 2002 le club parlementaire s'opposer à la radiation de Wojciech Mojzesowicz souhaitée par Andrzej Lepper est ainsi rendue impossible.

En faisant d'Andrzej Lepper le détenteur quasi-exclusif des outils de promotion et de relégation des adhérents au sein de l'organisation, la réforme statutaire de 2003 empêche la structuration de courants d'opposition interne. Les rares cadres qui osent faire part de leurs réserves quant aux principes régissant le fonctionnement du parti sont en effet systématiquement exclus sans autre forme de procès. C'est par exemple le cas du président du *Samoobrona* RP et du *ZZR Samoobrona* dans la région de Łódź, Zbigniew Łuczak, qui est démis de ses fonctions en avril 2004 pour avoir osé évoquer les tendances népotiques de Lepper¹. Par ailleurs, Andrzej Lepper n'hésite pas à promouvoir dans l'organigramme du parti ses plus proches collaborateurs. Ainsi, l'ensemble des membres du Prezydium qu'il désigne suite au congrès de 2003 sont réputés être ses plus fidèles « lieutenants », qu'il s'agisse de Krzysztof Filipek, de Stanisław Łyżwiński, de Genowefa Wiśniowska, ou encore de Jan Łączny. De même, Lepper nomme en 2003 Janusz Maksymiuk, l'ancien président du KZRKiOR qui le conseille depuis 2001, directeur du bureau central du parti. Créée spécialement pour lui, cette fonction, qui n'existe pas dans les statuts, en fait un permanent du parti et lui permet d'intervenir dans l'ensemble des activités de l'organisation, dont il n'est pourtant toujours pas officiellement membre². Enfin, plusieurs des « experts » recrutés à partir de la fin de l'année 2002 pour participer à la rédaction du nouveau programme du parti se voient propulser à des postes de direction, au niveau national ou local. Ainsi, Mateusz Piskorski, un jeune diplômé de science politique, est nommé par Andrzej Lepper président du parti dans la région de Szczecin quelques semaines à peine après y avoir adhéré.

¹ « Rozłam w łódzkiej Samoobronie », *Gazeta Wyborcza*, 29/04/2004.

² Janusz Maksymiuk confesse en effet n'avoir adhéré formellement au *Samoobrona* RP qu'après les élections de 2005 : « Dans un premier temps [Andrzej Lepper] m'a proposé d'être le président du comité de campagne. Je l'ai été sans appartenir à *Samoobrona*. Ensuite je n'ai pas été membre de *Samoobrona* pendant plusieurs années alors que j'occupais les fonctions de directeur du bureau national. Ce n'est qu'après quelques années que j'ai prêté le serment d'adhésion, mais je n'avais aucunement la pression de la part du président [Lepper]. C'était plutôt du point de vue de l'officialisation, car ça la faisait mal que le directeur du bureau du parti n'en fasse pas partie. C'est une question de confiance. Nous pouvions travailler de la sorte sans problème, mais après les élections [de 2005] j'ai été vice-président du club parlementaire, [...] et les députés ne m'auraient pas écouté de la même manière si je n'avais pas été membre du parti », entretien réalisé à Varsovie le 25 juin 2008.

« J'ai pris la décision de me rapprocher de *Samoobrona* en 2002. Auparavant j'avais été membre de plusieurs petits partis, et en 2001, au moment des élections parlementaires, j'avais collaboré avec le PSL. Je me suis engagé auprès de *Samoobrona* suite à une rencontre avec Andrzej Lepper à Szczecin. [...] Il m'a demandé de travailler au sein de l'équipe centrale des experts qui élaborait le programme du parti. Moi, personnellement, j'étais chargé du programme dans le domaine de la politique étrangère. [...] Ensuite, Lepper m'a fait la proposition de prendre en charge les structures du parti dans la région de Szczecin qui à l'époque étaient mal organisées. En tant que diplômé de l'université de Szczecin, j'ai entrepris la démarche de développer ces structures. C'est depuis ce moment que je suis pleinement engagé dans la vie du parti. »

Mateusz Piskorski.

Entretien réalisé à Varsovie le 25 juin 2008.

En substituant la cooptation à l'élection par les militants comme principe de distribution des postes d'autorité à tous les niveaux du parti et en recourant systématiquement à l'exclusion pour résoudre les conflits internes, Andrzej Lepper et ses proches s'assurent progressivement une main-mise presque complète sur l'appareil du parti, du syndicat et du club parlementaire. Cette « oligarchie », de quelques dizaines de personnes tout au plus, s'impose comme la dépositaire unique des différentes ressources que le parti a à offrir¹.

Premièrement, les militants « de base » et les cadres régionaux du parti et du syndicat sont exclus du travail d'élaboration des biens programmatiques du *Samoobrona* RP. À partir de 2003, c'est en effet essentiellement au sein d'un « conseil d'experts auprès du président », émanation de la cellule programmatique mise sur pied à la fin de l'année 2002 pour rédiger le « programme socio-économique », que sont définies les différentes prises de position que le parti est amené à prendre dans le débat public. Une fois validées par Andrzej Lepper, celles-ci deviennent la ligne officielle du parti. Statutairement définis comme les lieux d'élaboration du programme du parti, le congrès et le conseil national, lorsqu'ils sont convoqués, sont ainsi réduits au rôle de simples chambres d'enregistrement. Ses membres n'ont d'autres choix que de se

¹ Nous empruntons bien sûr ici le terme d'oligarchie à Roberto Michels qui est l'un des premiers à avoir mis en évidence, à partir de l'étude du SPD allemand, le processus de centralisation des outils de contrôle de l'appareil partisan aux mains d'une minorité : Michels Roberto, *Les partis politiques : essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Paris, Flammarion, 1971 (1914). Pour une synthèse des travaux récents sur le gouvernement des organisations partisans, on pourra se référer à : Fretel Julien, « Le leadership partisan », in Cohen Antonin, Lacroix Bernard & Riutort Philippe (dir.), *op.cit.*, p.462-475.

conformer aux positions adoptées par les « experts » et le président, sous peine d'exclusion¹.

Deuxièmement, l'ensemble de l'argent recueilli par le parti est géré au niveau national. Les cotisations des militants syndicaux et partisans, le reversement des indemnités des élus², les « dons », notamment des candidats à une fonction électorale, ou encore les subventions publiques sont centralisés par le directeur du bureau central Janusz Maksymiuk. C'est ensuite au Prezydium que revient la charge de décider de leur allocation et notamment du montant des versements éventuels aux structures locales³.

Enfin, les modalités de sélection et de recrutement des candidats du parti pour un poste de pouvoir politique sont elles aussi redéfinies dans le sens de leur monopolisation par la direction du parti. Pour les élections européennes de 2004, c'est ainsi le Prezydium du parti qui a directement confectionné les différentes listes de circonscription, après audition des prétendants à une position éligible par Andrzej Lepper lui-même, les structures locales n'étant quant à elles que consultées sporadiquement. Cette procédure qui, nous l'avons vu, s'accompagne d'une profonde redéfinition du profil des candidats *Samoobrona* RP est reconduite dans la perspective des élections parlementaires de 2005.

2) Une offre d'experts.

Si le résultat obtenu par le *Samoobrona* RP aux élections européennes est bien en deçà des attentes de ses dirigeants et est perçu par la plupart des commentateurs de la vie politique polonaise comme marquant un « coup d'arrêt » à son ascension politique, le parti continue à s'imposer dans les différents sondages comme un

¹ Déjà lors du congrès du 24 mai 2003, le nouveau programme socio-économique réalisé par les « experts » du parti n'avait pas été soumis au débat des délégués. Il leur avait été simplement présenté, sans possibilité d'amendement.

² Les différents élus du *Samoobrona* RP doivent en effet reverser une partie de leurs émoluments mensuels au parti. Par exemple, pour les députés européens, cette somme atteint, selon Leopold Rutowicz 500 euros environ. Source : Entretien avec Leopold Rutowicz, réalisé à Bruxelles le 19 février 2009.

³ Ce mécanisme nous a été décrit par le président du bureau national Janusz Maksymiuk au cours d'un entretien réalisé à Varsovie le 25 juin 2008.

prétendant sérieux pour les élections parlementaires et présidentielle. En avril 2005, le parti et son président Andrzej Lepper, qui a déclaré de longue date son intention de concourir à nouveau pour le poste de Président de la République, restent en effet crédités de près de 15% d'intentions de vote dans les différentes études d'opinion¹. Bien que ces estimations placent alors le *Samoobrona* RP relativement loin derrière la PO et le PiS, toutes deux créditées de plus de 20% d'intentions de vote, ses dirigeants ne remettent guère en cause leur prétention à l'exercice du pouvoir gouvernemental. Dans cette optique, la campagne électorale est une nouvelle fois en grande partie consacrée à la promotion de la « normalité » de leur offre politique et de leur aptitude à l'occupation des positions de pouvoir les plus élevées au sein de l'État polonais. Comme lors des élections européennes de 2004, ils s'efforcent en effet de valoriser le sérieux du « programme socio-économique » lancé en 2003 ainsi que la compétence de leurs candidats, à nouveau recrutés principalement en fonction de leur conformité avec les règles traditionnelles de sélection du personnel politique et leur détention d'un capital économique personnel.

Les procédures de sélection des candidats du *Samoobrona* RP aux postes de députés et de sénateurs pour les élections de 2005 sont, comme lors des élections européennes de 2004, centralisées au niveau du Prezydium du parti. Si les directions régionales du parti, souvent rappelons-le identiques à celles du syndicat, sont invitées à faire part de leurs propositions, la désignation des candidats et de leur position sur les listes revient en dernier recours à la direction nationale du parti, voire à Andrzej Lepper lui-même². L'objectif affiché est en effet de promouvoir les personnes les plus compétentes à l'exercice d'un mandat de parlementaire et les plus à même de témoigner de l'élargissement de l'offre de représentation du parti au-delà du seul monde agricole. En témoigne Mateusz Piskorski qui prend part au processus de sélection.

« La stratégie politique en 2005 consistait à élargir au maximum l'électorat de *Samoobrona*. Pour ça on est allé chercher des représentants de groupes sociaux très divers afin de montrer aux électeurs qui ne venaient pas de la campagne ou du milieu agricole qu'ils pouvaient aussi soutenir notre parti car ils auraient leurs propres représentants qui connaissent leurs problèmes. Le second facteur que l'on a pris en compte dans la constitution des listes est que l'activité parlementaire des années 2001-2005 avait

¹ « Preferencje partyjne w kwietniu », *Komunikat z badań*, Varsovie, CBOS, avril 2005, p.3 ; « Mocne trzecie miejsce w sondażach », *Gazeta Wyborcza*, 18/04/2005, p.6.

² « Łowy Samoobrony », *Gazeta Wyborcza*, 13/07/2005, p.3.

fait ressortir un manque de professionnalisme, un manque de cadres professionnels pour gérer certains sujets. Je vais vous donner un exemple. En 2005, on a placé Regina Wasilewska-Kita, qui n'était pas du tout membre du parti, à la première place de notre liste dans la circonscription de Szczecin. Elle a eu la première place car elle était médecin et qu'elle était censée encourager le milieu médical à soutenir *Samoobrona*. [...] C'est cette volonté de professionnalisation du travail parlementaire, qui est devenue obligatoire pour nous après 4 ans d'expérience, qui a fait que nos listes avaient un visage tout à fait différent de ce qu'il était en 2001. »

Mateusz Piskorski.

Entretien réalisé à Varsovie le 25 juin 2008.

Tenus largement à l'écart du travail de constitution des listes, les responsables locaux du parti se voient ainsi souvent imposer des candidats, notamment des têtes de liste, qui leur sont complètement inconnues. C'est notamment le cas à Łódź où l'homme d'affaire Piotr Misztal hérite de la première place sur la liste sans que le dirigeant local du parti, Paweł Frankowski, n'ait même été consulté :

« Les décisions quant aux candidats étaient prises au niveau de la voïvodie, mais la décision finale revenait au Prezydium et au président Lepper en personne. [...] Ici, [à Łódź] Monsieur Misztal a été découvert par Monsieur Łyżwiński [...]. Monsieur Misztal a réussi à obtenir de la part de Monsieur Łyżwiński la 1ère place sur la liste. Je ne peux pas trop me prononcer à ce sujet, car je n'ai pas été sollicité, je n'ai participé à aucune conversation. L'information selon laquelle Monsieur Misztal aurait la 1ère place était une surprise pour moi, comme un éclair. Comment ça s'est passé ? Je ne le sais pas exactement ... »

Paweł Frankowski.

Entretien réalisé à Łódź le 23 juin 2008.

La promotion de personnalités extérieures au parti, en fonction de leurs propriétés socioprofessionnelles supposées légitimes mais également de leurs capitaux économiques, aboutit à une transformation profonde du profil des listes déposées par le *Samoobrona* RP auprès de la commission électorale par rapport à celles de 2001.

Tableau 38 : Composition des listes du comité *Samoobrona* RP pour les élections de la Diète du 25 septembre 2005.

Circonscription			Listes <i>Samoobrona</i> RP pour la Diète				
N°	Nom	Nombre de mandats en jeu	Nombre de candidats	dont déjà candidats en	Pourcentage de déclarants d'une	Pourcentage de déclarants d'une	Pourcentage de déclarants d'une

				2001	profession agricole	profession du pôle économique ¹	profession "supérieure"
1	Legnica	12	23	1	39,1	21,7	30,4
2	Wałbrzych	8	16	3	18,8	31,3	37,5
3	Wrocław	14	25	4	28	16	28
4	Bydgoszcz	12	22	3	36,4	9,1	59,1
5	Toruń	13	24	8	37,5	16,7	50
6	Lublin	15	30	3	26,7	13,3	36,7
7	Chelm	12	23	1	39,1	17,4	30,4
8	Zielona Góra	12	24	0	12,5	33,3	50
9	Łódź	10	20	2	5	60	75
10	Piotrków Trybunalski	9	17	3	23,5	35,3	64,7
11	Sieradz	12	22	4	27,3	50	59,1
12	Chrzanów	8	16	0	0	18,8	56,3
13	Cracovie	13	20	2	20	25	45
14	Nowy Sącz	9	17	2	5,9	11,8	47,1
15	Tarnów	9	18	3	0	38,9	61,1
16	Płock	10	19	1	42,1	21,1	31,6
17	Radom	9	18	4	16,7	55,6	72,2
18	Siedlce	12	24	3	20,8	33,3	50
19	Varsovie 1	19	38	1	0	47,4	60,5
20	Varsovie 2	11	22	2	4,5	45,5	63,6
21	Opole	13	17	1	29,4	23,5	17,6
22	Krosno	11	17	3	47,1	17,6	52,9
23	Rzeszów	15	29	3	13,8	13,8	24,1
24	Białystok	15	29	3	10,3	24,1	34,5
25	Gdańsk	12	24	4	45,8	12,5	33,3
26	Gdynia	14	28	2	17,9	28,6	46,4
27	Bielsko-Biała	9	10	1	10	10	20
28	Częstochowa	7	14	2	14,3	14,3	64,3
29	Gliwice	10	19	0	0	52,6	57,9
30	Rybnik	9	15	1	0	53,3	46,7
31	Katowice	12	24	0	0	33,3	66,7
32	Sosnowiec	9			Pas de liste Samoobrona RP		
33	Kielce	16	27	4	22,2	29,6	63
34	Elbląg	8	15	3	26,7	33,3	80
35	Olsztyn	10	19	5	36,8	10,5	47,4
36	Kalisz	12	19	6	47,4	5,3	47,4
37	Konin	9	18	3	44,4	27,8	38,9
38	Pila	9	15	2	46,7	6,7	20
39	Poznań	10	19	0	15,8	26,3	63,2
40	Koszalin	8	16	4	31,3	18,8	31,3
41	Szczecin	13	21	0	19	23,8	71,4
Total Diète		460	833	97 (11,6%)	21,7	27	48,4

Réalisé par nos soins. Sources : nos propres calculs d'après les données de la Commission Electorale Nationale (PKW).

Tableau 39 : Composition des listes du comité Samoobrona RP pour les élections du Sénat du 25 septembre 2005.

¹ Nous incluons dans la catégorie « déclarants d'une profession du pôle économique » les candidats se présentant comme commerçants, économistes, entrepreneurs, hommes d'affaires, managers ou directeurs d'entreprise.

Listes <i>Samoobrona</i> RP pour le Sénat	
Nombre de listes/ nombre de circonscriptions	31/40
Nombre total de candidats	54
Pourcentage de déclarants d'une profession agricole	13
Pourcentage de déclarants d'une profession du pôle économique	37
Pourcentage de déclarants d'une profession supérieure	74,1

Réalisé par nos soins. Sources : nos propres calculs d'après les données de la Commission Electorale Nationale (PKW).

Premièrement, on observe une augmentation sensible du nombre total de candidats présentés par le *Samoobrona* RP, malgré l'absence de listes dans la circonscription de Sosnowiec où elles ont été déposées hors délai¹. Avec 833 postulants à un poste de député et 54 à un poste de sénateur, les listes du *Samoobrona* RP pour les élections parlementaires de 2005 comportent deux cents noms de plus que celles de 2001. On note une très nette domination des « nouveaux venus » parmi ces nombreux prétendants. En effet, à peine plus de 10% du total des candidats de 2005 figuraient déjà sur les listes du *Samoobrona* RP lors des élections parlementaires précédentes. Afin de s'assurer de la loyauté de ces nombreux nouveaux candidats, dont la plupart se sont rapprochés du parti seulement quelques mois avant les élections, le système des « Weksel » testé lors des élections européennes est à nouveau mis en place. Avec une petite modification néanmoins : ce sont désormais des chèques en blanc que les candidats doivent signer à l'ordre du parti².

Deuxièmement, la composition des listes du *Samoobrona* RP donne à voir une réduction sensible du nombre de militants du ZZR *Samoobrona*, qui composaient pourtant la catégorie dominante en 2001. Cette marginalisation s'illustre par la baisse sensible du nombre de déclarants d'une profession agricole parmi les candidats. Alors qu'en 2001, ceux-ci représentaient plus de 40% du total des candidats, seul un candidat du *Samoobrona* RP sur cinq déclare une profession en lien avec le secteur agricole en 2005. Par ailleurs, ceux-ci ne sont majoritaires dans aucune des quarante circonscriptions dans lesquelles le parti présente des listes pour la Diète, y compris les plus rurales, alors que c'était le cas dans 18 d'entre elles quatre ans auparavant.

¹ « *Samoobrona* nie odda kasy », *Gazeta Wyborcza*, Katowice, 24/08/2005, p.5.

² « Pierwszy Weksel odzyskany », *Gazeta Wyborcza*, 11/08/2005, p.3.

Troisièmement, on observe une augmentation sensible du nombre de représentants du pôle économique, notamment les commerçants, les économistes ou les entrepreneurs. En 2005, plus d'un candidat *Samoobrona* RP sur quatre pour la Diète, et plus d'un sur trois pour le Sénat, se rattache en effet à ce groupe. En 2001, ce n'était le cas que de respectivement 12% et 5% d'entre eux. Cette présence marquée de représentants du pôle économique tient selon nous essentiellement aux conditions financières imposées par la direction du *Samoobrona* RP aux prétendants à une place sur ses listes. Comme pour les élections européennes de 2004, ces derniers sont en effet contraints d'« acheter » leur droit à figurer parmi les candidats en versant au parti une somme correspondant censément aux dépenses que celui-ci pourrait être amené à effectuer en leur faveur dans le cadre de la campagne. Cette somme, dont le montant dépend de la position occupée sur la liste, peut varier de quelques centaines à plusieurs dizaines de milliers de Złoty¹. Particulièrement contraignante pour les petits exploitants agricoles ou les artisans peu fortunés, cette règle, que le *Samoobrona* RP est le seul parti à mettre en œuvre, constitue à l'inverse une opportunité pour les entrepreneurs ou commerçants aisés désireux de se lancer en politique. Elle leur permet en effet d'obtenir une position éligible sur les listes du *Samoobrona* RP avant même d'y avoir adhéré.

Enfin, quatrièmement, le souci de promotion de la compétence de leurs candidats par les dirigeants du *Samoobrona* RP se traduit par une augmentation sensible de déclarants d'une profession supérieure sur les listes du parti. Près d'un candidat *Samoobrona* RP sur deux affiche une profession témoignant de la détention d'un capital scolaire, économique ou culturel important, contre à peine 30% en 2001.

L'observation des candidats figurant en tête des différentes listes de circonscription, les plus visibles dans le cadre de la campagne et les plus propices à l'obtention d'un mandat, confirme largement ces tendances générales.

Tableau 40 : Composition des têtes de listes de circonscription du comité *Samoobrona* RP pour les élections de la Diète du 25 septembre 2005.

Circonscription			Tête de liste				
Numéro	Nom	Nombre de	Nom	Prénom	Profession	Résidant de la	Déjà candidat

¹ « Lepper wraca do blokersów », *Gazeta Wyborcza*, 25/02/2005, p.5.

		mandats en jeu				circonscription	<i>Samoobrona RP en 2001</i>	
1	Legnica	12	Litwin	Czesław	Agriculteur	Oui	Non	
2	Wałbrzych	8	Kołacz	Grzegorz	Agriculteur	Oui	Oui	
3	Wrocław	14	Żyszkiewicz	Jerzy	Producteur agricole	Oui	Oui	
4	Bydgoszcz	12	Bestry	Jan	Mathématicien	Non	Non	
5	Toruń	13	Krajewski	Mirosław	Enseignant du supérieur	Oui	Non	
6	Lublin	15	Borysiuk	Bolesław	Politologue	Non	Non	
7	Chelm	12	Młynarczyk	Henryk	Ingénieur	Oui	Non	
8	Zielona Góra	12	Starosta	Waldemar	Technicien agricole	Oui	Non	
9	Łódź	10	Misztal	Piotr	Entrepreneur	Oui	Non	
10	Piotrków Trybunalski	9	Łyżwiński	Stanisław	Agriculteur	Non	Oui	
11	Sieradz	12	Tyszko	Grażyna	Commerçant	Non	Non	
12	Chrzanów	8	Irzyk	Franciszek	Technicien du bâtiment	Oui	Non	
13	Cracovie	13	Tokaj	Eugeniusz	Forestier	Non	Non	
14	Nowy Sącz	9	Wiśniowska	Elżbieta	Historien	Non	Oui	
15	Tarnów	9	Zawisza	Jerzy	Ingénieur électricien	Non	Non	
16	Płock	10	Szymańczyk	Lech	Politologue	Oui	Non	
17	Radom	9	Łyżwińska	Wanda	Député	Oui	Oui	
18	Siedlce	12	Filipek	Krzysztof	Député	Oui	Oui	
19	Varsovie 1	19	Górnjak	Krystyna	Ingénieur environnementaliste	Oui	Non	
20	Varsovie 2	11	Sikora	Krzysztof	Député de Diète	Oui	Oui	
21	Opole	13	Stępkowski	Józef	Agriculteur	Oui	Non	
22	Krosno	11	Maksymiuk	Janusz	Ingénieur agricole	Non	Non	
23	Rzeszów	15	Zbyrowska	Maria	Économiste	Non	Oui	
24	Białystok	15	Wiśniowska	Genowefa	Psychologue	Non	Oui	
25	Gdańsk	12	Hojarska	Danuta	Technicien agricole	Oui	Oui	
26	Gdynia	14	Woszczerowicz	Lech	Économiste	Non	Non	
27	Bielsko-Biała	9	Kozak	Dariusz	Technicien du bâtiment	Non	Non	
28	Częstochowa	7	Grzesik	Andrzej	Député	Oui	Oui	
29	Gliwice	10	Moric	Rajmund	Mineur	Non	Non	
30	Rybnik	9	Nowak	Jerzy	Technicien en mécanique	Oui	Non	
31	Katowice	12	Wędrychowicz	Lech	Médecin	Non	Non	
32	Sosnowiec	9	Pas de liste <i>Samoobrona RP</i>					
33	Kielce	16	Olejniak	Małgorzata	Économiste	Oui	Non	
34	Elbląg	8	Rochnowska	Renata	Économiste	Oui	Oui	
35	Olsztyn	10	Aszkielowicz	Mieczysław	Agriculteur	Oui	Oui	
36	Kalisz	12	Debicki	Tadeusz	Agriculteur	Non	Oui	
37	Konin	9	Budner	Alfred	Agriculteur	Oui	Oui	
38	Pila	9	Nowak	Franciszek	Agriculteur	Oui	Non	
39	Poznań	10	Aumiller	Andrzej	Ingénieur agricole	Oui	Non	
40	Koszalin	8	Lepper	Andrzej	Agriculteur	Oui	Oui	
41	Szczecin	13	Wasilewska-Kita	Regina	Médecin	Non	Non	
Total		460	Profession agricole = 35% Profession "supérieure" = 55%			60%	40%	

Réalisé par nos soins. Sources : nos propres calculs d'après les données de la Commission Electorale Nationale (PKW).

On peut schématiquement distinguer trois groupes différents parmi les candidats héritant de la position la plus élevée sur les quarante listes de circonscription du *Samoobrona* RP.

Le premier est constitué de députés sortants de la formation. Onze des quarante têtes de listes sont en effet issues du club parlementaire *Samoobrona* RP de la IV^e législature¹. Exerçant des fonctions de direction au sein du ZZR *Samoobrona* depuis la fin des années 1990, ils font tous partis du premier cercle de fidèles d'Andrzej Lepper et monopolisent les positions d'autorité au sein du *Samoobrona* RP. Si certains mettent en avant leur statut de député sortant dans leur présentation de soi professionnelle, c'est le cas de Krzysztof Filipek, de Wanda Łyżwińska et de Andrzej Grzesik, la plupart continue à se présenter comme de simples agriculteurs. Ce faisant, ils participent à la représentation sensiblement plus élevée de cette catégorie parmi les têtes de liste que dans l'ensemble des listes (35% contre 21,7%).

Le deuxième groupe est constitué par des « experts » recrutés à partir de la fin de l'année 2002 pour élaborer le programme et les différentes prises de position publiques de la formation. Détenteurs de diplômes élevés et, souvent, d'une expérience politique antérieure dans une formation centrale dans le champ politique ceux-ci sont particulièrement mis en avant dans le cadre de la campagne électorale de 2005. Présentés comme les garants de l'aptitude du *Samoobrona* RP à gouverner par les dirigeants de ce dernier, ils sont promus aux positions les plus élevées sur les listes, régulièrement au prix d'un « parachutage » dans une circonscription distincte de leur lieu de résidence. Bien que vivant tous deux à Varsovie Jan Bestry et Bolesław Borysiuk sont ainsi désignés têtes de liste dans les circonscriptions rurales de Bydgoszcz et de Lublin.

Enfin, le troisième groupe est composé de nouveaux venus en politique ne s'étant approchés du *Samoobrona* RP que quelques semaines avant les élections. Certains sont contactés directement par la direction du parti en fonction de leur détention d'une propriété qui paraît valorisée dans la compétition électorale, c'est par exemple le cas

¹ Il s'agit de : Mieczysław Aszkielowicz, Alfred Budner, Krzysztof Filipek, Andrzej Grzesik, Danuta Hojarska, les époux Wanda Łyżwińska et Stanisław Łyżwiński, Renata Rochnowska, Genowefa Wiśniowska, Maria Zbyrowska et, bien sûr, Andrzej Lepper lui-même.

de Małgorzata Olejnik double médaillée de tir-à-l'arc aux jeux paralympiques ou de Regina Wasilewska-Kita, médecin renommée de Szczecin. D'autres en revanche sollicitent d'eux-mêmes une place sur les listes, souvent en échange d'une participation financière importante. C'est notamment le cas, précédemment évoqué, de Piotr Misztal à Łódź.

Les modalités de sélection des cinquante quatre candidats du parti à un poste de sénateur sont comparables à celles mises en œuvre pour la désignation des différentes têtes de listes de circonscription à la Diète. On retrouve en effet parmi eux à la fois les sénateurs sortants du *Samoobrona* RP (Henryk Dzido, Sławomir Izdebski et Andrzej Anulewicz¹), des membres du « conseil d'experts auprès du président » (Zenon Poznański par exemple), et des nouveaux venus en politique, souvent fortement dotés en capitaux économiques (c'est notamment le cas de l'homme d'affaire Waldemar Adamczyk candidat à Varsovie). Certains prétendants à un mandat de sénateur semblent par ailleurs avoir bénéficié d'une logique de cooptation familiale de la part de membres du Prezydium du parti. Les épouses de Krzysztof Filipek et de Janusz Maksymiuk ainsi que la fille d'Alfred Budner figurent ainsi sur les listes².

Le profond renouvellement des candidats et l'adoption de procédures de recrutement dictées par le souci de promotion des détenteurs de capitaux personnels élevés, scolaires et économiques notamment, aboutissent à une convergence du profil des listes du *Samoobrona* RP avec celui des listes déposées par la plupart des autres comités électoraux pour les élections parlementaires de 2005. Les déclarants d'une profession agricole issus du ZZR *Samoobrona*, qui avaient jusqu'ici toujours constitué le gros des effectifs des candidats présentés par les comités siglés *Samoobrona*, sont désormais largement minoritaires sur les listes du parti. À l'inverse, un nombre important de candidats représente des catégories socioprofessionnelles traditionnellement valorisées dans la compétition politique polonaise, leur proportion augmentant à mesure que l'on se rapproche de la tête de liste.

¹ Élu sur les listes du SLD-UP, Andrzej Anulewicz a rejoint le cercle parlementaire *Samoobrona* RP au Sénat en février 2005. « Obrął kurs na Samoobronę », *Życie Warszawy*, 24/02/2005.

² « Prorodzinna *Samoobrona* », *Rzeczpospolita*, 23/09/2005.

3) Une campagne de « professionnels ».

En 2005, pour la première fois depuis le changement de régime, les élections parlementaires et présidentielle se déroulent la même année. Du fait du refus d'Aleksander Kwasniewski de convoquer des élections anticipées suite à l'adoption par la Diète d'une motion de censure à l'égard du gouvernement Belka en mai, elles se tiennent même à seulement quinze jours d'intervalle, respectivement le 25 septembre pour les parlementaires et le 9 octobre pour le premier tour de la présidentielle. Alors que le SLD est en chute libre dans les sondages, sa capacité à franchir le quorum des 5% étant même mise en doute par les sondages successifs, et que le président Aleksander Kwasniewski ne peut concourir pour un troisième mandat en dépit de la forte popularité qui continue à lui être attribuée dans les sondages d'opinion¹, la perspective d'une double alternance s'impose rapidement comme l'issue certaine des deux scrutins. D'autant plus, que l'ensemble des protagonistes de la compétition électorale s'efforce de se démarquer du bilan des gouvernements Miller et Belka, y compris le SdPI et le PSL, qui y ont pourtant participé un temps, et même le SLD, dont la direction a été profondément renouvelée dans la perspective des élections². Dans ce contexte, la campagne électorale est, comme celle de 2001, dominée par la thématique du besoin de renouvellement des pratiques politiques et, notamment, de la lutte contre la corruption³.

Engagé conjointement dans la compétition pour les mandats de parlementaire et dans celle pour le poste de Président de la République, Andrzej Lepper ayant été désigné candidat du parti pour la présidence, le *Samoobrona* RP mène des campagnes largement indifférenciées pour les deux scrutins. Sous le slogan « Ils ont déjà tous gouverné, c'est notre tour » (« Wszyscy już rządili, czas na nas »), celles-ci sont

¹ La constitution limite à deux mandats consécutifs l'exercice de la fonction de Président de la République.

² À la fin du mois de mai, Wojciech Olejniczak, ministre de l'Agriculture du gouvernement Miller depuis 2003, est élu président du SLD. Agé de 31 ans, ce jeune député est censé incarner le renouveau du parti.

³ Sur la campagne pour les élections présidentielle et législatives de 2005 on pourra se référer à : Markowski Radosław, « The polish elections of 2005 : Pure chaos or a restructuring of the party system ? », *West European Politics*, vol.29, n°4, 2006, p.814-832 ; Szczerbiak Aleks, « "Social Poland" Defeats "Liberal Poland" ? The September-October Polish Parliamentary and Presidential Elections », *Journal of Communist Studies and Transition Politics*, vol.23, n°2, 2007, p.203-232 ; Millard Frances, « Poland's Politics and the Travails of Transition after 2001 : the 2005 Elections », *Europe-Asia Studies*, vol.58, n°7, 2006, p.1007-1031.

toutes deux clairement placées sous le signe de la promotion de la nouveauté de la formation et de l'aptitude de ses candidats à exercer le pouvoir. Elles se caractérisent également par leur forte personnalisation. Monopolisant une nouvelle fois la parole publique de la formation dans les médias nationaux, Andrzej Lepper apparaît en effet sur la plupart des matériaux de campagnes mobilisés.

« Lors des élections parlementaires et présidentielle [de 2005], les deux campagnes étaient menées pareillement. Donc la spécificité de cette campagne c'était que les deux campagnes étaient associées. Il y avait aussi une forte personnalisation de la campagne. [...] C'est la campagne présidentielle qui occupait la place la plus importante dans notre campagne. Il s'agissait de créer, ou plutôt de changer, l'image d'Andrzej Lepper, de transformer son image d'un homme des barricades et des protestations en celle d'un homme d'État. »

Mateusz Piskorski.

Entretien réalisé à Varsovie le 25 juin 2008.

Contrairement aux élections de 2000 et de 2001, les structures de base du ZZR *Samoobrona* ne sont sollicitées qu'à la marge dans l'organisation de ces campagnes. Le contrôle de celles-ci est en effet confié à un comité de campagne national, unique pour les deux élections, qui est une nouvelle fois placé sous l'autorité de Janusz Maksymiuk. S'adjoignant les services d'experts en communication, celui-ci encadre strictement l'action des différents candidats aux élections parlementaires et organise l'ensemble des principales actions de promotion de l'offre politique du *Samoobrona* RP mises en œuvre au cours de l'été 2005.

Premièrement, un « kit de campagne » est attribué aux différents candidats à un poste de parlementaire par le comité électoral national. Celui-ci comprend notamment le matériel programmatique que les candidats doivent mobiliser dans le cadre de la campagne, la fameuse cravate rouge et blanche du parti, qu'ils doivent porter lors de leurs différentes interventions, et une cassette vidéo, leur expliquant les thèmes à mettre en avant lors des réunions publiques ou encore l'attitude à adopter face aux journalistes. Le programme publié en 2003 et un « projet de constitution pour une IV^e République » rédigé en décembre 2004 par le « conseil d'experts auprès du président » constituent les deux principaux documents programmatiques mobilisés par le *Samoobrona* RP pour les élections présidentielle et parlementaires de l'automne 2005. Alors que le premier a vocation à donner à voir aux électeurs la politique socio-

économique de « Troisième voie » que le parti entend mettre en œuvre une fois au pouvoir, le second trace les lignes d'un nouveau régime de type présidentiel censé mettre fin aux « errances du parlementarisme », notamment la corruption, l'« injustice économique » et le manque de patriotisme¹. Imprimés en grand nombre par le comité de campagne national, ces documents sont distribués à tous les candidats aux élections parlementaires qui ont l'obligation de les promouvoir dans le cadre de leur campagne.

Deuxièmement, outre la production et la distribution du matériel programmatique, le comité national de campagne prend en charge la réalisation des clips télévisés et radiophoniques diffusés lors de la campagne, l'achat d'espaces publicitaires pour les affiches de campagne ainsi que l'organisation des différents meetings organisés au cours de l'été sur l'ensemble du territoire. Pour la première fois, le comité organise même de grands meetings nationaux dans les principales villes polonaises. Véritables « shows à l'américaine », ces événements sont rythmés par les discours d'Andrzej Lepper et de candidats locaux, mais aussi par des concerts de groupes de musique. Trois groupes sont ainsi recrutés par le *Samoobrona* RP le temps de la campagne, dont le très populaire trio *Ich Troje* qui écrit même spécialement une chanson de soutien au parti intitulée « Où vas-tu Pologne ? » (« *Dokąd idziesz Polsko ?* »)².

Au final, l'entreprise de promotion de l'offre politique du *Samoobrona* RP développée pour les élections parlementaires et présidentielle de 2005 se singularise fortement des précédentes campagnes électorales menées par les comités siglés *Samoobrona*, notamment de celle de 2001. Janusz Maksymiuk, directeur du comité national de campagne en 2001 et en 2005, le reconnaît d'ailleurs lui-même :

« En 2001 c'était une sorte de mouvement populaire improvisé. Il y avait des rencontres sur le terrain, des visites à travers les villages. On s'efforçait de mettre en avant comme on pouvait notre « étendard » Andrzej Lepper. C'était ça. [...] Par contre, la seconde campagne en 2005 était beaucoup plus professionnelle. Nous avons dépensé pas mal d'argent. Il y avait même des groupes musicaux, trois. [...] Nous avons dépensé beaucoup d'argent pour tout ça... ».

Janusz Maksymiuk.

¹ « Konstitucja Rzeczypospolitej Polskiej : projekt Samoobrony RP », Varsovie, décembre 2004, p.4-5.

² « Orły Samoobrony », *Polityka*, 08/27/2005, p.31-33.

Entretien réalisé à Varsovie le 25 juin 2008.

Disposant pour la première fois de ressources financières importantes, tirées principalement des subventions publiques auxquelles ils ont accès depuis 2001 et des contributions et « dons » des différents candidats, les dirigeants du *Samoobrona* RP s'efforcent de mener une campagne « professionnelle » de grande ampleur pour les élections de 2005. Participant de l'entreprise de « normalisation » de leur offre politique, dont témoigne l'adoption d'un nouveau programme et le renouvellement important de leurs candidats, celle-ci vise en effet à donner à voir leur compétence et leur crédibilité pour rompre avec l'image de leaders paysans radicaux qui continue à leur être régulièrement affublée.

*

* *

La conformation progressive du mouvement *Samoobrona* aux principales règles du champ politique observable au cours de la IV^e législature ne saurait être réduite à la force d'attraction des institutions, à l'emprise qu'elles exerceraient inexorablement sur ceux qui les « habitent ». Elle doit bien plus se comprendre comme le sous-produit d'un processus de prise de rôle par lequel les dirigeants du mouvement s'efforcent de redéfinir leur identité et leurs pratiques afin de les adapter au mieux à leur nouvelle situation de parlementaires et de prétendants à l'exercice des positions de pouvoir les plus élevées au sein de l'État polonais. Schématiquement, il nous paraît possible d'identifier trois étapes principales dans le processus, hésitant, contraint et à l'issue initialement incertaine, qui conduit à la « normalisation » du mouvement *Samoobrona*, à la reconfiguration de son système d'action dans le sens de son adaptation aux normes dominantes du champ politique.

Dans un premier temps, dans les semaines suivant l'inauguration de la III^e législature, les responsables du mouvement *Samoobrona*, nouveaux venus souvent inexpérimentés dans un Parlement dont ils ne maîtrisent ni les codes ni les usages, s'efforcent de faire reconnaître leur légitimité dans le champ de la politique institutionnelle en faisant « profil bas ». Mettant en avant les députés les moins dépourvus en ressources qu'ils perçoivent comme valorisées dans l'arène

parlementaire et apportant un soutien sans participation au nouveau gouvernement de Leszek Miller, ils multiplient les gages de leur intention de jouer pleinement le jeu de la politique institutionnelle, d'adapter leurs pratiques dans l'hémicycle aux prescriptions du rôle de parlementaire. Ils ne renoncent cependant pas totalement aux activités protestataires sur lesquelles ils ont fondés leur notoriété, mais les cantonnent alors à l'arène des mobilisations protestataires qu'ils réinvestissent ponctuellement au nom du ZZR *Samoobrona*. Gérer la tension entre ces deux modes d'action et de présentation de soi, parvenir à se produire parallèlement en tant que responsables politiques respectables au Parlement et en tant que représentants syndicaux n'ayant rien perdu de leur fougue sur le terrain des actions contestataires, s'avère cependant être un exercice particulièrement délicat pour les représentants du mouvement *Samoobrona*. Dépourvus en propriétés prédisposant à jouer adroitement le rôle de parlementaire qu'ils entendent endosser et devant faire face à l'hostilité persistante des autres protagonistes du champ politique, ils s'exposent en effet, en investissant simultanément deux espaces d'interactions aux règles de fonctionnement sensiblement distinctes, à commettre des « faux pas », remettant en cause leur légitimité déjà fragile à l'occupation de positions de pouvoir institutionnel. C'est ce qui se produit à la fin du mois de novembre 2001 lorsqu'une interprétation de propos d'Andrzej Lepper sur le ministre des Affaires étrangères en termes d'outrage inacceptable s'impose comme dominante parmi les différents protagonistes du champ politique et conduit à la destitution du président du *Samoobrona* RP du poste de vice-Maréchal de la Diète qu'il occupait depuis octobre.

Dans un second temps, suite à son éviction du *prezydium* de la Diète, Andrzej Lepper engage le mouvement qu'il dirige dans une entreprise de subversion des règles de la politique institutionnelle. Mobilisant dans l'hémicycle des savoir-faire protestataires acquis sur le terrain des manifestations paysannes, il s'attache à promouvoir une définition alternative à celle dominante du rôle de parlementaire. Plaidant la représentativité sociale contre la compétence et faisant de son extériorité au « système » politique le critère même de sa probité, il aspire à se faire reconnaître, et à travers lui le mouvement *Samoobrona*, comme le seul porte-parole valable des intérêts de la société, définis par opposition avec ceux des professionnels de la politique. Si elle permet de se démarquer dans la compétition politique, cette entreprise de subversion s'avère particulièrement coûteuse. Outre donner à voir

l'hétérogénéité et la fragilité du club parlementaire *Samoobrona* RP, que de nombreux élus quittent alors, particulièrement les moins dépourvus en ressources traditionnellement valorisées dans le champ politique, elle a pour conséquence une ostracisation institutionnelle des dirigeants du mouvement. Désormais unanimement dénoncés pour leur radicalisme, ceux-ci ne semblent alors pas en mesure d'accéder aux positions de pouvoir les plus élevées dans l'État polonais auxquelles ils aspirent pourtant explicitement.

Enfin, dans un troisième temps, au lendemain des élections locales de l'automne 2002 qui donnent à voir l'isolement institutionnel du *Samoobrona* RP, Andrzej Lepper et ses plus proches collaborateurs infléchissent une nouvelle fois les modalités de production et de légitimation du mouvement *Samoobrona*. Ils l'engagent alors, dans la perspective des élections présidentielle et parlementaires de 2005, dans une entreprise originale de conformation à « marche forcée » aux règles dominantes de la politique institutionnelle. S'ils réaffirment leur prétention à représenter politiquement « les plus démunis » et à incarner de nouvelles pratiques politiques, ils renoncent aux pratiques protestataires et s'efforcent, par mimétisme avec les formations politiques dominante, de promouvoir leur compétence, leur modération et le sérieux de leur offre politique. La publication d'un programme « socio-économique », rédigé par des « experts » extérieurs au mouvement et répondant aux canons légitimes de l'argumentaire politique, ainsi que la redéfinition des modalités de sélection des cadres et des candidats du parti, dans le sens de la promotion de « nouveaux venus » détenteurs de propriétés jugées légitimes, constituent les deux principales mesures témoignant de ce travail de conformation.

Au final, on le voit bien, la profonde transformation du système d'action du mouvement *Samoobrona* suite à son entrée au Parlement n'avait rien d'une évidence. Il est le produit de tâtonnements, de bricolages, d'apprentissages aux termes desquels la conformation aux principales règles du jeu a été perçue par ses dirigeants comme le moyen le moins coûteux et le plus efficace d'accumuler le crédit politique leur

permettant d'espérer s'implanter durablement dans le champ de la politique institutionnelle¹.

¹ Ce faisant, le processus qui conduit à la reconfiguration du système d'action du mouvement *Samoobrona* au cours de la IV^e législature n'est pas sans rappeler celui, mis en évidence par Rémi Lefebvre, par lequel le système d'action des socialistes de Roubaix se transforme progressivement suite à leur conquête de la mairie de la ville en 1892 : Lefebvre Rémi, « “Le conseil des buveurs de bière” de Roubaix (1892-1902). Subversion et apprentissage des règles du jeu institutionnel », *Politix*, vol.14, n°53, 2001, p.87-115.

Chapitre 6

Le coût du pouvoir

« [Les élections du 21 octobre 2007] ont été une grande fête de la démocratie polonaise. Au-delà du résultat lui-même, ce sont la participation-record et l'ambiance inhabituelle ayant régné ce jour-là qui leur ont donné ce caractère festif. On n'avait plus connu une telle mobilisation et un tel enthousiasme depuis le referendum d'adhésion à l'Union européenne. J'espère que nous nous souviendrons longtemps du moment d'euphorie que nous avons connu quand il est devenu évident que ceux qui voulaient faire sortir le PiS du gouvernement allaient remporter une victoire écrasante. La politique est redevenue un sujet sérieux. À peine deux ans après les précédentes élections, les Polonais ont mis fin à l'expérience politique menée par les partisans mégalomanes d'une IV^e République. Le gouvernement du PiS, de *Samoobrona* et de la LPR appartient désormais au passé. Peu de gens pensaient que la « voix du peuple » s'exprimerait si clairement : comme jamais auparavant, les électeurs ont affiché leur volonté de vivre dans un pays européen normal [...]. »

Jerzy Baczyński.

Extrait de « Kartka powyborcza », *Polityka*, 27/10/2007, p.6.

Le ton de cet éditorial publié le 27 octobre 2007 par l'hebdomadaire *Polityka* témoigne parfaitement du soulagement avec lequel la grande majorité des commentateurs de la vie politique polonaise ont accueilli le résultat des élections parlementaires anticipées du 21 octobre 2007. La plupart d'entre eux salue en effet dans la victoire du principal parti d'opposition, la PO de l'actuel Premier ministre Donald Tusk, le signe d'un retour à la « normalité » de la Pologne après deux années communément considérées comme les plus troubles de son histoire récente. Inaugurée par les élections parlementaires de septembre 2005 et interrompue par la dissolution de la Diète en septembre 2007, la V^e législature aurait en effet été marquée par une inquiétante dérive anti-démocratique de la politique polonaise dont la formation d'un gouvernement de coalition entre le PiS, le *Samoobrona* RP et la LPR en mai 2006 constituerait la principale expression¹.

Couvrant une période courant des élections législatives de 2005 à l'été 2010, ce chapitre est consacré à l'étude de la trajectoire paradoxale du mouvement

¹ À titre d'exemple : Smolar Aleksander, « Les radicaux au pouvoir... », *art.cit.* ; Wojciech Kosci, « Poland: In the Name of the Law, Self-Defense, and Family », *Transitions Online*, vol.16, n°5, 2006 ; ou encore : Markowski Radosław, « Polish society, politics and elections », *The Analyst - Central and Eastern European Review*, n°3, 2007.

Samoobrona dans les jeux politiques polonais au cours de ces cinq années. Alors que le résultat des candidats du *Samoobrona* RP aux élections de l'automne 2005 et, surtout, l'entrée au gouvernement de plusieurs de ses représentants, dont Andrzej Lepper, au printemps 2006 semblaient marquer sa « consécration », la reconnaissance de sa légitimité à participer à l'exercice du pouvoir politique, les élections anticipées de 2007 se soldent par une déroute pour le parti. Ne réunissant que 1,53% des voix, il est alors privé, pour la première fois depuis 2001, de toute représentation parlementaire. Les élections européennes de 2009 et présidentielle de 2010 ont depuis confirmé cette piètre performance puisque ses candidats n'y ont une nouvelle fois pas dépassé les 2% des voix. Ne disposant plus que de quelques mandats locaux, qu'il pourrait perdre à l'occasion des élections locales de novembre 2010, le mouvement *Samoobrona* apparaît aujourd'hui exsangue. Marginalisé dans le champ politique et dans le champ du syndicalisme agricole, il n'est plus considéré comme un participant sérieux de la compétition pour la représentation des intérêts sociaux.

Dans le prolongement des lectures de sa « montée en puissance » au cours de la III^e législature, c'est en lien avec d'hypothétiques fluctuations de l'attitude des citoyens polonais à l'égard de leur démocratie que la trajectoire récente du mouvement *Samoobrona* est communément interprétée. Dans un premier temps, son succès relatif aux élections parlementaires et présidentielle de 2005 constituerait le signe de la défiance persistante d'une partie de l'électorat polonais à l'égard des élites démocratiques traditionnelles, défiance dont aurait également bénéficié la LPR et le PiS, qui contre toute attente arrive en tête aux deux scrutins. Ayant tous trois construit leur réussite électorale sur un discours remettant en cause les équilibres politiques et économiques en vigueur depuis 1989, le *Samoobrona* RP, la LPR et le PiS se seraient dans un second temps naturellement entendus pour diriger ensemble la Pologne, objectivant par leur alliance gouvernementale la « poussée radicale » s'étant précédemment exprimée dans les urnes. Enfin, dans un troisième temps, la déroute du *Samoobrona* RP aux élections de 2007, comme celle de la LPR et, dans une moindre mesure, du PiS, témoignerait d'une « prise de conscience » des citoyens polonais, qui en se détournant du parti d'Andrzej Lepper auraient décidé de « fermer la parenthèse

populiste », de « sanctionner l'incompétence et l'immoralité » de ses représentants, voire de témoigner « leur attachement aux valeurs démocratiques »¹.

Teintées de normativisme et postulant la rationalité d'un électorat polonais largement anthropomorphisé, ces lectures de la trajectoire récente du mouvement *Samoobrona* ne nous sont guère en mesure de répondre aux énigmes que constituent à la fois son accès au gouvernement en 2006 et son éviction spectaculaire du champ de la politique institutionnelle en 2007. Les réduisant au statut de « symptôme » de l'état du sentiment des citoyens polonais à l'égard de la démocratie, elle laisse dans l'ombre les processus concrets qui participent à l'« ascension » puis à la « chute » du mouvement *Samoobrona* dans les jeux politiques polonais. Comment des responsables syndicaux et politiques ayant fondé leur représentativité sur une dénonciation des pratiques politiques dominantes parviennent-ils à faire reconnaître leur prétention affichée de longue date à l'occupation de positions de pouvoir gouvernemental ? De quelle manière investissent-ils le rôle inédit de gouvernants qui leur incombe à partir de mai 2006 ? Comment expliquer l'incapacité des responsables du mouvement *Samoobrona* à entretenir leur représentativité et leur statut de participants légitimes à la représentation des intérêts sociaux suite à leur sortie du gouvernement ? En rupture avec les lectures naturalisantes de la trajectoire récente du mouvement *Samoobrona*, telles sont les interrogations qu'il convient de replacer au cœur de l'analyse et autour desquelles s'organisera notre propos dans le cadre de ce chapitre.

Dans un premier temps nous nous pencherons sur les processus qui aboutissent à l'entrée au gouvernement du *Samoobrona* RP au printemps 2006. Loin d'être réductible à leur succès électoral ou à une hypothétique proximité idéologique avec le PiS ou la LPR, nous verrons que l'accès à des positions de pouvoir gouvernemental de représentants du mouvement *Samoobrona* apparaît principalement comme le résultat des recompositions à l'œuvre au sein du champ politique polonais dans les premiers mois de la V^e législature. Celles-ci s'accompagnent d'une réévaluation à la hausse de leur crédit politique qu'ils s'efforcent d'entretenir en multipliant les gages de leur conformation aux règles du jeu de la politique institutionnelle (section 1).

¹ À titre d'exemple : « Populizm zanika, rośnie optymizm », *Gazeta Wyborcza*, 22/10/2007 ; Zachód wygrał ze Wschodem, *Polityka*, 27/10/2007 ; « La Pologne vote l'ouverture », *Libération*, 22/10/2007.

Dans un second temps, nous verrons que l'apprentissage du rôle de gouvernant apparaît particulièrement contraint pour les représentants du mouvement *Samoobrona*. Loin de s'estomper, les procès en illégitimité dont ils sont l'objet s'exacerbent avec leur accès aux responsabilités, y compris de la part de leurs partenaires de la coalition. Peinant à contrer les remises en cause récurrentes de leur compétence, de la sincérité de leur engagement démocratique ou encore de leur moralité, les dirigeants du *Samoobrona* RP, au premier rang desquels Andrzej Lepper, s'avèrent incapables d'entretenir leur légitimité de gouvernants. Pris de court par la convocation d'élections anticipées qu'ils n'ont pas souhaitée, ils ne parviennent guère à développer dans la dynamique de la compétition électorale une offre politique leur permettant de s'y démarquer et de faire à nouveau attester la représentativité qu'ils s'étaient assurée les années précédentes (section 2). Enfin, nous nous intéresserons aux ressorts de la marginalisation durable du mouvement *Samoobrona* au sein du champ politique polonais suite à son éviction des jeux parlementaires. Nous verrons que, loin d'être la seule conséquence de la défaite électorale de 2007, celle-ci s'explique principalement par la profonde fragilisation des structures du mouvement qu'a induite la reconfiguration contrainte de son système d'action au cours des IV^e et V^e législatures (section 3).

Section 1 : L'improbable entrée de *Samoobrona* au gouvernement.

À la veille des élections de l'automne 2005, la participation au gouvernement s'impose comme le principal horizon d'attente des dirigeants du *Samoobrona* RP, qui ont engagé pour la légitimer une entreprise de reconfiguration en profondeur, de « normalisation », de l'offre politique de leur formation. La formalisation au printemps 2006 d'un accord de coalition entre le *Samoobrona* RP, le PiS et la LPR, en ce qu'elle leur donne pour la première fois accès à des positions de pouvoir gouvernemental, leur permet d'atteindre cet objectif affiché de longue date. C'est à l'étude des modalités de cette entrée inédite du *Samoobrona* RP au gouvernement qu'est consacrée cette section. Loin d'être la conséquence évidente du « verdict des urnes » ou d'une hypothétique proximité idéologique entre les trois nouveaux coalisés, nous verrons que celle-ci apparaît comme le résultat incertain du processus de reconfiguration des rapports de forces qui travaille le champ politique polonais dans les premiers mois de la V^e législature¹.

En dépit des ambitions élevées affichées par ses représentants au cours de la campagne électorale, les résultats obtenus par les candidats du *Samoobrona* RP aux élections parlementaires et présidentielle de septembre et octobre 2005 ne semblent pas dans un premier temps permettre au parti de renforcer sa position au sein du champ de la politique institutionnelle par rapport à la législature précédente (A). Néanmoins, l'incapacité des dirigeants du PiS et de la PO à formaliser l'alliance qu'ils s'étaient engagés à réaliser avant les élections, s'accompagne d'une redéfinition de la position du *Samoobrona* RP au sein du champ politique, et notamment de l'arène parlementaire. En dépit des procès en illégitimité dont ils restent l'objet, les responsables du *Samoobrona* RP, notamment son président Andrzej Lepper, s'imposent progressivement comme des interlocuteurs incontournables pour les dirigeants du PiS. Engagés dans une entreprise complexe de formalisation d'une alliance majoritaire à la Diète, ceux-ci se résignent à la fin du mois d'avril à la

¹ Sur l'étude des coalitions partisanes, et notamment, ce qui nous intéresse plus particulièrement dans le cadre de cette section, de leur formation, on se référera au dossier publié par la revue *Polityx* en 2009, « Le gouvernement des coalitions partisanes », coordonné par Nicolas Bué et Fabien Desage. Particulièrement, pour une synthèse stimulante de la littérature sur le sujet : Bué Nicolas & Desage Fabien, « Le « monde réel » des coalitions: L'étude des alliances partisanes de gouvernement à la croisée des méthodes », *Polityx*, vol.22, n°88, 2009, p.9-37.

constitution d'une coalition inter-partisane incluant le *Samoobrona* RP, qui accède ainsi pour la première fois de son histoire à des positions de pouvoir gouvernemental (B).

A) Une performance électorale en demi-teinte.

Menant, nous l'avons vu, une campagne particulièrement dispendieuse qu'ils aiment à qualifier de « professionnelle » les responsables du *Samoobrona* RP ne cachent guère leur ambition d'imposer à l'occasion des élections parlementaires et présidentielle de l'automne 2005 leur parti comme un acteur central des jeux politiques polonais, voire comme le plus important (1). En dépit d'une progression en termes de voix, notamment lors de la présidentielle, les résultats effectifs sont bien en deçà des objectifs qu'ils s'étaient fixés (2).

1) Des ambitions élevées.

Alors que les différents sondages pré-électorales créditent la PO et le PiS de plus de 20% d'intentions de vote chacune, le retour au gouvernement d'un personnel politique se revendiquant du mouvement d'opposition Solidarité apparaît rapidement comme l'issue certaine du scrutin parlementaire. D'autant plus, que les directions de la PO et du PiS affichent dès l'été leur intention de collaborer au sein d'un gouvernement de coalition une fois les élections passées. Dans ce contexte, l'identité de celle de ces deux formations qui devancera l'autre dans les urnes, et qui sera ainsi en mesure de désigner un Premier ministre issu de ses rangs, s'impose comme le principal enjeu du scrutin parlementaire. De même, pour les élections présidentielles, les candidats de la PO et du PiS, respectivement Donald Tusk et Lech Kaczyński, sont perçus comme les deux seuls en mesure de l'emporter, notamment à partir du 15 septembre et de l'annonce de son retrait par Włodzimierz Cimoszewicz (SLD) qui bénéficiait du soutien du toujours très populaire président sortant Aleksander Kwaśniewski¹. Dès lors, bien qu'étant régulièrement crédités de plus de 15% des

¹ Accusé tout au long de l'été par ses adversaires politiques d'être impliqué dans un scandale politico-financier en lien avec l'entreprise pétrolière nationale PKN Orlen, allégations abondamment relayées dans la presse, Włodzimierz Cimoszewicz perd progressivement la position de favori qui était la sienne dans les sondages au printemps 2005. Dénonçant la campagne de dénigrement indigne et infondée dont il est selon lui l'objet, il annonce le 14 septembre son retrait de la course présidentielle et de la vie

voix, ce qui les place en troisième position pour les deux élections, Andrzej Lepper et le *Samoobrona* RP ne sont pas considérés comme des prétendants sérieux à l'exercice du pouvoir présidentiel et gouvernemental. D'autant moins qu'en dépit des efforts de ses dirigeants pour le présenter comme un parti respectable, le *Samoobrona* RP reste appréhendé par l'ensemble des autres protagonistes de la compétition électorale comme un acteur illégitime du champ politique. Les dirigeants du PiS et surtout de la PO excluent ainsi sans ambiguïté toute possibilité de collaboration avec la formation d'Andrzej Lepper au lendemain des élections.

En dépit des projections pré-électorales et de la permanence de leur marginalisation politique, les dirigeants du *Samoobrona* RP ne renoncent guère à afficher leur ambition de gouverner la Pologne après les élections. Dénonçant la partialité des médias suspectés de falsifier les sondages, ils estiment être en mesure de créer la surprise en remportant l'élection présidentielle et en arrivant en tête aux élections parlementaires. À la veille de ces dernières, Andrzej Lepper se déclare ainsi certain que son parti recueillera plus de 20% du total des voix et obtiendra ainsi plus d'une centaine de représentants au Parlement¹.

2) La déception des résultats.

Le 25 septembre 2005, seuls 40,57% des électeurs se rendent aux urnes pour désigner leurs députés et sénateurs, ce qui constitue le plus faible taux de participation pour une élection nationale depuis le changement de régime. Si, comme attendu par les commentateurs de la vie politique polonaise, la PO et le PiS devancent largement les autres comités électoraux, ce dernier crée cependant la surprise en se classant légèrement en tête avec 26,99% des voix, contre 24,14% pour le parti de Donald Tusk qui était pourtant donné vainqueur par l'ensemble des derniers sondages. Arrivées en troisième position, les listes *Samoobrona* RP ne recueillent quant à elles que 11,41% des voix, bien en deçà des objectifs affichés par ses dirigeants. Andrzej Lepper ne cache d'ailleurs pas sa déception sur les plateaux de télévision lors de la soirée

politique polonaise. Il refuse de donner la moindre consigne de vote. Cf. « Cimoszewicz o granicach absurdu », *Gazeta Wyborcza*, 15/09/2005, p.2.

¹ « Zapis czata internetowego z Andrzejem Lepperem », *Chłopska Droga*, n°39, 24/09/2005.

électorale¹. Le *Samoobrona* RP gagne à peine 20 000 voix par rapport au précédent scrutin et ne devance que d'une courte tête le SLD, qui réalise quant à lui une performance bien supérieure aux estimations pré-électorales.

Tableau 41 : Résultats des élections parlementaires du 25 septembre 2005.

Comités électoraux	Nombre de voix	Rappel du nombre de voix en 2001	Pourcentage des voix	Nombre de mandats au Sejm	Nombre de mandats au Sénat
PiS	3 185 714	1 236 787	26,99%	155	49
PO	2 849 259	1 651 099	24,14%	133	34
Samoobrona RP	1 347 355	1 327 624	11,41%	56	3
SLD	1 335 257	5 342 519	11,31%	55	0
LPR	940762	1 025 148	7,97%	34	7
PSL	821656	1 168 659	6,96%	25	2
SdPI	459 380	/	3,89%	0	0
PD	289 276	/	2,45%	0	0
Minorité Allemande	34 469	42 340	0,29%	2	0
Autres comités	541 548	1 223 753	4,59%	0	5
Total (Participation 40,57%)	11 804 676	13 017 929	100%	460	100

Réalisé par nos soins. Sources : données de la Commission électorale nationale.

L'observation des résultats définitifs publiés par la Commission électorale nationale permet de mettre en évidence deux tendances antagoniques dans l'évolution de la géographie du vote *Samoobrona* RP entre 2001 et 2005.

Tableau 42: Résultats par circonscription des listes du comité *Samoobrona* RP aux élections parlementaires du 25 septembre 2005.

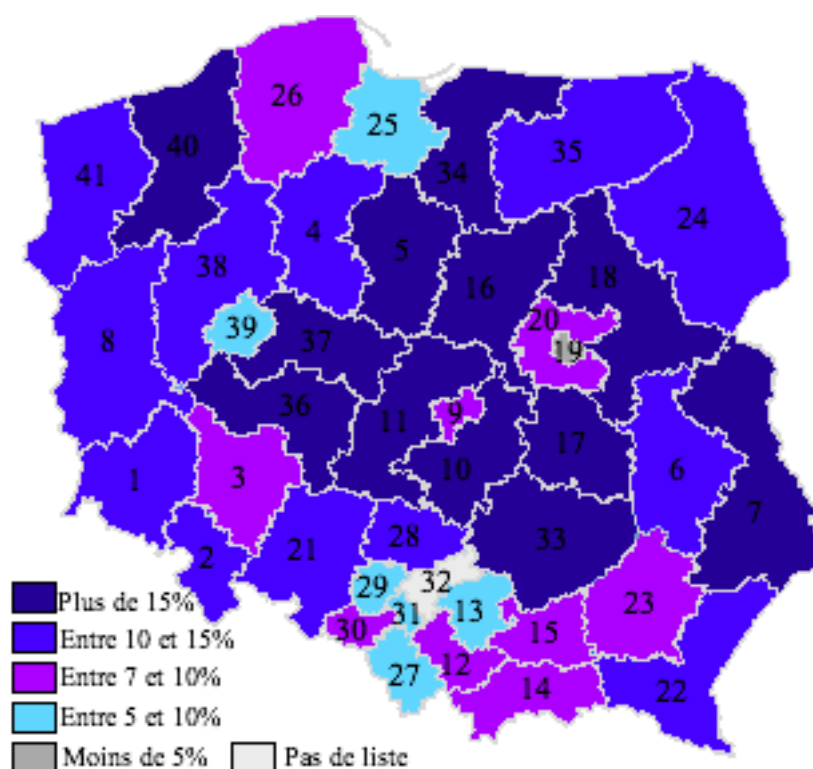
N°	Circonscription		Pourcentage du total des voix	Nombre de voix	Rang d'arrivée/ Nombre de comités	Rappel du nombre de voix en 2001	Nombre de mandats	
	Voïvodie	Région					À la Diète	Au Sénat
1	Basse Silésie	Legnica	12,65	35822	4/15	30 920	2	0
2		Walbrzych	13,25	25995	4/14	25 723	1	0
3		Wrocław	8,42	32669	4/16	39 823	1	0
4	Cujavie Poméranie	Bydgoszcz	11,70	33363	4/18	32 953	1	0
5	Lublin	Toruń	18,59	53077	3/17	39 277	3	0
6		Lublin	14,59	57881	3/17	57 796	2	0
7	Lubusz	Chelm	20,83	60435	1/14	53 855	3	0
8		Zielona Góra	11,41	30868	4/14	29 957	1	0
9	Lódź	Lódź	8,63	25382	4/17	22 423	1	0

¹ « *Samoobrona* niepokieszona », *Gazeta Wyborcza*, 26/09/2005, p.7 ; « Na huśtawce sondaży », *Rzeczpospolita*, 26/09/2005.

10		Piotrków Trybunalski	21,56	48034	2/16	38 832	2	1
11		Sieradz	21,87	62787	1/13	60 404	3	0
12	Petite Pologne	Chrzanów	8,51	17060	4/12	18 198	0	0
13		Cracovie	5,05	21215	5/13	29 864	0	0
14		Nowy Sącz	8,48	21056	4/12	19 728	1	0
15		Tarnów	9,88	22006	4/15	22 733	1	0
16	Mazovie	Płock	17,84	41056	2/14	33 900	2	0
17		Radom	19,42	43676	2/16	32 132	2	0
18		Siedlce	18,80	55818	2/15	45 277	2	0
19		Varsovie 1	2,34	17771	8/18	22 398	0	0
20		Varsovie 2	7,34	23276	3/14	24 217	1	0
21	Opole	Opole	10,59	28244	4/14	34 236	2	0
22	Basses Carpatés	Krosno	11,83	32339	4/14	36 719	1	0
23		Rzeszów	7,89	31807	5/15	43 122	1	0
24	Podlasie	Białystok	12,16	41996	4/15	47 875	2	0
25	Poméranie	Gdańsk	6,73	23429	4/15	23 085	1	0
26		Gdynia	9,39	34645	4/16	35 489	1	0
27	Silésie	Bielsko-Biała	6,60	16622	4/13	21 940	0	0
28		Częstochowa	13,73	25141	3/14	22 963	1	0
29		Gliwice	6,97	16130	4/15	15 613	1	0
30		Rybnik	7,64	17170	4/14	16 616	0	0
31		Katowice	5,18	17177	4/13	19 962	0	0
32		Sosnowiec	Pas de liste <i>Samoobrona RP</i>				19 133	0
33	Sainte Croix	Kielce	17,23	62851	2/16	55 284	3	0
34	Varmie	Elbląg	17,68	29404	3/13	24 889	2	0
35	Mazurie	Olsztyn	11,80	24349	4/13	22 046	1	0
36	Grande Pologne	Kalisz	16,55	46683	3/15	44 565	2	1
37		Konin	20,70	45136	1/16	35 556	3	1
38		Piła	14,75	32272	4/12	30 163	1	0
39		Poznań	5,71	17426	4/12	16 326	0	0
40	Poméranie Occidentale	Koszalin	22,78	39966	1/12	46 863	3	0
41		Szczecin	11,47	35321	4/12	34 769	2	0
Total			11,41	1 347 355	3/	1 327 624	56	3

Réalisé par nos soins. Sources : nos propres calculs d'après les données de la Commission électorale nationale (PKW).

Carte 6 : Résultats par circonscriptions des listes *Samoobrona RP* aux élections parlementaires du 25 septembre 2005.



Réalisé par nos soins. Sources : données de la Commission électorale nationale (PKW).

Premièrement, le parti confirme sa bonne implantation électorale dans les circonscriptions à dominantes rurales du nord, du centre et de l'est du pays. Le *Samoobrona* RP progresse même dans l'ensemble des circonscriptions de Cujavie-Poméranie, de Łódź, de Lublin, de Mazovie (hors Varsovie 1 et Varsovie 2), de Sainte Croix et de Varmie Mazurie. Alors qu'en 2001, les listes du *Samoobrona* RP ne réunissaient plus de 15% des voix que dans quatre circonscriptions, c'est le cas dans douze d'entre elles en 2005. Elles dépassent même les 20% dans cinq circonscriptions, contre seulement une en 2001. En plus de celle de Koszalin, « fief » historique du ZZR *Samoobrona* où les candidats du *Samoobrona* RP recueillent cependant près de 7 000 voix de moins que quatre ans auparavant, c'est en effet désormais également le cas dans celles de Chełm, de Piotrków Trybunalski, de Konin et de Sieradz, où le parti réalise sa meilleure performance nationale avec presque 22% des scrutins exprimés.

Deuxièmement, le *Samoobrona* RP peine à l'inverse à élargir sa base de soutien électorale dans le sud de la Pologne et dans les circonscriptions urbaines. En dépit de

la prétention réaffirmée par ses dirigeants de ne pas limiter leur offre de représentation au seul monde rural, dont témoigne notamment les modalités de sélection des candidats, les listes du *Samoobrona* RP ne dépassent les 10% des voix dans aucune des principales zones urbaines de Pologne et des circonscriptions des voïvodies de Petite Pologne et de Silésie, exception faite de celle de Czesłochowa. Outre à Sosnowiec, où les listes ont été déposées hors délai, le *Samoobrona* RP perd même des électeurs par rapport à 2001 dans quatorze circonscriptions, une nouvelle fois principalement localisées dans le sud et dans les zones urbaines. Ce recul est parfois sensible, par exemple à Cracovie, à Opole, à Wrocław ou encore à Varsovie 1, où avec 2,34% des voix le parti réalise sa plus mauvaise performance nationale.

Ainsi, en dépit de la profonde transformation de son offre politique au cours de la IV^e législature, le *Samoobrona* RP confirme en 2005 sa difficulté à se faire reconnaître comme un représentant légitime dans les régions où le *ZZR Samoobrona* n'est que faiblement implanté. S'il mobilise largement dans les zones rurales, il s'impose même comme le premier parti national devant le PiS et le PSL dans les gminas de moins de 10 000 habitants, il peine à l'inverse à rallier des soutiens dans les villes moyennes et surtout dans les grandes agglomérations.

**Tableau 43 : Vote par lieu de résidence aux élections parlementaires
du 25 septembre 2005.**

Lieu de résidence de l'électeur		PiS		PO		<i>Samoobrona</i> RP		SLD		LPR		PSL	
Population du gmina	Voix	Voix	%	Voix	%	Voix	%	Voix	%	Voix	%	Voix	%
Moins de 10 000	2 516 697	512 464	20,36	344 978	13,71	565 872	22,48	212 883	8,46	248 150	9,86	406 699	16,16
De 10 001 à 100 000	5 268 827	1 497 603	28,42	1 235 888	23,46	584 998	11,1	611 439	11,60	444 714	8,44	350 729	6,66
De 100 001 à 500 000	2 242 021	644 574	28,75	679 449	30,31	132 117	5,89	310 710	13,86	145 851	6,51	45 650	2,04
Plus de 500 000	1 742 196	520 970	29,90	575 620	33,04	63 939	3,67	198 071	11,37	99 100	5,69	18 285	1,05
Total campagnes	3 843 602	894 545	23,27	577 475	15,02	789 731	20,55	294 633	7,67	387 779	10,09	565 700	14,72
Total villes	7 926 139	2 281 066	28,78	2 258 460	28,49	557 195	7,03	1 038 470	13,10	550 036	6,94	255 663	3,23
Total national	11 804 676	3 185 714	26,99	2 849 259	24,14	1 347 355	11,41	1 335 257	11,31	940 762	7,97	821 656	6,96

Tableau réalisé par nos soins. Sources : données de la Commission électorale nationale (PKW).

En dépit de la déception que représente le résultat du *Samoobrona* RP aux élections parlementaires, Andrzej Lepper ne renonce pas à ses ambitions présidentielles. Dans les jours précédant le premier tour du scrutin le 9 octobre, il continue en effet à afficher sa confiance quant à sa capacité à se qualifier pour le second tour. Au début du mois d'octobre, il intensifie sa campagne et multiplie les interventions médiatiques

et les réunions publiques à travers le pays. S'efforçant de se démarquer au sein de la compétition électorale en se présentant comme le seul candidat porteur d'un véritable projet social et d'un programme socio-économique cohérent, Andrzej Lepper ne cache pas son ambition de mobiliser en sa faveur les nombreux déçus du SLD et du PSL. Dans ce sens, il adresse au début du mois d'octobre une lettre ouverte aux « électeurs de gauche » les appelant au « vote utile » en sa faveur. « Cher peuple de gauche. Le temps des querelles et des inimités doit s'achever. Il faut qu'ensemble nous rendions à la notion de gauche son sens fondamental. Il est temps de montrer que la Pologne a besoin d'un véritable programme de gauche, qui n'a été mis en œuvre par aucun gouvernement après 1989. [...] *Samoobrona* est désormais la plus importante force de gauche. La soutenir aux élections est le seul moyen de limiter le pouvoir que les libéraux ont obtenu aux élections à la Diète et au Sénat », peut-on y lire¹. De même, mobilisant pour la première fois depuis des années la thématique de l'unité du mouvement paysan, Lepper cherche, sans succès, à convaincre le candidat du PSL Jarosław Kalinowski, qui paraît distancé dans les sondages, de se retirer en sa faveur avant le premier tour afin, une nouvelle fois, « de faire barrage aux libéraux »².

La tentative d'Andrzej Lepper d'élargir sa base de soutien électoral en se présentant comme un homme d'État responsable et en se positionnant, pour la première fois aussi clairement, à « gauche » s'avère payante. Le 9 octobre, dans un scrutin marqué par une participation légèrement plus élevée que pour les élections parlementaires (49,74% des inscrits se rendent aux urnes), le président du *Samoobrona* RP réunit près d'un million d'électeurs de plus que les listes de son parti deux semaines auparavant. Avec près de 2,3 millions de voix, soit 15,11% des suffrages exprimés, il réalise, de loin, la meilleure performance électorale de l'histoire de la formation. Sa progression est sensible dans l'ensemble des voïvodies, et il dépasse même les 15% dans dix d'entre elles.

Tableau 44 : Comparaison des résultats d'Andrzej Lepper et des listes *Samoobrona* RP aux élections présidentielle et parlementaires de 2005.

¹ Voir « Czerwony jak Lepper », *Gazeta Wyborcza*, 04/10/2005, p.3 et « Kilka prostych decyzji », *Rzeczpospolita*, 04/10/2005.

² « Lepper nie przekona PSL », *Gazeta Wyborcza*, 03/10/2005, p.6.

Voïvodie	Andrzej Lepper : 1er tour présidentielle 2005		Samoobrona RP: élections parlementaires 2005	
	Voix	%	Voix	%
Basse Silésie	142 739	12,79	94 486	10,89
Cujavie Poméranie	159 898	20,76	86 440	15,15
Lublin	221 299	26,05	118 316	17,23
Lubusz	56 003	15,58	30 868	11,41
Lódź	206 546	20,16	136 203	16,94
Petite Pologne	135 237	10,17	81 337	7,45
Mazovie	270 194	12,07	181 597	9,93
Opole	50 641	14,89	28 244	10,59
Basses Carpates	130 089	16,08	64 146	9,48
Podlasie	88 929	20,52	41 996	12,16
Poméranie	87 830	9,62	58 074	8,1
Silésie	172 585	9,37	92 240	6,43
Sainte Croix	122 378	26,38	62 851	17,23
Varmie Mazurie	89 667	18,15	53 753	14,42
Grande Pologne	226 752	16,96	141 517	13,82
Poméranie Occidentale	98 307	15,73	75 287	15,57
Total	2 259 094	15,11	1 347 355	11,41

Réalisé par nos soins. Sources : données de la Commission électorale nationale (PKW).

Comme le *Samoobrona* RP quinze jours auparavant, c'est néanmoins essentiellement dans les zones rurales qu'Andrzej Lepper réalise ses meilleurs scores. Il devance même l'ensemble des autres candidats dans les gminas de moins de 10 000 habitants. Avec près de 35% des voix, il y réunit notamment presque dix fois plus d'électeurs que Jarosław Kalinowski, qui réalise la plus mauvaise performance électorale du PSL depuis le changement de régime avec seulement 1,8% des voix au niveau national. À l'inverse cependant, Andrzej Lepper apparaît une nouvelle fois en retrait dans le sud et dans les régions urbaines du pays. Il obtient ainsi moins de 5% des voix dans les agglomérations de plus de 200 000 habitants, notamment à Varsovie où il plafonne à 2,84%. Cette incapacité persistante du *Samoobrona* RP à mobiliser largement les électeurs urbains pénalise fortement Andrzej Lepper et l'empêche de réaliser son objectif de qualification au second tour. Comme pronostiqué par l'ensemble des sondages pré-électorales, il est en effet largement devancé par les candidats du PiS et de la PO, Lech Kaczyński (33,1%) et Donald Tusk (36,3%).

Tableau 45 : Résultats du premier tour de l'élection présidentielle du 9 octobre 2005.

Nom	Prénom	Formation du candidat	Nombre de voix	Pourcentage du total des	Pourcentage du total des	Pourcentage du total des
-----	--------	-----------------------	----------------	--------------------------	--------------------------	--------------------------

				voix	voix dans les campagnes	voix en ville
Tusk	Donald	PO	5 429 666	36,33	25,19	41,87
Kaczyński	Lech	PiS	4 947 927	33,1	34,09	32,58
Lepper	Andrzej	<i>Samoobrona RP</i>	2 259 094	15,11	28,63	8,38
Borowski	Marek	SdPI	1 544 642	10,33	6,06	12,51
Kalinowski	Jarosław	PSL	269 316	1,8	3,6	0,9
Korwin-Mikke	Janusz	UPR	214 116	1,43	0,89	1,71
Bochniarz	Henryka	PD	188 598	1,26	0,86	1,47
Ilasz	Liwiusz	/	31 691	0,21	0,23	0,21
Tymiński	Stanisław	OKO	23 545	0,16	0,18	0,15
Bubel	Leszek	PPN	18 828	0,13	0,13	0,12
Pyszko	Jan	Liga Polska	10 371	0,07	0,08	0,06
Słomka	Adam	KPN-OP	8 895	0,06	0,06	0,06
Total (Participation 49,74%)			14 946 689	100	100	100

Réalisé par nos soins. Sources : données de la Commission électorale nationale (PKW).

B) Un acteur incontournable des jeux parlementaires.

Les élections de 2005 semblent sanctionner l'incapacité des dirigeants du *Samoobrona RP* à imposer leur formation comme un acteur incontournable des jeux politiques. Disposant d'à peine plus d'élus qu'en 2001, ils paraissent condamnés à connaître la même marginalisation institutionnelle que celle qui a été la leur durant l'essentiel de la IV^e législature. La permanence de leur stigmatisation comme des protagonistes illégitimes du champ politique et la perspective d'une alliance de gouvernement entre les deux principales formations parlementaires la PO et le PiS, qui disposent à elles deux d'une majorité confortable à la Diète, semblent en effet les assigner à un rôle d'opposants et les contraindre à renoncer à leurs ambitions à l'obtention de positions de pouvoir institutionnel.

Néanmoins, l'échec inattendu des négociations de coalition engagées entre les responsables de la PO et du PiS (1) a pour conséquence une réévaluation à la hausse du poids relatif du club parlementaire *Samoobrona RP* au sein du Parlement. Avec cinquante-six députés, le parti d'Andrzej Lepper, qui n'a de cesse de répéter son aspiration à participer à l'exercice du pouvoir gouvernemental, s'impose alors comme un interlocuteur inévitable pour le gouvernement minoritaire formé au nom du PiS par Kazimierz Marcinkiewicz (2). Bien qu'initialement très réticents à l'idée d'intégrer un

parti aussi stigmatisé au sein d'une coalition gouvernementale, les dirigeants du PiS se résignent au printemps 2006 à engager des négociations avec les responsables du *Samoobrona* RP afin de formaliser une alliance de gouvernement entre leurs formations (3).

1) Le divorce PiS-PO.

Au moment de leurs créations au début de l'année 2001, la PO et le PiS développent des offres de représentation assez proches. Toutes deux issues d'entreprises de démarcation du bilan du gouvernement Buzek, elles réunissent des responsables politiques aux propriétés sociales comparables et se revendiquant pareillement de l'héritage du mouvement Solidarité¹. D'ailleurs, s'ils participent de manière autonome aux élections à la Diète de 2001, au cours desquelles ils imposent, malgré la défaite, leur domination sur le champ de la « droite post-solidarité », les représentants de ces deux partis s'associent au sein d'un comité électoral unique, le POPiS, pour les élections locales de 2002.

Bien que revendiquant encore leur proximité politique et leur appartenance commune à un camp Solidarité ayant vocation à l'unité, les dirigeants de la PO et du PiS s'engagent progressivement au cours de la IV^e législature dans une lutte pour le leadership sur la droite polonaise, avec une vigueur accrue à mesure que la crise du gouvernement SLD impose la perspective d'une alternance comme l'issue certaine des scrutins de 2005. Cette lutte les conduit à clarifier et à différencier l'offre politique de leurs formations respectives afin de les démarquer l'une de l'autre dans le champ politique².

¹ Des chercheurs, participant à une enquête collective consacrée à l'« opinion publique polonaise » avant l'adhésion à l'Union Européenne au début des années 2000, mettent d'ailleurs en évidence dans l'une de leur publication la perception du PO et du PiS par les électeurs aux élections de 2001 comme étant deux formations politiquement très proches. Cf. Mcmanus-Czubiska Clare, Miller William L., Markowski Radosław & Wasilewski Jacek, « The new Polish “right”? », *Journal of Communist Studies and Transition Politics*, vol.19, n°2, 2003, p.1-23.

² Sur la différenciation progressive des offres politiques développées par le PiS et la PO au cours de la IV^e législature, nous nous permettons de renvoyer à : Heurtaux Jérôme & Pellen Cédric, *art.cit.*, p.36-47.

Du côté de la PO, la démission en avril 2003 du président Maciej Płażyński, ancien cadre de l’AWS, pour « divergences programmatiques » avec ses alliés, permet aux anciens libéraux de l’UW d’accroître leur emprise sur l’appareil partisan de la formation. Ancien vice-président de l’UW proche de Leszek Balcerowicz, Donald Tusk en prend alors la présidence. Tout en conservant un caractère conservateur assumé, le parti s’attache dans les mois suivant à valoriser l’orientation libérale de son offre politique et sa compétence en matière économique. Dans un contexte de grave crise économique et sociale, les sondages prometteurs à partir de 2004 et le bon résultat de la formation aux élections européennes, au cours desquelles elle se classe en tête avec 24% des voix, semblent valider la pertinence de cette stratégie de présentation de soi. Elle est confirmée dans la perspective des élections de 2005.

Du côté du PiS, dans le prolongement de l’offre de représentation développée à l’occasion des élections de 2001, c’est en mobilisant les thématiques de la moralisation de la vie politique et du durcissement de la lutte contre la corruption que les dirigeants essayent de se démarquer dans le champ politique. Alors que leur formation peine à décoller dans les différents sondages, où elle apparaît distancée par la PO, le *Samoobrona* RP, voire la LPR, ceux-ci, notamment Jarosław Kaczyński, qui a succédé à son frère jumeau Lech à la présidence du parti, s’engagent à partir de 2003 dans une entreprise d’élargissement de son offre de représentation à partir de ces deux enjeux. Dans cette optique, la direction du PiS se prononce dès mai 2003 pour un changement de Constitution¹. L’appel à un changement de République permet au PiS d’agrèger, plus ou moins explicitement, dans une entreprise politique unique des enjeux jusqu’ici dispersés comme la lutte contre la corruption bien sûr, mais aussi les conséquences sociales des politiques de libéralisation de l’économie polonaise ou encore la question de la continuité entre la Pologne communiste et post-communiste². Il lui permet également de se rapprocher de la droite nationaliste et de se démarquer ainsi plus clairement de PO dans le champ politique.

Bien qu’ayant fait part de leur intention de gouverner ensemble suite aux élections, les dirigeants de la PO et du PiS, qui font figure de favoris pour les scrutins

¹ La direction du parti élabore ainsi un projet de constitution d’une IVe République qui est présenté en mars 2005 : *Konstytucja Rzeczypospolitej Polskiej. Projekt Prawa i Sprawiedliwości*, Varsovie, 2005, <http://www.pis.org.pl/doc.php?d=unit&id=7>. Consulté le 1er septembre 2010.

² Zalewski Frédéric, « Prendre au sérieux le “phénomène Kaczyński” », *Vacarme*, n°41, 2007.

parlementaires et présidentiel, intensifient l'entreprise de différenciation de leur offre de représentation dans la dynamique de la campagne électorale. Aspirant à l'obtention des trophées présidentiel et primo-ministériel, ils tendent en effet à insister sur leurs divergences pour assurer leur succès dans la compétition électorale. Donné perdant par la plupart des différents sondages pré-électoraux, les responsables du PiS notamment durcissent leurs critiques à l'égard de la III^e République et des équilibres politiques et économiques en place depuis 1989. Outre dénoncer le consensus libéral en vigueur en Pologne depuis la « Thérapie de choc », et donc le programme économique porté par la PO, les frères Kaczyński, qui conduisent la campagne de leur formation, insistent en effet de plus en plus ardemment sur leur volonté d' « assainir » la Pologne, en éradiquant la corruption et en renouant avec les politiques de lustration.

La subversion des règles dominantes du jeu politique depuis le changement de régime dont témoignent ces prises de position, par des acteurs pourtant issus du sérail de Solidarité, s'avère payante puisque le 25 septembre 2005, les listes du PiS précèdent d'une courte tête celles du PO dans les urnes. Si les responsables des deux partis réaffirment malgré tout leur vocation à coopérer, leurs antagonismes s'exacerbent encore davantage à l'occasion de la campagne présidentielle. Le duel entre Lech Kaczyński et Donald Tusk, tous deux qualifiés pour le second tour, tourne rapidement au pugilat. Distancé par le candidat de la PO au premier tour et donné perdant par la totalité des sondages pré-électoraux, Lech Kaczyński radicalise ses prises de position et ses attaques contre le leader de PO dans l'entre-deux tours. Une nouvelle fois avec succès puisqu'il est contre toute attente élu Président de la République le 23 octobre. Distaçant très nettement son adversaire dans les régions rurales, il réunit plus de 54% des voix au niveau national.

**Tableau 46 : Résultats du second tour de l'élection présidentielle
du 23 octobre 2005.**

Nom	Prénom	Nombre de voix	Pourcentage du total des voix	Pourcentage du total des voix dans les campagnes	Pourcentage du total des voix en ville
Kaczyński	Lech	8 257 468	54,04	67,71	47,31
Tusk	Donald	7 022 319	45,96	32,29	52,69
Total (Participation 50,99%)		15 279 787	100	100	100

Réalisé par nos soins. Sources : données de la Commission électorale nationale (PKW).

Au lendemain de la double victoire inattendue du PiS aux élections législatives et présidentielle, c'est dans un climat extrêmement tendu que s'ouvrent les négociations visant à finaliser un accord de coalition entre le PiS et la PO. La violence de la lutte électorale entre les deux formations, notamment dans les dernières semaines de la campagne présidentielle, a laissé des traces. S'étant efforcées de donner à voir l'ampleur des divergences entre leurs offres de représentation, particulièrement en matière économique, les directions des deux formations peinent à s'entendre sur un programme de gouvernement commun. De même, les négociations achoppent rapidement sur les questions de la composition du gouvernement et de la répartition des postes ministériels et des postes de pouvoir au sein de la Diète et du Sénat. Les dirigeants de la PO s'opposent notamment fermement aux revendications de ceux du PiS de nommer trois des leurs aux ministères de l'Intérieur, de la Justice et des Services spéciaux. « Il est hors de question que le PiS s'assure le contrôle complet sur l'appareil de l'État. [...] Il serait particulièrement dangereux que le PiS ait entre ses mains, sous le contrôle de ses hommes politiques, l'ensemble des ministères en lien avec la sécurité intérieure », déclare ainsi dès le 25 octobre le candidat de la PO au poste de vice-Premier ministre Jan Rokita¹. Alors que les négociations s'enlisent, le candidat du PiS au poste de Premier ministre, Kazimierz Marcinkiewicz, se résigne à former un gouvernement minoritaire le 31 octobre 2005. Formé de nombreux « experts » apolitiques celui-ci est alors présenté comme ayant vocation à intégrer des membres de la PO une fois qu'un accord aura été trouvé entre les directions des deux principales formations parlementaires². Dans les faits les négociations sont définitivement rompues et Donald Tusk annonce dès le 2 novembre que la PO siègera dans l'opposition au nouveau gouvernement³.

2) Les appels du pied répétés d'Andrzej Lepper.

¹ Cité in : « Czego chce PiS, na co nie zgadza się PO? », *Gazeta Wyborcza*, 26/10/2005, p.4.

² En signe d'« ouverture », on trouve même au sein de ce 1^{er} gouvernement Marcinkiewicz plusieurs personnalités réputées être proches de la PO et ayant soutenu la candidature de Donald Tusk lors de la campagne présidentielle : telles que Grażyna Gęsicka, nommée ministre du Développement régional, ou encore Zbigniew Religa, ministre de la Santé. Cf. « Resorty siłowe i dodatkow », *Polityka*, 12/11/2005 p.21-22.

³ « PO spiera się o PiS », *Gazeta Wyborcza*, 03/11/2005, p.6.

Si le *Samoobrona* RP obtient à peine plus d'élus qu'en 2001 lors des élections législatives de 2005, la composition et le profil de son club parlementaire sont profondément bouleversés par rapport à la législature précédente. En effet, alors que seuls 17 des députés sortants ont été reconduits, la plupart des élus de la formation peuvent désormais se prévaloir d'un diplôme du supérieur et à peine un tiers d'entre eux déclarent exercer une profession en lien avec le secteur agricole (tableaux 47 et 48).

Tableau 47 : Niveau d'étude des députés du club parlementaire *Samoobrona* RP élus le 25 septembre 2005

Niveau d'étude	Élus en 2005		Rappel : Élus en 2001	
	Nombre d'élus	Pourcentage du total des élus	Nombre d'élus	Pourcentage du total des élus
Supérieur	32	57,1	10	18,9
Secondaire général	1	1,8	7	13,2
Secondaire professionnel	20	35,7	26	49,1
Primaire	3	5,4	10	18,9
Total	56	100	53	100

Réalisé par nos soins Sources : nos propres calculs d'après les données de la Diète (www.sejm.gov.pl).

Tableau 48 : Professions déclarées par les députés *Samoobrona* élus le 25 septembre 2005

Profession déclarée	Élus en 2005		Rappel : Élus en 2001	
	Nombre d'élus	Pourcentage du total des élus	Nombre d'élus	Pourcentage du total des élus
Profession supérieure	34	60,7	8	15,1
Profession intermédiaire	7	12,5	16	30,2
Profession agricole	20	35,7	35	66

Réalisé par nos soins Sources : nos propres calculs d'après les données de la Commission électorale nationale (PKW).

Cette conformation des caractéristiques socio-professionnelles et scolaires des députés *Samoobrona* RP aux règles traditionnelles de sélection du personnel politique, conséquence directe de l'entreprise de « normalisation » et de redéfinition des modalités de recrutement des candidats à des fonctions électives développée par les dirigeants du *Samoobrona* RP dans les derniers mois de la IV^e législature, constitue l'un des principaux arguments mobilisé par Andrzej Lepper dans les jours

suyvant les élections parlementaires pour réaffirmer la prétention de son parti à l'exercice de positions de pouvoir au sein du Parlement voire du Gouvernement. En dépit du résultat, selon ses propres mots, « décevant » obtenu par son parti aux élections législatives, le président du *Samoobrona* RP s'attache en effet à faire reconnaître son parti comme un partenaire légitime pour une future majorité gouvernementale dont les contours restent à préciser. Dans ce sens, Andrzej Lepper multiplie les gages de son acceptation pleine et entière des règles de la politique institutionnelle ainsi que les signes d'ouverture à l'égard du PiS. Promouvant dans les médias et lors des premières sessions de la nouvelle Diète les élus du parti les mieux dotés en ressources perçues comme légitimes dans le champ politique, tous issus de son « conseil d'experts »¹, il fait part de son intention de soutenir le nouveau gouvernement que le parti des frères Kaczyński pourrait être amené à former. « J'ai écrit un courrier au président du PiS Jarosław Kaczyński, afin de lui signaler qu'il pourrait compter sur le soutien bienveillant de *Samoobrona* dans la construction d'un gouvernement », déclare-t-il ainsi au début du mois d'octobre². De même, le 18 octobre, cinq jours avant le second tour de l'élection présidentielle, il apporte son soutien à Lech Kaczyński, donnant ainsi pour la première fois depuis le début de son engagement politique une consigne de vote à ses électeurs³.

Sans refuser le soutien apporté par Andrzej Lepper, les dirigeants du PiS excluent dans un premier temps toute possibilité de collaboration au sein d'une majorité gouvernementale avec son parti. Ils reconnaissent cependant implicitement sa respectabilité nouvelle ainsi que la légitimité de sa prétention à l'obtention de postes

¹ La plupart des positions de pouvoir que le *Samoobrona* RP obtient au sein de la Diète revient ainsi à des députés issus du « conseil des experts ». Par exemple, l'économiste Edward Kiedos, transfuge récent du PSL, est nommé vice-président de la commission de l'Administration et des Affaires intérieures et l'ingénieur Rajmund Moric, ancien député PZPR et cadre de l'OPZZ ayant rejoint le *Samoobrona* RP quelques semaines avant les élections, obtient lui la présidence de la commission de la Politique sociale. À l'inverse, les députés ayant construit leur carrière au sein du ZZR *Samoobrona* tendent à être marginalisés, à l'exception d'une poignée de proches d'Andrzej Lepper exerçant des fonctions de direction élevées au sein du parti et du syndicat, tels Jan Łączny (vice-Président de la commission de l'Agriculture) ou Genowefa Wiśniowska (vice-Présidente de la commission à la Culture). Sources : archives de la Diète : www.sejm.gov.pl.

² « PiS podzieli się władzą w Sejmie », *Gazeta Wyborcza*, 01/10/2005, p.5.

³ « J'ai adressé un courrier aux deux candidats afin de leur demander des précisions sur leurs programmes. Tusk nous a ignoré. La réponse de Kaczyński ne nous satisfait pas totalement, mais nous sommes en accord sur les questions principales. [...] Je ne donnerai pas la Pologne aux libéraux par défaut : Je soutiens donc Lech Kaczyński », déclare ainsi Lepper lors de la conférence de presse organisée pour officialiser sa décision. Cité in « Balcerowicz musi odejść », *Gazeta Wyborcza*, 19/10/2005, p.1.

de pouvoir au sein du Parlement en se prononçant dès le début de la nouvelle législature en faveur d'un partage des fonctions des postes de vice-Maréchal de la Diète entre toutes les formations y étant représentées, et donc également le *Samoobrona* RP. Alors que quatre ans auparavant ils s'étaient vigoureusement opposés à sa participation au Prezydium de la Diète, les députés du PiS permettent ainsi à Andrzej Lepper de retrouver son poste de vice-Maréchal de la Diète le 26 octobre 2005. Contrairement à celle de ses homologues Jarosław Kalinowski (PSL), Bronisław Komorowski (PO), Marek Kotlinowski (LPR) et Wojciech Olejniczak (SLD), la nomination de Lepper est cependant loin de faire l'unanimité au sein de la Diète¹. Soutenue par les clubs PiS, LPR, PSL et, bien sûr *Samoobrona* RP, elle est vivement dénoncée par les députés de la PO et du SLD qui votent à l'unanimité contre. Dénonçant une magouille politicienne du PiS, qui selon lui « rembourse ainsi sa dette de campagne » à l'égard d'un Lepper dont l'appel à voter Kaczyński est réputé avoir joué un rôle déterminant dans son succès inattendu, Donald Tusk y voit même un casus belli remettant en cause les discussions en cours pour la formation d'un gouvernement de coalition. De fait, dans les jours suivants, les dirigeants de la PO font de la destitution de Lepper de son poste de vice-Maréchal de la Diète une condition supplémentaire à leur entrée au gouvernement².

Au lendemain de son élection à la vice-présidence de la Diète, Andrzej Lepper fait part lors d'une conférence de presse de son souhait de collaborer plus avant avec le PiS voire de participer directement à un gouvernement de coalition si les négociations entre le parti des frères Kaczyński et la PO venaient à échouer. « Le programme de *Samoobrona* est à 70% en accord avec celui du PiS. Mon parti est prêt à prendre en charge certains ministères, notamment l'Economie, les Affaires sociales et l'Agriculture. Nous disposons de gens préparés pour ça », déclare-t-il alors aux journalistes³. Cette proposition est accueillie froidement par les dirigeants du PiS. Devant faire face à de vives critiques de la part des directions de la PO, du SLD, de

¹ L'élection, grâce aux voix des députés PiS, *Samoobrona* RP, LPR et PSL, du candidat du PiS Marek Jurek au poste de Maréchal de la Diète fait elle aussi polémique. Outre la réputation d'ultra-conservateur de Jurek, c'est la monopolisation de l'ensemble des postes de pouvoir les plus élevés par le parti des frères Kaczyński dont elle témoignerait qui est vivement dénoncée par l'opposition, notamment par les dirigeants de la PO qui souhaitaient que l'un des leurs soit nommé à ce poste.

² « Kres marzeń o wspólnej władzy », *Rzeczpospolita*, 27/10/2005 ; « Lepper znów wicemarszałkiem », *Gazeta Wyborcza*, 27/10/2005, p.5.

³ Cité in : « Lepper : mamy ludzi do rządu », *Gazeta Wyborcza*, 28/10/2005, p.1.

nombreux commentateurs de la vie politique polonaise, mais aussi de certains responsables de leur propre formation¹, pour avoir rompu l'isolement institutionnel du *Samoobrona* RP, ceux-ci s'efforcent en effet au contraire à minimiser la signification de l'élection d'Andrzej Lepper au poste de vice-Maréchal de la Diète. Dans une interview à *Gazeta Wyborcza* au cours de laquelle il est sommé de justifier le soutien apporté par son parti au président du *Samoobrona* RP, Jarosław Kaczyński estime ainsi : « Globalement, la forme prise par notre scène politique ne m'enchante guère, mais je suis obligé de la prendre en compte telle qu'elle est [...] [*Samoobrona*] a un club de cinquante-six députés qui à ce titre a le droit à un vice-Maréchal à la Diète. C'est tout. Nous n'y pouvons rien ». Excluant toute possibilité de participation d'une formation aussi stigmatisée que le *Samoobrona* RP à une future majorité gouvernementale, il ajoute : « si les discussions avec la PO n'aboutissent pas nous privilégierons la piste d'un gouvernement minoritaire »².

De fait, une fois les discussions rompues avec la PO, les dirigeants du PiS refusent d'ouvrir de nouvelles négociations avec d'autres formations. C'est donc à la tête d'un gouvernement minoritaire que Kazimierz Marcinkiewicz se présente le 10 novembre devant les députés pour obtenir la confiance de la Diète. Bénéficiant du soutien des clubs parlementaires du PiS, mais aussi du PSL, de la LPR et du *Samoobrona* RP, trois formations dont les dirigeants n'ont guère renoncé à leur ambition d'entrer au gouvernement, il est investi à une courte majorité. Néanmoins, ce vote donne également à voir la position incontournable que l'échec des négociations entre le PiS et la PO a conférée au *Samoobrona* RP. Les élus du SLD et de la PO se plaçant clairement dans l'opposition, le gouvernement Marcinkiewicz ne peut en effet espérer réunir une majorité à la Diète sans le soutien des cinquante-six députés du parti d'Andrzej Lepper.

3) Vers un accord de coalition PiS-*Samoobrona* RP- LPR.

¹ Les médias se font ainsi l'écho du mécontentement de certains cadres locaux du PiS face au soutien apporté par leurs députés à l'élection de Lepper. C'est par exemple le cas dans la région de Toruń : « Doły PiS-u kontra Lepper », *Gazeta Wyborcza*, Toruń, 29/10/2005, p.3.

² Cité in : « Kaczyński: czekam na telefon od Tuska », *Gazeta Wyborcza*, 29/10/2005, p.14.

Au cours des mois de novembre et décembre 2005, l'option d'un gouvernement minoritaire privilégiée par les dirigeants du PiS s'avère rapidement intenable. En effet, le gouvernement Marcinkiewicz apparaît dépendant du bon vouloir des députés des clubs parlementaires PSL, LPR et surtout du *Samoobrona* RP pour faire adopter à la Diète ses différents projets de loi. Or, les représentants de ces derniers dissimulent de moins en moins leur insatisfaction d'être tenus à l'écart du gouvernement. Réclamant à l'unanimité l'ouverture de négociations visant à les intégrer à une coalition majoritaire en bonne et due forme, ils n'hésitent pas ponctuellement à donner à voir leur capacité de nuisance en faisant échouer l'adoption de projets de loi gouvernementaux. Les tensions entre le PiS et ses partenaires informels au Parlement s'exacerbent à l'approche de l'examen par les députés de la proposition de loi de budget élaborée par le gouvernement Marcinkiewicz, prévu pour la mi-janvier. Refusant de « donner carte blanche au PiS », Andrzej Lepper, Roman Giertych (LPR) et Jarosław Kalinowski (PSL) conditionnent en effet leur soutien au projet de budget à la prise en compte de certaines de leurs revendications dans ce dernier ainsi qu'à l'ouverture de négociations de coalition¹. Début décembre, Andrzej Lepper déclare ainsi : « Nous avons suffisamment attendu. Ou le PiS se décide enfin à former une coalition avec nous, ou nous rejoignons l'opposition. Dans ce cas, ça en serait fini du gouvernement, il ne peut pas survivre sans notre soutien »².

Dans ce contexte, deux options s'offrent aux dirigeants du PiS, et notamment à Jarosław Kaczyński soupçonné par les médias de tirer les ficelles en coulisses : convoquer des élections législatives anticipées ou se résoudre à institutionnaliser une alliance majoritaire à la Diète. Dans un premier temps, c'est la première alternative qui semble privilégiée. Alors que le PiS culmine à plus de 40% dans les sondages³, le président de la formation se déclare en effet prêt le 5 décembre à provoquer la dissolution de la Diète si les dirigeants du *Samoobrona* RP, du PSL et de la LPR

¹ La direction du *Samoobrona* RP exige par exemple le financement par l'État du plafonnement du prix des carburants pour le secteur agricole, l'une des principales revendications du ZZR *Samoobrona* depuis le début des années 1990 : « Budżet: w sobotę czy może za tydzień? », *Gazeta Wyborcza*, 11/01/2006, p.25.

² « PiS : poparcie albo wybory », *Gazeta Wyborcza*, 05/12/2005, p.4.

³ Dans un sondage de l'institut CBOS publié à la fin du mois de novembre, le PiS est crédité de 43% d'intentions de vote, contre 28% pour la PO, 8% pour le *Samoobrona* RP, 5% pour la LPR, 5% pour le SLD et seulement 2% pour le PSL. Cf. « Preferencje partyjne w listopadzie », *Rzeczpospolita*, 22/11/2005.

refusent de voter en l'état le projet de budget gouvernemental¹. Tout en continuant à agiter la menace d'une dissolution, possibilité qui est cependant loin de faire l'unanimité au sein du club parlementaire PiS, Jarosław Kaczyński infléchit cependant sa position au début du mois de janvier 2006. À moins d'une semaine de la date initialement programmée pour l'examen de la loi de budget par la Diète, il annonce l'ouverture d'un nouveau cycle de négociations pour la formation d'une coalition majoritaire auxquelles sont conviés des représentants de la PO, du PSL, de la LPR mais aussi, en dépit de l'hostilité de certains cadres du PiS et du gouvernement, du *Samoobrona* RP². Sans surprise, les discussions entre Jarosław Kaczyński et Donald Tusk, dont les relations sont désormais ouvertement conflictuelles, échouent rapidement³. De même, la possibilité d'un accord entre les négociateurs du PiS et ceux du PSL, de la LPR et du *Samoobrona* RP paraît dans un premier temps particulièrement improbable. Alors que les premiers réaffirment leur refus de partager les positions de pouvoir politique – ils privilégient la piste d'un accord majoritaire limité à la Diète⁴ – les seconds font de l'obtention de postes ministériels la condition *sine qua non* de leur soutien au gouvernement Marcinkiewicz et à son budget. Dans ce contexte, bien que l'examen par les députés de ce dernier soit repoussé de quelques jours pour permettre aux négociations de se poursuivre, la convocation d'élections anticipées s'impose parmi les différents protagonistes du champ politique comme l'issue quasi-certaine d'une situation unanimement qualifiée de « crise politique ». Les directions de la PO et du SLD annoncent même alors le lancement des préparatifs de leur campagne électorale⁵.

Contre toute attente, après plus de quinze jours de négociations, un accord est finalement trouvé entre les dirigeants du PiS, de la LPR et du *Samoobrona* RP, ceux du PSL s'étant retirés des discussions à la fin du mois de janvier⁶. Le 2 février 2006, Jarosław Kaczyński, Andrzej Lepper et Roman Giertych annoncent la signature d'un « Pacte de stabilisation » entre leurs formations. C'est la position du PiS qui semble

¹ « PiS chce rządzić samo », *Gazeta Wyborcza*, 06/01/2006, p.4.

² « Kogo pokochał PiS », *Gazeta Wyborcza*, 13/01/2006, p.1 ; « Koalicja niezbyt egzotyczna », *Gazeta Wyborcza*, 14/01/2006, p.27.

³ « Prawda PO, prawda PiS », *Gazeta Wyborcza*, 14/01/2006, p.3.

⁴ « Nowe Pomysły na IV RP », *Gazeta Wyborcza*, 19/01/2006, p.1.

⁵ « Pewnie będą wybory », *Gazeta Wyborcza*, 18/01/2006, p.1 ; « Manewry przedwyborcze », *Rzeczpospolita*, 27/01/2006.

⁶ « Budżetu nie ma, a z wyborami - kto wie », *Gazeta Wyborcza*, 31/01/2006, p.7.

avoir primé puisque cet accord prévoit un soutien sans participation du *Samoobrona* RP et de la LPR au gouvernement. Les signataires du pacte s'engagent en effet à adopter au Parlement 144 projets de loi, inspirés des programmes des trois partis et dont le contenu est précisé dans le texte de l'accord, ainsi qu'à soutenir le gouvernement de Kazimierz Marcinkiewicz, dont la composition reste inchangée, pendant au moins douze mois¹. Il convient de prendre en compte deux éléments principaux pour comprendre la convergence inattendue des négociateurs des trois formations autour de ce compromis. Premièrement, la perte de popularité du PiS, du *Samoobrona* RP et de la LPR au profit de la PO attestée par les sondages d'opinion publiés au cours du mois de janvier. Celle-ci fait en effet augmenter aux yeux des responsables de ces partis le coût d'un échec des discussions qui aurait pour conséquence la dissolution de la Diète. Deuxièmement, la distribution d'« honneurs » au *Samoobrona* RP et à la LPR². Si, les responsables du PiS continuent à rejeter toute possibilité d'intégration de ces deux formations au gouvernement, ils infléchissent en effet au cours des négociations leur position initiale en acceptant de soutenir, sans que cela soit formalisé dans le pacte de stabilisation, la nomination ou l'élection de plusieurs de leurs candidats à des postes politiques ou administratifs de prestige. Le *Samoobrona* RP obtient ainsi, entre autres, un des sièges réservés à la Diète au Conseil national de la magistrature (Krajowa Rada Sądownictwa) ou encore un poste au Conseil national de la radio et de la télévision (Krajowa Rada Radiofonii i Telewizji)³.

¹ Le texte de l'accord, qui est signé au cours d'une conférence de presse à laquelle seuls les journalistes de *Nasz Dziennik*, *TV Trwam* et *Radio Maryja*, trois médias appartenant au groupe dirigé par le Père Rydzyk proche de la LPR, est disponible sur le site internet de *Gazeta Wyborcza* : « Treść umowy stabilizacyjnej podpisanej przez PiS, LPR i Samoobronę », 02/02/2006, <http://wyborcza.pl/1,76842,3144804.html>, consulté le 1^{er} septembre 2010.

² Sur la distribution d'« honneurs » comme technique de gouvernement, dans un tout autre contexte social et politique mais avec la même vocation à la création de liens d'allégeance, ou du moins de fidélité, on pourra se référer au dossier de la revue *Genèses* « Démocratiser les honneurs » et notamment à l'article : Ihl Olivier, « Gouverner par les honneurs : Distinctions honorifiques et économie politique dans l'Europe du début du XIXe siècle », *Genèses*, n°55, juin 2004, p.4-26.

³ À la fin du mois de janvier, le député *Samoobrona* RP Alina Gut, avocate de profession et « experte » juridique auprès d'Andrzej Lepper depuis la fin de l'année 2002 est élue grâce aux voix des députés *Samoobrona* RP, PiS, LPR et PSL à l'un des quatre sièges réservés à la Diète au Conseil national de la magistrature. De même, le journaliste Tomasz Borysiuk, fils du coordinateur en chef du « conseil des experts » auprès de Lepper, Bolesław Borysiuk, est élu selon les mêmes modalités à l'un des deux postes de membre du Conseil national de la radio et de la télévision mis à la disposition de la Diète. « PiS wygrywa o drugiej w nocy », *Gazeta Wyborcza*, 28/01/2006, p.17.

En dépit de la belle unanimité affichée le 2 février devant les journalistes, les relations entre Roman Giertych, Jarosław Kaczyński et Andrzej Lepper se détériorent rapidement dans les semaines suivant la signature du pacte de stabilité. Ces deux derniers s'opposent notamment sur le sens à attribuer à cet accord. Alors que le président du PiS en promeut une définition *a minima* n'y voyant qu'une alliance purement technique visant à assurer au gouvernement une majorité à la Diète presque quatre mois après les élections, ceux du *Samoobrona* RP et de la LPR s'efforcent d'en élargir le domaine de signification en le présentant comme la simple première étape d'une collaboration ayant vocation à être plus poussée. Au cours du mois de février, Andrzej Lepper adjoint ainsi des conditions supplémentaires au soutien apporté par ses députés au gouvernement Marcinkiewicz. Il exige, entre autres, l'adoption de nouvelles propositions de loi déposées par son parti, notamment sur le plafonnement des prix des carburants pour les agriculteurs et la réforme de la Banque nationale de Pologne¹, ou encore la nomination de membres du *Samoobrona* RP au conseil de surveillance de la télévision publique TVP².

Dans ce contexte, le pacte de stabilisation est rompu le 22 mars 2006 par la direction du PiS qui se prononce en faveur de la dissolution du Parlement et de l'organisation d'élections anticipées pour le mois de mai³. Néanmoins, pour être adoptée, la proposition de loi de dissolution déposée par le club parlementaire PiS doit obtenir le soutien de 307 députés. Or contrairement à janvier, la plupart des responsables des autres formations parlementaires font part de leur hostilité à ce texte. Le président de la PO Donald Tusk s'y oppose ainsi résolument estimant que, si élections anticipées il doit y avoir, celles-ci doivent se tenir en automne, en même temps que les élections locales, et selon une nouvelle loi électorale⁴. Dans l'impossibilité de réunir un nombre suffisant de députés à la Diète pour pouvoir dissoudre le Parlement, les responsables du PiS se résignent alors à annoncer l'ouverture d'un nouveau cycle de négociation visant à former un gouvernement de coalition majoritaire. Le 31 mars, le bureau national du PiS publie ainsi un communiqué dans lequel on peut lire : « Si dans les prochaines semaines, la Diète n'adopte pas la proposition de loi du PiS sur la

¹ Voir respectivement : « Lepper traci nerwy », *Gazeta Wyborcza*, 23/02/2006, p.7 et « Samoobrona i PiS na NBP », *Gazeta Wyborcza*, 25/02/2006, p.28.

² « Samoobrona grozi PiS: albo stanowiska w TVP, albo chłód w relacjach », *Gazeta Wyborcza*, 27/02/2006, p.9.

³ « Wybory dalej, koalicja bliżej », *Rzeczpospolita*, 21/03/2006.

⁴ « PO: Nie poprzemy rozwiązania Sejmu », *Gazeta Wyborcza*, 28/03/2006, p.5.

dissolution du Parlement, nous nous trouverions dans l'obligation de former une coalition rapidement avec d'autres formations, notamment peut-être *Samoobrona*, afin de mettre fin à l'instabilité de l'État»¹. Des invitations à participer aux négociations sont adressées dès le lendemain aux dirigeants de la PO, qui la déclinent immédiatement du PSL, de la LPR et donc du *Samoobrona* RP. Sans surprise, la proposition de loi de dissolution est rejetée par la majorité des députés le 6 avril, seuls les élus du PiS et du SLD votent en faveur². Sans cacher leur peu d'enthousiasme, « Quelle autre solution avons-nous désormais ? Nous sommes dans l'obligation de trouver une majorité pour le gouvernement »³ déclare ainsi l'un d'eux, les dirigeants du PiS reçoivent dans la foulée des représentants du *Samoobrona* RP afin de négocier avec eux les conditions de l'entrée de leur parti au gouvernement. Les discussions se prolongent tout au long du mois d'avril. Elles aboutissent le 27 avril 2006 avec la signature d'un accord de coalition. Celui-ci précise le programme, intitulé « un État solidaire », que le gouvernement d'union aura vocation à mettre en œuvre tout au long de la législature ainsi que les postes de pouvoir revenant à chaque formation⁴. Début mai, Roman Giertych s'associe à son tour à l'accord de coalition au nom de la LPR⁵. Kazimierz Marcinkiewicz conserve la tête du gouvernement de coalition PiS-*Samoobrona* RP-LPR ainsi formé. En dépit du refus des dirigeants du PSL de s'y associer⁶, celui-ci peut compter sur une courte majorité de 245 députés à la Diète.

Le 5 mai 2006, le Président de la République Lech Kaczyński officialise la nomination des nouveaux ministres du gouvernement de Kazimierz Marcinkiewicz. Comme convenu dans l'accord de coalition, le *Samoobrona* RP hérite de trois ministères – ceux de l'Agriculture et du développement des campagnes, du Travail et

¹ « Lepper do koalicji », *Gazeta Wyborcza*, 01/04/2006, p.4.

² 206 députés votent pour (tous issus des clubs parlementaires PiS et SLD), 236 contre (la quasi-totalité des élus PO, *Samoobrona* RP, LPR et PSL), 6 s'abstiennent. La majorité des 2/3 nécessaire à l'adoption de ce genre de texte, soit 307 députés, n'est donc pas atteinte. Sur ce vote, on se référera à : « Debata w sprawie skrócenia kadencji Sejmu », *Kronika Sejmowa*, n°13, 15/04/2006.

³ « Koalicja z Samoobroną ciężką próbą dla PiS », *Gazeta Wyborcza*, 07/04/2006, p.4.

⁴ « Umowa koalicyjna "Solidarne państwo" », *Rzeczpospolita*, 28/04/2006.

⁵ « Lepper z Giertychem już w rządzie. Jarosław Kaczyński: - Możemy teraz budować IV RP », *Gazeta Wyborcza*, 06/05/2006, p.1.

⁶ Engagées à partir de la mi-avril, en parallèle de celles menées avec le *Samoobrona* RP, les négociations entre le PiS et le PSL échouent à la fin du mois d'avril. Au vu de la taille du club parlementaire PSL à la Diète (25 députés), les prétentions du président du PSL Waldemar Pawlak, réélu à cette fonction en 2005, sont en effet jugées disproportionnées par les dirigeants du PiS. Ces derniers rejettent notamment l'exigence de Pawlak d'obtenir un poste de vice-Premier ministre au sein du gouvernement : « Koalicja jest, większości nie ma », *Gazeta Wyborcza*, 28/04/2006, p.6.

des politiques sociales, et de la Construction – de quatre secrétariats d'État et de quinze sous-secrétariats d'État. Il obtient également plusieurs postes de responsabilités au sein de l'administration et d'agences de l'État, notamment la présidence de l'Agence de restructuration et de modernisation de l'agriculture (Agencja Restrukturyzacji i Modernizacji Rolnictwa) et la vice-présidence de l'Agence du marché agricole (Agencja Rynku Rolnego). Par ailleurs, comme il l'avait exigé dans le cadre des négociations, Andrzej Lepper, en plus d'être nommé ministre de l'Agriculture, bénéficie du titre prestigieux de vice-Premier ministre au sein du gouvernement.

Section 2 : Un parti illégitime au gouvernement.

Avec leur participation à la coalition gouvernementale, c'est un rôle inédit que les représentants du *Samoobrona* RP doivent endosser. Eux qui ont fondé l'essentiel de leur notoriété, ainsi que de leur relative réussite politique, sur une dénonciation des pratiques politiques dominantes doivent en effet désormais se comporter en gouvernants, en co-détenteurs des outils de définition et d'application de la politique de l'État. L'exercice du pouvoir gouvernemental, qui met fin à plusieurs années de marginalisation institutionnelle de leur formation, constitue bien sûr une source d'opportunité pour les dirigeants du *Samoobrona* RP. Pour la première fois, ils sont en mesure de disposer de positions de pouvoir politique, mais aussi administratif voire économique, et d'orienter l'action publique dans un sens conforme à leur propre finalité, par exemple en promouvant des dispositions prévues dans leur programme. Cet exercice est cependant extrêmement contraint. Premièrement, bien sûr, car les responsables du *Samoobrona* RP doivent à nouveau intégrer un ensemble de savoir-faire qui leur sont, pour la plupart, inconnus afin de tenir convenablement leur nouveau rôle de gouvernants. Deuxièmement, car ils n'ont pas le monopole de la définition de l'action gouvernementale. Simples partenaires d'une coalition dominée par les représentants du premier parti au Parlement, le PiS, dont est par ailleurs issu le Président de la République, leur capacité d'intervention est limitée. Ils sont en effet censés conformer leurs activités au périmètre défini avec leurs partenaires-rivaux du gouvernement, formellement par un accord de coalition écrit ou informellement dans le cadre des interactions coopérativo-compétitives qui les relie. Troisièmement, car la participation des responsables du *Samoobrona* RP à la majorité gouvernementale n'est guère synonyme d'une reconnaissance automatique de leur aptitude et de leur légitimité à l'occupation de positions de pouvoir au sein de l'État. D'autant moins qu'ils restent affublés d'une série de stigmates liés notamment à leurs pratiques subversives passées, aussi bien dans l'arène des mobilisations contestataires que dans celle de la politique institutionnelle.

Dans le cadre de cette section, couvrant une période allant de la formation de la première coalition PiS-*Samoobrona* RP-LPR aux élections parlementaires anticipées de l'automne 2007, nous nous intéresserons aux implications de la participation du

Samoobrona RP au gouvernement sur les activités de ce groupement, en prêtant une attention particulière aux diverses contraintes pesant sur ses représentants lors de leur apprentissage du rôle de gouvernant. Dans un premier temps, nous verrons que l'entrée du *Samoobrona* RP au gouvernement s'accompagne d'une intensification des procès en illégitimité à son encontre, d'une multiplication des remises en cause de la compétence et de la moralité de ses représentants qui se prolonge tout au long de la V^e législature (A). Nous verrons par ailleurs que, loin d'être pacifiées, les relations des responsables du *Samoobrona* RP avec leurs partenaires de la coalition, notamment ceux du PiS, s'avèrent rapidement très conflictuelles. Mise à rude épreuve par les tensions récurrentes entre ses participants, l'alliance gouvernementale, déjà rompue une première fois en septembre 2006, vole définitivement en éclats en juillet 2007 avec le limogeage par le Premier ministre d'Andrzej Lepper de ses fonctions de vice-Premier ministre et de ministre de l'Agriculture (B). La fin de la coalition gouvernementale PiS-*Samoobrona*RP-LPR a pour conséquence la dissolution de la Diète et l'organisation d'élections parlementaires anticipées. Dans une campagne relativement courte, dominée par l'opposition entre la PO et le PiS, nous verrons que les dirigeants du *Samoobrona* RP peinent, en dépit de leur expérience gouvernementale, à se faire reconnaître comme des protagonistes légitimes de la compétition électorale et à développer une offre politique cohérente leur permettant de s'y démarquer. Ralliant un million d'électeurs de moins que deux ans auparavant, le *Samoobrona* RP ne parvient finalement pas à franchir le seuil de 5% des voix le 21 octobre 2007 et, pour la première fois depuis 2001, perd toute représentation parlementaire (C).

A) La permanence des stigmates.

L'officialisation au début du mois de mai 2006 de l'entrée au gouvernement de responsables politiques, ayant fondé l'essentiel de leur notoriété sur l'organisation d'actions de protestation spectaculaires et sur une dénonciation virulente des équilibres politiques et économiques en vigueur depuis le changement de régime, suscite une vive controverse au sein des champs politiques et médiatiques (1). Les dirigeants du *Samoobrona* RP s'efforcent de la désamorcer en multipliant les gages de leur conformation aux règles du jeu démocratique, en promouvant aux positions de pouvoir auxquelles ils ont désormais accès des individualités extérieures dotées de

propriétés traditionnellement valorisées dans le champ de la politique institutionnelle et en renforçant leur contrôle sur la parole publique du mouvement (2). Néanmoins, les procès en illégitimité à l'encontre du *Samoobrona* RP se prolongent dans les mois suivant son entrée au gouvernement et prennent notamment la forme de « scandales », dont certains acquièrent une audience importante (3).

1) Une entrée au gouvernement qui fait polémique.

L'officialisation de la participation du *Samoobrona* RP et de son président au gouvernement suscite un tollé dans les médias. À l'unisson, les éditorialistes des quotidiens et hebdomadaires nationaux les plus tirés s'indignent de l'entrée du « populiste » Andrzej Lepper au gouvernement. À l'exception de *Nasz Dziennik*, propriété de la *Fundacja Lux Veritatis* contrôlée par le père Tadeusz Rydzyk proche de la LPR, l'ensemble des principaux quotidiens et hebdomadaires nationaux mettent en exergue au lendemain de la formation de la coalition sa dangerosité potentielle et insistent sur les parcours politiques atypiques, si ce n'est anti-démocratiques, des nouveaux vice-Premier ministres Roman Giertych (LPR) et, surtout, Andrzej Lepper. *Gazeta Wyborcza* publie ainsi un florilège des déclarations les plus « radicales » du président du *Samoobrona* RP et, tout comme *Rzeczpospolita* et *Dziennik*, consacre de longs développements aux réactions indignées des intellectuels polonais et des commentateurs internationaux. Le tabloïd *Fakt*, plus gros tirage polonais, publie quant à lui en couverture une photo de Lepper en prison prise lors de son incarcération en 1994¹. De même, les principaux médias européens interprètent la constitution d'une coalition gouvernementale entre le PiS, le *Samoobrona* RP et la LPR comme le signe d'une inquiétante « dérive anti-démocratique » et d'une « radicalisation anti-européenne » de la Pologne². Cette alliance est d'ailleurs régulièrement comparée à

¹ À titre d'exemple du ton critique des articles consacrés à la formation de la coalition dans la presse polonaise : « Autorski przegląd Prasy », *Rzeczpospolita*, 06/05.2006 ; « Tak mówił Lepper », *Gazeta Wyborcza*, 06/05/2006, p.11 ; « Tercet egzotyczny », *Polityka*, 13/05/2006, p.20-24 ; « Prorok Andrzej », *Wprost*, 07/05/2006.

² À titre d'exemple de l'indignation suscitée dans la presse européenne par l'officialisation de la coalition PiS-*Samoobrona* RP-LPR, en France : « Danger en Pologne », *Le Monde*, 07/05/2006 ; « Pologne, la régression politique », *Libération*, 11/05/2006, au Royaume-Uni : « Maverick populist chosen as Poland's deputy leader », *The Independent*, 08/05/2006, ou encore en Allemagne : « Nationalisten beteiligen sich an polnischer Regierungskoalition », *Die Welt*, 06/05/2006. Ces critiques internationales sont d'ailleurs reprises par la presse polonaise afin de légitimer leur propre

celle formée en 1999 entre l'ÖVP et le FPÖ de Jörg Haider en Autriche, qui avait alors provoqué l'adoption de sanctions par les autres États membres de l'Union européenne¹.

Les représentants des principales formations de l'opposition polonaise ne sont guère en reste. Leurs dirigeants s'entendent en effet pour considérer que la formation de la coalition PiS-*Samoobrona* RP-LPR témoigne d'une évolution préoccupante de la politique gouvernementale. Le 7 mai 2006, les présidents du SLD, du SdLP et du PD signent ainsi un communiqué commun dans lequel on peut lire : « La coalition entre le PiS, le *Samoobrona* RP et la LPR fait peser une menace sur la démocratie, la tolérance, la liberté des citoyens et les droits de l'homme. [...] On ne peut pas rester silencieux lorsque le gouvernement passe aux mains d'aventuriers politiques dont les seuls points communs sont leur radicalisme nationaliste, leur populisme et leur soif de pouvoir »². Dans le même ton, le vice-président de la PO Jan Rokita estime : « En Pologne, il règne actuellement une ambiance nauséabonde d'agression et de mépris. Les gens sont offensés. Le symbole de ce climat est Andrzej Lepper, un délinquant qui est promu vice-Premier ministre »³. Plusieurs députés du PiS et membres du gouvernement ne cachent guère non plus leur malaise. Ayant annoncé dès la fin du mois d'avril qu'il refuserait de siéger au sein de la même équipe gouvernementale qu'Andrzej Lepper, Stefan Meller quitte ses fonctions de ministre des Affaires Etrangères dès le 9 mai⁴. Sans aller jusqu'à démissionner, les ministres Zyta Gilowska, Grażyna Geśicka i Zbigniew Religa font également part publiquement de leurs réserves quant à la participation de membres du *Samoobrona* RP au gouvernement⁵.

2) Redoubler les gages de conformation pour contrer la stigmatisation.

indignation, par exemple : « Zagraniczne media krytykują nową koalicję w Polsce », *Gazeta Wyborcza*, 08/05/2006, p.2.

¹ Sur cet épisode, on pourra se référer à : de Wilde d'Estmael Tanguy, « Les sanctions contre l'Autriche : motifs, objectifs, issues », *Critique Internationale*, n°8, 2000, p.6-12.

² « SLD, SdPi i PD: powstrzymać radykałów », *Gazeta Wyborcza*, 08/05/2006, p.5.

³ « PO bardziej obywatelska », *Gazeta Wyborcza*, 22/05/2006, p.1.

⁴ « Pierwszy dzień Leppera », *Gazeta Wyborcza*, 05/05/2006.

⁵ « Wybrał hańbę, wojny nie uniknie », *Rzeczpospolita*, 05/05/2006.

Dans ce contexte d'intensification des procès en illégitimité, en radicalisme et en incompetence à son égard et à l'égard de sa formation, Andrzej Lepper s'efforce une nouvelle fois de légitimer la participation du *Samoobrona* RP au gouvernement en donnant à voir sa conformation pleine et entière aux principes démocratiques et en promouvant aux postes de pouvoir politique des individualités aux caractéristiques traditionnellement valorisées dans le champ politique.

Premièrement, lors des nombreuses interviews qu'il accorde aux médias dans les jours suivant sa nomination, le nouveau vice-Premier ministre n'a de cesse de promouvoir son identité d'homme d'État respectable et modéré. Adoptant une rhétorique pondérée et se montrant particulièrement poli à l'égard des journalistes, il s'efforce de conformer son registre de langage aux attendus du discours politique légitime¹. Il s'attache par ailleurs à réfuter la qualification de ses convictions ou de ses actions passées comme radicales, en se mettant en scène comme un homme calme, tolérant et respectueux de la légalité républicaine. Dans ce sens, bien que restant inculpé devant plusieurs tribunaux pour certaines de ses actions lors des manifestations de la fin des années 1990, il déclare même au micro de la radio Tok FM : « En Pologne, il existe un droit, qui protège les institutions, et ceux qui l'enfreignent doivent être punis. Une infraction au droit est une menace pour l'État [...] Personnellement je n'ai jamais enfreint le droit puisque j'ai toujours protesté en tant que membre d'une organisation légale, d'un syndicat dûment enregistré »².

Deuxièmement, hormis Andrzej Lepper lui-même, l'ensemble des candidats proposés par la direction du *Samoobrona* RP pour l'occupation des positions de pouvoir auxquelles la participation à la coalition lui donne accès sont pourvus de diplômes élevés et d'une expérience politique antérieure acquise dans une autre formation politique. Ainsi, les deux ministres qui, aux côtés de Lepper, siègent au sein du

¹ Sur le discours comme élément de définition des pratiques légitimes dans le champ politique : Le Bart Christian, « L'analyse du discours politique : de la théorie des champs à la sociologie de la grandeur », *Mots*, n°72, 2003, p.97-109.

² Cité in : « Wicepremier, Minister Rolnictwa i Rozwoju Wsi Andrzej Lepper gościem Jarosława Gugały w radiu Tok FM », 19/05/2006, www.samoobrona.org.pl ; à titre d'exemple de la modération qu'Andrzej Lepper s'attache à donner à voir dans les jours suivant son entrée au gouvernement on pourra également se référer à : « Wicepremier i Minister Rolnictwa i Rozwoju Wsi Andrzej Lepper rozmawia z Beatą Michniewicz w Salonie politycznym Trójki », 9/05/2006, www.samoobrona.org.pl ; « Wicepremier i Minister Rolnictwa i Rozwoju Wsi Andrzej Lepper gościem Krzysztofa Grzesiowskiego w Sygnałach Dnia », 8/05/2006, www.samoobrona.org.pl. Consultés le 1^{er} septembre 2010.

gouvernement Marcinkiewicz au nom du *Samoobrona* RP n'y ont adhéré que récemment et sont des transfuges de partis de gouvernement « traditionnels ». Docteur en économie, Anna Kalata, nommée ministre du Travail, est ainsi une ancienne conseillère auprès de la direction du SLD, sur les listes duquel elle a d'ailleurs candidaté sans succès pour un poste de député en 2001. Ayant rejoint le *Samoobrona* RP à la fin de l'année 2002, elle a participé à la rédaction de son « programme socio-économique » et a ensuite siégé au sein de son « conseil d'experts auprès du président ». Quant au ministre des Constructions Antoni Jaszczak, lui aussi docteur en économie, il a été membre du ZLS puis du PSL pendant plus de quarante ans. Il ne quitte d'ailleurs le parti paysan pour le *Samoobrona* RP qu'au moment de la confirmation de sa nomination au gouvernement¹. La totalité des secrétaires d'État ou sous-secrétaires d'État nommés ultérieurement au nom du *Samoobrona* RP ont des profils comparables. Qu'il s'agisse par exemple de Bodgan Socha, ancien conseiller du président Aleksander Kwaśniewski, qui est désigné sous-secrétaire d'État aux politiques sociales, ou encore de Elżbieta Janiszewska-Kuropatwa, ingénieur et experte auprès de la Banque mondiale, qui occupe à partir de juin le poste de secrétaire d'État auprès du ministre des Constructions. De même, les quotas de nominations dans l'administration ou dans les agences d'État accordés au *Samoobrona* RP dans le cadre de l'accord de coalition bénéficient principalement à des personnalités aux origines politiques disparates dont les seuls points communs sont d'être hautement diplômés et, dans leur grande majorité, de n'avoir jamais appartenu au parti auparavant².

Par ailleurs, l'entrée au gouvernement du *Samoobrona* RP s'accompagne également d'une redistribution de certaines positions d'autorité au sein des organisations constitutives du mouvement *Samoobrona*. Celle-ci ne remet cependant guère en cause leur centralisation. Au contraire, elle permet à Andrzej Lepper et à une poignée de ses proches de conforter leur contrôle des ressources collectives du mouvement et des outils de production de son identité publique.

¹ « Z PSL na ministra od Leppera », *Gazeta Wyborcza*, 02/05/2006, p.4.

² Voir par exemple sur les nominations au sein de l'Agence de restructuration et de modernisation de l'Agriculture, dont la présidence est confiée sur proposition des dirigeants du *Samoobrona* RP au docteur en sciences agricoles Grzegorz Spychalski, un proche d'Artur Balazs, l'ancien ministre de l'Agriculture des gouvernements Mazowiecki et Buzek : « Blitzkrieg Samoobrony w agencjach rolnych », *Gazeta Wyborcza*, 10/06/2006, p.32.

Tout d'abord, la nomination d'Andrzej Lepper au ministère de l'Agriculture contraint ce dernier à quitter la présidence du ZZR *Samoobrona* qu'il exerce depuis la création du syndicat. Son remplacement n'est cependant guère l'objet d'une mise en concurrence. Sur décision personnelle d'Andrzej Lepper, la présidence du ZZR *Samoobrona* est en effet attribuée à Bożena Garbacz. Ancienne responsable de l'organisation des colonies de vacances du syndicat¹ et belle-sœur de la secrétaire générale du parti Genowefa Wiśniowska, celle-ci n'occupait jusqu'ici qu'une position extrêmement marginale au sein de l'organisation. La promotion spectaculaire de Bożena Garbacz témoigne clairement d'une logique de « prête-nom ». Elle permet en effet à Andrzej Lepper d'entretenir son autorité sur le ZZR *Samoobrona*, puisqu'il conserve dans les faits le contrôle de l'attribution des différentes ressources que l'organisation est en mesure d'offrir. De même, au Parlement, le remplacement d'Andrzej Lepper à la direction du club parlementaire *Samoobrona* RP et au sein du Prezydium de la Diète n'est pas soumis à une compétition ouverte entre les autres dirigeants du parti. C'est en effet une nouvelle fois le nouveau vice-Premier ministre qui décide directement de leur attribution. Alors que la présidence du club parlementaire échoit à Krzysztof Filippek, déjà vice-Président du syndicat et du parti, le poste de vice-Maréchal de la Diète réservé au *Samoobrona* RP revient à Genowefa Wiśniowska². Fidèle parmi les fidèles – elle est membre du ZZR *Samoobrona* depuis sa création – cette dernière conserve par ailleurs les fonctions de secrétaire générale du parti, du syndicat et du club parlementaire qu'elle exerce depuis plusieurs années. Enfin, au niveau du parti, l'ensemble des membres du Prezydium sont confirmés dans leurs fonctions à l'occasion du V^e congrès national qui se tient le 24 juin 2006 au Palais de la culture et de la science de Varsovie. Andrzej Lepper lui-même est triomphalement réélu Président par 99,5% des 2 200 délégués présents³.

En cumulant la totalité des positions d'autorité au sein du parti, du syndicat et du club parlementaire, Andrzej Lepper et ses proches s'efforcent de conserver leur emprise sur l'appareil de ces organisations et notamment sur les outils de définition et

¹ Au début des années 2000, le ZZR *Samoobrona* organise des colonies de vacances pour les « enfants des campagnes ». Celles-ci se tiennent dans l'hôtel d'un militant du syndicat Feliks Żywica. En 2005, celui-ci quitte l'organisation en dénonçant ces colonies comme une arnaque visant dans les faits à récolter des fonds pour le *Samoobrona* RP : « Kolonie z kantem », *Gazeta Wyborcza*, 18/05/2005, p.5.

² « Genowefa Wiśniowska wicemarszałkiem Sejmu », *Gazeta Wyborcza*, 10/05/2006, p.6.

³ « Protokół nr 3 z Posiedzenia Komisji Mandatowo- Skrutacyjnej na V Krajowym Kongresie Partii *Samoobrona* RP w dniu 24 czerwca 2006 roku », 30/06/2006, www.Samoobrona.org.pl.

d'objectivation de leur identité publique. Dans les mois suivant la formation de la coalition, Andrzej Lepper, Genowefa Wiśniowska, Krzysztof Filippek et Janusz Maksymiuk, qui cumule désormais sa fonction de directeur du bureau national du *Samoobrona* RP avec celles de vice-Président du club parlementaire et du parti, accaparent ainsi la grande majorité des interventions publiques du *Samoobrona* RP. Dans les arènes médiatiques comme institutionnelles, ils redoublent d'efforts pour témoigner de la modération et de la compétence de leur formation, pour promouvoir la « normalité » de sa participation à l'exercice du pouvoir gouvernemental. Hormis, ces quatre dirigeants nationaux du mouvement, seuls l'eurodéputé Ryszard Czarnecki, par ailleurs ancien ministre du gouvernement Buzek, et le député Mateusz Piskorski prennent ponctuellement position publiquement au nom du *Samoobrona* RP. En janvier 2007, ce dernier est même nommé à la fonction de porte-parole du parti, nouvellement créé par son Prezydium. Jeune docteur en science politique, polyglotte, avenant et bon orateur, il a explicitement vocation à incarner dans les différents médias la respectabilité et la modernité du parti¹.

3) Une illégitimité persistante : à « l'épreuve des scandales ».

En dépit de l'entreprise de promotion de la conformation aux règles du jeu démocratique et de la « normalité » du *Samoobrona* RP menée par ses dirigeants, les procès en illégitimité à l'écart du nouveau parti de gouvernement se poursuivent dans les mois suivant la formation de la coalition. Ceux-ci prennent principalement la forme de « scandales », entendu comme des dénonciations publiques de transgressions normatives visant à provoquer l'indignation² et, ici, à donner à voir l'illégitimité, l'« anormalité » de la présence du *Samoobrona* RP dans le champ de la politique institutionnelle. Si ces accusations de non-conformation du *Samoobrona* RP aux normes de l'activité politique légitime ne sont pas nouvelles, elles acquièrent une dimension et, pour certaines d'entre elles, une audience inédite avec l'entrée du parti au gouvernement. Schématiquement ces différents « scandales », qui connaissent des

¹ « Piskorski nową twarzą i ustami Samoobrony », *Gazeta Wyborcza*, Szczecin, 11/01/2007, p.5.

² À ce sujet, on renverra à : Garrigou Alain, « Le scandale politique comme mobilisation », in Chazel François (dir.), *Action collective et mouvements sociaux*, Paris, PUF, 1993 ; ainsi qu'au dossier « A l'épreuve du scandale » coordonné par Damien De Blic et Cyril Lemieux dans la revue *Politix* (71/2005), notamment à leur article : De Blic Damien & Lemieux Cyril, « Le scandale comme épreuve : éléments de sociologie pragmatique », *Politix*, vol.18, n°71, 2005, p.9-38.

« destins » variés, s'articulent autour de trois thèmes principaux, qui font système : les liens entre le mouvement *Samoobrona* et les services spéciaux, sa propension au conflit d'intérêt et, enfin, la moralité de ses membres.

Premièrement, l'annonce de l'ouverture de négociations entre le PiS et le *Samoobrona* RP s'accompagne d'une résurgence des rumeurs sur la naissance du ZZR *Samoobrona* au début des années 1990. À la fin du mois d'avril 2006, la direction de la PO publie ainsi un communiqué dans lequel elle demande au ministre de l'Intérieur de rendre public d'éventuels documents des services de renseignement évoquant le rôle joué par d'anciens agents des services spéciaux de la République Populaire de Pologne (SB) dans la structuration du syndicat¹. Le 12 mai, une semaine après l'officialisation de l'entrée de ministres du *Samoobrona* RP au gouvernement, la PO publie un nouveau communiqué au ton incisif demandant cette fois la création d'une commission d'enquête parlementaire afin de faire la lumière sur l'origine du ZZR *Samoobrona*.

L'État et la politique sous le gouvernement du PiS et de *Samoobrona* sont en pleine dégénérescence. La décision commune du Président de la République et du chef du PiS [de former une coalition avec le *Samoobrona* RP] a permis à des criminels d'accéder au pouvoir. Malgré les appels et les interventions de la PO, des documents concernant la création d'un des membres de la coalition par les Services spéciaux communistes (SB) restent cachés à l'opinion publique. Cette situation représente une menace pour l'État. La PO exige que la proximité des fondateurs de *Samoobrona* avec les SB, que le président du PiS a lui-même évoqué publiquement, soit clarifiée publiquement. Le conseil national demande au club parlementaire de la PO de demander la création d'une commission d'enquête spéciale à la Diète, qui aura pour mission de rendre public les documents et d'établir les faits concernant l'influence éventuelle du SB communiste et de services secrets étrangers sur la création de *Samoobrona* et l'activité du vice-Premier ministre Lepper.

Résolution du Conseil national de la PO du 12 mai 2006.

Source : « Uchwała nr 02/30/2006 Rady Krajowej Platformy Obywatelskiej z dnia 12 maja 2006 roku », 12/05/2006.

Cette mise en doute de la « normalité » des modalités de création du ZZR *Samoobrona* entend bien sûr faire peser une suspicion sur les motivations réelles des dirigeants du *Samoobrona* RP, sur leur indépendance, vis-à-vis d'intérêts étrangers notamment, et sur la sincérité de leur conformation aux règles du jeu démocratique. Elle est également potentiellement déstabilisatrice pour la direction du PiS. Tout d'abord, car elle permet de rappeler que le président de ce dernier, Jarosław Kaczyński, avait lui-même évoqué en juin 2003 la possibilité d'une implication

¹ « Ile było raportów UOP o Samoobronie? », *Gazeta Wyborcza*, 25/04/2006, p.5.

d'officiers du SB dans la naissance du syndicat agricole¹. Ensuite, et surtout, car elle pointe une contradiction potentielle entre le discours et les pratiques des responsables du PiS. La thématique de la décommunisation est en effet centrale dans l'offre politique développée par la formation et prend notamment la forme d'une dénonciation de l'influence qu'auraient conservée après 1989 les anciens des services spéciaux au sein de l'appareil d'État. Si le premier communiqué de la direction de la PO n'avait connu qu'un écho limité dans les médias, l'appel à la création d'une commission d'enquête parlementaire est abondamment commenté et participe au développement d'une controverse publique sur la question des conditions de naissance du ZZR *Samoobrona*. De nombreux articles y sont consacrés au cours des mois de mai et de juin² et les dirigeants du PiS et du *Samoobrona* RP sont régulièrement sommés de prendre position sur le sujet lors de leurs interventions publiques. Jarosław Kaczyński et, surtout, d'Andrzej Lepper s'attachent à minimiser les accusations des responsables de la PO en les présentant comme le simple signe de leur rancœur et de leur frustration de ne pas être au gouvernement. N'hésitant pas à contre-attaquer en évoquant lui-même l'influence d'anciens agents sur la création de la PO, le président du *Samoobrona* RP déclare ainsi lors d'une interview le 19 mai :

« [Les accusations sur le passé de *Samoobrona*], c'est simplement le dernier argument qu'ils [les dirigeants de la PO] ont trouvé contre moi. Ils ont commencé à m'insulter en me comparant à Hitler, Staline, Lénine, Haïder ou encore Le Pen. Ensuite ils m'ont traité de criminel, d'antisémite, puis encore après de juif. À présent ils essayent de suggérer à l'opinion publique que *Samoobrona* a été créé par des forces troubles, par des agents secrets. Si on considère que dans ma ville d'origine, Zielnowo dans le gmina de Darłowo, les gens sont des agents alors c'est peut-être vrai qu'ils ont créé *Samoobrona*. Mais moi je ne connais pas le moindre agent. *Samoobrona* a simplement été créé par des gens qui ont eu de gros problèmes suite aux transformations en Pologne, qui se sont fait piéger par l'endettement. Ils n'ont pas eu honte de cela et ils se sont organisés pour venir à Varsovie. Ces messieurs de la PO savent que notre gouvernement, dont je suis membre, a de réelles chances de sortir la Pologne de la crise, ils savent que nous avons déjà relancé la croissance et qu'ils risquent de rester encore longtemps loin du pouvoir. Leurs regrets les conduisent à se comporter de manière indigne. Alors même qu'il est connu

¹ En juin 2003, au cours d'une interview accordée à *Głos Wybrzeża*, un quotidien de la région de Gdańsk, Jarosław Kaczyński avait en effet déclaré : « *Samoobrona* a été créé par des anciens officiers des services spéciaux. Mon frère [Lech], qui a été ministre d'État aux Questions de sécurité, a reçu un rapport dans lequel il était indiqué que c'est un groupe d'anciens officiers des services spéciaux qui a créé le ZZR *Samoobrona* » : Cf. « Wywiad z panem posłem Jarosławem Kaczyńskim », *Głos Wybrzeża*, 18/06/2003.

² A titre d'exemple : « PO chce zbadać narodziny Samoobrony », *Gazeta Wyborcza*, 13/05/2006, p.5 ; « Czy specśłużby zakładały partię ? », *Rzeczpospolita*, 16/05/2006 ; « Teraz wywiad i kontrwywiad », *Rzeczpospolita*, 24/05/2006 ; « Trafila Kosa na Leppera », *Polityka*, 27/05/06, p.37-41.

que ce sont des agents qui ont créé la PO, aux premiers rangs desquels messieurs Olechowski, Miodowicz et Czempiński, l'ancien chef de l'UOP¹ ».

Extrait d'une interview accordée le 19 mai 2006 par Andrzej Lepper à la radio TOK FM.

« Wicepremier, Minister Rolnictwa i Rozwoju Wsi Andrzej Lepper gościem Jarosława Gugały w radiu Tok FM », 19/05/2006, www.samoobrona.org.pl.

Suite au témoignage sous serment du ministre en charge de la Coordination des services spéciaux Zbigniew Wassermann (PiS) devant les députés de la commission parlementaire des services spéciaux à la fin du mois de juin, au cours de laquelle il assure que les archives des services de renseignement ne contiennent aucun document concernant la création du ZZR *Samoobrona*², la controverse disparaît progressivement du premier plan de l'actualité politique³. Elle n'est cependant pas totalement close, et les thématiques du passé trouble du *Samoobrona* et de l'existence de liens entre ses membres et des anciens agents des services spéciaux sont ponctuellement remobilisées par différents protagonistes des champs politique et médiatique au cours de la V^e législature.

Deuxièmement, l'entrée de membres du *Samoobrona* RP au gouvernement est marquée par une intensification des critiques liées au multipositionnement du mouvement *Samoobrona* dans le champ du syndicalisme agricole et dans celui de la politique institutionnelle. Les différentes propositions de loi et projets de loi déposés par le club parlementaire *Samoobrona* RP ou par les ministres du parti sont ainsi frappés du sceau de la suspicion quant à leurs motivations réelles. Bien qu'ayant officiellement quitté la présidence du ZZR *Samoobrona*, le nouveau ministre de l'Agriculture Andrzej Lepper est fréquemment accusé de privilégier la défense d'intérêts catégoriels, voire personnels, à celle de l'intérêt général, qui est pourtant censé guider son action de membre du gouvernement de la République de Pologne. Invité à se prononcer sur l'un des premiers projets de loi défendus par le ministre

¹ L'UOP (*Urząd Ochrony Państwa* : Office de protection de l'État) est l'agence de renseignement polonaise qui en 1990 prend la suite des Services spéciaux (SB) de la République populaire. En juin 2002, l'UOP est scindé en deux agences consacrées respectivement à la sécurité intérieure et au renseignement à l'étranger.

² « Służby nie mają nic na Samoobronę », *Rzeczpospolita*, 19/07/2006.

³ Sur l'influence des médias sur les processus de scandalisation, de l'« émergence » du scandale (la définition d'un fait en tant que scandaleux) à son « délitement » (par la relativisation généralisée de la faute dénoncée ou par le déplacement de ses motifs), on pourra se référer à : Hamidi Camille, « Le scandale n'aura pas lieu ou l'affaire Pechiney saisie par la presse », *Revue Française de Sociologie*, vol.50, n°1, 2009.

Lepper devant le Parlement, qui porte sur le désendettement de l'agriculture, le député Szymon Giżyński, pourtant membre du PiS, déclare ainsi : « Il faut faire très attention à ce que ce projet ne soit ni populiste ni guidé par des intérêts privés. Il est à craindre que les députés de *Samoobrona* cherchent à faire adopter cette loi pour eux-mêmes »¹. Ponctuellement, certains des protagonistes des champs politique et médiatique les plus hostiles à la participation du *Samoobrona* RP au gouvernement s'efforcent d'élargir la signification de ces « mélanges des genres » supposés pour en imposer une définition encore plus stigmatisante en termes de conflits d'intérêts, voire de corruption². Une nouvelle fois, outre remettre en cause la légitimité et l'aptitude du parti d'Andrzej Lepper à l'exercice du pouvoir gouvernemental, ces mises en accusation sont d'autant plus gênantes que la lutte contre la corruption est l'une des principales ressources mobilisées par le gouvernement pour légitimer son action³.

Troisièmement, les mœurs des représentants du *Samoobrona* RP sont régulièrement l'objet de critiques, avec une vigueur accrue suite à l'entrée du parti au gouvernement. Cette mise en cause de la conformité de leurs comportements privés avec la « moralité » attendue d'un représentant du peuple se structure principalement autour de deux axes.

D'une part, le rapport à l'argent de certains députés du *Samoobrona* RP, particulièrement ceux d'entre eux qui sont des riches entrepreneurs. La presse, notamment les tabloïds *Fakt* et *Super Express*, évoquent ainsi régulièrement les frasques d'élus du parti suspectés de mener grand train, pointant la contradiction entre ce mode de vie dispendieux et l'offre de représentation développée par leur parti. Au début de la législature, Piotr Misztal, élu à Łódź, concentre les critiques. Caricature du nouveau riche, Misztal défraye en effet régulièrement la chronique en organisant des soirées à plusieurs centaines de milliers de Złoty ou en venant à la Diète au volant de son imposant *Hummer* ou de l'une de ses *Ferrari*. Si Misztal est exclu du *Samoobrona* RP en mars 2006⁴, le mode de vie de la poignée d'élus millionnaires du parti continue tout au long de la V^e législature à attirer régulièrement l'attention des

¹ « Jak *Samoobrona* się samooddłuża », *Gazeta Wyborcza*, 12/05/2006, p.9.

² C'est par exemple régulièrement le cas dans la revue *Wprost*, qui est de longue date particulièrement hostile à l'égard de *Samoobrona* : « 2 x 2 = 4 - Upadłość *Samoobrony* », *Wprost*, 27/05/2006.

³ Cf. Heurtaux Jérôme, « Les effets de la lutte anti-corruption en Pologne », *Droit et Société*, n°72, 2009, p.333.

⁴ « Lepper wyrzucił Misztala », *Gazeta Wyborcza*, 24/03/2006, p.5.

médias ainsi que de certains protagonistes du champ politique, qui s'efforcent de le présenter comme une preuve supplémentaire du manque de sérieux et de moralité du *Samoobrona* RP.

D'autre part, la vie sexuelle des cadres du mouvement *Samoobrona*. Si, depuis l'entrée du *Samoobrona* RP au Parlement en 2001, plusieurs affaires d'adultère visant des dirigeants du parti, par exemple Krzysztof Filipek¹, avaient déjà été dévoilées par la presse, c'est à l'occasion de la publication le 4 décembre 2006 d'un article de *Gazeta Wyborcza* intitulé « Praca za seks w Samoobronie » (« Du travail contre du sexe à *Samoobrona* ») que cette question devient l'objet d'une controverse publique de grande ampleur². Dans cet article, une ancienne employée et élue locale du *Samoobrona* RP, Aneta Krawczyk, dénonce des pratiques de « promotion canapé » au sein du parti. Elle accuse en effet le député Stanisław Łyżwiński, par ailleurs vice-Président du ZZR *Samoobrona* et du *Samoobrona* RP, ainsi qu'Andrzej Lepper lui-même d'avoir conditionné son recrutement en tant qu'attaché parlementaire à des faveurs sexuelles, chantage auquel elle aurait cédé. L'affaire rebondit le soir même. Invitée d'une émission de télévision de grande écoute, Aneta Krawczyk révèle alors que Stanisław Łyżwiński l'aurait violé à plusieurs reprises et serait le père de son fils de trois ans. Elle l'accuse également d'avoir tenté de la faire avorter contre son grès, alors qu'elle était déjà enceinte de six mois³. Menée, selon ses dires, en présence de Łyżwiński par l'un de ses amis vétérinaires munis d'instruments chirurgicaux destinés au bétail, cette opération « artisanale » aurait échoué⁴. Le procureur général Janusz Kaczmarek annonce alors l'ouverture d'une enquête préliminaire tandis que plusieurs membres de l'opposition appellent à la démission immédiate de Lepper du

¹ En mars 2005, le vice-Président du ZZR *Samoobrona* et du *Samoobrona* RP avait été accusé par une des dirigeantes du mouvement en Cujavie-Poméranie d'entretenir une relation adultérine avec une jeune militante de 22 ans. La dirigeante locale avait été exclue du parti et l'affaire, démentie par Lepper, rapidement délaissée par la presse. « Monika Lewinsky w Samoobronie », *Gazeta Wyborcza*, 02/03/2005, p.8.

² « Praca za seks w Samoobronie », *Gazeta Wyborcza*, 04/12/2006, p.1.

³ Rappelons ici que l'interruption volontaire de grossesse est illégale en Pologne. Adoptée au début de l'année 1993 par le Parlement sous la pression du clergé la loi d'interdiction de l'avortement, auparavant légal, n'a pas été remise en cause par les gouvernements successifs, y compris ceux de « gauche ». Pour mieux saisir les enjeux relatifs à cette question en Pologne, on lira l'entretien avec la philosophe et militante féministe Wanda Nowicka : « L'avortement en Pologne. Une loi contraire au bon sens », in Heinen Jacqueline & Portet Stéphane (dir.), « Egalité des sexes en Europe centrale et orientale : entre espoir et déconvenues », *Transitions*, vol.44, n°1, 2004, p.145-152.

⁴ « Kobiety: wszyscy wiedzieli », *Gazeta Wyborcza*, 06/12/2006, p.3 ; « Aneta Krawczyk oskarża przed kamerami TVN », *Rzeczpospolita*, 06/12/2006.

gouvernement¹. Si ce dernier nie vigoureusement toute implication dans cette affaire, qu'il qualifie alors de « nouvelle tentative de déstabilisation de la coalition », il suspend néanmoins Stanisław Łyżwiński de l'ensemble de ses fonctions au sein du mouvement dès le 6 décembre². Rythmée par des révélations à répétition, notamment les confessions de nouvelles « victimes », cette controverse sur les pratiques sexuelles des cadres du *Samoobrona* RP, rapidement baptisée « Seksafera » (Sexe-affaire), est l'objet d'une médiatisation impressionnante qui se prolonge tout au long de l'année 2007 alors que l'enquête judiciaire se poursuit. Du côté de l'opposition parlementaire, elle s'accompagne également d'une intensification des appels à la rupture de la coalition et à la marginalisation institutionnelle des responsables du *Samoobrona* RP dénoncés pour leur immoralité, leur cynisme et leur brutalité³. La « Seksafera », en ce qu'elle révèle une transgression grave des valeurs familiales unanimement célébrées par les principaux protagonistes du champ politique polonais, est particulièrement déstabilisatrice pour les partenaires au gouvernement du *Samoobrona* RP. Les offres politiques du PiS et, surtout, de la LPR sont effet articulées autour de la promotion d'une morale conservatrice et chrétienne.

Véritables épreuves⁴ pour les représentants du *Samoobrona* RP, en ce qu'ils mettent en cause leur probité et leur légitimité à l'exercice du pouvoir gouvernemental, les divers « scandales » éclatant au cours de la V^e législature constituent également des épreuves pour la coalition, en affectant les relations déjà tendues entre ses participants.

B) Une coalition sous « haute tension ».

¹ « Łyżwiński ojcem? "Praca za seks" - śledztwo prokuratury », *Gazeta Wyborcza*, 05/12/2006, p.1.

² « Lepper przeprosza, grozi i płacze », *Gazeta Wyborcza*, 08/12/2006, p.4.

³ Accusations que la ligne de défense initiale des dirigeants du *Samoobrona* RP, consistant à minimiser la gravité des faits et à mettre en cause la moralité d'Aneta Krawczyk, ne fait qu'accroître. Cf. « To ofiara ma się bać », *Gazeta Wyborcza*, 06/12/2006, p.2.

⁴ Nous nous plaçons ici dans la perspective ouverte par Damien de Blic et Cyril Lemieux selon qui : « Concevoir le scandale comme une épreuve, c'est affirmer avant tout l'indétermination qui pèse sur son issue [...] C'est donc également reconnaître le moment de réversibilité potentielle des rapports de domination dont toute dénonciation publique d'une faute ouvre la possibilité, quand bien même celle-ci se fermerait rapidement. C'est par conséquent encore, se donner les moyens de restituer l'état d'inquiétude, d'incertitude et d'irréalité dans lequel le scandale, comme plus généralement toute "conjoncture fluide", tend à plonger ceux qui y sont impliqués ». Cf. de Blic Damien & Lemieux Cyril, *art.cit.*, p.13.

La signature d'un accord de coalition entre les représentants de différents acteurs partisans ne signifie nullement que ceux-ci cessent totalement de se comporter de manière différenciée dans le champ politique, voire de s'opposer sur certains sujets. Les « jeux coalitionnels » se caractérisent par l'imbrication de logiques de coopération et de conflit¹. Les contours de la coalition restent l'objet de luttes de définition discontinues entre ses différents protagonistes, luttes pouvant par exemple porter sur le périmètre d'action et les attributions financières de chaque ministère, sur la formalisation des règles d'élaboration de l'action gouvernementale, ou encore sur les modalités d'interventions publiques des membres du gouvernement. La coalition formée au début du mois de mai 2006, par le PiS, la LPR et le *Samoobrona* ne fait guère exception à cette règle. Du fait des modalités particulières de sa formation, de la série de stigmates qui sont affublés à ses participants, notamment au *Samoobrona* RP, et de leurs antagonismes passés² les relations entre les trois coalisés apparaissent même particulièrement conflictuelles. Les premiers mois du gouvernement de coalition sont en effet marqués par l'expression de nombreux désaccords entre les différents partenaires, notamment les directions du *Samoobrona* RP et du PiS, qui aboutissent à la rupture de l'accord de coalition en septembre 2006 (1). Finalement reconduite selon des modalités légèrement redéfinies, l'alliance gouvernementale entre le PiS, la LPR et le *Samoobrona* RP continue à être le théâtre d'affrontements, souvent explicites, entre ses différents membres (2). En juillet 2007, suite à la mise en cause d'Andrzej Lepper dans un scandale politico-financier, la coalition est à nouveau rompue, cette fois de manière définitive puisque les députés votent alors la dissolution anticipée de la Diète de la V^e législature (3).

1) Une première alliance de courte durée.

Dans les jours suivant l'officialisation de l'accord de coalition, les dirigeants du *Samoobrona* RP sont, des trois signataires, ceux qui affichent le plus leur satisfaction. Alors que les cadres du PiS, notamment le Premier ministre Marcinkiewicz,

¹ Cf. Bué Nicolas & Desage Fabien, *art.cit.*, p.21 ; on renverra également à : Lemieux Vincent, *Les coalitions. Liens, transactions et contrôles*, Paris, PUF, 1998, p.35.

² Suite à l'officialisation de la coalition, plusieurs journaux publient d'ailleurs des florilèges des nombreux commentaires désobligeants, voire insultants, échangés au cours des années précédentes par Andrzej Lepper, Jarosław Kaczyński et Roman Giertych. Par exemple : « Jak pies z kotem, czyli złote myśli koalicyjantów », *Rzeczpospolita*, 06/05/2006.

s'efforcent d'apaiser la polémique suscitée par l'entrée de Lepper et Giertych au gouvernement en minimisant l'influence qui sera la leur sur la définition de la politique gouvernementale¹, et que le président de la LPR ne cache pas qu'il a hésité jusqu'au dernier moment avant d'entrer au gouvernement², ils se montrent en effet quant à eux particulièrement enthousiastes. Louant les proximités programmatiques entre les trois nouveaux coalisés, le directeur du bureau national Janusz Maksymiuk pronostique même lors d'une interview une belle longévité au nouveau gouvernement :

« [Cette coalition] constitue une chance pour les Polonais. Nous ouvrons une nouvelle époque. Notre objectif est de pouvoir mettre en œuvre notre programme commun « Une Pologne Solidaire » pendant au moins deux législatures. »

Extrait de l'interview de Janusz Maksymiuk à l'émission Sygnały Dnia du 5 mai 2006.

« Cele na dwie kadencje - Dyrektor Biura Krajowego Samoobrony RP Janusz Maksymiuk gościem Krzysztofa Grzesiowskiego w Sygnałach Dnia », 05/05/2006, www.samoobrona.org.pl.

La veille, alors que la participation de la LPR au gouvernement restait incertaine, Andrzej Lepper allait quant à lui jusqu'à envisager un approfondissement de la collaboration entre les nouveaux coalisés sous la forme d'une alliance électorale pour les élections locales de l'automne 2006 :

« Avant ces élections [locales], il faut que nous formions un bloc puissant qui gagnera les élections. Dans la plupart des régions et des villes de Pologne il faut que nous constituions des listes communes avec le PiS et tout autre parti qui viendrait à rejoindre la coalition. »

Extrait de l'interview d'Andrzej Lepper sur la Radio Tok FM le 4 mai 2006.

« Przewodniczący Samoobrony i Wicemarszałek Sejmu Andrzej Lepper gościem Jacka Żakowskiego w radiu Tok FM », 04/05/2006, www.samoobrona.org.pl.

Cet enthousiasme initial est cependant de courte durée. Il ne résiste en effet pas aux premières semaines d'exercice effectif du pouvoir gouvernemental. Les dirigeants du *Samoobrona* RP, notamment Andrzej Lepper, sont même les premiers à remettre en cause les termes de l'accord de coalition et à appeler à sa renégociation. Leurs

¹ « Premier dla "Gazety": Nie straszcie nas Haiderem », *Gazeta Wyborcza*, 06/05/2006, p.11.

² « Lepper z Giertychem już w rządzie. Jarosław Kaczyński: - Możemy teraz budować IV RP », *Gazeta Wyborcza* 06/05/2006, p.1.

revendications, qu'ils développent au cours de l'été 2006, sont principalement de trois ordres.

Premièrement, ils demandent dès la fin du mois de mai une augmentation du nombre de postes réservés à des candidats du *Samoobrona* RP dans l'administration, les agences d'État et les entreprises dont l'État est actionnaire¹. Ils exigent par ailleurs d'avoir accès à des positions de pouvoir au sein d'administrations « sensibles », telles que les services de sécurité ou la diplomatie, sur lesquelles le PiS a, selon les termes de l'accord de coalition, conservé la main mise après le 5 mai². Les délégués du V^e congrès du *Samoobrona* RP adoptent même le 24 juin une résolution menaçante à ce sujet.

Les délégués du V^e congrès national du *Samoobrona* RP apportent leur soutien à l'activité du parti dans le cadre de l'accord de coalition ratifié en avril 2006 autour du programme « Un État Solidaire ». Le « pacte de stabilisation » l'ayant précédé avait fourni à notre parti l'occasion de faire preuve de sa responsabilité, du sérieux de son programme et de l'aptitude de ses responsables à prendre pleinement en charge le destin de la Nation. [...] Néanmoins, les délégués sont préoccupés par la mise en œuvre pratique de certaines des clauses de l'accord de coalition, qui conduisent à retarder ou à bloquer l'affectation de candidats de *Samoobrona* à certaines fonctions dans l'administration publique. Le maintien de nos responsables à l'écart des domaines de la sécurité et de la diplomatie, ainsi que de postes au sein d'entreprises à actionnariat public, est le signe d'un manque de confiance à l'égard de *Samoobrona*. Ce manque de partenariat peut mettre en péril la coalition.

Extrait de la résolution n°2 du V^e congrès national du *Samoobrona* RP sur la participation à la coalition adoptée le 24 juin 2006.

Source : « Uchwała nr 2 V Krajowego Kongresu Samoobrony RP o partnerskim udziale w koalicji », 24/06/2006, www.samoobrona.org.pl.

Deuxièmement, Andrzej Lepper appelle rapidement à une réévaluation à la hausse du budget du gouvernement, et notamment de celui des ministères dont le *Samoobrona* RP a la responsabilité, au premier rang desquels l'Agriculture. En août, il exige ainsi que le nouveau budget prévoit, entre autres, une augmentation de l'ensemble des prestations sociales, ce qui constitue une des principales promesses de campagne du

¹ « *Samoobrona* rwie się do spółek », *Gazeta Wyborcza*, 31/05/2006, p.25.

² Lors du Ve Congrès : pub « Uchwała nr 2 V Krajowego Kongresu Samoobrony RP o partnerskim udziale w koalicji », 28/06/2006, www.samoobrona.org.pl.

Samoobrona RP, ainsi que l'instauration d'une subvention pour le carburant des agriculteurs, une revendication portée de longue date par le ZZR *Samoobrona* :

« Je demande à ce que le budget de l'année à venir garantisse une revalorisation des retraites et des pensions, une augmentation de l'aide sociale pour les chômeurs, la création de nouveaux emplois dans les secteurs de la santé, de l'enseignement et de la sécurité intérieure et extérieure. [...] En ce qui concerne le ministère de l'Agriculture, il y a deux dossiers principaux : le financement du système d'assurance agricole, pour laquelle il faut de 300 à 500 millions de Złoty, et la subvention du carburant des agriculteurs, il y a en a pour au moins un milliard. [...] Si le budget ne va pas dans ce sens, l'avenir de la coalition est menacé. »

Andrzej Lepper.

Cité in « Lepper chce więcej pieniędzy », *Gazeta Wyborcza*, 24/08/2006, p.23.

Troisièmement, les dirigeants du *Samoobrona* RP font part de leur souhait d'amender le programme de coalition afin de redéfinir l'orientation de certaines politiques gouvernementales, notamment dans les domaines de la lutte contre la corruption et des affaires étrangères. Erigée en priorité par le PiS, qui avait fait du soutien à ce projet une condition *sine qua non* pour l'entrée de la LPR et du *Samoobrona* RP au gouvernement, la création d'un Bureau central anticorruption (CBA) est ainsi remise en cause par Andrzej Lepper au cours de l'été. S'alignant sur les positions du SLD, ce qui est vécu comme une provocation par plusieurs députés du PiS, il appelle à une limitation des prérogatives de cette institution, extrêmement larges dans la loi portant création soumise au vote de la Diète. Il se déclare cependant prêt à renoncer à ses exigences en échange de l'attribution de postes de pouvoir pour des candidats du *Samoobrona* RP au sein de ce futur Bureau et d'agences en lien avec la sécurité intérieure¹. De même, la direction du *Samoobrona* RP se démarque nettement au cours de l'été du positionnement atlantiste promu, dans le prolongement de ses prédécesseurs, par le gouvernement². Elle appelle notamment à un retrait des troupes polonaises d'Irak, où elles sont présentes depuis 2003, et fait part de son hostilité à l'envoi d'un contingent supplémentaire en Afghanistan³.

¹ « *Samoobrona* chce zmieniać ustawy, których poparcie otworzyło jej drogę do rządu », *Gazeta Wyborcza*, 31/07/2006, p.4.

² Sur le consensus « atlantiste » caractéristique de la politique étrangère de la Pologne depuis le changement de régime : Kunz Barbara, « Les relations polono-américaines depuis 1989 : Varsovie, cheval de Troie des États-Unis en Europe ? », *Le courrier des pays de l'Est*, vol.2, n°1066, 2008, p.62-70.

³ « Afganistan - awantura w koalicji, pretensje opozycji », *Gazeta Wyborcza*, 18/09/2006, p.4.

Ces revendications nouvelles de la direction du *Samoobrona* RP à l'égard du parti dominant de la coalition, le PiS, suscitent une exacerbation des tensions entre les différents partenaires de l'alliance gouvernementale. Déjà dénoncée par certains de ses députés au début du mois de mai, la participation du *Samoobrona* RP au gouvernement suscite en effet des controverses de plus en plus vives au sein du PiS. Dès le début du mois de juillet 2006, le président du parti Jarosław Kaczyński, frère jumeau du Président de la République, succède à Kazimierz Marcinkiewicz au poste de Premier ministre. Alors que ce dernier dissimulait de moins en moins son agacement à l'égard des agissements des membres de son cabinet issus du *Samoobrona* RP, et notamment d'Andrzej Lepper, ce changement de chef du gouvernement a, entre autres, vocation à clarifier les rapports entre les coalisés¹. Les conflits entre eux peuvent désormais être réglés directement au sein du gouvernement, lors de rencontres hebdomadaires entre le Premier ministre et ses vice-Premier ministres, et plus simplement, comme auparavant, à l'extérieur de celui-ci lors d'entrevues informelles entre les présidents du PiS, de la LPR et du *Samoobrona* RP. Néanmoins, alors que la direction du *Samoobrona* RP prend de plus en plus clairement ses distances à l'égard du contenu de l'accord de coalition négocié en avril, les responsables du PiS envisagent progressivement de mettre fin à la participation du *Samoobrona* RP au gouvernement. Au cours du mois de septembre 2006, à deux mois des élections locales, ils haussent d'ailleurs le ton à l'égard d'Andrzej Lepper, lui intimant publiquement de respecter les termes de l'accord sous peine de l'exclure du gouvernement et de provoquer des élections législatives anticipées². Le 21 septembre 2006, le Premier ministre Jarosław Kaczyński met ses menaces à exécution. À l'issue d'une réunion du conseil politique du PiS, il demande au président de la République, de libérer Andrzej Lepper de ses fonctions de vice-Premier ministre et de ministre de l'Agriculture. Lech Kaczyński limoge le président du *Samoobrona* RP du gouvernement le jour même. Son frère, le Premier ministre, déclare alors :

« Monsieur Lepper a eu l'occasion non seulement de changer son image politique, mais également d'exercer une fonction publique. Il n'a pas su saisir cette chance. Dans peu de temps il retournera à ses

¹ Cf. sur les différentes raisons avancées pour légitimer ou expliquer le changement de Premier ministre en juillet 2006 : « Pierwszy na pierwszego », *Polityka*, 15/07/2006, p.23-25.

² « *Samoobrona* coraz bardziej irytuje PiS », *Gazeta Wyborcza*, 20/09/2006, p.4.

pratiques habituelles qu'en un mot on peut qualifier de chamailleries. Nous, ses chamailleries nous ne pouvons en aucun cas continuer à les tolérer. Nous allons tout mettre en œuvre pour continuer à assurer une majorité au gouvernement. Si nous n'y parvenons pas, je demanderai la dissolution du Parlement et l'organisation d'élections anticipées. »

Jarosław Kaczyński.

Cité in « Jarosław Kaczyński : warcholstwo Leppera », *Gazeta Wyborcza*, 22/09/2006, p.4.

Interrogé par la chaîne de télévision TVN 24, Andrzej Lepper, qui ne cache pas sa colère, lui réplique immédiatement :

« Ce que vient de dire le Premier ministre ne peut être qualifié autrement que comme de l'arrogance, de l'arrogance et encore de l'arrogance. Ce n'est pas moi qui me suis comporté comme un aventurier, comme un rustre, comme un malotru. Il manque de culture, en général, en politique, et en tant que personne. La manière dont le Premier ministre s'est comporté au sein de ce gouvernement, en ne consultant jamais personne sur aucun sujet, je l'ai supporté pendant bien longtemps, *Samoobrona* l'a supporté. Humiliation, vexation, non-respect des accords oraux et écrits, et aujourd'hui c'est le Premier ministre qui se permet de rompre la coalition. Je ne désespère pas, j'étais prêt à tout et avec le PiS on peut s'attendre à tout. Le Président Wałęsa avait raison à cent pourcent : ce ne sont pas des personnes qui savent bâtir, ils ne savent que démolir et encore démolir. Et je comprends mieux que Monsieur Tusk n'ait pas pu s'entendre avec eux. Les gens du PiS sont incapables de s'entendre avec qui que ce soit. Ils ne peuvent s'entendre et collaborer qu'avec ceux qui s'agenouillent devant eux et qui se soumettent à tout ce qu'ils veulent. Dès que quelqu'un à une autre opinion, c'est fini. »

Andrzej Lepper.

Cité in : « Andrzej Lepper : chamsto Kaczyńskiego », *Gazeta Wyborcza*, 22/09/2006, p.4.

Cette passe d'arme verbale sanctionne le divorce entre les directions du PiS et du *Samoobrona* RP. Les instances de neutralisation des conflits et de fabrication de compromis mises en œuvre, notamment les rencontres tripartites régulières et les réunions entre le Premier ministre et ses vice-Premier ministres, se sont avérées insuffisantes pour gérer les nombreux différends entre les coalisés¹. Au cours de l'été, leurs divergences se sont ainsi de plus en plus fréquemment exprimées publiquement. S'efforçant, avec une intensité accrue à l'approche des élections locales, de promouvoir leurs intérêts propres et leurs offres politiques respectives, clairement antagoniques sur plusieurs sujets, les dirigeants des différents partenaires de la coalition ont progressivement miné l'unité de celle-ci, donnant à voir un

¹ Sur l'influence des organes, plus ou moins institutionnalisés, de régulation et de pacification des relations inter-partisanes dans la définition de la coalition et de son action, on se réfère au travail de Cécile Vigour à partir de l'exemple belge : Vigour Cécile, « Politiques et gouvernements en Belgique entre contraintes coalitionnelles et logiques de compromis », *Politix*, vol.22, n°88, 2009, p.63-86.

gouvernement en crise perpétuel et exacerbant les tensions intrapartisanes, notamment au sein du PiS où l'alliance avec le *Samoobrona* RP n'a jamais fait l'unanimité.

Si le limogeage d'Andrzej Lepper est salué par la plupart des commentateurs et responsables politiques de l'opposition, mais aussi du PiS, comme un événement positif pour la démocratie polonaise¹, le départ du *Samoobrona* RP de la majorité ouvre une nouvelle période d'incertitude au sein du champ politique polonais. Privé du soutien des 53 députés du *Samoobrona* RP, le gouvernement se retrouve en effet, comme au début de la législature, minoritaire à la Diète².

2) « L'affaire des enregistrements » et la reformation contrainte de la coalition.

Dès la mi-septembre 2006, les responsables du PiS ouvrent de nouvelles négociations avec la direction du PSL afin d'évoquer les conditions du ralliement du parti paysan à la majorité. Ces discussions s'intensifient suite à l'éviction d'Andrzej Lepper du gouvernement et les contours d'une nouvelle coalition PiS-LPR-PSL se précisent rapidement³. Néanmoins, même en cas d'accord, le soutien du PSL et de ses 25 députés s'avérerait insuffisant pour assurer la pérennité du gouvernement. Pour pallier le départ du *Samoobrona* RP et dégager une nouvelle majorité à la Diète, 18 élus supplémentaires seraient en effet encore nécessaires. C'est au sein du club parlementaire *Samoobrona* RP que les responsables du PiS vont s'efforcer de les trouver. Dès le lendemain de l'annonce du limogeage d'Andrzej Lepper, des émissaires du parti des frères Kaczyński prennent informellement contacts avec des députés du *Samoobrona* RP afin de les inviter à quitter leur formation d'origine et à continuer à soutenir le gouvernement. Ces tentatives de débauchage sont rendues publiques le 26 septembre par la chaîne de télévision TVN. Celle-ci diffuse alors trois vidéos, enregistrées en caméra cachée, sur lesquelles on peut voir Adam Lipiński

¹ Voir par exemple : « Nie płaczę po Lepperze », *Rzeczpospolita*, 23/09/2006.

² Le 22 septembre 2006, au moment du limogeage d'Andrzej Lepper de ses fonctions gouvernementales, le rapport de force à la Diète est le suivant : les clubs parlementaires du PiS (154 députés) et de la LPR (29 députés), ainsi que les cinq députés du Cercle parlementaire national (NKP), tous dissidents de la LPR, continuent à soutenir le gouvernement Kaczyński. Soit 188 députés sur 460. À l'inverse, les clubs parlementaires PO (131 députés), SLD (55 députés), PSL (25 députés) et donc désormais *Samoobrona* RP (53 députés) se placent dans l'opposition. Par ailleurs, sept députés siègent en tant qu'indépendants (dont trois anciens du *Samoobrona* RP ayant démissionné [Tadeusz Dębicki et Józef Pilarz] ou été exclus [Piotr Misztal]).

³ « Nowa koalicja coraz bliżej », *Rzeczpospolita*, 23/09/2006.

(PiS), chef de cabinet du Premier ministre et vice-président du PiS, ainsi que le député Wojciech Mojzesowicz (PiS), ancien vice-président du ZZR *Samoobrona* et désormais secrétaire d'État à la chancellerie du Premier ministre, négocier avec la députée Renata Beger les conditions de son ralliement ainsi que celui de cinq autres députés du club parlementaire *Samoobrona* RP. Lors de l'une de ces entrevues, Adam Lipiński promet une assistance juridique aux élus du *Samoobrona* RP pour faire invalider les Weksel (chèques) qu'ils se sont engagés à régler en cas de dissidence. Il offre également à Renata Beger d'intervenir en sa faveur pour lui obtenir un secrétariat d'État au gouvernement ainsi que pour entraver le cours d'une instruction judiciaire la concernant¹. Cette révélation, largement reprise par l'ensemble des médias, provoque une vive polémique. Qualifiant la rencontre de Lipiński avec Beger de tentative de corruption, les dirigeants de l'opposition parlementaire dénoncent à l'unisson un « scandale d'État ». Ils appellent à la démission immédiate du gouvernement et à la dissolution du Parlement².

Rejetant les accusations de corruption, les dirigeants du PiS s'efforcent de nier le caractère scandaleux de l'affaire, qui acquiert le surnom d'« affaire des enregistrements » (*Afera taśmowa*). « Il ne s'agit de rien d'autre que d'une négociation politique ordinaire » estime ainsi le porte-parole de la présidence Maciej Łopiński³. Certains d'entre eux vont même jusqu'à tenter de la présenter comme le produit d'une conspiration visant à déstabiliser l'État. Le président du club parlementaire du PiS Marek Kuchciński dénonce ainsi « une provocation politique organisée par des forces hostiles à la réparation de l'État »⁴. En dépit de ces dénégations, la révélation du contenu de l'entrevue entre Adam Lipiński et Renata Beger affecte l'entreprise de recherche d'une nouvelle majorité engagée par la direction du PiS. Tout d'abord, car les tentatives de débauchage d'élus du *Samoobrona* RP paraissent désormais particulièrement délicates, tout nouveau ralliement étant susceptible d'être frappé du sceau de la suspicion quant à ses motivations. Ensuite, car l'affaire nuit aux négociations avec le PSL, qui semblaient

¹ Depuis la fin de l'année 2003, Renata Beger est l'objet d'une instruction judiciaire pour falsification de signatures présentées à la Commission électorale nationale en 2001. Sur le contenu de l'entrevue entre Adam Lipiński et Renata Beger : « Jak Adam Lipiński kupował Renatę Beger », *Gazeta Wyborcza*, 27/09/2006, p.4.

² « PiS: mamy powody o dumy », *Gazeta Wyborcza*, 28/09/2006, p.1.

³ Cité in « To nie korupcja, to polityka », *Gazeta Wyborcza*, 28/09/2006, p.6.

⁴ Cité in « Renata Beger, Mata Hari », *Gazeta Wyborcza*, 28/09/2006, p.4.

pourtant sur le point d'aboutir. Alors que les appels à la démission du Premier ministre, suspecté d'avoir commandité le marchandage avec Beger, se multiplient dans l'opposition et que la perspective d'une dissolution de la Diète s'impose comme l'issue la plus probable à la crise, les représentants du parti paysan tempèrent en effet leur ardeur à entrer dans un gouvernement aussi fragilisé¹.

Afin de mettre fin à une controverse qui, à l'approche des élections locales du 12 novembre, est potentiellement coûteuse pour son parti resté au gouvernement, le président de la LPR Roman Giertych invite le 28 septembre Jarosław Kaczyński et Andrzej Lepper à enterrer la hache de guerre et à ouvrir des négociations visant à reformer la coalition PiS-*Samoobrona*-LPR². Cette solution, qui paraît alors particulièrement improbable au vu de la brutalité des échanges entre les deux hommes, s'impose progressivement aux différents protagonistes de l'ancienne coalition. Dès le début du mois d'octobre des négociations visant à préciser les termes d'un nouvel accord de coalition sont ainsi réouvertes entre les directions du *Samoobrona* RP, du PiS et la LPR³. Deux éléments complémentaires ont participé à la convergence inattendue des anciens coalisés autour de la proposition de Roman Giertych. Premièrement, l'impossibilité de plus en plus nette du PiS de dégager une majorité à la Diète sans le soutien des députés du club parlementaire *Samoobrona* RP. Deuxièmement, la perception par les différents protagonistes de l'ancienne coalition d'un risque croissant de défaite électorale en cas de dissolution du Parlement. Les premiers sondages d'opinion publiés suite à l'« Affaire des enregistrements » donnent en effet à voir une baisse des intentions de vote en faveur du PiS, du *Samoobrona* RP et de la LPR et, à l'inverse, une hausse sensible de celles en faveur de la PO qui est donnée nettement vainqueur en cas d'élections anticipées⁴.

¹ « Co zrobi Polskie Stronnictwo Ludowe? », *Gazeta Wyborcza*, 30/09/2006.

² « Roman Giertych: Pogódźmy się z Lepperem », *Gazeta Wyborcza*, 29/09/2006, p.4.

³ « Na horyzontcie koalicja bis - z PiS », *Gazeta Wyborcza*, 07/10/2006, p.5 ; « Lepper w opałach », *Polityka*, 14/10/2006, p.17.

⁴ Selon un sondage *Rzeczpospolita* publié le 11 octobre 2006, le PiS serait crédité de 22% d'intentions de vote, soit 3% de moins que deux semaines auparavant, le *Samoobrona* RP de 6%, en baisse de 2 points, la LPR de 3%, le SLD-SdPL-PD de 12%, le PSL à 4% et la PO de 31%. « PiS w dołku po aferze taśmowej », *Rzeczpospolita*, 11/10/2006. Un sondage CBOS réalisé entre le 6 et le 9 octobre donne à voir un écart encore plus important entre la PO, créditée de 38% d'intentions de vote, et le PiS à 25%. Le *Samoobrona* RP y est lui crédité de 7%, contre 3% à la LPR et au PSL et 6% au SLD : « Preferencje partyjne w Listopadzie », *komunikat z badań*, CBOS, Varsovie, novembre 2006, p.2.

À peine une semaine après leur réouverture, les négociations entre les représentants du PiS, du *Samoobrona* RP et de la LPR aboutissent à la ratification d'un nouvel accord de coalition. Pour les commentateurs de la vie politique polonaise, le *Samoobrona* apparaît comme le principal bénéficiaire de la reformation de l'alliance gouvernementale¹. Outre le retour de son président aux postes de vice-Premier ministre et de ministre de l'Agriculture, la direction du parti obtient la satisfaction de plusieurs de ses revendications antérieures. Le nouvel accord de coalition stipule ainsi que les représentants du *Samoobrona* RP pourront se distancer de la position du gouvernement lors de l'examen par la Diète de textes en lien avec la présence militaire polonaise en Irak et en Afghanistan. Il accorde également au *Samoobrona* RP un contingent supplémentaire de nominations dans différentes agences de l'État et entreprises à actionnariat public². Par ailleurs, le nouvel accord de coalition prévoit l'instauration de nouvelles modalités de gestion des rapports et de neutralisation des conflits entre les différents partenaires au gouvernement. En plus des rencontres tripartites entre les présidents des trois formations et des réunions régulières entre le Premier ministre et ses vice-Premier ministres, des réunions de concertation sont désormais prévues avant chaque session de la Diète entre les représentants des clubs parlementaires PiS, *Samoobrona* RP et LPR. De plus, trois nouveaux secrétariats d'État, un pour chaque parti, sont créés auprès de la chancellerie du Premier ministre dans le but d'améliorer le dialogue entre les coalisés et le chef de gouvernement. Pour le *Samoobrona* RP, c'est au vice-président du parti et du ZZR *Samoobrona* Krzysztof Filipek qu'échoit cette nouvelle fonction³.

3) Le scandale de trop : vers des élections anticipées.

Dans les semaines suivant la reformation de la coalition PiS-*Samoobrona* RP-LPR, les différents observateurs de la vie politique polonaise se montrent extrêmement sceptiques quant à la possibilité pour une telle alliance de durer tant la controverse ayant opposé Jarosław Kaczyński à Andrzej Lepper à la fin du mois de septembre a

¹ Voir par exemple : « Lepper w rządzie, agenci wszędzie », *Polityka*, 28-10-2006, p.23-24 ; ou encore : « Lepper, Giertych- Oto wygrani », *Gazeta Wyborcza*, 18/10/2006, p.2.

² « Mamy Leppera, znów wicepremiera », *Gazeta Wyborcza*, 17/10/2006, p.5.

³ « Minister Filipek w kancelarii premiera Kaczyńskiego », *Gazeta Wyborcza*, 03/11/2006, p.5.

été vive¹. De leurs côtés, les dirigeants des trois partis coalisés, sans nier leurs divergences ponctuelles, s'efforcent de multiplier les gages de leur bonne collaboration. Si les résultats des élections locales, qui sont interprétés comme une défaite des partis de la coalition², participent à la réémergence des rumeurs quant à une possible nouvelle rupture de l'alliance gouvernementale, Roman Giertych, Andrzej Lepper et Jarosław Kaczyński continuent à afficher leur bonne entente. Ils se félicitent ainsi publiquement le 1^{er} décembre 2006 des nouvelles conditions de fonctionnement de la coalition et se déclarent confiants quant à leur capacité à gouverner ensemble jusqu'à la fin de législature en 2009³.

Cette unité de façade ne saurait cependant faire oublier l'hostilité récurrente de certains membres du PiS à l'égard de l'alliance avec le *Samoobrona* RP. Cette hostilité, qui ne s'exprime cependant que rarement publiquement, la parole publique du principal parti du gouvernement étant contrôlée par des proches du Premier ministre qui s'efforce quant à lui de promouvoir l'image d'une bonne entente entre les coalisées, est exacerbée par une série d'événements au cours de l'année 2007.

Premièrement, l'émergence de la « Seksafera », qui met directement en cause le vice-Premier ministre Andrzej Lepper. Alors que ce dernier est auditionné à plusieurs reprises par le procureur général Janusz Kaczmarek dans les premiers mois de l'année 2007 et que l'opposition multiplie les appels à sa démission, certains cadres du PiS ne dissimulent guère leur malaise à l'égard de ce nouveau scandale impliquant leur partenaire⁴.

¹ Voir par exemple : « Koalicja bez godności », *Gazeta Wyborcza*, 17/10/2006, p.1.

² Au niveau national les résultats pour les diétines de voïvodies sont les suivants : PO : 27,18%, PiS : 25,08%, SLD/SdPI/PD/UP : 14,25%, PSL : 13,24%, *Samoobrona* RP : 5,64%, LPR : 4,74%. Reculant de près de 10% par rapport aux élections locales de 2006, le *Samoobrona* RP obtient seulement 37 mandats de députés de diétine de voïvodie contre 101 quatre ans auparavant. Les résultats complets des élections locales de 2006 sont disponibles sur le site de la Commission électorale nationale : <http://wybory2006.pkw.gov.pl/>. Sur l'interprétation du résultat des élections, comme une défaite pour le PiS et une déroute pour le *Samoobrona* RP et la LPR, qui est dominante dans les médias suite à leur proclamation, voir par exemple : « Kłeska LPR i Samoobrony w wyborach samorządowych », *Gazeta Wyborcza*, 14/11/2006, p.20 ; Wybory samorządowe- Stalingrad PiS», *Gazeta Wyborcza*, 21/11/2006, p.20 ; « Dotkliwa porażka koalicjantów PiS », *Rzeczpospolita*, 14/11/2006.

³ « PiS, LPR i Samoobrona chcą rządzić do 2009 i bez Rokity », *Gazeta Wyborcza*, 02/12/2006, p.4.

⁴ C'est par exemple le cas du président du groupe PiS au conseil municipal de Varsovie, Wojciech Dąbrowski, dans une interview qu'il accorde au début du mois de janvier à l'édition varsoivienne de *Gazeta Wyborcza* : « Nie zamkną nam oczu i ust », *Gazeta Stołeczna*, 04/01/2007, p.6.

Deuxièmement, l'usage fait par les dirigeants du *Samoobrona* RP des nominations qui leur sont accordées, notamment au sein des agences d'État en lien avec le secteur agricole. La promotion systématique de proches du *Samoobrona* RP au sein de l'Agence de restructuration et de modernisation de l'agriculture (ARiMR), de l'Agence du marché agricole (ARR), ou encore de la Caisse agricole d'assurance sociale (KRUS)¹, parfois en remplacement de protégés du PiS, suscite l'ire des députés du PiS siégeant à la commission à l'Agriculture de la Diète. Se faisant le porte-parole de plusieurs de ses collègues, Wojciech Mojzesowicz, qui a présidé la commission d'octobre 2001 à septembre 2006, appelle publiquement dès le mois de février 2007 à une réduction du nombre de postes confiés au *Samoobrona* RP au sein des agences agricoles ainsi qu'au renvoi d'Andrzej Lepper du ministère de l'Agriculture². Trois mois plus tard, en signe de contestation contre l'appropriation croissante par le *Samoobrona* RP des positions de pouvoir en lien avec l'agriculture, il annonce même son départ du PiS :

« Qu'est-ce que je peux faire de plus ? Je démissionne [du PiS] parce que la décision d'abandonner à *Samoobrona* la gestion des campagnes polonaises est dramatique. Le PiS avait un bon programme pour les agriculteurs, mais il y a renoncé. [...] Pour le moment les institutions [agricoles] continuent à fonctionner. Mais on est en train de les confier aux gens incompetents de *Samoobrona*, et les conséquences de cela seront dramatiques d'ici deux ans. Au Premier ministre, je répète ce qu'un paysan m'a demandé : « Sauvez les campagnes de *Samoobrona* ! ».

Wojciech Mojzesowicz.

Cité in « Wiosenne wykopki Samoobrony », *Gazeta Wyborcza*, 08/06/2007, p.4.

Tout en regrettant la réaction qu'il juge excessive de Wojciech Mojzesowicz, le vice-ministre des Affaires intérieures Jarosław Zieliński reconnaît lui-même au début du mois de juin que « les nominations politiques de cadres de *Samoobrona* dans les

¹ Dans les premiers mois de l'année 2007, Andrzej Lepper remplace successivement la quasi-totalité des directeurs régionaux de l'Agence du marché agricole et de l'Agence de restructuration et de modernisation de l'agriculture. Le vice-Premier ministre est par ailleurs suspecté d'avoir trafiqué le concours d'inspecteur de la Caisse agricole d'assurance sociale afin de favoriser le recrutement des candidats de *Samoobrona*. Cf. à ces sujets : « Lepper czyści agencje », *Gazeta Wyborcza*, 07/02/2007, p.23 ; « *Samoobrona* odzyskuje agencje od PiS », *Gazeta Wyborcza*, 14/03/2007, p.4 ; « Intelaktualne zaplecze Samoobrony wygrywa w KRUS », *Gazeta Wyborcza*, 04/05/2007, p.1 ; « *Samoobrona* czyści sobie Agencję », *Gazeta Wyborcza*, 26/05/2007, p.38.

² « Mojzesowicz za odwołaniem Leppera », *Gazeta Wyborcza*, 15/02/2007, p.19.

agences agricoles sont devenues un problème sérieux qui doit être abordé lors des réunions entre coalisés »¹.

Troisièmement, Andrzej Lepper renoue dès le mois de janvier 2007 avec ses exigences de réévaluation à la hausse du budget gouvernemental, notamment de l'enveloppe consacrée à son ministère, et d'amendement de certaines des politiques prévues dans le programme de coalition. Critiquant ouvertement plusieurs décisions de la ministre des Finances Zyta Gilowska, il appelle notamment à une hausse sensible des fonds publics consacrés à la garantie des prix agricoles et aux subventions à la production de bio-carburants. Ponctuellement, il n'hésite pas à mettre l'avenir de la coalition dans la balance, se déclarant prêt à rallier l'opposition si ses exigences n'étaient pas satisfaites².

Déjà mises à l'épreuve par ces différents éléments, les relations entre les directions du PiS et du *Samoobrona* RP se dégradent brusquement suite à la révélation à la fin du printemps 2007 d'un nouveau « scandale » impliquant Andrzej Lepper. Dans son édition du 16 juin, le quotidien *Gazeta Wyborcza* publie un article dans lequel le vice-Premier ministre est accusé d'avoir organisé la vente de terres agricoles appartenant à l'État au profit de son fils et de sa fille pour un prix bien inférieur à celui du marché³. Cette nouvelle accusation relance la controverse sur la probité du président du *Samoobrona* RP et intensifie au sein du PiS les contestations de sa participation au gouvernement. Dans ce contexte, alors qu'il semblait dans un premier temps disposé à soutenir une nouvelle fois son ministre de l'Agriculture afin d'assurer la survie de la coalition, le Premier ministre annonce contre toute attente le limogeage d'Andrzej Lepper du gouvernement le 9 juillet 2007. « Il existe désormais suffisamment de preuves qui permettent de considérer Andrzej Lepper comme un suspect dans plusieurs affaires de corruption. Nous parlons ici de plusieurs millions de Złoty de pots-de-vin », déclare alors Jarosław Kaczyński pour justifier sa décision⁴.

¹ « Wiosenne wykopki Samoobrony », *Gazeta Wyborcza*, 08/06/2007, p.4.

² Voir par exemple : « Lepper: Albo skup, albo koniec koalicji », *Gazeta Wyborcza*, 29/01/2007, p.22 ; « Samoobrona chce głowy urzędnika », *Gazeta Wyborcza*, 06/03/2007, p.20 ; « Samoobrona krytykuje program dla biopaliw », *Gazeta Wyborcza*, 14/06/2007, p.20.

³ « Grunt to rodzina Leppera », *Gazeta Wyborcza*, 16/06/2007, p.4.

⁴ « Lepper wyrzucony », *Gazeta Wyborcza*, 10/07/2007, p.1.

Le limogeage d'Andrzej Lepper ouvre une nouvelle période d'incertitude quant à la capacité du gouvernement à s'assurer une majorité au Parlement. Cette période se caractérise par les hésitations de l'ancien ministre de l'Agriculture quant à l'attitude à adopter à l'égard de la coalition. Annonçant dans un premier temps que son éviction constitue une rupture de l'accord de coalition et provoque donc le retour du *Samoobrona* RP dans l'opposition, il se déclare ensuite prêt à continuer à soutenir le gouvernement sans y participer, avant finalement de se placer à nouveau dans l'opposition au début du mois d'août suite à la nomination de son meilleur ennemi Wojciech Mojzesowicz pour lui succéder au ministère de l'Agriculture¹. Elle donne surtout à voir de profondes divergences au sein de la direction du *Samoobrona* RP. Plusieurs cadres de la formation contestent en effet ouvertement l'autorité d'Andrzej Lepper sur le *Samoobrona* RP. Le député européen Ryszard Czarnecki prend la tête de cette fronde. Favorable au maintien du *Samoobrona* RP dans la majorité gouvernementale, il se pose en alternative à Andrzej Lepper dont il demande l'éviction du parti. « Premièrement, j'ai de très bons contacts avec le PiS. C'est même moi le véritable architecte de la coalition. C'est moi qui ai dit à Lepper d'apporter son soutien à Lech Kaczyński au second tour de l'élection présidentielle. Deuxièmement, je passe plutôt bien dans les médias. Et troisièmement, j'ai des compétences politiques qui font que je me comporterai différemment de Lepper », déclare-t-il alors pour légitimer son ambition à prendre la tête du parti. Si près d'une dizaine de députés le rallie, Czarnecki ne parvient cependant ni à prendre le contrôle du *Samoobrona* RP ni à sauver la coalition. Les 43 députés restés fidèles à Lepper se prononcent en effet pour le retour du parti dans l'opposition. Par ailleurs, le 11 août, se disant mécontent du fonctionnement de la coalition suite à l'éviction de Lepper, le président de la LPR Roman Giertych annonce à son tour que son parti quitte le gouvernement. Ne pouvant espérer reformer une alliance majoritaire au Parlement, les dirigeants du PiS se résignent alors à déposer une motion de dissolution de la Diète. Celle-ci est adoptée à une large majorité le 7 septembre, provoquant l'organisation d'élections parlementaires anticipées pour le 21 octobre 2007².

¹ « Mojzesowicz znów wygrał z Lepperem », *Gazeta Wyborcza*, 01/08/2007, p.25.

² Nécessitant une majorité des deux tiers, soit 307 voix, la motion d'auto-dissolution de la Diète est adoptée par 377 députés le 7 septembre. Seuls la plupart des députés de clubs parlementaires LPR et *Samoobrona* RP votent contre. Cf. « Głosowanie nad przyjęciem w całości projektu uchwały w sprawie skrócenia kadencji Sejmu Rzeczypospolitej Polskiej », Sejm RP V kadencji, posiedzenie 47, głosowanie n°137, 07/09/2007.

C) Le couperet des élections.

À l'automne 2007, c'est pour la première fois avec le statut d'anciens gouvernants que les dirigeants du *Samoobrona* RP participent à des élections. Après avoir envisagé un temps une alliance électorale, et même une fusion au sein d'un nouveau parti, avec leurs anciens partenaires de la LPR (1), c'est finalement une nouvelle fois sous le label *Samoobrona* qu'ils s'engagent dans la compétition pour l'obtention de postes parlementaires. Composées dans l'urgence, les élections se tenant seulement six semaines après le vote par la Diète de sa dissolution, les listes de candidats du parti ont, comme en 2005, vocation à donner à voir la conformation du *Samoobrona* RP aux règles dominantes de sélection du personnel politique (2). Néanmoins, alors que la campagne électorale est dominée par l'opposition entre les deux favoris que sont le PiS et la PO, les dirigeants du *Samoobrona* RP peinent à élaborer et à promouvoir une offre politique leur permettant de légitimer leur prétention à exercer à nouveau le pouvoir gouvernemental et de se démarquer dans la compétition électorale (3). Le 21 octobre 2007, le *Samoobrona* RP est brutalement évincé de l'arène de la politique institutionnelle en réalisant une performance électorale très en deçà des attentes de ses dirigeants, des prévisions des sondeurs et, surtout, du seuil de représentation parlementaire (4).

1) Le LiS : un nouveau parti mort-né.

Dès la mi-juillet 2007, la convocation d'élections anticipées s'impose parmi les différents protagonistes du champ politique comme l'issue la plus probable de la nouvelle crise gouvernementale suscitée par le limogeage d'Andrzej Lepper du gouvernement. Contrairement au mois de mars 2006, les principaux responsables de l'opposition, ceux de la PO en tête, se déclarent eux-mêmes favorables à cette issue. Ayant déposé à la Diète une motion de censure à l'encontre du gouvernement, les dirigeants du SLD, de la PO et du PSL réorientent dès l'été leur activité dans le sens de la formalisation de leur offre politique pour les élections anticipées, qu'ils espèrent imminentes, et lancent les préparatifs de leur future campagne électorale. De même, sans exclure la possibilité d'un nouvel accord majoritaire, les anciens alliés de la coalition se préparent à réinvestir l'arène électorale. Tout en prenant part à des

discussions informelles avec la direction du PiS afin de négocier les conditions d'un éventuel maintien du *Samoobrona* RP dans la majorité parlementaire en dépit du renvoi d'Andrzej Lepper, les responsables du *Samoobrona* RP et de la LPR engagent dès la mi-juillet des négociations afin d'évoquer un rapprochement de leurs deux formations dans la perspective d'élections anticipées. Plus que par leur hypothétique proximité idéologique, ce projet d'alliance apparaît surtout guidé par un souci de rentabilité électorale. Ayant réalisé des performances électorales jugées médiocres aux élections locales de l'automne 2006, la LPR et le *Samoobrona* RP sont en effet crédités dans les différents sondages publiés au cours du printemps et du début de l'été 2007 d'intentions de vote faisant peser un doute sur leur capacité à franchir le seuil des 5% nécessaire à l'obtention d'une représentation parlementaire. Dans un sondage *Rzeczpospolita* publié une semaine avant le départ forcé d'Andrzej Lepper du gouvernement, le *Samoobrona* RP est ainsi crédité de tout juste 5% d'intentions de vote contre seulement 2% à la LPR¹. Plus qu'une simple coalition électorale, qui les obligerait à réunir plus de 8% des voix, c'est la piste d'une fusion de leurs deux organisations au sein d'une organisation commune qui est rapidement privilégiée par Roman Giertych et Andrzej Lepper.

Le 16 juillet, alors que la plus grande incertitude continue à planer sur l'avenir du gouvernement et sur l'attitude des députés du club parlementaire *Samoobrona* RP à son égard, Roman Giertych et Andrzej Lepper organisent une conférence de presse pour annoncer la création d'un nouveau parti politique du nom de *Liga i Samoobrona* (LiS)². Les statuts de ce dernier, dont les deux hommes assurent la coprésidence, sont déposés dès le lendemain auprès du Tribunal de Varsovie³. Bien qu'affichant leur ambition de créer un « vaste mouvement national populaire », les dirigeants de la LPR et du *Samoobrona* RP peinent à s'entendre sur les modalités de fonctionnement et de définition de l'offre politique de cette nouvelle formation. Dans les semaines suivant la création du LiS, sans remettre formellement en cause leur projet d'union, ils continuent dans les faits à se produire de manière différenciée, se réclamant essentiellement de leur formation d'origine. Au moment de l'officialisation de la dissolution de la Diète le 7 septembre, le projet LiS a ainsi déjà sérieusement du

¹ « Platforma, PiS i długo nic », *Rzeczpospolita*, 02/07/2007.

² « My się LiS-u nie boimy », *Gazeta Wyborcza*, 17/07/2007, p.3.

³ « Wniosek o powołanie LiS-u już w sądzie », *TVN24-PAP*, 17/07/2007.

plomb dans l'aile. Tout d'abord, les différentes enquêtes d'opinion donnent à voir le scepticisme des sondés à l'égard de cette alliance inédite. Un sondage réalisé par l'institut PBS-DGA le 2 septembre ne crédite ainsi le LiS que d'à peine 6% d'intentions de vote, soit deux points de moins que le cumul des intentions de vote à l'égard du *Samoobrona* RP et de la LPR, estimées alors respectivement à 5% et à 3%¹. Ensuite, les divergences entre les dirigeants du nouveau parti sont de plus en plus explicites et s'exacerbent avec l'ouverture des négociations pour la sélection des candidats aux élections. Dans les heures suivant le vote de la Diète sur la dissolution du Parlement, qui officialise l'organisation d'élections anticipées pour le 21 octobre, Lepper et Giertych actent leur rupture en annonçant que leurs formations se présenteront séparément aux élections².

2) Constituer des listes dans l'urgence.

Prenant acte de l'adoption par la Diète de la loi de dissolution et dans le respect du délai de six semaines prévu par la constitution, le Président de la République Lech Kaczyński convoque de nouvelles élections parlementaires pour le 21 octobre 2007. La brièveté de la campagne électorale, six semaines à peine, contraint fortement l'activité des différents prétendants à l'obtention de postes de parlementaires. Ils ne disposent que d'une quinzaine de jours pour enregistrer un comité électoral auprès de la Commission électorale nationale, le dépôt des signatures d'électeurs nécessaires et des listes de candidats étant clos au 26 septembre. Dans ce contexte, seuls les groupements préexistants, disposant de structures et d'une base militante suffisantes pour mobiliser très rapidement 5 000 soutiens dans 21 circonscriptions et recruter un nombre suffisant de candidats sur l'ensemble du territoire, sont en mesure de constituer des comités électoraux nationaux. De fait, alors que seuls 10 comités électoraux sont enregistrés auprès de la Commission électorale nationale, contre 22 deux ans auparavant, 7 d'entre eux seulement présentent des listes dans plus de la moitié des circonscriptions, contre 12 en 2005. Bien qu'étant depuis 2001 l'une des principales forces politiques nationales, le *Samoobrona* RP éprouve les plus grandes difficultés à en faire partie. Peinant à réunir le nombre nécessaire de signatures

¹ « *Samoobrona* nie chce hodować LiS-a », *Gazeta Wyborcza*, 07/09/2007, p.5.

² « LPR żąda oczyszczenia list Samoobrony », *Gazeta Wyborcza*, 09/09/2007.

d'électeurs et à clore ses listes de candidats, le comité électoral *Samoobrona* RP est le dernier de tous les comités nationaux à s'enregistrer auprès de la Commission électorale nationale, quelques minutes avant l'heure limite¹.

La sélection des candidats figurant sur les listes du *Samoobrona* RP pour les élections parlementaires anticipées du 21 octobre 2007 obéit à des procédures similaires à celles mises en œuvre en 2005. Une nouvelle fois centralisée au niveau du Prezydium du parti, qui décide en dernier recours de l'identité des candidats et de leur positionnement sur les listes, elle tend à la promotion d'individus aux caractéristiques jugées conformes aux règles dominantes de recrutement du personnel politique ou dotés de capitaux économiques importants. Le profil des listes déposées le 26 septembre 2007 auprès de la Commission électorale nationale est d'ailleurs très proche de celui des listes de 2005.

Tableau 49 : Composition des listes du comité *Samoobrona* RP pour les élections de la Diète du 21 octobre 2007.

Circonscription			Listes <i>Samoobrona</i> RP pour la Diète				
N°	Nom	Nombre de mandats en jeu	Nombre de candidats	Dont déjà candidats en 2005	Pourcentage de déclarants d'une profession agricole	Pourcentage de déclarants d'une profession du pôle économique	Pourcentage de déclarants d'une profession "supérieure"
1	Legnica	12	20	5	10	45	45
2	Wałbrzych	8	16	4	6,3	25	31,3
3	Wrocław	14	26	7	26,9	3,8	19,2
4	Bydgoszcz	12	24	2	16,7	33,3	41,7
5	Toruń	13	24	7	45,8	25	29,2
6	Lublin	15	26	7	19,2	11,5	61,5
7	Chelm	12	21	5	47,6	9,5	38,1
8	Zielona Góra	12	24	6	29,2	8,3	45,8
9	Lódź	10	20	4	0	15	40
10	Piotrków Trybunalski	9	18	3	16,7	11,1	44,4
11	Sieradz	12	20	7	35	20	40
12	Chrzanów	8	12	1	8,3	41,7	50
13	Cracovie	13	21	4	19	23,8	42,9
14	Nowy Sącz	9	18	2	22,2	11,1	61,1
15	Tarnów	9	12	4	16,7	16,7	50
16	Płock	10	17	2	23,5	23,5	47,1
17	Radom	9	17	4	17,6	17,6	47,1
18	Siedlce	12	20	8	15	40	75

¹ Cf. « Komitety wyborcze mają kłopoty z listami », *Gazeta Wyborcza*, 25/09/2007, p.1 ; « Podpisy na ostatnią chwilę », *Rzeczpospolita*, 27/09/2007 ; « Listy na za pięć dwunasta », *Gazeta Stołeczna*, 27/09/2007, p.3 ; « Kandydaci zgłaszani w ostatniej chwili », *Rzeczpospolita*, 27/09/2007.

19	Varsovie 1	19	35	4	0	25,7	42,9
20	Varsovie 2	11	20	5	10	45	75
21	Opole	13	26	6	34,6	34,6	30,8
22	Krosno	11	20	6	25	25	50
23	Rzeszów	15	23	4	21,7	17,4	34,8
24	Białystok	15	30	6	16,7	20	33,3
25	Gdańsk	12	24	5	16,7	33,3	41,7
26	Gdynia	14	28	12	17,9	39,3	46,4
27	Bielsko-Biała	9	18	2	0	50	66,7
28	Częstochowa	7	14	2	7,1	28,6	57,1
29	Gliwice	10	20	3	5	40	40
30	Rybnik	9	18	4	0	72,2	72,2
31	Katowice	12	18	4	11,1	11,1	27,8
32	Sosnowiec	9	14	0	0	14,3	28,6
33	Kielce	16	32	8	31,3	28,1	37,5
34	Elbląg	8	14	6	14,3	21,4	64,3
35	Olsztyn	10	19	6	21,1	21,1	63,2
36	Kalisz	12	19	4	26,3	31,6	42,1
37	Konin	9	15	5	53,3	13,3	13,3
38	Pila	9	14	3	35,7	28,6	57,1
39	Poznań	10	18	4	5,6	11,1	33,3
40	Koszalin	8	16	6	18,8	6,3	31,3
41	Szczecin	13	26	6	19,2	38,5	73,1
Total Diète		460	837	193 (23,1%)	19,1	25,4	45,2

Réalisé par nos soins. Sources : nos propres calculs d'après les données de la Commission électorale nationale (PKW).

Tableau 50 : Composition des listes du comité Samoobrona RP pour les élections du Sénat du 21 octobre 2007.

Listes Samoobrona RP pour le Sénat	
Nombre de listes/ nombre de circonscriptions	19/40
Nombre total de candidats	20
Pourcentage de déclarants d'une profession agricole	26,3
Pourcentage de déclarants d'une profession du pôle économique	31,6
Pourcentage de déclarants d'une profession supérieure	63,2

Réalisé par nos soins. Sources : nos propres calculs d'après les données de la Commission électorale nationale (PKW).

Parmi les 837 candidats présentés par le *Samoobrona* RP aux élections à la Diète de 2007, soit quatre de plus qu'en 2005¹, moins d'un quart figurait sur les listes du parti deux ans auparavant. En dépit de ce fort renouvellement, les taux de déclarants de profession agricole (19,1%), de professions en lien avec le pôle économique (25,4%) et de professions supérieures (45,2%) restent comparables à ceux alors observables

¹ En prenant en compte les listes pour le Sénat, le *Samoobrona* RP présente néanmoins légèrement moins de candidats en 2007, 857 au total, qu'en 2005, 887.

(pour rappel, ils étaient respectivement de 21,7%, de 27% et de 48,4%). Une nouvelle fois, les militants du ZZR *Samoobrona*, qui affichent dans leur grande majorité une profession en lien le secteur agricole, sont largement minoritaires sur les listes présentées par le *Samoobrona* RP, et ce dans l'ensemble des circonscriptions, à l'exception de celles de Konin, Toruń et Chełm. De même, la monétarisation des places sur les listes – comme en 2005 les prétendants à un poste de candidat doivent s'engager à participer aux frais de campagne – s'accompagne à nouveau d'une surreprésentation relative des entrepreneurs et des commerçants parmi les candidats. Enfin, le souci réaffirmé par les dirigeants du *Samoobrona* RP de présenter des candidats « compétents » se traduit par la déclaration par près de la moitié du total des candidats d'une profession témoignant de la détention d'un capital scolaire, économique ou culturel important.

Ces remarques générales sur la composition socio-professionnelle des listes du *Samoobrona* RP pour les élections à la Diète de 2007 méritent cependant d'être affinées par la prise en compte des modalités particulières de sélection des candidats y étant les mieux placés, notamment les têtes de liste.

Tableau 51 : Composition des têtes de listes de circonscription du comité *Samoobrona* RP pour les élections de la Diète du 21 octobre 2007.

Circonscription		Tête de liste					
Numéro	Nom	Nom	Prénom	Profession	Résident de la circonscription	Déjà candidat du <i>Samoobrona</i> RP en 2005	Député sortant
1	Legnica	Litwin	Czesław	Agriculteur	Oui	Oui	Oui
2	Wałbrzych	Kołacz	Grzegorz	Député	Oui	Oui	Oui
3	Wrocław	Żyszkiewicz	Jerzy	Producteur agricole	Oui	Oui	Oui
4	Bydgoszcz	Filipek-Kaźmierczak	Sebastian	Economiste	Oui	Non	Non
5	Toruń	Kuropatwiński	Lech	Technicien agricole	Oui	Oui	Oui
6	Lublin	Borysiuk	Bolesław	Historien	Non	Oui	Oui
7	Chełm	Grabczan	Zofia	Député	Oui	Oui	Oui
8	Zielona Góra	Starosta	Waldemar	Député	Oui	Oui	Oui
9	Łódź	Miller	Leszek	Politologue	Non	Non	Non
10	Piotrków Trybunalski	Sikora	Krzysztof	Ingénieur mécanique	Non	Oui	Oui
11	Sieradz	Tyszko	Grażyna	Député	Oui	Oui	Oui
12	Chrzanów	Bargiel	Janusz	Politologue	Oui	Non	Non
13	Cracovie	Wroński	Leszek	Chimiste	Oui	Non	Non
14	Nowy Sącz	Wiśniowska	Elżbieta	Historien	Non	Oui	Oui
15	Tarnów	Zawisza	Jerzy	Professeur d'université	Non	Oui	Oui
16	Płock	Szymańczyk	Lech	Manager	Non	Oui	Oui

17	Radom	Łyżwińska	Wanda	Technicien en économie	Oui	Oui	Oui
18	Siedlce	Filipek	Krzysztof	Député	Oui	Oui	Oui
19	Varsovie 1	Ikonowicz	Piotr	Journaliste	Oui	Non	Non
20	Varsovie 2	Górnjak	Krystyna	Ingénieur en environnement	Oui	Oui	Non
21	Opole	Lewandowska	Sandra	Economiste	Non	Oui	Oui
22	Krosno	Maksymiuk	Janusz	Ingénieur agricole	Non	Oui	Oui
23	Rzeszów	Wrzodak	Zygmunt	Technicien mécanique	Non	Non	Oui
24	Białystok	Wiśniowska	Genowefa	Psychologue	Non	Oui	Oui
25	Gdańsk	Hojarska	Danuta	Technicien agricole	Oui	Oui	Oui
26	Gdynia	Woszczerowicz	Lech	Economiste	Non	Oui	Oui
27	Bielsko-Biala	Kozak	Dariusz	Conseiller financier	Non	Oui	Non
28	Częstochowa	Grzesik	Andrzej	Député	Oui	Oui	Oui
29	Gliwice	Gwóźdź	Rafał	Politologue	Non	Oui	Non
30	Rybnik	Pająk	Kornel	Entrepreneur	Oui	Oui	Non
31	Katowice	Dolniak	Marzena	Instituteur	Non	Non	Non
32	Sosnowiec	Grzegorzewski	Damian	Economiste	Oui	Non	Non
33	Kielce	Olejniak	Małgorzata	Economiste	Oui	Oui	Oui
34	Elbląg	Rochowska	Renata	Economiste	Oui	Oui	Oui
35	Olsztyn	Aszkielowicz	Mieczysław	Agriculteur	Oui	Oui	Oui
36	Kalisz	Adamczak	Mirosław	Entrepreneur	Oui	Non	Oui
37	Konin	Aumiller	Andrzej	Ingénieur agricole	Non	Oui	Non
38	Pila	Beger	Renata	Economiste	Oui	Oui	Oui
39	Poznań	Jarmołowicz-Chwiedorowicz	Tadeusz	Juriste	Oui	Non	Non
40	Koszalin	Lepper	Andrzej	Député	Oui	Oui	Oui
41	Szczecin	Piskorski	Mateusz	Politologue	Oui	Oui	Oui
Total		Profession agricole = 17,1% Profession "supérieure" = 82,9%			26 (63,4%)	31 (75,6%)	28 (68,3%)

Réalisé par nos soins. Sources : nos propres calculs d'après les données de la Commission électorale nationale (PKW).

Schématiquement, il nous paraît possible de distinguer trois groupes parmi les candidats héritant de la première position sur l'une des 41 listes de circonscription déposées par le *Samoobrona* RP auprès de la Commission électorale nationale.

Le premier, le plus important numériquement, est composé de parlementaires sortants du *Samoobrona* RP. Sur les 41 députés restés fidèles à Andrzej Lepper à la fin de la V^e législature, 34 figurent en effet à nouveau sur les listes du parti, dont 27 en première position.

Le deuxième est constitué de cadres du *Samoobrona* RP s'étant déjà présentés sans succès sur ses listes lors d'élections précédentes. C'est par exemple le cas de Sebastian Filipek-Kaźmierczak, candidat aux élections européennes de 2004, ou

encore d'Andrzej Aumiller, de Krystyna Górniak et de Dariusz Kozak, qui figuraient déjà tous trois en première position sur une liste de circonscription lors des élections législatives de 2005. Majoritairement issus du « conseil d'experts » constitué à partir de la fin de l'année 2002 au sein du *Samoobrona* RP, ces candidats ont comme point commun d'être détenteurs de diplômes élevés. La plupart d'entre eux peuvent par ailleurs se revendiquer d'une expérience politique antérieure, plus ou moins prestigieuse. Ainsi, alors que Damian Grzegorzewski, Krystyna Górniak ou encore Rafał Gwóźdź ont déjà siégé au sein de collectivités locales, Sebastian Filipek-Każmierczak et Andrzej Aumiller ont tous deux appartenu au gouvernement Kaczyński. Le premier y a exercé les fonctions de sous-secrétaire d'État à l'Agriculture auprès d'Andrzej Lepper de septembre 2006 à juillet 2007, alors que le second, par ailleurs ancien député SLD-UP de la IV^e législature, y a été ministre des Constructions de novembre 2006 à août 2007, en remplacement d'Antoni Jaszczak¹.

Enfin, le troisième groupe identifiable est formé de candidats se présentant pour la première fois sous le label *Samoobrona*. Loin d'être des novices, ces « nouveaux venus » ont comme caractéristique d'être des professionnels de la politique en rupture avec leur formation d'origine. Ayant déjà exercé plusieurs mandats électifs par le passé, ils bénéficient tous d'une certaine notoriété. Pour certains, cette renommée est limitée au niveau local. C'est par exemple, le cas pour le conseiller municipal de Poznań Tadeusz Jarmołowicz-Chwiedorowicz ou pour l'ancien sénateur de Cracovie Janusz Bargieł, tous deux récents démissionnaires du SLD. Pour d'autres, elle est nationale. Trois responsables politiques de premier plan figurent ainsi sur les listes du *Samoobrona* RP pour les élections de 2007. Le premier est Zygmunt Wrzodak, tête de liste à Rzeszów. Député sortant, cofondateur et ancien président du Conseil politique de la LPR, il a quitté ce parti dans les premiers mois de la V^e législature après être entré en conflit avec Roman Giertych. Le second est Piotr Ikonowicz, qui hérite au tout dernier moment de la première place sur la liste de Varsovie². Député de 1993 à 2001, il est l'un des cofondateurs du PPS dont il a présidé le comité central de 1992 à 2001 avant d'en démissionner en 2003 pour créer un nouveau mouvement, *Nowa*

¹ Le remplacement d'Antoni Jaszczak, régulièrement moqué pour son incompétence en matière de constructions, était demandé depuis plusieurs mois par certains membres du gouvernement. Il est acté par Andrzej Lepper et Jarosław Kaczyński suite à la signature du second accord de coalition entre le PiS, la LPR et le *Samoobrona* RP : « Chciał zająć się problemami skupu truskawek, zajmie się budownictwem », *Gazeta Wyborcza*, 04/11/2006, p.30.

² « Płazyński to nie Suski, czyli będzie bałagan », *Gazeta Wyborcza*, 27/09/2007, p.6.

Lewica (Nouvelle Gauche) qui n'a pas été en mesure de présenter son propre comité pour les élections de 2007. Quant au troisième, il s'agit de Leszek Miller, ancien Premier ministre et président du SLD. Marginalisé au sein de ce dernier, il en démissionne à la mi-septembre 2007 après s'être vu refuser une place sur les listes pour la Diète. Désireux de participer malgré tout aux élections, il obtient finalement d'Andrzej Lepper, quelques jours après la clôture des inscriptions auprès de la Commission électorale nationale, la tête de liste du *Samoobrona* RP à Łódź¹.

Au final, le processus de sélection de candidats du *Samoobrona* RP, qui est mené dans l'urgence suite à la dissolution de la Diète, conduit une nouvelle fois à la marginalisation des membres du ZZR *Samoobrona* au profit de prétendants détenteurs de capitaux économiques et de propriétés jugées conformes à l'exercice d'un mandat politique. Les têtes de listes sont d'ailleurs quasiment toutes occupées par des professionnels de la politique, qu'ils soient des députés sortants du *Samoobrona* RP, des cadres de cette formation ayant déjà exercé des responsabilités politiques locales ou nationales, ou encore des transfuges d'autres formations qui, indépendamment de leurs origines politiques parfois antagoniques, ont comme point commun d'être engagés en politique de longue date et de disposer d'une forte notoriété, dans leur circonscription ou au niveau national.

3) Une campagne bipolarisée.

Extrêmement brève, la campagne électorale des élections parlementaires d'octobre 2007 est dominée par l'opposition entre le PiS et le PO². Données au coude à coude par les sondages, à plus de 30% d'intentions de vote toutes les deux, ces deux formations s'imposent en effet dès le début du mois de septembre comme les seules véritables prétendantes à la victoire finale. Dénonçant la dérive autoritaire des frères Kaczyński ainsi que leur alliance avec la LPR et le *Samoobrona* RP, les représentants de la PO, aux premiers rangs desquels Donald Tusk candidat au poste de Premier

¹ « Leszek Miller z Samoobrony », *Gazeta Wyborcza*, Łódź, 20/09/2007, p.1.

² Sur la campagne électorale des élections parlementaires d'octobre 2007, on pourra se référer à : Szczerbiak Aleks, « The Birth of a Bipolar Party System or a Referendum on a Polarizing Government ? The Octobre 2007 Polish Parliamentary Election », *Journal of Communist Studies and Transition Politics*, vol.24, n°3, 2008, p.421-423 ; et à Markowski Radosław, « The 2007 Polish Parliamentary Election... », *art.cit.*, p.1056-1057.

ministre, se positionnent comme les garants de la « normalité politique ». Outre promouvoir une approche résolument libérale au niveau économique, devant conduire à un « miracle polonais » sur le modèle irlandais, la PO entend incarner une démocratie « apaisée », entretenant des relations cordiales avec ses partenaires de l'Union européenne et apte à traiter avec sérénité, sans « chasse aux sorcières », les problématiques de la décommunisation et de la lutte contre la corruption. À l'inverse, revendiquant les succès de leur exercice du pouvoir, notamment au niveau socio-économique, les responsables du PiS se présentent comme étant les seuls en mesure de démanteler les « układ », entendus comme des réseaux informels de politiciens, d'hommes d'affaires et d'anciens responsables communistes, qui selon eux auraient exercé une influence néfaste sur la vie politique et économique de la Pologne depuis le changement de régime. Appelant une nouvelle fois à l'instauration d'un État, fort et social, ainsi que d'une IV^e République, décommunisée et libérée d'une corruption présentée comme endémique, ils dénoncent avec virulence la proximité de leurs adversaires de la PO avec les milieux d'affaires et leur trop grande complaisance à l'égard des anciens communistes. L'organisation d'un débat télévisé entre Donald Tusk et le Premier ministre sortant Jarosław Kaczyński, neuf jours avant le scrutin, constitue le point d'orgue de la bipolarisation de la compétition électorale autour d'un axe opposant les « sortants » du PiS aux seuls véritables « prétendants » de la PO.

Dans ce contexte de focalisation de l'attention des commentateurs sur le duel entre la PO et la PiS, les autres prétendants à l'obtention d'une représentation parlementaire peinent à exister. N'échappant guère à cette règle, les représentants du *Samoobrona* RP éprouvent par ailleurs les plus grandes difficultés à élaborer une offre politique leur permettant de se démarquer dans la compétition électorale. Tirillés entre leur statut, inédit pour eux, de « sortants » et leur prétention réaffirmée à incarner de nouvelles pratiques politiques, ils s'efforcent de défendre le bilan de leur participation au gouvernement tout en critiquant avec véhémence les partis politiques dominants, et notamment le PiS des frères Kaczyński dont ils ont pourtant été les alliés l'essentiel de la législature. En dépit de leur expérience gouvernementale et bien que s'attachant, comme en 2005, à se présenter comme les porteurs d'un programme socio-économique inédit et cohérent adressé à l'ensemble des Polonais, celui publié en 2003, ils sont par ailleurs relégués une nouvelle fois au statut de protagonistes illégitimes de la compétition électorale. Outre dénoncer à l'unisson le « populisme »

de l'offre politique du *Samoobrona* RP, les autres prétendants à des postes de parlementaires ainsi que la grande majorité des commentateurs de la vie politique polonaise s'entendent en effet pour remettre en cause la moralité du parti d'Andrzej Lepper. Alors que, faute de temps et de moyens, la campagne électorale du parti se limite essentiellement aux interventions médiatiques de ses dirigeants, ces derniers sont systématiquement sommés d'éclaircir leur implication dans les différents « scandales » ayant éclaté au cours de la V^e législature, notamment la « seksafera » et les accusations de corruption pesant sur Andrzej Lepper¹. Déjà stigmatisés par ces affaires, qui font l'objet d'enquêtes judiciaires se poursuivant le temps de la campagne, les représentants du *Samoobrona* RP doivent par ailleurs faire face à des attaques répétées sur la composition de leurs listes de candidats. C'est tout d'abord leur incohérence, dont témoignerait notamment la cohabitation du militant d'extrême-gauche Piotr Ikonowicz, de plusieurs anciens « barons » du SLD et du nationaliste anti-communiste Zygmunt Wrzodak, qui est moquée². C'est cependant surtout la présence de l'ancien Premier ministre Leszek Miller parmi ses candidats qui concentre les critiques. L'alliance entre un Andrzej Lepper suspecté de corruption et l'un des principaux protagonistes de l'Affaire Rywin est en effet érigée par les nombreux opposants du *Samoobrona* RP en symbole de sa turpitude et de son infréquentabilité³.

4) La déroute du 21 octobre 2007.

À l'issue d'une campagne délétère, marquée par la violence des échanges entre les dirigeants de la PO et ceux du PiS⁴, les électeurs se rendent en nombre aux urnes le 21

¹ Voir par exemple, une interview accordée par Andrzej Lepper à Monika Olejnik sur la Radio Zet. En dépit de ses tentatives répétées, le président du *Samoobrona* RP n'arrive pas à présenter son programme électoral, la journaliste lui posant uniquement des questions en lien avec les scandales le concernant : « Monika Olejnik rozmawia z Przewodniczącym Samoobrony Andrzejem Lepperem », *RadioZET*, 20/09/2007.

² L'annonce de la présence d'anciens responsables du SLD sur les listes du *Samoobrona* RP est particulièrement critiquée par les dirigeants de la LPR. Dénonçant l'incohérence d'Andrzej Lepper, Roman Giertych appelle même les électeurs du *Samoobrona* RP à se reporter sur sa formation lors des élections : « Giertych: Lepper oszalał », *Gazeta Wyborcza*, 22/09/2007, p.6.

³ Voir par exemple : « Hakowi Leppera », *Wprost*, 29/09/2007.

⁴ La fin de campagne est notamment marquée par l'affaire « Sawicka ». Quelques jours avant les élections, la députée PO Beata Sawicka est arrêtée pour corruption par le Bureau Central Anti-corruption (CBA) présidé par Mariusz Kamiński, ancien député du PiS. Alors que les dirigeants du PiS s'attachent à ériger cette « affaire » en symbole de la compromission de la PO avec les milieux d'affaires, ceux de la PO contre-attaquent avec virulence en en faisant à l'inverse un symbole de

octobre 2007. Le taux de participation augmente de près de 14 points par rapport à 2005. Il atteint les 53,9%, soit le taux le plus élevé pour une élection parlementaire depuis 1989. Cette relativement forte mobilisation, particulièrement marquée dans les zones urbaines, bénéficie principalement à la PO qui se classe en tête du scrutin avec 41,51% des voix. Le parti de Donald Tusk devance assez nettement le PiS qui, bien que ralliant deux millions d'électeurs de plus qu'en 2005, est distancé de près de 10 points avec 32,11% des voix. Loin derrière, seules la coalition LiD – unissant le SLD, le SdIP, l'UP et le PD – et le PSL parviennent à obtenir une représentation parlementaire avec respectivement 13,15% et 8,91% des voix. Les deux anciens partenaires du PiS au gouvernement, le *Samoobrona RP* et la LPR s'effondrent avec respectivement 1,53% et 1,3% des voix. La chute du parti d'Andrzej Lepper est particulièrement impressionnante puisque, en dépit d'une participation en nette hausse, il perd plus d'un million d'électeurs par rapport à 2005. Pour la première fois depuis 2001, il n'obtient pas le moindre élu au Parlement.

Tableau 52 : Résultats des élections parlementaires du 21 octobre 2007.

Comités électoraux	Nombre de voix	Rappel du nombre de voix en 2005	Pourcentage des voix	Nombre de mandats au Sejm	Nombre de mandats au Sénat
PO	6 701 010	2 849 259	41,51	209	60
PiS	5 183 477	3 185 714	32,11	166	39
LiD	2 122 981	2 083 913 (SLD+UP+SdPI+PD)	13,15	53	0
PSL	1 437 638	821 656	8,91	31	0
<i>Samoobrona RP</i>	247 335	1 347 355	1,53	0	0
LPR	209 171	940 762	1,3	0	0
Minorité allemande	32 462	34 469	0,2	1	0
Autres comités	208 128	541 548	1,29	0	1
Total (Participation 53,9%)	16 142 202	11 804 676	100	460	100

Réalisé par nos soins. Sources : données de la Commission électorale nationale (PKW).

Les résultats définitifs publiés par la Commission électorale nationale donnent à voir l'effondrement du *Samoobrona RP* dans l'ensemble des circonscriptions.

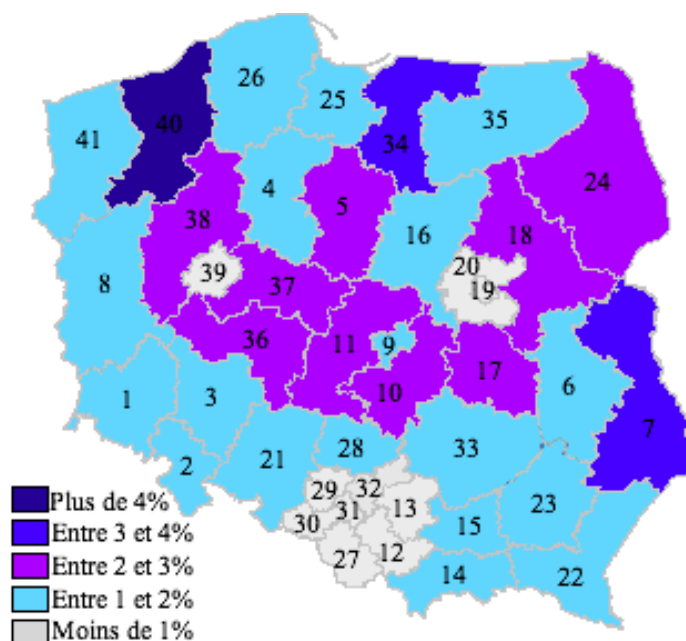
l'instrumentalisation politique du CBA par le gouvernement sortant et du peu de fait des frères Kaczyński pour les droits de l'homme, les conditions de l'arrestation de Sawicka étant particulièrement rocambolesques. Sur cet épisode : Cf. Szerbiak Aleks, « The Birth of Bipolar Party System », *art.cit.*, p.423.

**Tableau 53 : Résultats par circonscriptions des listes du comité *Samoobrona* RP
aux élections parlementaires du 21 octobre 2007.**

Circonscription			Pourcentage du total des voix	Nombre de voix	Rang d'arrivée/ Nombre de comités	Rappel du nombre de voix en 2001
N°	Voïvodie	Région				
1	Basse Silésie	Legnica	1,49	6 029	5/7	35 822
2		Walbrzych	1,59	4 318	5/7	25 995
3		Wroclaw	1,12	6 212	6/7	32 669
4	Cujavie Poméranie	Bydgoszcz	1,71	7 154	5/7	33 363
5		Toruń	2,34	9 175	5/7	53 077
6	Lublin	Lublin	1,76	8 836	6/9	57 881
7		Chełm	3,3	11 603	5/7	60 435
8	Lubusz	Zielona Góra	1,69	6 654	5/7	30 868
9	Łódź	Łódź	1,45	6 150	6/8	25 382
10		Piotrków Trybunalski	2,27	6 631	5/7	48 034
11		Sieradz	2,71	10 351	5/8	62 787
12	Petite Pologne	Chrzanów	0,97	2 585	7/7	17 060
13		Cracovie	0,62	3 483	8/8	21 215
14		Nowy Sącz	1,23	3 653	6/7	21 056
15		Tarnów	1,15	3 234	6/7	22 006
16	Mazovie	Płock	1,93	5 935	5/7	41 056
17		Radom	2,66	7 584	5/7	43 676
18		Siedlce	2,36	8 686	5/7	55 818
19		Varsovie 1	0,4	4 540	7/8	17 771
20		Varsovie 2	0,79	3 656	7/7	23 276
21	Opole	Opole	1,74	6 395	6/8	28 244
22	Basses Carpates	Krosno	1,81	5 973	5/7	32 339
23		Rzeszów	1,09	5 335	6/7	31 807
24	Podlasie	Białystok	2,02	9 303	5/8	41 996
25	Poméranie	Gdańsk	1,19	5 622	6/7	23 429
26		Gdynia	1,56	7 840	5/7	34 645
27	Silésie	Bielsko-Biała	0,91	3 146	7/7	16 622
28		Częstochowa	1,53	3 912	6/7	25 141
29		Gliwice	0,82	2 706	7/7	16 130
30		Rybnik	0,95	2 891	7/7	17 170
31		Katowice	0,59	2 725	7/7	17 177
32		Sosnowiec	0,93	3 018	7/7	Pas de liste
33	Sainte Croix	Kielce	1,63	7 874	5/8	62 851
34	Varmie Mazurie	Elbląg	3	6 929	5/7	29 404
35		Olsztyn	1,7	5 093	5/7	24 349
36	Grande Pologne	Kalisz	2,19	8 445	5/7	46 683
37		Konin	2,36	7 033	5/7	45 136
38		Pila	2,13	6 352	5/7	32 272
39		Poznań	0,6	2 684	7/7	17 426
40	Poméranie Occidentale	Koszalin	4,24	10 440	5/7	39 966
41		Szczecin	1,63	7 150	5/7	35 321
Total			1,53	247 335	5/10	1 347 355

Réalisé par nos soins. Sources : nos propres calculs d'après les données de la Commission électorale nationale (PKW).

Carte 7 : Résultats par circonscriptions des listes du comité *Samoobrona* RP aux élections parlementaires du 21 octobre 2007.



Réalisé par nos soins. Sources : données de la Commission électorale nationale (PKW).

Premièrement, on note que c'est une nouvelle fois dans les zones urbaines que le *Samoobrona* RP mobilise le moins d'électeurs. Dans les circonscriptions urbaines de Poznań, de Varsovie et de Silésie (hormis celle plus rurale de Częstochowa), le parti se classe presque systématiquement en dernière position et ne dépasse jamais les 1% des voix. Au final, le *Samoobrona* RP réunit moins de 0,91% dans les zones urbaines, soit plus de cinq fois moins que le PSL, qui revendique pourtant lui son identité paysanne. En dépit de leur notoriété, les transfuges d'autres formations catapultés têtes de listes de circonscription du *Samoobrona* RP dans des régions urbaines, tels Tadeusz Jarmołowicz-Chwiedorowicz à Poznań, Piotr Ikonowicz à Varsovie 1 ou encore Leszek Miller à Łódź, n'enrayent guère cette tendance. Alors que les deux premiers réunissent sur leur nom à peine 0,2% du total de voix exprimées, et réalisent ainsi les plus mauvaises performances nationales du *Samoobrona* RP, le troisième rallie tout juste 4 000 électeurs, soit respectivement deux fois et trois fois moins que les extravagants Piotr Misztal et Krzysztof Rutkowski respectivement en 2001 et en 2005. Pour rappel, en 2001, alors tête de liste du SLD-UP, Leszek Miller avait obtenu

plus de 145 637 voix dans la circonscription de Łódź et était ainsi devenu le député le mieux élu de la Diète de la IV^e législature...

Deuxièmement, le parti perd également l'essentiel de ses soutiens dans les zones rurales. Alors qu'en 2005 il s'était imposé comme le premier parti national dans les gminas de moins de 10 000 habitants et le second après le PiS dans l'ensemble des campagnes, il y est désormais largement distancé par le PSL et le PiS, et même par le LiD et la PO. C'est dans les voïvodies de Płock, de Kielce et de Piotrków Trybunalski, où la tête de liste du *Samoobrona* RP en 2001 et 2005 était Stanisław Łyżwiński, le principal protagoniste de la « seksafera », que la baisse du *Samoobrona* RP est la plus marquée. Le parti y obtient en effet moins de 15% du total des voix qu'il y avait réunies deux ans auparavant. Cette baisse bénéficie principalement au PiS et au PSL qui y frôlent respectivement les 40% et les 15% des voix. De même, le *Samoobrona* RP perd plus de quatre électeurs sur cinq par rapport à 2005 dans l'ensemble des voïvodies rurales du centre du pays. Dans celles de Sieradz, de Radom, de Siedlce, de Kalisz, de Konin et de Toruń, où il avait dépassé les 15% en 2005, il réunit désormais moins de 3% des électeurs et est nettement distancé par l'ensemble des partis obtenant une représentation parlementaire. Enfin, même dans les régions d'implantation ancienne du ZZR *Samoobrona* que sont les terres recouvertes du nord et du nord-ouest du pays ainsi que la région de Zamość, le *Samoobrona* RP ne parvient guère à dépasser les 5% des voix. Dans les voïvodies de Koszalin, d'Elbląg et de Chełm, où il réalise pourtant ses meilleures performances nationales, le parti d'Andrzej Lepper perd ainsi les trois quarts de ses voix par rapport à 2005 et est largement devancé par l'ensemble des formations parlementaires. Dans son « fief » de Koszalin, Andrzej Lepper lui-même ne réunit plus que 8 500 électeurs sur son nom, contre 33 500 en 2005 et 44 800 en 2001.

**Tableau 54 : Vote par lieu de résidence aux élections parlementaires
du 21 octobre 2007.**

Lieu de résidence de l'électeur		PO		PiS		LiD		PSL		<i>Samoobrona</i> RP		LPR	
Population du gmina	Voix	Voix	%	Voix	%	Voix	%	Voix	%	Voix	%	Voix	%
Moins de 10 000	3 209 798	863 568	26,9	1 176 507	36,65	345 176	10,75	610 172	19	106 655	3,32	47 684	1,49
De 10 001 à 100 000	7 240 930	2 924 952	40,39	2 419 799	33,42	964 557	13,32	633 904	8,75	103 606	1,43	93 718	1,29
De 100 001 à 500 000	3 123 742	1 526 771	48,88	888 407	28,44	484 849	15,52	126 540	4,05	22 667	0,73	37 365	1,2

Plus de 500 000	2 418 912	1 300 368	53,76	654 433	27,05	315 832	13,06	64 979	2,69	14 044	0,5	28 475	1,18
Total campagnes	4 979 913	1 396 511	28,04	1 921 126	38,58	486 990	9,78	866 546	17,4	147 029	2,95	72 468	1,46
Total villes	11 015 153	5 219 572	47,39	3 218 631	29,22	1 623 658	14,74	569 325	5,17	100 015	0,91	134 819	1,22
Total national	16 142 202	6 701 010	41,51	5 183 477	32,11	2 122 981	13,15	1 437 638	8,91	247 335	1,53	209 171	1,3

Tableau réalisé par nos soins. Sources : données de la Commission électorale nationale (PKW).

Au moment de l'annonce des premières estimations de résultats, la joie des dirigeants de la PO et le soulagement à peine dissimulé des nombreux commentateurs de la vie politique polonaise hostiles au PiS contrastent avec la détresse et l'incrédulité des militants du *Samoobrona* RP réunis dans un hôtel de Varsovie pour suivre la soirée électorale¹. Avec 1,53% des voix leur parti réalise une performance bien inférieure aux estimations préélectorales les plus pessimistes², ainsi qu'aux objectifs fixés par leurs dirigeants. Jusqu'aux derniers jours de la campagne électorale, ces derniers se déclaraient certains que leur formation obtiendrait un résultat comparable à celui de 2005. Apparaissant dans un premier temps particulièrement affecté par les résultats de son parti, Andrzej Lepper se fait plus combatif en fin de soirée. Remettant en cause la sincérité du scrutin, « je ne suis pas du tout sûr que ces élections aient été conformes au droit », il se montre confiant quant à l'avenir de son parti : « Nous n'allons certainement pas disparaître de la scène politique. Nous avons déjà connu des moments bien pires. Il est certain que nous reviendrons »³.

¹ Sur la soirée électorale du *Samoobrona* RP : Cf. « LPR i *Samoobrona* poza Sejmem », *Rzeczpospolita*, 22/10/2007.

² Au cours du mois d'octobre le *Samoobrona* RP est crédité d'intentions de vote comprises entre 2,5% pour les plus sondages les pessimistes et 5% pour les plus optimistes. Voir par exemple : « Tym razem *Samoobrona* i LPR nad kreską », *Gazeta Wyborcza*, 03/10/2007, p.4 ; « PIS - 36 PROC., PO - 32 PROC. », *Gazeta Wyborcza*, 12/10/2007, p.6.

³ Cité in : « Pożegnanie z Andrzejem Lepperem », *Gazeta Wyborcza*, 22/10/2007, p.7.

Section 3 : La marginalisation du mouvement *Samoobrona*.

Si la défaite électorale du 21 octobre 2007 n'est pas la première à laquelle le mouvement *Samoobrona* est confronté depuis sa création, elle s'avère particulièrement coûteuse pour les organisations le constituant. Elle s'accompagne en effet d'une marginalisation durable du *Samoobrona* RP dans le champ politique et du *ZZR Samoobrona* dans le champ du syndicalisme agricole. Depuis 2007, le premier n'apparaît plus comme un prétendant sérieux à l'occupation de postes de pouvoir politiques et multiplie les déconvenues électorales à l'occasion des différents scrutins auxquels il continue néanmoins à prendre part. À l'occasion des élections européennes de 2009, les listes du *Samoobrona* RP plafonnent ainsi à 1,46% des scrutins et réunissent près de 500 000 voix de moins qu'en 2004. Parvenant avec difficulté à présenter sa candidature, Andrzej Lepper ne fait guère mieux lors de l'élection présidentielle de juin 2010. Avec 214 657 voix, soit près de deux millions de moins qu'en 2005, il réunit seulement 1,28% des scrutins et se classe en septième position sur dix candidats. Quant au *ZZR Samoobrona*, sa situation n'est guère plus reluisante. En dépit de son statut de syndicat agricole national, il apparaît aujourd'hui exsangue. Les différentes actions de protestations qu'il organise au cours de la VI^e législature ne rallient jamais plus de quelques dizaines de militants et à peine une centaine de délégués participe en mars 2009 à son V^e congrès. Par ailleurs, le syndicat n'ayant plus les moyens d'assumer les frais de location de la salle des congrès du Palais de la Culture et de la Science de Varsovie, celui-ci se tient dans une salle communale du bourg de Grabica dans la voïvodie de Łódź¹.

Dans le cadre de cette section, nous verrons que cette marginalisation rapide et poussée des organisations constitutives du mouvement *Samoobrona* dans le champ politique et dans le champ du syndicalisme agricole ne saurait être comprise comme la seule conséquence de l'échec électorale du *Samoobrona* RP aux élections d'octobre 2007. Plus que de les initier, celui-ci a selon nous comme effet de donner à voir et d'accentuer des processus de déstructuration du mouvement et de dévaluation de ses ressources collectives engagés en amont, du temps où le parti paraissait pourtant au fait de sa puissance. L'entreprise de conformation « à marche forcée » du mouvement

¹ « Lepper: - Jedźcie i mówcie : przepraszam », *Gazeta Wyborcza*, Łódź, 30/03/2009, p.3.

Samoobrona aux règles de la politique institutionnelle a en effet profondément bouleversé son système d'action, affectant sa capacité à entretenir des ressources militantes, politiques, idéologiques et économiques permettant de constituer une base de repli en cas de disette électorale. Dans un premier temps, nous verrons que, suite à son entrée au Parlement, le mouvement *Samoobrona* a dû faire face à une « hémorragie » militante qui s'explique principalement par l'épuisement progressif des rétributions liées à l'engagement (A). Par ailleurs, en dépit de l'image de groupement uni comme un seul homme derrière son président que celui-ci s'efforce de véhiculer, nous montrerons que l'on observe dès les IV^e et V^e législatures plusieurs entreprises de contestation interne de l'autorité d'Andrzej Lepper au sein du groupe dirigeant du *Samoobrona* RP. Celles-ci préfigurent les nombreuses défections et dissidences qui se développent au lendemain de l'élection d'octobre 2007 (B). Outre fragiliser sa capacité à fidéliser les militants et certains de ses cadres, nous verrons que l'entreprise de promotion de la « normalité » du *Samoobrona* RP a eu un coût financier élevé qui pèse durablement sur les finances du mouvement. D'autant plus que les sources de revenus de celui-ci se sont tariées (C). Enfin, nous verrons que la réémergence du *Samoobrona* RP et du *ZZR Samoobrona* en tant que groupements avec lesquels il faut compter dans le champ politique et dans le champ de la représentation de la paysannerie apparaît d'autant plus improbable que les reconfigurations récentes de ceux-ci leur sont défavorables (D).

A) Des réseaux militants en déclin.

En l'absence de données autres que des auto-estimations souvent clairement gonflées, l'évaluation du nombre de militants des différentes organisations partisans et syndicales polonaises et de l'évolution de celui-ci au cours des années sont des exercices extrêmement délicats. Les organisations constitutives du mouvement *Samoobrona* ne font guère exception à cette règle.

Un faisceau d'indices permet néanmoins de mettre en évidence un déclin sensible des réseaux militants du *ZZR Samoobrona* et du *Samoobrona* RP dans les années suivant l'entrée de ses représentants au Parlement puis au Gouvernement, déclin qui semble se poursuivre jusqu'à aujourd'hui. Premièrement, la dynamique des campagnes électorales du parti depuis les élections locales de 2006. Alors que pour les échéances

électorales de 2000, 2001, 2002, 2004, et même, bien que dans une moindre mesure, de 2005, la campagne de terrain du *Samoobrona* RP avait été particulièrement active, impliquant de nombreux militants et sympathisants dans des actions de promotion de l'offre politique de la formation, l'ensemble des observateurs de la vie politique polonaise s'entendent pour pointer sa faiblesse lors des scrutins de 2006, 2007, 2009 et 2010¹. Deuxièmement, bien sûr, la faible capacité de mobilisation électorale dont fait preuve le *Samoobrona* RP à partir de 2006 et surtout des élections parlementaires d'octobre 2007. Lors de celles-ci les listes du parti réunissent ainsi deux fois moins d'électeurs, à peine 250 000, que le nombre d'adhérents revendiqués par Andrzej Lepper en juin de la même année lors du VI^e congrès du parti². Les années suivantes, les candidats du *Samoobrona* RP aux élections européennes de 2009 puis à l'élection présidentielle de 2010 recueillent encore moins de voix, respectivement 107 185 et 214 657³. Troisièmement, la difficulté des organisations constitutives du mouvement *Samoobrona* à rallier plus de quelques dizaines de participants lors des rares actions qu'elles organisent dans les derniers mois de la V^e législature et au cours de la VI^e législature. Par exemple, en juillet et en octobre 2008, seule une cinquantaine de membres du *ZZR Samoobrona*, dont plusieurs anciens députés, prennent part aux deux manifestations organisées par la direction nationale du syndicat dans les régions de Piotrków Trybunalski et d'Olsztyn pour appeler à une revalorisation des retraites agricoles et du prix du blé⁴. Enfin, quatrièmement, les témoignages de plusieurs dirigeants du *Samoobrona* RP et du *ZZR Samoobrona*, dont ceux que nous avons eu l'occasion d'interroger, qui reconnaissent unanimement un déclin massif des effectifs militants ces dernières années.

¹ Pour les élections de l'automne 2007, elle se limite d'ailleurs dans la plupart des régions aux interventions médiatiques de la tête de liste et de quelques-uns de ses colistiers.

² « VI Krajowy Kongres Samoobrony RP », 15/06/2007, www.Samoobrona.org.pl, consulté le 10 septembre 2010.

³ Cf. site de la commission électorale nationale : www.pkw.gov.pl.

⁴ Ces deux actions, les plus spectaculaires organisées par le *ZZR Samoobrona* depuis des années, prennent la forme du blocage d'un axe routier pendant une heure. Bien que renvoyant à l'imaginaire des barrages routiers du début de l'année 1999, elles n'attirent guère l'attention des médias nationaux et ne sont brièvement évoquées que dans les éditions locales des différents journaux : Cf. « Andrzej Lepper znów na blokadzie », *Gazeta Wyborcza*, Łódź, 08/07/2008, p.3 ; « W skrócie/Samoobrona blokuje », *Gazeta Wyborcza*, Olsztyn, 23/10/2008, p.3.

Si les logiques du désengagement militant sont complexes et répondent à des causes variées¹, il nous paraît possible de retenir trois principales hypothèses complémentaires pour expliquer ce déclin des réseaux militants des organisations constitutives du mouvement *Samoobrona* depuis le début des années 2000 : la réduction sensible de l'activité du *ZZR Samoobrona* et de la marge de manœuvre de ses membres (1), l'absence de rétributions matérielles du militantisme (2) et le brouillage de la cause du mouvement (3).

1) Des militants désœuvrés et délaissés.

Nous l'avons vu, c'est dans la dynamique du mouvement de contestation paysan des années 1998 et 1999 que le *ZZR Samoobrona*, qui ne disposait plus auparavant que d'un noyau militant extrêmement restreint localisé principalement dans les voïvodies du nord-ouest du pays, parvient à redéployer ses structures sur l'ensemble du territoire et à se donner à voir comme une organisation massive². Les différentes actions de protestation alors organisées par le *ZZR Samoobrona*, notamment les barrages routiers de la fin du mois de janvier 1999, constituent en effet un important foyer de recrutement pour l'organisation qui revendique rapidement des effectifs militants comparables à ceux de ses concurrents dans le champ du syndicalisme agricole, le NSZZRI « S » et le Syndicat des Cercles. Au tournant des années 2000, les nombreux nouveaux militants du *ZZR Samoobrona* sont mis à contribution pour organiser les sections locales du syndicat, puis celles du parti à partir de 2001, pour recruter de nouveaux adhérents dans leur région, pour organiser des actions de protestation ou encore pour figurer sur les listes présentées par le *Samoobrona RP* aux élections parlementaires de 2001. L'entrée au Parlement des principaux responsables nationaux du syndicat conduit cependant à une transformation du système d'action du mouvement *Samoobrona* dont l'une des conséquences est la réduction sensible de l'activité et de l'autonomie de ses militants.

¹ À ce sujet on pourra notamment se référer aux études réunies dans l'ouvrage : Fillieule Olivier (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005. Pour une synthèse on pourra également se référer à : Juhem Philippe, « Investissement et désinvestissement partisans », in Cohen Antonin, Lacroix Bernard & Riutort Philippe (dir.), *op.cit.*, p.478-491.

² Voir chapitre 3, section 3.

D'un côté, le « succès électoral » s'accompagne d'une redéfinition progressive des modalités d'intervention du mouvement *Samoobrona* dans le champ politique polonais. C'est en effet désormais essentiellement en mobilisant leurs fonctions d'élus, et non plus de responsables syndicaux agricoles, que les dirigeants du mouvement, et principalement Andrzej Lepper, légitiment leurs prises de position publiques et leur prétention à incarner politiquement un groupe de représentation par ailleurs élargi au-delà du seul monde agricole. Dans ce contexte, l'investissement de l'arène des mobilisations contestataires par le ZZR *Samoobrona* se raréfie. L'entreprise de conformation du *Samoobrona* RP aux règles dominantes du jeu politique engagée à partir de l'année 2002 conduit même à un abandon quasi complet du recours aux actions de protestation. Afin de donner à voir la « normalisation » de leur offre politique, notamment leur acceptation de la différenciation des activités politiques et syndicales, les dirigeants du *Samoobrona* RP privilégient de plus en plus clairement des pratiques institutionnelles et partisans de représentation des intérêts. Dès lors, les activités du ZZR *Samoobrona* sont « mises en veille ». Elles se limitent essentiellement au cours des IV^e et V^e législature, particulièrement suite à l'accession d'Andrzej Lepper au poste de ministre de l'Agriculture, à la participation ponctuelle de certains de ses représentants à des organes de concertation sur la politique agricole, au niveau national ou européen.

De l'autre côté, le processus de « professionnalisation » du mouvement *Samoobrona*, sous le double effet de l'accès de ses responsables à des ressources leur permettant de « vivre par et pour la politique » et du recrutement exogène de personnalités dotées de propriétés jugées conformes aux règles légitimes de sélection du personnel politique, a pour conséquence une réduction progressive de la capacité des militants « de base » du ZZR *Samoobrona* et, depuis 2001, du *Samoobrona* RP à influencer sur la définition de leurs organisations. La monopolisation du contrôle des ressources collectives par la direction nationale s'accompagne d'une marginalisation des sections locales, et même régionales, au sein du système d'action du mouvement. La centralisation du travail d'élaboration des orientations programmatiques du *Samoobrona* RP et du ZZR *Samoobrona* au niveau du « conseil des experts » auprès d'Andrzej Lepper retire ainsi dans les faits aux militants des sections locales leur droit, pourtant statutaire, à participer à la définition des revendications du mouvement. Par ailleurs, la généralisation des pratiques de « parachutages » de nouveaux venus détenteurs de

caractéristiques jugées légitimes à des postes de direction locaux et nationaux les prive également de toute possibilité de désigner eux-mêmes leurs dirigeants.

Au final, la transformation du système d'action du mouvement *Samoobrona* dans le sens de sa « partisanisation » et de sa centralisation réduit progressivement le statut des « militants de base » à celui de simples « godillots ». Leur activité se limite progressivement au paiement annuel de leur cotisation et à la participation ponctuelle aux congrès, nationaux et régionaux, du parti et du syndicat. Au cours de ceux-ci, on attend par ailleurs essentiellement d'eux de « faire nombre » et de plébisciter des orientations programmatiques et des nominations de dirigeants décidées en amont par la direction nationale. Dans ce contexte, on comprend aisément que des militants du mouvement *Samoobrona* y ayant adhéré lorsque celui-ci multipliait les actions de protestation spectaculaires, illégales, souvent violentes, et, d'une certaine manière, grisantes pour ses participants, ne trouvent plus leur compte dans les nouveaux principes de fonctionnement de leurs organisations et dans le rôle de « supporter » auquel ils sont désormais confinés¹. En ce sens, le déclin militant des organisations constitutives de mouvement *Samoobrona* s'explique, du moins en partie, par l'incapacité de ses responsables à alimenter l'activisme de ses membres, à leur trouver des tâches en mesure de constituer des gratifications symboliques à leur engagement². D'autant plus que les militants du *Samoobrona* RP issus du *ZZR Samoobrona* sont également privés de tout accès aux ressources matérielles liées à la réussite politique de leur organisation.

2) La faiblesse des rétributions matérielles.

¹ Sur l'engagement dans des actions à « haut risque et à coût élevé » (« high risk/cost activism ») et sur les rétributions symboliques que celles-ci peuvent apporter à leurs participants, on se référera notamment à l'étude de Doug McAdam sur les militants du Freedom Summer de 1964 aux États-Unis : McAdam Doug « Recruitment to High-Risk Activism: The Case of Freedom Summer », *The American Journal of Sociology*, vol. 92, n° 1, 1986, p.64-90.

² Comme le note Daniel Gaxie : « Le fonctionnement permanent [des partis de masse] est une condition nécessaire à l'exercice des fonctions qu'ils remplissent pour leurs militants et leur mise en sommeil provoquerait à terme leur disparition en interrompant le flux de gratification qui les fait exister. Une organisation de masse reposant sur le militantisme ne peut donc subsister que si elle fonctionne de façon continue de celui qu'il est nécessaire d'atteindre dans les hautes conjonctures. Accepter que le militantisme se ralentisse, c'est interrompre les satisfactions qui en sont retirées et risquer à terme de perdre des adhérents » : Gaxie Daniel, « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, vol. 27, n°1, 1977, p.149.

En 2001, les militants du ZZR *Samoobrona* représentent une part importante des candidats présentés par le *Samoobrona* RP aux élections parlementaires et sont même promus aux positions les mieux placées sur les listes¹. Cette modalité de recrutement des candidats, reproduite largement pour les élections locales de 2002, est profondément amendée à partir des élections européennes de 2004. Dans le cadre de l'entreprise de « normalisation » du *Samoobrona* RP mise en œuvre par ses dirigeants, ceux-ci s'efforcent alors de recruter et de promouvoir des personnes dotées de caractéristiques supposées légitimes et de capitaux économiques importants, au détriment des militants d'origine syndicale². Si la distribution des candidatures à ces nouveaux venus pour les élections européennes semble globalement acceptée par les militants, le mandat européen étant perçu comme contraignant et nécessitant des compétences spécifiques, l'application de la même logique pour les élections parlementaires de 2005 suscite quant à elle l'incompréhension, voire la colère.

« Pour les élections européennes, les militants ont compris [que *Samoobrona* donne des places sur les listes électorales à des personnalités extérieures] et ont applaudi. Mais pour les élections nationales, pour les parlementaires de 2005, les gens étaient scandalisés, révoltés que Lepper ait de nouveau pris des gens de l'extérieur. Oui, les militants du parti étaient tout à fait révoltés. »

Jan Masiel.

Entretien réalisé à Bruxelles le 19 février 2009.

« Lepper, il a commencé à faire entrer des gens qui avaient de l'argent, et les militants qui avaient travaillé à la sueur de leur front dans les structures de base du parti ont été exclus. Chez nous, il y a eu une grande polémique sur la responsabilité de Lepper quant aux noms inscrits sur les listes, sur le fait qu'il aurait dû favoriser ceux qui étaient méritants et non pas ceux qui se contentaient de payer pour être sur les listes... Cette manière de faire a vraiment eu un effet néfaste... »

Waldemar Chmielak.

Entretien réalisé le 13 juin 2008 à Garwolin.

« Les membres ont jugé de manière négative le choix de Monsieur Misztal pour être à la première place sur la liste chez nous [à Łódź]. Tout le monde était stupéfait et estimait que la première place aurait dû revenir à quelqu'un qui était membre de *Samoobrona* à Łódź. »

Paweł Frankowski.

Entretien réalisé à Łódź le 23 juin 2008.

¹ Voir chapitre 4, section 3.

² Cf chapitre 5, section 2.

En dépit du mécontentement suscité parmi les militants par les modalités d'attribution du droit à concourir pour un poste de parlementaire pour les élections de 2005, les dirigeants du *Samoobrona* RP continuent à privilégier des personnalités extérieures au syndicat pour occuper les positions de pouvoir politique, administratif et économique à laquelle leur participation au gouvernement leur donne accès à partir de mai 2006. Soucieux de donner des gages de leur conformation aux règles du jeu politique et de contrer ainsi les procès en illégitimité dont ils sont alors l'objet, avec une intensité accrue suite à la formation de la coalition PiS-LPR-*Samoobrona* RP, ils ne font en effet que rarement bénéficier leurs militants, majoritairement d'origine agricole, des emplois publics dont ils contrôlent les nominations¹. De même, les permanents du *Samoobrona* RP, aussi bien au siège du parti à Varsovie qu'à son club parlementaire, ne sont qu'une minorité à être issus de la base militante du parti et du syndicat. La plupart est recrutée en dehors du mouvement en fonction de leurs capitaux scolaires personnels ou selon des logiques népotiques, plusieurs proches ou membres de la famille de cadres nationaux du parti sont ainsi nommés à des postes d'assistant parlementaire. Une nouvelle fois, cette mise à l'écart des « militants de base » semble particulièrement mal vécue au sein des sections locales du ZZR *Samoobrona* et du *Samoobrona* RP.

« Je ne pensais pas que tout ça était si sale, au début tout semblait beau, magnifique. Tant qu'il n'y avait pas de l'argent, que tout le monde fonctionnait avec son propre argent. Jusque-là c'était bien. Et ensuite, quand il y a eu de l'argent, alors les uns ont commencé à regarder les autres, à les envier : « un tel a eu un tel poste », « l'autre gagne tant »... Il y avait de la jalousie. Ça se passait à peu près bien tant que nous n'étions pas dans le gouvernement et que nous n'avions pas d'argent. Personne ne faisait attention, chacun participait aux activités, militait... Alors qu'après c'était : « pourquoi est-ce que je devrais participer ? À quoi ça sert de militer ? Qu'ils y aillent ceux qui gagnent de l'argent, ceux qui reçoivent quelque chose de *Samoobrona* » ... L'argent gâche tout ... »

Waldemar Chmielak.

Entretien réalisé le 13 juin 2008 à Garwolin.

¹ En ce sens, en dépit des critiques qu'elles suscitent de la part des députés du PiS de la Commission à l'Agriculture à la Diète, les nominations de membres du ZZR *Samoobrona* au sein de directions régionales de l'Agence de restructuration et de modernisation de l'agriculture (ARiMR) et de la Caisse agricole d'assurance sociale (KRUS) au début de l'année 2007 font figure d'exception. Elles ne concernent qu'une poignée de militants, souvent issus de la direction régionale du syndicat et proches de dirigeants nationaux influents, et ne sont observables que dans un nombre limité de voïvodies.

La promotion systématique de « nouveaux venus », dotés de propriétés jugées conformes aux règles dominantes de sélection du personnel politique, aux positions d'autorité au sein du mouvement, mais aussi aux postes de pouvoir et aux emplois auxquels l'entrée au Parlement puis au Gouvernement du *Samoobrona* RP lui donne accès, rend impossible pour les « militants de base » d'appréhender leur engagement en termes de « carrière »¹. Ils sont largement privés de possibilité d'ascension interne et ne peuvent guère espérer obtenir une gratification matérielle de la part de leur organisation, un emploi par exemple. Dans ce contexte, on peut estimer sans risque qu'un nombre croissant de membres, confinés au statut de « militant de base » se soient estimés insuffisamment récompensés pour leur engagement et se soient progressivement orientés vers la défection, par l'abstention ou la démission². D'autant plus que nombre d'entre eux peinent à se reconnaître dans la nouvelle offre de représentation portée par leur mouvement.

3) Un travail d'identification identitaire déficient.

Lors des manifestations paysannes de la fin des années 1990, le ZZR *Samoobrona* parvient à se faire reconnaître, notamment par le biais de son président Andrzej Lepper, comme le principal représentant des agriculteurs en colère. La dimension identitaire du mouvement *Samoobrona* repose alors sur l'affirmation d'une identité collective paysanne, en tant que groupe se définissant par sa tradition de lutte contre l'État et son statut de principale victime de la politique économique de « thérapie de

¹ Selon Howard Becker, la notion de carrière recouvre deux dimensions : « Dans sa dimension objective, une carrière se compose d'une série de statuts et d'emplois clairement définis, de suites typiques de positions, de réalisations, de responsabilités et même d'aventures. Dans sa dimension subjective, une carrière est faite de changements dans la perspective selon laquelle la personne perçoit son existence comme une totalité et interprète la signification de ses diverses caractéristiques et actions, ainsi que tout ce qui lui arrive ». Cf. Becker Howard, *Outsiders*, Paris, Métailié, 1985 (1963), p.126. Sur l'usage de la notion de carrière pour appréhender l'engagement militant on pourra se référer à : Agrikoliansky Eric, « Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la LDH dans les années 1980 », *Revue française de science politique*, vol.51, n°1-2, 2001, p.27-47 ; ainsi qu'à Fillieule Olivier, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, vol.51, n°1-2, 2001, p.199-215.

² Comme le note Daniel Gaxie : « De même que les entreprises économiques ou l'administration doivent définir une carrière pour s'attacher les cadres issus de l'enseignement supérieur et donner un sens à leurs activités en les incitant à progresser dans la hiérarchie, de même les partis doivent offrir une série de gratifications subtilement ascendante pour récompenser et donc conserver leurs membres les plus engagés », Gaxie Daniel, « Économie des partis... », *art.cit.*, p.132.

choc » initiée par Leszek Balcerowicz¹. Progressivement, dans la dynamique même du mouvement de contestation, le groupe de référence du mouvement est cependant progressivement élargi par ses porte-parole. La paysannerie est alors mobilisée comme le socle d'une offre de représentation adressée à l'ensemble des « victimes » des politiques économiques menées depuis 1990, indépendamment de leur lieu de résidence, de leur rapport à la terre ou encore de leur profession².

Le travail symbolique de construction et d'entretien de l'identité collective de ce groupe des « victimes » reste limité au sein du mouvement *Samoobrona*. Contrairement aux responsables d'autres groupements, notamment le PSL³, ses dirigeants n'entreprennent en effet guère de théoriser leur offre de représentation, de définir de manière essentialiste leur groupe de référence ou encore de mettre en place des outils de construction de l'attachement des militants à celui-ci⁴. Avec le désinvestissement progressif de l'arène des mobilisations contestataires, les espaces d'identification au groupe et de fidélisation à l'organisation que constituaient les actions de protestation se raréfient. La difficulté des militants à se reconnaître dans le collectif que le mouvement *Samoobrona* prétend représenter politiquement s'accroît d'autant plus que les dirigeants de celui-ci s'efforcent d'en élargir encore davantage les contours et redéfinissent constamment leur positionnement politique.

Premièrement, le travail d'objectivation d'une nouvelle identité partisane du mouvement *Samoobrona* entrepris suite à l'entrée au Parlement de ses dirigeants, et dont la publication du programme socio-économique en 2003 constitue la principale expression, s'accompagne d'une redéfinition de son offre de représentation. D'un côté, les responsables du mouvement affirment désormais leur prétention à représenter les intérêts de l'« ensemble de la société », et plus spécifiquement ceux

¹ Sur la mobilisation comme moment de définition et d'affirmation d'identités collectives : Hassenteufel Patrick, « Pratiques représentatives et construction identitaire. Une approche des coordinations », *Revue française de science politique*, vol.41, n°1, 1991, p.5-27.

² Cf. Zalewski Frédéric, « Démobilisation et politisation de la paysannerie ... », *art.cit.*, p.158.

³ Zalewski Frédéric, *op.cit.*, notamment p.15-19.

⁴ De nombreux travaux, notamment sur le Parti communiste français, ont permis de mettre en évidence l'importance de tels outils sur la construction d'un attachement à l'institution partisane, sur la diffusion d'une idéologie pourvoyeuse de sens à l'engagement. Cf. Pudal Bernard, *op.cit.*; ou encore : Ethuin Nathalie, « De l'idéologisation à l'engagement communiste : Fragments d'une enquête sur les écoles du PCF (1970-1990) », *Politix*, vol.16, n°63, 2003, p.145-168.

des paysans ou des victimes du changement de régime économique¹. De l'autre, ils s'efforcent de donner à voir leur conformation aux pratiques dominantes d'argumentation politique et renoncent ainsi à faire de la propension à la révolte, à la « lutte contre l'État », un trait identitaire caractéristique du collectif qu'ils entendent incarner politiquement. En d'autres termes, à partir de l'année 2002, le discours des porte-parole du mouvement *Samoobrona* constitue de moins en moins une base d'objectivation et d'entretien d'un groupe de référence auquel des agents aux profils variés, notamment ceux ayant rallié le ZZR *Samoobrona* à la fin des années 1990, peuvent s'identifier. C'est désormais la seule croyance dans une « troisième voie » de développement socio-économique, définie de manière évasive, qui est censée constituer le ciment du collectif *Samoobrona*.

Deuxièmement, les redéfinitions successives du positionnement du *Samoobrona* RP dans l'espace partisan, notamment au gré d'alliances avec des groupements revendiquant des identités politiques variées, voire antagoniques, ont participé au brouillage de l'identité politique du mouvement. La participation du *Samoobrona* RP, que ses porte-parole se sont progressivement efforcés de présenter comme un mouvement de « gauche » à partir de la fin de la IV^e législature, à une coalition gouvernementale avec le PiS et la LPR, deux formations revendiquant quant à elles leur labellisation en tant que forces de « droite », semble avoir particulièrement perturbé les sympathisants et les militants. Elle a notamment donné du crédit aux dénonciations récurrentes de l'absence de fond politique et de l'opportunisme « populiste » d'Andrzej Lepper.

« Que l'on s'associe avec le PiS et la LPR ça a été une surprise pour tout le monde. Après les élections, la coalition qui aurait semblé être la plus naturelle, c'était la coalition entre le PiS et la PO. Pour quelles raisons il n'y a finalement pas eu d'accord sur cette coalition, je ne le sais pas exactement. En tout cas la participation de *Samoobrona* au pouvoir avec le PiS et la LPR ça a été une grande surprise pour moi et pour tous les militants... »

Paweł Frankowski.

¹ En cela, l'évolution de l'offre de représentation du *Samoobrona* RP n'est pas sans rappeler celle mise en évidence pour le Parti socialiste en France par Rémi Lefebvre et Frédéric Sawicki. Les dirigeants des deux formations tendent en effet pareillement à « penser de moins en moins l'ordre social comme un tout et de plus en plus la société comme une agrégation d'individus », ce faisant « leur discours n'offre plus une base de politisation des identités et de l'expérience sociale des catégories les plus modestes » : Lefebvre Rémi & Sawicki Frédéric, « Pourquoi le PS ne parle-t-il plus aux catégories populaires ? », *Mouvements*, vol.2, n°50, 2007, p.26-27.

Entretien réalisé à Łódź le 23 juin 2008.

« Lepper provoquait une désorientation de plus en plus grande parmi nos rangs, car nous ne savions jamais vraiment ce qu'il allait faire. D'un meeting sur l'autre il disait une chose et son inverse. Il donnait l'image d'un politicien instable. Il aurait fallu définir de manière claire de quel côté on se plaçait et non pas aller là où c'était le plus simple pour entrer au gouvernement. [...] C'était bizarre... ça n'avait pas l'air sérieux. Il aurait fallu tenir un but, et non pas être comme un drapeau au vent, une fois à droite, une fois à gauche... »

Waldemar Chmielak.

Entretien réalisé le 13 juin 2008 à Garwolin.

Cette impression d'un manque croissant de cohérence dans l'orientation politique de *Samoobrona* atteint son paroxysme dans les mois précédant les élections anticipées d'octobre 2007. Le projet de fusion entre la LPR et le *Samoobrona* RP suscite en effet la stupeur parmi les militants des deux formations. Andrzej Lepper le reconnaît d'ailleurs lui-même.

« L'alliance avec la LPR n'a pas abouti, d'abord car nos structures, nos militants, y étaient résolument hostiles. Ils n'en voulaient absolument pas à ce moment-là. Ensuite ça a aussi été impossible car nous n'arrivions pas à nous entendre sur la question des places sur les listes, et personne ne voulait céder à personne. Avec le recul, je pense que ce projet a été une grande erreur... »

Andrzej Lepper.

Entretien réalisé à Varsovie le 25 juin 2008.

Par ailleurs, suite à l'échec du projet LiS, l'adoption de modalités de sélection des candidats comparables à celles mises en œuvre en 2005 et le recrutement de responsables politiques aux origines aussi disparates que Leszek Miller et Zygmunt Wrzodak, en ce qu'ils donnent à voir le *Samoobrona* RP comme une auberge espagnole d'ambitions personnelles dépourvue de cohérence idéologique ou programmatique, semblent avoir fini de décourager certains militants restés fidèles. Au final, faute d'un travail symbolique plus poussé que le seul programme socio-économique de 2003 de formalisation et de légitimation de la nouvelle identité politique du mouvement *Samoobrona*, ses responsables se sont avérés largement incapables d'entretenir l'attachement de nombreux militants à l'égard d'un groupement qui n'a plus grand chose à voir avec celui auquel ils ont adhéré au tournant des années 2000.

C'est donc une conjonction de facteurs qui semble avoir présidé au désinvestissement de la plupart des militants des organisations constitutives du mouvement *Samoobrona* au cours de la décennie 2000. Engagés dans une entreprise de conformation du *Samoobrona* RP aux normes dominantes du champ politique, qui s'est accompagnée d'une redéfinition complète des principes de fonctionnement et de l'offre de représentation du mouvement dans son ensemble, les responsables de celui-ci se sont avérés largement incapables d'entretenir la fidélité de leurs membres, en offrant des gratifications, symboliques ou matérielles, à leur engagement. Par ailleurs, principalement du fait de l'inactivité croissante du ZZR *Samoobrona*, de l'absence d'un « événement générateur » comparable à celui qu'avait constitué pour les adhérents de la fin des années 1990 la vague de manifestations paysannes¹, ils ne parviennent pas non plus à susciter de nouvelles « vocations » militantes. Dans les faits, à partir de l'entrée au Parlement, les nouvelles adhésions au *Samoobrona* RP sont essentiellement le fait d'acteurs voyant dans le parti une opportunité de reconversion de leurs ressources politiques ou économiques individuelles dans la lutte pour des postes de pouvoir politique. Ces nouvelles adhésions ne compensent cependant pas le désengagement de militants issus du ZZR *Samoobrona*, ni en quantité ni en « qualité ». L'investissement dans l'organisation de ces « nouveaux venus », quand il existe, se limite souvent à la seule conjoncture électorale et ne se poursuit potentiellement qu'en cas d'élection. Progressivement, et de manière accélérée à partir de 2005, les sections locales du mouvement *Samoobrona* perdent la plupart de leurs adhérents. La défaite électorale de 2007, en tarissant largement la principale source de recrutement militant que constituait depuis 2001 la possibilité d'accès à un poste de pouvoir politique, a encore accentué ce processus. Si les dirigeants du *Samoobrona* RP et du ZZR *Samoobrona* revendiquent encore aujourd'hui une cinquantaine de milliers de membres répartis sur l'ensemble du territoire, la campagne électorale menée par Andrzej Lepper pour les élections présidentielles de juin 2010 donne à l'inverse à voir leur difficulté persistante à reconstituer et à mobiliser des réseaux militants effectifs dans la plupart des voïvodies².

¹ Nous empruntons la notion d'« événement générateur », entendu comme un événement provoquant l'adhésion, à Péchu Cécile : Péchu Cécile, « Les générations militantes à Droit au logement », *Revue française de science politique*, vol.51, n°1-2, 2001, p.75.

² Andrzej Lepper éprouve par ailleurs les plus grandes difficultés à réunir les 100 000 signatures nécessaires à l'enregistrement de sa candidature par la Commission électorale nationale. Il est le tout

B) Un groupe dirigeant en crise.

Dans les semaines suivant les élections parlementaires d'octobre 2007, le *Samoobrona* RP donne l'image d'un parti en perdition. Les observateurs de la vie politique polonaise, qui s'entendent pour considérer que sa sortie du Parlement marque « la fin de l'aventure *Samoobrona* »¹, se gaussent des désaccords croissants qui semblent animer sa direction et des difficultés d'Andrzej Lepper à contrôler sa parole publique. De fait, plusieurs cadres du mouvement remettent alors en cause ouvertement l'autorité du président, pointant sa responsabilité sur ce qui est unanimement interprété comme une débâcle. Nombre d'entre eux quittent d'ailleurs, avec plus ou moins de fracas, le parti et le syndicat dans les jours suivant les élections. L'ampleur de ces défections est mise en évidence à l'occasion d'une réunion du Prezydium du *Samoobrona* RP le 15 novembre. Seule la moitié de ses dix membres se présentent alors au siège du parti à Varsovie. Dans ce contexte, Andrzej Lepper prononce la dissolution de cet organe et annonce qu'il dirigera seul le parti jusqu'à nouvel ordre.

Communiqué du bureau national du parti *Samoobrona* RP

Varsovie, le 15 novembre 2007

Le 15 novembre 2007 s'est tenue une réunion du Prezydium du conseil national du parti *Samoobrona* RP. Y ont pris part : Andrzej Lepper, Janusz Maksymiuk, Genowefa Wiśniowska, Elżbieta Wiśniowska et Krzysztof Sikora.

Le président du parti Andrzej Lepper a ouvert la réunion par une intervention au cours de laquelle il a évoqué l'état de l'organisation et ses perspectives de fonctionnement à court terme. Rendant compte de la situation, le président du parti a informé les participants à la réunion que des membres du Prezydium avaient tenté d'engager un dialogue avec les personnes ayant quitté *Samoobrona*. Compte tenu des difficultés à réunir le Prezydium dans son ensemble et de l'impossibilité à prendre une décision, le président a proposé que le Prezydium du conseil national du parti soit dissous. Tous les membres présents ont accepté de démissionner. Dorénavant toutes les décisions en

dernier candidat à les déposer quelques heures avant la clôture du délai légal. Si la Commission électorale nationale laisse dans un premier temps planer un doute sur la validité de la candidature du président du *Samoobrona* RP, notamment du fait de ses démêlés judiciaires et de suspicions sur la véracité de certaines signatures déposées, celle-ci est finalement validée à la mi-mai. Cf. « Lepper kandyduje », *Gazeta Wyborcza*, 12/05/2010, p.7.

¹ Voir par exemple : « To był tydzień », *Gazeta Wyborcza*, 23/10/2007, p.14 ; « Przegrani w wyborach uderzają się w piersi », *Rzeczpospolita*, 24/10/2007 ; « Koniec Samoobrony », *Wprost*, n°41, 2007.

lien avec les activités en cours du parti seront prises « personnellement » par le président Andrzej Lepper qui, selon les statuts, est la plus haute autorité du parti entre les congrès.

Le bureau national du parti.

Traduit par nos soins. Sources : « Komunikat Biura Krajowego Partii *Samoobrona* RP », communiqué du bureau national du *Samoobrona* RP, 15/11/2007, www.Samoobrona.org.pl, consulté le 10 septembre 2010.

De même, les invitations à le rencontrer lancées par Andrzej Lepper aux différents présidents des conseils de voïvodies du parti suite à la dissolution du Prezydium montre que la moitié de ceux-ci seulement continuent à faire preuve de fidélité à son égard. Seuls les responsables des voïvodies de Basses-Carpates (Alicja Lis), de Silésie (Barbara Włodarczyk), de Łódź (Krzysztof Sikora), de Basse-Silésie (Jerzy Żyszkiewicz), de Cujavie-Poméranie (Leszek Kuropatwiński), de Podlasie (Genowefa Wiśniowska), de Varmie-Mazurie (Adam Ołdakowski) et de Poméranie Occidentale (Jan Łączny) y répondent en effet positivement au cours du mois de novembre 2007¹.

Si le délitement du groupe dirigeant du *Samoobrona* RP suite aux élections d'octobre 2007 est impressionnant, tant par son ampleur que par sa rapidité, le considérer comme le seul produit de la mauvaise performance électorale du parti serait réducteur. Celle-ci a selon nous plus comme effet de mettre à jour et d'accentuer un processus de « défidélisation » de dirigeants du *Samoobrona* RP à l'égard de leur président que de l'engager². En d'autres termes, l'entrée en crise des relations entre Andrzej Lepper et nombre des principaux cadres du parti préfigure autant la défaite électorale qu'elle en est la conséquence. Dès lors, comprendre l'ampleur des oppositions et des défections se faisant jour au lendemain des élections d'octobre 2007, ainsi que les logiques y présidant, suppose de questionner l'état antérieur des relations entre le président et les autres membres du groupe dirigeant du parti. Derrière l'image, qu'il s'efforce d'entretenir, d'un collectif *Samoobrona* uni comme un seul homme derrière son « chef charismatique », des entreprises de contestation de l'autorité d'Andrzej Lepper

¹ « Spotkania przewodniczącego Samoobrony RP Andrzeja Leppera », Communiqué du bureau national du *Samoobrona* RP, 29/11/2007, www.Samoobrona.org.pl, consulté le 10 septembre 2010.

² De même, dans son étude des contestations du leadership de Jacques Chirac sur le RPR suite à sa défaite à l'élection présidentielle de 1988, Annie Collovald montre bien que l'entrée en crise des transactions au sein desquelles s'institue son autorité sur le groupe n'est pas réductible au seul échec électoral. Celui-ci se contentant d'ôter « le couvercle posé sur la marmite » : cf. Collovald Annie, « Jacques Chirac un leader sans ressources », *Revue française de science politique*, vol.40, n°6, 1990, p.880-901.

sont en effet déjà observables au sein du mouvement, et notamment de son club parlementaire, tout au long des IV^e et V^e législatures (1). Celles-ci ont participé à fragiliser les relations entre le président du *Samoobrona* RP et ses « fidèles », à remettre en cause l'équation « Lepper égale *Samoobrona* et *Samoobrona* égale Lepper », sur laquelle il a fondé son autorité¹. Ce faisant, elles préfigurent et, d'une certaine manière, préparent le terrain aux contestations de l'emprise de Lepper sur le collectif *Samoobrona* qui se multiplie rapidement au lendemain des élections d'octobre 2007 (2).

1) Lepper, un leader contesté au Parlement.

Les entreprises de contestation de l'autorité de Lepper observables au sein du *Samoobrona* RP au cours des IV^e et V^e législatures sont d'ampleurs inégales. Elles sont par ailleurs légitimées de manières distinctes selon les modalités d'entrée en politique et de professionnalisation politique de ses instigateurs. Schématiquement, on peut considérer qu'elles sont de deux ordres selon qu'elles sont menées par des « notables », ayant investi dans le *Samoobrona* RP des ressources personnelles acquises en dehors du parti, ou par des « oblates », devant quant à eux principalement leur position de dirigeants et d'élus à leur engagement de longue date au sein du mouvement².

Premièrement, au cours des IV^e et V^e législatures, certains responsables du parti pouvant se prévaloir de ressources en conformité avec les règles dominantes de sélection du jeu politique, remettent en cause la prétention d'Andrzej Lepper à monopoliser la « vérité collective »³ de *Samoobrona* en reprenant à leur compte les critiques qui lui sont traditionnellement adressées dans les champs politique et médiatique, telles que son populisme, son radicalisme ou encore son irresponsabilité. Ils s'efforcent de se faire reconnaître comme une alternative potentielle à Lepper pour le contrôle des ressources collectives du groupement en valorisant à l'inverse leur pondération, leur compétence et leur reconnaissance comme des interlocuteurs

¹ Sur ce processus d'assimilation d'un porte-parole à un groupe, qualifié par Pierre Bourdieu d'« effet oracle » par lequel « la personne individuelle, le moi, s'annule au profit d'une personne morale transcendante » : Bourdieu Pierre, « La délégation et le fétichisme politique », *art.cit.*, p.52.

² Nous nous inspirons ici d'une distinction établie par Bernard Pudal dans son étude des dissidences consécutives à la signature du pacte germano-soviétique dans la fédération de la Seine du PCF à l'automne 1939. Cf. Pudal Bernard, *op.cit.*, p.91-105.

³ Bourdieu Pierre, « La délégation et le fétichisme politique », *art.cit.*, p.52.

légitimes par des acteurs dominants du champ politique. Wojciech Mojzesowicz en novembre 2002 et Ryszard Czarnecki en juillet 2007 sont les initiateurs des deux principales entreprises de contestation de l'autorité de Lepper de ce type. Occupant tous deux des fonctions de direction importante au sein du mouvement, le premier est vice-Président du ZZR *Samoobrona* et président du club parlementaire *Samoobrona* RP à la Diète alors que le second s'est imposé à partir de 2004 comme l'un des plus proches conseillers de Lepper et l'un des principaux porte-parole du parti dans les médias, ils ont comme point commun de disposer de ressources politiques accumulées antérieurement à leur adhésion au *Samoobrona* RP. Tous deux ont en effet déjà siégé à la Diète au cours des années 1990 et occupé des postes de direction au sein de partis de gouvernement, respectivement le PSL et le ZChN. Cette expérience politique antérieure leur permet de disposer de relations et de réseaux politiques extérieurs au seul *Samoobrona* RP. Se posant en garants de la reconnaissance du parti en tant que protagoniste légitime du champ de la politique institutionnelle, dans des conjonctures où celui-ci est en voie avancée de marginalisation, Mojzesowicz et Czarnecki paraissent tous deux un temps en mesure de constituer des rivaux sérieux à Lepper pour le statut de mandataire du *Samoobrona* RP ou du moins de son club parlementaire. Cependant, ils s'avèrent largement incapables de reconvertir en ralliement dans la contestation ouverte du président du parti la sympathie que leur remise en cause des rapports de force en vigueur a pu susciter parmi les élus du parti. Le risque que fait peser sur leur avenir politique une entrée en conflit avec Andrzej Lepper, encore perçu comme le principal vecteur de ressources collectives du *Samoobrona* RP, semble alors être apparu trop élevé aux parlementaires moins pourvus qu'eux-mêmes en ressources politiques individuelles. Dans ce contexte, Mojzesowicz et Czarnecki n'entraînent dans la dissidence qu'une poignée de responsables de second rang et sont rapidement contraints de quitter le *Samoobrona* RP. Suite à l'échec de leur coup de force, ils cherchent à « marchander » auprès d'autres formations leurs capitaux politiques. Quelques mois après leur départ du *Samoobrona* RP ils rallient ainsi tous deux le PiS des frères Kaczyński. Au final, pour les deux hommes, le passage par le *Samoobrona* RP n'aura constitué qu'une étape dans des carrières de professionnel de la politique commencées avant le changement de régime, au sein du parti officiel ZSL pour Mojzesowicz et dans le mouvement d'opposition Ruch Polityki Realnej (futur UPR) pour Czarnecki. Carrières auxquelles l'échec de leur tentative d'appropriation du droit de parler au nom du collectif

Samoobrona ne marque pas un coup d'arrêt. S'efforçant de se libérer des stigmates attachés au label *Samoobrona* en présentant leur passage par ce mouvement comme un simple « accident de parcours », ils parviennent en effet à se maintenir au cœur des jeux politiques en mobilisant leurs ressources politiques individuelles – exercice d'un mandat prestigieux¹, relations haut placées ou encore réseaux de soutiens dans un territoire – pour rejoindre une organisation susceptible de garantir la conservation de leur mandat lors des élections suivantes. Sous l'étiquette PiS, Mojszesowicz est ainsi réélu député en 2005 et en 2007 – il exerce même quelque mois la fonction de ministre de l'Agriculture à la fin de la V^e législature – alors que Czarnecki retrouve son mandat de député européen en 2009.

Deuxièmement, à partir de 2004, plusieurs entreprises de contestation de l'autorité d'Andrzej Lepper sont menées par des responsables régionaux du mouvement *Samoobrona* qui s'efforcent de pallier leur marginalisation au profit de « nouveaux venus » au sein de sa direction nationale en se faisant reconnaître comme les garants de la tradition du mouvement. Critiquant les transformations de celui-ci depuis son entrée au Parlement, notamment sa partisanisation, sa modération et la centralisation du contrôle de ses ressources collectives, ils appellent à un retour au « vrai *Samoobrona* » qu'Andrzej Lepper et ses proches auraient trahi. En dépit des réseaux militants locaux dont ces « orthodoxes » disposent, ils sont souvent à la tête des structures régionales du ZZR *Samoobrona* depuis les manifestations paysannes de la fin des années 1990, leurs tentatives de structuration d'un courant d'opposition interne visant à renforcer leur position au sein de la formation avortent rapidement. Elles s'opposent en effet à l'entreprise de renforcement de son autorité par la construction de son incontestabilité menée au même moment par Andrzej Lepper. Le président du parti n'hésite alors pas à user de son droit de décider de manière discrétionnaire de l'exclusion d'un adhérent, que lui a octroyé la réforme statutaire de 2003, pour tuer dans l'œuf toute ébauche de contestation. Evincés du *Samoobrona* RP et du ZZR *Samoobrona*, certains des opposants s'efforcent alors de se maintenir dans les jeux politiques en mobilisant en leur faveur les ressources symboliques attachées au label *Samoobrona* et en créant une nouvelle organisation politique se revendiquant de l'esprit du mouvement de la fin des années 1990. Le *Samoobrona* Narodu

¹ Pour rappel, au moment de leur défection, Wojciech Mojszesowicz est président de la commission de l'Agriculture à la Diète et Ryszard Czarnecki est député européen.

Polskiego (*Samoobrona* de la Nation polonaise), lancé en juin 2005 par l'ancien vice-président du conseil de voïvodie du ZZR *Samoobrona* en Silésie Tadeusz Mazanek, le *Samoobrona Ruch Społeczny* (*Samoobrona* Mouvement Social) initié en mars 2006 par les deux anciens sénateurs Sławomir Izdebski et Henryk Dzido ou encore le *Samoobrona Patriotyczna* (*Samoobrona* patriotique) créé en juillet 2007 par le député Leszek Sulek, constituent trois des plus importantes entreprises de ce type. Le succès de celles-ci est pour le moins mitigé. Bien que présenté par ses fondateurs comme « le vrai *Samoobrona*, le *Samoobrona* du retour aux origines »¹, le *Samoobrona Narodu Polskiego* ne parvient guère à dépasser le statut de groupuscule. Ne ralliant qu'une centaine d'anciens militants du *Samoobrona* RP, localisés essentiellement dans la région de Katowice d'où provient Tadeusz Mazanek, il n'est pas en mesure de présenter des candidats aux élections parlementaires de 2005 et de 2007 et n'obtient pas le moindre élu aux élections locales de 2006 pour lesquelles il avait déposé des listes dans la seule voïvodie de Silésie. De même, le *Samoobrona Patriotyczna* ne parvient pas à élargir ses réseaux militants au-delà des régions de Lublin et de Sainte-Croix d'où proviennent ses fondateurs. Enregistrant un comité électoral dans ces deux voïvodies en 2007, il n'obtient pas le moindre élu. Ralliant plusieurs anciens députés du *Samoobrona* RP de la IV^e législature, le *Samoobrona Ruch Społeczny* s'assure quant à lui une implantation militante dans une dizaine de voïvodies. Se présentant comme « les vrais propriétaires de *Samoobrona* »², ses fondateurs parviennent à parrainer près d'un millier de candidats pour les élections locales de 2006³. Seule une poignée d'entre eux est cependant élue au niveau des powiats et des gminas. Ils parviennent par ailleurs à agréger progressivement différents groupuscules initiés par d'anciens dissidents du *Samoobrona* RP. Ceux-ci sont unifiés en juillet 2007 au sein d'une organisation baptisée *Samoobrona-Odrodzenie* (*Samoobrona*-Renaissance). Dans la perspective des élections parlementaires anticipées d'octobre 2007, ce nouveau parti formalise un accord électoral avec le PiS, sur les listes duquel plusieurs

¹ « Dlaczego SNP? », www.Samoobronanarodupolskiego.friko.pl, consulté le 10 septembre 2010.

² « Powstała druga *Samoobrona - Ruch Społeczny* », PAP, 12/03/2006.

³ Selon les données de la Commission électorale nationale (wybory2006.pkw.gov.pl), le comité électoral *Samoobrona Patriotyczna* initié par le *Samoobrona Ruch Społeczny* parraine, lors des élections locales de 2006, 918 candidats dans 7 voïvodies, dont 302 pour les conseils de gminas et 445 pour les conseils de powiats. À titre de comparaison, le PiS parraine alors environ 30 000 candidats et le *Samoobrona* RP, 20 000. De nombreux candidats bénéficient cependant du parrainage de plusieurs formations.

de ses dirigeants candidatent¹. Cependant, relégués à des positions secondaires sur les listes, aucun d'entre eux n'est élu.

On le voit bien, loin d'être un groupement monolithique dont les cadres sont servilement soumis à l'autorité d'Andrzej Lepper, le mouvement *Samoobrona* est déjà secoué par de nombreuses entreprises de contestation de l'autorité de son président au cours des IV^e et V^e législatures. Si le système des *Weksels* permet de les limiter un temps, celles-ci se multiplient à nouveau à partir de l'automne 2006 lorsque la légalité de ce mode atypique de fidélisation est remise en cause publiquement par la direction du PiS². Ainsi, au moment de sa défaite électorale d'octobre 2007, le *Samoobrona* RP apparaît déjà comme un parti fragilisé qui, hormis avoir perdu nombre de ses militants, a dû faire face à la dissidence de plusieurs de ses dirigeants. Les relations nouées par ces derniers auprès de responsables politiques d'autres formations ainsi que les réseaux militants que certains d'entre eux ont agrégés au sein de nouvelles organisations constituent « un terreau » sur lequel de nouvelles dissidences se développent suite à la défaite électorale du *Samoobrona* RP en octobre 2007.

2) Les dirigeants face à la défaite : des interprétations divergentes.

Le triptyque exit/voice/loyalty théorisé par Albert Hirschman³ fournit une clé d'entrée intéressante pour appréhender l'attitude des différents responsables du *Samoobrona* RP à l'égard de la direction du parti, principalement d'Andrzej Lepper, dans les jours suivant les élections du 21 octobre 2007. Les modalités d'interprétation des résultats

¹ Dès le début du mois d'août 2007, Jarosław Kaczyński lance un appel aux dissidents du *Samoobrona* RP à se rapprocher du PiS, laissant entendre que certains d'entre eux pourraient obtenir une place sur les listes du parti dans le cas d'élections anticipées dont la probabilité ne cesse alors de croître. « Les militants de *Samoobrona* doivent aujourd'hui se poser une question importante : est ce qu'ils acceptent que leur parti c'est uniquement Andrzej Lepper ou est qu'ils souhaitent appartenir à une formation qui a des projets pour l'avenir ? », déclare-t-il alors, cité in : « PiS obciąża moralnie Leppera », *Gazeta Wyborcza*, 03/08/2007, p.7.

² Engagée dans une entreprise de débauchage individuel de députés du club parlementaire *Samoobrona* RP afin de dégager une majorité à la Diète suite au limogeage d'Andrzej Lepper du gouvernement, la direction du PiS multiplie les attaques à l'encontre du système des *weksel* au cours des mois de septembre et octobre 2006. Le Premier ministre Jarosław Kaczyński annonce même son intention de saisir le Tribunal constitutionnel pour qu'il se prononce sur la légalité de cette procédure. Afin d'apaiser la polémique, Andrzej Lepper s'engage alors publiquement à rendre l'ensemble des *weksel* signés par les parlementaires à la fin de la législature. Sur la controverse se développant sur les *weksel* de *Samoobrona* à l'automne 2006, voir par exemple : « PiS zdelegalizuje Samoobronę? », *Życie Warszawy*, 28/09/2006 ; « *Samoobrona* odda weksle od ręki (ale nie dziś) », *Gazeta Wyborcza*, 06/10/2006, p.1 ; « Razem przeciw wekslom », *Rzeczpospolita*, 06/10/2006.

³ Hirschman Albert, *Exit, Voice, and Loyalty: Responses to Decline in Firms, Organizations, and States*, Cambridge, Harvard University Press, 1970.

varient en effet sensiblement d'un responsable à un autre et conditionnent largement leur perception de l'avenir du mouvement et de leur propre devenir politique.

Premièrement l'« exit », la démission du parti, est le fait d'élus (députés européens, élus locaux) ou anciens parlementaires qui, s'accordant avec l'interprétation dominante, perçoivent la mauvaise performance électorale du *Samoobrona* RP comme marquant la fin de cette entreprise politique. Ce départ du parti a cependant des implications variables sur leurs trajectoires individuelles. Pour certains, ceux d'entre eux les moins pourvus en capitaux personnels, politiques ou économiques, elle est synonyme de fin de carrière politique. N'estimant plus avoir les moyens de continuer à « vivre par et pour la politique », plusieurs députés non-réélus annoncent ainsi renoncer à toute activité politique dans les jours suivant les élections¹. Pour d'autres, en revanche, le départ du *Samoobrona* RP n'est perçu que comme une étape dans une carrière politique qu'ils entendent poursuivre. En usant de leurs ressources propres – mandats électifs, capitaux économiques, relations ou encore réseaux de fidélité revendiqués – certains élus ou candidats malheureux du *Samoobrona* RP s'efforcent alors de rallier un autre collectif leur donnant une chance de se maintenir dans les jeux politiques et d'espérer conserver ou reconquérir une position de pouvoir politique. C'est par exemple le cas des députés européens Jan Masiel et Marek Czarnecki. Estimant que le *Samoobrona* RP n'est plus en mesure d'assurer les conditions de leur réélection en 2009, ils le quittent tous deux à la fin de l'année 2007 pour rallier le PSL-Piast². Créé en 2006 par trois députés européens dissidents du PSL qu'ils ont eu l'occasion de côtoyer à Bruxelles, le PSL-*Piast* est un groupement d'élus cherchant à obtenir des positions éligibles sur les listes du PiS pour les prochaines élections en faisant reconnaître par la direction du parti des frères Kaczyński leur représentativité dans les campagnes³.

Deuxièmement, certains cadres du *Samoobrona* RP, interprétant le résultat du 21 octobre 2007 comme la conséquence d'erreurs dans la gestion du parti, s'engagent au

¹ C'est par exemple le cas de Grażyna Tyszko et d'Hubert Costa : cf. respectivement : « Tyszko już nie chce Leppera », *Życie Pabianic*, 01/11/2007 et « Lepper : *Samoobrona* nie zniknie, nie zmieni nazwy », PAP, 25/10/2007.

² « Eurodeputowany Jan Masiel przeszedł z Samoobrony do PSL "Piast" », PAP/*Gazeta Wyborcza*, 15/10/2007.

³ Le PSL-Piast est créé à la fin du mois de janvier 2006, suite à l'annonce par la direction du PSL de son retrait des négociations engagées avec les représentants du PiS pour la formation d'une alliance de gouvernement, à laquelle les initiateurs du nouveau parti étaient favorables. Cf. « Rozłam w PSL », *Gazeta Wyborcza*, 01/02/2006, p.6.

lendemain des élections dans des entreprises de contestation interne de l'autorité d'Andrzej Lepper, ils optent pour la « voice ». Dès la fin octobre, l'ancien député Lech Woszczerowicz et le vice-président du parti et du syndicat Krzysztof Filipek appellent ainsi à l'organisation d'un congrès extraordinaire du *Samoobrona* RP ayant vocation à dresser les responsabilités de la défaite électorale et à redéfinir les principes de fonctionnement des organisations constitutives du mouvement *Samoobrona*. Alors qu'Andrzej Lepper rejette fermement toute possibilité d'autocritique, Woszczerowicz et Filipek adoptent des postures divergentes. Le premier, se percevant comme tributaire des ressources collectives du *Samoobrona* RP pour pouvoir continuer à agir politiquement, rentre dans le rang et renonce à toute remise en cause de l'autorité du président-fondateur. Le second s'engage quant à lui dans la voie de la dissidence. L'occupation des fonctions de vice-président du ZZR *Samoobrona* et du *Samoobrona* RP pendant de nombreuses années lui a en effet permis d'asseoir sa notoriété et d'acquérir une certaine autonomie à l'égard d'Andrzej Lepper, « le parrain qui lui avait offert ses premières lettres de crédit politique »¹. Il s'efforce d'orienter en sa faveur ce crédit en invitant « tous les membres de *Samoobrona*, à l'exception de Renata Beger et de Janusz Maksymiuk »², qu'il présente comme les principaux responsables de la défaite électorale, à le rejoindre au sein d'un nouveau groupement politique, le Partia Regionów (Parti des Régions), dont il annonce la création le 25 novembre 2007. Cherchant à s'approprier l'héritage mythifié du *Samoobrona* de la fin des années 1990, en tant que vaste mouvement social spontané et populaire, il présente cette nouvelle organisation comme « un mouvement au service des militants et des électeurs dans lequel, comme cela aurait toujours dû rester le cas à *Samoobrona*, les décisions viendront réellement d'en bas, des militants, des gminas, des powiats »³. Plusieurs cadres du *Samoobrona* RP rallient Filipek et lui reconnaissent ainsi le droit à revendiquer l'usage des valeurs fondatrices de *Samoobrona*. C'est notamment le cas des anciens députés et présidents de conseil de voïvodies Danuta Hojarska, Andrzej Grzesik, Bolesław Borysiuk et Janusz Wójcik, qui, d'après eux du moins, sont suivis dans la dissidence par la plupart des militants de leurs régions d'origines⁴. Afin d'élargir leur base de soutien, Krzysztof Filipek et Danuta Hojarska, désignés respectivement président et vice-président du

¹ Offerlé Michel, *Les partis politiques*, op.cit., p.48.

² « Rozłam w Samoobronie », *Rzeczpospolita*, 24/11/2007.

³ « Nowy okręt uciekinierów z Samoobrony », *Gazeta Wyborcza*, 26/11/2007, p.9.

⁴ « Filipek i Hojarska tworzą Partię Regionów », *Rzeczpospolita*, 26/11/2007.

nouveau parti¹, cherchent par ailleurs à rallier à leur initiative les responsables du *Samoobrona-Odrodzenie*. Avec un certain succès puisque plusieurs dirigeants de ce dernier intègrent les organes de direction du Partia Regionów². Revendiquant « de nombreux militants dans toutes les circonscriptions », Krzysztof Filipek affirme clairement les ambitions électorales de la nouvelle formation, notamment dans la perspective des élections européennes de 2009 et locales de 2010³. Par ailleurs, afin de reproduire le système d'action du mouvement *Samoobrona*, la direction du Partia Regionów annonce en octobre 2008 la création d'un syndicat agricole lié au parti, le *Związek Zawodowy Rolnictwa i Obszarów Wiejskich « Regiony »* (ZZRiOW « *Regiony* »).

Troisièmement, une partie des dirigeants du *Samoobrona* RP confirment quant à eux leur fidélité à Andrzej Lepper dans les semaines suivant les élections, ils font preuve de « loyauté ». Adhérant à l'interprétation de la défaite électorale du *Samoobrona* RP comme un échec temporaire liée aux « magouilles de Jarosław Kaczyński » promue par le président du parti⁴, ils continuent à voir dans le *Samoobrona* RP le meilleur moyen de se maintenir dans les jeux politiques et de pouvoir à l'avenir obtenir ou retrouver un mandat électif. Parmi ces fidèles, on retrouve plusieurs des collaborateurs du « premier cercle » d'Andrzej Lepper, tels Janusz Maksymiuk, Mateusz Piskorski et Genowefa Wiśniowska. S'étant efforcés de construire leur identité de responsables politiques à distance de leur engagement syndical agricole passé, lorsqu'ils en ont connu un, ces responsables ne peuvent guère envisager se revendiquer, à la manière de Krzysztof Filipek, du *Samoobrona* des origines pour entrer en concurrence avec Lepper. Ils en ont d'autant moins intérêt qu'ils apparaissent comme les principaux bénéficiaires du processus de centralisation des ressources de l'organisation, usant depuis des années de leur position et de leur influence auprès de Lepper pour jouer un rôle central dans leur allocation, et que leur crédit personnel auprès des « militants de base » paraît à l'inverse réduit. Hormis ces « aparatczyk », ces hommes de l'appareil central du parti, on retrouve également

¹ « Filipek jest tymczasowym szefem Partii Regionów », *Rzeczpospolita*, 19/12/2007.

² C'est par exemple le cas de l'ancien député (2001-2005), vice-président du conseil de voïvodie du *Samoobrona* RP en Petite-Pologne et cofondateur du *Samoobrona* Ruch Społeczny, Marian Curyło. Sur le Ier congrès du Partia Regionów : « Nowa partia, stare twarze », *Gazeta Wyborcza*, Lublin, 10/03/2008, p.3.

³ « Kanapa odrzuconych », *Polityka*, 15/03/2008, p.24-26.

⁴ « Lepper o prawdziwej twarzy Kaczyńskiego », *Gazeta Wyborcza*, 05/11/2007, p.7.

parmi le groupe des dirigeants restant fidèles au président historique du mouvement *Samoobrona* de nombreux responsables de second rang, simples membres du conseil national ou de conseils de voïvodies. La « crise » post-électorale du *Samoobrona* RP constitue pour ces « seconds couteaux » une opportunité d'ascension rapide dans la hiérarchie du mouvement. À l'occasion d'un conseil national extraordinaire convoqué le 8 décembre 2007 par Andrzej Lepper, et auquel moins de la moitié des membres élus en juin participent, plusieurs d'entre eux accèdent d'ailleurs pour la première fois aux positions d'autorité les plus élevées du parti. D'anciens « back-benchers » du club parlementaire, tels Grzegorz Skwierczyński, Lech Kuropatwiński ou encore Alina Gut, et des cadres moyens du parti membre de longue date du ZZR *Samoobrona*, comme Zofia Grabczan et Jan Sochocki, sont ainsi récompensés de leur fidélité en se voyant octroyer des postes de membres du *prezydium* ou de présidents de conseils de voïvodie¹. À l'occasion du conseil national du 8 décembre, reconnaissant à demi-mot l'affaiblissement militant du parti dans la plupart des voïvodies, tout en niant fermement l'existence de la moindre dissidence en faveur du *Partia Regionów* de Filipek, Andrzej Lepper confie à cette direction profondément renouvelée la mission « de développer les structures militantes » en réorientant son activité vers l'arène des mobilisations protestataires. « C'est dans le retour de *Samoobrona* à des activités syndicales et protestataires que réside l'avenir du parti. Il faut que *Samoobrona* soit du côté des travailleurs, car la Pologne a aujourd'hui besoin d'un parti des travailleurs, un parti social, un parti de protestation », estime-t-il alors².

La mise en forme d'une nouvelle direction et l'optimisme affiché par Lepper quant à la capacité du mouvement *Samoobrona* à jouer à nouveau un rôle de premier plan dans la compétition politique polonaise ne suffisent pas à enrayer la dynamique de désengagement révélée par la défaite aux élections parlementaires de 2007. Tout au long de la VI^e législature, les défections de cadres du parti se poursuivent en effet à mesure que la publication de sondages défavorables ou les résultats électoraux en deçà des ambitions affichées aux législatives partielles, élections européennes ou

¹ Le 8 décembre, à l'occasion du conseil national du parti, le *prezydium* est reconstitué. Parmi les six membres alors nommés (du fait de l'absence de nombreux délégués la désignation des quatre autres est remise à plus tard), Krzysztof Sikora et Mateusz Piskorski sont les seuls à avoir déjà exercé des fonctions au sein de la direction nationale du parti. Les autres membres, Grzegorz Skwierczyński, Jan Sochocki, Lech Kuropatwiński et Zofia Grabczan, y étant jusqu'ici confinés à des positions secondaires. Cf. « Komunikat », 10/12/2007, www.samoobrona.org.pl, consulté le 10 septembre 2010.

² « Wystąpienie programowym Przewodniczący Partii Andrzej Lepper », 10/12/2007, www.samoobrona.org.pl, consulté le 10 septembre 2010.

encore élection présidentielle, les conduisent à redéfinir leurs anticipations sur l'avenir du mouvement. Si certains font le choix de mettre fin à leur activité politique, d'autres s'efforcent, souvent sans grand succès, de poursuivre leur carrière politique au sein d'autres groupements qu'ils perçoivent comme plus propices à leur assurer l'obtention d'un mandat politique. C'est par exemple le cas de Mateusz Piskorski qui en janvier 2009, dans la perspective des élections européennes, quitte le *Samoobrona* RP pour participer, aux côtés de plusieurs anciens cadres de la LPR, à la fondation du parti *Libertas Polska*, branche polonaise du mouvement européen initié par l'homme d'affaire irlandais Declan Ganley¹. Au final, les défections à répétition de membres de la direction entravent l'entreprise de restructuration du mouvement *Samoobrona* et de routinisation de nouveaux principes de fonctionnement lui permettant d'intervenir efficacement dans les jeux politiques appelée de ses vœux par Andrzej Lepper. Près de trois ans après sa sortie du Parlement, il semble de plus en plus clairement se limiter à un groupe restreint de fidèles réunis autour d'un président fondateur qui, embourbé dans des affaires judiciaires le poursuivant depuis des années², éprouve des difficultés croissantes à continuer à se faire reconnaître comme un acteur avec lequel il faut compter dans le champ politique.

C) Un mouvement au bord de la faillite.

La loi sur les partis politiques du 27 juin 1997 et la loi électorale du 12 avril 2001 modifient sensiblement les conditions du financement des activités politiques en Pologne. Alors que la première institue pour la première fois un financement public des partis, sous la forme d'un remboursement d'une partie des dépenses de campagne et d'une dotation annuelle fonction du nombre d'élus et de voix obtenues aux élections, la seconde limite drastiquement la possibilité de recourir à des fonds privés pour financer des activités partisans³. Ayant pour objectif affiché de lutter contre la corruption, ces mesures participent indéniablement à un processus de clôture du champ politique. Outre jouer un rôle déterminant dans la monopolisation des activités

¹ « Wkrótce wniosek o zarejestrowanie antyunijnej organizacji Libertas », *Wprost*, 16/01/2009.

² Ayant perdu son immunité parlementaire, Andrzej Lepper est depuis 2007 l'objet de nombreux procès pour, entre autres, participation à des actions protestataires illégales, outrage, falsification de signatures pour l'enregistrement de comités électoraux, corruption ou encore harcèlement sexuel. Dans le cadre du procès sur la « Seksafera », il a d'ailleurs été condamné en février 2010 à une lourde peine de deux ans et trois mois de prison ferme, Stanisław Łyżwiński écopant lui de cinq ans ferme. Les deux hommes ont fait appel. « Więzienie dla premiera », *Gazeta Wyborcza*, 12/02/2010, p.1.

³ Pour une étude détaillée des lois portant sur le financement de la vie politique en Pologne : Cf. Heurtaux Jérôme, *op.cit.*, p.500-523.

politiques par les seuls partis, elles accroissent les inégalités entre les formations établies et prétendantes. Si les premières disposent de dotations publiques annuelles confortables du fait de leur présence au Parlement, les secondes sont privées de tout accès au financement public, exception faite de celles ayant obtenu au moins 3% des voix qui peuvent toucher des subventions réduites.

Dès lors, la défaite électorale de 2007 a des conséquences majeures sur les finances du mouvement *Samoobrona*. N'obtenant pas le moindre élu au Parlement, il perd le bénéfice des dotations publiques qui, depuis 2001, constituaient sa principale source de financement. Dépassant les 12 millions de złoty (environ 3 millions d'euros) annuelles tout au long des IV^e et V^e législatures, les subventions accordées au *Samoobrona* RP représentaient en effet avant les élections de 2007 plus de 90% des revenus déclarés par le parti¹. Également privé des profits tirés du reversement mensuel par les parlementaires d'une partie de leurs émoluments, le mouvement *Samoobrona* est contraint de se replier sur les maigres ressources tirées des cotisations militantes et des subventions publiques attribuées au ZZR *Samoobrona* au titre de syndicat agricole national. Cependant, beaucoup moins importantes que celles versées au *Samoobrona* RP – elles se limitaient ainsi à 500 000 złoty en 2002² – celles-ci ne peuvent légalement être mobilisées pour financer des activités à vocation politique.

La situation financière du mouvement apparaît d'autant plus délicate au début de la VI^e législature que le *Samoobrona* RP est profondément endetté depuis les élections parlementaires et présidentielle de 2005. Pour financer la campagne « professionnelle » et à grand spectacle alors menée, le parti avait dépensé plus de 30

¹ L'examen des comptes déposés par le *Samoobrona* RP auprès de la Commission électorale nationale révèle ainsi, qu'en 2006, sur les 27,34 millions de złoty (environ 6,8 millions d'euros) de revenus annuels déclarés par le parti, pas moins de 27,24 millions, soit 99,6%, proviennent de fonds publics, par le biais de subventions de fonctionnement (12,46 millions) ou de remboursements des dépenses de campagne engagées en 2005 (14,39 millions). Cf. « Uchwała Państwowej Komisji Wyborczej z dnia 23 lipca 2007 r. w sprawie sprawozdania Samoobrony RP o źródłach pozyskania środków finansowych », PKW, 23/07/2007, www.pkw.gov.pl, consulté le 20 septembre 2010.

² En 2002, le ZZR *Samoobrona* a touché 496 300 złoty du Fonds de contribution de l'assurance sociale des agriculteurs (FSUSR), contre 581 000 złoty pour le KZRKiOR, 502 111 złoty pour le NSZZRI « S » et 373 580 złoty pour la Fédération des unions de producteurs agricoles (FZPR) « Odpowiedź sekretarza stanu w Ministerstwie Rolnictwa i Rozwoju Wsi na interpelację w sprawie pracy Kasy Rolniczego Ubezpieczenia Społecznego », Sejm IV^e kadencja, 26/02/2003, www.sejm.gov.pl, consulté le 20 septembre 2010.

millions de zloty, dont 27 à crédit¹. Une partie des comptes de campagne ayant été invalidés pour infraction à la loi électorale – certains « dons » de sympathisants et de candidats ayant été jugés illégaux² – ces dépenses n’avaient été remboursées qu’à hauteur de 14,4 millions de zloty par la Commission électorale nationale³. L’organisation d’élections anticipées place les dirigeants du mouvement *Samoobrona* dans une situation particulièrement délicate. De leur propre aveu, ils comptaient en effet sur les subventions publiques touchées pendant les quatre années qu’aurait normalement dû durer la législature pour régler progressivement les près de 13 millions de zloty de dettes pesant sur les finances du parti⁴. Peinant à négocier de nouveaux crédits auprès des banques, ils ne parviennent à lever que 3 millions de zloty pour financer la campagne électorale de 2007, soit dix fois moins que la PO, le PiS, le LiD ou encore le PSL⁵. Cette somme vient alourdir la dette déjà abyssale du parti. N’ayant pas dépassé le seuil des 3% des voix, le *Samoobrona* RP ne peut en effet bénéficier des procédures de remboursement public des dépenses de campagne prévues par la loi.

Menacé de banqueroute et acculé par ses créanciers, le parti *Samoobrona* RP est contraint de réduire drastiquement ses dépenses. Dès le mois de novembre 2007, Andrzej Lepper annonce le licenciement de la quasi-totalité des permanents, la fermeture de l’ensemble des bureaux régionaux du parti ainsi que la mise en vente d’une partie du siège national de Varsovie⁶. Le président du *Samoobrona* RP s’efforce alors de présenter ces mesures comme des dispositions temporaires visant, dans l’attente de nouvelles élections, à assainir les finances du parti et à obtenir des banques un échelonnement de sa dette⁷. Près de trois ans après l’adoption de ce plan

¹ Pour un détail des comptes de campagne du *Samoobrona* RP pour les élections législatives de 2005 : « Sprawozdanie wyborcze : Komitet Wyborczy *Samoobrona* RP », PKW, 14/12/2005, www.pkw.gov.pl, consulté le 20 septembre 2010.

² Cf. « Kampania Leppera nielegalnie finansowana », *Gazeta Wyborcza*, 30/03/2006.

³ « Wysokość dotacji podmiotowej przysługującej partiom politycznym i komitetom wyborczym, które uzyskały mandaty posłów i senatorów w wyborach do Sejmu Rzeczypospolitej Polskiej i do Senatu Rzeczypospolitej Polskiej, przeprowadzonych w dniu 25 września 2005 r. », PKW, www.pkw.gov.pl, consulté le 20 septembre 2010.

⁴ « Bankowcy wątpią w Lepera », *Gazeta Wyborcza*, 14/09/2007, p.11. Cette préoccupation financière participe d’ailleurs très certainement à expliquer l’opposition récurrente de la direction du *Samoobrona* RP à une dissolution de la Diète au cours de la V^e législature.

⁵ Pour un détail des comptes de campagne du *Samoobrona* RP pour les élections législatives de 2007 : « Raport z badania sprawozdania wyborczego Komitetu Wyborczego *Samoobrona* RP », PKW, 11/01/2008, www.pkw.gov.pl, consulté le 20 septembre 2010.

⁶ « *Samoobrona* bankrutuje », *Dziennik*, 16/11/2007.

⁷ « Bankructwo Samoobrony », *PAP*, 18/11/2007.

d'économie, force est de constater que le temporaire dure. Les bureaux régionaux du parti n'ont pas été rouverts et le parti n'est plus géré que par des bénévoles. Janusz Maksymiuk, qui continue pourtant à diriger à temps plein le bureau national du *Samoobrona* RP, assure lui-même ne plus percevoir aucun émolument du parti et se contenter de sa retraite agricole pour vivre¹.

S'il a pour le moment évité la faillite, le mouvement *Samoobrona*, notamment sa branche partisane, se trouve dans une situation économique extrêmement fragile qui contraint grandement la capacité d'action de ses responsables. Selon la Commission électorale nationale, en charge du contrôle des finances des partis politiques, on ne trouvait plus sur les comptes du *Samoobrona* RP au 31 décembre 2009 que 6,34 złoty²... La pénurie de moyen du parti est criante lors de l'élection présidentielle du printemps 2010. Ne pouvant guère plus contracter de crédits, le comité de campagne d'Andrzej Lepper ne peut compter que sur les dons de personnes physiques pour financer ses activités. Au final, il ne parvient à récolter que 10 000 złoty (environ 2 500 euros), ce qui en fait très largement le moins bien doté de tous les comités enregistrés³. Dans ce contexte, la campagne électorale du président du *Samoobrona* RP s'apparente à un bricolage, se limitant à des rencontres informelles avec des électeurs, sur les marchés ou dans la rue, ainsi qu'aux rares spots télévisés et radiophoniques officiels financés par la Commission électorale nationale. Bogdan Socha, le directeur du comité électoral d'Andrzej Lepper, reconnaît lui-même la modestie de la campagne menée :

« Nous n'avons pas eu les moyens de nous payer le moindre matériel de propagande, ni affiches, ni vidéos de campagnes, ni encore encarts dans des journaux [...] Par ailleurs, ce sont des militants bénévoles de *Samoobrona* qui nous ont aidé à organiser la campagne, personne ne touchera un seul złoty pour l'aide apportée pendant la campagne. Ce sont également ces derniers qui, en mettant à sa disposition des moyens de transport, ont permis à Andrzej Lepper de se déplacer à travers le pays pour aller à la rencontre des électeurs. De cette manière, nous avons pu limiter les dépenses ».

Bogdan Socha.

Cité in « Najdroższe głosy Pawlaka, najtańsze Lepera. Sprawdź, ile wydali na kampanię », Newsweek/PAP, 23/06/2010, www.newsweek.pl, consulté le 10 septembre 2010.

¹ « Partia cichego protestu », *Polityka*, 25/07/2009, p.21-23.

² « Sprawozdania za 2009 rok w zakresie wpływów funduszu wyborczego partii politycznej *Samoobrona* RP », PKW, 25/03/2010, www.pkw.gov.pl, consulté le 20 septembre 2010.

³ « Koszty kampanii - Pawlak zapłacił sporo », *PAP/Gazeta Wyborcza*, 24/06/2010.

Dans l'attente des élections législatives prévues pour 2012, au cours desquelles Andrzej Lepper ne cache pas son espoir que le *Samoobrona* RP réalise un résultat lui permettant de bénéficier à nouveau des aides publiques, le mouvement *Samoobrona* est contraint de faire avec les très faibles moyens financiers dont il dispose pour essayer de continuer à exister politiquement et d'éviter une faillite qui continue à le menacer.

D) Des transformations politiques défavorables.

Depuis leur sortie du Parlement en 2007, et en dépit des déconvenues successives, Andrzej Lepper et les responsables lui étant restés fidèles n'ont de cesse d'afficher leur confiance quant à la capacité du mouvement *Samoobrona* à renouer avec le succès politique dans l'avenir.

« Selon moi, ce que les gens apprécient en politique c'est l'action. Pour moi, le succès ou l'échec ne sont jamais définitifs en politique. [Un homme politique] n'est pas une étoile qui brillerait d'un coup tout en haut dans le ciel avant de s'écraser brusquement comme une météorite. Si l'on croit ça alors effectivement ça ne sert à rien d'essayer de revenir, d'essayer de se relever. Moi je crois plutôt que le principe dominant en politique c'est la sinusoïde : une fois on est tout en haut, une fois tout en bas, puis ça revient. [...] Parfois j'ai pensé à arrêter la politique et à redevenir un simple agriculteur. Mais je me suis engagé depuis trop longtemps dans *Samoobrona* pour laisser tomber et me dire que cette fois c'est bel et bien fini. Je suis convaincu que nous renaîtrons une nouvelle fois, que *Samoobrona* reviendra au Parlement. »

Andrzej Lepper.

Entretien réalisé à Varsovie le 25 juin 2008.

Cette confiance inébranlable dans la « résurrection » du mouvement *Samoobrona* repose principalement sur une croyance dans l'existence de certaines régularités dans l'histoire. Ses dirigeants s'efforcent de présenter l'échec électoral de 2007 comme une simple répétition de celui connu lors des élections législatives de 1997. Dans cette optique, loin de marquer la fin du mouvement, il ne constituerait qu'une nouvelle étape, certes délicate mais temporaire, et, comme une décennie auparavant, préfigurerait son retour futur au cœur des jeux politiques par le biais des mobilisations protestataires paysannes. Dès la fin de l'année 2007, nous l'avons vu, Andrzej Lepper

appelle d'ailleurs à une redéfinition du système d'action du mouvement *Samoobrona* dans le sens de son retour « à des activités syndicales et protestataires »¹.

Participant d'un travail de légitimation de la poursuite des activités syndicales et politiques du mouvement *Samoobrona*, cette conviction affichée en une répétition de l'histoire, en une inéluctable nouvelle ascension du groupement d'Andrzej Lepper, est fondée sur une négation de la profonde transformation de la conjoncture socio-politique polonaise depuis la fin des années 1990. Or, le renoncement progressif des autres organisations agricoles à des modes d'action contestataire au profit de pratiques institutionnelles de représentation des intérêts (1) et la bipolarisation tendancielle de la compétition politique autour d'un axe PO/PiS (2), rendent hautement improbables à la fois l'émergence d'une vague de manifestations paysannes comparable à celles de la fin de la décennie 1990 et une recomposition du champ partisan du type de celle ayant marqué la fin de la III^e législature.

1) De nouvelles normes de représentation de la paysannerie.

Les modalités de représentation des intérêts du monde agricole ont été profondément modifiées entre les III^e et VI^e législatures. Le recours aux actions protestataires s'est raréfié ces dernières années au profit de pratiques institutionnelles de représentation. Trois éléments complémentaires peuvent, à titre d'hypothèses, être retenus pour expliquer ce recul de la conflictualité, qui n'avait pourtant rien de mécanique.

Le premier est l'affaiblissement de la capacité de mobilisation des différents syndicats agricoles. Sans atteindre l'ampleur de celui du ZZR *Samoobrona*, le déclin militant du NSZZRI « S » et du KZRKiOR est un phénomène mis en évidence par plusieurs enquêtes et reconnu à demi-mot par les directions de ces deux organisations².

¹ « Wystąpienie programowym Przewodniczący Partii Andrzej Lepper », 10/12/2007, www.samoobrona.org.pl, consulté le 10 septembre 2010.

² Loin d'être spécifique aux organisations agricoles, la baisse des effectifs militants est un phénomène qui, à en croire les analystes, touche l'ensemble des syndicats polonais depuis les années 1990. Faute de données autres que les estimations souvent gonflées des organisations elles-mêmes, il est délicat d'estimer finement l'ampleur de cette baisse. Pour plus de précisions, on pourra se référer à : Ost David, « L'après-communisme et le déclin du syndicalisme à l'Est : leçons de Pologne et d'ailleurs », *Sociologie du Travail*, vol.51, n°4, 2009, p.536-557 ; « Co 14 Polak należy do związków zawodowych », *Wprost*, 02/08/2010 ; concernant spécifiquement le déclin militant du syndicalisme agricole, sur lequel les données disponibles sont encore plus rares, on trouvera quelques éléments in :

Affectant leur capacité à « faire nombre », à donner à voir l'importante base sociale dont ils prétendent représenter les intérêts, cette baisse des effectifs militants participe très certainement au renoncement des deux principaux syndicats agricoles historiques à recourir aux actions de protestation comme mode d'action et à la réorientation progressive de leurs activités vers la concertation¹.

La deuxième est les bons relais dont disposent actuellement le KZRKiOR et le NSZZRI « S » au sein du champ polonais de la politique institutionnelle. Ces dernières années, les directions de ces deux syndicats se sont assurées un accès privilégié aux centres de décision politique, notamment ceux en lien avec le secteur agricole. Du côté du KZRKiOR, prenant le contre-pied de son prédécesseur Janusz Maksymiuk, Władysław Serafin n'a eu de cesse depuis son élection à la présidence en 1999 de rapprocher le syndicat du PSL, dont il est membre depuis de longues années et a même été député de 1991 à 1997. Le KZRKiOR apparaît aujourd'hui de plus en plus clairement comme une composante du système d'action du parti paysan, participant à ses côtés aux différentes élections et apportant son soutien au gouvernement de coalition PO-PSL formé en 2007, et notamment au nouveau ministre de l'Agriculture Marek Sawicki (PSL), dont Władysław Serafin est un proche². Du côté du NSZZRI « S », c'est vers le PiS que la direction du syndicat s'est tournée pour renforcer sa position au sein du champ politique de la politique institutionnelle. Engagé au cours de la IV^e législature par Roman Wierzbicki, le processus de rapprochement avec le parti des frères Kaczyński a été poursuivi après 2006 par son successeur à la tête du syndicat, Jerzy Chróścikowski. Bien que dénonçant la participation du *Samoobrona* RP à la coalition, la direction du NSZZRI « S » s'est efforcée de se faire reconnaître comme un partenaire incontournable du PiS dans les campagnes. Avec un certain succès puisque Jerzy

« Demokracja i społeczeństwo obywatelskie na wsi », in Gorlach Krzysztof (dir.), *Raport o rozwoju społecznym – Polska 2000 – Rozwój obszarów wiejskich*, Varsovie, United Nations Development Programme, 2000, p.87-100.

¹ Dans ce sens, le lien entre la baisse des effectifs militants et la transformation des modes de représentation et de mise en scène des intérêts sociaux mobilisés par les syndicats agricoles polonais n'est pas sans rappeler celui mis en évidence dans le cas des syndicats de salariés français par Dominique Andolfatto et Dominique Labbé, le recours à la manifestation restant cependant plus régulier en France qu'en Pologne. Cf. Andolfatto Dominique & Labbé Dominique, « La transformation des syndicats français : Vers un nouveau "modèle social" ? », *Revue française de science politique*, vol.56, n°2, 2006.

² Loin d'en faire mystère, Władysław Serafin revendique régulièrement les liens d'amitié qu'il entretient avec le ministre de l'Agriculture. Voir par exemple : « Oto wszyscy ludzie pierwsza », *Dziennik*, 13/11/2008.

Chróścikowski, élu sénateur sur les listes du PiS en 2005, hérite au cours de la V^e législature de la présidence de la commission de l'Agriculture au Sénat. Bien que s'étant assurée la majorité absolue à la chambre haute du Parlement en 2007, la direction de la PO n'a, en signe d'apaisement, pas remis en cause sa position dans la nouvelle législature¹. Par le biais de son président, le NSZZRI « S » dispose ainsi aujourd'hui encore d'une position de pouvoir politique lui permettant d'intervenir directement sur la définition de la politique agricole nationale.

Enfin, le troisième élément est l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne en 2004. Tout d'abord, celle-ci est réputée avoir conduit à une amélioration sensible de la situation économique des agriculteurs intégrés au marché qui ont pu bénéficier de subventions nouvelles dans le cadre de la Politique agricole commune². Or, nous l'avons vu, cette catégorie d'exploitants agricoles est celle qui, représentant le gros des effectifs des différents syndicats agricoles, s'était la plus mobilisée lors du cycle de manifestations de la fin des années 1990. Ensuite, depuis l'entrée de la Pologne dans l'Union européenne, les différents syndicats agricoles se sont globalement pris au jeu de la concertation européenne et ont redéfini leurs modes d'action afin de s'y conformer³. Le KZRKiOR, le NSZZRI « S » et même le ZZR *Samoobrona* consacrent ainsi aujourd'hui une part importante de leur activité aux négociations au niveau européen. Les trois syndicats sont membres du Comité des organisations professionnelles agricoles de l'Union européenne (COPA)⁴ et disposent d'une

¹ « 1. posiedzenie Komisji Rolnictwa i Ochrony Środowiska w dniu 9 listopada 2007 r. », Senat VII kadencja, 09/11/2007, senat.gov.pl, consulté le 25 septembre 2010.

² Voir par exemple : Bazin Gilles, « Politique agricole commune à l'Est. Premiers résultats », *Le Courrier des pays de l'Est*, vol.5, n°1063, 2007, p.11-21.

³ Pour un aperçu des modalités d'intervention des organisations représentatives agricoles auprès des institutions européennes, et des évolutions de celles-ci dans le temps, on pourra se référer à : Delorme Hélène, « Les agriculteurs et les institutions communautaires : du corporatisme agricole au lobbyisme agroalimentaire », in Balme Richard, Chabanet Didier, Wright Vincent (dir.), *L'action collective en Europe*, Paris, Presses de la FNSP, 2002, p.313-346 ; et à : Hrabanski Marie, « Le syndicalisme agricole européen : vers une disjonction entre les organisations professionnelles et les associations spécialisées ? », *Économie rurale*, vol.3, n°317, 2010, p.17-26. Plus spécifiquement sur les modalités de l'investissement de l'arène européenne par les syndicats agricoles polonais, on pourra lire : Wolff Damien, *Représenter les intérêts agricoles polonais : quelle européanisation ?*, Mémoire de recherche, Sciences Po Strasbourg, 2009.

⁴ En plus du KZRKiOR, le NSZZRI « S » et du ZZR *Samoobrona*, trois autres organisations agricoles polonaises sont membres de la COPA : la Federacja Branżowych Związków Producentów Rolnych (FBZPR), le Krajowa Rada Izb Rolniczych (KRIR) et le Związek Zawodowy Rolników "Ojczyzna" (ZZR "Ojczyzna"). Cf. www.copa-cogeca.be.

représentation permanente à Bruxelles¹, où leurs présidents se rendent très régulièrement.

Outre s'accompagner d'une marginalisation du recours à des actions protestataires, la transformation des modalités de représentation des intérêts agricoles observable depuis le début des années 2000 en Pologne a pour conséquence une désépécification du champ de représentation de la paysannerie. Aujourd'hui, seul le PSL continue à développer une offre de représentation fondée sur la construction d'un groupe paysan comme un ensemble homogène dont les membres partageraient des intérêts communs et spécifiques, indépendamment de leur situation économique. Ayant renoncé à s'engager de manière autonome dans la compétition politique, le KZRKiOR, les organisations continuant à revendiquer leur filiation avec le mouvement Solidarité rurale, notamment le NSZZRI « S », ainsi que les différents groupuscules affichant une identité agrarienne, par exemple le PSL-Piast, limitent désormais, plus ou moins explicitement, leur offre de représentation aux agriculteurs intégrés au marché, dont la situation économique apparaît bien meilleure qu'à la fin des années 1990. Dans ce contexte, la capacité du mouvement *Samoobrona*, qui a lui-même participé à la déconstruction du groupe paysan en le fondant dans la catégorie plus large des « démunis », à initier une mobilisation de grande ampleur au nom de la paysannerie et de ses intérêts est extrêmement faible. Outre ne plus pouvoir compter que sur des ressources collectives très réduites, ne lui permettant guère d'organiser de manière autonome des actions de protestation réunissant plus de quelques dizaines de participants et de les rendre visibles dans les arènes publiques, il est aujourd'hui profondément isolé politiquement comme syndicalement.

2) L'élévation tendancielle du coût d'entrée dans la compétition politique.

Depuis les élections du 21 octobre 2007, l'opposition entre le PiS et le PO continue à structurer la compétition politique polonaise. Évacuant sans ambiguïté toute possibilité de réconciliation avec la formation des frères Kaczyński, c'est vers le PSL

¹ Cependant, en dépit des affirmations de la direction du syndicat, la représentation permanente du ZZR *Samoobrona* à Bruxelles semble, comme nous avons pu le constater nous-même, être fermée depuis 2008. Auparavant elle partageait des locaux avec celle du NSZZRI « S » au cœur du quartier européen, rue de Trèves.

que la direction de la PO se tourne après le scrutin pour dégager une majorité à la Diète. Un accord est rapidement trouvé avec le parti paysan et un gouvernement de coalition est formé dès novembre. Le président de la PO Donald Tusk devient Premier ministre alors que le président du PSL Waldemar Pawlak est nommé vice-Premier ministre et ministre de l'Economie¹. Cette nouvelle coalition est doublement originale. Tout d'abord, elle associe deux partis jusqu'ici réputés promouvoir des orientations économiques inconciliables, la PO promeut un programme ouvertement libéral alors que la direction du PSL réclame depuis des années un interventionnisme accru de l'État dans certains secteurs, notamment bien sûr l'agriculture. Surtout, c'est la première fois depuis 1991 que deux formations aux histoires antagoniques s'unissent pour gouverner la Pologne, l'une revendiquant sa filiation avec le mouvement Solidarité alors que l'autre est l'héritière d'un des partis officiels de la République Populaire.

La formation de la coalition PO/PSL entérine l'épuisement relatif du clivage entre les forces héritières de l'ancien régime et les formations héritières de Solidarité qui dominait la compétition politique polonaise depuis les années 1990. S'y surimpose désormais clairement l'opposition entre les acteurs politiques se posant en garant des valeurs de la III^e République démocratique, au premier rang desquels la PO, et ceux qui fondent leur identité politique sur la contestation des équilibres économiques et politiques issus des accords de la Table ronde de 1989, essentiellement le PiS². Ainsi, si les 53 députés de l'alliance LiD, formée autour du SLD, se placent dans l'opposition après les élections de 2007, c'est du PiS que proviennent les attaques les plus virulentes à l'égard du gouvernement Tusk. Dès le début de la législature, les relations entre le Premier ministre et le Président de la République Lech Kaczyński (PiS) sont d'ailleurs exécrables, les deux hommes s'opposant notamment sur le périmètre de leurs attributions constitutionnelles respectives³.

¹ Outre le ministère de l'Economie pour Waldemar Pawlak, le PSL hérite du ministère de l'Agriculture et de celui du Travail et des affaires sociales. Cf. « Rząd Tuska już rządzi », *Gazeta Wyborcza*, 17/11/2007, p.3.

² Sur la genèse et l'imposition d'un clivage politique fondé sur des lectures concurrentielles de la signification des accords de la Table ronde de 1989, on se permettra de renvoyer à : Heurtaux Jérôme & Pellen Cédric, *art.cit.*

³ Cf. Mink Georges, « République de Pologne - Bilans annuels de 1981 à 2010. Bilan 2010 – cohabitation difficile », *L'état du monde*, Paris, La Découverte, 2010.

La focalisation de l'attention des commentateurs de la vie politique polonaise sur les nombreux conflits opposant les deux principales formations parlementaires et leurs dirigeants s'accompagne d'une exacerbation symbolique de la bipolarisation de la compétition politique polonaise. Le PO et le PiS apparaissent de plus en plus clairement comme les deux seuls partis qui « comptent », comme les seuls en mesure de remporter des élections et même, à en croire les différents sondages, à rallier le soutien de plus de 10% des électeurs¹. Dans ce contexte, les élections européennes de juin 2009 sont une nouvelle fois réduites à un duel entre les deux formations, les autres prétendants peinant à exister dans une campagne dominée par l'opposition entre le Premier ministre et les frères Kaczyński. Le résultat du scrutin semble confirmer la fermeture progressive du jeu politique autour de la PO et du PiS, qui arrivent largement en tête avec 44,43% et 27,4% des voix. Comme en 2005, seuls la coalition SLD-UP (12,34%) et le PSL (7,01%), bien qu'en recul, dépassent les 3% des voix². La catastrophe aérienne de Smoleńsk le 10 avril 2010, au cours de laquelle le Président de la République Lech Kaczyński et plusieurs hauts responsables militaires, administratifs et politiques de tous bords trouvent la mort³, ne s'accompagne guère d'une pacification des relations entre les frères ennemis de la PO et du PiS. Au contraire, la campagne pour les élections présidentielles anticipées de juin – le scrutin aurait normalement dû se tenir en septembre – est une nouvelle fois marquée par la violence des échanges entre les partisans de leurs candidats respectifs, le Maréchal de la Diète, et Président par intérim, Bronisław Komorowski (PO) et le président du PiS, frère jumeau du défunt Président, Jarosław Kaczyński. À l'issue d'une campagne

¹ Dans un sondage publié par l'institut CBOS en octobre 2008, la PO et le PiS sont crédités respectivement de 40% et de 20% d'intentions de vote, contre seulement 6% pour le PSL et le SLD, 2% pour la LPR et moins de 1% pour toutes les autres formations prises en compte (dont le *Samoobrona* RP). Cf. « Preferencje partyjne w październiku », *Komunikat z badań*, CBOS, Varsovie, octobre 2008.

² Les résultats complets des élections européennes polonaises de 2009 sont disponibles sur le site dédié de la Commission électorale nationale : www.pe2009.pkw.gov.pl.

³ Le 10 avril 2010, l'avion présidentiel polonais s'écrase lors d'une tentative d'atterrissage sur l'aéroport de Smolensk. Les 89 passagers et les 7 membres d'équipages trouvent la mort. L'avion transportait une délégation de représentants polonais venant participer aux commémorations du 70^e anniversaire du massacre de Katyń. Outre le Président de la République et sa femme, quinze parlementaires, un vice-Maréchal du Sénat, deux vice-Maréchaux de la Diète (dont Jerzy Szmajdziński le candidat du SLD pour l'élection présidentielle programmée en septembre), neuf généraux (dont le chef d'État major Franciszek Gągor), cinq secrétaires ou sous-secrétaires d'État, le président de la Banque nationale de Pologne Sławomir Skrzypek, le président de l'Institut de la mémoire nationale (IPN) Janusz Kurtyka ou encore le dernier Président de la République polonaise en exil Ryszard Kaczorowski décèdent dans l'accident. Cf. « Tragedia narodowa », *Rzeczpospolita*, 10/04/2010 ; « Polska w żałobie », *Gazeta Wyborcza*, 10/04/2010, p.1 ; « Entre deuil et échéances électorales, "la Pologne entre dans une période ambivalente" », *Le Monde*, 11/04/2010.

courte, ne laissant une nouvelle fois guère d'espace aux autres candidats, les deux hommes monopolisent près de 80% des scrutins, en réunissant respectivement 41,54% et 36,46% des voix. Le candidat du SLD Grzegorz Napieralski est le seul à résister en obtenant, avec 13,68% des voix, un résultat supérieur aux prédictions des instituts de sondage. Tous les autres candidats plafonnent à moins de 3% des voix, y compris le vice-Premier ministre et président du PSL Waldemar Pawlak qui, avec 1,75% des voix, réalise la plus mauvaise performance historique du parti paysan. Au second tour, Bronisław Komorowski l'emporte avec 53,01% des voix mettant ainsi fin à la situation de cohabitation en vigueur depuis octobre 2007¹.

Si rien ne permet d'affirmer que l'opposition entre la PO et le PiS ait vocation à s'imposer dans la durée, force est de constater qu'à l'heure actuelle celle-ci tend à structurer la compétition politique polonaise. Régulièrement attestée par les sondages et les commentateurs, la bipolarisation croissante de la vie politique contraint fortement les activités des autres prétendants à l'obtention de postes de pouvoir politique. Ceux-ci peinent en effet à se démarquer dans la compétition politique en légitimant leur représentativité et en faisant reconnaître l'originalité de leur offre politique. Cela est d'autant plus vrai pour le *Samoobrona* RP que les thématiques sur lesquelles il a fondé sa relative notoriété à la fin de la III^e législature, notamment la dénonciation des équilibres politiques et économiques en vigueur depuis le changement de régime, ont depuis été largement réinvestis par le PiS. Dans les différents sondages préélectoraux publiés dans la perspective des élections locales de novembre 2010, le *Samoobrona* RP, lorsqu'il est pris en compte, est crédité de moins d'un pourcent d'intentions de vote².

*

* *

L'hypothétique rationalité des électeurs ne suffit pas à expliquer les fluctuations de la fortune du mouvement *Samoobrona* depuis 2005. Pas plus que son accès au Parlement puis au Gouvernement n'est réductible à une « poussée populiste » de citoyens polonais lassés par la démocratie de marché polonaise, sa marginalisation

¹ Les résultats détaillés de l'élection présidentielle de 2010 sont disponibles sur le site spécial créé par la Commission électorale nationale : www.prezydent2010.pkw.gov.pl, consulté le 30 septembre 2010.

² « Preferencje partyjne w sierpniu », *Komunikat z badań*, CBOS, Varsovie, août 2010.

politique et syndicale depuis 2007 ne peut se résumer à leur « prise de conscience » de la vacuité de son programme et de l'incompétence de ses représentants.

Saisir la dynamique des « succès » et des « échecs » rencontrés par le mouvement *Samoobrona* ces dernières années nécessite de prendre en considération à la fois les implications des transformations de son système sur sa capacité de mobilisation et les reconfigurations récentes des rapports de force au sein du champ politique.

Premièrement, l'entreprise de conformation du système d'action du mouvement *Samoobrona* aux règles du jeu de la politique institutionnelle, engagée au cours de la IV^e législature et accentuée lors de la V^e, si elle s'est accompagnée d'une convergence de son offre politique avec celle des formations dominantes et lui a permis dans un contexte de recomposition du champ politique de faire reconnaître temporairement sa légitimité à l'exercice du pouvoir gouvernemental, n'a pas suffi à atténuer les stigmates liés aux modalités atypiques de son entrée en politique. En dépit de leur renoncement aux pratiques protestataires, de leur conversion aux canons légitimes de l'argumentaire politique ou encore de la promotion systématique de personnalités aux caractéristiques jugées conformes aux règles traditionnelles de sélection du personnel politique, ses dirigeants, notamment son président Andrzej Lepper, ne sont guère parvenus à se faire reconnaître comme des protagonistes légitimes du champ politique. Au contraire, ceux-ci ont dû faire face suite à leur entrée au gouvernement à une recrudescence des procès en illégitimité à leur encontre. Outre échouer à « redorer le blason » du mouvement *Samoobrona* dans le champ de la politique institutionnelle, cette entreprise de conformation à « marche forcée » s'est par ailleurs accompagnée d'un affaiblissement de sa capacité de mobilisation. D'un côté, le renoncement aux pratiques protestataires et l'absence de travail symbolique de construction et d'entretien du groupe de référence dont ils prétendent représenter les intérêts a affecté la capacité des représentants du mouvement à entretenir la légitimité de leur offre de représentation, à faire reconnaître sa pertinence et son originalité dans la compétition politique. Construite sur une articulation paradoxale de la promotion des succès de leur action gouvernementale et de la dénonciation des « sortants », l'offre politique développée par le *Samoobrona* RP lors des élections de 2007 ne permet à ses représentants ni de se démarquer dans la compétition électorale ni d'entretenir la base de soutien électorale qu'ils étaient parvenus à mobiliser en leur faveur précédemment.

De l'autre côté, la reconfiguration du système d'action du mouvement *Samoobrona* dans le sens de sa conformation aux règles dominantes du champ de la politique institutionnelle, en ce qu'elle s'accompagne de sa partisanisation et d'une centralisation croissante du contrôle de ses ressources collectives, a profondément affecté sa capacité à entretenir la fidélité de ses militants mais aussi de certains de ses dirigeants. Privés de tout accès aux avantages collectifs tirés de la réussite politique de leur mouvement et de toute possibilité d'ascension au sein de ce dernier, les membres de base du mouvement *Samoobrona*, notamment ceux qui avaient adhéré lors des manifestations paysannes de la fin des années 1990, se reconnaissent de moins en moins dans une organisation qui, outre n'avoir quasiment plus aucune activité syndicale réelle, ne rétribue guère, ni symboliquement ni matériellement, leur investissement militant. Progressivement, et de manière accélérée à partir de 2005, les sections locales du ZZR *Samoobrona* et du *Samoobrona* RP perdent la plupart de leurs adhérents. De même, au niveau du groupe dirigeant, la monopolisation de la parole publique du parti et du contrôle de ses ressources collectives par Andrzej Lepper et une poignée de ses proches est vectrice de tensions et entretient un processus de « défidélisation » de nombreux responsables à l'égard de leur président. Si le délitement des structures du mouvement et les nombreuses contestations internes de l'autorité d'Andrzej Lepper restent largement invisibles au cours des IV^e et V^e législatures, ils sont révélés par les élections anticipées d'octobre 2007. Incapable de mobiliser sa base militante théorique, le mouvement apparaît alors exsangue. Sa conformation à « marche forcée » aux règles dominantes du champ de la politique institutionnelle l'a privé de toute base de repli en cas de disette électorale, que constituait notamment le ZZR *Samoobrona*, et a profondément affecté sa capacité à perdurer dans les jeux politiques polonais.

Deuxièmement, l'accès de représentants du *Samoobrona* RP au gouvernement, loin d'être réductible à leur seule activité tactique, doit se comprendre dans le cadre des recompositions connues par le champ politique polonais depuis le début de la V^e législature. La conflictualisation des rapports entre les dirigeants des deux principales forces parlementaires, le PiS et la PO, suite aux élections de 2005 et leur incapacité à s'allier au sein d'un gouvernement de coalition comme ils s'étaient engagés à le faire ont constitué une opportunité pour les dirigeants du *Samoobrona* RP. Forts du statut de troisième force parlementaire de leur formation, ils s'imposent alors comme des

interlocuteurs inévitables pour la constitution d'un gouvernement majoritaire et parviennent finalement, en dépit des réticences des responsables du PiS, à faire reconnaître leur prétention à l'obtention de postes de pouvoir gouvernemental. Néanmoins, l'opposition croissante entre le PiS, dont sont issus le Président et le Premier ministre, à la PO, qui constitue alors la principale force d'opposition au Parlement, s'accompagne également d'une bipolarisation tendancielle de la compétition politique autour de ces deux formations. Organisant la campagne électorale de 2007, elle continue à dominer les jeux politiques et affecte fortement la capacité des autres protagonistes à s'y démarquer et à légitimer leurs prétentions à l'obtention de postes de pouvoir politique. D'autant plus dans le cas du *Samoobrona* RP et de la LPR que, depuis la V^e législature, les responsables du PiS se sont clairement attachés à élargir l'offre politique de leur formation afin d'y intégrer les thématiques sur lesquelles leurs anciens « partenaires » de coalition ont fondé leur représentativité.

Conclusion générale

Alors que les explications en termes de « populisme » qui sont communément données de la trajectoire spectaculaire du mouvement *Samoobrona* dans les jeux politiques polonais post-communistes laissent dans l'ombre les multiples processus concrets qui la conditionnent, nous avons cherché à montrer dans le cadre de ce travail l'intérêt heuristique de resituer dans les cadres d'analyse « ordinaires » des sciences sociales du politique l'étude de groupements dont la participation à la compétition politique apparaît *a priori* « illégitime ». Loin d'être une essence, l'illégitimité ou la légitimité d'un acteur est une potentialité produite dans le cadre des luttes politiques. Dès lors, comprendre les procès en illégitimité dressés à un acteur politique par d'autres acteurs, qui prennent notamment la forme de labellisations stigmatisantes telles que celle de « populiste », implique de prendre en compte à la fois les pratiques effectives de ses membres et les spécificités des configurations successives dans lesquelles elles s'inscrivent. Les variations des règles juridiques et normatives régissant la compétition politique, les transformations des rapports de force en son sein ainsi que les potentielles redéfinitions des pratiques et des offres de représentation des acteurs initialement perçus comme illégitimes peuvent avoir pour conséquence une réévaluation de la manière dont ils sont considérés par les autres acteurs.

Le cas du mouvement *Samoobrona* en Pologne constitue un terrain d'étude particulièrement propice à la mise en évidence de ces dynamiques d'illégitimation et de légitimation. Tout d'abord car, dans les années suivant la mise en place d'un régime de type pluraliste, on peut observer en Pologne un processus de codification de la compétition politique en « train de se faire ». Relativement labiles et imprécises dans un premier temps, les règles régissant les activités des acteurs engagés dans la compétition pour la représentation des intérêts sociaux se précisent progressivement dans le cadre des luttes, à l'issue incertaine, pour la définition et l'imposition des pratiques de représentation légitimes dans le cadre de la III^e République. Ensuite car le mouvement *Samoobrona* est produit selon des modalités sensiblement différentes par les acteurs lui donnant forme en fonction des états de la configuration politique et des évolutions de leur position au sein du champ politique. Loin d'être purement

subversives, les pratiques qu'ils mettent en œuvre combinent systématiquement des logiques de démarcation et de conformation aux règles dominantes de la compétition politique, l'une ou l'autre de ces deux logiques étant privilégiée selon les moments.

En étudiant le mouvement *Samoobrona* sur une période de presque vingt années, nous avons ainsi pu mettre à jour la relativité du caractère illégitime d'un acteur politique. De même, nous avons pu voir que la dynamique des « succès » ou des « échecs » des organisations communément considérées comme « populistes » ou « extrémistes » sont les produits de processus de formalisation et de légitimation d'une offre de représentation visant à mobiliser un maximum de soutiens qui, s'ils prennent des formes particulières, restent du même ordre que ceux qui sont mis en œuvre par les autres participants à la lutte pour les postes de pouvoir politique.

Dans un premier temps, nous avons cherché à comprendre comment des acteurs extérieurs aux élites de l'ancien régime et de l'ancienne opposition décident de s'associer pour collaborer à la construction de nouvelles organisations visant à participer à la compétition pour la définition et la représentation des intérêts sociaux dans les premières années de la III^e République polonaise. Dans cette optique, nous avons montré qu'il convient de prêter une attention particulière à l'évolution des rapports de force au sein du champ de représentation de la paysannerie et du champ politique polonais au début de la décennie 1990. Loin d'être spontanée ou réductible à la seule ambition de ses fondateurs, la création du syndicat agricole ZZR *Samoobrona* en janvier 1992 apparaît en effet comme un sous-produit de la controverse publique sur le surendettement agricole qui se développe à partir de l'été 1991. Suite aux élections législatives d'octobre, l'abandon progressif de cette thématique par les différents acteurs l'ayant précédemment investie a constitué une opportunité pour un groupement d'agriculteurs endettés étant entré en contact dans la dynamique de la controverse. Ayant formalisé leur regroupement sous la forme d'un syndicat agricole, alors relativement peu coûteuse d'accès, ces derniers ont ensuite pu bénéficier de la fluidification tendancielle de la conjoncture politique au début de la I^{er} législature pour se faire reconnaître par les pouvoirs publics, aux côtés des responsables des syndicats agricoles « historiques », comme des représentants légitimes des intérêts des agriculteurs. De même, nous avons montré que l'objectivation par les fondateurs du ZZR *Samoobrona* d'ambitions à participer à la lutte pour les postes du pouvoir

politique, qui prend notamment la forme de leur participation à la création d'un nouveau parti politique, le *Przymierze Samoobrona*, en juin 1992, ne peut se comprendre indépendamment du contexte particulier dans lequel celle-ci prend place. L'imposition d'une définition de la situation en termes de crise politique suite au renversement du gouvernement Olszewski par la Diète influe en effet fortement sur leur décision de requalifier, partiellement du moins, leurs activités dans un sens expressément politique. Nous avons également vu que cette « entrée en politique » de responsables syndicaux gagne à être appréhendée en termes d'apprentissage. En s'investissant dans la compétition politique, ils se contraignent en effet à mettre en œuvre de nouvelles pratiques de représentation et à se conformer aux principales règles juridiques et normatives régissant la lutte pour les postes de pouvoir politique. Nous avons montré que, dans un contexte de précision et de durcissement tendanciel des règles du jeu politique, cet apprentissage apparaît particulièrement hésitant et contraint. Si, bénéficiant de la relative labilité des frontières entre champ syndical et champ politique, les représentants du mouvement *Samoobrona* parviennent à acquérir une certaine notoriété en mettant en œuvre des actions protestataires spectaculaires lors de la vague de manifestations qui se développe au tournant des années 1992 et 1993, leur déficit en ressources traditionnellement valorisées dans la compétition politique affecte leur capacité à faire reconnaître leur représentativité et, au final, les empêche d'accéder au champ de la politique institutionnelle. Nous avons vu que cet échec s'avère coûteux. Peinant à routiniser le fonctionnement de leurs organisations dans un contexte de démobilitation des manifestations protestataires, d'amélioration de la situation économique des campagnes et de bipolarisation de la compétition politique autour d'un axe opposant les anciens du mouvement Solidarité aux héritiers des forces de l'ancien régime communiste, ils sont progressivement relégués à des positions marginales au sein du champ politique mais aussi du champ du syndicalisme agricole.

Dans un second temps, afin de saisir les modalités par lesquelles des acteurs marginaux parviennent à pallier leur manque initial de ressources pour faire reconnaître leur représentativité dans l'arène des mobilisations protestataires puis dans l'arène électorale, nous avons montré qu'il convient de prêter une attention particulière aux luttes de définition de la situation qui travaillent la configuration politique. En effet, nous avons vu que la capacité improbable dont font preuve les

responsables du ZZR *Samoobrona*, et notamment son président Andrzej Lepper, à se faire reconnaître comme les principaux porte-parole des « paysans en colère » dans la dynamique de la vague de grèves paysannes de la fin des années 1990 tient autant à leurs pratiques effectives qu'aux interprétations qui en sont donné par les autres protagonistes du champ politique, qu'ils soient eux-mêmes acteurs ou commentateurs. Si elle s'accompagne de leur stigmatisation, de leur étiquetage systématique en tant qu'acteurs « radicaux », cette reconnaissance leur permet d'accumuler des ressources nouvelles, organisationnelles notamment, et d'imposer le ZZR *Samoobrona* comme un groupement avec lequel il faut compter dans le champ de représentation de la paysannerie mais aussi, plus largement, dans le champ politique central. Néanmoins, nous avons également vu que la reconversion de ces ressources accumulées dans l'arène des mobilisations protestataires dans la compétition électorale n'avait rien d'une évidence. Loin d'être réductible à une hypothétique poussée protestataire des citoyens polonais, le relatif succès électoral du mouvement *Samoobrona* à l'occasion des élections de 2001 apparaît en effet comme le résultat relativement improbable d'un processus hésitant et erratique de formalisation et de légitimation d'une offre de représentation originale élargie au delà de la seule paysannerie et conforme aux principales règles régissant la compétition électorale. Cette conformation passe notamment par la réactivation de la branche partisane du mouvement *Samoobrona*, qui est rebaptisée *Samoobrona RP* et dont les structures sont, contrairement au début des années 1990, parfaitement calquées sur celles du syndicat agricole. Par ailleurs, la capacité inattendue dont font preuve les responsables du mouvement lors des élections législatives de 2001 à faire reconnaître leur représentativité et à mobiliser en leur faveur des soutiens en nombre suffisant pour accéder à des positions de pouvoir politique doit se comprendre à l'aune des transformations de la configuration politique à la fin de la III^e législature. Se traduisant notamment par une recomposition relative de l'espace partisan et une systématisation parmi les protagonistes de la compétition électorale du recours à la thématique du besoin de renouvellement des pratiques politiques, celles-ci offrent la possibilité aux candidats figurant sur les listes *Samoobrona RP*, pour la plupart d'origine syndicale, de légitimer leur représentativité au nom même de leur absence d'expérience parlementaire antérieure.

Enfin, dans un troisième temps, nous avons montré que pour mettre à jour les processus qui conditionnent la trajectoire ambivalente du mouvement *Samoobrona*

depuis 2001, de son « ascension » jusqu'au gouvernement à son « éviction » brutale du champ de la politique institutionnelle en 2007, il convient de se pencher sur les mutations connues par son système d'action suite à l'entrée de ses représentants au Parlement et de les resituer dans le cadre des interactions qui façonnent les états successifs de la configuration politique. Une nouvelle fois, les processus qui conditionnent la profonde transformation de l'offre de représentation du mouvement *Samoobrona* au cours de la IV^e législature apparaissent particulièrement erratiques et hésitants. La conformation progressive du groupement aux principales règles du jeu de la politique institutionnelle initiée à partir de 2003 par ses dirigeants, qui prend notamment la forme d'une promotion d'individualités extérieures au syndicat dotées de propriétés perçues comme légitimes et d'une réorientation de leurs activités dans le sens d'un renoncement aux pratiques protestataires, est le produit relativement improbable de l'apprentissage du rôle d'élus qui leur incombe désormais. Si, suite aux élections législatives de 2005, dans un contexte de conflictualisation des rapports entre les deux principales formations parlementaires le PiS et la PO, revendiquant pourtant toutes deux leur filiation avec le mouvement Solidarité, cette conformation participe à la reconnaissance des représentants du mouvement *Samoobrona* comme des partenaires incontournables pour la formation d'un gouvernement majoritaire, elle ne leur permet cependant pas d'atténuer les procès en illégitimité dont ils sont l'objet et, surtout, a pour conséquence un délitement poussé des structures du *Samoobrona* RP et du ZZR *Samoobrona*. Ce dernier affecte dramatiquement la capacité de mobilisation électorale du mouvement lors des élections anticipées d'octobre 2007 consécutives au limogeage d'Andrzej Lepper en juillet. Dans un contexte de bipolarisation croissante de la compétition électorale autour de l'opposition entre le PiS et la PO, les candidats du mouvement *Samoobrona* ne parviennent guère à faire reconnaître leur représentativité et la légitimité de l'offre politique du mouvement. Incapables d'entretenir le crédit politique nécessaire à une implantation durable dans le champ de la politique institutionnelle et privés de toute base de repli en cas de disette électorale, les responsables du mouvement *Samoobrona*, désormais principalement Andrzej Lepper et une poignée de fidèles, apparaissent à nouveau aujourd'hui comme des acteurs de second rang au sein du champ politique et du champ du syndicalisme agricole.

Au final, en rupture avec les approches exceptionnalistes qui sont traditionnellement mobilisées pour rendre en compte de leur trajectoire, notre étude du mouvement *Samoobrona* plaide pour une « normalisation » de l'analyse des groupements fondant leur notoriété sur une remise en cause, partielle du moins, des règles dominantes de la compétition politique. Comprendre les processus qui établissent leurs particularités et conditionnent leur trajectoire implique en effet de les appréhender à l'aide des outils « ordinaires » de la sociologie politique, notamment ceux de la sociologie des mobilisations collectives et des partis politiques. D'autant plus que leur assignation *a priori* dans le registre de l'anormalité politique, dont témoigne notamment leur qualification récurrente en tant que populisme, peut conduire à naturaliser des préjugés qui ne correspondent pas à la réalité des phénomènes observables. Dans le cas du mouvement *Samoobrona*, notre étude nous a ainsi permis remettre en cause trois présupposés à son égard.

Tout d'abord, nous avons vu qu'il convient de relativiser l'idée d'un charisme naturel d'Andrzej Lepper qui lui permettrait de s'assurer une domination sans partage sur les organisations constitutives du mouvement *Samoobrona* et de fidéliser dans la fascination leurs membres et leurs soutiens. S'il accumule un capital réputationnel important sur son nom propre lors des manifestations paysannes du début et surtout de la fin des années 1990, nous avons montré que son attestation en tant que leader charismatique des « paysans en colère » tient alors autant aux modalités de la construction de la mobilisation par les journalistes et les acteurs dominants du champ politique qu'à la réalité de son emprise sur les participants aux actions de protestation. De même, s'il parvient à s'assurer le contrôle des principaux outils d'objectivation du mouvement *Samoobrona* et des ressources collective qu'il peut mettre à disposition de ses membres, ce n'est qu'à l'issue d'un travail progressif et hésitant de redéfinition des modalités de fonctionnement des organisations le constituant. Celui-ci ne l'a par ailleurs jamais mis à l'abri de vives contestations internes de son autorité, qui s'expriment publiquement à plusieurs reprises, notamment suite aux « échecs » électoraux du mouvement en 1993 et en 2007.

Ensuite, nous avons montré qu'il est largement erroné de considérer le mouvement *Samoobrona* comme une entreprise de promotion des valeurs des classes populaires contre celles des élites dominantes. S'ils ont cherché à se faire reconnaître comme des

représentants des intérêts de la paysannerie et plus largement, dans l'arène électorale, de l'ensemble des « perdants de la transition », les principaux responsables du mouvement n'appartiennent pas eux-mêmes aux classes populaires. Depuis la création du ZZR *Samoobrona* en 1992, les cadres dirigeants successifs de ce groupement sont en effet essentiellement des agriculteurs relativement prospères propriétaires d'exploitation de grande taille intégrées au marché. Par ailleurs, le décalage observable en 2001 entre les propriétés sociales des nouveaux élus du *Samoobrona* RP et leurs homologues à la Diète apparaît bien plus comme la conséquence de l'origine essentiellement syndicale des ressources collectives dont dispose alors le parti que d'une véritable entreprise de promotion d'un personnel politique illégitime. Quand ils en ont eu la possibilité, les responsables du mouvement *Samoobrona* se sont à l'inverse toujours efforcés de privilégier des individualités dotées de caractéristiques jugées conformes aux règles traditionnelles de sélection du personnel politique sur leurs listes de candidats pour les postes de pouvoir politique. Nous l'avons vu, c'est notamment le cas lors des élections législatives de 1993, de 2001 et de 2007, ainsi que lors des élections européennes de 2004.

Enfin, nous avons montré que le caractère subversif et « anti-démocratique » de l'offre de représentation du mouvement *Samoobrona* est à nuancer. Nous avons vu que les remises en cause virulentes de l'ordre politique par les représentants du mouvement restent dans les faits relativement rares et localisées depuis sa création. S'ils ont été très médiatisés, les appels d'Andrzej Lepper à la révolution lors des manifestations paysannes du début et de la fin des années 1990 participent davantage d'une entreprise de démarcation au sein de la compétition syndicale et politique que d'un véritable projet de renversement du régime. D'ailleurs, bien qu'ayant construit leur notoriété sur une dénonciation des équilibres politiques en vigueur depuis le changement de régime, les responsables du mouvement *Samoobrona* se sont efforcés de s'y intégrer suite à leur entrée au Parlement, modérant leurs discours et leurs pratiques afin de donner des gages de leur acceptation pleine et entière des principes démocratiques.

Sans nier les spécificités du terrain polonais, rien n'interdit de penser que notre étude du mouvement *Samoobrona* livre des enseignements pertinents pour appréhender d'autres cas, sur des terrains différents. Si l'analyse des phénomènes sociaux et

politiques à l'œuvre dans les anciennes Républiques Populaires d'Europe centrale et orientale gagne, nous l'avons montré, à être appuyée sur les schémas explicatifs « ordinaires » des sciences sociales du politique, elle peut en retour enrichir ces derniers : en permettant d'observer des processus de définition de la compétition politique « en train de se faire », elle met en lumière des facteurs de structuration dont on peut supposer, sous réserve d'inventaire, qu'ils sont à l'œuvre de manière moins manifeste - mais non moins significative - dans d'autres contextes.

SOURCES

I- La presse.

II- Les entretiens.

III- Archives.

I - La presse.

Dépouillement systématique :

Chłopska droga (1992-1994 ; 1997-2000) : hebdomadaire paysan.

Gazeta Wyborcza (1991-2010) : quotidien généraliste.

Głos Samoobrony (2004-2006) : mensuel du mouvement Samoobrona.

Polityka (1991-2010) : hebdomadaire généraliste.

Zielony Sztandar (1992-1994 ; 1997-2000) : hebdomadaire paysan (PSL).

Dépouillement ciblé :

Chłopska droga (1994-1997 ; 2000-2010) : hebdomadaire paysan.

Dziennik (2006-2009) : quotidien généraliste.

Fakt (2003-2010) : quotidien tabloïd.

Nasz Dziennik (2001-2010) : quotidien généraliste.

Newsweek Polska (2001-2010) : hebdomadaire généraliste.

Polska (2007-2009) : quotidien généraliste.

Rzeczpospolita (1992-2010) : quotidien généraliste.

Super Express (2001-2010) : quotidien tabloïd.

Trybuna (1992-2009) : quotidien généraliste.

Wprost (1998-2010) : hebdomadaire généraliste.

Życie Warszawy (1992-1993 ; 2005-2007) : quotidien généraliste.

Zielony Sztandar (1994-1997 ; 2000-2010) : hebdomadaire paysan.

II- Les entretiens.

Dans le cadre de notre recherche nous avons effectué 18 entretiens avec 13 responsables politiques différents. 10 d'entre eux sont ou ont été membres du mouvement *Samoobrona*. Si tous les entretiens ne sont pas cités directement dans la

thèse, nous les avons tous exploités et ils ont participé à la construction de notre démonstration.

Waldemar Chmielak

Président du mouvement *Samoobrona* dans le powiat de Garwolin depuis 1999. Vice-président du Conseil de voïvodie du *Samoobrona* RP et du ZZR *Samoobrona* en Mazovie depuis 2000. Président du club *Samoobrona* RP à la Diétine de Mazovie (2002-2006).

Garwolin : 23 septembre 2006 ; 13 juin 2008.

En polonais.

(4 heures au total)

Pawel Frankowski

Président du mouvement *Samoobrona* dans le powiat de Łódź depuis 2002, conseiller municipal *Samoobrona* RP de Łódź depuis 2002.

Łódź : 23 juin 2008.

En polonais.

(1 heure et demie)

Wiesław Kuc

Député européen élu sur les listes du *Samoobrona* RP (2004-2009). Tête de liste *Samoobrona* RP dans la circonscription de Lublin pour les élections européennes de 2009.

Bruxelles : 24 février 2009.

En polonais.

(2 heures)

Andrzej Lepper

Président du ZZR *Samoobrona* et du *Samoobrona* RP depuis 1992. Député *Samoobrona* RP (2001-2007), Vice-Maréchal de la Diète (d'octobre à novembre 2001 puis d'octobre 2005 à mai 2006), Vice-Premier ministre et ministre de l'Agriculture (de mai à septembre 2006 puis d'octobre 2006 à juillet 2007). Candidat aux élections présidentielles de 1995, 2000, 2005 et 2010.

Varsovie : 25 juin 2008.

En polonais.

(1 heure)

Marcin Libicki

Député élu sur les listes du WAK (1991-1993), de l'AWS (1997-2001) puis du PiS (2001-2004). Député européen du PiS (2004-2009). Quitte le PiS en 2009 et apporte son soutien à Marek Jurek lors de l'élection présidentielle de juin 2010.

Bruxelles : 24 février 2009.

En polonais.

(1 heure)

Janusz Maksymiuk

Président du KZRKiOR (1989 à 1999). Député élu sur les listes du PSL-SP (1991-1993), du SLD (1993-1997) puis du *Samoobrona* RP (2005-2007). Directeur du bureau central du parti *Samoobrona* RP depuis 2003.

Varsovie : 25 juin 2008.

En polonais.

(1 heure et demie)

Jan Masiel

Député européen élu sur les listes du *Samoobrona* RP (2004-2009). Quitte le *Samoobrona* RP en septembre 2007 pour rallier le parti PSL-*Piast*.

Bruxelles : 19 février 2009.

En français.

(1 heure et demie)

Mateusz Piskorski

Responsable du mouvement paganiste et nationaliste *Niklot* au cours des années 1990, membre du PSL de 1998 à 2000. Membre du Conseil des experts auprès d'Andrzej Lepper à partir de 2002, Président du *Samoobrona* RP à Szczecin (2003-2009) et porte-parole du parti (2007-2009). Député *Samoobrona* RP (2005-2007). Quitte le *Samoobrona* RP en 2009 pour participer à la fondation du parti *Libertas Polska* en 2009.

Varsovie : 2 mars 2005, 14 juillet 2005, 26 juillet 2005, 15 décembre 2005, 25 juin 2008.

En anglais et en polonais.

(5 heures au total)

Zdzisław Podkański

Député PSL (1993-2004), Député européen PSL (2004-2009). Ministre de la Culture et des Arts (1996-1997). Vice-Président du PSL (2004-2006). Co-fondateur et président du parti PSL-*Piast* (depuis 2006). Tête de liste *Libertas Polska* pour les élections européennes de 2009 dans la circonscription de Lublin.

Bruxelles : 25 février 2009.

En polonais.

(1 heure et demie)

Leopold Rutowicz

Député européen élu sur les listes du *Samoobrona* RP (2004-2009). N'a plus d'activité politique connue depuis la fin de son mandat.

Bruxelles : 19 février 2009.

En polonais.

(1 heure et demie)

Grzegorz Skwierczyński

Député *Samoobrona* RP (2005-2007). Membre du *prezydium* du *Samoobrona* RP et président du *ZZR Samoobrona* en Mazovie de 2008 à 2009. N'a plus d'activité politique connue depuis 2009.

Siedlce : 6 septembre 2006.

En polonais.

(1 heure)

Andrzej Wielowieyski

Représentant de Solidarité aux négociations de la Table ronde en 1989. Sénateur élu sur les listes du comité civique (1989-1991), député de l'UD puis de l'UW (1991-2001), sénateur du « *Blok Senat 2001* » (2001-2005), Député européen de l'UW (2008-2009).

Bruxelles: 19 février 2009.

En français.

(1 heure et demie)

Zenon Wiśniewski

Conseiller municipal de Płock (Mazovie) de 1998 à 2005 (de 1998 à 2002 sous l'étiquette SLD), député *Samoobrona* RP de 2005 à 2007, président du mouvement *Samoobrona* à Płock (2004-2007)

Plus d'activité politique connue depuis 2007.

Varsovie : 20 septembre 2006.

En polonais.

(1 heure)

III- Les archives.

Archives du mouvement Samoobrona.

Documents conservés sur le site internet www.samoobrona.org.pl ou diffusés au cours de la période 2005-2010 : documents de propagande (programmes, tracts, affiches), ouvrages d'Andrzej Lepper, listes de candidats, interventions publiques des porte-parole du parti et du syndicat, compte-rendus des réunions, congrès et conseils nationaux.

Fonds d'archives des partis politiques (ISP-PAN).

Documents du mouvement Samoobrona (ZZR Samoobrona, Przymierze Samoobrona et Samoobrona RP) récoltés et conservés par l'équipe d'Inka Skłodowska à l'ISP-PAN depuis 1992 : statuts, documents de propagande (programmes, tracts, affiches), courriers, compte-rendus de réunions, des congrès et conseils nationaux, documents internes, publications diverses.

Archives de la Commission électorale nationale (PKW)

Listes complètes des candidats aux élections depuis 1993 : âge, lieu de résidence, profession.

Résultats des candidats et des comités électoraux aux élections depuis 1993 (au niveau national, par circonscription et par bureau de vote) : nombre de voix, pourcentage, rang d'arrivée.

Archives conservées par le Centre d'étude des élections et des systèmes électoraux en Europe centrale et orientale de l'Université d'Essex (www.essex.ac.uk/elections) pour la période 1993-2001 et disponibles directement sur le site de la PKW (www.pkw.org.pl) pour la période 2001 à 2010.

Archives de la Diète et du Sénat.

Archives du Parlement polonais conservées depuis 1989 sur les sites internet www.sejm.gov.pl et www.senat.gov.pl : sténogrammes complets des séances de la Diète et du Sénat ainsi que de leurs différentes commissions, profil des parlementaires (âge, profession, niveau d'éducation, club parlementaire, circonscription, commission, expérience parlementaire), composition des commissions et du *prezydium* des deux chambres, composition des clubs parlementaires, textes de lois.

ANNEXES

Liste des annexes :

Annexe n°1 : Chronologie indicative.

Annexe n°2 : Carte administrative de la Pologne de 1990 à 1998 (Voïvodies).

Annexe n°3 : Carte administrative de la Pologne depuis 1998 (Voïvodies).

Annexe n°4 : Circonscriptions électorales pour les élections européennes.

Annexe n°5 : Communiqué commun annonçant la collaboration des dirigeants de partis et de syndicats paysans, 14 novembre 1991.

Annexe n°6 : Premier logo du ZZR *Samoobrona*, juillet 1992.

Annexe n°7 : Instructions pour la création de sections locales du ZZR *Samoobrona*, juillet 1992.

Annexe n°8 : Courrier d'Andrzej Lepper au Premier ministre Jan Olszewski, 20 janvier 1992.

Annexe n°9 : communiqué de la Présidence de la République et du ZZR *Samoobrona* portant sur l'arrêt de l'occupation du ministère de l'Agriculture et la création d'un Conseil aux affaires rurales et agricoles, 28 avril 1992.

Annexe n°10 : Certificat d'enregistrement du parti *Przymierze Samoobrona* par le Tribunal de Varsovie, 12 juin 1992.

Annexe n°11 : *Przymierze Samoobrona*, « Appel du Parti *Przymierze-Samoobrona* aux chômeurs, aux sans domiciles et à ceux qui sont menacés de perdre leur toit, 1992.

Annexe n°12 : Andrzej Lepper, « Nous y arriverons ensemble », 18 septembre 1998.

Annexe n°13 : Andrzej Lepper, Wilecki Tadeusz & Podrzycki Daniel, « Déclaration de collaboration », 17 janvier 2000.

Annexe n°14 : Andrzej Lepper, « courrier au président du PSL Jarosław Kalinowski », 12 juin 2000.

Annexe n°15 : *Samoobrona*, « *Samoobrona* soutient le PSL », 12 février 2001.

Annexe n°16 : *Samoobrona* RP, « Programme socio-économique de *Samoobrona* », mai 2003.

Annexe n°17 : *Samoobrona* RP, « Il suffit de demander pour savoir », novembre 2004.

Annexe n°18 : *Samoobrona* RP, « Tu en as marre ? Tu veux changer ? », 2005.

Annexe n°19: Andrzej Lepper sur un blocage routier en 1993.

Annexe n°20 : Andrzej Lepper en prison, septembre 1994.

Annexe n°21 : Andrzej Lepper au cours d'une manifestation en 1998.

Annexe n°22 : Andrzej Lepper à la tribune du IIIe congrès national du ZZR *Samoobrona* le 5 mai 1999.

Annexe n°23 : Le club parlementaire *Samoobrona* RP au début de la IV^e législature, octobre 2001.

Annexe n°24 : Couverture de l'hebdomadaire *Wprost*, « Heil Lepper », 25 mai 2002.

Annexe n°25 : Les membres du Prezydium du ZZR *Samoobrona* à la tribune du IV^e conseil national de l'organisation, 10 janvier 2004.

Annexe n°26 : Députés du club parlementaire *Samoobrona* RP se rendant à l'inauguration de la V^e législature de la Diète, 19 octobre 2005.

Annexe n°27 : Signature d'un protocole complémentaire à l'accord de coalition PiS-LPR-*Samoobrona* RP, 29 juin 2007.

Annexe n°28 : Andrzej Lepper et Leszek Miller à un meeting de campagne du *Samoobrona* RP à Łódź, 5 octobre 2007.

Annexe n°29: Andrzej Lepper en campagne pour l'élection présidentielle sur un marché à Łódź, 10 mai 2007.

Annexe n°1 : Chronologie indicative.

1991

5 octobre – 14 novembre : Manifestation autour de la thématique du surendettement agricole devant le bâtiment du Parlement à Varsovie. Création du KKSR par des participants à l'action.

27 octobre : Andrzej Lepper se présente sur une liste locale aux élections législatives. La liste réunit 1,35% des voix dans la circonscription de Koszalin et n'obtient pas d'élu.

14 novembre : Des représentants du KKSR sont conviés aux négociations avec le gouvernement (Ryszard Kozik, Marek Lech, Andrzej Lepper et Paweł Skórski).

1992

10 janvier : Enregistrement du ZZR *Samoobrona* auprès du Tribunal de Varsovie.

9 avril – 28 avril : Des militants du ZZR *Samoobrona* occupent le bâtiment du ministère de l'Agriculture.

28 avril : Accord entre la Présidence de la République et les dirigeants du ZZR *Samoobrona* portant sur l'arrêt de l'occupation du ministère de l'Agriculture et la création d'un Conseil aux affaires rurales et agricoles.

5 juin : Le gouvernement de Jan Olszewski est renversé par la Diète.

12 juin : Enregistrement du parti politique *Przymierze Samoobrona* auprès du Tribunal de Varsovie.

Début juillet : Organisation par le ZZR *Samoobrona* d'une "*Marsz gwiazdzisty*" (marche en étoile) d'agriculteurs vers la capitale. Celle-ci solde par un échec.

De juillet à décembre : Organisation régulière par le ZZR *Samoobrona* d'actions de protestation, essentiellement des barrages routiers ou des occupations de bâtiments publics.

12 août : Participation du ZZR *Samoobrona* au Comité national intersyndical de négociation et de grève (MKKNS).

1993

19 février : Défilé d'environ cent cinquante sympathisants du ZZR *Samoobrona* dans les rues de Varsovie.

3 avril : Défilé d'environ près d'un millier de sympathisants du ZZR *Samoobrona* dans les rues de Varsovie.

26 mai : Manifestation unitaire des syndicats agricoles à Varsovie (KZRKiOR, NSZZRI « S » et ZZR *Samoobrona*).

31 mai : Dissolution de la Diète par le Président de la République suite au renversement du gouvernement Suchocka par la Diète.

10 août : Enregistrement auprès de la Commission électorale nationale du comité électoral d'électeurs *Samoobrona-Leppera* pour les élections législatives anticipées du 18 septembre.

19 septembre : Le comité *Samoobrona-Leppera* réunit 383 967 voix (2,78%) aux élections législatives. Il n'obtient pas d'élus.

26 octobre : Investiture du gouvernement de coalition SLD-PSL de Waldemar Pawlak (PSL).

1994

9 janvier : Création du parti *Front Narodowy « Samoobrona »* par l'ancien vice-président du mouvement *Samoobrona* Janusz Bryczkowski.

13 août : Interpellation et incarcération pour six semaines d'Andrzej Lepper.

10 septembre : Organisation de deux congrès concurrents se réclamant du mouvement *Samoobrona* à Varsovie. L'un est initié par Janusz Bryczkowski et ses proches et l'autre par les dirigeants du mouvement *Samoobrona* restés fidèles à Andrzej Lepper. Le coup de force de Bryczkowski échoue.

1995

7 mars : Investiture du gouvernement de coalition SLD-UP de Józef Oleksy (SLD)

2 octobre : Andrzej Lepper parvient à faire valider sa candidature à l'élection présidentielle de novembre quelques heures avant la clôture du délai légal.

5 novembre : Andrzej Lepper réunit 235 797 voix (1,32%) au premier tour de l'élection présidentielle.

19 novembre : Aleksander Kwaśniewski (SLD) est élu Président de la République en battant au second tour le sortant Lech Wałęsa.

1996

7 février : Włodzimierz Cimoszewicz (SLD) remplace Józef Oleksy (SLD) à la tête du gouvernement.

1997

21 septembre : Le *Przymierze Samoobrona* réunit 10 073 voix (0,08%) aux élections législatives. Il n'obtient pas d'élus.

31 octobre : Investiture du gouvernement de coalition AWS-UW de Jerzy Buzek (AWS).

1998

21 mai : Communiqué commun des présidents du KZRKiOR, du NSZZRI « S » et du ZZR *Samoobrona* appelant le Premier ministre à s'investir personnellement dans le dossier agricole.

24 juin : Signature d'un « accord de collaboration des présidents des syndicats agricoles » entre les présidents du KZRKiOR, du NSZZRI « S » et du ZZR *Samoobrona*.

10 juillet : Manifestation unitaire des organisations agricoles dans les rues de Varsovie (entre 10 000 et 18 000 manifestants selon les sources).

De juillet à décembre : Organisation par l'intersyndicale agricole de nombreuses actions de protestation.

13 août : signature d'un accord de collaboration entre le président du ZZR *Samoobrona* et le président du syndicat ouvrier *Sierpień 80'*.

18 septembre : Officialisation de la présence de candidats issus du ZZR *Samoobrona* sur les listes du comité *Przymierze Społeczne* initié par le PSL pour les élections locales du 11 octobre.

11 octobre : une poignée de responsables du ZZR *Samoobrona*, dont Andrzej Lepper à la Diétine de Poméranie Occidentale, obtiennent des mandats d'élus locaux sur les listes du *Przymierze Społeczne*.

22 décembre : participation du ZZR *Samoobrona* au « Comité de coordination intersyndicale pour un changement de la politique économique et sociale du gouvernement » initié par l'OPZZ.

1999

22-24 janvier : Blocage du poste-frontière de Świecko (frontière polono-allemande) par des manifestants du KZRKiOR, du NSZZRI « S » et du ZZR *Samoobrona*.

22 janvier au 4 février : Plus d'une centaine de barrages sont organisés par des manifestants agricoles bloquant les principaux axes routiers du pays.

3-8 février : Négociations entre des représentants du gouvernement et des trois principaux agricoles (KZRKiOR, du NSZZRI « S » et du ZZR *Samoobrona*).

8 février : Le président du ZZR *Samoobrona* Andrzej Lepper dénonce l'accord ratifié à l'issue des négociations.

17 mars : Organisation d'une manifestation par le ZZR *Samoobrona* dans les rues de Varsovie (environ 10 000 participants).

5 mai : III^e congrès national du ZZR *Samoobrona* au Palais de la Culture et de la Science de Varsovie.

21 juillet : Publication par Andrzej Lepper d'un appel à la formation d'un *Blok Ludowo-Narodowy Samoobrona* unissant tous les opposants à la politique gouvernementale.

2000

17 janvier : Congrès fondateur du *Blok Ludowo-Narodowy* unissant le ZZR *Samoobrona*, le *Sierpień 80'* et le général Tadeusz Wilecki.

20 mars : Officialisation par Andrzej Lepper de sa candidature à l'élection présidentielle de l'automne au nom du ZZR *Samoobrona* et non du *Blok Ludowo-Narodowy*.

27 mai : Convention électorale du ZZR *Samoobrona*.

3 juillet : Enregistrement du comité électoral d'Andrzej Lepper pour l'élection présidentielle auprès de la Commission électorale nationale.

8 octobre : Au premier tour de l'élection présidentielle, Andrzej Lepper réunit 537 570 voix (3,05%). Aleksander Kwaśniewski est réélu Président de la République avec 53,9% des voix.

2001

4 mars : Un conseil national du parti *Przymierze Samoobrona*, rebaptisé *Samoobrona RP*, est organisé à Varsovie. Un *prezydium* calqué sur celui du ZZR *Samoobrona* est mis en place pour la première fois depuis 1997.

23 septembre : Les listes du *Samoobrona RP* réunissent 1 327 624 voix (10,2%) aux élections législatives et obtiennent 53 députés et 2 sénateurs.

19 octobre : Andrzej Lepper est élu vice-Maréchal de la Diète.

26 octobre : Le gouvernement de coalition SLD-PSL de Leszek Miller (SLD) est investi par la Diète.

29 novembre : Andrzej Lepper est destitué de son poste de vice-Maréchal de la Diète.

2002

7 avril : III^e congrès national du *Samoobrona RP* au Palais de la Culture et de la Science de Varsovie

15 mai : Occupation du ministère de l'Agriculture par quatre cent militants du ZZR *Samoobrona*, dont Andrzej Lepper et plusieurs députés.

6 juin : Déversement de cargaisons de blé importé à la gare de Żerań à Varsovie par plusieurs députés du *Samoobrona* RP, dont Andrzej Lepper.

27 octobre : Elections locales. Le *Samoobrona* RP se classe en troisième position au niveau national et obtient des centaines d'élus dans toutes les voïvodies.

27 novembre : Janusz Mojzesowicz, le vice-président du ZZR *Samoobrona* et du club parlementaire *Samoobrona* RP, par ailleurs président de la commission de l'Agriculture à la Diète, démissionne du parti.

2003

24 mai : IVe congrès national du *Samoobrona* RP au Palais de la Culture et de la Science de Varsovie

7-8 juin 2003 : referendum de ratification de l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne.

2004

1^{er} mai : Adhésion de la Pologne à l'Union européenne.

2 mai : Marek Belka (SLD) succède à Leszek Miller (SLD) au poste de Premier ministre.

13 juin : Elections européennes. Les listes *Samoobrona* RP réunissent 656 782 voix (10,78%) et obtiennent six députés européens.

2005

25 septembre : Les listes du *Samoobrona* RP réunissent 1 347 355 voix (11,41%) aux élections législatives et obtiennent 56 députés et 3 sénateurs.

9 octobre : Andrzej Lepper se classe en troisième position avec 2 259 094 voix (15,11%) au premier tour de l'élection présidentielle.

23 octobre : Lech Kaczyński (PiS) est élu Président de la République.

26 octobre : Andrzej Lepper est élu vice-Maréchal de la Diète.

10 novembre : Le gouvernement minoritaire de Kazimierz Marcinkiewicz (PiS) obtient la confiance de la Diète.

2006

2 février : Signature du « Pacte de stabilisation » entre Jarosław Kaczyński (PiS), Andrzej Lepper (*Samoobrona* RP) et Roman Giertych (LPR).

5 mai : Entrée en fonction du gouvernement de coalition PiS-LPR-*Samoobrona* RP. Andrzej Lepper est nommé ministre de l'Agriculture et vice-Premier ministre.

14 juillet : Jarosław Kaczyński (PiS) est nommé Premier ministre en remplacement de Kazimierz Marcinkiewicz (PiS)

21 septembre : Andrzej Lepper est destitué de son poste de ministre de l'Agriculture ce qui provoque la rupture *de facto* de la coalition gouvernementale.

16 octobre : la coalition PiS-LPR-*Samoobrona* RP est reformée. Andrzej Lepper retrouve le ministère de l'Agriculture.

4 décembre : Publication de l'article « *Praca za seks w Samoobronie* » (« Du travail contre du sexe à *Samoobrona* ») par le quotidien *Gazeta Wyborcza*.

2007

9 juillet : Andrzej Lepper est à nouveau destitué de son poste de ministre de l'Agriculture.

21 octobre : Les listes du *Samoobrona* RP réunissent 247 335 voix (1,53%) aux élections législatives anticipées. Le parti n'obtient pas le moindre élu au Parlement.

16 novembre : Entrée en fonction du gouvernement de coalition PO-PSL dirigé par Donald Tusk (PO).

2008

22 juin : Lors d'une élection sénatoriale partielle dans la circonscription de Krosno, Andrzej Lepper arrive en quatrième position avec 3 435 voix (4,02%). Il n'est pas élu.

2009

7 juin : Le comité électoral du *Samoobrona* RP obtient 107 185 voix (1,46%) aux élections européennes. Le parti n'obtient pas d'élus au Parlement européen.

2010

10 avril : Catastrophe aérienne de Smoleńsk. Le Président de la République Lech Kaczyński et plusieurs hauts responsables militaires, administratifs et politiques de tous bords trouvent la mort

20 juin : Andrzej Lepper obtient 214 657 voix (1,28%) au premier tour de l'élection présidentielle.

4 juillet : Bronisław Komorowski (PO) est élu Président de la République.

Annexe n°2 : Carte administrative de la Pologne de 1990 à 1998.



Annexe n°3 : Carte administrative de la Pologne (depuis 1998).



Annexe n°4 : Circonscriptions électorales pour les élections européennes.



Annexe n°5 : Communiqué commun annonçant la collaboration des dirigeants de partis et de syndicats paysans, 14 novembre 1991.

Sources : Fonds d'archives des partis politiques (ISP-PAN).

O S W I A D C Z E N I E

My niżej podpisani przywódcy partii i związków chłopskich, rozumiejąc tragiczną sytuację polskiego rolnictwa i przez to Polski, z dniem dzisiejszym podejmujemy wspólnie działanie w celu rozwiązania tego problemu.

- 1. Roman Bartoszcze Ojcowizna
- ✓ 2. Henryk Bąk PSL Mikołajczykowski
- ✓ 3. Piotr Baumgart "R O L A "
- ✓ 4. Jan Bury Z M W
- ✓ 5. Gabriel Janowski NSZZ RI "S"
- ✓ 6. Andrzej Lepper Kraj. Kom. Sam. Roln.
- ✓ 7. Waldemar Pawlak P S L
- ✓ 9. Janusz Maksymiuk KZRKIOR
- 10. Józef Sliwa PSL Solidarność
- 11.
- 12.

Ogólnopolski Autonomiczny
Komitet Protestacyjny
Rolników Zadłużonych

- Zbigniew Obrocki

Warszawa dn. 14 listopad 1991

Archiwum Partii Politycznej

nr inw.

Annexe n°6 : Premier logo du ZZR *Samoobrona*, juillet 1992.
Sources : Fonds d'archives des partis politiques (ISP-PAN).

ZWIĄZEK ZAWODOWY ROLNICTWA

„SAMOOBRONA”



Annexe n°7 : Instructions pour la création de sections locales du ZZR *Samobrona*, juillet 1992.

Sources : Fonds d'archives des partis politiques (ISP-PAN).

INSTRUKCJA

Założenia Związku Zawodowego Rolnictwa SAMOBRONA

KOŁO PODSTAWOWE

Aby założyć podstawowe koło wystarczy 5 osób z jednej wsi, względnie kilku sołectw, lub kilku wsi sąsiadujących. W zebraniu założycielskim mogą uczestniczyć i wchodzić w skład koła: rolnicy, członkowie rodzin, którzy ukończyli 18 lat, emeryci, renciści, lub świadczący usługi na rzecz rolnictwa, jak i pracownicy przetwórstwa rolno-spożywczego oraz infrastruktury rolniczej (w otoczeniu rolnictwa).

WARUNKIEM JEST AKCEPTOWANIE POSTANOWIEN STATUTU

Na zebraniu należy sporządzić listę obecności (imię, nazwisko, miejscowość, podpis). Dokumenty wykonuje się w dwóch jednobrzmiących egzemplarzach, kopię przesłać do Centrali Związku:
Warszawa ul. Nowy Świat 18/20. Dotyczy to również protokołu zebrania założycielskiego.

REJON

Rejon można utworzyć z trzech kół podstawowych. Koła mogą znajdować się w różnych sąsiednich województwach. Związek opracowuje geografie regionów – prosimy w tej sprawie kontaktować się z Centralą.

Biuro Związku ZZR „Samobrona” 00-920 Warszawa ul. Nowy Świat 18/20

**Annexe n°8 : Courrier d'Andrzej Lepper au Premier ministre
Jan Olszewski, 20 janvier 1992.
Sources : Fonds d'archives des partis politiques (ISP-PAN).**

Warszawa, 20.01.1992 r.

**Pan Premier Rządu Rzeczypospolitej
Polskiej Jan Olszewski**

List otwarty

Szanowny Panie Premierze, sytuacja polskiego rolnictwa i jego pracowników z dnia na dzień, z godziny na godzinę, staje się dramatyczniejsza. Brak kłapownych unormowań prawnych, liczne luki prawne powodują totalne zagubienie wsi polskiej, w żaden sposób nie zwiastując poprawy naszego położenia.

Powstanie naszego związku, jak sugeruje nazwa, było swoistą formą samoobrony rolnictwa przed unicestwieniem poprzez chybotliwe i celowo błędne postanowienia rządu, central związkowych, pomniejszych decydentów lokalnych.

Szczególnie polska wieś i przemysł rolno-spożywczy oczekuje na pierwsze przejawy logicznej polityki gospodarczej, a w jej ramach klarownej i przemysłowej polityki rolnej. Dodatkowym obciążeniem dla sprawy rolniczej jest familijny układ w Ministerstwie Rolnictwa i Gospodarki

Żywnościowej, gdzie Pan Minister ma swój związek, bardziej ministerialny niż zawodowy.

Polska wieś odbiera bardzo negatywnie istnienie centrali (i tylko centrali) KZRKIOR o bliżej nieokreślonej osobowości prawnej, lecz decydującej o sprawach finansowych rolnictwa. W ten sposób nierozwiązanym nadal problemem jest kredytowanie rolnictwa, pogłębiając jednocześnie kryzys finansowy polskiej wsi. Związek nasz mając jako jedyny rozeznanie w sytuacji rolnictwa ostrzega, iż rolnicy w dalszej mierze nie zdołają wykonać podstawowych prac wiosennych na polach. Tak więc obecny kryzys doprowadzi w najbliższej przyszłości do dramatycznych braków polskiej żywności na polskim rynku.

Wies polska to nie tylko rolnictwo.

Każda błędna decyzja dotycząca kultury, oświaty i służby zdro-

wia czy wreszcie gospodarki najbardziej godzi w wieś i małe miasteczka.

Jeżeli wprowadzono tzw. program oszczędnościowy w oświacie, najbardziej odczuły to szkoły wiejskie, gdzie i bez tego często poziom nauczania był bardzo niski, a placówki były niedoinwestowane.

Błędnym zerem są możliwości rozwoju intelektualnego młodzieży i dzieci wiejskich po kolejnych oszczędnościach w kulturze polskiej.

Straciła wyraźnie waga sieć służby zdrowia, już dziś nie obejmująca bardzo wielu wsi.

W tej sytuacji zmuszeni jesteśmy żądać, by polską wieś władze centralne i wojewódzkie postrzegały jako integralny kompleks spraw i problemów polskiej rzeczywistości.

Spodziewamy się pisemnych deklaracji Pana Premiera w sprawie sytuacji i perspektyw polskiej wsi.

Z wyrazami szacunku
Za Prezydium Rady Krajowej
ZZR „Samobrona”

Andrzej Lepper

Bez odpowiedzi do dnia 20.01.1992 r.

Annexe n°9 : communiqué de la Présidence de la République et du ZZR *Samoobrona* portant sur l'arrêt de l'occupation du ministère de l'Agriculture et la création d'un Conseil aux affaires rurales et agricoles, 28 avril 1992.

Sources : Fonds d'archives des partis politiques (ISP-PAN).

Warszawa, 28 kwietnia 1992r.

Archiwum Partii Politycznych

KOMUNIKAT

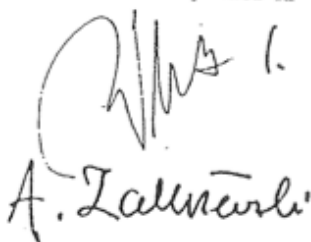
nr inw.

Po rozmowach przedstawicieli Związku Zawodowego Rolnictwa "Samoobrona" w Urzędzie Prezydenta RP uznając argumenty Prezydenta dotyczące sytuacji kraju, w tym także kryzysu politycznego, którego wyrazem jest m.in. przedłużająca się, nie bez winy Ministerstwa Rolnictwa, akcja "Samoobrony" postanowiono z dniem dzisiejszym o godz. 17⁰⁰ zakończyć protest w siedzibie tego resortu.

Urząd Prezydenta powoła Radę do spraw Wsi i Rolnictwa, do której zaproszeni zostaną m.in. przedstawiciele Parlamentu oraz Związku Zawodowego Rolnictwa "Samoobrona". Przewidywany jest też udział ekspertów z różnych ośrodków naukowych.

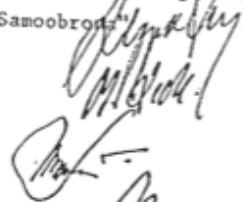
Zadaniem Rady będzie rozwiązywanie problemów nurtujących rolnictwo, ze szczególnym uwzględnieniem w pierwszej kolejności kredytowania i oddłużenia rolnictwa.

Za Urząd Prezydenta RP


A. Zakusowski

1. Mieczysław Wadkowski.
2. Andrzej Zakusowski.

Za Prezydium
Związku Zawodowego Rolnictwa
"Samoobrona"



1. Pan. Audrey Lepper
2. Pan. Marek Lech
3. Pan. Jęży Andrzej
4. Pan. Ryszard Kozik.

Annexe n°10 : Certificat d'enregistrement du parti *Przymierze Samoobrona* par le Tribunal de Varsovie, 12 juin 1992.

Sources : Fonds d'archives des partis politiques (ISP-PAN).

Nr ewidencji, 14 / 92 Warszawa 12.06.1992 r.

P o ś w i a d c z e n i e

zgłoszenia do ewidencji partii politycznych

Sąd Wojewódzki w Warszawie poświadcza, że dnia 12.06.1992 r. zgłoszona została do ewidencji partii politycznych-partia.. "Przymierze Samoobrona".....
Warszawa, pl. Wolny Świat, 13/20.....

używająca symbolu nie posiada

Sędzia



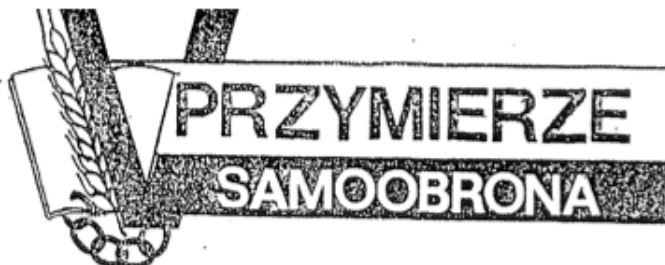
Archiwum Partii Politycznych

nr inw.

Annexe n°11 : *Przymierze Samoobrona*, « Appel du Parti *Przymierze-Samoobrona* aux chômeurs, aux sans domiciles et à ceux qui sont menacés de perdre leur toit, 1992. (document de propagande).

Sources : Fonds d'archives des partis politiques (ISP-PAN).

18.



WARSZAWA ul. Nowy Świat 18/20 ul. Jana Pawła II 11/517 tel. 202821 w. 286 tel/fax 24008

APPEL PARTII PRZYMIERZE - SAMOBRONA

do bezrobotnych, bezdomnych, zagrożonych utratą dachu nad głową

Partia Przymierze Samoobrona zwraca się do milionów bezrobotnych, do ludzi, którym grozi utrata dachu nad głową, do młodych rodzin, którym zagrodzono drogę do uzyskania własnego mieszkania, do bezdomnych - aby powoływali koła i komitety Samoobrony dla podejmowania działań i akcji w obronie swoich praw i interesów. Szczególnie groźna sytuacja rozwija się w obszarze bezrobocia. Miliony ludzi pozbawionych pracy nie ma perspektyw na utrzymanie swych rodzin i przeżycie. Setki tysięcy bezrobotnych pozbawione zostały nawet skromnego zasiłku. Po odebraniu możliwości pracy chce się odebrać obecnie ludziom mieszkania. Grożą masowe eksmisje za nieopłacone z braku środków czynsze. Trzeba zdawać sobie sprawę, że po odebraniu pracy i dachu nad głową odebrać można ludziom już tylko życie. Kto to wszystko przeprowadza, na czyje polecenie i dlaczego? Nie pozwólmy na to aby ogłupiając nas systematycznie i oszukując doprowadzono nas do zagiędy. Bezrobotni niech w porozumieniu z terenowymi oddziałami Partii Przymierza Samoobrona i Komitetu Obrony Bezrobotnych tworzą odpowiednie ogniska oraz Koła Samoobrony bezrobotnych. Bezdomni i zagrożeni utratą mieszkań niech na osiedlach i w zakładach pracy w miastach i na wsi, w porozumieniu z odpowiednimi organizacjami tworzą podobne grupy zorganizowanej samoobrony. Póki nie jest za późno brońmy egzystencji i życia nas i naszych rodzin.

Archiwum Partii Politycznych

nr inw. 1992

PRZEWODNICZĄCY

Andrzej Lepper

Annexe n°12 : Andrzej Lepper, « Nous y arriverons ensemble », 18 septembre 1998 (communiqué d'Andrzej Lepper officialisant la participation du ZZR *Samoobrona* au comité *Przymierze Społeczne* initié par le PSL pour les élections locales du 11 octobre 1998).

Sources : Fonds d'archives des partis politiques (ISP-PAN).

Warszawa, 18 września 98 r.

Oświadczenie

Razem damy radę,

tak brzmi hasło wyborcze "Przymierza Społecznego" i najlepiej odnosi się ono do sytuacji ekonomicznej wsi. Po wielu latach rozbicia działalności związkowej i politycznej nadszedł czas jednoczenia się wsi. Początek temu procesowi dało podpisanie 24 czerwca br. porozumienia trzech największych central rolniczych związków, a następnie 25 czerwca br. porozumienia 17 organizacji i zrzeszeń powołujących Komisję Koordynującą Działalność tychże organizacji rolniczych. Jedność ta przynosi już konkretne owoce.

Wybory samorządowe są doskonałą okazją zmanifestowania jedności wsi. Dlatego też "Samoobrona" podjęła decyzję o kandydowaniu z list "Przymierza Społecznego" i udzielenia poparcia kandydatom "Przymierza" w całym kraju.

Andrzej Lepper
przewodniczący ZZR „Samoobrona”

Annexe n°13 : Andrzej Lepper, Wilecki Tadeusz & Podrzycki Daniel, « Déclaration de collaboration », 17 janvier 2000. (Communiqué officialisant la création du *Blok Ludowo-Narodowy*).

Sources : Fonds d'archives des partis politiques (ISP-PAN).

nr inw.

DEKLARACJA WSPÓŁPRACY

Uczestnicy forum na rzecz powołania Bloku Ludowo Narodowego uznają konieczność wspólnych działań w obronie interesów Państwa i Narodu Polskiego, niepodległości, a także suwerenności polskiej gospodarki. Wypzedaż majątku narodowego, upadek kolejnych branż przemysłu, ubożenie społeczeństwa, jego materialna i moralna degradacja, zmusza nas do jednoczenia swoich wysiłków. Polska stała się przedmiotem bezwzględnej ekspansji ponadnarodowych koncernów i obcych interesów. Stajemy się rezerwuarem taniej siły roboczej i rynkiem zbytu stanowiącym podstawę gospodarczej prosperity najbogatszych krajów świata.

Kolejne rządy bezkrytycznie realizują politykę dostosowawczą narzucaną nam przez międzynarodowe instytucje polityczne i finansowe. Wypełniając ich żądania zapominają o naszych narodowych interesach i tożsamości. Wmawia się społeczeństwu, że nie ma żadnej alternatywy wobec bezkrytycznie realizujących taką politykę elit władzy. Wprowadzone przez rząd Jerzego Buzka reformy okazały się być „grobem” nadziei Narodu Polskiego.

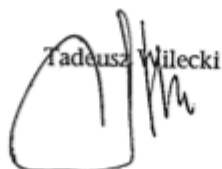
Niszczony jest polskie rolnictwo. Zagrożona jest przez to samowystarczalność żywnościowa kraju. Niszczony jest system bezpieczeństwa wewnętrznego. Konsekwentnie niszczone jest również system obronny Rzeczypospolitej, w tym siły zbrojne, przemysł zbrojeniowy i struktury pozamilitarne. Likwidowany jest potencjał produkcyjny polskiego przemysłu. Raz na zawsze odbiera się nam Polakom, prawo do własności majątku narodowego. Brak własności, brak możliwości realizowania suwerennej polityki gospodarczej, oznacza utratę zdolności do kształtowania stosunków społecznych, rynku pracy i kondycji ekonomicznej społeczeństwa. W konsekwencji prowadzi to do utraty niepodległego bytu Państwa i Narodu Polskiego. Stoimy w obliczu zdrady interesów narodowych. Nie możemy przyglądać się temu bezczynnie.

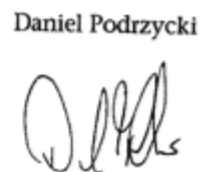
Zagrożenia te wymagają natychmiastowego, skutecznego przeciwdziałania. W tym celu konieczna jest współpraca wszystkich patriotycznie myślących Polaków. Koniecznym jest zjednoczenie wysiłków i działań na rzecz realizowania polskiej racji stanu i żywotnych, podstawowych interesów Narodu Polskiego.

Świadomi tego apelujemy do wszystkich patriotycznych środowisk o wsparcie, współpracę i włączenie się w tworzenie nowej platformy społeczno - politycznej, która celowi temu będzie służyć. Nie mamy już na co czekać. Deklaracja współpracy dziś przez nas podpisana kierunek ten inicjuje.

Warszawa 17 stycznia 2000

Andrzej Lepper


Tadeusz Wilecki


Daniel Podrzycki


Annexe n°14 : Andrzej Lepper, « courrier au président du PSL Jarosław Kalinowski », 12 juin 2000. (Proposition de formation d'une alliance électorale entre le *Samobrona* RP et le PSL pour les élections présidentielle et parlementaire).

Sources : Fonds d'archives des partis politiques (ISP-PAN).



SAMOBRONA RZECZPOSPOLITEJ POLSKIEJ

ul. Murszałkowska 84/92 lok. 121
00-514 Warszawa
tel./fax: (0-22) 629-32-90, 629-21-90
www.samoobrona.pl

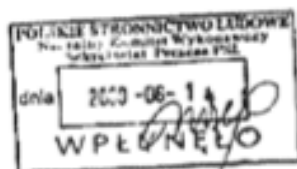
Warszawa dnia 12.06.2000 r.

Pan Jarosław Kalinowski

Prezes

POLSKIEGO STRONNICTWA LUDOWEGO

00-131 Warszawa
ul. Grzybowska 4



W związku z wyborem Pana przez Konwencję wyborczą Polskiego Stronnictwa Ludowego na kandydata w wyborach na funkcję Prezydenta Rzeczypospolitej byłoby celowym nasze spotkanie dla omówienia płaszczyzny współpracy podczas kampanii wyborczej, która daje możliwość politykom chłopskim zaprezentowania stanowiska w wielu sprawach dla Polski najważniejszych i dlatego wskazane jest, aby jak najwięcej problemów miało zgodną prezentację.

Szczególnie potrzebnym jest uzgodnienie najważniejszych elementów polityki rolnej w tym stanowisko w odniesieniu do integracji z Unią Europejską. Pilnym problemem do rozwiązania, który może rzutować na możliwość oddziaływania na wyborców jest łagodzenie skutków tegorocznej suszy.

Należy spodziewać się, że inni kandydaci zabiegają o głosy naszych podstawowych elektoratów będą chcieli winą za obecny stan gospodarki w tym rolnictwa, obarczyć także przywódców chłopskich. Wystąpienie Unii Wolności z koalicji jest ruchem mającym na celu uniknięcie odpowiedzialności politycznej za gospodarkę i zajęcie jak najlepszego miejsca przed nowymi wyborami do Sejmu i Senatu. W tej sytuacji należy przemyśleć nasze zachowanie i wsparcie dla AWS, aby nie doprowadzić do totalnego pogromu w najbliższych wyborach parlamentarnych przez SLD w koalicji z UW a w wyborach na Prezydenta RP nie dawać Aleksandrowi Kwaśniewskiemu zwycięstwa już w pierwszej turze.

Stworzenie realnej przeciwagi programowej dla SLD i UW wymaga bardzo dużej mobilizacji zaplecza intelektualnego związanego z ruchem ludowym a także wykorzystanie możliwości propagandowych, jakie daje kampania wyborcza w wyborach na Prezydenta RP.

Oczekuję na szybkie podjęcie tematu z ludowym bodźcem (wiedziem)

Andrzej Lepper

Annexe n°15 : *Samoobrona*, « *Samoobrona* soutient le PSL », 12 février 2001.
(Lettre ouverte publiée au nom du mouvement *Samoobrona* critiquant Andrzej Lepper et appelant à son ralliement au PSL).

Sources : Fonds d'archives des partis politiques (ISP-PAN).



SAMOOBRONA

ul. Marszałkowska 84/82 lok. 121, 00-514 Warszawa
tel/fax: (0 22) 629-31-90

ul. Sienkiewicza 106 Ip., 50-348 Wrocław
tel/fax: (0 71) 372-14-12, (0 601) 78-16-11
www.samoobrona.pl

12 lutego 2001 r.

SAMOOBRONA POPIERA PSL

Zbliżające się wybory parlamentarne i samorządowe spowodowały przewartościowanie stosunku "SAMOOBRONY" do Polskiego Stronnictwa Ludowego.

"SAMOOBRONIE" brak tego co posiada PSL, to znaczy sprawnego aparatu, tzw. "maszynki wyborczej", gdy tymczasem nadzieją jaką darzy społeczeństwo ruch "SAMOOBRONY" jest znacznie większa niż by to wynikało z jakichkolwiek badań i prognoz wyborczych.

Konsekwentne działanie prezesa PSL Jarosława Kalinowskiego, który jak mało kto rozumie przyczyny zapaści gospodarczej Polski wynikające z niewłaściwej roli banków, a w szczególności Narodowego Banku Polskiego, wzbudzają szczerą sympatię Narodu Polskiego. Przywódca ruchu chłopskiego jako jeden z nielicznych wykształconych ludzi widzi ratunek dla polskiej gospodarki w bardzo znacznym obniżeniu stóp procentowych NBP. Bank ten nie może stać ponad Narodem i Parlamentem, lecz musi stymulować rozwój polskiej gospodarki.

Prywatne, nierealne plany Przewodniczącego "SAMOOBRONY" Andrzeja Leppera, z całym szacunkiem dla jego zasług, nie mogą stać w sprzeczności z polską racją stanu, którą obecnie identyfikować można z Prezesem PSL-u.

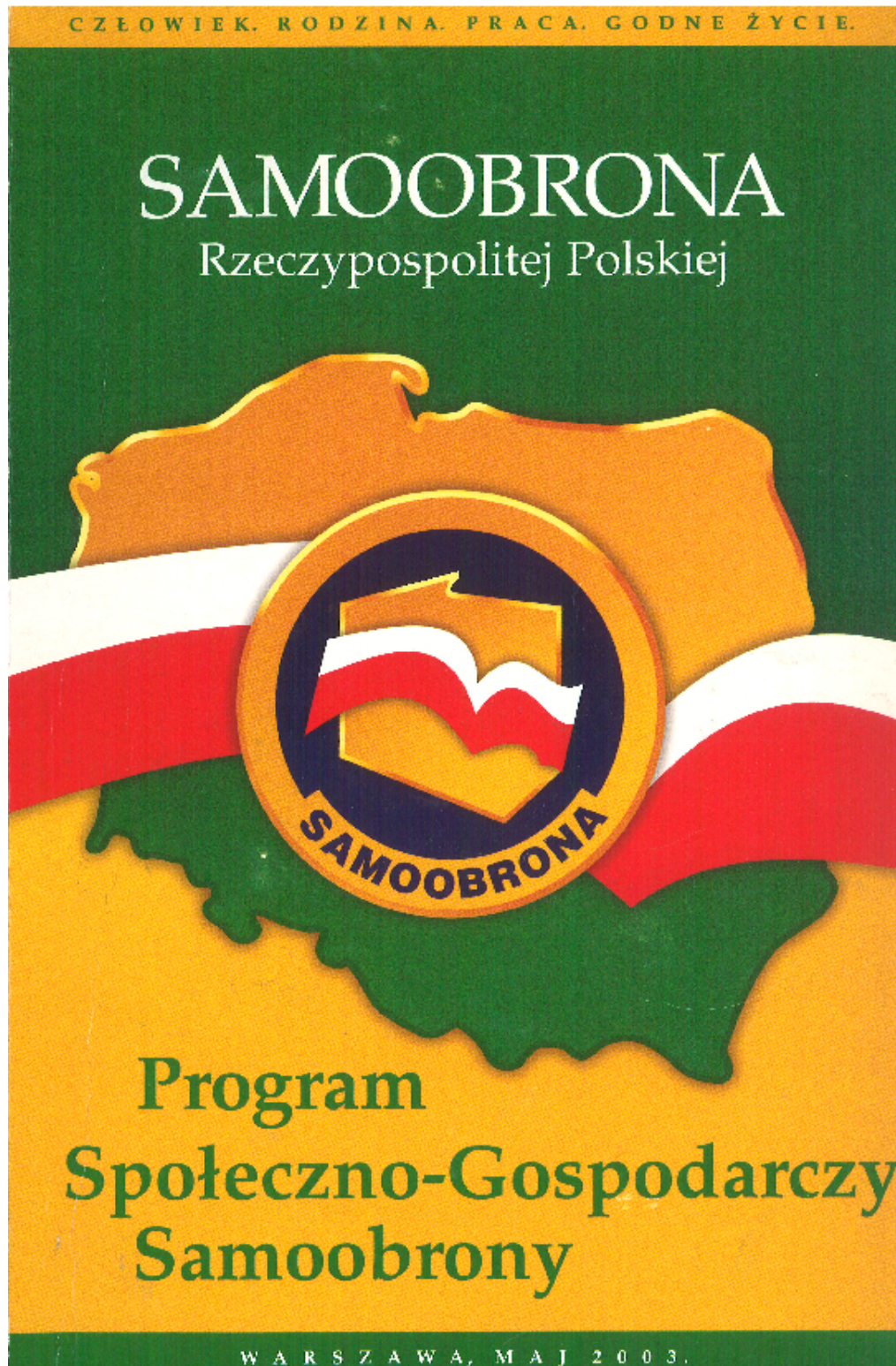
Jarosław Kalinowski pełnił w przeszłości odpowiedzialne funkcje w Państwie, pewne błędy popełnił lecz konsekwencja z jaką walczy na arenie parlamentarnej i politycznej daje nam obecnie maksimum pewności, że będzie mógł odegrać pozytywną rolę w ratowaniu Państwa Polskiego.

Przykład zwycięskich dla PSL-u wyborów uzupełniających do Senatu w byłym województwie chełmskim potwierdza słuszność tego rozumowania i nakłada na "SAMOOBRONĘ" moralny obowiązek popierania działań tej partii chłopskiej, a nie szukanie własnych, prywatnych korzyści wynikających z przerostu ambicji ludzi niewykształconych.

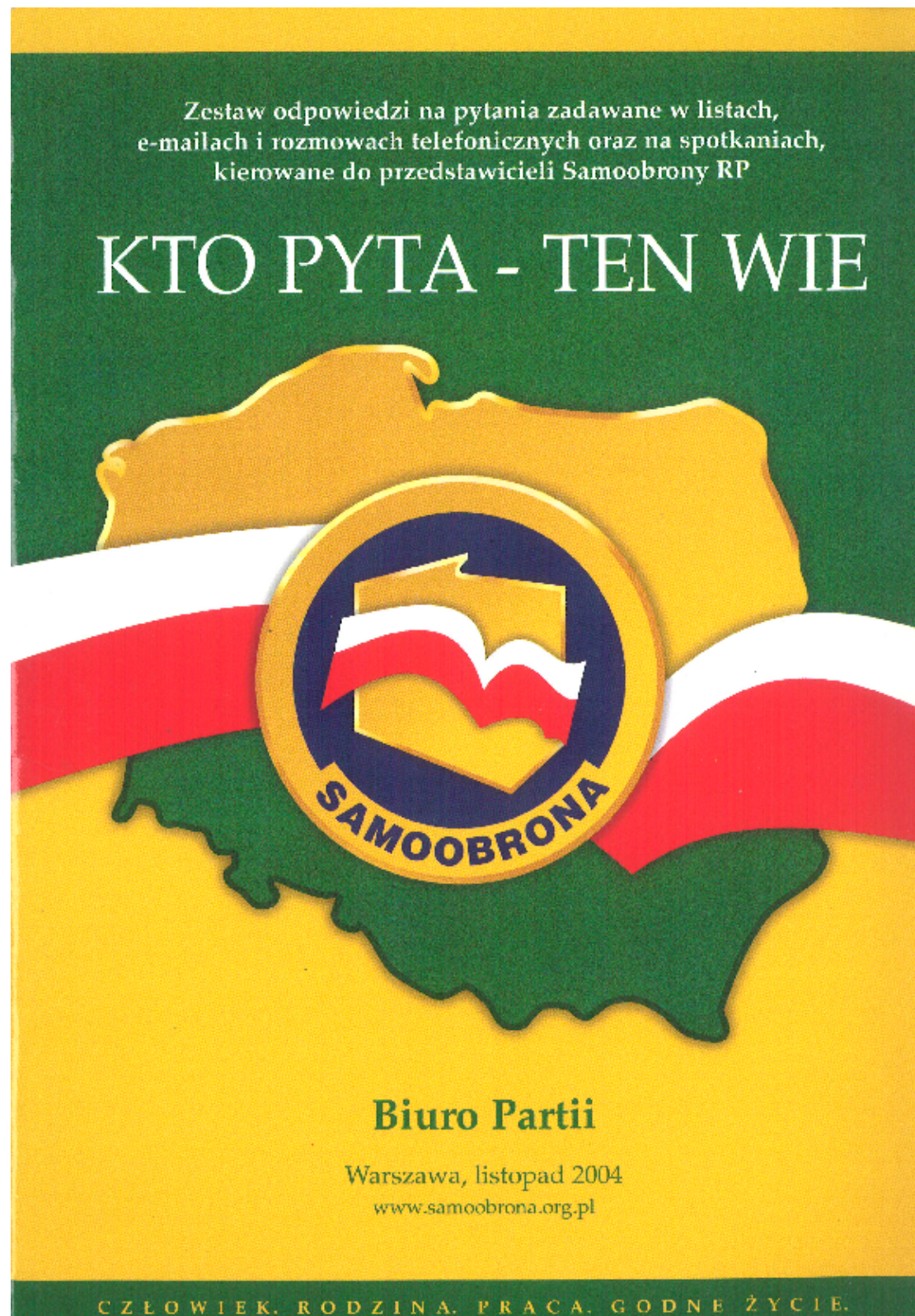
SAMOOBRONA mówi dość prywatnie liderów chłopskich, koniec dla piramidy finansowej "warszawki SAMOOBRONY". Łączmy się z silnym, uczciwym i mądrym oraz popierajmy ich dla dobra naszej Polski.

SAMOOBRONA

Annexe n°16: *Samoobrona* RP, « Programme socio-économique de *Samoobrona* », mai 2003. (Couverture du programme socio-économique du mouvement *Samoobrona*). Sources : Recueilli personnellement.




Annexe n°17 : *Samoobrona* RP, « Il suffit de demander pour savoir », novembre 2004. (Couverture d'un document de propagande présentant les principales mesures du programme socio-économique du mouvement *Samoobrona*).
Sources : Recueilli personnellement.




Annexe n°18 : *Samoobrona RP*, « Tu en as marre ? Tu veux changer ? », 2005 (Document de propagande électorale pour les élections présidentielle et parlementaire de 2005 promouvant le programme socio-économique et le projet de Constitution du mouvement *Samoobrona*).

Sources : Recueilli personnellement.

CZŁOWIEK RODZINA  PRACA GODNE ŻYCIE

Masz dość
*afer gospodarczych, układów, złodziejstwa
na najwyższych szczeblach władzy?*

Chcesz to zmienić?
*Udziel poparcia Konstytucji i
Programowi Społeczno-Gospodarczemu
Samoobrony.*



Program Społeczno Gospodarczy i Projekt Konstytucji Samoobrony to dokumenty wyraziste i konkretne, gwarantujące rozwój gospodarczy, bezpieczeństwo socjalne najuboższym oraz ład i porządek w kraju

pełne wersje na: www.samoobrona.org.pl

KAŻDY CZŁOWIEK JEST WAŻNY

Annexe n°19: Andrzej Lepper sur un blocage routier en 1993.
Sources: *Gazeta Wyborcza*.



©Agencja Gazeta

Annexe n°20 : Andrzej Lepper en prison, septembre 1994.
Sources : *Gazeta Wyborcza.*



Annexe n°21 : Andrzej Lepper au cours d'une manifestation en 1998.
Sources : www.samoobrona.org.pl.



**Annexe n°22 : Andrzej Lepper à la tribune du IIIe congrès national du ZZR
Samoobrona le 5 mai 1999.
Sources : www.samoobrona.org.pl.**



Annexe n°23 : Le club parlementaire *Samoobrona* RP au début de la IV^e législature, octobre 2001.

Sources : www.samoobrona.org.pl.



Annexe n°24 : Couverture de l'hebdomadaire *Wprost*, « Heil Lepper », 25 mai 2002.

Sources : *Wprost*.



Annexe n°25 : Les membres du Prezydium du ZZR *Samobrona* à la tribune du IV^e conseil national de l'organisation, 10 janvier 2004.
Sources : www.samobrona.org.pl.



**Annexe n°26 : Députés du club parlementaire *Samoobrona* RP se rendant à l'inauguration de la V^e législature de la Diète, 19 octobre 2005. (de gauche à droite au premier plan : Jan Łączny, Renata Beger, Andrzej Lepper et Genowefa Wiśniowska. Au second plan : Krzysztof Filipiek à gauche d'Andrzej Lepper et Janusz Maksymiuk à droite).
Sources : *Gazeta Wyborcza*.**



**Annexe n°27 : Signature d'un protocole complémentaire à l'accord de coalition PiS-LPR-Samoobrona RP, 29 juin 2007 (de gauche à droite : Roman Giertych, Jarosław Kaczyński et Andrzej Lepper).
Sources : *Gazeta Wyborcza*.**



Annexe n°28 : Andrzej Lepper et Leszek Miller à un meeting de campagne du Samoobrona RP à Łódź, 5 octobre 2007.
Sources : *Gazeta Wyborcza*.



Annexe n°29: Andrzej Lepper en campagne pour l'élection présidentielle sur un marché à Łódź, 10 mai 2007.
Sources : *Gazeta Wyborcza.*



BIBLIOGRAPHIE

I - Sociologie politique

[Généralités, partis politiques, syndicats, mobilisations, engagement, apprentissage politique]

Ouvrages, dossiers, travaux universitaires.

« Groupes d'intérêt et recours au droit », *Sociétés Contemporaines*, n°52, 2003.

Agrikoliansky Eric, *La ligue française des droits de l'homme et du citoyen depuis 1945 : Sociologie d'un engagement civique*, Paris, L'Harmattan, 2002.

Agrikoliansky Eric, Fillieule Olivier & Mayer Nonna (dir.), *L'altermondialisme en France : la longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, 2005.

Aït-Aoudia Myriam & Heurtaux Jérôme, « Partis politiques et changement de régime », *Critique internationale*, n°30, 2006.

Aït-Aoudia Myriam, *L'apprentissage de la compétition pluripartisane en Algérie (1988-1992). Sociologie d'un changement de régime*, Thèse pour le doctorat de science politique, Université Paris I, 2008.

Andolfatto Dominique & Labbé Dominique, *Sociologie des syndicats*, Paris, La Découverte, 2007.

Ansart Pierre, *La gestion des passions politiques*, Lausanne, Editions l'Âge d'Homme, 1983.

Arnaud Lionel & Guionnet Christine (dir.), *Les frontières du politique. Enquête sur les processus de politisation et de dépolitisation*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005.

Bailey Frédéric, *Les règles du jeu politique*, Paris, PUF, 1971.

Becker Howard, *Outsiders*, Paris, Métailié, 1985.

Becker Howard, *Les ficelles du métier. Comment conduire sa recherche en science sociale*, La Découverte, Paris, 2002.

Bonnafous Simone, Chiron Pierre, Durand Dominique & Lévy Carlos (dir.), *Argumentation et discours politique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2003.

Bourdieu Pierre, *Questions de sociologie*, Paris, Editions de Minuit, 1980.

Bourdieu Pierre, *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*, Paris, Fayard, 1982.

Bourdieu Pierre, *La distinction : Critique sociale du jugement*, Paris, Editions de Minuit, 1996.

Bourdieu Pierre, *Propos sur le champ politique*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 2000.

Bué Nicolas & Desage Fabien, « Le gouvernement des coalitions partisanses », *Politix*, vol.22, n°88, 2009.

Cefaï Daniel & Pasquier Dominique (dir.), *Les sens du public : Publics politiques, publics médiatiques*, Paris, PUF, 2003.

Cefaï Daniel & Trom Danny (dir.), *Les formes de l'action collective : mobilisations dans des arènes publiques*, Paris, Editions de l'EHESS, 2001.

Cohen Antonin, Lacroix Bernard & Riutort Philippe (dir.), *Nouveau manuel de science politique*, Paris, La Découverte, 2009.

Collovald Annie, Lechien Marie-Hélène, Rozier Sabine & Laurent Willemez (dir.), *L'humanitaire ou le management des dévouements. Enquête sur un militantisme de « solidarité internationale » en faveur du Tiers-Monde*, Presses Universitaires de Rennes, 2002

Combes Hélène, *De la politique contestataire à la fabrique partisane. Le cas du Parti de la révolution démocratique au Mexique (PRD)*, Thèse pour le doctorat de science politique, Université Paris III, 2004.

CURAPP – CRISPA (collectif), *L'identité politique*, Paris, PUF, 1994.

Dabène Olivier, Geisser Vincent & Massardier Gilles (dir.), *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XXIe siècle : Convergence Nord-Sud*, Paris, La Découverte, 2008.

Dabène Olivier, Hastings Michel & Massal Julie (dir.), *La surprise électorale : Paradoxes du suffrage universel*, Paris, Karthala, 2007.

De Blic Damien & Lemieux Cyril (dir.), « A l'épreuve du scandale », *Politix*, vol.18, n°71, 2005.

Dechezelles Stéphanie, *Comment peut-on être militant ? Sociologie des cultures politiques et des (dés)engagements. Les jeunes militants d'Alleanza Nazionale, Lega Nord et Forza Italia face au pouvoir*, Thèse pour le Doctorat en science politique, IEP Bordeaux, 2006.

Déloye Yves, *Sociologie historique du politique*, Paris, La Découverte, 1997.

Déloye Yves & Voutat Bernard (dir.), *Faire de la science politique. Pour une analyse socio-historique du politique*, Paris, Belin, 2002.

Dobry Michel (dir.), *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris, Albin Michel, 2003.

Dobry Michel, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la FNSP, 2009 [1984].

Dulong Delphine, *Moderniser la politique. Aux origines de la Ve République*, Paris, L'Harmattan, 1997.

Elias Norbert, *La société de cour*, Paris, Flammarion, 1985.

Elias Norbert, *La civilisation des mœurs*, Paris, Calmann-Lévy, 1991

Favre Pierre (dir.), *La manifestation*, Paris, Presses de la FNSP, 1990.

Favre Pierre, Fillieule Olivier & Jobard Fabien (dir.), *L'atelier du politiste. Théories, actions représentations*, Paris, La Découverte, 2007.

Fillieule Olivier, *Sociologie de la protestation : les formes de l'action collective dans la France contemporaine*, Paris, l'Harmattan, 1993.

Fillieule Olivier (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005.

Fillieule Olivier, Mathieu Lilian & Péchu Cécile (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de la FNSP, 2009.

Fillieule Olivier & Mayer Nonna (dir.), « Devenirs militants », *Revue française de science politique*, vol.51, n°1-2, 2001.

Fillieule Olivier & Tartakowsky Danièle, *La manifestation*, Paris, Presses de la FNSP, 2008.

François Bastien, *Naissance d'une Constitution. La Ve République (1958-1962)*, Paris, Presses de la FNSP, 1996.

François Bastien, *Le régime politique de la Ve République*, Paris, La Découverte, 1998.

Gaïti Brigitte, *De Gaulle, prophète de la Ve République*, Paris, Presses de la FNSP, 1998.

Garrigou Alain, *Le Vote et la vertu. Comment les Français sont devenus électeurs*, Paris, Presses de la FNSP, 1992.

Garrigou Alain, *Histoire sociale du suffrage universel en France. 1848-2000*, Paris, Le Seuil, 2002.

- Gaxie Daniel, *Le cens caché*, Paris, Seuil, 1978.
- Gaxie Daniel, *La démocratie représentative*, Paris, Montchrestien, 2003.
- Gaxie Daniel & Lehingue Patrick, *Enjeux municipaux : la constitution des enjeux politiques dans une élection municipale*, Paris, PUF, 1984.
- Gitlin Todd, *The Whole World Is Watching : mass media in the making & unmaking of the new left*, Berkeley, University of California Press, 1980,
- Guionnet Christine, *L'apprentissage de la politique moderne. Les élections municipales sous la monarchie de Juillet*, Paris, L'Harmattan, 1997.
- Gusfield Joseph, *La culture des problèmes publics. L'alcool au volant : la production d'un ordre symbolique*, Paris, Economica, 2009.
- Haegel Florence (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Paris, Presses de la FNSP, 2007.
- Hirschman Albert, *Exit, Voice, and Loyalty: Responses to Decline in Firms, Organizations, and States*, Cambridge, Harvard University Press, 1970.
- Ihl Olivier, *Le vote*, Paris, Montchrestien, 1996.
- Ihl Olivier « Démocratiser les honneurs », *Genèses*, vol.2, n°55, 2004.
- Israël Liora, *L'arme du Droit*, Paris, Presses de la FNSP, 2009.
- Julliard Jacques, *Autonomie ouvrière : Etude sur le syndicalisme d'action directe*, Paris, Editions du Seuil, Hautes Etudes, 1988.
- Lacroix Bernard & Lagroye Jacques (dir.), *Le Président de la République. Usages et genèses d'une institution*, Paris, Presses de la FNSP, 1992.
- Kershaw Ian, *Hitler : Essai sur le charisme en politique*, Paris, Gallimard, 1995.
- Lagroye Jacques, François Bastien & Sawicki Frédéric, *Sociologie politique*, Paris, Presses de la FNSP/Dalloz, 2006.
- Lagroye Jacques (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003.
- Lagroye Jacques, Lehingue Patrick & Sawicki Frédéric (dir.), *Mobilisations électorales : le cas des élections municipales de 2001*, Paris, PUF, 2005.
- Lemieux Vincent, *Les coalitions. Liens, transactions et contrôles*, Paris, PUF, 1998.
- Maresca Sylvain, *Les dirigeants paysans*, Paris, Editions de Minuit, 1983.
- Mendras Henry, *Les sociétés paysannes*, Paris, Gallimard, Folio/Histoire, 1995.

Michels Roberto, *Les partis politiques : essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Paris, Flammarion, 1971 [1914].

Neumayer Laure, Roger Antoine & Zalewski Frédéric (dir.), *L'Europe Contestée. Espaces et enjeux des positionnements contre l'intégration européenne*, Paris, Michel Houdiard Editeur, 2008.

Neveu Erik, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 1996.

Offerlé Michel, *Les partis politiques*, Paris, PUF, 2006.

Offerlé Michel, *Sociologie des groupes d'intérêts*, Paris, Montchrestien, 1998.

Panbianco Angelo, *Political Parties : Organization and Power*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988.

Pudal Bernard, *Prendre Parti : Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la FNSP, 1989.

Rokkan Stein & Lipset Seymour, *Party system and Voters Alignments. Cross national perspectives*, New-York, Free Press, 1967.

Sawicki Frédéric, *Les réseaux du Parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 1997.

Seiler Daniel-Louis, *Les partis politiques en Occident*, Paris, Ellipses, 2003.

Siméant Johanna, *La grève de la faim*, Paris, Presses de la FNSP, 2009.

Tackett Timothy, *Par la volonté du Peuple. Comment les députés de 1789 sont devenus révolutionnaires*, Paris, Albin Michel, 1997.

Veyne Paul, *Comment on écrit l'histoire*, Paris, Seuil, 1971.

Viala Alain, *La naissance de l'écrivain. Sociologie de la littérature à l'âge classique*, Paris, Editions de Minuit, 1985.

Articles, chapitres d'ouvrages, communications.

Aït-Aoudia Myriam, « La naissance du Front islamique du salut : une politisation conflictuelle », *Critique internationale*, n°30, 2006, p.129-144.

Aït-Aoudia Myriam & Dezé Alexandre, « Contribution à une approche théorique et empirique de la genèse partisane : une analyse du FN, du MSI et du FIS », texte présenté au 10^{ème} Congrès de l'AFSP, Sciences Po Grenoble, 7-9 septembre 2009.

Agrikoliansky Eric, « Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la LDH dans les années 1980 », *Revue française de science politique*, vol.51, n°1-2, 2001, p.27-47.

Andolfatto Dominique & Labbé Dominique, « La transformation des syndicats français : Vers un nouveau “modèle social” ? », *Revue française de science politique*, vol.56, n°2, 2006, p.281-297.

Bachir Myriam, « L’entretien en actes », in CURAPP (collectif), *Les méthodes au concret. Démarches, formes de l’expérience et terrains d’investigation en science politique*, Paris, PUF, 2000, p.31-58.

Blondiaux Loïc, « Les clubs : sociétés de pensée, agencements de réseaux ou instances de sociabilité politique ? », *Politix*, vol.1, n°2, 1988, p.29-42.

Blumer Herbert, « Les problèmes sociaux comme comportement collectif », *Politix*, vol.17, n°67, 2004, p.185-199.

Bourdieu Pierre, « Une classe objet », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°17-18, 1977, p.2-5.

Bourdieu Pierre, « L’identité et la représentation », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol.35, 1980, p.63-72.

Bourdieu Pierre, « Quelques propriétés des champs », in Bourdieu Pierre, *Questions de sociologie*, Paris, Editions de minuit, 1980.

Bourdieu Pierre, « Ce que parler veut dire », in Bourdieu Pierre, *Questions de sociologie*, Paris, Les éditions de Minuit, 1980.

Bourdieu Pierre, « La représentation politique. Éléments pour une théorie du champ politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°36-37, 1981, p.3-24.

Bourdieu Pierre, « Les rites comme actes d’institution », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°43, 1982. p.58-63.

Bourdieu Pierre, « La délégation et le fétichisme politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol.52-53, 1984, p.49-55.

Bourdieu Pierre, « L’illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°62, 1986, p.69-72.

Bourdieu Pierre, « Espace social et genèses de “classes” », *Actes de la Recherche en sciences sociales*, n°52/53, 2004, p.3-12.

Bourmeau Sylvain, « La presse, les candidats, la campagne », communication au congrès de l’AFSP, Bordeaux, octobre 1988.

Brillet Emmanuel, « Scène judiciaire et mobilisation politique. Les actions en justice des représentants de la communauté Harkie », *Pôle Sud*, vol.1, n° 24, 2006, p.45-58.

Briquet Jean-Louis & Sawicki Frédéric, « L'analyse localisée du politique : lieux de recherche ou recherche de lieux ? », *Politix*, n°7/8, 1989, p.6-16.

Briquet Jean-Louis, « Communiquer en actes. Prescriptions de rôle et exercice quotidien du métier politique », *Politix*, vol.7, n°28, 1994, p.16-26.

Bué Nicolas & Desage Fabien, « Le « monde réel » des coalitions: L'étude des alliances partisans de gouvernement à la croisée des méthodes », *Politix*, vol.22, n°88, 2009, p.9-37.

Burton Michael, Gunther Richard & Higley John, « Introduction : elite transformation and democratic regime », in Gunther Richard & Higley John (dir.), *Elites and Democratic Consolidation in Latin America and Southern Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992, p.1-37.

Campana Aurélie & Boumaza Magali, « Enquêter en milieu "difficile" : Introduction », *Revue française de science politique*, vol.57, n°1, p.5-25.

Cefaï Daniel, « La construction des problèmes publics. Définitions de situations dans des arènes publiques », *Réseaux*, vol.14, n°75, 1996, p.43-66.

Cefaï Daniel & Lafaye Claudette, « Lieux et moments d'une mobilisation collective : le cas d'une association de quartier », in Cefaï Daniel & Trom Danny (dir.), *Les formes de l'action collective : mobilisations dans des arènes publiques*, Paris, Editions de l'EHESS, 2001, p.195-228.

Cefaï Daniel & Pasquier Dominique, « Introduction », in Cefaï Daniel & Pasquier Dominique (dir.), *Les sens du public : Publics politiques, publics médiatiques*, Paris, PUF, 2003, p.13-62.

Chamboredon Hélène, Pavis Fabienne, Surdez Muriel & Willemez Laurent, « S'imposer aux imposants. À propos de quelques obstacles rencontrés par des sociologues débutants dans la pratique et l'usage de l'entretien », *Genèses*, n°16, 1994, p.114-132.

Champagne Patrick, « La manifestation. La production de l'événement politique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, vol.52, n°52-53, 1984, p.19-41.

Champagne Patrick, « La manifestation comme action symbolique », in Favre Pierre (dir.), *La manifestation*, Paris, Presses de la FNSP, 1990, p. 329-356.

Champagne Patrick, « La construction médiatique des « malaises sociaux » », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°90, 1991, p.64-75.

Champagne Patrick, « La double dépendance. Quelques remarques sur les rapports entre les champs politique, économique et journalistique », *Hermès*, n°17-18, 1995, p.215-229.

Collovald Annie, « Identités stratégiques », *Actes de la Recherche en sciences sociales*, n°73, 1988, p.29-40.

Collovald Annie, « Jacques Chirac un leader sans ressources », *Revue française de science politique*, vol.40, n°6, 1990, p.880-901.

Collovald Annie & Gaïti Brigitte, « Des causes qui “parlent”... », *Politix*, vol.4, n°16, 1991, p.7-22.

Collovald Annie & Sawicki Frédéric, « Le populaire et le politique. Quelques pistes de recherche en guise d'introduction », *Politix*, vol.4, n°13, 1991, p.7-20.

Combes Hélène, « Faire parti(e) : construction et positionnement du PRD dans le système politique mexicain », *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol.12, n°3, 2005, p.331-345.

Courty Guillaume, « Barrer, filtrer, encombrer : les routiers et l'art de retenir ses semblables », *Cultures & Conflits*, n°12, 1993, p.143-168.

Darras Eric, « Présentation. Pour une lecture réaliste des formes non conventionnelles d'action politique », in CURAPP (collectif), *La Politique ailleurs*, Paris, PUF, 1998, p.5-31.

De Blic Damien & Lemieux Cyril, « Le scandale comme épreuve : éléments de sociologie pragmatique », *Politix*, vol.18, n°71, 2005, p.9-38.

Delorme Hélène, « Les agriculteurs et les institutions communautaires : du corporatisme agricole au lobbyisme agroalimentaire », in Balme Richard, Chabanet Didier, Wright Vincent (dir.), *L'action collective en Europe*, Paris, Presses de la FNSP, 2002, p.313-346.

Dobry Michel, « Le jeu du consensus », *Pouvoirs*, n°38, 1986, p.47-66.

Dobry Michel, « Calcul, concurrence et gestion de sens. Quelques réflexions à propos des manifestations étudiantes de novembre-décembre 1986 », in Favre Pierre (dir.), *La manifestation*, Paris, Presses de la FNSP, 1990, p.357-386.

Dobry Michel, « La thèse immunitaire face au fascisme. Pour une critique de la logique classificatoire », in Dobry Michel (dir.), *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris, Albin Michel, 2003, p.17-67.

Dobry Michel, « Charisme et rationalité : le « phénomène nazi » dans l'histoire », in Lagroye Jacques (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003, p.301-323.

Dobry Michel, « Penser=Classer ? », *Genèses*, n°59, juin 2005, p.151-165.

Donegani Jean-Marie, Duchesne Sophie & Haegel Florence, « Sur l'interprétation des entretiens de recherche », in Donegani Jean-Marie, Duchesne Sophie & Haegel Florence (dir.), *Aux frontières des attitudes entre religieux et politique. Textes en hommages à Guy Michelat*, Paris, L'Harmattan, 2002, p.11-18.

Dubois Vincent, « L'action publique », Cohen Antonin, Lacroix Bernard & Riutort Philippe (dir.), *Nouveau manuel de science politique*, Paris, La Découverte, 2009, p.311-325.

Eliassen Kjell & Svaasand Lars, « The Formation of Mass Political Organizations: An Analytical Framework », *Scandinavian Political Studies*, n°10, 1975, p.95-120.

Ethuin Nathalie, « De l'idéologisation à l'engagement communiste : Fragments d'une enquête sur les écoles du PCF (1970-1990) », *Politix*, vol.16, n°63, 2003, p.145-168.

Eymeri Jean-Michel, « Frontières ou marches : de la contribution de la haute administration à la production du politique », Lagroye Jacques (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, p.47-77.

Fillieule Olivier, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, vol.51, n°1-2, 2001, p.199-215.

Fillieule Olivier, « On n'y voit rien. Le recours aux sources de presse pour l'analyse des mobilisations protestataires », in Favre Pierre, Fillieule Olivier & Jobard Fabien (dir.), *L'atelier du politiste. Théories, actions représentations*, Paris, La Découverte, 2007, p.215-240.

François Bastien, « Le président pontife constitutionnel : charisme d'institution et construction juridique du politique », in Lacroix Bernard, Lagroye Jacques (dir.), *Le président de la République, Usages et genèses d'une institution*, Paris, Presses de la FNSP, 1992, p.303-331.

Fretel Julien, « Le leadership partisan », in Cohen Antonin, Lacroix Bernard & Riutort Philippe (dir.), *Nouveau manuel de science politique*, Paris, La Découverte, 2009, p.462-475.

Garrigou Alain, « Le scandale politique comme mobilisation », in Chazel François (dir.), *Action collective et mouvements sociaux*, Paris, PUF, 1993, p.183-191.

Gaxie Daniel (entretien avec), « Enjeux électoraux, enjeux municipaux - Entretien avec Daniel Gaxie », *Politix*, vol.2, n°5, 1989, p.17-24.

Gaxie Daniel, « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, vol. 27, n°1, 1977, p.123-154.

Gaxie Daniel, « Les fondements de l'autorité présidentielle. Transformations structurelles et consolidation de l'institution », in Lacroix Bernard & Lagroye Jacques (dir.), *Le président de la République. Usages et genèses d'une institution*, Paris, Presses de la FNSP, 1992, p.333-375.

Giraud Baptiste, « Les Motivé-e-s, ou l'innovation prisonnière des règles du jeu politique », *Sociologies pratiques*, vol.2, n°15, 2007, p.55-67 ;

Grignon Claude, « Le paysan inclassable », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°4, 1975, p.82-87.

Guillemin Alain, « “Doucement c’est tout de même une femme” : remarques sur le statut de la violence dans les manifestations paysannes », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°52-53, 1984, p.42-48.

Hamidi Camille, « Le scandale n’aura pas lieu ou l’affaire Pechiney saisie par la presse », *Revue Française de Sociologie*, vol.50, n°1, 2009, p.91-121.

Hassenteufel Patrick & Hétet Erwan, « Internes en grève. Une approche de la “montée en généralité” des mouvements sociaux », *Politix*, vol.12, n°46, 1999, p.99-125.

Hassenteufel Patrick, « Pratiques représentatives et construction identitaire. Une approche des coordinations », *Revue française de science politique*, vol.41, n°1, 1991, p.5-27.

Henry Emmanuel, « Construction des problèmes publics », in Fillieule Olivier, Mathieu Lilian & Péchu Cécile (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de la FNSP, 2009.

Hmed Choukri, « Contester une institution dans le cas d'une mobilisation improbable : la “grève des loyers” dans les foyers Sonacotra dans les années 1970 », *Sociétés contemporaines*, n°65, 2007, p.55-81.

Hrabanski Marie, « Le syndicalisme agricole européen : vers une disjonction entre les organisations professionnelles et les associations spécialisées ? », *Économie rurale*, vol.3, n°317, 2010, p.17-26.

Hubscher Ronald & Lagrave Rose-Marie, « Unité et pluralisme dans le syndicat agricole français. Un faux débat. », *Annales. Economies, Sociétés, Civilisations*, vol.48, n°1, 1993, p.109-134.

Ihl Olivier, « Gouverner par les honneurs : Distinctions honorifiques et économie politique dans l’Europe du début du XIXe siècle », *Genèses*, n°55, juin 2004, p.4-26.

Israël Liora, « Usages militants du droit dans l'arène judiciaire : le cause lawyering », *Droit et société*, 2001, vol.3, n°49, p.793-824.

Juhem Philippe, « La participation des journalistes à l’émergence des mouvements sociaux. Le cas de SOS Racisme », *Réseaux*, n°98, 1999, p.121-152.

Juhem Philippe, « Investissements et désinvestissements partisans », Cohen Antonin, Lacroix Bernard & Riutort Philippe (dir.), *Nouveau manuel de science politique*, Paris, La Découverte, 2009, p.478-491.

Lacroix Bernard & Lagroye Jacques, « Introduction », in Lacroix Bernard & Lagroye Jacques (dir.), *Le Président de la République. Usages et genèses d’une institution*, Paris, Presses de la FNSP, 1992, p.7-12.

Lacroix Bernard, « La “crise de la démocratie représentative en France”. Éléments pour une discussion sociologique du problème », *Scalpel*, vol.1, 1994, p.6-29.

Lagroye Jacques, « Les processus de politisation », in Lagroye Jacques (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003, p.359-372.

Lagroye Jacques (entretien avec), « On ne subit pas son rôle. Entretien avec Jacques Lagroye », *Politix*, n°38, 1997, p.7-17.

Lagroye Jacques, « Être du métier », *Politix*, n°28, 1994, p.5-15.

Lascoumes Pierre, « Controverse », in Boussaget Laurie, Jacquot Sophie & Ravinet Pauline, *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris, Presses de la FNSP, 2006, p.125-133.

Laurens Sylvain, « Pourquoi et comment poser les questions qui fâchent ? », *Genèses*, n°69, 2007, p.112-127.

Le Bart Christian, « Lois et invariants d'un genre : Pour une sociologie des gaffes politiques », in Bonnaïfous Simone, Chiron Pierre, Durand Dominique & Lévy Carlos (dir.), *Argumentation et discours politique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2003, p.79-87.

Lefebvre Rémi, « Être maire à Roubaix. La prise de rôle d'un héritier », *Politix*, vol.10, n°38, 1997, p.63-87.

Lefebvre Rémi, « “Le conseil des buveurs de bière” de Roubaix (1892-1902). Subversion et apprentissage des règles du jeu institutionnel », *Politix*, vol.14, n°53, 2001, p.87-115.

Lefebvre Rémi, « La difficile notabilisation de Martine Aubry à Lille. Entre prescriptions de rôles et contraintes d'identité », *Politix*, vol.17, n°65, 2004, p.119-146.

Lefebvre Rémi & Sawicki Frédéric, « Pourquoi le PS ne parle-t-il plus aux catégories populaires ? », *Mouvements*, vol.2, n°50, 2007, p.24-32.

Lehingue Patrick, « Faux concepts et vrai problème : Fluidité des définitions, infidélités des mesures et flottement des interprétations », *Scalpel*, vol.2-3, 1997, p.123-177.

Lehingue Patrick, « L'objectivation statistique des électorats : que savons-nous des électeurs du Front national », in Lagroye Jacques (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003, p.247-278.

Lehingue Patrick, « Mais qui a gagné ? Les mécanismes de production des verdicts électoraux (Le cas des scrutins municipaux) », in Lagroye Jacques, Lehingue Patrick & Sawicki Frédéric (dir.), *Mobilisations électorales : le cas des élections municipales de 2001*, Paris, PUF, 2005, p.323-360.

MacAdam Doug « Recruitment to High-Risk Activism: The Case of Freedom Summer », *The American Journal of Sociology*, vol. 92, n° 1, 1986, p.64-90.

Mann Patrice, « Les manifestations dans la dynamique des conflits », Favre Pierre (dir.), *La manifestation*, Paris, Presses de la FNSP, 1990, p.281-302.

Mann Patrice, « Crise et attestation charismatique », in Chazel François (dir.), *Action collective et mouvements sociaux*, Paris, PUF, 1993, p.193-204.

Maresca Sylvain, « La représentation de la paysannerie. Remarques ethnographiques sur le travail de représentation des dirigeants agricoles », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°38, 1981, p.3-18.

Martin Jean-Yves, « “Action directe” et négociations dans la grève nazairienne de 1955 », *Agone*, n°33, 2005, p.67-82.

Michel Patrick, « De la nature de la transition. Remarques épistémologiques », *Cahiers internationaux de sociologie*, n°96, 1994, p.213-223.

Missika Jean-Louis & Bregman Dorine, « La campagne : la sélection des controverses politiques », in Dupoirier Elisabeth & Grunberg Gérard (dir.), *Mars 1986 : la drôle de défaite de la gauche*, Paris, PUF, 1986, p.97-116.

Nay Olivier, « L’institutionnalisation de la région comme apprentissage des rôles. Le cas des conseillers régionaux », *Politix*, vol.10, n°38, 1997, p.18-46.

Nay Olivier, « Les règles du recrutement politique. Pour une approche institutionnaliste de la sélection politique », *Politix*, vol.11, n°44, 1998, p.161-190.

Neveu Erik, « Médias, mouvements sociaux, espaces publics », *Réseaux*, vol.17, n°98, 1999, p.17-85.

Neveu Erik, « Répertoire d’action des mobilisations », in Cohen Antonin, Lacroix Bernard & Riutort Philippe (dir.), *Nouveau manuel de science politique*, Paris, La Découverte, 2009, p.495-509.

Offerlé Michel, « Descendre dans la rue de la “journée” à la “manif” », in Favre Pierre (dir.), *La manifestation*, Paris, Presses de la FNSP, 1990, p.90-122.

Offerlé Michel, « Partis et configurations partisans », in Cohen Antonin, Lacroix Bernard & Riutort Philippe (dir.), *Nouveau manuel de science politique*, Paris, La Découverte, 2009, p.447-461.

Péchu Cécile, « Quand les «exclus» passent à l'action. La mobilisation des mal-logés », *Politix*, vol.9, n°34, 1996, p.114-133.

Péchu Cécile, « Les générations militantes à Droit au logement », *Revue française de science politique*, vol.51, n°1-2, 2001, p.73-103.

Pénissat Etienne, « Les occupations de locaux dans les années 1960-1970 : Processus sociohistoriques de « réinvention » d'un mode d'action », *Genèses*, vol.2, n°59, 2005, p.71-93.

Pudal Bernard, « Le populaire à l'encan », *Politix*, n°14, 1991, p.53-64.

Sawicki Frédéric, « Les questions de protection sociale dans la campagne présidentielle française de 1988. Contribution à l'étude de la formation de l'agenda électoral », *Revue Française de science politique*, vol.41, n°2, 1991, p.171-196.

Sawicki Frédéric, « La marge de manœuvre des candidats par rapport aux partis dans les campagnes électorales », *Pouvoirs*, n°63, 1992, p.5-16.

Sawicki Frédéric, « Configuration sociale et genèse d'un milieu partisan. Le cas du parti socialiste en Ille-et-Vilaine », *Sociétés contemporaines*, n°20, 1994, p.83-110.

Sawicki Frédéric, « Le temps de l'engagement. À propos de l'institutionnalisation d'une association de défense de l'environnement », in Lagroye Jacques (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003, p.123-146.

Sawicki Frédéric, « Introduction », in Lagroye Jacques, Lehingue Patrick & Sawicki Frédéric (dir.), *Mobilisations électorales : le cas des élections municipales de 2001*, Paris, PUF, 2005, p.5-11.

Sawicki Frédéric & Siméant Johanna, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du Travail*, vol.51, n°1, 2009, p.97-125.

Snow David, « Analyse de cadres et mouvements sociaux », in Cefaï Daniel & Trom Danny (dir.), *Les formes de l'action collective : mobilisations dans des arènes publiques*, Paris, Editions de l'EHESS, 2001, p.27-49.

Szczepanski-Huillery Maxime, « Les architectes de l'altermondialisme. Registres d'action et modalités d'engagement au Monde diplomatique », in Agrikoliansky Eric, Fillieule Olivier & Mayer Nonna (dir.), *L'altermondialisme en France : la longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, 2005, p.143-173.

Vigour Cécile, « Politiques et gouvernements en Belgique entre contraintes coalitionnelles et logiques de compromis », *Politix*, vol.22, n°88, 2009, p.63-86.

II- Pratiques et acteurs « illégitimes » [Extrémisme, populisme, radicalisation, subversion, violences]

Ouvrages, dossiers, travaux universitaires.

Betz Hans-Georg, *La droite populiste en Europe - Extrême et démocrate ?*, Paris, Autrement, 2004.

Bizeul Daniel, *Avec ceux du FN. Un sociologue au Front national*, Paris, La Découverte, 2003.

Canovan Margaret, *Populism*, New York, Harcourt Brace Jovanovich, 1981.

Chêne Janine, Ihl Olivier, Vial Eric & Waterloo Ghislain (dir.), *La Tentation populiste au coeur de l'Europe*, Paris, La Découverte, 2003.

Collovald Annie, *Le populisme du FN : un dangereux contresens*, Broissieux, Editions du Croquant, Savoir/Agir, 2004.

Collovald Annie & Gaïti Brigitte (dir.), *La démocratie aux extrêmes : Sur la radicalisation politique*, Paris, La Dispute/SNEDIT, 2006.

Duclos Nathalie, *Les violences paysannes sous la V^e République*, Paris, Economica, 1998.

Duclos Nathalie (dir.), « Un nouveau radicalisme agraire ? », *Critique internationale*, vol.2, n°31, 2006.

Eatwell Roger & Mudde Cas (dir.), *Western Democracies and the New Extreme Right Challenge*, London, Routledge, 2004.

Germani Gino, *Authoritarianism, Fascism, and National Populism*, New Brunswick, Transaction Books, 1978.

Goodwyn Lawrence, *Democratic Promise: The Populist Moment in America*, New York, Oxford University Press, 1976.

Hermet Guy, *La trahison démocratique : populistes, républicains et démocrates*, Paris, Flammarion, 1998.

Hermet Guy, *Les populismes dans le monde*, Paris, Fayard, 2001.

Hofstadter Richard, *The Age of Reform*, in Bell Daniel (dir), *The New American Right*, New-York, Doubleday, 1963.

Ionescu Ghita & Gellner Ernest (dir), *Populism: Its Meanings and National Characteristics*, Londres, Weidenfeld Nicolson, 1969.

Jaguaribe Hêlio, *Problemas do desenvolvimento latinoamericano*, Rio de Janeiro, 1967.

Leconte Cécile, *L'Europe face au défi populiste*, Paris, PUF, 2005.

Marczewska-Rytko Maria, *Populizm : zagadnienia teorii i praktyki politycznej w Ameryce Łacińskiej*, Lublin, Oficyna Wydawnicza "John & John", 1992.

Marczewska-Rytko Maria, *Populizm : teoria i praktyka polityczna*, Lublin, Wydawnictwo Uniwersytetu Marii Curie-Skłodowskiej, 1995.

Markowski Radosław (dir.), *Populizm a demokracja*, Varsovie, ISP-PAN, 2004.

Mayer Nonna & Perrineau Pascal (dir.), *Le Front national à découvert*, Presses de la FNSP, 1996.

Mény Yves & Surel Yves, *Demokracja w obliczu populizmu*, Varsovie, Oficyna Naukowa, 2007.

Mény Yves & Surel Yves, *Democracies and the Populist Challenge*, London, Palgrave Macmillan, 2002.

Migalski Marek (dir.), *Populizm*, Katowice, Instytut Regionalny w Katowicach, 2005.

Milza Pierre, *L'Europe en chemise noire. Les extrêmes droites européennes de 1945 à aujourd'hui*, Paris, Fayard, 2002.

Shils Edward, *The Torment of Secrecy*, New York, 1956.

Taguieff Pierre-André (dir.), *Le retour du populisme. Un défi pour les démocraties européennes*, Paris, Universalis, 2004.

Articles, chapitres d'ouvrages, communications.

Avanza Martine, « Comment faire de l'ethnographie quand on n'aime pas "ses" indigènes ? Une enquête au sein d'un mouvement xénophobe », in Bensa Alban & Fassin Didier (dir.), *Politiques de l'enquête. Épreuves ethnographiques*, Paris, La Découverte, 2008, p.41-58.

Birenbaum Guy, « Le Front National à l'Assemblée (1986-1988) : Respect et subversion de la règle du jeu parlementaire », *Politix*, n°20, 1992, p.99-118.

Birenbaum Guy, « Elites "illégitimes", élites illégitimées : les responsables des FN », in Cohen Samy (dir.), *L'art d'interviewer les dirigeants*, Paris, PUF, 1999, p.133-161.

Birenbaum Guy & François Bastien, « Unité et diversité des dirigeants frontistes », in Mayer Nonna & Perrineau Pascal (dir.), *Le Front National à découvert*, Paris, presses de la FNSP, 1996, p.83-106.

Bizeul Daniel, « Étudier l'extrême droite : problèmes d'enquête et principes de recherche », *Mouvements*, vol.1, n°49, 2007, p.178-185.

Briquet Jean-Louis, « “Radicalisation morale” et crise de la Première République Italienne », in Collovald Annie & Gaïti Brigitte, *La démocratie aux extrêmes : Sur la radicalisation politique*, Paris, La Dispute/SNEDIT, 2006, p.285-307.

Collovald Annie, « Les poujadistes, ou l'échec en politique », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n°36, 1989, p.113-133.

Collovald Annie, « Histoire d'un mot de passe : le poujadisme. Contribution à une analyse des “ismes” », *Genèses*, n°3, 1991, p.97-119.

Collovald Annie, « Le “national-populisme” ou le fascisme disparu : les historiens du “temps présent” et la question du déloyalisme politique contemporain », in Dobry Michel, *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris, Albin Michel, 2003, p.279-321.

Collovald Annie, « Le rêve d'une démocratie sans peuple », *Le Courrier*, 24 juin 2005.

Collovald Annie & Gaïti Brigitte, « Introduction », in Collovald Annie & Gaïti Brigitte (dir.), *La démocratie aux extrêmes : Sur la radicalisation politique*, Paris, La Dispute/SNEDIT, 2006, p.11-17.

Collovald Annie & Gaïti Brigitte, « Questions sur la radicalisation politique », in Collovald Annie & Gaïti Brigitte (dir.), *La démocratie aux extrêmes : Sur la radicalisation politique*, Paris, La Dispute/SNEDIT, 2006, p.19-45.

Darras Eric, « L'illégitimité d'un intrus dans le jeu politique », *Les dossiers de l'audiovisuel*, vol.11/12, n° 106, 2002, p. 64-66.

Dezé Alexandre, « Between adaptation, differentiation and distinction : extreme right-wing parties within democratic political systems », in Eatwell Roger & Mudde Cas (dir.), *Western Democracies and the New Extreme Right Challenge*, London, Routledge, 2004, p.19-40.

Dezé Alexandre, « Le Front National comme “entreprise doctrinale” », in Haegel Florence (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Paris, Presses de la FNSP, 2007, p. 255-284.

Di Tella Torcuato, « Populism and Reform in Latin America », in Veliz Claudio, *Obstacles to change in Latin America*, London, University Press, 1965, p.47-74.

Duclos Nathalie, « Y a-t-il une exception paysanne ? : réalité et limites de la violence contestataire des paysans bretons », *Cultures & Conflits*, n° 9-10, 1993, p.293-314.

Guionnet Christine « “La politique autrement à Rennes” entre récurrences et réinventions », in Lagroye Jacques, Lehingue Patrick & Sawicki Frédéric (dir.), *Mobilisations électorales : le cas des élections municipales de 2001*, Paris, PUF, 2005, p.117-143.

Guionnet Christine, « Marginalité en politique et processus d'institutionnalisation. Les mouvements Motivé-e-s et citoyens (2001-2003) », in Arnaud Lionel & Guionnet Christine (dir.), *Les frontières du politique. Enquête sur les processus de politisation et de dépolitisation*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005, p.263-291.

Howard Marc Morjé, « Can Populism be Suppressed in a Democracy? Austria, Germany, and the European Union », *East European Politics & Societies*, vol.15, n°1, 2000, p.18-32.

Leroux Benoît, « Une campagne électorale spectaculaire : les "Motivé-e-s" en représentation », *Revue Interrogations*, n°1, 2005, p.78-93.

Mughan Anthony & van der Brug Wouter, « Charisma, Leader Effects and Support for Right-Wing Populist Parties », *Party Politics*, vol.13, n°1, 2007, p.29-51.

Offerlé Michel, « Illégitimité et légitimation du personnel politique ouvrier en France avant 1914 », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, vol.39, n°4, 1984, p.681-716.

Pudal Bernard, « Les identité "totales" : quelques remarques à propos du Front National », in CURAPP – CRISPA (collectif), *L'identité politique*, Paris, PUF, 1994, p.197-205.

Taguieff Pierre-André, « Le populisme et la science politique du mirage conceptuel aux vrais problèmes », *XXème siècle Revue d'histoire*, n°56, 1997, p.4-33.

Taguieff Pierre-André, « La rhétorique du national-populisme », *Mots*, n°9, 1984, p.113-139.

Viltard Yves, « Archéologie du populisme : les intellectuels libéraux américains saisis par la Maccarthysme », *Genèses*, n°37, 1999, p.44-69.

Wilde d'Estmael Tanguy, « Les sanctions contre l'Autriche : motifs, objectifs, issues », *Critique Internationale*, n°8, 2000, p.6-12.

Wiles Peter, « A syndrome, not a doctrine: some elementary theses on populism », in Ionescu Ghita & Gellner Ernest (dir), *Populism: Its Meanings and National Characteristics*, Londres, Weidenfeld Nicolson, 1969, p.166-179.

Zalewski Frédéric, « La professionnalisation des partis « populistes » en Europe : une comparaison entre le mouvement polonais *Samoobrona* et le *Dansk Folkeparti* », *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol.12, n°4, p.487-501.

Zalewski Frédéric, « La variable européenne dans les approches du "populisme" », Working Paper, Séminaire du groupe de recherche Europopulism(ANR), Nanterre, 24 novembre 2006.

III- Pologne

[Politique, société, économie]

Ouvrages, dossiers, travaux universitaires.

Bafoil François (dir.), *La Pologne*, Paris, Fayard-CERI, 2007.

Beauvois Daniel, *Histoire de la Pologne*, Paris, Hatier, 1995.

Bouyeure Cyril, *L'invention du politique. Une biographie d'Adam Michnik*, Paris, Les éditions Noir sur Blanc, 2007.

Buhler Pierre, *Histoire de la Pologne communiste. Autopsie d'une imposture*, Paris, Karthala, 1997.

Davies Norman, *Histoire de la Pologne*, Paris, Fayard, 1986.

De Waele Jean-Michel (dir.), *La Pologne et l'intégration européenne*, Bruxelles, Editions de l'ULB, 2003.

Dzwończyk Joanna, *Populistyczne tendencje w społeczeństwie postsocjalistycznym (na przykładzie Polski)*, Toruń Wydawnictwo Adam Marszałek, 1999.

Ekiert Grzegorz & Kubik Jan, *Rebellious Civil Society: Popular Protest and Democratic Consolidation in Poland, 1989-1993*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1999.

Foryś Grzegorz, *Dynamika sporu : protesty rolników w III Rzeczpospolitej*, Varsovie, WN Scholar, 2008.

Geremek Bronisław, *La Rupture, La Pologne du communisme à la démocratie*, Paris, Editions du Seuil, 1991.

Gorlach Krzysztof (dir.), *Raport o rozwoju społecznym – Polska 2000 – Rozwój obszarów wiejskich*, Varsovie, United Nations Development Programme, 2000.

Halamska Maria, *Wiejskie organizacje pozarządowe*, Varsovie, IRWiR/PAN, 2008.

Heurtaux Jérôme, *Une partisanisation controversée : codification de la compétition politique et construction de la démocratie en Pologne (1989-2001)*, Thèse pour le doctorat de science politique, Université de Lille 2, 2005.

Kieruzal Paweł & al (dir.), *Strategia rozwoju miasta Garwolin*, Fundacja Rozwoju Demokracji Lokalnej, Garwolin-Wrocław, 2002.

Kolodko Grzegorz (dir.), *Polish Miracle : Lessons for the Emerging Markets*, Ashgate, Aldershot, 2005.

Kowalczyk Krzysztof & Sielski Jerzy (dir.), *Polskie partie i ugrupowanie parlamentarne*, Toruń, Wydawnictwo Adam Marszałek, 2004.

Kowalczyk Krzysztof & Tomczak Łukasz (dir.), *Partie i system partyjny RP. Stan i perspektywy*, Toruń, Wydawnictwo Adam Marszałek, 2007.

Maurel Marie-Claude, *Les paysans contre l'Etat. Le rapport de forces polonais*, Paris, l'Harmattan, 1988.

Millard Frances, *The anatomy of New Poland*, Aldershot, Edward Elgar Publishing Limited, 1994.

Mink Georges, *La force ou la raison. Histoire sociale et politique de la Pologne (1980-1989)*, Paris, La Découverte, 1989.

Nowicki Florian, « La nouvelle question agraire en Pologne », in Samir Amin (dir.), *Les luttes paysannes et ouvrières face aux défis du XXI^e siècle*, Paris, Les Indes Savantes, 2005, p.193-226.

Ost David, *The Defeat of Solidarity : Anger and Politics in Postcommunist Europe*, Ithaca & London, Cornell University Press, 2005.

Paszkiewicz Krystyna A., *Partie i koalicje polityczne III Rzeczypospolitej*, Wrocław, Wydawnictwo Uniwersytetu Wrocławskiego, 2004.

Potel Jean-Yves, *Scènes de grèves en Pologne*, Paris, Noir sur blanc, 2006 (1981).

Sanford George, *Democratic Government in Poland : Constitutional Politics Since 1989*, New York, Palgrave MacMillan, 2002.

Słodkowska Inka (dir.), *Wybory 1991. Programy partii i ugrupowań politycznych*, Varsovie, ISP-PAN, 2001.

Słodkowska Inka (dir.), *Wybory 1993. Partie i ich programy*, Varsovie, ISP-PAN, 2001.

Słodkowska Inka (dir.), *Wybory 2001. Partie i ich programy*, Varsovie, ISP-PAN, 2002.

Słodkowska Inka (dir.), *Wybory 1995. Programy partii i ugrupowań politycznych*, Varsovie, ISP-PAN, 2003.

Słodkowska Inka & Dołbakowska Magdalena (dir.), *Wybory 1997. Partie i ich programy*, Varsovie, ISP-PAN, 2004.

Smoleński Paweł, *Gazeta Wyborcza : Miroir d'une démocratie naissante*, Paris, Les éditions Noir sur Blanc, 1991.

Szczerbiak Aleks, *Poles Together ? Emergence and Development of Political parties in Post-communist Poland*, Budapest, Central European University Press, 2001.

Szurek Jean-Charles, *Aux origines paysannes de la crise polonaise*, Le Paradou, Actes Sud, 1982.

Wiatr Jerzy, Raciborski Jacek, Bartkowski Jerzy, Frątczak-Rudnicka Barbara & Kiliński Jarosław (dir.), *Demokracja Polska : 1989-2003*, Warszawa, WN Scholar, 2003.

Wolff Damien, *Représenter les intérêts agricoles polonais : quelle européanisation ?*, Mémoire de recherche, Sciences Po Strasbourg, 2009.

Zalewski Frédéric, *La reconversion du parti paysan polonais PSL (Polskie Stronnictwo Ludowe)*, Thèse pour le doctorat en science politique, Université Paris X Nanterre, 2002.

Zalewski Frédéric, *Paysannerie et politique en Pologne : trajectoire du Parti paysan polonais du communisme à l'après communisme. 1945-2005*, Paris, Michel Houdiard Éditeur, 2006.

Ziemkiewicz Rafał A., *Michnikowszczyzna. Zapis choroby*, Warszawa, Red Horse, 2006.

Articles, chapitres d'ouvrages, communications.

Adamowicz Mieczysław, « L'agriculture et l'agro-alimentaire en Pologne : situation et facteurs d'évolution », *Économie rurale*, vol.214, n°1, 1993, p.82-88.

Bafoil François, « La question agricole en Pologne : le défi de l'intégration européenne », *Les Etudes du CERI*, n°74, 2001, p.1-37.

Bafoil François, Guyet Rachel, L'Haridon Loïc & Tardy Vladimir, « Pologne. Profils d'agriculteurs », *Le Courrier des Pays de l'Est*, vol.4, n°1034, 2003, p.28-46.

Bafoil François, « Pologne : *Samoobrona*, la montée des populismes », *La vie des idées*, juin 2004.

Bafoil François, « Les paysans polonais. Évolution des structures agricoles et mobilisations sociales et politiques de 1989 à 2006 », in Bafoil François, *La Pologne*, Paris, Fayard-CERI, 2007.

Bański Jerzy, « Cześć III : Historia rozwoju gospodarki rolnej na ziemiach polskich », in Bański Jerzy, *Geografia rolnictwa Polski*, Varsovie, Polskie Wydawnictwo Ekonomiczne, 2007.

Baylis Thomas A., « Presidents versus Prime ministers : Shaping Executive Authority in Eastern Europe », *World Politics*, vol.48, n°3, 1996, p.297-323.

Borzeda Artur, « Pologne 1998-1999. Un refroidissement passager », *Le Courrier des pays de l'Est*, n°442, 1999, p.93-102.

Borzeda Artur, « Pologne 1999-2000. Tiraillements et résistances », *Le Courrier des pays de l'Est*, n°1006, 200, p.132-146.

Cahalen Deborah J., « A Place to Stand : Social Movements and Civil Society in Poland », *Polish Sociological Review*, vol.107, n°3, 1994, p.199-210.

Durbiano Claudine, « Les transformations récentes de l'agriculture polonaise. Une voie nouvelle pour la socialisation de l'agriculture privée », *Annales de Géographie*, vol.88, n°487, 1979, p.351-368.

Ekiert Grzegorz, « L'instabilité du système partisan : le maillon faible de la consolidation démocratique en Pologne », *Pouvoirs*, n°118, 2006, p.37-57.

Ekiert Grzegorz & Kubik Jan, « Collective protest in Post-Communist Poland, 1989-1993 : a Research Report », *Communist and Post-Communist Studies*, vol.31, n°2, 1998, p.91-117.

Fodor Éva, "Women at Work: The Status of Women in the Labour Markets of the Czech Republic, Hungary and Poland", Occasional Paper n°3, United Nations Research Institute for Social Development, février 2005, p.6.

Fuchs Gesine, « Political participation of women in Central and Eastern Europe: a preliminary account », Friedrich Ebert Foundation Berlin, Conférence « Access through Accession », 26 septembre 2003.

Foryś Grzegorz & Gorlach Krzysztof, « The Dynamics of Polish Peasants Protests under Post-communism », *Eastern European Countryside*, n°8, 2002, p.47-65.

Frieske Kazimierz W. & Machol-Zajda Lucyna, « Collective Labour Disputes in Poland, 1989-1993 », *Polish Sociological Review*, vol.106, n°2, 1994, p.165-179.

Fuszara Małgorzata, « New gender relations in Poland in the 1990s », in Gal Susan & Kligman Gal (eds.), *Reproducing Gender: Politics, Publics, And Everyday Life After Socialism*, Princeton, Princeton University Press, 2000, p.259-285.

George Pierre, « Les cercles agricoles en Pologne », *Annales de Géographie*, vol.73, n°398, 1964, p.500.

Gładkiewicz Westyna, *Samoobrona Rzeczypospolitej Polskiej*, in Paszkiewicz Krystyna (dir.), *Partie i koalicje polityczne III Rzeczypospolitej*, Wrocław, Wydawnictwo Uniwersytetu Wrocławskiego, 2004, p.147-154.

Gorlach Krzysztof, « La disparition des derniers paysans en Europe », in De Waele Jean-Michel (dir.), *La Pologne et l'intégration européenne*, Bruxelles, Editions de l'ULB, 2003, p.167-179.

Gorlach Krzysztof & Mooney Patrick, « Defending Class Interests: Polish Peasants in the First Years of Transformation », in Pickles John & Smith Adrian (dir.), *Theorising*

Transition: The Political Economy of Post-Communist Transformations, New York, Routledge, 1998, p.262-283.

Gortat Radziśława, « The Development of Social Democracy in Poland », in Waller Michael & Deschouwer Brune (dir.), *Social Democracy in a Post-Communist Europe*, Portland, Frank Cass & Co Ltd, 1994, p.136-153.

Graham Ann & Regulska Joanna « Expanding political space for women in Poland : An analysis of three communities », *Communist and Post-Communist Studies*, vol.30, n°1, 1997, p.65-82.

Grochowski Zdzisław, « Sytuacja ekonomiczna gospodarki chłopskiej », *Rynek Rolny*, vol.3, n°16, 1992.

Hanicotte Robert, « Le tripartisme polonais ou la coopération politique institutionnelle », *Revue française de science politique*, vol.33, n°3, 1983, p.480-503.

Heurtaux Jérôme, « Sciences sociales et postcommunisme. La sociologie polonaise des élites politiques (1990-2000) », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol.31, n°2, 2000, p.49-100.

Heurtaux Jérôme, « L'emprise des partis sur la compétition politique en Pologne : les candidats face à la partisanisation (1990-2000) », in Roger Antoine (dir.), *Des partis pour quoi faire ? La représentation politique en Europe Centrale et Orientale*, Bruxelles, Bruylant, 2003, p.77-101.

Heurtaux Jérôme, « “Démocratie populaire” versus “Démocratie élitaine” : les inégalités politiques et leurs justifications en Pologne », *La Nouvelle Alternative*, vol.19, n°62, 2004, p.39-50.

Heurtaux Jérôme, « Démocratisation en Pologne : la première loi sur les partis (1989-1990) », *Critique internationale*, n°30, 2006, p.161-175.

Heurtaux Jérôme, « Les impensés non démocratiques en Pologne postcommuniste », in Dabène Olivier, Geisser Vincent & Massardier Gilles (dir.), *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XXIe siècle : Convergence Nord-Sud*, Paris, La Découverte, 2008, p.113-132.

Heurtaux Jérôme, « Les effets de la lutte anti-corruption en Pologne », *Droit et Société*, n°72, 2009, p. 323-338.

Heurtaux Jérôme & Pellen Cédric, « Pologne. La Table ronde, un meuble politiquement encombrant », in Heurtaux Jérôme & Pellen Cédric (dir.), *1989 à l'Est de l'Europe. Une mémoire controversée*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, 2009, p.23-56.

Jasiewicz Krzysztof, « From Solidarity to Fragmentation », *Journal of Democracy*, vol.3, n°2, 1992, p.55-69.

Jasiewicz Krzysztof, « Polish Politics on the Eve of the 1993 Elections: Toward Fragmentation or Pluralism? », *Communist and Post-Communist Studies*, vol.26, n°4, 1993, p.387-411.

Jasiewicz Krzysztof, « The (Not Always Sweet) Uses of Opportunism: Post-Communist Political Parties in Poland », *Communist and Post-Communist Studies*, n°41, 2008, p.421-442.

Johnson Debra, « The new outsiders of central and Eastern Europe, with specific reference to Poland », *Journal of European Integration*, vol.27, n°1, 2005, p.111-131.

Kość Wojciech, « Poland: In the Name of the Law, Self-Defense, and Family », *Transitions Online*, vol.16, n°5, 2006.

Kozek Wiesława, Federowicz Michał & Morawski Witold, « Poland », in Thirkell John, Scase Richard & Vickerstaff Sarah (dir.), *Labour relations and political change in Eastern Europe. A comparative perspective*, Londres, UCL Press, 1995, p.109-135.

Kramer Mark, « Collective protests and democratization in Poland 1989-1993 : was civil society really “rebellious” ? », *Communist and Post-Communist Studies*, vol.35, 2002, p.213-221.

Krok-Paszkowska Ania, « Samoobrona : The Polish self-defence movement », in Mudde Cas & Kopecký Petr (dir.), *Uncivil Society? Contentious Politics in Post-Communist Europe*, London, Routledge, 2003, p.114-133.

Kubiak Hieronim, « La rhétorique anti-européenne des partis politiques polonais. Le cas de Samoobrona (Autodéfense) et de la Ligue des familles polonaises (LPR) », in De Waele Jean Michel (dir.), *La Pologne et l'intégration européenne*, Bruxelles, Editions de l'ULB, 2003, p.43-56.

Kundzewicz Zbigniew W., Szamałek Krzysztof & Kowalczak Piotr, « The Great Flood of 1997 in Poland », *Hydrological Sciences Journal*, vol.44, n°6, 1999, p.855-870.

Kunicki Mikołaj, « The Red and the Brown : Bolesław Piasecki, The Polish communists, and the Anti-Zionist Campaign in Poland, 1967-1968 », *East European Politics and Societies*, vol.19, n°2, 2005, p.185-225.

Kwaśnicki Witold, « Czy w długim okresie polska inflacja jest przewidywalna », Working Papers, Uniwersytet Wrocławski, 2004.

Leszczyńska Małgorzata, « Zmiany w poziomie wykształcenia gospodarstw domowych związanych z rolnictwem », *Nierówności społeczne a wzrost gospodarczy*, n°11, Rzeszów, Uniwersytet Rzeszowski, 2007.

Ługowska Urszula, « Samoobrona versus the establishment », *Labour Focus on Eastern Europe*, n°72, 2002, p.59-76.

McManus-Czubiska Clare, Miller William L., Markowski Radosław & Wasilewski Jacek, « The new Polish “right”? », *Journal of Communist Studies and Transition Politics*, Vol.19, n°2, 2003, p.1-23.

Markowski Radosław, « Populizm a demokracja: ujęcia, dylematy, kontrowersje », in Markowski Radosław (dir.), *Populizm a demokracja*, Varsovie, ISP-PAN, 2004, p.11-32.

Markowski Radosław, « The polish elections of 2005 : Pure chaos or a restructuring of the party system ? », *West European Politics*, vol.29, n°4, 2006, p.814-832.

Markowski Radosław, « Polish society, politics and elections », *The Analyst - Central and Eastern European Review*, n°3, 2007, p.35-48.

Markowski Radosław, « The 2007 Polish Parliamentary Election : Some Structuring, Still a Lot of Chaos », *West European Politics*, vol.31, n°5, 2008, p.1055-1068.

Millard Frances, « The Polish Parliamentary Elections of October 1991 », *Soviet Studies*, vol.44, n°5, 1992, p.837-855.

Millard Frances, « The Polish Parliamentary Election of September 1993 », *Communist and Post-Communist Studies*, vol.3, n°27, 1994, p.295-313.

Millard Frances, « The Shaping of the Polish Party System : 1989-93 », *East European Politics and Societies*, vol.8, n°3, 1994, p.467-494.

Millard Frances, « Nationalist themes in Polish politics 1989-1993 », *Journal of Contemporary European Studies*, vol.2, n°4, 1994, p.43-55.

Millard Frances, « Party development and the Polish presidential election of October 2000 », *Perspectives on European Politics and Society*, vol.2, n°3, 2001, p.379-400.

Millard Frances, « Poland's Politics and the Travails of Transition after 2001 : the 2005 Elections », *Europe-Asia Studies*, vol.58, n°7, 2006, p.1007-1031.

Mink Georges, « République de Pologne - Bilans annuels de 1981 à 2010. Bilan 2010 – cohabitation difficile », in *L'état du monde*, Paris, La Découverte, 2010.

Nalewajko Ewa, « Political Parties and Agriculture in Poland », *Rural Transition Series*, Working Paper n°17, Centre for Central and Eastern European Studies, University of Liverpool, 1994.

Osiatyński Wiktor, « Agent Walesa ? », *East European Constitutional Review*, n°2, 1992, p.28-30.

Osiatyński Wiktor « A Brief History of the Constitution », *East European Constitutional Review*, vol.6, n°2-3, 1997, p.66-76.

Ost David, « Imagining and creating the enemy : trade unions in the new Polish democracy », in Mokrzycki Edmund, Rychard Andrzej & Zybertowicz Andrzej (dir.),

Utracona Dynamika ? O niedojrzałości polskiej demokracji, Varsovie, IFIS-PAN, 2002, p.113-126.

Ost David, « L'après-communisme et le déclin du syndicalisme à l'Est : leçons de Pologne et d'ailleurs », *Sociologie du Travail*, vol.51, n°4, 2009, p.536-557.

Paci Pierella, Sasin Marcin J. & Verbeek Jos, « Economic growth, income distribution and poverty in Poland during transition », *World Bank Policy Research Paper*, n°3467, 2004.

Pellen Cédric, « Le positionnement européen de *Samoobrona* : du rejet radical à l'«euroréalisme» », Neumayer Laure, Roger Antoine & Zalewski Frédéric (dir.), *L'Europe Contestée. Espaces et enjeux des positionnements contre l'intégration européenne*, Paris, Michel Houdiard Editeur, 2008, p.15-33.

Pellen Cédric, « Samoobrona : la contestation paysanne comme ressource politique », in Jean-Michel De Waele & Daniel-Louis Seiler (dir.), *Les partis agrariens et paysans en Europe*, Bruxelles, Editions de l'Université Libre de Bruxelles, 2009, p.153-172.

Pellen Cédric, « Les manifestations paysannes polonaises de 1998-1999. Politisation, médiatisation et personnalisation d'une mobilisation contestataire », *Politix*, vol.22, n°86, 2009, p.167-188.

Piskorski Mateusz, « Samoobrona Rzeczypospolitej Polskiej », in Kowalczyk Krzysztof & Sielski Jerzy (dir.), *Polskie partie i ugrupowanie parlamentarne*, Toruń, Wydawnictwo Adam Marszałek, 2004, p.197-226.

Piskorski Mateusz, « Liga Polskich Rodzin », Kowalczyk Krzysztof & Sielski Jerzy (dir.), *Polskie partie i ugrupowanie parlamentarne*, Toruń, Wydawnictwo Adam Marszałek, 2004, p.170-177.

Podedworna Hanna, « L'environnement institutionnel de l'agriculture en Pologne », in De Waele Jean-Michel (dir.), *La Pologne et l'intégration européenne*, Bruxelles, Editions de l'ULB, 2003, p.157-165.

Portet Stéphane, « La société polonaise après 1989. Les incertitudes de la modernité le poids des traditions », in Bafoil François (dir.), *La Pologne*, Paris, Fayard, 2007.

Portet Stéphane, « Le temps partiel en Pologne : Un trompe-l'oeil de la segmentation sexuée du marché du travail », *Travail, genre et sociétés*, vol.2, n°12, 2004, p.127-144.

Pouliquen Alain, « La Pologne : de la socialisation indirecte de l'agriculture à la reprise de la socialisation directe », *Économie rurale*, n°112, 1976, p.47-53.

Rambaud Placide, « Les agriculteurs polonais à la conquête de leur identité », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°41, 1982, p.47-59.

Richard François & Meunier Nicolas, « Pologne 2001-2002 : une évolution préoccupante », *Le Courrier des pays de l'Est*, n°1026, 2002, p.142-158.

Richard François, « Pologne : Bouleversement du paysage politique ou permanence des grands clivages ? », *Revue Politique et Parlementaire*, n°1031, 2004, p.105-113.

Rusin Philippe, « Pologne : quinze ans de réformes à marche forcée pour rejoindre l'Union européenne », *L'Europe en formation*, n°1, 2004, p.58-62.

Sabbat-Swidlicka Anna, « The Rise and Fall of the Grunwald Patriotic Union », RAD Background Report, n°213, *Radio Free Europe Research*, 13 octobre 1982.

Shabad Goldie & Kazimierz M. Słomczynski, « The Emergence of Career Politicians in Post-Communist Democracies : Poland and the Czech Republic », *Legislative Studies Quarterly*, vol.27, n°3, 2002, p.333-359.

Siemienska Renata, « Gender Party Quotas in Poland », papier présenté à la Conférence de « the International Institute for Democracy and Electoral Assistance (IDEA)/CEE Network for Gender Issues », Budapest, 22-23/10/2004.

Siwek Ryszard, « La nouvelle expression du discours politique en Pologne », *Mots*, n°42, 1995, p.27-35.

Smolar Aleksander, « Poland's Emerging Party System », *Journal of Democracy*, vol.9, n°2, 1998, p.122-133.

Smolar Aleksander, « Les radicaux au pouvoir et la transformation de la Pologne », *Pouvoirs*, n°118, 2006, p.101-112.

Staniszki Jadwiga, « Ciągłość i zmiana », *Kultura i Społeczeństwo*, n°1, 1992, p.23-41

Stankiewicz Dorota, « Sytuacja kobiet wiejskich w świetle badań Instytutu Ekonomiki Rolnictwa i Gospodarki Żywnościowej », *Kancelaria Sejmu Biuro Studiow i Ekspertyz*, n°189, 1994.

Staszkiwicz Maria, « Populist Discourse in Poland », *Populism in Central Europe*, Prague, Association for International Affairs, 2007, p.189-199.

Szawiel Tadeusz, « Kryzys demokracji a poparcie systemu politycznego w Polsce », in Markowski Radosław (dir.), *Populizm a demokracja*, Varsovie, ISP-PAN, 2004, p.145-171.

Szczerbiak Aleks, « Electoral Politics in Poland : The Parliamentary Elections of 1997 », *Journal of Communist Studies and Transition Politics*, vol.14, n°3, 1998, p.58-83.

Szczerbiak Aleks, « Explaining Kwaśniewski's Landslide: The October 2000 Polish Presidential Election », *Journal of Communist Studies and Transition Politics*, vol.17, n°4, 2001, p.78-107.

Szczerbiak Aleks, « Dealing with the Communist Past or the Politics of the Present? Lustration in Post-Communist Poland », *Europe-Asia Studies*, vol.54, n°4, 2002, p.553-572.

Szczerbiak Aleks, « Old and New Divisions in Polish Politics : Polish Parties' Electoral Strategies and Bases of Support », *Europe-Asia Studies*, Vol.55, n°5, juillet 2003, p.729-746.

Szczerbiak Aleks, « The Polish centre-right's (last ?) best hope : the rise and fall of Solidarity Electoral Action », *Journal of Communist Studies and Transition Politics*, vol.20, n°3, 2004, p.55-79.

Szczerbiak Aleks, « History Trumps Government Unpopularity : The June 2003 Polish EU Accession Referendum », in Taggart Paul & Szczerbiak Aleks (dir.), *EU Enlargement and Referendums*, Oxon, Routledge, 2005, p.115-134.

Szczerbiak Aleks, « “Social Poland” Defeats “Liberal Poland” ? The September-October Polish Parliamentary and Presidential Elections », *Journal of Communist Studies and Transition Politics*, vol.23, n°2, 2007, p.203-232.

Szczerbiak Aleks, « The Birth of a Bipolar Party System or a Referendum on a Polarizing Government ? The Octobre 2007 Polish Parliamentary Election », *Journal of Communist Studies and Transition Politics*, vol.24, n°3, 2008, p.415-443

Szukielójć-Bieńkuńska Anna, « Poverty and social exclusion in Poland », papier présenté au colloque de l'INSEE « International seminar on poverty measurement », Paris, 02/12/2005.

Tłuczak Agnieszka, « Wpływ działań państwa na kształtowanie się cen wybranych produktów rolnych w Polsce », Kunasz Marek (dir.), *Problemy gospodarowania w dobie globalizacji - materiały konferencyjne*, Katedra Mikroekonomii Uniwersytetu Szczecińskiego, Szczecin, 2006, p.120-129.

Vermeersch Peter, « Domestic discourses on European integration in Poland before and after 2004: ideology, nationalism, and party competition », *The Program on Central & Eastern Europe Working Papers Series*, CES, Harvard University, n°66, 2008, p.1-13 ;

Walicki Andrzej, *Naissance et développement du nationalisme moderne en Pologne*, in Delsol Chantal & Maslowski Michel (dir.), *Histoire des idées politiques de l'Europe Centrale*, Paris, PUF, 1998.

Walicki Andrzej, « The troubling legacy of Roman Dmowski », *East European Politics and Societies*, vol.14, n°1, 2000, p.12-46.

Wanda Nowicka (entretien avec), « L'avortement en Pologne. Une loi contraire au bon sens », in Heinen Jacqueline & Portet Stéphane (dir.), « Egalité des sexes en Europe centrale et orientale : entre espoir et déconvenues », *Transitions*, vol.44, n°1, 2004, p.145-152.

Wasilewski Jacek, « Socjologiczny portret polskiej elity potransformacyjnej », in Wasilewski Jacek (dir.), *Elita polityczna*, Varsovie, ISP-PAN, 1998.

Wiatr Jerzy, « Pięć parlamentów III Rzeczypospolitej », in Wiatr Jerzy, Raciborski Jacek, Bartkowski Jerzy, Frączak-Rudnicka Barbara & Kiliński Jarosław (dir.), *Demokracja Polska : 1989-2003*, Warszawa, WN Scholar, 2003, p.99-122.

Wysocka Olga, « Populism in Poland », texte présenté à la *4th ECPR General Conference*, Pisa, 6-8 septembre 2007.

Zalewski Frédéric, « L'improbable autonomisation d'un "parti satellite". Réflexions sur les rapports de pouvoir entre le ZSL et le PZPR dans la Pologne communiste (1949-1989) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol.49, n°2, 2002, p.78-101.

Zalewski Frédéric, « Conflits d'interprétations et conflits sociaux dans la Pologne post-communiste : l'exemple des mobilisations paysannes », in Roger Antoine (dir.), *Des partis pour quoi faire ? La représentation politique en Europe Centrale et Orientale*, Bruxelles, Bruylant, 2003, p.61-76.

Zalewski Frédéric, « Partis politiques et changement de régime en Pologne : mobilisations autour de la restauration du parti paysan polonais PSL », *Revue française de science politique*, vol.54, n°6, décembre 2004, p.911-944.

Zalewski Frédéric, « Démobilisation et politisation de la paysannerie en Pologne depuis 1989 », *Critique Internationale*, n°31, 2006, p.145-159.

Zalewski Frédéric, « Prendre au sérieux le "phénomène Kaczyński" », *Vacarme*, n°41, 2007.

Zawadzki Paul, « Entre ethnos et dêmos : les populismes en Pologne », *Mots*, n°55, 1998, p.27-44.

Zubek Voytek, « The rise and fall of rule by Poland's best and brightest », *Europe-Asia Studies*, vol.44, n°4, 1992, p.579-608.

Zubek Voytek, « The fragmentation of Poland's Political Party System », *Communist and Post-Communist Studies*, vol.26, n°1, 1992, p.47-71.

Żukowski Tomasz, « Wybory parlamentarne'91 », *Studia Polityczne*, vol.1, n°1, 1992, p. 35-60.

IV- Europe centrale et orientale / Post-communisme / Transition. [régime, politique, société, économie]

Ouvrages, dossiers, travaux universitaires.

Ágh Attila, *The Politics of Central Europe*, London, Sage Publications, 1998.

Bafoil François, *Après le Communisme*, Paris, Armand Colin, 2002.

De Waele Jean-Michel, *L'émergence des partis politiques en Europe centrale*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 1999.

De Waele Jean-Michel, *Les clivages politiques en Europe centrale et orientale*, Bruxelles, Éditions de l'ULB, 2004.

Delsol Chantal & Maslowski Michel (dir.), *Histoire des idées politiques de l'Europe Centrale*, Paris, PUF, 1998.

Devaux Sandrine, *Engagements associatifs et post-communisme. Le cas de la République tchèque*, Paris, Belin, 2005.

Forest Maxime & Mink Georges (dir.), *Post-communisme: les sciences sociales à l'épreuve*, Paris, L'Harmattan, 2004.

Heinen Jacqueline & Portet Stéphane (dir.), « Égalité des sexes en Europe centrale et orientale : entre espoir et déconvenues », *Transitions*, vol.44, n°1, 2004.

Hermet Guy, *Le passage à la démocratie*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996.

Heurtaux Jérôme & Pellen Cédric (dir.), *1989 à l'Est de l'Europe. Une mémoire controversée*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, 2009.

Howard Marc Morjé, *The Weakness of Civil Society in Post-Communist Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.

Huntington Samuel, *The Third Wave*, Oklahoma, Tulsa, University of Oklahoma Press, 1991.

Kitschelt Herbert, Mansfeldova Zdenka, Markowski Radosław & Tóka Gabor, *Post-Communist Party System*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.

Kopecký Petr & Mudde Cas (dir.), *Uncivil Society? Contentious Politics in Post-Communist Europe*, Londres, Routledge, 2003.

Linz Juan J. & Stepan Alfred, *Problems of Democratic Transition and Consolidation. Southern Europe, South America and Post-Communist Europe*, Baltimore, The John Jopkins University Press, 1996.

Mainwaring Scott, O'Donnell Guillermo & Valenzuela Julio Samuel (dir.), *Issues in democratic consolidation : the New South American democracies in comparative perspective*, Notre Dame, University of Notre Dame Press, 1992.

Neumayer Laure, *L'enjeu européen dans les transformations postcommunistes*, Paris, Editions Belin, 2006.

Pellen Cédric (dir.), « Mouvements sociaux et représentation politique », *Transitions*, vol.49, n°2, 2009.

Pridham Geoffrey & Lewis Paul (dir.), *Stabilising fragile democracies : comparing new party systems in Southern and Eastern Europe*, London, Routledge, 1996.

Roger Antoine (dir.), *Des partis pour quoi faire ? La représentation politique en Europe Centrale et Orientale*, Bruxelles, Bruylant, 2003.

Wesołowski Włodzimierz, *Partie : nieustanne kłopoty*, Varsovie, IFIS-PAN, 20

Zielonka Jan (dir.), *Democratic Consolidation in Eastern Europe : Institutional engineering*, Oxford, Oxford University Press, 2001.

Articles, chapitres d'ouvrages, communications.

Ágh Attila, « The Experiences of First Democratic Parliaments in East Central Europe », *Communist and Post-Communist Studies*, vol.28, n°2, 1995, p.203-214.

Bayou Céline, Blaha Jaroslav, Lhomel Edith & Potel Jean-Yves, « Populisme et extrémisme en Europe centrale et balte », *Le Courrier des pays de l'Est*, n°1054, 2006, p.27-42.

Bazin Gilles, « Politique agricole commune à l'Est. Premiers résultats », *Le Courrier des pays de l'Est*, vol.5, n°1063, 2007, p.11-21.

Bova Russell, « Political Dynamics of the Post-Communist Transition : A Comparative Perspective », *World Politics*, vol.44, n°1, 1991, p.113-138.

Bozóki András, « Theoretical Interpretations of Elite Change in East Central Europe », *Comparative Sociology*, vol.2, n°1, 2003, p.215-247.

Bozóki András & Sükösd Miklós, « Civil society and populism in Eastern European democratic transitions », *Praxis International*, n°13, 1993, p.224-241.

Bunce Valérie, « Quand le lieu compte. Spécificités des passés autoritaires et réformes économiques dans les transitions à la démocratie », *Revue française de science politique*, vol.50, n°4, 2000, p.633-656.

Deleersnijder Henri, « La dérive populiste en Europe centrale et orientale », *Hermès*, n°42, 2005, p.181-186.

Diamond Larry Jay, « Toward Democratic Consolidation », *Journal of Democracy*, vol.5, n°3, 1994, p.4-17.

Dobry Michel, « Les voies incertaines de la transitologie : choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de path dependence », *Revue française de science politique*, vol.50, n°4-5, 2000, p.585-614.

Ekiert Grzegorz & Kubik Jan, « Contentious Politics in New Democracies: East Germany, Hungary, Poland, and Slovakia, 1989-93 », *World Politics*, vol.50, n°4, 1998, p.547-581.

Elgie Robert & Zielonka Jan, « Constitutions and Constitution-Building. A Comparative Perspective », in Zielonka Jan (dir.), *Democratic Consolidation in Eastern Europe : Institutional engineering*, Oxford, Oxford University Press, 2001, p.25-47.

Evans Geoffrey & Whitefield Stephen, « Identifying the Bases of Party Competition in Eastern Europe », *British Journal of Political Science*, vol.23, n°4, 1993, p.521-548.

Glenn John K., « Parties out of movements: party emergence in post-communist Eastern Europe », in Goldstone Jack A. (dir.), *States, Parties, and Social Movements*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, p.147-169.

Guillemoles Alain, « Le populisme se lève à l'Est », *Politique internationale*, n°114, 2007, p.329-342.

Guilhot Nicolas & Schmitter Philippe, « De la transition à la consolidation. Une lecture rétrospective des democratization studies », *Revue Française de Science Politique*, vol.50, n°4-5, 2000, p.615-632.

Hadjiisky Magdalena, « La démocratie par le marché. Le cas des pays tchèques (1989-1996) », *Politix*, vol.12, n°47, 1999, p.63-88.

Hausner Jerzy, « Populist Threat in Transformation of Socialist Society », *Economic and Social Policy*, n°29, 1992.

Heinen Jacqueline, « Genre et politiques étatiques en Europe centrale et orientale », *Recherches féministes*, vol.12, n°1, 1999, p.123-135.

Heurtaux Jérôme & Roger Antoine, « Eclairages comparatifs sur le désencastrement des activités partisans, syndicales et associatives », in Kott Sandrine & Mespoulet Martine (dir.), *La transition post-communiste dans l'histoire*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2006, p.19-22.

Heurtaux Jérôme & Roger Antoine, « En attendant le cartel. Katz et Mair à l'épreuve des sociétés post-communistes », in Aucante Yohann & Dezé Alexandre (dir.), *Les systèmes de partis dans les démocraties occidentales. Le modèle du parti-cartel en question*, Paris, Presses de la FNSP, 2008, p.275-296.

Higley John & Pakulski Jan, « Jeux de pouvoir des élites et consolidation de la démocratie en Europe centrale et orientale », *Revue française de science politique*, vol.50, n°4-5, 2000, p.657-678.

Kitschelt Herbert, « Formation of Party Cleavages in Post-Communist Democracies: Theoretical Propositions », *Party Politics*, vol.1, n°4, 1995, p.447-472.

Kopecký Petr & Mudde Cas, « The Two Sides of Euroscepticism. Party Positions on European Integration in East Central Europe », *European Union Politics*, vol.3, n°3, 2002, p.297-326.

Krastev Ivan, « L'heure du populisme », *Eurozine*, 20 novembre 2007.

Krulic Joseph, « Les populismes d'Europe de l'Est », *Le Débat*, n°67, 1991, p.83-91.

Lewis Paul G., « The “Third Wave” of Democracy on Eastern Europe. Comparative Perspectives on Party Roles and Political Development », *Party Politics*, vol. 7, n°5, 2001, p.543-565.

Lhomel Edith, « L'agriculture des pays d'Europe centrale et orientale face à l'entrée dans l'Union européenne », *Le courrier des pays de l'Est*, n°441, 1999, p.3-23.

Linz Juan J. & Stepan Alfred, « Toward Consolidated Democracies », *Journal of Democracy*, vol.7, n°2, 1996, p.14-33.

Maurel Marie-Claude, « La naissance de nouveaux acteurs sociaux sur la scène locale », *Revue d'Etudes comparatives Est-Ouest*, n°4, 1994, p.131-145.

Mink Georges & Szurek Jean-Charles, « Paradigmes sociologiques : héritages et nouveaux questionnements », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol.25, n°4, 1994, p.5-13.

Mink Georges, « Les sociétés post-communistes. “Amorphes” ou actives? », *Le courrier des pays de l'Est*, n°1019, 2001, p.4-15.

Mink Georges & Neumayer Laure, « Contagion anti-européenne en Europe centrale », *Politique étrangère*, vol.67, n° 3, 2002, p.665-681.

Mudde Cas, « In the Name of the Peasantry, the Proletariat and the People : Populisms in Eastern Europe », *East European Politics and Societies*, vol.14, n°2, 2000, p.33-53.

Mudde Cas, « Racism Extremism in Central and Eastern Europe », *East European Politics and Societies*, vol.19, n°2, 2000, p.161-184.

Neumayer Laure, « L'enjeu européen dans les compétitions partisanes en Europe Centrale », *Revue Française de Sciences Politiques*, vol.56, n°5, 2006, p.789-812.

Olson David M., « Party Formation and Party System Consolidation in the New Democracies of Central Europe », *Political Studies*, vol.46, n°3, p.432-464.

Pop-Eleches Grigore « Transition Fatigue: The Changing Fortunes of Post-Communist Anti-Establishment Parties », texte présenté à l'« Annual Meeting of the American Association for the Advancement of Slavic Studies », Boston, 4-6 décembre 2004.

Pridham Geoffrey & Lewis Paul G., « Stabilising Fragile Democracies and Party System Development », in Pridham Geoffrey & Lewis Paul G. (dir.), *Stabilising Fragile Democracies. Comparing New Party Systems in Southern and Eastern Europe*, London & New York, Routledge, 1996, p.1-22.

Prizel Ilya, « Populism as a Political Force in Postcommunist Russia and Ukraine », *East European Politics & Societies*, vol.15, n°1, 2000, p.54-63.

Przeworski Adam, «The “East” Becomes the “South”? The “Autumn of the People” and the Future of Eastern Europe», *Political Science and Politics*, vol.24, n°1, 1991, p.20-24.

Ragaru Nadège, « Un parti nationaliste radical en Bulgarie : Ataka ou le mal-être du postcommunisme », *Critique Internationale*, n°30, 2006, p.41-56.

Roger Antoine, « Les partis anti-système dans la Roumanie post-communiste », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol.31, n°2, 2000, p.101-136.

Roger Antoine, « L'implantation rurale des partis politiques en Europe orientale », *Etudes Rurales*, n°159-160, 2001, p.229-254.

Rupnik Jacques, « From Democracy Fatigue to Populist Backlash », *Journal of Democracy*, vol.18, n°4, 2007, p.17-25.

Seiler Daniel-Louis, « La pertinence de la carte conceptuelle de Rokkan après l'implosion de l'empire soviétique », *Revue Internationale de politique comparée*, vol.2, n°1, 1995, p.61-91.

Stepan Alfred & Skach Cindy, « Constitutional Frameworks and Democratic Consolidation: Parliamentarism versus Presidentialism », *World Politics*, vol.46, n°1, 1993, p.1-22

Sztompka Piotr, « Civilizational Incompetence : The Trap of Post-Communist Societies », *Zeitschrift für Soziologie*, vol.22, n° 2, 1993, p.85-95;

Taggart Paul & Szczerbiak Aleks, «Contemporary Euroscepticism in the party systems of the European Union candidate states of Central and Eastern Europe», *European Journal of Political Research*, vol.43, n°1, 2004, p.1-27.

Tismaneanu Vladimir, «The Leninist Debris or Waiting for Peron», *East European Politics and Societies*, vol.10, n°1, 1996, p.504-535.

Tismaneanu Vladimir, «Hypotheses on Populism: The Politics of Charismatic Protest», *East European Politics and Societies*, vol.15, n°1, 2001, p.10-17.

Učeň Peter, « Parties, Populism, and Anti-Establishment Politics in East Central Europe », *The SAIS Review of International Affairs*, vol.27, n°1, 2007, p.49-62.

Table des tableaux, graphiques et cartes

Tableaux

Chapitre 1

Tableau 1 : Résultats des élections parlementaires du 27 octobre 1991.

Tableau 2 : Liste et affiliation des délégués « paysans » participant aux négociations du 14 novembre 1991.

Tableau 3 : Les fondateurs du ZZR Samoobrona.

Tableau 4 : Nombre d'articles du quotidien *Gazeta Wyborcza* évoquant le ZZR Samoobrona au cours des quatre premiers mois de l'année 1992.

Chapitre 2

Tableau 5 : Consignes des principaux clubs parlementaires et résultats du vote du 4 juin 1992 sur la censure du gouvernement Olszewski.

Tableau 6 : Consignes des principaux clubs parlementaires et résultats du vote du 5 juin 1992 sur l'investiture de Waldemar Pawlak au poste de Premier ministre.

Tableau 7 : Organiseurs des manifestations agricoles de 1992 et 1993 (en pourcentage du nombre total d'actions de protestation).

Tableau 8 : Principales actions de protestation du ZZR *Samoobrona* relayées par le quotidien *Gazeta Wyborcza* de juin 1992 à avril 1993.

Tableau 9 : L'investiture du gouvernement Suchocka le 10 juillet 1992.

Tableau 10 : Composition des listes électorales aux élections parlementaires du 19 septembre 1993.

Tableau 11 : Vingt premiers candidats de la liste nationale du comité Samoobrona-Leppera aux élections parlementaires du 19 septembre 1993.

Tableau 12 : Composition des listes de circonscription du comité Samoobrona-Leppera aux élections parlementaires du 19 septembre 1993.

Tableau 13 : Nombre d'articles du quotidien *Gazeta Wyborcza* évoquant une organisation siglée Samoobrona (syndicat, parti ou comité électoral) au cours des mois de juin, juillet et août 1993.

Tableau 14 : Résultats des élections parlementaires du 19 septembre 1993.

Tableau 15 : Résultats par circonscription des listes du comité Samoobrona-Leppera aux élections parlementaires du 19 septembre 1993.

Tableau 16 : Principaux indicateurs macro-économiques de la Pologne et croissance du revenu paysan de 1990 à 1997.

Chapitre 3

Tableau 17 : Principales actions en rapport avec la controverse sur la situation de l'agriculture du mois du 10 juillet 1998 au 8 février 1999.

Tableau 18 : Traitement accordé aux actions de protestation paysanne et à Andrzej Lepper dans le quotidien *Gazeta Wyborcza* du 4 janvier 1999 au 7 février 1999.

Chapitre 4

Tableau 19 : Résultats de l'élection présidentielle du 8 octobre 2000.

Tableau 20 : « Composition de l'électorat » des cinq candidats les mieux classés à l'élection présidentielle de 2000.

Tableau 21 : Résultats d'Andrzej Lepper à l'élection présidentielle du 8 octobre 2000 dans les circonscriptions des dix principales villes de Pologne.

Tableau 22 : Résultats d'Andrzej Lepper à l'élection présidentielle du 8 octobre 2000 par voïvodie.

Tableau 23 : Circonscriptions où Andrzej Lepper obtient les meilleurs résultats à l'élection présidentielle du 8 octobre 2000.

Tableau 24 : Composition du *prezidium* du parti *Samoobrona RP* au 4 mars 2001.

Tableau 25 : Composition des listes de candidats siglées *Samoobrona* pour les élections parlementaires de 2001, 1997 et 1993.

Tableau 26 : Appartenance partisane des candidats des listes *Samoobrona RP* aux élections parlementaires de 2001.

Tableau 27 : Têtes de listes *Samoobrona RP* par circonscriptions aux élections parlementaires de 2001.

Tableau 28 : Composition des listes de circonscription *Samoobrona RP* aux élections parlementaires de 2001.

Tableau 29 : Résultats des élections à la Diète de 2001.

Tableau 30 : Résultats des élections au Sénat de 2001.

Tableau 31 : « Composition de l'électorat » des six comités obtenant une représentation à la Diète aux élections parlementaires de 2001.

Tableau 32 : résultats par circonscription des listes *Samoobrona RP* aux élections parlementaires de 2001.

Chapitre 5

Tableau 33 : Expérience parlementaire des députés élus le 23 septembre 2001.

Tableau 34 : Professions déclarées par les députés élus le 23 septembre 2001.

Tableau 35 : Niveau d'étude des députés élus le 23 septembre 2001.

Tableau 36 : députés du club *Samoobrona RP* élus à une position de pouvoir au sein de la Diète au début de la IV^e législature.

Tableau 37 : Composition des listes du comité *Samoobrona RP* aux élections européennes du 13 juin 2004.

Tableau 38 : Composition des listes du comité *Samoobrona RP* pour les élections de la Diète du 25 septembre 2005.

Tableau 39 : Composition des listes du comité *Samoobrona RP* pour les élections du Sénat du 25 septembre 2005.

Tableau 40 : Composition des têtes de listes de circonscription du comité *Samoobrona RP* pour les élections de la Diète du 25 septembre 2005.

Tableau 41 : Résultats des élections parlementaires du 25 septembre 2005.

Tableau 42 : Résultats par circonscription des listes du comité *Samoobrona RP* aux élections parlementaires du 25 septembre 2005.

Tableau 43 : Vote par lieu de résidence aux élections parlementaires du 25 septembre 2005.

Tableau 44 : Comparaison des résultats d'Andrzej Lepper et des listes *Samoobrona RP* aux élections présidentielle et parlementaires de 2005.

Tableau 45 : Résultats du premier tour de l'élection présidentielle du 9 octobre 2005.

Tableau 46 : Résultats du second tour de l'élection présidentielle du 23 octobre 2005.

Tableau 47 : Niveau d'étude des députés du club parlementaire *Samoobrona RP* élus le 25 septembre 2005

Tableau 48 : Professions déclarées par les députés *Samoobrona* élus le 25 septembre 2005

Tableau 49 : Composition des listes du comité *Samoobrona* RP pour les élections de la Diète du 21 octobre 2007.

Tableau 50 : Composition des listes du comité *Samoobrona* RP pour les élections du Sénat du 21 octobre 2007.

Tableau 51 : Composition des têtes de listes de circonscription du comité *Samoobrona* RP pour les élections de la Diète du 21 octobre 2007.

Tableau 52 : Résultats des élections parlementaires du 21 octobre 2007.

Tableau 53 : Résultats par circonscriptions des listes du comité *Samoobrona* RP aux élections parlementaires du 21 octobre 2007.

Tableau 54 : Vote par lieu de résidence aux élections parlementaires du 21 octobre 2007.

Cartes, schémas et graphiques

Chapitre 1

Graphique 1 : Consignes de vote des clubs Parlementaires lors du vote du 23 décembre 1991 sur l'investiture du gouvernement Olszewski.

Chapitre 2

Carte 1 : Résultats par circonscription des listes du comité *Samoobrona-Leppera* aux élections parlementaires du 18 septembre 1993.

Carte 2 : Résultats par circonscription des listes du comité *Przymierze Samoobrona* aux élections parlementaires du 21 septembre 1997.

Schéma 1 : Représentation du *Ruch Społeczny Samoobrona Rzeczpospolitej Polskiej* par les dirigeants du *ZZR Samoobrona* et du *Przymierze Samoobrona* à l'été 1992.

Schéma 2 : Organisations territoriales du *ZZR Samoobrona* et du *Przymierze Samoobrona* et relations entre leurs structures.

Graphique 2 : Nombre d'actions de protestation paysannes par mois, de janvier 1992 à mai 1993.

Chapitre 3

Carte 3 : Le powiat de Garwolin.

Schéma 3 : Tracé de la manifestation du 10 juillet 1998

Chapitre 4

Carte 4 : Résultats d'Andrzej Lepper à l'élection présidentielle du 8 octobre 2000.

Carte 5 : Résultats par circonscription des listes *Samoobrona* RP aux élections à la Diète de 2001.

Chapitre 6

Carte 6 : Résultats par circonscriptions des listes *Samoobrona* RP aux élections parlementaires du 25 septembre 2001.

Carte 7 : Résultats par circonscriptions des listes du comité *Samoobrona-RP* aux élections parlementaires du 21 octobre 2007.

Table des matières

REMERCIEMENTS	3
LISTE DES SIGLES	5
INTRODUCTION GENERALE	11
I- LES FAUX-SEMBLANTS D'UNE EVIDENCE : LE POPULISME DE SAMOOBRONA.	14
A) LA SYSTEMATISATION PARADOXALE DE LA QUALIFICATION DE SAMOOBRONA EN TANT QUE « POPULISME ».....	15
B) UNE NOTION ARRANGEANTE AU SENS VARIABLE.	20
1) Un populisme symptôme d'une crise de la transition.	22
2) Un populisme symptôme de la permanence de traditions politiques spécifiques.	24
C) UNE EVIDENCE A DECONSTRUIRE.	28
II- POUR UNE « NORMALISATION » THEORIQUE DE L'ETUDE DU MOUVEMENT SAMOOBRONA.	32
A) DES REGLES DE LA COMPETITION POLITIQUE EN DEFINITION.	34
1) Les illusions de la « consolidologie ».	34
2) Le régime démocratique polonais comme configuration en redéfinition.	36
B) OUVRIR LA « BOITE NOIRE » DU MOUVEMENT <i>SAMOOBRONA</i>	39
III. LA TRAJECTOIRE DU MOUVEMENT SAMOOBRONA COMME ENIGME(S).	44
IV- METHODOLOGIE DE L'ENQUETE.	49
A) UNE ENQUETE SOUS CONTRAINTES.....	49
B) PRESENTATION DES SOURCES.....	53
1) La presse.....	53
2) Les entretiens.	57
3) Les archives.	60
C) ORGANISATION DU RECIT	63
PARTIE 1 LA GENESE D'UN GROUPEMENT MULTIPOSITIONNE (1991-1997) ...	66
INTRODUCTION	67
CHAPITRE 1 : LA STRUCTURATION D'UN NOUVEL ACTEUR DU CHAMP DE REPRESENTATION DE LA PAYSANNERIE.	72
SECTION 1. LE SURENDETTEMENT AGRICOLE COMME PROBLEME PUBLIC.	78
A) L'émergence du problème : l'action de Zamość.	80
B) Mobilisations électorales et appropriations du problème.	82
C) Genèse d'une controverse publique sur le problème.	86
D) Transformation du contexte politique et démobilisation du problème.	90
SECTION 2. LA STRUCTURATION DU ZZR SAMOOBRONA: LA FORMALISATION SYNDICALE D'UN COLLECTIF D'AGRICULTEURS SURENDETTES.....	97
A) Création et formalisation d'une structure d'action préconstituée dans la dynamique de la controverse publique sur le surendettement agricole.....	98
1) La manifestation devant le Parlement comme rassemblement de groupes préconstitués.....	98
2) La genèse du KKSRS : autonomisation et démarcation d'un groupement de manifestants à l'égard des organisations paysannes existantes.....	100
3) La reconnaissance du KKSRS comme un représentant légitime des agriculteurs surendettés.....	102
B) Du KKSRS au ZZR <i>Samoobrona</i> : la création syndicale comme palliatif à l'isolement.	104
1) Les propriétés singulières des initiateurs du ZZR <i>Samoobrona</i>	105

2) Le choix de la formalisation syndicale : s'institutionnaliser pour continuer à exister.	111
SECTION 3 : UNE REPRESENTATIVITE A CONQUERIR.....	115
A) Un nouveau syndicat en quête de reconnaissance.....	116
1) L'isolement originel du ZZR <i>Samoobrona</i>	116
2) Quel mode d'action adopter ?.....	118
B) Faire attester sa représentativité par la force.....	122
1) Une conjoncture politique fluide : la « crise » du début de la I ^e législature.....	123
2) L'occupation du ministère de l'Agriculture : un « coup » payant.....	128

CHAPITRE 2 FRANCHIR LA FRONTIERE : LE MOUVEMENT SAMOBRONA DANS LA COMPETITION POLITIQUE..... 140

SECTION 1 : L'ENTREE EN POLITIQUE DE RESPONSABLES SYNDICAUX.....	144
A) Expliciter des ambitions politiques : la création du parti <i>Przymierze Samoobrona</i>	145
1) Chute du gouvernement Olszewski et « radicalisation morale ».....	146
2) Une politisation par la diversification organisationnelle.....	150
B) Jouer avec les frontières incertaines du politique : la contestation syndicale comme ressource politique.....	156
1) Des actions spectaculaires au service d'une entreprise de subversion de l'ordre politique.....	159
2) La structuration organisationnelle paradoxale du syndicat et du parti.....	164
3) Tentatives d'élargissement du champ d'intervention et de « montée en généralité ».....	169
SECTION 2. À L'EPREUVE DES CONTRAINTES DE LA COMPETITION ELECTORALE.....	174
A) Vers de nouvelles élections parlementaires : chute du gouvernement et durcissement des règles de la compétition électorale.....	177
B) Formaliser une offre électorale.....	181
1) Comment participer aux élections ?.....	182
2) Quelle offre de représentation expliciter ?.....	186
3) Comment composer des listes de candidats ?.....	191
C) Mobiliser des soutiens : <i>Samoobrona</i> dans la campagne électorale.....	199
1) Un répertoire de mobilisation électorale entre subversion et conformation.....	201
2) De la difficulté à contrôler la dynamique de la campagne électorale.....	206
D) Gérer le « verdict » des urnes.....	209
1) L'épreuve des résultats.....	211
2) L'imposition d'une interprétation des résultats de <i>Samoobrona</i> en termes de « déroute ».....	216
SECTION 3 LA RELEGATION DU MOUVEMENT SAMOBRONA DANS LES MARGES DU JEU POLITIQUE.....	219
A) Crise de leadership et délitement organisationnel.....	220
B) La raréfaction des mobilisations protestataires paysannes au cours de la II ^e législature.....	224
C) La bipolarisation tendancielle du champ politique.....	228

PARTIE 2 LA REEMERGENCE DU MOUVEMENT SAMOBRONA (1997-2001)..... 235

INTRODUCTION..... 236

CHAPITRE 3 : L'APPROPRIATION DES MANIFESTATIONS PAYSANNES DE LA FIN DES ANNEES 1990 PAR LE ZZR SAMOBRONA..... 239

SECTION 1 : LA RESURGENCE DES MOBILISATIONS CONTESTATAIRES AGRICOLES.....	243
A) Une mobilisation improbable.....	244
1) La négation de la crise agricole comme problème public.....	244
2) Des organisations paysannes marginalisées dans le champ politique.....	247
B) La lente unification des organisations paysannes contre le gouvernement.....	250
1) Des politisations concurrentielles de la situation agricole.....	251

2) Vers un front paysan unitaire : la formation d'une intersyndicale pour infléchir le rapport de force avec le gouvernement.	255
3) Le réinvestissement de l'arène des mobilisations contestataires : donner à voir l'unité et la détermination.	258
SECTION 2 : L'APPROPRIATION SYMBOLIQUE DU MOUVEMENT DE CONTESTATION PAR ANDRZEJ LEPPER.	263
A) L'intégration du ZZR <i>Samoobrona</i> à l'intersyndicale : la reconnaissance de la représentativité d'un syndicat exsangue.	264
1) Le recentrage contraint des activités du ZZR <i>Samoobrona</i>	265
2) L'intersyndicale comme opportunité pour le ZZR <i>Samoobrona</i>	267
B) La « Lepperisation » du mouvement de contestation.	268
1) L'exacerbation médiatique de l'influence d'Andrzej Lepper sur la manifestation du 10 juillet 1998.	269
2) Le retour des « Lepperiadas » : l'imposition d'une définition de la vague de manifestations paysannes comme un mouvement radical.	274
3) Le « coup » de Świecko : Lepper seul contre tous.	276
4) La rupture des accords du 8 février : pousser un fragile avantage.	285
SECTION 3 : LA RECONSTRUCTION SOUS CONTROLE DES STRUCTURES DU ZZR SAMOBRONA.	289
A) Convertir en ressources organisationnelles des ressources symboliques.	289
1) La restructuration du syndicat : un processus centralisé.	290
2) Changement de focale : l'exemple de l'implantation du ZZR <i>Samoobrona</i> dans le powiat de Garwolin.	293
B) Objectiver la puissance du ZZR <i>Samoobrona</i>	302
1) La fin de l'isolement : la reconnaissance du ZZR <i>Samoobrona</i> comme un interlocuteur incontournable du champ de représentation de la paysannerie.	302
2) Le congrès du 5 mai 1999 : un nouvel « acte d'institution ».	306
CHAPITRE 4 LE REINVESTISSEMENT HESITANT DE LA COMPETITION POLITIQUE 313	
SECTION 1 : L'HEURE DES HESITATIONS : COMMENT PARTICIPER A LA COMPETITION POLITIQUE ?	317
A) Un retour en politique sous le signe de l'unité politique de la paysannerie.	318
1) Les tentatives d'imposition d'une définition politique de l'union des organisations paysannes.	319
2) La participation au <i>Przymierze Społeczne</i> : le ZZR <i>Samoobrona</i> comme partenaire syndical du PSL.	322
B) A la recherche de partenariats au sein de la gauche syndicale.	325
C) L'indétermination persistante des modalités de participation à la compétition électorale.	330
D) Une alliance d'« outsiders » : le <i>Blok Ludowo-Narodowy</i>	335
SECTION 2 : CAPITALISER SUR LA RENOMMEE : ANDRZEJ LEPPER DANS L'ELECTION PRESIDENTIELLE DE 2000.	339
A) Le délitement du <i>Blok Ludowo-Narodowy</i>	340
B) Construire et promouvoir une candidature Lepper.	343
1) Le candidat de la « Troisième voie ».	343
2) Le ZZR <i>Samoobrona</i> comme outil de campagne : les ressources organisationnelles du syndicat au service de la candidature de son président.	347
C) Lutttes de définition d'une élection présidentielle « sans enjeu ».	350
1) L'assignation au statut de « petit » candidat.	350
2) Une performance électorale ambivalente.	352
3) Conflits interprétatifs sur la performance électorale d'Andrzej Lepper : Stop ou encore ?	359
SECTION 3 : PARTICIPER A LA LUTTE POUR LES POSTES PARLEMENTAIRES OU COMMENT RECONVERTIR DES RESSOURCES SYNDICALES DANS L'ARENE ELECTORALE.	363
A) La mise en forme d'un dédoublement organisationnel.	364
1) La distinction du syndicat ZZR <i>Samoobrona</i> et du parti <i>Samoobrona RP</i>	365
2) Une distinction de façade.	369
3) Le ZZR <i>Samoobrona</i> comme réservoir de candidats pour le <i>Samoobrona RP</i>	371

B) Une élection « ouverte »	381
1) Un espace partisan en recomposition.	381
2) La nouveauté comme opportunité.....	388
C) Se démarquer dans la compétition électorale : le <i>Samoobrona</i> RP en campagne....	391
1) Renouveler les pratiques politiques au nom des plus « démunis ».....	392
2) Le ZZR <i>Samoobrona</i> comme moteur d'une campagne de terrain active.....	394
3) La reconnaissance du <i>Samoobrona</i> RP comme un prétendant « sérieux ».....	396
D) La « surprise » des résultats : le <i>Samoobrona</i> RP troisième force politique nationale.	397

PARTIE 3 A L'EPREUVE DE LA POLITIQUE INSTITUTIONNELLE (2001-2010) 407

INTRODUCTION 408

CHAPITRE 5 DES « PAYSANS » AU PARLEMENT : UN APPRENTISSAGE HESITANT DES REGLES DU JEU DE LA POLITIQUE INSTITUTIONNELLE. 413

SECTION 1 : L'APPRENTISSAGE SOUS CONTRAINTES DES JEUX PARLEMENTAIRES..... 417

A) Des députés pas comme les autres.	418
1) Des néophytes au Parlement.	419
2) Des élus en rupture avec les logiques sociales du recrutement politique.....	421
B) Se conformer aux règles dominantes de l'institution parlementaire.....	424
C) De la conformation à la subversion.	429
1) Entre critique syndicale et conformation parlementaire.....	430
2) La polémique Cimoszewicz.....	433
3) La destitution d'Andrzej Lepper de sa fonction de vice-Maréchal de la Diète.	435
4) La « radicalisation » de Lepper.....	438
D) Une entreprise politique en crise.....	441
1) Des dissidences à répétition.	442
2) Les effets ambivalents de la « radicalisation ».....	446

SECTION 2 : LA MISE EN FORME D'UNE OFFRE POLITIQUE LEGITIME. 450

A) La redéfinition de l'identité partisane.....	451
1) Un programme d'« experts ».....	452
2) La campagne référendaire de 2003 comme espace de promotion de la nouvelle identité du <i>Samoobrona</i> RP.	456
B) Donner à voir la respectabilité.....	461
1) Les élections européennes de juin 2004 : un galop d'essai pour de futures législatives.	462
2) Une occasion de réaffirmer la « normalité » du <i>Samoobrona</i> RP.....	465
3) La promotion d'un personnel politique légitime : envoyer un « corps étranger » à Strasbourg.....	467
C) Un « nouveau » <i>Samoobrona</i>	473
1) Centralisation du contrôle des ressources collectives de l'organisation.....	474
2) Une offre d'experts.....	478
3) Une campagne de « professionnels ».....	487

CHAPITRE 6 LE COUT DU POUVOIR..... 495

SECTION 1 : L'IMPROBABLE ENTREE DE *SAMOBRONA* AU GOUVERNEMENT..... 499

A) Une performance électorale en demi-teinte.	500
1) Des ambitions élevées.....	500
2) La déception des résultats.	501
B) Un acteur incontournable des jeux parlementaires.....	508
1) Le divorce PiS-PO.	509
2) Les appels du pied répétés d'Andrzej Lepper.	512
3) Vers un accord de coalition PiS- <i>Samoobrona</i> RP- LPR.....	516

SECTION 2 : UN PARTI ILLEGITIME AU GOUVERNEMENT..... 523

A) La permanence des stigmates.....	524
1) Une entrée au gouvernement qui fait polémique.....	525

2) Redoubler les gages de conformation pour contrer la stigmatisation.....	526
3) Une illégitimité persistante : à « l'épreuve des scandales ».....	530
B) Une coalition sous « haute tension ».....	536
1) Une première alliance de courte durée.....	537
2) « L'affaire des enregistrements » et la reformation contrainte de la coalition.....	543
3) Le scandale de trop : vers des élections anticipées.....	546
C) Le couperet des élections.....	551
1) Le LiS : un nouveau parti mort-né.....	551
2) Constituer des listes dans l'urgence.....	553
3) Une campagne bipolarisée.....	559
4) La déroute du 21 octobre 2007.....	561
SECTION 3 : LA MARGINALISATION DU MOUVEMENT <i>SAMOBRONA</i>	567
A) Des réseaux militants en déclin.....	568
1) Des militants désœuvrés et délaissés.....	570
2) La faiblesse des rétributions matérielles.....	572
3) Un travail d'identification identitaire déficient.....	575
B) Un groupe dirigeant en crise.....	580
1) Lepper, un leader contesté au Parlement.....	582
2) Les dirigeants face à la défaite : des interprétations divergentes.....	586
C) Un mouvement au bord de la faillite.....	591
D) Des transformations politiques défavorables.....	595
1) De nouvelles normes de représentation de la paysannerie.....	596
2) L'élévation tendancielle du coût d'entrée dans la compétition politique.....	599
<u>CONCLUSION GENERALE.....</u>	<u>607</u>
<u>SOURCES.....</u>	<u>616</u>
<u>ANNEXES.....</u>	<u>622</u>
<u>BIBLIOGRAPHIE.....</u>	<u>659</u>
<u>TABLE DES TABLEAUX, GRAPHIQUES ET CARTES.....</u>	<u>693</u>